REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

PARIS. — A. DAVY IMP. DE LA REVUE BLEUE ET DE LA REVUE SCIENTIFIQUE

52, rue Madame, 52

Fr. Lit.
R.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

Fondée en 1863

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

53e ANNÉE — 1er ET 2e SEMESTRE

Du 1er Janvier au 31 Décembre 1915

197233
9.7.25

PARIS

BUREAUX DE LA *REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE* (*REVUE BLEUE*)

ET DE LA *REVUE SCIENTIFIQUE*

41 bis, RUE DE CHATEAUDUN, 41 bis

—

1915

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/revuebleuepolit53pari

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 1 -- 1er SEM. 53e ANNEE 2-9 JANVIER 1915

BULLETIN DE QUINZAINE

Qui l'eût dit qu'en un temps où presque toutes les armées du monde sont en campagne, une quinzaine pût s'écouler sans grands éclats militaires qui puissent effacer les évènements politiques tels que la belle déclaration du gouvernement français au Parlement, l'occupation de Vallona par les Italiens qui dessinent ainsi leur souple mouvement, ou l'entrée en scène du Japon dans la presse française?

Offensive de notre armée à l'Ouest ; à l'Est défensive, maintenant solidement établie des Russes, et qui leur permet de maintenir leur front de Galicie et des Carpathes, de menacer la Hongrie et de favoriser des troubles qui semblent accuser les inquiétudes de la Double Monarchie. A travers les récits monotones des presses germaniques censurées, on croit percevoir en effet quelques craquements favorables en Autriche et en Turquie, dans ces deux empires qui, parvenus au bord de la caducité, ont voulu, l'un provoquer, l'autre affronter une guerre redoutable aux plus robustes.

Les peuples soumis aux Habsbourg, et même les Hongrois empanachés, si vains de l'honneur de l'alliance germanique, commencent à se demander pourquoi il se battent et découvrent avec surprise que c'est pour l'Allemagne. Dans l'empire ottoman, que des ministres gouvernent par la seule raison qu'ils ont assassiné leurs prédécesseurs, on croit distinguer l'action des débris du vieux parti de l'Entente et de quelques Jeunes Turcs dissidents.

Tout cela pourrait devenir intéressant, à raison même des complications qui s'enchaînent. Il nous importe seulement, quant à nous, d'attendre avec la même fermeté des évènements qui peuvent être retardés mais non pas éludés. Le gouvernement français parlant avec énergie à soulevé l'enthousiasme de la nation. Exprimer l'opinion et la soutenir à la fois, l'enflammer même dans ces grands évènements : c'est l'un des devoirs d'un gouvernement de défense nationale.

A l'heure même où le prince Bernhard de Bulow commence à prodiguer à Rome ses grâces sceptiques que le temps fait chaque jour plus inquiètes, l'Italie débarque à Vallona. Pas une minute. pas un évènement n'aura pu détourner l'Italie de l'exécution de son plan et de ses desseins sur l'Adriatique. La politique adriatique, c'est pour le gouvernement de Rome, l'héritage de Venise. Le peuple italien paraît inébranlable dans sa résolution de laisser à ses chefs le choix de l'heure où cette œuvre devra être entreprise. L'Allemagne en est-elle réduite à dépouiller de ses mains l'Autriche asservie pour retenir l'Italie, malgré tout résolue?

Ils ont coutume de dire, les Italiens, que « le Temps est galant homme ». Les alliés prennent pour eux ce dicton. Chaque jour augmente le cortège de réprobations et de haines qui accompagne la marche chaque jour plus lourde de l'Allemagne. L'année 1915, qui sera féconde en grandes choses, verra à son début l'empire germanique se préparer à une résistance qui sera certainement énergique, et que les évènements pourraient faire bientôt convulsive. Persévérer dans la guerre, c'est le seul moyen de servir la paix ; terminer la guerre par

une paix qui étouffe les germes des guerres futures, c'est le seul souhait pacifique qu'on puisse faire au commencement de cette année d'épreuves et de gloire.

***

LA GUERRE ET LA VIE DE DEMAIN (1)

Les associations sont comme les hommes. Aucun de nous n'aurait pu demeurer dans l'inaction pendant les heures d'angoisse et d'espérance que nous avons traversées depuis plusieurs mois. C'est l'activité continue qui maintient et qui règle nos énergies ; elle seule peut nous donner le calme nécessaire et nous ne sommes maîtres de toute notre force que lorsque nous sentons notre activité s'accroître et se confondre avec celle de la nation.

Pour les groupements de bonnes volontés qui, comme le nôtre, n'ont en vue que le bien public, c'est de même une nécessité de joindre plus étroitement leur effort à l'effort de tous aux jours de crise et de péril.

Plus que toute autre peut-être parmi les associations du même genre, l' « Alliance d'Hygiène Sociale » a dû comprendre cet impérieux devoir.

Son objet est, en effet, de défendre, par la méthode scientifique et par l'aide sociale, la santé, la fécondité, la vigueur physique et morale de la race française.

Elle livre chaque jour le combat contre la maladie et contre la mort. Or, est-il un temps où ce combat soit plus nécessaire ? A ces heures de guerre où non seulement la mort frappe chaque jour ce que la nation compte de plus viril et de plus vaillant, à ces heures où les maladies les plus graves risquent de se déchaîner sur les campagnes et sur les villes, une société comme la nôtre sent croître en elle sa raison d'être et sa raison d'agir. Elle se doit d'étendre et de multiplier sa propagande. Il faut qu'elle ne cesse de recruter, elle aussi, des soldats pour cette sorte de défense nationale, moins périlleuse et moins glorieuse que l'autre, mais qui n'est pas moins indispensable à la sauvegarde de la patrie.

C'est pourquoi nous avons formé le projet de donner, dans cette maison du *Musée Social*, qui nous a tant de fois offert sa cordiale hospitalité, une série de conférences sur les questions qui forment habituellement le domaine de nos études, mais en les considérant du point de vue particulier où la guerre place invinciblement tous les esprits.

*
* *

Deux sociétés, l'une française, l'autre anglaise, sont venues, pour cette grande œuvre, nous offrir une précieuse collaboration. L'une est celle des *Infirmières Visiteuses de France*, qui s'efforce de réaliser dans la pratique, grâce au dévouement admirable des femmes les plus éminentes et les plus généreuses, les méthodes d'hygiène et de prophylaxie professées par les maîtres dont nous répandons les enseignements.

L'autre est la *Société anglaise des Amis*. Déjà, en 1870, la « *Society of Friends* » était venue apporter à la France en deuil le plus noble concours, et les patriotes ne l'ont pas oublié. Aujourd'hui, elle vient encore à nous, non plus seulement pour s'associer à nos tristesses, mais surtout pour prendre part à notre action sociale. Elle a réuni des capitaux considérables ; elle a formé un personnel de docteurs et de doctoresses, d'infirmiers et d'infirmières ; grâce à de nombreuses automobiles munies d'un matériel admirable, elle a pu s'installer sur l'emplacement des villages dévastés ; elle y porte secours aux malades, que l'absence de nos médecins laisse trop souvent sans aide et sans soins. Elle désinfecte les lieux de combat et d'occupation ; elle déblaie les ruines ; elle élève des abris provisoires ; elle reconstitue, dans la mesure du possible, le foyer détruit. Partout où elle passe, elle se fait, en deux mots, l'active ouvrière de la reprise de la vie.

C'est là une forme nouvelle, et non la moins efficace, de l'alliance. Nous avons tenu à en remercier publiquement la *Société des Amis*, et nous avons demandé à son président, l'honorable M. Harvey, membre du Parlement Britannique, de bien vouloir prendre personnellement part à nos travaux. Il a accepté de présider la deuxième de nos Conférences, celle qui aura pour objet les nécessités de l'hygiène dans les lieux de combat et d'occupation. Vous saurez lui dire notre reconnaissance pour une œuvre qui manifeste d'une façon vraiment émouvante que l'accord existe, non seulement entre les armées, mais entre les âmes des deux nations.

*
* *

Mesdames, Messieurs,

Dans une lettre que la presse parisienne publiait, il y a quelques jours, je me suis efforcé de définir le sens général de la série des conférences que nous ouvrons aujourd'hui :

« La guerre, disais-je, en même temps qu'elle est une cause de ruines sans nombre, peut devenir, par

(1) Discours prononcé à l'inauguration des Conférences de l'Alliance d'Hygiène sociale, le vendredi 18 décembre 1914.

l'excès même de la souffrance, la source de nouvelles et fécondes énergies.

« Le grand péril commun pose des problèmes ; il suscite des réformes ; il crée des institutions et des œuvres. Une seule pensée, celle de la Nation en danger, rejette au second plan les intérêts particuliers, triomphe des égoïsmes, fait surgir les volontés, les dévouements, arme de vertus nouvelles l'âme commune. »

Combien de mesures ont été prises déjà que la guerre a rendues indispensables et qu'elle a, en même temps, rendues possibles!

Il est deux exemples que vous connaissez tous. Dès les premiers jours de la guerre, un décret a rendu plus rigoureuse l'application des mesures prescrites par la loi de 1902 pour la défense de la santé publique. Grâce à l'état de guerre, des pouvoirs ont été créés pour permettre à des délégués sanitaires de prendre d'urgence et d'autorité les dispositions qui permettent de combattre les contagions et les épidémies.

L'état de guerre a permis également d'interdire la vente de l'absinthe et de supprimer ainsi, d'un seul coup, l'une des causes les plus redoutables de l'alcoolisme.

En temps de paix, jamais l'accord nécessaire n'avait pu se faire sur de telles mesures. Le péril commun les a fait accepter par tous.

Ce qu'il faut, c'est que les réformes, les œuvres sociales qui sont ainsi nées, comme par la force même des choses, de l'état de guerre, auxquelles l'opinion publique a donné son approbation immédiate, auxquelles, peu à peu, s'accoutument les esprits et s'habituent les mœurs, ne disparaissent pas au lendemain du péril et soient définitivement incorporées dans l'organisation sociale de la France,

Il faut faire sortir du plus grand mal le plus grand bien possible. Il faut empêcher de se refermer les yeux qui se sont ouverts tout à coup devant les profondeurs de l'abîme. Il faut obtenir que, d'une façon durable, les intérêts particuliers, qui se sont sacrifiés aux nécessités patriotiques, acceptent de se sacrifier encore et d'une façon permanente, perpétuelle, à l'intérêt social ; il faut que le lien, qui s'est si fortement serré, de la solidarité nationale, ne se desserre plus dans l'avenir !

Pour y parvenir, il faut entreprendre une campagne d'éducation et de propagande ; il faut demander surtout à la jeunesse, qui n'a pas eu le temps d'être enfermée dans les préjugés d'hier, de ne pas se laisser reprendre aux erreurs du passé et d'accepter les faits nouveaux comme la vérité de demain.

Certes, la tâche n'est pas impossible ; elle est faite, en tout cas, pour tenter les meilleurs. Ainsi que je l'écrivais il y a quelques jours, rien ne doit être perdu « de cet accroissement de forces qu'une fièvre généreuse a fait circuler dans le sang de la nation. »

C'est l'œuvre que l' « Alliance » doit poursuivre. C'est celle qu'elle entreprend à partir d'aujourd'hui.

Pour qu'une telle croisade — car c'est une croisade véritable — ait toute sa puissance, tout son éclat, nous avons demandé à des maîtres éminents de venir présider nos réunions ou faire eux-mêmes nos conférences.

Aujourd'hui, c'est M. Emile Boutroux, le maître universellement respecté, qui veut bien nous ouvrir la route, tracer les directions générales de notre campagne, en marquer la portée morale et sociale, en résumer la philosophie.

Ensuite nous entendrons tour à tour MM. Bergson, Ferdinand Buisson, le professeur Chauffard, le docteur Doizy, Fagnot, Arthur Fontaine, Fuster, Mme la marquise de Ganay, Charles Gide, Hanotaux, Lavisse, Liard, le doyen Landouzy, Mabilleau, le docteur Mathieu, Mlle Milliard, le professeur Pinard, Joseph Reinach, G. Risler, le docteur Rist, le docteur Roux, Jules Siegfried, Mme J. Siegfried, Paul Strauss ; enfin MM. Alexandre Ribot et René Viviani viennent de me promettre leur concours. Ces noms suffisent à vous dire non seulement à quel point nous avons été compris, mais combien cette nécessité de prévoir et de préparer « la Vie de demain » hante, dans notre France, les esprits les plus éminents, les âmes les plus généreuses et les plus hautes.

*
* *

Mesdames, Messieurs,

Je ne vais pas essayer de définir devant vous cette vie de demain. Ce sont les maîtres dont j'ai cité les noms qui viendront ici, chaque semaine, vous dire, avec leur expérience et leur autorité particulières, comment ils la conçoivent, comment ils la préparent, comment ils en assureront la durée. Mais, puisque les conditions inouïes dans lesquelles se poursuit cette guerre semblent opposer l'une à l'autre deux conceptions de la vie, nous pouvons du moins assurer, à des signes certains, que la vie nouvelle ne sera pas celle que les barbares ont osé proposer au monde, et qui ne serait à nos yeux qu'une des formes de la mort. A des signes certains, nous pouvons l'affirmer, cette vie-là n'est pas celle que veut l'ensemble des nations civilisées ; il en est une autre, aussi noble, aussi belle que celle-là serait dégradante et méprisable, vers laquelle le génie de notre race, renouvelé, retrempé dans la fournaise ardente, est dès aujourd'hui certain de guider l'humanité.

Regardez ce soldat français. Observez son carac-

tère dans la guerre actuelle : il n'a perdu aucune des qualités qui distinguaient autrefois notre armée; il a l'entrain, la hardiesse, l'audace ; nul ne l'égale dans l'offensive; l'élan de ses attaques à la baïonnette demeure prodigieux ; ces hommes de 1914 sont bien les fils de ceux qui, de 1792 à 1814, ont parcouru l'Europe d'un pas infatigable. Et cependant, ce sont ces mêmes soldats, jeunes hommes de vingt ans ou chef de famille qui donnent aujourd'hui l'exemple de la patience et de l'obstination dans une lutte anonyme, poursuivie dans le silence et dans la nuit. Ils sont dans les tranchées et personne n'y élève la voix. Ils souffrent sans mot dire, dans l'obscurité absolue, les pieds dans l'eau glacée, écoutant les moindres bruits de la nuit, sans sommeil, la main sur l'arme, prêts à combattre, prêts à mourir. Et les nuits se succèdent, et, sur des centaines de kilomètres, ils sont ainsi, attentifs, impassibles, inébranlables. Et leurs chefs sont près d'eux, silencieux aussi. Et quand le combat se livre, ils ne voient même pas leurs chefs; ils reçoivent des ordres transmis par le téléphone. Les balles sifflent, les obus éclatent brusquement, les formidables engins s'abattent sur la tranchée et la bouleversent. Et, quand la rafale est passée, ils se serrent, ils se comptent. Sans une hésitation, sans un instant de trouble, ils recommencent, inlassables, la silencieuse faction. Et les chefs font de même. Et lorsque, le lendemain le « Communiqué du G. Q. G. » mentionnera le combat où l'on a gagné quelques centaines de mètres de terrain et le résumera d'un mot net et simple, personne ne dira le nom du bataillon ou du régiment, personne ne dira le nom des chefs qui ont commandé et qui ont vaincu. Nul d'entre eux, du plus élevé au plus humble, n'a songé à la chose merveilleuse qui semblait nécessaire autrefois pour enfanter les prodiges : la Gloire ! Car la victoire est anonyme, comme silencieux fut le combat.

Une seule pensée : le devoir. Une seule résolution: le sacrifice de soi-même. Et cela, je le répète, chez tous, du plus grand au plus petit, avec la même modestie. Je sais des généraux qui ont commandé dans une même journée, sur certains points du front, plus de 200.000 hommes, et livré des batailles dont le nom, autrefois, eût rempli le monde, et qui sourient en les racontant et en disant simplement quelle joie c'est pour eux d'avoir contribué, ce jour-là, à l'effort de tous et de n'en avoir d'autre récompense que la certitude d'avoir bien agi.

Aussi quelle unité morale incomparable dans cette grande armée ! Il y a quelques jours, dans un voyage que je faisais au Nord de la France, un officier supérieur nous citait ce simple fait : il était entré dans une ambulance ; un blessé grave agonisait et, penché sur lui, l'embrassant comme on embrasse un frère, un officier lui parlait tout bas. Il s'était approché : « C'est un ami que vous perdez ? — Oui, c'est mon ordonnance. » Une heure après, le même officier supérieur, entrant au quartier général, y trouvait, entouré de son état-major, le Commandant d'armée qui, à son tour, embrassait un officier : et c'était celui du matin, auquel il donnait la croix pour sa bravoure dans cette même action où l'ordonnance avait trouvé la mort. Au-dessus de ces trois hommes, le soldat qui meurt, l'officier également prêt à la mort et le grand Chef qui semble, du même geste, les étreindre tous deux, n'apercevez-vous pas l'image de la France, indivisible par l'union étroite des cœurs de tous ses enfants ?

*
* *

Et cette union si étroite qui donne une seule âme à tous ceux qui portent les armes, ne s'est-elle pas faite également, et d'un seul coup, entre tous les citoyens ? L'armée se confond aujourd'hui avec la Nation, en elle, comme en un miroir fidèle : c'est la noble figure de la race qui se reflète exactement.

Qu'on se rappelle cette séance de notre Parlement, où, renouvelant, après plus d'un siècle, le miracle du 4 août, tous les partis oubliant leurs divisions et leurs luttes, rejetant toutes les ambitions et tous les préjugés, ont ajourné, sans compter, leurs plus légitimes espérances. Il semblait qu'à la tribune nationale, une seule voix, quel que fût l'orateur, se faisait entendre : la voix même de la Patrie.

Quand l'idée de Patrie a sur un peuple cette puissance sans égale; quand tous, soldats et citoyens, se sentent pris par elle au plus profond de leur être, croyez-vous qu'ils puissent, plus tard, ne rien garder en eux de la force mystérieuse qui les a saisis ainsi tout entiers ; qui les a, pendant de longs jours, soulevés, emportés irrésistiblement au-dessus d'eux-mêmes ?

Croyez-vous qu'ils oublieront jamais que l'idée de Patrie s'est associée en eux à tout ce qu'ils ont de noble et de généreux, qu'aucun instinct d'injustice, de rapacité et de violence n'en altérait la pureté ; qu'en se jetant au combat pour elle, ils ont, en même temps, défendu la cause des nations faibles, le respect des traités, la liberté et le droit, tout ce que la France représente aux yeux du monde ? Croyez-vous qu'après la victoire, ils cesseront d'être dignes d'eux-mêmes, qu'ils oublieront la fierté d'avoir combattu pour le bien et pour le vrai ? Que dans la vie de demain, ils renonceront à servir, à défendre, à glorifier de toutes les forces de leurs volontés unies, toutes ces choses sacrées que repré-

sentait pour eux cette Patrie, à l'heure où ils étaient prêts à offrir pour elle le suprême sacrifice?

*
* *

La guerre actuelle est, on l'a dit bien souvent, la guerre de deux cultures, de deux civilisations. A l'idéal de liberté et de justice que nous représentons, l'Allemagne prétend opposer le sien. Mais, a-t-on le droit d'employer le mot d'idéal lorsqu'il s'agit, au contraire, de la négation de tout ce qui vaut la peine de vivre? Quelle tristesse s'est répandue quand on a lu ce manifeste incroyable des universitaires allemands jeté, comme un défi, au monde civilisé!

Ils prétendent défendre la cause d'une culture supérieure, celle du *Deutschtum*. Car c'est dans le *Deutschtum*, disent-ils, que se résume dorénavant l'Humanité. Ils veulent organiser l'Europe. Et c'est, selon le mot si juste de Bergson, une vision d'automatisme que nous donne, à l'avance, l'odieuse machine politique que leur barbarie scientifique rêve de créer.

Dans ce monde fait à leur image, on ne connaîtra ni la pitié, ni la bienveillance, car, suivant les expressions du Professeur Lasson « les petits Etats n'y auront droit à l'existence qu'en proportion de leur force matérielle » et « le faible, malgré les traités ne survivra qu'autant que la force le voudra laisser vivre »; il n'y aura aucune indépendance pour la personne humaine, car, suivant le mot du même écrivain : « laisser à un peuple ou à une fraction de peuple décider de soi-même, équivaudrait à faire voter les enfants sur le choix de leur père. »

Dans ce monde-là, il n'y aura pas de droit, car — je cite toujours textuellement — « entre les Etats, ne peut régner que la guerre », car « entre les Etats, il n'y a qu'une force de droit, le droit du plus fort »; en vérité, d'Etat à Etat, il n'y a pas de loi.

Et là encore, il n'y aura pas de respect de la parole donnée, pas de respect de la foi jurée; car « un traité n'est que l'expression de la volonté du plus fort » et la violation d'un traité ne peut arrêter le plus fort, puisque « tout est légitime dès qu'il en résulte pour un Etat un avantage considérable et permanent. »

En somme, dans ce monde nouveau, il n'y aura pas de règle morale, puisque, — je cite toujours, — « ce n'est pas une question de droit, mais une question d'intérêt, d'observer les traités »; puisque, « la force pourra créer un nouvel état de choses qui sera aussi bien le droit que le précédent » et que « cela pourra être qualifié de moral, puisque cela sera rationnel ». Méditez ces derniers mots où éclate toute a pensée des barbares : « un état ne saurait commettre de crime ».

Non! Pour la race allemande elle-même, pour tout ce qu'elle a représenté dans le passé, pour tout ce qu'a apporté au monde la pensée de Schiller, de Gœthe, de Kant, de Beethoven, il faut dire bien haut que ce ne peut pas être l'expression véritable du génie d'une race, mais la perversion de ce génie. Il y a là comme une maladie collective, dûe à une prospérité matérielle excessive et trop rapide, due à l'enivrement qu'ont donné les succès de la Force obtenus coup sur coup, il y a 50 ans. C'est la maladie de l'orgueil, source de toutes les corruptions, de toutes les dégénérescences, qui a flétri et desséché l'âme d'un peuple et qui perd l'Allemagne.

Si de pareilles maximes pouvaient triompher dans le monde, si la victoire accompagnait les armées qui osent porter devant elles cet étendard de sang et de mort, ce n'est pas seulement tout le droit public du monde civilisé, c'est le droit privé qui disparaîtrait d'un seul coup. Car aucune de ces maximes n'est valable entre les nations, si elle ne l'est pas entre les hommes. Ainsi, chacun des hommes, dans chacun des Etats, pourra venir, lui aussi, déclarer qu'il n'y a qu'une volonté qui doive triompher, celle du plus fort; que la pitié et la bienveillance n'existent pas; que la loi n'est que « l'amie des faibles » et n'est pas connue des forts; que la parole donnée, que la foi jurée n'existent pas; que la liberté de la conscience et de la raison n'existe pas; que le droit, que la morale n'existent pas; qu'en un mot, rien n'existe, de toutes les choses pour lesquelles, depuis Socrate et Jésus-Christ, tous ceux qui se sont sacrifiés pour un idéal, tous ceux qui ont préféré mourir plutôt que d'accomplir une action injuste, tous ceux qui ont succombé pour tenir la parole donnée, tous ceux qui ont accepté le supplice en refusant de renier la foi jurée, tous ceux qui ont été bons, justes, héroïques, sont morts inutilement. C'est une seconde fois la horde des Huns qui passe sur le monde, et qui ne veut pas qu'un brin d'herbe repousse sur la terre qu'ont foulée les sabots de ses chevaux.

O vous, soldats dont je parlais tout à l'heure, qui combattez silencieusement au fond de vos tranchées, blessés vaillants que nous avons vus sur vos lits d'ambulance, n'exprimer l'espoir de guérir que pour retourner au combat, et vous, morts glorieux qui faites nos victoires, — à vous tous nous disons : non, ce n'est pas en vain que vous combattez! Ce n'est pas en vain que vous avez été blessés! ce n'est pas en vain que vous êtes morts! Ce pourquoi vous acceptez le sacrifice est ce qui vaincra, et ceux-là déjà tremblent, qui ont pris la responsabilité de déchaîner ce mal maudit sur le monde. Ils sentent déjà s'étendre sur eux la main des juges de demain, de ces juges qui prendront séance aussitôt après

la guerre, et qui parleront au nom de l'humanité tout entière. Ces juges diront que la fatalité et la violence ne sont pas la loi définitive du monde; que l'homme est sorti, pour toujours, de l'antique servitude, et qu'il n'y a pas de force qui puisse l'y enchaîner à nouveau, parce qu'il n'y en a pas qui puisse éteindre la raison et supprimer la conscience.

Ayons foi! la vie de demain nous apparaît dès maintenant, non dans un crépuscule sanglant, mais dans une aurore, et c'est avec une conscience tranquille que nous allons, dans cette série de leçons publiques, essayer de la prévoir et de la déterminer.

*
* *

Mon cher maître, laissez-moi vous dire combien nous vous sommes reconnaissants. Nous avons tous présentes à la mémoire ces pages admirables où vous avez, il y a deux mois, analysé les causes psychologiques et morales de cette sorte de délire où se trouve entraînée toute une nation.

Nul ne peut nous dire, d'une voix plus sûre et plus haute, quelle conception des choses de demain la France oppose aux visions de mort de ses ennemis.

Une nation libre et forte s'honore en poursuivant, au milieu des menaces de la violence, la préparation des œuvres de la paix. A l'heure présente, la France continue sa tâche séculaire, celle qui est sa raison d'être dans l'Histoire, celle qui a pour objet de fonder, au dedans comme au dehors, entre les nations comme entre les hommes, « la Vie de demain », dans la moralité et dans la justice, par le respect de tous les droits et l'accomplissement de tous les devoirs. Cette cause est pour elle la cause sacrée. Elle la défend, en toute sérénité, en toute certitude, par la puissance de son esprit comme par celle de ses armes. Elle se sent certaine de vaincre parce qu'elle est sans reproche et sans peur.

LÉON BOURGEOIS.

CROQUIS DE GUERRE

Champs de bataille. — Une surprise est d'abord réservée à qui visite les champs de bataille. Les gens du métier ont beau nous avoir dit qu'une bataille, aujourd'hui, quand on n'est pas dedans, en plein dedans, on n'y voit rien, nous ne pouvons nous imaginer que ces lieux tragiques, où tant de fois la mort a passé, où notre sort à tous a été disputé, ne porte pas l'empreinte de cette auguste horreur.

Quand nous partons pour les champs de bataille, nous avons, malgré nous, dans l'imagination, de romantiques tableaux de bataille, et c'est avec un étonnement naïf et inavoué que nous voyons la paix un peu morne de l'hiver champêtre retomber si vite sur des pays qui viennent d'entrer dans l'histoire guerrière. Coteaux roux de l'Ile-de-France, plaines boueuses de Picardie ou de l'Artois, toutes ces campagnes que nous traversons pour nous rendre au front de Flandre, sont merveilleusement paisibles sous ce ciel bas d'extrême-automne...

A Creil, première vision de guerre : on a fait sauter le pont; l'auto passe à quelques centaines de mètres de ses ruines, et toute une rue incendiée sur la rive droite de l'Oise montre que les Allemands ont passé là. Mais la vie, déjà y a repris. Entre deux maisons écroulées, une épicerie a rouvert ses portes, un cabaret regorge d'ouvriers désœuvrés. Quant aux campagnes environnantes, elles ont presque repris leur aspect normal : de lourds chevaux traînent des charrettes chargées de betteraves, et l'on ne sait si c'est ce paisible charroi, ou le passage des armées qui a défoncé les routes transversales. Par instant, au détour de la chaussée, nous voyons pourtant de petits tertres crever à la surface d'un champ ; d'humbles croix de bois blanc ornent quelques-uns d'entre eux... Ce sont des tombes toutes fraîches. Plus loin, une tranchée hâtivement faite achève de se combler par l'effort continu de la pluie. Ça et là, une maison à demi détruite porte la trace des balles et des obus. Mais à quelque distance, d'autres fermes intactes ont été réoccupées par leurs habitants: la vie y a recommencé. Quel est le hasard mystérieux, dieu des batailles, qui a fait que tel village a échappé au désastre et que tel hameau tout proche n'est plus qu'un tas de décombres ?

Mais, parmi les habitants, ceux qui ont été frappés par le désastre aussi bien que ceux qui ont été épargnés, presque tous sont revenus. Ces paysans de France ont retrouvé d'instinct la résignation et le courage tranquille de leurs lointains ancêtres qui, dans la terreur constante du passage des gens de guerre, trouvaient le moyen de vivre, de reconstituer sans cesse des familles et des foyers et de cultiver sans jamais se lasser, sans jamais perdre courage, la terre maternelle. Sur les campagnes de France, la guerre passe, la vie demeure. Je crois que rien, mieux que ces champs de bataille, — ces champs, où, déjà, l'on répare les désastres de la guerre, alors qu'on y entend encore l'écho du canon, — ne peut donner une image précise de la France éternelle.

Les poilus. — Mais le paysage change, les ondulations du terrain s'adoucissent, la plaine devient plus plate et plus boueuse. Les boqueteaux qu'on

voyait à l'horizon orner d'une crête noire le sommet des collines, ont fait place à de longues rangées de peupliers. Dans les villages, la brique a remplacé la pierre blanche. Sous le ciel plus bas, voici l'aigre campagne du Nord. Nous nous rapprochons de cette Flandre que l'inondation a transformée en un immense marais, nous nous rapprochons de la bataille actuelle. Déjà nous voici dans la zone de l'arrière. Sur la route déserte, de temps en temps, passe un motocycliste militaire, une auto boueuse chargée d'officiers emmitouflés dans leur capote bleue, une patrouille de chasseurs ou de dragons. Les petites villes, les bourgs sont encombrés de voitures régimentaires, d'autobus parisiens réquisitionnés pour les besoins de l'armée. Sur le pas des portes, mêlés aux gens du pays, des soldats au repos fument leur pipe, des hommes de corvée portent des provisions, la marmite de soupe, vers les cantonnements voisins. Nous nous rapprochons de la ligne de feu.

En effet nous ne sommes plus loin des tranchées. Et pourtant, tout cela, ce sont des visions plus militaires que guerrières. Nous nous souvenons d'avoir vu de semblables tableaux aux grandes manœuvres. C'est le pittoresque, le désordre apparent d'une armée en campagne, ce n'est pas la guerre.

Mais enfin, au sortir d'un village entre deux talus boueux, l'auto s'arrête devant une image précise de l'armée combattante : un bataillon qui va faire la relève quitte son cantonnement pour se diriger vers les tranchées de première ligne. Ceux-ci — qui en douterait? — ne sont pas des soldats en manœuvres. Les capotes sont propres, les armes bien astiquées. Chaque homme a sur le dos le sac, la pelle, aux reins la musette et cet extraordinaire balluchon où chacun, pour son usage, déploie cette ingéniosité individuelle à quoi se reconnaît le soldat français. Mais ces visages terreux et barbus, d'une gravité ardente, avec ces orbites creusées où l'œil flamboie, joyeux et terrible, sont ceux des hommes qui ont vu le feu et qui y retournent. Les pas lourds frappent durement le sol, mais ils ont aussi quelque chose d'allongé, de nerveux, de félin. Ce sont des pas qui peuvent monter à l'assaut. Un peu émus, nous saluons ces braves gens ; ils nous répondent de la main joyeusement, puis, comme le bataillon s'éloigne, nous entendons un chant qui s'élève : la *Marseillaise*. Ah! le beau chant de guerre et de victoire! Qui ne l'a entendu chanter par des soldats partant pour la bataille, ne sait pas ce qu'il comporte d'émotion sacrée. En vérité, ces hommes-ci ont retrouvé d'instinct l'allure, l'attitude, le geste de ceux qui, jadis, l'entonnèrent pour la première fois. Sous la capote bleue et le pantalon rouge, ce sont les soldats de Raffet, les héros de la première République, ceux qui s'en allaient combattre

« Ces féroces soldats,
Qui viennent jusque dans nos bras,
Egorger nos fils et nos compagnes. »

Quelqu'un à côté de nous murmure : « Les poilus!... »

Les poilus. C'est le nom qu'ils se sont donné. C'est le nom populaire et militaire du soldat de 1914, et il y a dans ce mot de l'ironie, de la blague, de l'héroïsme, de l'attendrissement, toute une gamme de sentiments purement français. Un poilu, pour nos soldats, c'est quelqu'un qui n'a pas froid aux yeux, quelqu'un de très bien. Pour un chef, mériter de ses hommes le nom de poilu, ce n'est pas un mince éloge. Comme nous traversons un cantonnement sous la conduite d'un commandant de corps d'armée et de quelques-uns de ses officiers d'état-major, un soldat m'arrête et me demande, montrant le général :

— Quel est donc ce poilu-là?

— C'est le général Franchet d'Espérey.

— Ah! oui, celui-là, reprend l'homme, c'est un vrai poilu.

Le général Joffre est le roi des poilus. Le roi Albert aussi est un fameux poilu.

Parmi les poilus, il y en a de tous les grades et de toutes les conditions. Il y a des poilus qui ont de grosses mains de paysans, de bonnes faces candides de laboureurs bretons ou auvergnats. Il y en a aussi qui se souviennent vaguement d'avoir porté l'habit noir aux « premières » et d'avoir pris un bain tous les jours. Il y en a même qui ont été jadis des intellectuels orgueilleux de leur intellectualité. Maintenant, les uns et les autres ne sont plus que des poilus, c'est-à-dire de vrais combattants, par opposition à ceux de l'arrière, à ceux des services auxiliaires. La guerre de 1914, ce sera la guerre des poilus et des Boches : gloire aux poilus!

(*A suivre*). L. DUMONT-WILDEN.

ASSASSINS DE L'AME

Ville sacrée, ô Reims! les assassins de l'âme,
Les Teutons scélérats ont détruit par la flamme
Ta basilique, pur entre les purs joyaux
Dédiés par un peuple à ses fastes royaux!
Trois fois sainte, par l'art, par la foi, par la gloire,
La France y vénérait la sublime mémoire
De sa Jeanne, qui fut son cœur miraculeux.
Elle était aux croyants un témoin merveilleux
Des grandeurs de l'esprit qu'exalte la prière,
Et l'univers voyait en ses strophes de pierre

Le vol calme et puissant d'un hymne de beauté.
Cette magnificence et cette majesté,
L'harmonieux essor des nobles tours jumelles,
La mystique splendeur des verrières si belles,
Le Tintoret et Le Poussin, et Le Trésor
Où se sanctifiait la vanité de l'or,
Et ce peuple vivant d'adorables statues
Que les grands imagiers, de leurs mains ingénues,
Taillèrent, pour que Dieu bénît leur piété,
Des brutes ont voulu, dans leur stupidité
Féroce, que cela s'en allât en fumée !
Soit ! Nous pleurons la cathédrale consumée !
Soit ! la France a souffert ! Soit ! son âme a crié,
Et nos cœurs douloureux à haut prix ont payé
Notre droit d'imprimer au front vil du barbare
Le mépris qui sera son éternelle tare !
Mais l'abject incendie allumé par des fous,
La terre tout entière en frémit avec nous ;
Mais l'unanime horreur de l'envieuse rage
Qui fit au genre humain ce révoltant outrage,
Aussi longtemps que l'art et la beauté vivront,
Les siècles indignés aux siècles la diront,
Et vous, Teutons, salis de votre nom immonde
Vous serez le rebut et le dégoût du monde !

EUGÈNE HOLLANDE.

QUESTIONS FINANCIÈRES (1)

Dès le 29 juillet, le ministre des Finances, M. Noulens, avait homologué une décision de la Compagnie des agents de change, décidant que toutes les opérations conclues en Bourse et venant à échéance le 31 juillet seraient reportées au 31 août.

Les capitaux placés en reports, et qui eussent dû être remboursés au lendemain de la liquidation du 31 juillet, se virent ainsi retenus. Grâce à l'ajournement de la liquidation, des intérêts importants étaient, sans doute, momentanément sauvegardés. On s'est demandé, depuis, s'il n'eût pas été préférable de chercher dans une voie moins périlleuse les sauvetages désirés. Par le sort fait à des capitaux qui étaient en droit de s'estimer disponibles, on semait autre chose que de la confiance. Les retraits, dans les Sociétés de crédit, qui allaient déjà en s'accentuant, se précipitèrent.

Pour rembourser les sommes dont ils sont débiteurs envers leur clientèle de déposants, les établissements de crédit disposent, en temps normal, de moyens multiples. Ils peuvent compter sur les rentrées, à terme certain, des capitaux placés par eux en reports. S'ils ont des titres mobiliers négociables, ils peuvent en effectuer la vente. Surtout, ils ont pour ressources les rentrées régulières des effets de commerce, qui viennent graduellement à échéance et qu'ils ont escomptés. Enfin, ils ont encore les facilités que présente le réescompte à la Banque de France. Ce mécanisme est bien connu. Or, que vit-on?

Les capitaux en reports? Ils avaient été séquestrés. Les négociations de titres? Le marché était cassé. Le fonctionnement des échéances? Par décret en date du 31 juillet, une prorogation de trente jours francs fut « accordée aux valeurs négociables venant à échéance avant le 15 août 1914 » ; de plus, les délais pour les protêts furent prorogés de trente jours francs, « pour toutes valeurs négociables souscrites antérieurement au 1er août 1914, échues depuis cette date ou venant à échéance avant le 15 août 1914 ».

Eût dû rester le recours à la Banque de France, par la voie habituelle du réescompte. Or, la Banque ne possédait plus, à la date du 30 juillet, qu'un droit d'émission de 117 millions, le maximum légal de sa circulation fiduciaire étant alors de 6 milliards 800 millions. Pendant la semaine écoulée du 23 juillet 1914 au 30 juillet, la Banque avait vu son portefeuille grossir de 902 millions et demi : il s'était avancé de 1.540 millions et demi à 2 milliards 443 millions. Que pouvait-elle, avec les 117 millions de billets encore disponibles? Quant à puiser à son encaisse métallique, il est évident qu'elle n'y pouvait pas songer.

A cet instant précis où il eût fallu que tous les efforts tendissent vers le maintien du crédit, l'arrêt brusque des paiements se produisait donc.

Ce n'est pas telle ou telle Société de dépôts qui se voyait paralysée. Toutes, elles étaient englobées dans un même sort, au risque de trouver, un jour, l'opinion excitée contre elles toutes, indistinctement.

Un décret fut rendu le 1er août, pour couper court à la ruée sur les dépôts. « La prorogation de délai édictée pour les valeurs négociables par le décret du 31 juillet 1914, prescrivit-il, s'appliquera à la délivrance des dépôts-espèces et soldes créditeurs des comptes-courants dans les banques et établissements de crédit ou de dépôts, sous les réserves suivantes... » Lesquelles?

Voici :

Tout déposant ou créditeur dont le dépôt ou le solde en sa faveur sera inférieur ou égal à 250 francs, aura le droit d'en effectuer le retrait intégral.

Au-dessus dudit chiffre de 250 francs, les déposants ou créditeurs *ne pourront exiger le paiement*, en sus de cette somme, que de 5 p. 100 du surplus.

(1) Voir la *Revue Bleue* du 19-26 décembre 1914.

L'embargo sur les dépôts était à peu près complet : 250 francs et 5 p. 100 seulement du surplus ! Le contrat avec les déposants se voyait, là aussi, brisé. Lorsque, pour faire légaliser rétroactivement cette mesure, le gouvernement voulut en présenter la justification, dans la séance du 4 août, le garde des sceaux dit au Sénat : « La prorogation des échéances des valeurs négociables entraîne nécessairement des mesures parallèles à l'égard du remboursement des fonds déposés dans les banques et sociétés de crédit ou d'épargne. Il est, en effet, impossible de laisser ces établissements dans l'obligation de restituer sans délai la totalité de leurs dépôts, alors qu'on leur enlève momentanément les moyens de réaliser le portefeuille d'effets de commerce qui, pour une grande part, en forme la contrepartie. »

Le décret admit une réserve pour le paiement des salaires d'ouvriers ou d'employés ; le montant des salaires « de chaque échéance de paye » restait exigible de la part des déposants ou créditeurs occupant ce personnel, mais « à la charge, pour eux, d'en justifier par la production des états de paiement du personnel ».

Il a fallu attendre jusqu'à la fin du mois d'août pour que la rigueur des dispositions applicables aux déposants ordinaires fût quelque peu adoucie. M. Ribot était redevenu ministre des finances. Le droit au remboursement fut porté de 5 p. 100 à 20 p. 100 avec délai de 30 jours francs concédé pour la reprise totale des paiements. Aujourd'hui, le « droit » atteint 1.000 francs et 50 p. 100 du surplus, voire même, en certains cas, 75 p. 100. C'est une amélioration. Mais les déposants subissent encore des clauses restrictives. Pour les dépôts nouveaux, un compte *bis* a bien été ouvert, non soumis au moratorium ; malheureusement, les déposants hésitent à y recourir, car ils ne se sentent pas garantis contre des mesures semblables à celles dont ils ont été victimes (1).

L'idée du « moratorium » s'est peu à peu étendue : elle a fait tache d'huile. Cependant, si des rentrées sont entravées, comment les paiements qu'elles devaient permettre s'effectueraient-ils? Le commerce vit d'échéances strictement observées. Qu'elles cessent de l'être, il dépérit. La guerre, l'invasion, entraînent inévitablement des impossibilités de paiement; mais, en dehors des régions envahies, et malgré les départs pour l'armée, un mouvement d'affaires devait subsister. Il ne peut se développer sans crédit, et il n'y aura point de crédit sans le sentiment profond du respect des échéances.

Un décret du 27 octobre avait donné à espérer que cette notion primordiale reprendrait avant peu une pleine autorité. Un décret du 15 décembre a reculé la réalisation de cet espoir. La procédure instituée par le décret du 27 octobre en vue de « faire payer ceux qui sont en état de payer » avait été, une première fois, ajournée — moratorium sur moratorium — « pendant le mois de décembre », par un décret du 24 novembre. Il est dit, maintenant, que cet ajournement se prolongera, en 1915, pendant les mois de janvier et de février.

Des précautions sont, évidemment, nécessaires pour éviter toute exigence incompatible avec les perturbations causées par la guerre et par les prorogations antérieures elles-mêmes; mais ni l'intérêt général, ni le devoir ne sont douteux : ils veulent que tous les efforts tendent — ceux de l'État comme ceux des particuliers — à rétablir, dans toute la mesure du possible, le fonctionnement de la vie économique du pays.

*
* *

La Banque de France a mis à profit son nouveau maximum d'émission pour élargir ses escomptes. Au 1er octobre, suivant des informations dues à M. Ribot, elle avait un portefeuille de 4 milliards 476 millions, contre 2 milliards 434 millions au 30 juillet. En deux mois, elle avait élevé de plus de 2 milliards ses escomptes. Il est certain que, sans la suspension des échéances, cette accumulation d'effets de commerce n'eût pas eu lieu. Ce sont, presque en totalité, des effets prorogés.

Ces 4 milliards 476 millions sont loin, d'ailleurs, d'avoir été retirés de la Banque par les ayants-droit. Une bonne partie en est restée à l'établissement, aux comptes-courants particuliers créditeurs. Ils montaient, au 1er octobre, à 2 milliards 177 millions. Le jour où les affaires pourraient recouvrer quelque activité, ce chapitre du bilan se réduirait sans nul doute, suscitant une augmentation de l'émission fiduciaire. En revanche, des réductions auraient chance de s'observer au compte du portefeuille commercial, grâce aux paiements devenus plus faciles; et, de ce chef, la circulation des billets s'atténuerait.

Au 1er octobre, elle se trouvait portée à 9 milliards 299 millions, en accroissement de 3 milliards 387 millions relativement au chiffre correspondant du bilan arrêté au 23 juillet, et en augmentatian de 2 milliards 616 millions par rapport au bilan du 30 juillet. Mais l'encaisse en or s'élevait, au 1er octobre, à 4 milliards 92 millions, contre 4 milliards

(1) Depuis le 1er janvier 1915, les Sociétés de crédit ont renoncé à toute limitation de leurs remboursements. Le réescompte à la Banque de France a repris toute l'élasticité nécessaire, et la libération partielle des reports est un fait accompli.

141 millions et demi, au 30 juillet. La diminution est insignifiante. L'encaisse en argent avait, en revanche, rétrogradé de 625 millions et demi à 319 millions.

Si l'émission des billets s'est accrue autant, on le doit, pour une forte part, aux avances que la Banque a faites à l'Etat, conformément à la convention conclue en vue des nécessités causées par la guerre. Au 1er octobre 1914, ces avances atteignaient 2 milliards 100 millions. Il faut s'attendre à ce qu'elles augmentent sensiblement, pour peu que la guerre se prolonge. En vertu d'une convention conclue, le 21 septembre 1914, avec la Banque de France, l'Etat a droit maintenant, à une avance totale de 6 milliards.

Cette convention a été conçue, d'ailleurs, dans l'esprit le plus sage, de manière à concilier tout à la fois, non seulement, les intérêts de l'Etat et ceux de la Banque, mais, en outre, ceux de la nation, qui a sa richesse et sa puissance liées au crédit du billet de banque. C'est ce que le ministre des finances, M. Ribot, a admirablement compris, avec sa haute expérience des choses économiques et financières. De là, cet article 3 de la Convention du 21 septembre.

« L'Etat s'engage à rembourser, dans le plus bref délai possible, les avances faites à l'Etat par la Banque, soit au moyen des ressources ordinaires du budget, soit sur les premiers emprunts, soit sur les autres ressources extraordinaires dont il pourra disposer. »

La formation d'une réserve spéciale, a, de plus, été prévue, à l'aide d'un supplément éventuel d'intérêts promis à la Banque, et affecté à l'amortissement des avances à l'Etat. Que cette politique soit suivie sans défaillance, et l'on aura, en récompense, le maintien persistant de la valeur, sinon même de la prime, du billet de banque.

Il est essentiel que celui-ci ne voie pas altéré son caractère fondamental, et qu'il ait pour destination continue les besoins du commerce. Mieux que personne, M. Ribot est pénétré de cette vérité. « Je n'ai pas cessé, disait-il un jour à Bordeaux, d'inviter la Banque à se montrer aussi large que possible pour l'admission du papier nouveau. Mais cela ne dépend pas d'elle seule ; à mesure que les affaires reprendront, on verra grossir le chiffre du portefeuille. »

Dans une circulaire du 24 novembre 1914, le gouverneur de la Banque de France rappelait aux directeurs des succursales que « le papier commercial souscrit depuis le 4 août, non soumis aux prorogations d'échéances, est un papier normal, payable dans les conditions ordinaires, qu'il convient de traiter comme tel ». Avec un taux d'escompte de 5 p. 100, le crédit renaitrait vite si les autres conditions d'une vie économique régulière se rencontraient, au moins dans la mesure compatible avec les exigences d'une guerre à laquelle nulle autre, dans l'Histoire, ne peut se comparer.

Quant aux besoins financiers pour la défense nationale, plus ils auront été couverts par des opérations directes dans le pays, de préférence à celles qui peuvent être traitées auprès de la Banque, mieux l'intérêt public aura été servi. Le cours forcé, qu'on ne l'oublie jamais, ne peut constituer un régime permanent. Une grande nation ne peut prospérer sans avoir pour appui de ses échanges intérieurs et extérieurs une saine monnaie. Même en pleine guerre, il faut toujours songer à ne pas abuser du billet de banque. M. Ribot a eu cette préoccupation, quand il a imaginé les Bons de la Défense nationale.

*
* *

Créés par décret du 14 septembre 1914, ces Bons sont de coupures de 100 francs, 500 francs et 1.000 francs, au choix des souscripteurs, avec une durée de trois mois, six mois ou un an. Ils sont remboursables au pair à l'expiration de ces délais. Comme l'intérêt à servir par le Trésor est payé dès la souscription, — les versements exigibles étant réduits d'autant, — le taux de l'intérêt s'en trouve légèrement majoré. Depuis le 21 décembre, les Bons à trois mois ont vu ramener leur taux à 4 p. 100, sauf pour ceux d'entre eux qui viendraient au renouvellement.

Ces Bons donnent à leurs porteurs un droit de préférence dans les emprunts futurs en rente. La Banque de France les admet, non seulement en garantie d'avances, mais, en outre, à l'escompte quand l'échéance des Bons ne dépasse pas trois mois. Ces avantages les ont fait rapidement apprécier.

Par contre, la Rente 3 1/2 amortissable est apparue comme une gêne de plus en plus fâcheuse. Le fracas de la souscription est tombé. On s'est aperçu qu'une distinction est à faire entre des titres souscrits et des titres classés. Dans l'espoir d'une hausse, des demandes de pure spéculation avaient afflué. L'épargne s'était abstenue. L'une des causes de la défaillance de la Bourse et des graves embarras auxquels on crut remédier par l'ajournement de la liquidation du 31 juillet, c'est l'engorgement du marché, chargé de rentes 3 1/2 p. 100.

Dès le 1er août, par un décret spécial, les conditions de la souscription avaient dû être modifiées : une bonification fut allouée aux souscripteurs, pour les encourager à se libérer par anticipation des termes à échoir les 16 septembre et 16 novembre 1914. Puis, par décret du 11 septembre, une faveur leur fut faite : à la condition de libérer leurs titres aux époques fixées par les arrêtés du ministre des

Finances, ils reçurent l'assurance que ces rentes seraient admises au prix de 91 francs pour la libération des souscriptions de rentes ou d'obligations à court terme que le Trésor serait conduit à émettre avant le 1er janvier 1917. « Cette mesure, lit-on dans le rapport au Président de la République à l'appui du décret, aura pour effet de préparer les emprunts futurs *en dégageant le marché* de titres dont le type ne pourrait pas être utilisé pour les prochaines émissions.

Ce ne fut pas suffisant. Un décret, en date du 11 décembre, a dû aller plus loin. « Il reste sur le marché de la Bourse, dit le ministre des finances dans le rapport joint au décret, un certain nombre de certificats que les vendeurs et les acheteurs à terme n'ont pas pu encore libérer en profitant des dispositions du décret précédent. *Pour dégager le marché* et faire rentrer au Trésor les sommes qui lui sont dues, la Banque de France a consenti à se charger de libérer ces certificats au moyen d'une avance qu'elle fera à leurs détenteurs ». On ne peut qu'espérer de bons effets de cette décision. Mais elle en appelle d'autres.

Le marché financier ne peut rester indéfiniment dans l'état où il est. Sans doute, l'ajournement de la liquidation a été régularisé à dater du 27 septembre. Un décret, invoquant l'une des lois du 5 août, a déclaré « provisoirement suspendues toutes demandes en paiement et toutes actions judiciaires relatives aux ventes et achats à termes antérieurs au 4 août 1914, de rentes, fonds d'État et autres valeurs mobilières, ainsi qu'aux opérations de report s'y rattachant ». Et le décret a stipulé que « les sommes dues à raison de ces ventes, achats et reports, seront augmentées d'un intérêt moratoire de 5 p. 100 par an. » Cette dernière disposition est de nature à stimuler les remboursements volontaires.

Seulement, combien de temps ce « provisoire » durera-t-il ? Officiellement, la Bourse avait fermé le 3 septembre. Elle a été ouverte de nouveau le 7 décembre. Mais elle ne l'a été que pour les opérations au comptant. Voudrait-elle accepter des opérations à terme nouvelles, non sujettes à un moratorium, comme le fait la Banque de France pour l'escompte de nouveaux effets de commerce? Un véritable marché financier s'accommoderait mal de cette solution bâtarde.

Tant que les opérations à terme n'auront pas repris leur cours régulier, avec toutes les garanties légitimes souhaitables, les milliards que représentent les valeurs mobilières demeureront immobilisés. On redoute que des cours trop bas ne s'accusent. En ce cas, ils détermineraient les capitaux disponibles à venir sur le marché. Qu'on ne s'y trompe pas : ces capitaux sont en surabondance, mais ils ont été effrayés, bien moins par la guerre — car la foi dans la victoire est absolue, — que par les affolements dont on a eu tant de preuves.

Crise de confiance, crise de thésaurisation, crainte des mainmises arbitraires de l'État, voilà le mal qu'il faut s'appliquer à guérir. La circulation des capitaux est comme celle du sang ; qu'elle vienne à s'arrêter : c'est la mort.

Aucun concours ne sera à dédaigner pour rendre vie et confiance au travail, activité féconde au crédit. Une administration des finances vigilante assurera plus que jamais un contrôle rigoureux des dépenses publiques. Soucieuse de l'avenir, elle se gardera de désorganiser l'impôt. Aux moments les plus durs de la guerre, aux heures tragiques des expédients tentateurs, elle songera qu'il est des lois économiques supérieures sur lesquelles on doit toujours avoir les yeux fixés. Ainsi le pays pourra utiliser toutes ses ressources, dans les conditions les plus favorables aux relèvements définitifs.

Que, d'autre part, le gouvernement mette ses soins à restituer à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, — bien entendu sans jamais rien sacrifier des justes exigences de la défense militaire — les moyens de communication dont ils ne peuvent se passer ; que le service postal, télégraphique et téléphonique se voie rétabli partout où il peut et doit l'être ; que les administrations se fassent serviables pour les créateurs de la richesse nationale et les auxiliaires les meilleurs de l'expansion française dans le monde, la crise actuelle aura été, non point certes encore vaincue, mais rendue tolérable en attendant le jour des réparations finales, celui de la revanche du Droit.

PAUL DELOMBRE,
Ancien ministre.

L'INSTITUT DE FRANCE ET LA GUERRE

Si l'on put constater quelque flottement au début dans ce groupement officiel des *valeurs* françaises, il ne faut l'attribuer qu'à l'imprévu des circonstances, à la soudaineté des événements, à une sorte de saisissement qui trouva ses membres insuffisamment armés contre une aggression morale de bandits enrégimentés, qui, dans l'ordre intellectuel, s'apparentait aux crimes que leurs doctrines avaient rendus possibles. A cela rien d'étonnant, si l'on veut bien réfléchir, car l'Institut, comme tous les corps fortement appuyés sur de vieilles

traditions, et qui de celles-ci tirent l'essentiel de leur prestige, n'y renonce pas aisément. C'est dire qu'il se déplace lentement, qu'il ne connaît pas les soudaines volte-face, les brusques interversions qu'exigeaient des circonstances sans précédent, pour répondre à l'unanimité du sentiment national ! D'un tel point de vue, ne l'oublions pas, l'heure de la Coupole *retarde* forcément un peu sur l'heure française. L'Institut *consacre*, ne l'oublions pas non plus, il ne découvre jamais, et de lui on pourrait dire ce que Brunetière disait du recueil qu'il dirigeait : « Nous sommes un organe de consécration, non d'initiative. »

Ce fut donc avec regret que l'opinion française, montée au ton des événements qui la sollicitaient en commandant son orientation, vit un directeur de l'Académie des Sciences, qualifier de *culture* en l'opposant à la nôtre, les méthodes d'organisation militaire et administrative qui permirent à l'Allemagne de songer à l'asservissemt du monde. Et la réalité nous fait croire qu'il répondait bien au sentiment du grand nombre de ses confrères, puisque ceux-ci ne trouvèrent point en eux l'élan nécessaire à rayer de leur annuaire des membres correspondants dont le nom seul est un déshonneur pour qui les avoisine ! Mais, ne le savons-nous pas depuis longtemps ? la culture scientifique surtout dans l'ordre mathématique, et la rectitude de l'esprit ne vont pas toujours de pair, et l'une ne saurait jamais être le substitut de l'autre ! C'est ce que sentirent très vivement et, disons-le, très noblement, les membres de l'Académie des Beaux-Arts, qui, dans une séance mémorable, ont décidé de rejeter loin d'eux, avec tout le mépris qu'ils réclament, les Hans Thoma et autres tudesques qu'ils auraient dû commencer par n'y jamais admettre. Pour ce beau geste il sera beaucoup pardonné à une compagnie dont le recrutement n'est pas toujours très-éclatant, mais qui, d'une impulsion patriotique, a vibré ce jour-là avec l'ensemble des âmes françaises et par là gratifié de son hommage les soldats qui combattent pour protéger la France !

Comme l'Académie des Beaux-Arts, l'Académie des Sciences Morales compte pas mal d'anonymes, ou, tout au moins, de noms médiocrement expressifs, en face desquels la mémoire, même des gens cultivés, n'évoque pas, du premier coup, les titres des ouvrages qui justifièrent pour eux les honneurs de la Coupole. Chez elle aussi se manifesta quelque flottement au début des hostilités et même une regrettable abstention dans l'attitude à tenir vis-à-vis des correspondants teutons. Heureusement, cette défaillance trouva son correctif dans le discours énergique où son président Henri Bergson jeta le cri d'horreur et d'indignation que l'opinion attendait de la collectivité de ses membres. C'est trop peu dire que l'illustre philosophe déduisit les raisons précises de son indignation : il tint au juste le rôle du chevalier qui protège les faibles... entendez ceux qui n'osent pas avoir une opinion par eux-mêmes. Ce discours était l'*acte* nécessaire et que nous attendions. J'ajoute que cette protestation de la *Pensée* française en la personne d'un de ses représentants les plus autorisés, avait été préparée par le saisissant article où M. Emile Boutroux avait démonté le mécanisme de la force germanique.

*
* *

M. Boutroux parlait en son propre nom, avec l'autorité surérogatoire que confère par le monde le titre de membre de l'Académie Française. Il n'y a pas à aller là-contre, car c'est un fait d'évidence et qui a toute sa valeur, même par delà les frontières : l'Académie Française rehausse d'un prestige particulier des gloires authentiques, et elle suffit parfois à créer des valeurs qui, sans elle, n'auraient qu'un semblant d'existence. Il n'est pas indifférent de le dire à une heure où la France a besoin de toutes ses forces, matérielles et morales. D'où la très haute importance d'une parole solennellement prononcée sous la Coupole par un académicien qui engage toute la Compagnie.

D'autant plus grande cette importance, quand celui qui parle est un Secrétaire perpétuel. La parole de M. Etienne Lamy est toujours grave, sévère, marquée de cet accent, qui ne se confond avec aucun autre, et qui est celui de l'homme habitué à envisager les choses du point de vue religieux. Non pas que M. Etienne Lamy soit incapable de souplesse et de charme ; tout au contraire — et j'ai eu récemment l'occasion de le montrer ici (1). M. Lamy est un féminin, toujours ouvert au génie de la Femme : seulement il ne l'admet que rehaussé de pudeur, et tirant sa séduction de cette pudeur même. Si je ne craignais de l'effaroucher un peu en inscrivant le nom de Renan à côté du sien, je lui appliquerais cette belle définition du maître-écrivain : — « L'homme qui prend la vie au sérieux, et emploie son autorité à la poursuite d'une

(1) Voir, dans la série des *Figures de ce temps*, l'article où j'ai tenté de fixer les traits de cette intéressante et noble figure.

fin généreuse, voilà l'homme religieux. L'homme frivole, superficiel, sans haute moralité, voilà l'impie. » Et ce pourrait être aussi, ce devrait être l'épigraphe du beau discours où, retraçant à larges traits les successives étapes de notre littérature, pour insister particulièrement sur la moderne, il a fortement déduit les raisons pour quoi les sanglantes épreuves de la Guerre ne peuvent manquer de retentir heureusement sur la production, en éliminant les germes morbides dont une certaine mode l'avait infectée ! M. Etienne Lamy a prononcé de fortes paroles : il a formulé un pronostic conforme à toutes les vraisemblances, et qui nous donne de grands espoirs pour l'avenir.

C'est à des conclusions identiques, sous une forme très différente, qu'est arrivé M. Maurice Donnay, dans un morceau oratoire où tout était conçu en vue de la péroraison. On sait que M. Donnay est un timide, comme presque tous les émotifs, et sa main tremble visiblement en tenant les feuillets du discours, cependant que l'esprit réagit en lui pour comprimer les battements de son cœur. Comme tous les émotifs il a de violentes réactions et cette audace particulière, celle des timides, qui parfois va plus loin que celle des audacieux ! Il n'a pas craint de la montrer, en s'attaquant courageusement à certaines tares morales qui, dans l'ordre politique, furent la honte de ces dernières années. Il n'a pas craint de donner son opinion hautement, en termes crus, dans un milieu où d'habitude on ne la présente qu'enrobée de formules atténuantes et de périphrases habiles. Il se trouve qu'en s'exprimant ainsi, il a eu l'oreille de son public. Lorsqu'il parla « du procès scandaleux qui se termina par un acquittement cynique », l'unanimité de la salle vibra avec lui, et si l'on mesure le consensus universel à cette unanimité, si l'on néglige la dangereuse *faculté d'oubli* qui est un de nos vices français, on jugera justement que l'acquitté d'hier qui reste le flétri d'aujourd'hui, agira prudemment en maintenant quelque distance entre son lieu de résidence et le milieu où jadis il opérait.

*
* *

Il serait injuste de ne point ajouter à ces noms, puisqu'aussi bien d'ailleurs il s'insère dans le cadre académique, mon cher et illustre ami Maurice Barrès, qui, dans une campagne saisissante, autant que continue, est arrivé à faire l'accord de toutes les opinions sur les principaux sujets sollicitant l'attention. Mieux qu'aucun autre, il a prouvé que tous les mobilisés ne sont pas sur le front, et qu'une pensée généreuse et toujours en éveil peut être une forme bienfaisante et même indispensable de l'action. Que cet artiste incomparable de la forme, habitué jusqu'alors à atteindre la perfection, dans son œuvre de lettré, à travers le jeu d'épreuves successives, ait pu plier sa manière aux exigences redoutables de l'article quotidien, voilà déjà un beau résultat. Mais qu'en outre, écrivant dans une feuille qui ne brille pas précisément par le libéralisme et la largeur des idées, il ait pu y maintenir, y imposer l'autorité de sa manière et de son indépendance, voilà qui est plus saisissant encore. De ce tour de force littéraire, voulez-vous le merveilleux secret ? Tout simplement il n'a eu qu'un objectif : faire l'accord entre tous sur ce terrain : la conscience nationale !

*
* *

Au résumé, en dépit de quelques défaillances fâcheuses, attribuables sans doute à une timidité d'esprit assez fréquente chez les intellectuels, et que leurs auteurs regrettent sans doute aujourd'hui, la France peut être fière, aux yeux du monde, de ses écrivains et de ses penseurs ! Quel contraste et quelle antinomie glorieuse, quand plus tard le recul indispensable permettra d'écrire l'histoire, avec l'attitude des Intellectuels d'outre-Rhin, militarisés pour une besogne d'opprobre et de destruction ! Tous ou presque tous ils ont compris qu'ils avaient à combattre, avec leurs armes propres qui sont la plume et la parole, parallèlement à ceux qui, dans la tranchée tiennent en main le fusil ou le sabre. Ils ont compris également qu'ils prenaient leur position, leurs responsabilités par conséquent, sous les regards du monde et pour l'édification des neutres, de ce qui subsiste encore comme neutres, dans l'univers civilisé ! Belle attitude à tenir, surtout quand elle est dictée par l'élan d'une âme française ! Mais je suis injuste en écrivant ce mot : attitude, car il pourrait impliquer quelque artifice. Et nous devons penser que c'est du plus profond de leur âme, avec la pleine conscience de leur devoir spirituel, que l'intelligence française s'est mobilisée, quand tout le corps social lui en donnait l'exemple, sans distinction de sexe et de rang !

PAUL FLAT.

QUESTIONS EXTÉRIEURES

—

SUR UN CRIME POLITIQUE

Le droit international public est en deuil. M. Louis Renault semblait mener ses tristes pompes, lorsqu'à la séance annuelle des cinq Académies, il faisait le compte des outrages que cette noble science avait subis. En ces temps de misères et de grandeurs, ce fut aussi une grande chose que ce discours où l'illustre juriste, homme d'études et homme d'action, et qui a tant fait pour la sagesse humaine, énumérait les ruines laissées par la barbarie tudesque dans ce champ où la prudence de toutes les nations avait tâché d'élever quelques abris pour le temps de guerre. Cette liste de griefs sans commentaires porte avec elle une force de réprobation plus redoutable qu'un fougueux réquisitoire. Et il semblait que tant de tristesse ait courbé la haute taille de M. Renault et pâli son beau visage d'évêque américain.

L'armée allemande a ravagé avec une fureur méthodique des contrées immenses : ni la Belgique, ni la Pologne, cependant, n'ont été par elle mieux dévastées que le droit des gens.

Le droit international est une œuvre traditionnelle, commencée, il y a deux siècles, par des docteurs frappés par cette réflexion qu'il y a des lois qui n'ont pas été faites par les souverains, puisque tous les doivent respecter. Science de neutres par excellence, fondée par le Hollandais Grotius et cultivée surtout dans les petits États, meilleurs observateurs des ambitions rivales des grandes puissances, et préoccupés de leur propre sauvegarde dans ces conflits. Notre philosophie naturelle du XVIIIe siècle, dont il ne faut pas penser trop de bien, car elle n'est point à la mode, fit faire de notables progrès dans l'esprit des hommes à ce « droit de la nature et des gens ».

Au vrai, ces docteurs étaient des *pacifistes*, terme qui n'emporte pas toujours et nécessairement un sens injurieux. Ceux-ci ne rêvaient point, les yeux fermés et bandés, d'une paix universelle et perpétuelle, surgissant par un brusque miracle au milieu des haines et des convoitises. Mais ils pensaient que les progrès de la sensibilité publique et la force des principes juridiques permettraient d'opposer, dans la guerre même, des bornes aux maux que la guerre engendrait. Ils ont dégagé, dans la conscience universelle, des idées que celle-ci a immédiatement reconnues, et, c'est pour nous, aujourd'hui, aux yeux de tous, la marque dernière de la civilisation que dans la guerre, dans la suprême violence, il est encore des lois que les civilisés respectent, et que les sauvages ignorent.

*
* *

Voici par exemple, un principe naturel, dégagé d'ailleurs assez tard, et dont les conséquences abondent : La guerre n'atteignant que les rapports d'Etat à Etat, les particuliers n'en doivent souffrir que comme sujets ou citoyens de l'Etat, non dans leurs biens propres, ni dans leur vie s'ils ne sont pas soldats. Le sentiment qui a dicté, qui justifie une telle règle, dont toutes les conséquences sont admises pour la guerre continentale, et non pour la guerre maritime, c'est le désir de limiter les malheurs de la guerre, d'éviter ce qui est inutile au succès même de le guerre. C'est par là que passe exactement la frontière de la civilisation et de la barbarie : le civilisé tue et détruit pour vaincre, le sauvage tue et détruit pour détruire ; le meurtre et la destruction lui paraissent la joie et la récompense de la victoire.

Comment les Allemands en ont usé, en Occident et en Orient, nous ne le savons que trop : c'est par meurtres, pillages, incendies et rapines. Mais ceci n'est rien, ou plutôt ce n'est, si j'ose ainsi parler en pareille matière, que le fait, que le fait atroce. L'Allemand, nous le savons depuis Candide, est un animal métaphysicien, et ce fut jadis son honneur. Mais depuis que ces philosophes sont devenus puissants dans le monde, leur métaphysique n'est plus qu'une louange béate et pédante de leur propre mérite. Pangloss a voué sa philosophie à la gloire de l'Empire.

Et nous aussi, à vrai dire, nous avons eu nos heures d'énivrement et d'infatuation imprudente, mais telle n'était guère notre manière. Nous nous croyions plutôt seuls au monde, et nous ignorions étourdiment les autres. Comme les contemporains de Montesquieu, nous avons eu longtemps quelque peine à comprendre que l'on pût être Persan. Mais, même dans cette ignorance légère, la France mettait sa grâce, qui sauve tout.

Pour le moment, il fallait, du côté allemand, démontrer qu'après Louvain, Malines, Reims, les bombes sur Paris, et mille autres exploits aussi fructueux, tout était pour le mieux dans la meilleure des guerres. Ils n'y ont pas manqué. Epargner les vies et les biens des non-combattants ! Respecter la population civile ! Mais, vous n'y pensez pas ! Vous voulez donc que la guerre soit éternelle ? Car enfin, le but et la fin de la guerre, c'est la paix ; c'est de contraindre l'ennemi à subir la paix. Et quel moyen plus sûr de l'y forcer que de la terroriser, de la massacrer, de l'affamer ? Vous obtiendrez ainsi une paix dont votre ennemi, plus tard, vous remer-

ciera, s'il vient à entendre correctement ses intérêts, puisque vous lui aurez évité à lui-même la longue durée de la guerre et de ses horreurs. Ainsi parlent tous leurs prophètes, et les Clausewitz, je crois bien, et les Bismarck et les Bernhardi. C'est ce que disait encore hier, dans une scène presque incroyable, le Gouverneur de Bruxelles, général von Bissing, au correspondant du journal Hollandais *Het Leven*. Et comme le journaliste épouvanté demandait à l'Excellence, s'il n'éprouvait pas de tant d'inhumanité quelque vergogne, le général répondit : « Il le fallait ». A la bonne heure! Et voilà une justification!

Se peut-il concevoir négation plus directe et plus précise de tout ce que le droit des gens avait découvert dans la conscience des peuples? Toutes les nations civilisées conviennent que les non-combattants, femmes ou vieillards, seront tenus hors de la guerre pour restreindre ses rigueurs; seules, les armées germaniques veulent atteindre les non-combattants pour porter à son comble l'épouvante de la guerre.

Mais c'est dans la violation de la neutralité de la Belgique qu'apparût le mieux l'opposition du droit des gens et de la morale teutonnique.

*
* *

Car la Belgique est une création du droit international, la mieux conçue, la plus heureuse ; résultat véritable, certain et excellent d'une science; fruit de l'expérience, des réflexions, de la lassitude et de la prudence des hommes.

Je ne veux pas dire que dans ce beau résultat tout le monde ait eu sa part, sauf les Belges eux-mêmes. Tout au contraire, car, pour ma part, dans les discussions qui s'élevaient avant la guerre en Belgique sur le point de savoir si le peuple belge est une réalité historique, j'aurais suivi le sentiment des « pirennistes» de ceux qui, avec l'historien Pirenne, pensent qu'il y eût, et surtout vers la fin du Moyen Age, une civilisation flamande qui éblouit le monde occidental de ca somptuosité fabuleuse sous la domination bourguignonne qu'elle nourrissait de sa richesse, qu'elle animait de son esprit mystique et réaliste à la fois. Charles-Quint qui vécut en Flamand et mourut en Espagnol, laissa tomber ses Flandres dans l'héritage du roi catholique, et ce fut la cause du premier martyre héroïque de la Belgique, sous le gouvernement du duc d'Albe, l'un des prédécesseurs du général von Bissing. Les luttes incertaines, les guerres d'équilibre des maisons de France et d'Autriche firent alors de presque toute l'Europe des terres de marchandages et de « compensations » : ainsi finissent toujours les conflits sans résultats décisifs ; l'indépendance et la civilisation flamandes furent ainsi noyées parmi les grandes puissances de l'Europe.

Mais quelque opinion que l'on suive en ce problème historique, ce qui importe dans la création du royaume de Belgique en 1831, c'est moins la revendication par les Belges de leur propre nationalité, que l'empressement des autres gouvernements à garantir cette indépendance.

Dans l'acte diplomatique qui reconnaissait le nouvel état, la prudence et le désintéressement des anciens se mêlaient en parties inégales. Sur cette terre où l'on s'était tant battu, le seul moyen de ne plus se battre, c'était de la soustraire impartialement à toutes les dominations voisines et rivales. Les hautes puissances contractantes en étaient averties par une expérience longue et lourde de plusieurs siècles de batailles.

Dans ce pays qui fut grand fabricant de drap avant d'être grand producteur de houille et de métallurgie (1), à ce carrefour de l'Angleterre, de la France et de la Germanie, tant d'intérêts se croisent, tant de richesses attendent servies par un peuple au génie patient et actif, que l'évacuation de ce territoire par toutes les forces militaires est, de toutes les conditions de paix de l'Europe, la première. La sagesse des nations n'a mis que cinq ou six siècles à s'enrichir de cette remarque : c'est fort peu. Et c'est ainsi que l'indépendance de la Belgique est, à proprement parler, une création du droit international, et un progrès ferme et certain de la prudence humaine.

La possession des Flandres fut, entre la France et l'Angleterre, l'une des causes immédiates de la guerre de Cent ans, et plus tard l'une des causes permanentes de luttes entre les Bourbons et les Habsbourg. A partir de Louis XIV, c'est le roi de France qui redevient inquiétant. La diplomatie croit trouver la parade à cette menace : c'est une « Barrière » en Flandre. Dans ce pays plat jusqu'à la Meuse, bourré de grosses villes assises dans l'eau, on élève une barrière de places fortes contre les armées françaises, et durant plus d'un siècle, l'Angleterre, la Hollande, l'Empire puis la Prusse ne sont occupées qu'à déplacer, réparer, redresser cette digue de forts. L'histoire diplomatique appelle de ce nom significatif : *traités de la Barrière* ceux qui modifiaient et maintenaient toujours cette digue à ce confluent des races. Il y fallait veiller sans cesse, les outils à la main : en peu de temps on compte sept ou huit traités de la Barrière (2).

Vint le régime transitoire de la Révolution et de

(1) Cf. Henri Charriaut. *La Belgique Moderne*, p. 316 sq.
(2) Chose singulière, la Barrière a subsisté même après 1815, en territoire alors hollandais. Les deux solutions, Bar,

l'Empire, puis le premier essai des traités de 1815 qui réunissait les provinces flamandes au Royaume des Pays-Bas. Lorsqu'à ce moment, les journaux du roi Guillaume d'Orange voulaient humilier les Belges, ils leur reprochaient d'habiter un pays où « étaient venus boire les chevaux de toutes les armées de l'Europe ». C'était vrai, mais ils y étaient venus si souvent qu'aucune puissance ne voulait plus y envoyer son armée continuer une lutte inépuisable.

Lorsqu'en 1830 les Belges, mécontents d'une cour protestante, mécontents d'une représentation parlementaire et d'un régime fiscal inégaux à leur préjudice, se soulevèrent contre leurs voisins, tout le monde pensa, tout le monde a pensé durant quatre-vingt-quatre années, que l'armée française du maréchal Gérard, qui prit Anvers pour le donner au nouveau royaume, serait la dernière armée étrangère qui pénétrerait sur le sol toujours foulé auparavant, désormais inviolable de la Belgique.

Des siècles de lutte avaient amené l'Europe prudente et lassée à la conception de la neutralité belge, et Louis-Philippe, de qui la figure historique se distingue par ces deux traits certains qu'il avait du bon sens et qu'il avait peur des coups, le comprit si bien qu'il refusa pour son fils la nouvelle couronne qu'on lui offrait. Sur le *chiffon de papier* qui garantissait cette neutralité, un comte de Bulow mit la signature de la Prusse.

*
* *

Allons au fond des choses ; essayons au moins d'aller au fond des idées. Qu'est-ce donc que la neutralité ? C'est l'état d'un pays dans lequel les autres se sont interdit de faire la guerre.

Il y a, sans parler du Luxembourg, deux pays neutres : la Suisse, dont la neutralité date du traité de Vienne, et la Belgique. Plus récemment, le droit international a multiplié les neutralités : de certains cantons entre Suède et Norvège, d'Etats africains comme le Congo, de fleuves à leur embouchure comme le Danube. Les raisons de ces dernières stipulations sont assez diverses, mais presque toujours la déclaration de neutralité fut l'abdication paisible de la diplomatie devant des problèmes trop complexes.

Mais, pour la Suisse et surtout pour la Belgique, la neutralité est la suite et la leçon d'une tradition historique. Les peuples ont renoncé à se battre sur ces territoires parce qu'ils s'y sont trop battus. Ils ont élevé contre la guerre des réserves territoriales sur la surface du globe ; il y a ainsi des pays soustraits aux batailles. Si la Belgique est neutre, d'une neutralité perpétuelle, c'est parce que la possession de ce pays par l'une des grandes puissances condamnerait l'Europe à la guerre perpétuelle. Ou la paix en Belgique ou la guerre dans le monde : c'est un dilemme historique.

En violant cette neutralité qu'elle devait garantir, l'Allemagne n'a pas seulement atteint le peuple belge, mais aussi le statut de l'Europe. Ils connaissent si bien d'ailleurs le prix du pays dont ils ont forcé les portes, ils se rendent si bien compte de la valeur de cette position si précieusa, qu'ils ne songent plus qu'à y rester. Il y a un mois, une revue Rhénane, l'*Aachener Runsdchau* publiait un article du député Erzberger, où ce chef du Centre démontrait que la mission de l'Allemagne ni ses commodités ne lui permettraient jamais d'abandonner la Belgique. Pensée qui sert à la fois le patriotisme et les intérêts de parti de M. Erzberger, car le Centre voit dans l'annexion de la Belgique, une satisfaction à la voracité économique de l'Allemagne, et l'accroissement de la population catholique de l'empire.

La Prusse n'a pas seulement, en entrant en Belgique, soulevé l'émotion universelle ; elle a éveillé chez tous les peuples ce sentiment que tant qu'elle occupera le territoire belge, le monde est voué à la guerre par la loi la plus certaine de l'histoire. C'est l'une des raisons pour lesquelles la reprobation publique, loin qu'elle soit atténuée par le temps, en est, au contraire, aggravée et amplifiée : la réflexion la fortifie. Dans les pays protestants, l'Amérique notamment, où les jugements de la conscience individuelle sont peut-être plus réfléchis et plus forts, l'opinion est beaucoup plus hostile à l'Allemagne à l'heure présente qu'au début de la guerre.

Je ne pense pas, pour ma part, que ce mouvement soit terminé. Je crois que ce cri d'horreur retentira dans l'histoire bien plus haut encore que dans nos consciences. Peut-être les événements contemporains perdent-ils de leur grandeur pour être mêlés à notre vie commune. Mais que l'Allemagne, reniant sa parole, ait abattu de ses catapultes les forts de Liége, qu'elle ait de son poing de fer meurtri et terrassé la Belgique qu'elle devait protéger, que la moitié d'un petit peuple ait dû, sous l'étreinte d'un colosse, abandonner les ruines de sa patrie, c'est l'une des pires scélératesses politiques de l'histoire du monde, et les historiens de race allemande seront eux-mêmes contraints d'en confesser la honte et l'horreur.

ETIENNE FOURNOL.

rière et neutralisation, se confondaient. V. l'analyse claire, ordonnée, et parfaitement conduite de M. PICCIONI, *Essai sur la neutralité perpétuelle*. Paris 1892.

Le Propriétaire-Gérant · PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 2 — 1er SEM. 53e ANNÉE 16-23 JANVIER 1915

BULLETIN DE QUINZAINE

Il est douteux que la violation de la neutralité de la Belgique conserve dans les archives du droit le caractère d'une opération diplomatique recommandable, objet du respect des princes et des peuples.

Il n'y a d'ailleurs pas là de quoi empêcher une chancellerie ou un état-major résolus de recommencer; et c'est sans doute pourquoi les Allemands viennent de faire envahir la Perse par les Turcs. L'analogie est toute formelle; car dans le cas de la Perse, beaucoup de corruption et un peu de guerre sainte ont sans doute aidé à l'invasion de l'armée germano-ottomane. Si bien que cette guerre sainte proclamée par la fetva sacrilège d'un cheik-ul-islam dégradé, et qui devait courir tout le long des rives orientale et méridionale de la Méditerranée, et enflammer l'Islam de l'Hellespont aux Colonnes d'Hercule, aura atteint ce résultat dérisoire de favoriser l'entrée de l'armée turque dans un canton de la Perse soumis à l'influence russe, vers le mont Ararat au moment même où l'armée russe vient d'écraser un corps d'armée turc à Sary-Kamisch.

Ajoutons, pour ne pas manquer au devoir d'être exact et complet, que la guerre sainte semble bien encore avoir été importée en Albanie par l'Autriche « apostolique ». C'est par elle peut-être qu'on a pu soulever contre Essad pacha quelques bons musulmans, de ses propres vassaux, et le beau succès de cette aventure a été d'amener l'Italie, maîtresse de Vallona et protectrice d'Essad, à rétablir l'ordre à Durazzo discrètement — entendez à coups de canon — mais sans débarquement, et avec sa coutumière habileté.

Ces affaires ottomanes sont d'ailleurs couvertes par l'ingénieuse et robuste censure turque d'un voile oriental, qu'il faut percer. Les choses autrichiennes aussi, on ne peut guère les pénétrer que d'une critique conjecturale, Quand François-Joseph appela le comte Berchtold au Ministère commun des affaires étrangères, ce grand seigneur, se souvenant de Godefroy de Bouillon, écrivait à l'un de ses amis : « C'est une couronne d'épines que mon maître m'ordonne de ceindre. » Il l'a déposée au moment où elle commençait d'ensanglanter son front chauve. Ce que j'admire en son successeur, ce n'est pas qu'il ait la figure du baron hongrois Burian, c'est que ce ne soit pas le comte Etienne Tisza en personne. Car il a fallu certainement de fortes raisons pour que Tisza, le premier inventeur de cette guerre, et non pas le premier, mais le seul ministre de l'Empire, n'y occupe pas la première place. On a voulu laisser dans la poigne solide de cet homme brutal et corrupteur les rênes du gouvernemsnt hongrois dont le territoire est menacé à la fois d'invasion et de dislocation : lui-même a préféré déléguer son subordonné à la chancellerie.

Quelques personnes en France auraient beaucoup souhaité que la rentrée du Parlement fût tenue pour une calamité publique. De fortes paroles du président Deschanel ont porté en ce sujet une justice nécessaire. Le contrôle parlementaire n'est pas toujours et nécessairement la critique du premier venu qui désire remplacer un ministre pour faire comme lui : il peut, et surtout aux heures graves, assurer au gouvernement national la collaboration pré-

cieuse, désirée par lui, d'hommes dont la compétence est dès longtemps fixée, aptes à surveiller et stimuler les services. Qui sait si l'un des résultats de la guerre ne sera pas d'engager l'esprit public dans le dédain de ceux qui, pourvus d'une compétence verbale universelle, peuvent prétendre à servir sans embarras dans tous les postes, pour favoriser ceux-là qui, formés aux connaissances spéciales, semblent propres à servir utilement l'Etat à la place qui leur convient, mais non pas à toutes ?

***

LA GUERRE ET LA VIE DE DEMAIN (1)

Mon cher Président,
Mesdames, Messieurs,

Après l'émouvant et lumineux exposé que nous venons d'entendre, j'aimerais, je l'avoue, à vous laisser sur une impression que je ne puis qu'affaiblir, et à me contenter, pour toute réponse, d'un chaleureux applaudissement. Mais notre cher président m'invite si aimablement à prendre ma part de sa généreuse entreprise, que je me vois obligé de vaincre mon embarras. Si je ne puis que répéter faiblement ce qu'il nous a dit avec une si persuasive éloquence, cette répétition même contribuera peut-être à graver dans nos esprits des pensées actuellement si nécessaires. *Repetitio mater studiorum*, c'était, dans nos écoles, un vieil adage.

La guerre et la vie de demain : ce titre, à lui seul, nous donne à réfléchir. N'est-ce pas, songeons-nous, le propre de la guerre, de concentrer sur le présent toutes nos pensées ; et la guerre actuelle, en particulier, par les proportions inouïes qu'elle a prises, par les intérêts littéralement vitaux qu'elle met en jeu, ne nous commande-t-elle pas d'ajourner toute considération dont elle-même ne serait pas l'objet immédiat ? Se demande-t-on, tandis que la maison brûle, sur quel plan on la rebâtira ? A-t-on le loisir, pendant la tempête, de spéculer sur les entreprises auxquelles on se livrera, si l'on survit ?

Certes, l'heure est tragique, et ce n'est pas trop de toutes nos ressources, de toute notre attention, de tous nos efforts, pour arracher notre pays à un ennemi qui se fait gloire de marcher sur la trace des Huns. Plus que jamais nous devons avoir présente à l'esprit et appliquer étroitement la devise du général Hoche : *Age quod agis*. Que signifieraient les plus belles théories sur la rénovation de la France, si la France n'existait plus? Ne nous y trompons pas : cette guerre n'est pas un épisode de notre histoire. Il s'agit, véritablement, pour nous, d'être ou de ne pas être. Tout ce qui ne va pas à l'accomplissement de la tâche actuelle est inutile ou nuisible.

Est-ce à dire, toutefois, que nous devions bannir de nos esprits le souci de l'avenir? Loin que la guerre soit l'oubli de l'avenir au profit du présent, elle a, au contraire, l'avenir lui-même, pour objet essentiel. Tel est le cas, surtout, d'une guerre telle que celle d'aujourd'hui. Si nous n'avions songé qu'à nous-mêmes, nous aurions trouvé plus simple et plus pratique de nous adapter aux circonstances. Après tout, le présent sans guerre et sans révolution, quand on est décidé à s'y habituer et à s'en contenter, est toujours à peu près tolérable. Mais nous avions acquis la certitude que le train dont allaient les choses dans le monde menaçait nos descendants de déchéance et d'asservissement, et nous avons opté pour nos descendants. Nous avons choisi de souffrir pour qu'ils soient libres et fiers, de mourir pour qu'ils vivent. Une guerre telle que celle-ci, c'est proprement le sacrifice du présent à l'avenir. Ce n'est point, sortir du présent que de songer à un avenir dont le présent doit être la préparation.

Et ce n'est pas distraire de la tâche actuelle une partie de nos forces. Car nous ne sommes pas mûs, dans cette guerre, par des instincts aveugles. Nous sommes une nation réfléchie, et, à tous les degrés de l'échelle sociale, nos soldats ont besoin de savoir pourquoi ils se battent. Mais quel motif plus fort pouvons-nous concevoir que le désir d'assurer à nos fils la liberté, la dignité, la possibilité de vivre, de penser et d'agir comme des Français? Homère, il y a trois mille ans, disait avec profondeur que le propre de l'amour paternel, c'est de désirer que nos fils nous surpassent. Travailler à la grandeur et à la gloire de notre postérité, c'est la tâche la plus propre à exciter nos courages, à entretenir et développer en nous cette force morale, qui est le réservoir où s'alimente, sans jamais l'épuiser, la force matérielle.

Ajoutons que cette expression : « La vie de demain » ne doit pas être entendue comme signifiant uniquement la vie que nous mènerons quand la guerre aura pris fin. La guerre, vraisemblablement, sera longue. Il en sera ainsi, parce que nous voulons invinciblement qu'elle aboutisse, c'est-à-dire qu'elle crée, d'une façon solide, un état de choses conforme à la justice et aux légitimes aspirations des peuples. Il faut que la durée en soit subordonnée au résultat visé, non que le résultat risque d'être brusqué par la crainte de dépasser une date fixée à l'avance,

(1) Conférence faite à l'Alliance d'hygiène sociale, le 18 décembre 1914.

Donc il est indispensable, pour l'heureuse issue de la guerre elle-même, que nous ne considérions pas les épreuves actuelles comme la rupture intolérable de notre vie normale, mais que nous y adaptions notre vie aussi longtemps que le demanderont les autorités militaires. C'est en continuant de vivre comme hommes et comme citoyens, que nous pourrons durer comme soldats.

Ainsi, la vie de demain, c'est, tout d'abord, la vie d'aujourd'hni elle-même, prolongée pendant une durée encore inconnue, et rendue aussi supportable, aussi normale que possible, de manière à entretenir et accroître la provision de forces où doit puiser notre armée. Vivre aujourd'hui même, c'est le seul moyen de pouvoir vivre demain.

C'est pourquoi, au lieu d'opposer entre elles, comme deux choses contradictoires, la guerre et la vie, nous devons nous efforcer de tirer de la guerre elle-même tout ce qu'elle peut contenir de favorable au maintien et à l'amélioration de la vie. Et, en ce sens, les services que la guerre peut nous rendre, si nous savons en user intelligemment, sont considérables.

I

La guerre c'est la destruction. Nos ennemis massacrent, brûlent, saccagent, démolissent avec une fureur que l'on ne sait comparer qu'à celles des anciens barbares. Et tant de vies humaines fauchées, tant de chefs-d'œuvres et de monuments du passé réduits en poudre, tant de richesses anéanties nous frappent de stupeur, et laissent dans nos âmes des douleurs incurables. Tous ces sacrifices, pourtant, ne sont pas uniquement la cruelle rançon de cette victoire du droit et de la civilisation qu'à tout prix nous voulons réaliser : ils peuvent, par certains côtés, contribuer directement à l'amélioration de la vie dans notre pays.

Tout ce qui existe n'est pas également digne de subsister : Nos villes, nos campagnes renferment nombre d'habitations insalubres, que nous ne nous décidons pas à démolir. Nous reculons devant les difficultés, devant les dépenses. La guerre nous met en face du fait accompli. Elle nous force à raisonner, non *a potentia ad actum*, mais *ab actu ad posse*; elle nous apprend à pouvoir parce qu'il faut, au lieu de demeurer inertes, parce que nous croyons que nous ne pouvons pas. Les maisons et les édifices insalubres ou incommodes seront remplacés par des constructions conformes aux lois de l'hygiène, aux besoins de notre vie, à nos habitudes et à nos goûts. Et mainte condition défectueuse de de notre existence sera ainsi améliorée, parce que la reconstruction, d'une part, nous sera imposée, et, d'autre part sera libre de toute entrave.

Et ce ne sera pas seulement tel ou tel élément de notre existence qui sera ainsi utilement renouvelé. C'est notre vie elle-même, dans sa source, qui prendra un essor nouveau. Une nature généreuse fait effort pour réparer ses pertes. Par une sorte de rythme naturel, la mort suscite la vie. Après 1870, la France s'est ainsi ressaisie, et a poussé, en tout sens, des jets vigoureux. Quelle ne sera pas sa puissance de développement, après cette terrible épreuve surtout si, comme tout nous en répond, l'issue nous est favorable ! Alors se résoudra, spontanément, ce redoutable problème de la natalité, devant lequel la science, l'action sociale et la législation se sont trouvées impuissantes. La cause de la faible natalité réside, en dernière analyse, dans l'égoïsme, dans le parti pris de ne considérer que le présent, ou le demain strictement immédiat. Avec la confiance dans l'avenir, avec les vastes et lointaines perspectives, s'éveille le désir de se survivre par la famille, de se grandir, de se glorifier dans ses descendants. La vie qui, selon la nature, tend à se perpétuer, est, chez l'homme, entravée ou favorisée par la crainte ou par l'amour de cette perpétuité même.

Et, avec la vie, ce sera l'ensemble de nos puissances de création qui sera sollicité au développement par nos pertes actuelles. Une vaste carrière s'ouvrira devant la science, devant l'art, devant la littérature, devant l'activité pratique sous toutes ses formes. Et sans doute jailliront spontanément l'originalité et la nouveauté. que l'on se travaille en vain à provoquer par l'érudition ou par la volonté d'être original. Dans notre monde, soumis à la loi du vieillissement, il n'est qu'une manière de restaurer cette jeunesse, qui demeure la vie joyeuse et féconde par excellence, c'est de mourir et de renaître.

II

Pour nous orienter dans cette phase nouvelle de notre existence, la guerre elle-même nous donne de précieuses directions. Elle n'est pas seulement la lutte d'une force contre une force. Elle met en jeu toutes les facultés de l'homme, et lui fait contracter des habitudes qui intéresseront sa vie tout entière.

Ce sont d'abord des habitudes physiques : sobriété, endurance, souplesse, capacité d'efforts extaordinaires, résistance obstinée à la fatigue et aux souffrances de toute sorte. Les mesures les plus contraires au laisser-aller d'hier sont aujourd'hui, acceptées sans objection : telle la proscription de l'absinthe. Ainsi disparaissent d'eux-mêmes maints besoins factices et imaginaires, que nous prenions pour des nécessités imposées par la nature ou par

la civilisation. La civilisation est, par un côté, l'invention de mille besoins étrangers ou funestes à la nature. Un grand nombre de ces besoins sont au tant de chaînes, de causes de fragilité et d'affaiblissement. Et voici que, manquant de tout ce superflu, nous n'avons nul sentiment de privation; nous avons conscience, au contraire, de reprendre pleine possession de nos forces, et d'être mieux à même d'en disposer pour accomplir des œuvres utiles.

La guerre nous fait apprécier à leur valeur les qualités physiques. Sans doute on nous a souvent cité, surtout dans ces derniers temps, le fameux mot de Juvénal : *Mens sana in corpore sano.* Souvent même on en exagérait la signification ; et exagérer, c'est se trahir soi-même. On entendait par ce mot qu'un corps sain fait un esprit bien portant. Mais Juvénal lui-même ne dit rien de tel, et ne renie pas à ce point le spiritualisme hellénique. Il dit, dans le passage dont ce mot est détaché, que l'homme doit souhaiter de réunir la santé de l'esprit et la santé du corps. Et, certes, le corps a ses vertus, sa dignité, sa beauté, qui, en soi, ont leur prix, non moins que les vertus de l'âme. Et c'est ce prix même que la guerre nous apprend excellemment à reconnaître. Elle nous donne, à cet égard, une éducation très supérieure à celle que nous pouvons recevoir des cours de gymnastique ou même des sports. Ceux-ci sont plus ou moins extérieurs à notre vie normale, s'adressent difficilemment à tous, et nous induisent à considérer les qualités physiques comme des qualités de luxe, d'autant plus louables qu'elles sont plus singulières. La guerre nous fait apprécier tout autrement les mérites du corps. Elle nous fait considérer les qualités physiques comme nécessaires à tous, en toute occasion. Elle fait le départ des qualités solides et utiles, et de la virtuosité sans objet. Et elle nous donne le sentiment vif de la valeur intrinsèque et absolue d'un corps sain, vigoureux et beau, épanouissement libre et complet de l'œuvre de la nature. Les générations nouvelles n'auront pas besoin qu'on leur fasse de savantes conférences pour leur enseigner le culte des exercices physiques. Elle le pratiqueront spontanément et comme il convient, dans leurs études, dans leurs jeux, dans leurs occupations, dans toute leur vie.

En même temps qu'une éducation physique, la guerre est une éducation intellectuelle. Le danger, qui, à l'école, menace l'intelligence, c'est de se prendre elle-même pour fin, c'est-à-dire de se laisser séduire par l'évidence et l'harmonie de ses conceptions, ou par l'élégance de ses raisonnements, et de confondre ses idées avec la réalité. Dogmatisme ou dilettantisme, l'intelligence qui ne se sent responsable que devant elle-même risque constamment de se heurter à l'un de ces deux écueils. Mais, à la guerre, ce double danger est écarté. Toute conception y est une action, et toute action y est immédiatement confrontée avec la réalité. Une conception fausse, ici, ou un raisonnement sophistique, c'est un échec ou un désastre. Force nous est de e penser jamais qu'en fonction des faits, de n'admettre que des idées et des raisonnements constamment doublés de réalités tangibles.

La discipline que la guerre impose à la pensée est précise autant qu'impérieuse. Nous devons, d'abord, nous procurer, à propos de toute entreprise, une information à la fois fidèle et complète. Toute erreur, si petite semble-t-elle, peut être fatale; et une information incomplète est, elle-même, une information erronée. Il est aisé de briller dans une discussion scolaire ou parlementaire en invoquant quelques faits habilement choisis. Mais, à la guerre, comme en mathématiques, ce sont toutes les données du problème, sans exception, qu'il faut posséder, si l'on veut être en mesure d'éviter les pires catastrophes. Ni la vivacité de l'intelligence, ni la décision et l'énergie de la volonté ne peuvent suppléer l'information.

De même qu'il faut posséder la totalité des faits relatifs à l'affaire en question, de même il faut interpréter ces faits judicieusement. Un raisonnement purement mécanique n'y saurait suffire. Il faut, notamment, savoir se mettre à la place de l'adversaire, et voir les choses de son point de vue. Le travail nécessaire est un raisonnement doublé d'une sorte d'intuition, dont seul est capable un sens aigu et profond des réalités, non seulement physiques, mais psychologiques et morales.

C'est ainsi que la guerre forme l'intelligence. Elle la maintient dans un contact perpétuel avec les faits. Elle l'habitue à s'exercer suivant la loi qui est la condition de son intégrité et de sa véracité : à savoir, en associant intimement et en tempérant l'un par l'autre l'information, le raisonnement, l'intuition. Loin donc que la guerre soit, comme on l'a dit parfois, l'action substituée à la pensée, elle est, pour une forte part, la pensée elle-même, acquérant toute sa puissance et toute sa valeur par son union avec l'action.

Enfin la guerre est évidemment une éducation morale.

Elle nous apprend, tout d'abord, à pratiquer cordialement ce devoir de tolérance en matière d'opinions, que l'on a tant de peine à nous démontrer et à nous faire observer en temps de paix. Combien nous paraissent aujourd'hui abstraites et superficielles ces divisions politiques, religieuses, sociales,

qu'hier encore nous croyions irrémédiables! Les différences, en grande partie, portent sur des mots plus que sur des choses, puisque les esprits et les cœurs de tous les Français, indistinctement, ont aujourd'hui conscience de ne faire qu'un, de penser et de sentir de même touchant les conditions premières de notre existence et de notre honneur. Qui pourrait persuader qu'ils appartiennent à des camps différents, ces soldats qui se retrouvent ensemble un soir de bataille, qui s'embrassent et sentent que l'épreuve commune les a unis pour l'éternité! On constate, en ces jours d'anxiété patriotique, qu'il est bien superflu d'enseigner à des hommes qui veulent le bien et qui s'aiment de se tolérer, de se souffrir, de se subir mutuellement. Ils font mieux que de se tolérer : ils mettent en commun leurs forces, leurs pensées, leur expérience, leurs cœurs, pour accomplir le devoir commun.

La guerre n'affranchit pas seulement nos âmes des passions égoïstes ou factices qui les divisent : elle nous enseigne des vertus positives : valeur, décision, intrépidité, sacrifice de la vie à l'honneur et à la patrie. La présente guerre a ce caractère remarquable, de former également nos âmes aux vertus modestes et obscures qui, moins que les vertus brillantes, semblaient convenir au tempérament de notre race.

Elle a exigé de nous la patience; et ce peuple, que l'on croyait incapable de supporter en silence les épreuves longues et pénibles, ce peuple dont ses ennemis disaient qu'il leur viendrait en aide par l'insurrection, est et demeure calme et résolu, et le demeurera aussi longtemps qu'il sera nécessaire. Il sait que tenir est, actuellement, le sûr garant de la victoire; et il entre sans peine dans la disposition morale que réclament les circonstances.

Avec la patience on nous refusait la faculté de nous dévouer obscurément. Mais voici que, s'adaptant aux conditions de cette guerre, nos soldats renoncent, sans regret, aux actions d'éclat qui n'ont d'autre résultat que d'illustrer des individus. Soldats et chefs comprennent que leur rôle est de participer à une vaste action d'ensemble; et ils se jugent suffisamment récompensés de leurs efforts, si cette action réussit, grâce à leur collaboration anonyme.

Les Français, disait-on, étaient inaptes à agir ainsi collectivement. Leur incurable individualisme les condamnait à n'avoir de vivacité d'esprit et de talents que pour se combattre les uns les autres. Et, par là, leur remarquable valeur personnelle leur était plus nuisible qu'utile. On sait que Napoléon préférait un mauvais général, qui commande seul, à deux bons, qui ne s'entendent pas. La guerre actuelle habitue les Français à coopérer, et à coopérer à la française.

Certes, l'Allemagne fait paraître une puissance d'organisation incomparable. Mais cette organisation s'opère uniquement par le moyen de la division du travail, chacun étant rigoureusement spécialisé dans la fonction qui lui incombe. L'homme, ici, est, littéralement, réduit à l'état de rouage. L'organisation est entièrement imposée du dehors; elle est le fait d'une autorité absolue, laquelle rapproche et coordonne des membres qui n'ont aucune affinité interne les uns à l'égard des autres.

Tel n'est pas le point de vue français. A travers les différences d'éducation et d'aptitudes qu'exige la nécessaire division du travail, nous considérons comme devant être maintenue la communauté de pensée et de sentiments qui caractérise les membres d'une même famille. Nous pensons que l'union humaine proprement dite est celle qui a son principe au dedans des âmes, dans l'entente intime et dans la sympathie. La discipline qui règne parmi nos troupes est ainsi, à la fois, obéissance exacte et confiance mutuelle. Le chef commande; et dans sa voix il y a autant d'affection que d'énergie; et son autorité est un dévouement affectueux à ses hommes comme à la patrie. Les hommes obéissent; et, du même coup, ils épousent l'idée du chef, parce qu'ils ne font qu'un avec lui, et savent qu'il leur est dévoué. Cette solidarité n'est pas seulement étroite et rigoureuse, elle est fraternelle. Sous l'inégalité hiérarchique, il y a une égalité morale. Par suite, la valeur des troupes dépend moins étroitement de la présence et de l'action du commandement. Le chef tombé, sa pensée et son ardeur subsistent, et continuent d'animer ses hommes.

Toutes ces vertus, physiques, intellectuelles, morales, que la guerre, actuellement, développe en nous, sont essentiellement des vertus humaines. Il s'agit de les conserver C'est là, peut-être, le plus difficile. Pascal disait : « Ce que peut la vertu d'un homme ne se doit pas mesurer sur ses efforts, mais sur son ordinaire. » Il entendait par là qu'il est plus facile à l'homme de faire, de temps en temps, des efforts surhumains, que de persévérer dans l'état supérieur où ces efforts l'ont placé. La loi de la nature, c'est la tendance à conserver ou à rétablir son état ordinaire et moyen. Pour se maintenir au-dessus de sa nature, il faut, concluait Pascal, l'intervention de la grâce.

Notre souci doit être de posséder la force interne nécessaire pour résister à ce balancement rythmique qui, chez le vivant, en général, tend à faire disparaître toute habitude qui s'écarte de l'état moyen.

Il nous faudra garder et cultiver en nous cette grâce, ou énergie morale, sans laquelle nos acquisitions actuelles risqueraient d'être éphémères. Rien de grand ne dure de soi. Et la conservation de la puissance, de la foi et de l'amour, qui seuls peuvent assurer la persistance des habitudes dont nous parlons, implique, au fond de nos âmes, une continuelle création.

III

Indépendamment des habitudes qu'elle développe en nous, la guerre nous donne mainte leçon qu'il importera de retenir et de méditer. Essayons d'en dégager quelques-unes.

Cette guerre, tout d'abord, nous avertit de ne jamais nous endormir dans une paresseuse sécurité. En vain nos intentions seraient elles irréprochables, en vain les peuples se seraient-ils efforcés d'établir une justice internationale : il y a des Etats qui n'admettent d'autre droit que celui du plus fort, et qui dirigent toute leur activité vers l'acquisition d'une force supérieure à celle du reste du monde : pour ces Etats, une convention qu'ils ont eux-mêmes signée devient nulle, s'ils se sentent la force de la violer impunément. Il y a des Etats qui ne voient dans la paix que la facilité d'organiser la guerre future sur le territoire même de ceux qu'ils se proposent de dépouiller. Il y a des nations qui, au nom de leur culture, qu'elles déclarent supérieure à celle de toutes les autres nations, s'arrogent le droit d'organiser le monde selon leur bon plaisir, c'est-à-dire de l'asservir et de l'exploiter à leur profit. Puisque de telles maximes ont pu être professées et pratiquées au milieu du plus large épanouissement de la science et de la civilation, il est impossible de se reposer, dans la politique internationale, sur son bon droit, sur le droit des gens et sur les conventions. Le génie de la force et de la domination s'applique à convertir tous les éléments de la vie en engins de guerre : il faut que le droit, lui aussi, puisse se défendre. Et, comme la guerre, plus que jamais, exige une vaste et longue préparation, la conciliation de la guerre et de la vie, qui caractérise notre condition actuelle, devra, dans une certaine mesure, se continuer après la guerre même. Un adversaire qui ne croit qu'à la force ne comprimera ses ambitions que s'il se trouve en présence d'une force qui lui impose.

Un second enseignement que nous donne la guerre actuelle, c'est que la défense du pays ne saurait plus être considérée comme une fonction spéciale, incombant uniquement à des organes spéciaux de la nation. Cette guerre, par ses proportions énormes, réclame la participation de la nation tout entière. Ce n'est pas trop de toutes nos forces, sans exception, pour résister à un ennemi qui a tout mis en œuvre pour nous anéantir. Non seulement tous les hommes valides doivent être encadrés dans l'armée, mais la nation tout entière doit seconder, plus ou moins immédiatement, l'action militaire.

L'une des conséquences les plus remarquables de cette situation, c'est l'obligation qui s'impose à nous de concilier, dans une action commune et harmonieuse, les efforts de l'État, et ceux des sociétés libres ou des citoyens. Nous n'avons pas encore tout à fait perdu, en France, l'habitude de considérer l'Etat et la société comme des rivaux, qui ne songent qu'à empiéter sur le domaine l'un de l'autre. L'autorité et la liberté nous semblent deux contraires, dont l'un ne peut s'accroître sans que l'autre soit diminué. Mais, dans une telle compétition, la guerre nous montre une division funeste. Des forces s'entre-détruisent, qui pourraient s'additionner et s'unir. Il est indispensable que l'État et la liberté apprennent, non pas à se supporter réciproquement, ce qui serait peu de chose, mais à combiner leurs ressources, leurs facultés, leurs efforts, à collaborer intelligemment, loyalement, cordialement. Que de difficultés s'aplaniront, que de défiances s'évanouiront, que de nobles sentiments se réveilleront, le jour où l'un et l'autre seront bien convaincus que leur destination n'est pas d'être, chacun, tout par lui-même à lui seul, mais de se consacrer, l'un et l'autre, respectivement, à une œuvre qui les dépasse tous deux : la conservation, l'honneur et la grandeur de la patrie.

Je mentionnerais volontiers un troisième enseignement, que, de plus en plus nettement, à vrai dire, nous recevions déjà de l'histoire contemporaine, mais que la guerre actuelle nous donne avec une force particulière. Il est désormais impossible à une puissance quelconque, grande ou petite, de s'absorber dans sa politique et sa vie intérieures, et de reléguer au second plan le souci de la politique extérieure. La solidarité des nations est telle, aujourd'hui, que tout ce qui affecte l'une d'elles retentit nécessairement sur toutes les autres. Il n'y a plus de politique purement intérieure, indépendante de la politique extérieure. Il est indispensable, si l'on veut subsister et conserver la possibilité de vivre selon ses traditions et son génie propres, d'avoir constamment les yeux fixés sur les événements qui se déroulent dans le monde entier. L'excellent écrivain belge Dumont-Wilden disait, ces années dernières, que l'Alsace-Lorraine était le point névralgique de l'Europe. Aujourd'hui, il faut dire que la question qui s'agite entre les Alliés et les Allemands et Autrichiens est vitale pour toutes

les nations. Car il s'agit de savoir si le monde deviendra la proie de l'une d'entre elles, qui, se croyant la plus forte, dénie aux autres le droit d'exister, ou si toute nation, petite ou grande, qui possède une personnalité, a le droit de vivre, en respectant la liberté des autres nations. Et toutes les nations, dans le monde entier, prennent, en effet, parti pour l'un ou l'autre adversaire. Et toutes, en fait, seront atteintes par la solution que recevra cette guerre.

Il est donc plus certain que jamais que, pour tenir notre place et remplir notre rôle dans le monde, nous ne pouvons nous contenter de nous considérer nous-mêmes, et de voir les autres peuples à travers nos idées traditionnelles. Il nous faut cultiver sérieusement les langues étrangères, et nous rendre capables d'entrer à fond dans la pensée des autres. On a parlé de langues universelles. De telles langues pourraient peut-être rendre quelques services dans les transactions commerciales. Mais elles nous seraient plus nuisibles qu'utiles, si elles nous détournaient d'apprendre les langues nationales, qui, seules, peuvent nous révéler le génie des peuples étrangers. Savoir et comprendre ce qui se passe, à chaque heure, dans le monde entier, et considérer toutes les parties de notre vie nationale dans leur rapport à la vie des autres nations : cette tâche, depuis longtemps, importante, nous apparaît, désormais, comme impliquée dans toutes les autres.

IV

En résumé, la guerre provoque et provoquera, dans la nation, en tout domaine, une poussée nouvelle de vie et de fécondité. Et à notre activité en général, elle imprime de précieuses directions. Elle crée des habitudes, elle fournit des enseignements, qui ont une portée, non seulement militaire, mais largement humaine.

Est-ce à dire que cette guerre doive changer entièrement le cours de notre vie nationale, ou qu'il soit désirable qu'elle ait un effet de ce genre? Une telle conception serait non moins pernicieuse que chimérique. Il parait impossible que la guerre, si profonde que soit son influence, transforme notre nature; et il serait étrange que l'on tentât de lui faire produire un tel résultat. C'est pour rester Français que nous nous battons; c'est de notre âme de Français que nous tirons les forces nécessaires pour nous adapter aux circonstances présentes. Nous continuerons donc à placer notre loi suprême dans notre idéal national: il est assez beau pour que nous y restions fidèles.

Nous en comprenons mieux la signification et la valeur, aujourd'hui que nous le confrontons, dans la pratique même, avec l'idéal allemand.

L'Allemagne a été éprise de poésie, de musique, de métaphysique, d'infini, d'idéal. Et sans doute ces dispositions eussent-elles pu se maintenir, à travers les transformations matérielles que les temps modernes apportent dans le monde. Mais, sous l'influence, soit des circonstances, soit des hommes, soit d'un affaiblissement de ce ressort interne où Gœthe plaçait l'essentiel de la vie, le génie allemand s'éloigna de son idéal, au point de paraître le renier complètement.

L'idéalisme allemand consistait à ne se satisfaire d'aucun des objets que nous offre ce monde visible. Gœthe, longtemps disciple fervent de la Grèce, se sentant ressaisir, dans sa vieillesse, par cet idéalisme transcendant, écrit :

Und mich ergreift ein längst entwöhntes Sehnen
Nach, jenem stillen, ernsten Geisterreich :

« Voici que s'empare de moi une aspiration depuis longtemps oubliée, vers le royaume calme et grave de l'esprit. »

L'état d'âme qui caractérise cet idéalisme est imprimé par le mot intraduisible de *Sehnsucht*. La *Sehnsucht* des poètes et des philosophes allemands, c'est le désir à jamais inassouvi, c'est l'aspiration vers quelque chose d'infini, d'ineffable, de total, d'absolu, que nulle forme d'existence saisissable et définie ne pourra jamais réaliser.

Or, par une révolution étrange, l'esprit allemand en est venu à se persuader qu'il était, lui-même, cet esprit infini et absolu, devenu réel, visible, et se donnant comme tâche de prendre possession de notre monde. « Le Verbe de Dieu s'est fait chair, et il a habité parmi nous. » Cette parole n'était autre chose que la prédiction du rôle que devait jouer un jour le peuple allemand.

Comment s'est faite cette révolution? Il semble que le souvenir du Jéhovah de la Bible, qui manifeste sa protection par la puissance qu'il confère à ses élus, y ait joué un rôle important. Les Allemands ont vaincu Napoléon, l'Autriche, la France. Donc le vieux Dieu des Hébreux est désormais au service des Allemands. Ceux-ci l'appellent familièrement, dans leurs chansons : *der alte, der deutsche Gott*, « le vieux dieu, le dieu allemand. »

Un second signe de la mission de l'Allemagne, c'est sa supériorité scientifique sur toutes les autres nations. Cette supériorité, pour ceux qui connaissent l'Allemagne, qui ont fréquenté ses universités, est si certaine et si évidente, qu'ils ne songeront pas, en présence d'une assertion émise par des savants allemands, à demander des preuves. Ils savent

d'avance que ces preuves existent, trop volumineuses, trop savantes, pour être transcrites dans les publications destinées au grand public. Mais on ne peut reconnaître aux autres nations le même privilège. La science de celles-ci est incertaine, et leurs assertions n'ont de valeur que si elles sont étayées de preuves admises par la science allemande.

Tant par sa science que par sa puissance, l'Allemagne démontre à l'univers, comme à elle-même. qu'elle est appelée à réaliser, sur cette terre, le royaume de Dieu. Dès lors, elle ne s'appartient plus. Elle doit à Dieu, qu'elle représente, de faire sa volonté. Cette volonté, selon elle, consiste en deux choses : 1° subjuguer le monde ; 2° l'organiser suivant les principes allemands. Aujourd'hui, l'Allemagne accomplit la première tâche ; demain, elle entreprendra la seconde. Et, comme l'essence divine de l'Allemagne consiste essentiellement dans sa puissance et dans sa science absolues, c'est uniquement dans la puissance et dans la science allemandes que l'Allemagne puisera les principes qui présideront, et à sa manière de faire la guerre, et à sa manière d'organiser le monde.

En face de cette apothéose du germanisme, qu'elle a vu avec stupeur succéder à la pensée large et accueillante d'un Leibnitz ou d'un Gœthe, la France a maintenu jalousement l'idéal classique, auquel, de longue date, elle s'est attachée; et elle en a pris une conscience de plus en plus claire et précise.

Elle ne part pas de l'idée de l'infini ou de l'absolu, comme norme de la pensée, et comme principe de l'organisation du monde. Elle a simplement devant les yeux l'idée d'humanité ; et elle se donne pour tâche, en premier lieu, de concevoir le plus judicieusement et le plus noblement possible cette idée, familière à tous les hommes ; puis, de la réaliser, de plus en plus profondément, dans les différentes parties de la vie humaine.

Non que la pensée française ignore l'infini divin ou l'infini de la nature : Pascal a célébré l'un et l'autre en termes inoubliables. Mais les esprits nourris de la tradition classique s'élèvent, de l'homme, à ce qui le dépasse : ils ne parlent pas de l'inconnu ou de l'inconnaissable, pour définir et organiser le connu.

Dans cette idée de l'humanité, la pensée classique assigne un rôle essentiel à un élément que la pensée allemande, préoccupée surtout de puissance et de science, a presque toujours considéré comme secondaire : le sentiment. La pensée classique ne met pas le sentiment hors de pair, comme fit Rousseau. Mais elle ne se contente pas d'une raison purement géométrique ou métaphysique, comme font les philosophes allemands. La raison aristotélicienne est la faculté de juger, non seulement du possible, mais du convenable. Elle enveloppe un sentiment, irréductible à la pensée purement logique, de l'ordre, du beau, de l'honnête, du désirable, du bien. La raison cartésienne est une faculté vivante et délicate de discerner, en toute rencontre, le vrai du faux, faculté qui se cultive par la pratique de la vie, non moins que par l'étude des sciences. On sait avec quelle précision Pascal distingue entre l'esprit de géométrie et l'esprit de finesse. On peut dire que, selon la pensée classique, l'esprit de géométrie ne suffit jamais, non pas même en géométrie, mais que l'union de l'esprit de géométrie et de l'esprit de finesse est requis en toute recherche qui tend à dépasser la sphère des abstractions et à serrer de près la réalité.

De là, dans notre société, le culte, non seulement de la science, mais de l'intelligence proprement dite, du jugement, du bon sens, du tact, du sens des nuances et de la mesure. De là le maintien, à travers tous les progrès de la connaissance, de cette parenté entre la science et l'art, entre la théorie et la pratique, que les anciens affirmaient dans leur définition de la sagesse.

Non plus que la science, la puissance, selon la conception classique de l'idéal humain, ne doit s'isoler du sentiment. Elle doit s'humaniser, s'adoucir, se pénétrer d'éléments moraux, d'équité, de générosité, de bonté. Toute la civilisation grecque n'est qu'un effort constant pour soumettre la force à la grâce, pour remplacer la contrainte par la persuasion. Bismarck disait que le sentiment est au calcul et à la force ce que l'ivraie est à la bonne herbe, et que, comme l'ivraie il doit être extirpé. Nous pensons, au contraire, que le sentiment, judicieusement cultivé, fait partie intégrante d'une intelligence fine et d'une puissance bienfaisante.

Voués à un tel idéal, nous entendons tout autrement que les Allemands le progrès de la civilisation dans le monde. Certes, nous repoussons un individualisme extrême, qui ne verrait dans tout lien entre les hommes qu'une contrainte, et dans toute organisation qu'une tyrannie. Nous reprochons précisément à Rousseau d'avoir écrit qu'à tout individu humain appartient une existence absolue et naturellement indépendante. Les individus sont, en fait comme en droit, solidaires les uns des autres. Et cette solidarité va s'accroissant de jour en jour avec le progrès des communications. Mais, pensons-nous, la différence de nature qui existe entre une personne et une chose n'en subsiste pas moins. Une personne mérite le respect; et il y a, dans notre monde, des personnes collectives aussi bien que des personnes individuelles. Une nation est aussi une personne, et a le droit de vivre selon son génie propre, pourvu qu'elle n'attente pas à la vie des autres nations, La notion

de droit, fondée sur celle de dignité et de valeur morale, doit donc, à nos yeux, être conciliée avec la notion d'organisation, si l'on veut que l'organisation soit, non seulement scientifique, mais humaine. Le tout n'a pas seul une valeur, quand il s'agit d'un tout composé de personnes. La partie, elle-même dans ce cas, doit être tenue pour une fin. L'organisation que nous souhaitons respecte la liberté des membres, en même temps qu'elle coordonne leurs facultés en vue d'une action commune. Le tout que nous concevons est une harmonie vivante, non une unité morne.

C'est pourquoi notre pays s'appelle et continuera de s'appeler la douce France. On y est patriote, certes, et l'on ne fait qu'un dès qu'il s'agit de défendre l'honneur et la vie du pays. Mais l'union n'y est pas imposée du dehors à des organes entièrement hétérogènes, simplement complémentaires les uns des autres. Le principe de l'union est dans les âmes elles-mêmes, dans une nature commune, dans un sentiment commun de fidélité et d'amour envers cette France idéale et éternelle dont notre histoire nous offre de si belles images. Et dans notre sentiment de Français est impliqué l'amour des tradiions et tendaces diverses dont l'ensemble harmonieux constitue l'esprit français. En sorte que l'unité n'exclut pas la variété, et que la France demeure un pays où, pour tous, quelles que soient leurs croyances et leurs opinions, il fait bon vivre.

La disposition de l'esprit français à l'égard des peuples étrangers est analogue. Il répugnerait aux Français, épris de bon sens, de jugement et de mesure, de professer qu'ils se suffisent et n'ont rien à apprendre des autres peuples. Tout au contraire, ils sont curieux de ce qui se passe à l'étranger; ils savent, mieux qu'on ne le dit parfois, le comprendre et l'apprécier: ils ont écrit sur l'Allemagne, ces temps derniers, des ouvrages d'une perspicacité et d'une impartialité rares. Non seulement ils goûtent les productions originales de l'étranger, mais ils s'en inspirent dans leurs propres créations. Corneille emprunte à l'Espagne; notre dix-huitième siècle à l'Angleterre, notre romantisme à l'Allemagne. Mais, en empruntant, le Français pratique la méthode classique de l'imitation. Il met sa marque sur ce qu'il emprunte, et le fait sien. « Ce n'est pas dans Montaigne, disait Pascal, mais dans moi, que je vois ce que j'y vois. »

Conciliation de la liberté et de la solidarité, de l'organisation et de l'initiative, du sentiment et de l'intelligence, de l'art et de la science, et, par là même, réalisation, aussi large et haute que possible, de l'idée d'humanité, tel est l'objet que, dans le passé, s'est proposé la France : elle n'a point à en chercher d'autre. A l'expérience que lui donne la guerre actuelle elle devra mainte méthode nouvelle de tendre à son idéal; mais elle restera fidèle à cet idéal, pour son honneur et pour son bien, et dans l'intérêt de l'humanité tout entière.

EMILE BOUTROUX

LES DEUX POLES DE L'AME HUMAINE

En ces derniers temps, une des plus grosses préoccupations de l'opinion fut la suivante : comment les Alliés se conduiront-ils le jour où, cessant de combattre l'Allemagne sur leur territoire, ils livreront bataille sur le sien ? Et l'on voit assez à quel ordre de sentiments variés cette question répondait ! Pour les uns, c'était un juste espoir de vengeance — cette vengeance plus suave au cœur de l'homme que l'amour même — l'espoir dont ils se bercent que la loi du talion sera appliquée, non point en tout, grand Dieu ! mais au moins pour les réquisitions et les contributions de guerre et je ne jurerais pas qu'il n'y eût encore d'autres espoirs cachés ! Pour d'autres — et c'est le plus grand nombre, faut-il le dire à l'honneur des Français? — cette question répondait à une préoccupation secrète, à savoir que les Alliés pussent donner au monde, qui a les yeux fixés sur eux, la preuve vivante que la civilisation, ce sont eux qui la représentent, tandis que la Barbarie, ce sont les autres !

La plus expressive réponse, ce fut l'attitude du général russe auquel il fut donné de pénétrer le premier dans une ville allemande. Comment n'être pas frappé par la valeur d'un tel document ? On peut résumer en ces termes sa proclamation : « Vos habitants, disait-il, ont tiré sur nos soldats. Notre droit strict serait d'user de représailles. Pourtant, nous n'userons pas de ce droit, et si la population se soumet aux règles de l'occupation, elle ne sera pas inquiétée. » — Et cela, ce n'est pas seulement l'indice de la civilisation, s'opposant à la barbarie...; c'est autre chose encore : la preuve qu'aux deux pôles de l'Humanité figurent deux catégories d'êtres qui s'opposent en un contraste saisissant : les âmes royales d'une part, et de l'autre, « les âmes pétries de boue et d'ordure », comme disait La Bruyère.

Quelle humiliation, pour nous autres latins, que n'être pas sûrs de figurer dans la première catégorie ! Très finement, un ami me faisait observer, par une distinction de la plus subtile analyse : « Ce dont j'en veux le plus aux Allemands, c'est d'avoir développé en moi les instincts de haine et de férocité..., en moi qui, jusqu'ici, ne me connaissais

que des instincts d'amour ! » Reprenons l'idée et poussons-la plus avant dans ses conséquences qu'au premier abord elles n'apparaissent ! Voici à peu près ce qui s'y trouve sous-entendu :

Par ma nature intime et sans doute aussi grâce au bienfait de ce christianisme que nous portons dans nos veines mêlé à notre sang, je me croyais parvenu à ce degré de civilisation où les tendances nobles sont tellement prépondérantes qu'elles nous illusionnent nous-mêmes au point de nous faire croire qu'elles ont anéanti les contraires, et qu'en nous plus rien ne subsiste de la brute primitive ! Il y a là une fierté, un orgueil assez comparable à ce que l'âme éprouve sous l'influence de l'émotion esthétique, quand un poème exquis ou une divine musique a fait jaillir des larmes dans nos yeux, ces larmes dont on a dit magnifiquement « qu'elles ne sont pas la preuve d'un excès de jouissance, mais bien plutôt le témoignage d'une mélancolie irritée, d'une postulation des nerfs, d'une nature exilée dans l'imparfait, et qui voudrait s'emparer immédiatement, sur terre, d'un paradis révélé ! »

Tel est donc le point où mon orgueil d'homme se croyait arrivé... Et vous êtes venus me prouver, vous Teutons, en éclairant les parties obscures de ma conscience, que toute cette *humanité* dont j'étais si fier, n'est, somme toute, qu'un *vernis* dissimulant une puissante animalité primitive, toujours prête à reparaître, escortée de ses plus bas instincts, ceux de haine et de vengeance, de rapine et de destruction, que je croyais à jamais déracinés en moi !

*
* *

On conçoit que des événements de cette gravité, s'abattant sur la vieille Europe à la façon d'un cyclône dévastateur, aient engendré quelque dépression chez tels optimistes irréductibles qui croient à l'excellence de la nature humaine. Le peintre Eugène Delacroix, qui fut un grand esprit en même temps qu'un grand artiste, et qui, sans doute, ne fut un grand artiste que parce qu'il était un grand esprit, croyait fermement à l'irréductibilité foncière de la nature humaine : « — Je me souvient fort bien, disait-il, que, quand j'étais enfant, *j'étais un monstre*. La connaissance du devoir ne s'acquiert que très lentement, et ce n'est que par la douleur, le châtiment, et par l'exercice progressif de la raison, que l'homme diminue peu à peu sa méchanceté naturelle »

Ainsi, comme le fait justement observer son biographe Baudelaire, le grand peintre faisait retour à l'idée catholique, lui sceptique, ou, tout au moins, indifférent en matière de religion. Et l'explication catholique, c'est celle que Pascal indique dans sa fameuse phrase, si souvent rappelée, faisant allusion au péché originel : « Rien ne nous heurte plus rudement que cette doctrine, et cependant, sans ce mystère, le plus incompréhensible de tous, nous sommes incompréhensibles à nous-mêmes. Le nœud de notre condition prend ses replis et ses formes dans cet abîme, de sorte que l'homme est plus inconcevable sans ce mystère, que ce mystère n'est inconcevable à l'homme. »

Pascal vivait à une époque où le Dogmatisme théologique tranchait toutes les difficultés. Depuis lors, l'esprit humain qui s'est affranchi de liens désormais trop étroits, se retrouve en présence de problèmes identiques, pour la solution desquels les meilleurs cerveaux admettent que nous sommes en présence d'un Inconnaissable, qui dépasse les limites de notre entendement. Le Dogmatisme catholique *affirme*, comme c'est sa raison d'être et son intérêt. L'esprit simplement religieux, sans attache confessionnelle, s'*incline* devant les origines qu'il se reconnaît impuissant à pénétrer. Est-il besoin, d'ailleurs, de chercher une raison métaphysique à cet expressif contraste des deux natures : les natures royales et les natures bestiales ? Ne suffit-il pas d'une explication historique ou d'une explication ethnique ?

*
* *

Voyez les traits successifs que nous livre la chronique dans une sorte d'*Au jour le jour*, alternativement repoussant ou sublime. Ici, c'est l'affreuse coopération d'une horde teutonne, précipitant au milieu de meules enflammées, des femmes et des enfants... Mais là, c'est un petit soldat français recueillant un bébé abandonné, l'emportant avec lui comme la mère la plus vigilante, et n'ayant de cesse qu'il ne l'ait mis à l'abri du danger et confié à des mains sûres ! Ici, c'est le meurtre, l'incendie et le viol, avec les complications qu'un effroyable sadisme vient ajouter à la bestialité ! Et puis en face, se dresse l'image inoubliable du jeune soldat breton, restant seul de son bataillon décimé, et qui s'enfuit dans la nuit glacée en serrant sur son cœur la hambe sacrée du drapeau ! Petit soldat de 1914, dont le nom, hélas ! périra tout, mais de qui le geste demeure inoubliable, c'est à toi que la France devra la victoire, car, si naïf sois-tu, sous ta capote bat le cœur d'où partent les impulsions héroïques, le cœur qui fait les grandes choses ! Et l'âme inquiète, l'âme qui doute de sa céleste origine, se demande avec angoisse ce qui doit l'emporter dans la balance : ou bien la douleur, l'humiliation qu'une créature à face humaine puisse descendre si bas, ou bien la joie et la fierté qu'elle

puisse s'élever si haut ! N'avais-je pas raison d'écrire que ce sont là les deux pôles extrêmes de l'âme humaine ?

*
* *

Le fruit inappréciable de cette lutte épique aura été d'opposer en pleine lumière une double catégorie de créatures à face humaine, portant le nom d'hommes, mais n'y ayant pas des droits égaux, et cela non plus seulement dans le domaine individuel, mais aussi dans l'ordre collectif. Et comment ne pas évoquer ici la figure de Gobineau et son fameux essai sur l'*Inégalité des Races humaines ?* Le principe de son idée était juste et sans doute y avait-il quelques lueurs de génie dans cette cervelle fumeuse modelée par un impénitent germanisme. Mais combien d'erreurs dans la mise en œuvre et quel douloureux démenti les événements se chargent d'apporter à son application ! Combien surtout il eut tort de repousser les autres facteurs du développement humain, la religion par exemple, et l'individualité des grands hommes ! Ce n'est pas ici le lieu d'insister sur l'idée, mais simplement de l'indiquer — et le prodigieux développement de la race japonaise marque assez ce qu'il y avait d'insuffisant dans ses vues ! A l'issue de cette guerre — et c'est pour cet idéal qu'avant tout nous combattons — le monde entier qui suit les phases de la lutte, et non pas seulement les neutres, de qui la neutralité est, jusqu'ici, contestable, mais ceux encore qui, à aucun titre, ne sauraient prendre part à l'action, le monde entier, dis-je, saura opposer, dans un saisissant contraste, les races justement qualifiées royales, et dignes de ce nom parce qu'elles auront incarné la civilisation, à celles que guette l'inévitable déchéance, parce que de leurs propres mains elles ont signé cette déchéance !

PAUL FLAT.

LE GRAND FRÉDÉRIC ET LES BALLONS DIRIGEABLES

A en croire Dieudonné Thiébault qui, on le sait, a publié en cinq volumes ses *Souvenirs* sur son séjour à Berlin et auprès de Frédéric II (1), les Prussiens, qui aiment à rattacher leur organisation politique et militaire au grand roi, ne sauraient l'invoquer comme précurseur de leurs zeppelins. Voici, en effet, comment Thiébault raconte un entretien qu'il eut avec Sa Majesté au sujet des aérostats :

« Durant le carnaval qui suivit les fameuses expériences de Montgolfier, Robert, Pilâtre des Rosiers et autres (1), le roi ne manqua pas de mettre les aérostats sur le tapis, mais en homme qui ne voulait y voir qu'une sorte de démence. « Eh ! bien, Monsieur, me dit-il, voilà que vos compatriotes dédaignant la terre et ses humbles habitants, ne songent plus qu'à escalader le ciel ! Toutes les têtes en France, sont tournées vers cet unique point de vue, personne n'y regarde plus à ses pieds. Oh ! Monsieur, cela est beau, cela est admirable ! Mais à quoi pensez-vous que cet enthousiasme doive aboutir ? Si nous soumettons ces chimères merveilleuses au calcul du bon sens, que pourrons-nous en espérer de bien réel pour la suite ? On n'y gagnera rien pour les observations astronomiques... (le roi explique assez judicieusement pourquoi...) Et si les aérostats sont inutiles à l'astronomie, à quoi pourront-ils nous servir ? »

Thiébault répond au Roi que les aérostats pourraient peut-être servir à connaître et à mesurer les courants de l'atmosphère, la direction des vents, etc... « Soit, réplique le Roi, je vous passe les *peut-être*, et je permets les essais. Mais vous conviendrez que, partout ailleurs, les aérostats seront d'autant plus inutiles qu'on ne parviendra certainement pas à les diriger. » — Je répliquai, écrit Thiébault, que je ne savais pas si la direction en était possible, mais que je prenais la liberté de soumettre à Sa Majesté cette réflexion qu'il me semblait que la plupart des grandes découvertes avaient dû paraître impossibles tant qu'elles n'avaient pas été faites » ; et il « prend la liberté » de citer à Sa Majesté la navigation contre le vent à l'aide même des voiles, la poudre, l'imprimerie, la boussole et les miracles de l'électricité. Il indique, qu'à son avis, il y a quelque présomption en faveur de la direction des ballons, en ce que les oiseaux se dirigent fort bien dans les airs, comme les poissons dans l'eau, et que notre art et notre industrie, ne consistant que dans l'imitation de la nature, nous pouvons penser que tout ce qui se fait peut s'imiter. « Et à quoi cette imitation servirait-elle ? Cette manière de voyager coûterait immensément et personne ne serait assez riche ou assez fou pour y avoir recours. — Peut-être, Sire, cette découverte causerait de grands maux : mais Votre Majesté sait mieux que moi qu'il est des circons-

(1) *Mes souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin, ou Frédéric-le-Grand*, etc., t. I de l'éd. de l'an XII, p. 139. D. Thiébault, était, on s'en souvient, le père du baron général Thiébault, l'auteur des Mémoires.

(1) Premiers mois de 1784.

tances où les gouvernements comptent la dépense pour rien. — Oui, réplique le Roi, si, par exemple, on vient de remporter une grande victoire au moment où un allié est prêt à faire sa paix particulière, on ne peut mettre trop de diligence à lui annoncer le succès qu'on vient d'obtenir. Mais les occasions sont si rares !... » — « Ici se termina cette discussion, écrit l'interlocuteur du Roi; je sentais que je l'avais poussée assez loin, et c'était beaucoup pour moi que d'avoir amené ce Roi à regarder les aérostats comme dignes de quelque attention. La prudence, d'ailleurs, ne me permettait pas de lui présenter plusieurs autres considérations qui s'offraient également à mon esprit, telles que l'usage qu'un général pouvait faire des ballons pour connaître l'intérieur d'une place, ou du camp de l'ennemi, etc. Je savais trop bien qu'il n'aurait pas souffert que je prisse la liberté très inconvenante de lui parler de choses qu'il devait savoir mieux que moi, et de toucher ainsi à ce qui ne doit occuper que les gouvernements...

« Toutes ces pensées ne s'en offraient pas moins à mon esprit, et je me disais souvent : Nous ferons la contrebande en l'air ; il y aura des brigades au-dessus de nos frontières, et alors se vérifiera le mot de La Fontaine (1) : « Il plut du sang, je n'exagère point. » Je suis très convaincu que ces considérations (le danger de la contrebande) n'échappaient pas à Frédéric, mais qu'il les gardait pour lui et qu'elle entraient pour beaucoup dans les motifs qui le portaient à décrier cette découverte. »

Depuis, on a inventé les avions et les dirigeables, et il a « plu du sang ».

EUGÈNE D'EICHTHAL,
de l'Institut.

CROQUIS DE GUERRE (2)

Les tranchées. — L'habitat naturel des poilus, c'est la tranchée. Les journaux illustrés ont publié des photographies des tranchées ; il a fallu beaucoup d'intelligence et d'adresse aux opérateurs qui se sont chargés de recueillir ces documents : pour voir les tranchées, celle qu'on occupe actuellement, il faut être dedans.

Les premières, celles qu'on fit au moment de la retraite pour retarder la marche offensive de l'armée allemande, étaient rudimentaires : des trous, et, devant les trous, une levée de terre derrière laquelle le tirailleur s'abritait de son mieux en se couchant à plat ventre. En ce temps-là, on s'émerveillait de l'art supérieur des Allemands en fait de fortifications passagères. En un mois de temps, les Français ont appris à les égaler, sinon à les surpasser. Ce sont de véritables galeries de taupes que nos soldats construisent à présent sur la ligne qu'ils défendent. A la surface du sol, on ne distingue rien. Les pluies ont vite fait d'effacer les traces des coups de bêche, et pour voir le travail de nos héroïques termites, il faudrait pouvoir enlever du sol une espèce de couvercle. On y distinguerait alors tout un système compliqué de galeries, d'observatoires, de chambres de repos, tout un entre-lacs de chemins de ronde disposés de telle manière que la relève puisse être faite de très loin et sans que l'ennemi s'en aperçoive. Certaines chambres de repos sont fort bien aménagées avec un confortable relatif. On y trouve des sièges, des couchettes, des resserres, pour les vivres et le tabac. Dans l'une d'elles, on avait pu installer un poêle, et le lieutenant de chasseurs à pied qui bénéficiait de ce luxe inouï y réunissait, par les nuits calmes, quelques hommes choisis : on y lisait des vers...

Du dehors, rien de tout cela n'apparaît. C'est tout au plus si en parcourant la ligne des tranchées, vous distinguez de temps en temps une fente dans le terrain, et dans cette fente des yeux qui luisent. Ce sont des hommes qui attendent une attaque possible de l'infanterie ennemie. Devant eux, à une cinquantaine de mètres, commence le réseau de fils de fer, inextricable toile d'araignée qui arrête l'assaillant sous le feu du défenseur. Derrière eux, à un ou deux kilomètres, cachée dans un repli de terrain, abritée par un mur de ferme, tapie dans une tranchée à ciel ouvert et couverte de feuillages, une batterie. Telle est la forme invariable de nos lignes de combat aux environs de Dixmude comme devant Verdun.

Dans l'Est, on a profité des bois et des collines ; en Flandre, des fossés, des maisons et de cette inondation qui, aux endroits difficiles, fut opportunément « tendue » pour employer le style militaire, selon le système de Vauban, le génial inventeur de la défense de Dunkerque. Mais partout, c'est la même organisation défensive.

Et, à la voir si forte et si savante, on acquiert la conviction qu'il est impossible à l'ennemi de faire un pas de plus. On sait malheureusement que des organisations très fortes se trouvent aussi du côté de l'ennemi. La moindre avance dans cette guerre de siège est extrêmement difficile et coûteuse, et la leçon qu'on retire d'une visite sur le front, c'est une leçon de confiance, mais c'est aussi une leçon de patience.

(1) *Les Vautours et les Pigeons.*
(2) Voir la *Revue Bleue*, nos des 2-9 janvier 1915.

La Flandre dévastée. — La Flandre! La douce Flandre maritime avec ses villages endormis, ses toits rouges, ses volets verts, ses routes paisibles ; qu'ont-ils fait de la Flandre ?

J'y étais encore, il y a quelques semaines, et tandis que l'auto roule vers la mer, je me souviens avec une étrange intensité d'une certaine après-midi d'automne où jamais elle ne m'a paru plus belle. Je suivais un sentier qui longe la chaîne des dunes. Le temps était calme et voilé; le feuillage des petits peupliers qui bordaient le chemin s'était éclairci et les feuilles avaient jauni et sous l'effort de la brise légère, ils laissaient tomber de temps en temps un illusoire louis d'or. La tonalité du ciel, des arbres et des pacages était infiniment nuancée sous le brouillard diaphane ; et le rouge des toits, les ailes brunes d'un moulin, le crépi blanc des murs n'en avaient, par contraste, que plus de vigueur. La vapeur de ce beau jour d'arrière-saison se massait au loin en un nuage violet, fermant l'horizon et l'on eût dit que ce ciel bas ouatait le pays de silence ; c'était un dimanche, les cloches d'une église de village sonnaient l'Angélus, des paysans, des pêcheurs endimanchés se promenaient sur la route. Des enfants, se tenant par la main, chantaient une ronde. Mais tous ces bruits semblaient étouffés et comme chuchotés. On eût dit que les hommes et les choses avaient scrupule de troubler la paix du soir. Et en effet, c'était la paix de ce paysage qui en faisait l'humble et subtile beauté.

Là-bas, du côté d'Anvers alors, la guerre faisait rage cependant, mais les gens de ce tranquille pays n'avaient vraiment pas l'air de s'en douter. La guerre! Est-ce qu'il était possible que la guerre vînt en Flandre ?...

La guerre est venue, et l'on n'a pu sauver la Flandre que grâce à l'inondation.

Tout autour de nous s'étend une nappe d'eau et de boue, où les lignes de saules qui bordaient les prairies forment d'étranges lignes ; les pauvres arbres tendent leurs branches vers le ciel avec des gestes de noyés. Seules, de cet immense marécage, les chaussées émergent, les chaussées et parfois un hameau vide d'habitants, mais où se croisent, également couvertes de boue, des patrouilles belges et françaises, allant vers la tranchée ou en revenant.

La Flandre, la douce Flandre ! On ne peut imaginer, par cet humide décembre, pays plus désolé. Et au loin, dans le ciel, crevé par le petit nuage blanc des obus, nous distinguons le clocher ruiné de Pervyse...

Ypres. — Le soir tombait quand nous sommes entrés à Ypres. Jamais je n'oublierai cette vision de cauchemar.

Depuis une demi-heure, l'auto roulait péniblement dans la boue des routes défoncées. Dans les maisons basses qui, de distance en distance, bordaient la chaussée, selon la mode flamande, nous voyons des lampes s'allumer. Mais, par les fenêtres sans rideaux, par les portes entr'ouvertes, ce n'est pas la vie tranquille et réglée des paysans flamands que nous entrevoyons, mais le lourd désœuvrement des soldats au repos, ou l'agitation méthodique des corvées militaires.

La contrée est vide d'habitants. Comment ne le serait-elle pas? Depuis trois semaines, le canon tonne sans discontinuer. Les grosses pièces allemandes placées là-bas à huit ou dix kilomètres ne cessent de bombarder la ville et la campagne environnante. Hier encore, à cette heure tragique où l'ombre descend, l'ombre propice aux attaques d'infanterie, on a vu les maisons incendiées de la malheureuse cité éclairer le pays comme des torches.

La voilà, la ville ! Entre les arbres de la route, qui projettent leurs silhouettes dénudées sur un ciel brouillé, illuminé par endroits des éclats du couchant, nous avons vu ses tours. Qu'elles étaient belles et massives, faites, semblait-il pour défier le temps, les tours d'Ypres !

Le vigoureux beffroi carré qui les dominait toutes semblait l'image de la solidarité flamande ; nous n'avons pas vu sa flèche se dresser au-dessus des maisons : aurait-il été rasé tout entier ?

Nous voici dans le faubourg, le faubourg élégant, le quartier de la gare. Il y avait là, il y a quelques semaines, de belles maisons neuves d'un style flamand modernisé, de belles maisons où s'étalait complaisamment le confort belge qui est un confort spécial, trés ordonné, très propret, trés bourgeois. Aucune de de ces maisons, ou presque aucune, n'est indemne ; de larges trous d'obus sont venus percer les façades et le mobilier de ces intérieurs cossus et bien rangés, n'est plus, sous les étages écroulés, qu'un amas informe de bois et de verre cassé...

L'auto enfile la Rue au Beurre. C'était une vieille rue de la ville, une rue commerçante, où d'anciennes petites boutiques flamandes, de ces petites boutiques où l'on pénètre par une demi-porte peinte en vert qui agite en s'ouvrant une sonnette fêlée, alternaient avec des magasins modernes d'une modernité provinciale et ingénue. Il y régnait naguère, aux jours paisibles où la ville d'Ypres sommeillait dans le culte de ses souvenirs et la quiétude de son confortable présent, l'animation tranquille et lente des villes flamandes. Les notables, les bourgeoises « distinguées », y passsaient plusieurs fois par jour

de petites vieilles encapuchonnées dans leur mante noire, y cheminaient lentement, s'en allant vers l'église; on s'arrêtait sur le pas des portes pour causer et potiner interminablement, et derrière la fenêtre de telle opulente maison, une dame à cheveux blancs, soulevant le rideau, regardait passer la vie de la ville... Une batterie, toute une batterie a pris la rue au Beurre en diagonale, démolissant des quantités de maisons de chaque côté, semant le pavé, où l'herbe n'a pas cessé de croître, d'une quantité prodigieuse de fragments de tuile et de verre cassé. Et dans le mystère du crépuscule quelques ombres tremblantes se glissent seules le long des murs... Une patrouille, baïonnette au canon, traverse les ruines.

Mais voici la Grand Place. C'était une des gloires de la Belgique monumentale. Les Halles et le beffroi en occupaient tout un côté, et de vieilles maisons pittoresques de diverses époques lui faisaient face: Avec un peu d'imagination historique, on pouvait évoquer là tout le passé de la Flandre communale. Ces Halles, qui englobaient l'Hôtel de Ville, d'un style un peu fruste, mais plein de noblesse, étaient le chef-d'œuvre de cette architecture médiévale de la brique qui est spéciale à ce pays et le beffroi, robuste, trapu à sa base, mais s'élevant tout à coup d'un seul jet magnifique vers le ciel, avait toute la fierté de l'histoire flamande, qui n'est qu'un effort constant vers l'indépendance et la liberté.

Ces halles, ce beffroi, étaient pleins de souvenirs guerriers, car depuis le XIIIe siècle qui vit s'élever ce monument de l'antique puissance industrielle d'Ypres, métropole de la draperie, la ville a subi plus d'un siège. Mais la paix de la Flandre contemporaine était descendue sur ce grand passé, et les soirs à Ypres, au son des cloches, étaient merveilleusement calmes; la guerre à Ypres, on ne pouvait s'imaginer que ce fût autre chose que de la très lointaine histoire.

Quel terrible rappel que ces premiers jours d'octobre où le canon tonna pour la première fois, sur la ville épouvantée!

On ne peut imaginer plus tragique vision de guerre. Le beffroi est à demi écroulé, et des Halles elles-mêmes, il ne reste plus que quatre murs calcinés entre lesquels par les portes béantes du rez-de-chaussée, nous apercevons un amas de décombres qui fument encore. Aux deux ailes, deux tourelles légères subsistent intactes et dressent leurs aiguilles vers le ciel, comme une revendication. Tout autour de la place, les vieilles maisons au calme visage ne sont plus que des ruines, des ruines lamentables comme toutes les ruines récentes. Plus loin, de la cathédrale, il ne reste qu'une nef encombrée de débris, et seule, parmi les pans de murs écroulés, la statue de marbre d'un grand homme local demeure intacte, éternellement souriante et comique...

Et sur toute cette désolation, la nuit tombe. Pas une lumière ne s'allume aux fenêtres. Partout, c'est le vide et la mort. Seul, le grondement lointain des grosses pièces, ou le pas sonore d'une patrouille française vient trouer le silence...

Pourquoi ce bombardement sauvage? J'ai demandé à l'officier d'état-major qui nous accompagnait s'il pouvait se justifier, s'expliquer, s'excuser par une nécessité militaire.

« Pas la moindre, me fût-il répondu, les tranchées françaises se sont toujours trouvées fort en avant de la ville. Sans doute, on peut expliquer par le désir de gêner nos communications le bombardement de la gare. A la rigueur, on eût compris que leur grosse artillerie envoyât quelques schrapnells dans les faubourgs pour nous empêcher d'y masser nos troupes. Mais c'est manifestement contre les Halles et contre la cathédrale que le tir a été dirigé, et non pas seulement avec des schrapnells, mais surtout avec des obus incendiaires. »

Donc la destruction d'Ypres, comme celle de Reims, comme celle d'Arras, a été voulue. Elle fait partie du même système que les fusillades de civils, l'incendie des villages; il s'agit de détruire le plus possible, de ruiner le plus de gens possible, afin de frapper de terreur les imaginations. Cette guerre, telle que l'Allemagne l'a conçue et nous l'a imposée, ce n'est pas le règlement sanglant, mais loyal, d'un conflit; ce n'est pas une guerre de civilisés. C'est une guerre de barbares méthodiques. Et ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que cette barbarie méthodique est bien moins le fait de la brutalité naturelle à une armée en campagne que celui des chefs responsables. Dans la tranchée, les combattants, tant Allemands que Français, retrouvent, par moments, je ne sais quelle antique courtoisie militaire; dans la tranchée, on se bat loyalement entre soldats. L'Allemand comme le Français, y observe certaines conventions tacites et peut témoigner de l'estime ou de la pitié pour l'adversaire. Dans la tranchée, la guerre peut être cruelle, elle reste humaine. C'est des états-majors, des quartiers généraux que sont partis tous les ordres de destruction. Ce qu'il y a d'odieux dans cette barbarie, c'est qu'elle est froide, systématique, c'est qu'elle n'est pas le fait de la colère des combattants, mais le fait d'une politique.

En détruisant nos villes, nos monuments, nos souvenirs, ils ont cru nous épouvanter. Ils ne se doutent pas de la somme de haine, de rancunes et de mépris qu'ils ont accumulée dans les cœurs.

L. DUMONT-WILDEN.

L'ATTITUDE DES SOCIALISTES ALLEMANDS

L'attitude de la Social-démocratie allemande, au début et durant les premiers mois de la crise européenne, a été une surprise, mieux une stupeur, pour ceux qui avaient cru à la sincérité de ses affirmations pacifistes. Il est très exact que, dans le passé, ses chefs parlementaires avaient toujours manifesté leur souci de la défense nationale ; et ils n'avaient pas caché que le parti se lèverait comme un seul homme pour sauvegarder la frontière menacée ; mais cette déclaration n'était point inconciliable avec l'ordre du jour qui avait été voté au congrès international de Stuttgart, et auquel les délégués socialistes allemands avaient unanimement souscrit. Si une guerre apparaît imminente, c'est le devoir « de la classe ouvrière dans les pays intéressés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements de faire tous leurs efforts pour empêcher cette guerre, par tous les moyens qui leur paraîtront le mieux appropriés ». Cette motion avait été sanctionnée une seconde fois, au congrès de Copenhague, en 1910, trois ans après le vote de Stuttgart. Le congrès de Bâle (novembre 1912), précisant, en les rappelant, les engagements antérieurement pris, avait proclamé l'obligation pour les socialistes d'Autriche et de Hongrie de combattre toute spoliation de la Serbie ; il préconisait un accord Franco-Anglo-Allemand pour rendre impossible toute attaque dirigée par l'empire Austro-Hongrois contre ce petit Etat. D'autres décisions de congrès interdisaient aux partis socialistes groupés dans l'Internationale de voter les crédits d'armements, et la Social-démocratie s'y était conformée jusqu'à l'été dernier.

L'attitude de cette Social-démocratie était clairement déterminée par les résolutions prises en commun et qui peuvent se résumer ainsi : le socialisme international reconnaît le droit à l'indépendance de toutes les nationalités, c'est-à-dire la liberté ou le devoir des sections des différents pays de participer à une guerre défensive : il proscrit cette participation lorsqu'il s'agit d'une guerre offensive : en ce qui touche plus particulièrement la Serbie, il avait prévu qu'elle serait l'occasion, le prétexte d'une crise, et mettait en garde ses adhérents contre une agression possible ou mieux probable.

Or il n'est pas douteux, et de l'avis des neutres les plus impartiaux eux-mêmes, que la lutte entreprise par l'Allemagne a revêtu un caractère nettement offensif : car c'est cet empire qui a déclaré la guerre à la Russie et à la France et provoqué la Grande-Bretagne en envahissant la Belgique ; circonstance sinon aggravante, du moins importante en l'espèce ; le conflit a éclaté parce que l'Allemagne et l'Autriche préparaient la mutilation ou la suppression de la Serbie. La Social-démocratie, en s'inclinant devant la volonté de Guillaume II a donc violé ses engagements vis-à-vis du socialisme international. Son geste correspond à la parole désormais fameuse du chancelier : « Les contrats sont des chiffons de papier. »

Son attitude de soumission était d'autant plus faite pour surprendre, que sa puissance s'était notablement accrue dans les deux dernières années. Elle était le premier parti politique de l'Allemagne, que l'on envisageât le chiffre de ses cotisants, 1 million, celui de ses électeurs, 4 millions 1/4, ou celui de ses élus au Reichstag, 112 (sur 397). D'aucuns ont pu croire que le Kaiser, inquiet du développement ininterrompu d'un parti, que jusque-là ses ministres et lui qualifiaient de subversif, avait voulu le submerger sous un débordement de nationalisme chauvin. Guillaume II eût joué très gros jeu, si la social-démocratie avait été fidèle à ses origines et à ses principes avoués. En fait, il trouva pour déclarer la guerre et pour la faire, l'acquiescement quasi unanime de la fraction parlementaire socialiste. Celle-ci ne s'est laissé toucher — ni au début par cette constatation très simple que l'ultimatum autrichien à la Serbie résultait de considérations dynastiques, par cette autre constatation très simple que M. de Pourtales avait remis un ultimatum à Pétersbourg, par l'aveu de l'invasion du Luxembourg et de la Belgique, — ni plus tard par le sac de Louvain et autres dévastations dignes des siècles barbares. Elle a fait corps avec la masse du Reichstag. Un seul député, Liebknecht, a osé, en décembre, refuser le vote des crédits : il a été mis au ban du parti par le comité directeur.

Certes, je ne veux pas dire que la Social démocratie aurait pu, au dernier moment, et alors que le gouvernement impérial avait pleinement arrêté ses résolutions, conjurer la crise. Même si ses 112 députés avaient été unanimes à repousser les milliards réclamés, une majorité se fût rencontrée au Reichstag pour appuyer le chancelier. Mais si Guillaume II avait eu réellement à appréhender une opposition socialiste, si les élus socialistes et les orateurs disséminés un peu partout, et les nombreux journaux du parti dans les grandes et les petites villes, avaient donné l'impression de leur réststance, s'ils avaient mené l'agitation, que les décisions des congrès (le plus souvent rédigées par des délégués allemands) leur imposaient, peut-être les évènements eussent-ils pris un autre aspect. C'est pourquoi la responsabilité de la Social-démocratie allemande apparaît écrasante dans l'explosion de la grande guerre. La

Social-démocratie était devenue trop forte outre Rhin, pour qu'elle pût alléguer son impuissance. Je ne dis pas que Guillaume II aurait reculé, à la dernière minute, devant son *veto*. Mais s'il avait senti ce *veto* certain et actif, il eût vraisemblablement aiguillé la crise vers une autre solution.

Comment expliquer l'attitude adoptée par cette Social-démocratie à une heure vraiment historique pour elle? Plusieurs hypothèses peuvent être présentées :

1° Les socialistes allemands ont eu peur d'une repression terrible, sauvage, qui aurait jeté à terre des milliers d'entre eux. — Mais puisqu'ils se proclamaient révolutionnaires, ils devaient bien se dire qu'à un moment quelconque, ils se heurteraient directement à l'Empire, à ses institutions, à ses forces défensives, et devraient alors livrer le combat suprême pour la vie. Il n'y avait du reste qu'un danger très limité à dénoncer la menace de conflagration européenne, avant le 1er août, et à exprimer, par tous les moyens, la volonté pacifique de la classe ouvrière; il n'y avait aussi qu'un héroïsme très restreint à repousser les crédits au Reichstag, en exécutant les engagements pris à Stuttgart, à Copenhague et à Bâle. Liebknecht a du reste manifesté ce courage en décembre, alors qu'il restait isolé.

2° La Social démocratie a ignoré tout ou presque tout des dessous, des motifs réels de la crise européenne. Cette hypothèse est à peine soutenable en ce qui concerne les masses populaires; elle est inadmissible, en ce qui touche les députés qui ont le devoir de s'instruire et d'instruire le corps électoral. Que l'antagonisme politique se marquât de longue date entre la Russie et les deux Empires de l'Europe centrale, que la concurrence économique allât s'agravant, ou mieux s'accroissant, entre l'Allemagne et l'Angleterre : soit, je n'y contredis point; mais il n'était pas inévitable que la lutte armée sortît de ce double conflit. A côté des causes efficientes de guerre, il y a partout des facteurs répressifs qui ajournent ou écartent les conflagrations. La Social-démocratie devait suivre les événements, heure par heure, minute par minute; elle devait se demander si le meurtre de Sarajevo pouvait apparaître comme la justification, même très lointaine, d'une politique allemande agressive et violente. Si beaucoup de travailleurs affiliés au parti risquaient d'être dupés par les journaux officieux, il appartenait aux députés, aux écrivains, aux orateurs dont il a fait la situation, de détromper tous ces hommes, de les ramener à l'intelligence des réalités. Si l'ignorance des événements a pesé au début, et jusqu'ici, sur les masses ouvrières, le réquisitoire n'en devient que plus accablant pour les élus, pour les dirigeants de toute catégorie.

3° L'impérialisme, qui est à la base de toute la propagande pangermaniste, aurait conquis la Social démocratie elle-même. Et il est très vrai que certains écrivains social-démocrates avaient évolué, les dernières années, vers les théories impérialistes; mais on ne peut oublier que ces écrivains avaient été exclus avec un retentissement de bon aloi, et que d'autres publicistes, beaucoup plus autorisés, tels que Kautsky, n'avaient cessé, et jusqu'à l'été dernier, de dénoncer la propagande impérialiste comme le pire des fléaux.

4° Les syndicats qui comptent plus de deux millions d'adhérents constituent l'élément dominant de la social-démocratie; or ces groupements professionnels, qui s'étaient enrichis (ils percevaient en 1913, 75 millions de cotisations et gardaient une réserve égale), perdaient de plus en plus leur intransigeance doctrinale; ils s'accommodaient beaucoup mieux du régime social et en même temps excluaient moins systématiquement les idées de l'économie nationale officielle : il y a quelque fondement dans cette opinion. Dans les dernières semaines, la *Correspondenzblatt* qui est l'organe de la commission des Syndicats, a développé, à maintes reprises, cette théorie : « l'Angleterre a voulu détruire l'industrie allemande. Si elle avait réussi, c'en était fait de nos salaires, de notre prospérité, Donc, notre devoir le plus strict était de soutenir l'Empire ». Cette thèse part de ce principe — qui n'est point vérifié, — que l'Angleterre voulait tuer et avait intérêt à tuer l'industrie germanique. Il n'est pas certain qu'elle ait été généralement admise Outre-Rhin par les Syndicats.

Aucune des explications que je viens d'énumérer, ne se suffit à elle-même; il faut, à coup sûr, les combiner, si l'on veut comprendre la crise de fureur belliqueuse qui semble avoir fait table rase, dans l'Empire, d'une propagande socialiste d'un demi siècle. Quoi qu'il en soit, la social-démocratie a perdu à tout jamais le prestige, la primauté qu'elle se flattait d'exercer sur le prolétariat international. Toute sa puissance de rayonnement scientifique et moral a sombré d'un seul coup.

Quelques intellectuels, Liebknecht, Mehring, Rosa Luxembourg, Clara Zetkin, ont lutté dans l'affaissement géneral. Leurs gestes ont été intéressants en soi. Ils seront beaucoup plus intéressants s'ils raniment outre-Rhin, un courant hostile au militarisme prussien dans les masses populaires, et si ces masses, admettant un peu tard que leurs leaders parlementaires ou autres, les ont conduites à la ruine et au déshonneur, se retrouvent assez de courage intelligent pour défendre la cause de la liberté et de la démocratie dans le monde.

PAUL LOUIS.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 3 — 1er SEM. 53e ANNEE 30 JANVIER-6 FÉVRIER 1915

BULLETIN DE QUINZAINE

La vieille Providence que la Constitution de l'Empire réserve, selon le professeur Ostwald, pour l'usage personnel de l'Empereur, n'a pas permis que le jour de la naissance de Guillaume II fût un jour de triomphe pour son peuple et ses armes. L'affaire malheureuse de Soissons elle-même ne supporte pas l'agrandissement et n'avance pas d'une journée les événements décisifs de la guerre.

L'action des armées en lutte étant ainsi de peu de diversité, la curiosité de l'Europe se fixe sur les armées en préparation, qui n'existent pas encore. Elles sont au nombre de deux au moins, que l'on concentre dans un secret propice, rapporté aux quatre coins du monde par les dépêches et sur les fils télégraphiques de toutes les agences.

La première menace la Serbie : elle semble alignée à quelque distance du Danube, tout au travers du Banat de Temesvar. Car vous n'oubliez pas que l'Europe est à feu et à sang parce qu'il était, au mois de juillet 1914, de toute nécessité de « corriger » la Serbie. Or, en février 1915, la Serbie n'est toujours pas corrigée — au contraire, si j'ose dire. — Il est donc urgent qu'elle le soit et la difficulté est de savoir par qui. Ce ne peut être par des soldats slovènes, ni croates, qui, étant entrés une première fois en Serbie, ont préféré y demeurer comme prisonniers serbes que de retourner dans leur pays comme soldats autrichiens. Ce ne peut être, pour la même raison, ni par des troupes tchèques, ni par des slovaques. Il y faut des armées seulement allemandes et hongroises.

Encore peut-on penser qu'elles auront mieux à faire, quand elles seront réunies, que d'aller faire taire les Serbes qui chantent dans leurs montagnes d'admirables chants de victoire. Il faudra bien défendre la Hongrie contre l'armée russe présentement campée dans les neiges des Carpathes, et peut-être contre l'armée roumaine. Car on ne saurait toucher à la Hongrie, qui appartient au comte Etienne Tisza, lequel règle les affaires des deux empires, seul à seul avec Guillaume II. Les lecteurs de la *Revue Bleue* ne seront pas surpris de voir grandir en cette guerre l'importance hautaine et la personnalité brutale et cynique, qui leur fut à plusieurs reprises signalée, du comte Tisza. Les affaires d'Autriche s'arrangeront comme elles pourront, mais on défendra jusqu'aux dernières ressources la Hongrie et cette circonscription d'Arad, à moitié roumaine, et qui a donné au royaume son premier ministre. Et si les Roumains, qui auraient peut-être préféré l'occuper tout doucement et d'accord avec tout le monde, veulent la Transylvanie, il faudra donc qu'ils viennent la prendre.

L'autre armée qui nous doit inquiéter, roule, dit-on, ses canons dans le désert. Elle est commandée par ce Djemal Pacha, qui, huit jours avant la guerre, ne trouvait pas à Paris assez de confidents à qui déclarer son amour et sa reconnaissance pour la France. Il marche vers le canal de Suez où montent la garde des soldats de toutes les races humaines. Il importerait peut-être au courroux désespéré de l'Allemagne que l'œuvre de civilisation matérielle la plus importante du globe soit détruite, mais on n'aperçoit pas ce qui peut en sortir pour la Turquie, si ce n'est sa propre perte.

Il est encore une autre armée dans le monde qui se prépare avec moins de fracas, et qui fera probablement plus de besogne : c'est l'armée anglaise. Notre Ministre de la Guerre en visite chez son confrère lord Kitchener, en éprouva quelqu'agréable surprise. Les Anglais ont décidé que cette guerre était leur affaire et ils ont résolu,

qu'ils la termineraient par les armes.

Le monde a justement admiré l'enthousiasme qui a transformé les Français au premier jour de la guerre ; ils ont retrouvé d'un élan de leur génie toutes les vertus qui dormaient dans les trésors de la race. Les Anglais aussi sont dignes d'admiration pour l'effort résolu et soutenu qu'ils poursuivent. Les séminaires fleuris d'Oxford, d'Eton et de Cambridge sont vides de leurs fellows, tous élèves officiers, et le peuple britannique a retrouvé, lui aussi, les vertus militaires oubliées des compagnons d'Olivier Cromwell.

***

LA GUERRE ET LE DROIT INTERNATIONAL (1)

Messieurs,

Bien que je sois un très ancien professeur, que j'aie vu passer devant ma chaire de nombreuses générations d'étudiants, je suis toujours ému quand, au début d'une année scolaire, je m'adresse à ceux qui viennent, pour la première fois, recevoir mon enseignement. Combien je le suis davantage aujourd'hui, vous le comprenez sans peine ; mes souhaits de bienvenue sont encore plus cordiaux que d'habitude. Je ne songe pas seulement à l'Ecole et aux études que nous devons entreprendre ensemble, je songe à ce qui se passe au dehors. L'épreuve resserre les liens entre les membres d'une même famille et la Patrie est une grande famille dont, actuellement, tous les membres souffrent, craignent, espèrent fermement, mais ne peuvent faire abstraction de tout ce qui reste à endurer avant le succès final.

J'exprime toujours le désir de voir se créer des rapports personnels entre le professeur et les élèves. Je voudrais que le monologue fût suivi de dialogues dans lesquels prendraient place les questions, les observations, les critiques provoquées par la leçon, et cela au grand avantage des deux interlocuteurs. Permettez-moi d'y insister particulièrement dans les circonstances que nous traversons. J'ai toujours eu les meilleurs rapports avec mes élèves et, pour beaucoup, ces rapports se sont prolongés bien au-delà de l'Ecole, de l'examen et de la thèse. Je reçois de temps à autre des preuves touchantes de l'affection qu'ils veulent bien conserver à leur ancien professeur et, récemment, il m'en est venu même du fond des tranchées. Je suis convaincu que vous voudrez bien imiter vos devanciers et me témoigner toute confiance.

Je ne songe pas seulement à vous qui êtes ici, mais à ceux qui devraient y être, qui sont à la peine et au danger en même temps qu'à l'honneur, qui servent la patrie avec cet élan magnifique, prolongement de l'entrain avec lequel avait été accueillie par notre brave jeunesse la charge de la loi de trois ans. Je leur adresse mes vœux les plus ardents, mes sentiments de gratitude et d'admiration. Nous établirons la liste des victimes que la guerre aura faites dans les rangs des maîtres comme des élèves, de manière à garder pieusement le souvenir de ceux qui auront succombé pour défendre le pays et soutenir la plus juste des causes dans l'intérêt non seulement de la France, mais de toutes les nations libérales.

Vous venez suivre un *cours de droit international public*.

Peut-on, à l'heure où nous sommes, songer sérieusement à faire un cours de cette sorte ?

L'hésitation se comprend.

L'année dernière, étant amené à parler du caractère général des rapports internationaux, je disais que le spectacle offert par le droit international était tout à fait déconcertant et fournissait des arguments à ses partisans comme à ses adversaires.

Les rapports internationaux sont de plus en plus développés et de plus en plus étroits ; même en laissant de côté les innombrables conventions qui lient deux Etats ayant des intérêts communs, les accords réunissant un certain nombre d'Etats se sont multipliés et ont pris parfois la désignation significative d'*Unions*. Tantôt il s'agit de faire produire tous leurs effets au-delà des frontières à des services publics d'une importance considérable comme les Postes, les Télégraphes, les Téléphones, les Chemins de fer, tantôt il s'agit d'assurer la protection de la loi à des droits qui sont de nature à s'exercer en différents pays (propriété industrielle, littéraire, artistique), tantôt enfin il s'agit de supprimer ou de diminuer les difficultés résultant de la divergence des lois civiles ou commerciales (Conventions de la Haye en matière de droit international privé).

Même là où il n'est pas question de créer des liens juridiques, les peuples s'efforcent de s'éclairer

(1) Leçon d'ouverture du Cours de droit international public de la Faculté de droit de l'Université de Paris (15 décembre 1914).

mutuellement, de combiner leurs efforts pour lutter contre les fléaux qui menacent l'humanité tout entière, comme la tuberculose.

Dans un domaine plus difficile, touchant à la fois à la paix et à la guerre, une véritable législation internationale a été élaborée dans des conférences tenues à la Haye et réunissant des représentants de presque tous les Etats du monde.

Des conflits graves ont été, dans ces dernières années, réglés par arbitrage conformément aux desiderata de la science (arbitrage de Casablanca entre la France et l'Allemagne en 1909; arbitrage relatif à la saisie du « Carthage » et du « Manouba » entre la France et l'Italie en 1913).

Ne marchait-on pas vers l'organisation de la « Société des nations » ?

Mais les rapports internationaux présentaient aussi un autre aspect mis en pleine lumière par les évènements de 1912 et de 1913.

Le droit international se montrait impuissant à résoudre des questions d'une importance capitale, comme celles qui touchent à la constitution territoriale des Etats. D'après quelles règles la juger satisfaisante ou défectueuse? Des populations se considèrent comme opprimées par le Gouvernement auquel elles sont soumises en fait et veulent s'affranchir du joug qui leur est imposé, soit pour s'organiser d'une manière indépendante, soit pour se réunir à d'autres peuples. Comment apprécier leurs efforts et leurs prétentions? Nous nous trouvons en présence de théories passionnément discutées et pratiquées, celle de l'équilibre, celle des nationalités. Le droit international est-il à même de fournir un criterium sûr pour la solution rationnelle de ces conflits violents? On peut en douter.

Les guerres balkaniques ont produit une perturbation dans la constitution de l'Europe orientale; le partage des dépouilles de la Turquie n'a pas été aisé ; la lutte s'est poursuivie de part et d'autre avec un acharnement extraordinaire, spécialement dans la seconde guerre balkanique qui éclata entre les alliés de la veille. Les plus violentes accusations se sont produites de part et d'autre; il est difficile de porter un jugement en connaissance de cause au sujet des atrocités alléguées ; ce qui paraît certain, c'est que des règles essentielles ont été méconnues et qu'aucun belligérant n'est à l'abri de reproches.

Je concluais que la paix en Orient n'était pas assurée pour bien longtemps et que, si malheureusement la guerre éclatait, il n'y avait pas beaucoup de garantie pour que l'action des belligérants s'exerçât dans les limites exigées par la justice et l'humanité.

J'envisageais surtout une guerre localisée en Orient.

Les prévisions les plus pessimistes ont été largement dépassées.

La guerre a été déchaînée sur l'Europe dans des circonstances inouïes que j'aurai à exposer et à apprécier pour déterminer les responsabilités encourues. Dès le début de la lutte, les règles internationales les mieux établies, les plus sacrées, ont été systématiquement méconnues. La neutralité du Luxembourg, celle de la Belgique, doublement obligatoires pour l'Allemagne, ont été violées avec cynisme. Au mépris d'engagements formels, solennellement acceptés, nos ennemis ne se sont considérés comme liés par aucun principe de droit, par aucune règle de morale. Malgré leur prétention à une haute culture, leur conduite rappelle celle des temps les plus barbares dont l'histoire ait gardé le souvenir. Là où ils sont maîtres, se commettent les actes les plus odieux, les atrocités les plus invraisemblables. Les personnes et les choses sont également victimes de la force brutale déchaînée qui fait le mal pour le mal, sans se soucier d'aucun sentiment humain.

Si un tel spectacle, en dehors des victimes directes des actes commis, est de nature à émouvoir profondément le pays tout entier qui a la douleur de voir une partie de son territoire momentanément aux mains des barbares, et aussi tous les hommes, à quelque nation qu'ils appartiennent, pour peu qu'ils ne croient pas que la force c'est le droit, permettez-moi de dire qu'il y a là un sujet particulier de tristesse pour ceux qui ont voué leur vie à la recherche des moyens d'améliorer les rapports internationaux, qui ont cherché d'abord à rendre les guerres plus rares par la pratique de l'arbitrage, puis à les rendre moins cruelles en limitant l'action des belligérants dans leurs rapports entre eux comme dans leurs rapports avec les non combattants. Leurs études et leurs efforts n'étaient pas demeurés dans le domaine de la théorie. Ils avaient abouti à des résolutions positives élaborées par les représentants qualifiés d'un grand nombre d'Etats, acceptées par ces Etats après mûre réflexion. Qu'est-il advenu de tout cela? Entre la guerre de 1870 et la guerre de 1914 sont intervenus les arrangements auxquels je viens de faire allusion; en dépit de tous les engagements, la guerre de 1914 dépasse en horreurs celle de 1870.

N'est-ce pas décourageant? A quoi sert d'élaborer des règles dont il est permis de s'affranchir suivant l'intérêt, la passion ou le caprice du moment?

Et, cependant, il ne faut pas abandonner l'idée d'un droit international, parce que c'est une idée *nécessaire*. Bien que cela puisse paraître paradoxal,

les excès commis rendent encore plus évidente cette nécessité. La recrudescence des crimes ne doit pas faire renoncer au maintien et au développement du droit criminel, au contraire. La façon dont nos adversaires se conduisent dans la guerre actuelle prouve combien il est dangereux d'abandonner la nature humaine à elle-même; elle est alors capable des pires abominations. Des règles sont indispensables. Reste, il est vrai, à en assurer l'observation. C'est le point le plus délicat sur lequel j'aurai à insister plus tard. Il y aurait à trouver des moyens préventifs et des moyens répressifs. Mais, si le droit international est, sur ce point, encore insuffisant, ce n'est pas une raison décisive pour lui refuser toute autorité et considérer comme vaine la recherche des règles à observer.

Je me propose d'étudier cette année le droit de la guerre continentale tel qu'il résulte des principes généralement adoptés et tel qu'il est pratiqué.

Depuis 1870, il y a eu bien des guerres qui me fourniront des exemples abondants pour illustrer les règles posées. Vous ne vous étonnerez pas si j'appelle plus spécialement votre attention sur les guerres où nous avons été parties. Il est difficile de parler avec sang-froid d'événements qui nous touchent de si près, qui excitent nos passions les plus ardentes et les plus généreuses. Combien cela est plus vrai d'événements qui se poursuivent presque sous nos yeux, dont nous avons le contre-coup immédiat, par des témoins qualifiés! Je ferai tous mes efforts pour que mon enseignement garde un caractère scientifique. On peut être, j'en suis convaincu, et j'essaierai de le démontrer, homme de droit et patriote.

Comme vous le pensez bien, je ne cesserai de songer à la guerre actuelle dans les explications que je vous donnerai. Ce sera ma préoccupation principale, mais non exclusive. Ne croyez pas que j'aie la prétention de faire en ce moment une étude définitive, au point de vue juridique, de la guerre qui se poursuit et qui peut-être durera longtemps encore. Même pour les faits accomplis jusqu'à présent, nous n'avons pas toujours la pleine lumière; il faudra, même de notre côté, des informations complémentaires; il faudra surtout avoir la contrepartie, les explications fournies par les adversaires. Ce n'est que plus tard qu'un jugement motivé pourra être porté sur l'ensemble des faits de guerre. Mais je pose en fait, que, dès à présent, nous sommes assez renseignés sur un grand nombre de points pour apprécier la manière dont les règles admises ont été pratiquées par nos adversaires. Vous pouvez compter sur ma prudence; je me dois à moi-même de n'avancer que des faits au sujet desquels il ne peut y avoir de doute sérieux. Dans bien des cas, nous pouvons nous prévaloir de l'aveu des coupables.

La guerre actuelle se distingue par le nombre des belligérants qui a été rarement atteint et qui fait que le théâtre des hostilités est ou peut être dans les cinq parties du monde. Que de maux et de ruines augmentés et aggravés par l'énorme accroissement des contingents militaires, le perfectionnement des engins de destruction et aussi, je dois le dire tout de suite, par le caractère particulier qu'a pris la guerre pour l'un des belligérants, qui avait l'habitude de se présenter comme l'incarnation de la science et du progrès!

Le nombre des belligérants est-il définitif? L'attitude de certains neutres peut faire supposer que non, et il a été permis de traduire de cette façon leur pensée : nous marcherons assez tôt pour acquérir le droit légitime d'être partie au futur traité, mais pas trop tôt pour faire des manifestations de luxe. Il ne s'écoulera probablement pas très longtemps avant que des neutres jugent que leur intérêt leur commande de prendre part à la lutte. C'est qu'une guerre, surtout une grande guerre comme celle à laquelle nous assistons, ne touche pas seulement les belligérants, mais aussi les neutres à divers points de vue, soit au cours de la guerre, soit après la fin de la guerre, qui peut avoir les plus graves répercussions en ce qui les concerne. Ce n'est pas seulement la France qui a été atteinte par sa défaite en 1870. On peut se demander ce que deviendraient les États européens actuellement neutres, si l'Allemagne était victorieuse.

Je veux poser une question particulièrement délicate, mais que je traiterai avec la réserve nécessaire.

Les États neutres doivent-ils et peuvent-ils rester indifférents à la conduite des belligérants?

On a parfois poussé l'idée de neutralité jusqu'à l'absurde en faisant une loi aux particuliers eux-mêmes de ne porter aucun jugement sur ce que tout le monde savait et condamnait dans son for intérieur. Un tel point de vue égoïste et immoral a été vigoureusement repoussé dans plusieurs pays neutres où des voix indépendantes se sont fait entendre en faveur de la justice et de l'humanité. La force momentanément victorieuse ne peut prétendre au respect là où elle ne commande pas; le silence de la conscience publique serait une abdication de toute dignité, une renonciation à toute moralité.

Mais, à mon avis, cela n'est pas suffisant et je veux, avec tous les ménagements désirables, indiquer mon opinion très arrêtée sur le devoir des pays neutres.

Des États ont délibérément accepté des règles, qu'ils estimaient les meilleures, au sujet de leurs

devoirs; ils se sont expressément obligés à les observer dans leurs rapports. Ces règles sont ensuite effrontément méconnues par plusieurs d'entre eux. Cette méconnaissance doit-elle être vue avec indifférence par ceux auxquels elle ne cause pas une lésion directe?

Je dis : non.

J'affirme qu'il y a au moins le droit et le devoir de protester contre la violation de la parole donnée à tous les contractants, que c'est une sanction nécessaire de l'obligation qui risque de rester vaine si elle peut être impunément répudiée. Ce n'est pas seulement la justice, c'est l'intérêt qui est en jeu. Le respect des engagements pris est d'un intérêt universel, parce que, s'il n'existe pas, il n'y a plus de sécurité nulle part. L'État actuellement victime peut dire à chacun des autres États restés en dehors de la lutte : *hodie mihi, cras tibi.*

Sans doute, il y a parfois des difficultés de preuve. Un belligérant incrimine un acte de son adversaire. Ce dernier conteste le fait, en discute le caractère. Les neutres ne veulent pas se livrer à un examen personnel, de manière à porter un jugement en connaissance de cause. Leur abstention peut s'expliquer.

Il n'en est pas toujours de même, et la guerre actuelle nous fournit un exemple saisissant. Elle a débuté par l'occupation du Luxembourg et l'invasion de la Belgique, deux pays neutres non seulement par leur volonté, ce qui serait déjà suffisant, mais par la volonté de l'Europe. Certains ont pensé que cela ne regardait que les États signataires des traités qui, dans un intérêt général, ont constitué cette neutralité perpétuelle. Mais c'est une profonde erreur. Les États signataires, parmi lesquels se trouve la Prusse, ont deux obligations, celle de *respecter* et celle de *faire respecter* la neutralité constituée. Les autres ont, indépendamment de toute convention, l'obligation de respecter le territoire d'États indépendants, et une Convention de la Haye, signée en 1907 par plus de 40 États, formule cette règle élémentaire, conforme à la nature des choses et à la justice.

Le territoire des puissances neutres est inviolable.

La violation du territoire du Luxembourg et de la Belgique n'est pas une chose d'intérêt *européen*, mais d'intérêt *universel*. Tous les États du monde, petits ou grands, sont également menacés par cette action de l'Allemagne, qui a ainsi montré qu'elle ne tenait compte que de la force, et qui a osé s'étonner qu'on attachât quelque importance au mot *neutralité* et à un *chiffon de papier*.

Et, cependant! un tel acte, aussi monstrueux, aussi inquiétant, a été accueilli par un silence officiel général. L'amabilité et la courtoisie des États neutres sont restées identiques à l'égard de tous les belligérants. N'est-ce pas déconcertant pour ceux qui croyaient à une moralité internationale, à une *société entre les nations?* Que l'attitude que je signale puisse se comprendre de la part des petits États directement exposés au ressentiment brutal de l'État criminel : je l'admets; mais, de la part d'autres qui n'ont pas la même excuse, quelle explication raisonnable peut-on donner? Je cherche, je ne trouve pas. Je me borne à dire, en juriconsulte attristé, qu'avec une telle attitude du monde civilisé, il paraît vain d'essayer d'obtenir le progrès des rapports entre les États par l'établissement d'une législation internationale. Les États honnêtes, fidèles à leur parole, seront toujours victimes des États qui ne croient qu'à la force et qui n'ont aucun scrupule à répudier leurs engagements les plus formels, quand ils les gênent. S'ils ne sont pas les plus forts, ils courront risque d'être l'objet d'une pitié dédaigneuse de la part des autres États qui s'étonneront qu'ils aient sacrifié leurs intérêts les plus chers à un idéal de justice.

Jamais une guerre n'a encore atteint à ce degré les intérêts de chacun. Par suite de la généralisation du service militaire obligatoire dont la durée a été successivement prolongée, toutes les forces vives de la nation sont engagées dans la lutte active ou devraient l'être. Cela est bon, cela est juste. Il est inadmissible qu'un homme apte à servir puisse s'abstenir dans ce concert d'efforts qu'exige la défense de la patrie. Nous pouvons constater avec satisfaction que la cruelle nécessité de la guerre a été vaillamment acceptée par tous, par ceux qui partent comme par ceux qui restent et leur sont attachés. Aucune famille n'est à l'abri. Nous sommes loin du temps où la guerre était une lutte à laquelle l'ensemble de la population restait pour ainsi dire matériellement étrangère et était une sorte de duel entre des armées de métier relativement peu nombreuses. C'est vraiment la *nation armée* qui combat aujourd'hui; ce qui entraîne des conséquences terribles pour les belligérants proprement dits comme pour les non belligérants. L'invasion, même si le vainqueur ne dépasse pas les limites de son droit, est écrasante par la masse même qui pénètre sur le territoire, s'y installe, s'y nourrit et y commande. Nous aurons à étudier les problèmes qui se présentent alors, les solutions qu'on avait essayé de leur donner et les pratiques dont nous avons le douloureux spectacle.

On n'ose songer aux maux de toute sorte produits nécessairement par la guerre indépendamment des sacrifices de vies humaines qui dépasseront tout ce que le monde avait connu jusqu'ici. Sacrifices de toute sorte imposés par la nation, misères à secou-

rir, villes et villages à réédifier, voies de communication à rétablir etc., que d'efforts et que de bonnes volontés seront indispensables pour que la vie normale reprenne après une pareille secousse et pour que les blessures soient guéries! Dans les meilleures conditions, c'est-à-dire après la victoire finale sur laquelle nous avons le droit de compter, le magnifique élan dont nous donnons le spectacle devra se prolonger pour que le pays recueille le fruit de tous ses sacrifices.

Je ne fais allusion qu'à ce qui se produit dans chaque pays belligérant, mais ce ne sont pas seulement les états en lutte qui sont troublés par la guerre, ce sont aussi les Etats ne participant pas à cette lutte, les Etats neutres. Et je ne veux pas parler de leurs intérêts politiques, souvent considérables comme je l'ai dit, mais de leurs intérêts économiques. Il y a une telle solidarité de fait entre les divers Etats du monde que la guerre sur un point quelconque du globe a sa répercussion dans le monde entier. Cela est particulièrement vrai quand il s'agit d'une guerre aussi gigantesque dans laquelle est engagée la moitié du genre humain (1).

On comprend qu'en présence de telles conséquences immédiates, de telles conséquences ultérieures possibles, on se demande qui est l'auteur responsable de désastres pareils et que, dans chaque pays belligérant, on veuille savoir si on souffre, si on combat, si on meurt pour une cause juste.

Et d'abord, y a-t-il des guerres justes et des guerres injustes?

Des auteurs, ordinairement mieux inspirés, ont dit que c'était par un abus de mots que l'on qualifiait les guerres de cette façon. Il faudrait, disent-ils, qu'il y eût un droit unique pour tous les Etats, d'après lequel on pourrait juger la valeur de leurs actes, et d'ailleurs, ajoutent-ils, l'histoire prouve que les nations qui se sont combattues ont eu auparavant des torts les unes à l'égard des autres.

Je proteste contre une pareille manière de voir. Il y a un droit commun des Etats, des droits et des devoirs réciproques. En droit international comme en droit interne, en droit public comme en droit privé, il y a des choses justes et des choses injustes, quelque controverse que puisse soulever un cas particulier. Si, parfois, il y a eu des torts des deux côtés, il n'est pas prouvé que ces torts aient été égaux; souvent un adversaire puissant a tiré parti d'un grief insignifiant.

Même au temps où les troupes ne se demandaient guère quelle cause elles avaient à défendre, laissant au souverain le soin de les employer comme il le jugeait bon, de grands esprits faisaient ressortir l'avantage qu'il y avait à combattre pour une juste cause. Entendez ce que disait Bossuet (1) :

« Une bonne cause ajoute, aux autres avantages de la cause, le courage et la confiance. L'indignation contre l'injustice augmente la force et fait que l'on combat d'une manière plus déterminée et plus hardie. On a même raison de présumer qu'on a Dieu pour soi, puisqu'on y a la justice dont il est le protecteur actuel. »

Ecoutez également ce que disait Napoléon :

« Un bon général, de bons cadres, une bonne organisation, une bonne instruction, une discipline sévère, font de bonnes troupes, indépendamment de la cause pour laquelle elles se battent. Cependant le fanatisme, l'amour de la patrie, la gloire nationale, peuvent aussi inspirer les jeunes troupes avec avantage ».

La part faite ici au facteur moral est relativement faible et n'est plus suffisante de nos jours avec le changement produit par la participation de tous à la lutte. Pour que ceux qui, brusquement, sont arrachés à la vie civile, à leurs affections, à leurs affaires, se battent avec entrain et acceptent les souffrances diverses qui leur sont infligées en dehors du danger couru; pour que ceux qui leur sont attachés se résignent à la séparation, aux angoisses, aux deuils, il faut qu'un souffle généreux ait passé sur eux, que les uns et les autres soient profondement convaincus de la nécessité de la lutte où la Patrie est engagée et de la bonté de la cause pour laquelle ils souffrent et font le sacrifice de leur vie.

C'est ce qu'avait bien compris un politique essentiellement réaliste comme Bismarck qui, le 6 février 1888, s'exprimait ainsi devant le Reichstag :

« Si je venais aujourd'hui vous dire ceci : Messieurs, nous sommes menacés par la France et la Russie; il est à prévoir qu'on nous attaquera; en ma qualité de diplomate, je dirais aux militaires qu'il serait plus utile pour nous de nous défendre par l'offensive et de cogner, la guerre d'agression serait pour nous plus avantageuse; je vous demande donc un crédit de 500 millions ou d'un milliard pour déclarer dès maintenant la guerre à nos voisins, eh bien! Je ne sais si vous auriez en moi assez de confiance pour voter ce crédit. J'espère que non ».

« Mais, quand même vous le feriez, cela ne suffirait guère. Si nous voulons faire une guerre en déployant toutes les forces nationales, cela doit être une guerre faite avec l'assentiment de tous ceux qui font des sacrifices : une guerre populaire faite avec le même enthousiasme que celle de 1870, au début

(1) Voir la communication faite par M. Paul Leroy-Beaulieu, à l'Académie des Sciences morales et politiques dans la séance du 3 octobre 1914: *Questions économiques se rattachant à la guerre actuelle.*

(1) *Politique tirée de l'Écriture sainte.*

de laquelle jai été acclamé avec joie dans toutes les gares, depuis Berlin jusqu'à Cologne. L'enthousiasme populaire nous porta dans cette guerre. Et il faut qu'il en soit ainsi pour que notre force populaire se fasse valoir avec toute sa puissance. *Si nous étions les agresseurs*, le poids des éléments inpondérables, beaucoup plus lourd que celui de la force matérielle, serait du côté de l'adversaire que nous attaquons. La « Sainte Russie » serait révoltée par une attaque. La France se soulèverait tout entière jusqu'au Pyrénées. Une guerre qui ne se fait pas par la volonté du peuple, qui serait jugée utile et simplement décrétée par les autorités, pourrait être menée avec vigueur et même aboutir à la victoire une fois que l'on aurait goûté du sang : mais il manquerait l'élan qui éclaterait si nous étions les attaqués. Par contre, dans ce dernier cas, on verrait l'Allemagne entière éclater comme une poudrière et regorger de fusils ; nul n'oserait se mesurer avec le *furor teutonicus*, qui se manifesterait en cas d'une attaque.

« Nous ne saurions laisser échapper cette cause de supériorité... Si la guerre devait éclater, ce ne sera pas de notre faute Il faudra que quelqu'un mette le feu, mais nous, nous ne le ferons point. »

La citation est un peu longue, mais elle me paraît intéressante et significative. Les successeurs de Bismarck n'ont pas profité de la leçon qu'il donnait en ces termes saisissants, ils ont négligé le poids des éléments impondérables et procuré à leurs adversaires l'avantage qu'il faisait ressortir Ils nous ont placés dans la situation qu'il jugeait favorable, en étant les agresseurs.

Grâce au Ciel, nous pouvons affirmer avec la dernière énergie que nous avons le droit pour nous, que nous résistons à une attaque perfide, préparée de longue main et provoquée soudain sans excuse, que notre cause est en même temps celle du droit et de la liberté des peuples, que nous devons combattre pour nous défendre, d'abord, puis pour obtenir toutes les réparations légitimes. En diverses circonstances, nous avons fait à la paix de pénibles sacrifices ; nous avons parfois semblé renoncer non pas seulement à une revanche, mais à la reprise de ce qui nous avait été injustement enlevé. Le néfaste traité de Francfort que nous avons dû subir (et je n'entends pas critiquer ceux qui l'ont signé) a été déchiré par notre adversaire lui-même. En nous déclarant la guerre, il a fait tomber le traité qui consacrait la séparation d'avec nous de pays qui nous étaient profondément attachés, qui, dès l'origine, ont protesté et qui n'ont pas cessé de protester contre la séparation. Ce n'est pas tout : nous avons le droit, je dirai même le devoir, d'obtenir réparation pour toutes les violations du droit des gens dont notre pays a souffert depuis le commencement de la lutte. Et je n'oublie pas l'héroïque et malheureuse Belgique, victime de sa fidélité au droit, dont le sort est indissolublement lié au nôtre. Sans doute, il est impossible d'obtenir une réparation complète, les indemnités pécuniaires les plus larges ne compenseront pas les massacres et les autres atrocités commises. Mais il faudra bien que le droit méconnu ait une éclatante satisfaction, sans quoi l'on devrait désespérer de la justice.

Ne voyez, Messieurs, dans ce que je viens de dire, que des affirmations dont la justification sera faite en son temps. Je ne vous demande pas de jurer sur la parole du maître.

Laissez-moi rappeler, en terminant, les services rendus par la France à la liberté des peuples, et dont j'ai eu occasion de parler en détail dans mes cours. J'énumère simplement les Etats à l'indépendance desquels la France n'a pas été étrangère : les États-Unis d'Amérique, la Grèce, la Belgique, les principautés danubiennes, l'Italie. Mettez en regard l'œuvre de l'Allemagne et concluez.

LOUIS RENAULT.

LA GUERRE ET LE ROLE DE LA FEMME (1)

Mesdames, Messieurs,

Je veux d'abord remercier le vénéré Président de l'Alliance d'Hygiène sociale, de nous avoir, dans une pensée particulièrement délicate, réservé, ici, une place.

Il a voulu qu'une femme de cœur et d'intelligence, très spécialement désignée par sa longue expérience des œuvres féminines, Mme Jules Siegfried, Présidente du Conseil national des Femmes françaises, vienne nous démontrer ce que des femmes peuvent faire pour d'autres femmes ; et comment elles savent découvrir la vraie misère sans l'effaroucher et par cela même la soulager.

En inaugurant ces Conférences, M. Bourgeois, a, dans une inspiration superbe, envoyé au front, l'expression de votre souvenir ému et vous a parlé de nos soldats avec l'éloquence dont il a le secret. L'unanimité et la chaleur de vos applaudissements lui ont prouvé que votre cœur à tous était là-bas ; car, *ces soldats* sont vos maris, vos frères ou vos fils : ils sont la moitié de nous-mêmes et quelquefois davantage ; il a exalté la splendeur de leurs vertus,

(1) Conférence donnée à l'Alliance d'hygiène sociale le 13 janvier 1915.

leur patience, leur courage, leur endurance et leur gaieté qui est le vrai héroïsme.

Permettez-moi de vous dire, que dans l'autre moitié de cette race de héros, la même valeur existe et je suis heureuse de glorifier, devant le public d'élite qui m'entoure, la véritable grandeur des femmes de notre pays.

Rassurez-vous, je ne suis pas féministe; je ne réclame aucun droit politique, quoique je sois certaine, que les lois contre l'alcoolisme et les lois d'hygiène et d'apprentissage seraient réglées depuis longtemps si les femmes votaient.

Mais, par contre, je réclame très haut des règlements qui leur donnent le droit à la vie. Elles sont vraiment exploitées dans notre société moderne, elles n'y sont pas défendues ! De temps à autre, timidement on leur accorde quelques adoucissements — j'allais dire à leurs peines — mais pourquoi toutes ces mesquineries ?

Allons ! Messieurs les Députés, un bon mouvement ! Donnez-leur, enfin, l'Egalité devant la Loi.

Je sais ce que vous allez me répondre : « C'est pour protéger les femmes contre elles-mêmes etc. etc... » Vous *retardez* ! car les femmes viennent d'être en face d'elles mêmes pendant ces longs mois d'angoisses ! Cette épreuve fait leur plus bel éloge. Toutes ont montré les mêmes qualités que nos hommes dans les tranchées : bravoure, patience, résignation ! J'en ai vu beaucoup recevoir la fatale nouvelle; elles ne se plaignent pas, se cachent même pour pleurer.

A la campagne, non seulement les femmes ont fait la moisson mais, cet automne, elles ont mené la charrue et ensemencé les terres pour que le blé lève et que cette année nous ayons du pain.

Elles travaillent jusqu'au bout de leurs forces et elles ne sont ponr ainsi dire — pas payées. Ce que nous demandons au nom de la justice et de l'humanité, c'est un *minimum de salaire* ! Il est admis qu'un homme, à Paris, ne gagne pas moins de *Cinq francs* par jour, je voudrais qu'une femme ne gagnât jamais moins de *Trois francs* ! La société lui doit bien cela. On parle toujours des qualités d'épargne et d'économie de la France ? A qui doit-elle cette réputation ? A la femme qui économise en ne laissant rien gâcher ; qui raccommode les hardes du mari et des enfants jusqu'à ce qu'on ne puisse plus reconnaître la partie primitive de l'étoffe du vêtement; qui n'achète rien d'inutile et qui fait durer, par un entretien aussi industrieux qu'honorable, les objets de son modeste ménage.

Par contre, jai rarement connu d'hommes économes : j'en ai connu d'avares, ce qui n'est pas la même chose.

La femme, fort jeune, a fait son apprentissage de la vie ; elle a vu sa mère lutter contre la misère; presque toutes ont un mari qui boit sa paye, ou qui la fume, ou qui la joue... Les vices des hommes coûtent cher ; il faut alors que ce soit le salaire de la femme qui suffise à tout ! Si le mari était raisonnable, ce qui arrive quelquefois, son gain suffirait, car les hommes sont bien payés ; mais, dès qu'il y a un accroc, un malheur, si le mari est malade, s'il meurt, la femme ne doit plus compter que sur son travail, et il est si insuffisamment rétribué qu'on le nomme, du reste, depuis longtemps « un salaire de famine ».

Ne croyez-vous pas qu'une société qui se respecte doit avoir à honneur de rendre la vie possible à chacun de ses enfants ?

Dès que les femmes ont de quoi subsister et que le problème de la vie ne se pose plus pour elles, elles s'en préoccupent pour d'autres ; et si, en ce moment, je passe sous silence le dévouement de ces admirables infirmières qui consolent et guérissent nos pauvres blessés, c'est que d'autres exalteront mieux que moi leurs mérites ! Je vois des dévouements féminins — peut-être encore plus méritants — parce que, sans gloire, s'occupant des victimes civiles de la guerre ; elles font le bien, s'y étant préparées de longue date ; elles connaissent les besoins des classes pauvres ; leurs douleurs morales et matérielles, leur éternelle « lutte pour la vie » !

C'est pourquoi j'admire la femme française ; elle en est digne en tous points, car la grande épreuve de la guerre — et de quelle guerre — l'a trouvée à la hauteur de toutes les tâches morales et physiques.

Courageuse et résignée à tenir jusqu'au bout de ses forces pour que tout marche comme si les hommes étaient encore là, elle veut, qu'à leur retour, ils puissent se figurer qu'ils ne sont partis que de la veille.

Marquise DE GANAY.

*
* *

Mesdames, Messieurs.

Je voudrais tout d'abord remercier l'Alliance d'hygiène sociale et la Société des Infirmières-Visiteuses, présidée par Mme la marquise de Ganay, qui m'ont demandé de me joindre à elles dans la tâche qu'elles ont entreprise. Je remercie la marquise de Ganay de ce qu'elle vient de nous dire. Je suis heureuse de sentir que nous sommes absolument d'accord dans toutes les questions féminines ; mais, aujourd'hui, nous ne traiterons pas, comme elle l'a si bien dit, du féminisme ; l'heure n'est pas au droit, elle est au devoir.

Il y a une vingtaine d'années, le comte de Chambrun, fondateur du Musée social, préparait cette œuvre avec un amour, une générosité qui font hon-

neur à son nom et à sa mémoire. Il était aveugle depuis l'âge de 50 ans et ses plus douces distractions étaient la causerie et la musique. J'avais le privilège, de temps à autre, d'aller m'asseoir près de lui dans le vieil hôtel de la rue Monsieur. La dernière fois que je le vis, il était déjà malade, et me dit : « J'ai fait un rêve cette nuit, je veux vous le raconter. — Qu'est-ce que c'est, comte, j'aime beaucoup les rêves. — Eh bien, j'ai rêvé que je voyais des femmes assises à la tribune de mon Musée social. Elles avaient près d'elles des hommes éminents, des hommes qui s'occupaient du bien public, et elles, à leur tour, se mêlaient à leurs travaux et prenaient la parole. Vous étiez de ce nombre. — Heureusement, lui dis-je en riant, — car vous me faites très peur — songe signifie mensonge. — Non, chère Madame, me répondit-il, pour moi songe n'est pas mensonge; ceux qui ont les yeux fermés aux lumières extérieures ont des visions qui ne trompent pas. Croyez-moi, cela sera. »

Et aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, quand je suis montée, — je vous l'avoue, et vous le comprendrez tous, — tout émue à cette tribune, j'ai évoqué le souvenir de celui qui a fondé le Musée social, et je me place, en commençant, sous son égide bienveillante et sous la vôtre.

Si vous le permettez, notre causerie consistera dans une étude excessivement rapide de la guerre de 1870 et de l'attitude des femmes à cette époque. Nous verrons ensuite quels sont les facteurs qui ont déterminé l'évolution des femmes; comment, par trois facteurs principalement, elles se sont trouvées prêtes à affronter les temps terribles que nous traversons; puis nous examinerons quelles sont les vertus qui ont surgi pour elles au moment de la guerre et les autres vertus qu'il leur est absolument nécessaire de cultiver avec les premières pour être dignes de rester debout jusqu'à la fin et, après la guerre, afin de pouvoir continuer à être les dignes collaboratrices des hommes dans le grand travail qui les attend.

Ceux qui, par leur âge, ont eu le très peu enviable privilège d'assister à la guerre de 1870, peuvent se souvenir que les femmes y jouèrent un rôle excessivement effacé. Ce n'est pas parce qu'elles ne voulaient pas travailler, croyez-le bien, c'est parce qu'elles ne le pouvaient pas : leur instruction rudimentaire, avouons-le, l'habitude qu'elles avaient prise de se taire dans leur famille lorsque des discussions d'ordre politique ou religieux éclataient, l'aumône, qui était dans ce temps-là la seule préoccupation philanthropique des femmes de bien, tout cela ne les préparait pas à jouer pendant la guerre un rôle prépondérant. Leur cœur de mère, de femme, de sœur, d'amie, souffrit profondément. Mais, à cette époque, les hommes qui partaient à l'armée étaient rares et un grand nombre de familles restèrent indemnes.

Au point de vue des soins à donner aux malades. il y eut certainement un grand nombre de femmes qui tâchèrent de rendre des services près des docteurs et auprès des blessés et, d'après tout ce qui m'a été dit, je crois que les docteurs craignaient plus, près des champs de bataille, la présence des femmes qu'ils ne la désiraient. Et comment auraient-ils pu la désirer? Les femmes apportaient leur cœur, il est vrai, un grand besoin de dévouement, mais des mains inhabiles et une absolue absence de méthode. A cette époque-là, elles s'occupaient à faire du bien, évidemment; elles faisaient l'aumône, elles allaient à la recherche des familles qui souffraient, et il y en avait beaucoup; mais la forme d'aumône, Dieu soit béni, est une forme qui, depuis cinquante ans, a peu à peu disparu, et nous avons enfin compris, en travaillant, en voyant les misères de près, en apprenant à connaître la pauvreté et son cortège des peines que neuf fois sur dix, c'est nous qui sommes plus heureuses de donner, que les pauvres, de recevoir.

La guerre fit comprendre aux femmes qui avaient travaillé, qui avaient vu les malades, qui s'en étaient approchées, grâce à la création de la Croix-Rouge, cette œuvre admirable que nous devons à la Suisse, à quel point leur cœur ne suffisait pas et que, pour être véritablement utiles, il fallait qu'elles apprennent à travailler avec savoir et méthode. Elles comprirent que, si le cœur est une grande force, il est parfois aussi une faiblesse, et l'heure était venue pour elles d'apporter à leur action de la suite et de la science.

C'est alors que furent fondées ces œuvres admirables de la Croix-Rouge des blessés militaires, l'Union des femmes de France, des Dames françaises et que, par une émulation admirable, toutes les femmes se préparèrent peu à peu à faire le travail magnifique qu'elles font en ce moment. Elles se mirent à l'œuvre et, en apprenant à travailler, elles comprirent combien elles savaient peu, elles découvrirent aussi qu'elles avaient des dons qu'elles peuvent faire valoir et qu'elles ignoraient. C'est alors que, peu à peu, nous avons vu des femmes prendre place près des chirurgiens les plus éminents, ces chirurgiens réclamer leur concours près d'eux, trouvant dans leur calme et leur intelligente exactitude une aide précieuse à l'heure des plus graves opérations.

Voici un des premiers facteurs qui ont préparé les femmes au rôle qu'elles jouent à l'heure actuelle, mais il en est un second tout aussi important. Les femmes avaient, osons le dire, une instruction très élémentaire il y a cinquante ans, et ce fut un bien-

fait immense pour la France, lorsque de nouvelles lois scolaires furent établies et que, soit dans les milieux primaires, soit dans les milieux secondaires, elles furent toutes appelées à s'instruire. Rendons honneur à ceux qui, à ce moment critique de notre histoire, se rendirent compte de la place que la femme pouvait tenir dans le monde. Rendons honneur à ceux qui fondèrent et ces écoles, et ces lycées, et ces écoles secondaires, et toutes ces œuvres admirables qui ont pour but d'élever la femme et de faire d'elle la véritable compagne de l'homme. Lorsqu'une femme veut être mère dans la plus noble acception de ce mot, il faut qu'elle soit capable de comprendre ses fils et d'évoluer avec eux ; il faut qu'elle puisse s'associer à ce qui préoccupe ses enfants, et si elle ne peut participer à leurs travaux, — car il ne faut rien exagérer, — il est nécessaire, du moins, qu'elle puisse comprendre ce qu'ils apprennent et ce qu'ils pensent. Et c'est ainsi que toute une pépinière de femmes intelligentes et capables se développèrent de toutes part, car le mouvement fut universel et partout on comprit qu'on ne pouvait plus se contenter de ce qu'on avait eu autrefois. Et c'est l'occasion, n'est-il pas vrai, de rendre hommage à nos institutrices, qui se sont conduites si admirablement au moment de la guerre. Tous ceux qui les ont vues à l'œuvre peuvent les placer à côté des Sœurs de charité pour leur désintéressement et leur amour de ceux qui souffrent. Avec quelle simplicité elles ont renoncé à leurs vacances, pauvres femmes si lassées, si fatiguées, car toutes celles qui les aiment et qui savent ce que c'est que d'élever des enfants devinent ce que comportent de patience et de fatigue neuf mois de travail dans nos écoles et dans nos lycées.

Le troisième facteur de notre évolution, au point de vue féminin, nous le trouverons dans les questions sociales. Oui, il y a cinquante ans, la femme, avec son cœur, ne comprenait qu'une chose : la visite aux malades et aux pauvres, les orphelinats et les réunions de couture. Elles ne se rendaient pas compte qu'un certain genre de charité fait souvent plus de mal que de bien à celui qui la reçoit, et que l'assistance par le travail est la forme la plus digne vis-à-vis de ceux qui ont besoin d'être aidés, exception faite, bien entendu, des enfants et des vieillards. Mais l'étude des questions sociales, amenée par nos malheurs après la guerre de 1870, fit éclore des œuvres de tout genre, et la femme, préparée à la fois de longue date, par son cœur avide d'aider et de soulager, et, d'autre part, par une instruction qui lui a appris à penser et à juger par elle-même, se trouva prête, lorsque l'heure fut venue, pour aider les hommes au grand travail social qui a pris véritablement des proportions admirables depuis vingt ans.

Rendons honneur aux hommes qui nous ont facilité cette évolution, qui ont compris que la véritable femme n'était pas celle qui voulait dominer ou celle qui voulait paraître, mais celle qui voulait aider, et remercions-les de ce qu'ils l'ont compris et de ce qu'ils nous ont tendu la main.

L'heure est venue où la guerre, si douloureuse, si terrible qu'elle soit, nous apporte des consolations inattendues. Cette main tendue, elle est prise, et, de côté et d'autre, on sent que maintenant, il y a quelque chose de fait et qui ne se défera jamais. L'homme et la femme sont deux pour travailler et, selon les vieilles paroles des bibles de l'humanité, la femme commence à être pour l'homme l'aide semblable à lui.

La guerre a éclaté et la femme a été à son poste de douleur et de combat. Oui, toutes, on peut le dire, elles étaient prêtes comme les hommes ont été prêts. Et alors, Mesdames, Messieurs, ont surgi trois qualités magnifiques qui ont été comme des fleurs dans un désert et qui sont venues nous aider à vivre et à respirer.

J'ai rencontré, le 31 juillet, le jour de la mobilisation, un monsieur qui m'a dit, d'un air navré — car il venait de lire sur les murs de Paris qu'on allait mobiliser — : « Ah ! c'est ma femme qui va faire des affaires ! » Eh bien, non, elles n'ont pas fait d'affaires, après en avoir trop fait dans le passé, avouons-le, car, comme l'a dit Mme la Marquise de Ganay, nous ne sommes pas ici pour chanter nos louanges. Et alors nous avons vu la vie facilitée admirablement par l'attitude des femmes. Nous les avons vues prendre leur parti de toutes espèces de choses pour lesquelles elles auraient autrefois fait des histoires, rendant souvent ainsi, par leur attitude maussade et compliquée, leur intérieur sans joie et sans soleil. Il a fallu renoncer à son salon, livrer à de pauvres réfugiés une partie de sa maison, il a fallu renoncer à toutes sortes de choses, à de petites habitudes très agréables, diminuer son personnel et parce que les temps sont durs, simplifier son ordinaire et ne pas renouveler les costumes dont on pensait qu'ils avaient déjà bien fait leur temps. Mais qu'est-ce que c'était que tout cela en face des sacrifices des pauvres cœurs ? Laisser partir des enfants bien-aimés, les envoyer au feu, et savoir qu'en les envoyant au feu, on ne savait pas s'ils reviendraient, il a fallu les embrasser en souriant, en leur disant : « Tu reviendras, bon courage, c'est pour la France. » Et ainsi les femmes ont pris une belle et magnifique leçon ; nous les avons toutes prises ces leçons. Eh bien, gardons comme un trésor sacré cette habitude de ne pas faire d'histoires et de prendre les choses comme elles viennent. Quand ceux qui sont partis reviendront, quelles délices pour eux si nous restons

ce que nous sommes en ce moment. Comme la vie deviendra agréable ! On se plaint qu'il y ait beaucoup trop de divorces. Je suis persuadée que si les femmes veulent continuer à garder cette saine habitude de bonne humeur, il se passera des choses exceptionnelles et admirables quand tous les maris, les frères, les enfants reviendront.

Une autre qualité a surgi, et cette qualité-là, nous l'avons apprise des hommes: c'est le 4 août 1914 qu'à la Chambre des Députés et au Sénat, nous avons entendu ces paroles : « Il ne faut plus qu'il y ait de partis ». Quand la femme, il y a des milliers et des milliers d'années, pencha pour la première fois son doux visage sur un blessé de la vie, l'auréole de l'amour naquit sur son front. Mais l'esprit de parti et d'égoïsme l'ont tant de fois ternie que bien trop souvent c'est en vain qu'on la cherche. Eh bien, l'esprit de parti, nous n'en voulons plus. Nous aussi, nous avons enfin compris que la première chose à faire dans le grand malheur qui frappait notre pays, c'était de nous mettre ensemble à travailler et de ne former qu'une seule et même famille, la famille de la Patrie.

Jusqu'ici, nos travaux ont revêtu un caractère bienfaisant, Mesdames. Et si, parfois, au milieu des terribles chagrins et des angoisses qui nous assaillent, nous nous trouvons heureuses et paisibles, nous le devons certainement à cette atmosphère de paix et de compréhension mutuelle. Espérons qu'après la guerre nous en conserverons un si précieux souvenir, que nous en aurons un si impérieux besoin, que nous continuerons, en gardant chacune nos idées et nos manières de voir, à respecter les idées des uns et des autres et que nous chercherons toutes les occasions et tous les moyens de travailler ensemble pour le plus grand bien du pays.

Ce rapprochement des classes, nous a mis tout naturellement plus en rapport avec la classe ouvrière, et nous a fait comprendre que, réellement, nous avions cru aimer les pauvres, mais que jusqu'alors, nous ne les avions pas véritablement aimés. Oui, combien nous a-t-il été difficile souvent, en nous approchant du peuple, dont la vie est si dure, de les mêler à notre vie, et quand nous avons voulu le faire, nous avons senti parfois qu'il y avait entre nous comme un fossé si profond que nous ne pouvions pas le franchir, notre vie facile, notre position matérielle excluant le tracas et le souci du lendemain. Ils ne connaissent pas non plus nos joies, ils n'ont pas de distractions, intellectuelles et artistiques. Alors, on s'était tu ; on s'était contenté d'aider, mais de se taire, ce n'était pas assez. Il fallait autre chose encore.

La guerre nous a permis de nous rapprocher, de comprendre les mères, qui sont mères comme nous, les femmes, qui sont femmes comme nous, et nous pouvons venir à elles et elles aussi venir à nous. Il y a dans nos regards lorsqu'ils se rencontrent, dans la façon dont on se serre la main, quelque chose qui dit : « Maintenant, nous sommes pareilles ; ô toi, femme riche, tu as la même douleur que moi, car ton cœur est pareil au mien ; toi, femme pauvre, tu souffres comme moi, tu penses à ton fils, tu penses à ton mari ; nos larmes sont les mêmes. »

Ne laissons pas perdre ce moment précieux entre tous pour nous rapprocher, nous comprendre. Il y a dans cette compréhension le germe d'une action future qui sera admirable.

Et la communion de toutes ces douleurs nous ayant rapprochées, il a fallu tout naturellement que nous connaissions l'esprit de renoncement ; que nous voyions clair sur nos vies trop faciles, sur nos habitudes de luxe, sur notre égoïsme ; il a fallu que nous nous disions : l'heure est à la simplicité, sur toute la ligne, l'heure est au renoncement ; c'est le moment où il faut non seulement donner, mais se donner, il faut à tout prix que quelque chose soit changé dans nos existences, car, en vérité, il y a trop de souffrances pour que nous restions semblables à ce que nous avons été.

Et c'est ainsi que toutes les œuvres ont surgi comme des fleurs magnifiques et que chaque fois qu'une œuvre apparaît, il y a toujours quelqu'un pour donner ou pour l'organiser. Que de titres touchants, qui manifestent la préoccupation de ceux qui souffrent, sous quelque forme que ce soit. Je pense en ce moment au « Bon feu ». Oh, le joli titre ! Oh, le joli appel ! fait à ceux qui ont chaud chez eux pour que dans de tristes mansardes où on a froid et où on est triste et seul le pauvre petit foyer flambe et réchauffe semblant dire : « Amis, moins privilégiés que nous, nous pensons à vous ».

Ah ! Mesdames, réjouissons-nous, soyons heureuses, au milieu des peines que nous traversons, de songer à cette belle éclosion et souvenons-nous de cette parole d'un homme de bien, qui disait en mourant : « Ce que j'ai gardé, je ne l'ai plus ; ce que j'ai donné, je l'ai encore. »

Et maintenant, il est une autre vertu que la prolongation de la guerre doit faire naître parmi nous ; c'est une vertu qui doit nous forcer à nous examiner, à rentrer en nous-mêmes. Pascal, notre grand Pascal, disait : « Si les hommes savaient seulement rester dix minutes tranquilles et seuls dans une chambre, tout irait bien ». Eh bien, je crois que l'heure est venue de savoir rester dix minutes au moins tranquille dans une chambre pour que tout aille bien. Il faut réfléchir et se rendre compte que, si la France fait une guerre admirable, une guerre contre la guerre, non contre quelqu'un, mais pour

quelque chose qui est d'ordre éternel, c'est-à-dire la justice et la liberté, il y a aussi chez nous des choses qui ne vont pas bien et doivent nous faire dire que tout n'est pas inutile dans les épreuves que nous traversons. Songeons y. Songeons à des questions qui, avant la guerre, ont préoccupé quelques âmes d'élite et qui auraient dû préoccuper tout le monde. Je veux parler de l'anti-alcoolisme et du mal terrible qu'a fait l'alcool dans notre pays, et comme il faut, à l'heure actuelle, jeunes et vieux, se réunir pour tâcher d'arriver à préserver la France d'un vice qui la décime.

Mais peut-être est-il bon, et même nécessaire pour nous de souffrir comme nous souffrons à cause de certaines choses injustes et mauvaises que tous nous avons tolérées. Si, lorsque la guerre sera finie, nous avons pu nous décider à faire une France plus sérieuse, plus haute, plus saine, nous occupant tous, absolument tous, des questions d'hygiène et des questions morales, alors nous pourrons dire que nous n'avons pas souffert en vain et, pensant à ceux qui sont morts sur le champ de bataille nous pourrons les regarder comme des rédempteurs.

Oui il faut rentrer en nous-mêmes, et que chacun prenne la résolution d'être un ouvrier vaillant, une ouvrière vaillante et, lorsque la guerre sera finie, de mettre la main à la charrue et de contribuer à faire une France nouvelle dans la famille et dans la société en commençant par notre éducation car, en réalité, l'expérience est là pour nous enseigner : on ne peut véritablement donner, dans l'ordre moral, que ce qu'on possède soi-même.

Enfin, Mesdames. il est une deuxième vertu difficile à acquérir entre toutes dans les temps que nous traversons — les cœurs de femmes et de mères le redisent avec moi — c'est la patience, il faut que nous soyons tous des êtres patients en ce moment où nos enfants, dans les tranchées, nous donnent l'exemple de cet état d'esprit. Tous les jours paraissent longs, bien longs, et on ne peut plus supporter la longueur des jours qu'en travaillant pour les autres. Quand on est jeune, la patience nous apparaît une vertu pour les vieillards et l'on se dit qu'elle est bonne surtout pour des gens qui ont les pieds sur des chenêts et qui voient disparaître peu à peu ce qui leur reste de force et de vie. Quelle erreur! La patience est au contraire la vertu des forts; et de ceux qui savent se contrôler eux-mêmes. A nous mères, à nous, femmes, de nous dire que nous ne voulons vivre que la journée d'aujourd'hui; c'est assez de porter sa croix pour le jour même, demain apportera ce qui le regarde; car si nous commençons à nous agiter, si nos nerfs, qui sont pour nous des forces à certaines heures, commencent à nous dominer, toute cette force se changera en faiblesse. La patience seule nous apportera la victoire, et aussi tout ce qui est nécessaire pour attendre la victoire.

Enfin, et c'est par là que je veux terminer, il est une dernière vertu sans laquelle toutes les autres sont difficiles à pratiquer car elle apporte avec elle l'espérance et la joie. Je veux parler de la foi invincible dans la victoire.

Mesdames, Messieurs, je suppose que vous avez tous fait les mêmes expériences. A l'heure actuelle. vous voyez, vous rencontrez des gens pessimistes, qui se lamentent sur la guerre, qui se plaignent, qui déclarent que tout est mal fait, qui trouvent leur satisfaction à critiquer le gouvernement, l'armée, les œuvres dont ils s'occupent. Je suis sûre que lorsque vous avez vu ces gens, vous vous sentez comme affaiblis, et immédiatement moins forts pour supporter la bataille. Eh bien, ayant fait ces expériences, essayons d'être pour ceux qui nous approchent tout juste le contraire; tâchons que ceux qui nous voient, en nous quittant, se sentent plus forts, plus affermis dans l'assurance que la victoire sera pour nous, dans la pensée que nos soldats sont tous des vaillants, mais que toute idée de dépression est si mauvaise pour eux que, lorsque nous nous permettons de nous y livrer, c'est comme si nous leur tirions dans le dos. Souvenons-nous aussi, lorsque nos maris rentrent dans nos demeures, qu'ils ont de lourdes charges à porter; qu'ils trouvent des femmes qui sachent sourire, qui les encouragent et non des femmes tristement silencieuses, songeant exclusivement à leurs fils et aux dangers qu'ils courent.

Et si nous sommes ainsi, et si nous cultivons cette chose si belle qui s'appelle la foi invincible; l'optimisme, le courage, nous verrons se développer en nous, comme nous le voyons autour de nous, par des exemples de tous genres, la force. Tout notre être en sera comme vivifié, nous serons étonnés de comprendre et de sentir à quel point l'état de nos âmes et de nos cœurs possède de puissance.

Nous verrons que nous aurons toutes les forces pour tous les devoirs qui nous seront demandés et c'est ainsi que, lorsque le jour de la victoire arrivera, nous ne serons pas des femmes épuisées, qui n'auront songé qu'au jour de la paix, mais des femmes pleines de courage et de force qui, serrant dans leurs bras leurs soldats revenus du combat, pourront être prêtes pour vous aider, Messieurs, aux nobles tâches qui vous incomberont.

Je voudrais avoir le pinceau d'un grand artiste, je voudrais avoir la puissance d'un grand poète pour chanter, non pas ce que nous sommes, mais l'idéal de la femme française. Je voudrais pouvoir la dépeindre avec toutes ses vertus, avec toutes ses aspi-

rations, toutes ses capacités, avec son charme, avec sa gaieté et avec sa patience. Il me semble la voir cette femme : elle est dans la force de l'âge et elle a compris la vie, elle a lutté, elle a été mère de grands fils, elle a su ce que c'était que l'amour maternel et l'amour. Et cette femme souffre en ce momeni : oh! comme elle souffre, comme son cœur s'étreint quand elle pense aux misères de tous et elle ne serait pas mère, si tout d'abord elle ne souffrait pas pour ceux qu'elle a mis au monde et pour le compagnon de sa vie. Et alors cette femme sent les larmes monter à ses yeux et il faut qu'elle pleure, car si elle ne pleurait pas, elle ne serait pas femme; alors cette femme idéale, que nous devons regarder comme un modèle, lève les yeux en haut et, par le mouvement qu'elle fait en levant les yeux en haut, les larmes qui montent, descendent et se changent en divin sourire. Si c'est la femme chrétienne, si c'cst celle qui croit que le Christ, qui a vu toutes les misères humaines, a pu dire, malgré tout, aux hommes, après avoir souffert jusqu'à la mort : « Dites Notre-Père qui êtes aux cieux », alors cette femme reprend sa marche avec courage, elle va en avant pour soulager pour aider. Mais d'autres, avec un sentiment qui porte un autre nom, lèvent également les yeux au ciel. Elles ont une conscience, cette conscience leur parle de solidarité, leur cœur d'amour — le mot de religion ne les attire pas — mais au fond de leurs âmes elles sentent qu'il y a quelque chose d'un ordre supérieur et c'est pour elles aussi ce qui les conduit, ce qui les guide et qui les empêchera de jamais faillir. C'est enfin pour d'autres en ce moment la religion de la Patrie — et c'est pour toutes la religion de la Patrie, et il me semble que je ne peux mieux faire que de terminer cette causerie en disant ce qui nous fut dit, le 4 août, ce qui fut dit à la France entière : « Haut les cœurs »!

Mme J. SIEGFRIED.

Après la causerie de Mme Siegfried, M. Léon Bourgeois a ajouté cette conclusion éloquente:

Je suis encore sous l'impression profonde de l'admirable causerie de Mme Jules Siegfried, et vous ne me pardonneriez pas de ne pas lui dire, ainsi qu'à notre présidente, Mme la marquise de Ganay, combien nous leur sommes reconnaissants à toutes deux d'avoir bien voulu venir ici présider et donner une conférence qui porte ce titre : « la guerre et le rôle de la femme » ; en nous apportant non pas seulement les plus belles, les plus réconfortantes, les meilleurs paroles, mais en nous apportant quelque chose qui vaut plus que toutes les paroles : leur exemple.

Nous avons demandé en effet à Mme la marquise de Ganay de venir au milieu de nous en sa qualité de présidente de « l'Association des Infirmières visiteuses de France », qui est, vous le savez, associée à l'œuvre de « l'Alliance d'hygiène sociale », et nous lui avons demandé de venir parce que nous voulions manifester ainsi l'union étroite qui existe entre l'œuvre poursuivie par l'Association des Infirmières visiteuses de France, dont je suis heureux de saluer ici un grand nombre de représentantes, et l'œuvre générale de prévoyance, d'assistance que poursuit l'Alliance d'hygiène sociale et que poursuivent l'ensemble des œuvres qui se réunissent au Musée social.

Cette Association des Infirmières visiteuses — je voudrais en dire quelques mots — fait actuellement daas Paris la meilleure des besognes. Elle s'occupe d'aller à domicile apporter, là où sont les malades et les misères, tous les moyens de soulager les unes et de soutenir les autres. Elle le fait avec un désintéressement absolu, non pas seulement à Paris. mais dans tous les départements, puisque, vous vous le rappelez, M. Harvey, Président de la « Société des Amis » de Londres, qui travaille avec « l'Association des Visiteuses », est venu présider ici une de nos réunions et que nous avons pu le remercier de l'œuvre admirable du relèvement de nos provinces à laquelle il s'est consacré.

L' « Association des Infirmières visiteuses de France » nous montre donc en action ce rôle de la femme au moment de la guerre actuelle. C'est un des exemples les plus frappants, les plus saisissants de ce que sait aujourd'hui faire la femme française et de la place qu'elle a prise dans l'œuvre générale de la défense et du salut national.

Mme Siegfried de son côté, n'est pas seulement l'admirable conférencière que vous venez d'applaudir ; elle est Mme Siegfried, la femme de notre excellent et respecté président Jules Siegfried, le père du « Musée social », le grand'père étant le comte de Chambrun, je ne l'oublie pas. Mme Siegfried est associée à toutes les œuvres de solidarité, d'assistance et de prévoyance dont le « Musée social » poursuit le développement. Quand elle parle du rôle de la femme à l'heure actuelle, ce n'est pas seulement en spectatrice intéressée et avertie, ce n'est pas seulement en témoin, elle en parle comme collaboratrice active et, dans bien des cas, avec l'autorité d'une initiatrice véritable. Elle a montré par son exemple, et autour d'elle beaucoup de femmes montrent que le rôle jadis assigné aux compagnes de nos vies n'était pas du tout celui qui, définitivement, devait être le leur, qu'il y avait, autour et au-dessns des préoccupations habituelles de la vie féminine dans un pays civilisé comme la France, tout un ensemble d'activités grâce auquel il était non seulement permis, non seulement possible,

mais je dirai presque nécessaire et inévitable, que la femme, un jour, arrivât à compléter l'homme et même à se substituer à lui.

Or, Mme Siegfried vous l'a montré. Il y a eu des causes profondes qui ont amené peu à peu la femme française à prendre conscience de ce grand rôle qui devait être le sien. Elle a remonté jusqu'à la guerre de 1870 et elle nous a rappelé comment, à cette époque était timide, hésitante, incertaine, l'action de la femme française et comment, depuis, par trois ou quatre causes qu'elle a admirablement définies, elle s'était sentie peu à peu élever jusqu'au niveau où elle est aujourd'hui. Et elle y restera pour deux raisons. Tout d'abord, la guerre, telle que nous la voyons se dérouler devant nous, a pris — je laisse de côté le caractère atroce qu'elle présente — par suite de la décadence morale, si je puis dire, d'une race, un caractère nouveau et comme organique Elle appelle, dans tous les pays qui sont en lutte, tous les hommes valides à la frontière et au combat, et, par conséquent, partout, elle les enlève à la maison, elle leur fait délaisser le foyer; le chef de famille est partout absent et il faut bien que la famille retrouve un chef. Le service obligatoire universel a produit ainsi cette conséquence que, dans chacune des maisons de France, un nouveau chef de famille s'est dressé : c'est la femme, la mère, la fille aînée, celle à qui son sexe a interdit de combattre et qui prend sa part des combats intérieurs, veillant à ce que les petits enfants, les vieillards qui sont encore là continuent à trouver la sécurité et le peu d'aise qu'on peut avoir dans une époque comme la nôtre : voilà ce que la femme française a compris, avec cet instinct clairvoyant qui est le fond même de sa nature. Elle s'est dit : la place est vide, je la prends, non pas pour l'occuper avec fierté, mais pour la défendre. Et elle est à son poste, au foyer.

Et, en même temps que ce grand fait social appelait les femmes, de tous les côtés, à prendre la direction de la famille, il est arrivé également que les ateliers, les usines, le travail de la terre se sont trouvés arrêtés et qu'alors, là encore, il a fallu que quelqu'un remplaçât l'absent. Et j'ai vu, et nous avons tous vu dans nos campagnes, la femme du cultivateur prendre elle-même les mancherons de la charrue, conduire elle-même le cheval, faire elle-même les semailles et assurer le lendemain, non pas seulement de sa famille, mais de la France, en assurant la moisson de l'an prochain. Et de même dans les petites boutiques, la femme s'est mise au comptoir et a fait du commerce à la place de son mari. Et ainsi, peu à peu, de toutes parts, il s'est trouvé qu'elle participait à la vie sociale de la façon la plus directe et la plus utile. Et alors, vous l'avez dit admirablement, madame Siegfried, il s'est produit une troisième transformation. C'est que celles qui étaient heureuses, celles qui menaient la vie facile, la vie de luxe que vous décriviez tout à l'heure, et qui en ont senti la vanité, — et qui, du reste, n'auraient pas pu, au fond de leur cœur, admettre un instant de continuer à la vivre, — ont trouvé qu'il y avait une activité nécessaire pour elles et qu'il fallait bien que leurs journées fussent remplies. De quoi les remplir ? Sinon de ceci : Faire le bien. Sinon de cette tache, qui a consisté, vous l'avez dit merveilleusement, à se rappeler que, à quelque degré social qu'elles appartiennent, les femmes sont les sœurs les unes des autres; que c'est un même cœur qui bat chez les unes comme chez les autres, et que, lorsqu'elles pensent à celui qui est là-bas, ce sont les mêmes larmes qu'elles versent en commun. Et ainsi rapprochées par le sentiment du deuil commun, elles ont bien vu qu'elles ne faisaient qu'une même famille, qu'elles étaient la même personne, pour ainsi dire. Elles ne se sont plus souvenues, elles ne savent plus qu'hier il y en avait qui étaient brillantes et heureuses, remplissant, pour la plupart, leurs journées de distractions mondaines et futiles, tandis que les autres étaient particulièrement destinées au travail le plus ingrat. Elles se sont rappelé que toutes étaient des femmes, qu'elles avaient leur mari, leur fils, leur frère à la frontière, et qu'elles n'avaient qu'un cœur, qu'une tâche, un devoir, une vie, qu'il fallait qu'elles se confondissent, les unes et les autres, dans le travail commun de la défense sociale. Et elles ont ainsi continué patiemment — et c'est votre dernière parole qui me vient en ce moment à la mémoire et qui me dicte ce que je vais dire, — elles ont ainsi contribué de la façon la plus puissante à maintenir là-bas, dans les tranchées, l'âme de nos soldats !

Toutes les fois qu'il leur est arrivé là bas des nouvelles de chez eux, ils ont su ce que faisait la femme, la fille, la sœur, la mère, et ils ont su que, partout, dans toute la France, la femme française était auprès d'eux. Ce ne sont pas seulement les vêtements de laine qu'ils recevaient incessamment, fabriqués par vos mains dans chacun des ouvroirs, des maisons, ce ne sont pas seulement les chocolats, les cigarettes, toutes les petites choses, d'ailleurs très utiles et très bonnes, que vous leur envoyez à pleines mains, qui leur disaient ce qu'il fallait penser de vous et ce que vous pensiez d'eux; c'était ce qui était derrière tous ces petits envois, la continuité du courant qui s'établissait incessamment entre eux et vous; c'était la certitude qu'il n'y avait pas une maison en France dans laquelle la femme ne veillât, ne pensât et n'aimât.

Eh bien, ceci a contribué à maintenir ce soldat de France dans l'admirable vertu dont vous avez parlé

tout à l'heure, la vertu de patience dont vous avez fait si justement l'éloge, qui doit être actuellement la vertu fondamentale du peuple français. Cette vertu-là, il la pratique là-bas au milieu des dangers, des périls et des souffrances ; vous la pratiquez ici dans la tristesse, quelquefois dans ces larmes que vous cachez, mais de telle manière, avec une telle force, que vous leur communiquez quelque chose de cette puissance et que vous contribuez ainsi à les maintenir inébranlables sur le front.

Soyez bénies, et soyez persuadées qu'au lendemain de la guerre, ce que vous avez ainsi créé de force ne sera pas perdu. Tout cela est une semence tombée dans la terre généreuse de France; soyez persuadées qu'elle lèvera, et que c'est une moisson de gloire, de grandeur, de puissance et de fraternité nationale que vous avez, Mesdames, à pleines mains répandue. LEON BOURGEOIS.

LE DEVOIR DES INTELLECTUELS

Une idée sort d'une autre, logiquement, implacablement ; par conséquent un développement se détache d'un autre, comme un fruit mûr de la branche qui trop longtemps l'a porté, avec la même nécessité. Quand je notais ici la conclusion de mon étude sur l'Institut et la Guerre, j'indiquais déjà ce que pourrait être le *Devoir* des Intellectuels. Le thème se trouvait indiqué, que je rappelle aujourd'hui, sur quoi il ne reste plus qu'à développer les variations. Au résumé, disais-je, en dépit de quelques défaillances fâcheuses, attribuables sans doute à la *timidité* d'esprit, et que leurs auteurs doivent aujourd'hui regretter, la France peut être fière de ses écrivains et de ses penseurs. Tous, ou presque tous ont compris qu'ils avaient à combattre avec leurs armes propres, qui sont la plume et la parole, parallèlement à ceux qui dans la tranchée tiennent le fusil ou le sabre. Ils ont compris également qu'ils prenaient leurs positions, donc leur responsabilité, sous les regards du monde et pour l'édification des neutres, de ce qui reste encore comme neutres dans l'univers civilisé.

Voilà un point de vue fécond : celui de la timidité des Intellectuels, dès qu'ils sont mis en face de l'action nécessaire. On le constate, on l'a constaté mille fois, jamais on n'aura eu l'occasion de le remarquer plus souvent qu'au début de cette guerre, où les plus « aplatis » furent presque toujours les plus cultivés. Mais constater un fait, ce n'est pas l'expliquer. Je crois qu'il trouve sa raison, du moins la principale, dans une sorte de phénomène de *Dédoublement*, assez commun chez l'homme qui pense et se regarde penser et qui, au moment d'agir, se regarde agir pareillement, en même temps qu'il esquisse le geste nécessaire. Et c'est cette absence de dédoublement qui, dans l'action, fait la force des simples, des impulsifs, par opposition avec la défaillance des raisonneurs et des analystes. Chez les impulsifs la période de *délibération* est inexistante, ou à peu près nulle : l'image qui produit le déclanchement de la volonté se confond avec l'acte, ou tout au moins avec le geste initial. Tout intellectuel est, plus ou moins, un analyste, c'est-à-dire un homme chez qui la période de *délibération*, première phase de l'acte volontaire, tient une place prépondérante. Il voit les circonstances, le pour et le contre de son acte... il discute avec lui-même. Et cela est si vrai que la surabondance de l'analyse, que l'excès de discussion avec soi-même, produit l'irrémédiable sécheresse, une impuissance en face de l'action qui a un caractère rigoureusement tératologique !

On a cité le *cas* d'Amiel qui, à force de se regarder penser, était arrivé à ne plus pouvoir agir et presque à ne plus pouvoir penser. Les hommes de ma génération eurent en eux quelque chose de cet Amiel, beaucoup de ce qu'il avait... à plus forte raison ceux de la précédente ! Il y avait de cela chez Paul Bourget qui, dans ses beaux *Essais de psychologie* demeure un disciple brillant, mais somme toute, un *disciple* des analystes qui le précédèrent et qui se sont refusés à la vie active, les Leconte de Lisle, les Taine, les Renan..., et faut-il ajouter : Amiel. Dans sa seconde évolution, Bourget n'est pas plus original, car là encore il est un *disciple* direct (1), et plus rigoureusement inspiré encore, de Balzac, le Play, de Maistre, de Bonald. Seulement, comme il met ses pas dans les pas d'hommes d'action, ou tout au moins qui théorisent en vue de l'action, il prend lui-même figure d'écrivain d'action. Il y eût de cela chez Maurice Barrès, le Barrès des premières œuvres, et sa grande originalité fut justement de comprendre, dès la première jeunesse, que le vrai correctif pour lui c'était de se plonger dans la vie ; que la vie politique, même celle des pires années du Dreyfusisme, ce serait le bain de Jouvence qui raviverait ses forces. Le beau contraste psychologique de cet idéologue passionné pour l'action, parce qu'il voit en elle le contre-poids nécessaire, celui de son Sturel et de son Rœmerspacher des *Déracinés* n'est pas autre chose que l'illustration de cette idée. Rœmerspacher en est resté au stade de Taine par sa

(1) J'ai tenté de développer ce point de vue dans mon Portrait de Bourget.

position devant la vie active, tandis que Sturel indique déjà l'étape accomplie par la jeune génération. Par là, je l'ai déjà dit précédemment. Barrès fut le précurseur, l'annonciateur de cette génération que nous admirons aujourd'hui pour sa virile énergie et dont la mentalité eût paru méprisable à quelques-uns de nous, voici une quinzaine d'années. Ils ne connurent pas la timidité intellectuelle, ayant réduit l'analyse au minimum.

Ce qui est rare, ce qui est très rare, c'est l'affirmation d'une énergie parallèle à la faculté d'analyse. Ce fut le cas de Stendhal, par exemple, donnant le fameux exemple de sa barbe rasée durant la retraite de Russie et se présentant dans une tenue impeccable devant l'intendant Daru, cependant qu'il continue d'être l'observateur lucide et implacable du mécanisme de son âme. L'anecdote est-elle vraie ? je l'ignore. L'important, c'est qu'elle apparaisse vraisemblable, et qu'elle cadre avec ses héros imaginaires, Julien Sorel et Fabrice del Dongo : c'est une des raisons, je pense, pourquoi Frédéric Nietzsche l'admirait tant : c'est aussi pour quoi il présente une figure si originale, si vraiment *unique*, en contraste avec le groupe des Romantiques français d'alors. Il est un homme d'action, ou il pourrait l'être, si les circonstances s'y prêtaient, tout en demeurant un artiste et un lettré.

Par là nous tenons le premier Devoir des Intellectuels, qui sera, dans l'avenir, de ne plus se *refuser à l'action*. La question présente de nombreux aspects, et ce n'est pas en un bref article qu'on lui fera justice. Mais déjà nous indiquions le principal quand nous disions en 1913 : — D'abord ils entendent participer à la vie politique du pays, moins par une ambition qui, somme toute, serait légitime, que par conviction de l'erreur où glissèrent leurs aînés en déléguant leurs pouvoirs à la bande des démagogues et des politiciens qui mirent la France à deux doigts de sa perte. Cette phrase était vraie quand, la première fois, je l'écrivais en 1913, Ils préparaient tout simplement, en le rendant possible le beau mouvement de défense auquel nous assistons aujourd'hui. Combien plus saisissante à l'heure actuelle, où nous vérifions la profondeur de l'abîme où nous avons failli glisser pour n'avoir point appliqué le grand principe : « *Primo vivere... deinde philosophari* » ! De quel prix nous aurions pu payer cette abstention coupable ! Cependant que les plus distingués de notre génération, ceux que désignaient leur valeur et leur rang social pour conduire les affaires du pays, abandonnaient ce soin à une majorité d'incapables qui, eux, ne discutaient pas sur les moyens, mais allaient droit au fait, la désagrégation des services se faisait et le fonctionnement de la machine s'altérait chaque jour. Nous assistions, impuissants, à ce régime de l'incompétence, à cette camaraderie dans l'Etat, qui attribuait les places les plus considérables à ceux qui étaient le moins désignés pour les occuper quand ils n'en étaient pas les plus indignes, et nous pouvions voir des chefs de parti, flanqués d'une nombreuse clientèle, en coquetterie manifeste avec ceux-là même qui d'un coup de poignard dans le dos auraient voulu nous assassiner ! Le vrai défaut de la cuirasse française, il était-là, et c'est par là que l'adversaire tentait d'introduire son arme.

De telles causes de faiblesse, qui auraient pu nous conduire à la ruine irréparable, trouvèrent, Dieu merci, leur compensation et leur correctif dans les richesses inaltérables de la race, dans cette faculté unique de rebondissement qui est le propre de l'âme française, dans ce qui fait la France éternelle autant qu'indispensable à l'avenir de l'Humanité. Profonde vérité d'âme, entièrement méconnue de nos adversaires, parce qu'une race, comme un individu, ne comprend que ce qui déjà se trouve chez elle en germe : c'est l'idée qui sort victorieuse du conflit européen, et c'est la reconnaissance de cette idée qui commande l'orientation de tous les hommes de pensée parmi les neutres. Un personnage célèbre dont j'étais loin d'admirer, avant la guerre, les tendances intellectuelles, mais qui a bien mérité de notre pays pour la campagne active qu'il mène en notre faveur dans la presse américaine, Théodore Roosevelt a dit en termes impressionnants : « La France a occupé, dans le monde moderne, une position aussi unique que la Grèce dans l'antiquité. Si elle était brisée ou abattue, ce serait aujourd'hui une perte aussi grande que la perte qui fut soufferte par le monde quand le génie créateur des Grecs disparut avec leur pouvoir politique et leur grandeur matérielle. *Le monde ne saurait se passer de la France.* »

Belles et nobles paroles qui sonnent aujourd'hui comme le talisman de la victoire ! Mais ce n'est pas assez de vaincre... il faut encore profiter de la victoire. Quand celle-ci aura été assurée, il faudra songer à l'organiser. Ce ne peut-être alors — l'âme française n'étant souveraine qu'en période de crise — ce ne peut être que par l'utilisation raisonnée des forces sociales, sans abstention ni ménagement. Ainsi nous assurerons à notre pays le rang qu'il doit occuper. Et la première organisation qu'il faudra lui appliquer, ne l'oublions pas, c'est cette organisation politique par où si longtemps il a pêché et qui représentera le plus impérieux devoir où il faudra que collaborent ses Intellectuels.

PAUL FLAT.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 4 -- 1er SEM. 53e ANNÉE 13-20 FÉVRIER 1915

BULLETIN DE QUINZAINE

Singulière guerre que celle-ci, où les belligérants font parler d'eux moins que les neutres. Rappelez à votre souvenir les principaux faits de cette quinzaine, recherchez ceux qui ont tenu le plus de place dans les colonnes des journaux, les réflexions des cercles ou des cabinets, les conversations des carrefours : ceux qui ont davantage préoccupé l'esprit public ce ne sont pas des nouvelles militaires, ce sont des problèmes de neutralité.

Ni les assauts furieux, et cruels à eux-mêmes, des Allemands contre le front de l'armée russe dans cette malheureuse Pologne déjà quatre fois traversée par les troupes depuis six mois, ni cette tentative manquée sur le canal de Suez des forces turques dont on sait bien comment elles ont été repoussées mais non pas comme elles y sont arrivées, rien de tout cela ne semble avoir provoqué autant de commentaires, ni marqué davantage dans l'opinion, que la question de la neutralité nord-américaine posée par la déclaration de blocus des côtes anglaises ou la question de la neutralité bulgare posée par le règlement d'une tranche de l'emprunt souscrit jadis à Berlin.

La neutralité américaine se fait de plus en plus irritée. Germains du dehors et Germains du dedans se sont employés à l'envi à provoquer cette irritation. Le Gouvernement allemand a toujours persécuté le droit des gens qui est proprement le droit des neutres, et s'il est dans l'histoire peu de choses aussi cyniques que la violation de la neutralité belge, il est peu de choses aussi impudentes que cette prétention de faire le blocus de toutes les mers d'Angleterre avec douze sous-marins. Car tel est à peu près, semble-t-il, le nombre des navires allemands propres à rendre ce blocus effectif. Encore faut-il qu'ils aient, sur la côte occupée par leurs troupes, des bases de ravitaillement et d'opération, et le raid heureux et brillant des aviateurs alliés sur Zeebruge ne doit pas être sans efficacité contre ces sous-marins.

Il ne semble pas, en tous cas, que tout l'or qui reste en Allemagne puisse payer le dommage que causerait une torpille à un bateau de commerce américain, ni que le zèle funeste des Allemands des États de l'Union puisse faire accepter un tel acte aux citoyens du Nouveau Monde. Les Allemands de l'intérieur ont employé depuis le commencement de la guerre toutes les qualités de leur race : arrogance, brutalité impérieuse, pour réunir contre eux l'opinion du pays qu'ils habitent et qu'ils voudraient dominer. Le « progermanisme » est devenu une doctrine politique, un danger intérieur dénoncé par tous les bons citoyens des États-Unis. C'est, avec le même resultat, le mouvement précisément inverse de celui qu'on a vu se dessiner en Suisse, où les divisions entre germanophiles et amis des alliés, exaspérés au début de la guerre, se calment lentement au profit des derniers.

Le gouvernement bulgare, composé plus qu'à moitié de ministres macédoniens, s'épuise à faire entendre à l'Europe qu'il ne peut y avoir aucun lien politique entre un prêteur et un emprunteur. On ne sait ce que sera dans l'avenir l'effet de cette combinaison financière, mais, dans le présent, c'est de la part de l'Allemagne une tentative d'intimidation sur

la Roumanie, et une troisième menace pour la Serbie, contre laquelle sont alignés déjà l'armée Austro-Allemande et les montagnards Albanais. Peut-être la Bulgarie espère-t-elle de grands profits à feindre des dispositions favorables successives et des complaisances alternées pour les deux camps belligérants. Le jeu ne serait pas fort habile, mais il serait certainement dangereux, car entre des passions populaires nombreuses, vigilantes, excitées comme sont celles des peuples balkaniques, les incidents sont fréquents qui vous entraînent où l'on avait résolu de ne pas aller, et il y aura toujours assez de comitadjis pour susciter les mauvaises querelles qui surprennent les gouvernements.

Et la morale de ces événements et des commentaires dont on les peut entourer, c'est que presque toutes les neutralités dans le monde se tournent vers nous, mais les neutralités, compliquées d'intérêts divers, obéissent à des forces morales qui sont lentes; elles sont, elles aussi, l'un des éléments de cette guerre qui, comme tant d'autres, ne promettent de résultats qu'après une longue attente.

***

LE PATRIOTISME SERBE ET LA POÉSIE POPULAIRE

Depuis bientôt trois ans, le peuple Serbe étonne ses meilleurs amis par les qualités qu'on lui soupçonnait, mais que l'on ne connaissait pas suffisamment. Quoiqu'il ait été toujours le meilleur soldat dans les Balkans, la disproportion où il s'était trouvé en 1876 dans la guerre contre la Turquie, et l'impopularité de la guerre de 1885 contre la Bulgarie l'avaient déprécié aux yeux de l'Europe, et peu nombreux furent en 1912 les officiers étrangers qui eurent confiance dans l'armée Serbe. Je suis heureux de déclarer aujourd'hui que l'attaché militaire français de l'époque, le commandant Desprès n'eut aucun doute sur ce point (1). D'où viennent chez mes compatriotes ces qualités militaires et guerrières ?

Certes, nous avons cherché, dès les premiers moments de notre résurrection nationale, à faire profiter nos jeunes officiers des connaissances techniques dans les écoles militaires en Allemagne, en Russie, et surtout en France. Nous avons fondé de ces écoles chez nous. Nous avons taché de doter notre armée des meilleures armes et munitions. Comme celles-ci, nous avons pris les premiers organisateurs de notre défense nationale en France, et avec leur science ils nous ont apporté l'esprit militaire français. Nos hommes sont d'une bonne constitution physique, sobres et relativement très endurants. La plupart sont illettrés, et pourtant leur moral est excellent, ils sont d'un patriotisme dépassant de beaucoup leur instruction. A quoi doivent-ils ces qualités? Je réponds sans hésiter un seul moment : à notre poésie nationale.

* *

Quand, en 1389, la Serbie succomba sur la plaine de Kossovo, dans une bataille qui n'a pas d'égale dans l'histoire, puisque les deux souverains : le Sultan Mourat et le Prince Lazar y ont péri, l'armée ottomane envahit la nation serbe d'une telle fougue que notre évolution intellectuelle s'en trouva arrêtée d'un coup et, pour ainsi dire, pétrifiée. L'âme nationale se réfugia en elle-même. Subjugué et opprimé pendant des siècles, le peuple serbe continua son existence nationale dans son foyer domestique et dans ses monastères, fondations de ses anciens rois, cachés dans les montagnes. Pendant cinq siècles aucune instruction scolaire, à tel point que maint prêtre n'a su ni lire, ni écrire : il a dit sa messe et il a récité ses prières par cœur. Toutes les connaissances historiques, tous les principes moraux, toutes les règles de la vie, tout à été concentré et condensé dans les traditions, et celles-ci ont été transmises de génération à génération par les anciens de la famille. Plus on a été obligé de cacher ses sentiments devant l'oppresseur turc, plus ceux-ci ont été forts, et plus par l'instinct même de conservation, nos ancêtres se sont attachés à leur passé national, premier point de départ de l'avenir. Et comme les prêtres illetrés ont dû apprendre par cœur leurs prières, on peut dire que toute la nation a appris par cœur son histoire, que chaque génération a embellie par son idéalisme. Durant les longues soirées d'hiver autour du feu, aussi bien qu'à l'occasion des fêtes de familles ou religieuses, la jeunesse serbe est restée pour des heures, suspendue aux lèvres des grand'mères lui disant des contes et des charades, quand ce n'étaient des vieillards récitant à l'aide de la *gusla* les rapsodies nationales, où la droiture, l'honnêteté, le dévouement filial, l'amour de la Patrie étaient élevés à la hauteur de l'autel de la religion. Les chantres qui ont le mieux conservé et développé la poésie nationale, la poésie patriotique serbe, étaient, pour la plupart, des aveugles. L'épopée de Kossovo ressemble beaucoup à la chanson de Roland, avec cette différence que cinq siècles de joug étranger en ont fait une sorte d'his-

(1) J'apprends son héroïque blessure, et je l'en félicite. Sa belle conduite ne surprendra point ses frères d'armes serbes.

toire patriotique. Nos ancêtres cherchent à cette source les principes directeurs de la vie morale et juridique. Dans une déclaration des chefs monténégrins de 1803, nous lisons le passage suivant : « S'il se trouvait au Monténégro un homme, un village, une tribu, un canton, qui ostensiblement ou secrètement trahisse la Patrie, nous le vouons unanimement à l'éternelle malédiction, ainsi que Judas qui a trahi le Seigneur Dieu et l'infâme Vouk Brankovitch, qui, en trahissant les Serbes à Kossovo, s'attira la malédiction des peuples et se priva de la miséricorde divine. »

L'amour de la Patrie paraît avoir été le patrimoine serbe, même avant Kossovo. Un poème nous a conservé l'appel que le prince Lazare avait adressé à ses fidèles vovoïdes et barons, à la veille de cette mémorable bataille qui a été marquée à la Cour de France par un *Te Deum* à Notre-Dame de Paris. Or, cinq ans avant cet événement, c'est-à-dire en 1385, F. Froissart transcrit la déposition du roi d'Arménie, Léon VI, sur une rencontre précédente serbo-turque, et nous y lisons ce qui suit : « Or, faut-il que je vous dise quelle chose le comte de Nazaret (le prince Lazar) fit. Il qui se sentoit tout defié de l'Amourah-Bakin, et bien savoit que hastément il auroit autres nouvelles de lui, se pourvey grandement sur ce, et escripsit et manda tantôt autour de lui à tous chevaliers et écuyers, et à toutes gens qui étoient de defense et taillés de garder l'entrée et le pas par où l'Amourah et son peuple devaient entrer... et leur manda étroitement que, ces lettres vues ou les messages ouïs que devers eux envoyoit, ils se traissent avant, car on n'avoit nul jour... Tous obéirent et vinrent devers ce comte qui se pourvêoit fort ; *et plusieurs y vinrent qui les nouvelles ouirent qui point ne furent mandés, pour aider à exaulser notre foi et détruire les mécreans...* (1). Dans le spécimen que je donne ici d'après la traduction du feu baron d'Avril (à qui nous devons tant, pour l'intérêt qu'il nous a porté toute sa vie), l'idée directrice est la même.

L'ardeur patriotique à la veille de la bataille de Kossovo.

L'empereur est assis à son souper
L'impératrice Militza près de lui.
L'impératrice parle ainsi à Lazare :
« Prince Lazare, couronne d'or des Serbes,
Tu vas partir demain pour Kossovo,
Et emmener serviteurs et guerriers.
A la maison, ô empereur Lazare,
Tu ne me laisses aucun homme avec moi,
Qui puisse t'apporter une lettre
A Kossovo et m'en rapporter une,
Et tu m'emmènes, mes neuf frères chéris,
Tous mes neuf frères, tous les neuf Yougovitch.
Laisse à la sœur, laisse un de ses neuf frères,
Un seul par qui elle puisse jurer.
Le prince serbe, Lazare dit alors :
« Impératrice, ma dame Militza,
De tes neuf frères, lequel préfères-tu
Que je te laisse dans la blanche maison ? »
— « Celui que je veux, c'est Bochko Yougovitch. »

Le prince serbe, Lazare dit alors :
« Impératrice, ma dame Militza,
Lorsque demain le jour blanc paraîtra,
Que le soleil demain se lèvera,
Lorsque s'ouvriront les portes de la ville,
Avance-toi : reste auprès de la porte
Par où l'armée en ordre sortira,
Tous les guerriers sous leurs lances de guerre.
Bochko sera le premier en avant :
C'est lui qui porte l'étendard de la croix.
Tu lui diras, le saluant pour moi,
Que l'étendard il le donne à qui lui plaît
Et qu'avec toi il reste à la maison. »

Le lendemain, lorsque parut le jour
Et que s'ouvrirent les portes de la ville,
L'impératrice Militza est sortie.
Elle se tient tout auprès de la porte :
Voici venir les troupes bien rangées,
Les cavaliers sous les lances de guerre,
Et devant est Bochko Yougovitch.
Son alezan est tout couvert d'or pur.
Et l'étendard de la croix le couvre
Oui, mes amis jusque sur l'alezan.
Sur l'étendard est une pomme d'or ;
Des croix d'or sont accrochées à la pomme ;
De chaque croix pendent de longs glands d'or ;
Les franges flottent sur le dos de Bochko.

L'impératrice Militza se rapproche ;
Elle saisit l'alezan par la bride ;
Joignant ses bras sur le cou de son frère,
Elle commence à lui dire tout bas :
« Frère Bochko, mon frère Yougovitch,
A moi Lazare l'empereur t'a donné,
Pour que tu n'ailles pas à Kossovo.
Il te salue et par moi te fait dire :
A qui te plaît-il de donner l'étendard
Et de rester avec moi dans la ville,
Afin que j'aie un frère pour jurer. »

Mais à sa sœur Bochko a répondu :
« Va-t'en, ma sœur, va vers ta blanche tour.
Je ne veux pas retourner en arrière,
Moi, ni laisser l'étendard de la croix,

Dût l'empereur me donner Krouchévatz !
Pour que de moi les autres puissent dire :
« Voyez Bochko, le lâche Yougovitch !
« Il n'ose pas aller à Kossovo
« Verser son sang pour notre sainte croix,
Et pour sa foi mourir à Kossovo. »
Alors il pousse son cheval vers la porte,

Voici venir le vieillard Youg Brgdan.
Derrière lui marchent sept Yougovitch.
Tous à la suite elle les arrête :
Aucun des sept ne veut la regarder.

(1) Je cite d'après l'édition de Bouchon (vol. II, p. 436).

Un peu de temps se passe après cela,
Voici le jeune Voïno Yougovitch.
C'est lui qui mène les destriers du prince,
Tout recouverts d'ornements en or pur.
Le cheval gris, elle l'arrête sous lui,
Et, lui joignant les bras autour du cou,
Elle commence à lui parler ainsi :
« Mon jeune frère Voïno Yougovitch,
A moi Lazare l'empereur t'a donné.
Il te salue et par moi te fait dire :
A qui te plait-il de passer les chevaux
Et de rester avec moi dans la ville,
Afin que j'aie un frère pour jurer.

Mais Voïno Yougovitch lui répond :
« Va-t'en, ma sœur, va dans ta blanche tour.
Je ne voudrais, moi guerrier, retourner
Ni laisser là les destriers du prince,
Quand je saurais que je dois périr.
Je vais, ma sœur, aux champs de Kossovo.
Verser mon sang pour notre sainte croix
Et pour la foi mourir avec mes frères. »
Alors il pousse son cheval vers la porte.
L'impératrice, quand elle vit cela,
Sitôt tomba sur la pierre froide
Elle tomba et perdit connaissance.
Voici venir le glorieux Lazare.

Quand il vit sa dame Militza,
Les pleurs coulèrent le long de son visage.
Il regarda et à droite et à gauche,
Son serviteur Gobulan appela :
« Mon serviteur fidèle, Golouban,
Tu vas descendre de ton cheval de cygne.
Sur tes bras blancs viens prendre ta maîtresse
Et porte-la dans la tour élancée.
Au nom de Dieu, c'est moi qui te pardonne
Si tu ne vas te battre à Kossovo :
Mais reste ici, reste à mon blanc palais. »

Quand Golouban a entendu ces mots,
Les larmes coulent le long de ses joues blanches.
Puis il descend de son cheval de cygne,
Il prend la dame, la prend sur ses bras blancs,
Et il la porte dans la tour élancée.
Mais à son cœur il ne peut résister,
Et Kossovo l'appelle au combat.
Il se retourne vers son cheval de cygne,
Monte dessus et part pour Kossovo.

*
* *

Quand l'ouragan turc eut emporté l'État, la Patrie organisée, l'âme du peuple s'attacha à son glorieux passé, et chercha à construire sur ces fondements son idéal de l'avenir. L'histoire fut poétisée. Les sentiments, les qualités et les défauts furent, pour ainsi dire, individualisés. Ainsi l'audace et l'esprit chevaleresque ont été personnifiés dans Miloche Obilitch et dans ses deux frères d'élection, Kossantchitch et Toplitza; la sagesse et la résignation dans le prince Lazare; l'héroïsme, l'esprit de justice et la protection des faibles dans Kralievitch Marko ; la traîtrise et la couardise dans Vouk Brankovitch; la tendresse dans la fille de Kossovo; la magnanimité du grand seigneur dans Banovitch Strahigna ; la bonté de cœur dans la mère de Kralievitch Marko ; la douleur patriotique dans Voïvode Raiko et la damselle Marghita, etc., etc. Nos soldats avant de devenir officiers, ceux qui ne le deviennent jamais, sont familiers avec ces personnages de l'âme nationale; ils les connaissent quelquefois mieux (ou croient au moins les mieux connaître) que leurs propres chefs, puisqu'ils ont grandi avec eux, et puisque tous les actes de leur vie se sont façonnés sur ces modèles, puisqu'en les louant on les a élevés jusqu'à Obilitch, tandis qu'on les a abaissés jusqu'à Brankovitch en les censurant. Grâce à la poésie nationale, chaque Serbe, dès le premier âge, connaît le passé de sa Patrie, croit savoir les vertus qui ont été à la base de sa grandeur et les vices qui l'ont ruinée, vit en grande partie pour elle et ne regrette point de mourir pour elle, afin de se rendre digne d'Obilitch. Le rédacteur politique de cette *Revue* avait plus raison qu'il ne le croyait peut-être lui-même, en écrivant récemment (p. 209) que dans la dernière bataille contre les Autrichiens « le héros des vieilles légendes serbes, Marko Kralievitch..., a repris le commandement de l'armée nationale ». Et l'épopée serbe n'est pas close : les deux dernières guerres ont été chantées, même très bien, par nos soldats eux-mêmes, et je suis sûr qu'en ce moment mes compatriotes en faction composent déjà le poème du vieux roi, petit-fils de Karageorge, élève des Écoles militaires françaises, le combattant de Villersexel en 1870, sauvant, avec ses braves, sa Patrie par des gestes dignes de ses maîtres aussi bien que de son pays.

MIL. R. VESNITCH.

LES ÉLÉMENTS DU PASSÉ DANS LA GUERRE ACTUELLE (1)

L'heure présente est la plus solennelle que la France ait traversée depuis un siècle : en reprenant ici le cours de mes leçons, je n'ai pas le courage, je n'ai pas la force de ne point penser d'abord à cette heure. L'année dernière, nous nous intéressions en commun aux plus anciennes populations indo-européennes, qui, il y a trois ou quatre mille ans, ont occupé et façonné notre pays, les Italo-Celtes ou les Ligures : je n'ose pas vous ramener devant elles avant d'avoir regardé un ins-

(1) Leçon d'ouverture du Cours d'Histoire et Antiquités nationales, faite au Collège de France, le 6 janvier 1915.

tant les êtres et les choses qui attirent aujourd'hui toutes nos âmes.

C'est, au surplus, mon devoir et mon droit de professeur en cette maison. J'ai le périlleux honneur d'enseigner au Collège de France l'histoire et les antiquités nationales : vous m'approuverez assurément, si, en ce jour, je songe moins aux antiquités de notre sol, et davantage à l'histoire que forgent maintenant les hommes de notre patrie.

Pour concilier la marche de cet enseignement avec notre besoin de réfléchir sur le présent, examinons ensemble ce problème, qui intéresse à la fois la connaissance des événements contemporains et celle de notre passé : — pouvons-nous trouver, dans la crise actuelle, des éléments, matériels ou moraux, qui remontent aux temps primitifs de l'Europe ? Et les nations qui combattent sous nos yeux, n'ont-elles pas fait revivre ou survivre des principes ou des moyens, des idées ou des actes, des dieux ou des mots, dont nous avons déjà constaté l'existence au début de l'histoire des hommes ?

*
* *

Entendons-nous bien. Il ne faudra pas confondre, en cette leçon, les faits et les jugements. Nous essayerons, pour mieux comprendre le présent, de le placer sous la lumière du passé. Mais nous nous garderons bien, pour estimer les faits de ce présent, d'alléguer leur antique origine. Expliquer n'est pas apprécier, comparer n'est pas absoudre ou condamner. Aucun tribunal, et l'histoire moins qu'un autre, ne confondra examen et sentence. — Un exemple vous montrera jusqu'où l'historien peut pousser son droit d'enquête, et quand ce droit s'arrête devant son devoir de juge.

Vous avez lu le récit de la destruction de Dinant par des soldats de l'Allemagne. C'est l'épisode le plus horrible que cette guerre ait encore produit. Ceux qui y ont assisté ont eu comme la vision de la fin du monde (1), le plus monstrueux chapitre de l'Apocalypse se transformant soudain en une réalité. Tout fut réuni pour donner aux hommes le frisson de l'épouvante suprême : la frénésie du meurtre et la folie de l'incendie, l'accumulation des cadavres et l'amoncellement des ruines, la joie de faire souffrir et celle de voir souffrir, et, au-dessus de ces cris de désespoir et de ces ruées de bêtes, la froide parole du chef qui ordonne : « Je fais mon devoir. » — Pour rencontrer dans l'histoire des Gaules un spectacle semblable, il faut remonter jusqu'aux premières batailles des nations germaniques, lorsque les Cimbres et les Teutons triomphèrent des Romains à la bataille d'Orange, l'an 105 avant notre ère. Alors les vainqueurs, saisis d'une sainte rage, tuèrent et détruisirent tout, hommes et animaux, armes et vêtements même, de manière à ce que rien ne restât de l'ennemi : massacrer ne fut pour eux qu'une façon d'anéantir. Ils avaient promis cette fête de mort à leurs dieux : ils tenaient leur serment et faisaient leur devoir.

Les deux scènes sont pareilles, et la même pensée du devoir s'exprime dans l'une et dans l'autre : j'ai donc le droit de les comparer, et de voir dans les horreurs de Dinant le retour de barbaries ancestrales. Mais si je rapproche ces scènes, c'est pour mieux comprendre les faits dont elles se composent, ce n'est point pour juger les hommes qui les ont exécutées.

Ce jugement, l'historien ne doit point se l'interdire. Il le tirera, non plus de la nature des faits, mais des conditions dans lesquelles ils se sont produits. La valeur morale d'un acte ou d'un homme se mesure à la valeur de son temps, et les vices d'un siècle se condamnent par ses vertus. Massacrer et détruire, pour un Cimbre ou un Teuton, c'était son droit de vainqueur, la loi du combat, l'ordre de ses dieux : j'ai raconté leur victoire d'Orange sans colère. Et la même fureur, chez un Allemand du vingtième siècle, est un défi aux règles écrites des guerres modernes, aux préceptes habituels de la bonté humaine, aux éternelles leçons du fils de Dieu : je ne puis parler du supplice de Dinant sans éprouver le dégoût et la haine qui naissent des pires ignominies.

De ce que des œuvres de sang et de mort dérivent de germes déposés par les générations antérieures, il ne s'ensuit pas qu'on doive atténuer le crime ou accorder le pardon. Que deviendrait l'humanité, si elle retenait sur elle, comme une excuse fatale, l'irréductible fardeau des erreurs et des vices primitifs ? Le propre d'un homme ou d'une nation n'est-il pas de connaître et d'épurer l'héritage de son passé, et de préparer, pour sa part, l'avenir de tous ceux qui sont hommes comme lui ou nations comme elle ?

*
* *

Ce lourd et redoutable passé des humains, la guerre actuelle nous en a fait sentir tout le poids. Notre siècle se croyait en avant des autres, dans l'intelligence et le bien comme dans le temps. Et voici que les énergies et les pratiques de l'homme originel sont venues reprendre position parmi nous. Cherchons à les reconnaître.

(1) C'est l'expression d'un témoin oculaire, appartenant à une nation neutre.

*
* *

Qu'une guerre, au vingtième siècle, ait réveillé des idées ou des sentiments, ait suscité des gestes qui datent des premiers millénaires, aucun historien ne s'en étonnera, pour peu qu'il réfléchisse à ce qu'est une guerre, à ce qu'elle suppose ou provoque.

Une guerre, c'est une lutte entre des nations. — Or, l'idée de nation, nous l'avons vu ici même, est l'une des plus anciennes que l'homme ait produite. Grouper des familles en un seul corps, imposer à ce corps des chefs, une volonté unique, et, pour ainsi dire, une âme permanente, ce fut la première conséquence que nous avons fait sortir de notre nature sociable. C'étaient des nations que les Indo-Européens, les Ligures, les Italiotes et les Celtes. Il n'importe qu'elles fûssent instables ou passagères : elles n'en renfermaient pas moins en puissance les principes sociaux qui constituent un État, les sentiments qu'inspire une patrie.

Pour attaquer ou pour se défendre, une tribu germaine ou une cité celte faisaient appel aux mêmes passions que la France ou l'Allemagne de maintenant. Convoitise ou liberté, amour du foyer ou haine de l'ennemi, gloire du peuple ou renom personnel, honneur ou vengeance, nous entendrons tous ces mots d'ordre de la bataille dans les harangues d'Arminius ou de Vercingétorix : et, si nous pouvions percevoir des échos plus reculés, nous saisirions des paroles semblables le long de tous les fronts de combat que les invasions indo-européennes ont alignés sur le sol de la France.

C'est toujours à propos de ce sol, à délivrer ou à conquérir, que ces mots se prononcent et que ces nations se provoquent. Ce sol, je vous l'ai souvent dit, n'a point changé depuis des milliers d'années : ses montagnes projettent des ombres pareilles sur des plaines éternelles : les lits de ses fleuves conservent leurs harmonieux contours ; les cultures et les forêts alternent suivant les mêmes lignes, et les hommes foulent encore les pistes tracées par leurs ancêtres ligures. Ne vous inquiétez pas des avions qui fendent les airs : ils demeurent tributaires des plus vieilles routes et des plus vieux carrefours de la Gaule. Et c'est toujours pour la possession de ces routes et de ces carrefours que combattent les armées de la France. Dans la Haute-Alsace, vous apercevrez nos avant-gardes sur ce signal de Rodern d'où Arioviste voulut arrêter les légions romaines. Aux bords de l'Aisne champenoise, nos bataillons s'accrochent obstinément à ce passage de Berry-au-Bac que les Belges disputèrent à César. Attaque brusquée sur Paris, recul devant les marais de Flandre, tentatives sur les gués de la Lys, ces manœuvres sont aussi anciennes que la terre des Celtes, que les désirs allumés par ses richesses, que les héroïsmes provoqués par ses bienfaits. Nos morts des tranchées de la Champagne reposent près de leurs aïeux gaulois, tombés aux lieux voisins pour une cause semblable. Sur ce sol français, immuable dans ses formes, la vie de la nation circule par les mêmes seuils, et c'est toujours à ces seuils que ses ennemis se présentent et que ses fils la défendent.

Mais, dira-t-on, si le sol et les âmes n'ont point changé, quelle prodigieuse différence entre les guerres des siècles précédents et la guerre actuelle, la plus extraordinaire, la moins traditionnelle qu'on ait vue ! Aux combats de surface ont succédé à la fois des batailles souterraines et des rencontres aériennes; au corps-à-corps, la menace à très longue distance; à l'ennemi qui vous fait face celui qui attaque d'en haut par le ciel et d'en bas par la terre. Cette guerre est une effroyable combinaison de tous les éléments : et elle a même produit cette chose inouïe, d'un sous-marin capturant un avion, de la bête de l'eau attrapant l'oiseau de l'air.

Ne croyons pas, cependant, que ces armes nouvelles de la guerre aient profondément modifié ses conditions matérielles et morales. Combien de fois avons-nous déjà montré que les progrès scientifiques ou industriels ne sont que des phénomènes de façade, effleurant à peine la réalité des êtres ! Qu'il vise l'adversaire suivant la portée exacte de sa flèche de pierre ou de son canon d'acier, le regard soutient le même effort d'attention et d'adaptation. Qu'elle empoigne le fusil à baïonnette ou qu'elle serre l'épée celtibérique, la main a besoin d'une solidité et d'une souplesse égales. Ténacité dans les tranchées de défense, furie dans les colonnes d'attaque, endurance dans les marches des retraites rapides, le soldat de César, le guerrier de Vercingétorix, le fantassin de 1914 se sont ressemblés comme des frères. Ils ont accommodé leurs moyens physiques à des engins différents : mais ces moyens ont été invariablement les mêmes. Si perfectionnée que soit une arme de guerre, si merveilleusement conçue qu'elle ait été par l'intelligence du savant, elle ne vaut que ce que valent le bras, l'œil, le corps et le cœur du soldat qui l'emploie. Entre le coup de poing des temps chelléens et l'obusier de 420 (je prends les deux termes extrêmes de l'art militaire), je n'établis que des différences extérieures : l'un et l'autre demeurent les esclaves du moteur qui les met en branle, et ce moteur sera toujours l'homme tel que la nature l'a créé.

Comme elle exige toujours les mêmes efforts de

l'individu, la guerre réclame encore les mêmes efforts de la nation entière. Jadis, chez les Gaulois ou chez les Romains, l'état de guerre surexcitait toutes les énergies collectives du peuple. La foi était plus vive et plus expressive, les cérémonies religieuses plus fréquentes et plus suivies : on surveillait sa tenue et ses propos ; de plus rudes et plus rapides châtiments frappaient les coupables ; de plus nobles paroles retentissaient dans les discours ; les citoyens s'excitaient par l'espérance; et chacun abdiquait ses ambitions, ses rancunes, ses tristesses personnelles. On s'exerçait à toutes les vertus ; on mettait en mouvement tout ce qui, armes de guerre ou facultés de l'âme, peut renforcer ou embellir une nation. — Tel est aussi le spectacle que la France nous offre depuis cinq mois ; et telle est l'immanente beauté de toutes les guerres que tous les peuples ont soutenues pour le salut de leurs terres et la dignité de leur nom.

Par ces choses éternelles que sont la figure du sol, la valeur de l'homme, l'esprit national, la guerre d'aujourd'hui s'en va donc rejoindre toutes les autres guerres dans une même histoire.

Mais, à côté de ces faits permanents et essentiels, elle nous a présenté, à notre très grande surprise, des faits étranges, que, d'abord, nous avons crus nouveaux, mais qui, observés de plus près, nous ont apparu comme des retours, des survivances d'une époque depuis longtemps abolie dans la mémoire des hommes. Brusquement, un siècle après notre Révolution, vingt siècles après le Christ, nous avons vu surgir des principes et des moyens d'action issus des profondeurs de la vie païenne, et, au delà, des mystérieuses enfances de la vie préhistorique.

*
* *

Ce furent, en premier lieu, des procédés de combat qui nous rappelèrent les pratiques primitives de l'art militaire. Le corps-à-corps a repris dans les tranchées, et non pas seulement par le fer, mais encore par la pierre et par le poing même. La plus ancienne arme de jet, — le quartier de silex qu'on lance à cinquante pas, — a reparu sous la forme de la grenade : ce qui a été comme une résurrection du feu grégeois combiné avec le projectile des temps quaternaires. Antiquité et Moyen Age ont fourni leur part de ces emprunts imprévus. Ainsi que les légionnaires d'Antoine et d'Octave aux sièges de Pérouse ou de Modène, les adversaires de l'Oise ou de l'Aisne s'envoient des balles de fronde porteuses d'ironiques messages (1). Les chiens de guerre de Bituit l'Arverne ont leurs descendants sur nos champs de bataille. Nos soldats ont revu, à Charleroi ou à Dixmude, les fameux *cunei* des bandes germaniques, ces colonnes compactes d'hommes serrés, qu'Arioviste voulait enfoncer comme des « coins » de métal dans les lignes des défenses romaines. On a parlé de petits obusiers à courte portée, qui nous ont rendu les « crapouillauds » ou les « grosses bombardes » des dernières années de la guerre de Cent Ans. Le mot d'arbalète et celui de catapulte ont été prononcés. Certains engins m'ont fait penser à ce que les Romains appelaient des « javelots de rempart » ; et, dit-on, des bombes ont été lancées avec la main d'osier des joueurs à la pelote basque. — Tout cela est la conséquence de ces défis et de ces luttes à petite distance, qu'a provoqués l'interminable stationnement des armées adverses dans des tranchées rapprochées.

Ces tranchées elles-mêmes, nous les connaissions de très longue date. Il ne suffit pas de parler à leur propos de Vauban et de Napoléon. Déjà César les avait multipliées dans ses campagnes des Gaules : elles lui servaient d'organes de liaison entre ses différents camps, et ses soldats y circulaient sans être vus de l'ennemi. Les camps de guerre romains, d'ailleurs, avec leurs fossés, leurs talus gazonnés, leurs palissades, leurs défenses avancées, furent l'équivalent des tranchées actuelles; et telle bataille de César ne fut, en réalité, que le heurt de ses adversaires contre ses ouvrages de terre. Des haies de branchages entrelacés lui rendirent les mêmes services que des fils de fer barbelés ; et, de même que nos soldats ont des cisailles pour couper ces ronces métalliques, les Gaulois imaginèrent des faux pour rompre les réseaux du proconsul. Chausse-trapes, trous de loups, pièges à pal, chevaux de frise, tous les engins de chasse adaptés à la guerre, vous les verrez autour de Vercingétorix assiégé dans Alésia, et le long des galeries qui sillonnent notre front de combat.

Cette même ligne de tranchées, qui court sans interruption de la mer du Nord aux dernières pentes du Jura, cette muraille invisible et profonde qui répare toujours ses brèches, si bien que, sur cent cinquante lieues de façade, remparts de terre et corps de soldats se présentent en une barrière continue et infranchissable, et que, à l'abri derrière elle, vit une nation presque entière, laborieuse et confiante, — ne ressemble-t-elle pas, cette ligne merveilleuse de défense, à celle que Gaulois et Romains tracèrent aux frontières de l'Occident

(1) On a également utilisé les flèches comme moyens de correspondance. L'usage des boucliers vient de se répandre à nouveau.

pour barrer le passage aux invasions germaniques ? Durant les siècles des empereurs, la Gaule fut protégée de cette manière : un mur, qui partait du Rhin et finissait au Danube, lui servait de clôture et arrêtait les Barbares. Ils s'y brisaient la tête dans leurs jours de colère : le mur ne cédait point, parce qu'alors comme aujourd'hui, la poitrine des hommes doublait le rempart de terre.

Mais comment se fait-il que ces moyens de défense et d'attaque, les plus simples de tous et les plus anciens, aient été employés dans le temps même où l'outillage militaire atteignait à la perfection scientifique ? Quel contraste saisissant ! et quel problème pour l'historien ! Ici, la galerie souterraine, la caverne, l'abri sous roche, qui revivent des temps quaternaires ; des huttes recouvertes de branchages et à demi enfoncées dans le sol, qui rappellent les « mardelles » des premiers âges du métal. Et tout près l'automobile blindée, les trains de l'artillerie lourde, le ballon dirigeable, organismes d'une complication infinie, où ont abouti les derniers progrès de la physique, de la chimie et de la mécanique. — Je cherche à m'expliquer les raisons profondes de ce contraste, et je ne sais si je pourrai les trouver.

Peut-être est-ce précisément l'excès de la science qui a amené ce retour du passé, ce regain des forces naturelles. Les deux armées en présence se sont trouvées également expertes en industrie et en balistique; leurs ressources intellectuelles se sont balancées : et il a fallu, pour assurer le salut ou la victoire, recourir à des traditions ancestrales et à des énergies primitives (1).

*
* *

Il en est également résulté que les combattants d'aujourd'hui ont demandé aux guerres de jadis, non point seulement leurs engins matériels, mais encore leurs procédés moraux, leurs moyens, non plus de renverser des corps, mais d'abattre des âmes. Parmi ces procédés, il en est deux qui se sont développés dans d'incroyables proportions : la ruse pour tromper, la cruauté pour épouvanter.

En fait de ruses de guerre, ou, comme disaient les Anciens, de stratagèmes, nous avons revu la liste complète des types classiques : — les attaques feintes ; — des passages simulés à des gués ou des ports de rivières ; — les déguisements sous des uniformes ennemis (2) ; — des mannequins figurant des combattants et détournant les traits des ennemis ; — les soldats se cachant au haut des arbres ou sous les feuilles d'un champ de betteraves (1) ; — un bataillon s'incorporant à un bois, chaque homme s'accrochant à un arbuste, l'arbuste taillé ensuite, et l'homme le poussant devant lui, et la forêt se mettant en marche vers l'ennemi : — ce sont là de très vieilles histoires, des histoires de ruses « licites », qu'on dirait extraites de Polyen, de Frontin ou de Xénophon. Il est vrai que quelques-uns de ces stratagèmes ont été, hélas ! perfectionnés, adaptés aux sentiments de la vie moderne : je fais allusion à l'acte de dissimuler un combattant ou un engin sous les emblèmes de la Croix-Rouge. Dans ce cas, qui ne vient pas des nôtres, ce fut, pour établir le déguisement et amener l'erreur, ce fut recourir à l'immunité et à la pitié qui protègent la blessure et la souffrance : et ce genre de ruse, auraient dit les Anciens, est « illicite » et criminel.

Mais la guerre actuelle a été jusqu'ici, plus encore qu'une affaire de ruse et d'intelligence, une affaire de violence et de cruauté. Il est visible que, du côté qui a attaqué, le côté allemand, on a voulu d'abord impressionner par la terreur.

De là sont venues ces prises d'otages, coutume qui remonte aux plus tristes habitudes du paganisme. Retenir des innocents pour leur demander compte un jour des fautes de coupables, se venger sur toute une famille humaine, ville ou village, de l'action de l'un de ses membres, n'est-ce pas rétablir, en plein temps de la loi chrétienne, la funeste solidarité que les lois primitives, celle de Jahveh (2) ou celle de Teutatès, imposaient à toutes les générations issues d'un même sang : « Dent pour dent, œil pour œil », la formule d'iniquité a retenti à nouveau parmi nous (3).

Et nous avons entendu aussi, comme je vous le rappelais au début de cette leçon, les ordres des plus abominables cruautés. L'une après l'autre, nous avons reconnu toutes les variétés de suppli-

(1) Ces remarques ont été souvent faites par d'autres dans le cours de cette guerre.

(2) Dans le même groupe, on placera le maquillage des vaisseaux de guerre.

(1) On a fait de même pour l'artillerie.

(2) En prononçant pour la première fois, au cours de cette leçon, le nom de Jahveh et celui d'Israël, je dois noter, comme d'autres l'ont fait sans doute avant moi, l'importance particulière que les Allemands ont donnée, durant cette guerre, aux souvenirs de l'Ancien Testament. La loi juive les a, évidemment, plus inspirés que la loi chrétienne. Je ne dis pas que la lecture du Pentateuque ou des Prophètes les a gâtés : car elle n'a pas eu la même influence sur d'autres, par exemple sur les Anglais. Mais il était naturel qu'elle leur fournît plus de préceptes et de formules que celle des Evangiles ou des Actes. — Pareille remarque avait été faite à propos de la guerre de 1870.

(3) Avec une extension, même, que l'Antiquité n'avait point connue : voyez les châtiments infligés avec réflexion aux petites villes de Belgique.

ces où excellaient les religions d'autrefois, toutes les espèces de douleur et d'angoisse qu'un homme peut infliger à d'autres hommes. Epouvanter, torturer et détruire sont redevenus des pratiques militaires ; il nous a semblé percevoir, sur ces champs de meurtre et de désolation, l'écho des anathèmes que Jahveh proférait contre Moab et les dieux de Brennus contre les vaincus de Rome.

*
* *

Cependant, Jahveh, Teutatès et Wuotan sont morts depuis longtemps, et leurs lois de guerre se sont dissipées avec l'arsenal de cruautés et de dévotions qu'avaient organisé les religions nationales des temps préhistoriques. D'où vient donc qu'un Etat moderne s'est arrogé le droit de reprendre, à l'égard de l'ennemi, l'attitude d'Arminius ou les imprécations d'Israël ?

La réponse à cette question est maintenant facile, depuis que les confidences publiques de ses historiens et de ses philosophes nous ont révélé les croyances secrètes et le mysticisme collectif du peuple allemand.

S'il s'est attribué le droit d'attaquer, de conquérir, de détruire, c'est parce qu'il s'est déclaré la nation élue entre toutes pour commander au monde, la race supérieure, prédestinée à la toute-puissance. Les autres peuples, le destin les a condamnés à la mort, à la servitude ou à la défaite ; ils se courbent déjà sous l'inexorable loi de la décadence. Comme les Indiens d'Amérique, les Français descendent peu à peu vers le néant (1). Les nations, telles que la Belgique, qui n'ont pas su grandir, sont des avortons qui ne méritent pas de vivre (2). Si l'Allemagne n'a cessé de croître, c'est qu'elle a été marquée du signe qui indique les maîtres de la terre (3).

Peut-être dirons-nous un jour comment l'Allemagne est arrivée à cette audacieuse idée de son rôle, comment les excès maladifs de ses savants, de ses publicistes et de ses politiques l'ont amenée à croire qu'il y avait des lois en histoire, des verdicts sur les destinées des peuples, des nations condamnées et des races prédestinées (1). Mais, pour le moment, je ne m'occupe pas de la cause, je n'examine que l'effet.

Et l'effet est celui-ci, qu'en parlant de peuple élu et de race prédestinée, l'Allemagne n'a fait que répéter la plus vieille des chansons nationales. Qu'une nation, dans les très anciens temps, grandît ou triomphât, elle se croyait aussitôt désignée par ses dieux, et dès son origine même, pour être forte, belle et puissante par-dessus toutes. Ses chefs le proclamaient, ses poètes le chantaient, ses devins l'annonçaient. Etre la nation choisie, le peuple sacré ! mais toutes les nations d'autrefois ont fait ce rêve, et Rome, et la Grèce, et Israël, et la Gaule. Et l'érudit allemand Kossinna, lorsqu'il note dans les poteries néolithiques les marques de la grandeur germanique (2), est victime du même mirage que les pontifes romains, lorsqu'ils voyaient dans les ossements déterrés au Capitole les présages de l'Empire latin.

C'est là le châtiment de la science allemande. Elle a cru trouver et formuler la loi des temps futurs, et elle a entonné le chant fanatique des nations primitives. Le mot de Pascal va désormais peser sur elle : « Qui veut faire l'ange, fait la bête. » Qui se dit le maître de l'avenir, se rend l'esclave du passé.

CAMILLE JULLIAN.
de l'Institut.

(*A suivre.*)

(1) C'est un mot de du Bois-Reymond, le célèbre professeur de l'Université de Berlin, qui me fait songer à cette comparaison.

(2) Cette conception, ou, si on préfère, ce mépris des petites nations explique l'acharnement particulier que les Allemands ont déployé contre la Belgique.

(3) « Les temps sont accomplis et notre règne arrive. Alors les terres mal administrées doivent passer dans les mains pures » ; etc... Léopold Ziegler. « Nous sommes le sel de la terre », a dit Guillaume II. « L'Allemagne est l'université pour le monde entier » ; Ostwald. Et on trouverait de ces mots par milliers.

(1) Des universités, ces expressions ont passé dans la phraséologie courante de l'Allemagne. Un grand journal de Berlin parlait, au 1er janvier 1915, de « la tâche dont la marche de l'histoire mondiale a chargé nos épaules ». Tout cela est pure aberration de l'esprit scientifique, ou, si l'on préfère, c'est le résultat d'une science mal faite, mal digérée.

(2) Cf. *Revue des Etudes anciennes*, 1913, p. 107-109.

QUESTIONS EXTÉRIEURES

—

LA POLITIQUE DE TISZA

Un empire vient de disparaître au beau milieu de l'Europe sans que la presse l'ait seulement annoncé, mort sans fracas et enseveli sans pompe : il n'y a plus d'Autriche. Je ne dis point : il n'y a plus d'Autriche-Hongrie, car ce que nous voyons, au contraire, c'est la Hongrie qui dévore l'Autriche, avec ce mélange d'avidité et de mépris que l'on apprend à

l'école de Berlin. Mais de tout ce qui fut proprement autrichien il ne reste plus rien, et les ministres chamarrés, derniers successeurs de Metternich, qui se démettent à la file de leurs charges et de leurs cordons, semblent seuls saluer d'un regret les antiques traditions qu'ils ont conduites à la ruine. L'Autriche expire de servilité. Un empire qui s'écroule dans un illustre cataclysme, ce n'est pas sans noblesse; un empire qui s'efface ce n'est que tristesse et que dégoût.

Belle méditation, si nous étions de loisir, qu'une fin si misérable d'une fameuse destinée! Que de grandes ombres nous pourrions évoquer autour de cette dissolution! Mais le temps nous presse et nous manque pour les considérations, les récapitulations et les réflexions morales : nous philosopherons à la paix.

Entre le Habsbourg bientôt nonagénaire et son héritier adolescent, le comte Etienne Tisza, maître de la Hongrie, est souverain de l'empire. C'est lui qui, de sa forte poigne, a étouffé l'Autriche et ses faibles gémissements et saisi les rênes du gouvernement. Beau triomphe pour un Hongrois qui lutta vingt années contre la monarchie cisleithane! Car si la politique extérieure de ce couple singulier était partout la même, la politique intérieure des deux royaumes n'était qu'une incessante querelle. Laisser échapper une occasion de dispute avec l'Autriche, c'eût été, il y a encore six mois, un désastre national en Hongrie.

*
* *

Toute l'affaire est qu'au moment du péril, la Hongrie a trouvé Tisza quand l'Autriche n'avait personne. C'est lui qui a fait la guerre, c'est lui, le premier Hongrois, cynique et corrupteur qui, croyant avoir par sa politique séparé les Croates catholiques des Serbes orthodoxes, et calmé l'opposition roumaine, porta à Vienne le beau projet du coup de force, sans risques, contre la Serbie. Par fortune, il y trouva le compère Forgach, justement l'homme qu'il fallait, habile aux machinations policières, expert comme pas un à vous nouer une intrigue diplomatique autour d'un procès politique. Mais il faut rendre justice à leur médiocre génie et ne les point charger des grands crimes que d'autres ont exigés. Ils n'avaient point, l'un ni l'autre, les intentions des grands cataclysmes qu'ils ont déchaînés. Ils croyaient se couvrir de gloire à bon compte en « corrigeant » à propos la Serbie. Ils comptaient sans le compère Guillaume ou son fils, ou ses amis, qui, eux, voulaient la guerre et remuaient ces pantins.

La guerre souhaitée éclate, les opérations militaires se poursuivent. Presque aussitôt l'Autriche fléchit, l'armée russe occupe la Galicie, province « cisleithane » en dépit de la géographie. Alarme dans l'empire, malgré la censure féroce qui réduit les journaux à la plus noire sottise. On redoute quelques défauts d'organisation, intendance, services de l'arrière. Rien de tel pour préparer les voies au Prussien méthodique, expert en discipline.

Justement le professeur Ostwald, pédant équipé en guerre, vient de partir en campagne pour annoncer au monde l'évangile de « l'organisation ». Entre tous les peuples de la terre la race divine des Allemands du Nord a été favorisée par une providence strictement impériale du don suprême de l'organisation. Voilà bien l'affaire des Allemands du Sud, empétrés dans la guerre. Le Prussien arrive et commande : il mettra tout en ordre et tout le monde en second; il est le sauveur. On se rassure et les Viennois pourront de nouveau prendre en paix leur café couronné de crême battue, ce qui est la première nécessité de la vie autrichienne.

Seuls font la moue quelques grands seigneurs bureaucrates qui s'aperçoivent qu'à tant asservir cet empire à l'Allemagne ils ont fini par l'effacer; qu'il ne se trouve plus rien, ni personne, plus une force, plus un homme pour défendre cette Autriche, la dynastie et les domaines héréditaires des Habsbourg, et que s'il faut dépecer des territoires, la monarchie cisleithane sera dispersée aussi facilement que l'a été son armée, éparse de l'Argonne aux Carpathes. Encore souffriraient-ils le dur commandement de Berlin : ils y sont habitués; mais non pas à subir l'arrogance de Buda-Pesth ni à s'incliner devant Tisza. Car depuis 1867, ils n'ont pas fait autre chose, ils n'ont pas eu d'autre rôle que de se quereller avec les insupportables Magyars, juristes pointilleux et maîtres arrogants, et de défendre contre eux, en d'incessantes disputes, la constitution de la double Monarchie. Ils voient aujourd'hui Tisza maître de l'empire : ils préfèrent s'en aller, et le comte Berchtold termine ainsi une vie politique dont la grande pensée fut l'infortuné royaume d'Albanie; le comte Bilinski, ministre commun des finances le suit et pour le comte Sturgek, premier ministre autrichien, il se sent si inutile qu'on a dû le retenir par les basques de son habit de cour.

Mais les grandes affaires, c'est Tisza qui les règle seul à seul avec Guillaume II. Lorsque les avant-gardes de l'armée russe commencèrent d'apparaître par les cols des Carpathes, lorsque les premiers chevaux cosaques commencèrent de boire l'eau qui descend au Danube, le comte Tisza, vers la fin décembre, se rendit au quartier général de son maître, l'empereur d'Allemagne, pour y débattre sa fidélité. Il la promit enfin contre l'investiture de la souveraineté des Terres du Sud.

Le silence auguste des entrevues de souverains pèse encore sur l'entretien qu'ils ont eu, il y a quelques semaines, à Berlin, quand ils se sont trouvés face à face, toute portes fermées, toutes portières retombées, le Kaiser germanique et le ministre hongrois. Je ne sais si leurs soucis présents leur ont permis d'accorder quelques instants à l'examen plein d'épouvante de leurs consciences, et s'ils ont pu se poser, les yeux dans les yeux, la question de l'Histoire : Qui a fait la guerre ? Passé de crimes, présent d'inquiétudes, avenir d'angoisses, ils ont dû terminer tout cela par un partage.

Tisza est parti, emportant la promesse que la Hongrie serait défendue. L'empereur d'Allemagne achetait ainsi la fidélité de la seule force qui subsiste en Autriche : l'armée et la politique hongroises, — à moins que la fortune en décide autrement, car Tisza n'est pas homme à balancer, mais à se jeter aux extrêmes résolutions. — La Hongrie garde ainsi jusqu'au bout le rôle qu'elle a accepté, demandé, lorsque le hongrois Andrassy proposa la Triple Alliance : elle est, dans la guerre comme dans la paix, le gardien empanaché et infatué de la marche méridionale et orientale du germanisme.

*
* *

Et n'allez pas croire que tout ceci soit stérile, comme des propos de diplomates ou des réflexions de philosophes. Tisza est un esprit réaliste qui ne s'égare ni dans la frivolité, ni dans l'idéologie. On ne touchera pas à la Hongrie : cette proposition est de sens précis et de conséquences positives.

Elle signifie qu'on défendra le territoire de la couronne de Saint-Étienne tout entier, contre les Russes et contre quiconque, qu'on le défendra contre l'invasion menaçante, comme s'il était un morceau d'Allemagne. Céder des territoires, dépecer, échanger, c'est bon pour l'Autriche, pour les domaines des Habsbourg ; mais, en Hongrie, non pas.

Qu'à Rome, Bernhard de Bulow, prestidigitateur en ambassade, joue avec le Trentin, peut-être avec Trieste, les fasse passer de la poche de l'Autriche dans celle de l'Allemagne pour les ramener à l'Italie sans qu'il en coûte à personne le moindre dérangement, ce sont là les jeux du prince, et ne doutez pas que Tisza les admire. Il en vient même à l'ébahissement, comme tout le monde, quand il aperçoit que toute cette fantasmagorie tourne dans les couloirs de Montecitorio en intrigues ministérielles.

Mais voilà des plaisanteries qu'on ne saurait se permettre à l'égard de la Transylvanie, qui appartient à la Hongrie, laquelle appartient à Tisza. Le président du Conseil représente au parlement de Pesth la circonscription semi-roumaine d'Arad, plus qu'à moitiée enfoncée dans les Alpes transylvaines. Avant la guerre, ses adversaires du parti de l'indépendance, n'avaient pas assez d'injures pour lui reprocher de l'avoir achetée. Alors Tisza suivait une politique de conciliation avec les Roumains comme avec les Croates ; alors on lui reprochait d'humilier l'orgueil magyar devant les « races sujettes ».

Tout est changé aujourd'hui. Le comte Etienne Tisza devenu à lui tout seul le brillant second de Guillaume II, brillant par son costume à fourrures, aigrettes et escarboucles de magnat hongrois, moleste et persécute la population roumaine, toute entière suspecte, de son royaume. La voie diplomatique étant maintenant fermée de ce côté, c'est donc l'armée roumaine seule, qui peut apporter aux Roumains opprimés de Hongrie la délivrance qu'appellent les chants séculaires des montagnards de Transylvanie.

Le comte Tisza roule certainement dans sa tête de vastes projets. Il serait d'une bonne information politique de les connaître, et le journaliste qui s'illustrerait par un interview sincère du premier hongrois apporterait peut être le document, de tous le plus important, aux augures diplomatiques. Mais quels que soient ces projets et si divers qu'ils soient, ils supposent tous une Hongrie ferme, forte et intacte qui puisse être le support ou le pivôt de combinaisons ou de fédérations futures.

Pour l'heure, le projet immédiat du maître de la Hongrie ce serait de percer la pointe de Serbie aux alentours d'Orsova pour s'assurer les communications vers Constantinople avec la complicité Bulgare. Il y trouvera quelques difficultés : le Danube est large, ses îles, en cet endroit, sont fortifiées à miracle, et les Serbes les tiennent.

La grande pensée du Prince des Magyars est présentement de donner la main aux Turcs pour écraser les Slaves. Sur les terrasses royales de la colline historique de Bude, du haut de leur socle d'ou ils contemplent le spectacle de cette ville de Pesth, bruyante et neuve comme une ville moderne, étincelante comme une foire d'Orient, Mathias Corvin et le prince Eugène doivent être bien surpris. Ne découvre-t-on pas je ne sais quelle parenté d'énergie, d'audace et de cupidité entre le maître de Buda-Pesth et les étranges pachas qui, sous un sultan infirme, gouvernent Stamboul et achèvent, par leur propre démence, la ruine séculaire de l'empire Ottoman ?

ETIENNE FOURNOL.

LES COMMENTAIRES DE POLYBE

Sous ce titre, la librairie Fasquelle, bibliothèque Charpentier, publie un volume de M. Joseph Reinach, ancien vice-président de la Commission de l'armée. L'auteur dédie son livre à la mémoire de son gendre, Pierre Goujon. Nous en reproduisons la préface :

On a réuni dans ce volume les Commentaires que j'ai donnés au jour le jour dans le *Figaro* sur les principaux faits de la guerre (4 août-31 décembre 1914). L'étude intitulée : « La loi des effectifs », publiée dans la *Renaissance* du 27 juin, cinq semaines avant l'agression de l'Allemagne, leur sert logiquement de préface.

La loi des effectifs, c'est la loi du 7 août 1913, dite « Loi de trois ans ».

L'un des promoteurs et l'un des auteurs de la loi, la part que j'y avais prise me fit échouer aux élections générales de mai 1914. J'avais écrit dans un article du 1er mars 1913 sur « le projet du maréchal Niel » : « Je ne serai pas un député de 1867. » Je ne l'ai pas été.

La durée du service mililaire n'est qu'une conséquence; l'objet direct, primordial de la loi de 1913, c'est l'effectif, permanent, fixe, assez nombreux pour assurer contre toutes les surprises la couverture.

Le sort n'a pas été favorable à notre offensive dans le Luxembourg belge. Mais notre couverture n'avait été crevée en aucun point; la mobilisation s'était faite, à l'abri de la couverture, avec un ordre et une méthode admirables.

Nous n'avons connu des événements militaires que la partie qui en a été relatée par les communiqués du Ministère de la Guerre, par les dépêches des agences et par de rares correspondances, soumises les unes et les autres à la censure, et par les quelques journaux étrangers, anglais surtout, qui nous parvenaient. Les résumés que le Grand Quartier Général a fait paraître, depuis le mois de décembre, dans le *Bulletin des Armées*, groupent les faits, en indiquent le sens, mais n'en disent pas beaucoup plus que les communiqués quotidiens du Ministère de la Guerre. La grande véracité en a été reconnue par les Allemands eux-mêmes. Un intérêt militaire de premier ordre a commandé cette publicité restreinte. L'historien de demain ne recueillera donc dans les pages où je commente ces informations, s'il prend la peine de les lire, que des indications sur l'aspect des événemeuts au moment où ils se sont produits. Essayer de comprendre les événements, et de les faire comprendre, et d'en tirer quelques enseignements, m'a paru une tâche déjà dificile. Je ne me suis donné, à aucun moment, l'extrême ridicule de jouer au stratège. On a bien voulu me dire que mes articles ont eu, quelquefois, une action réconfortante. J'ai été très sensible au compliment; je le décline. J'ai été seulement l'un de ceux qui ont tenu devant l'âme française le miroir, non brisé, où elle se reflétait.

Il y a plus d'une erreur dans ces Commentaires. J'aurais pu corriger celles dont je me suis aperçu; je les ai indiquées en note. Des références, que j'ajoute à cette réédition, renvoient, notamment, aux résumés du *Bulletin des Armées* ; ces extraits confirment, ou rectifient, mes récits,

Réintégré, le 16 août, dans mon grade de capitaine d'état-major et attaché, en cette qualité, au Gouvernement Militaire de Paris, il m'a paru préférable de ne pas faire usage, pour des articles quotidiens sur les évènements militaires, du droit nouveau que le décret du 25 août 1913 confie aux officiers de publier des écrits sous leur signature et sans autorisation préalable, mais, bien entendu, sous leur responsabilité. Je m'excuse de ce que le pseudonyme de « Polybe » a de trop ambitieux. J'ai toujours eu un très grand goût pour cet historien qui s'est appliqué à montrer que, dans la politique comme à la guerre, et si large qu'on fasse sa part à l'influence de la fortune, la suite dans les conseils et la persévérance dans les résolutions y comptent bien pour quelque chose et « produisent de plus beaux effets que la témérité et le hasard ». Ainsi s'exprimait, en 1847, l'un des meilleurs traducteurs de Polybe, M. Félix Bouchot. On dira qu'il pressentait Joffre.

JOSEPH REINACH.

UN CARNET ALLEMAND

Le carnet allemand, dont on va lire la traduction littérale, a été rapporté de la région de Verdun par l'une de nos ambulancières; la traduction en a été faite, avec beaucoup de soin, par un officier blessé, pendant les loisirs de l'ambulance. Il m'a été obligeamment communiqué. Le carnet porte le nom de l'auteur de ces notes, *vice-feldwebel* de réserve du e régiment d'infanterie de landwehr, les noms de ses officiers et son adresse personnelle dans une petite ville de Westphalie.

La manifeste sincérité de ces notes, hâtivement écrites au jour le jour, en fait tout le prix. Point d'autres mensonges que ceux des journaux allemands, relatés avec une parfaite crédulité. Dès le 10 août, « atrocités belges » et prise de Toul. Le 16, « les Russes jettent leurs armes, dès qu'on les attaque vigoureusement » et « les Français paraissent ramper littéralement sur les genoux. »

Le sous-officier westphalien révèle ou confirme quelques authentiques « atrocités » allemandes : le pillage de Briey par les Bavarois, la destruction, par ordre des chefs, du village de Fréville. Il s'en émeut, mais surtout, par une angoisse sacrée — il est fort pieux — de représailles. Que le ciel protège son village !

C'est un bon soldat, mais sans enthousiasme. Les officiers de l'active bousculent et méprisent les sous-officiers de la réserve. « On les traite comme des cochons. » (17 août.)

Le feldwebel paraît avoir été détaché, le 3 septembre, au service télégraphique. Il y a copié deux dépêches : l'une du commandant du 13e corps, l'autre du *Kronprinz* à sa femme. Les armées allemandes ont été victorieuses en Belgique ; le passage de la Meuse a été forcé après un dur combat ; le prince s'est rencontré la veille avec l'Empereur. « Papa hier nuit à Marville, *très triste*. » Déjà ! Il s'était persuadé qu'il célèbrerait à Paris les fêtes de Sedan. Son rêve croulait. L'histoire retiendra ce document.

JOSEPH REINACH.

Carnet de campagne de la 3e Compagnie du e Régiment d'infanterie de Landwehr

10 août 1914. 11 h. 25 du matin. — Départ de Ravensburg ; Ulm ; Untertürkheim. Repas chaud pour la troupe, servi dans des baraquements construits spécialement pour cet usage.

9 h. 45. — On reprend la marche. Bieligheim ; Bretten ; Bruchsal ; Graben-Neudorf, Germersheim (Palatinat). A 5 h. du matin nous passons le Rhin aux premières lueurs de l'aurore. Nous chantons la *Wacht am Rhein* : « Ils ne l'auront pas ! ». La journée s'annonce radieuse et torride, comme celle d'hier. Les hommes ont inscrit toutes sortes de folies sur les voitures :

« Pour chaque Russe, un coup de feu ;
Pour chaque Français, un coup de baïonnette ;
Pour chaque Anglais, un coup de pied,
Français, Russes, Serbes,
Tous doivent mourir. »

Partout, parmi les troupes comme dans la population, l'enthousiasme règne.

6 h. (matin). — Wertheim. Distribution de café, de pain et de fromage. Ici aussi on a construit des baraquements et dressé des tentes pour les cuisines. Malgré le manque de place, on a relativement bien dormi.

7 h. — Landau. Les journaux rendent compte des atrocités commises par les Belges sur les blessés allemands (1). Seigneur ! Préserve-moi de pareilles tortures !

(1) L'éternel système : accuser les autres de ses propres crimes ou de crimes imaginaires.

8 h. 50. — Biebermühle.

11 h. 30. — Deux-Ponts. Il fait une chaleur ignoble. « Le Tsar de Russie n'a plus un cheveu sur la tête. »

2 h. 1. — Sarrebrück. On apprend qu'une division française a été prise à Mulhouse, en Alsace ; cette nouvelle serait confirmée officiellement.

A Sarrebrück, déjeuner. On observe le plus grand secret pour tout ce qui se rapporte à la concentration. Il faut effacer le numéro du régiment inscrit à la craie sur les wagons. Le bruit court que tout le 13e corps d'armée a déjà passé par ici. Nous voilà au front !

6 h. 1/2. — Arrivée à Boulay, station-terminus. Nous faisons partie de la 53e brigade de landwehr, commandée par Son Excellence le lieutenant-général von Oswald, qui est avec son état-major à Boulay. Le colonel, les 1re, 3e et 4e compagnies à Ruplingen. Le soir, nous arrivons à Ruplingen (3 kilomètres N.-O. de Boulay) village de 73 habitants. La population passe pour avoir des sympathies françaises. Je suis logé avec le sous-lieutenant Reiniger chez l'instituteur de la localité, où nous sommes fort bien traités. Les sapeurs ont organisé, pour l'artillerie et nous, une position défensive de 48 kilomètres de développement, renforçant le secteur de défense sud de Metz, qui n'est pas très solide. On apprend ici que Toul est tombé ; nous avons perdu 12.000 tués et blessés, les Français 25.000 (1). C'est horrible et magnifique ! Le cantonnement des hommes est serré. La compagnie distribue un demi-pain et un morceau de saucisson par homme, la qualité des vivres est bonne.

12 août. — De 6 à 10 h., exercice. En cas d'alerte, la 3e compagnie doit se former en double colonne de groupes à la sortie de Ruplingen vers Boulay.

11 h. — On se bat à l'ouest de Metz. Le prince héritier est à la tête de notre armée.

1 h. du soir. — On se rend à Gelmingen pour creuser des tranchées. Il fait très chaud. En route six hommes sont obligés de sortir des rangs, trois d'entre eux sont mal en point, mais reviennent à eux ; on les ramène en auto au cantonnement. L'alimentation est insuffisante ; la troupe n'a pas touché de café depuis trois jours : à midi on n'a eu que du riz cuit à l'eau.

13 août. — A 7 h. du matin le bataillon se rassemble en double colonne de groupes à la sortie du village sur la route de Boulay. Il y a 11 malades, ce qui est dû, en partie du moins, à l'insuffisance de la nourriture. Le bataillon manœuvre contre un ennemi supposé près du bois d'Ottendorf. A partir de 1 heure, la compagnie fournit le poste de police

(1) L'agence Wolff ment, vraisemblablement, *par ordre*.

(1 sous-officier, 9 hommes) et la garde extérieure (1 vice-feldwebel, 4 caporaux, 27 hommes) répartie en deux postes, dont un au moulin. Les hommes sont assez énervés et toujours prêts à tirer leur coup de fusil. Je ne me soucierais pas de tomber, la nuit, sur les patrouilles fixes du bois d'Ottendorf. Avant qu'on ait pu entendre le second cri de « halte ! » et s'arrêter, on a déjà une balle dans la peau. Notre tour de garde ne fut marqué par aucun incident. On aperçut un avion vers l'ouest, sans pouvoir le reconnaître.

14 août. 6 h. — Départ. Itinéraire : Herlingen; Gelmingen. Chargement des voitures qui font la navette entre les points de débarquement des troupes N° 2, 3 et les tranchées 7, 8, 9, 10. Partout on a abattu des arbres ; le moulin est miné. On dirait que le terrain est préparé d'avance pour un combat. La femme de l'instituteur, chez laquelle le sous-lieutenant Reiniger et moi sommes logés, a très peur d'être forcée de quitter sa maison. Elle nous approvisionne très bien et à bon marché. Son regard anxieux et interrogateur me fait de la peine. Cependant, on ne croit pas qu'une rencontre avec l'ennemi se produira dans cette région, car l'ennemi a été refoulé partout au delà de la frontière. Nouvelles officielles (1) sur les combats victorieux de Lagarde et de Mulhouse : 7.500 prisonniers, des drapeaux, des canons, des mitrailleuses... Hourrah !!! Parmi les travailleurs civils qui creusent les tranchées, il y aurait deux curés. La ligne de défense mesure environ 60 kilomètres de longueur ! On travaille fiévreusement. De l'artillerie serait passée ; pourtant on s'attend, paraît-il, à une attaque. Vers midi, un avion (biplan) nous a survolés, mais si haut qu'on n'a pu le reconnaître ; on a tiré dessus, naturellement sans l'atteindre.

16 août. — Continuation des travaux ; tout doit être terminé ce soir à 8 h. Les choses prennent une tournure plus guerrière. Il y a ici, dit-on, trois corps d'armée. Nous avons rencontré aujourd'hui des troupes venant de Kattovitz (22e), de Metz (26e), de Dresde (156e), qui ont déjà été employées en Russie.

On n'a plus besoin d'aller là bas. *Les Russes jettent leurs armes* dès qu'on les attaque vigoureusement (2). Je n'ai qu'une crainte, c'est que nous arrivions trop tard. Les Français paraissent ramper littéralement sur les genoux (3) ; on dit qu'ils ont déjà passé la frontière ; en ce cas, cela ira mal pour eux.

Le soir, je relève avec 18 hommes un poste avancé ; sa position est dangereuse, à ce qu'on nous dit ; on me croit déjà presque perdu. Mais ce n'est pas aussi terrible qu'on veut bien se l'imaginer. J'espère qu'il viendra quelques patrouilles, auxquelles nous pourrons le prouver. J'ai deux Suisses sous mes ordres : le caporal Herbstritt et le gefreite Estlinbaum ; c'est un plaisir de travailler avec de pareils gaillards.

17 août. — Au déjeuner de midi, nous avons eu du rôti de porc ; nous avions réquisitionné ce compagnon. J'ai d'abord essayé de le tuer à coups de pistolet pour dérouiller mon arme, puis nous l'avons expédié avec un couteau. Le déjeuner était de première ! Dans la soirée on m'a relevé, sous prétexte qu'il fallait un officier pour commander le poste ! ! ! On traite les *vicefeldwebel de réserve* comme des cochons (1).

18 août. — Plus on creuse de tranchées, plus on nous en donne à creuser. On dit que lorsque ce sera fini, on nous renverra à l'arrière. Qu'ils aillent tous au diable !

19 août. — Continuation des travaux.

20 août. — A 5 h., rassemblement du bataillon à la sortie du village sur la route de Bidlingen. Départ à 9 h. ; direction : Metz, par Hagendingen. A 11 h., bivouac ; à minuit, alerte, départ immédiat pour Uckingen, où on s'embarque pour le Sud. On rapporte qu'à la bataille de Rémilly, on a pris 6.000 Français. Il paraît qu'on se bat à Sarrebourg. Départ à 3 h. du matin ; on passe à Metz : je suis installé dans un fourgon à bestiaux.

21 août. 9 h. — Arrivée à Secourt-Solgne, à 3 kilomètres de la frontière. Le canon tonne déjà avec violence ; notre premier objectif est Mailly.

C'est à 2 h. que nous passons la frontière en poussant des hourras. Canonnade partout. Dans les fonds, des villages brûlent ; la fumée jaunâtre monte droit au ciel. Il paraît qu'à Nomény les cadavres sont empilés dans les rues. Le 4e bavarois a perdu 100 morts et 300 blessés. La canonnade dure jusqu'à 6 h. du soir. Nous établissons le bivouac près de Raucourt. Le repos fait du bien. Le fourrier n'a pas de pain ; le ravitaillement se fait mal au 3e bataillon. Il arrive des masses de voitures d'ambulance ; puis on voit passer une batterie de landwehr. Chasse fructueuse aux mirabelles. Nous avons un cuisinier débrouillard. Il nous a fait aujourd'hui la soupe et le bœuf, puis du rosbif, enfin du café. Haeseler commande notre armée, c'est-à-dire toute l'armée de l'Ouest.

La nuit a été fort agitée dans la tente des officiers. D'abord c'est Fritzenchaft qui ronfle ; puis une voiture passe en grinçant terriblement. On croit qu'il est l'heure de partir. « Lange, s'il vous plaît, sortez voir ce que c'est. » Il est 11 h. ; ce sont les

(1) Souvent aussi mensongères que celles de l'agence Wolff.

(2) Cette opinion a-t-elle persisté?

(3) Même observation.

(1) L'auteur de ces notes était *vice-feldwebel* de réserve.

bouchers qui reviennent de l'abattoir. Tout se tait. Deux minutes plus tard, Fritzenschaft se met à rêver tout haut. *Le lieutenant* : Qu'est-ce qui se passe ? — *Fritzenschaft* : La compagnie, la compagnie... — *Le lieutenant* : Quoi ? — *Fritzenschaft* : La compagnie est tranquille. — *Le lieutenant* : Alors laissez nous tranquilles aussi et qu'on puisse dormir. — Après minuit, il commence à faire assez froid, je sommeille à peine. A 4 h., réveil. A 5 h., rassemblement du bataillon.

22 août. — Nous faisons partie maintenant de la 3e division de réserve. On a pris ici 10.000 hommes et 40 canons. L'ennemi est battu sur toute la ligne. Il ne tient plus qu'entre Manoncourt et Jeandelaincourt. Pour le bivouac on s'est servi de gerbes de seigle mûr.

4 h 20. — Départ. En route, exercice de combat. On arrive à 9 h., affamés, à ***. Demain, on doit avoir repos. On ne fait plus de distributions à la troupe.

23 août (dimanche). — A 3 h. du matin, alerte. Départ pour Peltre ; on y arrive à 6 h. 1/2, sans avoir bu ni mangé. A la gare, il y a du pain et de l'eau. A 7 h., départ par chemin de fer pour Rombas.

Nous prolongeons l'aile gauche d'une armée du Nord. La bataille serait déjà engagée. Toujours des nouvelles de victoires ! Chère patrie ! ! !...

9 h. — Arrivée à Rombas. La population nous apporte des masses de pain, de café, d'œufs, de vin. Nous croisons la landwehr bavaroise sur la route. On s'interpelle gaiment, on chante : « Chère patrie, tu peux être tranquille... » (1). Nous arrivons trop tard. J'ai mis la main sur une boîte de sardines. Beaucoup de villages industriels. 1 h. Moyeuvre. L'adjudant major vient de nous apprendre que les Français sont en fuite. Nous nous dirigeons vers Briey, la route est bonne et traverse un joli bois. On bivouaque près de Briey. Il y a ici des brigades entières. C'est notre *premier* bivouac sur le sol français ! A 6 heures passe un avion ennemi. Pendant la nuit nous avons continué la marche en ramassant des trainards bavarois.

24 août. — Les Bavarois ont terriblement pillé Briey et défoncé les portes des caves (2). Les habitants ont grand peur et se jettent à genoux dès qu'ils voient venir quelqu'un. Depuis hier nous prenons des mesures sévères pour faire cesser le désordre. Si seulement je pouvais me laver ! J'ai les mains gluantes de saleté.

6 h. 15. — La brigade est sous les armes.

8 h. — Départ. Nous traversons Briey et remontons la vallée. Dans les villages la population apporte, sans se faire prier, de l'eau sur notre passage.

1 h. — Halte à Fléville ; corvée d'eau. L'ennemi est à Gondrecourt. Un avion ennemi lance une bombe sans résultat. *Nous attaquons.* L'ennemi occupe des tranchées. Nous formons la gauche, le 124e en première ligne, le 125e en deuxième ligne et à l'extrême-gauche.

2 h. — On déploie les drapeaux. La brigade reste en réserve au village, On tire du village (1) ; deux hommes du 124e sont atteints. On détruit le village. C'est triste ! Mes chers aimés ! Que Dieu vous protège, et toi, mon aimée ! Seigneur ! Donne-moi force et courage. Je te suivrai où tu me conduiras. Je te remercie du bonheur dont j'ai joui jusqu'à présent. Mon plus grand bonheur fut et sera ta grâce dont tu m'as comblé. Seigneur ! Pardonne-moi mes pêchés et permets, si je dois mourir, que je sois admis dans ton royaume. *Amen !*

Combat à Eton jusqu'à la tombée de la nuit. L'ennemi est repoussé.

25 août. 5 h. 40. — Première garde : 104 hommes. — Que Dieu te protège, Hélène, mon amour, et vous tous ! A 9 h. le régiment se trouve à l'ouest de la route de Gouraincourt en réserve. 10 h. On donne l'ordre de faire immédiatement la corvée d'eau et la soupe, puis de se tenir prêts pour une nouvelle destination. On consomme une ration de vivres de réserve.

12 h. 1/2. — Départ du bataillon.

4 h. 1/2. — Bivouac à Haucourt-Avillers. Le magasin de la division fournit un demi-pain par homme, des conserves et du café. On fait la soupe et on mange, on boit, on se nettoie. Il est regrettable qu'on ne puisse faire qu'un repas toutes les vingt-quatre heures.

Détails sur le combat d'hier 24 août. — La division attaque l'ennemi qui s'appuie à Eton et tient trois posisions avancées. Vers 5 h. le bataillon s'engage, après que le 124e a enlevé la premiére position. Nous voyons les premiers cadavres de Français ; l'un d'eux serrait une lettre froissée dans la main. Le bataillon entier est engagé en même temps ; nous arrivons à 800 mètres de la position ennemie. Les balles sifflent ; nous avançons par bonds. A ma gauche mon sous-lieutenant est étendu, soudain, sans mouvement, une balle à travers la tête. Notre artillerie nous met en péril ; la ligne recule, mais le lieutenant-colonel la fait avancer de nouveau. L'artillerie ennemie se met de la partie. Un shrapnell éclate près de moi, un éclat atteint à la bouche le deuxième homme à ma gauche; il saigne abondamment et gémit. Les balles sifflent

(1) Premier vers du refrain de la *Wacht am Rhein.*
(2) L'auteur est Westphalien.

(1) Qui a tiré ?

de plus en plus. Une balle de shrapnell m'effleure, traverse ma poche gauche, ricoche sur ma pipe et s'arrête sous la patte d'épaule. Nous avançons sans faire halte, les uns derrière les autres en plusieurs groupes. De l'arrière, une ligne de soutien s'approche ; elle se met à tirer, de sorte que beaucoup d'entre nous sont tués et blessés *par les nôtres* placés derrière nous ! Tout le monde tire ! Plus le combat se prolonge, plus la fusillage désordonnée augmente. On enlève la seconde position ennemie en capturant ses défenseurs, dont un officier. Me voici en première ligne ; les bonds en avant se succèdent. L'artillerie tire sans discontinuer avec de bons résultats. Nous sommes devant Eton, dont plusieurs maisons sont en flammes. L'obscurité se fait peu à peu; c'est une chaude journée qui finit. La troupe, que la marche sous le soleil ardent avait totalement exténuée, se jette en avant, comme prise de folie. Plusieurs officiers la précèdent, malgré l'ordre de la brigade, et entraînent la ligne toujours plus loin. On ne s'est pas défilé suffisamment du feu de l'artillerie. Il fait de plus en plus obscur. L'ennemi, qui occupait de nombreuses tranchées à droite et à gauche du village, se retire derrière la hauteur sous notre feu. Tout le monde tire, à genou, debout, couché ; la plupart des hommes sont aux trois quarts fous ! L'obscurité est complète lorsque nous prenons possession du village. L'ennemi a évacué la position. Pendant la nuit Reiniger et moi avons poussé jusqu'à la hauteur, au-delà d'Eton.

26 août. 1 h. 15. — Réveil au bivouac d'Haucourt-Avillers.

3 h. 15. — Rassemblement.

3 h. 30. — Départ. Itinéraire : Domprix-Bertrameix-Landres.

5 h. 30 à 7 h. 45. — Halte au nord de Mairy. La traversée du champ de bataille est pénible. Les cadavres de chevaux dégagent une odeur épouvantable. On fait le café avec de l'eau sale, on dirait de l'eau qui a passé par l'évier ; mais pour le café, cela peut aller.

8 h. 1/2. — Lecture de l'ordre du jour. « Son Excellence le général von Oswald remercie la brigade de son attaque brillante. Elle s'est couverte d'une gloire immortelle. L'attaque avait pour but de dégager le XVIe corps d'armée, fortement pressé et de le secourir au plus vite ; nous y avons réussi. » Au 2e peloton, que je commande depuis ce matin, il manque un caporal et 26 hommes. On sait que 8 d'entre eux sont encore vivants ; aucun renseignement sur les autres.

12 h. 3/4. — Nous sommes tous sous les armes. Il y a ici toute une division. Le terrain ressemble à une fourmilière.

2 h. — Départ.

2 h. 1/2. — Rassemblement du bataillon face au sud-ouest, derrière une colline près de Tucquegnieux, pour organiser une position de repli. Les travaux durent jusqu'à 6 h. 1/4, puis on va cantonner dans le village.

27 août. — Repos. Nettoyage des armes et des effets.

4 h. — Appel. Il manque 42 hommes, dont 18 blessés et 24 disparus. Le 124e est aussi ici, ainsi qu'une batterie du landsturm. Pendant la journée, les 100e et 102e de la cavalerie ont passé. Nous avons écrit aujourd'hui au père de notre cher sous-lieutenant Werner, tué sur le coup d'une balle au cœur.

28 août. — Alerte à 5 h. A 5 h. 50, le régiment se met en marche sur Mairy.

6 h. 50. — Bonvilliers, Murville.

8 h. Mercy-le-Haut.

11 h. — Morfontaine. On fait la soupe.

4 h. 30. — Départ.

8 h. — Arrivée à Montigny (sur Chiers). Mort de fatigue. Le patelin est brûlé. On a marché tout le temps à travers des champs de bataille ; partout des tombes fraîches. Grandes quantités de sacs et de fusils français brisés.

29 août. — Nuit très agitée. J'ai dû sortir à chaque instant, tantôt pour mettre des patrouilles en route, tantôt pour organiser des corvées d'eau. Au milieu de la nuit, vive fusillade... On crie : « Les voilà ! Compagnie, aux faisceaux ! »... Rien ne se montre. Au matin, on constate que des postes énervés ont tiré sur une vache, que leur cri de : « Halte ! » n'avait pas arrêtée. (*N. B.* — La vache n'a pas été atteinte.) Le bruit court que nous allons avoir pour mission de nous emparer d'un fort d'arrêt dans les quarante-huit heures. Ce sera du joli ; si le commandement, du haut en bas de la hiérarchie n'est pas meilleur, pas un homme n'échappera. Il me semble que nos chefs ont plus d'ambition que de vigilance et d'habileté.

10 h. 15. — Départ. Cantonnement à Cous-la-Grandville. Il est 7 h. Me voilà assis près d'une maison dans un jardin charmant, plein de fleurs qui embaument, d'espaliers chargés de fruits, de jets d'eau murmurants. Quelle paix ! Rien ne rappelle la guerre, sinon les voix des soldats près du pont, qui apportent un écho de la cruelle réalité. Les oiseaux gazouillent. Je pense maintenant au foyer familial et me représente mon retour et la joie de tous les miens... Mais y aura-t-il un retour ?... Qu'importe ! Seigneur ! Que ta volonté s'accomplisse !... O mon Sauveur ! Je te remercie d'être mon Sauveur. Préserve-moi du péché !

(*A suivre.*)

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 5 — 1er SEM. 53e ANNÉE 27 FÉVRIER-6 MARS 1915

BULLETIN DE QUINZAINE

Pour le coup, voilà du nouveau !

Dans une guerre qui languissait, le coup d'audace et d'éclat de l'attaque sur Constantinople, l'idée d'aller terminer à Stamboul la première partie de la guerre européenne a mis dans les esprits quelque éblouissement et de l'élan dans une action qui traînait. Celui qui en eut l'inspiration est un homme d'état véritable, studieux du passé et clairvoyant dans le présent.

Les préparations d'une telle entreprise sont difficiles, si son succès doit être éclatant. C'est ne rien apprendre à quiconque que de rappeler que sur les détroits, sur la mer Noire et la Méditerranée levantine, sur toute la politique orientale, l'Angleterre et la Russie avaient jadis des traditions différentes. La pensée de les concilier aurait fait sourire les cénacles de diplomates, dédaigneux des chimères. Il suffisait pour le concevoir et le réaliser d'avoir de la grandeur dans l'esprit et un prestige égal auprès de chacun de nos alliés.

L'exécution navale de cette grande œuvre politique n'est pas moins semée d'obstacles que sa préparation diplomatique. Le fort, la mine, peut-être le sous-marin se dressent ou se cachent dans ce périlleux canal, aux rives incommodes.

Supposons toutefois le problème résolu. Que de riantes perspectives ! Sans parler des blés de Russie et de Roumanie, des pétroles de la Caspienne dont les cargaisons atteindront sans difficultés tous nos ports d'Occident, vous verrez que l'alliance balkanique, hier problème insoluble, sera désormais favorisée par toutes les bonnes volontés. Ceux-là qui s'écriaient naguère que toutes les mosquées d'Andrinople ne valent pas un seul morceau de Macédoine se jetteront sur cette Thrace que personne ne leur dispute, et les fils modernes de l'ingénieux Ulysse se souviendront que le plus ancien périple du premier navigateur hellénique reliait, d'Ithaque à Pergame, les côtes rocheuses d'Europe aux rives d'Ionie.

*
* *

Tandis que s'ouvrent sous les coups des canons de la flotte anglo-française les portes maritimes de l'Orient, l'Allemagne poursuit cette entreprise extravagante de se faire ouvrir les mers d'Occident, l'Atlantique, la Manche et la mer du Nord par la persuasion et par les efforts des neutres, alors que sa propre flotte reste à l'ancre dans ses ports ou à l'abri dans ses canaux.

Le Gouvernement américain, préoccupé de balancer exactement sa neutralité, a proposé, sans nulle conviction, d'assurer le ravitaillement de la population civile en Allemagne, qui renoncerait, par une sorte de réciprocité, à faire une guerre sous-marine. Transaction inacceptable et sans équité, car la famine ou la menace seule de la famine fera, sans aucun doute, infiniment plus de tort à l'Allemagne que ses sous-marins, bientôt fatigués dans une guerre qui use et épuise vite les navires submersibles, n'en pourront faire aux Alliés. A la jactance, à la fanfaronnade navale de l'Allemagne, l'Angleterre et la France répondent par des mesures de blocus infiniment plus efficace en arrêtant les vivres. Il en coûtera quelques bateaux marchands

aux Alliés qui peuvent envisager cette perte sans terreur.

Nous espérons mieux. Ce n'est pas la crainte de la disette qui réduira les empires germaniques, c'est la menace de ce fléau joint au découragement des défaites militaires. Il y faudra donc encore de grandes batailles, mais les Alliés les livreront avec l'encouragement des indices devenus favorables : mille signes avertissent le monde et les neutres que le destin a fixé son choix.

***

LES ÉLÉMENTS DU PASSÉ DANS LA GUERRE ACTUELLE (1)

Ce mot de « race prédestinée », si volontiers prononcé outre-Rhin, nous ramène à un problème qui a souvent fixé notre attention, le problème de la race.

Vous vous rappelez comment nous l'avons constamment résolu. Aussi loin que nous sommes remontés dans les temps indo-européens, nous n'avons jamais rencontré de race, c'est-à-dire d'espèce humaine physiquement, moralement, éternellement distincte ; mais nous avons toujours rencontré des nations, c'est-à-dire des sociétés humaines, d'une durée plus ou moins longue, d'une étendue plus ou moins vaste, de langues et d'habitudes différentes. En d'autres termes, nous n'avons point constaté, dans la vie collective des hommes, des lois physiologiques, mais des institutions déterminées par le sol et par l'histoire.

Mais voici que la guerre actuelle, les déclarations de nos ennemis, leur mentalité étrange, si opposée à la nôtre, voici que mille faits nouveaux me font maintenant hésiter sur la conclusion que je vous ai tant de fois soumise. Cet orgueil inouï, cet insatiable amour de soi, une telle aptitude au mensonge, à la ruse, à la violence, à la cruauté, tant de haine ou de mépris pour autrui, la naïveté cynique de l'ambition, l'apologie réfléchie de la force, toutes ces aberrations de l'esprit public sont si contraires à nos tendances nationales, aux tendances normales des peuples modernes, que je me demande, comme vous et comme tant d'autres, si elles ne proviennent pas d'une tare naturelle, et si le caractère allemand, tel qu'il apparaît ou reparaît aujourd'hui, n'est pas inhérent à la structure propre d'une espèce d'hommes, et la marque spéciale d'une race indélébile, que nul progrès social n'aura pu modifier.

Si cela était, si vraiment il y avait une race allemande, distincte de celles qui se sont mêlées pour former l'Angleterre, la Belgique ou la France, oh ! certes, alors, je ne dirais pas, comme Kossinna ou ses émules, que ce fut la race parfaite entre toutes, la race prééminente. Je dirais, bien au contraire, que ce fut la race maudite, condamnée à la brutalité éternelle, issue des sombres époques de l'humanité moustérienne ou néolithique, étrangère aux allures plus douces du monde indo-européen, une race qui, longtemps vaincue ou endiguée par les Celtes ou les Latins, a fini, au dix-neuvième siècle, par prendre sa revanche sur les belles cultures qui s'étaient épanouies autour d'elle et en elle-même. Et vous verrez ici cette année que cette hypothèse d'une race germanique, différente des populations de souche aryenne, a été émise bien avant la guerre, et en Allemagne même.

Je doute pourtant que j'arrive à l'accepter, que je consente à renoncer, même pour l'Allemagne seule, à cette idée d'une nation qui se forme d'éléments divers, qui se donne une éducation, qui subit des influences, qui change d'humeur suivant les événements. Jusqu'à nouvel examen, je persiste à dire que l'Allemand est l'homme d'une nation et non pas d'une race, que ses vices de l'heure présente résultent, non pas d'une conformation contre laquelle il ne pourrait rien, mais de déplorables usages qu'il a contractés, de circonstances qui l'ont gâté, des maîtres funestes qui l'ont dépravé.

L'Allemagne est une nation qui a été mal élevée. Elle sortait à peine de l'adolescence, son corps politique était à peine formé, lorsque, il y a moins d'un demi-siècle, elle est parvenue soudainement à une gloire inespérée, gloire des armes, de la science, de l'industrie. Ces triomphes sont arrivés trop tôt pour elle. Son esprit et son âme n'étaient pas assez mûrs pour qu'elle pût juger et user sainement de ces principes de force, de travail et de richesse. Elle n'a pas mis au point toutes ces choses humaines, elle n'en a pas compris la portée réelle. La force n'est qu'un accident, elle a cru que c'était un principe. A la science, dont la mission est de faire luire la vérité au-dessus des peuples, elle a demandé, comme à un miroir complaisant, de ne lui renvoyer que sa propre image. De l'industrie, qui est un moyen de répandre parmi les hommes plus de bien-être, elle a fait le but de l'humanité même, subordonnant tout idéal au besoin d'exploiter et à la faculté de produire. Ah ! si l'Allemagne avait été une nation plus ancienne, si elle avait connu davantage le bon-

(1) V. la *Revue Bleue* du 13-20 février 1915.

heur et le malheur, si vingt siècles d'existence avaient ouvert son esprit et élargi son cœur, elle eût pu supporter sans erreur sa félicité inouïe, elle n'eût point déformé les éléments de grandeur que la victoire lui avait confiés, elle n'eût point laissé se pervertir son sens national.

Mais ces éléments se sont corrompus, ce sens s'est perverti : et alors, voici ce qui s'est produit. Comme l'Allemagne avait acquis très tard l'unité nationale, comme ses provinces, ses cités et ses hommes étaient des attardés, des retardés en fait de vie publique et d'habitudes collectives, l'ébranlement de la victoire, au lieu de faire naître en eux des pensées de progrès et des ferments d'avenir, a rendu vigueur à des instincts archaïques disparus des peuples voisins. Et la violente secousse subie par l'Allemagne a déterminé ce mouvement régressif de ses aspirations communes. Ce n'est pas une race qui affirme ses facultés permanentes, c'est une nation dont les sentiments rétrogradent.

*
* *

Voilà pourquoi nous observons dans l'Allemagne actuelle, avec une extraordinaire intensité, les deux phénomènes les plus anciens, et à vrai dire primordiaux, des formations nationales, le dieu et le nom ethniques.

Car le dieu dont parlent l'Allemagne et ses chefs diffère chaque jour davantage du Dieu des Chrétiens. Anathème sur l'ennemi, l'intérêt de la nation primant toute vertu, le droit à la vengeance et à la conquête, cet enseignement du dieu germanique le fera aisément reconnaître à tous ceux d'entre vous qui se sont rendus familiers avec les religions d'avant le Christ : c'est « le dieu du peuple », l'esprit qui préside à sa vie, le Teutatès des Celtes, le Wuotan des Germains, le Mars des Italiotes et le Jahveh d'Israël. Nous, quoique petits-fils de Celtes, nous nous gardons bien d'invoquer Teutatès. Il a fini son temps, trop de siècles ont passé sur lui, des dieux meilleurs l'ont fait oublier. Wuotan, chez les Allemands, n'est pas encore relégué dans les souvenirs d'école : il inspire des poètes, il provoque des drames, il pousse encore des racines dans la flore populaire. C'est lui, n'en doutez pas, que l'empereur a salué comme son « vieux dieu » (1). Car ce dieu est surtout l'ami du prince : un Allemand n'a-t-il pas avoué qu'invoquer Dieu le Père était un privilège réservé au souverain ? L'antique principe, encore, que celui-là ! Pontife, *imperator* et roi, le *kaiser*, comme autrefois Romulus et Numa, est en communion directe avec le dieu national ; et il ressemble également aux druides, qui étaient « seuls à connaître » Teutatès, à Moïse, qui vit seul l'Eternel face à face ; et il me fait songer à ces formidables passions sacrées qui unissaient autrefois les nations, leur chef et leur dieu.

Le nom d'un peuple, dans ces temps-là, était un élément de force presque aussi énergique que la présence de son dieu. Il avait une valeur magique : le prononcer ou l'entendre, c'était concentrer en une sensation pieuse l'ensemble mystique de toute la nation. Dire « Israël » ou dire « citoyen romain », c'était articuler une parole divine. — L'Allemagne nous offre des idées et des sentiments de même nature. Aucune nation n'est plus fière de son nom, je ne dis pas en tant que symbole de patrie, mais en tant que mot et vocable. Chez aucune on ne le répète plus souvent, on ne l'applique à plus d'objets, plus de gestes et plus d'actions ; et quelques-uns de ces objets ou de ces gestes sont d'une extrême trivialité. On parlera aussi bien de « soupe allemande » que d' « âme allemande », et on invoquera le nom « allemand » dans des situations que je n'ose indiquer. La sainteté du mot efface la vulgarité de la chose : il a la valeur d'un fétiche ou d'un talisman verbal. Et nous voilà encore dans l'histoire des sociétés primitives.

*
* *

On a vu une autre survivance de l'Antiquité dans ce culte de la force que l'Allemagne ajoute au culte de son dieu et à celui de son nom. Car elle ne dit plus : « la force prime le droit », mais : la force fait le droit ».

Pour moi, je me refuse à voir en cette doctrine un emprunt aux religions ou aux morales d'autrefois, même les plus anciennes. Je ne parle pas, cela va sans dire, du Christianisme : car il fut la plus fière et la plus douce protestation du sentiment contre la violence, de l'âme contre la matière, que l'humanité ait jamais entendue. Je ne parle pas davantage de l'Antiquité classique, où le héros qui personnifie la force, Hercule, fut le champion de l' « éternelle justice ». Mais je ne peux même pas incriminer les nations primitives de l'Europe : ceux d'entre vous qui étaient ici l'année dernière ont vu quelle large part avaient faite à l'équité et au droit ces sociétés anciennes, qu'elles fussent celtiques ou italiotes. S'agit-il du

(1) D'autres, avant moi, ont fait ce rapprochement. « Le dieu allemand se retrouve dans deux divinités du Walhalla », Odin et Donar ; Helmer, conférence à Bordeaux (*Journal des Débats*), samedi 7 novembre 1914 (cf. le *Journal des Débats* du 9). Au surplus, l'idée de ce rapprochement est en germe chez Henri Heine (cf. Ernest Leroux, dans *La Dépêche du Centre*, 13 décembre 1914).

mariage ou du gouvernement, de la vie domestique ou de la vie publique, la force n'avait rien fondé de durable, et l'homme s'inclinait devant la toute-puissance de la formule ou de la loi. Fustel de Coulanges, lorsqu'en 1864 il étudiait à Strasbourg le droit primitif des Indo-Européens, proclamait devant ses auditeurs, à chacune de ses leçons (1), que ce droit n'était jamais issu de la violence, comme si le grand historien avait voulu condamner par avance la théorie perverse qui grandissait déjà à l'horizon de sa terre d'Alsace.

Non ! cette théorie de la force, si elle vient du passé, vient d'un passé si reculé que nous ne pourrons jamais en percer les ténèbres, d'un passé où l'homme ne valait pas plus que la bête : et je ne sais si une telle époque a jamais existé, même aux temps quaternaires. Car, à tous les siècles où nous avons vu des hommes, il nous a semblé que, s'ils étaient des hommes, c'était parce qu'ils ne cédaient pas toujours à la force. J'aime et je respecte trop le passé de l'humanité, j'ai trop souvent cherché à le réhabiliter parmi vous, pour lui attribuer une apothéose de la brutalité. Elle n'est pas un legs de générations disparues, mais la création d'une philosophie nouvelle, qui, du reste, confine à l'extravagance.

*
* *

Par l'usage de cette force, la nation allemande espère fonder un jour l'unité du monde, faire de « la culture germanique » « une manière d'être » de ce monde.

« Une manière d'être » du monde, c'est ainsi que l'on a caractérisé l'Empire romain (2). Et il n'y a pas à en douter, et les preuves de cette ambition sont innombrables : l'Allemagne a rêvé d'être, pour les temps modernes, ce que Rome fut pour les temps antiques, la conclusion de leur histoire.

De toutes les forces du passé qui maîtrisent les pensées de l'Allemagne et troublent le repos du monde, aucune n'est plus séduisante, ni plus dangereuse que ce souvenir de l'unité romaine. — Pourquoi ce qui fut jadis possible ne le serait-il pas à nouveau ? Pourquoi cet empire universel, qui fut un bienfait il y a deux mille ans, ne serait-il pas aujourd'hui un rêve permis ? Et pourquoi l'Allemagne ne réaliserait-elle pas ce rêve, elle qui est la plus forte des nations, et qui l'est sur terre et sur mer ; elle qui est campée au centre de l'Europe ; elle qui, depuis quarante siècles, a peuplé cette Europe par ses invasions, « la matrice des peuples », comme l'appelle un de ses plus anciens historiens ; elle, enfin, qui a seule fait vivre au Moyen-Age l'idée impériale, et qui a dressé cet « Empire romain-germanique » où se sont confondus la formule du passé et l'indice de l'avenir ? De tels faits ne fixent-ils pas la loi du destin ? Et là-dessus l'Allemagne s'exalte, et quelques uns d'entre nous se sentent angoissés.

Pour leur rendre confiance et courage, nous n'avons qu'à regarder ces faits de plus près. Les Allemands ont étudié l'histoire afin de préparer leur empire : étudions-là mieux encore, afin de continuer notre patrie.

Est-il donc vrai que ces grands empires soient une loi de l'humanité ? Aucun d'eux n'a pu durer, ni celui d'Alexandre, ni celui de Rome, ni celui de Charles-Quint, ni celui de Napoléon. Le plus long, celui de Rome, a vécu un demi-millenaire : ce qui n'est rien dans la vie de la terre.

Tous ont eu à lutter contre des aspirations nationales, et celles-ci ont toujours fini par être les plus puissantes. La nation qu'était la Gaule, vaincue par César, s'est refaite avec Clovis.

Loin d'avoir donné l'unité à l'Occident, l'Allemagne n'a pas su créer la sienne. Dans les temps mêmes où elle se répandait sur l'univers, son propre corps se disloquait : des Germains couraient par toute l'Europe, et l'on ne savait ce qu'était la Germanie. Les plus beaux jours du Saint-Empire ont été suivis des pires discordes. Si les historiens de l'Allemagne veulent mieux connaître la volonté du destin, qu'il attendent le lendemain de son hégémonie présente.

Quels titres a donc l'Allemagne à continuer Rome ? Pourquoi ce rôle ne reviendrait-il pas à la France, qui l'a joué avec Clovis et Charlemagne, et qui fait front sur les deux mers mondiales, l'Atlantique et la Méditerranée ? ou à l'Italie, dépositaire de tous les souvenirs latins, et lieu souverain de l'Eglise Universelle ? ou à l'Angleterre maîtresse des mers, et en contact à la fois avec les traditions romaines et les langues germaniques ? ou à la Russie même, sainte disciple des Césars et de la Croix de Constantinople ? Comme il serait plus juste de dire que chacune des grandes nations a pris sa part de l'héritage de Rome, et que nulle n'a le droit de le revendiquer pour elle tout entier !

Faut-il, après tout, admirer sans réserves l'Empire romain ? La beauté de son édifice nous fera-t-elle donc oublier sur quelles ruines il s'est élevé ? Rome a détruit la Gaule celtique, si gaie,

(1) D'où est sortie *la Cité Antique*, publiée en octobre 1863.

(2) M. Ernest Lavisse.

si curieuse, si chevaleresque, qui s'épanouissait à la vie intellectuelle sous les chants de ses bardes et les leçons de Marseille. Elle a détruit l'Etrurie, pleine de mystères et de labeurs. Elle a détruit même le vieux Latium, qui pourtant l'avait engendrée, et elle a enseveli pour toujours sous la mortelle tristesse des Marais Pontins les plus riches champs de blé de l'Italie centrale. Que de morts dans le monde pour faire la culture romaine, morts de terres, morts d'hommes et morts de nations ! Que ce monde antique eût été plus beau, si chacune de ses nations fût restée debout, sous le vêtement sacré d'une histoire sans déchirure, avec sa liberté, avec son humeur, avec les notes originales de sa langue, de son art et de ses habitudes ! Que de variétés nouvelles dans la vie humaine, que de façons diverses dans l'expression de la pensée, au lieu de la monotone uniformité que la civilisation latine imposa à deux cents millions d'hommes ! Et encore l'uniformité est-elle son moindre défaut. Ce que je lui reproche le plus, à cet Empire romain, c'est de n'avoir rien su créer, ni forme inédite de l'art, ni parure neuve du sentiment religieux. En répandant à profusion, par la force des armes, les images et les idées qu'elle avait reçues de la Grèce, Rome les a vulgarisées, abaissées, dégradées ; elle a remplacé l'effort de l'intelligence par l'intensité de la production, l'impulsion vers le nouveau par l'abondance des copies. Une lamentable médiocrité s'est appesantie sur la terre. Et la seule beauté qui nous soit restée de ce temps, est celle contre laquelle les empereurs se sont acharnés, la foi chrétienne. — Mais vous oubliez le droit romain ? J'ai essayé de vous prouver, l'année dernière, que le meilleur de ce droit venait de principes auxquels les Indo-Européens avaient depuis longtemps soumis tout l'Occident. — Mais vous oubliez « la paix romaine »? D'abord, la paix n'a pas un tel prix qu'il faille l'acheter par l'humiliation de l'esprit humain ou par la déchéance des nations. Puis, songez aux batailles qui ont été nécessaires pour fonder cet empire, et pour le détruire. Et enfin, comptez les guerres qui ont continué à l'intérieur et à la faveur même de cette « paix romaine », guerres civiles entre les armées et les empereurs, plus sanglantes et plus honteuses que toutes les guerres nationales qui les avaient précédées.

Assurément, il est bon qu'il y ait des civilisations générales, des manières communes d'agir, de penser et de croire, embrassant toutes les patries, unissant les diversités nationales dans la jouissance d'idées supérieures. Mais il n'est point besoin de la force pour propager ces idées, et il n'est point nécessaire qu'elles effacent ces douces et saines habitudes que sont les nations, grandes ou petites. C'est ce que la Grèce a compris, elle qui n'a rien détruit et qui a tant créé ; elle qui, par ses poètes, a conquis plus de terres que Rome par ses légions ; elle dont les divinités et les figures se sont promenées des tourbières du Jutland aux murailles de la Chine ; elle qui a fait connaître Homère et Athéné aux hommes les plus différents, et qui, tout en leur donnant les mêmes leçons d'art et de travail, a su adapter ces leçons à leurs coutumes et à leurs rêveries natives, et concilier ainsi, en une miraculeuse harmonie, les pensées de chaque nation avec la maîtrise de son génie. C'est ce que fait aujourd'hui, dans l'univers entier, la culture gréco-latine, disons mieux, la culture européenne et chrétienne, pénétrant doucement tous les peuples, les gagnant à son influence sans toucher à leur droit de vivre, conciliant, elle aussi, comme la Grèce d'autrefois, leurs pieuses traditions et leurs légitimes espérances avec la souveraineté d'un idéal humain.

Vouloir refaire l'Empire romain, c'est rêver d'une œuvre qui ne peut durer, d'une œuvre de violence, d'uniformité, de décadence : c'est retarder le patient labeur de l'unité idéale ; et c'est, dans un désir brutal de pousser l'humanité en avant, la renverser misérablement en arrière.

*
* *

Telle sera la conclusion de cette longue analyse. — Tout ce que l'Allemagne a cru donner à l'avenir, elle l'a reçu du passé. Elle a appliqué à la guerre les derniers résultats de la science ; et elle y a fait rentrer les procédés les plus oubliés. Elle a subordonné toutes ses actions à la puissance future de son peuple ; et elle a réveillé en lui les plus mauvais instincts des hommes. Elle s'est estimée la nation parfaite ; et elle s'est adorée comme un fétiche des tribus primitives. Elle a jugé que son règne était le destin de l'Europe ; et elle a menacé l'Europe d'un recul vers la barbarie. Elle n'a cessé de vouloir marcher en avant ; et elle ne s'est pas aperçue que ce qui la dirigeait dans sa route, ce n'était point la pure étoile de l'humanité nouvelle, mais les obscurs démons du passé travaillant en son âme. Des temps les plus lointains de la préhistoire jusqu'à l'empire des Césars qui termine l'ancien monde, toutes les forces mauvaises d'autrefois ont répondu à son cri de guerre.

Je ne dis pas que, de notre côté, les forces du passé n'aient point agi sur nos âmes, que les souvenirs de l'histoire n'aient point reparu dans nos pensées, que les attitudes des ancêtres n'aient

point déterminé les nôtres. Mais le passé s'est exercé différemment sur nous et sur nos adversaires. Eux, ils en ont subi le pernicieux atavisme : nous, nous lui avons demandé un salutaire appui.

Que de faits de nos annales sont revenus à notre esprit en ces heures d'inquiétude ou d'espoir ! Valmy, Jeanne d'Arc, Duguesclin, Bouvines, Vercingétorix, ces noms d'autrefois ont servi de traits à nos harangues. — Mais il n'est aucun de ces noms qui soit une menace pour autrui : tous représentent moins la victoire que le courage, jamais l'attaque, et toujours le droit et la liberté.

Nous nous sommes senti un amour plus profond pour les traditions de notre sol, de nos villes et de nos monuments. Les martyres d'Arras et de Reims nous ont fait regarder avec plus d'émotion nos beffrois et nos cathédrales. — Mais si ces édifices appartiennent au passé de notre pays, ils appartiennent tout autant à la beauté et à la religion, qui sont éternelles.

L' « union sacrée » du 4 août 1914 a remis en honneur dans notre patrie des mots et des sentiments trop longtemps méconnus de nous, ceux de concorde, de tolérance, d'oubli de soi. Les deux premiers jours de novembre, nous avons célébré nos morts à la manière antique ; et l'un de nos chefs a traduit les paroles de Démosthène sur les tombes de Chéronée. — Mais ces vertus, le culte des défunts, l'héroïsme des Grecs sont ensemble l'héritage du passé et le patrimoine de tous les temps.

Le sort de la Belgique nous a fait revivre un ancien épisode des infortunes humaines. Errante et mutilée, mais demeurée digne et confiante, exilée de son sol et gardant toute sa foi, nation sans domaine, patrie sans autel, famille sans foyer, restant quand même une nation forte, une famille unie, une patrie intacte : pour comprendre le caractère et la grandeur du spectacle qu'elle a offert à l'univers étonné, il a fallu faire appel aux plus fières journées antiques. Et cette Belgique et son roi se sont révélés semblables à Athènes et à Thémistocle : elle fut bien, en malheur et en vaillance, la sœur chrétienne de la cité grecque, abandonnant ses citadelles héréditaires, cherchant un asile sur ses vaisseaux, patrie flottante qui brava et sut vaincre l'ennemi installé dans ses murailles. — Mais ce patriotisme d'Athènes est une des choses du passé dont tous les hommes de l'avenir tireront honneur et gloire.

Voilà donc ce que ce passé nous a fourni, à nous autres : de beaux sentiments et de belles paroles, des exemples que nul ne doit oublier, des principes de richesse morale que nous pouvons partager avec l'humanité tout entière, celle d'aujourd'hui, celle de demain. Les forces que nous ont prêtées les générations disparues sont des forces de vie et de vertu, auxquelles est promise l'éternité.

*
* *

Maintenant que ce regard sur le présent a fortifié notre confiance en la France immortelle, revenons à l'étude de son passé.

CAMILLE JULLIAN.
de l'Institut.

LA GUERRE ET LA TUTELLE DES ORPHELINS (1)

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi, tout d'abord, de dire à notre éminent Président combien je suis à la fois confuse et reconnaissante du grand honneur qu'il me fait. Ce n'est pas à moi de rappeler la campagne énergique qu'il poursuit sans relâche depuis bien longtemps déjà en faveur de la protection de l'enfance, ni toute la part qui lui revient dans les progrès réalisés, depuis quelques années, en cette matière, dans notre législation.

Mais, plus son action m'apparaît comme décisive, plus mon audace me semble grande d'essayer de traiter devant lui un tel problème : *La guerre et la tutelle des orphelins.*

C'est là un sujet de bien cruelle actualité ; mais ne devons-nous pas considérer que, là aussi, suivant les expressions de notre Président de l'Alliance d'Hygiène sociale, la guerre peut devenir « par l'excès même de la souffrance, la source du développement de nouvelles et fécondes énergies. »

C'est donc, en pensant à la vie de demain, que je voudrais essayer de chercher, après un exposé de la situation actuelle, les améliorations légales et sociales qu'il est possible d'y apporter.

*
* *

Il n'est, certes, pas de pays où l'enfant soit plus tendrement aimé que dans le nôtre ; pas un où l'on en ait fait autant le centre de la famille, pas un où il ait été chanté en plus beaux vers ; et pourtant, si, faisant abstraction de nos mœurs, de nos tendresses bourgeoises, nous regardons la loi, il en est peu où

(1) Conférence donnée à l'Alliance d'Hygiène sociale, le 12 février 1915.

l'enfant soit plus complètement laissé au hasard des circonstances et des bonnes volontés.

Or, aujourd'hui, dans cette France où, déjà, s'était posé d'une façon angoissante le problème de la dépopulation, la guerre, en appauvrissant encore notre race, en enlevant à notre patrie ses enfants les plus vigoureux, et souvent les meilleurs, la guerre va rendre plus urgente que jamais la protection de l'enfance.

Il nous faut, tout particulièrement aujourd'hui, penser à ceux qu'elle laissera complètement orphelins, n'ayant qu'une famille lointaine ou indifférente ; il nous faut penser aussi à tous ceux qui, privés de leur soutien naturel, du père, n'auront pour les élever qu'une mère sans ressource et souvent elle-même sans pain, dans l'impossibilité, en tout cas, par suite du travail nécessaire pour subvenir à la vie de chaque jour, de veiller sur eux, de les élever réellement.

Je sais bien, et j'y reviendrai tout à l'heure, que l'initiative privée s'en occupera ; je sais que, dès maintenant, les bonnes volontés ne manquent pas. Des femmes isolées, des familles sans enfants, d'autres où la guerre a fait des vides, s'offrent avec une générosité touchante, avec plus que de la générosité, avec une tendresse toute prête, à recueillir des orphelins pour les élever et leur refaire un foyer. Des sociétés même se constituent pour se charger de ces petits que la mort a laissés à l'abandon, pour aider les mères qui auront perdu ceux qui les faisaient vivre.

Mais, si l'initiative privée donne des bonnes volontés que rien ne pourrait jamais remplacer, si elle nous offre des cadres tout prêts pour recevoir ceux que la société tout entière a le devoir impérieux d'adopter, cette initiative privée reste isolée, et ce n'est trop souvent qu'un hasard heureux qui fait se rencontrer l'enfant qui a besoin d'uue protection et celui qui peut la lui donner.

Ce qu'il faut, ce qui n'existe pas encore chez nous, et ce que la guerre nous donne l'occasion de créer, c'est une loi, une loi dans laquelle sera inscrit le droit de l'enfant, droit à la vie sous toutes les formes, aussi bien morale que matérielle.

*
* *

Or, actuellement, que nous offre la loi, d'une part pour l'enfant sans famille, d'autre part pour l'enfant de ce que j'appelle la famille anormale ; anormale par suite de l'absence du père ou de la mère, anormale par suite de la maladie de l'un ou de l'autre, anormale aussi par suite du vice de l'un ou de l'autre ?

A l'enfant sans famille, la loi offre l'Assistance ; elle en fait l'enfant assisté. Sans vouloir critiquer ici cette forme de la tutelle de l'Etat, nous sommes obligés de constater que, pour que l'enfant sans foyer devienne un enfant assisté, il faut, tout au moins, que quelqu'un l'ait conduit à l'Assistance publique, le lui ait confié. Il n'est pas dans son rôle de rechercher l'enfant : si personne ne le lui signale, elle l'ignore.

Je pourrais donner bien des exemples de cette indifférence ; en voici un des plus poignants. Une mère part pour l'hôpital, laissant dans la mansarde propre et bien tenue, qui est son foyer, une petite fille de dix ans, à qui elle confie l'oiseau auquel toutes deux tiennent comme à leur seule joie ; pour manger, l'enfant n'a que vingt-cinq sous. Une voisine pitoyable veillera sur elle et sur l'oiseau.

Après quelques jours, la mère meurt. Sans doute, sa fiche d'hôpital porte qu'elle a un enfant, mais nul n'en prend souci. Un avis de décès est envoyé à la concierge et c'est tout..... Non, ce n'est pas tout, car si l'enfant n'est pas intéressante, s'il importe peu qu'elle tombe dans des mains quelconques, la mère laisse aussi, dans sa petite chambre, quelques meubles sur lesquels on vient mettre les scellés et que la loi fait vendre.

On a souci de l'argent et si l'enfant avait été une enfant légitime, si la mère avait laissé plus qu'il n'était nécessaire pour couvrir les frais de la vente de ses meubles, indirectement, à cause de l'argent, on s'en serait peut-être occupé ; mais, c'est une enfant illégitime, la loi ne la connaît guère, et non seulement elle n'en prend pas la charge, mais elle lui enlève les quelques misérables objets que sa mère lui a laissés pour tout souvenir. Certes, ce n'est pas là, en théorie, ce que veut la loi, mais, c'est en fait, ce qu'elle permet.

Ce même angoissant problème va se poser et bien des fois aujourd'hui. Il se résoudra tant bien que mal, grâce aux bonnes volontés individuelles ; mais il y aura aussi des cas où la bonne volonté ne se présentera pas, où des enfants, garçons ou filles, de dix ans, de quinze ou de seize ans, se trouveront à l'abandon. A dix ans, il surviendra généralement quelqu'un : une amie, une voisine, un inconnu même, bien ou mal intentionné, pour recueillir l'enfant ; mais à seize ans ! J'ai connu des fillettes de moins de seize ans qui se sont trouvées seules ainsi, un jour, dans la rue.

On imagine difficilement que, de nos jours, des êtres puissent être ainsi dépourvus de toute affection, rejetés hors de tout foyer. Et pourtant cela est.

En voici un exemple. La mère vient de mourir ; elle laisse une fille qui reste seule avec un beau-père. Pendant quelques semaines ils continuent leur vie côte à côte ; mais un jour, l'homme va rejoindre une

nouvelle compagne. Au retour de l'atelier, la fillette à la navrante surprise de trouver, au lieu de l'ombre de foyer dont elle avait l'habitude, la porte fermée, le logis vide. Elle était toute seule et elle n'avait pas quinze ans ! Il lui fallut faire sa vie elle-même, à un âge où la tentation est certainement plus forte que ne peut l'être la résistance. Vous devinez bien quelle devint son existence, et ses sœurs de misère sont nombreuses.

Eh bien! cela, n'est-ce pas, n'est plus acceptable; il faut que la loi intervienne, il faut qu'il devienne impossible que l'être jeune se trouve ainsi abandonné; il faut que la société fasse ce qui apparaît comme son strict devoir.

Comment? Par quels moyens? Nous essayerons de le voir tout à l'heure.

Cet orphelin, il arrive quelquefois que quelqu'un tient encore à lui. C'est un grand-père, une grand'-mère, un frère, une sœur, incapable actuellement de l'élever, mais qui ne voudrait pas s'en séparer pour toujours. Pour ceux-là encore, un seul asile : l'Assistance publique. Or, cet asile, c'est encore l'abandon.

Parce qu'une grand'mère, parce qu'une sœur, quelquefois même une mère n'a pas de pain pour nourrir son enfant, il faut qu'elle renonce à lui complètement, absolument, qu'elle n'en ait plus de nouvelles, qu'elle sache seulement, à des époques fort éloignées, les unes des autres, qu'il vit ou qu'il est mort. N'est-ce pas là un procédé barbare? Cette assistance publique, ce n'est pas la société pitoyable à tous, se sentant responsable (et elle l'est bien souvent!), c'est une administration qui garde encore, quelle que soit la bonne volonté des individus, les procédés du Moyen-Age. Nous verrons, du reste, que sa forme habituelle de placement est peu féconde en résultats et s'adapte également mal à nos conceptions morales et sociales.

*
* *

Que dire aussi de la situation des enfants de familles anormales !

Le père est seul : l'enfant, là aussi, est bien souvent un abandonné. Ici encore, je me permets de rappeler des souvenirs personnels. Il s'agit d'un bébé, une petite fille de six ans. Son père, aide-maçon, ne sachant ni lire, ni écrire, part, en été, à 5 heures du matin, de la chambre qu'ils occupent dans un triste hôtel meublé et où il ne revient qu'à la nuit. Ces heures, d'une longue journée, la petite les passe tout entières dans la rue. Un marchand de vin du voisinage pourvoit à sa subsistance au moyen de quelques restes et, quand la pluie ou le vent la poussent à chercher abri, elle va à l'école maternelle où le père l'avait, un jour, fait inscrire. Aussi l'hôpital où elle vint échouer lui apparut-il comme le meilleur foyer.

Ou bien, c'est la mère qui reste seule et combien y en aura-t-il? Elle doit travailler toute la journée; que deviendra l'enfant? La classe commence à 8 heures pour se terminer à 4 heures; dans quelques quartiers seulement, à Paris, il y a une classe de garde jusqu'à 6 heures. Or, la mère doit partir le matin à 7 heures et bien souvent, à 7 heures le soir, elle n'est pas rentrée, et il en est ainsi tous les jours, car elle n'a pas de vacances, sauf le dimanche. Que faire de l'enfant, le matin, le soir, le jeudi et pendant les longues journées de vacances?

Il n'y a que deux solutions : ou l'enfermer dans la chambre, avec tous les risques que cela comporte, ou la mettre dans la rue.

La rue ! voilà bien le grand éducateur de l'enfant du peuple ! Mais la rue, on pourrait dire d'elle ce qu'Esope disait de la langue, elle peut être la meilleure ou la pire des choses.

Certes, pour ceux qui savent voir et qui réfléchissent, il y a beaucoup à apprendre dans la rue. C'est un véritable champ d'expérience, incomparable de variété, qui reflète et résume à merveille les sentiments généraux de la nation. Qui de nous n'a été particulièrement frappé des spectacles qu'elle nous a offerts depuis le commencement de la guerre?

Ce fut d'abord l'angoisse agitée de l'incertitude ; la stupéfaction devant le fait accompli et la rue rendue tout à coup silencieuse, non seulement par le départ des bruyants autobus, mais surtout par un effet de ce silence qui s'impose à la nature elle-même au moment des grandes catastrophes.

Puis d'émouvants tableaux de départ : le soldat, laissant là l'atelier, le bureau ou le magasin pour s'en aller d'un pas ferme et résolu, sa valise à la main, cachant sous un visage tranquille et souriant, l'angoisse de son cœur forcé d'abandonner le foyer, tandis que les femmes, malgré leurs yeux rougis par les larmes, se sentaient prêtes, au fond de leur cœur, au suprême sacrifice.

Ce fut ensuite la joie des premiers succès d'Alsace, les petits drapeaux se déplaçant allègrement tous les jours sur les cartes de fortune étalées à chaque coin de rue; ensuite, la cruelle déception, l'obsession croissante de l'ennemi se rapprochant, guettant la capitale, et c'est alors que la foule parisienne fut le plus impressionnante. Avec sa gravité douloureuse, mais toujours noble, elle arrêtait toute parole déplacée et exprimait d'une façon visible l'accord profond des pensées et des cœurs.

Après le soulagement et la joie de sentir l'ennemi repoussé, la rue nous donna l'exemple du sérieux conscient, de la patience inlassable dans la tâche désormais organisée et répartie entre tous.

Oui, certes, à chacun de ces grands mouvements qui ont bouleversé le fond de son âme, la rue nous a donné un spectacle réconfortant! Mieux qu'ailleurs, nous avons pu y constater quelles sont les qualités solides de notre race. Mais la rue n'a pas besoin, pour nous donner des enseignements, d'événements extraordinaires. Dans la vie de tous les jours, elle peut être, à Paris surtout, une bonne éducatrice. Nous pouvons y admirer le joyeux entrain avec lequel quelques-unes de ces femmes que nous avons vues hier refouler si énergiquement leurs larmes, quittent tous les matins le foyer pour aller s'enfermer dans l'atelier où elles trouvent leur gagne-pain, tandis que d'autres, à l'heure de midi, vont porter au mari qui travaille en plein air, le déjeuner chaud ou attendre, à la porte de l'école, l'enfant pour le ramener à la maison.

Et quel réconfort aussi de parcourir les rues de Paris au moment de la suspension du travail. Où donc sont ces ouvriers qui réclament avec âpretè l'augmentation de la paye ou la diminution des heures de travail?

Partout des gens un peu goguenards, peu respectueux, il est vrai, du passant ou de la passante, mais qui, tous, savent jouir de l'heure de loisir comme ils sauront reprendre avec entrain le travail un instant abandonné. Tous ces êtres nous donnent l'impression d'aimer la tâche qu'ils ont librement acceptée : c'est un peuple actif, heureux et indépendant.

Malheureusement ces forts enseignements, l'enfant est incapable de les recevoir. Dans la rue comme ailleurs, ce qui le frappe le plus ce n'est pas la loi générale du bien, c'est l'exemple particulier du mal. Pour lui, la rue n'est pas l'école du travail, c'est l'endroit de la tentation. Sans doute, ce qu'il y a de spontané dans ce mouvement de l'homme ou de la femme du peuple, tout prêt à se porter au secours d'un passant en détresse, à exposer sa vie pour aider un inconnu ne reste pas sans action sur l'enfant. Mais, à côté de ce profit souvent inconscient, à combien de dangers n'est-il pas exposé?

A Paris surtout, la tentation est multiple ; elle prend toutes les formes : images, cris de journaux, conversations, fréquentations, tout concourt à habituer l'enfant à ne voir que l'immoralité étalée de tous côtés dans la rue. Si l'on ajoute qu'il y prend l'habitude de la flânerie et du vagabondage, si l'on pense aux risques d'accident et de maladie qu'il y court, on se rendra compte du danger qu'est la rue pour l'enfant. Que dire de ceux qu'elle lui réserve quand il est devenu jeune homme ou jeune fille, alors que de tous côtés, elle lui présente de séduisants spectacles de luxe agréable et facile.

Dans les quartiers populeux, n'est-ce pas le bar qui, le soir, avec ses lumiéres, semble attirer le jeune ouvrier à qui il apparaît, après la journée de travail comme l'asile de la gaîté et du repos?

On parle souvent de la criminalité du jeune âge ; mais, ce qui devrait étonner c'est qu'elle ne soit pas plus fréquente. Songez un instant aux soins, à la vigilance qui sont nécessaires pour élever nos enfants de la bourgeoisie, aux précautions qu'il faut prendre pour garder sains leur corps et leur esprit, combien il est difficile d'éveiller leur conscience, et vous éprouverez une véritable admiration pour la nature excellente qui a résisté de par sa seule force à toutes les tentations.

Elle sera certes trempée pour toutes les épreuves la jeune fille qui, élevée ainsi, aura suivi le droit chemin, et la patrie pourra compter sur le jeune homme qui, malgré tout, sera devenu celui qui sait maintenant combattre et mourir pour nous dans la tranchée.

*
* *

Hélas ! c'est quelquefois la famille elle-même qui présente à l'enfant le spectacle du vice. Je sais bien qu'il existe dans la loi une protection pour l'enfant de parents coupables : la déchéance paternelle; mais, combien la loi, là encore, est insuffisante. Que de pères, que de mères qui n'ont subi aucune condamnation, qui n'ont ni blessé, ni mutilé leurs enfants et qui sont pourtant les pires agents de démoralisation!

Ils sont innombrables les exemples que l'on pourrait citer; en voici un entre mille. Il s'agit d'une fillette de huit ans ; elle n'a plus que son père. Celui-ci l'aime comme une bête aime son petit. Mais la femme avec laquelle il vit ne voit dans l'enfant qu'un instrument dont on peut tirer parti. C'est la mendicité obligatoire et tout ce qu'elle entraîne. Que peut faire la loi, alors qu'elle ne réussit même pas à imposer l'obligation scolaire? En d'autres cas, c'est la mère livrant elle-même sa fille et contre laquelle on ne peut rien, c'est la dégradation physique et morale de l'enfant, de ce petit être qui, mis dans un milieu différent, aurait pu devenir une brave et honnête femme. Là encore, c'est l'abandon, la famille et la rue également complices de la démoralisation de l'enfant.

Tous ces exemples, nous pourrions déjà les multiplier indéfiniment et la guerre va, hélas ! nous en fournir bien d'autres. Que de pères disparus, de pères infirmes, malades, que de foyers ruinés et d'enfants en détresse, abandonnés à la rue et au hasard des circonstances!

Et pourtant est-il rien de plus précieux que ce capital humain et ne va-t-il pas l'être plus encore? N'est-ce pas dans l'enfant que va résider, aujourd'hui plus que jamais, la destinée de notre pays. I

nous devient désormais impossible, si nous voulons vivre, réparer nos ruines, reconstruire les foyers détruits de laisser perdre par notre faute quoi que ce soit du trésor vivant de notre France, une seule de ses promesses d'avenir.

*
* *

Comment la société va-t-elle pouvoir remplir sa tâche de solidarité? Comment va-t-elle se faire la tutrice et la mère de tous ces petits auxquels l'éducation de la famille va faire défaut?

Pour remplir ce devoir ce ne sera pas trop du concours de l'Etat et de toutes les œuvres et bonnes volontés privées.

Ce qu'il faut tout d'abord, c'est que, de par la loi, il ne soit plus possible qu'un enfant demeure abandonné. Or, par qui, actuellement, la loi remplace-t-elle auprès de lui les parents disparus ?

Les textes sont très nets. Dès qu'un père n'est plus là, même si la mère demeure, un conseil de famille d'abord, un tuteur ensuite, devient nécessaire. Il est également nécessaire pour tout enfant illégitime dès sa naissance. La tutelle, dans ce cas, est, depuis la loi du 2 juillet 1907, confiée au tribunal de 1re instance du parent investi de la tutelle au moment où il a reconnu son enfant, et au tribunal du lieu de résidence de l'enfant s'il n'est pas reconnu. Enfin lorsque le père et la mère sont tous deux dans l'impossibilité physique, morale ou légale d'exercer la puissance paternelle, la tutelle s'ouvre provisoirement.

Le conseil de famille est convoqué par le juge de paix, il est formé des plus proches parents ou à leur défaut des amis de la famille du mineur et c'est ce conseil de famille qui choisit le tuteur. Mais cette tutelle qui est obligatoire dès que l'enfant à un acte légal à accomplir, par conséquent sûrement toutes les fois que le mineur possède, reste, en somme, sans effet quand il s'agit d'un orphelin sans ressources, qui, jusqu'au jour où il se mariera n'aura probablement pas à mettre en jeu l'intervention légale de la tutelle. Comme d'autre part lorsqu'il n'y a pas, en fait, ouverture de succession le juge de paix n'a pas été saisi, il n'a pas eu à convoquer le conseil de famille. Il faut donc, dans la plupart des cas, que les initiatives viennent des proches de l'orphelin ; or, quelque fois ces proches n'existent pas. Les familles ouvrières trop souvent transplantées loin du foyer natal sont des isolées dans une grande ville. Ou bien, les parents s'ils existent, sont fréquemment incapables ou indifférents. La plupart du temps ils ignorent les formalités à accomplir, formalités coûteuses du reste, et même lorsqu'ils les connaissent, ils redoutent les dérangements et les rapports avec l'autorité.

Cette tutelle, à la fois individuelle et devant être provoquée, est donc inopérante dans la plupart des cas qui nous occupent. Mais, même si elle devenait pratiquement obligatoire, elle serait généralement insuffisante. Insuffisante, parce que, bien souvent, conseils de famille et tuteurs seraient incapables de gouverner, au vrai sens du mot, leurs pupilles.

C'est là une situation qui a frappé depuis longtemps tous ceux qui se sont occupés de l'enfance. Dès 1904, le conseil national des femmes, sur l'initiative de Mme d'Abadie d'Arrast, avait émis le vœu qu'il fût créé des conseils de tutelle prenant sous leur protection les enfants matériellement ou moralement abandonnés et formant un rouage intermédiaire qui mettrait en relation les mineurs et les magistrats chargés d'exercer la haute tutelle au profit de ces mineurs. Cette conception fut du reste discutée à maintes reprises dans les sociétés d'études législatives et elle donna naissance à des propositions de loi soumises à la Chambre des Députés ou au Sénat.

La loi sur les tribunaux pour enfants et sur la liberté surveillée qui fut votée en 1912, réalisa, pour des cas spéciaux, le vœu adopté par le conseil national des femmes. Mais, suivant les paroles mêmes de celle qui en avait été l'instigatrice, « préserver vaut mieux que guérir » et c'est avant la faute qu'il faudrait organiser la tutelle.

Tout le monde semble donc bien reconnaître la nécessité d'une institution responsable des intérêts moraux et matériels de tout mineur orphelin ou dont la famille serait incapable d'assumer complètement la charge.

Nous avons, du reste, pour nous aider, les exemples de l'étranger. En Suède, la loi de 1902 a donné au conseil de surveillance des écoles, composé d'instituteurs, de pères de famille, etc... un droit de tutelle sur les enfants moralement abandonnés.

En Danemark, chaque commune a son conseil pupillaire, qui a le droit de donner à l'enfant un subrogé-tuteur, de l'écarter même de sa famille pour le placer dans un établissement spécial.

En Suisse, la haute tutelle existe également, sous des formes un peu différentes, suivant les cantons.

La Prusse a ses conseils d'orphelins, qui exercent la tutelle communale et qui se superposent même à la tutelle des tuteurs quand ceux-ci existent.

La proposition de loi présentée au Sénat en juillet 1910 et relative à l'établissement des conseils de tutelle en France, s'inspire de ces différents exemples et paraît avoir dans ses grandes lignes, donné une des meilleures solutions.

Elle crée un conseil de tutelle, par arrondissement. Ce conseil, formé de directeurs et directrices d'écoles, de délégués de syndicats ou d'associations,

de représentants d'œuvres de protection de l'enfance devrait servir d'intermédiaire entre les juges de tutelle choisis parmi les juges des tribunaux d'arrondissement et l'enfant ou sa famille.

La question est donc amorcée. Ce qu'il faut, c'est : d'une part, que tout enfant abandonné, de quelque nature que soit cet abandon, se trouve placé d'office sous la tutelle de la société ; d'autre part, que cette tutelle, qui relève légalement de l'organisation judiciaire, soit déléguée par le juge à des conseils de particuliers qui pourront exercer, à côté de la tutelle légale, la tutelle sociale indispensable.

Il faut que cette forme de tutelle s'exerce dès qu'un enfant se trouve seul, par suite d'absence de famille ou d'abandon.

Il faut que cette tutelle s'exerce là où manque l'un des parents, père ou mère, et où, par conséquent, la famille désorganisée par l'absence d'un de ses chefs, se trouve dans l'impossibilité de supporter seule la charge de l'entretien et de l'éducation des enfants.

Il faut enfin qu'elle s'exerce auprès de chaque famille incapable, par suite de tares physiques ou morales d'élever, elle aussi, matériellement ou moralement, ses enfants.

L'action de cette tutelle obligatoire doit être déclanchée pour ainsi dire automatiquement. Là où il y a décès, par la seule déclaration à l'état-civil ; pour tous les autres cas, par une déclaration à la mairie, imposée à certaines personnes. Tout propriétaire ou logeur doit être tenu, sous peine d'une sanction légale déterminée, dès qu'un enfant se trouve dans sa maison, dans son hôtel garni, à l'abandon ou entre les mains de parents indignes, d'en faire la déclaration. De même un instituteur ou une institutrice, public ou privé, qui a connaissance de l'incapacité ou de l'indignité d'une famille doit en avertir le conseil de tutelle.

Ce conseil de tutelle, qui a la haute direction de l'enfant, même là où existe un subrogé tuteur, devrait être formé, au moins pour la moitié, de femmes ; car, s'il est un ordre d'activité où la femme doit avoir sa place, c'est bien incontestablement, dans tout ce qui touche à la protection et à la préservation de l'enfant.

Il pourrait comprendre, à côté du maire, les directeurs ou directrices d'écoles, des délégués cantonaux, hommes ou femmes, des représentants d'œuvres de bienfaisance, des délégués des syndicats ouvriers, aussi bien que d'associations patronales.

Il devrait y en avoir un par canton et c'est ce conseil qui délèguerait lui-même un de ses membres auprès de chaque enfant ou de chaque famille. Nous retrouverions ici l'organisation de ces délégués institués par la loi sur les tribunaux d'enfants dont l'action a déjà été si bienfaisante.

Ces délégués exerceraient ce que nous pouvons appeler la tutelle sociale. Là où l'enfant reste dans sa famille, même désorganisée, la tutrice remplacerait la mère absente, veillerait à la santé de l'enfant, exigerait la fréquentation régulière de l'école, se préoccuperait de l'endroit où l'enfant pourrait être placé en dehors des heures de classe et pendant les vacances et le dirigerait au moment si difficile et si dangereux de l'apprentissage. Si c'est le père qui fait défaut, le tuteur aura bien souvent à procurer à la mère le secours pécuniaire nécessaire, à l'aider, particulièrement quand il s'agit d'un garçon, dans sa tâche éducative quelquefois trop dure pour elle seule, à surveiller le choix de la profession.

Que la famille soit absente ou indigne, le délégué ou la déléguée place l'enfant, mais sans l'abandonner et continue à le suivre et à préparer sa vie.

Nous réaliserions ainsi une organisation qui apporterait à l'enfant l'aide sociale sous sa forme la plus humaine et la plus maternelle, grâce à l'action des bonnes volontés individuelles.

Nous réaliserions également, au profit aussi bien du tuteur que des pupilles, un progrès social considérable. Il y aurait là, en même temps qu'un moyen de rapprochement entre les classes, une éducation mutuelle profitable à tous. L'œuvre est possible puisqu'elle est déjà en partie réalisée dans l'institution des délégués à la liberté surveillée et qu'aujourd'hui même se constitue, sous une forme privée, une œuvre inspirée du même esprit sous le nom des « pupilles de la Guerre ».

*
* *

Mais, après avoir tissé, grâce à ces conseils de tutelle, le réseau à mailles serrées au travers duquel nul ne pourrait échapper, pour permettre à ces conseils d'accomplir avec toute la variété et la souplesse nécessaire leur tâche, il faut que, autour d'eux, vive toute une série d'œuvres dues aussi bien à l'État qu'à l'initiative privée ou à un accord entre l'un et l'autre.

Actuellement, qu'existe-t-il ?

Il y a les œuvres de l'Etat qui dépendent de l'Assistance publique ; quant aux œuvres privées, ce sont les différents orphelinats sur lesquels, jusqu'à présent, l'Etat n'a aucun contrôle.

Que fait l'Assistance publique des enfants dont elle a pris l'entière responsabilité ? Elle les place, le plus souvent, à la campagne, dans des familles de paysans qui les acceptent et même les réclament parce qu'elles y trouvent un avantage matériel. Il en est, parmi elles, d'excellentes et qui traitent ces pupilles comme leurs propres enfants ; mais, hélas

bien souvent l'enfant de l'Assistance public est un peu le paria. Il suffit d'avoir vu à la campagne la façon dont un grand nombre sont élevés pour se rendre compte que, malgré la surveillance, assez lointaine, du reste, des inspecteurs de l'Assistance, l'œuvre éducative, dans bien des cas, est nulle. Matériellement et moralement, l'enfant reste bien un abandonné.

A l'âge de treize ans, le plus grand nombre des filles sont engagées comme servantes ou filles de ferme. L'Assistance veille bien à ce que le contrat, imposé par l'inspecteur, soit observé, mais à cela se borne son rôle et si aucune plainte n'est formulée contre la pupille, personne ne s'occupera de son éducation morale, personne ne songera à l'arrêter sur une pente mauvaise ou à la relever après une première chute.

Quant aux garçons, il est plus facile de les placer; le charron et le menuisier peuvent les prendre aussi bien qu'un fermier, et le service militaire en entraîne un grand nombre vers les villes où ils se livrent, pour la plupart, à des professions ne demandant pas d'apprentissage.

En somme, les 150.000 mineurs que l'Assistance publique a à sa charge restent, dans une forte proportion, des déchets sociaux.

BERTHE MILLIARD,
du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

(*A suivre.*)

UN CARNET ALLEMAND (1)

30 août. 5 h. 20. — Départ.

6 h. — Montigny, Viviers.

8 h. — Longuyon; complètement détruit par le canon.

8 h. 30. — Noërs. On nous communique un ordre du jour. Victoire générale. L'armée du Nord est à 130 kilomètres de Paris. Nous avons pour mission de capturer les éléments de la garnison de Montmédy qui n'ont pas encore été pris. Le commandant et une partie de ses troupes sont déjà en notre pouvoir. La brigade se rassemble à Noërs. On entend le canon. A Noërs, il n'y a pas une maison debout. Des masses de cadavres de chevaux et des cochons; puanteur épouvantable. En travers de la route, les corps de deux civils. On rencontre une charogne tous les 100 mètres.

12 h. — On passe à Saint-Jean sans faire halte, par une chaleur brûlante. Un peu au delà, on met sac à terre et on va à la corvée d'eau. Quel délice!

Marville est une jolie petite ville avec une grande église.

1 h. 1/2. — On se remet en marche en reprenant à rebours la route de ce matin.

2 h. — Arrivée à Petit-Failly. Cantonnement.

A 7 h. 1/2, nous sommes à dîner, quand on donne l'ordre à la 3e compagnie de se rassembler aussitôt. La soupe était bonne. Quant au reste???... La compagnie se met aussitôt en marche, guidée par deux paysans. On s'arrête à Colmey : nous devons assurer la garde de la voie ferrée entre Longuyon et Flabenville ; le 3e peloton est chargé du secteur Longuyon-Colmey. Tous les jours passent des tas de blessés et de prisonniers.

31 août. — Pris un bain dans la Chiers. Nous sommes arrivés ce matin à 1 h. ici, après avoir marché depuis 4 h. du matin. A 11 h., j'ai dû repartir pour placer des postes de surveillance. En arrivant au tunnel, nous constatons qu'on l'a fait sauter, et il faut escalader la hauteur. Les hommes sont exténués, trois d'entre eux tombent en grimpant la pente. Au sommet, je fais faire halte et donne à chaque soldat un morceau de sucre. Nous réveillons un paysan qui nous indique la bonne direction; mais nous avons fait un détour sérieux..

1er Septembre. — Cette aprés-midi, à 4 h. 45, S. M. l'Empereur a passé par ici.

6 h. 30. — Grand convoi de blessés, parmi lesquels des officiers supérieurs français et aussi quelques allemands. Les soldats se pressent autour d'eux. Ils ont une attitude calme et digne. Un des officiers français a les cheveux blancs. Il y avait au moins 20 wagons de blessés, dont 18 pleins d'Allemands, 3 wagons contiennent des blessés graves : deux d'entre eux ont eu une jambe emportée. Ils étaient tous impassibles. A 5 h. 3/4 le train était encore là; ces pauvres gens devaient aller encore jusqu'à Viviers dans des wagons à bestiaux. Seigneur! Mets un terme à cette guerre !!! Des milliers, des millions d'êtres humains t'en supplient. Seigneur! Tes arrêts sont infaillibles ! Répands encore ta grâce sur nous !

Dans un des wagons de blessés légers, un homme joue sur l'accordéon l'air: « Chère patrie, je te salue ». Voici encore un wagon de blessés. Les sœurs se prodiguent avec une abnégation et un dévouement touchants. La nuit dernière est arrivé un convoi de 37 francs-tireurs, pris en flagrant délit, parmi lesquels figurent un curé et un maire. Le feldwebel a réquisitionné une auto dont je me suis servi pour aller à Colmey.

2 Septembre. — Aujourd'hui a encore passé un interminable train de blessés. Les hommes, presque nus, sont contraints de passer les nuits, déjà froides, dans les courants d'air des wagons, sans couvertures. Les trains ne partent que le soir. On dit que Haesler a pleuré en voyant le nombre im-

(1) Voir la *Revue Bleue* du 13-20 février 1915.

ense de morts et de blessés. Nos hommes n'ont s l'habitude du vin ; aussi sont-ils saouls pour la upart, les caporaux également. Si seulement nous uvions partir d'ici !

Inscriptions sur les wagons :

« Poankare, Poankare ! (1)
Si nous te prenons,
Nous te pendrons ! »

« A vendre un lot pour 95 pfennings : un Russe, un Français, Serbe. Un Japonais gratis, par dessus le marché ».

3 Septembre. — J'ai lu ce soir le télégramme suint transmis aujourd'hui par le XIIIe corps d'Arée : « Une forte colonne ennemie a été aperçue matin, se retirant entre Verdun et la forêt Argonne, dans la direction du sud, et semblant voir passer l'Aire entre Fleury et Chaumont ».

Ce matin le prince héritier a fait passer le télégramme suivant :

« Kronprinzessin, Berlin. — Après dur combat, rcé passage de la Meuse. Rencontrons toujours nemi fortifié sur nouvelles positions. Cela coûte s pertes terribles, mais nous avançons. Papa er nuit à Marville, très triste. Wedel tué. Stenay ès joliment situé, mais fort maltraité. Je demeure ns jolie maison, appartenant à vieille dame. uvenirs. GUILLAUME. »

6 h. soir. — Repris mon ancien poste entre olmey et Longuyon. Le landsturm va se charger la protection de la voie.

4 septembre. — Nous avons télégraphié à Montiny, à la brigade, pour demander des instructions, otre mission étant terminée.

4 h. 1/2. — Départ. Nous passons à Marville, puis anchissons la Meuse sur des ponts construits par génie ; les télégraphistes sont en train de doubler fil. Nous sommes tombés hier sur notre payeur ; était depuis trois semaines à la recherche du réiment.

7 h. 30. — On nous avertit que 750 hommes du égiment ont quitté les rangs. Nous nous dirigeons gauche, par Brieulles.

11 h. 45. — Montfaucon. Le régiment s'installe u bivouac. Sur la route, nous avons rencontré deux ieux, le mari et la femme, qui se tenaient par la ain. Leur village a été détruit. Je leur ai donné on pain. Ils m'ont remercié avec reconnaissance.

4 h. — Départ pour Gercourt, où nous passons la uit à nous retrancher. On est mort de fatigue, ais il faut bien que cela aille tout de même.

5 septembre. — Repos.

6 septembre. — A 4 h. de l'après-midi, alerte. A h. 1/2, départ. Le bataillon se déploie derrière une rête, les 1re et 3e compagnies en tête, en colonne de compagnie. C'était une fausse alerte ! Une sentinelle avait pris une vache pour une colonne ennemie !

7 septembre. — La compagnie se rassemble à la sortie ouest du village. Départ. Cuisy ; Malancourt (9 h. 15). Rassemblement près d'Avocourt, à l'abri d'une crête, à 9 h. 45. Sac à terre. Distribution de cartouches. On se prépare au combat. C'est encore un lundi. L'aile gauche du XIIIe corps est en danger. Nous appuyons sa marche en couvrant son flanc vers Récicourt.

12 h. 10. — Le bataillon reçoit l'ordre d'avancer aussi vite que possible.

12 h. 30. — Ordre de bataillon : « La 3e compagnie s'avancera à 100 mètres à gauche du 2e bataillon, en tirailleurs ; la 1re à gauche de la 3e ; la 2e en seconde ligne derrière l'intervalle des deux compagnies de tête ; la 4e, en échelon à gauche, surveillera le flanc gauche. »

1 h. 50. — La 3e compagnie se déploie devant le bois conformément à l'ordre reçu. Les obus ennemis nous passent par dessus la tête ; ils sont destinés aux batteries qui sont en position à 600 mètres, derrière nous. Jolie musique ! Pour ma part, je suis mort de fatigue et aux trois-quarts endormi.

3 h. — Nous nous retirons. Quelques obus saluent notre départ sans causer de dommages. L'artillerie a eu deux hommes légèrement blessés. Nous retournons à Avocourt.

8 septembre. — A minuit, alerte au bivouac. Départ. On passe à Aubreville et on arrive à 4 h. à Parois. Pendant la marche, vaincu par le sommeil, je suis presque tombé. Je dormais debout et trébuchais à chaque pas. Cela a duré quatre heures sans une halte. On se retranche parce qu'on s'attend à une attaque venant de Verdun.

9 h. — A notre droite le canon tonne déjà joyeusement.

3 h. — Voilà quinze heures que nous sommes sur pied sans avoir rien mangé. Malgré tout je résiste bien, car j'ai encore une réserve de pain, de chocolat ; j'ai aussi un peu de viande, qui est dure, mais cela vaut mieux que rien.

3 h, 35. — Furieuse canonnade. L'ennemi nous a découverts ; quelques shrapnells éclatent au-dessus de nous ; c'est la vieille musique qui recommence.

3 h. 45. — Notre artillerie se met à tirer, lentement.

3 h. 55. — Nos canons doivent certainement faire du bon travail, car l'ennemi ne répond plus.

4 h. 15. — Départ.

6 h. 30. — Courte halte à Auzéville, puis reprise de la marche.

7 h. 15. — Bivouac près de Rarécourt avec avant-postes de combat. Un peloton reste éveillé pendant

(1) Poincaré.

que les deux autres dorment. Canonnade toute la nuit. Un peu de pluie.

9 septembre. — Le bataillon se rassemble à l'est de Rarécourt en colonnes de groupes, 3e et 1re en tête. On peut faire un excellent déjeuner avec des betteraves et du pain. Nous passons l'après-midi à construire des abris.

7 h. 45. — Tout est prêt. Evènement non militaire : courrier ; lettre d'Hélène. Merci, mon amour ! On passe à Autrecourt ; halte d'une heure. On va bivouaquer en plein champ en colonnes de groupes à 2 kilomètres à l'est du village.

10 septembre. 11 h. — Départ; direction Nubécourt.

12 h. 1/2. — Halte près de Fleury.

3 h. 1/2. — Grande halte à Saint-André. Canonnade toute l'après-midi. La nuit dernière, il y a eu ici une épouvantable boucherie. La 22e et la 34e ont été très éprouvées. On a donné l'assaut à des tranchées françaises et tout passé au fil de la baïonnette. Le village est plein de blessés. Plus d'un Allemand est enterré ici. Il y a encore un cadavre étendu dans le fossé de la route. Le bruit court que Lemberg est tombé. Il faut bien du temps pour en finir avec Verdun (1) et cela nous coûte des pertes terribles.

11 septembre. — Je retrouve la compagnie le matin, après avoir passé toute la nuit dans la tranchée. Froid ignoble. Toute la nuit tirailleries stupides et fausses alertes.

12 septembre. — Départ à 4 h. Itinéraire : Rarécourt, Vraicourt. Pluie torrentielle. Chemins boueux ; on croit marcher dans du beurre. Les hommes n'ont rien mangé depuis 36 heures et ont dû marcher sous la pluie. Arrivée à 11 h. 1/2. On nous avait promis un bon cantonnement, mais tout est bondé. Chacun se débrouille pour trouver un abri. Je déniche une place dans une écurie ; il y fait chaud et sec. C'est merveilleux ; malheureusement nous avons pour voisin un cheval, qui se met à frapper le sol du sabot tous les quarts d'heure.

13 septembre. 8 h. — Distribution de pain en petite quantité. Le soleil brille, mais de temps à autre passent des nuages chargés de pluie. Nous faisons faire d'abord d'excellent café. Puis, à midi, vin de la meilleure qualité, mirabelles, soupe, bœuf et pommes de terre rissolées. Je n'ai jamais autant mangé. Voilà bien la vie du soldat ! Hier, découragés. Aujourd'hui admirablement et abondamment nourris. Demain ?... Si seulement on pouvait se laver !

Nous nous retirons de devant Verdun ; on y renonce. Direction de marche : Paris.

6 h. 25. — Départ par Aubreville, chemin de terre jusqu'à Parois. Bivouac sur une hauteur avec de la paille.

14 septembre. — Départ à 9 h. par Montfaucon sur Bantheville, 33 kilomètres. Pluie jusqu'à 1 heure. Rien à manger. On nous promet un cantonnement, Bivouac. A notre arrivée nous trouvons le patelin brûlé. Pas de paille. Il y a du pain, mais mauvais. Courrier.

15 septembre. — Réveillé ce matin avec des coliques douloureuses. 9 h. Départ. Je n'ai pu encore me laver ; j'ai les mains comme un cochon. Quant aux pieds j'ai besoin de chaussures neuves ! 10 h. de marche pour arriver à Montfaucon. Midi. Halte devant Cierges. Au nord et à droite canonnade,

12 h. 25. — On reprend la marche.

12 h. 55. — Le bataillon se rassemble en ligne de colonnes de compagnies à hauteur de Cierges ; on fait la soupe.

6 h. — Départ pour Bantheville. Bivouac au même emplacement.

16 septembre. — Repos. A 11 h., rassemblement. On a vainement essayé de trouver des abris dans les ruines du village ; un peloton s'est installé dans l'église.

12 h. 20. — Départ. Direction : Cierges. Grande victoire en Russie. Le bataillon se tient comme hier au nord de Cierges. Canonnade en avant à faible distance. On fait la soupe.

3 h. 45. — Rassemblement. Retour à Bantheville.

17 septembre. — Nuit froide, malgré les abris de fortune. On a bivouaqué au même emplacement que précédemment.

8 h. — Départ dans la direction de Cunel.

9 h. 15. — Le bataillon a repris sa place dans le régiment, près du 124e, derrière la colline au sud de Cunel. Formation en colonne profonde.

On s'établit dans le village. Il fait humide et froid. Pluie torrentielle toute l'après-midi. Brr ! Violente canonnade en avant.

18 septembre. — Je me suis réveillé aujourd'hui avec des douleurs d'entrailles et de la diarrhée. Il a fait toute la nuit un temps abominable, à ne pas mettre un chien dehors. Je plains les pauvres gens qui sont obligés de rester sans abri. On est aux trois-quarts noyé dans la boue. Il y a encore, Dieu soit loué, une chambre confortable où nous passons la nuit au sec, nous deux vice-feldwebel, avec dix autres messieurs des 1re et 4e (compagnies). On chante, on boit du punch et du champagne ! On nous a acheté des cigarettes à Metz ; j'en ai pour 13 mk. 60. Le lieutenant Kloss, qui souffre horriblement des intestins, est évacué sur l'ambulance. Reiniger prend le commandement de la 4e. Le vice-feldwebel Kurtz est transféré à la compagnie.

(1) Ecrit le 10 septembre.

20 septembre (dimanche). — Service religieux. Repos toute la journée.

21 septembre. — Manœuvre de compagnie et de bataillon.

22 septembre. 3 h. 05. — Départ du bataillon. Attaque des XVIe, VIe et XIIIe corps. Nous formons réserve du XVIe corps à Cierges. Pour la première fois depuis longtemps, on peut apercevoir les étoiles. La brigade se rassemble au sud de Cunel; vers 6 h. 1/2, nous arrivons au nord du bois situé à 2 kilomètres au sud de Montfaucon. Un bataillon à droite; les autres en colonnes de groupes face au sud. A la lisière, quel magnifique paysage! Dans la vallée, le brouillard, au-dessus duquel émergent les toits de Montfaucon qu'éclaire le soleil du matin. On se croirait en pleine paix! Dans le fond, on entend un commandant hurler et les canons se mettre à tonner. Pendant la journée, le soleil alterne avec les averses.

23 septembre. — Départ à 5 h. On passe par Montfaucon et les bois.

7 h. 20. — Il y a quelques morts allemands dans le bois. Vif feu d'infanterie en avant de nous, à petite distance, qui se tait peu après. Ciel complètement dégagé, pour la première fois.

8 h. 50. — On détache des patrouilles sur l'avant; le bataillon se tient à hauteur de la route qui traverse de l'ouest à l'est le bois de Montfaucon. Le 3e bataillon du 124e est engagé.

9 h. — Feu vif dans le bois; on tire à tort et à travers; quelques blessés. La 4e compagnie reçoit l'ordre d'avancer; le reste du bataillon se rassemble en arrière. On s'arrête. Ordre d'attendre jusqu'à 2 h. 1/2. Le bataillon se rassemble alors dans une prairie, ainsi que le reste de la brigade.

6 h. du soir. — A la lisière sud du bois, il y a de faibles forces ennemies sur la hauteur...

DANS LA FRANCE OCCUPÉE PAR LES ALLEMANDS

Les autorités militaires allemandes interdisent, en général, toutes communications entre les régions envahies de la France et le territoire belge, à leurs nationaux et, à plus forte raison, à des neutres. Toutefois, une personnalité d'un état neutre, qu'il ne nous est pas possible de faire connaître quant à présent, a accompli un voyage de quelques jours en automobile dans la France envahie, aux alentours de la Noël. Cette personnalité était accompagnée d'un officier allemand qui lui a fait visiter les villes de Valenciennes, Cambrai, Douai, Saint-Quentin, Vervins, Rethel, Sedan, Fumay, Givet, etc... Dans chacune de ces villes cette personne a été mise en rapport avec le maire ou l'agent qui remplaçait le maire; mais les conversations n'ont pas été entièrement libres, car, le plus souvent l'officier allemand y assistait.

Il paraît probable que les autorités militaires allemandes qui s'entendent d'une façon parfaite à montrer aux neutres ce qui convient et seulement cela, n'ont fait visiter que les régions les moins dévastées de la France. Quoiqu'il en soit des villes qui ont été vues par cette personne, celle de Rethel et le petit village de Haybe ont visiblement souffert de la guerre, il faut entendre du point de vue des dommages extérieurs et matériels. Rethel est plus qu'à moitié détruit, le petit village de Haybe est entièrement rasé; les autres villes visitées au contraire n'avaient presque aucune maison atteinte à la fin décembre.

D'une manière générale l'impression de cette personne peut se résumer ainsi : dans les centres où l'agriculture prédomine, la vie matérielle est à peu près assurée. Dans les centres où l'industrie est importante, comme à Sedan, la détresse est assez grande. A Sedan, par exemple, la municipalité est obligée d'acheter chaque semaine à la « Kommandantur » des vivres pour nourrir la population. Dans les régions situées plus au Nord comme à Valenciennes, par exemple, l'alimentation est un peu mieux assurée. De toutes les régions visitées, celle qui dans l'ensemble, souffre le plus à cet égard, est celle qui s'étend de Givet à Fumay, L'administration civile allemande est de ce côté limitée par la frontière franco-belge; la frontière traversée commence la région des étapes (service de l'arrière); il est, par suite, très difficile de communiquer entre les deux côtés de la frontière. Aussi cette région est-elle isolée de tous les pays environnants; le ravitaillement y est presque impossible et la population y meurt de faim. D'après les derniers renseignements, on espère pouvoir obtenir des denrées par Bruxelles.

Dans les conversations qui ont eu lieu entre cette personnalité neutre et les maires en présence de l'autorité militaire allemande, il n'a été presque question que du ravitaillement de la population et du prix des objets, toute autre conversation étant en fait impossible. Les maires ont fait, en général, un excellent accueil à cette personnalité neutre; toutefois celle-ci croit qu'elle a été prise une fois ou deux par ces maires pour un Allemand se présentant comme neutre et essayant à ce titre d'interroger habilement les maires français.

Dans toutes ces villes les maires se plaignaient

très vivement de l'élévation des prix qui, disaient-ils, y sont beaucoup plus élevés que ceux pratiqués avant la guerre. Cependant cette personne n'estime pas que, dans l'ensemble, à la seule exception de la région dont j'ai parlé tout à l'heure, ces prix soient encore absolument extraordinaires.

Mais il est évident que ce qui est le plus douloureux pour ces maires et pour les populations, c'est le système employé par les autorités militaires allemandes pour le ravitaillement du pays ; ce système, en effet, a été exposé à cette personnalité par les commandants eux-mêmes, de la façon suivante: Nous n'avons pas d'intérêt, disaient-ils, à empêcher le travail agricole, ni à laisser mourir de faim la population des pays occupés ; nous faisons, au contraire, tout le possible pour aider les fermiers à rentrer les récoltes, et un officier allemand montrait à cette personne en un endroit 120 soldats et autant de chevaux mis à la disposition de plusieurs fermiers pour le travail de la terre. Les commandants allemands, en effet, désirent obtenir du pays occupé tout ce qu'il peut produire comme vivres et ils réquisitionnent tout ce qui est objets d'alimentation : récoltes, blé, bestiaux, etc... Les réquisitions sont, disent ces commandants, faites régulièrement, c'est-à-dire contre bons. Il a naturellement été impossible de vérifier ce point. En tous cas les objets d'alimentation, y compris le blé et les bestiaux, étant réquisitionnés par l'autorité militaire, il ne reste plus rien pour la population, ou à peu près plus rien. Comme toutefois il est inoportun de la laisser mourir d'inanition, l'autorité militaire revend aux municipalités contre argent comptant, les vivres qui ont été réquisitionnés dans le pays, ainsi d'ailleurs parfois que quelques vivres venus d'Allemagne, tel que le sel et le café, par exemple.

Naturellement l'autorité militaire ne donne aux populations que le strict nécessaire ; tous les autres objets d'alimentation sont conservés pour l'armée pour la consommation immédiate ou mis en réserve.

Tel est le système exposé à cette personnalité par les autorités militaires allemandes. Il est naturellement difficile de savoir si cette politique, en quelque sorte officielle, est exactement pratiquée partout par les autorités inférieures. Cette personne est dans l'incapacité de se prononcer à cet égard. D'ailleurs simplement par l'application du système officiel on peut se rendre compte de la détresse de la population à qui l'on prend tout et de qui l'on exige (en plus des contributions de guerre) de l'argent comptant pour racheter ce qu'on lui a pris la veille.

Cette personnalité neutre a passé, en revenant, assez rapidement par la Belgique. Son impression est que la France envahie souffre moins que les populations belges. D'après cette personne, et sans bien entendu que nous prenions à notre compte son opinion, la différence de situation proviendrait de trois causes ; en premier lieu, les Maires et les autorités françaises se seraient pliées plus facilement aux ordres de réquisitions de l'autorité allemande que les bourgmestres et surtout que les populations belges. Sur ce point il nous paraît bien difficile de pouvoir se prononcer à la suite d'un voyage aussi rapide.

La seconde raison proviendrait du fait que de plus nombreux combats se sont produits en Belgique que dans la France aujourd'hui encore occupée par l'ennemi.

La troisième raison de cette différence de situation est des plus intéressantes, car elle porte en elle-même un enseignement. Les Allemands auraient été effrayés de la répercussion qu'ont eue dans le monde les excès quils ont commis en Belgique ; leur conduite dans ce pays a eu pour eux des conséquences qui se sont traduites par des obstacles de diverses sortes que l'opinion publique des neutres a obligé les gouvernements à opposer aux demandes allemandes. Quand ils ont vu que les intérêts allemands étaient en jeu, ils ont trouvé opportun de mettre une sourdine à leurs excès et d'avoir à l'égard de la population civile une conduite un peu moins barbare.

Il résulte de cela que le premier devoir des gouvernements alliés est d'exposer à l'opinion publique du monde, et particulièrement des neutres, tous les documents montrant les excès commis par les armées allemandes. C'est le seul moyen, sinon d'en empêcher le renouvellement, du moins d'atténuer dans l'avenir, dans la mesure du possible, les nouveaux actes qui seront commis par les troupes ennemies lors de leur départ de France. C'est pourquoi il est à désirer qu'une organisation centrale, créée avec le concours du gouvernement, fasse ce qui est déjà fait par les Allemands, à savoir la publication et la distribution de plaquettes contenant en photographies ou en texte la reproduction de tous documents intéressants à ce sujet. Il serait à désirer que des photographies et cinématographies reproduisent les vues des villages incendiés, des crimes commis, etc... et que ces vues soient publiées et répandues chez les neutres, que d'autre part dans des brochures très simples et très claires soient édités des documents et reproductions montrant ce qui a été accompli par les armées ennemies. Cette propagande par la publication et par l'image sans appréciation inutile est une des plus efficaces défenses contre les atrocités que les armées allemandes sont susceptibles de commettre à nouveau lors de leur prochain départ de France.

G. Louis-Jaray.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 6 — 1er SEM. 53e ANNEE 13-20 MARS 1915

BULLETIN DE QUINZAINE

La flotte alliée poursuit son entreprise difficile de forcer les portes de l'Orient : il semblerait que les complications orientales, éternelles et inextricables, y voudraient trouver une occasion de se déchaîner à nouveau ; ce sera merveille de voir comment elles s'apaiseront et s'accorderont dès que les chrétiens seront rentrés à Constantinople.

L'histoire d'Orient a vu cette quinzaine un événement déplorable : la faillite de l'Hellénisme. Déplorable aux Grecs, car les Alliés n'avaient pas sollicité la coopération militaire du royaume hellénique, et ce n'est pas le nombre des bateaux de guerre qui est l'élément important pour le passage des Dardanelles, mais leur armement. Et, d'autre part, c'est une chose grave pour un peuple que la renonciation, quand l'heure sonne, à la mission historique qu'il s'est lui-même donnée, qu'il a proclamée sacrée à travers les siècles. Les Grecs de 1915 semblent avoir perdu le chemin de la Troade ; l'ombre de l'aïeul Homère a dû en frémir de douleur dans sa tombe ignorée.

Il est difficile, à vrai dire, de distinguer la part dans cet événement des causes de politique intérieures et des causes de l'extérieur. — Fidélité à notre politique traditionnellle sans débarquement, dit le Gouvernement hellénique au lendemain de la crise. — Faudra-t-il donc croire qu'il n'y a rien de changé en Grèce qu'un grand projet et qu'un grand homme d'État, et que les descendants des Athéniens se sont, comme aux temps d'Aristide, lassés d'entendre dire de Venizelos qu'il voyait juste ; ils l'ont laissé repartir pour cette île de Crête qui donna jadis Minos à l'Hellénisme : les Grecs ont manqué la Fortune.

Presque à la même heure, la même Fortune tente l'Italie, héritière de Rome et de Venise. Les Italiens ont proclamé leurs espoirs de grande puissance dans la Méditerranée orientale : ils se demandent si, pour être présents à l'heure du partage, ce n'est pas le moment de s'ébranler. Ils éprouvent à cette heure combien l'alliance autrichienne fut facile à leur politique, à leurs traditions, à l'éducation de l'esprit public. Depuis quatre années, l'Italie, peut-on dire, a découvert l'Adriatique dont la politique triplicienne la détournait. Plus récemment, sa guerre avec la Turquie lui a rappelé qu'en Orient aussi elle pouvait trouver de grands intérêts. Et la grande guerre européenne qui avance à l'improviste toutes les échéances, qui rend immédiatement réalisables et pressants des espoirs et des calculs qui semblaient lointains, a mis le gouvernement et le peuple italiens en face de leurs destinées tournées vers l'Orient méditerranéen.

Tout cela est l'écho des canons des Dardanelles. Le prince de Bulow, qui veille à Rome, a compris aussitôt que le temps n'était plus aux sourires, aux séductions, aux bavardages diplomatiques. Il offre à l'Italie le Trentin qui, appartenant à l'Autriche, n'est donc à personne. L'empereur d'Allemagne et son fidèle Tisza s'attachent présentement à faire entendre à François Joseph qu'il s'agit aujourd'hui de bien autre chose que de sa couronne et de ses biens dynastiques.

On ne serait pas surpris que le vieillard cédât, expiant ainsi avant l'heure sa longue politique de

servilité, dépouillé par le maître qu'il s'est donné. On le serait davantage que l'Italie se contentât d'une rectification de frontières alpestres, elle qui, voulant être une grande puissance, sait bien qu'il n'y a de grande puissance que maritime, et qu'il s'agit pour elle non de ses frontières continentales, mais de l'Adriatique et de la Méditerranée.

Ainsi l'empire d'Allemagne qui avait rempli le monde du fracas et des menaces de sa force, le trouble aujourd'hui par ses intrigues. Il va jusqu'en Chine susciter les querelles, cependant que la grande victoire espérée sur le front Oriental lui échappe sous la pression de l'offensive russe, et que les Français et les Anglais avançent lentement à l'Ouest. Il rappelle ainsi l'image familière du rat empoisonné et de son agitation convulsive. Sans doute sa résistance sera puissante et longue, mais les indices se precipitent et s'aggravent qui lui arracheront ses tenaces espérances.

***

LA GUERRE ET LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME (1)

Mesdames, Messieurs,

Son Altesse le Prince de Monaco nous fait l'honneur d'assister à cette conférence.

Vous n'êtes pas venus ici exclusivement attirés par le plaisir d'entendre un conférencier émérite, mais aussi par un sentiment patriotique. En effet, nous sommes menacés par un ennemi extérieur qui, sous le nom de « kultur germanique » veut nous imposer un genre bizarre de civilisation. Grâce à la vaillance des enfants de la France, nous sortirons certainement vainqueurs de cette lutte.

Mais cette victoire serait une victoire stérile si, en même temps, nous ne luttions pas contre un ennemi intérieur qui a déjà fait des ravages nombreux et qui menace d'étouffer l'énergie physique et l'énergie morale de ce pays : c'est l'Alcool.

Personne n'était plus désigné que M. Joseph Reinach — et nous le remercions de sa très précieuse collaboration — pour vous exposer le sujet. Il l'a déjà fait dans un livre que doivent consulter nécessairement tous ceux qui s'intéressent à la question.

Député, il a présidé le groupe antialcoolique de la Chambre, présenté des projets de loi pour la limitation des débits et pour l'abolition de l'odieux privilège des bouilleurs de cru. Nous sommes pleins de reconnaissance pour les services qu'il a déjà rendus à notre cause.

L'alcool est un mal terrible, abominable ; on n'en dira jamais assez de mal ; j'aurais envie de vous en dire beaucoup, mais ce serait retarder le plaisir que vous aurez d'entendre le conférencier.

Pr Debove.

*
* *

Mesdames, Messieurs,

Il n'est pas interdit à tous ceux qui, depuis tant d'années, mènent le bon combat contre le fléau alcoolique, — et, d'abord, à toutes celles qui ont participé à la lutte, où notre plus grande force, notre meilleure auxiliaire, ce fut la femme française, — il ne nous est pas interdit d'éprouver quelque fierté à voir, et dans quelles circonstances, les pouvoirs publics ratifier enfin, d'un accord presque unanime, quelques-unes des mesures de défense que nous ne nous lassions pas de préconiser.

Je dis : *quelques-unes* des mesures, et je le dis tout de suite, car, si grande que puisse être notre satisfaction de la suppression de l'absinthe et de l'interdiction faite aux débits d'alcool de pulluler davantage, ce serait se bercer des plus dangereuses illusions et, bien plus, comme conspirer avec l'ennemi lui-même et trahir notre cause, que de considérer le redoutable problème comme résolu par ces mesures.

L'œuvre est bon, mais il est tout juste commencé.

Je ne cherche pas à diminuer, il serait fâcheux de se donner même l'apparence de diminuer l'importance des décrets qui ont été rendus, des lois qui ont été portées devant les Chambres et dont le vote apparaît comme certain.

Nous ne pourrions le faire sans injustice pour les pouvoirs publics. Ils ont été, pendant longtemps, pendant beaucoup trop longtemps, indifférents, passifs, hésitants ; ils se rendaient compte, l'évidence étant trop éclatante, du péril tous les jours grandissant qu'était l'alcoolisme ; ils s'inquiétaient des menaces intéressées dont leur faiblesse faisait la force. Les avertissements des sociétés savantes, de nos ligues, de toute la partie saine du pays, ils les écoutaient seulement. Ils les ont entendus.

Et nous ne pourrions diminuer aujourd'hui la valeur des mesures qui ont été prises ou qui vont l'être, sans nous démentir nous-mêmes, sans méconnaître les résultats bienfaisants, parfois décisifs, qu'ont eus déjà dans d'autres pays la suppression de l'absinthe et la limitation des cabarets.

Il y a deux préceptes de la sagesse antique et

(1) Conférence donnée à l'Alliance d'Hygiène sociale, le 19 février 1915.

de la sagesse des nations que devraient avoir toujours dans l'esprit les militants avisés des justes causes, des grandes réformes politiques ou économiques ou sociales.

Voici le premier : « Le commencement est la moitié de tout ».

Qu'est-ce qu'un aiguillage ? C'est le petit mouvement d'un mécanisme qui fait passer les trains d'une voie sur une autre. Nous sommes engagés sur l'autre voie.

Et voici le second : « Considérer que rien n'est fait, tant qu'il reste quelque chose à faire ».

Il reste beaucoup de choses à faire ; nous les ferons. Et c'est pour affirmer ici très catégoriquement, très haut, que nous irons jusqu'au bout ; c'est pour ne laisser de doute à personne, ni ici, où toutes les convictions sont faites et où les convictions sont agissantes, ni ailleurs, sur notre ferme dessein que j'ai été heureux de l'appel qu'a bien voulu m'adresser mon éminent ami et « honorable complice » Léon Bourgeois.

Ce n'est pas pour vous faire entendre un discours de plus, c'est pour vous convier à un acte que l'*Alliance d'Hygiène Sociale* vous a réunis aujourd'hui.

Je n'ai jamais médit de la parole et je n'en médirai jamais. La parole et la plume, ce sont les deux grands véhicules de la pensée. Le jour où la tribune se tairait, le jour où l'imprimerie se tairait, ce serait celui de la faillite et de la liberté et de la pensée elle-même.

Mais des paroles, des paroles qui ne sont que des paroles, des mots qui ne sont que des mots, des phrases, si harmonieuses ou si retentissantes qu'elles soient, qui ne sont que des phrases, du discours dont Aristophane disait à la démocratie athénienne qu'il fait seulement *flatô flatô fratt* ; car, elle aussi, cette démocratie de la plus noble des cités grecques, elle a été trop amoureuse de l'éloquence et trop encline à croire qu'elle supplée au caractère, au courage, à la connaissance approfondie des hommes et des choses : de ces paroles-là, nous en avons assez, assez.

Nous en avions déjà assez avant la terrible, la sublime tragédie que nous vivons. Cette succession ininterrompue d'actes forts et simples ou héroïques nous a vigoureusement ramenés au culte de l'Action. C'est l'action qui doit dominer aujourd'hui toutes nos volontés et toutes nos pensées.

Nous ne voulons plus des paroles qui ne seraient pas, en même temps, des actes.

L'acte que nous proposons à votre fermeté et à vos courages, c'est la décision inflexible de mener jusqu'au bout la guerre contre l'ennemi du dedans, tout comme la guerre contre l'ennemi du dehors.

Nous avons dit les uns et les autres, nous l'avons dit aux heures les plus sombres, le pays tout entier a dit que, cette guerre que nous n'avons pas voulue, que nous n'avons pas cherchée, que nous nous sommes efforcés, jusqu'aux extrêmes limites de l'honneur, d'éviter, qui a surpris par sa brutale soudaineté ceux-là même qui, depuis le plus longtemps, voyaient s'amonceler les nuages et annonçaient l'attaque brusquée, — nous avons dit au monde, nos alliés et nous, que cette guerre, nous la mènerions jusqu'au bout, puisqu'une fois elle nous avait été imposée avec toutes ses horreurs et tous ses deuils ; et qu'unis par un pacte solennel, nous ne consentirions pas à une paix qui ne serait qu'une trève, qui ne libèrerait pas tous les peuples et tous les corps de peuple opprimés, qui ne détruirait pas jusque dans ses fondements la tyrannie dont le poids a écrasé, pendant près d'un demi-siècle, l'Europe et la conscience humaine.

Eh bien, toutes choses égales d'ailleurs, selon la formule des mathématiciens, mais par application des mêmes règles de prévoyance et de bon sens ; parce que toute œuvre interrompue est plus que tout autre vouée à la ruine, qu'elle soit militaire ou sociale ou architecturale, je dis que l'autre guerre, la guerre contre l'ennemi du dedans, elle aussi, nous sommes résolus à ne pas la terminer par une paix plâtrée.

Cette guerre-là, la guerre contre l'alcoolisme, contre le poison destructeur des forces vives et profondes de la nation, oh ! celle-là, nous l'avons voulue, nous nous honorons de l'avoir voulue et de la vouloir encore. Nous ne nous arrêterons pas aux résultats, si appréciables soient-ils, d'un premier succès.

La grande paix française, comme on a dit jadis la paix romaine, et la pleine et entière santé française, voilà notre ambition et notre volonté.

Il y a quelques mois, quand le gouvernement a fait placarder sur les murs les affiches, à bon droit tricolores, qui interdisaient la vente de l'absinthe, j'ai écrit : « Ces affiches, après la guerre, on ne les arrachera pas ». Non, nous ne les laisserons pas arracher ; nous ne les laisserons pas tomber en lambeaux sous le vent des cupidités et des intérêts particuliers, quand il recommencera à souffler.

Mas cela suffit-il ? Non, Messieurs.

L'interdiction, non seulement de la vente au détail et du colportage, mais de la fabrication et de l'exportation de l'absinthe, — car le poison, ce n'est pas une matière d'exportation, ne dût-il

être absorbé que par nos pires ennemis, — cette interdiction radicale, totale, absolue, définitive, irrévocable, du plus mortel des intoxicants, c'est assurément, une mesure importante, de grandes et heureuses conséquences.

L'absinthéisme, — vous le savez, je ne referai pas une fois de plus une démonstration qui a été cent fois faite, qui s'appuie sur les statistiques les plus certaines de la folie et du crime, de la mortalité et de la dégénérescence qui est pire que la mort, — l'absinthéisme, c'est, en effet, l'alcoolisme à sa plus violente expression, c'est le *sur-alcoolisme* ; l'absinthe, c'est le *sur-empoisonneur*.

Seulement, — et vous le savez aussi, — il existe d'autres poisons à base d'essence, mélanges à froid d'alcools impurs ou frelatés et de drogues chimiquement parfumées, qui rivalisent de nocivité avec l'absinthe, et dont l'usage risquerait de se généraliser, comme la peste succède à d'autres épidémies dans les villes qui ne procèdent pas à des désinfections complètes.

Ce nouveau péril naîtrait des habitudes d'hier, encore insuffisamment guéries. Le buveur habituel d'absinthe trouvera dans les boissons similaires un souvenir de son poison favori. Nous avons en France, à cette heure, un demi-million de débits. Ces débitants chercheront à retenir leurs clientèles. Derrière ces débitants, il y a des Syndicats. Derrière ces Syndicats, et, parfois, aux ordres, au service de ces Syndicats, il y a des électeurs, — j'en sais quelque chose, — des petits et des gros électeurs.

Ces boissons similaires et d'autres boissons encore, qui ne sont pas précisément similaires, au sens industriel du mot, mais qui ne sont pas beaucoup moins pernicieuses, au dire des hygiénistes les moins sévères, voilà le danger de demain. Dès lors, ce nouveau mal, il nous le faut couper dans sa racine ; il ne nous faut pas attendre qu'il ait poussé, grandi, qu'il ait fait de nouvelles victimes, qu'il ait repeuplé nos prisons, nos asiles d'aliénés, nos sanatoriums et nos hôpitaux.

La législation nouvelle sur les débits de boisson est, elle aussi, insuffisante, quelque progrès qu'elle réalise. Il me sera permis de dire toute ma pensée : ce n'est qu'une ébauche ; elle pose tout juste le principe des lois de demain.

Je serais encore à la Chambre : je n'hésiterais pas aujourd'hui, à cette heure, dans les circonstances présentes, à voter tel quel le projet du gouvernement sur la limitation.

Je pourrais bien penser, et c'est, en effet, ma pensée, que, précisément, les circonstances présentes permettaient de faire bien davantage, — parce que la guerre a dessillé les derniers yeux, qui se fermaient d'ailleurs de parti-pris, et fait taire des voix dont la contradiction aurait paru scandaleuse ; — parce que la guerre a fait apparaître, remonter, pour ainsi dire, à la surface, la France qu'on ne voyait pas assez, et refoulé, repoussé dans l'ombre, une portion du pays qu'on voyait trop, qui se montrait trop ; — parce que, tout de même, le courage militaire a stimulé le courage civique.

Je suis persuadé que le texte qui avait été voté par le Sénat sur la limitation des débits, que mon propre texte qui n'en différait pas beaucoup, sont préférables, plus rationnels, plus vigoureux, plus équitables aussi.

Comme l'heure n'est pas aux discussions, je n'insisterais pas, je voterais, je prendrais ce qu'on nous apporte, en précisant pourtant qu'il faudra, à un jour prochain, faire plus et faire mieux.

Sans doute, je ne me refuserais pas à accepter quelque amendement qui rectifierait un texte un peu hâtivement rédigé, ou qui amorcerait la réglementation des débits ; mais je ne le ferais, alors même qu'il s'agirait d'un article emprunté à mon propre projet, qu'après m'être bien assuré que, derrière cet amendement, ne se cache pas une manœuvre destinée à retarder, ou, même, à empêcher le vote de la loi.

La démocratie romaine, la démocratie grecque ont connu déjà l'éternelle surenchère. Les Gracques n'avaient pas plutôt déposé un projet de réforme populaire que les démagogues à la solde du Sénat, des conservateurs du Sénat, faisaient surgir une réforme incomparablement plus radicale sur le même objet. Alors tout échouait. La surenchère, dans la grande lutte contre l'alcool, c'est la complice la plus redoutable du fléau.

Soyons sages, soyons prudents. Méfions-nous de la surenchère.

Je ne serai pas, assurément, démenti ici, mais je crois bien que je ne le serais plus dans les milieux naguère les plus réfractaires, en affirmant qu'il est aujourd'hui acquis, pour tous les esprits de bonne foi, que les progrès de l'alcoolisme sont proportionnels à la consommation de l'alcool et que la consommation de l'alcool progresse en raison du nombre des débits d'alcool.

Si nous étions hier le pays le plus alcoolisé de la terre, nous, la France, c'est que nous étions le pays qui possédait le plus grand nombre de débits d'alcool.

C'est une vérité d'expérience qui résulte de l'exemple de tous les pays, hier saturés d'alcool, aujourd'hui guéris ou en voie de guérison, parce qu'ils ont limité le nombre des débits : les pays

scandinaves, la Finlande, la Suisse, la Hollande, les Etats-Unis ; et qui résulte aussi de l'exemple de l'Algérie, où la limitation a pu être établie par décret, et de celui des villes où les municipalités ont eu le courage d'interdire l'ouverture de nouveaux débits dans quelques zônes déterminées par la loi.

C'est une vérité du plus simple bon sens, qui n'a jamais pu être contredite que par le cynisme des intérêts, intérêts des gros fabricants d'alcool, intérêts des Syndicats, intérêts électoraux.

Mais, cette vérité n'étant pas contestée, suffit-il de décréter la seule limitation ? Nous avons actuellement près d'un demi-million de débits, 1 pour 80 habitants environ, y compris les femmes et les enfants. La loi prononce : « Nul ne pourra ouvrir un nouveau débit de boissons ». C'est bien. Le flux est arrêté. Aux dernières statistiques, il s'ouvrait encore 10 débits nouveaux par jour. Il ne s'en ouvrira plus. C'est bien. Le mal ne croîtra plus. Suffit-il qu'un tel mal, un mal aussi effroyable cesse de croître ?

Je sais, et je m'en félicite, que le projet du gouvernement maintient l'article 46 que j'avais fait introduire dans la loi de finances du 30 juillet 1913. C'est l'article qui donne aux préfets le droit de déterminer, pour toute l'étendue des départements qu'ils administrent, autour de certains édifices, des zônes où le transfert même d'un débit déjà existant se trouve empêché par application d'une interdiction d'un caractère particulier.

Mais, cela dit, la limitation en elle-même ne constitue qu'un avantage négatif, considérable assurément par lui-même, — car c'est quelque chose que de ne plus favoriser l'accroissement du mal. — La limitation, — et je m'en suis expliqué bien des fois, d'accord entièrement avec toutes nos associations et avec les Sociétés savantes, académie de Médecine, académie des Sciences, académie des Sciences morales et politiques, — c'est la condition nécessaire, indispensable, de toutes les autres réformes antialcooliques, y comprises la recherche des fraudes et la surveillance des débits.

La loi de limitation est à la fois une digue et une base. La digue est construite, elle va l'être. C'est la base. Le projet, la loi de demain ne met encore rien sur ces fondements.

Vous n'attendez pas de moi que j'entre dans l'examen de toutes les autres mesures qui ne sont possibes que par la limitation préalable, mais qui peuvent, seules, lui faire produire tous ses effets. J'en veux pourtant indiquer quelques-unes, dont la plupart viennent d'ailleurs d'être réclamées par la Commission de l'Alliance de l'Hygiène Sociale dans une résolution qu'elle a prise, après avoir été saisie d'un très remarquable rapport de M. le docteur Faivre.

Il faut favoriser les débits où se consomment exclusivement des boissons hygièniques. Ne laissons jamais dire, alors même que nous ne boirions que de l'eau, ce qui n'est pas, que nous sommes des buveurs d'eau. La France est le pays du vin. Il y a du vin dans sa vertu.

Rappellerai-je une fois de plus, que nos pays de vignobles sont de beaucoup les moins alcoolisés ? Le vin chasse l'alcool, comme le mercure l'eau. Donc, favorisons le commerce du vin et gênons le commerce de l'alcool en imposant à ses débitants une licence très élevée, au minimum de 500 francs, et, en outre, proportionnelle à l'importance de l'établissement, afin de décourager par avance la substitution aux milliers de petits débits de ces *Gin-Palaces*, ces *Louvre* et ces *Galeries Lafayette* de l'alcool, dont l'Anlgeterre ne vient à bout que par des licences de 50.000 à 200.000 fr.

Quand elle s'applique à des capitaux et à des revenus d'une aussi scandaleuse impureté, la progressivité de l'impôt, si haut qu'elle s'élève, reste légitime. Il n'y a pas ici de degré où elle risque de devenir, selon le mot fameux de Stuart Mill, « de la volerie organisée ».

En second lieu, il n'est pas assez d'interdire l'ouverture de nouveaux débits dans des périmètres, à déterminer, autour des édifices consacrés aux cultes, des hôpitaux et des hospices publics, des établissements d'instruction publique. Il n'y faut plus les tolérer du tout. Aux établissements visés par la loi du 18 juillet 1880, il faut ajouter les casernes. Ai-je besoin de dire pourquoi ?

Les casernes, elles devront être demain, comme elles l'auraient dû être depuis longtemps, l'une des grandes préoccupations du gouvernement. Nous devrons assainir leurs abords, nous devrons les assainir elles-mêmes, en reconstruire un grand nombre. Nos soldats ont droit à d'autres logements, à une autre hygiène.

Enfin, la réglementation, peut être la mesure la plus importante de toutes dans l'espèce, mais à la condition qu'elle soit effective, qu'elle ne soit pas seulement sur le papier, que nous nous décidions à briser impitoyablement les fonctionnaires de tout ordre qui, par nonchalance, pour ne pas se créer d'affaires, pour ne pas s'attirer d'honorables hostilités, parfois pour des complaisances coupables, ferment les yeux et n'appliquent pas la règle dont ils ont la garde.

Quand on aura interdit de cumuler la vente des boissons alcooliques avec l'exploitation d'un commerce quelconque, à moins que les locaux ne soient entièrement distincts et séparés, il faudra

pénétrer dans les arrière-boutiques et engager des poursuites, sans se préoccuper de savoir si le délinquant est un bon ou mauvais électeur.

Quand les jeux de hasard et les distributions automatiques de jetons de consommation dans les cabarets auront été déclarés des délits, les délinquants devront être frappés de peines sévères et, en cas de récidive, déchus de leur licence.

Les débits où s'exerce la pire des prostitutions clandestines devront être fermés à la première condamnation. Nous avons près de 40.000 de ces lieux infâmes.

Fermés également, en cas de récidive, les débits où des boissons alcooliques auront été vendues à des mineurs de moins de 16 ans.

Interdite la vente à crédit des boissons alcooliques en bouteille ou au petit verre. L'action en payement de boissons vendues à crédit sera non-recevable, assimilée à la dette de jeu.

Et il faudra faire un délit très rigoureusement puni de ce que je tiens pour un crime, de ce qui est un crime : le paiement d'ouvriers et d'ouvrières, agricoles ou industriels, en alcool, en bons et en jetons d'alcool.

Nous avons fait, mes amis et moi, une enquête sur cette abominable pratique. Elle est fréquente au Hâvre, à Rouen, dans nombre de villes. Nous avons recueilli de petits, et même de grands propriétaires ruraux, cette déclaration : « Ce sont les ouvriers agricoles qui exigent de nous cette clause dans leurs contrats de travail. Si nous la refusions, ils refuseraient de s'engager chez nous. Nous n'aurions plus d'ouvriers ».

Je le demande à la conscience des plus complaisants ; ces mesures, que j'indique et dont l'efficacité dépassera peut-être tout ce que j'en attends moi-même, ne sont-elles pas justes, équitables, honnêtes, empreintes du véritable esprit démocratique ? Quelles objections peut-on leur faire ?

Mais, encore une fois, il ne suffira pas de faire des lois, des règlements. Il les faudra appliquer. J'ai la conviction profonde que si la loi de l'Assemblée Nationale, la loi du 23 janvier 1873, tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme, avait été appliquée, ne fût-ce que dans sa lettre, le pays n'aurait pas été pénétré au degré où il l'a été par le poison destructeur. Pourquoi la loi n'a-t-elle pas été appliquée ?

Quand fera-t-on une loi qui frappera de peines sévères les fonctionnaires de tous ordres, les magistrats qui n'appliquent pas les lois, qui en faussent le caractère, les parlementaires, les législateurs qui interviennent contre l'application stricte, exacte, de la loi ?

La loi, c'est l'expression de la volonté générale dans l'intérêt général.

Les intérêts particuliers, les intérêts locaux, je ne leur conteste pas le droit de se défendre. Mais je dis, et vous direz comme moi, qu'ils ne sont respectables qu'à la condition formelle, absolue, de n'être pas en contradiction avec l'intérêt général de la nation. Je me suis toujours refusé, je me refuserai toujours à me déterminer par une autre considération que celle de l'intérêt général.

Ç'à été une erreur, plus grosse qu'on ne le pense de conséquences, que de donner aux élus du suffrage universel, le nom de *députés*. Député de Châtellerault, ou de Toulouse, ou de Limoges ! On a vite fini de ne considérer que les intérêts de sa circonscription, de la majorité de sa circonscription, des gros électeurs de la circonscription. Les hommes de la Révolution avaient eu la conception juste et forte du mandat législatif quand ils voulurent que les élus s'appellassent « représentants du peuple ». Les mots ont leur importance ; ils agissent sur les choses.

Le privilège des bouilleurs de crû est-il conforme à l'intérêt général ?

Que disent les défenseurs du privilège des bouilleurs de crû dont aucun, par une coïncidence que vous expliquerez, ne représente au Sénat ou à la Chambre des circonscriptions où il n'y a pas de bouilleurs de crû ?

Voici : Le cultivateur, disent-ils, a le même droit « naturel » à produire et à consommer librement, et, par conséquent, à vendre l'eau-de-vie provenant de son vin et de ses fruits, l'alcool provenant de la farine de ses pommes de terre et du jus de ses betteraves, le pain fait avec son blé et la viande fournie par ses bœufs ou ses moutons abattus ?

Evidemment. Mais à une condition : c'est que le législateur n'aura pas établi une distinction capitale, d'une légitimité incontestable, entre les produits du sol qui peuvent circuler librement et ceux qui sont soumis à un droit de consommation, et, parmi lesquels, sont, au premier rang, les spiritueux .

Le droit commun pour les spiritueux, ce n'est pas le droit du libre trafic, c'est le droit de consommation.

Le législateur a prononcé : seront soumis à un droit général de consommation tous ceux qui consomment de certains produits.

Demande-t-on la suppression de tous les droits de consommation ?

Non.

La demande-t-on, spécialement, pour les spiritueux ?

Non.

Car les défenseurs du privilège des bouilleurs de crû trouvent excellent :

1° Que le propriétaire d'un champ de pommes de terre, de betteraves, de topinambours ou de graines et d'autres subsistances farineuses, n'ait droit à aucune immunité sur l'alcool (dit industriel) qu'il tire de ces produits-là, qui ne sont pas moins à lui, parce que ce sont légumes, et non fruits.

2° Que le petit paysan, trop pauvre pour posséder des arbres fruitiers ou des vignes, paye l'impôt sur le petit verre qu'il absorbe et dont il attend, à tort, des forces pour son travail.

Ce qu'ils repoussent, c'est que le propriétaire rural, qui produit lui-même, avec ses fruits, l'eau-de-vie qui est nécessaire à sa consommation et dont il vend, à gros bénéfices, les trois quarts en fraude, doive quelque chose à l'Etat.

Voilà le privilège.

C'est l'exception la plus scandaleuse dans un pays d'égalité, dans une démocratie ; c'est la fraude la plus éhontée.

Le prétexte, l'occasion de cette fraude immense, c'est la tolérance qu'on appelle, d'une expression vraiment monstrueuse, « la consommation familiale de l'alcool ». Vous n'imaginez évidemment pas que les bouilleurs de crû, dont le nombre a passé en 40 ans, avec le privilège, de 300.000 à plus d'un million, consomment eux-mêmes, avec leurs femmes, leurs enfants, leurs serviteurs et leurs invités plus de 300.000 hectolitres d'alcool pur, c'est-à-dire, l'eau-de-vie livrée au commerce pesant en moyenne 40 degrés, 750.000 hectolitres.

C'est un ancien Président de la République qui disait, interrompant un jour, au conseil, avec son ordinaire juvénilité, l'un de ses ministres : « Qui dit bouilleur, dit fraudeur. J'en sais quelque chose. Je suis bouilleur ».

La consommation « familiale », c'est le prétexte. L'objet, c'est le commerce, le lucre, la fraude. Le résultat, c'est, pour l'Etat, une perte qu'on peut évaluer au *minimum*, par an, à 100 millions ; c'est l'empoisonnement suraigu du pays ; c'est l'énervement d'une partie de la race ; c'est, pour les pays de bouilleurs eux-mêmes, la ruine, malgré tant de bénéfices illicites, la ruine par la paresse, par l'intoxication, par la corruption physique, par la déchéance croissant de génération en génération jusqu'au crétinisme, à la folie, à l'impuissance et à la mort.

Eau-de-vie, eau de mort.

On me dit : « Mais, vous, dans vos écrits, ne célébrez-vous pas la vaillance, la solidité admirable de ce pays, de ce peuple ? »

En effet, sauf dans certaines régions, par bonheur, encore limitées, le poison n'est pas descendu encore jusqu'aux sources profondes de la vie ; et « le Gaulois semble au saule verdissant », disait déjà Ronsard. Cependant, allez demander aux chefs de notre armée s'ils n'ont pas été des premiers, aux débuts de la guerre, à réclamer des mesures contre l'alcoolisme. Et allez demander, je vous prie, aux médecins militaires si un blessé alcoolique, n'est pas deux fois, trois fois blessé.

La vérité, la voici : en France comme en Russie, la force de la défense nationale a été immédiatement accrue par les mesures qui ont été prises dès le début de la guerre contre l'alcool ; et mon regret, le regret de bien des hommes qui savent, c'est que le gouvernement de la République ait été moins radical dans cette grande œuvre d'hygiène sociale que le tzar autocrate de toutes les Russies.

Il faut supprimer entièrement le privilège des bouilleurs de crû.

Des économistes, qui ne sont pas des socialistes, proposent, avec les socialistes, d'établir le monopole de l'alcool.

Pratiquement, le monopole de l'alcool industriel n'est pas irréalisable, mais le monopole de l'alcool des fruits, de l'eau-de-vie, n'est pas réalisable ; la Suisse y a renoncé, sans de très grands inconvénients, il est vrai, car les bouilleurs y sont rares.

Libéral incorrigible, je ne suis pas, en principe, partisan des grands monopoles. Mon objection la plus forte au monopole de l'alcool ne serait pourtant pas théorique. Elle est d'un autre ordre, expérimental, hygiénique. Je me défie de l'Etat industriel, non pas seulement parce qu'il lui arrive de fabriquer moins bien, mais parce qu'il ne tarde pas, comme tous les industriels, à se préoccuper surtout du gain. L'Etat producteur et vendeur de l'alcool ne tardera pas à étouffer la voix de l'Etat gardien de la santé physique et morale de la nation. Il poussera à la vente, à la consommation, à l'intoxication.

Pour le privilège des bouilleurs, on l'a, par deux fois, supprimé plus ou moins complètement ; puis, les mêmes assemblées qui l'avaient supprimé, dans le triple intérêt de l'Egalité de tous les Français devant la loi, de la Santé publique et du Trésor, l'ont régulièrement rétabli, à la veille des élections.

J'inclinerai volontiers à un système qui, pratiquement, aboutit aux mêmes résultats, mais qui ne se heurte à aucune objection sérieuse ; c'est le monopole de l'alambic.

L'Etat seul peut distiller. Il est interdit, sous des sanctions sévères, à tout cultviateur de distiller lui-même ses fruits ou le produit de sa vigne.

Vous avez des fruits, du marc. Vous les portez à la distillation municipale. Autant de litres ou d'hectolitres d'eau-de-vie. Vous acquittez d'avance le droit de consommation. Et vous êtes libre de boire vous-même ou de vendre votre eau-de-vie. L'Etat a encaissé les 100 millions dont les bouilleurs fraudent actuellement le Trésor, à son grand détriment, au grand détriment des contribuables honnêtes qui payent, annuellement, 100 millions de trop.

C'est le système qui fonctionne en Alsace, en vertu d'une législation spéciale, et dans quelques autres pays, en Autriche, en Suisse. Il y a donné des résultats excellents.

Nous allons rendre l'Alsace à la patrie et sa patrie à l'Alsace. Nous aurons plus d'un emprunt à faire à l'Alsace. Elle est restée elle-même sous la domination germanique. Elle a été, pendant deux siècles, elle redeviendra dans la vie collective de la France, un incomparable élément pondérateur.

Telles sont, Messieurs, les solutions *directes* — je m'expliquerai sur ce mot — que j'aperçois, avec nos amis de l'Alliance d'hygiène sociale et des Compagnies savantes, au problème alcoolique. Elles sont simples. Elles sont nécessaires, indispensables.

Cependant tout le problme n'est pas là, et c'est ce qu'il ne nous faut jamais oublier.

L'alcool, en effet, n'est que l'une des sources de l'alcoolisme. Il en est d'autres. Ce sont le taudis, la mauvaise alimentation, les journées de travail trop longues, les salaires insuffisants, l'immoralité, la négligence de l'Etat en ce qui concerne l'éducation intellectuelle et morale du citoyen dont il ne s'occupe qu'à l'époque trop brève de la scolarité ; c'est, sous toutes ses formes, la misère.

Plus j'ai étudié depuis déjà bien des années le problème de l'alcoolisme, plus sûrement j'y ai reconnu comme le microcosme de toute la question sociale.

Ce n'est pas le vice qui pousse l'ouvrier au cabaret d'alcool. C'est, après la fatigue d'une longue journée de travail, le logis obscur, sale, triste, le taudis ; c'est le désir, louable, de se délasser dans la conversation des amis, dans un local chauffé et éclairé ; c'est le besoin *d'euphorie*, selon la formule de mon ami Vandervelde. L'habitude vient après. Et puis le vice. Et puis, quelquefois, trop souvent, la folie et le crime. Et toujours la misère. La misère ramène à la misère. De la misère à la misère, à une misère plus cruelle, plus atroce, cette fois honteuse. C'est un épouvantable cycle.

La lutte contre le taudis, contre la maison antihygiénique, la lutte contre la misère, c'est encore et toujours, la lutte contre l'alcoolisme.

Nous avons déjà commencé la lutte contre le taudis. Jules Siegfried en a été l'un des plus persévérants promoteurs. Nous avons commencé aussi la lutte contre l'excessive durée des journées de travail. Je serai toujours obligé à Léon Bourgeois de m'avoir demandé, un jour, d'appuyer par un discours, venant des bancs où siègent ceux qu'on appelle « les modérés » et qui ne sont pas le plus modérément républicains, le projet sur les heures de travail qu'il défendait comme ministre. Mais, ici encore, nous ne sommes qu'à l'entrée de la route, à l'orée du bois. Il faut faire plus, il faut faire mieux.

La France elle-même, divisée entre les partis, risquant de perdre peu à peu, dans des luttes inféconds, le grand sens du bien public, ne savait pas quelle était la beauté de son âme. Le grand bienfait de la guerre, c'est d'avoir révélé à la France la vraie France. Au lendemain de la guerre, — au lendemain de la victoire — n'abandonnons pas cette âme à elle-même. Cultivons-la comme le plus beau des jardins qui soient au monde. Quand nous avons appris à l'enfant l'A B C et les quatre règles, ne nous croyons pas quitte envers lui. Suivons-le dans les années dangereuses de l'âge adulte. Suivons l'homme dans toute sa vie de labeur.

Le salaire légitime, la rémunération légitime du travail. Je pense là-dessus comme un grand pontife, l'auteur de l'encyclique des Ouvriers, ce noble Léon XIII dont les derniers mots au cardinal Rampolla, qui me l'a raconté lui-même, furent : « Et la France ? » Oui, le salaire légitime. Mais il n'y a pas seulement le salaire. Il y a l'âme du travailleur.

« Le pain et les jeux du cirque ». Non, cent fois non. Mais le pain et les lieux de réunion où se feront entendre, dans les quartiers populeux, les grandes voix, fortes ou saines, de Corneille et de Molière ; et, partout, les bibliothèques, les bibliothèques populaires du soir, où des chefs-d'œuvre des penseurs, des poètes et des savants passera, dans les âmes les plus élémentaires, un peu plus de force, de morale et de joie.

J'ai dit, un jour, avant la guerre, il y a bien longtemps, il y a quinze mois : « L'anti-alcoolisme est l'une des formes du patriotisme, du seul patriotisme qui compte, de celui qui agit ». C'est votre honneur à vous autres, anti-alcooliques d'hier et de demain, que l'anti-alcoolisme ait remporté ses premiers succès à l'heure où le patriotisme français est le plus agissant, le plus résolu et le plus fier.

Continuons.

JOSEPH REINACH.

*
* *

Allocution de M. Debove.

Mesdames, Messieurs,

Vos applaudissements prouvent que, quand, au début de la séance, j'ai dit que vous alliez entendre un conférencier éminent et qui vous intéresserait au plus haut point, j'étais encore au-dessous de la vérité.

Mais il faut maintenant, comme président, que je prenne la parole. M. Reinach m'a rendu la tâche un peu difficile et je ne sais que dire après un discours si éloquent. Je ne peux que vous répéter des choses bien banales, que vous savez très certainement, c'est que l'alcool est un poison et qu'il conduit à la maladie, à la misère, au crime, à la mort.

Nombreuses sont les maladies que produit l'alcool. De plus, comme le faisait remarquer tout à l'heure M. Reinach, les gens alcooliques qui ont des maladies non occasionnées par l'alcool sont bien plus gravement malades, et les blessés alcooliques sont les plus longs à guérir.

L'alcool conduit donc à la mort soit en aggravant toutes les maladies, soit par celles qu'il donne.

Il conduit à la folie ; les statistiques des maisons d'aliénés nous montrent qu'actuellement à Paris, il y a 40 % des aliénés qui doivent leur aliénation à l'alcool.

Il conduit au crime, effet naturel du trouble de la raison.

Mais le nombre des aliénés par l'alcool est infiniment plus grand que vous ne l'imaginez. Un homme d'esprit a dit autrefois qu'on avait enfermé un certain nombre d'aliénés pour laisser croire que les gens qui n'étaient pas enfermés étaient sains d'esprit. Eh bien, il n'avait pas absolument tort. On enferme les gens qui sont dangereux pour la sécurité publique, mais il n'y a pas que des aliénés complets, il y a les demi-fous, les quarts de fous, les huitièmes de fous. Les gens alcooliques ne sont pas tous troublés au point d'être enfermés. Beaucoup jouissent de la pleine liberté, et cependant ils ne jouissent pas de leur pleine raison.

L'alcool conduit à la misère : comment voulez-vous qu'il ne conduise pas à la misère ? L'ouvrier qui gagne sa vie dépense en alcool une bonne partie de son gain. Les jours de paye, sa femme est obligée d'aller le chercher à la porte de l'atelier, sans cela son argent serait semé sur la route chez tous les mastroquets. Et une fois rentré dans la maison, quelles scènes, quelles ruines ! Cet ouvrier ne gagne pas l'argent qu'il devrait gagner parce que le poison alcool a diminué son intelligence, sa force physique ; c'est un ouvrier au-dessous des autres et il ne peut pas travailler comme les autres.

L'alcool ne donne pas d'esprit : il donne quelquefois de la diarrhée verbale, mais c'est tout. Vous m'excuserez d'employer une expression aussi énergique, mais si vous considérez les propos grossiers qui sortent de la bouche des alcooliques, vous trouverez qu'elle n'a rien d'exagéré.

L'alcool diminue l'énergie physique : en effet tout le monde sait que, sous l'influence de cet aliment, les forces diminuent. Tous les gens qui se livrent aux sports sont des modèles de sobriété, souvent des buveurs d'eau. Les coureurs cyclistes, les coureurs à pied, boivent de l'eau. Je voyais un coureur à pied qui avait remporté une course, je lui ai dit : « Qu'est-ce que vous buvez ? — Monsieur, je ne bois jamais que de l'eau. » Et il avait triomphé des autres.

Les boxeurs — c'est un genre de sport pour lequel, je vous avoue n'éprouver que très peu de sympathie — sont extrêmement sobres.

Et alors vous me direz : mais pourquoi, puisque l'alcool a tant d'inconvénients, y a-t-il des alcooliques ? Il y a une raison. Les médecins ont, dans leur jargon, un mot grec ; ils disent : c'est un anesthésique. Comme il peut y avoir parmi l'auditoire des personnes qui ignorent le grec, je vous dirai qu'on dénomme ainsi une substance qui supprime la sensibilité. Le chloroforme, la morphine, sont des anesthésiques. L'alcool est également un anesthésique, il supprime ou atténue la sensibilité morale et la sensibilité physique.

La sensibilité morale ! Vous savez très bien qu'il y avait des gens qui avaient été sobres, et qui sont devenus ivrognes par le chagrin, qui ont trouvé dans l'alcool des consolations. C'est parce que c'est un anesthésique moral que ce malheureux ivrogne — je ne veux employer d'autre mot que malheureux — rentré dans sa famille, voit le chagrin de sa femme, la misère de ses enfants et assiste à tout cela l'œil sec, avec une inconscience qui nous étonne. Il a l'insensibilité morale que produit l'alcool.

Je dis également l'insensibilité physique. En effet, si vous rentrez très fatigué d'une grande course et que vous disiez : « je suis bien fatigué, il me semble que je prendrais bien un petit verre » et que dentellement aux gens sobres — vous trouverez que cela vous a ragaillardi. Votre intempérance momentanée a produit l'anesthésie, elle a fait disparaître la sensation de fatigue et c'est parce que l'alcool fait disparaître la sensation de fatigue qu'il semble donner de la force.

Eh ! bien, alors, puisque l'alcoolisme est un si grand mal, si abominable, nous allons essayer de guérir les alcooliques et je suis convaincu que vous tous ici ferez de la propagande. Mais vous ne réussirez pas toujours, et voici pourquoi. Il est très important d'en connaître la raison. C'est que, lorsqu'on a pris l'habitude d'un excitant, et qu'on le supprime, on tombe à plat.

Ceci est vrai de bien des substances, de la morphine,notamment. Combien sont longues les cures de démorphinisation ! On est obligé parfois d'enfermer les morphinomanes dans des établissements spéciaux. De même un sujet qui a l'habitude de l'alcool ne peut rien faire lorsqu'il n'est pas sous l'influence de son excitant habituel. Il est obligé de le prendre dès le matin. Il appelle cela « tuer le ver » — je ne sais pas si cela s'écrit ver ou verre, — c'est pour lui une nécessité, il faut qu'il commence par là ; il n'est pas assuré sur ses jambes tant qu'il n'est pas sous l'influence de son poison habituel.

Voilà des choses qu'il faut que vous connaissiez pour entreprendre une bonne propagande et montrer aux gens combien est grand le danger.

On a toujours du mal à se guérir de ses défauts. C'est vrai même pour un certain nombre de poisons qui sont moins forts que l'alcool. Ainsi pour les fumeurs habitués à la fumée du tabac, il est singulièrement difficile de s'en priver. C'est encore bien plus difficile pour l'alcool.

Je finirai mon discours simplement par une citation emprunté au poète Verlaine, je ne veux pas citer un auteur plus compétent sur la question. Il a dit : « L'alcool est une fée qui porte la lune, dans son tablier. » Eh bien, non, ce n'est pas exact. L'alcool est une fée, si vous voulez, mais une mauvaise fée, et, dans son tablier, elle ne porte pas la lune, elle porte la honte, le déshonneur, la ruine, la misère et même elle porterait quelque chose de plus : la ruine de la patrie, si tous ensemble, fortement ligués, nous serrant les coudes, nous ne faisions tous nos efforts pour guérir ce mal affreux qui menace l'existence même de notre chère France.

Pr Debove.

LA GUERRE ET LA TUTELLE DES ORPHELINS (1)

Pendant bien longtemps, les œuvres privées n'ont pas fait beaucoup mieux, surtout pour les filles. L'orphelinat était un établissement religieux où l'on gardait les enfants jusqu'à l'âge de 21 ans, en cherchant, par nécessité du reste, à en tirer parti le plus vite possible.

Les fillettes faisaient un travail de couture, absolument machinal, car la division du travail y était largement pratiquée ; elles ne s'y développaient ni intellectuellement, ni physiquement, et arrivaient à 21 ans sans aucune connaissance de la vie, ne pouvant être que lingères ou femmes de chambre. Or, on ne sait que trop quel est le salaire de famine des premières et de quelles tentations devait être remplie, pour les unes comme pour les autres, cette vie pour la liberté de laquelle elles n'étaient point faites.

Donc, séparation absolue de la famille, quelle qu'elle soit et forme d'éducation et de vie aussi peu en rapport que possible avec notre évolution économique et morale.

Je sais bien que, depuis quelques années, Assistance publique et orphelinats privés ont réalisé de notables progrès.

Des écoles professionnelles pour filles et garçons ont été créées ; les départements se sont préoccupés d'organiser, eux-mêmes, pour leur pupilles difficiles, des sortes d'écoles de réforme, encore très peu nombreuses, mais dont l'idée est excellente.

La charité privé a aussi modifié ses méthodes ; elle a inauguré, dans quelques orphelinats, un véritable enseignement professionnel ; en même temps, se développaient les œuvres des petites familles qui, protestantes, catholiques, israélites, ou sans couleur religieuse, essaient de redonner à ces abandonnés un foyer familial aussi proche que possible de la vie normale.

Il faut aujourd'hui faire plus et mieux, et nous pouvons le dire d'autant plus haut, que déjà les raisons d'espoir et de confiance ne nous manquent pas.

*
* *

Les bonnes volontés n'ont pas attendu pour se manifester la fin de la guerre et, dès maintenant, nombreux sont ceux qu'ont préoccupé le sort des enfants dont les circonstances vont faire des orphelins.

(1) V. la *Revue Bleue* du 27 février-6 mars 1915.

Dès le début du mois d'août, l'Université popu-
aire organisait à Etretat une colonie pour les enfants
ue le départ du père laissait sans foyer, et elle
onge aujourd'hui à les adopter définitivement au
esoin. Cette œuvre des « Orphelins de la Guerre »
recueilli déjà plus de 500 enfants et fondé pour
ux, à côté de l'école, des ateliers d'apprentissage.

Une Association nationale, sous le nom « d'Orphe-
nat des Armées », s'est également constituée pour
rendre sous sa protection, en cas d'insuffisance
es ressources de la famille : 1° les fils et les filles
'officiers et de soldats tués à la guerre ou morts
e leurs blessures ou de maladies contractées à la
uerre ; 2° les enfants dont le père a reçu des bles-
ures entraînant l'incapacité totale de travail.

Cette protection, l'Association se propose de
'exercer sous les formes les plus diverses. Elle
eut, d'après ses statuts : 1° attribuer à la mère ou
ux proches parents qui recueillent l'orphelin des
llocations annuelles ; 2° à défaut de proches parents,
lacer un ou plusieurs enfants dans une famille qui
e charge de leur entretien et de leur éducation
noyennant un prix de pension déterminé ; 3° à
défaut de placement familial, assurer la pension
le l'enfant dans un établissement d'enseignement
ublic ou privé.

A tous ces enfants, la Société assure cette pro-
ection jusqu'à 16 ans au moins et s'engage à les
rienter suivant leurs aptitudes vers l'enseignement
econdaire et les professions auxquelles il peut
onduire, ou à leur donner un enseignement pro-
essionnel soit sous forme d'apprentissage régulier
d'un métier manuel, soit par la fréquentation d'écoles
primaires supérieures, professionnelles, techniques,
industrielles, agricoles, etc.

C'est enfin le Conseil général de la Seine qui pre-
nait, il y a quelques temps, la délibération sui-
vante :

L'Administration est invitée à présenter d'urgence au Conseil général un projet tendant au placement à la campagne, dans des écoles de plein air, des orphelins de mère dont le père a été tué ou blessé à l'ennemi ou est à l'armée, et des enfants dont la mère, chargée d'une nombreuse famille ou étant dans l'indigence, ne peut subvenir à leurs besoins.

Et je ne parle pas ici de toutes les bonnes volontés qui, en petits groupes, ou individuellement ont manifesté l'intention de prendre à leur charge quelques orphelins.

Dès aujourd'hui nous sommes donc en présence d'une véritable floraison d'œuvres qui toutes sont nécessaires parce que chacune d'entre elles permet de répondre à des cas particuliers et pourrait offrir aux conseils de tutelle la forme d'assistance convenant spécialement à tel ou tel de leurs pupilles.

*
* *

Mais, puisque nous songeons surtout à la vie de demain, ce qui est utile et en même temps possible, c'est, d'une part, de demander à ces œuvres de se constituer de telle façon que leur action puisse survivre aux circonstances présentes et s'intégrer pour ainsi dire définitivement dans cette vie de demain. C'est, d'autre part, d'essayer d'orienter ces œuvres vers les fins qui nous semblent le plus en accord avec notre vie économique et sociale.

Pour cela, ne pas séparer, partout où cela se peut, l'enfant de sa famille, et, quand cette séparation est nécessaire, ou quand la famille n'existe pas, chercher pour l'enfant plutôt un foyer qu'une administration, enfin développer avec le plus de méthode et de la façon la plus large l'enseignement professionnel.

Aussi l'orphelinat professionnel est-il une des formes qui nous paraît le mieux adaptée à nos conditions de vie.

Les orphelinats professionnels, tels qu'ils existent actuellement, et dont l'un des types les plus parfaits me semble être l'orphelinat de la Bijouterie, laissent l'enfant à la mère partout où elle en est digne et à son défaut le place dans une famille faisant partie de l'association corporative. Celle-ci, patronale ou ouvrière, exerce auprès de la famille naturelle ou d'adoption cette sorte de tutelle, si bienfaisante, et que nous voudrions voir généraliser ; l'aide pécuniairement, veille à la santé des pupilles qui, enfants de parents morts jeunes, peuvent être particulièrement menacés, exige pour chaque enfant une fiche sanitaire tenue à jour, organise des colonies de vacances, des sanatoriums.

C'est ainsi que l'orphelinat de la Bijouterie a, à Villetertre, une maison de vacances où les enfants peuvent faire, chaque année, une cure sanitaire et morale grâce à la vie au grand air, à l'hygiène, aux longues promenades et à la vie familiale dont y jouissent grands et petits. C'est aussi la maison qui les accueille dès qu'ils sont fatigués ou anémiés, menacés de tuberculose ou simplement convalescents.

Enfin, l'Association assure à ses pupilles l'instruction professionnelle et la meilleure, celle qui combine l'enseignement théorique et l'apprentissage pratique du métier.

Il faudrait donc que toutes les associations patronales, tous les syndicats ouvriers aient leurs œuvres de protection de l'enfance. On redonnerait ainsi aux déshérités une nouvelle famille, la famille professionnelle ; on recréerait dans notre France devenue peut-être trop individualiste, de fortes tra-

ditions corporatives, on rattacherait l'enfant, plus tard l'ouvrier, à un groupe, développant en lui avec le sens social, la conscience de son rôle et de ses devoirs, en même temps qu'on redonnerait à l'industrie française l'ouvrier artisan d'autrefois, qui saurait allier à l'éducation technique et spécialisée d'aujourd'hui l'éducation générale nécessaire à l'être humain.

Et ce que les syndicats industriels feraient dans les villes, il faudrait que les syndicats agricoles le fassent dans les campagnes. Ce sont eux qui pourraient contribuer le mieux à développer chez le paysan, avec l'attachement à la terre, le goût du progrès.

Et pour que ces syndicats remplissent complétement leur tâche il faudrait qu'à côté des enfants de leurs membres décédés, ils puissent accepter aussi — car les orphelins sont bien souvent enfants d'imprévoyants — ceux qui, nés d'ouvriers de la corporation non syndiqués ou associés, leur seraient confiés par le conseil de tutelle et pour lesquels une contribution pécuniaire serait versée.

Cette contribution, ce serait bien souvent à l'Etat à la fournir; ce sera même à lui à provoquer, là où ils n'existeront pas, la création de ces orphelinats, à les imposer au besoin à la commune ou au département.

Qu'on ne pense pas qu'il s'agisse là pour lui d'une charge nouvelle ; tout enfant abandonné, aujourd'hui déjà, retombe plus ou moins à la charge de l'Etat, si ce n'est pas comme enfant assisté, ce sera. plus tard, comme malade dans ses hôpitaux, comme vagabond ou criminel dans ses prisons. Mais alors l'argent dépensé est un argent perdu; il n'y a là qu'un poids mort que la société traîne après elle. Au contraire, ce même argent employé sous forme de subvention à des orphelinats, à des œuvres de protection de l'enfance, donnerait à l'Etat des bras et des cerveaux, des énergies nouvelles et productives qui lui rapporteraient au centuple l'intérêt de son capital.

Est-ce qu'il est une famille vraiment digne de ce nom qui puisse considérer comme dépense inutile celle qu'entraîne l'instruction de ses enfants ? N'en est-il pas, au contraire, qui n'hésitent pas à s'imposer les plus durs sacrifices pour leur donner l'éducation qui, en fera des hommes véritables ?

* *

Le premier devoir de la société est donc de ne laisser aucun enfant à l'abandon, mais ce devoir, pour qu'elle puisse le remplir réellement, il faut qu'elle ait créé, d'une part, l'organisme légal indispensable pour découvrir l'être en péril et exercer auprès de lui la tutelle sociale et d'autre part, les institutions de protection qui pourront remplacer pour l'enfant le foyer familial inexistant ou détruit.

Je ne veux pas insister davantage, mais, grâce au concours des conseils de tutelle et des œuvres diverses, nous aurons enfin en France une législation qui, complétée par toutes les lois de notre troisième République, depuis celle de 1889 sur les enfants maltraités et moralement abandonnés jusqu'à celles sur les tribunaux d'enfants, les familles nombreuses, le repos des femmes en couches, sera la véritable charte de l'enfance et en assurera la protection.

Tout cela est dans la tradition française : la Convention en 1794 avait déclaré prendre à sa charge tous les orphelins de la nation ; la Commune elle-même, en 1871, avait exprimé un vœu analogue que s'efforça de réaliser un peu plus tard Mme de Pressensé, par la création d'un orphelinat de la Seine. Il faut aujourd'hui que, dans l'angoisse et l'espérance, nous fassions sortir des ruines actuelles ce qui sera la promesse d'avenir la plus certaine.

Oui, la nature chez nous est excellente ; notre race, à toute époque de crise, se retrouve toujours, avec toutes ses qualités : éprise de loyauté, de justice et de droit, aussi capable de tendresse pour les faibles que de résistance aux violents, de patience que d'élan, de douceur que d'héroïsme, d'indépendance que de discipline. Mais ces qualités, ne faudrait-il pas qu'elles puissent produire toutes leurs fleurs et tous leurs fruits dans les époques de paix comme dans les époques de trouble, et pour cela, n'est-il pas nécessaire que l'enfant soit sauvé matériellement et moralement ?

Il faut que la Frauce, la plus humaine entre les nations, accomplisse cette œuvre essentiellement humaine ; il faut que le pays dont Michelet a dit : « Si l'on voulait entasser ce que chaque nation a dépensé de sang et d'or, et d'efforts de toute sorte pour les choses désintéressées qui ne devaient profiter qu'au monde, la pyramide de la France irait montant jusqu'au ciel ; la vôtre, ô nations, ah ! la vôtre, l'entassement de vos sacrifices irait aux genoux d'un enfant. » Il faut que ce pays, pour continuer après la guerre sa tâche séculaire de dévouement et de sacrifice, pour rester le conducteur des peuples vers un idéal de justice et de bonté, il faut que ce pays ne laisse en péril aucun de ses enfants et sauve tout ce qui peut être sauvé de ces ressources humaines précieuses pour lui et pour l'humanité.

BERTHE MILLIARD,
du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

*
* *

Allocution de M. Ferdinand-Dreyfus.

Mademoiselle,

Vous venez de le voir. Vous nous avez charmés, ›truits et émus. Ce qui nous a le plus frappé dans ›tre exposé, ce n'est pas seulement la compétence, ›ne sont pas seulement les connaissances appro-ndies qui nous ont révélé en vous — excusez-moi - un jurisconsulte complet, c'est aussi, et je dirai ›esque, c'est surtout votre expérience personnelle ›i donne un caractère spécial à l'autorité que vous nez de vos fonctions et de votre vie.

Vous avez fait passer devant nous les résultats de › qu'on me permettra d'appeler votre clinique so-ale et vous avez illustré les différentes parties de ›tre conférence par des exemples douloureux tels ›ue vous en voyez passer tous les jours devant vous › essayant d'y remédier par votre assistance per-›nnelle.

Le problème que vous avez posé devant cet audi-›ire et qui le préoccupe depuis longtemps, est énor-›e et angoissant. Dans la guerre que nous subissons, ›utes les victimes sont intéressantes, mais il y en a ne catégorie sur laquelle nous ne pouvons pas ous pencher sans nous sentir émus jusqu'au fond e l'âme. Ce sont ces malheureux enfants qui, du ›ur au lendemain, sont privés de leur soutien natu-el tombé au champ d'honneur, ou frappé dans 'exercice même de son métier par une invalidité ›récoce, ou disparu. Que faire pour les secourir, ›ue faire pour remédier à ce mal qui existe depuis ›ngtemps — ce n'est pas à l'honneur de notre so-iété —, mais qui est devenu plus poignant depuis ›ue nous le voyons devant nos yeux plus pressant ›t plus terrible? Eh bien, vous avez apporté vos ›emèdes. Et vous ne les avez pas apportés — c'est à ce qui est très remarquable dans votre exposé — ›eulement sous leur forme théorique, vous avez ›pporté des solutions pratiques. La société n'a pas ›ait tout son devoir envers ces enfants victimes de › guerre, lorsqu'elle a donné à la malheureuse ›emme, qui reste au foyer, privée de son soutien, › petite pension, le petit secours, l'aumône patrio-›ique qu'elle lui doit; cela, c'est le devoir de l'Etat, › devoir du Parlement. A côté de cette obligation ›lémentaire s'impose le devoir de la société, qui ›oit, sous peine d'avoir honte d'elle-même, rempla-›er auprès de tous ces petits le père disparu, le ›outien indispensable, le guide et le chef de la fa-›ille.

Que faire? Nous apercevons deux catégories de remèdes, vous l'avez très bien dit. D'abord, le remède juridique. Il faut, évidemment, compléter nos lois. Il y a longtemps que, les uns et les autres, nous en avons signalé les lacunes. Oui, c'est entendu, nous avons fait quelque chose depuis trente ans. Notre ami, M. Bérenger, a attaché son nom à une série de lois de protection de l'enfance. On en a fait pour protéger les enfants délinquants, pour protéger les enfants victimes de délits, les enfants martyrs, comme disent nos amis Belges, pour sauver les enfants vicieux ou en danger moral, pour les préserver de la débauche précoce; on a codifié les règles sur l'Assistance publique, et, dans la pratique, comme vous l'avez vous-même reconnu, bien que vous soyez un peu une femme d'assistance privée, l'Assistance publique a perfectionné ses méthodes; elle s'est organisée, et elle a apporté de plus en plus de cœur à remplir sa tâche. Et puis, on a fait quelque chose pour les enfants traduits en justice qui échouent devant les tribunaux et qu'il faut préserver des rechutes en les tirant du bourbier. Une loi récente, en application malgré la guerre et pendant la guerre, permet de réaliser quelque bien au moyen de tribunaux spéciaux aidés par les patronages et par la liberté surveillée. Mais que de réformes incomplètes, que de lacunes, notamment en ce qui touche l'organisation de la tutelle des indigents ou des pauvres.

Dans toutes nos lois sur la tutelle, on songe toujours au patrimoine, c'est-à-dire à l'argent; on ne songe jamais à la personne, c'est-à-dire à l'avenir et, pourtant, la personne du petit abandonné qui a besoin de tutelle est très intéressante, d'autant plus qu'il n'a pas de patrimoine et qu'il faut bien, à défaut de patrimoine matériel, lui créer un patrimoine moral et professionnel. Il faut donc organiser des conseils de tutelle. Les Chambres sont saisies d'un projet sur la question, pas depuis longtemps, depuis quatre ans. C'est peu. Dans le régime parlementaire, on compte généralement, en moyenne, neuf ou dix ans pour faire aboutir une réforme sur laquelle on est d'accord. Mais nous avons la chance d'avoir ici votre président, mon ami Bourgeois, auquel les Chambres ne refusent rien. Et puis, nous avons sur l'estrade un représentant du Ministère de la Justice envoyé par le Garde des Sceaux qui nous aidera de son autorité et de sa parole. Il y a une Commission au Sénat dont j'ai tout à l'heure repris les noms, et que préside mon vieil ami, M. Bérenger. Nous allons la compléter, la réunir, et je m'engage, dans la mesure où je serai aidé par vous, à faire aboutir le plus tôt possible la loi présentée. Les circonstances nous l'imposent. Il est impossible, quand nous viendrons expliquer la vérité devant le Parle-

ment, que, par un vote unanime, il ne réalise encore ici cette union sacrée entre toute : l'union pour l'enfance.

A côté de la partie juridique, apparaît le côté social, l'action charitable. Je ne veux p s m'enhardir à redire après vous ce que vous avez si bien dit. Il y a deux formes pour réaliser cette action charitable. Il y a les organismes collectifs, les orphelinats. Et là, Mesdames, j'appelle votre attention sur une idée véritablement originale de Mlle Milliard. Elle a raison de recommander à votre prédilection la forme de l'orphelinat professionnel. Pourquoi ? Parce que, justement, au lendemain d'une guerre comme celle-ci, il faut relier l'enfant à sa famille professionnelle, à sa famille ouvrière, à sa famille syndicale, l'encadrer de nouveau dans son groupe, de façon à ce qu'il n'aille pas errer, comme une feuille détachée de l'arbre, de la campagne à la ville ou de la ville à la campagne, mais de manière à ce qu'il vienne de nouveau occuper sa place naturelle, pour le plus grand profit non seulement du développement moral, mais aussi du développement économique de ce pays.

En dehors des orphelinats intervient l'assistance individuelle. Mesdames, c'est vers vous qu'il faut se retourner ; c'est vers vous qui, tous les jours, nous prodiguez votre dévouement. On vous a parlé des œuvres déjà créées, ou en formation, de l'Orphelinat des Armées, de l'Œuvre d'Étretat, de l'Œuvre des Pupilles de la guerre, dont je vois ici la représentante, et on vous a dit : Voilà des idées. Pour les réaliser il faut un personnel. Mesdames, ce personnel, c'est vous, surtout, qui devez le fournir. C'est à vous à le recruter et parmi vous, ce n'est pas une nouveauté ; il y a longtemps que nous faisons appel à vous chaque fois qu'il s'agit de protéger l'enfance. Mlle Milliard a eu raison de le rappeler. Auprès de nos écoles, il y a des femmes déléguées cantonales de l'instruction primaire, qui sont les amies, les soutiens de nos petites institutrices, et qui aident, elles aussi, à faire aimer cette école, que nous aimons tant nous tous qui sommes ici, et qui a été, nous le voyons tous les jours, une maison nourricière de dévouement, d'énergie et de patriotisme. Pour l'application de notre loi sur les tribunaux pour enfants, nous avons nos déléguées à la liberté surveillée. Si mon ami Rollet était ici, il vous dirait combien, tous les jours, il trouve d'aide, de réconfort, de collaboration féconde dans ces auxiliaires volontaires qui complètent ou remplacent la famille et qui, sans en avoir le titre officiel, exercent avec discrétion une mission de tutelle officieuse et charitable pour le plus grand bien des enfants protégés.

Donc, Mesdames, nous comptons surtout sur vous pour réaliser cette œuvre étendue et amplifiée. Vous nous donnez tous les jours des exemples admirables de dévouement, que ce soit au chevet des blessés, que ce soit dans les ambulances, que ce soit dans les dépôts d'éclopés ou de convalescents. Partout, vous vous présentez comme les douces confidentes des misères, des chagrins, des douleurs. Vous êtes, pour me servir d'un terme militaire, les agents de liaison entre ceux sur le lit desquels vous vous penchez et les familles qui, loin d'eux, ne pensent qu'à eux.

Nous vous demandons de faire plus encore, et, dans un temps où il y a déjà la Croix-Rouge pour les blessés, la Croix-Rouge pour les prisonniers de guerre, nous vous demandons de constituer ici, à la suite de cette conférence, la Croix-Rouge des Orphelins de la Patrie !

FERDINAND-DREYFUS.

*
* *

Allocution de M. LÉON BOURGEOIS.

Mesdames, Messieurs,

Vous me permettrez de remercier en votre nom notre éminent président, M. Ferdinand-Dreyfus, mon cher collègue et ami, d'avoir bien voulu présider cette réunion, d'en avoir tiré les enseignements nécessaires et d'avoir pris devant vous un engagement que je tiens à souligner.

Il est au Sénat un de ceux qui se sont occupés avec le plus d'énergie et de persévérance de tous les problèmes de l'enfance et de la sauvegarde des générations de demain. Il est l'auteur principal du projet de loi qui attend depuis trop longtemps sa mise en délibération par le Sénat. Il nous a promis de se dépenser tout entier pour le vote prochain de cette proposition de loi, je l'en remercie et je l'assure, non seulement de mon concours personnel — il sait très bien qu'il est acquis — mais de l'unanimité du Sénat. Les arguments que vous donnerez, mon cher Président, ceux qui ont été développés ici, sont d'une telle force et prennent à l heure actuelle une signification si profonde qu'il faudrait, en vérité, avoir les yeux volontairement fermés pour ne pas se déterminer à agir et à créer enfin, pour la protection de l'enfant, l'organisme légal qui est indispensable au salut, non pas seulement de notre génération actuelle, mais de l'avenir tout entier de notre pays.

Je remercierai également en quelques mots seulement notre conférencière, Mlle Milliard. M. Ferdinand-

Dreyfus a dit — et je suis un témoin qui peut l'affirmer — que c'est son expérience personnelle qui l'a amenée aux constatations qui lui ont permis de faire devant vous cette conférence si remarquable, où tout le problème de l'enfance a été examiné avec une science des réalités qui, véritablement, a conquis tous vos esprits.

Il me semble que nous devons emporter de cette conférence deux idées essentielles ; Ferdinand Dreyfus l'a dit tout à l'heure, et je m'excuse de le répéter après lui, mais je crois qu'il est des clous qu'on ne saurait trop enfoncer.

La première est celle-ci : il faut qu'on sache où est l'enfant en péril. Dans l'organisation actuelle, les trois quarts du temps, on ne le sait pas. Il y a une loi, toute une organisation juridique, sociale, mais le point de départ manque pour mettre en mouvement cette organisation.

L'enfant est là. S'il a de l'argent, on le connaît, s'il n'en a pas, on l'ignore.

Il y a une parole, dans l'ancienne France, que tous vous vous rappelez : quand la misère était grande, quand le peuple souffrait trop, quand les campagnes étaient dévastées, décimées par la famine, par la guerre, quand le peuple était trop malheureux, il disait « ah ! si le Roi le savait ! ». Et il s'imaginait que, le Roi le sachant, toutes les misères seraient soulagées.

C'est une façon d'idéalisme comme une autre, elle prend une forme politique — monarchique, peu nous importe — mais cela veut dire : si quelqu'un au-dessus de nous savait la vérité des choses dont nous souffrons, il est certain que nous cesserions de souffrir. Il est impossible que celui qui peut ait le cœur si dur, qu'il refuse de se laisser émouvoir, le jour où il connaîtra la réalité de nos douleurs.

Actuellement, nous disons : « Si la société savait ! » Mais elle ne sait pas. Il y a un grand nombre d'enfants abandonnés à eux-mêmes et personne parmi les magistrats, les administrateurs, les gens de bien qui s'occupent de l'assistance, ne les connaît.

Eh bien ! Il faut qu'on sache, c'est la première idée à laquelle nous devons nous attacher. Il nous faut donc créer tout d'abord ces conseils de tutelle qui, avec les responsabilités dont on vous a parlé, des propriétaires, des logeurs, des instituteurs, permettront de connaître la situation de chacun des enfants en danger.

Il y a une seconde idée.

Toute notre législation protectrice de l'enfance est née de la considération d'un crime ou d'un délit.

Il y a crime ou délit de l'enfant ? Alors il faut intervenir immédiatement et le mettre dans un établissement de réforme.

Il y a un crime ou délit des parents ? Il faut leur enlever l'enfant.

Mais c'est toujours cette idée étroitement juridique que le péril ne commence que là où il y a violation de la loi, là où il y a crime ou délit. Eh bien, nous qui avons l'esprit social, nous disons : le péril commence bien avant. Il n'est pas nécessaire que l'enfant soit coupable aux yeux d'une loi, que les parents soient coupables aux yeux d'une loi, pour qu'il y ait devoir, pour la société, d'intervenir. Si l'on attend que le crime, le délit soit commis pour agir, il est trop tard ; ce qu'il faut, c'est prévenir ce crime ou ce délit. Il suffit donc qu'il y ait pour l'enfant, un péril purement moral, péril qui tient à des circonstances tout à fait indépendante de la volonté de ses parents ou de qui que ce soit.

Cette idée de la responsabilité sociale de tous, substituée à la responsabilité pénale de l'individu, c'est précisément ce qui différencie notre conception moderne de la société de la vieille conception individualiste de la vie et c'est ce qui doit déterminer notre législation.

Enfin, Mlle Milliard me permettra d'ajouter un mot pour compléter, sur un point, sa conférence.

Elle a indiqué, — ce que je trouve profondément vrai, et ce que Ferdinand Dreyfus a répété après elle avec une force particulière — que c'est dans le cadre professionnel, qu'il sera le plus facile et le plus utile d'assurer le sauvetage de l'enfant. C'est là, en effet, qu'il trouve sa place naturelle, sa place nécessaire, pour ainsi dire, et qu'il trouve en même temps les conformités de sentiment, d'aptitude, de tradition, de manière d'être et de vivre qui lui rendront précisément l'existence commode et l'adaptation facile au milieu dans lequel il doit se développer.

Oui, le milieu syndical, professionnel, corporatif sera le meilleur terrain où pourra germer la semence que nous voulons jeter à pleines mains.

Mais j'ajouterai quelque chose : une des formes d'association qui permet le plus complètement, le plus harmoniquement, pour ainsi dire, d'adapter un jeune être à la vie qu'il se fera pendant le reste de son existence, c'est le milieu mutuel parce que c'est une sorte de milieu corporatif, mais dont l'objet est différent de l'objet de la corporation professionnelle ; dans la corporation professionnelle, c'est le travail avec le salaire qu'on a en vue, et dans le milieu mutuel c'est, au contraire, l'aide à donner au travailleur qui est la préoccupation dominante.

Il n'y a aucune espèce d'antinomie entre les deux idées, mais c'est la conjugaison, si vous voulez, de l'aide mutuelle, de l'aide corporative qui donne la formule totale, je crois, de l'organisation sociale.

Il faut qu'une réunion comme la nôtre laisse des

traces, que nous emportions tous de cette conférence où tous les points ont été étudiés, non seulement des idées claires, mais le sentiment d'un devoir à remplir et la ferme résolution de travailler activement au développement de ces œuvres de protection de l'enfance indispensables au salut de la France de demain.

LÉON BOURGEOIS.

DOCUMENTS DE LA GUERRE

—

Lettre de Combattant.

Quelle chose horrible est la guerre ! Quelle responsabilité pour ceux qui l'ont déchaînée ! Ainsi que je vous l'avais laissé prévoir dans ma dernière lettre, nous avons donné l'assaut aux tranchées allemandes le 21. Le communiqué officiel nous consacre une ligne : « En Champagne, à Souain, violent combat à la baïonnette. Nous n'avons pas progressé de façon sensible. » Vous ne pouvez vous imaginer les horreurs qui se cachent derrière ce sobre langage. Je ne saurais pas vous décrire les terribles péripéties de ce drame affreux qu'est un combat. Du reste, les descriptions ne peuvent en donner une idée : Il faut avoir vu, il faut avoir entendu ; des champs jonchés de morts et de blessés que l'on piétine ; des tranchées couvertes de débris où se bousculent les combattants montant à l'assaut et les malheureux qui en reviennent mutilés ; des cris, cris d'épouvante, cris de rage, cris de détresse, le formidable bruit du canon, le sifflement des obus et des balles, les explosions qui ouvrent tout auprès des trous énormes... voilà ce qu'il faut avoir vu et entendu pour se faire une idée d'une bataille ! Vision infernale ! Et, cependant, l'émotion que l'on ressent est dominée par le souci d'accomplir jusqu'au bout son effrayant devoir. On a pu, pendant des heures, essuyer sans bouger, et sans pouvoir se défendre, une invraisemblable canonnade ; on a pu, à diverses reprises, craindre d'être enseveli tout vif par l'amas de pierres et de ferrailles ; on a pu voir, devant un trou noirci par la poudre, des camarades changés brusquement en un tas sanglant et boueux, dès que retentit le cri : « En avant ! » ; un frisson parcourt le corps, et chacun, assujettissant vivement sa baïonnette, se précipite hors de sa tranchée, dans l'ouragan de balles et d'obus que vomissent mitrailleuses et canon !

Je suis rentré sain et sauf ; par quel miracle ? Je ne saurais le dire, et je remercie la Providence, dont la main invisible m'a protégé.

Notre régiment a beaucoup souffert, et nous avons eu la tristesse de voir que nos sacrifices ne nous avaient pas donné la victoire. Nous ne sommes cependant pas découragés et le moral des soldats n'a pas été trop atteint par notre insuccès. Malheureusement les premiers combats nous avaient déjà privés de bien des chefs valeureux : la récente bataille nous a encore enlevé plusieurs de ceux qui restaient parmi les bons, et la confiance pourrait s'en ressentir dans les troupes.

En attendant de nouvelles aventures, notre régiment est au repos, et on est en train de le reformer. Je ne sais pour combien de temps nous sommes ici, pour peu de temps, fort probablement.

. . . . . .

Il est très heureux que vous vous occupiez de protéger les soldats contre la pluie : c'est en effet, ce qu'il y a de plus fatigant dans notre existence actuelle, d'être mouillé et de ne pas pouvoir se sécher. L'idée d'une capote imperméable et très intéressante ; mais voulez-vous permettre à celui « qui y est » de vous faire une objection. La capote imperméable, très pratique pendant la pluie, deviendra bien gênante, sinon dangereuse, pendant le beau temps, par les abondantes transpirations qu'elle occasionnera. On aura ainsi évité au soldat l'humidité lors du mauvais temps, mais pour la lui donner lors du beau temps et surtout pendant les marches.

Je dois à l'affectueuse ingéniosité de ma femme un vêtement très utile. C'est une capote *avec capuchon* en toile caoutchoutée extrêmement mince, qui se met par-dessus l'autre quand on redoute le mauvais temps. Pliée, elle ne tient guère plus de place qu'un gros mouchoir de soldats et elle n'alourdit pas sensiblement le chargement. Payée en ce moment le prix modique de 12 francs, elle doit coûter moins cher en temps ordinaire, et certainement elle reviendrait à un prix dérisoire au gouvernement. Je vous soumets cette idée sans autre but que d'être utile à mes frères d'armes. Je suis un peu scandalisé qu'on ait tant attendu en haut lieu pour penser à protéger les soldats de la pluie. Les soldats seront reconnaissants à ceux qui, comme vous, ont le mérite d'avoir vu le danger et d'avoir cherché à l'éviter.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 7 — 1er SEM. 53e ANNÉE 27 MARS-3 AVRIL 1915

BULLETIN DE QUINZAINE

Un ou deux raids de Zeppelins sur Paris ont eu l'effet d'appeler les Parisiens à leurs fenêtres pendant la nuit, mais non pas celui de détourner l'attention du monde des choses qui importent véritablement, telles que la chute de Przemysl ou les opérations des Dardanelles.

La capitulation de Przemysl et d'une immense armée est apparue à tous les neutres comme un instant critique de la guerre ; elle a mis dans une forte lumière cette vérité, souvent indiquée ici : que c'est dans la plaine hongroise que le destin des armées sera fixé, que l'alliance austro-allemande doit être atteinte par le sud, vulnérable en cet endroit, parce qu'elle y est déjà guettée par des force de dislocation jusqu'ici silencieuses et qui attendent.

Il y a bien, en Autriche-Hongrie, une armée impériale, soigneusement dispersée et encadrée par les Allemands méfiants, de l'Argonne en Bukovine, si bien que François-Joseph, qui a une armée, serait bien embarrassé pour la réunir, comme jadis Soubise :

> Soubise dit, la lanterne à la main
> J'ai beau chercher où diable est mon armée...

Mais s'il y a des troupes qui se battent encore, il y a dans l'Empire cent politiques différentes, qui surgiront du sol dans une admirable confusion, dès que le hennissement des chevaux cosaques épouvantera les villages fortunés de Hongrie.

Les Croates, les Roumains, les Slovaques peut-être déclareront alors qu'ils en ont assez des Hongrois, lesquels songeront peut-être à divorcer d'avec les Autrichiens, qu'en ce moment ils engagent de toutes leurs forces à se dépouiller du Trentin au profit de l'Italie pour la sécurité de l'Allemagne. Cette admirable complication politique qu'est la Double monarchie portera alors tous ses fruits dont le vieil Empereur savourera l'amertume. Il a voulu que la succession d'Autriche fût ouverte de son vivant.

Le sentiment de tout ceci est plus vif chez les neutres voisins de l'Orient que dans nos esprits occidentaux. L'Italie regardant fondre les neiges des vallées du Trentin, prolonge encore ses exercices dans l'art national de la diplomatie. Les Balkaniques songent à accorder leurs politiques intérieures, toujours tumultueuses, à leurs grands intérêts nationaux, pour ne pas arriver trop tard sur les rives de la mer de Marmara.

Ne vous abusez pas d'ailleurs, et n'allez pas penser que ces heureux cataclysmes de l'Orient et du Sud qui rouleront des Carpathes avec l'armée Russe ou fondront sur les Turcs avec les boulets des flottes alliées, seront l'évènement providentiel, miraculeux et décisif qui terminera la guerre. Après l'avoir isolée des alliés précipitée dans l'abîme avant elle et par elle, il faudra faire le siège, qui sera rude, de l'Allemagne.

C'est cette lutte que nous préparons, nous autres Occidentaux, nous Français, par l'admirable constance de notre armée qui a élevé si haut la France dans l'admiration du monde, les Anglais aussi par l'immense effort de création militaire qu'ils viennent de couronner en transformant leurs usines en services publics, mesure capitale qui permettra de pousser les fournitures militaires avec une activité largement accrue.

Ces adorateurs germaniques de la force se sentiront ainsi fortement serrés, jusqu'au moment, annoncé par tous ceux qui connaissent l'Allemagne, ou l'esprit public s'inclinera, dans ce peuple que l'orgueil d'une brusque puissance avait grossièrement enivré, mais qui reste docile aux décisions du destin.

***

LA GUERRE ET LES LOIS SOCIALES (1)

Mesdames, Messieurs,

Notre Président, M. Léon Bourgeois, que vous savez très assidu aux conférences de l'Alliance d'Hygiène sociale, a été retenu aujourd'hui au Sénat. Il assiste à une séance de la commission des Affaires étrangères et le souci des affaires publiques, dans des circonstances graves, a seul pu l'empêcher de venir aujourd'hui entendre notre ami M. Strauss.

Mais ce n'est point la seule déconvenue que vous ayez, M. Jules Siegfried, qui devait présider cette réunion, qui devait, dans son langage clair et solide, avec toutes sa grande expérience industrielle et commerciale, avec sa grande expérience politique, prendre la parole après la conférence de notre ami Strauss, est également absent. Il a été retenu à la Chambre des députés — vous savez certainement pourquoi — par les débats de la loi sur les débits de boissons.

Le regret que nous cause son absence est tempéré par l'espèce de joie que nous éprouvons à savoir qu'il lutte pour la bonne cause et que déjà de bons résultat ont été obtenus. Nous espérons que ses efforts feront faire un pas décisif à la question de l'alcoolisme.

Ce ne sera peut-être pas l'un des seuls bénéfices à côté que nous aura valu cette guerre, pendant laquelle chacun a le souci plus exact du bien public.

Vous m'en voudriez de vous présenter le conférencier M. le Sénateur Strauss. Mais peut-être me permettrez vous, en ma qualité de Directeur du Travail, de rappeler la part considérable qu'il a prise à l'élaboration de toutes les lois sociales depuis une vingtaine d'années. Ce ne sont pas seulement les questions d'hygiène et d'assistance qui retiennent son attention, ce sont toutes les questions sociales: celles d'hygiène ouvrière, celles d'organisation du travail, et nous voyons son nom patronner une foule de projets de loi, depuis ceux qui concernent les mères et nourrissons jusqu'à ceux qui concernent le contrat collectif du travail. En sorte qu'il eût été impossible, je crois, de trouver, dans tout le Parlement Français, quel qu'un qui fût plus qualifié pour faire cette conférence sur les lois sociales et la guerre.

Je lui passe immédiatement la parole. Permettez-moi seulement encore au nom du bureau, d'exprimer toute notre reconnaissance à son Altesse le Prince de Monaco, qui a bien voulu honorer cette séance de sa présence.

ARTHUR FONTAINE.

Conférence de M. PAUL STRAUSS, *Sénateur*,

Mesdames, Messieurs,

Notre président, M. Arthur Fontaine, auquel je reprocherais un excès de modestie, m'a fait une part trop belle et trop large dans ses compliments de bienvenue. Je l'excuse, en raison de la bienveillance qu'il m'a toujours témoignée. Nous sommes à une heure où l'exemple de l'anonymat, de l'impersonnalisme, de l'abnégation indéfinie, nous est donné par ceux qui sont sur le front et qui combattent avec une vaillance icomparable, uniquement entraînés par l'amour du devoir et la passion du patriotisme. Nous devons tous, dans la vie civile, parmi les non-combattants, nous inspirer de ce haut exemple. Si je dis cela, c'est pour qu'à l'avenir plus encore que par le passé les dissentiments personnels s'effacent, que les revendications particularistes s'atténuent, pour que nous ayons, non seulement, comme le disait notre Président tout à l'heure avec un sens si exact d'opportunité, un souci plus grand, plus scrupuleux du bien public, mais encore une notion plus haute du devoir et du désintéressement civique. Cette notion, elle a pénétré parmi nous, parmi vous, Mesdames, surtout, je le dis avec une fierté joyeuse, depuis le début des hostilités. A aucun moment ,la femme française n'a méconnu ses obligations de bonté, de charité, de bienfaisance, de solidarité, mais, depuis le 2 août, elle ne cesse de se prodiguer, de se multiplier, et c'est elle qui tiendra la première place dans le *Livre d'Or* de la bienfaisance privée, après la guerre, lorsqu'on aura le droit et le devoir de rendre à chacun la justice qui lui est dûe. Aussi bien, Mesdames et Messieurs, nous ne songeons point à distinguer les efforts et, lorsque nous nous efforçons de rechercher, dans le passé et dans le présent, la part des institutions publiques, ce n'est point pour

(1) Conférence donnée à l'Alliance d'Hygiène sociale, le 26 février 1915.

amoindrir le rôle des initiatives privées, mais pour tenter de dégager la leçon d'une action commune qui doit être de plus en plus intensive et de plus en plus efficace.

J'abuserais de votre patience, si je voulais faire un tableau synthétique de tout ce que l'initiative privée, d'une part et l'effort légal, de l'autre, ont accompli et accomplissent en ce moment, sous l'inspiration combinée du patriotisme et de la solidarité. La récapitulation sera faite à loisir et l'inventaire complet de la philanthropie en temps de guerre sera fertile en enseignements pratiques et glorieux pour la nation entière. Il importe toutefois, d'ores et déjà, que les initiateurs privés, dont le rôle ne cesse de grandir, connaissent tout le prix de l'action fondamentale des pouvoirs publics. Cet apport des lois, des institutions publiques, il est parfois calomnié, souvent méconnu. L'accoutumance à un régime social rejette dans l'oubli les lacunes et les faiblesses de la période antérieure, fût-elle la plus rapprochée. Les contemporains, surtout les cadets, sont plutôt portés à la sévérité qu'à l'indulgence ; ils ne tiennent pas habituellement un compte suffisant des résultats obtenus par leurs devanciers. C'est pourquoi il ne me paraît pas superflu d'établir très sobrement, sans étalage de chiffres, que, si nous avons le droit d'être fiers de la belle tenue morale de la population civile tout entière, les Pouvoirs publics, depuis un certain nombre d'années, ont fait tout le possible pour préparer une France meilleure et pour réaliser, peu à peu, progressivement, le programme de bonté, de justice distributive et de prévoyance sociale qui doit être, au xxe siècle, celui d'une civilisation supérieure et d'une démocratie comme la nôtre.

Les lois sociales, englobent l'assistance l'hygiène, la mutualité, la prévoyance sous toutes ses formes, l'éducation populaire, la législation du travail, elles embrassent le champ le plus vaste, un territoire pour ainsi dire illimité, mais elles ont ce fait commun de tendre à l'altruisme, de reposer sur le sentiment de la justice réparatrice. Ce que ces lois s'efforcent d'atteindre et de combattre, c'est la misère, l'ignorance, l'insalubrité, le vice, le mal évitable.

Si nous jetons nos regards en arrière à quarante-quatre ans de distance, sans arrière-pensée de polémique rétrospective, mais en recherchant purement et simplement la leçon des faits, nous constatons immédiatement la différence de milieu, la supériorité incontestable que nous avons sur nos devanciers au point de vue d'une meilleure défense contre l'extrême misère. Il y a quarante-quatre ans, et même dans les années qui ont suivi, les malades n'étaient pas secourus, les vieillards, les infirmes, les incurables, n'avaient d'autre perspective que la mendicité, la première enfance n'était point sauvegardée, les mères n'étaient point protégées. C'est plus tard, seulement, qu'ont été élaborées nos belles et fructueuses lois sur la protection des enfants du premier âge, sur les enfants moralement abandonnés, sur l'assistance médicale gratuite, sur la mutualité, sur les assurances contre les accidents, sur les Enfants-Assistés, sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes, aux incurables, sur la protection de la santé publique, sur les habitations à bon marché, sur les retraites ouvrières, sur l'assistance aux femmes en couches, sur l'assistance aux familles nombreuses, etc., etc., sans parler de mesures législatives, corrélatives ou subsidiaires. Nous avons, dans cette paix armée que le triomphe insolent de l'Allemagne nous a imposée depuis quarante-quatre ans, peu à peu, malgré les difficultés économiques et financières que nous rencontrions à chaque tournant de route, édifié une législation défensive d'assistance qui, malgré sa haute valeur, n'est pas dans toutes ses parties, définitive et parfaite. J'ai à ma droite, Son Altesse le Prince de Monaco, à ma gauche, M. Edouard Fuster, et autour de moi, M. Georges Risler, M. Leven, d'autres encore, qui m'en voudraient si je faisais plus qu'il ne convient l'éloge d'un régime exclusif d'assistance.

La Mutualité, la Prévoyance, l'Assurance, ont un avantage incontesté sur le secours, sur l'assistance publique, sur la bienfaisance privée. Néanmoins, il faut bien aller au plus pressé, et nous n'avons pas à faire notre *mea culpa* d'avoir commencé en France, dans la situation difficile qui nous était faite après la défaite, à recourir à l'assistance, pour constituer un rempart immédiat, une digue défensive directe contre la détresse. Ces lois ont agi, elle agissent aujourd'hui. Nous avons, pour l'assistance médicale gratuite, 2 millions de personnes inscrites, deux millions de personnes qui peuvent être traitées gratuitement au point de vue médical, au point de vue pharmaceutique. Je ne reviendrai pas sur le passé, j'obtiendrais un triomphe facile si je rappelais la situation antérieure à la loi de 1893 où il y avait d'une façon certaine, dans les campagnes, des personnes qui succombaient faute de soins. L'assistance aux vieillards nous donne 600.000 bénéficiaires, sans compter 100.000 pensions d'assistance-retraite entre 65 et 70 ans. Les retraites ouvrières, qui datent d'hier et qui ont été souvent, trop souvent, hélas, contredites et discutées, comptent aujourd'hui un million de bénéficiaires. Même pendant cette guerre, le service n'a pas été interrompu un seul

jour. Un million de personnes ont reçu les allocations, sans doute modestes, mais réelles, tangibles, bienfaisantes, de la loi sur les retraites ouvrières.

Le service public des Enfants-Assistés de France, — tel qu'il fonctionne depuis la loi du 27 juin 1904 — comprend 148.000 enfants trouvés, orphelins, assistés, moralement abandonnés, il offre un abri temporaire dans ses établissements à 53.000 enfants en dépôt ou en garde ; il délivre des secours d'allaitement, des secours préventifs d'abandons à 68.000 mères. Combien de détails impressionnants, élogieux pour l'Etat, les départements, les communes, pourraient dans une analyse complète, être fournis à l'appui de cet admirable service de tutelle nationale dont le perfectionnement est incessant !

Le service de la protection des enfants du premier âge, régi par la mémorable loi Théophile Roussel, actuellement soumise à revision, compte un effectif de 164.000 enfants. La guerre a modifié les conditions de fonctionnement de cet important service. A Paris, et sans doute dans les grandes villes, l'exode nourricier a été momentanément enrayé ; la surveillance médicale des enfants antérieurement placés en nourrice à dû, sur certains points, être rendue plus difficile par la mobilisation d'un grand nombre de médecins. Les comparaisons entre la période normale et le temps de guerre ne portent donc point sur des contingents identiques, sur des éléments semblables.

A travers ces différents compartiments administratifs, le patronage officiel, définitif ou temporaire, contribue puissamment à sauver des existences infantiles, et la contribution volontaire des œuvres privées ne fait que renforcer un tel protectorat tutélaire.

C'est hier seulement, c'est-à-dire le 1er janvier 1914, que la loi sur l'assistance aux femmes en couches est entrée en application ; elle peut revendiquer à son actif, après quelques mois, près de cinquante mille mères secourues. Une extension prochaine de cette loi, déjà si bienfaisante par elle-même, étendra son domaine d'action prévoyante et secourable. D'ores et déjà des résultats considérables ont été obtenus, qu'il serait injuste de méconnaître ou d'oublier dans les bilans d'aide maternelle et de sauvetage infantile.

De son côté, l'assistance aux familles nombreuses, encore à ses débuts, joue un rôle des plus utiles, puisqu'elle bénéficie à 240.000 familles. Et pourtant, malgré leur énorme rendement, en dépit de la part contributive des bureaux de bienfaisance, des sociétés de secours mutuels, dont l'action est prodigieusement féconde, les différentes lois d'assistance publique, en y joignant l'apport de la prévoyance sociale (accidents du travail, retraites ouvrières, etc.), n'auraient pas suffi, dans une période comme celle de la grande guerre actuelle, à prévenir la misère. Une organisation exceptionnelle était rigoureusement indispensable pour répondre à des besoins exceptionnels.

Dès le 21 mars 1905, et plus tard dans la loi du 7 août 1913 sur le service de trois ans, le législateur a posé le principe salutaire de l'indemnité compensatrice du soutien de famille. Il n'y eut plus dès lors, à la séance inoubliable du Parlement du 4 août 1914, qu'à étendre le cadre de ces allocations militaires, préservatrices de détresse, dont la nation paie allègrement le tribut, si lourd soit-il, aux familles de ses héroïques défenseurs.

Peu importent les erreurs de détail, en une telle matière, pourvu que l'objet essentiel soit partout atteint ! La distribution de ces indemnités n'est pas seulement l'acquittement d'une dette sacrée de solidarité nationale, ; elle est comme une prime d'assurance contre le découragement de la population civile, elle assure aux combattants la pleine sécurité et l'entière confiance sur le sort des êtres qui leur sont chers.

Qu'il s'agisse de ces allocations militaires dont l'importance matérielle et morale ne saurait être mesurée, ou bien des secours de chômage, empruntés dans leur conception à un organisme embryonnaire du temps de paix, la générosité inépuisable de l'Etat, des départements, des communes, alimente ce grand effort d'entr'aide nationale, encore accru et renforcé par l'admirable élan de la bienfaisance privée.

Parmi ces volontaires, aux côtés des philanthropes habituels et des bienfaiteurs improvisés, qui rivalisent d'ardeur au bien et de zèle patriotique, les mutualistes n'ont pas un seul jour interrompu leur tâche.

Dès le 18 août 1914, au nom du Conseil de la Fédération nationale de la Mutualité, M. Léopold Mabilleau adressait à tous les mutualistes de France un appel pressant pour les adjurer de ne pas ralentir, malgré les difficultés de toutes sortes, le fonctionnement de leurs sociétés. Cet appel a été entendu. J'ai recueilli de M. le Directeur de la Mutualité, ce témoignage direct que, presque partout, malgré des embarras nombreux et divers, les sociétés de secours mutuels ne se sont pas dissoutes, qu'elles ont continué leur rôle en s'efforçant de combler les vides et d'assouplir leurs procédés. Il y aura là, lorsqu'il sera possible de recueillir des informations d'ensemble, des faits curieux à connaître et aussi à analyser, pour l'honneur de cette belle mutualité française

dont la croissance rapide et l'évolution incessante suscitent de si vastes espoirs.

La bienfaisance privée, elle non plus, n'a point ralenti sa marche. Nulle part, en province comme à Paris, les très nombreuses sociétés philanthropiques, depuis celles qui s'occupent plus spécialement de puériculture, d'assistance maternelle et infantile, jusqu'à celles qui ont dans leur programme l'assistance par le travail, n'ont manqué à leur devoir. Bien au contraire, la plupart ont créé des annexes, des œuvres de guerre ; elles ont improvisé un outillage ; elles se sont adaptées aux circonstances, et ce n'est pas devant vous, Mesdames, dont le plus grand nombre, pour ne pas dire toutes, appartiennent à ces œuvres, que j'ai besoin de faire leur éloge. Les ouvroirs, les soupes populaires ont été la forme circonstancielle de l'aide aux miséreux et les résultats ne se sont pas fait attendre.

Et, de toutes parts, avec des modalités ingénieusement variées, les initiatives ont surgi, se multipliant, parfois même en ordre trop dispersé, avec une émulation généreuse qui est toute à l'honneur de notre temps et de notre peuple.

Comment ne pas louer, en une revue rapide, la magnifique efflorescence de la solidarité parisienne ? La ville de Paris et le département de la Seine ont, comme toujours, donné le plus noble exemple de générosité, et les habitants n'ont pas été inférieurs à leur renom mondial de bonté active et ingénieuse. Dans la France entière, aux colonies, le même mouvement du cœur a secondé l'héroïsme de notre armée et de l'étranger, de nos Alliés, des nations neutres viennent de nobles témoignages de solidarité bienfaisante.

En dépit des critiques superficielles et restreintes, cette synergie secourable n'a pas été stérile ; elle a porté ses fruits au triple point de vue économique, politique et moral ; elle a été fructueuse au point de vue démographique.

L'état sanitaire de Paris et de la France entière s'est heureusement ressenti de ce déploiement de bonté prévoyante et surtout de cette solide organisation de secours publics.

Les statistiques, dont tous les éléments ne sont pas encore publiés, sont des plus satisfaisantes ; elles seront ultérieurement analysées dans leurs détails caractéristiques. En dehors de l'organisation normale et exceptionnelle des secours publics, il est permis d'affirmer que, sans la loi du 15 février 1902 sur la santé publique et toutes les réformes réalisées dans cet ordre d'idées, sans l'ensemble harmonieux et imposant d'institutions d'assistance publique, de bienfaisance privée, de prévoyance, de mutualité, notre situation serait autre qu'elle n'est. Combien différents, en effet, le milieu social de 1914-1915 et le milieu social de 1870-1871 ! Les circonstances ne sont pas les mêmes, sans aucun doute. Nous avons actuellement la victoire devant nous, l'espoir au cœur ; nous touchons au triomphe final ; mais les forces dépensées et déployées sont si énormes, tant de combattants sont au front, tant de soldats sont rassemblés dans les dépôts, la guerre a pris des proportions si prodigieuses que l'invasion épidémique était à redouter. Il est encore trop tôt pour signer un bulletin de victoire définitif ; nous devons être vigilants et attentifs, pour ne laisser les contagions pénétrer ni parmi l'armée, ni parmi la population civile ; mais, jusqu'à ce jour, toutes choses égales d'ailleurs, la situation sanitaire est remarquablement satisfaisante et, pour ainsi dire, inespérée.

M. Pinard, dans sa conférence si documentée comme dans sa communication à l'Académie de Médecine, sur l'assistance maternelle et infantile dans le camp retranché de Paris, a envisagé différents éléments, notamment celui des abandons. Allant plus loin que lui, je ne me félicite pas seulement d'un abaissement des abandons à Paris, mais encore dans quelques villes de France et dans plusieurs départements. D'après les premiers renseignements qui me sont parvenus et qui seront, à bref délai, plus complets, ce n'est pas seulement dans la première année d'existence que cette diminution d'abandons à l'Assistance publique s'est fait sentir, c'est encore dans les âges suivants. Nous apercevons immédiatement le résultat des œuvres privées : Sauvegarde des enfants, Accueil français, Colonies de vacances, Colonie d'Etretat, etc., etc..., venant s'ajouter à la défense légale des familles contre les atteintes du paupérisme. Lorsque, dans une période de crise à nulle autre pareille, des nourrissons, des enfants du premier âge, de trois ans, de quatre ans, ne sont point délaissés, lorsqu'ils sont conservés par leurs mères, c'est en partie grâce aux secours publics, aux subsides privés, aux efforts mutualistes ; c'est parce que l'entr'aide sociale joue, dans une mesure plus ou moins considérable, plus ou moins parfaite, que nous sommes préservés contre le taux effroyablement lamentable des abandons lors de l'Année terrible, et que la mortalité infantile ne s'élève pas aux chiffres attristants de 1870-1871. La digne défensive contre le paupérisme occasionnel est, sans contredit, le plus solide rempart contre la mortalité infantile et contre les abandons, et, si des moyens complémentaires, variés à l'infini, accroissent la force de rendement des mesures législatives, anciennes ou ré-

centes, la communauté des efforts crée une association pour le bien dont l'influence morale ne saurait être négligée.

Ce que nous pouvons dire sans optimisme, en mettant toutes choses au point et en nous abstenant, jusqu'au lendemain de la guerre, de tirer la leçon définitive des événements en cours — c'est que l'ensemble des lois sociales a agi et agit encore puissamment, non pas d'une manière parfaite, puisqu'à l'heure où nous sommes, le Parlement légifère pour vaincre l'alcoolisme malfaisant, l'alcoolisme qui prépare les voies à cette tuberculose meurtrière dont M. le Doyen Landouzy ne cesse de dénoncer les dangers.

Est-ce à dire que cette législation sociale, dont les fondements ont été jetés et qui, chaque jour, s'enrichit de nouveaux chapitres, ait pris toute son ampleur et toute son efficacité ? Assurément non, et l'expérience consommée de M. Arthur Fontaine nous mettrait en garde, si nous étions tentés d'y céder, contre une satisfaction sans mélange. La période de guerre a mis à nu plus d'une plaie vive du prolétariat féminin ; elle démontre éloquemment l'urgence de la loi en préparation sur la protection des ouvrières à domicile, qu'une réglementation prévoyante est tenue de protéger contre une exploitation coupable de leur travail.

Ah ! non ! malgré l'œuvre accomplie, malgré le rempart élevé contre le paupérisme des périodes calamiteuses, nous avons trop de sujets d'inquiétude et d'alarme. L'aide aux chômeurs, momentanément réalisée par des procédés de fortune, doit être méthodique et permanente, de préférence par la coopération mutuelle et par l'assurance, et pour qu'elle soit enfermée dans de justes limites, la lutte incessante et infiniment souple contre le chômage réclame impérieusement une organisation de placement des travailleurs, dont les circonstances présentes mettent en pleine clarté l'opportunité préservatrice et moralisatrice.

En vue de la réorganisation du travail après la paix, il convient d'amorcer tout au moins l'institution d'un service public de placement analogue à celui qui fonctionne en Grande-Bretagne, avec tant de succès, comme support de l'assurance nationale anglaise contre le chômage.

L'invalidité, elle aussi, exige des moyens appropriés, en complément des lois existantes d'assistance et de prévoyance. Et comme toutes les mesures préventives se relient les unes aux autres, il nous faut parcourir, avec nos méthodes, à la française, tout le cycle des risques ouvriers à courir. La solidarité prévoyante, encore accrue, s'il est possible, par les obligations de l'union sacrée nous fait un devoir de nous pencher vers toutes les faiblesses et sur toutes les détresses.

Les ennemis de l'intérieur, même après la victoire sur les ennemis du dehors, ne seront pas réduits à merci. Il y a le logement insalubre, que M. Jules Siegfried, le promoteur de la loi inaugurale de 1894 sur les habitations à bon marché, aurait éloquemment flétri, s'il n'avait été retenu dans une autre enceinte, le logement insalubre contre lequel toute notre vigueur assaillante doit être dirigée, demain plus encore qu'hier. Après M. Jules Siegfried et avec lui, avec M. Ribot, avec M. Léon Bourgeois, en 1906, en 1908, en 1910, en 1912, en 1913, par l'habitation à bon marché, par le crédit immobilier, par le prêt à long terme, par l'assainissement des immeubles, et demain par le vote définitif de la loi sur l'expropriation pour cause d'insalubrité publique, le législateur s'est efforcé d'abolir le taudis, générateur d'alcoolisme, propagateur de la tuberculose, semeur de vagabondage précoce, de prostitution, de criminalité juvénile. Le taudis, il est véritablement l'ennemi, dans cette maison du Musée social, où la prévoyance et la mutualité ont élu domicile. Ce ne sont pas des phrases qu'il faut prononcer, ce sont des actes qui doivent suivre cette déclaration de guerre plus définitive encore, plus décisive, au taudis et à toutes ses conséquences lamentables. Nous sommes en pleine évolution sociale ; nous avons des projets de loi sur le chantier pour aller plus avant dans cette voie. Demain, hélas ! la guerre va nous fournir, dans les territoires dévastés, dans nos chers départements français envahis, comme dans la noble et glorieuse Belgique, un champ d'application pour l'assainissement des cités, pour la réfection des demeures, pour la construction de nids familiaux, de cités-jardins, en un mot pour ces réformes fondamentales, qui ne contribuent pas seulement à la santé matérielle des nations, mais encore à leur vitalité intellectuelle et morale.

La reconstitution des foyers, les uns dévastés, les autres endeuillés, aura pour complément nécessaire un protectorat plus énergique et plus persévérant de la maternité et de l'enfance. Si nous avons commencé à agir pour les femmes en les protégeant dans leur crise de maternité, si nous devons demain mieux les protéger dans leur travail, dans leur existence à domicile, tout notre réseau d'œuvres et d'institutions de sauvegarde infantile et juvénile, la protection plus attentive des femmes enceintes, le patronage plus vigilant des nouveau-nés, notamment par une large assistance maternelle, par les consultations de nourrissons, avec le concours de la Mutualité, la réorganisation de l'hygiène scolaire et de l'éducation physique, la

réforme profonde de l'éducation post-scolaire, de l'apprentissage, de l'enseignement professionnel à tous les degrés, toute cette série de mesures corrélatives et concordantes sera de nature à fortifier la race et à grandir la nation.

Tout notre Code du travail, de la prévoyance, est à compléter et à perfectionner, par l'accord intime, par l'entente cordiale de l'employeur et de l'employé. Les patrons beaucoup d'entr'eux n'ont jamais manqué de répondre aux appels qui leur étaient adressés par MM. Léon Bourgeois, Millerand, Fontaine, par d'autres encore, à l'Association pour la protection légale des travailleurs, dans les diverses manifestations d'assurances sociales. Les patrons, Cheysson leur destinait le rôle d'ingénieurs sociaux ; ils doivent imiter ces grands partis anglais qui ne se laissent devancer par personne dans l'élaboration des réformes sociales. Il faut que tous les citoyens, que tous les patrons, que tous les employeurs, répondent à l'appel qui leur sera adressé et que les lois sociales soient complétées et améliorées.

Ces lois sociales, ce n'est pas l'heure de les énumérer dans leur complexité; une nomenclature serait incomplète, pour être trop rapide, parce qu'elle doit porter sur un nombre considérable d'objets, de chapitres et d'articles de la législation du travail, de la prévoyance, de l'hygiène, de l'assistance ; quelles que soient leurs imperfections et leurs lacunes, elles ont certainement contribué, n'en doutez pas, à cette union sacrée dont nous nous enorgueillissons et qui doit subsister après la victoire, cette union sacrée résultant de la concorde civique et de la paix sociale. La concorde civique, elle jaillira des inspirations du patriotisme comme elle a jailli dès le 2 août. La paix sociale, nous l'avons amorcée, nous l'avons préparée ; mais nous n'avons accompli que la moitié de notre devoir, tant qu'il y a des femmes sans protection, des enfants sans tutelle, tant qu'il y a des misères qui ne sont point soulagées, tant qu'il y a des faiblesses qui ne sont point secourues.

Tel est l'appel qui nous vient de la guerre, telle est la leçon qui retentit dans cette enceinte tous les vendredis et qus nous devons nous transmettre les uns aux autres pour mieux remplir notre devoir de demain. Demain, il a été lumineusement, éloquemment prédit par M. Boutroux et par M. Léon Bourgeois dans la conférence inaugurale inoubliable de l'Alliance d'hygiène sociale. Nous devons le préparer de toutes les manières. Nous l'apercevons sous un double aspect : tout d'abord, il faut réparer les ruines, venir en aide aux familles des morts glorieux, veiller sur les invalides, sur les mutilés, sur les impotents et sur ceux et celles dont ils sont les soutiens, prendre en charge les orphelins et les orphelines, payer nos dettes de patriotisme. C'est le devoir élémentaire. La seconde opération, non moins grave et non moins urgente, sera la reprise du travail normal, la réouverture des usines, des ateliers, des chantiers, l'activité agricole. La France, avec sa merveilleuse élasticité, ne tardera pas à reprendre sa maîtrise commerciale, industrielle, maritime : elle aura de nouveaux marchés à conquérir, en compagnie de ses nobles et fidèles alliés, en vue de reprendre promptement la grande place économique à laquelle elle a droit. Pendant ce temps, sans lésiner, sans chicaner, sans aucune méfiance envers ceux qui, dans le Parlement, ont plus particulièrement soutenu les nombreuses lois sociales coûteuses, l'œuvre ébauchée doit être poursuivie sans relâche.

En vue de la réalisation de ce programme de solidarité prévoyante, j'ai pensé que, peut-être, pour en finir avec le morcellement des initiatives et le particularisme des efforts, pour qu'on ne nous renvoie pas de tel ministère à tel ministère, de telle administration à telle administration, de tel centre d'activité à tel autre, il faudrait, à la faveur de l'émotion publique qui va survivre à la guerre, constituer un organisme nouveau. Cet organisme pourrait être un conseil supérieur de la solidarité nationale dans lequel seraient représentés la Chambre, le Sénat, l'Académie des sciences morales et politiques, l'Académie de Médecine, l'Académie d'agriculture, les divers conseils supérieurs d'assistance publique, d'hygiène publique, du travail, de la Mutualité, des prisons, des retraites ouvrières, de l'instruction publique, des habitations à bon marché, de la petite propriété, de protection du premier âge, du commerce, des Arts et Manufactures, etc... Ce serait une assemblée permanente qui pourrait se diviser en sections et qui, uniquement, exclusivement à la lumière de l'intérêt public par-dessus toutes les contingences, tous les antagonismes de partis et d'opinions, toutes les rivalités de personnes, n'aurait en vue que la reconstitution morale de la France pour la placer à la tête des nations civilisées.

Ce programme-là n'est pas une utopie. Il a été constamment celui de l'Alliance d'hygiène sociale, de la Ligue contre la mortalité infantile, de la Fédération nationale de la Mutualité, de tous les groupements altruistes qui se sont distingués et se distinguent dans le combat contre la mort, contre l'ignorance, contre le vice, contre tous les maux évitables. Ce sera le rassemblement des

forces communes, encore plus opportun au lendemain d'une grande guerre qui aura fait tant de deuils et occasionné tant de ruines. A ce grand rendez-vous des énergies et des activités pour l'altruisme patriotique, pour un renouveau de paix stable et féconde, les femmes doivent être conviées, parce que leur collaboration sera de premier plan et de haute utilité.

Le Conseil supérieur de la solidarité nationale, dont je rêve la création, ne saurait se passer d'elles. Depuis quelques années, la Française s'est engagée résolûment vers l'action bienfaisante, elles va à l'hygiène, elle s'achemine sans cesse dans les voies de la prévoyance éducative, sanitaire, mutualiste. Les tentatives des vaillantes messagères de concorde ont fait leurs preuves au cours de cette guerre, où, dans les ambulances, au chevet des soldats blessés et malades, dans les multiples œuvres d'assistance civile et militaire, elles font assaut de dévouement et de bonté. Ce sont elles qui, avec les médecins, les hygiénistes, les philanthropes, les mutualistes, les éducateurs, doivent le plus contribuer à cette action solidariste que notre cher et éminent Président, M. Léon Bourgeois, a justement appelée la Défense nationale à l'intérieur. Cette action solidariste sous toutes ses formes, publique, privée, philanthropique, sanitaire, prévoyante, syndicale, mutualiste, éducatrice, doit être, après la victoire, le gage et le prolongement de l'union sacrée, pour que la France soit digne de ses destinées glorieuses et de l'héroïsme sublime de ses admirables défenseurs.

PAUL STRAUSS.

Allocution de M. ARTHUR FONTAINE.

Mesdames, Messieurs,

Je serai votre interprètre en remerciant M. Strauss des indications si précises, si utiles, qu'il vient de nous donner avec un accent si généreux, Il disait, au début de sa conférence, que les lois sociales se distinguent par l'altruisme. C'est parce que les lois sociales se distinguent par l'altruisme que, tout naturellement, elles ont une floraison particulière, une poussée de sève pendant la guerre. C'est à ce moment où chacun de nous a fait le sacrifice de ce qu'il a de plus cher, de sa vie et de la vie de ses proches, de ses intérêts matériels, que nous sentons très vivement et la solidarité nationale et tout ce que nous sommes capables de faire pour le peuple dont nous faisons partie.

M. Strauss vous a cité quelques-unes de ces lois sociales qui, en ce moment, tout naturellement s'élaborent, alors que, depuis des années et des années, elles étaient sur le chantier et que nous désespérions de les voir jamais aboutir. Qui de nous espérait, en dehors de cette guerre que nous pourrions dire, par ce côté, bienheureuse, combattre efficacement l'alcoolisme dans notre pays ? Qui de nous ne comprend le parti à tirer des circonstances présentes dans la lutte contre le taudis ? Et dans un très grand nombre de domaines, une action efficace s'organise sous la poussée des circonstances.

Pouvez-vous, par exemple, n'être point émus du sort des ouvrières à domicile en ce moment : n'être point frappés par ce contraste de l'abondance du travail d'équipement, de l'abondance de la lingerie, des vêtements à faire pour nos soldats, et des salaires infimes qui arrivent jusqu'aux ouvrières ; prix souvent déjà faibles quand ils sont proposés par l'entrepreneur, prix qui s'effritent entre les mains des intermédiaires et qui arrivent à ne laisser aux mains des ouvrières qu'un salaire si insuffisant que, bien souvent, elles préfèreront le secours de chômage au travail, et qu'on n'osera pas les en blâmer.

Est-ce qu'une pareille contradiction entre l'abondance du travail et la misère du travailleur, ne vous prend pas au cœur, et ne sentez-vous pas, sous l'influence des événements qui développent en nous le sentiment de solidarité, qu'il y a quelque chose à faire d'une façon immédiate ; que, dans cette période où, grâce à notre faculté merveilleuse d'adaptation, nous avons pu racheter peut-être des défauts dans la préparation, il faut que nous appliquions à toutes choses cette faculté d'adaptation et que, au lendemain de la guerre, nous présentions des œuvres stables et des progrès durables ?

Songez à cette question des mutilés de la guerre, qui a été prise en mains par plusieurs associations et par le Ministère de l'intérieur. C'est une des questions les plus importantes, les plus intéressantes de l'heure présente. Mais voyez à quoi elle touche, à toute la question de l'enseignement technique, à cette question pour laquelle des rapports sont prês depuis dix ans, et que nous n'avons pas solutionnée. Eh bien, il faut la solutionner. Ces amputés, ces mutilés, nous devons les adapter à un travail rémunérateur ; beaucoup d'entre eux peuvent, après la guerre, être, non pas des assistés, des citoyens, qui, à la gloire de la guerre, joignent le triste privilège de recevoir les secours publics, mais des citoyens menant une vie de travail heureuse et libre. Il faut, pour cela, vivement s'organiser et l'effort que nous ferons pour les mutilés ne profitera pas qu'à eux ; il profitera à

toute la population. Il n'y a pas en effet que les mutilés à envisager, il y a les disparus, les morts que nous pleurons. Au lendemain de la guerre, combien de places vont rester vides ! Il faut que, rapidement, des écoles d'apprentissage, des ateliers d'apprentissage, sortent les ouvriers et les contremaîtres qui devront remplacer les manquants.

Il nous faut aussi, par les mêmes moyens, résoudre la question si délicate des ouvriers étrangers dans les métiers à hauts salaires. Dans combien de ces métiers, à Paris, avons-nous vu les Allemands, les Autrichiens et parfois d'autres étrangers, dont je n'ai, certes, aucun mal à dire, et que nous remercions de leur collaboration, prendre la place des Français parce que nous n'avions pas suffisamment organisé, amélioré, notre enseignement technique ? Aujourd'hui, nous nous écrions : il faut rendre aux Français dans ces métiers leur place prépondérante, normale, légitime. Mais nous n'avons pas assez d'ouvriers, ils ne sont pas formés.

L'industrie moderne a besoin d'ouvriers habiles et de contremaîtres. Or, justement, la guerre nous est une incitation très forte, très puissante, à résoudre rapidement la question de l'enseignement technique au point de vue des mutilés, des disparus et des étrangers.

Voici la question des réfugiés et des chômeurs, qui nous amène tout naturellement à l'organisation du placement. Nous pouvons bien l'avouer, nous avons tendance à croire que nous sommes des précurseurs pour toutes les réformes sociales. Ce n'est pas absolument vrai. Ici, comme en beaucoup de choses, nous avons eu des idées, mais nous n'avons pas pris la peine d'en mener une jusqu'à son terme, au point où l'organisation est pratique, au point où l'idée de génie rend en bienfaits à la masse du peuple ce qui était en germe en elle. C'est cette besogne, c'est cette adaptation précise de nos idées aux nécessités que, dans la question du placement, nous devons faire. Le placement est anarchique en France. Les gens se présentent d'usine en usine pour demander un emploi. Nous n'avons vraiment de bureau de placement que pour l'alimentation et les domestiques. En Allemagne, en Angleterre, on a élaboré des solutions. Nous sentons bien, aussi, que pour recruter le personnel de cette industrie moderne qui est si précise, il faut autre chose que le hasard des bonnes rencontres. Nous avons un effort à faire pour le placement et la guerre nous en fournit l'occasion, par l'obligation où elle nous met de placer les réfugiés, si nombreux, de la Belgique, du Nord et de l'Est de la France ; de placer les chômeurs, de trouver une occupation à ceux que la guerre a chassés pour un moment, de leur métier ou de leur emploi.

Et puis ,de tous ces secours de chômage dont M. Strauss disait tout à l'heure avec raison qu'ils avaient été une des garanties de la paix civile pendant cette guerre, de tous ces secours donnés à la population ouvrière, mon Dieu, d'une façon qui n'est pas parfaite — on a improvisé, et il y a des abus —, mais tout de même d'une façon qui répondait aux nécesités du temps et à la générosité de votre cœur, de tout cela il doit rester quelque chose de définitif, une organisation du secours de chômage. Peut-être pas encore l'assurance contre le chômage, s'il est prématuré d'y songer, si le mot assurance vous paraît avoir un sens trop précis pour le risque encore imprécis du chômage, mais quelque chose d'organique. Il faut que nous aboutissions, que nous sortions enfin de cette idée grande, généreuse : Il faut lutter contre les maux qu'entraîne le chômage ; que nous en sortions par quelque chose qui fonctionne et qui, à l'homme de volonté, cherchant du travail, assure les quelques ressources nécessaires pour ne pas mourir de faim.

Dans des sociétés ausi riches que nos sociétés modernes, dans des sociétés qui produisent à profusion les richesses, il faut maintenir, certes, l'initiative, avec tous ses bénéfices. C'est elle qui est le grand stimulant de la production des richesses. Mais, en regard de ces millionnaires et de ces milliardaires, qui ont leur utilité, en regard de ces immenses capitaux accumulés par le génie inventif et l'épargne, nous avons un devoir : c'est au moins que personne de bonne volonté ne meure de faim auprès de telles richesses. Et, lorsque, dans une société, il y a des aliments en abondance et que c'est un défaut de répartition qui laisse quelqu'un mourir de faim près du tas de blé, nous pouvons dire que nous n'avons pas fait notre devoir, que nous n'avons pas organisé la société.

De notre expérience du temps de guerre, nous devrons donc tirer pour le temps de paix une organisation, des secours contre le chômage et aussi comme le demandait M. Strauss, une organisation meilleure des secours d'invalidité, qui en est le corollaire.

Je m'arrête. On pourrait citer d'autres exemples. On pourrait, dans un grand nombre d'autres domaines, montrer que la guerre, en posant les problèmes de solidarité avec une grande vigueur, en mettant à vif notre cœur solidaire, doit être l'instrument fécond de nouveaux progrès sociaux et qu'après la victoire, qui ne nous échappera pas, que nous sentons venir, en glorifiant la France, tous d'une même voix, nous saurons y développer la joie de vivre pour tout le peuple qui l'habite.

ARTHUR FONTAINE.

REVISION
des
VALEURS ESTHÉTIQUES ALLEMANDES(1)

II

L'évolution de la race allemande se divise en deux périodes : la première et la plus féconde, où elle se borne au rôle de Coryphée catholique; la seconde où, ayant renoncé à la discipline théocratique, elle cherche, pendant deux cents ans, un thème de manifestation, et n'élabore qu'une religion nationale, analogue à l'islamisme, et qui fait de la conquête, le seul rite expressif. Pour s'expliquer le surprenant phénomène d'une Turquie du Rhin, il suffit de se souvenir que l'Allemagne, à la place de la Renaissance, eut la prétendue Réforme; et qu'en s'hypnotisant sur la Thorah juive, elle en tira une conception à la fois cocasse et terrible. Cocasse : quel autre mot conviendrait à l'idée d'un peuple qui se croit missionné d'en haut pour subjuguer tous les autres; et terrible, parce que les Teutons disposent de forces et de moyens, qui manquèrent heureusement aux Bene-Israël. Jamais les évènements n'avaient encore justifié aussi magnifiquement la sagesse de la Renaissance, qui s'efforça de tempérer, par l'évocation de l'Antiquité la redoutable infatuation du monde moderne prêt à greffer la tyrannie sur ses certitudes et à conserver l'orthodoxie devenue un bandeau et à la fois un baillon, rendant l'humanité aveugle a son destin et trop asservie pour prendre son essor.

Architecture. — La triple imitation successive de la basilique byzantine, romane et française avait produit de belles églises. Le néo classique, basé sur des proportions, c'est-à-dire sur des rapports de pur goût, à peu près informulables, n'aboutit qu'à des hôtels de ville surchargés ou bizarres, à des baies trop larges pour leur hauteur, à des balcons historiés, à des tourelles en saillie, enfin à des traits pittoresques, charmants pour l'œil du visiteur, mais qui ne constituent pas un système. L'italianisme n'admet pas la fantaisie; amplification plus ou moins ornée des cinq ordres, elle joue sur des thèmes restreints et symétriques et exige de l'espace et de la clarté. Ils manquent au logis des Fugger à Augsbourg, qui a un air de crypte et aux curieuses maisons de Nuremberg et de Colmar, trop réduites de dimension pour la rhétorique Bramantesque ou Palladienne. L'hôtel de ville d'Ausgbourg porte-t-il bien haut le nom de Halle? Nous arrivons à Frédéric Guillaume. Il n'obtint de André Schluter qu'une pauvre imitation de Versailles à laquelle Eosander ajouta l'arc de Septime Sevère.

(1) Voir la *Revue Bleue* du 5-12 décembre 1914.

Le grand Frédéric fut bâtisseur, il éleva des centaines de maisons pour les particuliers avec l'aide de Knobelsdorff. Postdam et Sans-souci sont des pastiches, et la cité du margrave Albert l'Ours n'a pas un monument, à moins qu'on ne prenne pour tel la porte de Brandebourg par Langhaus. A l'arsenal de Berlin, les baies de l'étage offrent trop de largeur en rapport avec celles du rez-de chaussée, le format des mascarons se trouve exagéré et les ovales annelés de la balustrade ne s'accordent avec rien. Au pavillon du Zwinger de Dresde, l'ornement s'accuse avec un excès de relief, les cariatides aux pans des arcades écrasent les baies, par une exagération de saillie. Berlin a passé, en un siècle, de cent mille habitants à un million : cela excuse sa construction au cordeau, mais non pas la bévue de Anobelsdorff, qui voulut imiter l'inimitable grâce du XVIIIe siècle, toute en nuances, en modulations, où la moulure a de l'esprit plutôt que de la beauté et échappe à ces règles vitruviennes qui permettront toujours de dresser une façade comme Santeuil faisait des hymnes latines. Le cas de Schinkel est plus curieux : systématiquement, il remonta à la pure source aryenne et il voulut restaurer le style grec, au profit d'un corps de garde, d'un pont ou d'un musée.

Nous avons des modèles de temples helléniques, ils fournissent des avortements comme la Madeleine de Paris; quant aux corps de garde et aux ponts, autant boire de la bière dans des cyathes et des rhythons, et invoquer Arès avant l'exercice, en lui sacrifiant un taureau. L'absurdité de Schinkel apparut enfin et le modern-style commença. qui consiste en un amalgame incohérent de formes anachroniques. Une des *dernières* constructions berlinoises, un cinéma, a été exécuté en palais ninivite et en marbre, par M. Hugo Pal. Or, la pierre était rare à Ninive, on construisait en briques et on revêtait la paroi d'une mince pierre sculptée. Ce qui rend Berlin un cauchemar pour l'artiste, c'est que l'absence de pierre et de moellon a forcé à tout faire en ciment. Avec cette matière, l'absurdité fournit aisément ses plus folles carrières.

La mégalomanie endémique pousse la moindre bâtisse au caractère monumental, et dans une telle strasse, les demeures privées semblent des services publics et une guérite de factionnaire paraît manquer à toutes les portes. Quelle royale maison a plus aimé l'art que celle de Bavière? De Maximilien Ier à Louis Ier, l'effort a été constant. Voyez le résultats : ici les Propylées, là un faux obélisque, ailleurs le Palais Pitti, plus loin la loggia d'Orcagna, et le promeneur doute, s'il est sur les bords de l'Isar ou sur ceux de l'Arno?

Les maçons de Strasbourg, au temps d'Erwin,

remplirent le monde de leur renommée, les maçons de Berlin ne trouveraient pas une ville d'Europe qui voulût les employer.

Sculpture. — L'Italie, suivant l'expression d'un Allemand, découvrit l'homme, quand sa notion de Dieu diminua et on peut ajouter « la femme, quand sa dévotion à la Madone fléchit » : l'Allemagne, même par les yeux de Dürer n'a jamais perçu la beauté plastique ; et quand elle traita en ronde bosse la laideronne de Luca Kranach, ce fut lamentable comme l'Eve de Bruggeman à Schleswig ou les vierges sages de Berne par Künz.

Rien de plus lourd que le monument de l'empereur Louis à Notre-Dame de Munich ; l'impuissance d'atteindre le sens décoratif s'y étale.

Rauch, dans son célèbre monument de l'électeur, n'a pu relier entre elles les figures d'angles qui se trouvent ainsi interchangeables. On peut nous reprocher le Gambetta du Louvre, mais nul ne le défendra ! L'Allemagne n'a eu ni Goujon, ni Pilon, ni Coysevox, ni Coustou, ni Bouchardon, ni Falconet: elle a eu Donnecker. Son *Ariane* forme un bon dessus de pendule pris d'un camée antique.

Quant à la *Bavaria*, dans le nez de laquelle on s'assied, elle a dix-neuf mètres, comme la Tour Eiffel en a trois cents !

Quel philtre d'enfer Luther a-t-il versé à l'Allemagne, pour qu'elle ait oublié la beauté, la beauté de l'Ancienne loi, du pilier des Anges et du grand portail de Strasbourg ?

Peinture. — Entre le maître de Nuremberg et Pierre de Cornélius, pendant deux siècles, Dietrich et Raphaël Mengs, c'est-à-dire personne : deux siècles de jachère ! Luther avait brisé le pinceau des Grünenvald; l'artiste allemand en sortant de l'église catholique ne sut plus rien voir, pas même sa maîtresse. Hors de la vision mystique, il devint comme aveugle ; artiste de sentiment, il ne comprend pas le jeu des formes et chose plus étonnante, il oublia son métier, le merveilleux métier d'un Holbein, il ne sut plus peindre même une nature morte, même un paysage, il ne sut plus graver non plus, lui le maître de l'écriture sur cuivre et sur bois.

L'an dernier j'étais à Munich, pour une dernière audition de Wagner, que la guerre imminente ne permettait pas de différer, et dans cette nouvelle Pinacothèque qui correspond à notre musée du Luxembourg plus étendu, j'eus une impression douloureuse, devant ces cimaises de néant.

A part une Catherine Emmerick, d'un certain de Max, attachante figure pour qui a lu les voyances de la religieuse de Dulmen et une petite esquisse de Raffet, je n'ai rien trouvé.

L'Ecole de Dusseldorff, on le sait, se convertit au catholicisme en un acte collectif et solennel ; ou l'appela l'école des apostats et la Prusse la tint en ferme haine.

Qui va voir, à la Ludwigkirche, édifice de 1840, l'œuvre de Pierre de Cornelius ? Avec le Jugement dernier au fond du chœur, il y a là tout le catéchisme et une grande somme de foi, de bon dessin et d'heureux symbolisme. La Bible de Schnoor au trait, les images pieuses d'Owerbeck, les décorations de Kaulbach sont honorables, trop illustratives sans doute, trop vignettantes d'un texte mais combien supérieures à la Médée de Fuerbach, aux bondieuseries de Fuscher, aux pensums de Loëftz et aux bons élèves de Charles Piloty. Ce directeur de l'Académie de Munich, mort en 1886, fut un excellent pédagogue, peintre d'histoire, sans le sens théâtral de Delaroche qui fut aussi parfait professeur, il traita les grands sujets, sans grandeur ni tempérament. Le *Maximilianeum*, cette énorme bâtisse dressée sur la rive de l'Ysar ne contient que des toiles des élèves de Piloty et c'est bien le Musée de l'ennui.

Il y a pis encore, le Palais de Cristal qui correspond à nos trois Salons. L'influence française s'y étale, dit-on, sous les espèces des Sécessionnistes. Ce groupe d'incohérents a été fondé par un certain Paulus, un employé de bureau, qui, à propos de récompenses injustifiées rassembla les mécontents. Là, le douanier Rousseau et Boronali ont une école et le salon d'automne, une succursale : et on regrette l'honnête Piloty, car Munich prend au sérieux ces barbouillages qui se vendent comme spécimens de la peinture à venir et du goût français ! Menzel, Liebermann et Lembach, pour citer les noms qui ont passé par nos Salons, seraient à peine notables chez nous.

Musique. — On ne peut faire une liste des précurseurs de Bach et de Haëndel : mais deux faits s'imposent ; le prestige musical de l'Allemagne date de la seconde moitié du XVIIIe siècle et ce prestige est légitimé par des chefs-dœuvre de l'ordre sacré.

Israël en Egypte, le *Messie*, *Judas Macchabée* pour le maître de Halle, la *Messe en si* et la *Passion* pour celui de Leipzig. Tant il est vrai que le genre alle-allemand, même en musique, a son essor dans la piété, car l'inspiration de Haydn dans la *Création* et les *Saisons* tient à cet ordre.

La nationalité de l'homme de génie ne se trouve pas dans son extrait de naissance ; elle est mieux indiquée par son œuvre. Autant Bach et Haydn sont d'incontestables Allemands, autant le Mozart des *Noces* et de *Cosi fan tutte*, et, pour d'autres raisons, l'incomparable Glück ne le sont pas. Quant au sublime Beethoven, c'est un Flamand, le plus grand des Flamands, fils d'un chantre de Louvain qui épousa une mosellane, quoique né à Bonn. Sauf, ces maîtres et Weber, Schuman, Schubert, l'Allema-

gne aurait cessé, depuis eux, d'intéresser les artistes, sans la venue de Richard Wagner à la fois poète et musicien et dont le tout puissant génie balaya comme un Hercule de l'art, les écuries du Réalisme et donna à la pure imagination de notre Moyen Age, dans *Parsifal*, une forme éternelle.

On peut craindre que le patriotisme, un peu confus de la masse, ne cherche une facile carrière, en s'opposant, pour quelque temps, aux représentations wagnériennes. Faisons la guerre aux vivants ! Que jamais plus les scènes françaises n'admettent ni un compositeur, ni un chef d'orchestre, ni un artiste allemand : j'y souscris, n'ayant jamais compris que les Hauptmann et les Strauss montassent sur nos théâtres subventionnés. Que la langue allemande ne résonne jamais devant un public français ; mais il n'y a pas plus de raison pour chasser *Tristan* de nos théâtres que la *Messe en si* de nos concerts ; d'autant que *Tristan*, comme *Tannhäuser* et *Parsifal* sont des poèmes français, des conceptions nationales, des chefs-d'œuvre de notre littérature.

Du legs allemand, nous n'avons à retenir, à part Gœthe qui nous aimait et Heine qui détestait l'Allemagne, que des partitions ; et cela conclut cette révision des valeurs esthétiques allemandes. Sauf en musique, ou la Germanie peut revendiquer quatre demi-dieux et disputer pour plusieurs autres, elle n'a rien, même dans le passé, qui vaille notre étude. Car, on ne va chercher a l'étranger que ce qui manque dans sa race, et la nôtre a tout inventé, sauf l'oratorio, la symphonie et le drame musical.

Il manque à cet exposé, une révision des valeurs philosophiques allemandes.

Kant nous a été révélé, par une femme qui aimait le ruisseau de la rue du Bac, mais qui, la première, aida, sans le savoir, à l'invasion intellectuelle. La philosophie allemande, après un sérieux examen sera donc boutée hors de nos chaires où ses brouillards ont assez longtemps servi a masquer des attaques sectaires.

On ne saurait trop le redire : les Allemands sont de bonne foi, en s'estimant des surhommes : notre accueil spirituel les a confirmés dans cette folie ; et à la faveur de nos discussions doctrinales, ils se sont glissés dans nos programmes où bien d'autres que Cousin ont continué l'œuvre de Mme de Staël, l'opposition de leur civilisation à la nôtre.

La culture est l'art d'amener par le double jeu simultané de l'éducation et de l'instruction, par les voies de la sensibilité et de la méthode, l'individu comme la collectivité, à son plus haut point d'idéalité ; et l'idéalité, n'est-ce pas, consiste d'abord dans cette magnanimité qui subordonne les passions et les intérêts au salut de l'espèce. Les Allemands sont tombés au-dessous des sauvages dont l'instinct ignore, du moins, la perversité.

Sous l'influence du sanglant trésor, Fafner assassin de son frère Fasolt, devient un dragon. Comment tout un peuple subit-il l'épouvantable métamorphose et nous montre-t-il des horreurs inconnues à l'histoire, au point que l'humanité entière soulevée de terreur, reconnaît qu'elle enferme une race de monstres et qu'elle doit l'exterminer ; et d'abord abandonner une culture qui n'est qu'un infernal complot contre la civilisation universelle.

PÉLADAN.

LA HANTISE DE LA FORCE ALLEMANDE

Quand plus tard, beaucoup plus tard, la guerre européenne étant terminée depuis plusieurs années, et réglées les questions essentielles qui s'y rattachent, on voudra écrire l'histoire de cette période mémorable, on se trouvera en présence d'un fait de psychologie collective qui s'imposera à l'attention : la hantise de la force allemande. Cette hantise, on la savait réelle... mais pouvait-on l'imaginer aussi forte ?

Et d'abord, comment ne pas reconnaître qu'elle répondait à une réalité... à quelle puissante réalité ! Une nation qui, sur un front d'une telle étendue, résiste aux efforts combinés de trois peuples, affirme par là une formidable organisation, sur laquelle notre erreur commune fut de n'être pas suffisamment documentés. L'esprit de discipline et de hiérarchisation à tous les degrés qui constitue l'assise même de la puissance germanique, donne toute leur valeur de rendement aux rouages d'une machine qui fonctionne comme automatiquement. Quand je dis : *notre erreur*, je n'entends pas excepter de la critique un seul des Alliés. Erreur de la France rencontrant de telles résistances dans tout un parti pour le vote de la fameuse loi de trois ans qui, seule, pouvait lui donner le nombre nécessaire... Erreur de la Russie qui, en dépit de ses masses profondes de soldats, paya longtemps, malgré son héroïsme, la faute de n'avoir pas construit en assez grand nombre les voies ferrées nécessaires à leur rapide déplacement. Depuis combien de temps les Allemands seraient-ils repoussés de Pologne, et y auraient-ils même pénétré, si ces voies ferrées avaient existé ?... Erreur de l'Angleterre elle-même, obstinée depuis des siècles dans cette conviction traditionnelle, ayant force de dogme, que la mer constituait pour elle la plus solide, la plus

inexpugnable défense. Et la voilà contrainte de reconnaître la fausseté de cette conception, et sous la pression des circonstances, de voter des mesures qui, voici seulement un an, n'eussent pas trouvé une voix pour les soutenir ! Chacune des puissances alliées, sauf l'héroïque Belgique et la non moins héroïque Serbie, peut donc aujourd'hui faire son *mea culpa* d'imprévoyance sur des points essentiels que l'ennemi entrevoyait comme autant d'éléments de succès pour ses armes, dont il escomptait l'avantage dans ses combinaisons. Tout cela est bon, tout cela est utile à dire, parce qu'il ne sert à rien de masquer ses erreurs, surtout quand la force des événements les met en pleine lumière, et parce que, au surplus, il serait maladroit de diminuer des adversiares qui luttent avec une telle opiniâtreté.

Par une sorte d'application de la loi des compensations, à notre défaut commun de prévoyance s'est opposée chez les neutres, moitié instinctive, moitié raisonnée, une hantise pareillement commune de la force allemande. J'ai dit que cette hantise reposait à la fois sur l'instinct et sur le raisonnement. L'Instinct d'abord, corroboré par l'éducation. Quelques-uns de ces neutres, comme les Etats scandinaves, eurent leur mentalité tellement marquée, tellement imprégnée de culture allemande, qu'il leur est difficile de penser en dehors de ce cadre, et que l'échec décisif des peuples germaniques leur apparaît une sorte d'échec personnel. Tels autres, comme les Etats-Unis, se sont laissés à ce point envahir par l'immigration allemande — dix millions d'hommes au chiffre des dernières statistiques — que celle-ci y représente véritablement un Etat dans l'Etat, et par sa propagande crée un courant ininterrompu d'opinion dont il est impossible de ne pas tenir compte. C'est là, appliquée en grand, la méthode d'invasion, d'infiltration progressive, que nous avons constatée en France, et qui nous fut si préjudiciable. Je crois avoir noté ici que, dans une seule maison de Paris, que j'ai toutes raisons de connaître, sur cinq locataires importants, on comptait trois Allemands et un Autrichien.

Pourtant, l'instinct et l'éducation combinés ne peuvent suffire à expliquer cette hantise de la force allemande qui se manifeste si évidente chez certains neutres : il y faut encore le raisonnement, et le raisonnement, on voit assez où il aboutit : il est renforcé par la suite des images que maintiennent sous leurs yeux les atrocités commises en Belgique et dans le nord de la France. A en juger par la façon dont ils se comportèrent dans ces deux pays, et sur laquelle il ne saurait plus y avoir aucun doute, qu'adviendrait-il de nous le jour où, ayant pris parti pour les Alliés, nous nous retrouverions en face d'une Allemagne victorieuse! Psychologie bien humaine, aussi vraie pour l'individu que pour la collectivité. C'est le mécanisme de la terreur, sur quoi repose toute la politique extérieure de l'Allemagne, et qui est un moyen d'action comme un autre, bien approprié à sa mentalité, plus puissant que les autres, songent-ils, puisque leurs intellectuels l'ont exalté comme la ressource suprême, et cela dès le début de la guerre !

Seulement, qu'ils y prennent garde, toute médaille a son revers, et puisqu'il est démontré aujourd'hui que les hommes ont la plupart de leurs réflexes comparables à ceux des animaux, l'apologue fameux du coup de pied de l'âne pourrait bien trouver ici une application nouvelle, plus saisissante que jamais on ne le vit ! Le jour où les petits Etats, opprimés par la terreur des représailles, sentiront l'heure proche où pour l'Allemagne doivent s'accomplir les destins, ils ne verront dans les circonstances qu'une occasion irremplaçable de revanche contre un terrorisme trop longtemps et trop impatiemment supporté. Dût même leur intervention tardive ne leur rapporter que des résultats problématiques à l'heure des règlements de compte, chacun voudra figurer à son rang, et d'autant plus vindicative contre la bête agonisante sera la ruade suprême qu'elle aura été précédée d'une plus longue attente et d'alternatives plus angoissantes d'espoir et de crainte.

PAUL FLAT.

LA LIBATION DU SANG ET DES LARMES

I. — IN MEMORIAM

A mon neveu Georges Laroze,
mort glorieusement pour la patrie.

De clairs yeux bleus voilant, d'ordinaire, leur flamme,
Des yeux spirituels au beau regard aimant;
Pâle, l'air délicat; un visage charmant :
Le fourreau ne dit point la trempe de la lame.

Et voici le grand cri de la France qui clame
La lâche agression du Barbare allemand :
Tu voles ! Ton fusil, étreint nerveusement,
Est cher à la fureur pieuse de ton âme.

Tes frêles vingt-quatre ans, tout à coup, qu'ils sont forts !
Ton vaillant cœur défend la fatigue à ton corps:
Et c'est pour mieux donner toute ta jeune vie.

O brave ! tu l'avais promise à ton pays,
Mais du moins l'Allemand ne l'aura pas ravie
Sans t'en avoir payé plus de dix fois le prix.

II. — PORTONS DE VERTS LAURIERS...

Abstulit atra dies et funere mersit acerbo.
VIRGILE.

Ma sœur, tous tes pensers, au chant plaintif des heures,
Ne feront désormais sous tes voiles de deuil,
Que suivre le chemin qui mène de ton seuil
A la cité des morts, aux étroites demeures.

Ah! pour te consoler les mots ne sont que leurres!
C'est s'il vivait encor qu'il serait ton orgueil,
Ton Georges! Ta fierté s'est brisée au cercueil
Qui t'a pris pour toujours le héros que tu pleures.

Mes vers n'ont pas l'espoir qu'ils sécheront tes yeux,
Puisque rien, non pas même un tombeau glorieux,
Jamais n'a pu tromper la douleur maternelle.

Mais ton fils voudrait-il que la seule noirceur
Des cyprès t'entretînt de sa mort qui fut belle?
Portons de verts lauriers à son ombre, ma sœur.

III. — A LA MÈRE IMMORTELLE!

Cœurs gémissants, ô cœurs suppliciés des mères!
Cœurs des épouses et des sœurs, ô cœurs brisés!
Les destins n'ont pas pu, sans en être apaisés,
Mêler à tant de sang tant de larmes amères.

Certes nous sèmerons, de vos mains d'éphémères,
Après que de nouveau, dans nos sillons creusés,
Aura relui le fer de nos socs aiguisés,
Le grain d'une moisson qui comblera nos aires.

Mais pour que brille encore un rayon dans nos pleurs,
— Car ce serait trop peu, vraiment, ô cœurs en peine!
Que les plus beaux espoirs d'une existence humaine,—

Cette libation de vos saintes douleurs,
Chaque jour, offrez-la, pensant à sa souffrance,
O femmes! à la Mère immortelle, à la France!

EUGÈNE HOLLANDE.

VERS LA VICTOIRE

Le 1er avril 1915.

Deux siècles avant Jésus Christ, Polybe ayant relaté les conquêtes de Rome depuis la seconde guerre punique jusqu'à la fin de la liberté grecque intitula son ouvrage non pas Ιστορία, mais Πραγματεία, *Pragmaties*. C'est que, pour lui, il ne suffit pas à l'historien de narrer : il doit instruire par une analyse attentive des faits, de leurs causes et de leurs conséquences ; il doit au surplus, à propos du spectacle des choses humaines, disserter de politique et de morale. Voilà bien ce que, moderne Polybe, a réalisé M. Joseph Reinach dans ses *Commentaires* (1) de la guerre actuelle, qu'il ne pouvait mieux placer que sous le vocable de l'historien grec. Ces Commentaires, en effet, sont des actes.

Je ne saurais trop en recommander la lecture à tous ceux qui seraient tentés, non point de se décourager, car en France personne ne se décourage, mais de trouver monotone et bien lente cette guerre par trop dénuée de panache à leur gré.

Ils y verront, comme en un miroir brisé dont chaque éclat renvoie un coin de paysage, l'âme française en marche vers la victoire, car c'est bien cette âme qui, en étroite union avec celle de nos alliés, s'achemine lentement, mais sûrement, vers le triomphe final.

« A la guerre, écrit Napoléon, les trois quarts sont des affaires morales; la bataille des forces réelles n'est que pour un autre quart. » C'est ce que, jour par jour, s'est attaché à nous montrer M. Joseph Reinach auquel on ne saurait, cependant, reprocher de négliger la force matérielle, puisque, aussi bien, il fut l'un des plus ardents promoteurs de la loi de trois ans, au point de devoir à son vigilant patriotisme — étrange mais non imprévue récompense — la perte de son siège de député.

La force matérielle, les Allemands, eux, la possédaient, au début de cette campagne, à un point qu'on n'avait jamais vu. Sous ce rapport, leur supériorité sur nous était écrasante ; car, de notre côté, nous n'étions que peu ou insuffisamment préparés. Bien mieux, nous étions de beaucoup en retard sur leur mobilisation. Eh bien ! avec le concours de l'héroïque Belgique, soulevée tout entière pour la défense du droit, nous les avons arrêtés et... refoulés. La victoire de la Marne, en effet, est une victoire et une grande victoire, une victoire qui a, pour jamais, changé la face du monde en le délivrant de la tyrannie et, chose plus grave encore, de la superstition germanique. De fait, la victoire de la Marne a, pour la première fois depuis cent ans, appris à tous les peuples, courbés sous le prestige de la brutalité organisée en quoi les Teutons font consister leur *kultur*, que l'Allemagne pouvait être vaincue.

Quel plus flagrant exemple de la suprématie du moral sur la puissance physique? Le plus incrédule aux choses de l'esprit serait malvenu d'en douter. C'est, à la lettre, l'âme française, unie en un seul faisceau contre l'envahisseur, qui a vaincu. Son élan a compensé et au-delà, puisqu'il l'a emporté sur la formidable organisation offensive de l'ennemi, le défaut d'outillage de nos armées. Cela c'est le miracle français.

Puis, sous la conduite d'un chef admirable, — « notre Joffre » comme on dit par toute la France, —

(1) JOSEPH REINACH. *Les Commentaires de Polybe* (Fasquelle).

admirable non seulement par ses qualités strictement militaires, mais aussi par un courage civique où il a puisé l'énergie de résister aux impatiences de l'opinion, l'âme française s'est disciplinée. Elle, naguère si primesautière, est devenue grave, grave et patiente. Elle a su, tout en combattant en quelque sorte « à la petite semaine », attendre dans les tranchées l'heure favorable. Elle a résisté, elle a lutté durant tout un automne et tout un hiver, blottie sous terre, au prix des plus dures privations et des plus rudes fatigues, sans se départir de cette bonne humeur, ni de cette « gentillesse », qui lui sont propres et qui, en même temps que de grâce, parent d'un sourire les innombrables hauts faits, dont, malgré la modestie d'un anonymat consenti, les enfants de France, généraux et soldats confondus, se montrent inlassablement prodigues. Car, ne nous y trompons pas, si la bataille ininterrompue d'aujourd'hui n'a pas la belle ordonnance, évocatrice de nos tragédies classiques, des batailles napoléoniennes qui se terminaient en une journée, elle n'en est pas moins fertile en héroïsmes. Que dis-je? A aucune période de notre histoire, ils ne furent aussi abondants. On ne peut les citer tous : ils sont trop.

Mais ce n'est pas tout. Protégée par le rempart vivant que font à notre pays les poitrines de nos soldats, l'âme nationale, revivifiée au vent de la victoire, se mettait à l'œuvre dans un non moins prestigieux essor que celui qui transporte les jeunes combattants. Pendant la bataille, à force de vitesse et d'ingéniosité, les anciens ont réussi, dans une magnifique improvisation qui est bien conforme au génie de notre race, à rattraper le temps perdu : en huit mois a été forgé l'instrument que, avant la guerre, notre insouciance traditionnelle avait négligé de mettre aux mains de nos chefs.

Et nous voici, maintenant, plus forts, même au point de vue matériel, que les Barbares qui ont accru notre courage, de notre haine pour les atrocités sans nom que, dans leur certitude de vaincre, ils n'ont pas craint d'accumuler, à l'Occident comme à l'Orient, sur les territoires par eux envahis. Ames de rapine et de boue, de ruse et de férocité, leur organisation, en laquelle seule ils avaient mis leur confiance, s'est usée, tandis que la nôtre grandissait au souffle de l'esprit. N'ayant pour but que de satisfaire leurs appétits, ils se sont affaiblis, sous les ordres de leur Kaiser qui s'imagine qu'il suffit de commander la victoire pour l'obtenir, en nuées démentes sur l'Yser et sur la Bzoura, dans une hâte fébrile de prendre Calais et Varsovie.

Encerclés dans un cercle qui plus que de fer est d'âmes, s'il est vrai que les Serbes, les Belges, les Russes, les Anglais et les Japonais combattent avec nous pour une idée, pour cette liberté des peuples que le Congrès de Vienne s'était donné à tâche d'opprimer sous des convenances de Chancelleries, les Barbares sont condamnés à ne pouvoir se renouveler, au moral encore moins qu'au physique. Comment, eux qui n'avaient de soutien que dans leur volonté de puissance, pourraient-ils résister à son échec? Quand, rejetés sur leurs frontières, ils auront, en dépit des mensonges qu'on a tissés autour d'eux, la certitude d'avoir perdu la partie, ils ne trouveront plus dans leur for intime un suffisant ressort, faute d'idéal régénérateur, pour tenir tête... « jusqu'au bout ».

L'âme française, au contraire, parce qu'elle communie avec l'âme de ses Alliés, comme ceux-ci avec la sienne, dans un idéal commun, qui est, en même temps que celui de tous, celui de chacun, s'avère susceptible d'un renouvellement indéfini. Or, « celui-là, a dit Noghi, est sûr de la victoire qui sait souffrir un quart d'heure de plus ». Aveugle qui ne verrait pas que, plus que les infâmes à qui nous barrons la route de la domination universelle, objet de leurs convoitises, nous en sommes capables.

Tel est le miracle véritable, miracle ineffable, à la réalisation progressive duquel M. Joseph Reinach nous fait assister, miracle de l'esprit, qu'il souligne de commentaires lucides et passionnés, comme il convient. C'est par l'idée, en effet, — ne l'oublions pas, — plus encore que par l'énormité des effectifs engagés, le nombre des nations aux prises, la portée des engins ou l'étendue d'un front qui va de la Mer du Nord jusqu'à la Chine en passant par Constantinople et la Mésopotamie, que cette guerre est grande. Nouvelle croisade, elle s'affirme, au vrai, la lutte de l'idéal contre la brutalité, de la liberté contre la tyrannie, de la civilisation contre la barbarie.

PAUL GAULTIER

LA PROPAGANDE ALLEMANDE AUX ÉTATS-UNIS

Il y a des gens qui reprochent aux Américains leurs préoccupations matérielles de la vie, ou, pour parler moderne, qui leur reprochent que le mot *culture* signifie chez eux *business*. Ce jugement est très étroit. Mais, supposé qu'il fût vrai, l'état d'esprit qui l'a suggéré a développé chez les Américains une qualité de grande valeur morale; leur sens très positif des affaires se manifeste en même temps dans d'autres domaines. Aujourd'hui, il s'agit de la guerrre, et ce positivisme a fait qu'ils ont, comme d'ordinaire, absolument refusé de prendre des vessies pour des lanternes.

Personne ne nous contredira en ceci : les Américains ont fait les efforts les plus sérieux pour juger impartialement ; et ils continuent à faire ces efforts. Or, ils sont très fortement du côté des Alliés ; ils le sont de plus en plus. Il n'y a pas de preuve plus éloquente que les tentatives désespérées des Allemands pour combatre ces dispositions.

Les Allemands voudraient faire croire au monde, ils voudraient croire eux-mêmes que les Américains n'ont pas les données nécessaires pour se faire une opinion équitable. Voyons.

Nous observons tous les jours que les journaux qui sont le plus souvent dénoncés comme partiaux aux Alliés, ne sont pas ceux qui impriment le moins de choses pour défendre la cause des Allemands. *Au contraire.* C'est à ce point que celui qui ne connaîtrait pas l'esprit américain, pourrait facilement y voir de l'inconscience : pourquoi, si on est si favorable aux Alliés, publier tant d'articles, tant de lettres et communiqués qui militent contre cette cause? Ce n'est point de l'inconscience; c'est le même besoin que celui de ne décider d'une affaire qu'en connaissance de cause ; c'est le souci de n'être pas attrapé. Voilà, croyons-nous (et nous avons quinze ans d'Amérique) la vraie explication de l'impartialité américaine, au moins autant que le vague « sens de justice » qu'on invoque quelquefois. C'est parce qu'ils désiraient avant tout « to be no fools » (n'être pas dupes), et précisément parce qu'ils ont décidé dans leur for intérieur contre l'Allemagne, que le point de vue allemand est partout étalé. Sur un article pour les Alliés, vous en aurez vingt pour les Allemands. Qui est-ce qui a la parole tout le temps et qui a les places d'honneur dans les journaux, les revues, les étalages de librairie? Les Bernstorff, les Dernburg, les Munsterberg, les Franke, ou encore l'Anglais Bernard Shaw quand il attaque les Alliés de sa plume paradoxale. Et plus un journal est anti-germain dans ses « edictorials », plus il est hospitalier aux Allemands; il y a là un puritarisme qui va aux dernières limites dans les *Atlantic Monthly*, les *Nation*, les *Boston Transcript*, les *Times*, les *Sun*, les *Springfield Republican*, etc.

Et si, malgré cela, les sympathies allemandes diminuent, comme nous le disions tout à l'heure, comment expliquer le fait? C'est que la cause allemande paraît mauvaise, de plus en plus, à mesure qu'on l'étudie de plus près ; ce qui n'était que conviction de gros bons sens, devient maintenant conviction de plus en plus raisonnée, de plus en plus précise, documentée, irréfutable; c'est la preuve scientifique qui se fait au jour le jour ; et elle se fait grâce à l'inconcevable maladresse des Allemands qui ont beau voir les résultats de quatre mois de campagne de presse et ne comprennent pas leur faute : c'est à faire douter de leur intelligence.

Et tout ceci sans compter que l'idée finit par se glisser dans l'esprit des plus obtus : s'il faut tant de prose, tant de colonnes, tant de talent, tant d'encre d'imprimerie, tant de temps pour prouver bonne la cause de l'Allemagne, c'est que cette cause est singulièrement peu limpide et peu facile à défendre.

Au début de la guerre, il y avait des discussions en règle dans la presse américaine, on examinait, point par point, les théories des Allemands; aujourd'hui qu'ils ont fourni eux-mêmes tant d'arguments qui les compromettent, ce n'est plus nécessaire. Quelques exemples.

Lorsque les Allemands publièrent en Amérique, en les envoyant plusieurs fois aux mêmes personnes, en différentes éditions — sans compter les reproductions qu'ils obtinrent dans la presse périodique, — les famenx « documents belges » *prouvant* que l'Angleterre et la Belgique s'étaient entendues pour ignorer la neutralité de la Belgique, la *Nation* de New-York (dont l'influence est énorme parmi les gens intelligents du Nouveau-Monde) se contenta de quelques commentaires fort brefs.

Dernburg, dans sa longue introduction, prétendait qu'il laissait la parole aux documents :

« Ils sont éloquents, en effet, dit la *Nation*, mais ils ne sont pas éloquents en faveur de la cause de Dernburg. Ce Monsieur, dans une dissertation de 1.500 mots, qui sont plus ou moins une « introduction », n'a pas une phrase au sujet de ce simple fait que les dispositions militaires discutées entre un représentant de l'armée britannique et un représentant de l'armée belge, n'ont trait qu'à cela seulement qui serait fait *au cas où la Belgique serait attaquée*... Certaines façons spéciales de présenter les choses sont naturelles, après tout, de la part d'un avocat officiel de la cause d'une des puissances belligérantes; mais il y a des bornes au delà desquelles telle façon spéciale de plaider constitue une insulte à l'intelligence du lecteur... » (*Nation*, 24 décembre 1914.)

C'est tout, et c'est assez.

Voici un entrefilet du *Springfield Republican* à propos des efforts de Sir Frédéric Pollok, pour répondre au manifeste des Allemands adressé aux neutres et surtout aux États-Unis :

« Il n'était guère nécessaire de recourir à de la grosse artillerie, comme l'a fait Sir Frédéric Pollock, pour répondre à ce malheureux écrit : « La Vérité au sujet de la guerre », qui avait été préparé en Allemagne par un Comité d'Allemands éminents, lesquels ont taxé singulièrement bas l'intelligence des Américains. » (*Springfield Republican*, 15 janvier 1915.)

(*A suivre*), A. SCHINZ.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 8 — 1er SEM. 53e ANNEE 10-17 AVRIL 1915

BULLETIN DE QUINZAINE

Quinzaine de faits divers.

Car on ne voit pas bien, si l'on excepte la mauvaise humeur générale que des agressions de cette nature répandent dans la diplomatie européenne tout entière, de quelle suite d'événements le raid des comitadjis bulgares sur la gare de Stroumitza peut être la source ni quelles grandes intentions une telle entreprise annonce. Il y a longtemps que le régime des comitadjis est endémique en Macédoine : un tel incident en temps de paix eût occupé à la troisième page de nos journaux la courte place mesurée aux événements de la politique extérieure des puissances orientales.

Mauvaise humeur encore des Hollandais contre les Allemands ; mauvaise humeur plus marquée, contenue par un gouvernement qui pèse sa neutralité dans de scrupuleuses balances, aux États-Unis, où les Allemands en grand nombre prennent de plus en plus figure de parti politique, danger déjà dénoncé et vivement ressenti pour l'unité nationale.

Il semble bien, enfin, qu'il y ait quelque difficulté d'accorder les signes qu'on distingue dans le ciel richement constellé de la diplomatie italienne. L'opinion en Italie, bien que devenue assez largement *interventista*, ne semble pas marcher du même pas que les armements. Si l'on considère ces derniers, ils apparaissent comme une préparation directe, parfois comme la préparation immédiate à la guerre. Mais, d'autre part, beaucoup se demandent encore s'il faut tenir pour terminées des négociations dans lesquelles le Gouvernement italien ne pouvait guère refuser de s'engager, puisqu'on les lui offrait, et qui, combinées avec les menaces de plus en plus pressantes de l'armée russe, ont mis le déplorable François-Joseph en cette obligation de répondre à cette question gracieusement posée par son alliée : « Par quel bou de votre Empire préférez-vous que le démembre ment commence ? » Peut-être ces négociations son elles l'artifice nécessaire et prudent par leque l'Italie se détache d'une politique quadragénaire qui fut son erreur. Et dès que l'Autriche sera hors de cause, il semble bien que le problème de l'Adriatique doive recevoir sans grandes difficultés la solution qui satisferait, sur les rives de la mer qui fut jadis le Golfe de Venise, les Italiens et les Slaves.

Les opérations militaires nous ont donné des satisfactions plus précises : la prise par nos troupes de la position des Éparges, nos diverses attaques heureuses dans la courbe de Saint-Mihiel, le succès des Anglais à Neuve-Chapelle, sont autant de coups de sonde ou de pioche dans le mur des lignes allemandes.

Quels que soient d'ailleurs les avantages que nous valent à l'Ouest les progrès de nos armes, c'est maintenant et de plus en plus sur le cercle des Carpathes que reste attachée l'attention du monde. C'est dans la plaine hongroise que sera fixé le sort de la monarchie qui déchaîna cette guerre, croyant y retrouver son prestige, victime en réalité d'un allié puissant et funeste. Il y a soixante années l'armée russe, appelée par l'Autriche en danger, lançait ses cosaques dans la plaine foulée jadis par les chevaux conquérants des compagnons d'Arpad, pour écraser pour le compte de François-Joseph les Hongrois

révoltés. Ces Cosaques fondent aujourd'hui sur l'armée maggyare sacrifiée cette fois par l'allié allemand qui voit ainsi envahie cette plaine dont il avait fait au Sud la marche du germanisme.

***

LA GUERRE ET L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (1

Mesdames, Messieurs,

L'école nationale sort grandie et triomphante de la terrible épreuve. Pour ceux qui l'ont conçue, qui l'ont réalisée, c'est une suprême récompense ; pour beaucoup qui ne l'ont connue qu'à travers les échos des discussions passionnées, c'est une réconfortante révélation ; pour ceux, enfin, qui l'ont combattue âprement dans la sincérité de leurs sentiments, parce qu'ils ne voyaient point de salut hors de leurs doctrines, c'est une surprise ; mais le geste est le même chez tous, la France plus vivante, toujours libre et fière, s'incline devant ses héros, voue sa reconnaissance à l'école qui les a formés.

Dans toutes les classes, dans tous les partis, ils se sont magnifiquement tenus sous le feu. Jeunes soldats, réservistes, territoriaux, tous animés du même souffle, ont fait à la Patrie un rempart de leurs poitrines, ont brisé la sauvage, l'odieuse agression. Où ont-ils puisé cette flamme commune qui avait déjà animé les grands ancêtres de 92 et de 93, à qui seuls nous puissions les comparer, sinon à l'école qui leur apprit à les admirer, à vibrer de leur enthousiasme pour les mêmes causes sacrées.

Aussi quelle fierté pour les maîtres, pour ceux qui ont élevé ces générations et qui se battent à leurs côtés, afin de continuer l'enseignement par la lumineuse leçon de l'exemple. Quel encouragement à poursuivre au lendemain de la guerre, dans la paix enfin conquise, avec une autorité nouvelle, l'éducation des petits qui, déjà, tressaillent d'admiration pour leurs aînés.

Ecoutez la voix qui vient des tranchées : elle nous fera comprendre par quelles racines profondes le présent puise sa sève, sa force et sa foi dans une éducation longuement préparée, de même qu'elle nous dira l'espoir de l'avenir.

(1) Conférence donnée à l'Alliance d'Hygiène sociale.

C'est un maître qui parle ; aujourd'hui soldat, il quitte un instant ses armes pour livrer son cœur à ses élèves. Il prend le ton qui convient, celui du grand ami affectueux qui redresse, encourage et enseigne, toujours avec la même douceur. Ajoutons que c'est un militant dans sa corporation, un syndicaliste..

19 décembre.

Mes chers élèves,

Plusieurs d'entre vous ont eu la bonne idée de me donner de leurs nouvelles, tout en me souhaitant bonne chance.

Je les en remercie et je leur répondrai individuellement quand j'aurai quelque liberté plus grande.

Aujourd'hui, à la veille des fêtes de fin d'année, qui seront cette fois moins gaies qu'à l'ordinaire, je veux que vous sachiez combien je reste par la pensée avec vous tous.

Je vous avais quittés un jour de joie, quand vous veniez de recevoir la récompense de votre labeur scolaire, et je comptais vous retrouver toujours aussi francs et travailleurs, après les vacances, que vous comptiez passer comme moi en toute liberté.

La guerre a éclaté, et aussitôt les projets que vous aviez préparés ont été bouleversés. Vos papas sont partis à la hâte rejoindre le régiment qui devait se joindre à d'autres régiments pour former cette muraille vivante qui, à l'heure actuelle, vous protège, protège vos foyers et empêche les ennemis d'anéantir notre pays.

Peut-être parmi vous, quelques-uns pleurent-ils déjà la disparition d'êtres chéris, de papas aimés, de grands frères regrettés. Que tous les autres, que ceux dont la guerre n'a encore pris aucun parent songent à la douleur de leurs camarades plus éprouvés ! Dans le malheur des uns, soyez de bons consolateurs et de bons amis ; c'est la façon la meilleure de vous montrer dignes des leçons que nous avons faites ensemble quand, dans la paix, nous étions réunis pour apprendre à vivre en bons Français.

Songez aussi aux mamans que vous devez aimer ; la vôtre, parce qu'elle ne cesse de vous protéger et de vous défendre, celles des camarades qui sont anxieuses de savoir que leurs fils et leur mari sont tous les jours exposés aux dangers du feu de l'ennemi. Pour toutes, soyez de bons petits garçons, bien élevés, polis et toujours prêts à rendre service ; vous adoucirez ainsi la douleur des unes et vous rendrez plus supportable la vie angoissée des autres.

Quant à votre maître, ne le plaignez pas, comme l'ont fait quelques-uns d'entre vous en lui écrivant. Il ne reproche pas à ces derniers leur marque d'affection, mais sachez bien, mes chers élèves, que si je suis exposé comme tous vos parents, je ne le suis pas plus. Un jour viendra où nous nous retrouverons, où je vous raconterai ce qu'est la guerre et comment les Français d'aujourd'hui savent se battre avec les qualités de leurs aînés. Mais cette fois la lutte que nous soutenons aura l'avantage de libérer l'Europe des dangers que lui faisaient courir tous ceux qui avaient rêvé de constituer les nations, non pas d'après les règles de la justice et les formes du droit, mais d'après les mauvais principes de la force et les injustices des privilèges.

En nous battant contre les ennemis de la liberté, nous songeons aussi à la lutte pour une meilleure organisation de notre vie sociale où vous, les jeunes d'au

jourd'hui, les hommes de demain, vous aurez l'avantage de connaître un régime qui reconnaîtra à tous les travailleurs la pleine jouissance de leur labeur.

A vous tous, mes chers amis, je serre affectueusement la main,

Votre instituteur,

E. Glay.

Tout commentaire serait, n'est-ce pas, superflu ? Si, entre mille aussi touchantes, nous avons choisi la lettre de Glay, c'est que nous savions que beaucoup parmi vous connaissent l'homme, qu'ils peuvent affirmer qu'après des mois passés au feu, vous le retrouverez ce que vous l'avez connu, une ferme conscience, un cœur généreux; qui n'abdique rien de ce qui fut sa pensée, et qui, s'il échappe au sort des batailles, reprendra dans le même esprit, le même apostolat avec le même dévouement.

Non pas que nous prétendions n'avoir rien à apprendre aux leçons de la guerre pour l'école de demain, mais nous voudrions en profiter, tout en rendant à celle d'hier l'hommage qui lui est dû. Nous pensons entrer ainsi dans la pensée qui a inspiré l'organisation de ces conférences, pensée de reconnaissance pour les braves qui sont tombés pour la France et son avenir.

La France ne veut pas que tant de sacrifices demeurent inutiles, elle saura en tirer la leçon d'énergie nécessaire pour l'accomplissement de sa noble mission. Ainsi le sang des héros, une fois de plus, fécondera les précieux instincts de notre race, et la solidarité qui, dans la Patrie, relie si puissamment les vivants aux morts, apparaîtra plus éclatante et plus féconde.

En donnant une âme aux nations serbe et bulgare, l'école a constitué des patries ; elle a aidé à refaire la France abattue, elle saura l'épanouir après la victoire par plus d'union, plus de justice réciproque, plus de discipline, une résolution plus confiante, plus virile.

Elle le doit et nous sommes convaincus qu'elle le peut, si les terribles événements que nous traversons, qui nous ont déjà créé une sensibilité nouvelle, laissent dans nos esprits la leçon de la dure expérience.

Sans doute, elle n'a pas dans le passé, la longue histoire qui auréole certaines institutions ; moderne comme notre démocratie, comme elle, fondée sur des principes qui sont l'essence même de la conscience universelle, son champ est surtout l'avenir.

Cependant, en quelques années, elle a façonné l'âme française. Cette âme vient de se trouver aux prises avec les plus redoutables dangers qui se soient jamais abattus sur un pays. Et le monde entier a vu comment elle y tenait tête. Il a vu tous les enfants de la démocratie unis dans la plus belle des fraternités, celle des grands dévouements, qui restaient jadis l'apanage des nobles ; aujourd'hui, tous y participent. Voilà sept mois que l'on admire l'excellent esprit de nos soldats, leur inaltérable bonne humeur, leur élan, leur entrain, leur énergique endurance sous la rafale de feu, dans la boue des tranchées, leur héroïsme qui ne fléchit devant aucun danger. Tout cela, où l'ont-ils appris, sinon sur les bancs de l'école, je dis de l'école publique ou privée, primaire ou secondaire. Le généralissime l'a pour ainsi dire reconnu quand il a proclamé : « La République peut être fière des soldats qu'elle a formés. » Témoignage précieux, qui est à la fois un hommage au passé et une promesse, une garantie d'avenir.

On voudra bien nous excuser si, en parlant de l'école, nous le faisons avec quelque fierté. Ce n'est pas manque de modestie; il ne nous en coûte pas d'avouer que nous avons eu notre moment d'anxiété. C'est que l'épreuve était formidable et que nous avons dû nous demander si les résultats de l'effort tenacement poursuivi répondraient à notre attente, à l'attente de la Patrie. Nous recevons le flot annuel des jeunes générations qui se poussent sur nos bancs ; nous nous penchons sur elles avec sollicitude ; à nos leçons, à notre parole s'ouvrent les intelligences, s'émeuvent les sensibilités ; nous déposons dans les cœurs le germe des bonnes pensées et des bonnes actions; mais à tour de rôle, les générations nous quittent, la vie les prend et l'inquiétude nous saisit. Seront-elles suffisamment armées contre les rudes et périlleux contacts qu'elle leur ménage. Aussi, quand sonna le glas d'alarme, quelque application que nous ayons apportée à faire les semailles, nous ne nous demandions pas sans angoisse ce que nous réservait la moisson.

Qu'allait-il rester du souvenir de la petite école dans l'horrible mêlée. Oh ! ce départ, ces regards résolus, ces attitudes fières, cette joie de retrouver là le vieux maître avec les parents, les amis, de lui serrer la main. C'est lui le plus ému, venu pour apporter un dernier encouragement, il enfonce ses larmes et c'est lui qui s'en revient réconforté. Chers enfants, jeunes héros ; il est des minutes qui paient toute une vie de labeur. Vous nous les avez procurés !

Ils nous restent attachés, il nous semble que le moment présent continue l'école, qu'il sont en train de mettre le précepte en action et leur souci est de retrouver l'approbation et la satisfaction du maître: « Surtout, n'oubliez pas de montrer ma lettre à mon maître. » C'est que la lettre apprend une promotion,

une citation à l'ordre du jour, la médaille militaire. Et leurs sœurs, leurs admirables mères, les jeunes épouses ? Qui dira leur part d'héroïsme et l'école qui trempa si fort leur caractère? Ecrasé sur un lit de douleur, un blessé, tout fier, nous tend une lettre cent fois relue. Elle vient de sa femme, une jeune paysanne, elle rassure son mari : la récolte est rentrée, les enfants sont sages, les vieux parents redeviennent diligents, les semailles se feront, elle est courageuse et termine par ces mots stoïques : « Fais ton devoir, je saurai faire le mien ». De nobles blessures témoignent assez qu'il a su faire son devoir.

Déjà, avant la guerre, nous aurions pu, quoique d'une façon moins éclatante, en interrogeant son passé jeune encore, dans un esprit critique exempt de préventions intéressées, reconnaître la puissance éducatrice de l'école primaire, les résultats obtenus malgré les pires contingences, dans le domaine moral ou le domaine économique, et concevoir tout ce que nous pourrons en attendre le jour où nous saurons l'entourer de l'atmosphère sereine si nécessaire au développement de l'esprit et de la conscience de l'enfant.

Qu'on nous entende bien, la paix que nous demandons pour l'école ne saurait être l'indifférence des citoyens à son égard, ni l'abdication de tout contrôle, de toute critique. Rien ne serait aussi dangereux et pour elle et pour le pays. Source de vie, de moralité et de richesse, elle doit être la préoccupation la plus ardente de tous ; mieux, elle appelle la sollicitude, l'expérience, les lumières des penseurs, des savants, de tous ceux qui, à quelque degré que ce soit, contribuent par leur activité morale, intellectuelle ou économique à la marche du progrès humain ou national.

Mais on conçoit que ce contrôle, cette sollicitude n'ont rien de commun avec un parti pris de défiance haineuse qui, exploitant les défaillances isolées, ferait planer la suspicion sur l'ensemble des maîtres. Combien plus féconde la critique des esprits libres qui, s'intéressant à l'avenir de la démocratie, étudient les grands problèmes de l'éducation et de l'hygiène publiques ; qui, constatant chaque jour combien s'accroît en complexité et en délicatesse la tâche de l'école, signalent au pays les revisions nécessaires! Or, il en est qu'il faudra accomplir. Le moment sera d'ailleurs propice, car il nous paraît impossible qu'après l'union sacrée qui, spontanément, s'est faite à l'heure du danger, il ne subsiste plus après la guerre le désir de la continuer en temps de paix. Ces retouches ne sauraient entamer en rien la belle harmonie de notre enseignement primaire, qui restera inébranlable sur cette triple assise : Obligation. Gratuité. Laïcité.

L'obligation, d'ailleurs, n'est plus contestée ; ce qui ne veut pas dire qu'elle soit effective. Pour la grande majorité des parents, elle cesse d'être une mesure imposée, pour prendre son véritable caractère de devoir envers l'enfant. Mais combien encore ne comprennent pas ce devoir et, pour ceux-là, les prescriptions pénales ne sont point appliquées. De là, la surprise désagréable du nombre des illettrés. Plus qu'au lendemain du vote des lois scolaires, les absences sont nombreuses. Pas de contrôle, pas de contrainte. L'absence, accidentelle d'abord, devient habituelle. Des concessions sont faites qui deviennent abus. On glisse facilement sur la pente, quand aucune autorité ne s'interpose pour rappeler au devoir et au respect de la loi. Pour les esprits incultes, l'instruction promettait surtout la libération matérielle ; ils jugent qu'elle a trahi leurs espérances, ils s'en désintéressent. Il y a, en outre, les parents indignes, ceux pour qui l'enfant n'est qu'un objet d'exploitation. Il y a la misère et le vice d'une part, et, de l'autre, les caisses des écoles et les commissions scolaires, mais sur le papier. Et le mal grandit, menace de devenir un grave danger. Il n'est que temps d'y remédier.

D'autant que la crise de la main-d'œuvre, qui sévissait avant la guerre, va devenir plus aiguë encore à la fin des hostilités. L'utilisation de l'enfant dans les menus travaux va devenir une nécessité dans les campagnes. Ce sera le moment de briser la rigidité de nos horaires pour les plier à certaines exigences que nous ne saurions éluder. On ne saurait faire des concessions sur un temps de scolarité déjà par trop réduit. Heureusement que les services de l'enfant ne sont particulièrement nécessaires qu'à certaines heures de la journée et qu'à certaines époques de l'année. Nous sauverons l'obligation, nous préviendrons la désertion, non par des mesures pénales, inapplicables quand elles intéressent une majorité, mais par une sage adaptation des heures de classes et des périodes de vacances aux nécessités locales. Le but à atteindre vaut bien le sacrifice d'une belle unité, qui n'a de valeur que dans la forme. Nous venons d'indiquer une mesure qui n'exclut point tout autre moyen que suggéreront l'intérêt de l'enfant et les circonstances. Il est bien certain que la coopération dans la garde des troupeaux, dans la vente des menus produits, partout où elle est possible, est une solution plus avantageuse aux intérêts particuliers comme aux intérêts généraux et qu'un peu d'initiative laissée aux maîtres per-

mettrait de résoudre bien des difficultés, qui ne paraissent insolubles que devant des habitudes trop servilement respectées.

Mais il faut surtout qu'une autorité morale veille effectivement autour de l'école, gourmande, conseille, secoure. La tâche est assez belle pour solliciter des concours généreux. Et si ce n'est pas suffisant, les sanctions pénales s'imposent. Nous ne saurions, par une coupable indifférence, tolérer de pareils errements funestes aux victimes et à la société.

Cette autorité morale, le législateur la confiait aux délégations cantonales. L'institution n'a pas répondu aux espérances qu'on avait mises en elle. C'est une constatation qu'il nous faut bien faire, non pas pour récriminer contre des bonnes volontés qui furent évidentes, mais qui ne purent s'employer faute d'organisation et de prescriptions précises.

La gratuité est amenée comme corollaire nécessaire de l'obligation : nous n'avons pas besoin d'y insister.

Quant à la neutralité, elle est plus contestée, il fallait s'y attendre. Il n'est pas douteux que la séparation de l'Ecole et des Eglises, suivie vingt ans après de la séparation des Eglises et de l'Etat, est l'événement le plus important du siècle passé. Il ne fallait pas supposer que les puissances du passé se laisseraient déposséder de leur influence par l'école, sans récriminations et sans luttes. Ces luttes n'ont point cessé. Il faut qu'elles aient un terme, cependant. La démocratie a charge d'âmes autant que les églises; elle entend rester maîtresse de ses lois, de ses institutions, de ses destinées ; ayant un idéal, elle entend en poursuivre la réalisation, et pour cela, affermir ses principes dans l'âme des générations appelées à continuer son œuvre. L'école publique ne peut être école confessionnelle, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit antireligieuse ; il n'est pas vrai qu'aucune religion y soit attaquée; aussi n'est-il pas tolérable qu'on en fasse un champ de bataille où l'on se dispute l'âme de l'enfant comme un butin de guerre.

« Le curé à l'église, l'instituteur à l'école », telle est la formule que, dans son clair bon sens, le peuple de France a tout de suite adoptée et qu'il finira bien par faire triompher. Ce n'est pas au moment où les principaux peuples s'apprêtent à imiter son exemple qu'il reviendra sur ses pas ; car c'est l'aspiration générale des démocraties : témoin la petite république helvétique et la grande république américaine, sans compter les efforts dans le même sens de tous les pays à monarchie constitutionnelle. Chez nous, le peuple l'a conquise. Les neuf dixièmes de nos communes rurales ne connaissent que l'école neutre et ne songent point à s'en plaindre. Là, où règne la concurrence, l'école laïque se défend, elle n'attaque pas. Et nous pouvons constater que ces divisions n'ont aucunement nui à l'union patriotique des cœurs. Au front, une seule âme s'oppose à l'envahisseur. Laïques ou religieux accomplissent également un grand devoir, et cela nous est une espérance pour le lendemain de la guerre. Si malgré trente années de discussions passionnées, un aussi fort levain de sentiments communs a pu produire un pareil résultat, que ne sommes-nous pas en droit d'attendre d'une France, où les églises comme l'école enseigneront la fraternité et la concorde, où, dans une saine émulation, chacune, avec ses propres moyens, s'efforcera avant tout de fortifier les consciences !

En voulant la paix et le respect du droit, conformément à l'esprit de l'école laïque, la République a assuré le salut de la Patrie. Elle a réalisé en un jour, par la puissance de ses principes, une unanimité nationale qui a pu paraître miraculeuse, qui fait notre joie. Et c'est pour les dieux dont elle apprend le culte aux enfants, pour la Justice, pour la Liberté des peuples, pour la Foi des traités, qu'ils se battent avec un entrain qui rappelle à tous, les soldats de l'an II.

C'est une religion qui a son prix : en tout cas, c'est la seule sur laquelle on puisse s'entendre aujourd'hui, en France, entre croyants et incroyants, et c'est pourquoi toute tentative pour faire sortir l'école publique, directement ou indirectement, de sa neutralité nécessaire, ne serait pas seulement illogique, elle serait impie. Ce serait une menace à l'unité nationale : l'école de la nation, pas plus que la nation elle-même, ne peut être assise sur un dogme quelconque, mais sur l'égale liberté de toutes les consciences.

A la neutralité donc, pas plus qu'à la gratuité ou à l'obligation, personne ne peut songer à toucher. Mais ce qu'il sera permis d'espérer, ce que l'on comprendra mieux, après la communauté de la vie dans les tranchées, après l'égalité et l'émulation dans le devoir militaire, c'est que les différences des cultes ou des philosophies n'empêchent, à aucun degré, la collaboration ardente des Français dans la grande solidarité nationale, et qu'ainsi, plus encore qu'avant, l'enseignement de la fraternité paraîtra et possible et nécessaire.

Qu'on ne nous demande donc pas de faire pénitence et de revenir à reculons sur le chemin parcouru, mais plutôt de compléter et de perfectionner l'œuvre d'éducation nationale. Nous sommes tout prêts à collaborer dans ce sens avec toutes les bonnes volontés.

Il va de soi que la liberté de l'enseignement trouve sa garantie dans nos propres principes. L'école libre existe, elle n'a jamais été menacée, en régime républicain, que par l'ardeur intempestive de quelques-uns de ses amis. En maintes régions, elle se dresse en face de l'école publique, rivale, mais pas toujours ennemie. Nos idées, nos méthodes, nos livres, elle en a usé avec profit, quand les inspecteurs diocésains ne sont pas venus régenter trop fortement l'initiative des maîtres. Il serait facile de constater qu'à certaines périodes d'accalmie dans la lutte, les idées laïques ont eu leurs répercussions sur l'école libre ; l'une a pénétré l'autre plus qu'on ne le pense ; il en est résulté un entraînement qui se manifeste aujourd'hui en une patriotique émulation sur toute la ligne de feu, des Vosges aux plaines des Flandres.

Ce résultat, c'est l'école d'hier qui l'a produit, c'est une raison de plus pour que nous restions attachés à la liberté de l'enseignement ; mais à la condition qu'elle ne soit pas une duperie. Toute liberté a des limites, elle cesse d'être légitime quand elle devient un danger pour le corps social. Plus d'un million d'enfants fréquentent les écoles libres, la nation ne peut permettre qu'au nom de la liberté, on les élève contre ses aspirations au service d'un parti ; de là, la nécessité d'un contrôle. Or, on sait, qu'en fait, ce contrôle n'existe pas, que l'école privée jouit non seulement de la liberté, mais, ce qui est inadmissible, de privilèges dangereux.

L'école nationale ne peut davantage, sans perdre son caractère, être un instrument des partis : tous en conviennent ; il n'en reste pas moins qu'elle excite les convoitises de chacun, et beaucoup de ceux qui ont blâmé l'esprit d'indépendance de ses maîtres et certaines de leurs manifestations en vue de l'autonomie, ou bien l'ont fait par déception de n'avoir pu s'assurer leurs services, ou bien n'ont pas compris que les instituteurs faisaient effort pour maintenir l'école dans l'esprit des grands républicains qui la conçurent au lendemain de 1789 et de ceux qui la fondèrent, qui voulurent une école nationale plutôt qu'une école d'Etat, qui n'oublièrent pas de prévoir l'esquisse d'une organisation autonome, qu'a rendue malheureusement illusoire l'intrusion des préfets dans les nominations. C'est quand les instituteurs voulurent maintenir l'école hors des partis et au-dessus d'eux, que les partis déçus crièrent au « péril primaire ». Et cependant, quand ils réclament que leurs conseils départementaux soient des organes professionnels plutôt qu'administratifs, quand ils demandent d'être affranchis de la tutelle du pouvoir politique, quand ils prétendent défendre leur école outragée, ils sont dans la tradition républicaine dans la pensée des Ferry, des Paul-Bert, des Goblet. C'est ce qui explique leur union dans leur action corporative et que, suivant leur tempérament, sous les étiquettes différentes d'amicalistes et de syndicalistes, ils fondent leurs efforts dans une immense association commune pour réaliser l'école au service exclusif de la nation.

Nos programmes se trouveront-ils, après la guerre, dans des conditions tellement nouvelles qu'elles exigeront une revision qui soit une réelle transformation ? Nous ne le pensons point. Des allègements, des retouches de détails reconnues nécessaires ne changeront guère à l'ensemble. Disons même que l'opération est déjà accomplie, sous la contrainte de la nécessité et par l'entente concertée des chefs et des maîtres, dans une intelligente initiative que sollicitaient d'ailleurs les instructions qui accompagnent ces programmes.

La distance est suffisante aujourd'hui pour juger les résultats qu'on a pu en tirer ; or, la constatation des faits peut réjouir les esprits qui ne font point profession de dénigrement systématique. Le petit élève primaire, d'intelligence normale, qui a fréquenté régulièrement l'école de 6 à 13 ans, est propre à devenir une valeur précieuse pour la richesse économique de son pays et pour sa force morale. Rien ne le démontre mieux que l'enquête que peut conduire chaque maître qui a poursuivi sa carrière dans une petite ville où la variété des conditions d'existence et de métiers des parents rendraient impossible l'adaptation des programmes à une profession déterminée et rien ne démontre mieux l'excellence des programmes qui peuvent satisfaire à une telle diversité de destination et donner aux enfants une telle souplesse de moyens.

Les auteurs de ces programmes ont d'ailleurs prévu leur élargissement vers l'exercice de la vie professionnelle ; le bon sens comme l'expérience prouvent qu'il y a avantage à le faire dans des conditions nettement établies. Parce que c'est possible, cela a été tenté et même réalisé avec avantage. Si la routine légendaire de nos populations agricoles, leur esprit de particularisme et de résistance à l'association, à la coopération, à l'adoption de méthodes nouvelles de culture, d'élevage, n'ont pu empêcher les progrès que nous pouvons constater, il faut en rendre hommage à l'école qui a préparé les esprits à l'expérience et à l'initiative, et si ces résultats ne sont pas encore ce qu'on les souhaiterait, il faut envisager quelles difficultés il a fallu vaincre pour obtenir ceux qui sont acquis, dans un pays où le morcellement de la propriété, le genre de vie, les habitudes de tra-

vail et d'existence, la variété des cultures opposent les conditions les plus défavorables à l'utilisation des données de la science.

Nous savons bien qu'on a railté la science de l'école primaire, sèche, froide, a-t-on dit, réduite à des notions positives, à des vues trop directement pratiques sans échappées vers un idéal qui désaltère l'âme humaine. Nous admirons la confiance des gens qui nous offrent la panacée de leurs systèmes philosophiques à l'usage d'élèves de 6 à 13 ans ; mais nous savons aussi que l'enfant n'a que faire des conceptions abstraites, que son âme se désaltère aux baisers de sa mère, à la tendresse de ses frères et de ses sœurs, plus tard à l'affection de ses camarades de classe, à l'admirable épopée des héros de sa race, à maints sentiments qui ne sont pas absents de l'école, qu'il puise dans l'âme du maître, dans les chefs-d'œuvres de notre littérature, dans la bonne morale universelle. Cette morale des honnêtes gens qui s'enseigne par l'exemple, par les bonnes habitudes de chaque jour, est l'atmosphère même de l'école ; elle est capable de conduire les âmes et les volontés à l'héroïsme, tout aussi bien que le plus savant système philosophique. La preuve, faut-il le redire, s'administre chaque jour au front de nos armées. On ne saurait dire que cet héroïsme est seulement l'effet d'un enthousiasme juvénile, puisque nous en trouvons l'exemple parmi nos troupes de réserve. Nous pourrions le trouver encore dans la vie des humbles, hors du temps de guerre, si plus souvent nous nous penchions vers eux.

La vérité est qu'à aucun moment de notre histoire, aucun Gouvernement n'a montré un tel souci de la moralité de l'enfance. Aucun système scolaire n'a pris plus de soin de rappeler au cœur et à l'esprit de l'enfant ses devoirs de famille, ses devoirs individuels, ses devoirs sociaux.

Et dans quelles conditions ! alors que l'industrialisme bouleversait les mœurs sociales et, en forçant la femme à travailler hors de son foyer, privait la famille du bienfait de sa puissance moralisatrice.

Nous savons bien que l'éducation primaire n'a pas guéri la société de tous ses maux, mais il faudrait être juste et faire la part des contingences qui entravent son œuvre.

Nos moyens d'éducation ne dérivent-ils pas d'un idéal élevé : respect de la personnalité humaine, apprentissage de la liberté, du sentiment de la justice et du droit par l'observation de la règle imposée par la nécessité de la vie en commun, développement simultané de l'esprit d'initiative et de la responsabilité.

On a dit que notre enseignement moral manquait de vie, s'agitait dans des abstractions ou restait terre à terre. Or, voici qu'à ce moment même, ceux qui le reçurent vibrent d'enthousiasme, qu'une humanité s'est levée frémissante d'idéal et meurt sans phrases pour le triomphe de ces notions simples qui sont le trésor et la lumière de la conscience humaine. Pendant que dans l'ombre se tramait le guet-apens germanique, la République et l'école préparaient l'avenir et voici qu'à l'heure du cataclysme, l'une proclame son droit et l'autre envoie tous ses enfant prêts à le soutenir jusqu'au dernier sacrifice.

Demain, il faudra réparer la perte de milliers de vies humaines. La France a compris son devoir, elle proscrira l'alcool, elle sauvera la race ; d'autres mesures nécessaires d'hygiène publique et sociale ont été ou seront ici même éloquemment exposées.

Dans cette croisade de régénération, l'école jouera son rôle.

Dès maintenant, il est indispensable que nous envisagions une véritable éducation physique. Pour les luttes pacifiques qui suivront, il faut encore des corps vigoureux, alertes et souples, il faut des pionniers, il faut des hommes à la France. Avouons-le, prévue aux programmes, l'éducation physique n'existe pas en fait à l'école primaire, étouffée qu'elle est par les autres enseignements. Nous sommes le pays où le besoin de jeux physiques est le plus spontané, le plus créateur d'émulation et de joie saine et nos enfants ne jouent plus, soit qu'ils manquent d'espace dans nos cours étroite, soit qu'une abusive responsabilité civile ait eu pour conséquence de les en priver. Nous avons de beaux sentiers, de belles routes, de merveilleuses montagnes, ce sont les étrangers qui les parcourent ou les escaladent. Seuls, les réfractaires à l'école connaissent les joies du plein air, le plaisir de fendre l'onde de nos rivières, d'explorer nos bois. Les bons élèves, les enfants sages, s'étiolent dans nos salles d'étude. Une renaissance des sports s'est dessinée, on ne peut dire qu'elle ait pénétré à l'école primaire ; elle est restée surtout l'apanage des enfants des classes aisées. Il est temps de sortir de ce marasme, d'autant que nous avons à craindre, au lendemain de la guerre, une détente des énergies, une ruée vers les plaisirs faciles. Le meilleur moyen de parer à ce danger est d'exalter les exercices de plein air, les jeux de notre ancienne France, tous les sports physiques, facteurs de santé et de vigueur. Qu'on cesse les déprimantes sensibleries, les niaises sollicitudes qui ligottent l'activité de l'enfant, une régénération s'accomplira par ce fait.

Il n'est pas douteux, d'autre part, qu'un préjugé domine encore pas mal d'esprits, celui de l'antagonisme des muscles et du cerveau, alors que tant de faits d'expérience prouvent que la pensée décline, que le jugement se pervertit là où se rompt l'équilibre entre la culture du corps et celle de l'âme. Nous disons culture physique, mais nous entendons éducation virile. Ce n'est pas les sports pour eux-mêmes que nous envisageons et nous voulons la culture du corps pour donner à l'être toute sa valeur physique, intellectuelle et morale.

La santé du corps est, au début, et c'est pour cela qu'il faudra assurer d'une façon régulière, effective, l'inspection médicale des écoles, établir une collaboration étroite entre le médecin et l'éducateur ; l'un surveillant le terrain où l'autre fera se développer les qualités d'énergie, d'initiative, de courage, de sang-froid et de décision.

A ce sujet s'impose une réforme de nos programmes et de nos horaires. Une heure par jour d'exercices physiques rationnels est nécessaire. Tant pis si nous sommes obligés de faire le sacrifice de quelques travaux purement intellectuels, ou plutôt tant mieux, si nous arrivons ainsi à combler la pénurie des hommes d'action et de caractère par la perte d'un surcroît de beaux parleurs et de barbouilleurs de papier.

Il nous faudra des instructeurs ; les sous-officiers, les instituteurs qui reviendront de la guerre, seront une excellente pépinière, si nous savons utiliser leurs services. A ces instructeurs, il faudra des directions ; des hommes qui, comme le lieutenant Hébert, ont fait leurs preuves, sauront en fournir.

La jeunesse se prêtera admirablement à l'action, elle la sollicite ; par son impatience, elle dénonce le besoin qui l'aiguillonne ; elle sent peser sur ses membres trop frêles la fatigue intellectuelle de ses pères ; n'attendons pas qu'elle fasse retomber sur nous la responsabilité de ses tares physiques. Songeons, enfin, que nous allons nous trouver avec des générations mutilées, découronnées de la fleur de leur énergie, et que, si nous voulons envisager l'avenir avec quelque confiance, nous devons rétablir la santé de la race compromise par d'autres fléaux encore que la guerre.

Ces vides creusés dans la population française ne vont-ils pas avoir une fâcheuse répercussion sur l'école ? Déjà une crise sévissait sur le recrutement des maîtres dans l'enseignement public. En ces dernières années, les deux cinquièmes des jeunes gens entrés dans l'enseignement n'ont pas reçu la discipline spéciale, ni l'éducation professionnelle des écoles normales. Ces écoles ne se recrutent plus que dans des conditions précaires, il devra s'ensuivre une diminution inquiétante dans la valeur des maîtres ; il serait désolant de constater une baisse de la valeur éducative des instituteurs au moment où la fonction s'élève en exigences.

Nous nous imaginons que la crise va s'enrayer. Un effort a été fait pour l'amélioration matérielle de la situation du personnel, on semble être sur le point de s'entendre pour le soustraire aux caprices de la politique, pour lui procurer une autonomie compatible avec les intérêts de la nation ; il n'est pas douteux que sa belle conduite pendant la guerre lui vaudra un regain de considération et d'influence morale. Mieux rétribuée, débarrassée des contraintes démoralisantes, plus considérée, la fonction deviendra plus enviable. Pour peu que les épreuves au concours d'entrée aux Ecoles normales se rapprochent mieux des conditions de préparation dans la plupart des écoles publiques, nous verrons s'étendre les possibilités d'un bon recrutement dans nos campagnes et devenir possible le passage si désirable à tant de points de vue de tous les maîtres par les écoles normales.

Encore sera-t-il souhaitable que s'étende leur culture, qu'entrés dans le rang, ils ne soient point absorbés par les multiples tâches qui les distraient de leur véritable mission et leur enlèvent trop souvent les loisirs nécessaires à leur vie intellectuelle, que des moyens leur soient fournis pour développer, tout au long de leur carrière, leur puissance d'éducation.

Grâce à l'abondance et au choix du personnel féminin, le lendemain de la guerre est assuré ; au lieu de maîtres, nos classes auront parfois des maîtresses et, là, où elles ne sont pas trop surchargées par le nombre des élèves, elles n'auront pas à en souffrir, les qualités propres aux femmes en faisant d'excellentes éducatrices pour les jeunes enfants.

C'est le moment de nous demander si nous allons persister dans notre système *d'ordres d'enseignements* plus fait pour entretenir la persistance des préjugés de classes que pour sélectionner au profit de la nation une véritable élite ; de nous demander si nous en arriverons à faire de l'enseignement secondaire la continuation de l'enseignement primaire ; si, là encore, nous allons nous laisser distancer par les nations scandinaves et la Suisse. L'idée fait son chemin : déjà elle n'apparaît plus comme utopique, beaucoup de bons esprits souhaitent sa réalisation dans l'espoir que disparaîtront bien des préventions funestes à la solidarité sociale, le jour où tous les enfants de

la patrie pourront mieux se connaître et s'apprécier sur les bancs de l'école commune. C'est un but vers lequel nous conduisent l'immanente logique des événements et l'évolution de toute société démocratique. Souhaitons que les événements actuels en avancent l'heure, aurore d'une plus sage justice, d'une plus grande fraternité.

En résumé, quelles que soient les améliorations que nous puissions encore lui apporter, notre enseignement élémentaire est d'ores et déjà en forme satisfaisante, capable de donner les résultats qu'on en attend ou qu'on peut justement lui demander.

Pouvons-nous nous déclarer satisfaits et nous reposer en attendant la moisson ? C'est qu'alors nous n'aurions pas regardé autour de nous et qu'une fois de plus, nous serions dupes d'une comparaison avec nous-mêmes.

Certes, la République a fait un effort magnifique dont elle peut être justement fière et dont elle goûte les fruits, mais il lui a manqué l'esprit de persévérance. Pendant qu'elle s'admirait dans son œuvre, les pays du nord et du centre de l'Europe, méthodiquement, inlassablement, la rattrapaient et ne tardaient pas à la dépasser, quant à la stricte application et à la durée de l'obligation. Résultat : plus d'illettrés chez ces peuples ou un nombre insignifiant, et chez nous, un contingent dont nous ne pouvons être fiers et qui est le juste châtiment de notre indolence.

Mais ces Etats ne s'en sont pas tenus là ; ils ont compris la nécessité de ne pas abandonner l'enfant à la sortie de l'école primaire ; ils ont créé une seconde période de scolarité, également obligatoire, répartie sur plusieurs années, à raison d'une moyenne de 40 semaines par an et de 4 à 8 heures par semaine.

Evidemment, nous savions aussi que l'enseignement devient profitable à l'enfant, surtout à l'âge où il quitte l'école, nous savions combien se dissipe vite pour lui le bénéfice de la scolarité, quand il rentre dans un milieu dépourvu de vie intellectuelle, et quels lamentables déchets se produisent de l'école au régiment. Nous savions tout cela ; nous connaissions le remède, comme les autres peuples, mais nous étions fatigués du premier effort, et nous avons attendu que la spontanéité de l'esprit de nos enfants, leur habileté innée suppléent à l'éducation insuffisante. Comme si c'était possible ! Nous avons même institué des cours d'adultes sans plan préalable, sans méthode. Ils rendirent cependant de réels services, mais n'atteignirent jamais qu'une infime partie de notre adolescence et ne surent pas la retenir, faute de s'être adaptés à ses nouveaux besoins. Bref, sans apprentissage, sans enseignement professionnel organisé sérieusement, nous nous sentons aujourd'hui distancés considérablement par des peuples rivaux au détriment de notre richesse nationale. Notre main-d'œuvre qui fit la renommée séculaire de nos métiers, ne trouve pas à se renouveler. Faute économique au premier chef, puisqu'elle a permis à d'autres de prendre, dans le monde, une place que nous n'avons pas su défendre ; mais faute morale également, car elle laisse le manœuvre glisser au machinisme. Le travail que n'anime pas l'esprit, produit la déchéance humaine.

La guerre qui nous aura conduits à faire une étude plus approfondie de notre vie nationale aura certainement fortifié la volonté de nous mieux adapter aux nécessités des temps présents. Nous savons ce qu'il nous reste à faire pour rétablir une balance qui, pour le moment, au point de vue de l'apprentissage ou de l'enseignement complémentaire, nous est défavorable. L'équilibre sera vite rétabli si nous savons vouloir, et sans entrer dans le sillage déjà ouvert par des peuples qui ont un autre génie, une autre mentalité. D'autant qu'à y regarder d'un peu près, c'est un peu chez nous qu'ils ont puisé leurs inspirations. Nous n'avons qu'à reprendre notre bien et à le féconder à notre usage, en conformité avec nos qualités propres.

Nous avons d'ailleurs un noyau d'excellentes écoles d'apprentissage, où se conservent les meilleures traditions de notre goût et de notre technique. Depuis quelques années, les initiatives se réveillent ; elles se multiplieront sous l'élan de la victoire. Toutefois, il faut bien nous dire que ces écoles ne seront toujours qu'à la portée d'une minime partie de la jeunesse ; qu'elles ne peuvent trouver des éléments de vie que dans les centres importants. On estime aujourd'hui à 30.000 environ les jeunes gens qui peuvent profiter de leur enseignement, alors que c'est 600.000 adolescents qui le réclament.

Comment concevoir l'enseignement complémentaire hors des écoles spéciales qui peuvent recruter facilement un outillage et un personnel techniques, c'est-à-dire, dans la très grande majorité de nos communes ? Par qui sera-t-il distribué ?

Evidemment, la base sera encore l'éducation générale, mais nettement dirigée vers la vie professionnelle. L'enseignement ne saurait avoir la prétention de remplacer l'apprentissage d'un métier, mais il doit le faciliter, le pénétrer pour l'éclairer, ajouter à l'effort musculaire une valeur intellectuelle qui le relève et en augmente le prix.

Sans perdre son but d'élévation morale, il poursuivra une utilisation pratique, et par là conquerra la faveur de la jeunesse. Les moyens varieront

avec les circonstances de lieux et de production. Il se donnera à l'école, mais ne s'y renfermera pas, il saura en sortir pour des visites aux champs, à l'atelier, à l'usine.

C'est dire qu'il exigera le plus possible le concours des gens de métier, qui sauront s'y prêter, parce qu'ils y trouveront des avantages pour leur corporation.

Mais il utilisera surtout l'instituteur qui se trouvera être le lien entre l'école élémentaire et l'école de l'adolescence. Le plus souvent, on ne saurait le remplacer et il serait fâcheux qu'on pût le faire à cause de l'autorité qu'il a acquise sur les enfants et de l'expérience qu'il a pu faire de leurs facultés comme de leurs dispositions. Ses habitudes intellectuelles et pédagogiques lui permettront de se livrer aux études quelque peu spéciales qu'exigera sa nouvelle mission.

Nous aurions plaisir à entrer dans le détail de l'organisation à prévoir de l'école complémentaire, d'en imaginer le fonctionnement dans les divers milieux populaires en nous éclairant d'expériences faites, mais ce serait abuser de votre aimable attention. Sans entrer dans d'autres détails, contentons-nous de bien voir le but à atteindre. Il est clair :

Faire de tout enfant, fille ou garçon, une intelligence capable de se développer en harmonie avec le milieu dans lequel il est appelé à vivre ;

Faire de tout adolescent un travailleur capable de se suffire et de contribuer à la prospérité morale et matérielle de son pays :

Ne laisser perdre, faute de l'éducation nécessaire, aucune activité intelligente, donner à chacune une plus-value d'utilisation sociale qui sera la juste récompense des sacrifices consentis par la nation.

Les moyens ?

L'éducation commune dans tout ce qui unit, par l'école ouverte à tous, à la portée de tous, respectueuse de toutes les consciences, neutre au point de vue confessionnel ;

L'obligation rendue effective pour l'école élémentaire et établie pour l'école complémentaire ;

Le développement, dans celle-ci, de l'éducation générale avec orientation vers la profession ;

Dans les deux, réalisation d'une sérieuse organisation de l'éducation physique.

C'est la tâche impérieuse de demain.

Après la victoire libératrice et réparatrice, dans le sentiment reconquis de sa propre valeur, la France doit songer à reprendre sa place dans le monde par les conquêtes pacifiques du travail et du progrès.

Dans cette renaissance ou cet épanouissement, elle peut compter sur les maîtres et les maîtresses primaires qui ne marchanderont pas leur concours, qui voient grandir leur rôle et ne demandent qu'à collaborer plus efficacement encore à la prospérité comme à la grandeur de la Patrie.

E. Montjotin.
Directeur d'Ecole.

Allocution de M. Buisson.

Que pourrais-je dire à notre conférencier, Mesdames et Messieurs, que vous n'ayez mieux dit par vos applaudissements ? Mes paroles seront certainement au-dessous des marques de sympathie que vous lui avez témoignées au cours de cette conférence si fine, si pleine, si élevée. Vous avez apprécié à la fois l'expérience et la discrétion d'un homme qui, ayant tant réfléchi à ces problèmes, vous a demandé d'y réfléchir aussi.

Loin de moi l'idée de reprendre, même sous prétexte de les résumer, ses conclusions : ce serait les gâter. Nous ne pouvons pourtant pas nous séparer sans avoir montré à l'éducateur qui vient de nous adresser un si ferme langage, que nous avons compris sa pensée et que nous y répondons.

Il a bien caractérisé le spectacle que donne la France au monde en ce moment : c'est celui d'une nation tout entière dans laquelle l'idée du devoir s'est exaltée au point de provoquer l'héroïsme, et s'est popularisée à tel degré que l'héroïsme même semble à tout le monde naturel et normal.

Depuis les enfants de 19 ans qui se conduisent comme les preux de jadis, jusqu'aux pères de famille qui, devant l'ennemi, oublient leur âge, l'élan est le même.

Mais l'élan était une vieille qualité française. La guerre actuelle en a demandé d'autres qui ne semblaient pas nous être familières. Et il se trouve que nous les avons acquises, à la stupéfaction de nos ennemis. Par quel miracle ? Je l'ignore. Ce qui est certain, c'est que le pays s'est révélé capable de joindre à la vaillance la plus audacieuse, le don, plus difficile peut-être, de l'endurance à toute épreuve, de la ténacité acharnée, du courage de la tranchée, si différent de l'autre. Cette guerre, où l'on nous avait tant dit que tout se ferait par masses énormes, à coups de machinisme scientifique, que ce serait une guerre impersonnelle, est celle où reparaît plus que jamais la nécessité de la valeur personnelle, du mérite intellectuel, moral, volontaire de chaque individu. Tous les jours, à toute heure, il faut que chaque soldat soit le soldat complet, maître de sa pensée, maître de son corps, sûr de sa volonté et de son intelligence. Et les Français ont trouvé tout naturel d'essayer, et l'on sait s'ils y ont réussi.

A côté de l'héroïsme des hommes, n'oublions pas celui des femmes.

Certes, en tout temps, la femme française a mis son cœur au service des blessés, mais jamais on n'avait vu comme en ce moment, toutes les femmes mobilisées, toutes enrôlées dans les œuvres de secours, toutes déployant, soit pour remplacer dans le travail l'homme absent, soit pour venir en aide à toutes les souffrances, un courage, un sang-froid, un esprit d'initiative, d'entreprise, d'association et de régularité persévérante dont naguère on ne les aurait pas jugées capables.

Cela aussi, c'est un fait important, Mesdames et Messieurs. Pour qu'il se soit produit, il faut tout de même que ce pays ait eu en lui des ressources que lui-même ne soupçonnait pas.

Qu'est-ce que cela prouve, me dira-t-on ? Cela prouve tout au moins que ce pays n'était pas en décadence .Cela prouve que son éducation, non seulement ne l'avait pas démoralisé comme l'espéraient ses ennemis, mais avait, au contraire, amassé dans les générations formées sous la République, des réserves d'énergie et des trésors de puissance morale, qui ne demandaient qu'à se manifester et qui, au premier appel de la mobilisation, ont éclaté de façon souveraine.

Et puis, réfléchissons-y, comme nous le demandait l'orateur avec une si délicate réserve, ne voulant pas faire l'éloge de la corporation à laquelle il appartient. Ces jeunes gens, ces jeunes filles, ou plutôt ces femmes, ces hommes de tout âge,mais ce sont nos écoliers et nos écolières d'hier ou d'il y a dix ans, quinze ans ; ils sortent tous de nos écoles, je dis nos écoles,comme dit M.Montjoin, sans distinction, écartant comme lui la prétention de revendiquer pour tel ou tel genre d'école. exclusivemet, l'honneur d'avoir fait de bons Français. C'est dans son ensemble, l'institution scolaire de la France. Voilà ce qu'a produit notre régime d'enseignement : ces quarante ans de République n'ont donc pas été si mal employés.

L'orateur y a insisté : l'héroïsme a été partout. Laïques et religieux ont fait leur devoir. On a vu l'instituteur syndicaliste côte à côte avec l'instituteur congréganiste ; on a vu le camelot du roi à côté d'un socialiste, d'un radical, d'un républicain, d'un rouge. Et cela imperturbablement, pendant ces sept mois.

Croyez-vous que notre joie soit diminuée, de voir que cette magnifique floraison de vertus n'est pas dûs seulement à une école, n'appartient pas seulement à une forme d'éducation française, mais à la France tout entière ? Au contraire, c'est ce qui accroit et confirme notre triomphe, je veux dire le triomphe de la République. Nulle démonstration ne pouvait mieux faire sentir à tous — Français et étrangers — combien avaient raison les grands républicains qui, depuis Condorcet jusqu'à Jules Ferry, Paul Bert et Goblet, soutenaient qu'un peuple libre peut donner à la jeunesse tout entière une forte éducation morale, sans avoir besoin de la subordonner à aucune éducation confessionnelle. Nouveauté inconcevable, extrême audace de prétendre faire un homme de bien et un bon citoyen sans en demander le secret à la religion. C'est ce qu'on tenté de faire les éducateurs de la première Révolution, c'est ce qu'ont fait les législateurs de 1880 à 1886. Ils ont cru que la fraternité française pouvait être préparée par la fraternité dans l'école et que c'était dans l'école qu'elle devait commencer. Et voilà que cette utopie sort aujourd'hui de la tranchée et des champs de bataille, elle nous revient de toutes les villes de France ou tous, abandonnant les particularismes étroits s'associent volontairement, librement et fièrement, dans l'union nationale, pour le salut national.

N'avions- nous pas raison de voir là en un sens, le triomphe même de l'école laïque ? Et pourquoi ? Parce que l'esprit laïque, ce n'est pas, comme quelques-uns ont pu le croire, la passion antireligieuse. L'esprit laïque ne fait la guerre à aucun dogme, à aucune doctrine, à aucune théorie ; il affirme que l'inspiration morale ne vient pas de ces catéchismes. Il voit dans l'espèce de prodige par lequel l'homme est l'homme et cesse d'être un animal, non pas le produit artificiel d'un système, d'une instruction philosophique ou théologique, non pas un produit de serre chaude, mais la floraison naturelle et magnifique de la nature humaine. C'est du fond de leur âme, sans passer par telle ou telle déduction métaphysique, que ces hommes qui meurent comme des héros tirent la force de faire leur devoir. C'est du fond d'eux-mêmes qu'est apparue cette vision sublime qui les a entraînés. C'est la conscience qui a commandé, et ils ont tous obéi, ils ont agi de même sans penser de même : leurs raisonnements varieront, leur acte instantané fut le même. C'est cet acte qui constitue l'essence de la morale, le fait moral pur. Ainsi prise à sa source, la morale est divine autant qu'elle est humaine, elle est un grand fait naturel et mystérieux ; elle a la valeur d'une religion, comme l'a dit le conférencier, puisqu'elle nous oblige autant qu'une foi religieuse peut obliger un croyant.

Or, en fait, c'est à cette morale-là, à celle qui n'est ni hostile, ni soumise à aucune foi confessionnelle, c'est à cette morale naturelle et universelle que tous les Français se dévouent, c'est pour elle qu'ils se battent, et qu'ils meurent en pa-

triotes. Oui, la morale du front, c'est bien, après tout, celle de l'école, de la petite école, primaire, publique ou privée, car c'est de là qu'elle est partie. Quel honneur et quel mérite pour la République d'avoir voulu, dès la première enfance, instruire les Français de cette grande vérité : il faut vous entr'aimer ensemble comme Français, plutôt que vous entr'haïr comme protestants et catholiques, comme juifs et libres-penseurs ou comme socialistes et bourgeois ! Commencez par vous aimer les uns les autres !

Voilà de quoi nous pouvons nous glorifier, voilà ce qui nous permet d'espérer que, comme on vous le disait tout à l'heure, il restera quelque chose de l'union sacrée. L'union sacrée, avant d'avoir revêtu la forme héroïque d'aujourd'hui, elle avait déjà pris naissance dans l'école, sous les espèces de la tolérance enseignée à tous les enfants de la même patrie. C'était le grand rêve d'éducation cher à Michelet. Et il le résumait dans une parole quasi-prophétique qui sera notre conclusion. Comme on lui demandait : « Que fera-t-on, qu'enseignera-t-on dans cette école pour tous ? », il répondait : « On leur enseignera la France ! »

FERDINAND BUISSON.

LA GRAVITÉ DE L'AME FRANÇAISE

C'est toujours comme le plus sensible et le plus exact des baromètres qu'il convient de suivre les oscillations de la presse germanique, car, en vertu d'une unanimité curieuse, les interprétations qu'elle tire des événements nous deviennent plus précieuses, comme signes avant-coureurs d'avenir, que les communiqués les plus sincères de notre état-major et ceux-là même de nos alliés qui n'ont jamais menti. Une question se pose qu'il faut élucider : comment se fait-il que la censure de Berlin, qui de près suivait toutes choses au début, laisse passer des commentaires qui ont tout l'air d'un aveu angoissé ? Arrogante, hautaine, méprisante, ne doutant pas un instant de l'issue finale, durant les huit premiers mois des hostilités, la presse germanique donne l'exemple d'une brusque interversion pour se faire tout à coup modeste, équitable et proclamer bien haut la puissance d'adversaires que, tout à l'heure, elle méprisait.

A cela deux raisons, semble-t-il. La première. c'est un désir, fort compréhensible, de préparer dans leur empire l'opinion de la bourgeoisie et du peuple aux pénibles rappels à l'ordre que les événements leur annoncent et qui s'accumulent au ciel germanique comme autant de nuages sombres envahissant l'horizon. J'ai dit : la bourgeoisie et le peuple, car depuis longtemps leur état-major sait à quoi s'en tenir. Il s'agit donc de compenser l'effet des mensonges organisés et du bluff formidable dont la classe dirigeante a sans trève bercé l'opinion. Seconde raison, toute physiologique celle-là, et tenant aux réactions intimes de leur tempérament, aussi certaines, aussi précises, pour n'être pas toujours discernables, que celles de l'organisme sous l'influence de tels agents thérapeutiques qui le secouent violemment ! Ces réactions, elles sont essentiellement allemandes, inhérentes à leur nature : ce sont celles de la lâcheté héréditaire qui fait que rien ne les rend braves comme la pensée de pouvoir abuser de plus faibles qu'eux; qu'en revanche rien ne les déprime comme de sentir qu'ils ont affaire à plus fort qu'eux. Arrogants et grossiers avec les faibles, plats et obséquieux avec les forts, âmes de valets, pour tout dire, même chez les plus titrés et les plus décorés — le manifeste des intellectuels en fait foi — tel est leur signalement. Et certes des représentants de cette catégorie, ils n'en ont pas le monopole..., et nous la connaissons aussi chez nous, mais seulement à titre individuel, tandis qu'au delà du Rhin, c'est une marque de la collectivité. Il y a beau temps d'ailleurs que la sagesse des nations et notre propre génie ont stigmatisé ce trait dans l'adage fameux : « *Oignez vilain, il vous poindra... Poignez vilain, il vous oindra* ». En ce sens quel affreux vilain est l'Allemand !

La lâcheté, voilà donc le signalement, le plus caractéristique, et peut-être le plus saisissant de l'âme allemande, telle que nous la proposent en sa laideur les événements actuels. Et je ne saurais oublier ce trait, noté voici quelques années à l'une des gares d'arrêt de notre beau midi, cette Provence aux flots bleus si lamentablement envahie et souillée depuis tant d'années par leur présence, par leurs hôteliers, par leurs commerçants, par leurs parvenus de toute catégorie. Comme je m'apprêtais à descendre du wagon où j'avais voyagé avec un Allemand, qui, des pieds à la tête étalait sa race, avec sa chaîne d'or à breloques tirée sur son ventre et ses diamants aux doigts, le butor héla un porteur de si grossière façon, que je ne pus contenir mon indignation — « Dites-donc, m'écriai-je, est-ce que par hasard vous vous croyez chez vous pour oser parler ainsi à cet

(1) Je rappelle que M. Gustave Le Bon a, dans nos colonnes, publié un article prophétique sur *La Conquête de la Côte d'Azur par les Allemands*, (Revue Bleue, numéro du 26 mai 1906)

omme ! » — Faut-il ajouter que dès l'instant le euton fila doux !

*
* *

Donc les Allemands, comme s'il s'agissait de réparer chez eux l'opinion, veulent bien reconaître que les Français sont de sérieux adversaires. n se rappelle l'article du *Tag* de Berlin, et son veu qui sonne comme un cri d'angoisse : — Nous pensions que la France était corrompue, r'elle avait perdu le sens de la solidarité natioale. Nous constatons maintenant que les Franis sont des adversaires formidables. Ceux qui ous ont conduits à toutes ces erreurs, à tous ces ux calculs, à toutes ces méprises, ont assumé un urd fardeau de responsabilités. »

Et l'angoisse apparaît plus manifeste encore ns tel catholique organe de Vienne qui, après prise de Przemisl et l'invasion de la Hongrie, voque la Vierge, « suprême ressource de l'Autrie à l'encontre des armées russes ». Avec les Auichiens on peut s'attendre à tout, et pourtant, ut-il le dire ? nul ne s'attendait à voir la Vierge cette affaire, car du seul point de vue de la gique du croyant, on comprend assez mal, chez protectrice des faibles et des orphelins, sublime tendre figure issue de l'imagination catholique, rôle d'intercession en faveur de bandits qui afment, comme premier article de foi, l'assassit des vieillards, le viol des femmes et l'anéanssement des enfants jusque dans le sein de leur ère (1) !

Que voilà donc des aveux dépouillés d'artifice, s aveux expressifs, lourdement appuyés, et mme jamais nous n'en eussions fait, nous autres, x pires heures de découragement, à supposer ême que l'armée de von Klück eût été plus rapochée de nous que jamais on ne la vît ! Mais aque peuple trahit son âme par ses manifestaons extérieures, comme chaque individu d'ailurs, et depuis longtemps nous le savions que Allemand manquait d'élégance et de doigté.

*
* *

Retenons-en pourtant ce qui, d'un tel aveu fait e date, et ce que, dans ces articles, il importe de er : la constatation par l'adversaire de notre séeux et de notre gravité, l'affirmation, en une cirnstance solennelle — car quoi de plus solennel que les premières angoisses du désastre approchant ! — d'une attitude qui, jusque dans l'élément civil fut un des plus beaux spectacles qu'ait donné la France, depuis le début des hostilités. Tandis que la grossièreté allemande et le fond impur d'une race abjecte qui a trouvé son ultime expression en soulignant de ses ricanements l'angoisse des victimes se débattant sous le feu de ses torpilles ; tandis que cette grossièreté célébrait en ripailles nocturnes, les communiqués de victoire et la marche sur la Capitale... de notre Paris, de cette ville où les Allemands avaient vu la moderne Babylone, l'attitude grave et pensive faisait un cortège de sympathie douloureuse, mais ferme, au deuil des mères, des épouses et des sœurs, qui, voilées de crêpes, avaient à pleurer un disparu ! Et l'on se demandait en vérité où le spectacle était le plus héroïque et le plus réconfortant..., sur la ligne des tranchées où nos soldats préparaient l'œuvre de libération, en faisant de leur corps un rempart aux murailles sacrées de Paris, ou bien parmi ces chères et nobles femmes qui affirmèrent leur courage civique et cet art souverain de refouler les larmes qui viennent aux yeux dans les heures de trop grande tristesse, en substituant aux douleurs individuelles l'image du risque collectif !

Pauvres observateurs en vérité, comme nous l'avons déjà tant dit, comme leurs propres écrivains le leur ont répété — ceux qui étaient pénétrés de la culture latine, les Gœthe, les Heine, les Schopenhauer et les Nietzsche — misérables psychologues, qui se croient sûrs de leur affaire parce qu'ils ont mené leur enquête dans la tribune publique des Assemblées parlementaires et aux répétitions générales de nos théâtres du boulevard, où la comédie des politiciens accrochés à leurs sièges et le masque fardé de quelques filles, leur paraissaient des documents irréfutables sur l'état d'âme de la Nation ! Il me souvient d'avoir vu, et toute ma vie je me rappellerai le facies inoubliable d'un de ces espions à gages,qui faisait les beaux jours d'un recueil international publié à Paris, et qui se dilatait d'aise dans les tribunes du Parlement comme d'ailleurs aux répétitions générales de nos théâtres, chaque fois qu'un document nouveau lui fournissait un trait qu'il croyait plus démonstratif de notre affaiblissement moral ! Combien il eût été intéressant de saisir à la poste, avant leur départ pour Berlin, les commentaires que ce triste personnage expédiait à son journal pour entretenir l'opinion allemande. Mais voilà, ce sont des choses qu'en France nous ne pouvons nous décider à faire, parce qu'un idéalisme impénitent nous encombre de scrupules qui doivent bien amuser l'adversaire !

(1) On trouverait encore d'autres documents pour ire nombre. Nous n'avons retenu ici que les plus exessifs.

*
* *

Ces bandits exerçaient leur action avec une audace et une licence qui nous surprennent aujourd'hui, parce que nous demeurons toujours la *Douce France*, de qui l'âme essentielle répond au charme de ses paysages, le pays où la sociabilité est le signe distinctif de la race, où la bienveillance à l'égard de l'étranger atteint, si elle ne les dépasse, les limites du ridicule. Faut-il que ce soit le fonds de notre mentalité française — je n'ai pas dit *latine*, car d'autres Latins ne la possèdent pas au même degré — pour qu'au début de la guerre l'opinion ait toléré qu'on attribuât le nom d'une avenue au chef d'un parti de qui les doctrines coupables, si elles eussent prévalu, n'auraient abouti à rien moins qu'à faire de nous des Allemands dans le bref délai de l'attaque brusquée — doctrines criminelles, je le répète, parce qu'elles étaient pleinement conscientes de leur but, en dépit du nuage de chimères qui embrumaient ce cerveau de tumultueux bavard ! Faut-il qu'à l'heure actuelle il persiste encore, pour qu'aujourd'hui, après tout ce que nous ont appris des documents certains, cette même opinion puisse tolérer, en place d'une haine commune, cette sainte haine qui nous doit rapprocher — véritable ciment de l'union sacrée, et que le Christ lui-même n'eût pas désavouée — les insinuations non moins criminelles d'un parti qui ose parler de réconciliation possible, en affirmant des visées de socialisme international dont on ne discerne que trop le but intéressé, et qui, pour des oreilles françaises, rend un son si faux à l'heure tragique que nous vivons !

PAUL FLAT.

LA LÉGENDE DE SAINTE ODILE (1)

Voir Dieu, ce cri de l'âme mystique résume toute la légende de sainte Odile et en exprime le sens profond. Une chapelle est spécialement consacrée à la sainte dans le monastère qu'elle a fondé sur un rocher des Vosges; l'unique vitrail qui éclaire le chœur la représente vêtue d'une robe d'hermine et tenant, appuyées sur son bras gauche, deux tables, semblables à celles que les artistes de la Renaissance mettaient aux mains de Moïse. Ces tables ne portent aucune inscription, mais seulement deux grands yeux ouverts sur le ciel. Ce sont les yeux de la vision spirituelle, qui percent tous les voiles et atteignent Dieu au fond des espaces infinis.

Elle naît aveugle. « C'est ainsi, dit la vieille légende recueillie par Hugues Peltre, que Dieu mêle souvent de l'amertume aux faveurs qu'il nous accorde. » Son père, Atticus, un duc d'Alsace, qui attendait un héritier, veut d'abord la faire mourir. Mais la mère, Béresvinde, en qui parle la voix de la nature et peut-être la voix de Dieu, envoie sa fille en pays bisontin, au couvent de Baume-les-Dames, dont elle connaissait la prieure. Or, continue le récit, en ce temps-là vivait à Ratisbonne, en Bavière, un saint évêque nommé Erhart, et un commandement du ciel vint à lui, et lui dit de passer le Rhin et de se rendre au couvent de Baume, où il trouverait une fille aveugle de naissance, et de la baptiser en lui donnant le nom d'Odile. Il obéit, et l'enfant, ayant reçu l'eau du baptême, ouvrit les yeux et regarda l'évêque, qui lui dit : « Puissions-nous ainsi, ma chère fille, nous regarder dans la vie éternelle. » Dieu n'avait fermé ses yeux que pour les ouvrir à la lumière céleste.

Odile reste jusqu'à l'âge de quinze ans à Baume. La réputation de sa vertu et de sa beauté se répand aux alentours. Alors un de ses frères, nommé Hugo, songe à la ramener au logis paternel. Mais il n'ose en demander l'autorisation à son père. Quand le duc verra devant lui sa fille, pense-t-il, sa haine s'apaisera déjà. Il envoie donc secrètement à Baume un char avec un conducteur sachant les chemins et des provisions pour un long voyage. « Le char, après avoir traversé le pays bisontin et la plaine d'Alsace, arrive enfin au pied de la montagne où le duc Atticus commençait à construire à grands frais un château appelé Hohenbourg. » Quand Hugo voit de loin les voyageurs gravir la côte, il va dire à son père : « Voici enfin ma sœur qui revient ; je cours au devant d'elle ; c'est moi qui l'ai fait venir ; j'en demande pardon, mais je n'ai pu supporter plus longtemps l'idée de la savoir loin de nous et dans la pauvreté. » Le duc, irrité de voir son autorité méconnue, frappe le jeune homme avec le bâton qu'il tient à la main. D'après une tradition que le Père Hugues rejette comme contraire aux documents généalogiques, il l'aurait même frappé à mort.

Cependant Atticus, aussi faible que violent, accepte le fait accompli. Bientôt même il tire vanité de la beauté de sa fille, et il cherche pour elle d'illustres alliances. Odile, comme on le pense bien, résiste au mariage. « L'époux que j'aime se nomme le Fils du Très-Haut », répond-elle. Mais, « craignant d'être déçue par le respect qu'elle doit à son père, ou de

(1) *Vie latine inédite de sainte Odile*, par le Père Prémontré HUGUES PELTRE, avec traduction et notes de Dom G. DE DARTAIN ; extrait de la *Revue d'Alsace* ; Rixheim (Alsace), 1913. — Suppléments de Jean Schilter à la Chronique de Kœnigshoven, Strasbourg, 1698.

se laisser amollir par le souffle flétrissant de la cour », elle cherche son salut dans la fuite. Le duc envoie une troupe de cavaliers après elle. Lorsqu'elle les reconnaît de loin, elle s'écarte du chemin et se dissimule dans le creux d'un rocher. Ici le Père Hugues est embarrassé. Il est obligé de raconter un prodige auquel il ne croit qu'à moitié, mais il ne veut rien omettre de ce que rapporte la tradition. Il se fie donc à une chronique plus ancienne, qu'il cite textuellement : « La roche, comme touchée de compassion, s'ouvre elle-même et dérobe aux regards la fugitive, qu'elle cache, pour ainsi dire, dans son sein maternel. Après que les cavaliers se sont éloignés, Odile sort de sa retraite. Mais une source, aussi salutaire que limpide (*limpidissimus fons ac saluberrimus*) jaillit du rocher, et elle coule encore. »

Le duc Atticus fut-il touché de la grâce ? Le fait est qu'il éprouva le besoin de racheter ses erreurs passées. Il distribua des aumônes, pratiqua les œuvres de piété. Enfin, il fit donation à sa fille du plateau de Hohenbourg, pour qu'elle y élevât, à la place du manoir qui n'était pas achevé, un grand monastère. Le Père Hugues se livre à des recherches minutieuses pour fixer la date de la fondation, et il s'arrête à l'année 680. C'était le temps où le royaume de France s'éparpillait entre les faibles mains des successeurs de Dagobert, un temps de guerre et de rapine, où les seigneurs se rançonnaient sans pitié, et où leurs vassaux n'étaient jamais à l'abri d'une surprise. Le monastère se peupla rapidement. Les jeunes filles des environs, châtelaines ou bourgeoises, accoururent à l'appel d'Odile, et se rangèrent sous sa bannière blanche et bleue, la couleur de l'innocence et la couleur du ciel.

Lorsqu'elles furent au nombre de cent trente, elle les rassembla et leur demanda si elles voulaient être cloîtrées. Elles répondirent unanimement qu'elles s'en rapportaient à leur directrice. Alors elle leur dit : « Je sais bien que vous êtes décidées à vivre strictement sous la loi de Dieu, mais je crains que celles qui habiteront cette maison après nous ne puissent pas supporter une règle trop sévère, et que ce qui devrait être leur salut ne devienne une cause de scandale. » Et le Père Hugues ajoute : « Il semble qu'à cette époque la vie religieuse ait joui de plus de liberté ; il suffisait, pour constituer une communauté proprement dite, de vivre loin de la société des hommes sous une direction commune. » L'occupation des religieuses de Hohenbourg était le soin des malades et le soulagement des pauvres. Et comme l'accès de la montagne était pénible, surtout dans la mauvaise saison, Odile « descendit au-devant des malheureux », et elle fonda, dans un vallon à mi-côte, un second monastère ; ce fut Hohenbourg-le-bas, où Niedermünster. Elle y fit demeurer une partie de ses sœurs, et « comme, par leur voisinage, elles étaient plus exposées à la contagion du siècle, elle les visitait presque chaque jour, afin que tout son troupeau fût animé du même esprit. »

Odile vécut ainsi de longues années ; la plupart des témoignages la font plus que centenaire. Or, un jour qu'elle faisait sa prière dans la chapelle de saint Jean-Baptiste, pour lequel elle avait une dévotion spéciale, les sœurs qui se tenaient derrière elle remarquèrent qu'elle restait agenouillée devant l'autel plus longtemps que de coutume. En s'approchant, elles virent qu'elle avait cessé de vivre. Alors elles se lamentèrent de ce que leur mère, étant morte sans communion, ne pouvait entrer en Paradis. Et voici que l'âme d'Odile rentra dans le corps qu'elle avait déjà quitté, et elle dit à ses compagnes : « Pourquoi me troublez-vous, quand je voyais déjà ce que les yeux mortels ne peuvent voir ? » Puis elle prit elle-même le calice sur l'autel, le porta à ses lèvres, et expira.

Ici le Père Huges fait l'esprit fort. « Je ne veux pas démentir les vieux récits, dit-il, mais, sauf meilleur avis, je ne vois dans cette mort interrompue qu'une syncope, ou une extase provoquée par l'ardent désir de voir Dieu. » Le fait de la communion sous les deux espèces et sans l'assistance du prêtre l'embarrasse moins ; il est d'avis qu'il ne faut pas en cette circonstance songer aux règlements actuels de l'Église, mais seulement aux usages d'autrefois, qui variaient d'un pays à l'autre. « Et d'ailleurs, ajoute-t-il, quelqu'un pourrait-il bien me dire par qui et à quelle époque il a été défendu aux femmes, et spécialement aux religieuses, de toucher les vases sacrés ? »

Voir Dieu, aller à lui et l'approcher, avec ou sans le secours de l'Eglise, telle est l'image qui perce à travers tous les détails du récit, et parfois à l'insu du narrateur. La source qui a jailli sous les pas de la sainte coule toujours. Le peuple, qui accommode les idées à son point de vue et les met à sa portée, attribue à l'eau « aussi salutaire que limpide » une vertu de guérison pour les yeux malades. De nombreux pélerins gravissent chaque année la montagne ; peut-être que le symbolisme de la légende parle encore à l'âme de quelques-uns d'entre eux et leur procure une vision momentanée du ciel.

A. Bossert.

LA PROPAGANDE ALLEMANDE AUX ÉTATS-UNIS (1)

Les Américains ne sont pas seulement positifs ; ils sont vraiment justes et généreux. Or, si leur opinion est faite, avons-nous dit, elle est faite *contre les Allemands*.

Et voilà pourquoi les Américains non seulement tolèrent que les Allemands « insultent leur intelligence » en se défendant, mais leur offrent toutes les occasions possibles de se défendre. Il paraît infiniment peu probable que de nouveaux arguments surgissent qui « justifieront » l'Allemagne aux yeux des neutres ; mais, précisément pour cela, une vraie noblesse d'esprit commande d'être accueillant, et de ne priver d'aucune ressource ceux qui luttent dans une situation désavantageuse. C'est une façon de montrer sa sympathie. Il y a une certaine consolation à croire à son droit : pourquoi forcer des gens à voir une vérité qui leur sera plus pénible que le mensonge auquel ils peuvent croire ? Donc même si nous sommes persuadés que leur cause est mauvaise, gardons-nous de prendre des attitudes de justiciers, ne retournons pas le fer dans la plaie. Faisons bien entendre que nous mêmes nous ne sommes pas dupes, mais n'ayons pas l'air, vis-à-vis d'eux, de trop pénétrer leur jeu.

Et cela a tant duré que vraiment il faut avoir l'esprit peu délié des Allemands pour ne pas comprendre, et tout aussi peu de fierté, pour ne pas se redresser et dire « Pardon, nous ne voulons pas de votre pitié ! »

Il y aurait beaucoup à dire là-dessus.

Par exemple quelle différence entre l'attitude d'un Brieux, qui en mettant le pied sur la terre américaine, refuse de discuter la guerre avec les reporters qui l'assiègent, et de façon à ce qu'ils se le tiennent pour dit, leur signifie : « l'Amérique est neutre, je suis ici en visite. et je ne vais pas profiter de ce rôle pour capter des suffrages pour mon pays » et l'attitude des Allemands faisant des quantités de conférences pour capter justement cette opinion publique, inondant le pays de littérature pangermaniste, envoyant Dernburg et autres *professeurs* pour venir dire « la vérité » à l'Amérique, des Allemands qui, avec le but *avoué hautement* de retourner l'opinion pnblique en faveur de l'Allemagne, ignorant, eux, les étrangers, avec une impudence extraordinaire, le desideratum clair et net du Président Wilson de refréner toute manifestation en faveur d'une des nations belligérantes, un desideratum que des Américains même (comme le président émérite de l'Université Harvard, M. Eliot) n'osent ignorer sans se voir l'objet de sévères attaques.

Et quel contraste à Washington entre les Ambassades de France et d'Angleterre, gardant un silence digne, estimant que les représentants des nations belligérantes devraient observer doublement les désirs du chef de la nation où ils jouent un rôle officiel, et l'ambassade allemande ! A-t-on jamais vu mettre à profit plus malhonnêtement que ne l'a fait M. von Bernstorff les devoirs d'hospitalité du gouvernement dont il est l'hôte : on ne peut pas museler un personnage occupant la position qu'il occupe, alors, le galant ambassadeur parle, parle, parle, parle toujours, parle plus haut. Un de ses subordonnés du reste s'est fait tancer comme un gamin d'école parce qu'il était devenu par trop intolérable.

C'est donc incroyable, mais c'est un fait : les Allemands ne savent pas voir que la patience des Américains est celle non pas d'indifférents, mais de *gentlemen* ; les Allemands prennent cette réserve pour une tacite approbation ! Et si ce n'est pas cela, s'ils ne sont pas si bornés que nous le supposons, alors c'est pire ; alors c'est qu'il pensent jouer au plus malin, c'est qu'ils se disent : « Ayons l'air de ne pas comprendre, il est toujours bon de *profitiren* ! ». La *Kultur* peut bien aller jusque-là.

Tout ceci pourrait paraître amusant, si quoi que ce soit pouvait paraître amusant pour ces temps de misère. Il y a cependant une observation à faire. On compte beaucoup sur les Américains comme devant jouer un rôle important au jour où l'on discutera les conditions de paix. Si tel était le cas, les Allemands trouveraient un écho étonnant en Amérique, en venant poser comme martyrs et mendier de la sympathie pour de pauvres vaincus. Cela étonnera beaucoup de gens, mais les Américains savent être horriblement sentimentaux. L'influence de la femme est indiscutable — et je ne dis pas qu'en ceci elle soit tout à fait mauvaise — mais la générosité américaine les rendra sûrement partiaux aux vaincus. Une fois un but atteint : le désarmement général — sur ce point ils seront très fermes — la sympathie américaine ira aux vaincus, qui seront disposés à l'implorer.

A. Schinz.

(1) Voir la *Revue Bleue* du 27 mars — 3 avril 1915.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 9 — 1er SEM. 53e ANNÉE 24 AVRIL — 1er MAI 1915

BULLETIN DE QUINZAINE

Un effort de résistance suprême des Austro-Allemands a ralenti l'offensive russe dans les Carpathes, comme la perte de plusieurs bateaux a compromis l'attaque brusquée des Dardanelles aujourd'hui reprise et sur terre et sur mer. Ainsi est retardée, de quelques semaines sans doute, la chute des deux empires chancelants de Turquie et d'Autriche-Hongrie.

Les empires chancellent : c'est la joie et le souci des diplomates, et l'aliment des chancelleries. Les héritiers légitimes des deux hommes malades de l'Europe, se présentent à la sucession. Une grande puissance, qui sera après la guerre une très grande puissance, l'Italie, est naturellement chef de chœur parmi ces co-partageants. L'histoire de ces huit mois, durant lesquels elle a reconnu l'erreur de sa longue politique triplicienne, pour être conduite, par la seule force des choses, à la reconnaisance de ses intérêts et à une inévitable conclusion, est l'exemple assez rare d'un peuple clairvoyant et fin qui semble retrouver, non sans quelque surprise, sa mission et ses destinées.

Bien des forces cependant, pendant ces huit mois comme pendant la longue paix précédente, pressaient, pressent encore peut-être l'Italie pour la détourner de son chemin. Le premier des hommes d'Etat allemands, le prince Bernhard de Bülow, dont la renommée balance celle même de M. de Bethmann-Hollweg, de qui cependant le prestige aveuglait le professeur Lasson et tant d'autres pédants serviles, est venu à Rome et y a multiplié, cinq mois durant, ses sourires et ses menaces pour arrêter l'Italie. L'Allemagne marquait par là, dès le mois de décembre, combien elle redoutait que l'intervention italienne apparût au monde, dans une guerre dont la longue stabilité le surprenait, comme l'arrêt du destin. Nous en sommes à ce point, précisément.

Pour ceux qui ont l'esprit si mal fait qu'ils peuvent apercevoir des traits comiques jusque dans les choses augustes des cours et des chancelleries, la comédie l'emporterait sans doute sur la tragédie dans ce dialogue où l'Allemagne s'efforçait de dépouiller son alliée pour lui éviter un adversaire de plus. A cette combinaison qui arrachait à l'Autriche presque tous ses rivages, le comte Tisza, le seul homme qui compte dans cette Double Monarchie assujettie à Berlin, n'aurait pas mis de grands obstacles. Ce sont là pour lui choses d'Autriche dont la Hongrie fait bon marché. Il a assez de soucis avec ses Russes qui vont dévaler des Carpathes et son opposition parlementaire qui se réveille pour se tourmenter beaucoup avec ces choses cisleithanes.

Mais, cette fois, il semble bien que le vieil entêtement historique et dynastique de François-Joseph ait refusé de se plier aux impérieuses raisons ou à l'affectueux intérêt de son cousin de Berlin et de son sujet de Buda-Pesth. Il y aurait donc encore une Autriche, qui serait à la cour des Habsbourg. Le dernier des empereurs d'Autriche préfère périr à son poste plutôt que d'abandonner la couronne d'Illyrie : il choisit d'être vaincu plu-

tôt que de se déposer lui-même : ce n'est pas sans grandeur..

Mais les peuples suivent la pente de leur destinée, et si, comme tout en indique le présage, l'Italie marche à nos côtés, dans cette guerre, cette histoire démontrera que l'habileté et l'artifice ne peuvent rien contre la force des choses, et que les grands diplomates ne sont pas ceux qui tentent d'éblouir par des merveilles d'astuce ou de prestidigitation, mais ceux-là qui, ayant démêlé à travers leurs traditions et leurs intérêts, les tendances des nations, adaptent leur action à ces grandes forces historiques et naturelles.

***

" SOYONS DURS "

Il faut le prendre à notre compte, ce mot qu'ils eurent l'impudente audace de diriger contre nous — tel un revolver braqué sur la victime qu'on espère réduire ! Et avec quelle joie nous l'inscrivons, maintenant que nous tenons la certitude de la victoire ! Oui, soyons durs, c'est-à-dire qu'aucune considération amollissante de pitié chrétienne, même pas et surtout pas de sensiblerie socialiste, ne vienne affaiblir les justes représailles qui les attendent ! On sent déjà, à de certains signes, à des documents qui circulent, à des tentatives de pression morale, à des ligues qui se préparent dans l'ombre et voudraient exercer une action occulte, on sent je ne sais quel souffle amollissant qui passe sur nous autres civils et travaille à orienter l'opinion dans le sens d'un arrangement possible et prochain.

Evidemment, ces gens-là n'ont pas d'imagination. Jamais ils ne se sont représenté, dans leur réalité tangible, les horreurs de l'invasion, telle que la connurent nos régions du Nord et la Belgique. Ils n'ont pas entendu résonner à leurs oreilles le bruit lourd des bottes teutones frappant le pavé de nos villages, ni les cris d'horreur des victimes groupées comme un vil bétail sur le rebord du talus au bas duquel, quelques minutes après, vont être enfouis leurs cadavres. Ils n'ont pas davantage entendu les supplications des enfants et des femmes violemment arrachés à leurs pères et à leurs maris, ni la suffocation des pauvres êtres livrés aux immondes fantaisies des Barbares. Tout cela ne compte point pour eux, non plus que les angoisses des infortunés marins se débattant au-dessus des flots, parmi les ricanements des bandits qui insultent à leur sort ! Gageons qu'ils n'ont nul fils au front, nulle femme risquant d'être livrée au bon plaisir de la soldatesque allemande. Et puis, je le répète, ils n'ont pas d'imagination, et peut-être avez-vous observé que cette défaillance des facultés représentatives favorise étrangement la bienveillance, et ce qu'ils appellent les sentiments humanitaires !

Ils sont encore assez nombreux, bien que jusqu'ici on ne les discerne pas par groupes, sauf dans l'équipe socialiste. Ils découvrent un peu de cette mentalité neutre que M. Romain Rolland chérit entre toutes, et à laquelle il donne de fréquents témoignages dans les colonnes du *Journal de Genève*. Et ce qu'il y a de dangereux, de redoutable dans leur cas, c'est que ces gens-là ont tout l'air d'être mûs des meilleurs sentiments, et que leur travail latent, si par malheur il venait à triompher, n'atteindrait à rien moins qu'à annihiler le plus formidable effort qu'une sainte cause ait jamais soutenu pour la libération du monde !

*
* *

Dieu merci, l'Angleterre est avec nous — et c'est le gage certain des indispensables représailles, auxquelles notre légendaire Idéalisme n'eût pas spontanément incliné. Bon pour les pays qui entretiennent une froide neutralité, de songer à la fondation d'organes internationaux qui masquent simplement un désir, peut-être encouragé en secret, de passer l'éponge sur les mois écoulés ! Tant pis pour les écrivains français ou dénommés tels, qui s'y laissent prendre et par là marquent bien qu'ils n'ont retenu de la France que les avantages précis qu'ils y trouvaient (1). Donc, l'Angleterre est avec nous, elle qui ne pardonne pas — et les Allemands le savent bien — l'Angleterre qui eut raison de l'Empereur, le seul vrai, le nôtre, celui en face duquel leur Kaiser n'est qu'un pitre de bas étage !

Je me rappelle comme hier — la date n'en est d'ailleurs pas si éloignée — cette tragique nuit du mois d'août, qui précéda le vote de la Chambre

(1) La *Revue de Paris* affirme que M. Romain Rolland a donné son adhésion à la fondation d'un certain organe international qui tendrait à préparer un rapprochement intellectuel avec les Allemands. De M. Romain Rolland, je n'en suis pas surpris, après ses articles inconvenants du *Journal de Genève*. La même attitude est attribuée à M. André Gide et j'avoue que mon étonnement est plus grand. M. Ernest Lavisse a bien marqué le *non possumus*, qui doit être la réplique à ces messieurs.

des Communes sur la participation anglaise au Conflit européen. J'avais senti l'importance, *morale* autant que matérielle, de cette précieuse collaboration — et ce fut une nuit affreuse, surtout pour un imaginatif, de qui les idées s'imposent avec une hantise hallucinatoire — nuit toute agitée d'une angoisse patriotique que chacun comprendra. Car j'entendais à la lettre les lourdes bottes teutonnes rythmant la marche des soldats à travers les rues de la capitale, et j'assistais effectivement aux horreurs qu'ils n'eussent pas manqué d'y commettre !

Pour moi, la collaboration de l'Angleterre dans l'œuvre des Alliés, c'était d'abord l'assurance que la mer serait gardée, là où nous étions impuissants à le faire, c'est-à-dire pour la protection de nos côtes de la Manche. Mais c'était quelque chose de plus important encore et qui, d'ailleurs, en découlait comme de sa cause un effet : cette autre certitude tirée de l'intuition psychologique, qu'à l'heure du règlement définitif, la fameuse prescription des Allemands, le : *Soyons durs* qu'ils ont prononcé comme un axiôme de guerre, leur serait retournée implacablement. Car, de notre côté, je l'avoue, mon espoir n'était pas grand !

Il faut qu'ici je fasse ma confession : avant la guerre, je ne me sentais qu'une sympathie médiocre pour l'Angleterre : une ignorance coupable de sa langue, un tempérament très tranché de latin, peut-être encore d'autres motifs obscurs, ou que je n'arrivais pas à discerner... autant de raisons me mettant en garde contre un peuple de qui les réactions m'apparaissaient en tout contraires aux nôtres : entre eux et nous, je voyais comme l'abîme de deux façons de sentir différentes... et je crois bien, Dieu me pardonne ! qu'il m'est arrivé de dire, peut-être même d'écrire, qu'entre un Allemand et un Anglais, mon choix ne saurait être douteux. Des souvenirs très-précis de jeunesse, de nombreux voyages en Allemagne, surtout en Bavière, des convictions wagnériennes enracinées..., autant de circonstances atténuantes que je m'empresse d'invoquer à ma décharge !

Faut-il ajouter que, dès les premiers jours de la guerre, j'avais trouvé mon chemin de Damas, et ce fut alors une interversion bien justifiée des points de vue ! Au prix de la haine en effet, que vaut l'amour pour rapprocher des êtres ou des groupements d'êtres, surtout cette haine sainte qui trouve sa justification et sa noblesse, approuvée par Dieu même, dans la conscience du Devoir accompli et la révolte du Droit outragé ! *La Haine emporte tout*, dit notre ami Barrès, et comme il a raison ! C'est peu de l'indiquer. Il en faut encore préciser les causes psychologiques, dont il se charge de marquer l'essentielle : « Elle dote de certaines beautés les êtres; comme elle nous amène à fournir notre maximum d'énergie dans une direction unique, elle nous donne forcément sur d'autres points d'admirables désintéressements. »

*
* *

Rarement, il me fut donné de sentir, comme à cette heure, la puissance de l'énergie solidaire pouvant unir deux peuples, à la façon d'un ciment sacré : celle qui, depuis quelques mois, fait des Anglais nos frères, qui atteindront à l'amour par la communion d'une même et sainte haine ! Ah ! les Allemands le sentirent bien, si mauvais psychologues soient-ils, et le jour où la Chambre des Communes prenait la décision qui complétait le tryptique de l'Alliance, ce jour-là les clairvoyants d'entre les Teutons, ceux qu'on ne mène pas à l'abattoir à la façon d'un troupeau, sentirent toute la gravité de leur cas. Au surplus, que pouvaient-ils attendre d'un peuple sur le compte duquel ils avaient marqué leur sentiment, et leurs intentions avec la cynique franchise que l'on connaît : « Le nid central et le siège de toute l'hypocrisie du monde, qui est sur la Tamise, doit être détruit. Point de respect pour les tombeaux de Shakespeare, de Newton et de Faraday ! On ne peut avoir de vraie paix avec un voleur des grands chemins, tant qu'il n'aura pas péri ou qu'on ne l'aura pas détruit. La lutte contre ce bandit est, plus encore qu'une lutte pour l'existence et l'honneur du Vaterland ; elle est une croisade pour affirmer l'existence de l'honnêteté sur la terre » (1).

La suite des événements s'est chargée de nous montrer comment ils comprenaient ces mots : l'honneur et l'honnêteté ! et comme, par une sorte de providentielle complicité, les misérables ont accumulé des crimes qui, renchérissant à mesure, plus encore que des crimes, étaient aussi des fautes et de lourdes fautes. D'abord stupéfait, puis indigné, le groupe des Neutres assista à l'accumulation de ces horreurs qui éloignaient de la cause allemande, les dernières sympathies et dessillaient les yeux des plus prévenus. Dieu sait s'il fallut du temps et si l'opinion américaine, autant que celle des pays scandinaves, fut longue à se déclancher ! A l'heure présente, c'est une chose

(1) Telle est la délicate appréciation de l'Allemagne sur l'Angleterre, sous la plume du Dr Glenard, un de leurs Intellectuels, signataire du manifeste fameux. Et voilà les misérables que notre Institut eut si longtemps la naïveté de ménager !

faite, car les derniers soutiens moraux de l'Allemagne ont compris à quel abîme leurs premières illusions les pourraient entraîner !

L'Angleterre qui, elle, n'eut jamais d'illusions, et qui est d'ailleurs le pays le plus lucidement réaliste de la terre, continue son effort, parallèle au nôtre, avec le calme et le sang-froid qui composent la force essentielle de cette race. Dès le début des hostilités, elle marquait sa volonté implacable d'en finir une fois pour toutes avec la bête enragée que figure à ses yeux le militarisme germanique. Et elle en finira ! Plus encore que de ses soldats, elle nous appuie, nous réconforte de son exemple et d'une volonté que rien ne peut briser. Moins éprouvée que nous, moins directement à coup sûr, puisque son sol n'a point été souillé, elle saura écouter, plus attentivement que nous, la voix des morts qui crie vengeance et qui s'élève de nos sillons. Certains diront peut-être que son attitude est commandée par l'intérêt exclusif et cette occasion unique, depuis longtemps attendue, d'anéantir un adversaire qui lui disputait le commerce du monde et eût été sans pitié si la fortune des armes lui avait souri ! Qu'importe le mobile ! Le résultat seul mérite de nous intéresser. Je n'ai jamais visé au rôle de prophète et dans cette circonstance je le voudrais moins que jamais. Gageons pourtant qu'à l'heure décisive des comptes, quand l'ennemi terrassé demandera grâce, en face d'une France toujours accessible à la pitié, et surtout d'un parti socialiste qui verra la meilleure réclame électorale dans les doléances d'une sensiblerie coupable, l'Angleterre se dressera implacable, justement implacable, pour retourner à l'Allemagne, le fameux : *Soyons durs*, et traquer la bête fauve jusqu'à ce qu'elle s'affaisse sur elle-même.

PAUL FLAT.

LA GUERRE ET L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (1)

Allocution de M. ERNEST LAVISSE.

Avant de donner la parole à M. l'inspecteur général Belot, je me permettrai d'esquisser rapidement le plan d'un collège idéal ; ce plan pourra donner matière à quelques réflexions au moment où l'on entreprendra des réformes dans notre régime d'éducation. Je dis des réformes, car s'il est démontré clairement que notre jeunesse a reçu dans les familles et dans les écoles publiques ou privées, et aussi, et peut-être surtout par l'inconsciente communication avec l'âme nationale, une éducation qui l'a préparée aux plus grands devoirs, il ne faudrait pas en conclure que nos méthodes et nos habitudes n'ont aucun besoin d'être revisées et réformées. La guerre est un trop grand événement pour que les effets ne s'en fassent sentir dans toute la vie nationale, en particulier dans nos écoles.

Le collège idéal est une maison où l'élève, du commencement à la fin, se sent dirigé intellectuellement.

Dès sa première année d'études, on lui explique, en lui dictant le tableau des classes, quels enseignements il recevra et pourquoi on les lui donnera. Cette explication très simple est répétée de temps en temps au cours de l'année, sans rabâchage, bien entendu.

Au début de chaque année nouvelle, on rappelle à l'élève, très simplement toujours, ce qu'il a fait l'année ou les années précédentes et pourquoi il l'a fait ; on lui annonce les enseignements nouveaux ; on les lui définit.

On ne dédaigne pas de lui expliquer aussi, chemin faisant, la raison des divers exercices exigés de lui : thèmes, versions, récitations, problèmes.

En effet, l'écolier est capable, si l'on n'y prend garde, de faire des devoirs pendant des années sans savoir pourquoi, sans aucune réflexion sur l'utilité qu'il en peut obtenir ; de même, il est capable de ne voir, dans les diverses disciplines, lettres, histoire, sciences, philosophie, que des parties d'un programme, le programme du baccalauréat, et d'apprendre, non pour le plaisir et l'honneur de savoir, mais pour répondre au grand jour de l'examen, de façon à mériter « la moyenne », un des méfaits du baccalauréat étant d'inciter le plus grand nombre des élèves à chercher en tout l'honnête médiocrité.

Dans le collège idéal, l'élève comprend de mieux en mieux, à mesure qu'il grandit, les raisons de son travail et que chaque enseignement contribue à son éducation générale. Par là, il est invité à consentir l'effort qu'on lui demande, et il prend le goût et le respect de la vie intellectuelle.

Dans le collège idéal, les fautes contre la morale sont jugées plus sévèrement que les fautes contre la grammaire ou les étourderies et les gamineries ; on juge qu'il est plus grave de mentir que de mal accorder les participes ou laisser tomber son encrier. Chaque élève, observé avec attention par

(1) Conférence donnée à l'Alliance d'Hygiène Sociale le 26 mars 1915.

les maîtres et par le chef de la maison, se sent connu pour être ce qu'il est ; on le loue et on le réprimande, en effet, en connaissance de cause. Le chef de la maison ne va pas dans les classes seulement pour y lire des notes ou des places de composition. De temps en temps, à la fin de chaque trimestre, par exemple, instruit par les observations de ses collègues et par les siennes, prenant texte de faits précis connus de lui et des élèves, très simplement, par le blâme ou par l'éloge, il donne aux élèves le compte rendu de leur vie morale.

Le collège idéal sait qu'il doit préparer ses enfants à la vie d'un pays libre. La discipline n'y est pas méfiante au préalable, ni répressive sans explications. Persuasive, elle cherche et appelle le consentement ; ce qui n'empêche pas — au contraire — qu'elle soit sévère et même très sévère au rebelle obstiné.

La discipline distingue entre les âges ; elle n'est pas la même pour le petit écolier que pour le grand ; elle ne surveille pas celui-ci aussi étroitement que celui-là. Elle habitue peu à peu l'écolier à marcher sans lisières et à prendre la responsabilité de sa conduite. Il n'y a pas de surveillants pour les élèves des hautes classes.

Le collège idéal tient en grande estime la santé du corps ; il obéit aux lois de l'hygiène et donne place dans ces conseils à des médecins. Il encourage tous les sports, parce qu'ils exercent le corps, et aussi parce qu'ils exigent des qualités et même des vertus — l'adresse, l'endurance, le courage, la bonne foi — et parce que les adolescents y prennent l'habitude et le goût de la discipline consentie.

Le collège idéal crée une âme de la maison. Ses élèves n'y vivent pas séparés en ces compartiments que sont les classes et les études. Il les groupe selon leurs aptitudes dans ses sociétés sportives, et aussi dans ses sociétés musicales, car il a son orchestre et ses chœurs. Qu'est-ce, en effet, qu'une maison de jeunesse qui ne chante pas ?

Il a ses fêtes, fêtes de charité, fêtes patriotiques, ou fêtes tout court. Il a aussi ses assemblées où il parle tantôt aux grands et aux petits, séparément, tantôt à tous ensemble, assemblées pas trop fréquentes, mais dont le motif est toujours bien choisi. L'orateur, pris dans la maison ou au dehors, traitera quelque grand sujet de la vie contemporaine, où la France est intéressée, car le collège oriente ses élèves vers la vie nationale. Il leur donne une exacte notion, une définition claire de la France, de sa place et de sa fonction dans le monde, de sa noblesse entre les nations.

Voilà les principaux traits du collège idéal. Il n'est nullement chimérique. Depuis quelques années, nos mœurs scolaires se transforment peu à peu ; la guerre achèvera cette transformation. A l'heure qu'il est, pendant que les frères aînés se battent, les plus grands des cadets attendent l'heure de les rejoindre ; leurs armes et leurs cœurs sont prêts. Et jusqu'aux plus petits, tous regardent vers les aînés ; ils écoutent les récits du front ; ils respirent dans une atmosphère d'héroïsme. A cette jeunesse scolaire, vivante et vibrante, et qui sent en elle l'appel d'instincts généreux, nous devons de vivifier notre éducation intellectuelle, de donner le pas sur tout le reste à l'éducation morale, au lieu de nous contenter de la sous-entendre, de comprendre, dans cette éducation morale, l'énergie physique, en un mot de cultiver dans l'écolier tout l'homme, et dans l'homme, le soldat et le citoyen français.

Au reste, pour donner à nos collégiens l'éducation qu'ils attendent, notre corps enseignant, si dévoué à sa tâche, si intelligent, si bon patriote, recevra le renfort des maîtres qui auront survécu à la terrible guerre. Ils sauront mieux que nous, mieux que nous ils sentiront que l'important n'est pas de faire des programmes, de les défaire, de les refaire, de doser, après discussions, aigres quelquefois, la quantité d'heures à donner à telle ou telle discipline. Ils ne souriront pas du vieux cliché : le *mens sana in corpore sano*, sachant par expérience qu'en ces neuf syllabes antiques tient le tout de l'éducation. Entre ces aînés et leurs cadets le plein accord se fera tout de suite. Ainsi se prépareront les générations nouvelles en qui nous mettons notre espoir, nous qui avons tant souffert de la médiocrité de notre vie nationale, nous — je parle des gens de mon âge — qui ne verrons du beau jour que les premières lueurs de son aurore, mais qui avons cru obstinément qu'il viendrait, ce jour du relèvement de la France.

ERNEST LAVISSE.
de l'Académie Française.

Conférence de M. GUSTAVE BELOT.

Mesdames, Messieurs,

Lorsque mon très-cher et vénéré maître, M. Lavisse, m'a fait l'honneur de me demander de traiter devant vous le sujet de l'Enseignement secondaire dans ses rapports avec la présente guerre, c'est sans hésitation que j'ai répondu à son appel et à celui de M. Léon Bourgeois. J'y ai répondu sans hésitation, parce qu'il ne s'agissait, m'a-t-il semblé, ni de consulter mes forces, ni d'examiner ce que le sujet pouvait me fournir, ni quel intérêt le public, tout occupé de l'événement

immense où est suspendue l'existence même du pays, pourrait y prendre : j'ai accepté la tâche qui m'était proposée comme un devoir de l'heure présente, auquel il ne convenait pas de me soustraire, du moment qu'on voulait bien me croire apte à le remplir : je l'ai acceptée avec empressement parce qu'elle m'associait, si modestement que ce fût, à une œuvre collective inspirée elle-même par la grande pensée commune, celle du salut et de la grandeur de notre pays. Chacun de nous, dans les heures grandioses et tragiques que nous traversons, s'oubliant lui-même, et fondant son âme avec l'âme de la France, ne peut vraiment chercher sa vie propre ailleurs que dans la grande vie de la Nation ni se maintenir qu'en s'absorbant. *Servir* est pour tous l'expression la plus haute du devoir présent, si humble que soit le service auquel on peut être appelé, lorsque tant d'autres donnent pour servir leur sang et leur vie.

Si pourtant j'ai pris sans peine et sans arrière-pensée l'engagement que je voudrais tenir aujourd'hui, ce n'est pas à dire que je n'aie pas eu quelque inquiétude sur la manière dont je pourrais le tenir, et sur la possibilité de fixer l'attention, même d'une assemblée choisie, sur un sujet qui paraît si éloigné de l'actualité. De quelle importance pouvaient paraître le latin et le grec, et la grammaire, et les méthodes et même la méthode directe pour apprendre l'allemand, quand se débat sur terre, sur mer, dans les airs et sous les eaux, l'existence même de la patrie et le sort de l'Europe ? La philosophie ne semble-t-elle pas toute ramassée dans les courages de nos soldats, la science dans l'habileté de nos officiers ? la géographie qu'on apprend est celle des communiqués et l'histoire qui importe est celle qui se fait sous nos yeux. L'enseignement secondaire ne paraîtrait-il pas chose bien petite et bien spéciale, auprès des immenses intérêts matériels, politiques et moraux, qui sont aujourd'hui en jeu ; et celui qui viendrait en parler ne semblerait-il pas vivre un peu à l'écart dans le petit coin de sa spécialité, quand toute la nation est sur pied, la tête et le bras tournés vers la frontière ?

Eh bien non ! Ce sentiment, qui est peut-être inévitable au premier abord, n'est pas le sentiment juste ; ce n'est pas celui qui répond le mieux aux circonstances ; il ne cadre pas avec cet « esprit qu'il faut avoir », dont on nous a donné la vivante définition. La véritable force de la nation réside dans la cohérence et dans la collaboration de toutes les fonctions qui constituent sa vie. C'est une vérité évidente pour le temps de paix. Mais il ne faut pas davantage la méconnaître en temps de guerre : nous n'avons que trop souffert et nous souffrons même encore de ce que, trop complètement absorbée dans les organes de la défense nationale, la vie même du pays a été momentanément comme suffoquée et paralysée dans certains de ses organes. A côté de la mobilisation militaire, il y avait à prévoir toute une mobilisation civile et nous n'avons que trop péniblement senti — je le montrerai — combien, de ce côté, une forte organisation eût été nécessaire. Surtout dans une guerre aussi prolongée que celle-ci, ce serait un contre-sens mortel que de négliger, sous prétexte que tout doit être subordonné à la défense du pays, le maintien des forces et en particulier des forces morales qui rendent cette défense possible, et la continuité de cette vie commune de la nation qui, à tout prendre, est la raison même de cette défense. C'est à nous, c'est à ceux à qui n'incombe pas la tâche écrasante d'assurer la victoire, qu'il appartient de songer à cette autre tâche plus obscure, mais non moins impérieuse pourtant, de pourvoir, dans des conditions nouvelles, à cette santé du corps de la nation que l' « Alliance d'hygiène sociale », qui nous convie aujourd'hui, ne nous pardonnerait pas d'oublier. La guerre, dans les conditions nouvelles que lui imposent, et le service universel, et la complexité croissante des moyens de défense ou d'attaque, n'est-elle pas, d'ailleurs, aujourd'hui, beaucoup plus que dans les temps passés, plus même qu'il y a cinquante ans, l'œuvre de toute la nation ? Enfin, la guerre actuelle en particulier, n'est-elle pas, surtout du côté de la France, quelque chose de plus et de mieux qu'une guerre pour l'existence ou pour la grandeur du pays ? N'est-ce pas une guerre pour un idéal, pour des principes d'ordre moral et politique, pour le triomphe de la justice et de la liberté ? Il s'agit, sans doute, pour nous, de subsister, de nous conserver, de rester ce que le passé nous a fait être. Mais il s'agit aussi d'organiser l'avenir, tel que nous pouvons le désirer, tel que notre conscience peut l'accepter et le vouloir. La véritable vie des peuples conscients, comme celle des hommes raisonnables, n'est pas un résidu de l'histoire, elle est un mouvement vers le mieux ; un être qui pense ne vit pas en arrière, ni par la seule tradition ; il vit en avant, par ses espérances, par ses aspirations. L'animal, dans son instinct, vit pour vivre. Mais l'homme ne veut vivre qu'une vie qui lui paraisse digne d'être vécue. Comment, dans ces conditions, ne pas se demander quelle part l'enseignement secondaire peut avoir eue, quelle part il doit prendre encore dans la formation de l'âme française et de cet

idéal à la fois national et humain qui vivifie aujourd'hui tous nos efforts et soutient l'élan unanime de la Patrie ? Comment ne pas songer, d'autre part, qu'au cours de ces longs mois d'épreuve, il faut, non seulement, prendre une conscience de plus en plus nette de ce que nous voulons, mais déjà préparer l'avenir auquel nous aspirons ? C'est pourquoi chacun, dans sa sphère, a son mot à dire, son concours à apporter, et c'est pourquoi, si nous voulons faire l'œuvre saine et durable que nous rêvons, il convient de considérer toutes les fonctions de la vie nationale. La guerre présente, qui a réveillé en nous tant d'énergies dont quelques-unes s'ignoraient, qui nous a, en quelque sorte, permis de nous reconquérir nous-mêmes avant de faire ces autres reprises dont 70 nous a légué l'obligation, cette guerre ne peut pas, dans ce domaine de l'éducation nationale, ne pas nous imprimer quelques directions, nous dicter certains devoirs. C'est là-dessus que je voudrais vous soumettre quelques brèves réflexions :

*
* *

Mais avant de vous dire comment m'apparaît l'enseignement secondaire dans la lumière limpide et sereine de nos espérances et de notre idéal, un devoir impérieux s'impose à moi ; je dois vous dire ce qu'il est dans la lueur sinistre du canon et de l'incendie ; nous devons jeter un coup d'œil sur ce que la guerre en a fait avant de chercher ce que la paix pourra en faire.

C'est d'abord aux hommes qu'il faut penser, avant de parler des choses et des institutions.

A la fin du mois dernier, le personnel de nos lycées et de nos collèges de garcons avait fourni à la défense nationale environ 3.000 mobilisés.

Sur ce nombre, le livre d'or de l'Instruction Publique nous révèle que, au 13 mars, 153 sont tombés au champ d'honneur ou sont morts de leurs blessures, et que 363 ont été blessés.

Pour la seule Ecole Normale Supérieure, M. Lavisse nous apprenait, il y a quelques jours, la terrible proportion des sacrifices accomplis :

Sur 200 élèves, presque tous officiers, on comptait : 45 morts, 12 disparus, 74 blessés, 25 prisonniers ; c'est-à-dire qu'un quart seulement est resté indemme.

Combien il en est, parmi ces jeunes normaliens ou ces professeurs, parmi ceux qui sont tombés comme parmi ceux qui ont été épargnés que je ne puis nommer pour ne faire aucun privilège, mais dont les noms se pressent sur mes lèvres, et auxquels va particulièrement ma pensée ! Ce sont les anciens élèves que dans ma longue carrière de professeur j'ai vus, jeunes gens curieux et travailleurs, véritables amis pour moi, se succéder devant ma chaire, sur les bancs du lycée ; qu'on me pardonne de leur accorder ici un souvenir particulier, un hommage pour ceux que j'ai déjà perdus en trop grand nombre, des vœux ardents pour ceux qui sont debout. Ils sont pour moi comme des fils spirituels auxquels m'attachent des liens précieux. Il me semble aujourd'hui que c'est moi qui suis leur débiteur et qu'il y aurait comme une ingratitude de ma part à ne pas les nommer au moins dans mon cœur, et à ne pas leur adresser ici même, à eux, à leurs parents, une pensée de profonde sympathie.

Que notre hommage de respect et d'admiration aille tout d'abord à ces vaillants. Ils font honneur à l'Université et à l'enseignement secondaire dont ils ont été les élèves avant de devenir des maîtres. La leçon qu'ils donnent par leur sacrifice témoigne en faveur de celles qu'ils ont reçues ; l'Université militante est là pour justifier l'Université enseignante. La noble et unique leçon de ceux qui sont morts sera comprise de notre jeunesse et portera des fruits non moins précieux que celles dont leur vie aurait été remplie.

Quant à ceux que le sort inégal des batailles a épargnés, la manière dont ils accomplissent leur devoir, eux aussi, nous est révélée par les récompenses qui leur ont été décernées : 18 ont été cités à l'ordre du jour, 6 ont été promus pour faits de guerre, 4 ont été décorés.

Ces hommes d'étude, que ni leurs goûts ni leurs communes aptitudes ne paraissaient avoir préparés au rude métier qu'ils font, se sont révélés des soldats et quelquefois des chefs capables de manier la pioche, le fusil et l'épée, aussi bien que les livres et la plume. Qu'on me permette de penser qu'ils ont puisé leur vaillance et leur habileté, sans doute, comme tous les autres, dans leur âme de Français, dans le sentiment national, dans l'idéal commun, mais aussi, pour une part, dans l'éducation généreuse et désintéressée qu'ils ont reçue, et qui a développé dans leur esprit une claire et chaude conscience de ces principes vraiment humains, patrimoine traditionnel de notre pays. J'aime à me les représenter, ces vaillants, lorsque revenus à des tâches plus calmes ils se retrouveront en chaire devant leurs élèves. J'imagine que leur autorité sera plus haute, que leur enseignement portera mieux ; lorsqu'ils traduiront le modeste *de Viris* ou ce noble recueil qui s'appelle le *Selectae*, ils ne paraîtront pas indignes des héros antiques qu'ils présenteront au respect de leurs

élèves. La morale et l'histoire auront sans doute dans leur bouche un accent nouveau et particulièrement pénétrant. En attendant, leur absence même est un enseignement dont le sens n'échappera pas à notre jeunesse.

Je ne sais si, dans le public étranger aux questions d'instruction, on se représente suffisamment l'état de désorganisation où la mobilisation nous a jetés en nous privant de plus de 3.000 fonctionnaires. Il faut avoir présente à l'esprit, pour s'en rendre compte, la complexité des disciplines diverses dont la coordination constitue la force de notre enseignement secondaire. En certains endroits les enseignements spéciaux se trouvaient sans titulaire : comment remplacer, au pied levé, un professeur d'histoire, de philosophie, de dessin ? Le trouble était d'autant plus grave qu'il s'est renouvelé à plusieurs reprises ; il se renouvelle encore. Le personnel n'a pas été mobilisé d'un seul coup et bon nombre de nos professeurs, qui tout d'abord nous avaient été laissés, ont été appelés sous les drapeaux à des dates diverses. Nos chefs d'établissements ont dû remanier à cinq ou six reprises leur tableau de service. Comment donc a-t-on pu combler les vides qui se sont produits dans notre personnel ? Il ne nous restait que des professeurs âgés et quelques réformés. Tout d'abord, ceux que nous gardions se sont multipliés, fournissant presque partout plus d'heures d'enseignement que le maximum normal, et sans la rétribution spéciale qui est d'ordinaire attachée à ces suppléments de service. Le personnel qui a tant fait en ces dernières années pour fixer et définir son statut, ou même pour améliorer sa situation, a compris, dans son ensemble, que l'heure n'était plus aux âpres revendications du droit, mais au dévouement et au devoir. Il n'a pas marchandé sa peine. Beaucoup de professeurs appartenant aux régions envahies se sont mis à notre disposition et ont trouvé dans un travail régulier un soulagement moral et matériel à leur détresse. Des institutrices, des professeurs des lycées de jeunes filles sont venues remplacer ou aider leurs collègues appelés sous les drapeaux. Il a fallu faire appel, en bien des endroits, à des professeurs retraités ou maintenir au service ceux qui allaient se retirer. Les professeurs adjoints disponibles ont été chargés de certains enseignements. Mais ce n'est pas tout ; il a fallu, sur certains points, recourir à des services encore plus exceptionnels. Des proviseurs ont pris la charge de certaines classes. J'en pourrais citer qui, privés même du secours d'un censeur, ou obligés, comme cela est arrivé dans plusieurs chefs-lieux, de gérer l'inspection académique vacante, ont assuré tout le service d'une classe.

L'exemple venait, d'ailleurs, de haut. On a vu des recteurs, des inspecteurs d'Académie, des professeurs de Faculté et même des personnes étrangères à l'Université, ingénieurs, architectes, médecins, prêter leur concours à nos lycées désemparés. Tous ces concours ont été naturellement bénévoles dans l'immense majorité des cas. Je n'ai pas qualité pour adresser officiellement mes remerciements à tout ce personnel ; mais il m'est permis de faire connaître ces dévouements et de leur attirer, pour autant que j'en ai ici l'occasion, la récompense de l'estime publique et de la reconnaissance du pays. Je voudrais que les parents de nos élèves comprissent quelle somme d'efforts a été nécessaire pour assurer à leurs enfants la continuation sensiblement normale des études et pour répondre à la confiance qu'ils ont placés en nous.

Mais ce n'est pas tout. En même temps que notre personnel était désorganisé, voici que nos locaux même nous faisaient défaut. Presque partout, en effet, le plan de mobilisation prévoyait la transformation de nos lycées en hôpitaux ; presque partout nous avons été, du jour au lendemain, dépossédés de nos immeubles, parfois d'une manière partielle, mais souvent aussi d'une façon complète. Dans le plus grand nombre des cas il a fallu, par suite, supprimer l'internat ; mais les classes mêmes n'avaient bien souvent pas où se loger. Je pourrais citer une grande ville où, avec une population scolaire de plus de 900 élèves, elles ont dû se disperser dans quinze locaux différents. C'est là, heureusement, un cas extrême, mais bien typique et qui fait sentir à quelles difficultés matérielles nous nous heurtions pour maintenir en activité notre enseignement secondaire. Oserai-je dire que peut-être on ne s'est pas partout rendu compte de l'intérêt qui s'attachait à ce maintien ? Tout entiers à l'œuvre si urgente, si patriotique, si humaine du soin de nos blessés, les organisateurs des hôpitaux militaires songeaient surtout à profiter aussi largement que possible de la confortable installation que leur offraient nos établissements pour y développer leurs services. Ils n'ont pas toujours compris que, dans la mesure compatible avec les nécessités sacrées de la défense nationale et de l'humanité, l'administration universitaire ait, de son côté, cherché à sauvegarder le plus possible les intérêts dont elle a la charge. Nous sentions, en effet, l'impérieuse obligation de restreindre au minimum le trouble apporté dans la discipline et dans les habitudes de tra-

vail de notre jeunesse. Tout ce qui, en un pareil moment, pouvait l'exposer à l'oisiveté ou au désordre, était un danger moral dont il fallait s'alarmer. Cette jeunesse, c'est la France de demain ; il faut qu'elle se prépare à combler les vides que cette longue guerre aura faits, à remplir ses tâches avec plus de sérieux, plus d'ardeur, plus de compétence que jamais. Ce n'est pas le moment de la laisser à l'abandon. Là aussi, il y a pour le pays un intérêt sacré, qu'il est interdit de sacrifier. Certes, nous sommes heureux de voir quels services nos lycées et collèges ont rendus aux formations sanitaires, et de penser combien opportuns sont aujourd'hui les progrès accomplis pour donner à nos élèves plus de confortable et d'hygiène. Mais je me suis fait un devoir, partout où mes fonctions m'en ont donné l'occasion, de rappeler aux administrations hospitalières installées dans nos locaux, souvent portées à réclamer de nouvelles extensions, que, sans le moins du monde sacrifier l'intérêt de nos chers blessés, elles devaient songer aussi à la vie normale du pays et aux intérêts moraux et intellectuels de nos jeunes gens, éviter de nous déposséder entièrement et de paralyser sans nécessité nos services. En bien des cas, il a suffi de l'intervention d'administrateurs actifs et habiles pour obtenir qu'au moins les salles de classes nous fussent réservée, alors qu'ailleurs, c'est d'une éviction totale que nos établissements ont souffert. La tâche professionnelle et surtout la tâche morale de nos administrateurs et de nos professeurs a été rendue certainement plus difficile dans des conditions aussi anormales. Mais je veux penser que le grand souffle de vaillance et de devoir qui passe sur le pays a pénétré également l'âme de nos adolescents et qu'ils ont senti qu'eux aussi se doivent plus que jamais à leur pays. Au lieu de rêver inutilement à des devoirs qui ne sont pas encore de leur âge, ils comprendront qu'ils n'ont rien de mieux à faire qu'à redoubler de zèle dans l'accomplissement de ce qui est leur devoir propre. Les plus âgés d'entre eux en particulier, ceux qui seront des citoyens presque au lendemain de la guerre et à qui l'effort et les sacrifices de leurs aînés auront préparé une patrie plus grande, plus glorieuse et plus forte, pour peu qu'ils aient du cœur et qu'ils sachent respirer l'atmosphère vivifiante qui les enveloppe, se rendront compte que sur eux repose l'avenir, que jamais ne s'est imposée, plus impérieuse et plus certaine, l'obligation pour la jeunesse de conserver intactes, saines et pures, les sources de la vie physique et de la vie morale, les énergies de la volonté et de l'esprit. Il m'est arrivé, à l'occasion, de le leur rappeler, et leurs maîtres restent là pour maintenir leur cœur, par l'exemple et par la parole, au niveau que requièrent les circonstances.

J'ai dit jusqu'ici ce qui était advenu de nos lycées de garçons, parce que ce sont eux, surtout, qui, par la mobilisation, ont été troublés. Mais nos lycées et collèges de jeunes filles aussi ont été réquisitionnés par le service de santé et ont accueilli des blessés. Et quant au personnel féminin, c'est dans ces œuvres de charité que son dévouement s'est déployé. En bien des endroits la directrice de l'établissement a assumé la direction de l'hôpital. Les professeurs ont, en grand nombre, revêtu la blouse d'infirmière et le brassard à la croix rouge. Elles se sont retrouvées à l'hôpital, avec les femmes et les filles de leurs chefs, de leurs collègues des lycées de garçons. J'ai visité bon nombre de ces lycées-hôpitaux et je puis vous assurer que le spectacle doublement douloureux de la souffrance infligée à l'homme par l'homme, était singulièrement adouci par celui des dévouements féminins qui s'appliquaient à la soulager ; vision réconfortante de l'unanimité des cœurs et de l'universelle participation de tous à la grande œuvre nationale. Je m'écarterais de mon sujet en insistant, mais je ne puis oublier non plus de dire, avant de quitter ce domaine, ce qui a été dépensé de zèle et de travail dans les ouvroirs presque partout annexés à nos lycées de jeunes filles. Ici, les leçons de couture sont remplacées pour nos élèves par la préparation des lainages, des chemises, destinés aux combattants ; ailleurs, ce sont des ouvrières payées qui sont appelées à faire le travail ; mais partout, c'est le Sou des lycées, le concours charitable de nos jeunes gens et de nos jeunes filles qui fournit une bonne part des fonds nécessaires à la marche de ces œuvres, à l'envoi de ces paquets du soldat, qu'accompagnent souvent des lettres naïvement amicales et patriotiques des petites filles et des petits garçons ainsi associés à la grande pensée commune.

*
* *

Il me tarde, Mesdames et Messieurs, d'en venir au vif de mon sujet, à l'examen de ce qu'est en lui-même l'Enseignement secondaire et de ce qu'il est désirable qu'il reste ou qu'il devienne pour répondre à l'attente du pays. Ce n'est pas sans appréhension que j'aborde cette question et je dois faire d'emblée cette réserve, que je ne parle ici qu'en mon nom personnel. Je ne puis, d'ailleurs,

entrer bien entendu dans le détail, et ce ne serait ni le temps ni le lieu d'instituer un débat sur des programmes ni sur des particularités de méthode. D'ailleurs, l'expérience de la guerre présente ne peut nous fournir que des inspirations d'ensemble. Il est difficile de penser qu'un organisme qui s'est montré si instable au cours des cinquante dernières années ne subisse aucun contre-coup d'événements aussi considérables que ceux d'aujourd'hui. En 1870, Renan, méditant sur la *Réforme intellectuelle et morale de la France*, portait son attention surtout sur l'enseignement primaire, où il enviait la supériorité de l'Allemagne, et sur l'enseignement supérieur, alors, en effet, rudimentaire. « Notre enseignement secondaire, écrivait-il, est la meilleure partie de notre système d'enseignement (1). » La réorganisation complète de notre enseignement primaire et des Universités françaises a sans doute satisfait, en bonne partie, au vœu de Renan. Mais je ne sais si son jugement si favorable à notre enseignement secondaire serait accepté par tous, à en juger par les nombreuses transformations, toujours remaniées, toujours contestées, qu'il n'a cessé de subir. Et déjà l'on entrevoit qu'il ne pourra guère éviter de recevoir quelque contre-coup de la grande crise présente. Il est bien difficile de définir quel il pourra être, et au milieu de tels bouleversements le métier de prophète est plus que jamais difficile. Mais il ne s'agit pas de prophétiser ; il ne s'agit pas, non plus, à mon sens, de critiquer le présent ni de récriminer contre le passé. Il s'agit de savoir dans quel sens tendre nos volontés et nos efforts, et par un sérieux examen de conscience, de déterminer à quel idéal devra s'adapter une fonction sociale dès longtemps constituée. L'institution est déjà ancienne, mais comme il arrive si souvent dans l'histoire des peuples, l'âme qui l'anime a déjà plus d'une fois changé. Nous vivons dans le corps de l'université napoléonienne qui, elle-même, n'est, pour une bonne part, qu'un avatar des anciens collèges religieux ; qui peut prétendre que l'esprit de l'Université présente soit resté celui d'il y a un siècle ? La guerre actuelle a revivifié la conscience française. Elle n'y a pas seulement réveillé bien des énergies latentes. Elle y a, suivant moi, consacré, sous la pression d'une nécessité impérieuse, à la lumière d'une antithèse effroyable qui impose un choix, des principes moraux, sociaux, politiques, qui sont précisément caractéristiques de la pensée de notre pays, je veux dire les principes de liberté, de droit des peuples, d'égalité morale des petits et des puissants, en un mot l'idée proprement française du droit fondé, non sur la force, ni sur l'histoire, ni sur une destinée soi-disant providentielle, mais sur la volonté libre et sur la raison, sur la dignité de l'être spirituel et l'inviolabilité de la personne, qu'il s'agisse des individus ou des nations. Voilà vraiment l'âme, non pas nouvelle, mais renouvelée, confirmée par une tragique expérience, épurée par la souffrance, à laquelle nos institutions, nous en sommes certains, doivent aujourd'hui participer. Nous savons mieux ce que nous sommes et nous le sommes plus complètement, par opposition à ce que notre ennemi s'est révélé être. Le connaissant mieux, nous nous connaissons mieux aussi. Car cette guerre, et c'en est la grandeur, n'est pas le heurt de deux ambitions, c'est le conflit de deux principes opposés, de deux conceptions de l'ordre humain.

Nous expérimentons aujourd'hui que cet idéal essentiellement humain qui est l'idéal français, est capable de susciter au moins autant de foi et de puissance agissante que peut le faire l'orgueil national le plus désordonné ; nous savons qu'il est moins exposé au découragement et à la chute parce qu'il survivrait même à ses échecs, et nous voyons aussi que, parce qu'il est désintéressé, il attire naturellement à lui les sympathies les plus nombreuses et les plus ardentes.

Nous pouvons donc, sans hésitation ni fausse modestie, adopter dans la question qui nous occupe un point de vue nettement national, parce qu'en l'adoptant nous savons ce qu'il comporte de générosité humaine et d'universalité. En 1870, le douloureux sentiment de la défaite, joint à cette défiance de nous-mêmes qui, au contraire de la vanité qu'on nous prête quelquefois, est une des marques de notre génie national, parce qu'elle dérive de notre faculté critique, nous amena à chercher des leçons et des modèles au dehors et en particulier chez le vainqueur. Ayons le courage de reconnaître qu'il a peut-être encore quelque chose à nous apprendre dans le domaine de l'organisation, dans tout ce qui concerne le côté mécanique de la vie sociale. Mais pour tout ce qui est de l'inspiration et de la direction, nous savons aujourd'hui que nous n'avons vraiment rien à prendre de ce côté, et qu'il nous suffit de nous chercher, de nous comprendre, de nous vouloir nous-mêmes de mieux en mieux.

Si l'on s'en tenait à ce premier aspect de la question, c'est-à-dire au caractère propre de l'âme française et aux principes directeurs de sa pensée morale et politique, il semblerait qu'il n'y eût

(1) Cf. Ém. Bourgeois, *L'Enseignement secondaire selon le vœu de la France*, 1900, p. 106.

guère d'hésitation possible. L'enseignement secondaire devrait, sauf à s'améliorer dans l'application, rester en principe ce qu'il est, ou du moins ce qu'il prétend être : un enseignement de *culture générale*, ou, selon la formule si courante, un enseignement d'*humanités*. Et de fait, on peut dire que cet aspect de notre enseignement secondaire et le caractère de notre génie national sont intimement apparentés. D'un côté, en effet, il n'est peut-être pas de pays où l'enseignement secondaire soit, sinon plus fort, du moins plus répandu et surtout plus généralement recherché qu'en France; et chez nous, à la différence de ce qui se passe dans la plupart des pays étrangers, il se couronne d'une année de philosophie, comme si, en effet, la réflexion désintéressée et générale sur l'ensemble de la pensée et de l'activité humaines devait donner sa signification et sa valeur à tout le corps de ces études : en ce sens l'enseignement secondaire est quelque chose de bien caractéristique dans notre vie nationale. Mais, d'un autre côté, ce fait même n'est peut-être qu'un symptôme de notre génie propre. Nous voulons que chez nous l'homme lui-même soit cultivé, nous estimons cette culture pour elle-même et indépendamment de toute considération d'utilité personnelle ou même collective ; nous semblons aspirer à intégrer notre nation à la vie totale de l'humanité, et à faire de la France l'organe du progrès de la nature humaine considérée en elle-même et de l'Humanité dans son ensemble. C'est ce que nous avons conscience de vouloir dans cette guerre même. Et ce n'est pas s'aventurer beaucoup que de dire qu'une telle pensée a été commune à des milieux et à des doctrines bien différentes. C'est celle qui est devenue particulièrement consciente dans la grande crise révolutionnaire, où la France se proclamait libératrice des peuples. Mais c'est peut-être celle aussi qui s'exprimait autrefois, en d'autres termes, à une époque où l'Eglise aspirait à embrasser l'Humanité, lorsque la France était appelée la fille aînée de l'Eglise ; et c'est celle aussi du chef du positivisme, lorsqu'il faisait de notre pays, sans vouloir le moins du monde l'agrandir aux dépens des autres, l'initiateur de la « régénération occidentale ». C'est donc en vertu d'une aspiration naturelle, antérieure aux doctrines, que notre patrie se constitue ainsi l'instrument du salut de l'Humanité. Ambition immense, il faut l'avouer, mais qui, du moins, se fait pardonner ce qu'elle peut impliquer de légitime orgueil par ce qu'elle contient aussi de dévouement, d'esprit de sacrifice, de générosité. La France ne se met pas au-dessus de tout, elle se dévoue, au contraire, au bien de tous.

Mais voici, justement, où commence la difficulté et où surgissent les objections. Nous demandions que l'enseignement secondaire fût envisagé au point de vue national ; et il l'est bien, en effet, quand nous le définissons ainsi en fonction des principes et des aspirations de la conscience française. Mais on peut entendre la chose tout autrement et parler au nom d'une conception plus étroite et plus matérielle de la nation. C'est alors que se font jour une série de critiques bien connues, qu'il faut envisager résolûment si nous voulons nous faire une idée exacte et de la valeur de l'organisation actuelle, et de son avenir possible.

On dit, tout d'abord, surtout dans les partis populaires : L'enseignement secondaire n'est pas une œuvre vraiment nationale. C'est une œuvre de classe. Il est organisé de manière à ne valoir que pour les classes aisées ; à elles seules il est accessible, à elles seules il est profitable. Il est fait pour les enfants qui ont des rentes et du temps : il est propre à maintenir cette séparation de la bourgeoisie et du peuple, et peu s'en faut qu'on ne pense qu'il y est précisément destiné et qu'il relève dans l'éducation les cloisons sociales que dans l'ordre politique, on prétend avoir abattues.

Et une autre critique partie de milieux tout opposés, rejoint celle-là par une voie très différente. Elle est surtout formulée par les chefs d'industrie, par le grand patronat. L'enseignement secondaire, pense-t-on souvent dans ces milieux, est un enseignement de dilettantes. Il ne fait que des rentiers ou des fonctionnaires : il ne stimule pas l'initiative, il la détruit en coulant tous les esprits dans le même moule. Il écarte ses élèves des affaires et des professions actives et par conséquent il nuit à la prospérité économique du pays, sans laquelle il n'y a pas de progrès général possible. Et l'on invoque, pour peu que l'on veuille se montrer au courant et s'appuyer sur la sociologie à la mode, la loi de la division du travail et la nécessité de la spécialisation professionnelle contre la notion des « Humanités ». Si l'on a de moins hautes visées, on se contentera de rééditer les vieux griefs, toujours propres à frapper l'imagination, sur l'inutilité du latin et du grec ; ou bien encore on comparera, cruel argument, la décadence économique de la France au formidable progrès accomplis par l'industrie allemande pendant les quarante dernières années, et l'on en rendra partiellement responsables nos méthodes d'enseignement, en particulier notre enseignement secondaire.

Ainsi, tandis qu'à un point de vue abstrait l'enseignement secondaire pourrait paraître en harmonie avec l'esprit national, on allègue que ni politiquement il n'assure l'unité du pays, ni économiquement, il ne tient assez de compte de ses besoins ; de ces deux manières il compromettrait sa force. On le discuterait donc à la fois au nom de l'intérêt moral de la société française et au nom de son intérêt matériel. Et ainsi, même en nous plaçant tous au point de vue national, nous risquons de n'être pas d'accord parce que nous pouvons entendre très diversement ce que nous voulons dire par là. L'amour de notre pays est égal chez tous ; il apparaît même dans les événements présents comme le seul principe qui réunisse toutes les consciences et toutes les volontés ; seul il y est nécessaire, et seul il peut y suffire. Mais comme des parents aiment également leurs enfants, mais peuvent les aimer très différemment et ne pas concevoir leur bien de la même manière, nous pouvons ne pas nous accorder sur ce qu'il nous faut faire pour la grandeur du pays, parce que nous pouvons envisager très diversement les éléments qui la constituent. N'est-il pas cependant possible de retrouver ici, sinon un accord complet, qui n'est peut-être ni possible ni désirable, du moins cette unanimité, cette volonté d'entente et de coopération que la grande affaire aujourd'hui pendante a si fortement reconstituée parmi nous ? Notre patriotisme ne pourra-t-il s'étendre des œuvres de la guerre aux œuvres de la paix et de la volonté de vivre à la volonté de mieux vivre ? Il est permis de l'espérer.

C'est qu'en effet, si les critiques dont notre enseignemnt secondaire a été l'objet ne sont pas en elles-mêmes dénuées de force, elles ne portent peut-être pas contre lui aussi directement qu'on le pense. C'est qu'il faut bien distinguer, dans toute institution réelle, les résidus historiques qui s'y rencontrent inévitablement, et les fins véritables qu'une réflexion nouvelle y découvre et que la vie même suscite. Comme je l'indiquais déjà il y a un instant, l'âme de la nation est obligée de continuer à s'incarner dans un corps qu'elle ne peut transformer aussi vite qu'elle se transforme elle-même. Mais ce n'est pas à dire que ce soit dans ces résidus qu'on doive chercher le sens et la valeur de l'institution, ni pour la défendre ni pour l'attaquer.

Tout d'abord, il peut être vrai, en fait, dans une certaine mesure, que l'enseignement secondaire est une institution bourgeoise, et qu'il n'est, pour le moment, accessible qu'à un nombre restreint d'enfants parmi les plus fortunés. Mais cela tient beaucoup plus à ses origines qu'à sa véritable nature, telle que nous l'avons indiquée, et que nous essaierons de la définir plus nettement par cette étude même. Les anciens collèges se sont constitués pour le petit nombre de ceux qui pouvaient faire des études et les payer, au temps où la masse du peuple ne recevait aucune instruction, et ceux qui pouvaient se donner ce luxe jouissaient, en effet, alors, des privilèges de la fortune et de la naissance. Depuis, s'est progressivement organisée une instruction populaire de plus en plus étendue, devenue finalement, au moins en principe, universelle et gratuite. C'est cet organisme nouveau qui, en se développant, a rencontré l'institution plus ancienne des études « libérales » et de là est né le contraste que l'on signale et où l'on croit sentir un antagonisme. Les classes sociales, qui ont été abolies en droit, conservent évidemment une certaine existence de fait, mais il est faux que l'enseignement secondaire soit responsable de ce fait ; et il est au moins contestable qu'il contribue à le maintenir. C'est surtout la gratuité accordée à l'enseignement primaire qui fait ressortir le caractère onéreux de l'enseignement secondaire et le fait considérer comme un luxe, et ainsi c'est parce que la nation tout entière paye pour ceux qui ne peuvent payer, que les bénéficiaires ressentent plus vivement la limite de leur bénéfice. C'est aussi parce que, ayant obtenu un minimum d'instruction, ils sont maintenant en état d'en désirer davantage, alors que pendant si longtemps, ils n'en ont désiré aucune et n'ont manifesté que bien peu d'appétit pour celle qu'on leur offrait. Aujourd'hui même, pourrait-on affirmer que cet enseignement soit si vivement désiré par ceux qui semblent le jalouser ?

Il reste d'ailleurs parfaitement légitime de souhaiter que les cloisons qui séparent encore le primaire et le secondaire, et dans lesquelles on a pratiqué déjà tant de portes diverses, soient encore abaissées. C'est un sentiment très juste et tout à fait cohérent à notre idéal social d'égalité que celui qui consiste à désirer que partout où peut éclore une intelligence et une volonté supérieures dans la nation — et l'on sait qu'il peut en éclore dans les milieux les plus modestes et les moins préparés — elle soit mise en valeur pour le bien de tous. Je ne crois pas que nul puisse, aujourd'hui, contrevenir à ce désir, et sans oublier les difficultés pratiques qui peuvent s'y opposer, et sur lesquelles il m'est impossible de m'arrêter, je déclare pour mon compte que j'envisagerais avec faveur toute mesure qui, sans risquer de multiplier le nombre de ceux qu'on appelle assez ma-

lencontreusement des « déclassés », c'est-à-dire, en somme, de ceux qui ont plus de prétentions que de capacités, serait de nature à mieux mettre en valeur toutes les ressources spirituelles répandues dans la nation, et par conséquent supprimer les obstacles *artificiels* qui pourraient être élevés aux abords du lycée et du collège. Comme il n'y a plus de classes dans la tranchée et que tous sont appelés aux mêmes dangers et s'y montrent capables du même héroïsme, il ne doit pas non plus y avoir de classes exclues d'une forme supérieure de culture et chacun devrait être mis en état de la recevoir s'il paraît capable d'en profiter.

Mais il ne faudrait pas que ce juste sentiment des devoirs de la démocratie fît oublier que dans toute nation une élite est nécessaire et qu'elle a une fonction sociale indispensable. Si l'enseignement secondaire pouvait réussir à former cette élite, qui vraiment aurait le droit de le lui reprocher ? Tout ce qu'on peut lui demander, c'est précisément d'être apte à la former au lieu de se borner à la recevoir toute faite, et de la reconnaître à l'épreuve, selon les méthodes vraiment expérimentales en harmonie avec les principes essentiels de la pensée moderne, au lieu de la recueillir comme si elle était donnée d'emblée par la tradition, par l'hérédité, par la fortune. Il serait injuste de méconnaître les progrès déjà accomplis dans ce sens. Nous verrons que d'autres sont possibles en analysant de plus près la nature et la fonction de l'enseignement secondaire.

Je ne saurais abandonner ce premier point sans aborder une question toute voisine et peut-être au fond identique. Je veux dire celle de l'Enseignement libre dans ses rapports avec l'Enseignement public. Je me garderai bien, Mesdames et Messieurs, de soulever ici des polémiques hors de saison, ni de rompre, ne fût-ce que pour un instant, la trêve des partis, l'union sacrée dont le devoir évident a été formulé par une voix autorisée, dès le premier jour de cette grande crise. Il me sera pourtant permis de dire, justement, que l'Université ne peut être accusée de diviser le pays. Elle fait une œuvre réellement nationale, car elle accueille des élèves et aussi des professeurs, de toutes les religions, de tous les partis, de toutes les classes. L'Université est, à cet égard, semblable à l'armée nationale. Elle ne connaît que des Français. Nous ne demandons compte à personne de ses opinions privées, ne regardant qu'aux titres professionnels, au mérite personnel de chacun. Ici encore l'accusation d'être un milieu fermé, qu'on porte quelquefois sur notre Enseignement secondaire, est comme un ressouvenir inconscient du caractère confessionnel qu'avaient tous les anciens collèges et que conservent encore la plupart des établissements libres, du moins les plus importants. Mais il serait étrange de la reprendre contre l'Université actuelle, à laquelle, au contraire, on ne pourrait reprocher, dans certains milieux, que sa largeur et son libéralisme. Mais ce reproche, s'il ose se formuler, nous l'accepterons comme un éloge et comme un honneur, comme l'hommage rendu au caractère vraiment national de notre œuvre. Ainsi l'union sacrée des Français de toute opinion, de toute religion, qui s'est faite devant l'ennemi, l'Université la préparait et la réalisait dans la paix. Nous voulons qu'elle continue à y travailler après la guerre. Celle-ci a convaincu les doctrinaires les plus exclusifs que la force du pays n'est pas dans une chimérique unité des doctrines, dans une « doxie » quelconque, L'ignorance et l'immoralité sont-elles donc des ennemies moins capables de mériter notre unanimité ? L'intérêt national n'est-il pas une fin sur laquelle on doit et l'on peut s'entendre pratiquement, alors même que dans leur for intérieur les citoyens adhéreraient à des croyances philosophiques ou religieuses différentes ?

Je puis ajouter que, si la grande majorité des membres de l'Université ne paraît pas désireuse de reconquérir pour elle un monopole, ce n'est pas seulement par respect pour la liberté des autres, mais parce qu'elle est jalouse de sa propre liberté et ne peut oublier qu'elle n'a jamais été plus asservie qu'à l'époque où elle jouissait d'un privilège.

Il y a cependant un côté de cette délicate question qu'il ne faut pas oublier lorsqu'on critique notre enseignement secondaire ou lorsqu'on veut en perfectionner l'organisation. C'est que, précisément, cette liberté dans la concurrence n'est guère favorable à certaines améliorations. Elle met l'Université, jusqu'à un certain point, dans qui est obligé de satisfaire aux goûts du public, la situation d'un industriel ou d'un commerçant de subir ses préférences, de se plier à ses traditions. Or, il n'est guère probable que ce régime quasi-commercial soit conforme à des intérêts essentiellement spirituels ni aux progrès d'une fonction aussi peu faite pour rémunérer des capitaux. Normalement, une institution pédagogique et surtout une institution publique serait destinée à faire l'éducation de la Nation, et non pas à suivre passivement ses habitudes et ses goûts. Le public n'est peut-être pas le meilleur juge en cette matière. La mode ou l'intérêt immédiat ont plus de prise sur lui que les valeurs à lointain rendement d'une

culture véritable. L'Etat est donc, lui aussi, obligé de sacrifier à ces faux dieux. La nécessité d'une commune mesure entre son enseignement et l'enseignement privé, le baccalauréat surtout, interdit à l'Instruction publique certaines expériences, et limite en réalité sa liberté. C'est pourquoi la question du baccalauréat a fait tant couler d'encre. D'excellents esprits le condamnent, mais la solution de cette question n'est pas simple, parce qu'elle est solidaire de la question de l'enseignement libre.

Ainsi l'une des critiques les plus fréquemment adressées à l'enseignement secondaire atteint beaucoup moins l'œuvre voulue et consciemment organisée de l'Université, qu'elle n'atteint des traditions et des résidus historiques dont celle-ci n'est pas responsable. Préjugés de classe, cloisonnement de sectes ou d'opinion, voilà certes des servitudes dont une démocratie vraiment libérale doit essayer de s'affranchir. Mais il n'y a rien là d'inhérent à l'idée d'un enseignement secondaire, ni surtout de l'Enseignement secondaire public.

L'examen de la seconde critique nous fera plus profondément pénétrer encore au cœur de la question. On se plaint que l'enseignement secondaire soit un enseignement formel, un enseignement qui ne prépare pas à la vie ni surtout à la vie active et productive que requiert la prospérité économique du pays. Ici encore, je crois que de très légitimes intentions accréditent un reproche qui n'est pas bien fondé, mais qui n'est pas cependant sans motifs.

Tout d'abord, il est certain que notre pays a souffert d'une manifeste imperfection de l'enseignement professionnel, et que notre affaissement économique résulte, pour une bonne part, de cette insuffisance. Mais cette insuffisance, ce n'est pas notre enseignement secondaire qui en est responsable. C'est à côté de lui, en dehors de lui, et sans qu'il y soit pour rien, qu'une forme nécessaire de l'enseignement a été négligée ; et de cet enseignement professionnel, ce n'est pas les quelques milliers d'élèves de l'enseignement secondaire qui sont privés. Ce sont ces centaines de milliers d'enfants issus de familles d'ouvriers, d'agriculteurs ou d'employés qui ne trouvent aucun moyen d'apprendre un métier, pas même celui de leurs pères. La crise de l'apprentissage, voilà le mal qu'il faut dénoncer. C'est un fait bien connu qu'on ne forme plus d'apprentis, que les parents eux-mêmes, avides d'un gain immédiat, préfèrent pour leurs enfants des places de petits télégraphistes, de grooms et de petits employés de bureau à la sérieuse préparation d'une profession ouvrière. Sans doute, de nos lycées et collèges, sortent beaucoup de fonctionnaires. Mais où l'amour du fonctionnarisme sévit le plus, ce n'est pas parmi les candidats possibles aux places des ministères, aux fonctions administratives de tout ordre ; où la proportion des candidats est la plus fabuleuse, c'est quand il s'agit de places d'employés de sous-préfecture, de facteurs des postes, de garçons de bureau, d'agents des octrois, de cette innombrable multitude de petits emplois peu rémunérateurs, mais tranquilles et sûrs, où l'on se croit certain de ne pas trop se fatiguer et de ne pas trop risquer, au bout desquels on entrevoit, après une trentaine d'années d'une vie monotone, mais sans effort, une modeste retraite. Cette clientèle-là n'est pas la nôtre. Et pourquoi cette ruée vers les emplois de ce genre, sinon parce que l'organisation de la préparation des métiers actifs et productifs est restée chez nous absolument rudimentaire en comparaison de ce qu'elle est devenue chez nos voisins et particulièrement en Suisse ou en Allemagne ? J'ai été douloureusement frappé de ce fait, que je connaissais (mais voir et sentir est encore bien autre chose que savoir), lorsque, au début de la guerre, je voulus m'occuper, dans mon quartier, du sort des jeunes gens que l'école primaire abandonne, que le régiment ne réclame pas encore. J'ai été littéralement navré de l'abandon désastreux, moralement et économiquement, dans lequel nous laissons l'immense majorité de cette jeunesse populaire, où devrait être puisée la force productive de notre pays. Voilà, pour moi, une des leçons les plus certaines et les plus dures de la guerre ; et cela est si vrai, que c'est la guerre qui a remis en mouvement, sur quelques points, ces comités de patronage des apprentis que la loi de 1892 a institués dans les mairies et qui étaient restés presque partout inactifs; de très heureux efforts ont été faits sur ce point, en particulier au XIIIe arrondissement, sous l'impulsion de M. Buisson. Mais on sentait cruellement l'absence d'une œuvre organique et mûrement développée en temps de paix. Ayons le courage de le dire : la République qui a eu le grand honneur d'instituer, on sait au milieu de quelles résistances, l'enseignement primaire laïque, obligatoire et gratuit, n'a pas su compléter son œuvre. Notre scolarité primaire est beaucoup trop courte, et elle ne se couronne pas d'une scolarité professionnelle qui, entre 14 et 17 ans, devrait être également obligatoire. C'est de ce côté qu'il faut chercher le remède principal au mal dont se plaignent les chefs d'industrie, et j'invite ceux d'entre eux qui se plaignent de la stagnation économique à y songer. Je rends hommage à

certains d'entre eux qui, par d'heureuses et souvent coûteuses initiatives, se sont efforcés de combler cette lacune évidente de nos institutions, et qui ont créé des écoles d'apprentissage ou de préapprentissage. Je crois que les grands syndicats patronaux auraient un beau rôle à remplir encore dans ce domaine et qu'ils seraient l'organe naturel et tout préparé de l'œuvre à accomplir ou tout au moins de l'impulsion à donner. Mais toute cette œuvre reste en dehors de l'Enseignement secondaire qui n'en peut mais, si elle n'a pas été faite, et qui ne s'adresse pas au même public scolaire que lui.

A quoi je puis ajouter que l'Enseignement secondaire ne pourrait que s'applaudir de ce que cette œuvre de l'instruction professionnelle fût réalisée. Si l'on assurait à tous une scolarité primaire plus longue et un apprentissage professionnel, on verrait peut-être s'alléger nos classes, parfois encombrées, de quelques garçons médiocrement propres à poursuivre des études supérieures, et qui auraient intérêt à acquérir une préparation plus pratique et à gagner plus rapidement leur vie. On s'est plaint, à bien des époques, du trop grand nombre des établissements secondaires, et cette plainte est bien ancienne, puisqu'elle était formulée déjà par Richelieu et par Fleury, et qu'elle a été reprise par Diderot et par La Chalotais, comme plus récemment par les fondateurs du Comité Dupleix. Je ne sais trop ce que vaut cette plainte, car je constate que, d'autre part, lors de la grande enquête de 1900, de bons juges et qu'on ne soupçonnera pas d'ignorer ou de négliger les intérêts économiques du pays, comme M. Ribot, étaient presque scandalisés de ce que des villes comme Bordeaux, Marseille, Lyon, n'eussent alors qu'un seul lycée. Mais on reconnaîtra bien que, d'une part, s'il a fallu multiplier les lycées, c'est en bonne partie à l'appel d'une clientèle de plus en plus désireuse d'enseignement secondaire et qui ne grossissait pas moins les collèges libres ; et que, d'autre part, cette clientèle s'accroissait d'un certain nombre d'enfants à qui on aurait dû ouvrir une autre voie. Mais ne reste-t-il pas injuste de s'en prendre à l'Enseignement secondaire de ce qu'autre chose n'a pas été fait à côté de lui, qui aurait dû être fait ? Ce qu'il faut examiner c'est si, dans son œuvre propre, il mérite les reproches qui lui sont adressés, d'être un enseignement de dilettantisme vide et stérile.

(*A suivre*), GUSTAVE BELOT.
Inspecteur général de l'Université.

AVEC LES CASQUES A POINTE (1)

A dire vrai, c'est à un chauffeur de Pittsburg que je fus, en premier lieu, redevable d'une invitation à dîner avec le commandant du IXe corps d'armée allemand. Ce chauffeur se nommait William Van Calck et son patron avait gagné plusieurs millions à fabriquer des chapeaux dans la fameuse ville américaine. Lors de la déclaration de guerre, le fabricant de chapeaux et sa famille excursionnaient en auto à travers l'Autriche, et Van Calck tenait le volant. La voiture étant confortable et d'une belle puissance fut promptement réquisitionnée par les autorités militaires autrichiennes ; le chapelier et sa famille, ainsi plantés sans cérémonie sur la route, gagnèrent l'Angleterre comme ils purent ; et Van Calck, Belge de naissance, bien que naturalisé Américain, s'engagea dans l'armée belge et fut préposé à la conduite d'un des cars blindés qui harassèrent si fructueusement l'ennemi durant la phase initiale de la campagne des Flandres. Or, si par une matinée ensoleillée de dimanche Van Calck n'avait pas fait irruption à Gand, dans sa forteresse roulante, il n'eût pas rencontré un auto contenant deux Allemands qui s'étaient égarés; s'ils ne les avaient pas rencontrés, les deux Allemands n'eussent pas été blessés au cours du dramatique incident qui suivit; si les Allemands n'avaient pas été blessés, il n'eût pas incombé à M. Julius Van Hee, le vice-consul des Etats-Unis, de faire une visite précipitée au général Von Boehn, commandant allemand, pour lui expliquer que la population frontière n'était pas responsable de l'échauffourée et le supplier de s'abstenir de toute mesure de représailles envers la ville ; si M. Van Hee n'avait pas fait cette démarche auprès du général Von Boehn, la question de l'attitude de la presse américaine n'eût pas surgi sur le tapis ; et si elle n'y avait pas surgi, le général Von Boehn ne m'eût pas invité à dîner avec lui au quartier général, pour me faire entendre le son de la cloche allemande.

Mais peut-être ferai-je mieux de commencer par le commencement. Le 8 septembre, toute la grande armée allemande, en marche de Bruxelles vers la France, était à quelques milles de Gand. Dans l'espoir de faire renoncer les Allemands à pénétrer dans cette ville, dont la nombreuse et turbulente population ouvrière pouvait être difficile à contenir en cas d'occupation militaire, le bourgmestre alla au-devant du chef de l'armée allemande pour

(1) Pages extraites de l'ouvrage « *La Guerre en Flandre* », qui paraîtra prochainement à la Librairie Larousse.

en conférer avec lui. Une convention intervint, aux termes de laquelle les Allemands devaient se borner à contourner Gand, à la condition que la ville ne fût pas occupée par les Belges, que la garde civique locale fût désarmée et que la municipalité fournît aux forces allemandes des quantitée spécifiées de vivres et autres objets, dont cent mille cigarettes. Le bourgmestre n'était pas rentré dans la ville depuis une heure, lorsqu'une automobile militaire convoyant deux soldats allemands y apparut. Il transpira par la suite que ces deux soldats avaient été chargés d'acheter des médicaments et qu'ils n'étaient entrés à Gand que par suite d'une erreur d'itinéraire. Presque au moment même où ils entraient dans Gand par le sud, un auto blindé belge armé d'une mitrailleuse, monté par trois hommes et conduit par l'ex-chauffeur de Pittsburg, y déboucha, venant de l'est à la suite d'une reconnaissance. Les deux voitures, voyageant à grande vitesse, se rencontrèrent à l'entrée de la rue de l'Agneau, juste en face du consulat américain. Le vice-consul Van Hee, debout sur le seuil, fut témoin de ce qui suivit.

Les Allemands, complètement pris au dépourvu en apercevant l'inquiétante voiture de guerre aux tons gris éléphant qui marchait sur eux, accélérèrent leur moteur et tentèrent de fuir, tandis que celui des deux qui se tenait à côté du conducteur jouait vainement de la carabine. Bien que les trottoirs fussent encombrés de passants, les Belges se mirent alors à faire feu sur les Allemands en retraite, de leur mitrailleuse, d'où le plomb jaillissait comme l'eau d'un arrosoir de jardin. Van Calck, craignant de voir les Allemands s'échapper, vira sa puissante machine contre celle de l'ennemi, à la façon dont un joueur de polo vire sur l'adversaire, sans que la mitrailleuse s'interrompît de hurler à la mort. L'instant d'après, le conducteur du car allemand tomba en avant, sur la roue motrice, avec une sanglante blessure à la tête, et son compagnon, sérieusement blessé aussi, dressa les deux mains en signe de reddition.

Le vice-consul Van Hee sentit aussitôt les très graves conséquences qui pourraient résulter pour Gand de cette rencontre, survenue une heure après que le bourgmestre eut garanti au commandant allemand l'absence de toute force belge dans la ville. Or, M. Van Hee est ce que nous surnommons aux Etats-Unis un « vivant fil électrique », le diplomate en bras de chemise qui n'hésite pas, si les circonstances l'y convient, à entamer des négociations diplomatiques en chemise de nuit. Il ne se dissimula pas que les Allemands qualifieraient de trahison l'attaque des Belges contre les Allemands et que, par suite, Gand était sous le coup d'un sort aussi terrible que celui de ses villes-sœurs : Aerschot et Louvain, mises à sac et incendiées sans provocation plus grave. Il sauta dans sa voiture et alla quérir le bourgmestre, qu'il engagea à l'accompagner, sans perdre un instant, au quartier général allemand ; après quoi il ordonna à son chauffeur de marcher comme si les uhlans étaient à ses trousses.

Ces messieurs trouvèrent le général Von Boehn et son état-major cantonnés dans un château des environs de la ville. En apprenant ces faits, le commandant allemand eut d'abord un violent accès de rage et menaça de traiter Gand à la façon dont avaient ét traitées d'autres villes « coupables ». Van Hee le prit, toutefois, d'assez haut : il rappela au général que les Américains s'intéressaient vivement à Gand, théâtre de la signature du traité de paix qui fut définitivement consenti entre l'Angleterre et les Etats-Unis, il y a un siècle, et il l'avertit que la destruction de cette cité ferait plus que quoi que ce soit pour aliéner aux Allemands les sympathies du peuple transatlantique.

« Si, finit par dire le général, vous me donnez personnellement votre parole que les Allemands qui pourraient éntrer à Gand échapperont à toute agression, et que nos deux blessés seront placés sous la protection des Etats-Unis et envoyés à Bruxelles par vos soins après guérison, j'épargnerai la ville et me dispenserai même de lui imposer une indemnité pécuniaire. »

On tomba d'accord là-dessus. Au cours de l'entretien moins officiel qui suivit, le général Von Boehn constata que son attention avait été appelée sur des articles de journaux américains portant la signature de « E.-Alexandre Powell», critiquant la façon dont les Allemands traitaient la population civile de la Belgique ; et il se dit au regret de n'avoir pas l'occasion d'en causer avec leur auteur et de l'initier à la version allemande. M. Van Hee lui révéla la curieuse coïncidence qui faisait que j'étais arrivé à Gand ce matin-là même. Aussitôt le général le pria de m'emmener dîner au quartier général le lendemain, et lui remit un sauf-conduit à mon intention.

Au matin, nous nous mîmes en route de bonne heure. Comme il n'eût guère été à propos d'introduire un chauffeur militaire belge dans les lignes allemandes, je conduisis ma voiture moi-même. Et bien qu'il n'eût pas été question de photographier, je me fis accompagner de Donald Thompson.

Nous n'avions pas encore franchi les limites de Gand, que les incidents commencèrent à se produire. Dans une rue aboutissant à un quartier ouvrier, nous nous heurtons à une barrière formée par une foule de plusieurs milliers de Flamands

ès surexcités. Au-dessus d'une mer de bras mena-
ants, de cannes brandies, de visages irrités, se
lhouettent deux soldats allemands qui, fusils en
andoulière, montent des chevaux de labour, visi-
lement dételés, à la hâte, de quelque camion.
omme leurs infortunés camarades de la veille, ils
e sont fourvoyés par erreur dans la ville. Au mo-
ent où nous approchions, la foule se rue vers eux
vec ensemble. Un cri de ma sirène nous ouvre un
ntier, et je dirige ma voiture à front des deux
llemands, très apeurés.

« Vite, fit Van Hee, en allemand. Quittez vos
hevaux, montez dans notre auto; dissimulez vos
arabines, ôtez vos casques, et cachez-vous vous-
êmes dans le fond de la voiture! »

La foule voyant sa proie lui échapper, s'agitait
utour de nous, avec des cris menaçants. Les
hoses semblaient prendre une vilaine tournure.
an Hee sauta sur le siège.

« Je suis le consul d'Amérique! s'écria-t-il. Ces
ommes sont sous ma protection. Vous êtes des
vils attaquant des soldats allemands en tenue. S'il
ur arrive malheur, votre ville flambera sous vos
eux. »

A ce moment, un Belge d'imposante- taille se
aya, à coups d'épaule, un chemin à travers la
oule et, s'élançant sur le marchepied, braqua son
evolver sur les Allemands accroupis dans le ton-
eau. Rapide comme la pensée, Thompson fit dé-
ier la main et l'arme du nouveau venu, tandis que
mettais l'auto en branle. Notre vaste voiture bon-
it en avant, éparpillant les gens devant elle. Tout
monde l'avait échappé belle, mais surtout la ville
e Gand, qu'aucune puissance terrestre n'aurait pu
auver de la vindicte allemande, si ces soldats
vaient été tués par des civils. Le général Von
oehn me le déclara lui-même.

Quelques instants plus tard, et de même qu'on
asse tout à coup du sévère au plaisant au théâtre,
n épisode bouffe vint succéder à l'incident tra-
que.

En pénétrant, avec un bruit d'ouragan, dans la
etite ville de Sotteghem, le petit coin le plus en-
ormi de la Belgique, nous aperçûmes, fusant du
entre de la grand'place, une pyramide de grandes
alles féminines, de malles d'hommes, de sacs de
oyage et de valises. Au sommet de ce monument
zarre flottait un drapeau américain d'imposantes
mensions. Nous stoppâmes. Aussitôt concert
exclamations, fait de tous les dialectes qui se par-
nt aux Etats-Unis, entre les Etats de la Californie
du Maine, et que parlaient, en l'espèce, une légion
Américains émergeant d'un café du voisinage. Il
agissait d'un détachement égaré de la grande
mée de touristes qui, au début des hostilités, s'é-
tait follement précipitée en sauve-qui-peut vers la côte, en jonchant l'Europe de son bagage abandonné. Ce détachement avait été bloqué dans Bruxelles par la marée de l'invasion, et craignant maintenant, à tort ou à raison, la famine dans la capitale brabançonne, avait résolu de prendre son élan — « de ramper » serait peut-être plus exact — vers Ostende, par le moyen de deux grandes charrettes de paysans. A Sotteghem, les conducteurs de ces primitifs véhicules, apprenant l'approche des Allemands, avaient refusé de pousser plus avant et déposé en tas sans plus de cérémonie, les voyageurs et leurs impedimenta sur la place principale. Au moment de notre arrivée, les victimes de cette aventure se trouvaient là depuis un jour et une nuit, et commençaient à envisager cette grand'place de toute petite ville comme leur asile définitif. Elles formaient une société un peu mêlée, comprenant plusieurs opulentes femmes du monde, dont les autos avaient été réquisitionnés; deux sémillantes institutrices de Brooklyn, un propriétaire de mines venant de la Virgine occidentale, un quaker de la Pensylvanie et un quatuor « de danseurs professionnels de tango », qui s'intitulaient « artistes » et se trouvaient en tournée à Bruxelles, lorsque la guerre vint couper brusquement court à leur engagement. Van Hee et moi nous fouillâmes les environs et finîmes, non sans peine, par dénicher deux carrioles de ferme qui transporteraient cette hétéroclite assemblée à Gand. Pour un trajet de moins de 30 milles, les malins paysans demandaient modestement 400 francs — qu'on leur donna. Au moment où je perdis de vue mes compatriotes, ils étaient perchés au-dessus de leurs bagages, sur les deux charrettes, aux essieux grinçants, qui dégringolaient la route de Gand, l'énorme pavillon américain survolant leurs personnes. Ils chantaient en chœur et à tue-tête : *We'll never go there any more !* (Plus jamais nous ne retournerons là !)

A quelque demi-mille hors de Sotteghem, notre route débouchait sur la grande artère qui mène, par Lille, vers Paris, et nous voici brusquement au beau milieu de l'armée allemande. Spectacle à jamais inoubliable ! Aussi loin que portait la vue, se déroulaient de compactes colonnes, allant, marchant, se pressant, dans la direction de l'ouest, de l'ouest encore, de l'ouest toujours.

L'armée s'avançait, par trois routes parallèles, en trois puissants tronçons, semblables, grâce aux masses épaisses d'uniformes gris vert, de nuance si subtile, à trois monstrueux serpents s'allongeant lentement dans la campagne.

Les drapeaux américains qui surmontaient no-

tre brise-vent firent office de véritables passeports; à mesure que nous approchions, les rangs serrés des guerriers s'entr'ouvraient pour nous livrer passage, puis se refermaient derrière nous. Pendant cinq heures d'horloge, nous voyageâmes, à l'allure d'un train express, entre ces deux murailles d'hommes en marche. A la longue, l'incessante trépidation des lourdes bottes et les oscillations rythmiques des bras et des épaules, de gris vêtus, devinrent affolantes. J'en vins à être obsédé de la crainte de renverser malgré moi, de notre auto, cette double et interminable haie humaine. On eût dit que ce cortège n'aurait jamais de fin, et il n'en eut pas, pour ce qui nous concerne, car nous ne vîmes jamais le bout de ses colonnes immenses. Nous traversions régiment puis régiment, brigade d'infanterie après brigade d'infanterie; puis des hussards, des cuirassiers, des uhlans, des batteries de campagne, encore de l'infanterie, encore des canons, des ambulances, avec d'aveuglantes croix rouges sur leurs bâches de toile, précédant de gigantesques pièces de siège, péniblement traînées par trente chevaux chacune et pointant vers le ciel leurs sinistres gueules ; des troupes du génie, des sapeurs et des mineurs, armés de piques et de pelles ; des fourgons chargés de poutres, des charriots où s'empilaient, eût-on dit, des masses épaisses de soie jaune, qui étaient des ballons ; des cyclistes, le fusil en bandoulière, comme les chasseurs ; des accessoires d'aéroplanes, des équipes de chirurgiens, à longues barbes et lunettes, des automobiles blindés, protégés, par des rails d'acier recourbés au-dessous d'eux, contre les fils de fer que les Belges avaient coutume de jeter dans l'espace, en travers des routes; batterie sur batterie de *poms-poms* (canons à tir rapide): et puis d'autres batteries de mitrailleuses à fût grêle, évoquant des pattes d'araignées ; encore des uhlans, dont le soleil faisait miroiter les pointes de lances, dont le vent agitait les oriflammes au-dessus de leurs schapskas comme de petits nuages blancs et noirs, et enfin de l'infanterie à casques à pointe, couverts d'une housse de toile ; de l'infanterie, encore, encore, à jamais ; tout cela fluant irrésistiblement vers la France, comme l'interminable et infatigable courant d'un grand fleuve.

C'était là la 9e armée de campagne, composée de la fleur même de l'empire allemand, et comprenant les magnifiques troupes de la garde impériale. Elle fut, du premier au dernier jour, une armée militante. Tous ses hommes étaient jeunes et me parurent tranchants comme des rasoirs, durs comme des clous. Son équipement réalisait la perfection, comme solidité, souplesse, confort. La couleur de ses uniformes était supérieure à celle de toute autre nuance de khaki, en ce sens qu'à 100 mètres, un régiment semblait dissous complètement dans le paysage.

Les bottes de cuir brun et du modèle russe étaient particulièrement excellentes, au point que j'ai vu bien des fois des paysans flamands risquer leur vie sur le champ de bataille pour dépouiller les cadavres allemands de leurs chaussures. Avec cela, des chevaux superbes, bien nourris et soignés : jamais on ne vit rien de mieux. Je fus particulièrement impressionné, aussi, par la taille et le nombre des canons de campagne de la garde impériale, d'un calibre très supérieur à ceux de l'armée américaine. Mais ce qui m'intéressa pardessus tout, ce fut cinq gigantesques howitzers, chacun tiré par seize paires de chevaux, et qui, à 20 kilomètres de distance, ont le pouvoir de mettre une ville en miettes. Mais ces mastodontes eussent sans doute bien davanage attiré mon attention si, à ce moment, j'avais pu prévoir que, plusieurs semaines plus tard, ils feraient crouler autour de moi, dans un assourdissant fracas, la ville que j'habitais.

Il me parut, d'ailleurs, que toutes les contingences possibles de la lutte avaient été escomptées. Rien n'avait été livré au hasard. Les cartes de Belgique, dont tous les officiers et sous-officiers étaient pourvus, constituaient les plus parfaits modèles de topographie que j'eusse jamais vus. Chaque sentier, chaque bâtiment de ferme, le moindre groupe d'arbres y étaient indiqués. Elles étaient aussi détaillées, sinon plus détaillées, que celles de l'état-major belge. Sur un point, je vis, au bord de la route, un énorme fourgon militaire chargé d'un matériel complet d'imprimerie qui tirait et distribuait aux troupes en marche l'édition matinale du *Deutsche Krieger Zeitung*. Son texte narrait surtout des victoires allemandes, dont je n'avais jamais ouï parler, mais qui semblaient grandement réconforter la troupe. Des cuisines de campagne, dont les cheminées émettaient des spirales de vapeur chaude, ronronnaient le long des lignes, et les cuisiniers à tablier blanc, crampons à l'arrière comme le chauffeur à sa locomotive, débitaient de la soupe et du café chaud à la masse mouvante des hommes qui tendaient leurs coupes d'étain, remplies assez vite pour qu'ils n'eussent pas à quitter les rangs. Des fourgons regorgeaient de cordonniers qui, les jambes croisées sur leurs banquettes, raccommodaient les chaussures, maniant l'alêne aussi diligemment et aussi indifféremment que s'ils se fussent trouvés chez eux, dans leurs petites échoppes du Vaterland. D'autres véhicules, d'ordinaires charrettes de ferme à deux roues, convoyaientdes « nids » de

neuf mitrailleuses prêtes à être mises en action instantanément. Magnifique aussi le service médical : aussi pratiquement organisé, aussi complètement équipé que les grands hospices des villes, comme il convient d'ailleurs, car aucun hôpital urbain ne fut jamais appelé à traiter autant de cas urgents. Une section de ce service se composait exclusivement de pédicures. Le soldat allemand est passible de punitions sévères s'il souffre, sans en faire immédiatement rapport, du moindre commencement de cor aux pieds ou de durillon. Il n'a pas le droit de négliger ses extrémités, pas plus que ses dents ni aucune autre partie de son être ; car ses pieds ne lui appartiennent pas : ils appartiennent au kaiser. Et le kaiser veut qu'on les entretienne avec le plus grand soin, pour qu'ils puissent fournir de longues et harassantes marches et conduire à la bataille, à ses batailles, leurs titulaires nominaux. A un croisement de route, je vis un soldat armé d'une tondeuse. Un officier se tenait près de lui et scrutait de près la tête de chaque homme qui défilait. Chaque fois qu'il apercevait un soldat dont la chevelure dépassait d'un centimètre la longueur ou l'épaisseur réglementaires, ce soldat était appelé hors des rangs et la tondeuse parcourait le crâne et la nuque aussi prestement que celle qui dépouille les moutons de leur laine : et alors, le tondu, n'ayant plus de refuge capillaire pour la saleté, courait rejoindre sa compagnie. Des troupiers à bicyclette, avec des serpents de fils électriques placés entre eux sur des bobines, installaient des téléphones de campagne d'arbre en arbre, de façon que le général commandant pût converser avec n'importe quel fragment de cette colonne longue de 80 kilomètres.

L'armée ne dormait jamais d'une fois. La moitié marchait lorsque l'autre était au repos. Le soldat allemand est traité en machine de valeur, qui doit être maintenue à son maximum de vitesse et de rendement. Voilà pourquoi il est bien nourri, chaussé, habillé, et entraîné autant qu'un muletier nègre entraîne ses bêtes. Seuls, des hommes aussi bien soignés sont capables de fournir des marches de 50 kilomètres une semaine dans l'autre.

Personnellement, je n'ai jamais vu brutaliser un troupier qu'une fois. Un homme en faction devant le quartier général négligea de saluer un officier avec l'empressement voulu ; l'officier lui lacéra le visage de coups de cravache répétés. Bien qu'une ampoule enflât à chaque coup le visage du patient, celui-ci resta cependant au port d'armes, sans broncher. Spectacle peu agréable à contempler.

Un soldat anglais ou américain eût-il été traité de la sorte, on aurait, le lendemain, assisté aux funérailles d'un officier (1).

Comme nous franchissions un avant-poste allemand, un factionnaire se précipita sur la route et nous fit signe d'arrêter :

« Vous êtes Américains ?

— Oui.

— Alors, je dois vous conduire chez le commandant.

— Non pas ; nous allons dîner avec le général Boehn, et nous sommes en retard. Voyez ce laissez-passer signé du général lui-même...

— Il faut m'accompagner, fit obstinément l'autre : c'est l'ordre du commandant. »

Nous dûmes obtempérer. Tout en riant de notre propre nervosité, nous étions brusquement hantés par des visions de conseils de guerre, de cachots, de pelotons d'exécution. Avec les Allemands, on ne sait jamais, voyez-vous ! Ils n'ont pas l'esprit badin.

Le commandant et son personnel étaient installés dans une ferme à une distance d'un demi-mille. C'était un capitaine d'éclaireurs, obèse, haut en couleur, fort en verve.

« Je regrette de vous faire perdre du temps, dit-il, mais j'avais donné ordre aux factionnaires d'arrêter le premier auto américain qui passerait; et le vôtre a eu la mauvaise chance d'être celui-là. J'ai un frère en Amérique et je désirais lui faire parvenir une lettre pour lui annoncer que tout va bien avec moi. Auriez-vous l'obligeance de vous en charger ?

— Mieux que cela, capitaine, répondis-je. Donnez-moi le nom et l'adresse de votre frère, et, s'il lit le *New York World*, il apprendra, par le numéro de demain matin, que je vous ai rencontré.

Et le lendemain matin, selon ma promesse, M. F. zur Nedden, de Rosebank, New-York, eut la surprise de lire, dans son journal, que son frère, le capitaine, était douillettement cantonné dans une grande ferme de la banlieue de Renaix, et en excellente santé, malgré une consommation de vin rouge peut-être excessive.

Midi avait maintenant sonné depuis longtemps et nous nous trouvions à quelques milles de la frontière française, lorsque je vis planté, à l'en-

(1) On peut affirmer qu'un soldat belge ou français ne tolérerait, pas plus qu'un soldat américain ou anglais, de pareils traitements, dépassés encore un jour, près de Vilvorde (route de Bruxelles-Louvain), par un officier qui livra en pleine rue à un peloton d'exécution un soldat allemand qui s'était attardé trois ou quatre minutes hors des rangs pour aller caresser un petit enfant évoquant, à ses yeux, l'image d'un des siens. (*Note du traducteur.*)

trée d'un magnifique vieux château, le guidon attestant la présence du chef de l'armée.

Comme nous passions entre de majestueuses grilles, pour franchir une admirable allée carros sable, bordée de beaux arbres, et nous arrêter devant un perron, une douzaine d'officiers se précipitèrent à notre rencontre. Si cordial et si « sans-façon » fut leur accueil que j'eusse pu me croire un instant au seuil d'une hospitalière maison de campagne américaine. Le service téléphonique de campagne était si parfait que l'état-major était, à notre insu, resté en contact avec nous durant toute la suite de ces cinq heures et avait retardé pour nous l'heure du dîner.

Le général Von Boehn était un vieux et joyeux guerrier, à face rougeaude, à moustache grise, et qui semblait constamment s'inquiéter de savoir si on nous servait suffisamment à manger et surtout à boire. Il nous expliqua que les propriétaires belges du château avaient eu le mauvais goût de fuir avec leurs domestiques et de ne laisser dans leur cave qu'une bouteille de champagne, dont la qualité suppléait, d'ailleurs, à la quantité.

La plupart des officiers parlaient l'anglais. Pendant le repas, la conversation roula principalement sur les Etats-Unis, car un des convives avait été attaché à l'ambassade d'Allemagne à Washington et connaissait le terrain de golf de Chevy Chase mieux que moi ; un autre avait pêché dans les rivières de la Californie et chassé l'élan dans l'Etat du Wyoming ; un troisième avait suivi les cours de l'école militaire de Fort Riley.

Après dîner, nous nous groupâmes sur la terrasse, et Thompson nous photographia. Ces photographies sont probablement les seules — de cette guerre-ci au moins — qui représentent un général allemand en compagnie d'un correspondant de guerre américain non en état d'arrestation. Et après la séance photographique, nous voici réunis autour d'une table sur laquelle on a étendu une vaste carte du théâtre de la guerre, et nous abordons les « affaires sérieuses ».

Le général commença par m'affirmer que les récits d'atrocités commises par les troupes allemandes contre les non-combattants belges étaient autant de mensonges.

« Regardez les officiers qui m'entourent, dit-il : ce sont des *gentlemen* comme vous. Regardez ces soldats qui passent là-bas sur la route : beaucoup d'entre eux sont pères de famille. Franchement, vous ne les croyez pas capables des horreurs dont on les accuse.

Je répondis :

« Il y a trois jours, général, j'étais à Aerschot. Cette ville n'est plus qu'une hideuse ruine noire.

— Lorsque nous nous sommes installés à Aerschot, riposta le général, le fils du bourgmestre entra dans la salle à manger où se tenaient nos officiers et assassina le chef de l'état-major. Nous n'avons usé là que de représailles. La population fut traitée selon ses mérites.

— Mais pourquoi des représailles sur les femmes et les enfants ? demandai-je.

— Ni femme, ni enfant n'ont été tués, assura le général d'un accent convaicu.

— Je regrette de vous contredire, général, répartis-je non moins catégoriquement, mais j'ai vu de mes yeux les cadavres ; de même que M. Gibson, secrétaire de la légation des Etats-Unis à Bruxelles, lequel assista à la destruction de Louvain.

— Dame ! fit le général Von Boehn, si des femmes et des enfants s'obstinent à descendre dans la rue pendant qu'on s'y bat, ils courent fatalement le danger de mort. C'est malheureux, mais c'est la guerre.

— Mais, que dites-vous du cadavre de femme que j'ai vu, les mains et les pieds coupés, et de ce vieillard à cheveux blancs, et de son fils que j'ai aidé à ensevelir près de Sempst et qui avaient été tués, uniquement parce qu'un soldat belge en retraite avait tiré sur un soldat allemand, devant leur maison ? Le visage du vieillard avait été labouré de vingt-deux coups de baïonnette. Je les ai comptés. Et que pensez-vous de cette petite fille de deux ans tuée dans les bras de sa mère par un uhlan, et à l'enterrement de laquelle j'ai assisté à Heyst-op-den-Berg ? Et de cet autre vieillard qui, près de Vilvorde, a été suspendu par les mains aux poutres du plafond de sa maison et rôti, jusqu'à ce que mort s'ensuivît, à l'aide d'un feu de joie allumé sous ses pieds ? »

Mes précisions semblèrent déconcerter le général.

« Ces choses sont horribles, si elles se sont produites, dit-il. Naturellement, nos soldats, comme ceux de toutes les armées, nous débordent parfois et commettent des actes que nous ne tolérerions pas, si nous en étions témoins. A Louvain, par exemple, j'ai condamné deux soldats à douze ans de travaux forcés chacun, pour avoir violé une femme.

— A propos de Louvain, hasardai-je, pourquoi avoir détruit la fameuse Bibliothèque ?

— Nous l'avons regretté autant que vous, répondit le général. Elle subit la contagion des flammes qui dévoraient des maisons voisines, et nous ne pûmes la sauver (1).

(1) Au moment où il rédigeait ce récit, l'auteur de ce livre ignorait fatalement des faits qui allaient infliger

— Mais, en somme, pourquoi la mise à feu de Louvain ?

— Parce que la population civile avait tiré sur nos troupes. Tenez ! nous avons même trouvé des mitrailleuses dans quelques maisons de l'endroit. Et, ajoute le général, en s'accompagnant d'un violent coup de poing sur la table, chaque fois que des civils molesteront nos soldats, nous leur infligerons une leçon durable. Si des femmes et des enfants se mettent sur le chemin des balles, tant pis pour elles et pour eux.

— Comment expliquez-vous le bombardement d'Anvers par des zeppelins ? demandai-je.

— Le général répondit que les zeppelins avaient uniquement mission de lancer leurs bombes sur des fortifications et des troupes.

— Mais en fait, observai-je, ils n'ont détruit que des habitations particulières et d'inoffensifs civils, dont plusieurs femmes. Si une de ces bombes était tombée un peu plus près de mon hôtel, je ne serais pas ici fumant un de vos excellents cigares.

— Voilà, répliqua mon interlocuteur, une calamité qui ne s'est heureusement pas produite.

— Puisque vous voulez bien manifester un tel souci de ma sécurité, dis-je d'un ton convaincu, il vous est facile de me préserver du malheur, en n'envoyant plus de zeppelins à Anvers.

— Eh bien, herr Powell, fit le général en riant, nous allons réfléchir à cela. » Puis, avec gravité : « Je compte bien que vous porterez à la connaissance du public américain, par l'intermédiaire de votre journal, ce que je vous ai dit aujourd'hui, afin que vos compatriotes entendent notre version de cette histoire d'atrocités, après avoir entendu l'autre ; ce ne sera que justice. »

J'ai reproduit mon entretien avec le général Von Boehn, au mieux de mes souvenirs, presque mot à mot, et je m'abstiens de commentaires. Que mes lecteurs jugent par eux-mêmes à quel point les explications de l'état-major allemand, formulées par la bouche de son porte-parole, le général Von Boehn, peuvent être tenues pour convaincantes.

Avant le début de la conversation, j'avais demandé au général, pour mon photographe Thompson, l'autorisation d' « instantanéiser » la grande armée qui défilait. Cinq minutes après, Thompson filait en auto militaire, ayant pour cicerone l'officier qui avait fréquenté l'école militaire de Fort Riley. Le car s'arrêta au bord de la route, en un endroit bien éclairé, et chaque fois que Thompson voyait approcher un régiment, une batterie ou un escadron qui lui semblait digne de l'objectif, l'officier lançait un coup de sifflet et la colonne entière faisait halte.

« Attendez quelques minutes que la poussière se soit dissipée », dit Thompson, en allumant un cigare, et la 9e armée impériale, dont les rangs se déroulaient à perte de vue dans la campagne, de s'arrêter net jusqu'à ce que les conditions atmosphériques fussent redevenues propices à la photographie.

Au rapide passage d'une batterie de campagne de la garde impériale, Thompson fit une observation touchant la justesse du tir des canonniers américains à Vera-Cruz (pendant la guerre hispano-américaine).

« Laissez-moi vous montrer ce dont nos canonniers sont capables », fit l'officier en donnant un ordre qui se répercuta de distance en distance, à n'en plus finir. Un clairon sonna, huit chevaux tirèrent sur leurs colliers, les canonniers donnèrent des épaules contre les roues d'une pièce qui quitta la route, pivota et se trouva immédiateent en position dans un champ voisin. Sur un mamelon, situé à 3 milles de là, un ancien moulin battait l'air de ses énormes ailes. Un obus atteignit une de ses ailes et la réduisit en miettes.

« Beau travail ! opina Thompson. Si vos hommes continuent à si bien faire, ils pourront trouver de l'emploi dans la marine de guerre des Etats-Unis, une fois la guerre terminée. »

Dans les fastes de la guerre moderne, il n'y a rien, je crois ,de comparable à ce petit photographe du Kansas arrêtant, d'un geste péremptoire, une grande armée en marche et la photographiant à loisir, régiment par régiment, et puis faisant offrir à sa curiosité l'épreuve d'un canon de campagne de la garde impériale.

Ils se montrèrent fort courtois et hospitaliers à mon égard, ces officiers allemands, et je pris l'intérêt le plus vif à tout ce que je vis. Mais, tout pesé, ils m'apparurent moins comme des êtres humains, ayant des défauts et des vertus, des goûts

---

au général Von Boehn un éclatant démenti. Les destructeurs de Louvain regrettaient si peu l'incendie « accidentel de la Bibliothèque de Louvain » que, pendant les longs jours de pluie qui suivirent, ils laissèrent l'eau du ciel achever l'œuvre de la flamme et pourrir et détruire des masses d'anciens et précieux livres ou manuscrits éparpillés sous les yeux de tous et qu'il eût été facile de sauver si la garnison prussienne n'eût été occupée à terroriser aussi ce qui restait d'habitants ou à boire, du matin au soir, dans une buvette en plein vent faite avec le mobilier d'une maison mise à sac. Voilà la vérité, dont furent témoins des milliers de Bruxellois qui se rendirent à Louvain en septembre, encouragés par les Allemands eux-mêmes, qui espéraient les terroriser par cette exhibition. (*Note du traducteur.*)

ou des antipathies personnels, que comme les pièces, plus ou moins importantes, d'une machine étonnamment perfectionnée, commandée et dirigée par les froids calculs d'une intelligence en fonction à grande distance, à Berlin. Cette machine comporte à peu près autant d'élément humain qu'une machine à hacher la viande, un concasseur de pierre, ou la chaise d'électrocution de Sing-Sing. Sa mission est d'écraser, d'oblitérer, d'anéantir, sans se laisser toucher par aucune considération chevaleresque, ni aucune des influences de la civilisation.

Je crois que les Allemands, avec leurs facies sombres et résolus, leurs uniformes monotones et l'incessante, l'obsédante trépidation de leurs bottes, me portèrent sur les nerfs, car ce fut avec un profond sentiment de soulagement que je retournai le capot de ma voiture dans la direction d'Anvers et de mes amis les Belges.

A. Powel.

(*Traduit par* Gérard Harry).

QUESTIONS MILITAIRES

—

A PROPOS DE LA DEUXIÈME GUERRE DANS LES BALKANS

BULGARES CONTRE SERBES

VII

Dans cet article — qui sera le dernier de la série (1) — je voudrais parler de l'armée serbe, montrer ce qu'elle était au début de la guerre contre les Turcs (octobre 1912), relater à grands traits l'évolution qui s'opéra en elle tant au cours même de cette première guerre que des armistices qui la suivirent, et faire entrevoir à quel degré de préparation à la guerre elle était parvenue quand la seconde campagne commença dans les Balkans (29-30 juin 1913). On y verra qu'à l'inverse de ce qui s'est passé dans le camp bulgare — où l'armée, très solide au début, ne fit que perdre de sa valeur par suite des événements et aussi des fautes commises — l'aptitude à la guerre de l'armée serbe augmenta chaque jour au cours de ces neuf mois, grâce à des circonstances particulièrement heureuses et aussi à des mesures très sages du haut commandement.

*
* *

En 1912, la Serbie avait une population de 2.800.000 habitants. L'effectif moyen annuel de l'armée du pied de paix était de 32.000 hommes — chiffre dont il faut défalquer 2.000 officiers et 3.000 employés. — En principe le service dans l'infanterie était de 18 mois, dans les armes montées il était de 2 ans ; mais, en fait, avec un budget de la guerre de 30 millions à peine, le service était réduit à 6 mois pour l'infanterie et à 18 mois pour la cavalerie. Il en résultait que, pendant l'hiver, l'effectif de l'armée serbe ne dépassait pas 9.000 hommes, tandis que pendant la belle saison, il atteignait parfois 40.000 hommes (1).

Sur le pied de paix, l'armée serbe comprenait 5 divisions d'infanterie, dénommées, d'après leurs emplacements, divisions de Morawa, de Drina, du Danube, de Choumadia et du Timok. Chacune de ces divisions était à 4 régiments de 3 bataillons de 4 compagnies (l'échelon de la brigade n'existait donc pas dans l'armée serbe, qui n'en a jamais ressenti le besoin même pendant la guerre) ; en outre, chaque division possédait un régiment d'artillerie à 9 batteries de 4 pièces de 75 à tir rapide. Enfin, il y avait encore une division de cavalerie de 4 régiments (à 4 escadrons) et d'un groupe de 2 batteries à cheval.

Depuis l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à l'Autriche (1908), l'armée serbe, sortant de sa torpeur antérieure, se préparait à la guerre; elle le faisait très consciencieusement et sans en avoir l'air. L'armement de l'infanterie avait été modifié, on avait adopté le fusil Mauser et les mitrailleuses Maxim; en outre, on avait acheté au Creusot une pièce de 75 millimètres à tir rapide. Sous l'impulsion du général Rachitch (2) — qui a passé deux années en France—des écoles de tir furent créées, pour toute l'armée, et beaucoup d'officiers et même de sous-officiers vinrent y suivre des cours pratiques. Enfin, des officiers serbes furent envoyés à l'étranger, principalement en France, soit dans des régiments, soit à notre École supérieure de guerre.

Durant la période de 1908 à 1912, il y eut de fréquents appels de réservistes et par des mesures heureuses, dont il est inutile de donner ici le détail, on augmenta le nombre des officiers de complément. On alla même, en 1911, jusqu'à tenter une expérience de mobilisation — celle de la division de Drina — qui donna des résultats très satisfaisants.

(1) Voir *Revue Bleue* des 13 décembre 1913, 17 janvier, 28 février, 28 mars, 23 mai, 20 juin 1914.

(1) Si l'on veut, d'après ces simples données, juger de l'effort produit par le peuple serbe, il suffira de dire qu'au cours des deux guerres dans les Balkans, la Serbie a fait passer sous les drapeaux plus de 450.000 hommes. C'est un effort colossal, absolument identique à celui qu'ont fait les Bulgares : cela représente 16,5 0/0 de la population totale.

(2) Pendant la guerre, il commanda la division du Danube 2e ban; il est, en ce moment, à la tête de l'Ecole militaire de Belgrade.

*
* *

Mais ce n'est pas en quatre ans qu'on fait une armée.

Si la brutale annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine avait réveillé l'esprit militaire de la nation serbe, le temps et l'argent avaient manqué pour doter l'armée de tout ce dont elle avait besoin à la guerre.

Je vais en donner, immédiatement, la preuve.

L'ordre de mobilisation de l'armée serbe fut lancé le 30 septembre 1912; mais, pour donner aux réservistes le temps de prendre leurs dispositions, la mobilisation ne devait commencer que le 3 octobre. Or, il arriva que l'enthousiasme populaire fut si grand que les réservistes rejoignirent de suite, sans tenir compte du délai de trois jours. Et comme le recrutement est régional, tous les réservistes affluèrent rapidement dans les régiments où ils avaient fait leur service actif. Aussi, dès le 7 octobre, et contrairement aux prévisions, l'armée serbe tout entière était dans les casernes. Voilà pour le côté moral; c'est un fait qui prouve nettement que la guerre était acceptée avec joie.

Mais il y a un revers à la médaille. On se trouva ainsi en présence de 360.000 hommes. Or, il n'y avait que 250.000 fusils; en outre, beaucoup de canons du Creusot avaient été arrêtés par les Turcs; enfin, l'habillement et l'équipement faisaient en partie défaut. Il fallut renvoyer une centaine de mille de réservistes dans leurs foyers.

Avec les 270.000 hommes restants, le grand état-major serbe forma :

1° 5 divisions d'infanterie du 1er ban et une division de cavalerie. Ces divisions conservèrent leurs dénominations du temps de paix : Morawa 1er ban, Drina 1er ban, Danube 1er ban, Choumadia 1er ban, Timok 1er ban. Chacune d'elles comprit 4 régiments d'infanterie à 4 bataillons et une artillerie divisionnaire de 9 batteries, soit au total 25.000 hommes — les hommes du 1er ban avaient de 21 à 31 ans.

2° 5 divisions d'infanterie du 2e ban, qui prirent les dénominations de leurs régions de mobilisation : Morawa 2e ban, Drina 2e ban, Danube 2e ban, Choumadia 2e ban, Timok 2e ban. Chacune d'elles comprit 3 régiments à 4 bataillons et une artillerie divisionnaire de 3 batteries, soit au total 18.000 hommes — les hommes du 2e ban avaient de 31 à 38 ans.

3° 15 régiments du 3e ban, c'est-à-dire un régiment par circonscription, avec les hommes du 3e ban, de 38 à 45 ans.

4° 6 régiments du 1er ban, dits régiments supplémentaires.

Les 10 divisions et les 6 régiments supplémentaires devaient former les armées d'opérations. Le 1er ban fut habillé en kaki, le 2e ban avec les uniformes ancien modèle; le 1er ban reçut des tentes, mais il n'y en eut pas pour le 2e ban. Enfin, les régiments du 3e ban n'eurent pas de tenue militaire.

L'encadrement de toutes ces formations ne fut pas commode, car il n'y avait que 2.000 officiers de l'active. Aussi les compagnies du 1er ban partirent en campagne avec un capitaine et généralement un lieutenant de l'active, 70 hommes de l'active et 200 réservistes. Quant aux compagnies du 2e ban et à plus forte raison du 3e ban, elles ne comptaient aucun homme de l'active et elles n'étaient encadrées qu'avec des officiers de complément. Seuls, les officiers supérieurs du 2e ban appartenaient au cadre actif; ils étaient doublés d'un capitaine de l'active, appelé à les remplacer, le cas échéant.

Après tout cela, le lecteur estimera sans doute qu'il n'est pas exagéré de dire qu'au début de la première guerre dans les Balkans, la préparation matérielle des Serbes est loin d'être comparable à celles des Bulgares, au même moment.

*
* *

Il en est de même au point de vue de la préparation du plan de guerre contre les Turcs.

J'ai montré, dans l'article précédent, que le chef d'Etat-Major de l'armée bulgare, le général Fitchef, avait, durant deux années entières, préparé très minutieusement le plan de campagne des armées bulgares contre les Turcs. Le plan de campagne des Serbes fut fait beaucoup plus hâtivement; je crois qu'on peut dire, sans craindre de se tromper, qu'il ne date que du mois de juin 1912 — trois mois avant la guerre, par conséquent. — Ce plan fut élaboré, après entente entre les deux chefs d'état-major des armées serbe et bulgare, le voïvode Putnik et le général Fitchef. Ce dernier fit de fréquents voyages à Belgrade, au cours de l'été 1912, et il arrêta, de concert avec l'état-major serbe, un véritable plan d'opérations combinées des deux armées, qui fut dénommé « Convention serbo-bulgare du 19 juin 1912. ».

Voici cette convention :

« En cas de guerre entre la Bulgarie et la Serbie d'une part, la Turquie de l'autre, dans l'hypothèse où la principale armée turque serait concentrée dans la région Skoplje (Uskub) Kumanovo — Kotchana — Velès, les troupes alliées destinées à agir sur le théâtre d'opérations du Vardar seront réparties comme il suit :

1° Une armée Serbe de 2 divisions marchera par le Kara-Dag sur Skoplje ; elle formera l'aile droite des troupes alliées.

2° Une armée Serbe de 5 divisions d'Infanterie et

1 division de cavalerie avancera par la vallée de la Moravitza et de la Peinja, sur le front Kumanovo — Kratovo ; elle formera le centre du dispositif et agira contre le front ennemi.

3° Une armée bulgare de 3 divisions formera l'aile gauche des troupes alliées et opérera contre l'aile droite et les derrières de l'ennemi, dans les directions de Kustendil — Egri-Palanka-Skoplje et Kustendil-Carevoselo-Kotchana.

4° Les deux chefs d'Etat-Major reconnaîtront ensemble la région entre Kustendil et Vranja et si cette reconnaissance démontre la possibilité d'employer de grandes masses dans la direction Kustendil-Egri-Palanka-Skoplje, les 2 divisions serbes destinées à opérer par le Kara-Dag, contre Skoplje, seront si la situation générale le permet, employées à renforcer l'aile gauche des troupes alliées et seront concentrées, à cet effet, près de Kustendil.

5° Pour couvrir le flanc droit des troupes alliées, le chef d'état-major serbe disposera, à sa convenance, des 3 divisions restantes du 2e ban. »

On retrouve bien, dans ce plan, la manière de faire du général Fitchef; c'est la bataille basée sur une idée préconçue. D'après lui, l'armée turque sera sur l'Ovce Pole et tout est combiné pour l'y battre. Là, comme ailleurs, les événements se déroulèrent autrement qu'on ne l'avait prévu et la bataille eut lieu à Kumanovo, mais je ne m'arrête pas à cette critique qui me mènerait beaucoup trop loin ; je veux simplement montrer que l'état major serbe n'eût que trois mois pour étudier dans ses détails, la concentration de l'armée serbe d'après le plan ci-dessus. D'ailleurs, ce plan ne fut même pas exécuté complètement car, dans l'intervalle, les Grecs étaient entrés dans la combinaison et au lieu de 3 divisions bulgares à l'aile gauche des troupes alliées, il ne devait plus y en avoir qu'une.

En fait, voici la répartition exacte des forces serbes après concentration, le 17 octobre, date à laquelle la Serbie déclara la guerre à la Turquie,

a) Au centre, la Ire armée sous les ordres du rince Alexandre ayant pour chef d'état-major le généra Boïovitch. Elle comprenait 5 divisions d'infanterie et 1 division de cavalerie et elle était concentrée sur la haute Morawa, autour de Vranja.

b) A droite, la IIIe armée sous les ordres du général Yankovitch. Elle comprenait 3 divisions d'infanterie et 1 brigade supplémentaire. Sa zône de concentration était dans la région au nord de Pritchina.

c) A gauche, la IIe armée sous les ordres du général Stepanovitch. Elle comprenait 1 division serbe et 1 division bulgare (la 7e, dite du Rilo) et sa zône de concentration était en territoire bulgare, entre Kustendil et Dubnitza.

d) A l'extrême droite, le détachement d'armée de l'Ibar sous les ordres du général Jivkovitch, comprenant la division de Choumadia 2e ban et enfin la brigade indépendante de Javor (c'était une brigade supplémentaire). Leur zône de concentration était dans la région au nord du Sandjak de Novi-Bazar.

(*A suivre.*) ★★★

LE SORT DE L'AUTRICHE

De tous les Etats qui ont participé à la guerre européenne, le plus atteint a été, à coup sûr, l'Autriche-Hongrie. Les défaites, que les Russes lui ont infligées, ont été aussi nombreuses que coûteuses ; les batailles de Galicie et des Carpathes compteront parmi les plus acharnées de l'histoire ; la capitulation de Przemysl restera parmi les plus mémorables. Sur le front Serbe, le désastre de Potiorek, près de la Koloubura a mis fin à l'entreprise balkanique, qui était à l'origine même de la crise continentale. La menace italienne et la menace roumaine pèsent sur l'empire de François-Joseph depuis plusieurs mois. Ces échecs et ces périls accumulés ont engendré, à l'intérieur, une dislocation qui s'est déjà affirmée en traits saisissants. La Hongrie, pressée par le Nord, enveloppée de haines à l'Est et au Midi, a été tentée, à plusieurs reprises, de faire sécession et de négocier une paix séparée. Les populations slaves et roumaines, opprimées par les gouvernements de Vienne et de Budapest, n'ont pas dissimulé leur antipathie pour la cause, qu'elles étaient appelées à défendre. Bien que les détails manquent sur les échauffourées, parfois sanglantes, qui se sont produites dans les diverses parties de la monarchie, on sait que des régiments se sont mutinés, que des barricades ont surgi, que les nationalités subjuguées ont essayé de secouer leur servitude. Jamais Etat ne se jeta dans une lutte extérieure avec un tel manque d'unité interne ; jamais Etat ne fut paralysé à un pareil degré par les antagonismes ethniques, religieux et autres. Enfin, la détresse publique, s'adjoignant à toutes les causes de faiblesse qui coexistaient déjà, a suggéré plusieurs fois la prévision d'un soulèvement général, où sombrerait la fortune des Habsbourg. Pour retrouver en Autriche-Hongrie une période d'égale dislocation, il faut revenir à soixante-sept ans en arrière, à l'heure où Vienne et Prague se révoltaient, où la Hongrie tout entière s'insurgeait, où Magyars et Croates en venaient aux mains, et où la cour impériale s'enfuyait dans les montagnes

du Tyrol. Mais alors l'Empire n'était menacé par aucun ennemi du dehors : tout le péril, pour lui, venait de la volonté d'indépendance et de liberté politique, qui travaillait ses différents peuples.

Un problème se pose aujourd'hui, devant tous ceux qui scrutent la marche des événements, en attendant qu'il sollicite l'examen de la diplomatie. Quel sera le sort, quelle sera la place de l'Autriche-Hongrie dans l'Europe de demain, dans cette Europe qui se forge sur les champs de bataille et qui succèdera à l'Europe mal équilibrée de 1871 et de 1878 ? Cette Autriche-Hongrie subsistera t-elle et si elle se survit à elle-même, quelles seront ses dimensions ? Quelles mutilations nécessaires aura-t-elle subies ?

*
* *

Lorsqu'on repasse brièvement la phase d'histoire qui va de 1815 à 1915, — du congrès de Vienne au congrès en préparation, — on s'aperçoit que l'Autriche-Hongrie n'a cessé de décliner. Elle a fait les frais des deux grandes unifications — allemande et italienne — qui se sont réalisées. Magenta et Solférino lui ont enlevé la Lombardie, Sadowa lui a arraché son prestige dans le monde germanique et la possession de la Vénétie.

Au congrès de Berlin, en 1878, Bismarck qui veut la séduire, lui imposer son alliance, lui faire oublier le désastre de 1866, la rejette vers l'Orient. En lui donnant la Bosnie-Herzégovine, et Novi-Bazar, qu'elle occupe militairement, il laisse entrevoir, au cabinet de Vienne, l'accès de la mer Egée et l'héritage de l'Etat Ottoman, et par là, il crée entre l'Empire Danubien et l'Empire des Tsars, un antagonisme irréductible : ils vont désormais — en dépit d'accords momentanés et toujours mal respectés, se disputer l'hégémonie des Balkans. En 1908, le baron d'Aehrenthal croit l'heure venue de marquer ses ambitions, de planter un jalon sur la route de Salonique. Il proclame l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, qui se trouve ainsi détachée définitivement de la Turquie ; mais par une incompréhensible contradiction, il restitue en même temps à la Porte le district de Novi-Bazar, long couloir entre la Serbie et le Monténégro. Les Serbes avaient accepté l'occupation militaire de la Bosnie-Herzégovine, pays peuplé de leurs frères d'origine, mais l'annexion les irrita, parce que, du même coup, leurs visées d'avenir sur cette contrée étaient lésées. On sait comment le baron d'Aerenthal fit mobiliser 300.000 hommes et dépenser 700 millions pour les contenir, et comment l'ambassadeur d'Allemagne, — qui était déjà M. de Pourtalès, — arrêta la Russie par un ultimatum catégorique. Toute la crise de 1914-15 était en germe dans cette crise de 1908-1909.

L'Autriche-Hongrie croyait avoir gagné la partie : c'était une erreur grave. — Tous les Etats balkaniques, jusque-là hostiles les uns aux autres, se coalisèrent pour paralyser sa descente vers Salonique. Afin de lui retirer l'expectative de l'héritage ottoman, ils prirent les armes et hâtèrent l'ouverture de la succession. Le pacte de 1912, conclu sinon sur l'initiative, du moins avec l'approbation de la Russie, groupa la Serbie, la Grèce, la Bulgarie, le Monténégro, et un accord en bonne et due forme délimita les parts des alliés.

L'Autriche-Hongrie, qui avait, en somme, dépouillé la Turquie en 1908, par l'annexion de la Bosnie, n'avait aucune entente avec le gouvernement de Constantinople. Elle n'osa point faire pièces à la coalition, mais elle en souhaita et en espéra la défaite. Sa déception fut dure. Si l'Empire ottoman perdit la Macédoine, la vieille Serbie, l'Albanie et Novi-Bazar, le grand désastre fut pour le cabinet de Vienne, qu'une barrière d'Etats consistants et bien armés séparait maintenant de la mer Egée. Ainsi la politique impérialiste, entreprise en 1908-1909, avait abouti simplement à rassembler des nationalités qui, jusque-là, s'affaiblissaient l'une l'autre dans d'interminable querelles. La route de Salonique était fermée.

La chancellerie viennoise crut la rouvrir en suscitant la seconde guerre balkanique : elle lança la Bulgarie sur la Serbie et la Grèce, mais elle ne tarda pas à s'apercevoir qu'elle avait encore aggravé sa situation. Non seulement la Serbie et la Grèce l'emportaient sur la Bulgarie, et l'écartaient de la vallée du Vardar, en la dépouillant d'une part de ses conquêtes récentes, mais encore la Roumanie qu'on considérait, jusque-là, comme une vassale des Empires germaniques et qui leur était liée, pensait-on, par une convention militaire formelle, prenait position contre le cabinet de Sofia. N'hésitant pas à rompre une solidarité de fait, qui était demeurée intacte depuis trente-cinq ans, elle se levait pour étouffer la menace de l'hégémonie bulgare ; elle envahissait le territoire bulgare, et imposait à Ferdinand Ier la paix dans Bucarest, une paix qui lui assurait à elle-même la Drobrudja méridionale, soit 8.000 kilomètres carrés et 350.000 âmes.

Le programme d'action, que l'impérialisme austro-hongrois avait conçu dans les Balkans, s'écroulait par la base. De même que Sadowa avait exclu de la Confédération germanique, l'Empire des Habsbourg, de même les deux campagnes de 1912 et de 1913 l'évinçaient du monde oriental. Ses

industriels qui pensaient s'approprier, monopoliser les marchés de la Péninsule, ses financiers qui entrevoyaient d'immenses et lucratifs travaux publics, ses hommes politiques qui espéraient accomplir, au profit de l'idée allemande et magyare, la jonction des deux mers, de l'Adriatique et de l'Egée, — sentaient soudain l'effondrement de leur rêve. Les millions de Slaves, que l'Etat impérial et royal prétendait annexer et subjuguer, lui échappaient par la force de leur victoire, sauvant en même temps de cette tutelle écrasante les Bulgares et les Hellènes. Ce qui est plus grave, leur prestige, leur puissance de rayonnement sur les millions de Slaves, qui obéissaient aux agents de François-Joseph, venaient de grandir tout à coup dans une inappréciable mesure ; ils allaient exercer, sur ces populations assujetties, une attraction grandissante, précipiter l'émiettement de cette double monarchie qui ne subsistait plus que par une succession de prodiges. L'Autriche-Hongrie détestait, dans la Serbie, le Piémont du monde slave. Elle voulait à la fois rompre la digue qui s'interposait entre la Bosnie et la mer Egée, ressaisir son influence compromise dans les Balkans, venger sa défaite de 1913, conjurer un péril qui était très réel et qu'elle s'exagérait encore. Et c'est ainsi que Berchtold, successeur vaniteux et imprudent du téméraire et orgueilleux d'Aerenthal, marcha à la catastrophe finale.

*
* *

Pendant de longues années, la diplomatie a vécu sur le mot fameux de Palacky : « Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer. » Par principe, la diplomatie est conservatrice, respectueuse de ce qui est, hostile aux innovations, soucieuse d'éviter toute perturbation de l'ordre établi. Et l'Autriche, surtout après la conclusion du pacte dualiste de 1867, lui apparaissait comme un élément essentiel de conservation. Aucune cour n'était plus traditionnaliste, plus misonéiste que celle de Vienne : ayant souffert tant de fois de la révolution — puisque l'Allemagne et l'Italie étaient issues, contre elle de révolutions faites conjointement d'en haut et d'en bas — elle avait intérêt à écarter, avec l'énergie du désespoir, tout changement et à tempérer ses propres ambitions. Loin d'infliger des tourments aux diplomates, elle devait être la gardienne fidèle d'un état de choses, dont ils ne discutaient ni la légitimité, ni la solidité foncière, mais qui avait le mérite d'exister.

Ils se complaisaient aussi dans cette idée, — devenue dérisoire pour nous. — que l'Autriche-Hongrie préservait l'Orient européen d'une tourmente continue, d'une crise incessamment renouvelée, en exerçant une façon d'arbitrage entre le germanisme et le slavisme. Elle était, en effet, germaine par les provinces des Alpes, par Linz et par Vienne, et slave par la Bohême, la Galicie, la Croatie, etc. Et comme elle contenait encore d'autres nationalités, elle empêchait tous ces éléments ethniques de se heurter les uns aux autres, en leur imposant une cohésion administrative, en les rassemblant sous une pensée unique et sous un double gouvernement. Cette conception bizarre, que ce chaos de peuples subsisterait toujours tel quel, et que ce désordre formidable servirait l'ordre européen, ne paraissait nullement paradoxale à la diplomatie.

Mais on se demande aujourd'hui, après tant d'événements survenus, comment les esprits les plus opiniâtres pourraient encore reprendre et défendre le mot de Palacky.

L'Autriche-Hongrie a cessé, en 1908, et même un peu auparavant, d'être une puissance conservatrice. Elle s'est révélée au plus haut degré perturbatrice. En visant le débouché de la mer Egée, elle a mis le feu au monde balkanique ; en annexant la Bosnie, elle a imprimé un prodigieux ébranlement à toutes les races slaves. Son impérialisme, prolongement de l'impérialisme allemand, s'est affirmé plus subversif encore que ce dernier. Pour tout observateur informé, elle s'est manifestée comme la menace suprême pour la paix et pour l'équilibre de l'Europe. L'assassinat de l'archiduc héritier (dont les origines et les circonstances furent étrangement suspectes) n'a été que l'occasion rêvée. M. Giolitti au Parlement italien, et M. Take Jonesco dans la presse roumaine, ont déclaré hautement que dès le mois d'août 1913, la cour de Vienne avait pressenti les chancelleries de Rome et de Bucarest sur l'attitude qu'elles adopteraient, au cas d'une agression autrichienne contre la Serbie. Ainsi la crise européenne eût pu éclater tout aussi bien un an plus tôt : la camarilla qui entourait François-Joseph et François-Ferdinand avait hâte de la susciter, afin d'exécuter son plan chimérique. Et peu m'importe que, dans la procédure suivie, de juillet à août 1914, Tisza ait été plus coupable que Berchtold, ou que des suggestions de Berlin aient, au dernier moment, triomphé des scrupules renaissants de Vienne : l'impérialisme austro-hongrois a sa large part dans la responsabilité de la conflagration.

Si nous admettons, avec la conscience populaire, que l'Europe nouvelle doit être l'Europe des nationalités, que chaque nationalité doit y former une unité, une réalité vivante et respectée, ras-

sembler ses éléments épars, dégager des tutelles étrangères ceux que les violences historiques ont temporairement accablés, nous nous posons plus nettement que jamais ce problème : que sera demain l'Autriche-Hongrie ?

Regardons-la de près. Elle n'est qu'une hiérarchie d'oppressions. Dans les capitales de l'Empire — Vienne et Budapest, — et dans les capitales des provinces, à la ville et dans les champs, et jusque dans les milieux syndicaux, les groupements ethniques s'entrechoquent avec fureur. Chacun d'eux prétend écraser le voisin. Si les Allemands et les Magyars se sont entendus pour dominer les autres peuples de la double monarchie, leur accord est précaire. Les Allemands trouvent que les Magyars tiennent trop de place dans les hautes fonctions, et les Hongrois rêvent d'une autonomie plus concrète, qui aille jusqu'à l'indépendance. Dans la diète de Bohême, Tchèques et Germains poursuivent une lutte ininterrompue depuis des décades, comme Italiens et Teutons au palais d'Innsbruck ; — Serbes, Croates, Slovènes, Roumains, sont en perpétuelle fermentation. Depuis vingt ans, cette crise intérieure s'est aggravée sans relâche : nulle part, la loi, les engagements solennels du pouvoir n'ont été respectés : partout, c'est le règne de la dictature brutale. Chaque fois qu'un ministre a essayé de reconnaître le droit d'une des nationalités soumises à l'égoïsme germano-magyar, il a été chassé. Quand Hohenwart, il y a quarante-quatre ans, songea à desserrer les liens de la Bohême, Andrassy et les Hongrois l'éliminèrent, pour éviter que les Slaves de Hongrie ne fissent valoir leurs revendications. L'empereur François II disait : « Mes peuples sont antipathiques les uns aux autres : tant mieux; de leurs antipathies naît l'ordre, et de leur haine réciproque, la paix générale ». Le mot est aussi faux que celui de Palacky. L'Autriche-Hongrie était un empire militaire gouverné par une bureaucratie rétrograde, une création de la force, une prison malsaine où étouffaient des millions d'hommes. Il n'y a pas une nation austro-hongroise; il n'y a même pas une nation autrichienne et une nation hongroise. Comment l'Etat des Habsbourg survivrait-il au choc énorme qu'il reçoit ?

*
* *

Si l'on applique strictement le principe des nationalités, l'Empire Danubien, sur 675.000 kilomètres carrés, qui constituent sa superficie, (300.000 pour l'Autriche, 282.000 pour la Hongrie, 42.000 pour la Croatie, 51.000 pour la Bosnie-Herzégovine), devra en céder 83.000 à la Pologne restaurée, 128.000 à la Roumanie, 117.000 à la Serbie, au moins 15.000 à l'Italie. Il restera 93.000 kilomètres pour les territoires autrichiens de langue allemande, 160.000 pour la Hongrie, 79.000 pour la Bohême.

Sur 51 millions d'êtres humains qui forment la population actuelle, 8.400.000 passeront à la Pologne, 6.700.000 à a Roumanie, 5 1/2 millions à la Serbie, 1.400.000 à l'Italie. Il demeurera 7 1/2 millions d'habitants pour l'Autriche germanique, 10 millions pour la Bohême, 12 millions pour la Hongrie.

Deux hypothèses se présentent ici : ou bien l'Autriche de langue tudesque, la Bohême, la Hongrie magyare mèneront chacune une existence indépendante, ou bien elles formeront un état trialiste, dont les trois parties jouiront de droits égaux. Il se peut que cette solution tende à prévaloir, pour plusieurs raisons, que nous n'avons point le loisir d'exposer et de discuter ici. Même si cet Etat trialiste surgit sur les vestiges de l'ancien empire danubien, il n'aura plus rien de commun avec celui-ci. Il ne fera point figure de grande puissance dans le monde, n'atteignant même pas à 30 millions d'individus ; il ne pourra caresser aucun rêve impérialiste, puisqu'il sera enveloppé d'Etats Balkaniques, dont la vigueur aura doublé ; il ne consacrera aucune suprématie germano-magyare, car la Bohême, de ses trois sections, sera la plus riche, la plus laborieuse, la plus ouverte à la civilisation moderne ; il ne visera plus à dominer l'Adriatique, tout accès direct lui étant interdit sur cette mer. La diplomatie examinera toutefois comment elle pourra assurer ses communications avec l'extérieur.

Trois Etats séparés ou un Etat trialiste de dimensions médiocres : voilà ce qui subsistera demain de l'Empire des Habsbourg, si l'on s'en réfère au principe des nationalités, je veux dire, si l'on consulte la volonté des peuples. Seuls pourront regretter la vieille Autriche-Hongrie ceux qui auront à apprendre, une seconde fois, la géographie de l'Europe. Cette Autriche-Hongrie, qui étouffait systématiquement la liberté, le droit des citoyens, le droit des collectivités, qui s'affirma fidèle à toutes les époques, aux méthodes gouvernementales d'un Metternich, qui associait à un bureaucratisme intolérable les reste d'un féodalisme étriqué, n'aura jeté au vent de l'espace aucune pensée généreuse. Elle n'était remarquable que par l'organisation de sa police politique et par l'hypocrisie de ses diplomates. Elle aura subi le juste châtiment d'un crime contre l'humanité.

PAUL LOUIS.

TROP DE ZÈLE

La critique française nous fait assister, depuis quelque temps, à un singulier spectacle. Il paraît peu de livres ; les imprimeurs chôment, les éditeurs font de même, et le public n'achète pas. Alors, que faire ? On regarde du côté de nos ennemis, non pour chercher à les mieux connaître, mais pour déprécier, inconsidérément et inutilement, leurs écrivains et leurs artistes. C'est si facile ! On se donne même ainsi un air de patriote, et l'on procure un instant de joie au lecteur ignorant.

Ainsi agirent les Allemands après leurs victoires de 1870. Leur succès avait été si complet et tellement inattendu, qu'ils en furent d'abord comme étourdis. Puis ils se ressaisirent, firent un retour complaisant sur eux-mêmes, et se dirent que, puisqu'ils avaient vaincu l'armée réputée la meilleure du monde, ils devaient être un grand peuple, un très grand peuple. Dès lors, tout ce qui les concernait, leur littérature, leur philosophie, leur présent et leur passé, tout l'ensemble de leur civilisation leur apparut sous des dimensions grandioses ; ils virent tout dans le miroir grossissant de leur orgueil.

L'idée d'une *culture*, dans le sens démesuré que les Allemands de maintenant attachent à ce mot, cette idée d'un état de civilisation créé par eux, et que leurs voisins n'auraient qu'à adopter, cette idée est de date récente ; elle est absolument étrangère aux classiques allemands du dix-huitième siècle. Le grand dictionnaire des frères Grimm, cet immense répertoire de la langue allemande, qui compte déjà treize volumes in-quarto à deux colonnes, et qui n'est pas complet, ne contient même pas le mot de *Kultur ;* pourtant, la lettre K tient à elle seule un gros volume de 2.916 colonnes d'une impression très serrée. Gœthe — pourquoi ne pas le citer ? — ne cessait de dire que la civilisation moderne était l'œuvre commune des nations européennes ; il croyait même à l'avènement prochain d'une « littérature universelle, à laquelle tous les esprits sérieux, quelle que fût leur origine, apporteraient leur part ».

Ainsi pensaient les Allemands d'autrefois ; les Allemands de maintenant pensent autrement, et ils en porteront la peine. Mais gardons-nous de glisser à notre tour sur la pente d'un individualisme exclusif. Récemment déjà, un critique musical essayait de nous persuader que Richard Wagner n'était qu'un ménétrier de village. L'Autriche a eu de grands compositeurs : c'est sa plus belle gloire. Haydn et Mozart vont sans doute souffrir de ce que l'Autriche est notre ennemie. Beethoven pourra être épargné : il était bien né en territoire allemand, mais sa famille était d'origine flamande.

Et ainsi du reste. Sainte-Beuve, Renan, Taine, qui ont cru que les écrivains allemands avaient quelque valeur, étaient dupes d'une illusion. On nous prouve maintenant que Gœthe n'était qu'un génie obscur, un apôtre de l'ennui, et l'on cherche dans le poème de *Faust* les origines de la guerre actuelle. Je ne serais pas étonné si, un de ces jours, un professeur de philosophie venait nous démontrer que Kant et Schopenhauer n'étaient que des sophistes : peut-être est-ce déjà fait. A quoi bon, et pourquoi nous fausser le jugement ? Quoi que l'heure présente ait de passionnant, gardons la mesure dans les choses de goût. A nous livrer à des sorties intempestives et inutiles, nous risquerions de nous discréditer à notre tour aux yeux du monde civilisé.

A. Bossert.

LA VIE LITTÉRAIRE (1)

—

L'ÉTAT D'ESPRIT ALLEMAND

Voici un livre, l'*Essai sur la formation de l'Esprit public allemand*, de M. Jacques Flach (2), que je souhaiterais voir entre toutes les mains C'est un livre court, mais plein de substance ; discret, mais fort, d'autant plus fort que, soucieux de se tenir dans les sereines régions de la science, il n'élève jamais le ton. On devrait le répandre à profusion en France et... ailleurs. Il montrerait à ceux qui ont tout l'air de n'en être pas encore bien sûrs, la monstruosité morale qu'est l'actuel état d'esprit allemand et, si cet argument ne les touchait point, — ce que je n'ose croire — le danger qu'il aurait fait courir au monde si l'Allemagne avait été victorieuse. Impartial et tout conforme à la plus stricte méthode historique, ce petit livre a, en outre, le très grand mérite d'être empreint de saine ironie et de généreuse indignation en des matières où, parce qu'elles sont morales, il n'est pas permis, comme le rappelait récemment M. Roo-

(1) En l'absence de notre distingué confrère Lucien Maury, mobilisé en Alsace, M. Paul Gaultier est chargé de la critique littéraire.

(2) *Essai sur la Formation de l'Esprit public allemand.* (Librairie de la Société du Recueil Sirey.)

sevelt, d'être neutre, la neutralité y revêtant, en dépit d'elle-même, un vague air de complicité. L'ouvrage de M. Flach prouve, par exemple, à tous ceux — et, malheureusement, il y en a encore ! — qui, sous prétexte de les comprendre, ne blâment pas les Allemands, qu'expliquer n'est pas excuser, que la science est une chose et que la morale en est une autre qui ne s'excluent pas nécessairement, qu'en histoire, notamment, il convient d'allier les deux points de vue, car on y peut fort bien conserver la plus stricte impartialité, c'est-à-dire soustraire son jugement à sa passion, et estimer à leur juste valeur les actions humaines. M. Flach, s'il a eu le souci très net de subordonner ses sentiments à ses constatations, n'a pas cru, cependant, devoir mettre de côté tout sens moral. Non qu'il se prononce à découvert et blâme à tout propos. C'est plutôt un certain accent qui donne à ce précieux petit volume sa physionomie morale. Combien je sais gré à M. Flach de cette leçon d'équilibre et d'humanité dans un sujet où il était aussi périlleux de s'indigner que de garder le sang-froid d'un naturaliste étudiant la formation des gastéropodes !

*
* *

S'il est, en effet, un phénomène extraordinaire entre tous ceux auxquels il nous a été donné d'assister depuis le début de cette guerre, c'est bien l'état d'esprit allemand qu'elle nous a révélé.

Songez donc ! Nous tenions ce peuple pour civilisé. Il était arrivé à un haut degré de science, de littérature, d'industrie, d'agriculture, de commerce. Il a eu de grands hommes, il en a encore dans toutes les branches de l'activité humaine. Ce peuple se disait même détenteur d'une civilisation supérieure à celle des autres nations. Eh bien ! les premiers actes de ses armées en débouchant sur la terre étrangère furent des actes d'horreur, des crimes sans nom et, ce qui dépasse tout, des crimes systématiques, des crimes commandés, des crimes enseignés. Nous tenions ce peuple pour soucieux de dignité personnelle : les plus grands personnages de son aristocratie se sont vautrés, au sens littéral du mot, dans la plus basse ordure. Nous tenions ce peuple pour respectueux de sa parole : il a violé, sans l'ombre d'une excuse, tous les traités signés par lui. Nous tenions ce peuple pour à peu près loyal : tous les Allemands que nous hébergions sont apparus comme autant d'espions. Nous tenions ce peuple pour doué d'esprit scientifique : nous le voyons se complaire aux plus grossiers mensonges. Ce peuple se disait artiste : il a bombardé à dessein les Halles d'Ypres, la Cathédrale de Reims, l'Hôtel-de-Ville d'Arras. Il vantait sa moralité : il s'est révélé d'une bestialité repoussante. Il se targuait de christianisme : il a incendié les églises, tué les prêtres, violé les religieuses. Nous croyions, enfin, que les Allemands étaient sensés : ils se sont dévoilés d'un orgueil fou, d'une avidité sans bornes, d'une mégalomanie exacerbée qui atteindrait au comble du ridicule si elle ne dépassait les limites de l'odieux. Et, par surcroît, dans un *Appel aux nations civilisées* qui fera date dans l'histoire, les plus illustres de leurs savants, de leurs artistes, de leurs écrivains, de leurs théologiens, de leurs professeurs ont approuvé le mépris des traités, les vols, les viols, les incendies et les meurtres dont les troupes de leur Kaiser se sont, par ordre, inlassablement rendues coupables !

Devant de telles révélations, nous avons été surpris. On l'aurait été à moins. Et, cependant, nous avons eu tort de l'être. Ces révélations n'en auraient pas été si, moins oublieux de 1870, nous avions aussi moins négligé la psychologie de nos voisins. L'état d'esprit que nous constatons aujourd'hui, en effet, n'est pas nouveau. Je me hâte d'ajouter que, si la plupart des Français ont été étonnés, tous ne le furent pas également, car je suppose que les plus avertis le furent tout de même un peu devant le grandiose des « réalisations ». Parmi ces Français, il faut citer M. Flach.

Mais aussi, M. Flach est Alsacien et il a de la mémoire. Il se rappelle le bombardement de Strasbourg, l'incendie des deux admirables bibliothèques que renfermait le Temple neuf, la cathédrale en flammes et que les Badois avaient organisé des trains de plaisir pour assister à un aussi *féerique* spectacle. Il se souvient que, après la reddition de la place, les Allemands rejetèrent sur leurs victimes la faute des manuscrits brûlés. « Ce n'est pas nous, assuraient déjà ces bons apôtres, que l'Europe savante doit accuser ; nous n'avons fait que remplir un devoir pénible en détruisant cette ville obstinée, mais ce sont les misérables bibliothécaires qu'il faudrait arrêter et rendre personnellement responsables des suites de leur inqualifiable négligence ; ils auraient dû entasser les plus précieuses d'entre les richesses confiées à leurs soins dans les caves voûtées, arracher pendant l'incendie même, au péril de leur vie, ce qu'on pouvait encore disputer aux flammes. » Il se souvient aussi que comme la commission de la bibliothèque municipale avait prié tel professeur de l'Université de Berlin, qui avait fait exécuter peu de temps avant la guerre des calques de l'*Hortus deliciarum*, de bien vouloir en laisser prendre duplicata, le savant berlinois refusa en ces termes

qui méritent de passer à la postérité : « Vous m'avez rendu service, je vous ai remercié, nous sommes quitte. Mes copies sont aujourd'hui des originaux ; vous comprendrez que je ne veuille pas m'en dessaisir ! »

De plus, M. Flach est historien et il sait tout ce que l'antique Teuton, ancêtre de nos modernes ennemis, représentait d'orgueil féroce. Il nous rappelle, d'après Florus, que défilant sous les ordres de leur chef Teuthobochus — remarquez l'à-propos anticipé de ce nom — devant le camp retranché de Marius, les Germains offraient par dérision à ses soldats de porter à Rome des messages pour leurs femmes, ce qui ne les empêcha pas d'être proprement écrasés quelques jours plus tard. Il nous cite l'étonnante communication de l'empereur Henri V à notre Louis-le-Gros, alors en lutte avec le comte de Champagne : « L'Empereur des Romains te mande et t'ordonne, si tu as souci de préserver ton royaume et d'assurer ton propre salut, que tu fasses dans le mois la paix avec le comte Thibaud, à son avantage et à son honneur. Faute de quoi, l'Empereur, avant que le mois soit écoulé, assiégera Paris et t'y réduira à merci si tu as la témérité de l'y attendre. » A quoi le roi, qui ne manquait pas d'esprit, répondit : « Tpwrut aleman ! », ce qu'on ne peut mieux traduire que par « prout » ou, pour être plus convenable, par « pétarade allemande ». Ce fut, d'ailleurs, la même réponse « Tpwrut aleman » que, sous pli scellé, au milieu d'un grand parchemin blanc, dépêcha Philippe-le-Bel à Adolphe de Nassau, qui lui avait enjoint de rendre les terres allemandes qu'il l'accusait d'avoir usurpées, sous peine d'y être contraint par toutes les forces de l'Empire. Enfin, M. Flach nous rapporte que, tandis que, la veille de Bouvines, Philippe-Auguste adressait ces nobles paroles à ses barons : « Pour Dieu, je vous prie que vous gardiez aujourd'hui mon honneur et le vôtre », Otton de Brunswick partageait, par avance, la France entre ses alliés : « A toi Renaud, le Vermandois ; à toi Hugues, Beauvais ; Paris à toi, Ferrand. » Après quoi, il s'abandonna au plus germanique des enthousiasmes : « Ah ! ils ne savent pas, les Français, quelle est la force musculaire de notre race, quelle est la fureur du Teuton dans la guerre, comment il fend en deux, d'un seul coup de son glaive, un homme bardé de fer. Allons, qu'ils viennent ! » Enfin, joignant le spectacle au discours, il fit promener parmi ses troupes un grand charriot sur lequel était juché un dragon monstrueux, dont la gueule ouverte était tournée vers les Français, comme « s'il vousist tout mengier », écrit spirituellement l'un de nos vieux chroniqueurs. Comme conclusion, Otton fut battu, et battu, il s'enfuit en toute hâte, de la mêlée, « sans se soucier, ajoute le chapelain de Philippe-Auguste, Guillaume le Breton, de ceux qu'il abandonnait à la mort, et n'ayant cure que de son propre salut ». Cette histoire très ancienne ne présente-t-elle pas de frappantes analogies — sous cette réserve que, maintenant, c'est plus corsé — avec ce qui se passe aujourd'hui ?

Quant à l'hypocrisie des Allemands, M. Flach nous convainc qu'elle remonte à un lointain passé. Velleius Paterculus ne qualifie-t-il pas les Germains de « race née pour le mensonge » ? « Ils sont, dit-il, au milieu de la plus grande sauvagerie, les êtres les plus artificieux ». Arminius, leur héros national, ne doit-il pas, enfin, sa gloire à sa trahison envers Varus dont il avait capté la confiance ? Même avant Frédéric II, qui en codifia les règles, les Allemands ont toujours affirmé leur maîtrise dans l'art de l'espionnage. Au vrai, ils espionnent comme ils respirent. Maître Renard, *Reinhart Fuchs*, est bien un type national.

*
* *

Tout ceci, néanmoins, n'est que bagatelle auprès de la sauvagerie organisée d'aujourd'hui, qu'ils appellent leur *Kultur*. Il ne faut voir dans ces aimables gentillesses que des prodrômes de leur actuel état d'esprit, tel que nous pouvons en juger, non seulement à leurs prétentions, mais à leurs crimes systématiques qu'approuvent toutes les classes de la société.

Cet état d'esprit est, en effet, le résultat d'une savante préparation que M. Flach nous représente comme concertée de longue date par la Prusse dans son entreprise pour asservir l'Allemagne.

Avant Bismarck, l'Allemagne ne formait pas une nation ; avant Napoléon, encore moins. On ne peut, en effet, appeler nation cette poussière d'Etats qui, au XVIIIe siècle, la composait. « Nous autres, Allemands, écrivait Lessing en 1767, nous ne sommes pas encore une nation. » On ne peut davantage donner ce titre à la Confédération germanique que les divergences d'intérêts et de croyances partagèrent, après 1815, en morceaux ennemis. Aussi bien, le sentiment patriotique naquit en Prusse après ses victoires sur l'Autriche et la France. « D'une façon générale, avouait Lessing, je n'ai de l'amour de la patrie aucune idée. »

D'origine exclusivement prussienne, le patriotisme allemand a, ensuite, gagné tous les Etats. Ceci est un fait. Mais il ne les aurait gagnés, suivant M. Flach, que grâce aux efforts de la Prusse qui n'aurait négligé aucun moyen, principalement

les moins recommandables, pour, en les unifiant, accaparer ce sentiment à son profit.

De ce patient travail d'assujettissement, M. Flach nous retrace les étapes. Il faut, selon lui, en faire remonter la conception à Frédéric II qui forgea l'instrument capable d'imposer son unité à l'Allemagne. Cet instrument, c'est la Prusse, sorte d'Etat-machine, qui jouera, une fois monté, le rôle de véritable rouleau compresseur. « L'Etat est une machine, dit textuellement Frédéric, dont le prince est le rouage essentiel. » Pour le « despote éclairé » qu'il se flattait d'être dans sa prétention d'assurer la liberté de chacun « par la sauvegarde de l'intérêt de tous », cet intérêt, dont il est seul juge, autorise, le cas échéant, le dédain des traités. « Le premier devoir du souverain est d'assurer le bonheur de ses peuples, déclare Frédéric II. Dès qu'il aperçoit un danger pour eux dans un traité, il doit donc le violer, à regret, mais sans hésiter... » D'après lui, l'intérêt du pays justifie pareillement l'imposture. Ces doctrines, d'ailleurs, ne sont pas personelles à Frédéric : elles sont prussiennes. En 1780, l'Académie de Berlin ayant mis au concours le sujet suivant : « Est-il utile au peuple d'être trompé, soit qu'on l'induise dans de nouvelles erreurs, soit qu'on l'entretienne dans les erreurs où il est ? », tous les mémoires couronnés répondirent, sans ambages, par l'affirmative.

Aussi bien, M. Flach nous montre la Prusse usant des plus extravagants sophismes pour asseoir sa domination. C'est alors que Herder, Klopstock et Novalis s'instituèrent les prophètes d'une sorte de germanisme mystique et religieux, bien fait pour enflammer les cerveaux allemands. « L'Allemagne, vaticinait ce dernier, en une marche lente, mais assurée, devance les autres pays européens.» Il annonce un nouvel âge d'or, une nouvelle histoire, une nouvelle humanité qui naîtront de son influence. Peu à peu, la conscience allemande est identifiée à la conscience divine, la race allemande à Dieu même. Et ce fut l'œuvre de Hegel de lui assigner, comme son plus parfait représentant, l'Etat prussien. Ainsi élue de toute éternité, comment, sous la conduite de la Prusse, l'Allemagne n'aurait-elle pas eu le droit d'attaquer ? « Dans la marche nécessaire et rationnelle qui suit l'évolution de l'Idée, professe Hegel, le peuple qui représente un certain stade de cette évolution possède à l'encontre de tous les autres un droit absolu. » En foi de quoi, les pédants d'outre-Rhin n'hésitèrent pas à légitimer la violation de la neutralité belge par des textes bibliques où l'on voit Israël réclamer, comme son droit, le passage à travers le royaume d'Edom et les Armoréens, pour s'être opposés par les armes à la violation de leur territoire, chassés de leur pays et exterminés par l'Eternel. Comment l'Allemagne, d'autre part, ne se serait-elle pas cru le devoir d'être cruelle, quand cela est nécessaire, pour remplir la mission que lui a assignée ce « bon vieux Dieu allemand », mélange de Jéhovah et de Wotan, que Guillaume II mobilise à tout bout de champ ?

Toutefois, il ne suffisait pas au roi de Prusse de prendre le masque d'un Tartuffe casqué et inspiré. Après avoir enflé l'Allemagne d'orgueil, il lui fallait encore la rassurer, au lendemain de la Révolution française, par l'amorce d'un fallacieux libéralisme. C'est aussi bien, derrière le mirage de ce libéralisme soucieux d'étouffer la liberté politique sous de soi-disant libertés économiques et intellectuelles que s'est dissimulée, durant tout le XIXe siècle, la conquête militaire de l'Allemagne par les Hohenzollern. Entendez par « libertés économiques » les unions douanières et par « libertés intellectuelles » le développement de l'instruction au service du plus complet absolutisme militaire qui ait jamais existé.

Sous les dehors de ce prétendu libéralisme, le caporalisme prussien acheva, en effet, l'œuvre d'asservissement que la proclamation de l'Empire sous l'hégémonie de la Prusse aida grandement. Au vrai, la Prusse a militarisé l'Allemagne. Pour y parvenir, elle prit comme prétexte, après la guerre de 1870, la nécessité qu'il y avait de maintenir la paix contre l'esprit de revanche des Français. Ce n'est qu'en 1890 environ, alors que l'habitude de la discipline prussienne était entrée dans les moëlles, que la Prusse invoqua, en vue d'augmenter ses armements, l'obligation où se trouvait, soi-disant, acculée l'Allemagne de s'étendre pour vivre. On sait, au reste, de quelle façon la Prusse imposa son organisation militaire à tous les Etats réunis sous son sceptre : la trique et la férule furent ses principaux arguments. En Allemagne, désormais, l'école prépare à la caserne, qui se prolonge, à son tour, jusque dans la vie civile. Administration, commerce, industrie, tout y est strictement hiérarchisé. Du haut en bas de l'échelle sociale, il n'est, en conséquence, personne qui ne cherche à se modeler sur l'officier, qui, lui, tient, sans conteste, le haut du pavé. Comme le socialisme, la science elle-même est organisée militairement. Elle a, du reste, pour but moins la vérité que de travailler, fût-ce à ses dépens, à la grandeur de la patrie allemande.

De fait, il n'est plus qu'une chose qui compte en Allemagne : le succès. Tout Allemand est, désormais, en adoration devant la force. Il ne conçoit aucun droit contre elle. Bien mieux, il est convaincu que la force crée le droit. Pour lui,

d'ailleurs, non seulement la force est le droit, mais encore la morale. La force n'est-elle pas divine ? Et n'est-ce pas, précisément, parce que l'Allemagne est forte que rien ne saurait légitimement lui être opposé ? Elle est, par excellence, la nation élue. Supérieure à tous les peuples de la terre, ce lui est un devoir strict d'imposer sa domination par quelque moyen que ce soit, voire les plus criminels de la part de tout autre. L'Allemagne, elle, vole, viole, incendie et assassine saintement. Ce qui ne serait pas tolérable des autres pays, de son fait est moral : elle accomplit une mission. Aussi bien, tout Allemand, de nos jours, est pénétré de l'obligation qui s'impose à tous les peuples, non seulement de ne pas résister, mais de s'incliner devant les volontés allemandes. Le contraire est péché et mérite châtiment. Que l'Allemagne, d'ailleurs, veuille dominer le monde, n'est-ce pas pour son bien, en vue de lui imposer l'organisation germanique ? Car, au nom de la supériorité de race, il n'est pas un Allemand d'aujourd'hui qui ne prétende, à plus ou moins brève échéance, à l'empire du monde pour son pays.

*
* *

Que ce vertige d'orgueil et de rapacité qui emporte l'Allemagne et donne à la guerre qu'elle nous fait son particulier cachet d'horreur et de férocité soit dû à l'influence de la Prusse, le fait est indéniable. M. Flach a certainement raison, et je le loue fort d'avoir mis en pleine lumière les procédés tortueux qu'elle a employés, avec une inlassable ténacité, pour, en lui troublant l'esprit, s'emparer, en fait, d'une Allemagne unie par ses soins. Il y eut certainement là, de sa part, un plan préconçu, convergence d'efforts mûrement réfléchis et exécutés. Le livre de M. Flach nous le démontre péremptoirement.

Je ne diffère de lui que sur un point qui est que, à mon avis, la réunion des Etats allemands à la Prusse ne fait pas simplement figure de mariage forcé. Il y a, ce me semble, quelque inclination dans leur cas.

Sans doute, la platitude naturelle aux Allemands a beaucoup servi les machinations prussiennes. L'âme allemande est une cire molle. Stendhal l'avait remarqué. « Différence des Allemands à tous les autres peuples, écrivait-il en 1809 : ils meurent d'envie d'avoir du caractère. » Mme de Staël, malgré son indulgnace, l'a également noté : « Les Allemands, n'osant confesser cette faiblesse de caractère qui leur va si mal, sont flatteurs avec énergie et vigoureusement soumis. Ils accentuent durement les paroles pour cacher la souplesse des sentiments. » Enfin, on sait que Gœthe reprochait leur mollesse à ses contemporains. « Voulez-vous, écrivain allemand, dominer votre nation, commencez par lui faire croire, conseille-t-il non sans ironie, qu'il y a quelqu'un qui veut la dominer. Ils seront tous si intimidés qu'ils se laisseront facilement dominer par qui que ce soit. » M. Flach a finement démêlé ce côté amorphe du caractère allemand. Quelle proie pour le Prussien, dont la rigidité, symbolisée pour sa raideur, est légendaire !

Aussi bien, si la Prusse est arrivée à régenter si complètement le troupeau allemand, c'est, à mon sens, que, race de proie, elle lui offrait de quoi satisfaire ses appétits. Avant d'être un Empire, l'Allemagne fut une union douanière. L'Empire lui-même répond moins à un idéal qu'à un syndicat d'ambitions conjointes en vue de la conquête économique et militaire. Comment, d'ailleurs, l'Allemagne envisage-t-elle la victoire, sinon comme un moyen d'assouvir ses désirs, d'étendre son commerce et de ruiner ses concurrents ?

La supériorité de la race allemande, la mission allemande, sont, au vrai, induites, par tous ces Teutons qui s'en gargarisent la gorge, de leur prospérité uniquement matérielle. Leur *Kultur* elle-même n'est qu'une organisation de forces en vue du plus gros résultat possible. Tout ce qui est idéal, désintéressé, leur échappe.

Comment, enfin, la Prusse aurait-elle pu parvenir à créer l'unanimité d'opinion que représente le prodigieux délire collectif dont nous sommes témoins, si ses artifices n'avaient point rencontré un terrain favorable dans l'âme allemande ?

Plus j'y réfléchis, plus il me semble, à la grandeur des résultats obtenus, que le machiavélisme de la Prusse n'a abouti à une réussite aussi parfaite dans son genre que pour avoir flatté l'âme brutale, avide et molle de l'Allemagne, là où, en secret, elle désirait l'être. Elle a, d'après moi, non seulement « prussifié » l'Allemagne, suivant l'heureuse expression de M. Flach, conformément à un dessein préconçu, mais aussi à la manière d'un ferment qui transforme un milieu approprié. Elle l'a « prussifié » en faisant ressurgir, volontairement et aussi par son exemple, par les promesses échangées enfin, l'ancien barbare teuton qui dormait, sous les apparences de la civilisation, au cœur de l'Allemand moderne.

PAUL GAULTIER.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 10 — 1er SEM. 53e ANNÉE 8-15 MAI 1915

BULLETIN DE QUINZAINE

L'Allemagne persévère dans son entreprise de terroriser le monde pour le conquérir, en asphyxiant ou en noyant tous ceux, indifféremment, qui n'ont pas l'avantage d'être Germains. Pour donner crédit dans le monde aux rapports de notre commission des atrocités, le torpillage du *Lusitania* fera plus, sans doute, que les récits des sacs de Louvain et de Termonde ou les bombardements des cathédrales.

La mission à Rome du prince de Bülow fut aussi, jadis, destinée à terrifier les peuples. Un si grand personnage, de qui les ressources diplomatiques ne le cédaient qu'à ses ressources financières, ne pouvait se rendre en Italie que pour bouleverser dans la péninsule, les hommes et les choses, asservir la presse et régenter l'opinion. Cette aventure n'ajoute rien, cependant, à la gloire du plus grand « des diplomates allemands actuellement vivants ». L'Italie a suivi sa pente et retrouvé ses destinées.

L'Allemagne, grande puissance militaire et fondée seulement sur le prestige militaire, entourée durant la paix de peuples pacifiques, criait alors à l'encerclement diplomatique. Elle a fait la guerre, et cet encerclement deviendra bientôt, sans doute, menaçant et réel : ce sera l'encerclement militaire de l'Yser à la Vistule, passant par l'Adriatique et les Dardanelles.

Tous les peuples se préoccupent de leur sort futur : chez tous bouillonnent les ambitions nationales prêtes à déborder. Il n'en est plus, il n'en est presque plus aucun qui songe à demander aux empires germaniques la promesse et la garantie de ses destinées : on n'attend plus rien dans le monde que de la Triple-Entente.

Tout le monde comprend que, selon la parole commune prononcée presque en même temps en Angleterre par le Chancelier de l'Echiquier et en France par le ministre des Finances, les événements futurs peuvent agir sur la durée de la guerre, mais non pas sur sa conclusion.

On ne dira jamis assez ni assez haut ce que, dans ces circonstances, l'univers doit au peuple français. La vaillance et l'endurance de notre armée nous ont rendu dans le monde tout notre prestige militaire. Pendant que l'armée se bat, la nation fournit régulièrement l'argent nécessaire pour faire la guerre. Le système financier très simple qui a créé les Bons de la Défense nationale, comme un emprunt continu parfaitement adapté aux nécessités extraordinaires du temps des hostilités, permet à l'esprit public de témoigner chaque jour, à chaque heure, au guichet du percepteur, son imperturbable confiance. M. Ribot a pu présenter au jugement universel, à la tribune de la Chambre des Députés, la situation financière de notre pays, sa puissance d'échange et d'achat, ses relations avec ses alliés et cette opération rapidement conclue, qui nous permet de tripler notre crédit en fournissant de l'or à la Banque d'Angleterre.

Pendant que le Gouvernement germanique parvient difficilement à contenir les aveux de lassitude, les désirs de paix que tentent d'exprimer tant d'Allemands, depuis le *Vorwærts* jusqu'à M. Dernburg,

les gouvernements de la Triple-Entente étendent leur alliance jusqu'aux accords financiers internationaux les plus étroits, les plus confiants et prennent leurs mesures pour tendre, adapter et coordonner toutes leurs forces, pour tout le temps qu'il faudra.

***

LA GUERRE ET LA LITTÉRATURE DE DEMAIN (1)

Allocution de M. Bergson.

Hier et demain. — De la prévision en général.

Mesdames, Messieurs,

Quand le directeur de la *Revue Bleue*, M. Paul Flat, m'a fait l'honneur de m'inviter à venir présider sa conférence, je lui ai répondu : « Vous n'avez pas besoin, mon cher directeur, d'un président ; mais je viendrai, quand ce ne serait que pour rendre publiquement hommage à votre talent, à la haute inspiration morale de ce que vous écrivez. Cette inspiration, nous la retrouverons, j'en suis sûr, dans la conférence que vous avez l'intention de faire sur un des aspects de la question que M. Léon Bourgeois, l'éminent organisateur des conférences de l'*Alliance*, a eu l'heureuse idée de poser : « *La vie de demain* ».

Que sera la France de demain ? Elle sera, soyez-en convaincus, ce que nous voudrons qu'elle soit ; car l'avenir dépend de nous, il est ce que le font les libres volontés humaines. Il est temps d'en finir avec des théories arbitraires qu'on a, je ne sais pourquoi, qualifiées de scientifiques : le cours de l'histoire serait régi par des lois inéluctables ; une intelligence suffisamment vaste, connaissant l'intensité et la direction des forces actuellement imprimées à l'humanité, pourrait calculer les événements futurs comme on calcule une éclipse de soleil ou de lune. Non : une intelligence, si vaste fût- elle, qui posséderait le détail de toutes les causes élémentaires agissant aujourd'hui sur chacun des hommes, serait incapable d'en déduire la configuration de l'avenir, parce que tout dépendra des chiquenaudes imprévues, imprévisibles, que viendront donner quand il leur plaira, où il leur plaira, dans la direction choisie par elles, des volontés libres, créatrices de leur propre destinée et de celle de leur pays.

Toutefois, la liberté n'est pas le caprice. Un homme a beau pouvoir prendre des décisions imprévues : il persévérera, un certain temps au moins, dans sa ligne de conduite s'il a réfléchi avant de s'y engager. A plus forte raison en sera-t-il ainsi de tout un peuple. Ici la prévision est possible dans une certaine mesure, pourvu qu'elle ne vise pas à une précision rigoureuse et ne prétende pas à la certitude complète, pourvu qu'elle s'attache à prolonger des tendances plutôt qu'à prophétiser des événements, pourvu enfin qu'elle tienne compte, avant tout, des éléments psychologiques du problème.

Rien de plus instructif, à cet égard, que ce qui s'est passé pour les prévisions relatives à la guerre actuelle. On a fait remarquer, non sans raison, que la plupart d'entre elles, s'étaient trouvées fausses. Beaucoup disaient, malgré les avertissements de quelques-uns : « La guerre est devenue impossible. Aucun chef d'Etat ne sera assez fou pour la déclarer. Fût-il victorieux, il aurait gaspillé tant de vies humaines, tant de richesses aussi, que sa victoire équivaudrait pour lui à un désastre. Quel homme oserait prendre la responsabilité de mettre le feu à l'Europe et de provoquer une catastrophe sans précédent dans l'histoire du monde ? » Cet homme s'est trouvé pourtant ; il a pris cette responsabilité, allègrement ; et non moins allègrement, il a été suivi par tout un peuple. On disait encore : « La guerre, à supposer qu'elle puisse éclater, ne pourra pas durer. Ni les belligérants, ni même le reste de l'Europe, ne supporteraient une pareille tension pendant plus de quelques semaines. » Ils l'ont supportée cependant ; voilà neuf mois que la guerre dure, et nous la ferons durer jusqu'à la victoire complète et définitive. On disait aussi : « Les nouveaux explosifs, les armes à longue portée et à tir rapide rendront impossibles, désormais, les charges à la baïonnette. Dans les guerres futures, s'il doit y avoir encore des guerres, d'énormes distances séparera les combattants. » Or, jamais — je ne dis pas depuis l'invention de la poudre, mais depuis l'invention de l'arc et des flèches, — jamais on ne s'est battu d'aussi près. Sur certains points du front, quelques mètres seulement séparent les deux armées ennemies l'une de l'autre. Et quant aux charges à la baïonnette, elles sont devenues si fréquentes qu'on ne peut plus, comme dans les guerres d'autrefois, leur donner des noms pour les désigner à l'admiration de la postérité ; elles sont

(1) Conférence donnée à l'Alliance d'Hygiène sociale le 23 avril 1915.

la monnaie courante de cette guerre. Que ne disait-on pas encore ? Que le travail des champs s'arrêterait, que l'industrie et le commerce péricliteraient, que ce serait la ruine économique et financière. Rien n'a périclité, rien ne s'est arrêté ; la ruine économique et financière guette nos ennemis, sans doute, mais notre situation à nous est parfaite, notre crédit intact. Sur tous ces points, et sur d'autres encore, on s'était trompé.

Pourquoi s'était-on trompé ? Regardons de près, considérons chacune des prédictions tour à tour : nous verrons qu'on avait toujours raisonné sur les choses humaines sans tenir suffisamment compte de ce qu'elles ont d'humain.

Les armes d'aujourd'hui ont sans doute une portée bien plus grande et un tir bien plus rapide que celles d'autrefois, et, si les choses se passaient mécaniquement, les combattants laisseraient entre eux une distance d'autant plus considérable qu'ils pourraient s'atteindre de plus loin, qu'ils courraient plus de danger à marcher l'un contre l'autre. Mais l'être humain est souple et inventif. Devant le danger devenu énormément plus grand, il a cherché et trouvé le moyen de se mettre à l'abri sans renoncer à l'offensive, sans cesser même de tenir suspendue sur l'ennemi la menace d'une attaque à l'arme blanche. De même aussi l'agriculture, l'industrie, la vie même du pays seraient compromises par la guerre si l'activité humaine et si les besoins humains étaient choses rigides, inextensibles, incompressibles ; mais les besoins se resserrent et l'activité se dilate quand il faut ; consommation et production s'adaptent à des conditions nouvelles. Il eût fallu prendre en considération, avant tout, cette élasticité de la nature humaine. On n'avait pas assez tenu compte de la psycologie de l'homme en général.

On avait encore moins tenu compte, semble-t-il, de la psychologie des nations. Si on l'eût fait, personne n'eût jugé la guerre impossible. Assurément, la guerre devait coûter cher au vainqueur lui-même, quel qu'il fût ; mais il y avait un peuple qui d'abord se croyait sûr de la victoire, et qui se disait en outre que, si cher qu'il dût la payer, il y gagnerait toujours, puisqu'il arriverait par elle à la domination du monde. Sur cet unique objet, depuis un demi-siècle, il concentrait son énergie surexcitée par la cupidité et par la haine, dans une atmosphère d'orgueil et de folie. Peu lui importait de mettre le feu à l'Europe : par avance il se déchargeait de toute responsabilité en se persuadant à lui-même qu'il était le peuple élu, instrument de la volonté de Dieu sur la terre. Dans ces conditions, la guerre devait éclater. Quant à ceux qui s'imaginaient que cette guerre, si elle éclatait, serait une guerre courte, ils s'étaient trompés encore, toujours pour la même raison. La guerre ne pourrait pas être courte, parce qu'elle serait nécessairement une guerre à mort. La France sentirait tout de suite qu'elle y jouait son existence comme nation, — plus que son existence : le sort même de l'humanité, — plus que la vie d'un ou de plusieurs peuples : l'idéal de la vie, tout ce qui donne à la vie son prix, tout ce qui la rend digne d'être vécue. Oui, l'on aurait prévu tout cela, sachant ce qu'a toujours été la France ; et l'on eût prévu aussi que tous les Français seraient d'accord, unis dans la même inébranlable résolution, quand viendrait le moment de se dresser contre les puissances du mal, pour le salut de la patrie et de l'humanité.

Eût-on prévu, il est vrai, la forme particulière que prendrait la résistance de notre pays ? Se fût-on représenté par avance l'état d'âme de nos soldats ? Ah ! cela, je ne le crois pas. On ne prévoit, de l'avenir, que ce qui ressemblera par quelque côté au passé, et l'état d'âme du soldat français est sans précédent dans l'histoire des guerres. Le psychologue qui voudrait à toute force le comparer à ce qu'il connaît déjà serait obligé de puiser ailleurs encore que dans les annales du courage militaire. Il aurait, je crois, à évoquer les descriptions que nous ont laissées de leur vie intérieure les grands mystiques, ceux qui furent de grands hommes d'action. Ils avaient traversé, sans doute, la phase de l'enthousiasme, qui aboutit à l' « extase » ; mais ce n'avait été pour eux qu'un lieu de passage : par delà l'enthousiasme, plus haut encore que la « vision de Dieu », ils avaient trouvé cet état de calme définitif où, revenus en apparence à ce qu'ils étaient jadis, parlant et agissant comme tout le monde, vaquant à leurs occupations journalières et parfois aux besognes les plus humbles, indifférents d'ailleurs aux plus grands sacrifices, ils se sentaient intérieurement métamorphosés, comme si c'était Dieu qui désormais agissait en eux, comme si Dieu les avait, dès ici-bas, absorbés dans son éternité. Loin de moi la pensée d'identifier cet état d'âme à celui de nos soldats ! L'analogie n'est que lointaine ; il y a pourtant analogie. Ecoutons les récits, lisons les lettres qui nous viennent du front : tous évoquent des images du même genre. Pas de grands gestes, pas de grands mots ; mais un héroïsme bon enfant, simple et familier, sûr de lui-même comme si, par delà l'enthousiasme, plus haut que toutes les formes connues du patriotisme, où l'on se distingue encore soi-même de la patrie qu'on aime, le soldat français avait amené son âme à ne plus faire qu'un avec l'âme de la patrie, tirant alors, de cette coïncidence avec quelque chose qui tient de l'infini et de l'éternel,

la force d'aller n'importe où, même à la mort certaine, avec un sentiment de sécurité.

Revenons alors à la question que nous posions d'abord : Que restera-t-il, demain, de toutes les énergies aujourd'hui accumulées ? Aurons-nous encore assez de force et d'élan pour porter à des destineés de plus en plus hautes la France victorieuse, rajeunie, revivifiée ? Je ne puis que répondre encore une fois : Cela dépendra de nous ; nous conserverons notre élan si nous voulons le conserver. Laissez-moi cependant ajouter : je crois que nous le voudrons.

Je crois que nous le voudrons, parce que notre volonté ne souffrira plus du malaise qui la gênait jusqu'ici dans toutes ses entreprises. De ce mal, nous n'apercevions que les symptômes extérieurs et superficiels : il avait sa source dans les profondeurs de l'âme du pays. Vous savez peut-être que certains psychologues expliquent la plupart des troubles nerveux par quelque déception d'autrefois, par une tendance réprimée et refoulée. On en avait pris son parti, et l'on croyait même avoir oublié. C'était une inclination, ou une ambition, ou une aspiration de la première jeunesse, voire de l'enfance. Comme nous n'avions pu la satisfaire, nous avions décidé que nous ne penserions plus à elle. Mais elle a continué, elle, à penser à nous. Installée dans le sous-sol de la conscience, elle y travaille à notre insu ; elle pousse et presse ce qui est au-dessus d'elle ; ce sont des secousses, ce sont aussi des explosions ; c'est, en un mot, toute la série des troubles nerveux, — jusqu'au jour où le médecin psychologue, ayant découvert le souvenir caché au fond de l'inconscient, l'amène à la conscience, et obtient de lui qu'il s'apaise et s'en aille. Eh bien, il était arrivé quelque chose du même genre à l'âme de la France. Elle avait eu, — il y a quarante quatre ans de cela, — une grande déception, et elle en conservait le souvenir toujours vivant et agissant, même quand elle croyait avoir oublié. Oh ! c'était bien autre chose qu'une déception d'amour-propre ; de cette blessure-là, nous nous serions guéris. La déception était plus profonde. A voir la force se substituer au droit, l'Alsace-Lorraine arrachée à la France, le succès couronner une politique de brutalité, de ruse et de mensonge, nous en étions venus à douter presque de la justice, à douter de toutes les grandes choses que la patrie française avait toujours incarnées en elle. Et parce que nous avions cédé au doute, nous étions mécontents. Et parce que nous étions mécontents de nous, nous étions mécontents les uns des autres. Derrière les causes visibles et tangibles de nos discordes, il y avait celle-là. On l'eût découverte où elle apparaissait le moins. Oui, c'était cet idéalisme blessé, c'était ce patriotisme — si paradoxal que cela puisse paraître — c'était ce patriotisme déçu qu'on eût trouvé jusque sous l'antipatriotisme de certains déclamateurs. Mais demain le mal aura disparu. Demain la grande injustice aura été réparée, la force aura restauré le droit. C'est pourquoi je suis sans crainte pour l'avenir. La France de demain ne sera pas seulement la France victorieuse ; ce sera une France qui voudra et qui pourra conserver son élan, parce qu'elle aura recouvré, avec l'intégrité de son territoire, la confiance en elle, la confiance dans le double idéal de liberté et de justice avec lequel elle s'était toujours identifiée elle-même.

H. Bergson.

Conférence de M. Paul Flat.

Mes premières paroles doivent être pour témoigner tout à la fois ma gratitude à M. Henri Bergson, et l'inquiétude légitime que me cause ce que vous venez d'entendre. Certes je n'ignorais pas l'amitié bienveillante dont m'honore l'illustre philosophe, mais je ne pensais pas qu'elle pût l'incliner à des paroles si flatteuses pour moi. Permettez-moi donc maintenant de vous demander d'autant plus votre indulgence, en même temps que je lui adresse tous mes remerciements.

Quand l'illustre Président de votre Société voulut bien m'inviter à prendre la parole dans la magnifique série de conférences qu'il conçut justement come un ensemble de leçons profitables et d'enseignements destinés à durer pour l'amélioration de la race, une image s'associa aussitôt à l'idée même du sujet que je lui proposai : celle du lieu où, pour la première fois, j'avais touché moi-même devant un grand public, à une question similaire.

C'était durant l'automne de 1911. Le Congrès des *Amitiés Françaises* de Belgique — ah ! Messieurs, quelle prophétie dans ce seul titre ! — qui se tenait à Mons, m'avait fait l'honneur de me demander un rapport sur la situation présente de de notre Littérature. A cette date, il y avait lutte encore entre les deux influences qui se partageaient la Belgique : la française et l'allemande. Pourtant l'influence française y était prépondérante, car vous pensez bien que l'admirable sacrifice de la nation-sœur a dû être préparé par un travail actif, et je suis heureux, je suis fier de pouvoir en saluer ici l'un des principaux apôtres, en la personne de mon cher et distingué confrère

Dumont-Wilden, l'écrivain belge bien connu qui y travaille plus que tout autre, et dont vous avez pu lire récemment, dans la *Revue des Deux-Mondes*, un saisissant portrait du Roi Albert.

A cette date de 1911, l'influence française avait donc une tendance à s'affirmer déjà. Je me rappelle avec quelle bonne grâce, avec quel élan nous fûmes reçus ! Nous fûmes trop bien reçus, trop généreusement, trop plantureusement. Car c'est, vous le savez, un des usages de la Belgique, — comme d'ailleurs, de tous nos pays du Nord — d'offrir à leurs hôtes des banquets somptueux. Dirai-je toute ma pensée ? — eh bien, oui, je vais la dire, en même temps que je proclamerai mon erreur en la confessant devant vous — une pensée de doute me vint à l'endroit d'un peuple qui semblait attacher une telle importance à la vie matérielle et au confort physique, et cette interrogation traversa mon cerveau : De quelle façon pourrait-il se comporter à l'heure des épreuves et des sacrifices nécessaires ?

Ah ! Messieurs, voilà un doute qui, à l'heure présente, semble vraiment impie ! Et tout comme un sceptique ayant soudain trouvé son chemin de Damas, je fais mon acte de contrition ! Comment ils se devaient comporter !..., les ruines fumantes de la Belgique sont là pour l'attester, puisque ces matérialistes de surface ont donné au monde la plus magnifique leçon d'*Idéalisme* qui jamais lui ait été proposée ! Le *sacrifice* pour une idée... voilà, en effet, le propre de l'idéaliste ! et qui donc donna mieux qu'eux l'exemple d'une telle vertu, puisque l'idée de l'Honneur, — cet Honneur dont Vigny disait magnifiquement qu'il est pour l'homme ce que la Pudeur est pour la femme, — oui, l'idée de l'Honneur, si complètement inconnue à nos ennemis qu'elle leur en devient incompréhensible, aura été, somme toute, magnifiquement exprimée par la symbolique figure du Roi Albert, la grande triomphatrice de cette Guerre ! Et je dis que cela n'est pas seulement beau, mais consolant en outre, car cette idée est comme l'efflorescence suprême de la civilisation, c'est la fleur la plus désirable qui s'épanouit au sommet de l'arbre de vie, et par conséquent ce qui triomphera avec elle et par elle, c'est cela même qui vaut la peine de vivre !

*
* *

Donc, Messieurs, ayant été invité par la Société des *Amitiés Françaises*, à parler devant elle de l'état des Lettres dans notre pays, il m'avait paru intéressant, procédant par la méthode d'*Ilotisme*, souvent plus expressive que toute autre, de montrer, non point ce qui était louable dans notre production française, mais ce qu'il fallait éviter, non point ce qui était l'expression de notre génie, mais ce qui, à mon sens, en constituait l'*antithèse*, ou, si vous préférez, le faux semblant, et comme l'expérience de huit années de critique dramatique m'avait mis en quotidien contact avec les choses et les gens de théâtre, j'avais choisi comme champ d'expérience notre littérature dramatique. Quand même je n'aurais pas eu cette raison, c'est encore notre théâtre que j'eusse choisi, car si, d'après l'expression du grand Anglais Thomas Carlyle, le plus grand Anglais qui, dans l'ordre spéculatif, ait paru depuis Shakespeare, s'il n'est pas, — c'est son expression même — « jusqu'au plus misérable roman de bibliothèque circulante que de pauvres filles salissent et ressassent dans les villages éloignés, et qui ne doive contribuer à régler respectivement les mariages et les ménages de ces pauvres filles »... oui, Messieurs, si cela est exact, que penser, *à fortiori*, de l'action du Théâtre ! Le Théâtre, c'est mille, c'est quinze-cents personnes réunies chaque soir, avec cette âme collective qui se crée spontanément par le seul fait du groupement, et dont les effluves réagissent les uns sur les autres, de façon magnétique. D'où l'influence sans équivalent de la forme dramatique. Dumas fils l'avait bien senti, qui voyait dans le Théâtre un moyen d'action autrement puissant que celui de la chaire, et qui fut, en réalité, le grand prédicateur laïque du Second Empire !

Il devenait donc supérieurement intéressant devant des étrangers, — mais je me trompe en prononçant ce mot d'étrangers, puisqu'aujourd'hui tout Belge est un frère pour nous — de préciser ce qu'à mon sens, on peut appeler : le *Faux Art Dramatique* français : expression dont j'avais fait le titre même de ma conférence, d'autant plus intéressant que, par un phénomène bien connu de déformation d'optique, ce sont ces productions surlesquelles l'étranger nous juge, et sur lesquelles j'ajoute qu'il est déplorable que nous soyons jugés. L'intérêt m'en apparaissait alors d'une portée double : d'abord ces productions constituent justement l'antinomie la plus profonde et la plus saisissante avec les qualités exquises et délicates correspondant à la tradition française, celles que nous aimons et que nous admirons dans Corneille, dans Racine, dans Beaumarchias, plus proche de nous, dans notre cher Musset, plus proche encore, chez Paul Hervieu, chez Henri Levedan, chez Maurice Donnay, chez tous ceux qui forment un anneau de l'imbrisable chaîne figurant le génie de notre race. Enfin, par contraste, elles précisent le

sens même de cette tradition et tout ce qui compose, tout ce qui continue de faire notre prestige dans le monde civilisé. A l'heure même où nous parlons, et dans cet effort qui consiste à dégager dès maintenant les enseignements de l'épreuve que nous subissons, il ne nous sera pas inutile de nous placer au même point de vue, nous autres Parisiens, que je faisais en 1911, devant la Société des *Amitiés Françaises* à Mons.

*
* *

Je ne prononcerai aucun nom propre ici, car j'estime qu'à cette heure, en littérature, aussi bien qu'en politique, il convient d'observer la trêve des partis, nous permettant d'unir nos forces jusqu'à l'heure du triomphe final. Il y a déjà, dans cette trêve, de légers symptômes de désagrégation qu'il faut déplorer, et ce n'est pas nous, à l'Alliance d'hygiène sociale, — j'en prends à témoin l'homme d'Etat qui la préside — non certes, ce n'est pas nous qui donnerons l'occasion des dissentiments. Je n'indiquerai donc que des courants, ou, si vous préférez, je me contenterai de marquer, dans une large esquisse, les traits saillants d'un effort dramatique où nous retrouvons, plus aisément encore aujourd'hui, bien plus aisément à l'heure où nous parlons, l'influence étrangère ! Pas plus que certains romans, faits ceux-là pour l'exportation, et dont les auteurs savent fort bien à quelle clientèle ils s'adressent, mais sur lesquels malheureusement on nous juge aussi, pas plus qu'une certaine imagerie qui s'étalait avant la guerre aux devantures des boutiques et que les ennemis de la France exploitaient habilement dans les feuilles gallophobes, pas plus que ces romans et cette imagerie, mais pour d'autres raisons, un certain genre de théâtre, qui malheureusement réussit trop sur le boulevard, en ces dernières années, ne représente l'esprit français et l'art français. Combien d'entre nous s'y laissèrent prendre, et furent dupes précisément de la force brutale et de l'habileté technique qui se dégageaient de ses manifestations ! Il n'est donc pas étonnant que les étrangers, un bon nombre d'entre eux, ait incliné à ce genre de séduction. J'ai tenté, jadis, de le caractériser d'une façon brève et synthétique dans un portrait de celui qui, à mon sens, l'incarnait le mieux, et je demande qu'il me soit permis de le rappeler ici.

Quelle magnifique unité dans ce théâtre, et comme on sent que l'homme qui l'a écrit ne s'embarrasse d'aucun scrupule, ni psychologique, ni moral ! En vain y chercheriez-vous des *âmes*, au sens complexe et raffiné où nous entendons le mot, c'est-à-dire un ensemble de forces diverses, celles-ci, d'ordre supérieur, celles-là d'ordre inférieur, réagissant les unes sur les autres, et dont la lutte, source de conflits passionnels, crée le suprême intérêt des œuvres d'imagination ! Je n'y vois que des *Instincts*, des *Sensations* et des *Détentes*..., et puisque les organes essentiels de l'homme ont pu être pris comme symboles de sa vie morale, rien pour le cerveau, rien pour le cœur..., tout pour le reste ! C'est un art qui vise en bas, et qui y atteint, avec quelle sûreté ! Jamais sagittaire ne fut aussi sûr de son trait ! Oh, celui-là connaît, il a approfondi, ou mieux, il perçoit d'instinct les règles de la psychologie des foules, essentielles à posséder pour qui veut faire un certain théâtre ! Il sent que les principes mauvais de l'âme humaine, toujours latents en chacun de nous et toujours prêts à s'affirmer, s'exacerbent étrangement dans l'atmosphère d'une salle de spectacle et, par une sorte de complicité soudaine voient leur puissance décuplée au feu de la rampe !

Que vient-on nous parler d'amour dans ce théâtre ! Amours de fauves peut être où, dans l'intervalle des silences, on discerne coups de griffe et miaulements ! Mais ce noble mot d'amour, qui symbolise à nos yeux le plus beau don de la personne, et physique et morale, l'oubli de soi, et le sacrifice dans le malheur, que vient-on le prostituer à de telles situations ! Que l'on supprime un instant la complicité du plaisir entre ces amants, que l'on émousse l'intensité des sensations, l'ardeur de la volupté, vous verrez ce qu'il en restera. Leurs regards n'ont pas d'autre horizon que les quatre murs du cabinet secret où vont s'attarder leurs ébats. Ses femmes, toutes ses femmes ont des sens aussi impérieux que le plus expert d'entre ses viveurs, et ce n'est pas d'elles, d'une seule d'entre elles, que l'on pourrait dire ce que Stendhal observait si judicieusement d'une certaine catégorie d'amantes : — « Quelques femmes tendres n'ont presque pas d'idées des plaisirs physiques : elles s'y sont rarement exposées, si l'on peut ainsi parler, et même alors les transports de l'amour-passion ont fait oublier les plaisirs du corps » —

Si j'ai voulu vous citer cette phrase exquise du plus subtil des psychologues, c'est qu'elle précise un frappant contraste avec l'esprit dont se trouve animé le théâtre qui eut un si regrettable succès au cours de ces dernières années. Eh bien, Messieurs, est-il besoin de vous le dire — et ce ne sera pas un des moindres résultats moraux de cette guerre — un tel art dramatique ne sera plus possible, ou si, par hasard, quelque audacieux industriel s'y risquait encore, il jetterait une note à ce point discordante qu'on ne l'y tolérerait plus.

Ce serait à peu près comme dans un concert symphonique, un instrument qui joue faux et rend un son que notre oreille ne peut plus tolérer ! Il s'éliminerait de lui-même, parce que s'adressant à des âmes transformées par la vie, il n'y trouverait plus d'écho, où, plus exactement, un écho justement contraire à celui qu'ils en pouvaient jadis attendre !

Voulez-vous qu'en effet nous reprenions les termes mêmes par où notre analyse tenta de caractériser l'esprit de ce théâtre que l'on appela *brutaliste*, et qu'il serait plus exact encore de qualifier : *matérialiste*. *Instinct*, *sensation*, *détente*, ce sont les trois mots dont il nous semblait qu'on pût le caractériser. L'Instinct, ou plus exactement, *les Instincts*, c'est, chez l'homme, le groupe des forces primitives, rudimentaires, par où il se relie à ses frères inférieurs, et se rapproche de la lointaine animalité, d'où le travail des siècles a peu à peu dégagé son âme, comme la main patiente d'un orfèvre débarrasse progressivement le précieux métal de la gangue grossière qui jusqu'alors l'enveloppait. Le philosophe américain W. James définit l'Instinct : « une faculté d'accomplir certains actes, en vue de certaines fins sans prévision de ces fins, sans éducation préalable de ces actes. »

Il en est un qui les résume tous, vers lequel tous convergent, à l'exemple du carrefour central où viennent aboutir tous les chemins de la forêt : c'est l'instinct de *conservation*, nous incitant à subordonner toutes choses à la durée de notre vie, à notre persistance dans l'être ! Or, Messieurs, quelle aura été la plus grande leçon de la guerre? Depuis le premier jour d'une mobilisation qui entraînait aux frontières et avec quel élan ! des centaines de milliers d'hommes, jusqu'à l'heure présente, où nous voyons ces corps d'armée résister à l'assaut de l'adversaire avec une endurance supérieure encore à leur élan, un mot résume et domine tout ; celui de sacrifice... *Sacrifice*, c'est-à-dire négation de l'Instinct de conservation, subordination de l'intérêt privé à l'intérêt collectif, non par résignation, certes, — cela serait trop peu, trop contraire au génie national qui s'est retrempé à sa véritable source, trop opposé à l'âme française — mais par acceptation enthousiaste des nécessités imposées par les circonstances. Du haut en bas de l'échelle sociale, depuis le dernier des soldats s'obstinant dans sa tranchée jusqu'au chef de corps qui lutte presque anonyme, c'est cette sublime idée de sacrifice, triomphe de la pensée idéaliste, qui vient opposer sa vertu exaltante aux puissances obscures et toutes matérialistes de l'Instinct.

C'est encore cette idée de Sacrifice qui épure la sensation et la transpose au plan supérieur où elle s'affine en sentiment. Il y a là tout un mécanisme psychologique qu'il serait trop long d'examiner et qui, d'ailleurs, n'est pas du ressort de cette étude. C'est assez de le constater, de voir qu'il saute aux yeux des moins avertis.

Que son retentissement doive être un fait, et un fait important dans notre production intellectuelle, c'est là une vérité qui éclate à la pleine lumière de l'évidence, puisque la Littérature, marquant l'image ou le reflet des mœurs par où s'affirme une nation, et, d'autre part, étant d'observation courante que chaque secousse politique de notre pays a suscité une orientation nouvelle dans sa production intellectuelle, il serait aussi illogique d'admettre un effet sans cause que de supposer un instant qu'il n'y aura rien de changé dans les courants littéraires ! Oui, Messieurs, il y aura de notables changements — il ne faut pas être grand prophète pour les deviner — et si l'on m'objecte qu'en cet exposé je parle beaucoup plus de la littérature d'hier que de celle de demain, c'est que, définir l'esprit d'hier, c'est par la seule valeur du contraste, préciser celui de demain ! Les *Beati possidentes* d'hier doivent, en effet, s'attendre à de fortes déceptions : ce n'est pas nous qui nous en plaindrons, nous qui avons toujours cru à la force de l'*Idéalisme* et à qui des circonstances tragiques, mais, somme toute, bienfaisantes, auront donné raison. Au surplus, quel est le Français d'aujourd'hui qui voudrait se reconnaître... quel est celui qui l'oserait même, dans le triste personnage dont un certain théâtre fit le protagoniste de nos scènes du Boulevard ?

*
* *

Le mot délicieux de Stendhal, que nous citions tout à l'heure, nous devient une transition naturelle à la seconde partie de cette causerie, où je voudrais toucher, aussi brièvement que possible, à la littérature féminine, en montrant quels puissants arguments s'opposent à ce que, dans l'avenir, elle se manifeste telle qu'elle apparut dans le passé, c'est-à-dire dans toute la période qui précéda la guerre !

Souvent, on m'accusa d'être *misogyne*. Et je me rappelle avoir reçu des livres dédicacés par des mains féminines où je pouvais lire des ap-

préciations de ce genre : « A M. Paul Flat.,., le coupable ! » ou bien encore : « Au Misogyne Paul Flat, qui ne lira pas plus ce volume que les précédents ! » Et vous voyez assez de quelles fautes on m'accusait ! Mais j'avais la conscience bien tranquille, sachant que c'était là un reproche tout à fait injustifié. Il faut songer aussi que la situation de Directeur de Revue n'est pas toujours aisée, et qu'à vouloir satisfaire trop d'auteurs, on risque de ne pas satisfaire son public !

Misogyne ! En vérité, je me sens si peu de goût pour l'être, que je serais bien plutôt tout le contraire ! Et volontiers, je prendrais à mon compte ce mot que j'ai entendu et qui constitue l'un des plus saisissants apologues que je connaisse ! Quelqu'un à qui l'on demandait quel était l'âge auquel il aimait les femmes, répondait ce mot profond, digne d'un véritable psychologue : — « Je les aime à tous les âges ! » affirmation qui, tout d'abord, paraît digne d'un Don Juan, mais n'apparaîtra telle qu'à celui qui aura lui-même un mentalité don juanesque ! Je n'y vois, pour ma part, que la profession de foi du Véritable Féminin qui se sent et déclare apte à goûter les nuances d'âme infiniment diverses que lui propose l'observation, la fréquentation de l'âme féminine. Au pur sexuel, à l'homme à bonnes fortunes qui posa la question, la précédente réponse oppose le véritable amateur d'âmes, pour qui toute jouissance supérieure réside dans la pénétration du mystère de l'âme !

Oui, tous les âges, il faut les aimer, pour dégager la pleine signification de chacun, et parce qu'à chaque âge de la Femme, comme à chaque saison de l'année, correspond un élément de beauté qui lui est propre, et qui marque plus particulièrement son rôle et sa fonction ! Et si c'est être misogyne que d'accepter et même d'admirer cette loi de transformation que nous impose la nature, alors oui, je me déclare misogyne. Mais vous entendez bien que si, parfois, j'ai pu l'être, c'est justement pour m'être élevé contre les tendances de certaines qui, précisément, se dérobent à leur fonction : celles, par exemple, qui, pouvant inspirer de beaux livres, préfèrent en écrire de mauvais !

Ah ! Messieurs, je ne discute pas le talent de certaines femmes, et cette attitude me conviendrait moins qu'à tout autre, ayant consacré un volume à préciser les mérites littéraires des plus brillantes parmi celles qui se sont fait un nom dans la littérature contemporaine et que je n'hésitais pas à placer sur le même rang que nos plus illustres auteurs du sexe fort ! Ce que je discutais, à cette date déjà,— c'est-à-dire voici cinq ou six ans — ce qui me frappe aujourd'hui plus encore qu'à cette date, à raison des événements, c'est la tendance exclusive de leur littérature — et je n'excepte pas les plus brillantes — à limiter leur vision d'observatrices au culte exclusif de la *sensation*, à l'exaltation de l'*Instinct* d'amour conçu à peu près de la même façon que nous le vîmes interprété dans les œuvres du théâtre matérialiste précédemment analysé ! Je l'ai précisé autre part et ne puis mieux faire que le rappeler : Dès l'instant qu'elle tient en main la plume, et sauf de très rares exceptions que l'on ne trouve guère qu'en dehors des œuvres d'imagination, la Femme de lettres se révèle comme un ferment d'anarchie, si bien que nous la pouvons concevoir, dans l'ordre privé, excellente épouse, mère accomplie, puis démentant, comme de parti-pris, dans ses constructions imaginaires, la valeur des vertus dont personnellement elle donna l'exemple !

Si l'on fait cet effort de rapprocher, dans une vue d'ensemble, les héros qu'avec tant d'amour leur pinceau caressa, ce sont membres d'une même famille, avec qui vous avez fait individuellement connaissance et qui se trouvent maintenant à portée de votre main ! Quelle ressemblance psychique entre eux, si toutefois les qualités du talent qui les fixa diversifient leurs traits apparents ! De toute leur énergie, nous les avons vus démentir et repousser les instincts conservateurs de vie. Quel instinct d'ordre pourrions-nous attendre de celles qui sont à ce point esclaves et victimes de la *sensation exclusive* qu'elle est devenue la Divinité devant laquelle elles s'humilient ? L'Instinct d'ordre nous enseigne à établir une hiérarchie dans nos appétits, comme la morale à exalter les uns et à rabaisser les autres au nom d'un principe directeur. Qu'adviendra-t-il chez celles dont l'unique principe directeur est l'abandon de tout l'être ? Si bien que l'on a pu dire, et très justement, que dans la littérature contemporaine, l'homme était le seul qui consentît encore à respecter la femme !

Eh bien, Messieurs, je ne crois pas exagérer en affirmant que dans un avenir assez prochain, une telle littérature deviendra tout à fait impossible, pour ne pas dire *incompréhensible*, parce qu'elle rendrait un son aussi faux dans l'ordre de l'analyse que, dans celui de la synthèse, l'art dramatique dont nous avons tenté de restituer les traits en caractérisant ce qu'il offrait de particulièrement matérialiste.

Qu'est-il advenu, en effet ? C'est que dans cette œuvre lamentable de destruction qu'est la guerre,

en toute circonstance, et plus particulièrement dans cette guerre sans précédent, la Femme a été rendue à sa véritable fonction qui est une fonction de création, de *conservation*, et comme nous le disions plus haut pour nos soldats, une école de sacrifice ! Des vertus que, depuis longtemps elle n'avait pas eu l'occasion de manifester à la pleine lumière du jour, ont apparu, à raison de la solennité des circonstances, comme ses vertus essentielles, et comme l'efflorescence de sa nature intime. Elle s'est affirmée dans sa véritable fonction en prodiguant à pleines mains les trésors de son cœur : elle a fait tout cela, et elle continue de le faire avec une générosité, une simplicité, et j'ajoute, une beauté, devant lesquelles nous autres, hommes, nous avons dû nous incliner !

Laissez-moi évoquer un souvenir personnel et qui date d'hier. J'ai fait partie, au début de la guerre, d'une œuvre dont, certes, vous avez entendu parler, qui s'appelle l'Œuvre des Trains de Blessés, et qui a pour but de ravitailler nos pauvres soldats quand ils arrivent du front dans les gares d'évacuation. C'est une œuvre admirable, la plus utile, la plus urgente, qui fut fondée sous les auspices du Syndicat de la Presse. Une de nos besognes consistait à enregistrer, à contrôler l'emploi des personnes qui voulaient bien accepter d'accompagner les blessés dans les trains, pour les soigner, de se trouver aux gares pour leur distribuer les boissons chaudes et les aliments nécessaires. Il venait à nos bureaux, 50, 60, 100 personnes par jour, depuis les aïeules de 70 ans jusqu'aux jeunes filles de 16, 18 ans. Il nous fallait bien demander à toutes, avant de leur assigner un emploi, quel était l'état de leur santé. Eh bien, par un miracle unique et que seule peut créer la suggestion patriotique, ces centaines de femmes étaient toutes merveilleusement bien portantes ! Un médecin de mes amis, à qui je contais l'histoire, me disait : « Mais alors, que deviendra notre métier ! — Rassurez-vous, lui dis-je, âme timorée, après la guerre, vos malades vous reviendront ! » Car le Risque, pour nous autres, Français, c'est le plus puissant des toniques, celui à qui nous devrons la victoire, plus encore qu'à l'excellence de notre canon 75. Cet état d'âme de nos chères Françaises, portez-le à la dixième puissance, et vous aurez celui de nos soldats. C'est lui qui est en train de remporter la victoire, et de restituer à la France le rang qui lui est dû dans le monde et qu'elle avait perdu depuis l'amputation de l'Année terrible.

Jamais, Messieurs, je n'ai mieux compris qu'en ces circonstances, la profondeur d'un mot de Renan qui, certes, m'avait frappé quand, pour la première fois, je l'avais lu, mais dont je n'avais pas tenu encore l'illustration vivante que les circonstances faisaient passer sous mes yeux. Renan a dit : « Une femme vraiment bonne n'est jamais laide. » Et vous entendez assez qu'il fait allusion à cette beauté morale qui transfigure un visage et donne son plein sens au rayonnement de l'âme qui emporte tout !

Ainsi, par le rythme implacable de la vie et de la mort, l'une naissant de l'autre, l'essence même du génie féminin s'est trouvée grandie, épurée, rendue à sa véritable fonction..., et le jour où l'on tenterait encore de nous montrer chez la Femme les puissances exclusives de l'*Instinct*, ce n'est plus elle seulement qui, justement, protesterait, c'est nous aussi, Messieurs, nous qui l'aimons pour ce qu'il y a d'idéal en elle, et qui ne la reconnaîtrions plus !

*
* *

En résumé, Messieurs, si d'une vue synthétique on embrasse les ensembles, c'est par une *renaissance*, ou si vous préférez, par une *réviviscence* de l'Ame, que se caractérisera l'effort nouveau de la Pensée française, le jour où, suivant la voie tracée par ses soldats elle aura à compléter, à parachever la tâche de reconstruction morale où l'aura engagée la puissance de ses armes ! Il y avait eu chez nous un léger flanchement, tout partiel, je m'empresse de le dire, des forces vitales, par la prédominance de quelques instincts, qui n'avait point atteint les couches profondes de la nation, mais qui eût pu constituer un danger, s'il avait duré ! Nos ennemis s'en étaient aperçus et leur ambition, toujours aux aguets, en avait tiré des espoirs que les événements sont venus contredire. Ils avaient eu le tort de généraliser trop vite : on croit si facilement ce qu'on désire !

Ah ! sur ce terrain, Messieurs, combien vite furent déçus leurs espoirs ! puisque notre défense, notre magnifique défense — et je puis bien ajouter : notre *victoire* — aura été par-dessus tout une victoire de l'*Ame*, reconquérant d'un seul élan, à l'heure du danger, les positions morales qu'elle semblait avoir abandonnées. Et si notre succès peut justement être qualifié ainsi, c'est cette expression : *défaite de l'Ame*, qui, le mieux dans l'histoire, caractérisera la position de nos adversaires ! Puissamment armés, invincibles, semblait-il sur le terrain matériel, organisés militairement et administrativement comme aucune nation ne l'était, toutes leurs défaillances vinrent de ce côté,

et par-dessus tout, le plan initial qui présida à leur agression.

Un jour que, dans la période la plus sombre de cette agression, je causais de nos angoisses communes avec l'illustre philosophe qui est assis à mes côtés et qui a bien voulu rehausser cette séance de l'éclat de son nom et du prestige de son autorité, nous arrivions à cette constatation qui domine tout en cette affaire : l'*Insuffisance psychologique* des Allemands, insuffisance qui se manifeste chez leurs hommes d'Etat, que le Prince de Bülow avait constatée dans son beau livre : la *Politique Allemande*, et aussi bien — car il y a toujours unité dans la constitution mentale d'un pays — chez leurs penseurs et leurs écrivains..., exception faite, bien entendu, pour ceux qui furent tellement imbus de culture latine qu'ils étaient à moitié français : leurs noms sont sur toutes les lèvres : Gœthe, Henri Heine, Schopenhauer et Nietzsche ! Songez que le prince de Bülow a, sur ses compatriotes, noté cette appréciation saisissante et que l'on ne connaît pas assez :

« Le sens *politique* est le sens des *généralités* ; c'est celui-là, précisément, que les Allemands n'ont pas. Il est dans le tempérament allemand d'exercer son énergie surtout dans le *particulier*, de placer l'intérêt général après l'intérêt plus restreint, plus directement saisissable. » C'eût été là une trouvaille admirable de l'homme d'Etat, si Gœthe n'avait dit avant lui : « *L'Allemand est « capable dans le détail*, mais *piteux dans l'ensemble.* »

Oui, Messieurs, sur ce terrain de l'*Ame*, toutes leurs prévisions constituèrent une faillite gigantesque dont nous pouvons aujourd'hui, fièrement et la joie au cœur, revendiquer le bénéfice. A cette faillite de l'Ame, nous nous présenterons comme créanciers, et, j'ose le dire, créanciers *privilégiés*. Leurs espions, si documentés fussent-ils, si habiles à repérer nos positions matérielles, demeurèrent complètement obtus en ce qui touche nos positions morales. Or, comme l'a écrit le souverain maître en l'art de la guerre, Napoléon, « l'élément moral est pour moitié dans le succès ». Ces espions pouvaient bien renseigner leur gouvernement sur les lacunes évidentes de notre armement et Dieu sait s'ils l'ont fait avec surabondance. Je citais récemment, dans un article, ce mot que me rapportait un de mes amis. Un jour qu'il se trouvait à table d'hôte auprès d'un Allemand — cela se passait au Japon, — celui-ci, qui avait lié conversation, lui demanda : « Quelle est votre profession, Monsieur ? — Je suis homme de lettres. — Et vous-même ? — Moi, fit l'autre en se rengorgeant, je *suis espion !* » Il avait prononcé ce mot du ton dont un de nos compatriotes aurait dit : « Je suis *Sénateur* ou *Membre de l'Institut !* » Mais en les documentant aussi sur nos divisions intérieures, ils y voyaient pour eux la première chance de succès ! Les événements ont prouvé combien grande fut leur erreur. Non moins profonde était-elle quand, adorateurs exclusifs de la force matérielle, ils tenaient pour rien la force morale, ou pour si peu qu'ils escomptaient la docilité de la Belgique... et vous savez comment la Belgique sut répondre ! Insensibles à l'idée de l'*Honneur*, mais insensibles à ce point qu'ils ne peuvent même pas la concevoir, ils escomptaient aussi la neutralité de l'Angleterre et lui proposaient le marché honteux que vous vous rappelez, touchant les colonies françaises. Mais l'idée de l'honneur est chez nos Alliés une force directrice, et le rouge de la honte leur montait au visage à la seule pensée de l'accepter ! D'où l'intervention anglaise et ses conséquences... Les Allemands ne comprirent pas... Ils ne comprennent pas aujourd'hui même... et faut-il le dire ? ils ne comprendront jamais...

*
* *

Pous nous, Messieurs, qui avons à tirer un enseignement profitable de ces grands exemples, et qui fûmes conviés par l'homme d'Etat qui préside cette association, à nous réunir, à nous serrer les uns contre les autres, pour en dégager les leçons, il faut que ce nous soit un motif nouveau de prendre courage et confiance en l'avenir ! Certes, la lutte aura été dure, accompagnée d'affreuses souffrances, de douleurs individuelles et de sacrifices incommensurables ! Mais ces femmes françaises dont tout à l'heure je vous parlais, nous ont donné un magnifique exemple dont il faut dégager toute la vertu expressive. Nos admirables soldats, petits par la taille, mais grands par le courage, auront préparé l'œuvre de libération en faisant de leurs corps un rempart aux murailles sacrées de Paris. Quant à vous, Mesdames, qui êtes leurs mères, leurs sœurs, leurs épouses, vous n'y aurez pas moins contribué à votre façon par le courage civique dont vous fîtes preuve et cet art souverain de refouler les larmes qui viennent aux yeux dans les heures de trop grande tristesse, en substituant aux douleurs individuelles l'image du risque collectif !

PAUL FLAT.

LE KAISER PEINT PAR UN NEUTRE

Le Dr Sven Hédin vient de publier en Suédois et en Allemand, les notes prises par lui au cours d'un séjour de deux mois au front occidental dans les lignes allemandes. Dans l'édition suédoise le livre a pour titre *Sur le front ouest*, oct-nov. 1914 (Stockholm, Alb. Bonnier); dans l'édition allemande, tirée à cent mille exemplaires, (Leipzig, Brockhaus), le titre est plus significatif, et, en quelque sorte, moins neutre: « Ein Volkin Waffen », (Un peuple en armes).

Un compte rendu paru dans l'*Aftonbladet de Stockholm*, du 9 février 1915, nous affirme, que le livre a sur tout pour but, de donner une leçon de patriotisme aux Suédois; c'est ce qui est, en effet, assez conforme aux tendances politiques, manifestées par le Dr Sven Hédin, avant et depuis la guerre. Cependant, malgré les affirmations du signataire de ce compte rendu, et malgré surtout les affirmations du Dr Sven Hédin lui-même, qui déclare avec serment, n'avoir en vue que la vérité pure, il est difficile de ne pas voir dans son ouvrage, un plaidoyer en faveur d'une cause qui a d'avance toutes ses sympathies,plutôt qu'une série de notes prises par un observateur absolument neutre et impartial. Il suffit pour s'en rendre compte, d'ouvrir le volume. C'est ce que nous avons fait, en nous servant de l'édition allemande.

Dans le même temps où il *jure devant Dieu* qu'il est allé au front, pour voir *par lui-même* avec le dessein de ne dépeindre que ce qu'il aura vu, et de ne pas *écrire une seule ligne* qui ne soit vraie, l'auteur accumule, comme à plaisir, et sans avoir le moins du monde l'air de se douter qu'il *plaide* beaucoup plus qu'il ne *dépeint*, des détails fort significatifs.

D'abord (p. 6), cette déclaration, ni très neutre, ni très modeste: « Au nom des Germains, j'ai voulu effacer les calomnies et faire connaître au monde la vérité. »

A partir de la page 7, nous entrons dans le récit proprement dit et nous suivons notre auteur « A la recherche du grand quartier général ». Il le trouvera vite, puisque c'est comme « Germain » et pour faire connaître au monde *la vérité* qu'il voyage. En effet, arrivant à Berlin le 12 septembre, il y est reçu à « bras ouverts » par M. de Zimmermann, qui a l'ordre de lui faire connaître qu'il est « attendu par M. de Moltke, au grand quartier général » (p. 7).

Immédiatement on met à sa disposition un officier supérieur le « Rittmeister von Krum » *comme « chauffeur »* avec une automobile qui a « *le laisser-passer général pour toute l'Allemagne.* » Sur ce laisser-passer est inscrite la formule: « Tout ce qui peut aider à son voyage doit être mis à sa disposition. »

Le moyen de ne pas être aimable envers des gens qui ont de pareilles prévenances? Tous les correspondants de guerre ne sont pas si bien traités.

Le style de notre auteur s'en ressent. Les Allemands, déclare-t-il (page 19), ne sont pas nés pour être battus par des Slaves ou des Latins! » « Il est dangereux de jouer avec les aigles (*sic*), qui peuvent encore quitter leur aire et planer. »

Admirons ce symbolisme à double entente, car nous avons ici le choix, entre les aigles impériaux et les fameux engins de ce comte de Zeppelin que l'Empereur a salué, dans un de ces discours dont il est coutumier, comme un don fait à l'Allemagne par l'Eternel des Armées.

Cueillons en passant (page 10), ce petit couplet pas très nouveau, mais bien en place ici « Les soldats sont tous animés de la plus grande bravoure, car ils savent tous que leur Empereur et les hommes d'Etat allemands, ont fait tout ce qui était en leur pouvoir, pour épargner au monde ,le plus grand des malheurs, et pour empêcher que des torrents de sang et de larmes, ne soient répandus. »

Comme il est préceiux, d'avoir comme « chauffeur » un chef d'escadron, qui a pour mission d'*aider* de toutes les façons possibles son voyageur! Avec un pareil conducteur, la conversation, ne pourrait être quelconque, ni l'itinéraire non plus, Oyez plutôt: « *Nous nous arrêtons devant la pierre commémorative, marquant le lieu où l'Empereur Guillaume donnait le* 13 *juillet* 1870 *à* 9 *heures* 10 *du matin, à l'ambassadeur de France Benedetti, sa réponse qui déclancha la guerre franco-allemande, il y a quarante-quatre ans.* »

Il y a là deux erreurs: l'Empereur Guillaume le 13 juillet 1870 à 9 heures du matin, n'était encore que roi de Prusse; puis la *vérité latine* nous enseigne que ce n'est point la réponse dudit roi de Prusse à Bénédetti, laquelle ne fut point offensante, mais la *fameuse dépêche d'Ems* tendant à faire croire que Bénédetti avait été mal reçu, qui déclancha la guerre. Toutes les inscriptions lapidaires du monde n'y changeront rien; mais, passons.

Naturellement, en face d'un monument orné d'inscriptions aussi péremptoires, commentées au surplus, par un officier supérieur, désigné exprès pour *aider* à la manifestation de cette vérité, il n'est pas déplacé de se livrer aux douceurs de la conversation. Ainsi firent, sans doute, MM. Sven Hedin et Von Krum, cependant que le soldat, chauffeur ordinaire *en temps de paix* de ce dernier et qui accompagnait nos voyageurs, ainsi qu'on a eu soin de nous en avertir, inspectait le mécanisme de la machine trépidante. Toujours est-il, que nous trouvons (p. 18), cette réflexion dont la profondeur n'échappera à personne: « L'idée de revanche était mûre ». Mûre, chez qui? On ne nous le dit point. Pourquoi? Mystère et neutralité. Sautons respectueusement les points de suspension, mis par l'auteur, à la suite de cette profonde réflexion et poursuivons notre lecture: « L'idée de revanche était mûre... A moins que d'*autres méchantes puissances* (böse Machte) aient voulu se servir du désir qu'avait la *France de venger l'Alsace-Lorraine*, afin d'en tirer avantage (Vortheil Zichen) et d'occuper la place que l'Allemagne, entre temps, avait prise. »

Ah! qu'en termes galants ces choses-là sont dites! Et quelle élégance pour stigmatiser comme il faut la perfide Albion et l'astucieuse Russie, sans les nommer. Passe encore qu'elles aient eu pour excuse un désir de revanche encore vivace chez les Français. Mais ce désir n'existait même plus. « J'ai appris par des personnes bien informées, ajoute triomphalement l'auteur, que l'idée de revanche, chez la majorité des Français, avait disparu avec les années. Un avenir prochain décidera, qui a eu la responsabilité de ce qui est arrivé. »

Et voilà. La logique, en tout ceci, ne trouvera peut-être pas son compte. Un désir de revanche qui est mûr, bien qu'ayant complètement disparu, et, quoique ayant disparu, et ainsi habilement exploité par le « méchantes puissances » est un facteur terrible. Heureusement

que l'avenir décidera en ce qui concerne les responsabilités.

Quand notre auteur traverse la frontière luxembourgeoise, — le détour par la Belgique, eût sans doute trop retardé, encore qu'il y eut trouvé, sans nul doute, de nombreuses occasions de « faire connaître au monde la vérité » en ce qui concerne ce nouveau pays d'Empire! — traversant donc à la frontière Luxembourgeoise, le Dr Sven Hédin, ne peut s'empêcher de remarquer que le peuple « regarde avec des yeux indifférents » et celà lui suggère cette mélancolique réflexion: Finis les bons saluts et les vœux enthousiastes (p. 25).

Dans la ville de Luxembourg, il trouve le général de Moltke à l'hôtel de Cologne. Il y est si bien reçu qu'il se sent « tout à fait chez lui ». Mme de Moltke était suédoise. Le général devait donner à son hôte, la permission de visiter le front plus en avant. « La permission, explique notre auteur, je l'avais déjà reçue de l'Empereur lui-même. Mais il s'agissait seulement de décider, sur *quel point du front* je pouvais commencer mes études. »

Admirons ici, la sagesse du grand chef de l'Etat-Major. Le sort des batailles ne se décide pas comme un simple pique-nique. A quelqu'un qui s'est donné pour tâche de faire connaître la vérité, il importe de la lui montrer là où elle est le plus visible et le plus triomphante. Le général de Moltke « se déclare donc prêt à tracer le programme du voyage », et il dit au Dr Sven Hedin: « Vous ne serez en sûreté nulle part, sur le champ des opérations ». S'il y a danger, on mettra notre correspondant de guerre à l'abri. « On n'est pas loin de l'ennemi, explique de Moltke. Et si vous écoutez bien, *vous entendrez d'ici les canons de Verdun.* » (p. 26). Pensez-donc, de Luxembourg à Verdun, la distance n'est que de soixante-quinze kilomètres.

L'Empereur demeurait donc l'hôte du ministre allemond à Luxembourg. La plus grande partie de l'Etat-Major logeait à l'*hôtel-Stâar* (Hôtel de l'Etourneau) où une chambre avait été mise à la disposition du Dr Sven Hédin qui fut naturellement invité à la table impériale. C'est ce qui nous vaut une peinture du Kaiser qui est selon l'auteur « le plus grand et le plus imposant souverain de ce temps, un des hommes les plus intéressants et les plus géniaux » qu'il connaisse.

Le Kaiser.

« Lorsque Guillaume II, au mois de juin 1913, célébra le jubilé de ses vingt-cinq années de règne comme Empereur d'Allemagne, j'écrivis dans un journal allemand les lignes suivantes. Mes prévisions se sont déjà en grande partie réalisées : « Par sa personnalité, forte et puissante, Guillaume II marque son empreinte sur l'époque à laquelle il appartient. Jusqu'à présent, ce fait ne s'est manifesté qu'en temps de paix. Ce que l'avenir porte en son sein, personne ne peut le dire. Mais ce que nous savons bien, c'est qu'aucune puissance étrangère ne pourra toucher à l'honneur et à la sécurité de l'Allemagne. Et si des dieux hostiles tracent quelque jour dans son ciel des signes sanglants, l'Empereur conduira ses légions avec la même activité, avec la même vigueur qu'aux jours de paix. Et les aigles d'or de son casque leur montreront le chemin de nouvelles victoires.

« Il restera bien établi pour tous les temps de l'Histoire, comme un fait indiscutable, que l'Empereur Guillaume, au cours d'un quart de siècle a fait tout son possible pour détourner des frontières de l'Allemagne les malheurs de la guerre. Plus d'une fois la guerre n'a tenu qu'à un cheveu, et tout le monde est unanime à reconnaître que c'est l'intervention personnelle de l'Empereur qui a empêché une catastrophe. Il n'y a pas longtemps encore, la guerre universelle était plus proche que le monde ne le supposait. C'est encore l'amour de l'Empereur pour la paix qui trouva la solution. Beaucoup l'en blâmèrent et gratifièrent son attitude d'irrésolue et de trop conciliante. Ici encore, le jugement de l'Histoire lui sera favorable. Et pendant ce temps, l'Allemagne se préparait aux événements sanglants, dont l'éclatement prochain ne pouvait faire de doute pour aucun homme clairvoyant.

« On pouvait espérer que le maintien de la paix serait prolongé. Personne ne le vit plus distinctement que l'Empereur lui-même, et c'est pourquoi, pendant toute la durée de son règne, il a travaillé à renforcer la puissance combative du royaume sur mer et sur terre. A cette heure vogue sur la mer la flotte allemande comme un gigantesque monument de la sage et prudente prévoyance de son Créateur. Car c'est l'Empereur lui-même qui, de concert avec son grand amiral Tirpitz l'insurpassable, crée les forteresses flottantes, sans lesquelles la situation de l'Allemagne eût été désespérée, lorsque l'Angleterre lui déclara la guerre. Dès mon arrivée à Luxembourg, j'eus l'honneur d'être invité pour le lendemain à une heure à déjeuner chez l'Empereur Guillaume. La plupart des hôtes demeuraient à l'hôtel Staar et c'est de là que devaient partir les automobiles. Je fis le trajet avec son Excellence le général-adjudant von Gontard. L'Empereur habitait la maison du Ministre d'Allemagne et avait ses appartements privés au 1er étage. Au rez-de-chaussée, on pouvait voir d'immenses cartes du théâtre des opérations et des lignes d'étapes ; à côté était la chancellerie et la salle à manger, une toute petite pièce. Les hôtes se réunirent dans la chancellerie, tous en simple uniforme sans aucun apparat. Moi-même, j'avais mes habits de tous les jours. Dans la suite de l'Empereur, je trouvai quelques vieilles connaissances, le général-adjudant Slessen et l'amiral von Muller qui descend de Smaland et parle aussi bien le suédois que l'allemand. Je

notai, en outre, les Excellences et adjudants von Treutler, von Marschall, von Mutins, le médecin général Dr. von Ilberg, le prince Pless et von Arnim. Nous étions donc dix. A une heure précise, la porte s'ouvrit et l'Empereur Guillaume entra d'un pas ferme et tranquille. Tous les yeux se tournèrent vers cet homme de stature moyenne, fortement charpenté. Il se fit un silence profond. On sentait qu'une puissante personnalité était dans la pièce. Le lieu où nous nous trouvions, modeste en lui-même, avait pris une importance extraordinaire. C'est ici qu'est le pivot autour du quel gravitent les événements du monde entier. C'est ici qu'est la chambre des délibérations, d'où est dirigée toute la guerre. « L'Allemagne écra- « sée », disent ses ennemis. « Sois tranquille », répond l'armée allemande à sa patrie. C'est ici que se tient au milieu de nous son chef lui-même, une incarnation du courage, de la résolution et de l'honnêteté. Il est entouré des pensées du monde entier; il est l'objet de l'affection, de la confiance aveugle, de l'admiration, mais aussi de la crainte, de la haine et de la calomnie. Autour de cet homme qui aime la paix, la plus grande guerre de l'Histoire est déchaînée ; autour de son nom retentit le fracas des combats. Un homme qui a pu éveiller dans un royaume de même race une haine si immense et un mépris si infâme, doit être, en vérité, très important ; car sinon, ses calomniateurs le laisseraient en paix et verseraient les coups de leur colère sur un autre plus à craindre. Tout ce que peuvent imaginer la calomnie, la lâcheté et le bavardage, est répandu sur sa tête. Ses intentions sont dénaturées, ses paroles mal interprétées, ses actions qualifiées de crimes. Mais dans toute l'Allemagne, dans toute l'armée allemande est chantée sa louange, dans les services religieux sur le front, dans toutes les églises de l'Allemagne, en semaine comme les jours de fêtes, des prières ardentes s'élèvent pour qu'il soit béni. « Sois tranquille », peuvent dire les soldats à leur Empereur et, de leur côté, ils savent qu'il ne négligera jamais son devoir et qu'il ne reculera pas avant d'avoir assuré l'avenir de l'Allemagne. Ce n'est pas un Charles-Quint, ce n'est pas un Empereur-Roi qui entre dans la chancellerie. C'est un officier vêtu de l'uniforme le plus simple que l'on puisse imaginer, une tunique gris-bleu courte avec une double rangée de boutons, un pantalon sombre et des bottes de campagne jaunes. Pas le moindre petit ruban noir et blanc de la croix de fer. Mais c'est une personnalité attirante et attachante, un homme du monde courtois et aimable. La vivacité de sa compréhension, l'éclat et la puissance de son esprit trahissent l'observateur et l'artiste ; la prudence de sa parole, l'homme d'État; l'énergie de son maintien, l'expression de ses mouvements et la magnificence des peintures de bataille, l'homme de guerre, l'ensemble de son être, la modestie et l'humanité : enfin, ses paroles mâles et impératives, le dominateur qui est habitué à l'obéissance.

« Heureux le peuple qui, surtout dans les temps troubles, possède un Maître jouissant de la confiance de tous et de la destinée duquel nul ne doute !

« Mais il y a aussi deux yeux qui possèdent une merveilleuse puissance magnétique et qui vous fascinent aussitôt que l'Empereur apparaît. C'est comme s'il faisait soudain plus clair lorsque le regard tranquille des yeux bleus de l'Empereur se pose sur vous. Ces yeux sont étonnamment expressifs. Ils disent, avant tout, une volonté inébranlable et une énergie de fer. Ils disent la tristesse de voir l'aveuglement de ceux qui ne veulent pas comprendre qu'il désire seulement ce qui plaît à Dieu et ce qui fait le bien de son peuple. Ils disent aussi l'esprit brillant, l'intelligence pénétrante, à qui rien d'humain n'est étranger et l'irrésistible bonne humeur. Ils disent l'honnêteté, l'amour de la vérité et une sincérité qui ne laisse jamais dévier le regard qui vous pénètre tout droit jusqu'au fond du cœur.

« Le sentiment de timidité que l'on a peut-être ressenti pendant qu'on attendait le plus puissant et le plus étonnant des hommes de la terre, disparaît sans laisser de traces aussitôt que l'Empereur, après une vigoureuse poignée de mains et un salut cordial, s'est mis à parler. Sa voix est mâle, militaire, il s'exprime avec une netteté extraordinaire, sans avaler aucune syllabe. Il ne cherche jamais un mot, mais trouve toujours le clou à vous planter sur la tête au moyen d'une expression vigoureuse. Il accompagne ses paroles de gestes vifs et expressifs du bras droit, tandis que le gauche est immobile. Sa parole coule, captivante et intéressante. Elle est souvent coupée de questions subites auxquelles on doit s'efforcer de répondre aussi vite et aussi nettement, et si cette réponse est heureuse, on peut remarquer le contentement de l'Empereur. Il est extrêmement impulsif et sa conversation est un mélange de sérieux et de raillerie. Une sage répartie ou une anecdote amusante provoquent chez lui un bon rire qui, souvent, va jusqu'à secouer ses épaules.

« Sur l'ordre de l'Empereur, nous entrâmes dans la salle à manger. L'adjudant von Muller s'assit à sa gauche et moi à sa droite ; en face de lui, le général-adjudant von Gontard. Une table fort simple. Le seul luxe était la clochette d'or placée

devant le couvert de l'Empereur et avec laquelle il sonnait aussitôt qu'un nouveau plat devait être apporté. Le déjeuner était également simple : soupe, viande et légumes, dessert et fruits, avec du vin rouge. J'ai rarement été aussi affamé qu'en me levant de la table impériale ! Non pas à cause du petit nombre de plats, mais parce que jamais la conversation ne s'arrêta jusqu'au moment où la sonnette retentit pour la dernière fois, où tout le monde se leva et où les laquais en tenue de campagne retirèrent nos chaises. L'Empereur parla tout le temps avec moi. Il fit allusion à ma dernière conférence à Berlin, à laquelle il avait assisté, au Thibet où j'ai vécu des jours troublés et qui sera bientôt le seul pays de la terre où l'on puisse trouver le calme.

« Ensuite, il parla de la situation mondiale et de la tempête qui souffle sur l'Europe. J'ai été particulièrement heureux d'entendre avec quelle estime et quelle sympathie l'Empereur s'exprima sur la France. Il déplora la nécessité qui l'avait contraint, malgré son désir, à conduire son armée contre les Français, et il ne cacha pas son espoir qu'un jour viendrait où Allemands et Français pourraient vivre en bon voisinage. C'est pour atteindre ce but qu'il a travaillé pendant vingt-cinq ans, et il souhaite que, de la guerre actuelle, sorte un tout nouvel ordre de choses. Une entente entre l'Allemagne et la France créera de toute nécessité une forteresse inébranlable pour la paix future. Mais d'abord, la victoire sur les armées immenses que quatre grandes puissances ont jetées contre la frontière de l'Allemagne et contre les possessions allemandes dans les diverses parties du monde. Ensuite, une paix honorable et donnant partout la sécurité, enfin, la grande et solide paix du monde.

« Avant tout, l'Empereur place sa confiance en Dieu.

« Mais il s'appuie aveuglément aussi sur le peuple allemand et sur sa grande et belle armée. Il a confiance dans l'admirable bravoure et le mépris de la mort des soldats, et aussi dans le corps d'officiers qui les conduit sur mer et sur terre.

« Si les Français avaient une idée de la véritable pensée de l'Empereur, ils le jugeraient tout autrement qu'ils font. Et personne ne croira que je pourrais prendre la responsabilité de placer dans la bouche de l'Empereur un autre jugement que celui qu'il a réellement exprimé et que j'ai entendu de mes propres oreilles. Ce serait mal reconnaître l'hospitalité que j'ai reçue au front.

« Sur la table, dans la chancellerie, se trouvaient des cigares et des cigarettes et une bougie allumée. La conversation continua, tantôt sérieuse, tantôt plaisante. Récits d'horreurs, de guerre et anecdotes amusantes alternèrent, jusqu'au moment où l'Empereur me souhaitant un voyage heureux et instructif, se retira et monta dans son cabinet où l'attendaient sans doute des montagnes de papiers et de lettres, de rapports et de télégrammes.

« Les bruits d'après lesquels l'Empereur aurait vieilli, d'après lesquels la guerre, avec toutes ses fatigues et ses tourments, aurait altéré ses forces et sa santé, tout cela est pure imagination.

« Ses cheveux ne sont pas plus gris qu'avant la guerre, son visage est coloré et a si peu maigri qu'au contraire, il est resplendissant de santé et de force.

« Un homme comme l'Empereur Guillaume est dans son élément quand la puissance et les circonstances l'obligent à mettre en jeu tous ses dons, et tout son être pour le bien et pour l'honneur de son royaume. »

(*A suivre*). SVEN HEDIN.

LA GUERRE ET L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE [1]

Ici encore, il faut reconnaître que la critique s'explique surtout au point de vue historique. Il est certain que longtemps l'enseignement secondaire a répondu à de tous autres besoins que ceux d'aujourd'hui, et s'adaptait à un état social tout différent. Il est très exact qu'il fut longtemps, en particulier dans les collèges ecclésiastiques, la préparation de l'homme du monde ou de « l'honnête homme » qui devait avoir des clartés de tout et se distinguer par des connaissances élégantes où la masse n'avait pas accès. Alors, en effet, c'était l'inutilité même, « le superflu, chose si nécessaire », qui était peut-être la caractéristique d'une instruction « libérale ». Voilà ce dont se souviennent peut-être nos critiques. Et nous leur accorderons qu'il reste encore bien des choses inutiles dans notre enseignement secondaire. Mais c'est sur la notion même de l'utile et de l'inutile que nous ne nous entendrions pas exactement.

Tout d'abord, nous avons arraché de la porte de nos classes l'écriteau malencontreux de « Rhétorique », et nous ne saurions trop l'effacer non plus dans l'esprit de nos jeunes gens. Considérez un peu ce fait, qui n'est pas une des moindres leçons de la guerre. Nous nous laissions aller à toutes sortes de thèses et de déclamations néfas-

(1) Voir la *Revue Bleue* du 24 avril — 1er mai 1915.

tes, l'antipatriotisme, le sabotage, la grève générale et bien d'autres aujourd'hui rejetées dans l'oubli ou dans le mépris. L'événement nous a révélé que c'était là seulement une mauvaise rhétorique qui, d'ailleurs, florissait plutôt dans des milieux bien éloignés de ceux de nos lycées, Nos ennemis, dans la lourdeur de leur esprit, prenaient au sérieux ces exercices d'école et s'attendaient à les voir ruiner notre pays, annuler sa résistance. Il a pris nos querelles d'idées pour des dissensions profondes, et n'a pas compris avec quel goût et quelle aisance nous nous livrons à cette escrime oratoire ou dialectique. Mais son approche même a flétri ces fleurs malsaines de rhétorique, dissipé ces mirages au contact de la terrible réalité. Inversement, de notre côté, nous prenions pour des déclamations et des fantaisies de théoriciens les thèses outrées d'un Nietzsche sur les droits de la force, sur la volonté de puissance, sur la nécessité d'être dur, enfin le « Rien n'est vrai, tout est permis » qui est le résumé de son immoralisme. Et nous avons fait la cruelle expérience que ce n'était pas là de vaines formules, ni des rêveries poétiques, mais l'expression d'une monstruosité morale qui devait se manifester dans l'action. Rien n'est vrai : le mensonge le plus cynique est érigé en système, la vérité est asservie à l'intérêt, aucune contradiction ne coûte ni ne compte. Tout est permis : il n'y a plus de droit, ni de lois, les engagements pris sont outrageusement rompus, la cruauté la plus barbare apparaît comme une manifestation de supériorité, comme la preuve qu'on ne redoute aucune sanction. Le théoricien de la guerre absolue, Clausewitz et le rêveur de « Par de là le Bien et le Mal » se donnent la main : dans le délire pangermaniste, le réalisme le plus effréné rejoint l'idéalisme le plus fantastique. Je pourrais, si j'en avais le loisir, vous montrer que c'est là un caractère général de la corruption intellectuelle et morale de l'Allemagne actuelle, que d'avoir combiné, sans aucun équilibre ni tempérament, les idées les plus aventureuses et les plus extrêmes d'une métaphysique quintessenciée ou d'un mysticisme sans critique ,avec les appétits les plus grossiers et le matérialisme le plus plat. Je ne vous étonnerai pas en vous disant que c'est en prenant le contrepied de ce double contre-sens que nous avons le plus de chance d'atteindre la vérité et de définir le régime d'éducation le plus conforme à notre génie français, et c'est justement dans l'enseignement secondaire, parce que, par nature, il a un caractère de culture générale et non professionnelle, qu'une telle définition trouvera le mieux sa place.

Aussi, pour répondre à ceux qui redoutent la vanité et la stérilité de cette culture, je commencerai par déclarer nettement qu'il convient d'écarter de notre enseignement secondaire, tout ce qui est verbalisme, scolastique, pédantisme, pour le remettre en contact direct avec la réalité et avec la vie. Déjà, en ce qui concerne le verbalisme et la réthorique, un grand progrès a certainement été accompli. Notre jeunesse est avide de savoir réel et ne se contenterait plus, même dans le domaine littéraire de phraséologie vide. Il ne s'agit pas de négliger la formation du goût, qui reste en toute matière un scrupule vraiment caractéristique de l'esprit français et qui est une des formes de la politesse et de la probité, mais au contraire de ne pas limiter ce scrupule à une préoccupation superficielle des formes littéraires et de la parure de la pensée. Il y a plus à faire pour éliminer encore certaines habitudes scolastiques. Il est difficile que dans un organisme aussi complexe et aussi ancien, nombre de conventions et de traditions ne s'installent pas et qu'elles ne résistent pas aux innovations. L'étendue même des connaissances qui sont requises d'un bon professeur d'enseignement secondaire l'amène à se contenter, sur bien des points, d'un savoir de seconde main, où les livres tiennent plus de place que l'expérience et l'observation. Ce n'est pas l'enfant ni le jeune homme, même intelligent, qui pourra réagir sur ce point. Il n'est que trop esclave et dupe du mot et de l'abstraction qui bouchent, en apparence, les trous de son ignorance. Les réalités physiques ou morales sont souvent d'un accès difficile, et cependant, c'est sur elles qu'il faut toujours diriger le regard de l'élève. Le sens du concret est un des plus difficiles à former et des plus nécessaires à développer. Mais c'est surtout contre ce que j'appellerai le pédantisme, au sens où l'envisage Montaigne, que nous avons encore de grande efforts à faire ; il semble que les progrès mêmes, et ils sont considérables, qui ont été accomplis, et dans la science même et dans la préparation des professeurs, aient eu, à ce point de vue, leur contrepartie. On est effrayé de la somme de connaissances qu'on prétend imposer à nos élèves,garçons ou jeunes filles. Chaque spécialiste, comme les maîtres de M.Jourdain, considère comme indispensable la possession d'un certain savoir que lui-même n'a peut-être acquis que tardivement. Un pauvre bachelier est écartelé entre cinq ou six examinateurs, dont chacun semble souhaiter que le candidat possède sa spécialité comme lui-même. On ne fait pas grâce à un élève de quatrième d'une exception grammaticale, ni à un élève de philosophie, du détail d'une glande, à un élève de mathématiques, d'un

théorème ou d'un corollaire, et surtout on ne leur fait pas grâce d'un fait historique depuis l'ancienne Egypte jusqu'aux ministères de la troisième République. Chaque fois qu'on parle d'alléger les programmes, des commissions se réunissent et l'on découvre que tout est indispensable, et les programmes sortent alourdis de ce travail entrepris en conscience pour les restreindre. Ce qu'on raye sur le papier, les examens et les concours se chargent de le rétablir subrepticement. Voilà réellement où est le mal, ce me semble, et c'est là que je trouverais, pour mon compte, qu'il y a de l'inutile dans l'enseignement secondaire.

Pourquoi ? Parce que, à mon sens, le rôle de l'enseignement secondaire n'est pas d'entasser des connaissances dans la mémoire, mais de former le jugement et les facultés de l'esprit. C'est une bien vieille vérité, mais qui n'arrive que difficilement à triompher dans la pratique. On comprend, dès lors, que les utilitaires, qui ne considèrent que la valeur pratique des connaissances acquises, protestent contre l'inutilité de beaucoup d'entre elles. Mais, à ce compte, ce n'est pas le latin ou le grec seulement qui seraient inutiles ; on pourrait en dire de la plupart des théorèmes de géométrie ou des données de l'histoire. L'erreur pédagogique à éviter, et que j'appelle le pédantisme, consiste, en effet, non seulement en ce que chaque spécialiste croit que sa science est la plus haute et la plus digne d'être apprise, mais en ce qu'il est tenté de l'enseigner pour elle-même et non pour les esprits qu'il est chargé de cultiver. La positivité des sciences ne garantit pas plus contre ce travers, là où il sévit, que n'y expose la liberté et le caractère vague de la « littérature ». Lorsqu'Auguste Comte anathématisait si violemment ce qu'il appelait la « spécialité dispersive », peut-être sa thèse mériterait-elle d'être limitée s'il s'agissait de la science pure, mais elle est incontestablement très forte au point de vue pédagogique. Il condamnait, au point de vue social, aussi bien l'utilitarisme étroit que la curiosité stérile et raillait la « désastreuse indifférence pour le cours général des affaires humaines » chez les professionnels inquiets du produit net, comme chez les théoriciens jaloux d'entasser formule sur formule, gens également satisfaits, disait-il, « pourvu qu'il y ait toujours des épingles à fabriquer et des équations à résoudre ». Si les vues d'ensemble sont nécessaires dans le gouvernement des sociétés, à plus forte raison sont-elles indispensables quand il s'agit d'un enseignement dont l'essence même est de former, non des hommes de métier, mais des esprits justes, capables de se mouvoir avec quelque sûreté dans la complexité des choses, par suite, de choisir une profession, et d'y acquérir alors seulement les connaissances spéciales nécessaires.

Ainsi, ceux qui reprochent à l'enseignement secondaire l'inutilité d'une bonne partie des études qu'on y fait, disent trop ou trop peu. Ils croiront, par exemple, à l'utilité de certaines connaissances physiques ou mathématiques, et nieront celle du latin ou de l'histoire littéraire. Mais l'immense majorité des élèves qui auront quitté nos bancs n'auront pas plus d'emploi de la trigonométrie ou des formules de la dilatation qu'ils n'auront à traduire un texte de Sénèque ou de Platon. Presque toutes les connaissances qu'ils auront péniblement acquises s'évanouiront et devront faire place aux connaissances professionnelles. Mais est-ce à dire qu'elles n'auront laissé aucune trace ? Non ; si elles ont été données comme il faut, si, au lieu de s'étendre uniformément ou de s'aligner d'une façon monotone, elles ont été choisies, dans chaque domaine, aussi caractéristiques et aussi significatives que possible, si elles ont été suffisamment approfondies sur ces points-là, pour donner à l'esprit qui les aura bien assimilées, une idée nette d'une méthode, une vue exacte d'une propriété de la matière, un sentiment juste de la validité d'une démonstration, du caractère d'une période historique, d'une loi psychologique ou sociale, d'un principe moral ou même — n'hésitons pas — d'un problème métaphysique, un tel enseignement aura laissé des traces profondes, non pas comme un cachet laisse un empreinte figée sur une cire morte, mais comme un acte vivant laisse une habitude, comme un effort intelligent forme une faculté. En ce sens, comme on le voit, toutes les matières de l'enseignement sont inutiles et toutes peuvent être utiles, si elles sont enseignées avec adresse, par un homme qui sache les mettre en valeur. On est dupe de l'idée d'utilité quand on oublie que ce qu'il y a de plus utile pour un homme, à un certain niveau de culture du moins, c'est d'être un homme plus complet, plus capable de comprendre ce qu'il voit et ce qu'il fait, plus apte, par suite, à acquérir encore. Voilà l'espèce d'utilité où vise l'enseignement secondaire.

Loin que je trouve la culture secondaire trop générale, en ce sens, je trouve qu'elle ne l'est pas encore assez. Il y faut sacrifier beaucoup de surcharges pour y faire place à certains éléments qui sont encore trop méconnus. La culture physique a déjà acquis un rôle qu'on ne lui connaissait pas il y a vingt-cinq ans. L'homme est corps aussi et la culture du corps a sa valeur propre, indépendamment même de toute considération de santé ou de succès sportifs. Que de choses nous

ne ferions pas, que de vices nous rejetterions si seulement nous avions pour notre corps, pour sa vigueur, pour sa beauté, pour sa dignité, cette sorte de respect et d'estime grâce auxquels l'âme, au lieu d'y être asservie, y trouverait la paix, la sérénité dont elle a besoin ?

Les arts dits « d'agrément » ont été aussi longtemps trop négligés et considérés comme des techniques spéciales, auxquelles un homme cultivé pouvait rester étranger. Ce n'est pas mon avis. Une récente réforme a vraiment incorporé le dessin à la culture générale en lui enlevant le caractère d'une étroite et artificielle scolastique. Je m'en réjouis vivement. Mais à quand le tour de la musique ? Pourquoi nos jeunes gens restent-ils si étrangers au chant choral qui commence à donner, chez nos jeunes filles, de si jolis résultats ?

Enfin, il y a un côté des facultés humaines que, jusqu'ici, notre enseignement secondaire a omis. Je veux dire l'habileté manuelle, l'adresse dans le maniement de la matière. On a pensé, sans doute, que ce n'était là qu'une partie de la préparation professionnelle de l'ouvrier. Je m'inscris en faux contre ce jugement. L'adresse manuelle m'apparaît comme une forme et comme une condition de l'intelligence. Un éminent philosophe français a cru pouvoir dire que l'entendement même de l'homme était un produit de son contact avec la matière et que la science était dérivée de l'art-fabricateur, par lequel il modifie les choses : *homo faber*. Sans m'engager dans cette ingénieuse et pénétrante théorie de M. Bergson, je considère comme un fait que l'esprit d'observation et d'invention, le sens de la réalité, le goût lui-même ont beaucoup à gagner dans l'exercice des travaux manuels. Ils constituent, d'ailleurs, une des plus attrayantes et des plus saines récréations qu'on puisse imaginer, au point qu'ils font partie, sous une forme élémentaire, des méthodes appliquées à l'instruction de la petite enfance. Et croit-on même qu'il n'y aurait pas un bénéfice moral à permettre au jeune bourgeois d'apprécier les difficultés et la valeur du travail des mains, à l'inciter au respect de cette forme de travail que trop souvent il méprise, à lui épargner enfin, vis-à-vis de l'ouvrier qu'il sera appelé à employer ou peut-être à diriger, l'humiliation d'une totale incompétence et d'une ridicule inaptitude ?

Ainsi, c'est comme une culture vraiment intégrale de la personne humaine, non comme un stérile entassement de connaissances, que je conçois l'Enseignement secondaire. C'est pourquoi aussi je ne crois pas qu'on doive trop s'embarrasser de la question des programmes ni de la rivalité des sciences et des lettres, ni de la querelle des anciens et des modernes, ni de la question du latin et du grec. Car il est vrai, sans doute, que toutes les matières ne sont pas également propres à cultiver toutes les facultés ; les unes développeront mieux l'esprit de finesse, comme la critique littéraire ou la psychologie, les autres l'esprit de géométrie, comme les sciences exactes ; les unes exerceront le sens historique et les autres le sens de la généralisation et l'esprit philosophique ; les unes fortifieront le respect scrupuleux de la vérité et de l'objectivité, les autres habitueront à comprendre qu'il y a des domaines où l'intuition et le sentiment ont aussi leur valeur et sont parfois des guides légitimes et plus sûrs qu'un entendement rigide et sans nuances. Mais dans toutes les matières, ce n'est pas le contenu qui importera, c'est l'esprit et la forme de l'enseignement. Et pour la même raison, ce qui doit être moderne, c'est, avant tout, la méthode, non l'objet. On peut enseigner la physique d'une façon toute scolastique et les langues mortes d'une façon vivante. Nous serons modernes, et j'ajoute Français, si nous nous appuyons sur l'intérêt intrinsèque des disciplines, si nous faisons appel à l'expérience, à l'esprit d'observation, à la liberté du jugement. Nous ne le serons pas si nous ne nous adressons uniquement à la mémoire, à la docilité verbale de l'enfant, à la crainte de la férule ou du baccalauréat. Car alors nous aurons beau enseigner la trigonométrie ou l'électricité, nous ne serons que des pédants d'avant Montaigne, ou des maîtres d'école turcs rabâchant les versets d'un Coran.

Ainsi, qui dit culture générale, ne dit pas du tout culture superficielle ni entassement encyclopédique ; il dit, au contraire, culture étendue et variée, sans doute, mais réfléchie, approfondie, j'ose dire philosophique; étude intelligente de toutes les formes essentielles de la pensée et de l'activité humaines, préparation de l'individu à participer largement aux grandes fonctions mentales et sociales de l'humanité ; intégration de chaque personne au système de la vie collective de la nation; formation, comme soubassement de l'effort professionnel, auquel chacun a le devoir de consacrer sa maturité, d'un être humain aussi complet, aussi parfait que possible. Bien étroit est l'utilitarisme qui ne comprendrait pas que les aptitudes particulières requises par le métier, n'acquièrent elles-mêmes toute leur valeur pratique que si une intelligence supérieure les éclaire, si chacun de ceux qui les exercent en comprend la place et la fonction dans l'ensemble du corps social et même du progrès humain. N'est-ce pas pour avoir méconnu ces vérités fondamentales que

le peuple allemand, victime de la spécialisation professionnelle et même scientifique, incapable de s'élever au-dessus de la recherche immédiate de la prospérité économique, de penser la civilisation en fonction de la vie morale qui lui donne sa signification, ni l'Allemagne en fonction de l'Humanité, a glissé dans l'abîme d'une barbarie scientifique qu'a stupéfié le monde ? Voilà peut-être pour nous la plus grande leçon de la guerre, nous ne l'oublierons pas. Nous continuerons à comprendre que si la prospérité économique est nécessaire et doit être assurée par les moyens appropriés qu'on a trop négligés, elle n'exige aucunement le sacrifice d'une culture désintéressée, dont l'absence prolongée ne tarderait pas à faire de nous aussi des barbares. Le chimiste Ostwald a écrit que le néo-humanisme est absolument impropre à produire une culture véritable. Le signataire du manifeste des 93 pense-t-il que cette culture s'acquière mieux dans ses laboratoires ?

On ne pourra pas non plus prétendre, enfin, comme on le répète si souvent, que l'enseignement secondaire coule tous les esprits dans le même moule. C'est un vieux cliché, et qui retarde. Cela pouvait être vrai quand cet enseignement était exercé par certaines congrégations qui travaillaient sciemment, en effet, à laisser une empreinte uniforme sur les cerveaux, et quand l'enseignement secondaire était surtout défini par sa matière. Mais s'il est, au contraire, défini par sa méthode, par l'appel au jugement, par la formation des facultés de l'esprit, s'il est destiné par sa variété même à exciter et à exercer les aptitudes diverses et à leur permettre de se reconnaître, comment étoufferait-il la personnalité et effacerait-il les originalités individuelles ? Il travaillerait, au contraire, à les mettre en valeur. Où voyons-nous, en définitive, qu'il y ait une plus grande variété d'esprits, une plus grande indépendance de jugement ? Est-ce dans la France, éprise de culture générale ou dans l'Allemagne, vouée à la spécialisation professionnelle ?

Ainsi, il nous semble, pour conclure, que la leçon de la guerre est une double leçon de réalisme et d'idéalisme. Une leçon de réalisme d'abord, en ce sens que nous devons mettre l'enfant en contact aussi direct que possible avec la réalité et en particulier avec la réalité sociale et morale qui l'enveloppe. Mais ce doit être pour former son esprit à la réflexion et à la sincérité, non pour le surcharger de choses. Un tel réalisme est bien loin d'un matérialisme. Trève donc de mots sonores, de théories creuses, de scolastique conventionnelle. Donnons à notre jeunesse, un sens exact du réel et ne la livrons pas sans défense à la chimère. Combattons en elle aussi la vanité, et apprenons-lui, par la manière même dont nous l'instruirons, à prendre intérêt aux choses, à la vérité, à sa propre culture, sans qu'il y ait besoin de lui jeter l'appât d'une vaine gloriole ; conservons dans sa vie scolaire, si cela est possible, ce noble et étonnant anonymat de l'héroïsme qui est une des caractéristiques de la guerre présente. Que la pensée de cette grande réalité qu'est la France ne soit jamais perdue de vue ni absorbée dans un humanitarisme amorphe que l'expérience a condamné. Que les besoins économiques, politiques, sociaux, et moraux du pays, nous dictent, seuls, nos règles pédagogiques et président à l'organisation de nos institutions scolaires, soit qu'il s'agisse, dans l'enseignement secondaire, de maintenir et de susciter la forte élite intellectuelle nécessaire à une démocratie, soit qu'il s'agisse de compléter l'enseignement primaire et de développer l'enseignement professionnel qui sont le complément indispensable du maintien de la culture générale.

Cette leçon de réalisme ne va pas sans une grande leçon d'idéalisme, mais d'un idéalisme qui n'aura rien d'un mysticisme nébuleux. D'abord, nous voyons que la culture générale et désintéressée reste la chose la plus nécessaire, et qu'elle est une chose éminemment française, indispensable pour maintenir intacte l'originalité et la vigueur du génie national toujours soucieux de qualité et de valeur plus que de force et de quantité, toujours au service du progrès humain. Nous avons appris, ensuite, à reconnaître dans cette énorme guerre même la solidité et la puissance de ces principes de droit, de liberté, d'égalité, puisque c'est à eux, en somme, que, par la force des choses, par la nécessité de la lutte, viennent, et chez nous des partis, et au dehors des peuples qui, jusqu'ici, y avaient paru étrangers. On les disait utopiques et démentis par l'histoire. Mais il y a l'histoire faite et il y a l'histoire qui se fait et celle-ci, qui atteste la force vivante et l'effort de ces idées pour se réaliser, les confirme mieux encore que la réalité morte du passé ne les démentirait. Il en est ainsi, par exemple, du pacifisme qui serait évidemment condamné s'il avait signifié que la paix était un fait inévitable, qui se réaliserait de lui-même, mais que la tragique expérience actuelle justifie, s'il est vrai qu'elle démontre l'instabilité du régime de la force pure et si elle unit sept ou huit nations dans la ferme volonté d'imposer aux violents, dans la liberté commune, l'ordre contractuel et le respect du droit.

Et le dernier mot de cet idéalisme qui doit rester le nôtre, c'est peut-être ce mot de liberté. Il

ne s'agit pas ici de cette liberté toute négative qu'on cherche trop souvent dans le rejet de toute règle, dans la méconnaissance de toute valeur supérieure à l'intérêt individuel ; je ne pense qu'à cette liberté positive qui se conquiert et qu'il faut mériter, qui est maîtrise de soi, obéissance volontaire à la Raison et au Devoir ; à cette liberté qui se fait servante de la vérité et du droit, dans lesquels elle trouve à la fois son appui et sa fin. Je vise surtout ici la liberté de l'esprit, puisqu'il s'agit d'enseignement et d'éducation, et je pense que la formation de l'esprit critique doit être un des caractères de notre culture secondaire. Les intellectuels allemands ont humilié la pensée humaine par leur servilité dans le faux témoignage; leur peuple entier, que l'on trompe par les plus énormes et les plus grossiers mensonges, a fait preuve depuis le commencement de la guerre de la plus incroyable absence d'autonomie intellectuelle et morale. L'action de la France a démontré que la liberté n'était pas incompatible avec la discipline, et que l'accord des volontés réfléchies, maîtresses de leur jugement, était une force encore plus solide que la passivité dans l'obéissance aveugle et l'asservissement aux préjugés imposés par autorité. Certes, l'éducation de la liberté est un problème plus difficile que le dressage d'un automatisme. Mais seule aussi, une telle éducation donne des résultats durables et féconds, seule elle est compatible avec un réel progrès, si le progrès ne se mesure pas au nombre de tonnes qu'on exporte, mais aux acquisitions intérieures de la nature humaine, de l'être moral des individus ou des sociétés. Continuons donc à concevoir notre éducation et, en particulier, notre enseignement secondaire comme destiné à former de véritables Français, c'est-à-dire des esprits libres et des caractères autonomes, des citoyens d'une démocratie et non des rouages d'une colossale machine. Je n'ai pas cherché à vous donner l'impression que nos institutions secondaires fussent parfaites ; j'en ai reconnu les insuffisances. Elles auront sans doute à subir, dans leur réalité, plus d'une transformation, mais du moins j'espère avoir réussi à en définir l'esprit, si j'ai montré que cet esprit n'était autre que le génie français devenu plus clair, plus conscient de lui-même dans l'effort où sont tendues toutes ses énergies, dans les sacrifices mêmes qu'il fait à son idéal ; et s'il en est ainsi, nous aurons, sur ce terrain aussi, profité de la formidable leçon de la guerre.

GUSTAVE BELOT,
Inspecteur général
de l'Instruction publique.

LES PHASES DE L'ÉVOLUTION ITALIENNE

Il y a, en tout, des gens trop pressés et qui ne comprennent ni la nécessité, ni les bienfaits de la méthode. La lenteur calculée de l'évolution, que l'Italie a accomplie au cours de cette guerre, a surexcité leur impatience et blessé leur tempérament ; ils espéraient (pour quelles raisons ? ils ne sauraient les dire), que, brusquement le cabinet de Rome aurait jeté ses armées sur le Trentin et sur Trieste, et qu'en quinze jours, il serait passé de la combinaison triplicienne à celle de la Triple-Entente. Depuis le mois de janvier, ils attendaient d'heure en heure, que la Consulta rompît avec Vienne et Berlin ; il semblait qu'elle leur fît un tort personnel en ajournant l'échéance, et qu'elle manquât à tous ses devoirs en n'écoutant pas leurs exhortations. La Bruyère eût tracé un bien joli portrait du nouvelliste qui, de l'automne au printemps, a proclamé l'intervention italienne imminente, et qui, le printemps arrivé, a qualifié sévèrement la prudence habile de MM. Sonnino et Salandra. Ce nouvelliste n'a certainement jamais étudié la vieille diplomatie vénitienne.

La politique italienne, au cours de cette crise déjà longue, a décrit la courbe la plus ingénieuse, et ménagé, avec la plus savante perspicacité, tous les intérêts italiens, si l'on ne songe qu'à ceux-ci. Mais c'est un travers regrettable de notre esprit de demander aux autres peuples de faire notre politique et non la leur.

... Considérez les obligations difficiles et lourdes qui s'imposent, en présence de cette conflagration brutale, rapide, à certains égards imprévue, à ceux qui doivent pourvoir à l'avenir de la Péninsule. Depuis plus de trente ans, le cabinet de Rome s'est associé à l'Allemagne et à l'Autriche : associé pour la défensive, s'entend, mais la défensive et l'offensive ne se séparent et ne se distinguent pas toujours dans la pratique comme dans la théorie. Il faudra donc que ce cabinet se détermine, en quelques heures, lorsque Vienne et Berlin feront appel à son concours. Cette guerre, à l'encontre de tout ce que l'on avait cru, sera une guerre longue, épuisante, et qui exigera des participants des ressources prodigieuses, supérieures aux calculs les plus hardis. Or l'Italie, quelque développement qu'ait accusé sa fortune publique dans les vingt dernières années, ne saurait assumer les mêmes charges que la France, l'Allemagne ou l'Angleterre. De cette lutte va sortir une

Europe nouvelle, et où seront réglés quelques-uns des problèmes nationaux les plus graves. L'Italie ne pourrait permettre que cette Europe se formât sans elle, et que, dans l'équilibre à instaurer, ses désirs fussent méconnus, son influence réduite, ses aspirations de toujours froissées. Les neutres, même en se coalisant (et d'ailleurs leurs intérêts ne sont pas nécessairement concordants, si l'on envisage les changements à intervenir), n'exerceront qu'une action médiocre, en présence des formidables combinaisons d'énergies que constituent les belligérants. Donc, l'Italie ne resterait pas immobile sans tomber au rang de puissance secondaire; mais résolue, en principe, à bannir l'abstention, comment, de quel côté, à quelle heure agira-t-elle ? Enfin, si les circonstances ont temporairement refait, ou à peu près, l'unité nationale en France, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, la Péninsule demeure divisée sur l'opportunité et sur les conditions d'une immixion dans la crise. Il y a des Tripliciens irréductibles, des bureaucrates restés fidèles aux tradition crispiniennes, des catholiques répudiant un accord avec la France, des démocrates animés de l'esprit garibaldien et qui, tout de suite, courraient sus à l'Autrichien, des socialistes orthodoxes et qui réclament le maintien de la paix « italienne ». Tous ces courants s'enchevêtrent, se heurtent, et le gouvernement ne saurait négliger aucun d'entre eux. Pour beaucoup de raisons, il est donc obligé de se livrer au temps qui fut toujours « galant homme », au delà des Alpes ; et le temps a fait son œuvre.

L'Italie a d'abord proclamé sa neutralité, et en adoptant cette attitude qui était voulue par son peuple, et qu'elle n'eût pas abandonnée, — en faveur des Empires germaniques, sans courir le risque d'une révolution —, elle a en même temps porté son jugement sur cette guerre ; elle a reconnu expressément que cette guerre était d'initiative austro-allemande, et qu'elle était imposée aux Alliés. Lorsque les ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche lui demandèrent si son concours armé leur serait acquis, M. Salandra, son président du Conseil, répondit que le Traité de la Triplice ne jouait pas en la circonstance. C'était la réponse que, de son propre aveu, M. Giolitti avait déjà adressée un an plus tôt au comte Berchtold, à l'heure où l'Autriche lui communiquait son plan d'écrasement de la Serbie. La neutralité en août, et même en septembre, correspondait è la mentalité de l'immense majorité de la nation italienne. Les triplicistes n'osaient donner signe de vie. Les adversaires de la Triplice étaient satisfaits pour le moment de voir que le gouvernement se retirait de la combinaison. Cette abstention motivée plaisait encore aux diplomates, aux habiles, aux hésitants, à tous ceux qui recherchaient où irait le succès ; elle leur fournissait un abri provisoire ; elle ménageait l'avenir. Suivant l'occurrence, la Consulta pourrait prendre par la suite, le parti des deux Empires ou celui des Alliés. Nous aurions mauvaise grâce à ne pas reconnaître que cette politique fut utile à notre pays, car si M. Salandra avait donné à l'Autriche et à l'Allemagne, le concours qu'elles sollicitaient, un peu timidement, il est vrai, — il eût immobilisé quelques corps d'armée, à notre frontière des Alpes, et ces corps d'armée avaient leur place toute trouvée ailleurs sur notre front.

Cette neutralité ne pouvait être que conditionnelle ; elle marquait une phase de transition. En la regardant comme définitive et absolue, l'Italie se fût condamnée à laisser sous le joug autrichien les fragments de sa nationalité qui s'y trouvaient encore assujettis. Or, imaginez que la France eût repris l'Alsace-Lorraine, que la Pologne fût redevenue libre ou autonome, que la Serbie se fût étendue sur la Bosnie et que la Roumanie eût abouti à s'adjoindre la Transylvanie : le gouvernement de la Péninsule, pour avoir laissé fuir l'occasion propice, eût été emporté comme un fétu de paille. Après avoir échappé à la révolution, qu'eussent provoquée les partis démocratiques, s'il avait secondé les deux Empires, il aurait été balayé par ces mêmes partis, s'il n'avait pas revendiqué au moins Trente et Trieste. L'irrédentisme s'assoupissait en temps de paix : il sortait des cercles restreints où il se mouvait, pour entraîner tout le pay, du moment que l'Europe chancelait sur ses bases et que la nouvelle Europe devait se construire sur le « droit des nationalités »... Un pareil courant, pour des motifs sur lesquels il est superflu d'insister, serait naturellement plus fort dans la Péninsule que partout ailleurs. Ce qui fut tout de suite caractéristique, c'est qu'il ne se manifesta pas seulement chez les radicaux et chez les républicains, héritiers des traditions de Mazzini et de Garibaldi, mais aussi chez les socialistes révolutionnaires et chez les syndicalistes qui, la veille, répudiaient toute guerre et se réclamaient de l'internationalisme. Sa poussé irrédentiste fut formidable. Il apparut qu'elle serait irrésistible, lorsque des hommes comme Mussolini et de Ambris s'y associèrent. L'extrême-gauche apporta l'idéalisme qui tempérait le sens réaliste ou même l'impérialisme d'autres fractions. Le gouvernement ne pouvait, sans danger grave, dédaigner cet élan national.

Des considérations d'un autre ordre allaient, au

demeurant, peser sur sa volonté. Il avait à envisager le problème de l'Adriatique et le problème de la Méditerranée orientale.

Le problème de l'Adriatique se posait, pour lui, en ces termes : comment l'Italie acquerra-t-elle la prépondérance dans cette mer ? Il ne s'agissait pas d'équilibre — l'équilibre ne pouvant pratiquement s'organiser en ce long couloir, à raison de la nature même des côtes. Qui possède le rivage oriental, protégé par un immense groupe d'îles — l'archipel Dalmate — et abrité par les hautes falaises du Karst, détient la primauté. L'Italie aspirait depuis son unification à s'emparer d'une partie au moins de ce rivage. Elle avait eu jusque-là, en face d'elle, l'Autriche-Hongrie, maîtresse de Trieste et de Fiume, de Raguse et de Selenico, de Pola et de Cattaro, et n'avait pas osé rompre la paix boîteuse que la Triplice lui avait imposée. Mais l'Autriche-Hongrie s'écroulant, pouvait-elle laisser aux Sjougo-Slaves, tout l'héritage de la côte Dalmate ? Ce fut surtout après la grande défaite de Potiorek en Serbie qu'elle aperçut le péril, qu'elle entrevit les Serbes atteignant au Quarnero et à l'Istrie et se substituant dans l'Adriatique à l'Empire Austro-Hongrois. Seule une intervention en faveur de la Triple-Entente ménagerait tous ses intérêts et réaliserait de ce côté ses ambitions nationales.

Le problème de la Méditerranée du Levant se libellait ainsi : comment l'Italie se réservera-t-elle sa place dans l'Orient transformé ? Comment bénéficiera-t-elle, l'heure venue, du démembrement de l'Empire Ottoman ? Elle tenait déjà, mais sans avoir fixé exactement ses titres, le Dodécanèse qu'elle avait occupé durant la guerre de 1911. Mais elle était disposée à revendiquer sa part, sinon en Syrie, du moins en Asie-Mineure, ayant jeté préalablement son dévolu sur la région fertile et peuplée d'Adalia. Ce n'était point en alléguant ses motifs à l'heure du congrès final (y serait-elle admise, si elle était restée immobile ?) qu'elle résoudrait la question selon ses préférenres. Il y avait aussi là une raison d'intervention, de coopération avec la Triple-Entente, et l'entreprise entamée par les Franco-Anglais aux Dardanelles dissipa chez elles quelques timidités.

On se demandait encore, il y a quelques mois : Comment l'Italie rédigera-t-elle sa note de rupture, celle qu'elle devra adresser, un jour ou l'autre, aux cabinets de Vienne et de Berlin ? C'était mal prévoir les événements. L'Allemagne, avec cette impéritie diplomatique qui a caractérisé toute son action depuis le 18 juillet, allait spontanément lever toutes les difficultés. M. de Bülow qui n'était qu'un hôte éminent de la Ville Eternelle, et un ambassadeur officieux du Kaiser, devint tout à coup ambassadeur officiel. Il se chargea, ou on le chargea (tâche ingrate, s'il en fût), de maintenir le cabinet de la Péninsule dans la neutralité, en lui offrant quelques compensations territoriales. Il ouvrait de lui-même une conversation qui serait fatalement sans issue, car l'Autriche n'allait céder à aucun prix tout ce que revendiquait l'irrédentisme italien, et, l'eût-elle promis sous les serments les plus solennels, que sa parole eût encore paru fallacieuse. Pour se donner le temps de la préparation nécessaire, pour désarmer les hommes politiques, tel M. Giolitti, qui croyaient encore à une possibilité d'accord avec les alliés de la veille, MM. Salandra et Sonnino se prêtèrent aux pourparlers. Ces tractations ne servirent qu'à renforcer le parti de la guerre. Tandis qu'elles se prolongeaient, la Consulta réglait pratiquement avec les puissances alliées et avec les Balkaniques toute une série de problèmes essentiels.

La cérémonie de Quarto marqua l'heure suprême de l'évolution. L'Italie avait assez attendu, assez négocié, assez comblé ses vides et aménagé ses forces, assez préparé l'opinion au dedans et au dehors pour rompre avec la politique d'expectative. Cavour n'eût pas mieux fait. Le 5 mai dernier, il apparaissait désormais comme naturel, logique et fatal, que la Triplice étant rompue par la volonté des Empires du Centre, elle s'associât elle-même à la Triple-Entente, et que, dans l'Europe des nationalités, elle réclamât l'affranchissement de tous les Italiens.

PAUL LOUIS.

QUESTIONS MILITAIRES

—

A PROPOS DE LA DEUXIÈME GUERRE DANS LES BALKANS

BULGARES CONTRE SERBES (1)

On conçoit sans peine, que, dans ces conditions, le haut commandement serbe était en droit de se demander comment allait se comporter une telle armée : elle était constituée en majeure partie de réservistes qui avaient absorbé, en quelque sorte, le faible noyau des formations du temps de paix. Aussi, dès le début des hostilités, les Serbes ne procèderont pas comme ont fait les Bulgares, par la poussée furieuse de l'énorme vague qui déferle. Ils

(1) V. la *Revue Bleue* du 24 avril — 1er mai 1915.

vont, au contraire, aller très doucement, très prudemment. Le haut commandement cherchera à ne rien livrer au hasard ; il essaiera — sans y réussir d'ailleurs — à faire agir toutes ses armées ensemble et c'est ainsi qu'il commencera d'abord par porter en avant son extrême droite afin qu'elle arrive à hauteur du centre. D'après les instructions envoyées de Nisch, le 18 octobre, l'aile droite devait pénétrer, le 19 octobre, dans le Sandjak de Novi-Bazar, la IIIe armée devait franchir la frontière, le 20 octobre, et marcher sur Prichtina, les Ire et IIe armées devaient serrer sur leurs têtes, le 20 octobre, et se tenir prêtes à pénétrer en territoire ennemi quand les autres seraient arrivées à leur hauteur.

En outre, le haut commandement serbe eut la sagesse de mettre en seconde ligne toutes les divisions du 2e ban (qui ne comprenaient que des réservistes) sur la solidité desquels il n'avait pas beaucoup de garanties : l'une d'elles, Morawa 2e ban, avait donné la preuve de son peu de consistance, en fuyant le 17 octobre, près de Merdare, dans le voisinage de la frontière, devant de simples bandes albanaises.

Enfin, si dans le camp bulgare le général Fitchef était parfaitement renseigné par un excellent service d'espionnage sur les forces turques que les Bulgares allaient trouver en Thrace, il n'en était pas de même dans le camp serbe : là, on était mal renseigné sur l'état réel de l'armée turque qu'on allait combattre ; dès lors, on s'exagérait la force de cette armée turque puisqu'on ignorait sa faiblesse.

*
* *

Et cependant, cette faiblesse était grande ! Si les Serbes n'étaient pas absolument prêts à la guerre, leurs adversaires l'étaient beaucoup moins encore. La Révolution jeune turque est de 1908. La réorganisation de l'armée turque date de là. Cette armée devait comprendre 14 corps d'armée et 5 divisions indépendantes, soit au total 43 divisions actives (Nizams) de 3 régiments de 3 bataillons. En outre, il devait y avoir les cadres de 54 divisions de réserve (Rédifs).

C'était un projet grandiose, mais ce n'était qu'un projet... *sur le papier*. Il faut de l'argent, du temps, de la patience, un peu de méthode et beaucoup de volonté, pour organiser une armée et pour la doter de tout ce dont elle a besoin. Il ne suffit pas d'une loi, même en Turquie, pour qu'une armée soit apte à la guerre. Il faut surtout que cette armée croie à la guerre et qu'elle agisse, chaque jour, comme si elle devait avoir lieu le lendemain. Or, il n'en fut pas ainsi.

En 1912, quatre ans après la loi de réorganisation, l'armée turque n'offrait qu'une belle façade qui a pu éblouir des esprits superficiels, mais une façade derrière laquelle il n'y avait rien.

J'ai dit déjà ce que les Bulgares trouvèrent devant eux, en Thrace. Voici ce qu'il y avait en Macédoine :

Le commandant en chef des troupes de Macédoine était Ali Riza Pacha ; son quartier général était à Salonique.

Les troupes de Macédoine comprenaient :

Le Ve corps (Kara Saïd Pacha) : 3 divisions de Nizams (13e, 15e et 16e) et 1 division de Rédifs d'Istip.

Le VIe corps (Djavid Pacha) : 1 division de Nizams (17e) et 1 division de Rédifs de Monastir.

Le VIIe corps (Fethi Pacha) : 1 division de Nizams (19e) et 1 division de Rédifs d'Uskub (Skoplje).

C'était donc, au total, 8 divisions, savoir 5 actives et 3 de réserve, c'est-à-dire 80.000 hommes à peine ! Or, il ne faut pas oublier que, dès le début des hostilités, la flotte grecque tint la mer ; de sorte que, ces 80.000 hommes ne purent recevoir aucun renfort, aucun approvisionnement. En outre, la Macédoine est grande et ces 80.000 hommes n'ont pas pu opérer ensemble, répartis qu'ils étaient sur l'ensemble du territoire ; à Kumanovo (1), par exemple, il n'y eut que 3 divisions actives (Nizams) et 3 divisions de réserve (rédifs) soit un peu plus de 45.000 hommes.

Mais, il y a plus encore. Le soldat turc est brave, très brave : il l'a montré durant cette guerre désastreuse, car malgré ses défaites et ses paniques, il s'est ressaisi bien des fois, au point d'étonner les gens du métier. Malheureusement, on avait incorporé, de force, bon nombre de chrétiens, et je n'étonnerai personne en disant qu'ils ne pouvaient pas se battre avec beaucoup d'enthousiasme. De plus, les Rédifs n'avaient aucune instruction militaire ; c'étaient surtout des Albanais pour lesquels la discipline est parfaitement inconnue. Enfin, l'encadrement était notoirement insuffisant : les bataillons comptaient à peine 5 officiers. Le régime jeune turc avait éliminé les vieux officiers de troupe, peu instruits peut-être mais vivant avec la troupe, la connaissant bien ; il les avait remplacés par de jeunes officiers, intelligents sans doute, mais plus politiciens que militaires, et qui n'étaient pas aimés de leurs soldats.

Le 18 octobre, le généralissime Nazim Pacha envoyait, de Constantinople, à Ali Riza Pacha — comme il le fit à Abdullah Pacha, pour l'armée de Thrace (2) — l'ordre « d'attaquer l'ennemi et, avec l'aide de Dieu, de le battre ».

(1) Les Grecs ont été mieux partagés encore. Ils n'ont eu, devant eux, que la 22e division indépendante (Kozani), la 23e division indépendante (Janina) et les divisions de rédifs de Janina et de Nazelitch (40.000 hommes au total).

(2) Voir *Revue Bleue* du 20 juin 1914.

Ali Riza Pacha transmit, de Salonique, cet ordre commandant de l'armée du Vardar, Zekki Pacha i était à Velès, et dès le lendemain, les troupes Zekki Pacha étaient en marche vers le Nord à rencontre des Serbes. On apprit bientôt que les rbes avaient franchi la frontière et étaient en rche en 3 colonnes, vers le Sud.

*
* *

Et nous arrivons ainsi à la bataille de Kumanovo. 22 octobre 1912, dans la soirée, la division du nube 1er ban en pointe par rapport à la Ire armée, aque des fractions turques qu'elle prend pour e arrière-garde. En réalité, elle est au contact de masse principale turque et elle n'en sait rien.

De sorte que, le lendemain, 23 octobre, cette divin serbe est attaquée à son tour par des forces s supérieures qui la compromettent : c'est le prer jour de la bataille de Kumanovo.

Ainsi, le haut commandement serbe, bien 'ayant décidé de n'accepter la bataille qu'avec ıtes ses forces réunies, est obligé de subir une taille dans laquelle une seule division serbe nne contre la masse principale ennemie. Le reste la Ire armée est, en effet, sur un très grand front ne peut intervenir que le second jour 24 octobre; IIIe armée est à plus de 60 kilomètres de Kumavo et elle doit franchir une zône montagneuse de rcours si difficile qu'elle aurait besoin de trois ırs au moins pour faire sentir son action; la armée, enfin, est également à plus de 30 kilotres de la Peinja, deux jours seraient indispenıles pour qu'elle intervienne.

Cette journée du 23 octobre fut donc terrible pour division du Danube 1er ban, qui perdit plus de 000 hommes. Mais la contenance superbe de cette vision en imposa aux Turcs et quand, dans la it du 23 au 24 octobre, le prince Alexandre eût informé de ce qui se passait, quand les divisions isines arrivèrent — quelques-unes de leur propre tiative — le mal fut vite réparé. Le 24 octobre rs midi, le centre turc était percé et les rédifs i le composaient, pris de panique, s'enfuyaient rs le Sud, entraînant avec eux tout le reste de rmée turque.

Dans le camp serbe, on ne se rendit pas compte, suite, de l'importance du succès ; on se félicitait rtout de l'avoir échappé belle, on ne croyait avoir affaire qu'à une très forte arrière-garde et on ttendait toujours à une grande bataille sur l'Ovce ole ! L'après-midi du 24 octobre fut donc employé se remettre ; le 25 octobre, la marche en avant prit, mais elle fut très courte, très prudente : on gagna que 12 à 15 kilomètres. Le surlendemain octobre, le contact était perdu; l'armée continuait toujours à avancer prudemment quand un groupe d'hommes à cheval venant du Sud et portant des fanions blancs se présenta devant les éléments de tête de la division Morawa 1er ban qui marchait dans la direction de Skoplje : c'était une députation des consuls de Skoplje qui venait faire connaître à l'armée serbe toute l'étendue de son succès et qui réclamait l'entrée immédiate des Serbes dans Skoplje pour y rétablir l'ordre, car depuis le matin du 25 octobre, les rédifs (albanais) pillaient la ville !

Le 26 octobre, à 18 heures, le prince Alexandre faisait son entrée solennelle à Skoplje.

Et voilà les renseignements qui arrivent, fournis par la cavalerie qui devient plus audacieuse, par les habitants dont les langues se délient, par les comitadjis, par les déserteurs. Dès le 27 octobre, le grand quartier général serbe sait qu'il n'y a pas un turc sur l'Ovce Pole, et que l'armée turque, prise de panique, est en fuite, partie sur Istip, partie sur Velès; le 29 octobre, il apprend qu'Istip et Velès sont évacués, que les Grecs remontent du Sud vers le Nord et ne trouvent rien devant eux.

C'est le désastre pour l'armée turque qui va être prise entre deux feux.

C'est aussi, pour l'armée serbe, le commencement de l'enthousiasme. Cette armée qui, jusque là, doutait de sa force, va désormais tout oser : elle a vaincu le Turc une première fois, cela suffit; maintenant rien ne lui résistera.

Le grand quartier général change, immédiatement, la répartition de ses forces : la IIe armée (Stepanovitch) reçoit l'appoint de la division du Danube 2e ban; elle perd la division bulgare, qui va continuer une opération spéciale (?) par la vallée de Struma. Cette IIe armée, constituée ainsi avec Timok 1er ban et Danube 2e ban est dirigée par voie ferrée sur Andrinople où elle arrivera le 7 novembre. La IIIe armée (Yankovitch) réduite à 2 divisions va marcher sur Prizrend afin de pacifier la région du Drin ; elle doit pousser au plus vite jusqu'à l'Adriatique. La Ire armée, reformée à 5 divisions (Morawa 1er ban a remplacé Danube 2e ban), va, seule, continuer la poursuite des Turcs vers le Sud.

Les 3, 4, 5 novembre, Morawa 1er ban et Drina 1er ban (les 2 divisions de tête de cette Ire armée) combattent à la Babouna. Les Serbes sont fiers de cette victoire, ils ont raison, car le fantassin serbe a dû livrer là des combats très durs, dans une région d'altitude comprise entre 1.200 mètres et 1.600 mètres, sans recevoir l'appui de son artillerie. Il a dû attaquer les Turcs embusqués derrière des rochers et appuyés par de l'artillerie. Mais le fantassin serbe a fait cela supérieurement : il ne doute plus de rien.

Puis, c'est le combat d'Alince (6 novembre.) C'est encore Drina 1er ban qui est à l'honneur; mais, cette fois, il lui faut aborder la position turque en franchissant un véritable glacis sans couverts de 4 kilomètres. Aidé très habilement par son artillerie, le fantassin serbe enlève cette position dans la journée. Rien ne l'arrêtera plus désormais; le moral est chez lui à son comble.

Les 15, 16, 17, 18, 19 novembre, c'est la bataille de Monastir. Il y a là les 5 divisions serbes de la Ire armée contre les 40.000 Turcs de Djavid Pacha — entre temps, ce dernier a infligé une défaite aux Grecs, le 3 novembre, au défilé de Kirli-Derbend et après les avoir rejetés vers le Sud, il a ramené toutes ses troupes à Monastir. — Les Turcs occupent une position excessivement forte, entre Monastir et la Semnitza; cette position commande les deux seules routes d'accès de l'armée serbe.

L'attaque n'est prévue que pour le 17 Novembre. Mais, dès le 15 Novembre, l'une des divisions est obligée de s'engager et de s'emparer de la fameuse hauteur 1150 — qui constitue une position formidable surplombant la rivière de 500m. Cette division n'arrive à s'emparer de cette hauteur que le 16 Novembre après des efforts inouïs ; le 17 Novembre, Djavid Pacha dirige contre elle des contre-attaques furieuses: elle tient héroïquement tête et elle y reste. C'est à elle qu'est due en majeure partie la victoire de Monastir. Et cette division... c'est la division de Morawa 2e ban, précisément celle, qui le 17 octobre, a fui devant des bandes albanaises ! En un mois de campagne, cette division de réservistes qui, au début n'avait aucune consistance, est devenue une force, un bel instrument de guerre. Il est vrai qu'elle avait à la tête, le colonel Neditch — que les Albanais avaient surnommé Nedi pacha — qui, à lui seul valait toute sa division. C'est lui qui, dans la seconde guerre, a, de concert avec Choumadia 1er ban, enlevé le Racjenski Rid, puis a poussé sur Kocana et il a fallu l'arrêter... il serait allé tout seul à Carevoselo ! que ne l'a-t-on laissé faire ! — Le Colonel Neditch, considéré comme un médiocre colonel du temps de paix — parce que, sans doute, son administration n'était pas à l'abri des reproches — est devenu légendaire en Serbie. Il est mort du choléra au lendemain de la seconde guerre; il avait 47 ans.

*
* *

Quand survint l'armistice du 3 décembre, l'armée serbe, qui a été de victoire en victoire, a conscience de sa force. Peut-être n'était-elle pas prête à la guerre, au début d'octobre 1912? Mais elle a eu la rare bonne fortune de se faire la main sur les Turcs qu'elle croyait très forts et qui étaient beaucoup moins prêts qu'elle-même. Après un mois de campagne heureuse, la physionomie de cette armée a changé du tout au tout; elle a confiance en elle.

Pendant les deux mois qui suivirent (décembre 1912, janvier 1913) — armistice, conférence de Londres, coup d'état turc, reprise des hostilités (3 février) — l'armée serbe s'installe dans des quartiers de rafraîchissement. Alors qu'en Thrace les armées bulgares souffrent des intempéries, couchent à la belle étoile sur le sol humide ou dans la neige, l'armée serbe s'est étalée et elle cantonne. En Thrace, l'état sanitaire des armées bulgares est déplorable; le choléra fait chaque jour de nombreuses victimes; en Macédoine, l'état sanitaire des Serbes est meilleur que pendant la paix. En Thrace, les effectifs des Bulgares fondent à vue d'œil; chez les Serbes les unités se complètent, on rappelle les hommes qui n'avaient pu, au début, être équipés et armés et on leur donne tout ce qu'on a pris aux Turcs. A la fin de décembre, le nombre des rationnaires dans la zône des armées est de 356.348 hommes, et tous ces hommes sont désormais des soldats, ils se valent, il n'y a plus de différence entre les unités du 1er ban et celles du 2e ban. Toute cette armée travaille; elle s'entraîne en vue d'une guerre qui peut toujours recommencer — non pas contre les Turcs, elle n'en a plus devant elle, mais qui sait? Les alliés de la veille deviendront peut-être des ennemis et puis... l'Autriche est toujours là pour maintenir l'armée en haleine. — Cette armée serbe, mobilisée, applique donc, chaque jour, pratiquement, ce qu'elle vient d'apprendre à la guerre, sur le champ de bataille et cela constitue, à n'en pas douter, la meilleure école de guerre. C'est une nation de paysans en armes qui s'entraîne, sans fatigues, en vue d'une guerre toujours possible. Et c'est ainsi que l'aptitude manœuvrière de cette armée grandit et va jusqu'à un point qu'on s'imagine mal : la première guerre l'a trempée, maintenant elle est très solide.

Quand les hostilités reprennent (3 février), Bulgares et Turcs, face à face en Thrace, s'épuisent dans de vains efforts que l'inclémence du temps rend plus pénibles encore. Ils s'usent. Pendant ce temps 2 divisions serbes sont sous Andrinople, 1 division est à Scutari ; celles-là souffrent, mais le reste de l'armée serbe n'ayant pas d'ennemis à combattre continue comme auparavant, à s'entraîner posément, sans fatigues.

Puis Andrinople tombe le 25 mars et les Puissances invitent les Serbes à se retirer de l'Albanie. De sorte que, pendant les mois d'avril, mai, juin, l'armée serbe, reconstituée avec toutes ses divisions, se repose, se maintient en état, travaille, et son aptitude à la lutte augmente chaque jour davantage. Elle a même reçu, depuis le commencement d'avril

s jeunes soldats de la classe 1913 qui ont été in-
orporés, directement, dans les unités de guerre.
s ont fait leur apprentissage dans ce milieu spé-
alement apte à les éduquer en vue de la guerre, et
ı mois de juin, après trois mois d'un tel service, on
e les distingue pas des anciens.

Par conséquent, quand la deuxième guerre com-
ence dans les Balkans (29-30 juin 1913), les armées
rbes comptent plus de 400.000 combattants; ces
mées sont reposées, bien outillées, en parfaite
ndition, et elles sont particulièrement aptes à
ttaque puisque depuis neuf mois elles s'y pré-
arent. Regardons-les maintenant, d'un peu plus
ès.

*
* *

Le soldat serbe est un beau soldat, solide, de
ille au-dessus de la moyenne; il est intelligent,
onsciencieux et discipliné. C'est un très bon mar-
heur. Sa démarche est souple et son allure rapide
Choumadia (1er ban a fait, par exemple, les 10 et
1 juillet, 110 kilomètres en deux jours, pendant la
ataille de Bregalnitza). Il est très sobre, le pain lui
uffit, — il en mange d'ailleurs beaucoup, la ration
e guerre est de 1 kilog. — Pendant la guerre, il ne
ouchait de la viande qu'exceptionnellement; son
ain assaisonné de quelques fruits ou de paprika —
iment redoutable pour nos estomacs — lui suffi-
ait. Il ne faut pas s'étonner de cette sobriété : le
euple serbe est un peuple de paysans (1), élevé à la
ure, sous un climat parfois sévère; il est pauvre,
ais il est très honnête, il a beaucoup d'amour-
ropre et il tient par-dessus tout à faire honneur à
es affaires.

Aussi, l'entretien et la nourriture de l'armée serbe,
endant une année de guerre, n'ont pas entraîné les
épenses qu'on pourrait croire. Je tiens de source
bsolument authentique que le prix journalier
oyen des dépenses du soldat serbe (nourriture,
ntretien, habillement, équipement) a varié de
fr. 72 à 0 fr. 90. Le calcul a été fait mensuelle-
ent. Au total pendant 12 mois de guerre, l'armée
erbe a dépensé 115 millions.

L'officier serbe, lui-même, est très sobre; ses be-
oins matériels sont tout à fait minimes. Aussi, pen-
ant la guerre — alors que dans les armées voisines,
officier touchait double solde — l'officier serbe
vait simplement une indemnité supplémentaire
le 1 fr. 25.

L'alcoolisme est inconnu dans l'armée serbe.

J'ai dit que le soldat serbe était consciencieux et
iscipliné. Il a cela, de naissance, en quelque sorte;

(1) A l'hôpital de Nisch, 88 p. 100 des hommes qui furent
oignés étaient des paysans.

car, dans ce pays profondément démocrate, la famille est la base de cette société très égalitaire. La « zadrouga » est une association de familles où l'autorité du chef est scrupuleusement observée, et cette autorité s'étend sur les personnes et sur les biens de la communauté.

Le recrutement, en Serbie, est régional et cela est poussé à un degré tel que les hommes d'un même village sont toujours affectés à la même unité. De cette sorte, les compagnies d'Infanterie serbes forment de véritables familles dans lesquelles tout le monde se connaît bien. C'est une force énorme et on ne saurait dire assez combien le haut commandement serbe a été bien inspiré en respectant scrupuleusement cette force : chaque homme de la compagnie sait ainsi que ses actes sont observés et que sa réputation pour l'avenir dépend de son attitude au feu. Ainsi donc, à l'inverse de ce qui s'est passé chez les Bulgares, où l'on a improvisé, durant toute la guerre, des formations nouvelles, les armées Serbes ont conservé *ne varietur* leurs formations du début : rien n'a été changé, ce sont toujours les 10 divisions initiales, 5 du 1er ban, 5 du 2e ban, et 15 régiments du 3e ban (sans compter les 6 régiments supplémentaires du 1er ban). Ces formations sont donc restées intactes, elles ont une vie propre (1), elles ne se ressemblent même pas, mais elles ont toutes une histoire, et cela aussi est une force.

En revanche, comme les effectifs ont grossi, les unités sont très fortes numériquement. Lors de la deuxième guerre, beaucoup de compagnies sont à 300, 320, 330 hommes et tous ces hommes forment bloc, parce qu'ils viennent du même coin de terre, et qu'ils se connaissent depuis longtemps. Dans de telles unités, l'encadrement se fait tout seul et souvent ce ne sont pas les gradés officiels qui le constituent : dans la section, dans l'escouade, l'homme prend instinctivement pour guide celui qui est le plus décidé et le plus brave et il ne compte pas les galons.

Tout cela paraît simple, logique. Je ne saurais trop le répéter : l'art du commandement c'est la simplicité et la simplicité... c'est toujours difficile ! J'ai dit déjà que la grande qualité du maréchal Putnik, c'était justement la simplicité.

Un autre grand mérite du maréchal Putnik aura été de mettre à la tête de ces formations solides, des chefs jeunes, vigoureux et ayant fait leurs preuves. Voici ce que je veux dire : Au cours de la première guerre, l'élimination des chefs *fatigués* s'est faite toute seule, car le métier est rude dans une guerre où le bivouac est la règle pour tous, où les vivres

(1) C'est ainsi que les divisions sont dénommées, non pas 1re ou 5e division, mais bien division du Danube ou division de Choumadia.

sont rares, où le confortable est complètement inconnu. L'élimination des chefs *incapables* a été faite par le maréchal Putnik, qui fut intraitable sur ce point : tout chef, jugé inapte à occuper le poste qu'il tenait, fut éliminé immédiatement et parmi les victimes, on cite même des amis du maréchal. Aussi, lors de la deuxième guerre, on voit des chefs de bataillon de 30 à 34 ans, des commandants de régiments de 38 a 42 ans, des commandants de division de 45 à 48 ans. — Hadgitch à 45 ans, Terzitch 45 ans, Milioutinovitch 47 ans, Neditch 47 ans — Le voilà le rajeunissement des cadres! Malheureusement, il ne peut s'exercer que dans les armées qui viennent de faire la guerre, car il n'y a que là qu'on juge de la valeur des hommes (1).

Et si l'on veut se faire une idée exacte des résultats, il suffit de comparer ce qui s'est passé au début de la bataille de Kumanovo (23 octobre) et au début de la bataille de Bregalnitza (29-30 juin). Dans le premier cas, la division du Danube 1er ban a combattu, seule, toute une journée : le commandant de l'armée ne l'apprit que dans la nuit, le maréchal Putnik, que le lendemain seulement. Dans le second cas neuf heures après l'attaque bulgare — qui cependant se fit dans la nuit — le maréchal Putnik grâce à des comptes rendus simples, sincères, donnant une physionomie absolument nette des événements, savait exactement ce qui s'était passé sur un front de 145 kil. On dirait presque que ce sont deux armées différentes.

*
* *

Donc, à la fin de Juin 1913, l'armée serbe est à l'apogée de sa puissance matérielle : les unités sont solides, très manœuvrières, le commandement est à sa place, il a déjà fait ses preuves. Cette armée est un instrument de guerre de premier ordre, admirablement apte à l'attaque.

Voilà pour le côté matériel.

Il y en a un autre, avec lequel il faut compter. Qu'est à cette heure, la valeur morale de cette armée?

Là encore, à l'inverse de ce qui se passe chez les Bulgares, où l'homme ne comprend pas très bien pourquoi on réclame encore son sacrifice, le soldat serbe, du petit au grand, sait que ce sacrifice est indispensable.

Dans toutes les armées et sous toutes les latitudes, le soldat a l'intelligence simple : il veut bien se faire tuer, mais il veut savoir pourquoi, et les finasseries de la diplomatie l'ont toujours trouvé sceptique. Or, pour toute l'armée serbe, le terrain conquis sur les Turcs, ce terrain sur lequel elle séjourne en ce moment, c'est la juste récompense des sacrifices déjà consentis. Dès lors, celui qui veut reprendre ce sol devient immédiatement l'*ennemi*, même si c'est l'allié de la veille.

Voilà une notion simple, à la portée de tout le monde. Et il n'y a rien d'étonnant — c'est l'inverse qui le serait — à ce que tout soldat serbe se lève pour défendre ce qu'il croit être à lui, ce qu'il a acquis par le sang de ses frères. Alors il est prêt à faire, une fois de plus, le sacrifice de sa vie, parce qu'il perçoit nettement pourquoi il le fait.

Et c'est là encore un des mérites du haut commandement serbe d'avoir su — grâce à des circonstances heureuses, il faut le reconnaître — élever à ce diapason la force morale de l'armée, grâce à laquelle tout est possible.

Le lecteur en sait assez maintenant pour comprendre les causes des succès des Serbes dans la dernière guerre.

***

(1) Il n'y avait pas que des commandants de division de 45 à 47 ans : Le général Bojovitch avait 55 ans, le général Sturn 65 ans, le général Rachitch 55 ans, le général Stepanovitch 57 ans, le général Goïkovitch 59 ans ; enfin le maréchal Putnik avait 66 ans. Mais tous ces chefs avaient fait la preuve de leur valeur et c'est là qu'est la solution de la question.

L'ART BELGE AU MUSÉE DU LUXEMBOURG

Les points de vue, qui changent à chaque instant, revêtent, à certaines heures, les spectacles les plus paisibles d'une nuance de pathétique inexprimable : imaginez-vous une exposition des vestiges de la grâce pompéienne au lendemain des premières fouilles, au XVIIIe siècle ? Soudain, ce qui n'était que charmant devient grandiose ; la familiarité même apparaît poignante... Et n'est-ce pas une transposition pareille et ce genre de métamorphose imposée par l'heure que suggère l'art de l'héroïque et douloureuse Belgique au musée du Luxembourg ?

Aussi bien, longtemps fermés, nos musées nationaux inaugurent-ils une période originale : à défaut de ses chefs-d'œuvre absents, le Louvre se restreint à la traduction des maîtres anciens par la gravure, et l'exposition de la Chalcographie, chez Devambez, apporte un éloquent raccourci de la plus saine tradition française, depuis les planches datant du Grand Roy jusqu'aux plus récents burins des jeunes graveurs actuellement sur le front : le Luxembourg, après huit mois de chômage, entr'ouvre seulement sa porte, afin de grou-

per dans ses trois premières salles, parmi les bronzes et les marbres, ce qu'il possédait de l'art belge : et par où pouvait-il mieux recommencer la série ?

Puisque l'exiguïté d'un musée toujours provisoire ne lui permet d'exposer les écoles étrangères que « par roulement », l'école anglaise, enrichie par le don de M. Edmund Davis, aura son tour ; mais, dès à présent, un trait d'union que la ferveur du jour pourrait qualifier de providentiel réunit l'art belge à l'art britannique : né par hasard à Bruges, il n'y a pas plus d'un demi-siècle, et de parents anglais, originaires du pays de Galles, le peintre-graveur Frank Brangwyn est, même en gravure, un visionnaire de la couleur qui semble enfanté par la fameuse définition de Baudelaire : « Le romantisme est fils du Nord, et le Nord est coloriste ; les rêves et les féeries sont enfants de la brume ». Dans le grand salon réservé spécialement aux estampes offertes par l'étonnant aquafortiste à notre Luxembourg, trois cadres représentent le peintre qui devina très tôt l'harmonie en contemplant des tapis d'Orient dans les magasins embrumés de son père : depuis 1893, on connaissait *les Boucaniers* qui scandalisèrent le regard des sages au Salon des Artistes français. C'étaient, en effet, des précurseurs d'un retour au caloris en pleine pâleur du plein-air, que ces pirates albanais dont la fauve défroque et le pavillon sanglant faisaient clamer sourdement toute la lyre vibrante du rouge-brun sur la basse profonde des flots de violette chantés jadis par le vieil Homère : et dans la même atmosphère blonde, à côté de ces *Boucaniers* prêtés aujourd'hui par un amateur, M. Pacquement, *le Marché sur la plage*, du Salon de 1895, et la printanière aquarelle d'un *Puits au Maroc* nous acheminent du romantisme au réalisme et du rêve à la réalité.

Dans le clair-obscur de ses eaux-fortes ou le lavis tumultueux de ses lithographies, le virtuose de l'orientalisme reste un peintre exalté par la tristesse du ciel ou du travail humain : son secret, n'est-ce pas de transfigurer la réalité par l'imagination ? C'est un sorcier de la souffrance et du mode mineur ; et *le Pont des Soupirs*, son chef-d'œuvre peut-être, évoque une synthèse de Venise que les poètes appelleraient shakespearienne. Ici comme ailleurs, dans un dernier recoin moyen-âgeux d'une France encore pittoresque, dans une vieille rue de petite ville, autour d'une abside flamande, au fond d'une nef sépulcrale, sous un pont de Londres, aux confins d'un cimetière turc, dans l'orageuse eurythmie d'un crépuscule entre les gestes inquiétants des hautes branches, ou dans la confusion d'un chantier fumeux, Brangwyn apparaît constamment tragique ; et ne serait-ce pas un des côtés de l'indéfinissable poésie, que cet agrandissement de la réalité revécue dans la sourde illumination du rêve ? Un tel poète ne craint pas *l'effet* : bistre ou bleuâtre, — il demande à l'alchimie compliquée du *tirage* les fiévreux enchantements d'un été sinistre ou des nuits glaciales ; ne lui demandez jamais, même en Italie, l'antique sérénité ni la limpidité florentine : en son aspect de paysage lunaire, entre les rocs béants qui raviraient Salvator et les ruines effritées qui retiendraient Piranèse, son Midi préféré, c'est Messine agonisante sous un carcan de fers tordus : la catastrophe de la fin de 1908 paraît transportée dans les soirs anciens d'une Babylone apocalyptique ; et son divin guide, c'est plutôt Dante infernal que Virgile radieux.

Le Victor Hugo des *Misérables* et des *Travailleurs de la Mer* aurait goûté son aventureuse emphase, qui soupçonne l'expression du laid ; et cet aquafortiste qui, depuis quinze ans, produit infatigablement à l'écart, dans l'indépendance de sa docte inspiration, ne vous semble-t-il pas tout à fait *d'actualité*, comme dirait notre jargon, par cette passion du cataclysme ? Ne pourrait-il, encore mieux que le Lorrain Callot, devenir l'illustrateur des *Misères de la Guerre*, ce transfigurateur des murs branlants, des ponts ébréchés, des réalités fantastiques, des décombres gigantesques où tâtonnent les béquilles des estropiés et le bâton du mendiant, cet évocateur des hauts navires devenus les vieux pontons où fourmillent les forçats du sombre labeur ? Un critique est mal venu de conseiller un artiste, mais ne le voyez-vous pas, cet émouvant magicien de la vie, à Senlis, à Soissons, sous le portail noirci de Reims, et plus tard, quand blanchira l'aube de la Belgique reconquise, à travers les glorieux débris de Louvain, de Dixmude, de Furnes, de Termonde ou de Malines, auguste prison du cardinal Mercier ? Le devinez-vous devant ce qui subsistera des halles d'Ypres, qui furent le plus beau monument civil de l'âge gothique ? En vain, le marteau germain du dieu Thor sera venu réaliser la prédiction d'un Henri Heine en s'acharnant sur les cathédrales ; et les villes martyres seront les villes d'art encore, entrevues par la magie d'un Brangwyn... Cet amant des ruines plus belles que la beauté révèle une parenté lointaine, mais certaine, un cousinage avec Rembrandt, comme Rodin avec Michel-Ange : en conservateur avisé, M. Léonce Bénédite a consacré le parallèle, en associant dans la lumière de son grand salon la maîtrise du peintre-graveur anglo-belge au génie du statuaire français.

Dans le cadre moins spacieux de la salle des

écoles étrangères et de l'ancienne salle Caillebotte, l'art belge annonce une âme moins ambitieuse et plus calme : on y respire le bien-être et la joie de vivre ; mais la vue des ruines serait moins angoissante qu'un tel aveu de sécurité... Comme elle est brusquement devenue rétrospective, la Belgique charnelle et littéraire, un peu démoniaque d'avoir trop lu *les Fleurs du Mal*, que personnifiait le magistral dessin de Félicien Rops ! Comme elle date à présent, la sirène déshabillée par ce Rubens de l'estampe érotique et de l'amour macabre ! Autant que la Parisienne enjuponnée par le pinceau galant d'Alfred Stevens ! Dans son luxe élégiaque et romanesque, cette Parisienne, qui n'était pas encore celle de Becque, est l'âme visible du Second Empire, avant la guerre... celle de 1870, qui semble « une idylle » au souvenir meurtri par 1915 ! Mais, en sa lueur d'aube qui combat le feu voilé de la lampe, ce *Retour du bal*, d'abord intitulé *Rentrée du monde*, est resté l'une des plus savantes caresses d'un pinceau précieux, et c'est par des qualités techniques que l'art belge d'hier résiste aux attaques du temps.

Depuis les maîtres d'Anvers, ces fortes qualités sont inhérentes à la race, et l'art belge a ce mérite peu commun de nous parler de la Belgique : *le Supplice de Tantale* n'est pas une composition mythologique, un *sujet* froidement inspiré par la tyrannie de notre David qui régna dix ans dans son exil de Bruxelles ; c'est, plus familièrement, un superbe dogue à l'attache, et qui convoite un gigot... L'auteur de ce bon morceau de friandise et de peinture, est le frère aîné d'Alfred, Joseph Stevens ; et le plus beau peintre du groupe est un animalier, plus spontané que Decamps.

Une petite toile, signée Hamman, 1863, *Erasme instruisant l'enfance de Charles-Quint*, rappelle seule ici la période moyen-âgeuse où le romantisme flamand de Leys regardait du côté des maîtres teutons ; ne regrettons donc pas aujourd'hui l'absence de Leys... Le satin de Willems n'est aussi qu'un pastiche ; mais des *Bibelots* d'Henry de Braeckeleer révèlent dans ce peintre anversois, toujours trop peu connu des Parisiens, un poète parnassien de la palette, dont les rares accords ont l'air de rimes riches. De ces premiers libérateurs de l'art belge, qui sont morts sans rien deviner de la tragédie future, le plus puissant est le statuaire wallon Constantin Meunier, pastelliste à ses heures « au pays noir » et modeleur impérieux, qui sut imposer le costume moderne à la glaise en retenant le geste auguste du semeur ou de l'ouvrier : son œuvre pacifique immortalise la majesté du travail.

Parmi les artistes qu'on souhaite vivants de cette belle race dont César, déjà, notait l'indépendante fierté, voici deux maîtres : Léon Frédéric, à Bruxelles ; Albert Baertsoen, à Gand ; le premier peint la Belgique laborieuse, le second, la Belgique silencieuse ; et chacun des deux portraits nous émeut. *La vieille Servante*, de Frédéric, « la servante au grand cœur, dont vous étiez jalouse », n'offre pas une fête pour l'œil qui rivalise avec *le Retour du bal* de Stevens, mais c'est un poème de tristesse tranquille et de résignation. N'est-ce pas Frédéric qui dédiait, en 1891, à son grand ancêtre flamand, Louis van Beethoven, *le Ruisseau*, symbolique souvenir de la *Symphonie pastorale* et joyeuse cascade d'enfants nus ? Car le peintre de la vieillesse est éminemment le peintre de l'enfance ; et, sans pastiche ni plagiat, avec une naïveté vraiment primitive sous un rayon très moderne, son triptyque de *l'Age d'or* et, surtout, *les Ages de l'Ouvrier* glorifient cette Belgique féconde, plantureuse et rose que ses bourreaux ne décimeront point... Pareille humanité, plus pâle, dans une *Fin d'automne*, de Laermans, où le couple des vieux époux « usés ensemble par la vie » semble décrit par un élève des Brueghel qui aurait lu Rodenbach ; et *l'Attelage* de Jean Delvin, sous un nuage tragique, a transporté sur la toile le caractère inauguré par l'ébauchoir de Constantin Meunier.

Daté de 1902, par le peintre-graveur gantois Baertsoen, *le Dégel* est, dans son genre, un chef-d'œuvre, car c'est une synthèse éloquente sans rhétorique et mystérieuse sans littérature de cette poésie du Nord qui n'est que la suggestion pénétrante imprimée dans l'être par la grisaille de l'hiver : la neige épaisse, la neige fondante, la neige muette illumine de ses ourlets pesants les chalands du canal endormi ; deux ou trois passants s'aventurent avec l'indécision de noirs fantômes ; partout, la berge a disparu sous un froid linceul qui prête à la ville morte une blancheur de tombe... Et sur la toile bise, encore mieux que dans la réalité, par quel sortilège la physionomie de l'heure devient-elle un état de l'âme ?

En ce « royaume du silence » où les toits rouges se mirent dans l'eau mauve du crépuscule ou se cachent dans la verdure des heureux étés, le calme inspirait naguère des paysagistes, comme Claus ou Gilsoul ; des intimistes, comme Frantz Charlet, Dierckx ou le jeune Joseph Renis, dont *la Communiante* est peut-être la seule œuvre épargnée ; des statuaires, comme Van Biesbroeke ou Charlier. Malgré tant d'influences de frontière, en Wallonie comme en Flandre, au pays noir du travail comme à Bruges-la-Morte, une forte senteur de terroir relève le réalisme du siècle ; et le cou-

in germain du poète visionnaire, Alfred Verhæ-
en, préfère visiblement Snyders à Brangwyn,
uand il excelle à patiner d'une ardente lumière
les fruits savoureux.

Un seul, ici, veut sacrifier au grand style sym-
olique : c'est Jean Delville, de Louvain, dans son
Ecole de Platon. Entre tant de coloristes, la pein-
ure belge n'aura pas eu son César Franck : à
Liège, noble patrie du compositeur, Rassenfosse
ne s'est souvenu que de Rops ; et l'éternelle Psy-
hé n'a pas encore trouvé, parmi ces peintres de
a vie, le musicien de ses formes : « Ils ne sont
as toujours artistes », disait un peintre mélo-
nane, « mais ils sont toujours peintres » ; et tous,
n effet, montrent un penchant pour la belle pâte
t pour la fleur du ton, qui correspond aux ins-
incts de l'âme natale, mystique au béguinage et
robuste à l'usine, intrépide et voluptueuse, un peu
natérielle, même dans le rêve, mais assez riche de
ève pour se révéler, dans le malheur, héroïque et
out à fait conforme à la sublime simplicité de ses
eunes souverains.

Moins que jamais, aujourd'hui, nous pourrons
lire avec le moins artiste des penseurs : « Quelle
anité que la peinture qui attire l'admiration par
a ressemblance des choses dont on n'admire pas
es originaux », car chacune de ces modestes fe-
êtres ouvertes sur les joies défuntes accroît si-
encieusement l'angoisse de nos sympathies et de
os espérances ; si, dorénavant, *les Ages de l'Ou-
rier* l'emportent à nos yeux sur *l'Ecole de Pla-
on*, la facture n'est pas seule en jeu, mais, dans
a claire loyauté de son naturalisme, cette trilogie
le l'Humanité nous dévoile naïvement l'invincible
randeur de la famille et d'une petite patrie ; le
ortrait de ce qui n'est plus contient l'image de ce
ui ne meurt pas : ce n'est pas en vain que les
ieules étreignent gravement la tête ensoleillée des
ourrissons... Et le plaisir de revoir un peu de
einture ne devient-il pas le plus naturel hommage
ceux qui luttent et qui souffrent ?

RAYMOND BOUYER.

LES CAUSES DE L'AGITATION EN ANGLETERRE

En Angleterre, comme en France, l'union natio-
nale s'est faite devant le danger. Tous les partis,
qui, avant la guerre, se combattaient si violemment,
— on se rappelle, pour ne citer que ce sujet de
discorde, la question du Home Rule, — se sont
groupés depuis autour du gouvernement et ont
secondé ses efforts. Les socialistes ont été parmi
les premiers à lui apporter leur concours. Tout récemment, la majorité des élus du Labour Party (1) envoyait aux travailleurs de France et de Belgique, par l'intermédiaire de M. Jean Longuet, député de la Seine, et de M. Vandervelde, un message amical assurant « les camarades de leurs sympathies les plus cordiales dans la lutte héroïque pour repousser l'invasion de l'Allemagne. Des centaines de milliers de syndiqués, ajoutaient les Labourmen, se sont enrôlés volontairement dans l'armée que l'Angleterre a levée pour défendre la cause française et belge. Nous avons donné notre appui à toute mesure pour faire de cette armée volontaire un grand et puissant instrument dans la défense de la démocratie et de la civilisation contre les forces de l'autocratie et du despotisme. » Et le message indiquait : « Nos sentiments sont partagés par la masse des travailleurs organisés de la Grande Bretagne. »

Il y a cependant actuellement dans le monde ouvrier anglais certains éléments qui, loin de se soucier «d'obtenir la réparation pour les territoires ravagés et de mettre un terme, une fois pour toutes, à la menace du militarisme », souhaitent au contraire une paix hâtive et presque sans conditions (1). L'un des symptômes les plus topiques de cet état d'esprit est le congrès qui s'est tenu à

(1) 27 membres: MM. Géo J. Wardle, Will Thorne, James Parker, J.-E. Sutton, Wm. Adamson, F.-M. Goldstone, J.-R. Clynes, Robt Tootill, John Williams, J.-H. Thomas, F. Hall, Alex. Wilkie, Arthur Henderson, C.-W. Bowermann, Stephen Walsh, Walter Hudson, Charles Duncan, George-N. Barnes, Géo.-H. Roberts, Will Crooks, John Hodge, W. Tyson Wilson, James O'Grady, John W. Taylor, John Wadnsworth, Albert Stanley, Thos. Richards.

(1) « Pour nous, Belges et Français, qui subissons en ce moment le plus dur de l'agression allemande, écrivait à la fin de mars dans l'*Humanité* M. Vandervelde. ce nous est une douleur et un étonnement de constater qu'aux yeux d'une assez notable partie des travailleurs organisés de la Grande-Bretagne, la guerre actuelle ne paraît pas avoir beaucoup plus d'importance qu'une expédition coloniale.

Dans nombre de localités, en effet, les ouvriers se comportent exactement comme si l'Angleterre n'était pas engagée, au même titre que nous, dans une lutte pour la vie.

Les uns se mettent en grève. D'autres se refusent à faire des heures supplémentaires. On me rapporte même que dans certaines fabriques d'armes et de munitions, où il y a des Belges et des Anglais, les Anglais conseillent aux Belges de ne pas donner leur effort maximum, pour éviter une exploitation trop intensive de leur force de travail.

De tels agissements ont leur raison d'être en temps de paix.

S'ils persistent, à l'heure actuelle, c'est évidemment parce que tous les ouvriers anglais ne réalisent pas au même degré la gravité de la situation.

Norwich au début du mois d'avril dernier. Le congrès s'est réuni à la demande de l'*Indépendent Labour Party*, qui forme l'extrême gauche socialiste, dissidente du Labour Party, et a abouti par 243 voix contre 9 au vote de la résolution suivante : « Le Congrès désapprouve la part qu'a prise le Labour Party dans la campagne en faveur du recrutement; il désapprouve les membres de son propre parti qui ont prononcé des discours pour justifier la guerre, ainsi que la politique étrangère du gouvernement libéral qui amena cette guerre. » Puis le congrès vota, dans une autre résolution, les bases de la paix future. Les voici résumées : Pas de modification territoriale sans plébiscite des populations ; aucun accord diplomatique sans l'assentiment du Parlement et un contrôle diplomatique spécialement institué à cet effet ; réduction des armements : constitution d'une fédération des nations régie par les principes du droit international. On voit clairement le but, le seul, poursuivi par le congrès : la constitution, au moyen d'une paix hâtive, de l'Internationale européenne. Et pour y arriver, les socialistes indépendants prêchent non l'entente des partis, l'union autour du gouvernement, mais la discorde. M. Keir Hardie a expressément déclaré qu' « il ne fallait pas que la classe ouvrière du Royaume-Uni fut induite en erreur au point de croire que ses intérêts étaient les mêmes que ceux de la nation et de l'Empire »

Il convient bien évidemment de ne rien exagérer. Il est hors de doute que l'*Independent Labour Party* ne constitue actuellement en Angleterre qu'une fraction extrêmement minime du parti ouvrier. Le gros des socialistes continue de rester fidèle au Labour Party. Cependant, il est utile de tenir compte de l'état d'esprit qui anime à présent les dissidents travaillistes, car cet état d'esprit, s'il s'étendait, pourrait amener dans la vie économique et sociale de l'Angleterre des désordres sérieux.

Il faut en tenir compte aussi pour d'autres raisons plus immédiates : d'abord, parce que les chefs de ces dissidents, M. Keir Hardie et M. Macdonald entre autres, font auteur d'eux une propagande active ; ensuite, et surtout, parce que le mouvement a eu déjà des répercussions dans certaines parties du pays et dans certaines industries. Les grèves de la Clyde, qui se sont produites à la fin de février dernier et qui ont duré plus de quinze jours, ont témoigné, de la part de certains milieux ouvriers, d'un mécontentement dont, parfois, on n'a pas compris toute l'importance. 50.000 ouvriers ont quitté le travail, et ne l'ont repris qu'après l'intervention du gouvernement, et sur la promesse, qui a été tenue, que leurs revendications obtiendraient satisfaction (1).

La mauvaise humeur de ces ouvriers était-elle justifiée ? Les raisons invoquées par eux étaient multiples. Ils reprochaient d'abord aux patrons de ne pas leur donner une augmentation de salaire — ils réclamaient 0 fr. 20 par heure — correspondante à l'accroissement, dû à la guerre, du prix de la vie. Ils faisaient remarquer que les commandes militaires du gouvernement et de ses alliés, en intensifiant la production, accroissaient notablement les bénéfices des patrons ,et que, par conséquent, il n'était que légitime qu'eux-mêmes reçussent une part de ces bénéfices.

Le gouvernement leur a, sur ce premier point, au moins d'une manière indirecte, donné raison.

Il a, en effet, au lendemain des grèves de la Clyde, fait voter par le Parlement une loi l'autorisant à réquisitionner et à placer sous son contrôle toute usine *susceptible* de produire du matériel de guerre. Alors que les pouvoirs conférés au début des hostilités ne lui permettaient que de contrôler les usines fabriquant normalement du matériel de guerre, il est maintenant autorisé à transformer en usines de ce genre tous établissements qu'il jugera nécessaire. Muni de cette loi, il en a tiré de multiples conséquences. Ayant réuni les plus importantes trades-unions, M. Lloyd George leur a proposé de lever les interdictions ou limitations relatives à l'emploi des femmes et des enfants, au nombre des machines en usage, aux heures de travail ; mais surtout il leur a déclaré : « L'Etat demandera aux patrons de limiter leurs profits dans une mesure raisonnable. » Dès le lendemain de cette déclaration, le gouvernement faisait effectivement annoncer qu'il estimait que les bénéfices réalisés dans les usines réquisitionnées ne pourraient pas dépasser 10 0/0, le surplus des bénéfices devant revenir à l'Etat.

Voilà donc les ouvriers assurés de ne pas travailler uniquement pour enrichir démesurément les patrons. — Faisons, en passant, toutes réserves sur

Mais on peut se demander s'il n'y a pas autre chose ; s'il y a pas, chez certains, quelques mauvais vouloir ; si la propagande en faveur du « pacifisme quand même » n'est pas, en partie, responsable d'une crise que lord Kitchener déplore et que M. Lloyd George dénonce avec vigueur... »

M. Hyndman, le chef d'un groupe socialiste, la *Social Democratic Federation* avait déjà écrit deux lettres dans le même sens à M. Clémenceau que la presse française a reproduites.

(1) En février également, une assez vive agitation s'est manifestée parmi les cheminots. Un meeting tenu à Willesden s'est terminé par le vote d'un ordre du jour invitant les cheminots à consolider leurs forces, afin de pouvoir, au moins après la guerre, faire aboutir leurs revendications.

les mesures prises. Ce nouveau pas, que les radicaux anglais viennent de faire dans la voie de la socialisation, est, on le devine, gros de conséquences et peut-être de dangers. Quoiqu'il en soit, l'extrême-gauche socialiste ne s'est pas tenue pour satisfaite. Elle se plaint encore de l'état de choses actuel, parce que la hausse des salaires ne parviendrait pas à compenser la cherté de la vie, qui serait désastreuse, et aussi parce qu'il entraînerait la ruine presque complète de tout le commerce britannique. Que valent ces griefs ?

L'un et l'autre sont pleinement mal fondés et ne résistent pas à un examen sérieux. Sans doute, du fait de la guerre, le prix de la vie a augmenté : l'augmentation moyenne est de 20 à 25 0/0. M. Asquith a indiqué aux Communes, le 12 février dernier, qu'à Londres, elle était exactement de 24 0/0, dans les grandes villes de 23 0/0, dans les petites et les villages de 20 0/0, mais il a ajouté, avec beaucoup de raison, que « ces hausses, si on considère même les plus fortes, sont encore passablement au-dessous du niveau auquel le jugement le plus modéré et le mieux informé était en droit de s'attendre dans les circonstances actuelles. » Le gouvernement a pris au surplus diverses mesures pour que l'augmentation du prix de la vie s'atténue. L'une des causes de cette augmentation était certainement la hausse des conditions du fret, laquelle n'était pas dûe, comme certains l'ont pensé, à la diminution du nombre des bâtiments de commerce actuellement disponibles (1) (et cela parce que, s'il y a moins de navires marchands, il y a aussi moins de commerce international), mais tenait simplement à l'engorgement des ports. Un bâtiment, qui, en temps normal, passait huit à dix jours à quai pour y débarquer sa cargaison, était, en effet, obligé, à raison de l'insuffisance de la main d'œuvre et de la réquisition par le gouvernement de la plupart des moyens de transport, d'y passer plusieurs semaines, ce qui contraignait, par voie de conséquence, les armateurs à élever les prix du transport. Le gouvernement s'est efforcé de remédier à ces inconvénients : il a pris, depuis février dernier, diverses dispositions pour faciliter dans les ports le déchargement des marchandises et accélérer ensuite leur transport par voie ferrée.

D'autre part, l'augmentation du prix de la vie a été, presque depuis le début de la guerre, largement compensée, sans parler de la hausse de la plupart des salaires, par la diminution du chômage, lequel est actuellement moindre qu'aux périodes de prospérité (2), et aussi par la possibilité, pour la majeure partie des ouvriers, de faire des heures de travail supplémentaires.

Quant au commerce, il est fort loin d'être dans la situation difficile que supposent les socialistes d'extrême gauche. Au mois d'août 1914, premier mois de la guerre, les importations s'étaient chiffrées par 42.362.000 L. au lieu de 55.975.000 en 1913, soit une diminution de 13.613.000 L. ; les exportations avaient également marqué une diminution de 19.899.000 L. (24.211.000 L. au lieu de 44.110.000 L.). Malgré ces baisses, il était, on le voit, assez difficile de parler de stagnation économique : une nation en guerre qui fait ainsi avec l'extérieur un chiffre d'affaires mensuel de plus d'un milliard et demi, alors que l'industrie de son adversaire est complètement paralysée, ne peut pas en effet, être considérée comme étant dans une position commerciale précaire. Mais, depuis août, la situation s'est encore sensiblement améliorée. Le tableau ci-après le montre clairement :

1° *Importations.*

	1913	1914	Dim.
	liv st.	liv. st.	
Août	55.975.000	42.362.000	27 0/0
Septembre.	61.355.000	45.051.000	24 0/0
Octobre ...	71.730.000	51.559.000	28 0/0
Novembre..	68.467.000	55.987.000	18 0/0
Décembre...	71.114.000	67.554.000	5 0/0

2° *Exportations.*

Août	44.110.000	24.211.000	45 0/0
Septembre.	42.424.000	26.674.000	37 0/0
Octobre ...	46.622.000	28.691.000	39 0/0
Novembre..	44.756.000	24.601.000	45 0/0
Décembre..	43.326.000	26.278.000	39 0/0

Ainsi, considérée dans son ensemble, la réduction qu'a subie, depuis le début de la guerre, le commerce extérieur de l'Angleterre n'a pas dépassé, environ 30 0/0. Ce chiffre, on en conviendra, est pour un pays belligérant, fort loin d'être élevé. Il est d'autre part hors de doute que le commerce des pays neutres lui-même est également atteint, et souvent dans des proportions bien supérieures.

Les diminutions indiquées dans le tableau reproduit ci-dessus ne prouvent nullement au surplus le prétendu marasme des usines anglaises. Elles ont en effet simplement pour cause la modification des courants commerciaux occasionnée par la guerre. Au lieu de fabriquer pour les pays d'outre-mer, la

(1) Le tonnage mondial de la marine marchande se trouve actuellement réduit d'environ 25 0/0.

(2) A la fin d'octobre dernier, la proportion des ouvriers sans travail n'était que de 2,5 0/0, et cela pour la raison très simple que la fabrication des armes, munitions et équipements militaires de toutes sortes occupant un nombreux personnel, compensait très largement le chômage qui s'était produit dans certaines branches de l'industrie. Depuis, la situation ne s'est pas modifiée.

plupart des industries anglaise travaillent pour le gouvernement, de sorte que l'exportation des produits manufacturés et, par suite, l'importation des matières premières, qui sont en rapport étroit l'une avec l'autre, se trouvent toutes deux légèrement réduites.

La production des usines anglaises, celle pour l'intérieur comme celle pour l'extérieur, n'a cessé, depuis le début de la guerre, d'être considérable. Les industries qui semblent le plus éprouvées sont celles du coton et du charbon. Mais l'état de la première s'améliore régulièrement (1). Celui de la seconde, également en voie d'amélioration, tient à ce que les bois de mines provenant de Suède, dont cette industrie fait un grand usage, ont été déclarés par l'Allemagne, contrebande de guerre, ce qui a eu pour conséquence de réduire assez notablement les expéditions.

Mais, comme l'indiquait l'*Engineer* dans son numéro du 4 décembre 1914, ces difficultés isolées ne peuvent et ne doivent pas empêcher de considérer comme extrêmement satisfaisante, dans son ensemble, la situation économique actuelle du Royaume-Uni. Les usines travaillent à plein, et il est certain que, dans un avenir très proche, beaucoup recevront un nombre de commandes encore supérieur à celui d'aujourd'hui. L'Angleterre profitera en effet non seulement de la stagnation de l'industrie allemande, mais encore de l'interruption du travail dans la Belgique et les centres industriels du Nord de la France. En particulier, l'industrie sidérurgique anglaise partagera, sans doute avec celle des Etats-Unis, la fourniture des grandes quantités de fer et d'acier que l'Allemagne, la Belgique et en partie la France seront empêchées de produire pendant un temps encore assez long (1).

Les plaintes des ouvriers anglais n'ont donc pas les causes que l'*Independent Labour Party* se plaît à leur attribuer. C'est ailleurs qu'il faut chercher le vrai motif du mécontentement. L'agitation vient d'Allemagne et l'*Independant Labour Party* ne fait que suivre, volontairement du reste, une direction qui lui est donnée de Berlin. Les Allemands cherchent à troubler par tous les moyens la vie économique du Royaume-Uni, et, parce qu'ils veulent la paix, essayent de jeter chez les ouvriers anglais des éléments de discorde, et de faire miroiter à leurs yeux des périls que la guerre n'a jusqu'ici pas fait naître. Le Congrès de Norwich, on ne peut en effet l'oublier, a coïncidé avec un manifeste allemand lancé par M. Liebknecht et un groupe de sozialdemocrates recommandant aux camarades belges, français et anglais de proposer la paix tandis que l'Allemagne faisait encore la guerre hors de ses frontières, et pouvait ainsi se montrer accueillante. L'*Indépendent Labour Party* a fait sienne cette absurde politique. Et chaque jour, d'accord avec l'Allemagne, il intensifie sa propagande. Une société nouvelle, l'*Union of Democratic Control*, vient de se fonder avec des ressources qu'on dit considérables, mais dont on ignore la provenance. Ce qu'on sait seulement, c'est d'abord qu'elle compte parmi ses chefs tous les leaders de l'*Independent Labour Party*, M. Ramsay Macdonald entre autres ; c'est ensuite le but qu'elle se propose : la paix à tout prix. Dès maintenant, près de 40 groupes ont été établis dans les plus importantes villes du Royaume-Uni, et on se préoccupe d'organiser l'action chez les autres belligérants et chez les neutres. « Nous tâcherons, avait déjà dit, au Congrès de Norwich, M. Glasier, d'organiser une conférence de délégués socialistes des pays neutres *et des autres pays...* » — Il semblait pourtant que le congrès socialiste de février dernier, bien que limité aux seuls socialistes de l'Entente, n'eut pas reçu de l'opinion un accueil bien sympathique...

Le mouvement, créé, à l'instigation de l'Allemagne, dans certains milieux ouvriers, par l'*Indépendent Labour Party*, n'a pas heureusement trouvé jusqu'ici de trop nombreux adeptes. Il est cependant nécessaire que le gouvernement s'efforce d'en empêcher le développement. Il ne suffit pas en effet qu'il prenne des mesures pour rendre constamment meilleure la situation économique du pays ; il faut aussi qu'il sache imposer silence à ceux qui voudraient la troubler. Rien n'autorise certains socialistes anglais à soutenir que le commerce britannique ait besoin de la paix : il supporte au contraire vaillamment la guerre. C'est le commerce allemand seul qui souffre de celle-ci, — et de cela nos alliés ne doivent avoir cure, si ce n'est pour s'en réjouir.

ERNEST LÉMONON.

(1) En février dernier, le gouvernement est venu en aide à l'industrie du coton, en fournissant aux tissages les matières colorantes dont ils avaient besoin. Ces matières venaient, en effet, d'Allemagne et, les stocks étant épuisés, allaient faire défaut. Le gouvernement a, d'autre part, constitué une société au capital de 50 millions, fournis moitié par l'Etat moitié par le public, en vue de créer des laboratoires et des usines de matières colorantes, où, à l'avenir, l'industrie textile pourrait s'approvisionner.

(1) L'exportaion mondiale annuelle des productions sidérurgiques atteignait, ces denières années, le chiffre de 16 millions de tonnes, dont 7 provenaient d'Allemagne et 5 d'Angleterre. Sur ce dernier chiffre, l'Angleterre fournissait 61.500 tonnes aux pays actuellement belligérants. Ses fournitures à la France, la Belgique et la Russie augmenteront certainement au lendemain de la guerre (*Le Génie Civil*, Décembre 1914.)

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 11 — 1er SEM. 43e ANNEE 22-29 MAI — 5 JUIN 1915

VERS LA VICTOIRE (1)

La littérature qui est née de la guerre est déjà abondante et variée. Elle vient de s'enrichir avec le nouveau volume de M. Paul Flat d'un livre impartial, élevé et profond dont le titre *Vers la Victoire* suffit à marquer les tendances et à annoncer les conclusions. Quoiqu'elles aient été écrites par intervalles, et sous l'inspiration directe des événements, ces études ont une unité réelle. Elles procèdent d'un haut désintéressement qui leur donne toute leur valeur morale. Elles témoignent aussi de cette confiance tranquille, prête, pour vaincre, à tous les sacrifices, qui fait la force de la France et assurera, peut être plus tôt qu'on ne le pense, le triomphe du droit cyniquement outragé.

*
* *

La Prusse a créé l'Allemagne à son image, disciplinée et brutale, violente et hypocrite, gloutonne et dévote, avide de conquêtes matérielles et de domination intellectuelle. La victoire, la richesse et l'ambition ont fait perdre la tête à l'Empire. Ses historiens, ses philosophes et ses écrivains militaires lui avaient offert le monde comme une proie destinée par les desseins d'une Providence complice à satisfaire ses besoins et à s'y asservir. Il a envahi, puis il a affronté le monde. « L'Empire, a écrit Karl Lamprecht. n'est plus aujourd'hui un corps politique enfermé dans les limites territoriales ; il est une puissance vivante agissant dans l'univers ; il est partout où les intérêts économiques allemands étendent leurs tentacules : il est tentaculaire. » Un professeur de l'Université de Berlin, Willamovitz-Mollendorf, exaltant contre la race slave la civilisation germanique, a dit : « Nous sommes la race des grands et des puissants. Schiller l'a proclamé : le jour du peuple allemand sera une moisson pour le monde entier. » Schiller et Fichte, que les Allemands invoquent, sont leurs prophètes, mais ils mettent Dieu dans leur jeu avec une aisance dont l'expression ne laisse pas parfois d'être grotesque. « On entend approcher les pas de Dieu », écrivait, il y a trois ans, le général von Bernhardi, qui n'a pas eu un mot de protestation depuis qu'on a entendu sur les terres de la Belgique et de la France les pas des incendiaires, des voleurs et des assassins portant un uniforme à tout jamais déshonoré.

Henri Heine lui-même ne s'était pas assez libéré de l'esprit et du caporalisme prussien, que pourtant il détestait, pour échapper au rêve d'une domination universelle de l'Allemagne. Nous savons trop, hélas ! comment, installés en maîtres sur notre territoire, miné de plus d'une façon, les Allemands, hospitalisés sans méfiance ou naturalisés sans précaution, ont

(1) Ces pages servent de préface au livre qui paraît avec cette dédicace : — « A Louis Barthou, qui donna à la France ce double et inappréciable gage d'amour : La loi de trois ans et le jeune sang d'un fils unique. »

préparé leur conquête. Ce n'est pas que les avertissements nous aient fait défaut. Dès 1872, un écrivain admirable, dont l'œuvre est supérieure à la renommée, Paul de Saint-Victor, nous donnait dans *Barbares et Bandits* des conseils singulièrement prophétiques. Il est tel chapitre sur Paris Grand Hôtel, où l'espionnage est dénoncé et flagellé avec vigueur, qu'on ne peut pas relire sans un sentiment de tristesse, d'amertume et de remords. Tandis que l'Allemand a la rancune tenace, nous avons la mémoire courte. Son obséquiosité provoque et trompe notre générosité. Il n'est servile que pour devenir arrogant. Il n'oublie rien. Henri Heine racontait qu'un jour, dans un cabaret de bière de Gœttingue, un jeune Vieille-Allemagne criait qu'il fallait venger dans le sang des Français le supplice de Konradin de Hohenstaufen, décapité à Naples en 1268! Et l'auteur de *Germania* ajoutait, en 1844! « Je vous conseille d'être sur vos gardes. Qu'il arrive ce qu'il voudra en Allemagne, tenez-vous toujours armés, demeurez tranquilles à votre poste, l'arme au bras. Je n'ai pour vous que de bonnes intentions, et j'ai été presque effrayé quand j'ai entendu dire dernièrement que vos ministres avaient le projet de désarmer la France.., »

*
* *

Insensible au conseil d'Henri Heine, comme elle fut indifférente aux rapports de Stoffel, la France se laissa surprendre par l'agression combinée de Bismarck et de Moltke. Et une fois encore, la leçon, quoique tragique, risqua d'être perdue. Il me souvient d'un maître laïque de mon enfance qui avait apposé sur les murs de son école deux grands écriteaux avec ces mots : « Enfants, n'oubliez jamais 1870-1871. » Je crains que trop peu d'écoles aient lu des écriteaux semblables. Nous n'avons pas oublié, mais nous n'avons pas assez haï. A force de *n'en pas parler*, nous avons risqué de *n'y penser plus* et de méconnaître que les nobles revanches du droit tiennent plus au sort des armes qu'aux arrêts problématiques d'un incertain tribunal de justice internationale. L'hypocrisie allemande nous enveloppait et nous assoupissait peu à peu. Entre le Congrès de Berne et la déclaration de guerre, il s'est écoulé, en 1914, tout juste le temps qui sépara le printemps de l'été. Et c'est à Vienne que devait avoir lieu, le 15 septembre dernier, un nouveau congrès des sociétés pacifistes internationales, qui s'était assuré les bonnes grâces du comte Berchtold, ce Janus de la monarchie austro-hongroise, occupé sans doute au même moment à préparer contre la Serbie le perfide et odieux guet-apens d'où la guerre a surgi, préméditée et inévitable.

*
* *

L'agression a mis toute la France debout. Ce miracle d'union agissante a déconcerté l'Allemagne. Le prince de Bülow, dont M. Paul Flat analyse le livre célèbre avec une pénétrante finesse, a été sans doute le seul allemand qu'il n'ait pas surpris. N'est-ce pas lui qui a constaté « l'indestructibilité des forces vitales de la nation française » et n'a-t-il pas noté comme un de ses traits essentiels sa tendance à « placer les besoins psychiques avant les besoins matériels » ? Entre l'Allemagne et la France, il y a toute la différence d'une machine à une âme. Notre âme est vivante, passionnée, frémissante. Ceux qui la jugeaient du dehors se réjouissaient ou s'affligeaient, selon qu'ils étaient nos adversaires ou nos amis, de ses hésitations, de ses soubresauts et de ses contradictions. Les uns et les autres se laissaient tromper par les apparences. Et peut-être nous-mêmes, partageant cette erreur, aidions-nous à la répandre. On nous connaissait et nous nous connaissions mal. Nous étions divisés : on nous croyait irréconciliables. Nous étions légers : on nous disait corrompus. Nous amusions le monde : on nous proclamait incapables de défendre la France. Nous la défendons et nous la défendrons jusqu'au bout. Et ce *jusqu'au bout,* qui est le cri de ralliement du pays unanime, sera fait,jusqu'au triomphe final et vengeur, de toutes les disciplines et de tous les sacrifices, de toutes les résignations et de tous les héroïsmes. C'est la France qui fera la victoire de la France. Elle ne sera pas l'œuvre d'un homme, d'un gouvernement ou d'un parti. Voulue, poursuivie, obtenue par tous, elle rejaillira sur tous en honneur et en gloire, depuis les soldats admirables qui ont écrit en lettres de sang une épopée sublime jusqu'aux mères stoïques dont la douleur a exalté le devoir et dont le cœur meurtri s'est fait, dans les hôpitaux où elles cachent leurs larmes, plus tendrement pitoyable aux camarades blessés des fils qu'elles ont perdus.

M. Paul Flat a devancé, en termes d'une noble émotion, l'hommage que l'Histoire rendra aux femmes vaillantes et généreuses de France. Il les a vues à l'œuvre. Il sait et il a pu dire

l'ardeur, la délicatesse, la spontanéité de leur dévouement. Les ambulances, les hôpitaux et les ouvroirs ont, à leur manière, accompli le même rapprochement et la même fusion que les tranchées. Ce n'est pas vainement que des femmes de toutes les conditions sociales, de tous les mondes, de toutes les professions et de toutes les confessions, auront secouru, souffert et espéré ensemble. Il y a des mépris, des rancunes ou des préjugés qui ne survivront pas à la guerre. La victoire morale que nous remporterons sur nous-mêmes ne sera pas moins féconde que la victoire remportée sur l'Allemagne. Et ainsi à la joie de sa défaite s'associera la satisfaction de notre relèvement. Double revanche, et doublement glorieuse, que ses hommes d'Etat, ses penseurs et ses généraux, dont la *Kultur* est étrangement dépourvue de psychologie, n'avaient pas fait entrer dans leurs calculs.

*
* *

Mais il ne suffit pas de vaincre l'Allemagne, il faut l'abattre, et la réduire à l'impuissance, et la haïr. M. Paul Flat dit : *Soyons durs,* Je le dis avec lui, non par représaille — et pourtant comme les représailles, après tant de forfaits, seraient légitimes ! — mais par précaution. Il ne faut pas qu'une paix « louche, fausse ou débile » permette à cette force de barbarie de se reconstituer pour menacer et troubler le monde qu'elle opprime depuis un demi-siècle. Qui parle ainsi ? C'est Anatole France, dont M. Paul Flat a jugé les illusions anciennes avec une sévérité qui n'a pas tenu suffisamment compte des retouches que la terrible leçon des événement a loyalement inspirées au maître écrivain. Presque en même temps que le livre *Vers la Victoire* de M. Paul Flat, des pages d'Anatole France seront mises en vente, au profit de l'Œuvre des Mutilés de la Guerre, sous le titre de *Sur la Voie Glorieuse*. Les deux titres révèlent plus qu'une coïncidence. Ils sont l'expression d'une même confiance et, sur le point capital de la paix rigoureuse, d'un entier accord. Anatole France veut, dans l'intérêt de l'humanité, de sa sécurité, de sa liberté et de ses espérances, l'anéantissement du militarisme allemand. Il se refuse avec indignation à « une défaillance honteuse » ou à « une sensibilité maladive ». Et il s'écrie avec une noble éloquence : « Il ne faut pas que le sang de nos frères, de nos enfants, tombés pour la cause de la justice et de la liberté, crie contre nous. Nous devons à leur mémoire d'achever leur ouvrage. Nous devons aux héros et aux justes morts devant l'ennemi une tombe tranquille, où les lauriers et les oliviers ne meurent jamais. »

Ainsi la nécessité d'imposer à l'Allemagne *une paix dure afin qu'elle soit durable* réunit tous les partis. S'il se rencontrait des esprits débiles ou des cœurs amollis pour demander une paix précoce, ou une paix stupidement généreuse, ils ne trouveraient pas d'écho. La pire des victoires serait celle qui préparerait une abdication. Elle associerait une imprudence à une honte. La France et ses alliés ne consommeront pas ce suicide. Les intellectuels allemands se sont solidarisés avec le militarisme allemand dont ils n'ont désavoué aucun crime. Ils ont proclamé le droit de la force. La force leur répondra en assurant au droit humain des garanties que la barbarie teutonne ne pourra pas violer et des barrières que ses armées dissoutes ne pourront pas franchir.

*
* *

Le livre de M. Paul Flat déborde son titre. Ce n'est pas seulement *Vers la Victoire* qu'il nous conduit à travers des réflexions historiques et philosophiques où l'on goûte, à le suivre, le plaisir que l'on peut recevoir d'un esprit cultivé, d'une parole aisée et d'une conscience indépendante. Il pose aussi certaines des questions qui suivront la victoire. Il y aurait sans doute imprudence à les soulever toutes. Les événements peuvent leur donner une forme nouvelle ou une accentuation particulière. On risquerait, si l'on voulait se prononcer trop tôt, des démentis et des surprises. D'ailleurs l'heure est toute à l'action. Il ne faut vouloir que la victoire et ne préparer qu'elle. Quel prophète pourrait se flatter d'en mesurer les conséquences ? Je goûte donc la prudence et la discrétion avec lesquelles M. Paul Flat a effleuré les problèmes qui surgiront demain. C'est surtout de la littérature qu'ils s'est occupé. Je crois bien qu'il conseille aux littérateurs d'entrer dans les assemblées parlementaires. Ne risquerais-je pas de paraître trop exclusivement homme politique, et jaloux de garder le terrain habituel de mes chasses, si je me hasardais à le contredire ? Pourtant, je ne sais pas si les hommes de letres ne feraient pas mieux de préparer les lois que de les voter. Veuillot disait qu' « un peuple qui donne la parole aux poètes sur les affaires de l'Etat est un peuple abêti ». C'est que Veuillot, si grand écrivain, manquait de mesure. Mais un Lamartine, qui déchaîne

une révolution par sa parole, et un d'Annunzio, qui entraîne un peuple vers une guerre nationale, n'en sont pas moins des exceptions, dont le génie seul n'explique d'ailleurs pas l'action. La guerre, si tragique et si glorieuse, si féconde en tristesses et en héroïsmes, pleine d'anecdotes, de souvenirs et d'enseignements, aura de quoi solliciter les historiens et les romanciers, les auteurs dramatiques et les poètes, sans que leur talent s'essaie et s'égare sur la scène parlementaire.

M. Paul Flat, recherchant ce que sera la littérature de demain, a surtout établi avec force ce qu'elle ne sera pas. Il est probable, comme il le croit, que le sentiment et l'idéalisme y prendront la place que la sensation et l'instinct ont, depuis quelques années, trop brutalement usurpée. La mort, acceptée ou recherchée comme le risque des existences individuelles, nécessaire à la vie collective d'un peuple, y trouvera son vrai prix, supérieur à la joie de vivre. Entre le dévouement qui se sacrifie et l'égoïsme qui se satisfait la guerre a imposé, au profit du devoir sur la passion, un choix dont la noblesse prolongera longtemps ses effets dans la conscience nationale.

La *littérature brutale*, dont J.-J. Weiss analysait déjà l'éclosion en 1858 dans un article célèbre, se ressentira inévitablement du nouvel état d'âme créé soit par le conflit européen, soit par ces conséquences, et peut être M. Paul Flat pourra-t-il, dans quelques années, donner comme conclusion à un nouveau livre le vœu exprimé par son prédécesseur, si injustement oublié, de la *Revue Bleue :* « La littérature a ressaisi l'estime de l'homme et s'est élevée aux pensées les plus hautes. »

*
* *

Ces hautes pensées inspireront-elles le mouvement et l'action politiques ? L'auteur de *Vers la Victoire* n'est pas tendre pour les *politiciens*. Je lui concède sans peine que le régime parlementaire a été singulièrement déformé et que le suffrage universel, dont personne ne se rencontrerait pourtant pour demander la suppression, n'a pas toujours été guidé par le souci exclusif des intérêts généraux du pays. Mais la séance du 4 août 1914, si magnifique par sa spontanéité, sa dignité et sa fermeté clairvoyante, n'a-t-elle pas racheté des fautes, expié des erreurs et peut-être même apaisé des remords sur lesquels l'*union sacrée* commande le silence ?

S'il est trop tard pour récriminer, est-il trop tôt pour prévoir ? M. Paul Flat ne s'aventure pas sans précautions sur un terrain dont il sait les dangers, mais « chacun, dit-il, sent, à part soi, qu'il est impossible qu'il n'y ait pas quelquelque chose de changé dans les mœurs politiques ».

C'est, d'un point de vue plus général, l'avis de M. Henri Bergson, qui a fait à une conférence de M. Paul Flat l'honneur d'une introduction où se retrouvent ses qualités, à la fois habituelles et extraordinaires, de pénétration, de finesse et d'élégance. M. Bergson se demande ce que sera la France de demain. Et il répond tout de suite : « Elle sera ce que nous voudrons qu'elle soit. » Cette fière et ferme déclaration fait ainsi, dans les événements futurs dont la victoire sera la préface, leur part à la liberté et à la volonté humaines. Elle écarte des théories qui se réclament arbitrairement de la science pour assigner à l'histoire des lois inéluctables dont le fatalisme aurait pour effet de condamner et de décourager l'action. Un pays fait sa destinée. Mais précisément parce qu'il en est le maître, il est impossible d'en prévoir les conditions avec une précision rigoureuse et une certitude complète. Ne peut-on pas, du moins, discerner la direction dans laquelle s'exerceront les forces et les volontés créatrices ? Oui, répond M. Henri Bergson, « pourvu que la prévision s'attache *à prolonger des tendances plutôt qu'à prophétiser des événements* et qu'elle tienne compte, avant tout, des éléments psychologiques du problème ». Selon cette méthode et avec ces données, l'éminent philosophe pense que la France victorieuse « *voudra* et *pourra* conserver assez de force et d'élan pour se porter à des destinées de plus en plus hautes ».

On ne saurait attacher trop de prix à un témoignage aussi autorisé et aussi désintéressé. Il appartiendra aux hommes politiques d'y puiser des raisons de croire et d'espérer, de vouloir et d'agir.

*
* *

La France de demain ne sera pas, elle ne pourra plus être la France d'hier. Les tranchées, en confondant les Français dans les mêmes fatigues et dans les mêmes périls, les ont révélés à eux-mêmes. Leurs divisions étaient faites trop souvent d'une ignorance réciproque. Ils ont, sous le feu de l'ennemi, vaillamment supporté ou affronté en commun, appris à se mieux connaître et, se connaissant enfin, à mieux s'aimer.

L'horreur et la grandeur de la guerre leur ont montré la vanité de certaines querelles où l'esprit de parti avait plus de part que l'intérêt national. Ils sentent qu'on s'est parfois servi d'eux sans les servir. On ne les trompera plus. Leurs yeux reviendront avec des clartés qu'on n'éteindra pas. Il y a des choses dont la guerre aura rendu le retour impossible. Les partis, tous les partis, devront s'élever au-dessus d'eux-mêmes pour se hausser au rang de ceux qui rapporteront, avec la victoire, une France nouvelle. Quels en seront les traits distinctifs ? Ni M. Henri Bergson, ni M. Paul Flat ne se sont essayés à les discerner. Je me garderai bien d'opposer à leur prudence une audace prématurée. Il est plus facile, dans cet ordre d'idées, d'espérer que de prévoir et il faut compter avec ce que M. Bergson appelle, d'une expression pittoresque, les chiquenaudes imprévues. Mais est-il téméraire d'espérer que la victoire prolongera l'esprit de discipline, de cohésion et d'union dont elle aura été faite elle-même ? Tant de problèmes surgiront, et si nouveaux, et si vastes, et si complexes, qu'il n'y aura pas trop, pour les résoudre, du concours de toutes les volontés, de toutes les compétences et de tous les dévouements. La question de la race elle-même, menacée par l'alcoolisme, se posera de telle sorte qu'il y aurait, à ne pas l'aborder avec un ferme courage, une véritable désertion de l'intérêt national. Je n'en sais pas de plus angoissante et de plus urgente. La France sera ce qu'elle voudra être, mais il faudra d'abord vouloir que la France soit. La crise de la dépopulation, aggravée par les ravages de la guerre, résume tous les problèmes où se jouera l'existence nationale. La façon dont on l'abordera sera révélatrice et décisive. La victoire remportée contre la barbarie extérieure n'aura tout son prix que si elle est suivie d'une autre bataille, celle-ci voulue délibérément par nous. Et la guerre, malgré tant de misères, de douleurs et de sacrifices, sera doublement bienfaisante si elle a successivement libéré la France, consciente, maîtresse et responsable de ses destinées, de l'oppression allemande qui la menaçait au dehors et des fléaux qui la ravagent au dedans.

LOUIS BARTHOU.

LA NEUTRALITÉ PONTIFICALE

La France avait accueilli avec joie l'élection de Benoît XV. Il lui semblait que, sur les jours sombres du mois d'août, une lueur venait de paraître, première victoire dans nos revers. A vrai dire, le choix du Conclave n'avait rien de politique ; il n'était qu'une protestation religieuse contre des méthodes de gouvernement discréditées. Mais le nom du cardinal Della Chiesa éveillait l'écho d'un autre nom, et celui-ci nous était cher. Nous aimions à penser que le serviteur discret et dévoué de Léon XIII, devenu le dépositaire de son pouvoir, serait l'héritier de sa politique ; et nous savions aussi que ce n'était point vers l'archevêque de Bologne que les préférences germaniques s'étaient portées. Ces souvenirs appelaient des espérances que le premier choix du pape transforma presque en certitudes. La France et Rome allaient-elles se retrouver, se reconnaître, et, comme à d'autres heures de leur histoire, se prêter un mutuel appui ?

Neuf mois ont passé. Or, on ne saurait méconnaître qu'une évolution s'est faite dans les esprits. Ils sont inquiets, troublés, sinon hostiles. Dans le heurt formidable où, froidement, l'Allemagne affirme, pratique les maximes d'une barbarie nouvelle, l'attitude du pape nous a surpris. Nous aurions voulu qu'il élevât la voix. Et Rome a parlé, en effet. Mais ses déclarations ont déçu nos impatiences comme notre idéalisme. Un rappel théorique aux règles de l'humanité, une plainte timide sur les violations de la justice, des prières pour la paix nous ont paru insuffisantes à venger le droit et à consoler les victimes. Et Rome elle-même a déclaré, « qu'à l'heure actuelle, elle ne pouvait faire plus ».

Des scrupules de conscience, un souci très noble d'être renseigné, de remplir dans tous les pays belligérants un même ministère de charité, ont été sans doute les raisons de cette réserve. Elles ne sont pas les seules. Il y en a d'autres, d'un autre ordre, que nous voudrions brièvement analyser. Nous comprendrons mieux ainsi ce que pouvait être la neutralité pontificale et quel problème elle pose dans le conflit européen.

*
* *

Ceux qui, en France, ont été les plus ardents à dénoncer « l'indifférence » de Rome, se rendent-ils compte d'abord et de la nature de son pouvoir, et de ses moyens, de ses méthodes d'action ?

« Un magistère spirituel, infaillible comme la

vérité, inflexible comme la justice, et, dans l'idéal où il réside, étranger aux courants, aux intérêts, aux passions du siècle... » Cette conception nous est familière. Prenons garde cependant que ce magistère a reçu des siècles sa fortune extérieure et sa tradition. Voyons, non ce que nous voudrions qu'il fût, mais ce qu'il est : un enseignement, et un gouvernement. Et ainsi, de cette région des idées pures où monte le bruit de la vie, est-il contraint de descendre dans la vie. Il se meut tout ensemble dans l'abstrait et dans le réel ; s'il définit des doctrines, il manie des hommes. Au service de l'idée, il emploie les circonstances et les forces. Il pèse, calcule, combine, non pour savoir où est la vérité, mais pour choisir l'heure de la dire, rigide et souple à la fois, un et varié, identique et différent, tenant d'une main ferme le fil qui le guide, sondant d'un pas réfléchi le terrain où il s'engage. Cet absolu compte avec l'histoire. Notre dévotion mystique de la papauté nous a fait oublier ce dualisme. Mais il n'est pas de ville, qui, plus que Rome, ne s'en souvienne. — Or, qu'au début du pontificat, l'état de choses eût permis à la papauté un jugement sur l'Allemagne qui eût été une condamnation, elle ne le croyait pas. Elle avait le sentiment qu'une rupture la désarmerait pour l'avenir, sans profit immédiat pour la cause qu'elle eût souhaité défendre. De cette impuissance, le pape lui-même a fait l'aveu.

Ces conditions défavorable sse trouvaient d'abord dans la situation du catholicisme, et, plus spécialement, du catholicisme italien.

Situation difficile, que Benoît XV n'a pas faite, qui s'est créée avant lui, qui se dresse devant lui, si vigoureuse fut l'impulsion donnée, pendant dix ans, à l'esprit du catholicisme par son prédécesseur. Léon XIII avait rêvé de conquérir le siècle, Pie X ne songea qu'à défendre le dogme. Le pontificat devint ainsi une régression, dont le conflit avec la France ne fut guère qu'un épisode. En réalité, les directions de Léon XIII abandonnées et bientôt combattues : dans l'ordre social, les réformes démocratiques, dans l'ordre intellectuel, le goût de la science et la liberté de la recherche ; une concentration vigoureuse, tendant à l'excès le nerf de la discipline et le ressort de l'autorité ; plus de garanties : les clergés sous le fouet : l'espionnage et la délation mis au service de la vérité « totale », tel était le résultat d'une orientation qui était elle-même un changement autrement profond que la rupture d'un Concordat. Nous n'avons point ici à la juger. Ce que nous pouvons dire, c'est que la France ne fut pas la seule atteinte : l'Italie en fut accablée. Et ce que nous savons aussi, c'est que cette politique religieuse eut son contre-coup sur la politique. Certaines idées s'entremettront toujours avec certains partis. En général, tout ce qui dans le catholicisme restait fidèle à l'esprit de liberté, de réformes, de progrès social, continua à regarder vers la France. Tout ce qui, au contraire, exaltait le retour à un système de compression se tourna vers l'Allemagne, comme vers le seul maître capable d'imposer l'ordre, et, avec l'ordre, l'organisation.

Ce dernier mouvement fut surtout l'œuvre de « l'intégrisme ». Faction restreinte, opérant plus en surface qu'en profondeur, mais qui, en France, en Espagne, en Belgique, recevait de l'Italie sa direction. Un centre officiel à Bregenze, des chefs, une agence, des journaux, et, derrière ce « petit Vatican », la faveur ouverte du Vatican, des préférences déclarées pour les hommes qui, feignant de combattre le modernisme, travaillaient à répandre le servilisme, telle était sa force. Mais ce qu'il propageait aussi, c'était la haine de la France. Les « reptiles » embusqués dans la *Correspondance de Rome* sifflaient à l'unisson. Notre catholicisme était excommunié au nom de l'orthodoxie. Quelques attaques contre le Centre pouvaient faire comme notre pays insulté au nom de la morale. Quelques attaques contre le Centre allemand pouvaient faire illusion. Tactique habile ! Discréditer la France suffisait à être utile à l'Allemagne. Ainsi, tandis que les simples entraient dans le parti pour y servir l'autorité, les habiles, pour ne servir qu'eux-mêmes, les dirigeants s'employaient pour une puissance ; le caporalisme religieux s'affiliait au caporalisme politique. Mgr Benigni choisissait bien ses alliés. A Berlin, il était en contact étroit avec le comte Oppensdorf, l'inspirateur des syndicats confessionnels, et, avec Erzberger, le signataire de cette première lettre adressée aux catholiques des Etats neutres. A Vienne, par la comtesse Chotek, la faction approchait l'héritier du trône. On sait comment ses manœuvres au Congrès eucharistique faillirent provoquer des incidents regrettables pour la dignité de notre pays. De son côté, la légation d'Autriche auprès du Saint-Siège l'appuyait de son influence. L'*avvertenza*, qui, en 1912, précéda la condamnation des journaux du *Trust* libéral, fut préparée par les démarches de l'ambassadeur.

L'intégrisme devenait le fourrier du germanisme. Au même moment, et pour d'autres raisons, les éléments progressistes du catholicisme italien se tournaient de ce côté.

Harcelé, désavoué, décimé après la mort de Léon XIII, le grand parti « populaire » avait fini par comprendre que se transformer était le seul moyen de se survivre. La politique d'expansion inau-

gurée par l'Italie lui en donna le moyen. S'ils n'étaient plus libres de se dévouer au peuple, les catholiques ne pouvaient-ils travailler à la grandeur de leur pays ? Le domaine des réformes interdit, celui des revendications patriotiques devait s'ouvrir. Ce principe admis, le catholocisme social était prêt à devenir un parti politique. Son libéralisme évoluait vers le nationalisme. Et avec quelle ardeur ses grands journaux, ceux du *Trust*, suivirent le gouvernement dans l'affaire tripolitaine, dans l'intervention en Albanie, on s'en souvient encore. C'était, du coup, désarmer les défiances de la Curie, se réintégrer dans la vie publique, se rapprocher du pouvoir. Les dernières élections marquèrent avec éclat ce rôle nouveau des masses catholiques. Mais, du même coup aussi, c'était se rapprocher de l'Allemagne. Cette politique d'expansion italienne ne pouvait se faire que par le maintien de la Triplice. Dans cette lutte ouverte ou sourde, qui heurtait les ambitions italiennes à la fois à l'islam, à l'hellénisme, à l'Autriche, l'Allemagne seule pouvait être une auxiliaire ou une arbitre. Cela, les catholiques comme le gouvernement l'avaient compris. Et à cette attitude, au début de la guerre,ils demeurèrent fidèles.« Par dessus tout, écrivait l'*Italia*, le 27 juillet, n'oublions pas que nous faisons partie de la Triple-Alliance et que des votes solennels des assemblées législatives ont sanctionné les engagements contractés. »

On ne saurait s'étonner que, dans ce mouvement vers l'Allemagne, la Curie ait été entraînée à son tour. Entre elle et nous, la dénonciation du Concordat n'avait pas seulement proclamé l'état de guerre. Nos procédés avaient créé toute la distance des rancunes. C'est de ces fautes que l'Allemagne sut profiter. Habile et forte, caressante et menaçante à la fois, elle était en quête de l'héritage, et, plus d'une fois, dans les mesures que nos catholiques indépendants ont eu à déplorer ou à combattre, il est aisé de découvrir sa main. Au dedans, l'agitation entretenue, l'alliance avec les partis extrêmes, les mesures prises contre les hommes ou les groupes qui travaillaient avec le plus de succès à la pacification religieuse ou au progrès social ; au dehors, les complaisances avérées, celles mêmes qui arrêtent à la frontière les décrets ou les lettres qui déplaisent, les atteintes portées à nos droits, les religieux allemands favorisés, installés au détriment des nôtres, comme au Japon ; des établissements scientifiques, joyau de notre protectorat, menacés au profit de la « Kulture », alliée à l'orthodoxie, comme à Jérusalem, toutes ces représailles ont été ou suggérées ou exploitées par nos ennemis. Telle fut sur la Curie l'intensité de cette germanisation, qu'au début de la guerre, la Belgique, le plus catholique des Etats, n'y trouva pas de défenseurs. Pie X n'osa pas protester contre la violation de son territoire. Il fut peut-être le seul à bénir la paix. Sommes-nous sûrs que, dans le Sacré Collège, d'autres n'aient pas béni l'injustice, ceux mêmes qui conseillaient à l'héroïque nation de trahir l'honneur ?

L'élection de Benoît XV a donné à l'Eglise une direction nouvelle. Mais, si obéi qu'il soit, un pape ne change pas en un jour, d'un seul mot, tout un ordre établi. Il a brisé la faction intégriste, écarté des conseillers inhabiles ou compromis, appelé des hommes nouveaux à seconder sa tâche. Mais il n'a pu négliger cette force des sympathies allemandes qu'il a trouvées dans le catholicisme italien, comme dans son entourage. Et tandis que l'esprit des masses se modifiait, l'ambiance du Vatican demeurait toujours. Dans les *Stanze* du Pinturicchio ou de Raphaël, des ombres continuaient à circuler. Ce sont elles qui, hier encore, cortège de l'Allemagne, épiaient, renseignaient, intriguaient, murmuraient des nouvelles pour ses journaux ou des prières pour ses armées. Ce sont celles qui poussaient Wiegand à cette audience où fut surprise la bonne foi du pape et altérée sa parole ; celles qui ont fait revivre un autre fantôme, la *Corrispondenza*, chargée de donner aux catholiques neutres une parole « autorisée » sur la guerre de l'Empereur ; celles enfin, qui s'agitent dans la dernière place forte de l'intégrisme, cet *Osservatore Romano*, dont le pape est contraint de se servir, mais n'est pas le maître ; qui publie ses ordres en contrariant ses desseins. Décidément, dans ce Vatican où une place reste vide, celle de la France, Benoît XV et son ministre se trouvèrent presque seuls. Et quelles que fussent leurs sympathies, peut-être leurs préférences, une pression lourde fermait à moitié leurs lèvres : le poids mort du milieu qu'ils ont subi et dont ils ne peuvent que lentement se dégager.

*
* *

Ce point d'appui que le pape ne trouvait, ni en Italie, ni à Rome, pour une orientation nouvelle quelle puissance de l'Entente le lui eût offert ? L'Angleterre protestante ? La Russie orthodoxe ? Et assurément, par leur présence à Rome, ces deux grands Etats ont montré le prix qu'ils attachaient à un contact. Mais, si confiantes que soient les relations, l'opposition des croyances y maintient une réserve. Elle assure le respect mutuel, et non l'intimité. A Rome, une seule puissance eût pu parler, agir librement, celle qui, par une étourderie inconcevable, s'obstine encore à

l'ignorer. Que l'idée d'un rapprochement avec la France se soit présentée à Benoît XV, qu'en septembre, ce rapprochement eût été facile, utile, bienfaisant, aucun esprit averti n'en peut douter. Des prévenances à notre égard, le choix du seul ministre, qui, après Rampolla, représentait le mieux l'intérêt français et l'eût défendu, comme il connaissait et aimait notre pays, étaient bien les signes certains d'une politique qui nous tendait les mains et attendait les nôtres. Notre diplomatie n'a pas osé. Dans la partie engagée au Vatican, elle s'est tenue à l'écart, sans comprendre qu'à s'abstenir, la France laissait entrer les autres, et que les regards des hommes vont toujours là où s'offrent les amitiés.

Un pouvoir de réflexion et de tradition comme la papauté, ne fait pas de saut dans l'inconnu. Pour Benoît XV, la rupture avec l'Allemagne eût été la rupture avec l'Autriche. Or, de quel droit, séparés de la papauté, l'eussions-nous attendue d'elle ? A quel titre lui reprocher ses ménagements ? Quelles garanties avions-nous à offrir ? L'Autriche reste toujours, à Rome, la puissance catholique. Elle en garde les attitudes, les prévenances, tous ces hommages extérieurs qui donnent aux souverainetés diminuées, l'illusion de croire à leur propre force, supérieure à la force du temps. De cette puissance, le Vatican, ne peut, de gaieté de cœur, souhaiter la fin. Et il sait très bien qu'un bouleversement aussi profond ne menacerait pas seulement l'équilibre de l'Europe : les intérêts religieux y sont eux-mêmes engagés.

Il est douteux que l'Autriche soit une force pour le catholicisme. En apparence, du moins, elle est au cœur de l'Europe son représentant historique. Entre la Prusse luthérienne et le tsarisme orthodoxe, voilà malgré tout, une place de sûreté ; pour la vieille foi. Et ainsi, en étendant les territoires du second, c'est le prestige de l'orthodoxie que sa défaite ne pourrait qu'accroître. Cette éventualité, Rome l'a prévue. Déjà, sur un point, dans les Balkans, elle se prépare à y faire face. Elle a compris que dans ces peuples jeunes qui s'éveillent non seulement à la vie, mais à la force, l'intervention religieuse de l'Autriche était devenue une impossibilité. Elle a préféré s'entendre avec eux, et nous devons rendre à Benoît XV cette justice d'avoir définitivement marqué l'étape. L'accord réclamé par la Serbie, combattu par Vienne, différé sous Pie X, a été conclu. Que la victoire et la paix donnent au petit royaume l'accès à l'Adriatique, les Slovènes y trouveront cette liberté de leur foi dont ils avaient joui dans la monarchie apostolique. Il est probable que ces pactes vont s'étendre, qu'au système du protectorat va succéder celui des Concordats. Mais si le point dolent n'est plus là, dans les Balkans, il est ailleurs, sur les Carpathes. Et c'est en Pologne que, sous une forme précise, le problème religieux soulevé par la guerre actuelle garde, aux yeux de Rome, toute son acuité.

Comme la Belgique, la Pologne souffre, et, en Pologne, surtout la province la plus riche, la plus heureuse, la Galicie. Aucune partie de l'Empire peut-être n'avait plus gagné à la domination de Vienne. L'Autriche voulait se faire pardonner l'injustice du partage par l'équité de son gouvernement. La Galicie conserva ses institutions, sa langue, sa diète, ses mœurs. Elle eut plus encore : une part au pouvoir central. Ses députés siègèrent au Parlement, comme ses seigneurs dans les conseils de la Couronne. Plus d'un de ses hommes d'Etat a gouverné l'Empire. Il semblait, enfin, que sur ce coin de terre polonaise, se fût réfugiée la liberté de la Pologne. Là seulement, purent se faire entendre les voix qui, en 1908, dénoncèrent les souffrances des Polonais chassés de Posnanie par les colons allemands. Non moins grande était sa vitalité intellectuelle. La Galicie demeura une des forces vives, peut-être la seule, du catholicisme autrichien. En 1908, c'est de Lemberg, grâce à l'archevêque André Sceptizki qu'est parti le mouvement vers l'union des églises, et c'est au congrès de Vichgrad que le contact s'est établi avec le haut clergé et les académies ecclésiastiques de la Russie.

Aujourd'hui, une province dévastée, ruinée, piétinée par le pas des armées, éventrée par le choc des obus, nulle image n'était mieux faite pour émouvoir le chef du catholicisme. Comme à la Belgique, Benoît XV a témoigné à plusieurs reprises à la Galicie, à toute la Pologne, son affection et sa douleur. Il a tenu à partager ses secours entre l'évêque de Cracovie et l'archevêque de Malines, voulant associer dans une même pensée deux infortunes également chères. Il a répondu à l'appel ému de Sienkiéwicz, non seulement par des dons d'argent, mais des consolations paternelles. « En ses enfants aimés de la Pologne, le pape ne voit pas seulement un peuple plongé dans l'épouvante et la désolation, mais il reconnaît et il chérit encore des fils particulièrement affectionnés et généreux, dévoués au Saint-Siège jusqu'au sacrifice. » Et c'est précisément le danger que la russification peut faire courir à cette foi qui l'inquiète. Il se demande si, perdue pour l'Autriche, la Galicie polonaise ne sera point perdue pour l'unité.

Ces craintes sont-elles fondées ? Comme tous les Etats modernes, la Russie a, dès 1905, proclamé la liberté des cultes. L'ukase libérateur a reconnu à chacun le droit de changer de religion, et telle

a été l'opportunité du nouveau décret, que de 1905 à 1909, le nombre des conversions au catholicisme s'est élevé à 62.000 en Russie, à 108.000 en Pologne. La parole de la Russie a donc été tenue. Mais les lois devancent souvent les mœurs. Le libéralisme du pouvoir n'a pas changé les habitudes d'intolérance de la bureaucratie ou du pope. En 1912, malgré les déclarations du gouvernement, et le vote de la Douma, les persécutions recommençaient dans la province de Chelm. Dans la guerre actuelle, contrairement aux ordres venus de haut, la liberté religieuse des Polonais autrichiens a, plus d'une fois, été menacée. Des églises ont été enlevées aux catholiques : l'archevêque de Lemberg a été exilé et emprisonné. Des uniates ont été sommés ou d'adopter le rite latin ou de rentrer dans l'Eglise russe. Si on songe aux conflits de races qui continuent à troubler la Galicie, peut-être doit-on voir dans ces violences, beaucoup plus la lutte contre une agitation politique qu'un parti pris de persécution religieuse. Mais ces faits grossis, exploités par l'Autriche, étaient bruyamment colportés en Italie. Une main savante les commentait dans les journaux favorables à l'Allemagne. Au Vatican, l'Autriche les dénonçait avec force : elle réclamait un même jugement pour la Belgique et la Pologne, opposant aux atrocités allemandes la « barbarie » russe.

Comment le Saint-Siège n'eût-il pas hésité ? Benoît XV s'est inquiété de ces violences. Il y a fait allusion au consistoire et en a parlé dans des entretiens particuliers. Il peut être rassuré aujourd'hui. Ce ne fut pas un des moindres services rendus par la Belgique et son admirable premier ministre d'avoir travaillé à Rome, et ailleurs qu'à Rome, à dissiper les préventions dont notre cause eût pu souffrir. La Russie a compris la faute où pouvait l'entraîner le prosélytisme. Des assurances ont été données; des mesures de justice ont été prises; des réparations ont été faites. Quoiqu'il arrive, les catholiques de Galicie ne seront dépossédés ni de leur sol, ni de leur foi. Et, plus encore que les entretiens diplomatiques c'est la force des choses qui travaille pour la Pologne. La promesse de la Russie, la déclaration des alliés, le sentiment grandissant que cette guerre atroce serait absurde si elle n'était libératrice, donneront raison au droit des nationalités et des consciences. L'Autriche peut être vaincue. Une et reconstituée, la Pologne vivra.

Il ne faut pas oublier ces faits, *tous* ces faits, si on veut comprendre l'attitude de Benoît XV. Mais le temps a marché. — D'une part, la cause est entendue. Il y a trois mois encore, dans le fracas des passions, des clameurs, des affirmations contraires, la voix sereine de la vérité pouvait n'être pas distincte de la justice. Aujourd'hui, cette voix domine. Elle affirme et elle accuse. Enquêtes, témoignages, atrocités nouvelles, et que l'Allemagne ne nie plus, tout enrichit le dossier formidable. Tout condamne la race atroce qui ne trouve plus une voix libre pour la défendre. — D'autre part, l'impérialisme prussien, le cynisme de ses appétits, l'impossibilité de sa victoire, ont éveillé les défiances ou les revendications des peuples. Ceux-ci se préparent, ceux-là se décident. La première, l'Italie a donné le signal. Elle a repris sa liberté et est entrée dans la lutte. Mais déjà les catholiques avaient compris qu'ils ne pouvaient plus se séparer de la nation. Les vœux célèbres du 23 mars, rédigés par l'Union populaire, ont affirmé à la fois leur adhésion à la politique d'intervention Fait plus grave ! Par le choix de l'Italie, les catholiques des deux camps cessent de se faire équilibre ; ceux de la Quadruple Entente représentent la majorité. — Et enfin, à mesure que la guerre se prolonge, qu'elle s'étend, alliés et neutres entrevoient mieux la seule paix qui soit durable : celle qui conciliera les aspirations légitimes des nationalités avec l'équilibre de l'Europe, celle aussi qui affranchira le monde des impérialismes dévastateurs. Les politiques qui réfléchissent et qui se souviennent, ne demandent plus le même sort pour les deux complices que nous avons à vaincre. C'est l'Allemagne qu'il faut abattre. Il s'agit moins de détruire l'Autriche que de la déplacer.

Cette évolution dans l'évidence et dans les faits va-t-elle libérer la papauté des contingences politiques qui pesaient sur elle ? Tout porte à le croire. Et que la neutralité de Benoît XV, plus maîtresse d'elle-même, se fasse plus bienveillante aux alliés, certains indices le prouvent. Le pape n'a pas caché ses sympathies pour la Belgique. Il vient d'affirmer son intérêt pour Louvain par un acte et par une lettre qui blâment la destruction des monuments d'art et des trésors intellectuels. A son tour, notre pays a été sensible au geste de Benoît XV envoyant son offrande au comité national. Il a été plus touché encore de cette lettre au cardinal de Paris où perce une tendresse pour la nation qui reste « la fille aînée de l'Eglise ». En Italie, le pape a laissé aux catholiques le droit de s'associer aux destinées de leur patrie. Contre l'idée nationale, il a refusé de servir l'Autriche. Par là, c'est un des principes qui nous sont chers qu'il adopte, et cette neutralité dont les puissances germaniques escomptaient le bénéfice, sert la cause même de l'intervention. Assurément, entre ces ambitions, nous savons bien que Rome ne peut prendre parti.

Sa neutralité « politique » restera intacte. Mais ce qui importe surtout au monde, c'est sa mission morale : celle du pouvoir spirituel, celle que son rôle lui assigne et que les circonstances sont venues lui imposer.

Cette mission, on a reproché à Benoît XV de l'avoir méconnue. En réalité, de cette horrible guerre, il avait vu d'abord le premier aspect : le plus douloureux, cette œuvre de destruction et de mort, ce déchaînement des puissances du mal que l'Evangile s'était efforcé de vaincre, et qui triomphent encore, hélas ! de l'Evangile. Rome a élevé la voix pour prêcher la paix, invité les gouvernants et les peuples à déposer les armes, convié l'univers entier à prier avec elle qu'un souffle plus pur balaie cette buée de sang qui couvre une partie de l'Europe. Au nom de la paix, elle a travaillé à adoucir les maux de la guerre. Son impartialité s'est penchée sur toutes les détresses. L'échange des prisonniers invalides, le rapatriement des populations retenues ou emmenées en otages, ont été surtout le bienfait de son intervention. Nous ne pouvons oublier ces services rendus aux victimes. Mais, dans la guerre actuelle, cette mission de la charité est-elle la seule ? Et n'est-il pas en ce moment une autre cause à défendre plus pressante, plus noble même que celle de la paix ?

L'Europe a souffert bien des fois de ces chocs formidables où les peuples s'entretuent pour leur suprématie ou leur indépendance. Plus d'une fois encore, elle aura à les subir. Mais tel est le caractère de cette lutte, qu'elle n'est pas seulement un conflit d'égoïsmes nationaux ou d'expansion économique. L'Allemagne a menti à sa parole et étranglé le droit. Elle a brûlé, pillé, assassiné, détruisant sans raison les œuvres d'art comme les vies humaines. Ayant soufflé tout sentiment de pitié, elle ne s'arrête plus dans l'horrible. Et de ces barbaries elle se fait gloire. Ce qui était jadis excès individuels, isolés, désavoués, est transformé en méthodes réfléchies. Ses atrocités se couvrent d'une doctrine, et elle érige en dogme ses procédés de contrainte, de terreur, d'extermination. Mais dans quelle mesure l'humanité peut-elle admettre cette liberté du crime ? Le fait de la guerre primet-il toutes les garanties édictées par l'accord des peuples ? Permet-il de déchirer la charte qui règle l'usage des armes, protège les non-combattants, et, parmi les combattants mêmes, rend inviolables et sacrés ces blessés glorieux que la Croix Rouge abrite ? Le droit chrétien, le droit humain, peuvent-ils se concilier avec ces doctrines de proie dont la civilisation est menacée ?

A cela, il faut répondre. Ça été l'honneur de la science politique d'avoir cherché à limiter les maux de la guerre, et, aux institutions qu'elle a établies, le congrès de la paix devra donner une assise plus large et des moyens d'action plus efficaces. Mais ces règles juridiques ne sont elles-mêmes qu'un écho des règles éternelles, de ces lois non écrites qui dominant la durée et l'espace, constituent le trésor commun et impérissable des hommes. Cet idéal, qui le défendra ? Une puissance politique ? Les Etats signataires des conventions de La Haye n'ont même pas pu faire respecter leur signature. Ils se taisent, inertes, indécis, au nom même de cette neutralité qui scelle leurs lèvres et désarme leur bras. Parleraient-ils d'ailleurs, ce ne pourrait être que les armes à la main, et cet appareil de la force paraîtrait moins défendre le droit que leurs intérêts. Un parti ? A quel titre ? Et si la force de ses idées ou la discipline de ses membres lui assurait une cohésion durable, est-on sûr qu'il réussirait à rallier les peuples ? Le socialisme l'a tenté. Il n'a pu empêcher la guerre ni en modérer les procédés. Sous la poussée des nécessités nationales s'est effondré son rêve humanitaire... Non, gouvernements ou partis, ce n'est point là que se fera entendre la voix qui doit parler à la matière. L'esprit a besoin d'un autre organe : Verbe stable et permanent, inviolable et sacré, fonction et service tout ensemble, supérieur aux races, aux nations, aux partis, à la curée des égoïsmes ; pouvoir d'idées, mais qui commande aux consciences, assez désintéressé pour n'être pas suspect, assez libre pour n'être pas contraint, assez fort pour être obéi au moins de ses fidèles, et dont le *non licet* qui lie des millions d'âmes, tienne la force en échec et dresse contre elle les titres de la loi morale et de l'humanité.

Le monde a besoin d'un pouvoir spirituel. Plus que jamais, la guerre actuelle nous en révèle le bienfait. Dans cette crise où l'instinct se fait loi et la force vérité, les esprits troublés, pleins d'angoisse, se demandent où est le progrès humain, s'il est un progrès humain, et si la lutte pour la vie, affirmée comme le développement nécessaire des êtres, ne condamne pas le droit à devenir l'arme fragile et vaine de ceux qui vont mourir. Nous voulons des sanctions comme des certitudes. Cette mission de justice, de lumière, comment le plus grand, le plus ancien des pouvoirs chrétiens hésiterait-il à la remplir ? Le moyen âge avait dressé cette chaire suprême des peuples. Mais le principat italien masquait trop souvent le docteur des âmes ; et, à mesure que grandissait l'Europe, cette papauté, temporelle et politique, en luttant

pour son prestige cessait d'être une influence. La papauté moderne ne mérite plus ces suspicions. Spirituelle, elle est libre : libre, elle est forte. Et nous ne pouvons méconnaître que les circonstances travaillent pour elle. Les gouvernements ne répéteraient plus aujourd'hui l'erreur qu'ils ont commise, en l'excluant naguère des conseils de la paix. Tous ont à honneur d'être représentés auprès d'elle : hier, l'Angleterre ; demain, les Pays-Bas. Ce ne sont pas les peuples qui s'offenseraient de sa parole. Ils s'inquiètent plutôt de son silence. Que Rome compte donc ces regards qui l'interrogent : les victimes, toutes ces épouvantes, ces souffrances, ces croix que l'Allemagne a semées sur sa route, et, à leur tour, les témoins, croyants ou incrédules, qui, peu à peu, de tous côtés, dans tous les peuples, se dressent en accusateurs ! Je ne crois pas qu'il y ait un plus bel hommage rendu à un pouvoir que cette attente des âmes. La papauté est bien à une heure décisive de son histoire. Qu'importe que les Etats ne défèrent point à sa sentence les crimes ou les doctrines du germanisme ! Elle est saisie par la conscience universelle. Elle peut, si elle veut, comme jadis, avoir l'audience de l'univers civilisé. Son abstention ne serait plus une neutralité. Ce n'est pas entre des Etats, c'est pour l'idéal chrétien et humain qu'elle doit choisir.

*
* *

Nous pensons bien que le choix est fait, et que Benoît XV ne peut plus ne pas se prononcer. Il parlera lui-même, à son heure, en termes clairs, autrement que dans le huis-clos des entretiens ou le clair-obscur des interviews. — Très Saint-Père ! ce jour-là, vous n'aurez point seulement conquis des titres à la reconnaissance des peuples, à tous ceux que foule, que révolte une barbarie organisée. Vous aurez obtenu le droit de discuter dans les congrès de la paix les meilleurs moyens d'établir, de maintenir la paix parmi les hommes. Par surcroît, dans ce geste large de vérité et de justice, vous aurez rencontré la France. Le secret du rapprochement, le voilà. Les politiques le cherchent dans le calcul des avantages mutuels qu'un accord peut offrir. Il est plus sûrement dans la vision d'une œuvre commune, comme celle qui, au chevet de la souffrance, rapproche des cœurs désunis. L'histoire d'hier nous avait montré que la papauté était nécessaire à la France, comme la France nécessaire au catholicisme. Et c'est encore la leçon d'aujourd'hui que, pour le progrès et la liberté du monde, les deux grandes forces d'idéal doivent de nouveau s'unir.

IMBART DE LA TOUR.

PARIS PENDANT LA GUERRE (1)

Mesdames, Messieurs,

Y a-t-il encore des pessimistes ? C'est une question que l'on a a pu se poser, peut-être, il y a quelques mois, mais qui ne se pose plus à l'heure actuelle. S'il y a eu des trembleurs, disons plutôt des hésitants, au mois d'août, au mois de septembre, ou même au commencement du mois d'octobre, aujourd'hui, il n'y a plus, en France, et à Paris, dont nous allons nous occuper d'une façon toute spéciale, que des cœurs solides et des esprits rassénérés.

D'ailleurs, le meilleur remède qui pouvait être offert à ceux qui avaient quelque hésitation, quelque incertitude, quelque angoisse, c'était de leur dire : Faites un peu d'histoire et comparez la situation de la France, dans le courant du mois de septembre 1914, avec ce qu'elle était quarante-quatre années auparavant, au mois de septembre 1870.

Au mois de septembre 1870, l'empereur est prisonnier ; Bazaine a trahi ; Metz a capitulé ; le désastre de Sedan a fait tomber entre les mains de l'ennemi une armée de 200.000 hommes. Dans cette France qui, le 4 septembre, vient de proclamer la déchéance de l'Empire et d'instituer, dans Paris troublé, un gouvernement provisoire, il ne reste plus que le courage de ses habitants et des membres du Gouvernement. Gambetta, ceux qui l'entourent, tous ces fermes républicains qui ont sauvé l'honneur de la France, vont faire des prodiges de valeur pour essayer de faire sortir de terre des armées improvisées.

On nous dira, et ce faisant, on rendra justice aux efforts de la France actuelle, que nous sommes d'incomparables improvisateurs : nous l'avons prouvé dans ces derniers mois de guerre ; mais, en 1870, l'effort à faire était trop grand.

Quant à Paris, la situation était bien différente de ce que nous constatons aujourd'hui.

Au début de la guerre de 1870, la capitale avait offert un spectacle désagréable : des bandes de gens avinés qui ne représentaient pas la véritable opinion publique, avaient parcouru les boulevards et les grandes rues en criant : « A Berlin ! » avec un enthousiasme factice, pour faire croire que cette guerre que le peuple n'avait pas voulue était essentiellment populaire. Au fur et à mesure que les désastres s'accumulaient, plus l'horizon s'assombrissait, plus la situation de Paris était confuse et troublée : les politiciens n'avaient

(1) Conférence donnée à la Ligue de l'Enseignement le 19 avril 1915.

pas abdiqué et continuaient leur œuvre néfaste ; les clubs, comme au temps de la Révolution, sévissaient ; beaucoup de discours, beaucoup de paroles, très peu d'actes. Paris était troublé ; chaque jour l'effervescence grandissait. Après les désastres militaires, la Commune allait achever de porter la confusion à son comble et tenter la ruine de la patrie que, fort heureusement, elle ne put réaliser.

Que voyons-nous, au contraire, au début de la guerre actuelle ?

Quelle différence, quel contraste avec les journées de juillet 1870 ! Quel calme ! quelle régularité ! quel ordre merveilleux ! avec quelle précision incomparable s'est faite notre mobilisation ! Quel sang-froid ont gardé non seulement ceux qui allaient se battre, dont le calme et la froide résolution l'emportaient cent fois sur toutes les manifestations extérieures et sur les cris exagérés, mais encore, avec quel courage, aussi grand que le courage militaire, allaient se comporter toutes ces femmes, ces mères, ces épouses, ces sœurs, ces fiancées, qui, sans une larme — elles ne voulaient pas pleurer — voyaient partir tous ceux qui leur étaient chers.

Le spectacle de Paris, dans les premiers jours du mois d'août 1914, fut incomparable de grandeur et de calme. Il fut plus merveilleux encore pendant les premières semaines de la guerre. Nous avions eu les premiers succès, les premières ivresses, hélas ! passagères, les premiers enivrements bien éphémères ! Paris apprend la première prise de Mulhouse : il n'en éprouve pas une joie exagérée : nous attendions l'avenir. Mulhouse évacuée est repris une seconde fois : nul ne songe à s'en réjouir outre mesure : on attend encore...

Tout à coup, nous apprenons qu'en Belgique, dont la neutralité a été violée avec un audacieux mépris des traités signés et de la parole donnée, les Allemands ont pénétré en masses profondes. L'armée belge fait des prodiges de valeur et voilà, ainsi que l'écrit S. E. le cardinal Mercier, archevêque de Malines, primat de Belgique, dans une lettre que vous connaissez, qui est à la fois un acte de grand courage et un merveilleux morceau d'éloquence digne de figurer dans toutes les anthologies futures, voilà que la résistance héroïque de la Belgique a sauvé la France.

Notre plan de mobilisation était orienté tout entier vers une attaque impétueuse venant du côté de l'Est : la résistance belge a permis à nos armées de se tourner vers le Nord ; elle a donné au commandement français le temps qui lui était indispensable pour manœuvrer.

Mais tout ceci ne rentre pas dans le cadre de notre conférence. Quand vous voudrez être édifiés de la façon la plus complète sur les événements tragiques du début de cette guerre, vous n'aurez qu'à lire, dans la « Renaissance » du 17 septembre, une conférence admirable de clarté, faite par le général Bonnal, ancien directeur de l'Ecole supérieure de guerre.

Parmi ceux qui sont ici — et je parle en même temps et surtout pour moi — combien ont ignoré les péripéties de la bataille de Charleroi ! Le général Bonnal dévoile ce que l'on avait tenu caché, et avec raison, peut-être, surtout au début de la guerre.

Les 21, 22, 23 et 24 août, les corps d'armée français, dans un état d'infériorité numérique très marqué, sont contraints, d'après des ordres sur lesquels l'histoire fera, plus tard, la lumière, de se heurter à des force allemandes vingt et trente fois supérieures. Pendant quatre jours, malgré cette disproportion considérable, l'héroïsme des troupes françaises contient, à Charleroi, les efforts de l'ennemi, Le 24, au soir, le général Joffre, commandant en chef, a le choix entre deux alternatives — ou bien, essayer, avec quelques renforts de fortune qui lui sont arrivés d'un peu partout de reprendre l'offensive : c'est courir à un désastre certain ; notre infériorité est telle que nos pertes, déjà cruelles, ne peuvent que s'augmenter; ou bien revenir en arrière, se replier jusqu'à ce qu'il ait trouvé une position favorable pour reprendre l'offensive.

Le général Joffre « notre Joffre » n'a pas un moment d'hésitation. Avec cette sûreté, avec ce coup d'œil, avec ce sang-froid qui, dit Bonnal — et il s'y connaît — font de lui un des premiers parmi les hommes de guerre, il prend immédiatement un parti qui, peut-être, peut frapper l'opinion en mal, mais qui va sauver la France. Il se replie, il donne l'ordre de la retraite ; on reculera sans déroute jusqu'au point d'appui suffisant pour essayer de se retourner et de refouler l'ennemi.

C'est la retraite de Charleroi dont nous avons ignoré tous les détails : lorsqu'elle sera connue dans tous ses points essentiels, elle restera comme une page de guerre incomparable, dépassant tout ce que l'on peut imaginer de bravoure humaine. Il y a eu des combats où, sans pouvoir arrêter efficacement la marche de l'ennemi, on l'a suffisamment retardée pour permettre à l'armée de trouver les points d'appui qui allaient assurer le succès et la victoire décisive et qui ont exercé ainsi une influence prodigieuse sur le reste de la campagne.

Revenons à Paris pendant la guerre. Que savions-nous de tout cela ? Rien ou presque rien.

Comme il y en a, parmi vous, beaucoup qui, soit par courage patriotique, soit par devoir, n'ont pas quitté Paris à ce moment, rappelez-vous, mes compagnons, quelle fut un jour la stupeur des Parisiens. Nous étions dans l'ignorance la plus complète, et voilà que nous lisons, dans un communiqué, ces quelques lignes qui ont paru terrifiantes et comme écrites en lettres de feu : « Nous tenons un front qui va de la Somme aux Vosges. » Et nous croyions que nos troupes étaient encore en Belgique ! nous nous imaginions qu'elles allaient y arrêter l'ennemi !

Nous avons eu, à ce moment, bien des émotions : nous avons su le départ nocturne du Gouvernement ; la plupart des autorités et les pouvoirs pblics ont quitté Paris ; je n'émets ici — je dois le dire en passant — aucune critique. Puis c'est, remplaçant le général Michel à la tête du gouvernement de Paris, le général Galliéni dont tous les Parisiens ont lu la proclamation toute significative de bravoure et de confiance :

« J'ai reçu le mandat de défendre Paris contre l'envahisseur. Ce mandat, je le remplirai jusqu'au bout. » A ces mots, tous ceux qui étaient restés à Paris se sont sentis tranquillisés.

A ce moment, l'ennemi est près de Paris. Je puis dire que nous avons presque senti — l'image n'est pas trop hardie — son souffle empesté venir jusqu'à nous. Le 4 septembre, l'armée de von Kluck peut occuper si elle le veut, le front Gonesse-Pontoise ; les raids des uhlans ont atteint Beaumont à quelques kilomètres de la capitale et c'est tout juste si, en prêtant l'oreille, les Parisiens n'entendaient pas le canon de la bataille. Alors se produit cet événement que Bonnal explique et qui avait paru tout d'abord mystérieux. Tout à coup cette armée qui s'est avancée à marches forcées, qui a fait un bond prodigieux depuis la frontière jusqu'à Paris et qui n'a rencontré aucune résistance, cette armée fait un à-gauche et s'en va sur Melun.

Le général Bonnal explique que von Kluck a fait alors une manœuvre qui consistait à tenter de prendre de flanc un corps d'armée français, pour l'anéantir. Prendre Paris, c'est frapper au cœur, mais, pour que la victoire fût complète, il fallait surtout anéantir l'armée et ce mouvement à gauche de von Kluck avait une raison stratégique.

Avec un coup d'œil incomparable, Galliéni, aidé par cet homme de guerre qu'une blessure cruelle tient momentanément éloigné du front et à qui tous les bons Français doivent envoyer leurs vœux les plus chaleureux de guérison, j'ai nommé le général Maunoury, Galliéni, dis-je, sans attendre une minute, car les instants sont précieux, donne l'ordre à la 6e armée qui s'est constituée aux environs d'Amiens, de se porter contre les troupes de von Kluck. Comme les moyens de transport sont insuffisants, c'est alors que se réalise cette manœuvre si moderne, si inattendue : tous les taxi-autos de Paris réquisitionnés transportent, en une nuit les soldats dont l'arrivée va contribuer à la retraite de l'ennemi. Et les Parisiens n'ont pas perdu le souvenir de l'admirable proclamation du général Joffre, digne de figurer à côté des plus belles pages que Napoléon ait jamais signées.

Le 6 septembre, à neuf heures du matin, sachant que Maunoury est engagé avec succès entre Saint-Souplet et l'Ourcq, il lance, sous forme de message télégraphique, l'ordre désormais historique :

« Au moment où s'engage une bataille dont dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous, que le moment n'est plus de regarder en arrière. Tous les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra coûte que coûte garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée. »

L'armée de Maunoury a fait un miracle. Von Kluck, pour éviter un désastre, est obligé, dans la nuit, de donner l'ordre d'une retraite hâtive bientôt fransformée en déroute et il va se terrer dans les carrières de l'Aisne et de Soissons hors desquelles il n'ose plus se montrer depuis près de huit mois et d'où nous sommes certains désormais, de le déloger.

Le soir du 10 septembre, dans une proclamation datée de Claye, Maunoury pouvait dire :

« La sixième armée vient de soutenir, pendant cinq jours entiers, sans interruption, ni accalmie, la lutte contre un adversaire nombreux et dont le succès avait jusqu'à présent exalté le moral.

« La lutte a été dure ; les pertes par le feu, les fatigues dûes à la privation de sommeil et parfois de nourriture ont dépassé tout ce que l'on pouvait imaginer ; vous avez tout supporté avec une vaillance, une fermeté et une endurance que les mots sont impuissants à glorifier comme elles le méritent.

« Camarades, le général en chef vous a demandé au nom de la Patrie, de faire plus que votre devoir ; vous avez répondu au-delà même de ce qui paraissait possible ; grâce à vous, la victoire est venue couronner vos drapeaux. Maintenant que vous en connaissez les glorieuses satisfactions, vous ne la laisserez plus échapper.

« Quant à moi, si j'ai fait quelque bien, j'en a été récompensé par le plus grand honneur qui

n'ait été décerné dans une longue carrière, celui de commander des hommes tels que vous.

« C'est avec une vive émotion que je vous remercie, car je vous dois tout ce vers quoi étaient tendus depuis quarante-quatre ans tous mes efforts et toute mon énergie : — la revanche de 1870.

« Merci à vous et honneur à tous les combattants de la sixième armée. »

Nous ne faisons pas ici de l'histoire générale ; dans cette modeste conférence, nous cherchons en Parisiens à analyser un peu nos sensations et nos sentiments dans ces heures tragiques. Paris a été admirable : il n'a pas eu peur parce qu'il se savait défendu par ses soldats ; il est resté calme comme il l'est encore, grave et confiant.

Permettez-moi ici d'évoquer un souvenir. Vous vous rappelez ce qu'ont été ces matinées et ces soirées du début de septembre. Jamais la nature n'avait été plus belle et le ciel plus resplendissant ; jamais cette ville que nous aimons et sur laquelle nous sentions l'approche de l'abominable souillure ne nous avait été plus chère, parce que jamais elle n'avait eu une parure plus séduisante. Chaque fois que je quittais le Palais, le soir, je contemplais sans me lasser, ce spectacle de toute beauté du Louvre, des Tuileries, de la place de la Concorde et des Champs-Elysées dans les splendeurs du soleil couchant. Lorsque m'accompagnait quelqu'un de ceux que leur âge éloigne du service, nous répétions, pensant à ceux qui nous sont chers, à Paris, à la patrie : « Non ! il n'est pas possible que l'ennemi vienne ici ! » Et si quelque hésitation, quelque doute, surgissait dans nos cœurs, que de merveilleux spectacles pour les réconforter !

Un dimanche — je m'en souviens comme si c'était hier — le sort de la bataille de la Marne était encore indécis : 25.000 personnes étaient rassemblées sur le parvis Notre-Dame ; la place était noire de monde. Il y avait là tout un peuple, des catholiques fervents, des gens qui ne croient à rien, des israëlites, des protestants : toutes les confessions mélangées. Dans la cathédrale se déroulait une grandiose cérémonie présidée par le cardinal-archevêque de Paris, Mgr Amette, dont les prières demandaient au ciel le salut de la France. Nous avons vu des larmes dans les yeux même des plus incrédules et l'on se prenait à chanter une sorte de cantique s'unissant à ces prières.

Plus loin, dans les quartiers populeux, c'était le peuple admirable. Toutes les femmes sont sur le seuil des maisons, avec leurs enfants. Les maris sont au front ; sans argent, elle n'ont pu quitter Paris : elles n'y songeaient même pas. Elles n'ont pas eu une défaillance et il suffisait de regarder leurs visages calmes et confiants pour être rasséréé. Les taubes pouvaient venir, tuer quelques fillettes, innocentes victimes de ces heures tragiques : dans la splendeur des jours de cet été finissant, non seulement Paris ne fut jamais plus beau, mais encore, il a donné à la France, à l'ennemi, au monde entier, un spectacle inoubliable de grandeur.

Nous nous répétions ces vers de Victor Hugo que Bartet disait l'autre jour, à la Sorbonne, dans une matinée où j'avais l'honneur de parler à côté de la divine artiste :

Oh ! Paris est la cité mère !
Paris est le lieu solennel
Où le tourbillon éphémère
Tourne sur centre éternel
Paris ! feu sombre ou pure étoile !
Morne Isis couverte d'un voile !
Araignée à l'immense toile
Où se prennent les nations.
Fontaine d'urnes obsédée !
Mamelle sans cesse mondée
Où pour se nourrir de l'Idée
Vivent les générations !

Quand Paris se met à l'ouvrage
Dans sa forge aux mille clameurs,
A tout peuple heureux, brave ou sage,
Il prend ses lois, ses dieux, ses mœurs.
Dans sa fournaise, pêle-mêle,
Il fond, transforme et renouvelle
Cette science universelle
Qu'il emprunte à tous les humains ;
Puis il rejette aux peuples blêmes
Leurs sceptres et leurs diadèmes,
Leurs préjugés et leurs systèmes,
Tout tordus par ses fortes mains !

Paris qui garde, sans y croire,
Les faisceaux et les encensoirs,
Tous les matins dresse une gloire,
Éteint un soleil tous les soirs ;
Avec l'idée, avec le glaive,
Avec la chose, avec le rêve,
Il refait, recloue et relève
L'échelle de la terre aux cieux ;
Frère des Memphis et des Romes,
Il bâtit, au siècle où nous sommes,
Une Babel pour tous les hommes,
Un Panthéon pour tous les dieux !

Ville qu'un orage enveloppe !
C'est elle, hélas ! qui nuit et jour
Réveille le géant Europe
Avec sa cloche et son tambour !
Sans cesse, qu'il veille ou qu'il dorme,
Il entend la cité difforme
Bourdonner sur sa tête énorme
Comme un essaim dans la forêt,
Toujours Paris s'écrie et gronde.
Nul ne sait, question profonde,
Ce que perdrait le bruit du monde
Le jour où Paris se tairait !

(Les Voix intérieures. — A l'arc de Triomphe).

Paris ne s'est pas tu. Nous avons évité la souillure, la bataile de la Marne était une victoire.

Depuis, que d'émotions encore ! que d'angoisses ! C'est la bataille de l'Aisne qui commence et qui dure encore ! C'est la bataille de l'Yser, une des plus sanglantes que l'histoire ait connues, où les Anglais, les Belges, avec leur roi héroïque et les troupes françaises poussées en avant par l'admirable général Foch ont remporté la victoire. Nous ne connaissons pas assez le prix de cette victoire ; mais, après la bataille de la Marne, on peut dire qu'elle a décidé du sort de la campagne.

La bataille de la Marne, la bataille de l'Aisne, la bataille de l'Yser ont eu, pour Paris, un résultat quelque peu inattendu.

Il faut dire qu'au commencement du mois de septembre 1914, nous n'étions pas extrêmement nombreux à Paris ; beaucoup de gens, à la fin du mois d'août s'étaient dit que les vacances offraient, cette année-là, un intérêt tout particulier et qu'il était peut-être utile d'aller respirer l'air pur de la campagne... Non pas qu'ils fussent guidés par un sentiment égoïste, au contraire..., ils obéissaient uniquement au désir d'éviter un siège au cours duquel ils auraient été appelés à consommer les provisions amassés pour ceux qui restaient dans la capitale ; et il n'y eut aucune peur, aucune panique.

Mais les Parisiens qui s'étaient portés en foule vers les gares et qui s'étaient attardés dans leurs vacances sont revenus et depuis ils n'ont plus quitté Paris.

Et puis, pour bien dépeindre l'état d'esprit de Paris pendant la guerre, il est un autre tableau que nous contemplons et auquel nul n'aurait pu s'attendre. Rappelez-vous Paris à la fin de juillet et voyez-le aujourd'hui. Un procès scandaleux a l'air, à lui seul, de passionner toute la capitale ; on parie pour ou contre l'acquittement ; on ne s'intéresse pas à autre chose malgré l'orage qui, depuis le 28 juin, date de l'assassinat à Sérajevo de l'archiduc héritier l'Autriche et de la duchesse de Hohenberg, gronde dans les Balkans et va gagner l'Autriche, l'Allemagne, puis la France. On se passionne, on est divisé, on se combat. Nous sommes un peuple en pleine déliquescence et un étranger pourra croire avec une apparence de raison : « La France est pourrie ! C'est un ennemi qui ne compte pas ! »

Le 2 août, immédiatemnet, toutes les querelles cessent. Sous ces plaies d'hôpital — je parle comme un médecin — on voit que le cœur est resté solide et le corps sain ; les plaies sont superficielles, la race est restée la première du monde. En un instant l'union sacrée demandée par le Président de la République est réalisée et elle va prendre une force qui ne s'arrêtera pas aux hommes qui se battent pour sauver la patrie.

Ce ne sont pas seulement les soldats qui font l'union sacrée, admirant le prêtre catholique qui combat avec eux, le pasteur protestent qui, courageusement, fait son devoir ou le rabbin qui meurt sur le champ de bataille, tel le grand rabbin de Lyon dont nous devons saluer bien bas l'héroïque conduite. Il venait d'être appelé par un blessé qui, trompé par le costume, le prend pour un prêtre catholique et lui murmure tout bas : « Je voudrais embrasser le crucifix ! » Il ne détrompe pas le malheureux, il s'éloigne pour aller chercher ce crucifix et en le rapportant, il est tué par un obus qui le met en bouillie !

On nous croyait frivoles et divisés : nous voilà graves et unis. La façade était déplorable, mais le bâtiment était intact, les fondations sont solides et l'union sacrée va se faire aussi parmi les civils.

L'union sacrée commence dans le domaine de la bienfaisance, par la création d'un comité-type dont tous les autres s'inspireront et dont j'ai l'honneur de faire partie. Le Comité du Secours national, présidé par l'éminent M. Appell, fondé sous le haut patronage du Président de la République, réunit à sa tête S. E. le cardinal-archevêque de Paris, Mgr Amette, le grand rabbin de France, le pasteur Wagner, des hommes des opinions politiques les plus diverses mais animés d'un dévouement égal et d'un même amour de la patrie, depuis Ferdinand Buisson jusqu'à Maurice Barrès, depuis Denys Cochin jusqu'à Brard. A côté d'eux, c'est le syndic des agents de change, représentant la richesse acquise, le président du conseil d'Etat, le premier président de la Cour de cassation. Puis, comme étonnés, à la première minute, de se rencontrer avec ces hommes, mais, après une seconde de gêne, quelle cordialité dans les rapports et quelle entente pour faire le bien ! les quatre représentants des idées les plus avancées : les chefs des syndicalistes, de la Confédération générale du travail ,des socialistes, des coopératives, Jouhaux, Bled, Dubreuil, Poisson, siégeant à côté de l'archevêque et des membres de la droite.

Spectacle merveilleux d'union sacrée qui, — laissez-moi le dire, bien que cette idée dépasse un peu le cadre très modeste de cett conférence — ne devra pas disparaître après la guerre. Ce ne serait pas la peine d'avoir prodigué le sang de nos enfants, d'avoir donné la vie de tous ceux qui nous sont chers, pour que les politiciens nous empoisonnent de nouveau après la guerre ! L'union sacrée est définitive. Les hommes qui com-

battent depuis huit mois dans les tranchées, bravant le froid, la neige, la pluie, bravant les balles, les shrapnells, les obus et les marmites, seront, à leur retour dans leurs foyers plus encore que nous pénétrés de cette idée indispensable pour le salut de la patrie. Nous ne permettrons à personne de ranimer les anciennes querelles. Finies les histoires d'autrefois. Nous voulons respirer et vivre ; nous ne voulons plus être étouffés comme nous l'avons été. L'union sacrée doit survivre et si quelqu'un, après la guerre, se permettait de parler de la lutte de classes — autre mot abominable, antipatriotique, anti-français, — on lui répondrait de façon à lui ôter toute envie de recommencer. L'union sacrée est un bien durable.

L'union sacrée qui a commencé par le Secours National va se continuer. Il suffit qu'une idée généreuse germe dans un esprit pour porter ses fruits tout à l'entour.

Voilà Maurice Barrès qu'une personne intelligente a appelé « notre grand redresseur de torts nationaux » : il apparaîtra comme une des figures les plus intéressantes de Paris pendant la guerre.

Il ouvre dans l'*Echo de Paris* une souscription publique pour les Invalides de la guerre : en quelques semaines, dans ces temps de gêne pécuniaire, il recueille plus d'un million.

Voulez-vous un autre exemple ? Il est d'hier. Les jeunes gens de la classe 1917 qui se destinent à Polytechnique ou à Normale, les « taupins » comme on dit en style universitaire, ont eu une idée charmante. Avant de partir non pas au front — j'espère bien que la victoire aura mis fin à la guerre quand viendra pour eux l'heure d'aller faire le coup de feu, — mais avant de rejoindre les casernes où ils apprendront leur métier de soldat, ils ont voulu faire le bien et ils ont donné au Trocadéro, une matinée au bénéfice des amputés.

Ils m'avaient fait l'honneur de m'inviter à prendre la parole : c'est là que je leur ai tenu le langage suivant : « Quand vous rencontrez un blessé — et Dieu sait si l'on voit de ces braves dans nos rues — il faut le saluer. Ce n'est pas une marque de respect que je vous demande pour lui ; ce vous sera une manière de dire à ce vaillant toute votre sympathie. C'est comme si vous lui disiez : « je ne te connais pas, je ne sais pas ton nom j'ignore où tu as été atteint ; mais qui que tu sois, je sais que tu est un héros ; héros inconnu, j'éprouve le besoin de te saluer ». Jeunes gens, disais-je en terminant, quand vous rencontrez ces blessés, preuve vivante de notre gloire et aussi de nos tristesses, saluez-les : c'est un hommage qui leur est bien dû, car les blessés sont les créanciers de la Patrie !

Et puis, à côté de ces blessés, que de gens en deuil ! Saluons-les eux aussi : un des leurs est mort pour la patrie.

Et dans d'autres domaines, que de changements!

Un humoriste dont j'ignore le nom a publié, dans le *Temps*, un article délicieux sur les modifications apportées par la guerre dans les spectacles et il nous citait un petit exemple qui me rappelait les temps lointains de ma jeunesse. Promenez-vous aux Champs-Elysées, disait-il : le premier théâtre qui ait opéré sa réouverture, bien avant le Théâtre-Français ou l'Opéra Comique, c'est Guignol, mais un Guignol complètement transformé. On y a maintenant le respect de l'autorité. Ce n'est plus Guignol qui rosse le commissaire, c'est un poilu de la clase 1932 qui rosse un boche. Et l'on prétend que la France est un pays difficile à gouverner ! Allons donc ! ces grands enfants sont les plus sages des hommes, quand les rhéteurs ne leur versent pas du vin empoisonné qui les enivre jusqu'à leur faire perdre la tête, il suffit pour les convaincre et les guider de leur parler raison, honnêteté et sagesse !

La transformation de Guignol, voilà — n'est-il pas vrai ? — encore un signe des temps

Ce n'est pas tout. Les rues de Paris sont moins encombrées, mais il y reste encore quelques taxis avec des vieux chauffeurs : ceux-ci sont devenus polis, aimables. Les cochers de fiacre, digne corporation dont je me garderai de médire, on prétendait qu'ils n'étaient pas complaisants ; personne n'est plus charmant ; l'urbanité fait partie de la fraternité et ces deux qualités montrent jusqu'à quel point l'union est vivace.

D'autres changements ont fait de nous des gens plus sérieux. On a chassé touues ces saletés qui nous obsédaient, les tangos, les danses exotiques..., les thés plus exotiques... Et puis, les toilettes des femmes ont elles-mêmes subi d'heureux changements... Attendez, n'applaudissez pas encore... J'ai, vous le savez l'habitude de prendre mes responsabilités et de dire ce que je pense parce que je ne dépends de personne que de moi-même ; cependant, ici, j'éprouve quelque hésitation, car je ne voudrais blesser personne.

J'ai eu le malheur, à la Sorbonne, de prononcer, en passant, une courte phrase sur la toilette féminine : dès le lendemain, j'ai reçu trois lettres, dont la fine écriture trahissait le sexe de leurs auteurs. La première m'accusait de ruiner les couturières ; la deuxième m'accablait d'injures dont je n'ai pas gardé le souvenir ; dans la troisième, on me donnait un titre peu recherché..., on m'appelait tout simplement le dernier des imbéciles.

Eh bien ! je ne crains pas de le répéter ici : la

toilette des femmes a subi du fait de cette guerre d'heureux changements.

Maurice Donnay, l'exquis académicien, auquel nous devons, tant au théâtre que dans le journalisme de si bons moments, soutenait récemment la même thèse et il eut cette idée charmante : « La toilette des femmes est faite de trop peu de choses ; c'est sans doute pour justifier cette expression qu'elles emploient souvent : je n'ai rien à me mettre. »

C'est certain. Les femmes, il y a quelques mois, étaient vêtues surtout d'une idée de leur couturière. C'était peut-être insuffisant.

J'ai eu l'occasion d'écrire dans le *Bulletin des armées* une lettre aux Parisiens qui sont sur le front. Je disais à nos admirables soldats, qu'on ne s'amuse pas à Paris et que l'on pense à eux. Pour le leur prouver je leur parlais de la transformation du costume des femmes : « Quand nous rencontrons dans une rue une femme trop élégante, ajoutais-je, nous nous disons : ce doit être une étrangère. » Comment les Parisiennes songeraient-elles aux frivolités de la toilette ; elles s'occupent des blessés, elles leur prodiguent les soins les plus touchants, elles sont bien plus charmantes dans leurs modestes blouses blanches d'infirmières que dans leurs disgracieuses robes entravées...

Un autre résultat de cette guerre se manifeste dans les relations de famille. Les rapports les plus difficiles autrefois sont devenus intimes, cordiaux. Les filles sont revenues au foyer paternel où l'on n'a qu'une préoccupation : penser à ceux qui se battent.

Tenez, moi, en qualité de bâtonnier de l'ordre des avocats, j'ai 1.500 enfants qui se battent, 1.500 avocats qui ont répondu à l'appel de la patrie, 59 sont déjà tombés au champ d'honneur ; 12 ont été décorés de la Légion d'honneur ; un a reçu la médaille militaire ; 34 ont été cités à l'ordre de l'armée... Quel admirable livre d'or ! Nous n'avons qu'une préoccupation : leur écrire et leur donner des nouvelles.

Dans cet ordre d'idées, nos voisins d'Angleterre ont eu une pensée fort touchante. Il a paru dans leurs grands journaux une annonce rédigée par des femmes d'ue honorabilité indiscutable et demandant aux femmes anglaises de penser à ceux qui n'ont ni parents, ni amis. Nombreuses sont les jeunes anglaises qui ont accepté d'entrer en correspondance avec leurs compatriotes qui, au front, ne reçoivent jamais de lettres.

Vous citerai-je à ce propos l'admirable lettre de Brieux parue dans la *Bulletin des armées :* « Pour celui qui n'en reçoit pas. » ?

Brieux a cette idée touchante d'écrire au soldat sans parents. Il lui dit en substance : « Tu ne pleures pas. Tu sais bien que tu n'es pas comme les autres. Les autres ont chacun un père et une mère : toi, tu n'en as jamais eu. Tu es tout seul. Je veux aujourd'hui que tu ne sois pas seul à ne pas recevoir de lettre. Les autres ont un passé, une famille... Pour que tu ne sois pas un isolé, je t'écris pour te dire mon amour, mon affection, mon admiration. Laisse-moi t'envoyer un baiser, moi qui n'ai pas de fils, à toi qui n'as pas de père. » Merveiveilleux héroïsme de tous les jeunes Français ! A la Ligue de l'enseignement, saluons tous ces instituteurs qui ont donné leur vie et versé leur sang pour la défense de la Mère-Patrie.

Enfin le fléau de la guerre, nous a valu un précieux bienfait. L'alcoolisme est vaincu, l'absinthe est proscrite. Pendant que tant de vies humaines étaient sacrifiées pour sauver la France, le législateur a eu la tardive énergie de préserver la santé publique en proscrivant l'alcool.

Voilà, en quelques mots le spectacle de Paris pendant cette guerre de 1914-1915 ; il est fort beau, mais cela ne fait que commencer. Je ne dirai pas que nous avons connu la crainte de la défaite : nous savions que la France ne pouvait pas être vaincue. Nous ne sommes plus en 1870, où, comme l'on pouvait répéter avec le grenadier du premier empire: « L'Empereur est tombé, la France est vaincue et succombe » ; la France alors était seule ; l'Europe avait commis cette faute impardonnable, qui a déchaîné tout le mal dont nous avons souffert pendant quarante-quatre ans, de ne pas intervenir pour sauver une nation dont elle savait cependant que l'existence intégrale était indispensable à l'équilibre européen ; et comme j'ai commencé, je veux terminer cette causerie par la même comparaison.

La France isolée en 1870 a aujourd'hui auprès d'elle la Belgique..., je la mets au premier rang parce que cette héroïque nation, la plus méritante, s'est sacrifiée pour nous ; elle a la Serbie, autre petit peuple merveilleux qui en est à sa troisième guerre et dont la vaillance a su chasser l'ennemi de son territoire et lui interdire jusqu'à présent — et pour toujours, je le crois — d'y rentrer jamais ; puis, c'est l'ours russe. On a parlé souvent du rouleau compresseur : la comparaison est inexacte. J'ai eu l'occasion de m'en entretenir avec des personnages russes qui m'honorent de leur amitié, tous me disaient : N'employez pas cette expression. Dites, si vous voulez : la marée russe qui a son flux et son reflux ; l'un et l'autre sont bienfaisants. Quand c'est le flux, nous entrons en territoire ennemi ; quand c'est le reflux, nous emportons chaque fois cent mille Prussiens et nous vous rendons

je crois, un service appréciable. Avec la Belgique, la Serbie, la Russie, c'est l'Angleterre. Avec une puissance financière capable de faire face à toutes les éventualités, avec sa ténacité admirable qui est un des signes distinctifs de la race, l'Angleterre sera elle aussi un des facteurs de la victoire.

Mais tout cela, c'est déjà le passé. Nous sommes, aujourd'hui, tellement sûrs de la victoire que l'avenir nous réserve de nouvelles amitiés : leur venue est certaine, elle est proche et plus nos amis seront nombreux, plus d'autres encore seront tentés de se joindre à eux. En fait, dans un avenir qui n'est plus éloigné, nous verrons ce spectacle réconfortant du monde civilisé uni tout entier dans la défense de la civilisation contre la barbarie.

Alors, je vous le dis, à vous qui êtes ici. Si vous avez quitté Paris — c'était votre droit — à un moment donné, ne le quittez plus. Restez-y. Un jour viendra, que je souhaite prochain — s'il se fait un peu attendre, prenez patience en songeant à ce que nous avons déjà fait — un jour viendra où la réparation sera complète. Il faut que vous soyez là le jour où « notre Joffre, » qui pourra répéter ce cri de joie que poussait l'*Aiglon* :

Ce doit croire embrasser la France sur la bouche,
Quand on est aimé par Paris !

Le jour où le généralissime avec les grands chefs, les généraux Sarrail, d'Urbal, Foch, Franchet d'Espérey, de Langle de Cary, Maunoury et tant d'autres que j'oublie mais que je comprends dans la même admiration, encadré du tsar Nicolas II, des rois Georges V, Albert Ier et Pierre de Serbie, avec d'autres rois peut-être, défilera à la tête des Alliés sous l'Arc de Triomphe et descendra l'avenue des Champs-Elysées suivi de toutes les troupes qu'il aura conduites à la victoire. Alors, nous serons payés de toutes nos souffrances, de toutes nos angoisses. Comme le disait mon ami Louis Barthou, qui a donné à la Patrie le plus pur de ses idées en lui rendant la loi de trois ans, une des sauvegardes de la France, et le plus pur de son sang versé pour elle par son fils, ce jour-là, tous recevront leur juste récompense, même les mères qui ont perdu leur enfant, même les femmes qui ont perdu leur mari, même les amis qui ont perdu les êtres les plus chers.

Je vous le dis — et ce sera ma dernière parole — nous aurons après la guerre, un moyen d'honorer nos morts, ce sera de ne plus retomber dans nos erreurs passées. Il faut que nous sortions meilleurs de cette terrible épreuve ; il faut que la guerre, chose abominable et atroce, soit au moins suivie d'une ère de paix féconde, de travail réparateur dans l'union et la concorde de tous les bons Français.

HENRI-ROBERT.

CANONS DE LORRAINE

A mon régiment,
le 6e d'artillerie de forteresse

Ces jours derniers, une sorte d'obsession ramenait à ma mémoire les jours anciens, lorsque j'étais soldat, à mon poste de combat, et que sonnait l'alerte.

Jours clairs et vaillants, nuits de mars lumineuses, parées d'un mélancolique croissant de lune flottant à la dérive. On respirait l'odeur des violettes et des pulmonaires, écloses parmi les herbes séchées, au cœur des friches.

Alors la générale, clamant son long appel, précipitait dans la cour du quartier une ruée d'hommes allègres, bouclant le sac sur leur dos, assurant à leurs hanches le ceinturon, fiers, joyeux, rivalisant entre batteries à qui serait la première sur le front. Les estafettes galopaient, les chevaux faisaient feu des quatre pieds, les fourgons brûlaient le pavé. Par les rues de la petite ville ensommeillée, nous gagnions la campagne, nous gravissions les collines sacrées où les forts montent leur garde vigilante. L'aube pointait : toutes sortes de rumeurs joyeuses sortaient des villages ; la terre molle de rosée, exhalait toutes les senteurs du printemps et des vapeurs fines tournoyaient à la cime des saules. Au loin, les bataillons d'infanterie étaient des lignes noires qui se mouvaient sur la blancheur des routes. Nous escaladions les pentes, à travers les vignes qui commençaient à bourgeonner. Minutes émouvantes, où l'être descend à ses profondeurs les plus secrètes et retrouve la vie puissante de la race pour rebondir plus haut. Les canons des régiments de campagne battaient une diane joyeuse dans la plaine. Nous prenions le chemin, creusé dans les rocailles, qui conduisait à la batterie, qui devait être notre poste en temps de guerre. Attente souveraine ! Moments inexprimables ! On tirait les hausses de leur gaine, on préparait les sabots d'enrayage, on sortait de l'abri les projectiles et les gargousses. Instant suprême ! Déjà, dans ces temps troublés, à deux pas de la frontière toujours vibrante sous les pas des soldats, on ne savait pas si la partie n'était pas sérieuse. Et l'attente se prolongeait...

Et je songe aussi aux trois canons de 155 et aux trois canons de 120, qui veillent, là-bas, dans une batterie enterrée, que je connais bien, à l'extrémité du plateau de Lucey.

Nul poste n'est plus avancé que celui-là. La colline est pareille à un vaisseau géant, cuirassé

nonstruepx, qui fend les flots paisibles de la Voëvre emportant ses tourelles, ses canons, ses projecteurs, ses équipes de pointeurs et de soldats. Mon poste autrefois était situé à l'avant, juste à l'endroit où l'étrave tombe à pic sur les abours.

Jamais matelot guettant les houles du large à la hune d'un vaisseau de guerre, jamais veilleur du haut d'un beffroi, promenant un regard inquiet sur les routes et les bois propices aux embuscades, jamais soldat athénien épiant au cap Sunium la menace du Barbare, ne connut plus que moi l'imminence du danger et l'importance de sa tâche.

Ce fut ma colline sainte ! Dans cette fosse taillée par le pic et la barre à mine au cœur des durs calcaires de mon pays, j'adressai au génie de ma race ma prière la plus fervente.

O chiennes vaillantes, gardiennes inflexibles du seuil, vous qui allongez avidement vos cous d'acier et flairez dans le vent l'odeur prochaine des carnages, veillez sur le mont et sur la plaine.

Nous vous avons creusé cet abri dans la roche. Le soleil mordait nos bras et le manche de l'outil faisait saigner nos mains. Nous avons choisi, pour vous faire un lit résistant, les madriers en cœur de chêne, et pour qu'il bravât les injures du temps, nous l'avons goudronné comme la proue d'un navire. La fumée brûlait notre peau et la sueur ruisselait autour de nous. Mais nous avons creusé cet abri, au cœur de la roche, à l'endroit où les racines des hêtres se tordent comme des nœuds de serpères. Solide est le lit, pour que vous bondissiez à l'aise, ô chiennes monstrueuses, accroupies sur vos membres de fonte et d'acier. Solide est le lit et caché est l'abri, pour que la riposte de l'ennemi ne puisse vous atteindre !

O chiennes vaillantes, gardiennes inflexibles du seuil, veillez sur le mont et sur la plaine.

Tendez l'oreille avidement et guettez tous les bruits qui montent de la plaine en trombe sonore. Longtemps, vous n'avez rien entendu, rien que la trompe d'écorce du pâtre, qui rappelle ses moutons et le gémissement des lourds charriots, chargés de raisins ou de gerbes. Mais les temps sont venus, la menace s'accomplit, et le vent qui passe apporte des cliquetis de sabre et le hourrah de la horde, de la horde fauve venue du Nord pour brûler nos maisons et pour couper nos vignes. Alors, ô chiennes vigilantes, donnez de la voix toutes ensemble. Courbez vos ventres au ras du sol, tendez vos échines, et, la gueule béante, lâchez vos aboiements de feu. Que la plaine s'éveille, que le tocsin sonne dans les villages, que le braconnier prenne sa canardière et que le laboureur prenne sa fourche ! Soulevez la ruée sainte, crachez à pleine gorge la menace et la mort ! Et que d'autres là-haut, autour de vous, répondent, les chiennes formidables qui s'accroupissent sur l'Argonne et sur les Hauts de Meuse.

O chiennes vaillantes, gardiennes inflexibles du seuil, veillez sur le mont et sur la plaine.

Je vous connaissais bien ; j'aimais flatter votre dos noir et faire jouer vos articulations d'acier. Si vous m'avez gardé un souvenir fidèle, exaucez ma prière ; protégez les quelques arpents de terre qui s'étendent vers le Sud, et qui me sont plus précieux que tout au monde, parce que j'y ai fait mes premiers pas. Une calme rivière longe une allée de saules et des aulnes se penchent parmi les roseaux frémissants. Le soir assoupit les toits de tuile brune au bord des chènevières. C'est là que j'ai vécu, c'est là que j'ai souffert. La vieille maison paternelle enferme dans ses murs de pierre des coins d'ombre qui paraissaient à mes yeux d'enfant plus profonds et plus émouvants que les Cimmèries glacées; aux heures de l'adolescence, des appels mystérieux flottaient sur le jardin. Protégez aussi la chambre où mon père se coucha par un soir sanglant d'octobre, la chambre où monta son râle ; protégez le champ où il repose.

O chiennes vaillantes, gardiennes vigilantes du seuil, défendez le mont et la plaine.

Mais il est d'autres terres dans notre patrie dont j'ai goûté la grave et souriante beauté. Terrasses de l'Ile-de-France, d'où le regard s'étend sur un cercle aimable de collines, nature recueillie, ignorant la déclamation, où chaque buisson, où chaque chemin creux revêt le tour fin et spirituel d'un vers de Lafontaine. D'autres pays me furent une patrie d'élection, parce qu'ils étaient plus proches de ma nature intime, et je les aimai d'une affection plus éclairée, faite de notions intellectuelles et d'admirations artistiques. Valleuses normandes, ouvertes sur la mer, où l'odeur forte des ajoncs se mêle au souffle des flots, plages du pays de Caux où la marée montante remue éternellement les galets, fermes protégées contre les vents du large par les hêtraies murmurantes, pays de Maupassant et de Flaubert ! Et vous, traînes du Berry, monts d'Auvergne, vallées des Vosges, toutes bruissantes d'industrie, séjours où j'aimais revenir, où je retrouvais mes forces en prenant contact avec la Terre.

Chiennes vaillantes, gardiennes du seuil, écartez

de nos séjours les hommes fauves, qui laissent derrière eux une odeur de bête puante.

Ils mutileraient les déesses de marbre, ravageraient nos vignes et nos vergers, incendieraient nos cathédrales. Qu'ont-ils à faire, ces Barbares, parmi nos splendeurs artistiques ? Qu'ils retournent à leurs sables et à leurs marais. Nos fleuves qui s'enorgueillissent d'avoir vu les reines, nos fleuves glorieux pourraient-ils refléter leurs silhouettes épaisses, leurs membres plus lourds que ceux des ours ?

Mais il est d'autres richesses, trésors spirituels que ne dénombre pas la voix du guide dans les Musées. Vous défendez l'histoire et le merveilleux passé de la France. Si les Barbares franchissent le passage que vous gardez, s'ils poussent sur notre sol leur flot noir et grouillant, ils chargeront de chaînes nos morts glorieux, ceux qui vivent dans nos âmes, ceux dont la pensée ou le verbe a lutté pour l'humanité. Un pandour mettra les menottes au rire de Rabelais, à la verve de Molière, à la fougue de Diderot. Un caporal schlague portera ses mains velues sur le génie de Hugo, sur la pureté de Lamartine, sur la fantaisie de Musset. Ils emmèneront en captivité, dans leurs forteresses de Poméranie, l'esprit de Voltaire, et ils le contraindront à faire amende honorable aux pieds de la statue de leur roi Frédéric.

Chiennes vaillantes, donnez de la voix, crachez la mort sur la Bête ; déchirez les lambeaux de sa chair ! Exterminez-la. Que ses ossements jalonnent les sentiers de la victoire. Qu'elle meure ! Que sa mémoire même disparaisse du souvenir de l'humanité.

EMILE MOSELLY.

POUR DÉFENDRE GŒTHE

Soupçonniez-vous qu'un jour nous aurions à prendre la plume pour défendre Gœthe ? Non vraiment, n'est-ce pas ? Comme tels autres souverains de l'art et de la pensée, comme un Léonard ou un Beethoven, ou un Michel-Ange, Gœthe nous semblait dans une de ces régions supérieures, dans cet empyrée des poètes, où nul trait mortel ne peut atteindre les Immortels. Il appartenait à l'humanité entière et nous devons penser qu'aujourd'hui encore il lui appartient. Quand je dis : humanité, j'entends *civilisation*, et, par conséquent, j'exclus tous ceux qui, volontairement, se sont placés en dehors d'elle. Comme Léonard, il est de ceux à qui leur cœur permet les fortes altitudes et qui les aiment, parce que de haut on perçoit mieux les ensembles et qu'embrasser les ensembles, c'est le but unique de l'intelligence humaine ! Il l'a dit lui-même, et qui mieux est, en flagellant de traits ses compatriotes : « L'Allemand est capable dans le détail, mais piteux dans l'ensemble. » Comme Léonard, avec lequel d'ailleurs il présente plus d'un trait commun, il domine la vie de toute sa hauteur, et de lui on pourrait répéter ce que le sourire d'une femme de Léonard inspirait à Maurice Barrès : « Parce que nous connaissons les lois de la vie et la marche des passions, aucune de vos agitations ne nous étonne, rien de vos insultes ne nous blesse, rien de vos serments d'éternité ne nous trouble. Et cette clairvoyance ne nous apporte aucune tristesse, car c'est un plaisir parfait que d'être perpétuellement curieux avec méthode. »

Dans une grande Revue, qui d'habitude marque une orientation critique plus sûre, une plume s'est rencontrée pour attaquer cette illustre mémoire en soutenant que l'attitude allemande de 1914-1915 pourrait avoir quelques traits communs avec la conception du *Faust* et que Méphistophélès était en quelque manière un ancêtre de ceux qui organisèrent les ruines qu'aujourd'hui nos yeux peuvent contempler. Paradoxe ingénieux au premier abord, à moins que ce ne soit une — malice — malice cousue de gros fil blanc et qui relève de l'opportunisme électoral ! J'ai voulu, à cette occasion, reprendre contact avec Gœthe, en relisant, non point le *Faust*, dont je suis sûr qu'il ne susciterait en moi nulle association de cet ordre, mais ces *Conversations* avec Eckermann, que je reprends chaque année une fois au moins, pour me refaire une substance spirituelle, et que je compare à ces fortes nourritures auxquelles l'organisme n'a jamais recours en vain dans les périodes d'affaissement !

Faut-il dire que j'y ai retrouvé, une fois de plus après tant d'autres, le genre et l'intensité du plaisir que tant de fois j'y avais goûté ? Et cette fois même une analogie s'est imposée à moi que j'avais pressentie jadis en lisant le *Mémorial* de Sainte-Hélène. Eckermann m'est apparu comme le Las-Cases de ce Napoléon des Lettres. Sans doute, chaque fois qu'Eckermann, tout comme Las-Cases, prend la parole, le ton baisse et la qualité des Idées pareillement diminue. Mais on voit la bonne tête du chien fidèle de qui des yeux humides, toujours levés vers le maître, semblent dire : « Evidemment nous ne pouvons pas rivaliser avec toi et nous n'y

ngeons même pas, car, pour nous, c'est un con-
ntement parfait que de faire écho à ta voix et
tenir une place, si humble soit-elle, dans le sil-
ge de ta gloire ! »

J'ajouterai même — et je demande qu'on veuille
en faire l'épreuve avec moi — qu'à cette lecture
i retrouvé un Gœthe moins allemand, plus sym-
thique encore que je ne croyais aux idées fran-
ises, plus proche de nous par les clartés lu-
neuses qui s'échappent de cette grande intelli-
nce et qui, sur tous les sujets qu'elle touche,
rquent le point le plus élevé d'où nous les puis-
ns embrasser. Encore une fois je m'excuse et
m'étonne moi-même d'avoir à parler ici d'un
re aussi *classique* et *classé* parmi les Bibles de
umanité, que les *Conversations* de Gœthe. Mais
sera, parmi tant d'autres, un des miracles de
te guerre, que d'avoir suscité une revision gé-
rale des valeurs et renouvelé les points de vue
nsacrés. Deux catégories d'auteurs nous y ont
ité : d'abord les Français, qui, cultivant l'art
génieux du paradoxe, ont prétendu rattacher
immortel à la bande sinistre des Intellectuels
i, par leurs théories, préparèrent et organisè-
nt les atrocités allemandes... Et puis encore ce
nt les Allemands qui, sentant se coaliser pro-
essivement contre eux les efforts du monde civi-
é, éprouvèrent d'autant plus le besoin de cher-
er des garants parmi les renommées de leur
ys qui jouissaient de l'universelle admiration !
où cette mobilisation posthume de Herder, de
ethe et de Beethoven !

Aux premiers je rappellerais — si toutefois ils
ient capables d'un autre mouvement que de fon-
sur l'adversaire, comme le taureau qui voit
rouge — les innombrables passages où Gœthe
oclame son admiration et sa dette personnelle à
ndroit de nos gloires classiques du XVIIe et du
IIe siècles : Racine, Molière, Diderot, Voltaire,
usseau, Beaumarchais... combien d'autres en-
e. Je rappellerais ce passage où, visant Berlin
ns aucun doute, il trace des savants de son temps
portrait qu'il ne paraîtra pas inutile de rappe-
aujourd'hui (1) :

« Si je disais que j'éprouve grand plaisir à voir
Allemands, surtout les jeunes savants, qui
nnent d'un certain pays du nord-est, je men-
tirais. La vue basse, le teint pâli, la poitrine af-
faissée, voilà le portrait de la plupart de ceux
qui se présentent. Et lorsque je me mets à cau-
ser avec eux, je vois tout de suite que ce qui nous
plaît leur semble trivial et de nulle valeur. Ils sont
tout entiers plongés dans l'*idée* et ne savent s'in-
téresser qu'aux plus hauts problèmes de spécu-
lation. Il n'y a pas trace en eux de cette santé
intellectuelle qui nous fait aimer les choses qui
agissent sur les sens. Tous les sentiments jeunes,
tous les plaisirs de la jeunesse sont partis pour
eux, et ils ne peuvent plus revenir, car celui qui
n'est pas jeune à vingt ans, que sera-t-il à qua-
rante ? »

Je pourrais rappeler également cet autre pas-
sage, non moins curieux, non moins expressif,
où, faisant l'éloge de la jeune génération qui gran-
dit en France et collabore au mouvement roman-
tique, il donne à la rédaction du *Globe* ce témoi-
gnage qui lui sert en même temps à caractériser
la mentalité allemande de 1830 :

« Quels hommes que ces Messieurs du *Globe*, dit
Gœthe avec feu ! On n'a pas d'idée comme chaque
jour ils grandissent et prennent plus d'importance !
Comme ils sont tous pénétrés d'un même esprit !
En Allemagne un pareil journal serait purement
et simplement impossible. Nous ne sommes tous
que des individus isolés : il ne faut pas penser
à un pareil accord ; chacun a les opinions de sa
province, de sa ville, de sa propre personne, et
nous attendrons encore longtemps avant que l'Al-
lemagne soit pénétrée par un même esprit gé-
néral. »

Sommes-nous assez loin de l'Allemagne orga-
nisée, mécanique et disciplinée, où le doigt du
chef, pressant sur un bouton, suffit à déclancher
l'action de l'immense machine, à mettre en mou-
vement tous ses rouages, depuis le geste auto-
matique des millions d'anonymes qu'à rangs pres-
sés on pousse à la boucherie comme un bétail hu-
main, jusqu'aux *individualités* de tout ordre ou
qui se croyaient telles, dont la signature fut ap-
posée au bas du fameux manifeste. Le vrai point
de vue psychologique de la question est là, et
vous le trouverez exposé dans une des plus belles
études qui aient été publiées sur la guerre, une
des plus profondes et des mieux documentées que
je sache, celle de M. André Chevrillon, parue dans
la *Revue de Paris* (1), sous ce titre : *L'Allemagne
et la Guerre*. J'en veux détacher ce passage : « Les

(1) *Conversations*. II. p. 21. « Le Traducteur ajoute :
rlin sans doute. Gœthe n'a pas de sympathie pour
sprit berlinois, esprit négatif, prosaïque, vain et
oqueur. » Les Berlinois sont les Gascons de l'Alle-
gne, disait Napoléon, qui ne les aimait pas plus que
ethe.

(1) Voir la *Revue de Paris* du 15 mai.

Allemands jouent sur les mots, quand, pour glorifier cette entreprise, ils prononcent et répètent à satiété, comme le professeur Lamprecht, les noms vénérés de Gœthe et de Beethoven. Ces génies ne représentent pas l'idée moderne et prussienne de *kultur*, mais la vieille idée, d'origine hellénique, et générale à l'Europe, qu'ils traduisaient d'un mot plus simple : *Bildung*. *Bildung* : action de façonner, de faire sortir la forme de la matière, de pousser jusqu'à la perfection ce qui n'était en l'homme que possibilité, faculté latente, pour sculpter toute la statue humaine. A cette définition correspond une morale, une esthétique, une philosophie de la vie qui furent celles des Grecs, où l'Europe de la Renaissance trouva ses principes de civilisation, et dont Gœthe, tourné vers la lumière antique, adorateur non de Wotan, mais d'Athéné, et qui tenait « l'esprit de Berlin « pour l'antipode » du sien, fut dans les temps modernes le maître incomparable. »

Telle est la vérité sur Gœthe ; tel est l'unique aspect sous lequel nous le puissions considérer, nous autres qui ne sommes pas des *partisans*, mais des observateurs uniquement soucieux de vérité. Toujours il nous apparaîtra dans l'attitude que l'histoire enregistra lors de son entrevue d'Erfurt avec Napoléon, en frac noir, avec le seul ruban rouge à la boutonnière. L'histoire veut que Napoléon lui ait dit : « Venez à Paris... j'exige absolument cela de vous. Là, le spectacle du monde est plus grand : là vous trouverez en abondance des sujets de poésie. » Nul doute qu'il y fût venu, s'il avait vécu en 1915 et qu'il eût rejeté avec dégoût sa nationalité d'origine, protestant ainsi de toute sa force, lui, ce magnifique exemplaire d'*homme*, contre l'ignominie d'un peuple qui n'a plus rien à voir avec l'humanité.

PAUL FLAT.

LES PHASES DE L'ÉVOLUTION ROUMAINE

Si l'Italie a décrit, depuis l'ouverture de la crise européenne, une évolution diplomatique nettement caractérisée, l'évolution diplomatique de la Roumanie offre un intérêt à peine moindre. Sans doute, à l'heure où j'écris, le cabinet de Bucarest n'a pas encore pris, vis-à-vis de la Triple-Entente, des engagements équivalents à ceux qu'a contractés le cabinet de Rome : mais jusqu'à une date très proche, les deux chancelleries avaient si bien associé leurs mouvements ; leurs libérations respectives des tutelles ou des amitiés germaniques s'étaient opérées à des allures si égales, qu'un accord préalable et définitif avait paru dicter leurs attitudes. L'une et l'autre, avant la guerre, étaient liées à l'Allemagne et à l'Autriche ; l'une et l'autre, au lendemain de la déclaration de guerre, proclamèrent leur neutralité, en établissant l'absence du *casus fœderis* ; l'une et l'autre, durant les dix mois écoulés, nouèrent des pourparlers généraux ou plus directs avec la France, l'Angleterre et la Russie, comme pour préparer leur entrée en ligne aux côtés de ces puissances. Pendant longtemps, on put croire que la Roumanie devancerait de quelques jours l'Italie, en cette conversion logique et harmonieuse. C'est l'hypothèse inverse qui s'est réalisée. Il n'est pas étonnant du reste, que, dès le mois d'août, Italiens et Roumains aient perçu l'identité de leurs causes et de leurs aspirations : ceux-ci et ceux-là avaient à délivrer et à s'adjoindre des nationaux qui gémissaient sous le joug austro-hongrois.

La Roumanie, qui ne représente pas en étendue le quart de la France, a moins de 7 millions 1/2 d'habitants. Bien qu'à toute époque, depuis sa création, elle ait revendiqué des « terre irredente » en Transylvanie et ailleurs, elle était l'un des pays les moins encombrants d'Europe, l'un de ceux qui suscitaient le moins d'ennuis, de soucis à la diplomatie internationale. Sa politique se révélait plus calme, plus réfléchie, moins volcanique que celle de la Bulgarie ou de la Grèce. Mécontente, à coup sûr, du lot étroit qui lui était assigné au nord-est des Balkans, elle attendait patiemment son heure et prenait part, le moins possible, aux querelles de ses voisins. En 1877 elle avait joué son rôle, — un rôle important, — dans la guerre d'Orient, mais le règlement final n'avait pas été de son goût, puisqu'en s'enrichissant de la Dobroudja, elle avait dû céder sa province de Bessarabie à la Russie, son alliée. Ce pénible sacrifice avait d'autant mieux, alors, déterminé l'option de ses diplomates, qu'elle était gouvernée comme tant d'autres États de la Péninsule par un souverain d'importation, un Hohenzollern, Carol 1er. Elle pensait avoir à se plaindre de l'Empire des Tsars, et diverses mésaventures, survenues à la conférence de Londres, l'avaient encore froissée : aussi, en 1884, contracta-t-elle avec l'Autriche-Hongrie, un accord qui devait durer juste trente ans, et qui fut renouvelé pour la dernière fois, en 1913, au lendemain de la paix de Bucarest. Lorsque j'écris : la Roumanie contracta..., j'exagère : ce furent son souverain et les conseillers

le ce dernier qui négocièrent le pacte, car elle-même, ne fût-ce que par fidélité aux Roumains le Transylvanie et de Bukovine, était peu encline traiter avec Vienne : elle toléra le rapprochement, plutôt qu'elle n'y souscrivit, et il semble ien que les termes de cette convention aient été gnorés de la plupart des hommes politiques de Bucarest, jusqu'au début d'août dernier, jusqu'à e fameux Conseil de la couronne, où le vieux oi Carol exposa, devant les ministres et anciens inistres stupéfaits, les engagements revêtus de à signature.

Toujours est-il que la Roumanie, même agrégée la Triple-Alliance, en vertu de ce traité à peu rès secret, se gardait de troubler l'ordre euroéen, ou ce qui paraissait tel. Elle se consacrait l'exploitation de son sol et de son sous-sol, la ature lui ayant prodigué les ressources ; elle se lotait de finances bien aménagées, et de soldats onvenablement équipés : elle étudiait, avec une rudente lenteur, les problèmes que posait sa tructure économique et sociale, et fournissait asez rarement, à la grande presse, des sujets d'inormation sensationnelle.

Elle relevait de la Triple-Alliance, mais entreenait d'excellents rapports avec les puissances liérales d'Occident : ses étudiants venaient de préérence à Paris ; ses hommes d'Etat admiraient parlementarisme anglais. Peu à peu, ses vieux riefs contre la Russie s'étaient assoupis, et une éconciliation assez nette s'était dessinée. En ocbre 1911, une flotte russe était venue devant onstantza ; en septembre 1912, le tsar avait ommé le roi Carol feld-maréchal, et l'on avait lors parlé d'unions princières entre les deux dyasties. Il est vrai qu'en juillet 1912 (il fallait bien ussi donner des gages aux Empires du Centre), chef d'état-major austro-hongrois, le maréchal e Schemua, avait été reçu à Bucarest, qu'en août, comte Berchtold avait été invité par le moarque roumain au château de Sinaia, et qu'en eptembre, le prince Charles, fils aîné du prince éritier, s'était rendu à Berlin. On était à la veille e cette crise balkanique, qui allait servir de réface à la crise européenne.

Ce fut au printemps de 1913, que la Roumanie rit une attitude nouvelle, une attitude qui étonna, algré sa logique évidente, la diplomatie interationale, en adoptant une politique contraire aux isées austro-hongroises. La première guerre balanique avait été un désastre pour la Turquie, ais aussi et surtout pour l'Empire des Habsourg. Non seulement, le cabinet de Vienne, qui royait avoir, en 1908, planté un jalon sur la route e Salonique, était brusquement évincé de la Macédoine par la coalition serbo-greco-bulgaro-monténégrine ; non seulement sa situation, son prestige s'affaiblissaient dans la mesure où s'affaiblissait la Porte son alliée ; il se trouvait encore et dès maintenant, devant une redoutable confédération, qui disposait de centaines de milliers d'hommes et qui était intéressée à combattre, par tous les moyens, ses velléités d'expansion. On juge de sa joie quand il put découvrir une fissure dans cette combinaison. Divisant pour régner, selon la formule qu'il appliquait parmi les races multiples soumises à son joug, il poussa les Bulgares contre leurs alliés ; il leur promit de les secourir contre la Serbie, et crut avoir totalement rétabli ses affaires, quand, dans la nuit du 29 au 30 juin 1913, l'armée du tsar Ferdinand se jeta sur celle du voïvode Putnik. Mais ce fut alors, qu'à sa grande surprise, la Roumanie entra en ligne : surprise très injustifiée à la vérité, pour ceux qui connaissent la démarche infructueuse, tentée à Bucarest plus d'un mois avant cette seconde campagne, par l'agent diplomatique austro-hongrois. Cette démarche a été dénoncée, en décembre 1914, par l'un des hommes d'Etat roumains de premier plan, M. Take Jonesco.

Le gouvernement de Bucarest n'avait joué qu'un médiocre rôle durant la première guerre balkanique : il s'était montré soucieux de ne favoriser ni la Turquie, ni les adversaires de cette dernière. Il avait pensé d'abord qu'il était plus prudent d'éviter toute intrusion dans une bataille, qui risquait d'affaiblir les deux partis, et d'où lui-même, par le mécanisme des choses pourrait sortir avec une vigueur accrue. Mais certains hommes politiques estimèrent que l'occasion était bonne pour réclamer quelques rectifications stratégiques, et comme Carol Ier appréhendait un conflit avec eux, il fit pression sur la Bulgarie, afin d'obtenir la région de Silistrie. Une mobilisation partielle fut décrétée : des crédits furent ouverts ; une tension se produisit. Finalement, au mois de mai 1913, la conférence de Saint-Pétersbourg trancha à l'amiable le litige qui avait surgi. En somme, la neutralité que la Roumanie avait observée durant cette première campagne, ne lui avait valu que de maigres profits, et l'opinion publique se déclarait mécontente.

Elle eût marqué une très vive irritation, si le roi Carol avait persisté dans cette neutralité, durant la seconde guerre. La Bulgarie révélait d'énormes appétits, et visait à l'hégémonie dans la Péninsule. Si elle pouvait maintenant triompher de la Serbie et de la Grèce, elle constituerait une menace pour l'avenir de la Roumanie elle-même. Toutes proportions gardées, un avantage bulgare

sur ces deux royaumes eût ressemblé à un Sadowa oriental. a décision de Carol Ier fut vite arrêtée, quoi qu'il lui en coûtât de prendre position contre l'Autriche, inspiratrice de Ferdinand Ier ; — et d'ailleurs ses propres ministres conscients du péril, ne lui eussent plus permis d'atermoyer.

La rupture entre Bulgares, Grecs et Serbes eut lieu, répétons-le, dans la nuit du 29 au 30 juin 1913. Mais, dès le mois de mai, la Roumanie pouvait prévoir l'événement et le cabinet de Vienne, par une initiative peut-être intempestive, avait eu soin de le lui annoncer. Le principe de Furstemberg, ministre austro-hongrois, avait reçu ordre d'informer le gouvernement roumain, que si une nouvelle crise balkanique survenait, l'*Empire des Habsbourg serait derrière la Bulgarie :* c'était une façon d'ultimatum, d'autant plus étrange au demeurant, qu'il s'adressait à un Etat allié. Le prince de Furstemberg ne trouvant pas, au jour fixé, le ministre des Affaires étrangères, M. Majoresco, se rendit chez le ministre de l'Intérieur, M. Take Jonesco : il fut si froidement accueilli, qu'il jugea inutile de renouveler sa démarche. L'intervention armée de la Roumanie en faveur de la Serbie et de la Grèce, la marche des forces roumaines sur Sofia, la signature du traité de Bucarest, qui rognait sensiblement la part de la Bulgarie, qui accroissait celles de la Serbie et de la Grèce, et qui donnait un territoire important aux Roumains, mécontentèrent fortement François-Joseph et le comte Berchtold. Au total, le roi Carol, à l'encontre du pacte d'entente, contribuait à accentuer l'échec de l'Autriche. Celle-ci réclama tout de suite la revision du traité de Bucarest, mais Guillaume II, qui avait peut-être ses motifs, (on a parlé d'engagements de Carol, pour le cas d'une crise européenne), s'opposa à cette prétention, et l'on comprend, dans une certaine mesure, la lettre que le Hohenzollern de Bucarest adressa alors à son parent de Berlin : « Grâce à toi, la paix restera définitive. »

Voilà la première phase de l'évolution roumaine. Entre la première et la seconde, s'intercale le renouvellement du traité d'alliance de 1884, que le général Conrad de Hoetzendorf, chef suprême de l'armée austro-hongroise, vint lui-même négocier dans la capitale de la Roumanie : mais cet acte, — à peine arrivée l'heure de l'épreuve effective, — allait être frappé de stérilité, ou, du moins, la Roumanie, comme l'Italie, allait répondre à l'Autriche, sollicitant son concours, qu'elle ne discernait aucune raison d'abandonner la neutralité.

L'imagination des nouvellistes s'est donné largement carrière autour du fameux conseil de la couronne, que le roi Carol tint au début d'août. On a raconté que plusieurs ministres ou anciens ministres y avaient déclaré qu'à toute rupture avec la Triple-Entente et avec la Serbie, riposterait une révolution immédiate. Il se peut : mais aucun document n'a prouvé jusqu'ici l'authenticité de ces histoires. Ce qui est à peu près sûr, c'est que le roi Carol fut fort embarrassé : d'une part, il avait prorogé son alliance avec François-Joseph ; de l'autre, il avait contracté, avec la Serbie et la Grèce, un pacte d'assurance mutuelle contre toute atteinte au traité de Bucarest, et, en l'espèce, ses engagements étaient plutôt contradictoires. Il aurait pu, et même dû protester contre la brutale agression infligée aux Serbes, mais c'était demander trop à un Hohenzollern de pure race, et peut-être éprouva-t-il un sentiment de soulagement, lorsque certains de ses conseillers, agitant le spectre de l'émeute, et d'autres suggérant la prudence, l'abstention apparut comme la solution la plus raisonnable.

Mais l'abstention, pour la Roumanie, comme pour l'Italie, ne pouvait être qu'une phase provisoire, une sorte d'abri, d'où l'on observerait les événements à l'aise et en sécurité. La neutralité bonne pour quelque temps, n'était qu'une préparation à une autre attitude. Le mot que Bülow appliquait, après tant d'autres, à l'Autriche et à l'Italie, « ou alliées ou ennemies », ne valait pas moins pour la Roumanie et l'Autriche. L'irrédentisme roumain s'était assoupi dans l'alliance de 1884, comme l'irrédentisme italien dans l'alliance de 1882 : il suffisait d'un souffle pour le réveiller. Le gouvernement austro-hongrois, par sa prétention d'opprimer la nationalité serbe, avait assigné à la crise européenne son caractère particulier : les nationalités mutilées allaient chercher partout à souder leurs tronçons épars et le peuple roumain était de celles-là. A peine le roi Carol avait-il proclamé sa neutralité, que les irrédentistes s'ingéniaient à brusquer l'évolution, à pousser le cabinet de Bucarest à un rapprochement avec la Triple-Entente, et à un conflit armé avec le cabinet de Vienne.

Depuis plus de neuf mois, ils n'ont cessé d'agir à cette fin, et à maintes reprises, on put croire qu'ils l'emportaient.

Ils avaient, en effet, avec eux la masse des Roumains, qui n'ont jamais pardonné à François-Joseph la brutalité déployée par les Magyars contre les Roumains de la Transylvanie et du Banat. Leur cause était populaire au premier chef, car elle correspondait à la fois à des aspirations fidèlement entretenues, à la grande pitié qui cou

ait des frères de race subjugués, à la volonté expansion qui travaille, en chaque pays, les asses dirigeantes. Lorsque MM. Diamandy, Cosesco, Cantacuzène arrivèrent à Paris, cet hiver, entôt suivis de l'ancien ministre Istrati, et qu'ils édirent l'intervention de la Roumanie pour fé-ier ou mars, ils étaient à coup sûr sincères. courant qui emportait, à ce moment, les po-lations du royaume vers la Triple-Entente était s fort, et si le cabinet Bratiano avait déclaré la erre à l'Autriche-Hongrie, il n'eût point ren-ntré d'opposition dans la foule : la bureaucratie ngroise était aussi détestée à Bucarest que la reaucratie autrichienne à Milan et à Venise. Les légués officieux, qui étaient venus en France, aient pris soin de distribuer un peu partout une ochure, qui s'attachait à justifier leurs revendi-tions sur la Transylvanie, le Banat, le Mara-oresh et la Krichiana, c'est-à-dire sur une vaste rtion du territoire hongrois, habitée par près de millions 1/2 d'individus.

On se demande, à coup sûr, après tant de mois oulés, pourquoi l'irrédentisme roumain, soutenu r tant d'hommes politiques, par tant d'univer-aires de marque, par tant de diplomates, par nt de journaux, n'a pas encore triomphé. Ce est pas le lieu ici d'analyser de très près ce oblème, si passionnant soit-il, et, au surplus, éléments qu'il faudrait envisager sont nom-eux et d'un maniement délicat. Au Parlement umain, les interventionnistes se heurtaient aux utralistes à outrance (une grande partie des li-raux) — et aux germanophiles (les fractions rp et Marghiloman, parmi les conservateurs). ns la diplomatie, toute une école demeurait at-chée à l'ancien système d'alliances : elle s'effor-it de raviver la vieille querelle Russo-Roumaine la Bessarabie. Les contestatations prévues ou clarées entre la Roumanie, la Russie et la Serbie, sujet du partage des dépouilles éventuelles de Autriche-Hongrie, jouaient un large rôle, tout mme les appréhensions que suscitait, à Bucarest, régime futur des Détroits et de Constantinople, ut comme l'évocation d'une attaque bulgare, pro-blement chimérique.

Mais ces facteurs, qui ont retardé l'entrée en gne de la Roumanie, qui ont ralenti son évolu-n dans la phase suprême, ont singulièrement ténué leur action aujourd'hui. Les négociations, e la Roumanie a poursuivies, ces derniers temps, ec la Triple Entente, — celles qu'elle a reprises ec l'Italie, doivent résoudre des difficultés, qui sont pas essentielles. L'intervention de l'ar-ée italienne entraînera nécessairement celle de l'armée roumaine. Partis du même point, les deux pays latins aboutiront au même point, cédant également à la logique de l'histoire et à d'incoercibles courants nationaux.

PAUL LOUIS.

THÉATRES

Comédie Française : *Colette Baudoche*, pièce en trois actes, tirée du roman de M. MAURICE BARRÈS, par MM. PIERRE FRONDAIE.

Il est naturel que le théâtre, pour garder aujourd'hui quelque droit à l'existence, cherche à se donner quelque raison d'exister. Si l'heure n'est plus aux produits frelatés de l'industrie dramatique, les circonstances présentes n'entraînent pas, bien au contraire, la condamnation de l'art dramatique. L'art est une force vive de la nation, et, depuis tantôt dix mois, nous mobilisons toutes nos forces vives. La Comédie-Française notamment, ne pouvait oublier qu'elle est notre grande scène nationale. Elle fait de louables efforts pour tenir son rôle dans des conditions difficiles. Nous comprenons qu'elle ait été tentée par une adaptation de cette œuvre exquise et pure, si délicieusement française, parce qu'elle est si profondément lorraine, la *Colette Baudoche* de notre cher Barrès.

Il n'y a pas de plus beau sujet, ni qui soit d'une plus haute qualité dramatique. Tout l'intérêt en est dans la vérité des âmes, l'analyse précise des sentiments. Il nous ramène à notre meilleure tradition. Et en même temps il nous présente un conflit de races et de civilisations, c'est-à-dire ce qui peut donner le plus puissant ressort à l'action du drame. Par surcroît, le conflit, c'est celui même où nous sommes engagés, c'est la lutte de notre génie et de notre culture contre la *Kultur* et le génie dont la guerre actuelle nous montre l'irréconciliable opposition avec les nôtres. Quelle tentation d'évoquer, sur une scène française, la résistance et la fidélité de la Lorraine sous le joug de ses maîtres grossiers, également incapables de la comprendre et de la réduire !

Le danger actuel est que, pour montrer le triomphe de cette résistance, il faut d'abord montrer la lutte, nous représenter l'Allemand et sa conquête presque accomplie d'une jeune Lorraine, spectacle qui risque assurément de heurter notre sensibilité.

Colette est sur le point de s'engager au docteur Asmus, quand elle se ressaisit et revient à sa tradition, à sa race, aux morts qui les défendirent et au souvenir qui reprend, pour la continuer, l'œuvre des héros vaincus. Est-il à propos de nous montrer une jeune fille de Metz prête à épouser, à la veille de la nouvelle guerre, un professeur prussien ?

M. Maurice Barrès nous l'a bien fait admettre dans le roman ; mais il pouvait être permis de penser que, s'il a évité tous les écueils, ce n'est pas seulement parce que les susceptibilités étaient moins à vif qu'aujourd'hui. La délicatesse du romancier, le tact du psychologue, et par-dessus tout, peut-être, le miracle d'un art consommé, avaient concouru à cette réussite. Les circonstances ajoutent aujourd'hui à sa difficulté, et les simplifications, le grossissement du théâtre, n'allaient-ils pas être funestes à ce sujet tout en nuances où il importe tant de ne rien forcer, de ne rien fausser ? A dire vrai, je me demande si ces appréhensions assez fondées n'ont pas prévenu contre la pièce, quelques-uns de mes confrères, n'expliquent pas leurs réserves, leurs réticences ou leurs critiques. Ils ont beaucoup loué le livre à propos de l'adaptation. C'est un plaisir auquel je m'efforcerai de ne point céder, estimant que le plus bel éloge à faire aujourd'hui de celui-là, c'est de mettre en lumière tout ce qu'il a pu communiquer de force et de beauté à celle-ci.

Le premier acte nous introduit fort adroitement dans l'intimité de ces dames Baudoche. Nous les trouvons occupées à préparer la chambre qu'elles ont pris le parti de louer, la meilleure chambre de la maison et la mieux placée, celle qui a vue sur la Moselle. Que de souvenirs elles ont là ! L'occasion est bonne d'évoquer le passé, les années heureuses d'avant l'autre guerre et celles qui ont suivi, si différentes, — si lourdes... La vie à Metz, sous le joug allemand, les transformations de la ville, les fidélités et les défaillances, tout cela est indiqué avec des traits bien choisis, heureusement groupés qui reconstituent sous nos yeux le milieu exact et les personnages. Nous voyons Colette et sa grand'mère dans leur cadre familier, Mme Krauss, Lorraine, mariée à un Allemand, buveur de bière et presque toujours ivre, Pierre Ferger, fils des anciens maîtres de la maison, et qui y reparaît après dix ans d'absence ; nous voyons le docteur Asmus et son installation ; nous voyons enfin M. Christian Terraïl, Messin loyal et obstiné, qui absout, si je puis dire, ce premier rapprochement des dames Baudoche et de la race ennemie dans la personne du locataire dont elles ont besoin.

Car il leur faut surmonter des répugnances et vaincre un scrupule pour accepter ce contact et presque ce compromis avec le vainqueur. Mais les ressources de ces dames sont minces et l'écriteau est depuis deux ans accroché à la maison. Metz, hélas ! n'a point de jeunes Français à loger. Elles acceptent donc le nouveau venu. Dès son entrée, ses premiers mots, ses premiers gestes, le contraste se dessine, accusant le relief des personnages et leur signification. Ce n'est plus un Prussien de Kœnigsberg en face de deux Lorraines de Metz que nous avons sous les yeux ce sont les deux pays et les deux races, les deux civilisations et les deux âmes. Le livre fournissait ici une matière que l'art du dramaturge pouvait sans dommage grossir et simplifier. M. Pierre Frondaie a su rassembler des traits épars et les faire tenir dans les quelques scènes auxquelles devait nécessairement se réduire l'action de sa pièce. Dès le premier acte, Asmus est là tout entier, massif et naïf, indiscret, méthodique et ridicule, avec sa jovialité de gros garçon bien portant, sa bonhomie de cuistre, et sa bonne volonté de lourdaud.

Colette ne peut qu'en rire, elle si raisonnable, si sensible et si fine. Mais il se promet beaucoup de plaisir et beaucoup de profits de sa vie nouvelle. Il se perfectionnera dans le français et il s'affinera au contact d'une race supérieure, plus délicate et plus achevée. Son séjour est une cure intellectuelle « organisée comme tout le reste ».

Il s'agissait de nous montrer au deuxième acte les progrès accomplis et le chemin parcouru. L'adaptation dramatique ne disposait plus des ressources du roman qui se développait sans hâte, scène après scène, en toute liberté. « Je ne prépare aucune surprise », avait dit M. Maurice Barrès, « et ne fais pas appel aux amateurs d'aventures ». Le théâtre peut se passer d'aventures ; mais il lui faut du moins des péripéties, des incidents, des faits d'un certain relief, où se puisse condenser, en quelque sorte, tout le détail infini que note de page en page, et comme il lui plaît, le romancier. Nous retrouvons donc le docteur-professeur bien installé dans la maison, offrant des fleurs à Colette pour son anniversaire, et admis, en échange, à la table des dames Baudoche. Il est toujours aussi ridicule, mais Colette ne le raille plus. Il l'a désarmée sans doute par sa candeur et touchée par ses bonnes intentions. Il réagit de tous ses moyens — et moins qu'il ne croit — contre la conception brutale des pangermanistes, et il nous le fait entendre comme il peut. Dans sa classe, par exemple, il vient de donner à moitié raison, ou n'a pas cru devoir donner tout à fait

rt, à un écolier lorrain qui protestait contre la anière dont son manuel allemand traitait Napoléon. Cet acte courageux attirera au maître des fficultés avec le Recteur. Mais il les accepte vontiers pour l'amour de la jeune fille lorraine qui il personnifie toute sa province et qui la i fait aimer. Il est très préoccupé par contre de nner à Colette une idée avantageuse de l'Allemagne et il insiste auprès de Mme Krauss pour 'elle ne parle pas si complaisamment devant s dames des beuveries de son mari. Il aide le tit Jean, l'enfant de Mme Krauss, à faire s devoirs, mais se heurte à la volonté rebelle du gamin qui ne veut pas apprendre l'allemand, la langue où son père déverse ses propos vrogne, et ne sait aucun gré de sa sollicitude « Prussien des dames Baudoche ». Les deux ces sont bien toujours là, irréductibles et en mies. Pourtant, M. Asmus rêve de les réconcilier et même de les unir. Il reconnaît que la mare allemande gagnerait à recevoir cette forme raine qui échapperait elle-même ainsi au risque s'anémier et de périr. En attendant, il voudrait ui épouser Colette. Et à notre grande surprise, olette ne nous paraît déjà plus si loin d'être rsuadée.

C'est là peut-être le point le plus délicat de la èce, comme c'était celui du roman. Est-il possible qu'un Asmus en vienne à se faire aimer ou ulement accepter d'une Colette Baudoche ? Nous vons dit : il fallait que Colette s'abandonnât ur qu'elle eût à se reprendre ; sa défaillance ait la condition de sa victoire. Il reste à faire sser cette défaillance, à nous l'imposer en quelque sorte, comme elle a été imposée par les circnstances à la jeune fille. L'art de M. Barrès a pourvu, avec toutes les ressources dont il sposait dans le cadre si souple et la forme si re du roman. Sur la scène, la tâche devenait us ingrate, maintenant surtout, après que nous ons retrouvé le fond commun de brutalité allnande sous les apparences de bonhomie indivielle, la violence de la race derrière les velléités quelques-uns et tout ce qu'il entre de dissimuion ou d'illusion dans ces manières de converti. demi-erreur de Colette ne lui serait plus désorais permise, ni même possible. Nous pouvions comprendre hier, et l'opinion a été exprimée 'il eût mieux valu ne pas nous la remettre aurd'hui sous les yeux. Encore une fois je réondrai : le réveil de Colette est si beau ! Et en tendant ce réveil, la pièce à la suite du livre, su nous donner l'impression que Colette ne céit point véritablement à l'amour, qu'elle se raiinnait plutôt et, jusqu'à un certain point, se résignait par sagesse pratique. Elle ne nous dit rien, mais nous avons vu sa grand'mère inquiète de l'avenir, si préoccupée de ce que deviendrait après elle la pauvre enfant, que nous devinons, au troisième acte, en apprenant que Colette a pris son parti et va donner sa réponse, combien l'incertitude de sa destinée l'a désarmée devant les promesses et les garanties d'un avenir meilleur. Mais le désespoir silencieux de Mme Baudoche, l'effort visible qu'elle doit faire pour ne pas empêcher son enfant d'organiser sa vie, nous en disent long sur ce qu'il entre de sacrifice dans la décision. Celle-ci pourtant semble bien prise, et pendant que Colette assiste dans la cathédrale à la messe annuelle du *Souvenir français*, sa grand'mère l'annonce à Asmus, soudain rentré de vacances. Aucun des lecteurs du roman de Maurice Barrès n'a oublié la scène magnifique de la cérémonie, le trouble profond de Colette et cette sorte de révélation après laquelle elle sort de l'église avec cette allégresse qui est le signe le plus sûr de l'état d'héroïsme. La fin de la pièce est d'une qualité moins pure et d'un dessin moins heureux. Par un habile artifice, qui semble bien être ce qu'on pouvait trouver de mieux, M. Frondaie nous fait traduire par Christian Terrail, ce vieux Lorrain si profondément attaché à sa province, les impressions des fidèles assemblés, et nous apprenons ainsi que Colette, défaillante d'émotion, a dû sortir. Elle vient. Il ne lui reste plus qu'à signifier son congé au docteur Asmus, puisqu'elle a pris cette fois une conscience claire de l'impossibilité de leur union. Non, Colette n'était pas conquise. La Lorraine ne l'est pas.

Ce que cette conclusion emprunte de force et de rayonnement aux circonstances présentes, suffirait à justifier la représentation de *Colette Baudohe*. Un quatrième acte inutile cousait au sujet tel que l'a traité Maurice Barrés, un élément d'actualité. M. Asmus évincé reparaissait un peu plus tard, au mois de septembre 1914, comme tant d'autres, parmi ses compatriotes qu'on vit revenir sous le casque à pointe. Il ne portait pas l'uniforme, parce que l'uniforme allemand ne saurait paraître à l'heure actuelle sur la scène du Théâtre Français ; mais il « opérait » pour le compte des envahisseurs, et venait procéder à une sorte de perquisition. Alors Colette se dressait devant lui énergique, indignée, et frémissante, et l'obligeait à reculer. Puis elle lisait à ses amis le communiqué de la victoire de la Marne. Ce dernier acte a été coupé après la répétition générale.

M. de Féraudy a composé avec sa parfaite maîtrise, c'est-à-dire avec autant de justesse que de goût, le personnage d'Asmus, et Mlle Leconte,

avec autant d'esprit que de grâce, celui de Colette. Mme Pierson a su rendre la distinction simple et la dignité modeste de Mme Baudoche, et M. Paul Mounet la grande allure de Christian Terrail.

Relisons maintenant le roman de Maurice Barrès.

FIRMIN ROZ.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

LES FONDATEURS DU GERMANISME (1

Quand je songe aux doux rêveurs qui, avant cette guerre d'extermination que l'Allemagne nous fait, ne voulaient point croire, en dépit des plus menaçants présages, à la possibilité d'une agression allemande, je ne sais qu'admirer davantage de leur puissance d'illusion ou de leur ignorance. Nous étions, cependant, avertis, par les faits et par les livres, de la voracité des appétits teutons, fruits eux-mêmes d'un orgueil démesuré, kolossal, comme ils aiment à dire de tout ce qui reflète leur prodigieuse volonté de puissance. Cet orgueil-là, c'est le germanisme, d'où est sorti, à son tour, le pangermanisme, qui ne vise à rien moins qu'à mettre la terre entière sous l'empire de la race allemande. Cela ne serait pas si difficile, à en croire les théoriciens de cette doctrine, les Germains étant supérieurs à tous les peuples au point que ce qui, chez les autres, présente quelque valeur leur appartient, en fin de compte, par ses origines. Tout ce qu'il y a de bon, de beau, de grand, de noble dans l'humanité, viendrait d'eux. Voilà le dogme fondamental qui imprègne l'esprit et inspire la conduite de tout Allemand d'aujourd'hui. De cette religion nouvelle, car c'en est une, le mysticisme naturel à nos ennemis aidant, Guillaume II s'est institué le Grand-Prêtre. Il traite de pair à compagnon la divinité que, en vertu d'une troisième et définitive Alliance avec l'homme, la race germanique incarnerait. Aussi, comme autrefois David les Amalécites, se croit-il l'impérieux devoir d'anéantir quiconque résiste à l'Eternel s'exprimant par sa voix.

(1) ERNEST SEILLIÈRE. *Le Comte de Gobineau et l'Aryanisme historique*, 1 vol. in-8°.— *Les Mystiques du Néo-Romantisme*, 1 vol. in-8°. — *Etudes sur Ferdinand Lassalle*, 1 vol. in-8°. — *Littérature et Morale dans le parti socialiste allemand*, 1 vol. in-18. (Plon-Nourrit).

Le germanisme, au reste, n'est pas nouveau chose assez curieuse, il vit le jour en France. vous voulez bien feuilleter avec moi les ouvrag abondants et divers que, sous le nom d'impéri lisme, M. Ernest Seillière a consacrés au dés d'expansion qui possède les individus et les s ciétés, vous ne tarderez pas à en être convaincu

*
* *

Avec quelque bonne volonté, on pourrait so tenir que le germanisme date de Tacite. L'hist rien latin ne s'avisa-t-il pas, pour humilier la s ciété romaine de son temps, de lui opposer, da son livre sur les *Mœurs des Germains*, les vertu plus que surfaites pour les besoins de la caus de ces peuplades barbares ?

Toujours est-il qu'en France, où se perpétua le vague souvenir de la victoire des Francs ven des forêts de Germanie sur les Gallo-Romain la noblesse, parce qu'elle prétendait descendre d premiers, maintint ses droits durant tout Moyen-Age contre les manants et les clerc suppôts de la latinité, alors que, devant l'absol tisme grandissant de la royauté, elle ne cessa revendiquer les privilèges de l'antique guerri germain, élisant le monarque parmi ses pairs. germanisme fit ainsi son entrée dans le mond sous le couvert des ambitions féodales. En 157 François Hetman, qui avait en égale horreur monarchie absolue et les empiètements de la bou geoisie, assure, dans sa *Franco-Gallia*, que, ma gré les Capétiens, la féodalité qui, dans sa pe fection ne fut jamais qu'un idéal, avait été fait jusque vers le milieu du XVe siècle.

Il est vrai que, sous Louis XIV, la thèse qu préludant au celtisme d'un Renan, faisait d Francs une tribu gauloise, revenue dans son pa d'origine pour délivrer ses frères opprimés p les Romains, battit en brèche la théorie qui l apparentait aux Germains.

Cela n'empêcha pas le comte de Boulainv liers de reprendre, au XVIIIe siècle, la pensée Hotman. D'accord avec Leibniz, qui avait assig comme patrie aux Francs les rives de la Ba tique, Boulainvilliers divise la population fra çaise en vainqueurs et en vaincus. De race sup rieure, les vainqueurs, quoique moins nombreu auraient assumé la direction des vaincus. Entr prise légitime et salutaire, affirme Boulainvillier qui était aristocrate et même grand seigneur ju qu'au bout des ongles, la raison du plus fort éta toujours la meilleure. Séduit par l'indépendan de la noblesse germanique, vis-à-vis de la royaut il regardait ses libertés comme un privilège hér

ditaire, les nobles, uniques descendants des Francs, devant être par droit de naissance, seuls libres, égaux et compagnons. Tous les autres, pour lesquels, Boulainvilliers ne ressentait que du mépris, n'ont aucun droit à ses yeux, en tant que fils de Gaulois : leur seul devoir est d'obéir. Qu'importent leurs souffrances ? Ce sont souffrances de petites gens, sans valeur ni capacités. En revanche, tel un Saint-Simon, le comte de Boulainvilliers ne tarit pas en doléances contre les honneurs de Cour prodigués aux princes du sang. Il en veut à la royauté de protéger, en même temps que la bourgeoisie, le droit romain.

Sur ces entrefaites, l'abbé Dubos, vit dans les Francs, Germains tout de même, non plus des conquérants, mais les alliés des Gallo-Romains contre les autres barbares de l'Est. Alliance qui ressemble fort, il est vrai, à un protectorat imposé ! Au droit de conquête des Germains, dont Montesquieu se fit quelques années plus tard l'avocat, succédait celui d'usurpation.

Conquête ou usurpation, la Révolution française se dressa contre les prétentions d'une noblesse qui se posait en caste victorieuse devant la nation et devant le roi au nom d'un germanisme encore enveloppé dans les regrets féodaux. Comment, sans cela, comprendre ces fières paroles de Siéyès ? « Le Tiers Etat ne doit pas craindre de remonter dans les temps passés. Il se reportera à l'année qui a précédé la conquête et, puisqu'il est aujourd'hui assez fort pour ne pas se laisser conquérir, sa résistance sans doute sera plus efficace. Pourquoi ne renverrait-il pas dans les forêts de Franconie toutes ces familles qui conservent la folle prétention d'être issues de la race des conquérants et d'avoir succédé à des droits de conquête? La nation, épurée alors, pourra se consoler, je pense, d'être réduite à ne plus se croire composée que des descendants des Gaulois et des Romains. En vérité, si l'on tient à distinguer naissance et naissance, ne pourrait-on pas révéler à nos pauvres concitoyens que celle qu'on tire des Gaulois et des Romains vaut au moins autant que celle qui viendrait des Sicambres, des Welches et autres sauvages sortis des bois et des marais de l'ancienne Germanie ?... Le tiers redeviendra noble en redevenant conquérant à son tour. » Dans le pamphlet, paru en 1820, qu'il intitula *Du gouvernement de la France depuis la Restauration et du gouvernement actuel*, Guizot, non seulement accepte la distinction des deux races qui auraient été seulement amalgamées avant 1789, il appelle encore de ses vœux « la revanche et la conquête des fils d'esclaves ».

Comme de juste, la réaction qui se dessina en Allemagne contre la France après les campagnes de Louis XIV sur le Rhin, après les guerres de la Révolution et, pour comble, après l'occupation napoléonienne, s'empara d'une thèse si bien faite pour coordonner les aspirations allemandes. Herder se chargea de la propagande. A l'en croire, l'histoire romaine est une « histoire de démons » : les latins ont apporté au monde une « nuit dévastatrice ». « L'histoire du monde, écrit-il dans sa *Philosophie de l'histoire de l'humanité*, enregistre avec bonheur que le système des nations germaniques a protégé les débris de la culture humaine contre les tempêtes des siècles, développé l'esprit public en Europe et étendu lentement, silencieusement, son action sur toutes les contrées du globe. » Herder ne se fait, d'ailleurs, pas faute d'ajouter que le passé répond de l'avenir. Après 1813, Fichte, Arndt, Koerner exaltèrent jusqu'au ridicule, la suprématie germanique. C'est alors que l'on vit les étudiants d'au delà du Rhin arborer des costumes agressivement moyenâgeux, cou nu, cheveux flottants, toques foncées, surmontées de plumes éclatantes. Dociles aux suggestions de Jahn, ces jeunes enthousiastes voulaient séparer l'Allemagne de la France par une ceinture de déserts que l'on peuplerait de bêtes fauves. Avec Gœrres, ils juraient de raser Strasbourg, en ne laissant debout que sa vieille cathédrale gothique pour parler à la plaine d'Alsace de la grandeur allemande.

La philosophie du droit, avec Hugo, Savigny, Muller, Haller et la philosophie tout court, avec Hegel, appuyèrent ces prétentions, que 1840 vint encore exalter. « La race celtique, telle qu'elle s'est montrée en Irlande et en France, écrivait Léo, est toujours mue par un instinct bestial, tandisque nous autres Allemands n'agissons jamais que sous l'impulsion de pensées et inspirations vraiment sacrées ». Les historiens, de leur côté, n'hésitèrent pas, tel Niebhur, à se porter garants d'une pareille mégalomonie en attribuant toutes les grandes choses, d'où qu'elles soient, au génie allemand.

*
* *

Il était réservé à un Français, au comte Arthur de Gobineau, que M. Seillière a étudié et, on peut le dire, fait connaître à pas mal d'entre-nous, de fonder la supériorité de la race germanique, en quoi consiste proprement le germanisme, sur l'ethnologie.

La curieuse aventure ! Pessimiste et délicat, aristocrate et lettré, le comte Arthur de Gobineau, qui naquit à Ville d'Avray, le 14 juillet 1816, s'a-

donna de bonne heure aux sciences orientales. Les études sur l'Inde ancienne battaient alors leur plein, la philologie comparée venait de découvrir l'identité d'origine du sanscrit et des grands idiomes européens. Il n'en fallut pas davantage au jeune Gobineau, pour faire dériver les races nobles qui peuplent l'Europe des Aryens. Il entreprit, pour le démontrer, son fameux *Essai sur l'inégalité des races humaines*. A cette inégalité, il tient par dessus tout.

Pour Gobineau, il y a trois races fondamentales : la noire, la jaune et la blanche. La race noire et la race jaune sont notoirement inférieures, les nègres sont passionnés et versatiles, les jaunes platement utilitaires. Les blancs seuls comptent. « Cette race, écrit-il, se montre à nous placée vis-à-vis des autres familles humaines sur un tel degré de supériorité qu'il nous faut dès à présent établir en principe que toute comparaison est impossible pour cela seul que nous ne trouvons pas trace de barbarie dans son enfance même ». Mais, il y a blancs et blancs. Parmi eux, Gobineau distingue trois groupes auxquels il conserve leurs noms bibliques : chamitique, sémitique et japhétide. Les Chamites, d'abord blancs, se mélangèrent de bonne heure aux noirs pour former l'Empire Assyrien. Malgré tout ce que cette puissante civilisation dût à la race blanche, ce n'en fût pas moins un véritable naufrage ethnique. Les Sémites, s'ébranlant à leur tour, s'infiltrèrent peu à peu dans les rangs de leurs cousins, déjà presque entièrement noircis. Ils n'en régénérèrent pas moins ; pour un temps, l'Assyrie avec Abraham : Ninive, Tyr, Carthage furent leur œuvre. Après quoi par la force de leur croissant mélange avec les noirs, les Sémites cessèrent eux-mêmes de faire figure au premier rang des nations. Bien mieux, ils formeront désormais, suivant Gobineau, le fond corrupteur de ces races humaines : ils contamineront de leur alliance les Grecs et les Romains. Restent les Japhétides. Ceux-ci détachèrent des hauts plateaux de l'Asie Centrale vers l'Europe, les Celtes et les Slaves qui, malgré la parenté de langues, ne sont pas de vrais Arians aux yeux de Gobineau. Celtes et Slaves, du reste, se mêlèrent de bonne heure aux hommes de race jaune, les premiers en avançant toujours davantage dans l'Europe occidentale, dont les autochtones auraient, sous le nom de Finnois, été de cette couleur ; les seconds par leur contact ininterrompus avec l'Asie mongole. Quoiqu'il en soit, les Slaves, pour Gobineau, ont toujours formé une sorte de marais stagnant destiné à engloutir après quelques heures de triomphe toutes les supériorités ethniques. Quant aux Celtes, ils lui apparaissent courageux, mais légers et changeants jusqu'à la frivolité. Ils constitueraient la population de nos campagnes, étrangère à la civilisation et, de longue date, soumise à ses vainqueurs. « Ils se regardent, dit Gobineau, comme d'une autre espèce, à les en croire opprimée, faible, qui doit avoir recours à la ruse, mais qui garde aussi un orgueil très tenace, très méprisant... » Leur vainqueur, c'est le Franc, au sang bleu, autrement dit le Germain, né lui-même des Sarmates, qui seraient avec les Aryas de l'Inde, les Iraniens et les Grecs hellènes ou homériques, les seuls fils légitimes des Arians. En ce qui concerne cette race prédestinée, Gobineau ne tarit pas d'éloges. Il la qualifie la plus splendide espèce d'hommes « dont la vue ait pu réjouir les astres et la terre » : haute stature, peau blanche, teint coloré, cheveux blonds, œil bleu. Comblés d'avantages corporels les Arians n'auraient pas été moins supérieurs par l'esprit : « ils avaient à dépenser une somme inépuisable de vivacité et d'énergie ». D'un individualisme indomptable, ils se jugeaient à peu de chose près, les égaux de la divinité, dont ils s'imaginaient descendre. Aussi, afin d'éviter la déchéance des croisements, les prêtres arians eurent-ils de bonne heure la louable idée, d'après Gobineau, de fonder tous les droit politiques sur la pureté du sang ; d'où le régime des castes qui prospéra dans l'Inde et sur qui reposa, à l'époque féodale, la société française avant que des mésalliances de plus en plus fréquentes n'eussent soi-disant altéré, jusqu'à le perdre, le type primitif.

N'est-ce pas à de semblables mésalliances, notamment avec les Sémites teintés de noir, que la Grèce et Rome durent de déchoir ? Il faut voir, en conséquence, de quel mépris le comte Arthur de Gobineau accable cette sentine de corruption qu'était pour lui la Rome impériale, véritable chaos de peuples. Il n'a pas assez d'anathèmes pour la civilisation et le droit romains, qu'il juge, du reste, d'origine Syriaque.

Au contraire, les Barbares, si indignement calomniés par l'école latine, furent les seules forces vives de l'Empire, nous assure Gobineau. En face du Romain du troisième ou du cinquième siècle « faible de constitution et d'apparence, généralement basané, ayant dans les veines un peu du sang de toutes les races imaginables », il évoque le Germain à la blonde chevelure, au teint blanc et rosé, large d'épaules, grand de stature, vigoureux comme Alcide, téméraire comme Thésée,

(1) T. I, p. 234.

droit, souple, ne craignant rien au monde, et la ort moins que le reste. Loin de détruire la ci-ilisation, l'Arian Germain aurait sauvé, suivant obineau, le peu qui en restait, Dieu, dans son nfinie bonté, ayant pris soin, pour préserver la ociété civile et religieuse d'une destruction to-ale, de donner au monde ancien des « nations e tuteurs » dans la personne de ces Barbares tant écriés.

Frères des Goths qui, s'arrêtèrent en Poméranie t en Suède, des Sakas, qui s'établirent en Nor-ège, les Germains proprement dits s'étaient fixés n Allemagne, Augmentés des Vandales, des rancs, des Lombards, des Burgondes, des Saxons, outes tribus germaniques ils envahirent, sous la oussée des Huns l'Italie, la Gaule, l'Angleterre t jusqu'à l'Afrique du Nord, dont, pour leur plus rand avantage, ils soumirent les populations bâtardies. Aussi bien, d'après Gobineau, l'Europe eur doit son salut. Sans eux, elle n'aurait pu, stime-t-il, maintenir une sociabilité quelconque. ervents individualistes, les Germains, avaient, en ffet, à en croire notre ethnologie, senti la né-essité de se grouper autour d'un chef, afin, tout escendants des dieux qu'ils fûssent, de ne as succomber sous le nombre, cette arme des fai-les. Ils auraient instauré ainsi, avec le féod, père e l'organisation féodale, des institutions qui vaient le mérite d'unir les bénéfices de l'asso-iation aux bienfaits de l'indépendance personnelle; nstitutions, auxquelles, assure Gobineau, les na-ons modernes, soucieuses d'échapper à la loi du ainqueur, n'ont réussi à se soustraire qu'à leur lus grand dommage. D'ailleurs, déplore-t-il, tan-lis que la royauté d'une part, la bourgeoisie de autre empiétaient, sans discontinuer, sur les attri-utions du vainqueur, la classe noble, issue des ncêtres germains, se dissolvait de plus en plus u voisinage des « détritus accumulés et puis-ants » des races inférieures qui, de toutes parts, enserraient.

Quel parti les Allemands ont su tirer de obineau, on le devine. Sans doute, l'Allemagne noderne ne semblait pas à l'auteur de l'*Essai* noins déchue de sa pureté originelle, que, sauf 'Angleterre, les autres pays d'Europe, Gobineau a même jusqu'à dire que l'Allemagne de son emps est la moins germanique des nations. N'im-orte ! nos voisins oublièrent les critiques, pour ne retenir que ses louanges à l'adresse des ermains, l'Allemand ayant été au préalable, assi-nilé au Germain et celui-ci à l'Arian. Résultat : les llemands se considèrent, à l'heure actuelle, omme la race noble par excellence, dominatrice ar destination et appelée, en conséquence à sau-ver le monde une fois encore de la corruption. L'idée de caste, avec tous ses droits et tous ses devoirs se trouve ainsi étendue de la nation à l'humanité

De fait, la mémoire de Gobineau est entourée d'un véritable culte au-delà du Rhin, M. Schemann, son éditeur et traducteur, ne l'appelle-t-il pas « l'un des hommes en tous points les plus extraordinaires de ce siècle » et même « l'un des plus grands parmi ces héros inspirés de Dieu, sauveurs et libérateurs envoyés par lui à travers les âges » ?

Il est un autre Français qui, rencontre extrêmement piquante et un peu douloureuse, aida de ses divagations anthropologiques la transformation du germanisme de nos ennemis en folie pangermaniste. Dans leur infatuation, exclusive de tout souci de vérité ou même de vraisemblance, les Allemands ont pris pour argent comptant les imaginations de M. Georges Vacher de Lapouge, ancien magistrat venu sur le tard aux sciences naturelles, comme ils avaient tenu pour œuvre de science le roman ethnologique de son prédécesseur.

M. Vacher de Lapouge, que M. Seillière a eu le bon esprit de nous présenter au début de son étude sur l'*évolution contemporaine de l'appétit mystique*, professe, lui aussi, pour l'Ayren — les Allemands, nous l'avons vu, traduisent « Germain » — une admiration sans réserve. Le livre de M. Vacher de Lapouge sur l'*Aryen et son rôle social*, qui parut en 1899, oppose ce dernier au Celte, *homo alpinus*, qu'il appelle encore, par ironie, « le marchand de marrons du coin ». A l'exemple des Boulainvilliers et des Mably, l'ex-magistrat, estime que ces deux races d'hommes se rencontrent dans tous les pays d'Europe. Mais, tandis que l'une est destinée à commander, l'autre n'est propre qu'aux emplois subalternes. M. de Lapouge va jusqu'à supposer que, vers l'âge de pierre, les Alpins vivaient dans les montagnes et dans les forêts de nos régions à l'état presque simien et qu'ils furent tirés de leurs repaires par les Aryans qui les utilisèrent comme bêtes de somme et réalisèrent ainsi le problème de la domestication du singe ! Depuis, l'Alpin serait demeuré « le parfait esclave, le serf idéal et dans une république comme la nôtre le sujet le mieux vu puisqu'il tolère tous les abus de la force ! Noirauds, courtauds, lourdauds, sans originalité d'aucune sorte, ils joignent à tous les défauts, enseigne M. de Lapouge, la tare impardonnable d'être brachycéphales, c'est-à-dire d'a-

(1) *L'Aryen*, p. 233.

voir le crâne large. Au contraire, l'Aryen, au teint clair, détient le suprême avantage de posséder un crâne allongé.

Aussi, pour corriger ce que la sélection sociale présente de redoutable, de ce chef, pour l'avenir de l'humanité, M. de Lapouge propose-t-il d'instaurer une sélection artificielle en sens inverse, qui éliminerait les faibles. Dans ce but, il fait appel aux mesures matrimoniales et éducatives autrefois en usage à Sparte. Il appliquerait, en outre, la peine capitale à tous les dégénérés criminels ainsi qu'aux récidivistes, qui, bien entendu, ne peuvent être que des Celtes. Il priverait les citoyens scientifiquement convaincus de médiocrité, ce qui ne peut se rencontrer que chez l'*homo alpinus*, de tout espoir de postérité par des moyens non moins physiologiquement scientifiques. Il propose, enfin, de supprimer en douceur tous les déchets sociaux par leur libre accession à l'alcoolisme, à l'oisiveté et à la débauche.

Par contre, l'Etat aura la charge éminente de favoriser la génération des hommes supérieurs, lisez des Germains. A cet effet, il devra tenir un livre généalogique officiel de l'humanité de pur sang, un *Manbook*, comme il en existe en Angleterre, pour l'écurie, l'étable ou le chenil. Quant aux étalons ainsi sélectionnés, ils seront chargés de donner naissance au plus grand nombre d'enfants possible. Grâce à ces mesures, M. de Lapouge pense qu' « au bout d'un siècle ou deux, on coudoierait les hommes de génie dans la rue », à telles enseignes que « les équivalents de nos plus illustres savants seraient employés aux travaux de terrassement (2) ». Autrement dit, le monde serait germanisé.

C'est bien, en effet, de cette façon que comptent opérer les Allemands. Aussi leur importe-t-il, en attendant que la conquête du monde les mettent en mesure d'appliquer d'aussi ingénieuses méthodes, de découvrir les éléments germains ou aryens partout où ils se trouvent. C'est, en fait, ce à quoi M. Houston Stewart Chamberlain, gendre de Richard Wagner, et M. Ludgwig Woltmann, qui fonda tout exprès la *Revue d'Anthropologie politique*, se sont employés. Le premier, dans ses *Assises du* XIXe *siècle*, annexe à la race germanique tout ce qui se rencontre de grand en Europe. Comment un génie ne serait-il pas germain ? « Une seule promenade au musée de Berlin, dans la galerie des bustes de la Renaissance, nous convaincra, écrit-il, que le type des grands Italiens de cette époque est presque éteint de nos jours au delà des Alpes... C'est un naufrage complet qu'a subi, depuis le *Quattrocento*, le germanisme italien (1) ! » On n'est pas plus catégorique.

Telle est dans son ampleur, la pensée directrice du pangermanisme, de ce pangermanisme, dont le général Keim, que M. Gaston Choisy vient de nous dépeindre dans un bien joli petit livre (2), s'est institué le prophète et Guillaume II le Messie aboutissement lui-même d'un germanisme, d'abord latent au cœur de la noblesse française, puis de plus en plus accentué sous l'influence des revendications féodales, adopté en Allemagne, ensuite revu et augmenté par Gobineau et M. de Lapouge pour être, finalement, repris et poussé à son paroxysme au-delà du Rhin dans un vertige exaspéré de conquête et de domination où les rêveries biologiques se mêlent étrangement à la métaphysique anthropologique la plus éperdue. M. Seillière ne pouvait trouver exemple plus frappant d'impérialisme de race.

PAUL GAULTIER.

(2) *Les Sélections sociales*, p. 473.

(1) *Les Assises du dix-neuvième siècle*, p. 697.

(2) GASTON CHOISY. *Chez nos ennemis à la veille de la guerre.* (Plon-Nourrit.)

CORRESPONDANCE

Monsieur le Directeur,

Ce n'est qu'aujourd'hui 29 mai, qu'il m'est donné de prendre connaissance de votre article « Soyons durs », paru dans la *Revue Bleue* du 1er mai, où je lis cette phrase.

« La *Revue de Paris*, affirme de M. X. a donné son adhésion à la fondation d'un certain organe national, qui tendrait à préparer un rapprochement intellectue avec les Allemands. De M. X. je n'en suis pas surpris... La même attitude est attribuée à M. André Gide, et j'avoue que mon étonnement est plus grand. »

Je vous sais le plus grand gré, monsieur, de cet étonnement ; il n'est pas si grand que le mien, je vous prie de le croire, car j'ignorais tout de ce projet. Non seulement je n'ai pas été pressenti à ce sujet, mais l'eussé-je été que j'aurais aussitôt refusé mon adhésion, tenant pour dangereux et déplacé tout effort de ce genre. Je suis heureux de l'occasion que vous m'apportez de le dire.

Considérant avec vous comme très désobligeante pour moi l'erreur qui vous a fait citer ici mon nom, erreur dont je vois bien que vous n'êtes point responsable, je vous serais extrêmement obligé de bien vouloir publier en même place cette lettre.

Veuillez croire Monsieur, à mes sentiments les meilleurs.

ANDRÉ GIDE.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 12 — 1er SEM. 53e ANNEE 12-19 JUIN 1915

APRÈS QUARANTE-QUATRE ANS !

PIÈCE EN DEUX ACTES (1)

PERSONNAGES

Mlle de VERNAUD, 64 ans.
ANNETTE, 50 ans.
ROSINE, paysanne, 30 ans.
FRANÇOIS, jardinier, boiteux, 25 ans.
Le docteur SENLIS, 40 ans.
Le lieutenant VIVIER, 28 ans.
LAURENT, soldat français, 23 ans.
Le capitaine MOSER, Le capitaine KNEIN, Le lieutenant STOLTZ, Le lieutenant KELLERN, } Officiers allemands.
FRANZ, ordonnance de Moser.
Monsieur SCHULTZ, 60 ans.
LOUISET, 10 ans.

ACTE PREMIER

Un salon dans une villa française, sur la frontière d'Alsace, près de X... — Portes à droite et au fond. — A gauche, une fenêtre. — Au fond, à droite et à gauche, deux portraits d'officiers français, un Général et un Lieutenant. — Meubles confortables et vieillots.

Au lever du rideau, la scène est vide. — Par la porte de droite entrent le Docteur et Annette, dont on entend les voix tandis que le rideau se lève.

SCÈNE PREMIÈRE

LE DOCTEUR

Mlle de Vernaud a peut-être reçu une lettre..., quelque triste nouvelle ?

ANNETTE

Non, non, m'sieu l'docteur..., pas de lettre..., elle en reçoit jamais... Depuis si longtemps, elle vit comme une recluse !

LE DOCTEUR

Pourtant cette agitation, cette inquiétude ont une cause..., je l'ai toujours vue si calme !

ANNETTE

Ah ! pour çà oui..., calme et douce !... Mais la terrible annonce d'une nouvelle guerre contre l'Allemagne ?... Elle a tant souffert en 70..., tant pleuré depuis !... Son père, le général de Vernaud, tué à Bazeille..., son fiancé, un lieutenant d'état-major, blessé dans une rencontre près de la frontière, recueilli et soigné par des fermiers... Ceux-ci dénoncés— on n'a jamais su par qui ! — à un peloton d'Uhlans..., la ferme envahie, dévastée... Ces braves gens malmenés, le lieutenant prisonnier... Tandis qu'on l'emmenait au-delà de la frontière, il osa reprocher à ces barbares leur brutalité envers ses hôtes... Parvenus en terre allemande, les brutes le fusillèrent..., et, après avoir souillé son cadavre, ne prirent même pas la peine de l'ensevelir !

LE DOCTEUR

Ah ! l'horreur !... Mais comment a-t-on su... ?

ANNETTE

Par un de ses camarades, fait prisonnier en même temps que lui... Dès qu'elle eut la certitude de sa mort, Mademoiselle se retira ici, près des lieux qui le lui enlevèrent... amante inconsolable, vouée à la mémoire de celui qu'elle aimait..., dont

(1) Droits de reproduction, traduction et représentation absolument réservés. Copyrihgt by Camillo Traversi et Sartine, 1915.

elle rêvait de devenir la compagne..., n'ayant plus qu'un espoir : la réunion suprême ! Ah ! tenez, m'sieu le docteur, quand elle me parle de tout cela, j'ai beau vouloir crâner, j'en ai la larme à l'œil !

LE DOCTEUR

La malheureuse !...

ANNETTE

Oui, bien malheureuse !... (Long soupir.) Donc, mardi soir, j'étais dans ma cuisine à lui préparer sa camomille, quand je l'entends jeter un grand cri... J'accours et la trouve sur le parquet... étendue tout de son long, un journal à côté d'elle !

LE DOCTEUR

Un journal... ?

ANNETTE, avec un signe affirmatif.

Sans doute oublié par le jardinier, car elle en reçoit jamais ! Bref, je la soigne de mon mieux..., elle revient à elle..., et tout à coup s'écrie, en me montrant le journal : « — La guerre, Annette..., la guerre !... Ah ! sauvez-vous vite..., sauvez-vous !... Les Prussiens vont revenir !... Les Prussiens ?... Ils tuent..., ils violent..., ils pillent..., ils brûlent ! »

LE DOCTEUR, pensif.

Je comprends... c'est toute l'épouvante d'autrefois..., l'épouvante d'il y a quarante-quatre ans qui la reprend !

ANNETTE

P't'être bien !... Mais c'est pas pour elle qu'elle a peur..., c'est pour les autres !...

LE DOCTEUR

Elle se ressaisira !... Faites exécuter l'ordonnance que je lui ai laissée..., une potion calmante dont vous lui ferez prendre une cuillerée toutes les heures.

ANNETTE

Bien, m'sieu le docteur !

LE DOCTEUR

Obtenez qu'elle se couche...

ANNETTE

C'est plus difficile !... Depuis mardi, elle n'a pas fermé l'œil !... Cette insomnie la torture !

Mlle de VERNAUD, criant de la coulisse.

Annette !

ANNETTE, tressaillant.

Elle m'appelle !

Mlle DE VERNAUD

Annette !

ANNETTE, criant.

Mademoiselle !

Mlle DE VERNAUD

Eh bien ! Venez !

LE DOCTEUR

Allez..., allez vite !... Il faut éviter de l'énerver... Je reviendrai ce soir...

(Il se dirige vers le fond. — Mlle DE VERNAUD paraît sur le seuil, à droite : — 64 ans environ. A dû être très belle. Cheveux blancs comme neige, elle est vêtue d'une robe noire très simple et marche très droit).

Mlle DE VERNAUD

Eh bien, Annette, vous n'entendez donc pas que je vous appelle ? (Elle voit le docteur.) Tiens ! vous êtes encore là, Docteur ?

LE DOCTEUR

Mais oui, Mademoiselle ! Je donnais quelques instructions à Annette au sujet de la potion...

Mlle DE VERNAUD

Vous me croyez donc gravement malade ? (Elle a un sourire triste.) Je crois que vous vous alarmez, ma bonne Annette, sans raison.

LE DOCTEUR

Non, Mademoiselle : Vous n'êtes pas gravement malade ; mais votre état d'esprit m'inquiète.

Mlle DE VERNAUD

Voici quarante quatre ans que je désire et redoute cet instant... (En tendant l'oreille.) Vous n'entendez donc pas le tambour ? Le crieur public annonce la guerre... On mobilise tous les hommes valides... Les Prussiens sont à nos portes... Ecoutez... écoutez ! (Le Docteur et Annette se regardent et font un geste d'épouvante.) Ecoutez ! C'est Bernard.., le tambour du village... il lit l'appel aux armes...

LE DOCTEUR

Vous avez le cauchemar... Revenez à vous...

Mlle DE VERNAUD, avec autorité.

Le cauchemar ? Ouvrez la fenêtre, Annette ! Ouvrez vite ! Je veux vous convaincre que je ne délire pas...

ANNETTE, sur un geste du Docteur, ouvre la fenêtre. — Un silence : on entend une joyeuse chanson de laboureur ; puis des éclats de rire.

Tout est calme, Mademoiselle !

Mlle DE VERNAUD

Ah ! çà, êtes-vous sourds ?... Prenez-donc la peine d'écouter !

(Elle est toute frémissante et se penche vers la fenêtre, prêtant l'oreille avec angoisse. — Au lointain, très étouffé, on entend le son du tambour. — Le docteur et Annette se regardent surpris.)

LE DOCTEUR

Qu'est-ce ?

ANNETTE

Le tambour du village ?...

LE DOCTEUR

L'annonce de quelque vente aux enchères !

Mlle DE VERNAUD

Taisez-vous... écoutez !

(Le son du tambour s'est rapproché ; le crieur s'arrête sous les fenêtres. Un roulement, puis la voix vient très distinctement).

LE CRIEUR

« Monsieur le Maire prévient tous les habitants « que, ce matin, à six heures, l'Allemagne a dé- « claré la guerre à la France »...

(On entend des cris, des exclamations, etc. — Le docteur et Annette font un geste violent de surprise).

Mlle DE VERNAUD, s'aprochant vivement de la fenêtre.

Ah ! la guerre !... la guerre !... Qu'est-ce que je vous disais ?

LE CRIEUR, continuant.

« Tous les hommes mobilisables doivent se ren- « dre immédiatement à la mairie. Les chevaux « réquisitionnés doivent être tenus à la disposi- « tion des Autorités Militaires à partir de ce mo- « ment. L'Autorité du canton passe dans les « mains du Commandant du Corps d'Armée. — « Des avis ultérieurs seront criés et affichés dans « la commune et régleront la marche à suivre. — « Signé et par ordre : *Le Maire, chevalier de la « Légion d'Honneur :* PERRODIN. »

(Un roulement. — Des cris : *Vive la France !* etc...)

LE DOCTEUR

La guerre !

ANNETTE

Mon Dieu !... Mon Dieu !

Mlle DE VERNAUD

Vous avez entendu ?... Ce sont *eux* qui viennent : *eux*, les brigands ! Sauvez-vous !... Cachez-vous !

(Au dehors, des cris se font entendre : des appels, au lointain. — Le roulement du tambour décroît. — On entend la voix de François, qui appelle).

FRANÇOIS

Annette !... Annette !

ANNETTE

C'est François ! (Au Docteur.) Notre jardinier...

Mlle DE VERNAUD, à Annette.

Faites-le venir.

ANNETTE, à la fenêtre.

Entre, François, entre...

(Elle va vers la porte).

LE DOCTEUR, à Mlle de Vernaud.

Je vous quitte, Mademoiselle... Je suis mobilisable. . Il faut que j'aille à la mairie.

Mlle DE VERNAUD

Oui, allez, docteur... Merci.

LE DOCTEUR

Calmez-vous !

Mlle DE VERNAUD

Oh, je suis forte !... Je *les* attends...

LE DOCTEUR

Au revoir...

FRANÇOIS, entre du fond : il boite fortement de la jambe gauche.

Ah !... Monsieur le docteur, je vous cherchais.

LE DOCTEUR

Qu'y a-t-il ?

FRANÇOIS

Monsieur le maire vous demande... Il veut vous faire examiner les mobilisés... Il y a toujours des fricoteurs, vous savez...

LE DOCTEUR

J'y vais... (Saluant.) Bonjour...

(Il sort. — Mlle de Vernaud salue. Ellle reste absorbée dans ses souvenirs).

FRANÇOIS, à Annette.

Vous savez qu'*ils* ne sont pas loin ?

ANNETTE

Qui ?

FRANÇOIS

Les Allemands, parbleu !... Ils ont passé la frontière, ce matin, à 3 kilomètres d'ici... Le Père Costard, le vieux braconnier, a rencontré une patrouille de Uhlans dans le bois de la Vinette... Nous allons les avoir sur le dos dans une demi-heure !

ANNETTE

Et les Français

FRANÇOIS

Ils sont aux Fossés... à quatre kilomètres d'ici, sur notre gauche... Ils les attendent !

ANNETTE

Mon Dieu ! Nous nous trouvons donc en plein champ de bataille ?

FRANÇOIS

Oui, ça va chauffer !... Dire que je suis forcé

de rester là, moi... et regarder les autres aller se battre !... Ah ! si j'avais mes deux quilles solides !

ANNETTE

C'est une chance pour toi...

FRANÇOIS

Une chance ?... Taisez-vous donc !... Les poings me démangent... Ah, mais minute !... Je leur prépare « un chien de ma chienne » !... On fera son devoir quand même !

Mlle DE VERNAUD, en se secouant, résolue.

Oui, François, oui !... Il faut faire son devoir !

FRANÇOIS

Craignez rien, Mamzelle !... On sera là au moment voulu, et d'attaque !

ANNETTE, à François.

Crois-tu qu'ils viendront ici ?

FRANÇOIS

Les Allemands ?... Ah, vous pouvez en être sûre !... Ils se gêneront pas... c'est leur méthode : pousser de l'avant en trombe : tuer, brûler pour épouvanter la population... Nous sommes aux premières loges... Vous allez voir !

ANNETTE

Oh !... tais-toi, tais-toi !... Tu me fais peur !

Mlle DE VERNAUD, très calme.

Taisez-vous, François !... Il ne s'agit pas d'avoir peur.

FRANÇOIS

Mais je n'ai pas peur...

Mlle DE VERNAUD

Ni de faire peur aux autres... Il faut se préparer à recevoir ces brigands, s'ils osent venir ici !

ANNETTE

Ils oseront...

Mlle DE VERNAUD

Tant pis !... Je les attends (A Annette.) Si tu as des bijoux, de l'argent, cache-les, Annette : les Allemands sont de voleurs !

ANNETTE

Oh ! Ils ne prendront pas mes pauvres choses ! Je ne suis pas riche...

Mlle DE VERNAUD

Ils prendront tout ce qui leur tombera sous la main... Tu n'as pas vu l'autre guerre, toi !... Ils volaient tout : l'argent, les bijoux, le linge... jusqu'aux choses de moindre valeur.

FRANÇOIS

Les salauds ! Mais vous, Mademoiselle, votre argent ?

Mlle DE VERNAUD

Tout ce qui a une valeur a été mis par moi en lieu sûr. Il y a quarante-quatre ans que je les attends... et depuis quarante-quatre ans je suis prête à leur venue. (On entend dehors, mais loin, des coups de fusil ; puis une galopade de fuyards. — Des cris :) « Les voilà !... Les Uhlans !... Les Uhlans !... Cachez-vous ! ».

FRANÇOIS

Sacredié !... Ils n'ont pas attendu longtemps !

Mlle DE VERNAUD

Ferme les fenêtres, Annette !... François, barricadez la porte...

(François sort par le fond. — Annette ferme la fenêtre).

ANNETTE

Ah ! Mademoiselle... c'est sur nous qu'ils vont tomber les premiers !... Notre maison est la plus proche de la frontière.

Mlle DE VERNAUD, écoutant.

Tais-toi !...

(Un grand silence ; les deux femmes écoutent avec angoisse. — Au loin, les détonations sourdes du canon se font entendre).

ANNETTE

Le canon !

Mlle DE VERNAUD

Oui, le canon !... C'est du côté de l'ouest... C'est le canon français...

ANNETTE

Oh ! s'ils pouvaient venir ici avant les autres !

(Dehors, des cris, des coups de fusils, bruit de fuite, etc.).

Mlle DE VERNAUD

Ce sont les douaniers qui tirent !... Ah ! les braves garçons !

ANNETTE

Ils vont se faire tuer !

Mlle DE VERNAUD

Ils font leur devoir... comme le feront tous les Français ! (On entend le canon.) Cela vient de la frontière : ce sont eux, les maudits, qui répondent !

(Une explosion tout près, très forte).

ANNETTE jette un grand cri.

Ah !... Ils nous bombardent !

(Cris au dehors; voix de femmes et d'enfants).

SCÈNE II

(Entre François, du fond).

FRANÇOIS

Ah ! Mamzelle !... Les voilà !... Le poste-frontière est forcé de reculer... Ils viennent par milliers...

Mlle DE VERNAUD

Fermez la grille !

FRANÇOIS

C'est bouclé, partout... et j'ai mon fusil chargé, là, derrière la porte.

ANNETTE

Ton fusil ... Pourquoi faire ?

FRANÇOIS

Mais pour leur tirer dessus !... Vous croyez que je vais les laisser entrer ici comme dans du beurre ?... Ah, non ! alors !... Le premier qui se présente va goûter de mes pruneaux !

Mlle DE VERNAUD

Malheureux ! Vous voulez nous faire tous fusiller ?... Vous voulez faire brûler le village ? Allez cacher votre fusil. François !... Allez : je vous l'ordonne !

FRANÇOIS, avec désespoir.

Ah ! Mamzelle !... Alors, je ne ferai rien, moi ? Je ne suis bon à rien ?... Il y a de quoi se fiche une balle dans la peau !

(Un grand coup de cloche au dehors ; tous trois restent saisis et se regardent).

ANNETTE

Les voilà !

(Un silence. Deuxième coup de cloche).

Mlle DE VERNAUD, se précipite à la fenêtre, lève le rideau et regarde.

Des Français !... Un officier français et un soldat...

ANNETTE

Un officier ?

Mlle DE VERNAUD

Oui (A François.) Allez ouvrir, François... vite !

(François sort en courant par le fond).

ANNETTE

Ils sont seuls ?

Mlle DE VERNAUD, toujours regardant par la fenêtre.

Oui... François ouvre la grille... Oh ! l'officier peut à peine marcher...

ANNETTE

Il est blessé ?

(Elle court à la fenêtre.)

Mlle DE VERNAUD

Oui... François l'aide... Ils viennent... (Elle court à la porte du fond, et sort en disant à Annette :)

Viens m'aider.

(Annette la suit, puis rentre de suite et avance un fauteuil au milieu).

FRANÇOIS, du dehors.

Attention !... Il y a une marche...

Mlle DE VERNAUD, de même.

Appuyez-vous sur moi...

SCÈNE III

(Paraissent au fond Charles Vivier, Mlle de Vernaud, Laurent et François. — Vivier est un lieutenant d'infanterie, 28 ans. — Il est blessé ; sa veste est ouverte et sa chemise laisse voir du sang. Il tient François par le cou, à droite, Mlle de Vernaud le soutient à gauche ; il peut à peine marcher et tient la tête baissée sur sa poitrine. — Laurent, jeune soldat, les suit.)

Mlle DE VERNAUD

Venez... appuyez-vous : je suis solide...

Annette avance le fauteuil).

VIVIER s'assied, d'une voix faible.

Merci !

LAURENT

Mon lieutenant ?

VIVIER

Ah, Laurent !... Pourquoi es-tu là ?

LAURENT

Je pouvais pas vous laisser, voyons, mon lieutenant !

VIVIER

Il fallait te sauver... me laisser où j'étais.

LAURENT

Ça serait pas à faire... Abandonner mon lieutenant blessé ?... C'est bon pour les boches !

VIVIER

Va-t-en, Laurent !... Va avec les autres !... Tu es valide... Va à ton poste.

LAURENT

Mais vous avez une balle dans la poitrine.

VIVIER

Oui... Ils ne m'ont pas raté.

LAURENT

Et vous voulez que je vous quitte ?

Mlle DE VERNAUD

Votre lieutenant sera soigné ici... Il ne manquera de rien : vous pouvez aller à votre devoir.

VIVIER

Va, Laurent et merci... Tu es un brave garçon... Viens m'embrasser... Si j'en réchappe, je te devrai la vie.

LAURENT, embrassant Vivier.

Oh ! mon lieutenant, vous en auriez fait tout autant pour moi !

VIVIER

Dis aux autres que je suis ici... Battez-vous bien... C'est pour la France !... Et revenez me chercher, tous après avoir repoussé l'ennemi au-delà de nos frontières.

LAURENT

Au-delà du Rhin !

VIVIER, avec un pâle sourire.

Bien entendu !

LAURENT, à Mlle de Vernaud.

Je vous recommande mon lieutenant, Madame...

Mlle DE VERNAUD

Vous pouvez partir tranquille.

LAURENT

Merci !

(Il va vers la porte. — Coups de feu au dehors. — François, qui avait guetté par la fenêtre, se retourne.)

FRANÇOIS

Vite ! Dépêchez-vous, il est encore temps !

VIVIER

Adieu, Laurent !

LAURENT

Pas adieu !... A bientôt, mon lieutenant ! (Aux autres.) Au revoir : merci !

(Il sort vite, au fond).

Mlle DE VERNAUD, à Annette.

Annette, va préparer le lit dans la chambre contiguë à la mienne... François, il faut aller chercher le docteur tout de suite,

Annette sort à droite).

FRANÇOIS

J'y vais !... Pourvu que je le trouve !

Mlle DE VERNAUD

Allez à la mairie ! Il doit y être... et revenez avec lui.

FRANÇOIS

Bien, Mademoiselle...

(Il sort au fond).

Mlle DE VERNAUD, revient vers le lieutenant, et se penchant vers lui.

Vous souffrez beaucoup, mon enfant ?

VIVIER, en levant la tête vers elle.

Non... Je suis faible : le sang perdu... mais je ne souffre pas.

Mlle DE VERNAUD, en fixant Vivier, effrayée, jette un cri.

Ah !

VIVIER, surpris.

Madame... ?

Mlle DE VERNAUD, comme à elle-même, le fixant toujours, extasiée.

C'est lui ! C'est mon Georges !

VIVIER

Que dites-vous, Madame ?

Mlle DE VERNAUD

Ne parlez pas, mon lieutenant ; ne vous fatiguez pas...

(Elle le soulève un peu).

VIVIER

Comme vous êtes bonne ! Merci... Mais vous devez vous abuser !...

Mlle DE VERNAUD

Non... seulement une ressemblance...

ANNETTE, revenant de droite.

Tout est prêt, Mademoiselle.

Mlle DE VERNAUD

Ah ! bien... Aidez-moi...

(Les deux femmes prennent Vivier sous les bras et l'aident à marcher vers la droite).

ANNETTE

Appuyez-vous... ayez pas peur..., je suis là !

Mlle DE VERNAUD

Et marchez doucement.... là... Vous allez vous reposer... Le docteur va venir... (A Annette, à voix basse, derrière les épaules de Vivier, pendant qu'ils sont en train de sortir.)

C'est tout le portrait de mon Georges !

(La scène reste vide un moment. — Du dehors viennent des bruits divers : cris, coups de fusils, bruits de galopade. Au loin, sourdement, les détonations des canons, plus près, l'éclatement des obus. [*Tous ces bruits doivent être très minutieusement réglés par le metteur en scène. Ils doivent produire chez le spectateur une sensation d'angoisse qui le fait devenir acteur lui-même, dans le drame qui se déroule*]. — Une cloche, tout près, sonne le tocsin. Le jour a baissé et des lueurs d'incendie rougeoient le dehors. Tout près, on entend des cris de femme et les pleurs d'un enfant).

SCÈNE IV

ANNETTE, revient vite de droite.

Mon Dieu !... Ils nous brûlent !... Oh, c'est la fin !

(Elle va à la fenêtre et regarde).

UNE VOIX DE FEMME, au dehors.

Annette !... Annette !

(Annette regarde).

Mlle DE VERNAUD, paraissant sur la porte, à droite.

Qu'est-ce qu'il y a ?

ANNETTE

Ils brûlent tout, Mademoiselle !... Le village est en flammes !... Nous sommes perdues !... (Elle a des cris d'épouvante.) Ah ! Ah !... Mon Dieu !... Mon Dieu !... Ayez pitié de nous !

Mlle DE VERNAUD

Taisez-vous !... Ne criez pas !... Pensez à notre blessé... Ne criez pas !

UNE VOIX DE FEMME, au dehors.

Annette !... Annette !

Mlle DE VERNAUD

Qui appelle ?

ANNETTE, à la fenêtre.

C'est Rosine Ménard... la fermière de la *La Source*

LA VOIX, de même.

Annette !... Je t'en supplie !... Ouvre-nous !

LE CAPITAINE

Va ouvrir !

ANNETTE

Mon Dieu ... Mademoiselle, et les Allemands qui vont venir !

Mlle DE VERNAUD

Ce ne sera pas notre pauvre grille qui les empêchera d'entrer ici... Va ouvrir !

ANNETTE

Ah ! voici François... Il a la clé.

Mlle DE VERNAUD

Le docteur est avec lui ?... (Elle se précipite à la fenêtre et regarde.) Non.. Il est seul !... Pourquoi le docteur n'est-il pas venu ?

ANNETTE

François ne l'a peut-être pas trouvé...

(Entrent François, Rosine et Louiset, son enfant : une dizaine d'années).

SCÈNE V

ROSINE, 50 ans, habits de travail, porte un paquet mal attaché. Louiset est nu-tête et pleure.

Sauvez-nous, Mademoiselle !... Sauvez-nous !

LOUISET, sanglotant.

Ils ont tué papa !... Ils ont tué papa !

Mlle DE VERNAUD

Que dit-il ?

ROSINE

Oui !... C'est vrai ! Oh , les brigands !... Ils ont fusillé mon pauvre Honoré, il y a une heure... et ils ont brûlé la ferme !

Mlle DE VERNAUD

Les misérables !

ANNETTE, prenant Louiset dans ses bras.

Tais-toi, mon mignon, tais-toi !

LOUISET

Papa !... Papa !... Ils l'ont tué !

(Il sanglote éperdûment dans les bras d'Annette).

Mlle DE VERNAUD, à François.

François, le docteur ?

FRANÇOIS

Il va venir... Il n'a pas pu, de suite... Il y a un tas de blessés à la mairie... On y installe une ambulance : les obus ont déjà fait beaucoup de victimes.

(Dehors, des coups de fusil très près ; puis un grand cri).

LOUISET, avec un grand cri.

Oh !... Ils vont nous tuer tous... comme mon papa !

FRANÇOIS, à la fenêtre.

Les voilà !... Ce sont eux (A Mlle de Vernaud.) Oh ! laissez-moi leur tirer dessus...

Mlle DE VERNAUD

Je vous le défends !... Vous voulez donc nous perdre tous ?... Vous et notre blessé, par là ?

FRANÇOIS, se mordant les poings.

Ah ! nom de Dieu !... C'est trop bête de ne pas se défendre !...

Oh ! les crapules ! (Grand bruit au dehors.) Ils ont enfoncé la grille!... Les voici!...

Mlle DE VERNAUD, se relève toute droite.

Taisez-vous... soyez calme... venez ici...

(Elle fait ranger Rosine, Annette et Louiset derrière elle. — Rosine est tombée à genoux. — Annette, assise sur une chaise, tient Louiset dans ses bras. — François, les bras croisés, est près de la porte de droite. Il est nu-tête et tient

sa casquette à la main. — La porte du fond est ouverte avec violence. Paraissent deux Officiers d'Infanterie allemande, un capitaine et un lieutenant. On voit derrière eux des soldats casqués. — François met sa casquette).

LE CAPITAINE, s'arrête sur la porte; il a son revolver à la main.

Enfin, voici du monde ! (Il entre.) Où est le maître de la maison ?

Mlle DE VERNAUD

C'est moi !

LE CAPITAINE

Ah !... Une femme !... Bien ! (Montrant François.) Qui est cet homme ?

Mlle DE VERNAUD

Mon jardinier.

LE CAPITAINE, à François.

Avance, toi !

FRANÇOIS, fait trois pas en avant.

Vous voulez ?

LE CAPITAINE

Tais-toi !... Attends qu'on t'interroge ! (Un temps. Il examine François.) Tu est boîteux ?

FRANÇOIS

Malheureusement ! Sans ça... ?

LE CAPITAINE

Tu as de la chance, n'est-ce pas ? (Il rit.) Tu n'es pas forcé d'aller te faire trouer la peau...

FRANÇOIS

Vous appelez cela une chance, vous ? !

LE CAPITAINE, rude.

Assez ! (A Mlle de Vernaud.) Qui sont ces gens ?

Mlle DE VERNAUD

Ma bonne... une fermière des environs et son petit, dont le mari vient d'être fusillé par les vôtres.

LOUISET, sanglotant.

Papa !... Mon papa !

LE CAPITAINE, après un moment de silence.

Nous avons besoin de votre maison.

Mlle DE VERNAUD

Vous êtes les maîtres.

FRANÇOIS, sourdement.

Pas pour longtemps...

LE CAPITAINE, à François.

Vous dites ? (A ses soldats.) Emparez-vous de cet homme !

(Deux soldats s'emparent de François, qui se défend).

Mlle DE VERNAUD

François ! Taisez-vous !... Je vous ordonne de vous taire !

FRANÇOIS

C'est malheureux, tout de même !

Mlle DE VERNAUD

Taisez-vous ! (Au Capitaine.) Qu'allez-vous faire de ce pauvre estropié ?

LE CAPITAINE

Qu'il aille au diable ! (Aux soldats.) Mettez-le dehors !

(Les soldats emmènent brutalement François, qui se mord les poings de fureur).

LE CAPITAINE, montrant la droite.

Qu'y a-t-il par là ?

Mlle DE VERNAUD

Ma chambre.

LE CAPITAINE

Bien !... Veuillez vous y retirer... Donnez-moi vos clés.

Mlle DE VERNAUD

Tout est ouvert, chez moi... Il n'y *avait* pas de voleurs dans le pays !

LE CAPITAINE

Faites attention à ce que vous dites... Je connais parfaitement votre langue et toutes ses finesses... (Un temps.) Nous ne sommes pas des voleurs... nous sommes des soldats (Un temps.) Nous allons habiter quelques jours votre maison... Retirez-vous dans votre chambre... Ces femmes peuvent vous suivre... Allez !

(Mlle de Vernaud, suivie par Annette, Rosine et Louiset, sort à droite, sans un mot).

LE CAPITAINE, au Lieutenant.

Lieutenant, faites dire au capitaine Knein que nous nous installons ici.

LE LIEUTENANT, saluant.

A vos ordres, Monsieur le capitaine !

LE CAPITAINE, se carrant dans un fauteuil.

Dites à Franz qu'il aille à la cave et qu'il me monte une bonne bouteille... Je crève de soif, moi !

LE LIEUTENANT

A vos ordres !

(Il sort. Le Capitaine s'allonge dans le fauteuil; et tirant un cigare de sa poche, l'allume. — Au dehors, le canon gronde).

LE RIDEAU TOMBE LENTEMENT

JEAN SARTINE et CAMILLE A. TRAVERSI.

LA GUERRE ET L'HABITATION DE DEMAIN

Conférence de M. Georges Risler.

Sauf l'esclavage et le déshonneur qui avilissent l'être humain, au point de lui retirer toute raison de vivre, on peut dire, je crois, que la guerre est le plus grand des maux.

Parmi tous ceux qu'elle entraîne, la perte du foyer, n'est-elle pas l'un des plus douloureux ? Y a-t-il rien de plus atroce que de voir, après que quelques-uns des êtres chers qui faisaient la joie de la maison en ont été arrachés, ce foyer lui-même détruit ? et non seulement le foyer individuel, mais la demeure collective, la ville ou le village qu'on habite, pillé, puis, dévasté, par le canon et par l'incendie ?

Et cependant, de tous ces maux épouvantables, et de celui-ci en particulier, ne peut-il pas résulter quelque bien ?

Des ruines accumulées par les cruels barbares qui ont passé sur quelques-uns de nos departements comme un des fléaux de l'Apocalypse, ne pouvons-nous pas faire surgir quelque chose de supérieur à ce qui existait ?

Ce mal terrible n'est-il pas susceptible, au moment où l'on va le réparer, de rendre possibles de réels progrès ? Ne pouvons-nous pas faire sortir un peu de bien ?

C'est ce que nous voudrions rechercher avec votre bienveillante collaboration pendant les quelques instants qui nous sont accordés, en nous plaçant spécialement au point de vue de l'habitation.

Cette horrible guerre a fait surgir au premier plan toutes les merveilleuses qualités de l'âme française. Le plus splendide héroïsme anime nos armées, depuis notre grand général Joffre jusqu'au plus humble de nos soldats ; nos femmes sont admirables, au point qu'on peut se demander si ce ne seront uas elles : tout autant que leurs maris, leurs fils et leurs frères, qui auront remporté la victoire. Les dons merveilleux de notre race se sont tous exaltés pendant cette terrible épreuve ; l'âme française s'est élevée plus haut que jamais ; nous avons gravi quelques échelons de plus sur cette échelle de Jacob qui symbolise le progrès infini, l'ascension vers le ciel, vers l'idéal. Ces échelons, il ne faut pas que nous les redescendions.

Chacun de nous, à sa place, à son rang, doit à la patrie tous ses efforts pour que cette exaltation morale se maintienne et ne cesse de s'accroître, pour que les sentiments de solidarité, de fraternité, qui éclatent partout en ce moment, se traduisent pour tous par plus de bonheur élevé, plus de santé morale et matérielle. A cela, les conditions de l'habitation peuvent contribuer d'une manière essentielle.

Et, par l'habitation, nous ne voulons pas dire seulement le modeste foyer, maisonnette ou appartement, nous entendrons aussi la demeure collective, la grande cité, comme la petite ville ou l'humble village que nous habitons, qui, toujours, occupe dans notre vie, dans nos pensées, et conquiert même, dans notre cœur, une place importante.

C'est de cette petite patrie que nous nous occuperons tout d'abord.

Sur ces ruines fumantes, allons-nous permettre de refaire ce qui existait de défectueux, de mauvais ?

Sans doute, nous serions trop heureux que nos cathédrales puissent être reconstruites identiques, et aussi nos magnifiques monuments, souvenirs inestimables de notre glorieuse histoire.

Mais, allons-nous aussi laisser rebâtir les taudis meurtriers qui ont été détruits ?

Allons-nous permettre de tracer des rues de cinq ou six mètres de largeur bordées de maisons de quatre et cinq étages qui transforment en caves et en nids de tuberculose les logements du rez-de-chaussée ?

Allons-nous autoriser la construction d'écoles, dont le préau est si exigu qu'on défend aux enfants de jouer pendant les récréations, ou que, mieux encore, on supprime celles-ci ?

Allons-nous permettre qu'on reconstruise des villes sans aucun jardin, square ou simple pelouse bordée d'arbres formant terrains de jeux, où nos enfants puissent prendre, chaque jour, le bain d'air et de soleil régénérateur ?

Pour éviter à nos concitoyens les maladies et la mortalité qui résultent de pareilles conditions d'insalubrité, il n'y a qu'un moyen : l'obligation, pour chacune de nos villes, de dresser un plan d'aménagement et d'extension.

Est-il encore nécessaire d'expliquer à des personnes qui s'intéressent au mouvement social, l'utilité des plans d'aménagement et d'extension pour les villes ?

Y a-t-il lieu de faire ressortir de nouveau leur importance, non seulement au point de vue des conditions matérielles, mais du progrès moral des habitants de nos cités ?

Peut-il paraître indifférent que nos enfants aient des terrains de jeux où librement ils puissent se livrer à leurs ébats ? Que les plus âgés aient à leur

disposition des pelouses pour le foot-ball et le cricket ? des salles toutes simples, mais bien aménagées pour des conférences instructives ou des concerts, des réunions de sociétés chorales, instrumentales, sportives ? que les habitants aient devant les yeux des monuments, beaux ou laids, des œuvres d'art qui fassent naître des sentiments élevés ou bas, que les écoles, que les casernes soient saines ou malsaines ? avenantes ou rébarbatives ?

Or, comment obtenir tous les avantages réalisables si rien n'a été prévu à l'avance ? si tout est laissé à l'improvisation hâtive, rarement heureuse et presque toujours ruineuse ?

Une ville qui se développe est un organisme en croissance ; comment laisser celle-ci se produire à l'aventure, sans un plan mûrement réfléchi, consciencieusement étudié ?

N'est-ce pas un acte aussi insensé que d'abandonner un enfant sans direction morale ou hygiénique ?

Prévenir pour n'avoir pas à guérir, n'est-ce pas la base de toute hygiène physiologique ? et n'est-ce pas le grand principe qui domine toute l'hygiène sociale ?

Pour nos vieilles villes, malgré la difficulté que présentera leur exécution à cause du prix exorbitant des expropriations, des plans d'aménagement respectant les glorieux monuments du passé, mais cataloguant et réalisant toutes les améliorations possibles doivent être dressés ; que dire alors pour les villes, les quartiers entiers, ou les villages détruits par l'ennemi, que nous allons avoir à reconstruire ?

Dans toutes ces agglomérations qui vont surgir de toutes pièces, à l'état ancien, avec ses imperfections et ses tares, un ensemble harmonieusement conçu, répondant à la fois aux règles de l'hygiène moderne et aux exigences nouvelles de la viabilité, devra se substituer, en conservant cependant soigneusement partout, le caractère local qui contribue si largement au charme pittoresque et à l'originalité.

Tout cela devra être concrétisé dans un plan d'ensemble. Quelles sont les règles essentielles à envisager pour son élaboration ?

Les voies de circulation doivent être classées en voies de grande, moyenne, ou faible circulation ; de circulation rapide, mixte ou lente, et elles ne doivent pas être tracées seulement pour répondre aux besoins actuels de la cité, mais en vue de son extension et du raccordement avec celles des localités suburbaines. Les transports en commun doivent y être prévus de manière à ce qu'ils puissent être fréquents, rapides et économiques.

L'emplacement des parcs, squares, terrains de jeux, doit être judicieusement fixé pour que, tout en constituant les réserves d'air pur indispensables à l'hygiène de la cité, ils contribuent à son charme et à sa beauté esthétique.

La conservation des beaux et anciens monuments doit être l'une des préoccupations essentielles de ceux qui dresseront les plans, et il serait à souhaiter que, comme en Belgique, on établisse des servitudes architecturales, et des « servitudes de vue », maintenant à ces monuments leur véritable cadre. Les quartiers doivent, autant que possible, être spécialisés : quartier industriel, placé à proximité des gares et du port, hôpitaux, quartier universitaire, agréable, aéré, sain et tranquille, quartier excentrique pour les abattoirs, emplacement central pour les marchés et les chambres frigorifiques, quartiers pour l'habitation, plutôt situés suivant le goût moderne, un peu en dehors du grand mouvement urbain, et pas trop spécialisés ; il n'est pas bon, croyons-nous, que les riches et les pauvres soient trop séparés et exposés à se perdre de vue.

Déjà, à Henri IV, qui préparait une ordonnance touchant à l'aménagement et à l'extension de Paris, François Biron, prévôt des marchands, disait : « Ne suis point d'avis de bastir des quartiers à l'usage exclusif d'artisans et ouvriers... il ne faut pas que les petits soient d'un côté et les gros ci dodus de l'autre ; c'est beaucoup plus sûrement meslangé. »

Pour les quartiers destinés à l'habitation, on n'a pas à redouter les accidents de terrain ; gênants dans les quartiers industriels, ils deviennent alors, au contraire, un élément de charme et d'esthétique.

Faire serpenter des rues autour d'une petite colline, en y ménageant de jolis points de vue est autrement intéressant pour l'architecte urbaniste habile, que de tracer des rues se coupant à angle droit et créant un de ces damiers monotones et inesthétiques, qui existent à un si grand nombre d'exemplaires dans beaucoup de pays neufs.

Mais comment tout cela pourrait-il être réalisé sans l'établissement d'un plan judicieux et consciencieusement dressé ?

Aucune œuvre véritablement belle et réussie ne peut être créée sans un travail sérieux et réfléchi ; contrairement à une opinion trop généralement répandue, les chefs-d'œuvre ne sont que très rarement improvisés ; ils sont bien plus généralement la résultante des travaux considérables qui en ont précédé l'éclosion, et qui restent inaperçus de ceux qui ne font que passer.

Nous n'avons pas besoin d'étendre bien loin nos regards pour constater les fâcheux résultats aux-

quels aboutit l'action sans méthode et sans plan préconçu. Les centaines de millions disparaissent alors comme l'eau dans le sable du désert, sans que rien de vraiment utile, de beau et de grand ait été réalisé.

Les travaux électoraux très souvent inutiles et quelquefois nuisibles, ajoutent rarement quelque chose à la beauté d'une grande ville.

Il en est tout autrement lorsqu'un plan général préside au développement de la cité.

Edimbourg, l'une des villes les plus pittoresques, les plus intéressantes et les plus belles qui existent, avait son plan d'aménagement dès la fin du xve siècle.

La seconde capitale de l'Espagne, Barcelone, n'a réalisé sa croissance extraordinaire, dans des conditions de beauté et d'esthétique exceptionnelles, que grâce à un plan dès longtemps établi, et remarquablement complété par un architecte français, prix de Rome, M. Jaussely.

Anvers, actuellement enserré par nos barbares ennemis, s'est prodigieusement embellie à la suite de l'adoption d'un plan d'extension établi après un concours international dont les premier et second prix ont été obtenus par deux de nos jeunes architectes français également prix de Rome, MM. Henri Prost et Aubertin.

Paris a été considérablement embelli et agrandi sous l'administration de M. Alphand, sans qu'on ait jamais vu publier un plan d'ensemble de ses projets, mais il avait un programme dont la base n'était autre que le plan dit « des artistes » (artistes pris dans le sens d'artisans, hommes de métier), qui avait été dressé en 1793 par ordre de la Convention.

Nous avons ce plan, regardez-le ; vous y verrez indiqués une grande partie des travaux exécutés sous les ordres du grand ingénieur urbaniste qu'a été M. Alphand.

Ajoutons que, pendant tout le temps où il a été Directeur des travaux, non seulement de Paris, mais du département de la Seine, il avait près de lui un service dit « Service du plan de Paris », par lequel le plan de notre capitale était constamment tenu à jour, ce qui faisait qu'on l'avait continuellement sous les yeux et que, tout en regardant les travaux récemment exécutés, on concevait logiquement ceux qu'il y aurait lieu d'entreprendre.

Il suffit de considérer les résultats ainsi obtenus à côté de ceux que nous ont valu l'imprévoyance collective et le travail hâtif dans lequel l'inspiration fiévreuse et momentanée a une si large part, pour que la question puisse être considérée comme jugée.

L'oubli de ces principes et de ces règles a, d'ailleurs, quelque chose de particulièrement attristant pour notre grand pays, qui, le premier, dès le xvie siècle, en a proclamé l'importance, et, dès le xviie siècle, les a fixés de telle manière, que les étrangers, à partir de cette époque, sont tous venus chez nous puiser leurs inspirations. Les architectes urbanistes les plus éminents : Stubben, Sitte, et autres, se plaisent à le reconnaître.

Tous ceux qui ont créé cette véritable science qu'est l'urbanisme, anciens et modernes, ont vu grand et large, et la vérité est qu'en matière d'aménagement et d'extension des villes, on ne voit jamais ni trop loin, ni trop grand, ni trop beau.

Pendant que nous tendions à mettre en oubli ce que nous avions créé, l'étranger qui avait compris, après nous, l'utilité des plans d'aménagement et d'extension, pratiquait au contraire ce système avec une persévérance chaque jour plus grande, et ne cessait d'en améliorer les procédés.

Dans la grande et noble Belgique, Buls, le grand bourgmestre de Bruxelles, l'un des auteurs principaux des belles transformations de cette ville, n'a agi que d'après un plan général d'aménagement et d'extension préalablement dressé ; l'exposition de Bruxelles en 1910 a constitué la réalisation, payée par l'étranger, de toute une partie du plan d'extension de la capitale belge ; les grandes voies tracées, les jardins, les pelouses qui serviront maintenant pour les jeux sont restés tels quels ; des maisons de pierre remplaceront simplement les palais de carton éphémères.

En Angleterre, toutes les grandes villes, Londres, Birmingham, Liverpool, Edimbourg, Glasgow, ont leurs plans d'aménagement et d'extension, que, constamment on développe et on élargit ; un récent voyage m'a permis de m'en assurer et de constater l'importance que les municipalités anglaises attachent à cette branche de leur administration au point de vue du développement moral et du bien-être matériel des populations.

En Allemagne, l'exposition de Dresde où figuraient des plans d'aménagement et d'extension de 38 villes allemandes, avec leurs règlements de construction, a donné une preuve irréfragable de l'attention toute particulière qu'apportent les édilités à cette branche de leur activité.

Le développement extraordinaire de villes comme Cologne, Dusseldorf, Posen, Wiesbaden, Nuremberg, Mannheim, etc..., a été dû en grande partie à l'élaboration très réussie en tous leurs détails, de leurs plans d'aménagement et d'extension.

On s'est efforcé, en particulier, dans l'élaboration de ces plans, d'y réserver une place toujours

plus grande aux espaces libres, parcs, jardins, squares, terrains de jeux.

Il serait coupable, au moment de relever les ruines accumulées par les sauvages déprédations de nos ennemis de ne pas imposer aux municipalités qui vont avoir à présider à la reconstruction des villes et villages détruits, l'obligation de dresser, dans le plus bref délai, des plans d'aménagement et d'extension.

Nos descendants ne comprendraient pas que, sans tenir compte des résultats trop évidents du système de l'imprévoyance, les pouvoirs publics aient pu permettre que le grand effort de solidarité nationale qui va être accompli, n'aboutisse pas à un état moral et matériel supérieur à ce qui vient de disparaître.

Puisque le malheur des temps a fait, en maints endroits, table rase au prix de tant de douleurs et de pertes matérielles, il faut que le progrès indispensable, facilité hélas ! par ces tristes circonstances, soit accompli ; les générations futures ne nous pardonneraient pas de ne l'avoir pas réalisé !

Sous peine de permettre la reproduction d'un état de choses presque aussi pitoyable, il faut immédiatement se mettre à l'ouvrage, et même se préoccuper dès maintenant, de ce qui devra être fait pour les villes et villages encore occupés par l'ennemi.

La réparation et l'entretien des routes étant actuellement confiés à l'autorité militaire, les chefs des services d'architecture et les agents-voyers municipaux, lorsqu'ils ne sont pas mobilisés, n'ont pas en ce moment à s'occuper de ces travaux et sont libres pour préparer, dès à présent, des avant-projets. Il est urgent que les préfets leur donnent à cet effet des instructions.

Celles-ci devront leur faire comprendre la volonté très nette du Gouvernement que tout ce qui peut être prévu quant à la réédification de nos malheureuses cités dans le but d'améliorer l'état antérieur, tant au point de vue de l'hygiène que de la viabilité et de l'esthétique, prenne place dans l'élaboration des nouveaux plans.

Partout aussi, les possibilités d'extension des villes et villages qui vont renaître, devront être envisagées, afin qu'il en soit tenu compte dans l'établissement du plan d'aménagement.

Les milliards versés au nom de la Solidarité nationale ne peuvent pas servir à réédifier des cités et des villages insalubres, ou des taudis semblables à ceux dont la destruction ne doit nous laisser aucun regret.

En remettant ces sommes énormes à nos concitoyens si cruellement éprouvés, nous ferons simplement œuvre de justice ; mais nous avons le devoir d'exiger d'eux que nos sacrifices produisent tous les heureux effets dont ils sont susceptibles, tous les progrès réalisables au point de vue de l'intérêt général et de l'hygiène.

Nous avons dit que les ingénieurs ou architectes, directeur de travaux des villes et les agents-voyers ou conducteurs des ponts et chaussées, étaient les premiers indiqués pour faire partie des commissions qui dresseront les nouveaux plans.

A eux viendront naturellement se joindre les Directeurs des bureaux d'hygiène municipaux quand il en existe, et lorsque de petites villes n'en possèdent point, un hygiéniste pris dans le Conseil départemental, dans la Commission sanitaire d'arrondissement, un Inspecteur départemental ou tout autre délégué choisi par le préfet parmi les hygiénistes compétents.

Il serait utile qu'un représentant de la Commission des sites et monuments naturels de la région figurât aussi dans la commission chargée de dresser les plans d'aménagement suivant les indications de la loi.

A tous ces hommes particulièrement indiqués, nous n'aurions garde d'oublier de demander qu'on adjoigne quelques-uns de ces citoyens qu'on rencontre dans presque toutes nos cités, et qui portent, à leur ville, grande ou petite, à sa beauté, à son confort, à ses souvenirs, un intérêt très grand, qui en ont souvent fait l'objet de leurs études et se montrent toujours prêts à se dévouer à sa prospérité.

La loi de 1902 sur la santé publique impose à chaque commune l'élaboration d'un règlement sanitaire dont on devra respecter les prescriptions en élaborant les nouveaux plans.

Le plan dressé dans les conditions que nous venons d'indiquer sera soumis à l'approbation du Conseil municipal, le Préfet devant, avant de prendre l'arrêté qui le rendra exécutoire, trancher les différends qui pourront s'élever.

Voici le plan élaboré et approuvé ; comment l'exécuter ?

Il ne s'agit plus, pour les localités détruites, de travaux à long terme, tels que ceux que poursuivent les municipalités en temps ordinaire, en réalisant des progrès plus ou moins lents ; ce qui s'impose ici, c'est une reconstruction rapide, immédiate.

Dans de semblables conditions, il est évident que les lois régissant actuellement l'expropriation, sont impropres à fournir la procédure et les moyens d'exécution nécessaires.

Il faut un organisme plus souple, plus rapide, et plus ménager des deniers des contribuables

L'étranger nous offre un exemple qui vaut d'être

cité, et c'est d'Anvers, la seconde capitale de la noble Belgique, actuellement si éprouvée, qu'il nous vient.

Pour l'exécution des énormes travaux qui étaient en œuvre avant la guerre, conformément au magnifique plan d'aménagement et d'extension adopté, les propriétaires constitués en syndicats par quartiers, s'entendent entre eux et procèdent eux-mêmes aux expropriations, s'il y a lieu.

Ne pourrions-nous pas demander aussi dans notre pays, aux propriétaires des terrains sur lesquels on aura à rebâtir, de se constituer en Association syndicale sous la présidence du maire ou de quelqu'autre personnalité, pour procéder à une équitable répartition des terrains à bâtir ?

Il y a lieu d'espérer que l'admirable manifestation de patriotisme qui s'est produite contre l'ennemi, dans notre nation tout entière, se retrouvera avec la même unanimité, après les circonstances tragiques qui lui ont donné naissance, orientée vers les œuvres d'amélioration morale et sociale, et maintiendra les sentiments conciliants, qui se sont fait jour de toutes parts.

Mais, si des différends se produisent, ne peut-on espérer les voir aplanis en appelant les intéressés eux-mêmes à en connaître ? Réunis en Association syndicale sous la présidence du maire ou de son délégué pour procéder à une équitable répartition des terrains à bâtir et au partage de la subvention de l'Etat, ils trouveront sans doute dans leurs sentiments de patriotisme et de solidarité exaltés par les circonstances tragiques encore si présentes à leur esprit, la faculté de se dégager des contingences mesquines pour consentir mutuellement aux concessions nécessaires, et parvenir à l'accord général sans lequel la réalisation de leurs désirs demeurerait entravée, sinon impossible.

Si cependant, des différends demeurent irréductibles, une procédure simple, rapide, et peu couteuse devra suffire à les trancher. On pourrait par exemple, en charger le juge de paix, sauf recours au Président du Tribunal qui, comme en matière de référé, prononcerait en dernier ressort.

Constamment, dans les procès soumis à leur jugement, l'honneur et les biens de nos concitoyens dépendent des décisions de nos magistrats ; pourquoi faut-il que, lorsqu'il s'agit de contestations entre une municipalité et des propriétaires d'immeubles, celles-ci, comme dans le cas d'expropriation, soient jugées par un Tribunal composé uniquement de propriétaires recevant, remarquez-le bien, le droit de juger *souverainement* ?

Enfin, il est utile de faire connaître l'association des architectes urbanistes français, composée d'hommes, qui, à peu près tous, ont remporté les premiers prix dans les concours *internationaux* établis pour l'élaboration des plans d'aménagement et d'extension d'Anvers, de Barcelone, de Bucarest, de Guayaquil, d'Yass-Cambura en Australie, d'autres villes considérables dans l'Amérique du Sud, et des trois ou quatre villes de France qui se sont préoccupées de ces questions.

Tous seraient heureux, nous en sommes convaincus, d'apporter leurs conseils aux municipalités qui feraient appel à eux, et de mettre à leur disposition le talent et l'expérience qui leur ont valu de magnifiques succès dans les concours internationaux. Ils feraient ainsi profiter leur Patrie d'avantages considérables qui, jusqu'ici, n'ont guère été appréciés et recherchés qu'à l'étranger.

*
* *

Nous arrivons maintenant à la seconde partie de cette conférence : le foyer, le logement individuel.

Là aussi, des désastres irréparables nous ont été infligés, sans profit pour leur cause, par nos barbares ennemis.

Que de foyers détruits ! combien de maisons intéressantes au point de vue historique ou architectural, combien de jolis châteaux ont été canonnés, détruits, incendiés, non seulement par les obus, mais à la main !

Or, la maison n'est autre chose que l'enveloppe de la cellule sociale qu'est la famille. Elle est le témoin muet de toutes les joies, de toutes les douleurs qui constituent la vie de ses habitants depuis la naissance des enfants jusqu'à la mort des parents ; elle ne s'attache point à nous, mais nous nous attachons à elle. Chacune de ses différentes pièces éveille en nous des souvenirs divers, doux ou tristes, gais ou funèbres ; presque chacun des objets qu'elle contient a, pour nous, une histoire, et leur ensemble constitue le cadre de notre vie.

Il est évident que ces demeures détruites, même lorsqu'elles seront restaurées, ne seront plus le foyer aimé, infiniment précieux ; les pertes d'ordre sentimental de ce genre sont irréparables ; nous pouvons, nous devons nous associer à la douleur de ceux qui les ont subies, mais nous restons impuissants, malgré une entière sympathie que nous voudrions pouvoir rendre agissante ; il est hors de notre pouvoir de les aider à les réparer.

Il n'en est pas de même dans l'ordre des pertes matérielles.

Ici, nous l'avons dit, le principe de la solidarité nationale admis par le Conseil des Ministres (et nos deux présidents assis à cette tribune n'y

ont pas été étrangers), puis par le Parlement, va produire de bienfaisants effets.

Sur la proposition de M. Léon Bourgeois, président du vaillant groupe des sénateurs et députés des régions envahies qu'il a tant de fois visitées, jusqu'aux confins des localités occupées par l'ennemi, insoucieux de l'état de sa santé, faisant des milliers de kilomètres en automobile, bravant les obus, les intempéries et les difficultés de toutes sortes, il a été décidé qu'au fur et à mesure de l'évacuation des localités occupées par l'ennemi, un inventaire complet des pertes infligées à nos malheureux concitoyens, serait dressé.

Lorsque notre grand Joffre et ses héroïques soldats auront entièrement délivré le sol national des hordes barbares qui le souillent encore, le total (et il sera gros) de nos pertes matérielles, estimables avec certitude, sera clos et évalué définitivement.

Cela constituera le débit.

En face, au crédit, on mettra le total de l'indemnité de guerre exigée de nos ennemis, et là, je vous demande la permission d'ouvrir une parenthèse. On entend dire constamment :

« L'Allemagne sera ruinée : elle ne pourra rien payer. »

Je pose cette question : — Croyez-vous que si nous lui laissions la possibilité de recommencer, l'Allemagne ne rétablirait pas immédiatement son budget de la guerre au même chiffre qu'avant la lutte ?

Croyez-vous que les impôts exigés en vue de ce but bien déterminé, et qui, avant la guerre, se montaient à deux milliards et demi ne seraient pas ponctuellement payés ?

Ils le seraient certainement.

Eh bien ! nous n'avons qu'à exiger nous aussi qu'ils le soient, mais les Allemands n'ayant plus ni armée, ni marine, ne pourrons-nous pas les prier de verser dans notre escarcelle ces deux milliards et demi pendant le nombre d'années nécessaires ?

Si l'homme éminent qui devait présider cette réunion, M. Ribot était ici, peut-être sourirait-il en face de cette solution qu'il va trouver un peu trop simpliste; peut-être me vaudrait-elle une admonestation, mais ses admonestations sont toujours si pleines de bonté, et elles sont suivies d'idées tellement supérieures à celles que je puis mettre en avant, que je m'en réjouirais.

Je reprends :

Nous avons mis au débit le total des déprédations ennemies.

Au crédit donc, nous inscrirons en première ligne l'indemnité ennemie, quelle qu'elle soit, puis, si elle n'est pas suffisante, un second chiffre formé de ce que pourront fournir, en dehors du budget, toutes les forces contributives de la nation.

Espérons que les deux totaux s'équilibreront. S'il en était autrement, on verrait quel pourcentage il serait possible de donner : 80, 85 ou 90 pour 100, en attendant le complément.

Mais la répartition serait, en tous cas, absolument égale.

Le droit de chaque citoyen est reconnu ; toute porte est fermée aux sollicitations dégradantes ; chacun recevra équitablement son dû.

Et alors, comment va s'opérer la résurrection des maisons de nos villes et de nos villages ?

Pour les demeures des personnes aisées, la réponse est facile ; elles les rebâtiront en respectant les conditions fixées par le plan d'aménagement, et en se conformant strictement aux prescriptions du règlement sanitaire existant dans chaque commune. Plus d'une aura des améliorations hygiéniques à réaliser, car ce serait une grave erreur de croire que tout était parfait sous ce rapport avant la guerre dans chacune de nos maisons bourgeoises. On y attachait, en général, beaucoup d'importance aux pièces de réception et trop peu aux chambres à coucher, minuscules, sombres, et mal aérées. Que dire des cuisines et des chambres de domestiques ? Passons, car c'est toute une conférence qu'il y aurait à faire sur cette question.

Mais les maisons riches ne forment, en somme, que le petit nombre ; ce sont les maisons modestes, celles des ouvriers qui constituent la masse, et, pour elles, le problème est bien autrement difficile.

Voici un pauvre petit propriétaire qui, encore sous le feu de l'ennemi (il y en a, croyez-le ; ce que je vous dis là s'est produit déjà et dans plusieurs localités), est venu derrière nos soldats s'installer dans sa cave, et, de peur de perdre les matériaux qui composaient sa maison, trie dans les décombres ce qui peut encore servir, et se met bien vite à reconstruire. Mais cette maison avec des pièces sans air, sans lumière, était insalubre et constituait un danger, non seulement pour ses habitants, mais pour ses voisins. Va-t-on lui permettre de la rebâtir telle qu'elle était ? C'est impossible.

Alors, dira-t-il : Je n'ai pas d'argent pour réaliser les améliorations que vous me demandez. Si c'est un petit propriétaire, même très modeste, il pourra trouver à emprunter au Crédit Foncier la faible somme nécessaire ; mais si c'est un ouvrier? Oh ! ne croyez pas qu'il soit désarmé. Il n'a qu'à se tourner vers les sociétés d'habitation à bon marché dont je suis heureux de saluer ici avec admira-

tion et avec un profond respect, les plus nobles artisans : MM. Ribot, Siegfried, Strauss, Léon Bourgeois et Paulet, sans oublier nos chers absents, les Georges Picot, les Cheysson, les Ch. Robert, les Rostand, dont je voudrais vous dire quelques mots en terminant.

La première loi sur les habitations à bon marché a été votée par le Parlement, sur la proposition de MM. Jules Siegfried, député, en 1894.

Elle a été considérablement élargie en 1906 par une nouvelle loi dont l'artisan principal a été notre cher vice-président de l'Alliance, M. Paul Strauss, dont le dévouement éclairé et efficace à toutes nos œuvres sociales de quelque nature qu'elles soient, est connu de tous. Son influence a été prépondérante dans le vote de la loi de 1906.

Je voudrais résumer brièvement les principes des lois de 1894 et de 1906.

Les habitations à bon marché sont des constructions édifiées suivant les prescriptions de la loi de 1906.

Le législateur leur a réservé des avantages spéciaux, par suite de la qualité et du caractère des sociétés, établissements ou œuvres qui les construisent, et, par ce que, tout en devant réunir les conditions désirables de solidité et de durée, elles sont tenues d'offrir toutes garanties en ce qui concerne leur salubrité, qu'elles soient individuelles ou collectives.

Ces maisons ou ces logements ne peuvent être attribués qu'à des personnes peu fortunées; et leurs loyers ne doivent pas dépasser les maxima fixés par la loi, tout en remplissant les conditions d'hygiène et de confort également édictées.

Dans Paris, le loyer annuel de ces logements ne doit pas dépasser 600 francs pour trois pièces et une cuisine et dépendances, 500 francs pour deux pièces, cuisine et dépendances, 200 francs pour une chambre isolée d'au moins 9 mètres carrés.

Ces prix décroissent pour les diverses localités, en rapport avec le moindre chiffre de la population.

Les maisons individuelles peuvent atteindre un loyer supérieur d'un cinquième à celui des appartements, et leur prix en capital doit être évalué en appliquant le taux de 4,75 pour 100, c'est-à-dire que le coût d'une maison d'un loyer de 475 fr. pourra atteindre 10.000 francs.

Les maisons à bon marché ne peuvent être reconnues comme telles que par l'obtention d'un certificat de salubrité délivré par le comité de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale de la région, d'abord provisoirement, sur plan, et ensuite, à titre définitif, après visite minutieuse de l'immeuble terminé.

La maison remplissant alors toutes les conditions de l'habitation à bon marché, bénéficie pendant 12 ans des exemptions fiscales suivantes :

Contributions foncières des propriétés bâties ; et contributions des portes et fenêtres.

La fonction des Sociétés d'habitations à bon marché consiste à construire ou à aider à construire les habitations à bon marché, ou à les exploiter en faveur des travailleurs peu fortunés qui y sont admis.

Les maisons collectives, si utiles dans nos grandes villes, sont généralement bâties par des Sociétés anonymes, par actions, au moyen des capitaux réunis par elles. Il leur est interdit par la loi, de servir à leurs actionnaires, un intérêt de plus de 4 pour 100, mais celui-ci ne dépasse généralement pas 3 pour 100. A ces capitaux viennent s'ajouter les prêts accordés par la Caisse des Dépôts et Consignations sur la part d'un cinquième de la fortune personnelle des Caisses d'épargne mise à sa disposition dans ce but par le législateur. La Caisse des Dépôts et Consignations peut prêter les deux tiers du prix total de l'immeuble. Des prêts peuvent être faits également par les Caisses d'épargne ordinaires, les hospices, les bureaux de bienfaisance, les départements, les villes.

Les sociétés anonymes et les sociétés coopératives bâtissent aussi des maisons individuelles soit pour les louer, soit pour les attribuer en toute propriété à leurs occupants. Au début, elles avaient été seules à le faire, mais, en 1908, une loi nouvelle a été votée dans le but d'encourager la création de petites propriétés : elle a pris le nom de loi Ribot, du nom du grand citoyen qui en a été le promoteur.

Son but est de permettre l'accession à la propriété d'un nombre aussi considérable que possible de travailleurs qui ont donné des preuves de leur esprit de prévoyanve.

En voici le mécanisme :

Une somme de 100 millions prélevée sur les capitaux de la Caisse des retraites sur la vieillesse, a été mise, au taux de 2 pour 100 à la disposition de Sociétés régionales dites « Sociétés de Crédit immobilier ».

Celles-ci sont alors chargées :

1° De consentir à des emprunteurs qui ne peuvent être que des travailleurs peu fortunés, des prêts hypothécaires individuels destinés : soit à l'acquisition de champs ou jardins ne pouvant dépasser une superficie d'un hectare ou une valeur de 1.200 francs, soit à l'acquisition ou à la construction de maisons individuelles à bon marché.

2° De faire des avances aux sociétés d'habita-

tions à bon marché, constituées selon la loi de 1906 pour celles de leurs opérations effectuées en conformité du paragraphe précédent.

La loi spécifie que l'acquéreur devra s'engager vis-à-vis de la société qui lui aura consenti un prêt hypothécaire, à cultiver lui-même son terrain, ou à le faire cultiver par les membres de sa famille. Elle ne met à l'obtention de ces prêts que les conditions suivantes :

Il faut d'abord que l'acquéreur possède, au moment de la concession du prêt hypothécaire qui lui est accordé, le cinquième au moins, du prix du terrain ou de la maison qu'il désire acquérir. C'est là ce qui constitue la preuve de ses facultés d'ordre et d'économie.

La seconde condition est que ce travailleur souscrira, auprès de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès, un contrat à prime unique, garantissant le paiement des annuités qui resteraient à échoir au moment de sa mort, le montant de cette prime pouvant être ajouté au prêt hypothécaire.

Pour la première fois apparaît ici la solution élégante de ce triple problème qui semblait insoluble aux meilleurs esprits, il y a seulement dix ans : donner à un ménage ouvrier :

L'habitation saine assurée à toute la famille ;

La retraite qui se trouve constituée de la manière la plus favorable par la possession reversible sur les enfants, d'un modeste immeuble pour lequel il n'y a plus à payer de loyer, ce qui équivaut à une rente égale au chiffre de ce loyer.

Enfin, l'assurance en cas de décès, grâce à laquelle la pauvre femme qui se voit enlever, par la mort de son mari, son appui, son gagne-pain, devient, *ipso-facto*, propriétaire de sa maison, assurée d'un abri pour ses enfants, en même temps qu'elle est soustraite pour toujours à la préoccupation lancinante du loyer.

Naturellement, ces maisons doivent remplir toutes les conditions de salubrité prévues par les lois précédentes, et obtenir les certificats exigés pour les maisons collectives.

Les sociétés de crédit immobilier doivent être constituées sous la forme anonyme et au capital de 100.000 francs dont le quart est versé au moment de la constitution.

Le dividende annuel ne doit pas dépasser 4 % ; et les sommes avancées ne peuvent être supérieures au chiffre obtenu en ajoutant au quadruple de la partie versée du capital social, le montant de la partie non appelée. Pour le calculer approximativement, il suffit de multiplier par 11 le capital versé.

Les contrats des emprunteurs avec les sociétés ne peuvent avoir une durée excédant vingt-cinq ans ; mais celle-ci est susceptible de diminuer, et de varier entre cinq et vingt-cinq ans.

Beaucoup d'emprunteurs demandent quinze ou vingt ans.

En outre, la limite d'âge extrême pour la libération est pour l'emprunteur de soixante-cinq ans.

Les sociétés, pour payer leurs frais, ont le droit de prendre 1 ou 1 1/2 pour 100 en plus du taux qui leur est consenti par l'Etat, et de prêter au maximum, à 3 1/2 pour 100 l'argent qui leur est avancé à 2 pour 100.

La Société centrale de crédit immobilier dont notre éminent président, M. Ribot, est président d'honneur, prête à 2 1/4 pour 100 aux pères de famille de 5 enfants, à 2 1/2 pour 100 à ceux qui ont quatre enfants, à 2 3/4 pour 100 à ceux qui ont trois enfants et à 3 pour 100 à ceux qui n'ont pas trois enfants.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, parce qu'il est évidemment difficile aux travailleurs qui ont des enfants de payer annuellement les primes assez élevées de l'amortissement d'une maison et d'une assurance, le nombre des emprunteurs qui jouissent, à la Société centrale, de ces taux de faveur est assez important et s'explique par le chiffre élevé des loyers à Paris.

Il arrive souvent, par suite de cela, que la prime à payer pour devenir propriétaire est moins élevée que le loyer de l'ancien taudis.

Les plans des maisons présentées par les emprunteurs sont examinés par les Sociétés de crédit immobilier qui leur laissent le choix de l'architecte et des entrepreneurs, et respectent leurs goûts d'une manière absolue, pourvu que la maison soit salubre et solide, et que le prix maximum fixé par la loi ne soit pas dépassé.

Au 31 décembre 1913, il y avait 72 sociétés de crédit immobilier, et des crédits s'élevant à 22 millions 1/2 leur avaient été ouverts. Sans la guerre, cette somme se fut élevée pour 1914 seul, à 30 millions.

Au point de vue du fonctionnement général des sociétés de crédit immobilier, de grands progrès ont été réalisés quant à la célérité apportée dans la constitution des dossiers.

Certains types confortables et peu coûteux ont été dégagés de la masse des plans soumis aux sociétés, et peuvent être généralisés.

Les commissions qui s'ajoutent au taux d'emprunt ont souvent été diminuées.

Les travaux de construction des maisons sont de mieux en mieux suivis et contrôlés.

Le paiement des mensualités se fait régulièrement. Il n'y avait pas, avant la guerre, de retard

dans les rentrées à la Caisse des Dépôts et Consignations. De même pour les sociétés.

Celle de Lille qui a un chiffre de prêts en cours de plus de 5 millions, n'a subi aucun retard ; la Société centrale qui atteint 4 millions avait au dernier exercice 133 fr. 80 non payés à l'échéance.

Un travailleur qui veut avoir sa maison s'impose n'importe quels sacrifices pour y arriver ; il n'y a pas de débiteur plus honnête.

Il ne se surmène pas pour cela.

Il suffit pour s'en convaincre de visiter une maison collective urbaine, ou quelques-uns de nos petits cottages, et de voir l'air de santé qui y règne.

A quelle clientèle s'adressent les sociétés de crédit immobilier ?

Nullement à l'aristocratie ouvrière, mais à de véritables ouvriers ou employés. Le crédit immobilier est le Crédit foncier du pauvre.

La moyenne des prêts à la Société centrale est de 7.089 fr. 26 ; leur durée moyenne atteint 20 ans, et le taux moyen est de 2 fr. 80 pour 100.

Il s'est fondé une Union des Sociétés de Crédit immobilier à laquelle ont adhéré à peu près toutes les sociétés existantes.

A côté des sociétés d'habitations à bon marché, il y a les fondations qui ont un rôle spécial extrêmement utile.

Elles tiennent, pour faire œuvre absolument pratique, à ce que les capitaux engagés rapportent un intérêt raisonnable, voisin de 3 pour 100, mais, n'étant pas obligées de servir des dividendes à des actionnaires, elles peuvent développer dans leurs immeubles les services sociaux.

Ceux-ci coûtent fort cher, et, s'ils rapportent de grands profits moraux, ils n'en donnent aucun financièrement. Tels sont les écoles ménagères, garderies d'enfants, cliniques, dispensaires, installés dans les maisons de la Fondation Rothschild.

En donnant ainsi des exemples, et en se tenant à l'avant-garde du mouvement, les fondations rendent les plus grands services à l'œuvre d'amélioration du logement ouvrier.

Un nouveau mode d'application de l'habitation à bon marché s'est développé dans l'ensemble de cette grande œuvre au cours de ces dernièrse années.

La cité-jardin que nous connaissions jusqu'ici seulement par des rapports et par des visites à l'étranger, figure maintenant parmi les types existant en France.

La Compagnie des mines de Dourges avait eu l'heureuse idée d'aménager, sous forme de cité-jardin, les habitations ouvrières qu'elle avait dû faire construire pour répondre au développement de son exploitation : elle a créé un modèle très intéressant qui sera certainement imité par des sociétés industrielles similaires.

Quelque chose de plus intéressant encore s'est produit quelque temps après.

Des ouvriers parisiens, maçons, charpentiers, terrassiers, serruriers, des employés de commerce, garçons de bureau, etc., se sont réunis, et ils ont décidé de mettre en commun leurs économies dans le but de conquérir ensemble leur petite maison.

Quand l'auraient-ils ? Ils n'en savaient rien, mais ils voulaient l'obtenir et ils portaient en eux la certitude du succès.

Leur manière de procéder n'était pas banale. D'ordinaire, on fonde une société pour un but déterminé, puis on cherche des capitaux. Eux ont commencé par réunir les capitaux ; ce qui n'est déjà pas si mal.

Puis, lorsqu'ils ont été au nombre de 400 environ et que leurs économies réunies se sont élevées à 250.000 francs, ils ont acheté, près de Paris, un parc seigneurial qui a jadis appartenu aux Rohan-Chabot, et d'une contenance de 42 hectares.

Dans ce magnifique domaine, dont ils ont respecté toutes les beautés, massifs d'arbres séculaires, cloîtres de verdure, pièces d'eau, percées de vue, etc., ils ont découpé sur les pelouses, 400 petits jardinets de 500 mètres carrés chacun au minimum, où ont été bâties, ou sont en train d'être bâties, 400 maisonnettes. Le château sert de lieu de réunion pour les sociétaires et pour les unions poursuivant des buts divers qui se sont déjà formées parmi eux, et abrite, en particulier, une Société coopérative de consommation.

Voilà du bon socialisme, où l'on n'exproprie personne ; et cependant 400 familles de travailleurs vont jouir maintenant de tous les avantages jadis réservés à une seule.

Il y a là une entreprise sociale tout à fait intéressante, et qui mériterait d'être aidée par le Gouvernement sous forme de prêts accordés sur la valeur de la partie du terrain qui reste indivis entre les sociétaires.

Et maintenant, demandons-nous quels ont été les résultats matériels et moraux de tout ce mouvement en faveur de l'habitation des travailleurs.

Au point de vue matériel, en voici quelques-uns : Plusieurs sociétés nous apportent des statistiques précieuses.

Prenons trois grandes sociétés : la Fondation Rothschild, la Société des Habitations économiques pour familles nombreuses, et la Société « le Progrès » qui, à elles trois, offrent un abri à 7.556 habitants.

La mortalité s'est élevée en 1913 à la Fonda-

tion Rothschild à 9,9 pour 1.000, et les années précédentes à 9 pour 1.000 ou au-dessous.

A la Société des familles nombreuses, 8 pour 1.000, et à la Société « le Progrès », 7,2 pour 1.000.

Les immeubles de ces sociétés sont situés dans des quartiers où la mortalité s'élève à 24,1 ; 18,4 ; 20,6, et 25,8 pour 1.000.

C'est donc un gain énorme, puisqu'il atteint presque les deux tiers de ces précieuses vies humaines, et qui est réalisé au moyen de l'habitation saine.

Au point de vue moral, les résultats sont au moins aussi réjouissants. Partout, l'ascension morale s'opère en même temps que le milieu devient plus sain, plus digne d'êtres humains.

Si, le soir, vers 6 h. 1/2, vous pénétrez dans quelques-uns des logements d'une maison collective, vous trouverez presque toujours le père de famille, de retour de son travail, installé dans un bon fauteuil, lisant son journal, ou occupé à quelque menu travail manuel, pendant que la ménagère prépare le repas du soir. Les enfants sont dans la salle à manger, installés confortablement autour de la grande table bien éclairée, en train de faire leurs devoirs.

Quelle différence avec le taudis où ceux qui, malgré tous les éléments contraires, veulent s'acharner à apprendre quelque chose, n'ont à leur disposition qu'un petit coin de table graisseuse, surchargée d'ustensiles de cuisine, de reliefs de nourriture malodorante, de linge sale, jetés pêle-mêle dans une dégoûtante promiscuité ! Comment ne pas être saisi à la fois d'admiration et de tristesse, lorsqu'on voit de pauvres enfants s'acharnant dans leur volonté de bien faire, malgré des conditions aussi absolument décourageantes ?

Dans le petit logement sain, au contraire, tout respire la santé, le confort, le contentement.

Mais si, au lieu d'être un appartement, ce logement est constitué par une maisonnette entourée d'un jardinet, dont le travailleur est propriétaire, c'est le bonheur et la joie qui rayonnent sur tous les visages, ceux des grands aussi bien que ceux des petits.

Parcourez, le dimanche, ces modestes jardinets ; partout, vous verrez le père de famille occupé à bêcher, à planter, à semer, ou bien à tailler ses arbustes. La plupart du temps, un ou deux enfants sont autour de lui, s'efforçant à imiter leur père, et entreprenant, dans ce but, des travaux qui leur apparaissent formidables. Le cabaretier a perdu son client, l'ouvrier propriétaire adore son jardin ; il a oublié le chemin de l'assommoir. La partie de son salaire qui n'est pas indispensable pour payer la nourriture, les vêtements et la prime d'amortissement de son modeste immeuble, est maintenant employée à acquérir les matériaux peu coûteux, qui, par ses mains ingénieuses et souvent habiles, vont servir à l'édification d'une cage à poulets souvent originale, d'une cabane à lapins, ou de tout autre édicule.

S'il a quelques capacités en ce genre, il construira un petit atelier dans lequel il installera des outils de menuiserie ou de serrurerie. Il est maintenant dominé par l'amour de son « home », et il n'est pas seul à jouir des améliorations réalisées grâce à son travail ; sa femme et ses enfants en profitent avec lui.

Quel resserrement d'intimité résulte de cette nouvelle manière de vivre pour une famille ouvrière ! Combien les efforts pour le bien commun deviennent plus intenses ! Comme on apprend à se mieux connaître, à se mieux estimer, à se mieux aimer !

Et, lorsqu'on s'enquiert des sentiments de ces braves gens, quelle joie on éprouve à les entendre affirmer qu'ils sont heureux, l'homme montrant avec fierté son jardin, la femme ne tarissant pas sur les améliorations obtenues au point de vue de la santé de ses enfants, et fière de montrer sa maison propre, ornée de meubles luisants et si bien soignés qu'ils paraissent tout neufs !

Souvent, ceux qui visitent pour la première fois les maisons de ces modestes propriétaires, s'étonnent d'y voir un mobilier qu'ils qualifient de luxueux, et déclarent que leurs habitants ne peuvent être des ouvriers, mais de petits bourgeois Lorsqu'on s'informe, on apprend que l'un est employé de tramway, ou charretier, ouvrier maçon, l'autre charpentier, peintre, cantonnier de la ville, garçon de bureau ou modeste employé à 1.800 fr. L'argent dépensé pour acheter ce joli mobilier a été tout simplement arraché au cabaret.

Et il suffit de voir les joues roses et les bras potelés des enfants que les mères portent sur leurs bras, ou l'air décidé de ceux qui jouent auprès d'elles, pour constater que la santé physique est venue en même temps que l'ascension morale.

Ah ! le noble auteur de la loi, M. Ribot a dû être bien ému lorsqu'à la fin de 1914, montant à la tribune au moment de la rentrée du Parlement, il a été salué par une ovation enthousiaste et unanime, hommage spontané et si juste par lequel lui étaient exprimées l'admiration et la reconnaissance du pays tout entier.

Mais son émotion ne serait pas moindre s'il pensait aux milliers de petits bras tendus vers lui par ces enfants qui, eux aussi, au nom de leurs mères et de leurs pères, expriment leur reconnais-

sance à l'éminent artisan de cette loi essentiellement bienfaisante qui leur a permis d'acquérir le « home » sain, digne et heureux.

Combien de fois il m'est arrivé d'entendre des mères parlant de deuils douloureux dont leurs cœurs étaient encore meurtris, me dire : « Si nous avions été ici, j'aurais encore mon enfant. »

Je vous ai montré que la clientèle des Sociétés de Crédit immobilier ne se recrute pas parmi l'aristocratie ouvrière, mais parmi les travailleurs modestes, pourvu qu'ils soient économes ; vous pouvez vous demander encore si le développement des habitations à bon marché est susceptible de produire aussi d'heureux effets en faveur des travailleurs les moins favorisés.

J'ai l'honneur d'être administrateur d'une Société qui, à Paris même, offre à ses locataires, dans une grande maison admirablement située, un appartement composé d'une grande cuisine, précédée d'un large balcon-corridor sur lequel les enfants peuvent jouer, et de deux chambres, pour le prix de 240 francs par an. On n'y accepte que des ménages ouvriers gagnant, au maximum 5 fr. par jour, et ayant 4 enfants. Ils constituent le groupe des travailleurs les moins favorisés de notre capitale.

Eh bien ! là aussi, le progrès moral est saisissant. Il y a quelques mois, à l'une des séances du Conseil, cette grave question s'est posée : N'allons-nous pas être obligés de prier quelques-uns de nos locataires de chercher un autre logement, non parce qu'ils ne paient pas leur loyer, mais parce qu'ils gagnent maintenant beaucoup plus de 5 francs par jour ? En effet, ces ouvriers qui, lorsqu'ils habitaient un taudis, ne touchaient que ce faible salaire, gagnent maintenant, dans les mêmes établissements, 7, 8 et 9 francs par jour, parce qu'ils sont devenus de bons ouvriers, ne faisant plus le lundi, et attachés à leur travail.

Cela explique la réponse que me faisait la femme de l'un d'eux à laquelle je demandais des nouvelles de son mari et de sa petite famille : « Ah ! monsieur, depuis que nous sommes ici, mon mari, il a acheté une conduite ! »

S'il en est ainsi dans les maisons collectives, à plus forte raison, dans les maisons individuelles, dont les travalleurs sont propriétaires.

Vous citerai-je le cas de ces deux ouvriers, occupés dans une manufacture de l'Etat, et d'idées quelque peu anarchistes, comme tout bon ouvrier de l'Etat l'était... jadis ? L'un des deux était, en outre, un pilier de cabaret.

Séduits peut-être par le mot que, sous la monarchie de juillet, on prêtait à la personnification de l'affreux propriétaire, M. Vautour : « Quand on n'a pas de quoi payer son terme, il faut avoir une maison à soi », ils s'enquièrent des conditions requises par la loi de 1908, se mettent en quête d'un terrain, l'achètent, puis se rendent au bureau de la Société de Crédit immobilier voisine. Ils y trouvent l'accueil le plus sympathique, et lorsqu'on leur demande comment ils peuvent constituer le cinquième du prix de l'immeuble exigé par la loi, ils mentionnent le terrain acheté par eux.

— Combien vaut-il ? — 15 francs, répondent-ils.

Bien que ce chiffre parût un peu modeste, l'Administrateur de la Société, bon et dévoué comme presque tous les Administrateurs des Sociétés de Crédit immobilier, va voir le terrain.

C'était un talus crayeux et très en pente. On leur fit observer qu'il était absolument impropre à la construction, et que le gage était vraiment insuffisant.

— Bien, répondirent-ils ; nous reviendrons.

Ils achetèrent pelles, pioches et brouette, et se mirent à aplanir leur terrain, prenant la craie à gauche pour la verser à droite, puis creusèrent un puits de 30 mètres de profondeur et revinrent au bureau de la Société.

Nouvelle visite. Cette fois, leur terrain fut jugé d'une valeur suffisante pour constituer le gage exigé et la Société leur prêta à chacun les 2.500 francs dont ils avaient besoin pour édifier leurs deux maisons qui sont aujourd'hui entourées d'un jardin luxuriant.

Je les ai visitées, et je puis vous assurer que j'y ai éprouvé un vif plaisir.

La femme de l'ancien buveur me dit simplement : « Je ne croyais pas qu'on pouvait être aussi heureuse ; mon mari qui me laissait si souvent seule, ne va plus jamais au café ; toutes nos économies servent à embellir notre maison. » Et elle m'a montré un superbe poulailler en forme de château-fort, dont la construction avait certainement employé plusieurs matinées dominicales.

Quant aux idées anarchistes, elles s'étaient envolées, et je puis vous assurer que ceux qui seraient venus pour s'emparer de cette petite propriété auraient été mal accueillis.

Je vous cite cette anecdote parce qu'elle est typique, et qu'elle confirme ce que j'ai constaté dans des centaines d'autres maisons que j'ai visitées à Marseille, en Savoie, dans tout l'Est, dans le Nord, en Normandie, à Nantes, à Bordeaux, sans compter les environs de Paris où la Société que j'ai l'honneur de présider opère spécialement.

Et ne croyez pas que la possession d'une propriété développe l'égoïsme et diminue la géné-

rosité admirable qui règne dans les milieux ouvriers ; l'éminent M. Ribot, dans une conférence magistrale à la Ligue de l'Enseignement, a cité le cas d'un travailleur qui, n'ayant pas le cinquième nécessaire, avait trouvé tout près de lui, auprès de camarades, dans les conditions les plus désintéressées, le complément nécessaire.

Dans le plus grand nombre de ces petites maisons, on voit un pupitre à musique, un violon, une flûte, un cornet à piston, quelquefois un piano acheté dans une vente, ou bien, pendus au mur, des diplômes remportés dans des luttes de sport, enfin, la preuve évidente que des préoccupations supérieures ont remplacé les basses satisfactions de l'alcoolisme.

Peut-on douter, en face de tous ces faits, que l'habitation à bon marché soit, de toutes les œuvres sociales, celle qui est essentielle, celle qui les contient toutes ? Il est temps de conclure.

En même temps qu'après la guerre, nos villes seront reconstruites dans des conditions beaucoup meilleures, il faut que les villes existantes réalisent, elles aussi, tous les progrès possibles.

En même temps que des maisons saines seront reconstruites, dans les villes détruites, pour les travailleurs, pour remplacer les anciens taudis, il faut aussi que ceux-ci disparaissent dans les cités épargnées par la guerre.

Le meilleur moyen pour y parvenir est de développer l'habitation à bon marché, d'autant plus qu'il est aisé de constater que, partout où cette œuvre se montre active, elle sert d'exemple, de modèle et le « standard » du logement, si je puis employer ce terme expressif, s'élève, tout autour, de plusieurs degrés.

Que pouvez-vous faire pour développer l'œuvre de l'Habitation à bon marché, pour augmenter son efficacité ?

Nos lois sont excellentes ; que nous manque-t-il ?

Des actionnaires pour nos Sociétés d'Habitations à bon marché.

Sans doute, ces actions qui vous offrent un placement d'une sécurité absolue ne vous rapporteront que 3 0/0, tandis que les fonds d'Etat vont, pendant quelques années encore donner un intérêt plus élevé, mais le 1 ou 1 1/2 0/0 que vous recevrez en moins à la fin de l'année, vous le toucherez en rentes de santé et de bonheur que vous aurez procurés à vos frères et sœurs.

Une personne qui souscrit 1.000 francs d'actions à une Société de Crédit Immobilier touchera un revenu annuel de 30 francs absolument assuré. Si elle avait pris des Fonds d'Etat, elle aurait touché 40 francs ; le 3 0/0 variant actuellement autour de 72 ou 73 francs environ (je ne parle pas des bons de la Défense Nationale qui, en ce moment, doivent passer avant tout, et donnent un revenu exceptionnellement favorable).

Cet actionnaire fait donc un sacrifice de 10 fr. par an ; c'est tout juste un de ces dons qu'on ne refuse jamais à des centaines de sociétés pour lesquelles on est sollicité par d'aimables connaissances.

Mais, dans ce cas, quels seront les résultats de votre sacrifice ?

Vos 1.000 francs versés à la Société de Crédit Immobilier vont lui permettre d'emprunter à la Caisse des Retraites pour la vieillesse si la société a la garantie du département vingt-deux fois plus, soit 22.000 francs à 2 pour 100.. Ces 22.000 francs pour édifier 4 ou 5 cottages dont cinq familles vont devenir propriétaires.

Chacune d'elle étant composée, en moyenne, de cinq membres, c'est 25 de vos concitoyens auxquels vous aurez procuré beaucoup de bonheur, beaucoup de joies, et que vous aurez aidés à s'élever moralement. Voilà ce qu'aura permis votre sacrifice annuel de 10 francs. Connaissez-vous beaucoup d'œuvres qui peuvent faire produire à un don aussi minime de semblables et si heureuses conséquences ?

Donc, souscrivez des actions des Sociétés d'Habitations à bon marché.

Faites plus, visitez ces habitations, montrez à ceux qui les occupent votre intérêt, votre sympathie ; vous ne soupçonnez pas quels trésors de reconnaissance vous récolterez ainsi, et quelles joies intérieures et profondes, souvent même quels enseignements utiles vous rapporterez de ces visites.

Je résume :

Partout où nos villes et nos foyers ont été détruits par l'ennemi, reconstruisons les premières d'après des plans d'aménagement et d'extension bien établis ; et les seconds, dans des conditions de salubrité aussi parfaites que possible. Mais, ne nous bornons pas à cela, prenons exemple sur ces modèles pour améliorer les conditions de salubrité de nos anciennes cités, tout en respectant scrupuleusement leurs antiques trésors architecturaux, et multiplions de toutes nos forces les logements salubres pour les travailleurs.

Efforçons-nous d'étendre à nos campagnes les bienfaits de la loi Ribot.

Ce domaine a été à peine effleuré ; et, sauf la loi qui a été retouchée excellemment dans ce sens sur la proposition de notre éminent Président, avec

e concours absolu de M. Léon Bourgeois, qui a été au ministère du Travail le grand ministre des réalisations, tout est à faire.

Obtenons de la Mutualité qui dispose de moyens l'action si puissants qu'elle mette maintenant, au premier rang de ses préoccupations, l'amélioration du logement de ses adhérents, et l'accession à la propriété du plus grand nombre possible l'entre eux.

Nous savons que tel est le désir de l'éminent président de la Fédération de la Mutualité, notre cher collègue de l'Alliance d'Hygiène sociale, M. Léopold Mabilleau, et que son cœur et son admirable éloquence ont déjà apporté un important appui à l'œuvre de l'Habitation à bon marché comme à tout ce qui est bon et utile au point de vue social.

Aux pouvoirs publics, nous n'avons à demander que d'exiger que les lois soient appliquées dans l'esprit qui a présidé à leur collaboration ; et tant qu'il y aura au pouvoir des hommes comme nos deux Présidents et dans les ministères des Directeurs comme M. Georges Paulet, nous pouvons être tranquilles à cet égard.

Pourquoi la guerre peut-elle provoquer, dans certains cas, et aider d'une manière générale à ce mouvement bienfaisant ?

Parce que, malheureusement, des quartiers entiers, des villes et des villages ont été complètement détruits.

Nous ne pouvons pas permettre qu'en les reconstruisant, on reproduise les erreurs du passé ; il faut à tout prix que nous fassions profiter nos malheureux concitoyens si cruellement éprouvés, de tous les avantages possibles.

Il en est de même pour nos foyers.

En un mot, il faut que, partout, dans toutes les branches de l'activité et de la vie nationale, les horribles sacrifices que nous avons dû accepter, par suite de cette guerre qui nous a été imposée, aient comme rançon un progrès moral qui engendrera des améliorations matérielles.

Les événements inouïs qui s'accomplissent sous nos yeux vont rendre à la France en Europe la première place ; cette situation nous créera d'immenses devoirs, car c'est avant tout moralement que nous devons être les premiers.

La supériorité matérielle découle de la supériorité morale.

Oh ! non, nous ne suivrons pas l'exemple de l'Allemagne après 1870, matérialisant tout, perdant tout idéal. Nous voulons, non seulement garder le nôtre, mais l'embellir, l'élargir encore, et tenir constamment nos yeux fixés sur lui, afin que, comme l'étoile de Noël, il nous guide, nouveaux bergers vers plus de bonté, plus de beauté, plus de justice, non seulement pour nous-mêmes, mais pour tous les hommes.

Nos ennemis n'ont eu de respect que pour la force, et ils n'ont appliqué leur intelligence, leurs qualités et leurs progrès scientifiques, qu'à des buts de jouissance matérielle et de domination. Ils s'en sont servis ensuite pour manufacturer des cadavres. Nous voulons, au contraire, sans négliger les précautions qui maintiendront pour toujours au-dessus de toute atteinte notre propre liberté, nous efforcer d'aider dans le monde entier tous nos frères à jouir aussi de ces bienfaits.

Nous voulons les libérer. Notre belle et noble semeuse trace des sillons, tandis que d'autres creusent des tranchées ; ensuite, elle jette dans ces sillons à pleines mains, les germes de liberté, de fraternité, de moralité.

Le logement sain, moral, avenant, permet d'une manière particulière, à ces germes, de produire tous leurs fruits ; aidez-nous à en procurer les bienfaits à un nombre chaque jour plus considérable de nos concitoyens, et vous verrez alors, autour de vous, plus de moralité, moins de mortalité. Vous aurez ainsi contribué à rendre plus belle encore cette haute personne morale qu'est la France dont tous, nous devons être les serviteurs fidèles et vigilants.

Les blessures qu'ont faites à son sol sacré nos sauvages ennemis en y creusant d'innombrables tranchées, serviront de tombes à leurs cadavres, puis une légère couche de notre sol généreux les recouvrira.

Alors passera notre belle et noble semeuse qui, de son geste large, jettera à pleines mains le grain de bonté, de fraternité, de justice et d'amour.

Bientôt, lèveront les riches moissons qui rendront à notre chère Patrie le resplendissant rayonnement qu'elle doit exercer pour le bien, le progrès et la grandeur de l'humanité tout entière.

GEORGES RISLER.

Allocution de M. LÉON BOURGEOIS.

Mesdames, Messieurs,

Je remercie M. Risler d'avoir, à la fin de cette conférence si pleine de faits, élevé nos esprits, grâce à sa parole éloquente, jusqu'à ce point de vue supérieur d'où l'ensemble du problème moral et humain a été aperçu par nous.

Je vous remercie également, mon cher ami, d'avoir fait tout à l'heure passer sous nos yeux, d'une façon complète, le tableau des efforts faits

et à faire pour que cette grande œuvre de transformation de l'habitation de notre pays s'accomplisse. Vous avez eu raison de rappeler les noms de ceux auxquels est due l'œuvre législative que vous avez résumée, et je suis heureux de pouvoir saluer ici quelques-uns d'entre eux : Siegfried, l'initiateur, le premier de ceux qui ont posé véritablement, devant l'opinion publique française, la question de l'habitation à bon marché, le promoteur de la première loi sur les sociétés d'habitations ouvrières, celui qui n'a jamais cessé de nous guider dans cette grande œuvre de santé et de morale publiques ; Ribot et Strauss. Ribot n'est pas là, mais je ne manquerai pas de lui reporter les applaudissements qui ont salué son nom. Ils marquaient à la fois le regret que nous éprouvons de son absence et notre admiration pour l'œuvre patriotique qu'il poursuit avec une énergie admirable. N'est-il pas dans ces conférences périodiques qui se tiennent à Londres ou à Paris, le représentant, le maître véritable du crédit, non pas seulement de la France, mais de l'humanité civilisée, de tous ceux qui entendent employer la puissance financière des peuples à la reconstitution de l'œuvre de paix et d'humanité ?

Strauss, que je suis heureux de voir ici à notre côté. Strauss, n'est-il pas celui que nous voyons monter à la Tribune du Sénat toutes les fois qu'il s'agit d'une cause sociale difficile à défendre ? car rien ne lui plaît tant que de venir au Sénat avec la certitude qu'il va y avoir un préjugé à combattre, de vieilles traditions à détruire.

Et puis, il y a un nom que je tiens également à citer : c'est celui de M. Paulet. Siegfried, Strauss, Risler, qui ont collaboré à toute l'œuvre de transformation, non seulement de l'habitation à bon marché, mais de la législation de prévoyance sociale, savent le rôle considérable qu'il y a joué, toujours, du reste, avec cette modestie si simple qui fait qu'il a l'air d'être derrière son ministre, alors qu'il marche sans cesse devant lui.

Il y a d'autres collaborateurs auxquels devrait aller également notre gratitude : il y a tous ceux qui ont fondé et font vivre les Habitations à bon marché, ces sociétés de crédit immobilier que les lois ont permis de créer et que l'élan des bonnes volontés a seul permis de réaliser.

Il s'était fait, chez nous, à la veille de la guerre, un effort considérable, et M. Risler nous a montré les résultats déjà obtenus : résultats matériels, chiffre de la mortalité et de la morbidité diminué : et, ce qui ne se chiffre pas, augmentation constante, continue, de la moralité publique. Partout où l'œuvre des Habitations à bon marché est intervenue, les mots « il a acheté une conduite » que vous nous citiez tout à l'heure, mon cher ami, ne sont pas prononcés seulement par une femme, mais par toutes celles dont le mari, dorénavant retenu dans sa maison par le charme d'un vrai foyer, par le spectacle de la petite table où l'enfant fait ses devoirs et apprend ses leçons, délaisse le cabaret. Je ne sais quel écrivain a montré un jour l'hésitation de l'homme, qui, dans la rue, le soir, sa paye dans la main, tient le bouton de la porte du cabaret ; une image, à ce moment, passe dans son esprit, il voit le logis noir, sombre et sale, dans lequel il va être obligé de rentrer, où il n'aura ni pour les yeux, ni pour l'esprit, aucune impression de joie, sa fatigue de la journée lui semble s'accroître : il ouvre la porte.

Si, au contraire, ce même individu, au même moment, voyait là-bas la petite maison saine et claire où sa femme l'attend, où ses enfants sont déjà autour de la table, il n'hésiterait pas, sa main abandonnerait le bouton de la porte et il tournerait le dos à l'abîme.

C'est bien ce que vous nous avez montré tout à l'heure et c'est là, non pas la leçon d'une expérience, mais de toutes.

Voilà la grande tâche d'amélioration sociale que nous entreprenions en France quand la guerre a éclaté ; et le problème que poursuivent, en somme, tous les orateurs de ces conférences, s'est posé devant nous pour la question de l'habitation comme il s'était posé pour toutes les autres questions sociales. Nous nous sommes dit : La guerre, instrument de ruine et de destruction, mais en même temps excitatrice des énergies nécessaires que le péril de la vie développe naturellement chez tout être vivant, la guerre ne peut-elle pas être productrice d'un bien, d'un résultat meilleur ? Ne peut-elle pas être l'occasion d'efforts qui, tentés pendant la guerre, pour la défense nationale, persisteront après elle et feront durer l'œuvre bienfaisante, bien au delà du temps de la paix pour le bien social définitif ?

Certes, le problème s'est ici posé dans des conditions particulièrement angoissantes, mais peut-être aussi dans des conditions qui permettent, dans l'avenir, d'espérer des transformations beaucoup plus complètes.

Les ruines se sont accumulées dans les départements envahis, ruines dont ne peuvent pas se faire une idée ceux qui n'ont pas visité ces malheureux villages, où nous avons vu errer de pauvres gens attendant la reconstitution de leur foyer ; mais, que va-t-il se passer, que se passe-t-il maintenant ? Deux choses. Tout d'abord, tous ceux qui

ont assez de force, assez de santé pour reprendre leur travail, sont revenus là au milieu des décombres et ont commencé à semer le champ autour de la maison en ruines, à reconstruire tant bien que mal le pan de mur derrière lequel ils peuvent s'abriter. Et puis de bons citoyens se sont groupés autour de ces foyers détruits pour en hâter la reconstitution et je veux profiter de ma présence à cette tribune pour remercier encore une fois ces amis Anglais dont j'ai parlé déjà souvent dans cette salle, qui sont venus en France précisément pour aider à l'œuvre de la reconstruction. Je veux remercier ces excellents alliés et amis qui, dans le département que je représente au Parlement, ont reconstruit déjà 300 petites maisons de bois où peuvent se rassembler 300 familles et qui continuent leur œuvre avec l'aide de notre Conseil général et de l'Etat français, mais qui ont commencé seuls, apportant leur bonne volonté, leur travail, leur vigueur et leurs capitaux et ne nous demandant qu'une chose, c'est de leur montrer le chemin de la misère pour aller la soulager.

Même avec l'effort de sociétés comme celle-là, il faut que l'Etat intervienne et on a fait allusion tout à l'heure à ce projet de loi sur la réparation nationale des dommages causés par le fait de guerre qui sera déposé, je puis le dire, mardi sur le bureau de la Chambre. Ce projet, nous en avons poursuivi, au groupe des départements envahis, la préparation avec une énergie inlassable, nous avons soutenu que le fait de guerre engageait la solidarité nationale. Il ne s'agit pas de distribuer des secours à des malheureux, au nom de je ne sais quelle charité très généreuse, mais d'affirmer le droit à la réparation pour tous ceux qui ont souffert dans leurs biens, comme dans leur personne par le fait de la guerre voulue, consentie par toute une nation qui, voulant défendre son droit, a tiré l'épée du fourreau pour qu'il soit respecté des autres. Un jour prochain seront votés les crédits indispensables pour réparer l'épouvantable désastre, et ces crédits seront assurés par les indemnités qu'il faudra bien que la force finisse par payer au droit. La plus large part sera employée précisément à la reconstitution de toutes ces maisons détruites. Mais il faut que dans cette reconstitution interviennent les idées générales, les idées de santé et de moralité publiques qui ont présidé à la préparation de toute l'œuvre des habitations à bon marché, il faut que les capitaux que l'Etat va mettre à la disposition des particuliers pour la reconstitution des villes et des villages soient utilisés selon les directions que l'œuvre des habitations à bon marché a depuis longtemps déjà propagées dans notre pays.

Ces sommes ne seront pas données sans conditions. Nous ne pensons pas seulement à l'intéressé, au propriétaire, il est pour nous le collaborateur d'une œuvre plus haute que celle de la réparation du dommage individuel. Ce que nous poursuivons, c'est la réorganisation économique de la Nation, l'amélioration du sort de tous, l'agrandissement de la France elle-même.

Il faudra donc, en même temps que les capitaux vont être remis, qu'on établisse dans les villes, les plans dont vous nous avez parlé, conformes à l'hygiène et que, sans porter atteinte à l'intégralité du droit que les victimes de la guerre ont à une pleine réparation, les permissions de bâtir ne soient données que dans des conditions préalablement déterminées.

D'autre part, on ne recevra tout d'abord qu'un titre, et non la somme tout entière. Ce titre sera un titre de créance sur la Nation. Il s'agira d'organiser un crédit pour permettre d'avoir, grâce à lui, les sommes nécessaires à l'exécution des travaux.

Eh bien, c'est là que je vous demande d'intervenir, pour donner justement à ce crédit la forme que vous donnez au crédit immobilier, c'est-à-dire pour donner les avantages nécessaires pour que ce soit à vous qu'on vienne demander l'argent, parce que, en même temps, on vous demandera aide et direction.

Ce que j'aperçois : c'est un grand champ d'expérience qui va s'ouvrir. C'est à la mort, à la dévastation, à la ruine que nous le devrons, mais du moins c'est un champ d'expérience merveilleux dans lequel on peut faire une bonne moisson. Ces pauvres départements martyrisés seront récompensés demain, quand ils verront leurs cités reconstruites et qu'ils seront des pays de prédilection, les pays d'élection dans lesquels la vie sociale sera reconstituée sous sa forme la plus belle, la plus pure, et qu'ils pourront dire aux autres : voyez, nous avons été les victimes et c'est nous qui sommes aujourd'hui les heureux, car notre condition nouvelle donne la preuve de ce que peut la solidarité humaine pour la puissance, la grandeur, la gloire et la beauté.

LÉON BOURGEOIS.

REIMS — SOISSONS — ARRAS NOYON & LAON

—

PRÉSERVATION ET RESTAURATION

Par un beau soleil, je suis allé, comme tout le monde, à ce lugubre spectacle que les journaux appellent « Les reliques de Reims et de Belgique », au Petit Palais. Certes, les deux pièces du *Fort roi Clovis*, avec leurs multiples personnages, si féériquement habillés et harnachés et particulièrement *la Bataille de Soissons*, valent les condotte aux lances rouges de Paolo Uccello et de Piero della Francesca. L'horreur de la guerre disparaît sous la splendeur des costumes et des armes : il y a là une idéalisation inestimable, par la fantaisie des formes décoratives. Honorons le cardinal de Lorraine, qui donna ces merveilles du xve siècle à la basilique. Notre gratitude salue les armes de l'archevêque Robert de Lenoncourt aux quatorze tentures de la *Vie de la Vierge*, suite magnifique où la beauté du dessin s'unit à une mysticité subtile. En face de ces chefs-d'œuvre, au coloris plus suave que celui d'aucune fresque, les historiens de notre art, au lieu d'accuser notre pauvreté picturale du *Quatrocento* et du *Cinquecento* s'apercevront que si le vitrail fut longtemps notre tavole, la tapisserie fut notre fresque.

D'autres considérations plus impérieuses s'imposent. Où sont la série du *Cantique des cantiques* dites de Perpesackso et les pièces dites de l'appartement du roi, qui se trouvaient en dernier lieu, au palais archiépiscopal ? Je ne ferai pas le lamentable appel des objets détruits. Une question suffira. Si on a sauvé une partie des tapisseries, pourquoi a-t-on oublié ou abandonné les autres? Il faut peu de main-d'œuvre pour décrocher, rouler, ficeler et précipiter des tentures dans une crypte ou une cave.

A la campagne, on laisse expirer les pendus, par crainte des ennuis judiciaires : couper la corde, cela expose à des soupçons, à des démarches, à des ennuis.

A la ville, on abandonne les chefs-d'œuvre en perdition, par crainte des responsabilités et aussi par indécision administrative.

Aucun règlement ne prévoit le bombardement : personne n'a obligation, ni qualification pour agir à un moment, où maire et préfet, ont le souci des vies et des biens particuliers.

On assure que les municipalités ont refusé le concours de l'Etat, pour le sauvetage des objets d'art. Sans récriminer, du désastre de Reims sort un enseignement amer.

Le 4 septembre entrent les Allemands : Quelles mesures conservatoires avaient été prises ? Le désarroi fournit l'excuse. Dans la nuit du 12 septembre, nous avons repris la ville du Sacre. Donc le 13, l'administration aurait dû envoyer à Reims, une équipe de sauveteurs qui auraient travaillé les 13, 14, 15 et 16, car les batteries de Nogent-l'Abbesse ne commencèrent à cracher que le 17. En quatre jours, on déménage bien des choses : on pare à bien des éventualités.

Je suppose donc que l'*Administration des Beaux-Arts* soit arrivée à Reims le 13. Son entreprise se divisait en trois séries : 1° *Le meuble* et son enlèvement ; cela n'a pas besoin d'explications : on roule les tapisseries, on décroche les tableaux, on met en caisse les argenteries, on emporte *le pied du fameux candélabre pascal de Saint-Rémy*, qui a été fondu par les obus. A peu près tout le musée archéologique, comme le Trésor, devaient être déménagés. Quand nous avons gémi sur la perte du célèbre *Hortus Deliciarum* brûlé à Strasbourg, les Allemands ont répondu : « Pourquoi avez vous laissé ce manuscrit en péril ? » Que répliquer à cela ? Un enfant, une femme, un vieillard peut sauver un manuscrit.

2° *Meublisation des parties détachables.* 1° Ici le chapitre est particulièrement délicat, je tremble moi-même à l'ouvrir : enlever une porte de tabernacle, descendre une encombrante couronne de lumière, desceller des stalles ? N'oublions pas que nous sommes menacés de tout perdre et que nous agissons en désespérés. Continuons à déménager.

3° *De la statuaire.* Est-elle en ronde bosse ? Il n'y a pas d'hésitation, il faut scier le piédestal et coucher la figure dans une charrette sur un lit de copeaux. Ce qu'on aurait fait pour la *Visitation*, l'*Annonciation* et la plupart des statues des embrassements au portail Central et à celui du Nord. 2° La statue est-elle seulement en haut relief, il faut la plâtrer fortement, de façon à la raccorder à son fond architectonique, par plan en biseau et ensuite recouvrir le tout d'étoupe plâtrée, de façon à n'offrir que des surfaces planes aux projectiles : le traitement convient pour toute statue non détachable. 3° Le bas relief offre moins de difficulté : on le noie dans le plâtre et le matelasse d'étoupe plâtrée, d'une épaisseur proportionnelle à l'urgence. Ainsi, le tympan de la chapelle archiépiscopale éventrée, l'*Adoration des Mages*, qui a échappé par miracle, eût échappé naturellement. Ce traitement eût été appliqué au célèbre chapiteau des Vendanges, si on avait pu

y monter, au Couronnement de la Vierge, au linteau du sein d'Abraham, au piédestal du Beau Dieu et surtout à cette façade intérieure occidentale, inestimable, avec ses statuettes délicieuses, dans leur niches, qui ont été non pas frappées, mais corrodées, brûlées et que le plâtrage étoupé eût sauvé !

Voilà l'œuvre de salut possible, au 13 septembre. Nous aimons l'art, platoniquement dans le sens que les femmes et collégiens attribuent à cet adverbe : il faut l'aimer positivement, le servir, le défendre par des actes virtuellement conservateurs. A chacun les soins de son propre amour. Dans les catastrophes, et dans la pire, qui est l'invasion, on ne doit pas demander à des bureaucrates de Paris, à des politiciens, ni à la préfecture, ni à la mairie de se constituer en garde esthétique et monumentale. Ces fonctionnaires ont leur devoir, déjà complexe et écrasant.

La guerre nous a surpris ; la dévastation également. Ni l'une, ni l'autre ne sont finies ; il tombe des bombes sur Amiens, elles tuent des femmes et des enfants, demain au lieu d'une buraliste, ce sera le *Beau Dieu* ou *l'Ange du méridien* qui mourra. Laon avec ses hautes tours sera une merveilleuse cible pour la rage de l'ennemi, battant en retraite. Et Noyon ? Qu'on créé un corps de sauveteurs monumentaux, non pas dans chaque ville menacée. Grâce à Jeanne et à Geneviève, nos édifices en danger se comptent. Qu'on créé un corps central à Paris : une simple équipe d'hommes non mobilisables, capables de faire les déménageurs et les plâtriers, et qu'on donne à leurs chefs un droit de réquisition, et l'autorité nécessaire, pour se faire livrer sur place et sur l'heure, les cordes, les échelles, les voitures, le plâtre.

Un mois à peine avant la guerre, a été fondée sous le titre de *Croix de Pierre*, une Croix Rouge monumentale, association ayant pour objet, le secours immédiat aux édifices nationaux non classés. Présentée aux artistes des deux grands Salons cette œuvre a obtenu l'adhésion unanime. Elle s'organisait sans hâte, puisqu'on était en été, époque de dispersion ; la guerre a éclaté, arrêtant toute autre vie que celle de la défense. Mais, faut-il beaucoup de monde, et des facultés spéciales pour constituer cette équipe ? Sans doute, des maçons et déménageurs professionnels vaudraient mieux que des esthètes ; cependant le zèle, la conscience profonde de l'œuvre pie, ce qu'on appelle les valeurs morales, permettraient de mobiliser à la fois des hommes mûrs et des jeunes gens, d'une honorabilité indiscutable ,car il s'agit de toucher à des trésors, et le chef devrait avoir les mains libres, aussi libres qu'un capitaine sur un navire en détresse. Une telle entreprise ne saurait être qu'officielle : il appartient à l'Etat de la réaliser. Je me suis proposé de montrer que le désastre de Reims eût été amoindri, en appliquant ces mesures.

La très douloureuse expérience nous apprend qu'il ne faut pas mettre des blessés, ni des drapeaux de la Croix Rouge sur les monuments ; des civilisés et des chrétiens ont pu l'ignorer. Ce qu'un simple pompier sait bien, c'est qu'un échafaudage, comme celui qui existait à la tour nord-ouest, de la paille et des chaises, sont des éléments d'incendie ; et que là où on craint la déflagration des bombes, il faut, à tout prix, ouvrir les portes et les baies, pour obvier à la poussée des gaz subitement répandus.

L'idée de transporter 63 blessés allemands pour assurer la protection de la cathédrale, manifeste l'ingénuité française et quand on nous dépeint l'archevêque et l'abbé Chinot,, ne s'occupant que des blessés allemands, guidant leur fuite et les défendant de l'animosité de la foule, je n'admire qu'un fait, c'est qu'aucun homme n'est capable de sortir de sa spécialisation. La défense des chefs-d'œuvre incombe donc à ceux, pour qui la vie d'un monument vaut plus que celle des Boches. A chacun son métier ; pour que les cathédrales soient bien gardées, il ne faut se fier ni aux militaires, ni au clergé ; leur idéal que je vénère certes, n'est pas celui de la Beauté; et elle mérite d'avoir sa garde propre.

Préserver, premier devoir : restaurer ensuite ! Qu'on ait écrit contre la restauration de Reims et de Soissons, n'est-ce pas inconcevable ? Les ruines ont trouvé des amants subits : ils se sont souvenus de la Cour des Comptes, pittoresque en son abandon et qui en son entier ne fut jamais qu'une bâtisse. Selon ces étranges esthètes, les ruines sont nécessaires, pour que l'oubli ne se fasse pas et qu'on mène les enfants des écoles devant elles ! Quelqu'un a préconisé une Notre-Dame de Reims neuve à côté de l'ancienne, sans estimer ni les millions, ni l'absurdité de renoncer à l'aimantation séculaire. Y a-t-il sous ces vues une autre très perverse, de désaffecter une cathédrale, sous prétexte patriotique !

Il faut restaurer Reims : c'est chose aisée, sauf pour les vitraux. La Presse a donné une analyse chimique du verre coloré médiéval par M. Chesneau. J'ajouterai une légère contribution à son étude. *La profondeur de certains tons était obtenue par des couches de couleur ajoutées au pinceau.*

Providentiellement, M. Deneux, dans sa jeu-

nesse dessina minutieusement les pièces à chevron, l'admirable charpente du comble, destinant à une monographie ce pieux travail qui servira à la restauration.

Pour les statues, nous possédons des moulages qui, durcis et patinés, tiendront la place de la Reine de Saba, de Thierry et de Rémy, tandis que les originaux méconnaissables formeront les premiers éléments du musée archéologique, anéanti parce qu'on ne l'a pas déménagé. Pour l'ange, à droite de Saint-Nicaise, il n'a perdu que la tête et un avant-bras. L'irréparable, en dehors des verrières, se trouve au revers du grand portail. Les statues ne sont pas brisées, mais brûlées : et quelles statues, des chefs-d'œuvre en petit format. Quel parti prendre ? Il faudrait y réfléchir sur place, mais quelle rancœur de songer qu'avec quelques sacs de plâtre, ces merveilles seraient intactes. Il n'y avait qu'à les plâtrer, pour les sauver !

On ne doit pas oublier que Saint-Rémy, qui serait une digne cathédrale de Reims, si Notre-Dame n'existait pas, a beaucoup souffert.

Quant à la cathédrale de Soissons, dès le 15 janvier, sa voûte était percée et une des grandes colonnes de la grande nef détruite. La tour et le portail furent bombardées, le cloître très endommagé. Et depuis, le désastre n'a pu qu'augmenter. Les flèches de Saint-Martin-des-Vignes sont à bas et c'était une des plus belles ruines de France.

La restauration d'Arras est une autre question : la cathédrale ne valait rien : mais le « parlouër aux bourgeois », comme on disait déjà, sous Philippe-Auguste, la maison municipale, avait une importance. Les trois rangs de lucarnes de son comble, son étage à fenêtre ogivales avec des oculi rosacés dans les intervalles, formaient un ensemble caractéristique. Noyon, aux ornements mutilés, Orléans, Compiègne et Douai dénaturé, Saint-Omer détruit, Béthune réduit à son beffroi et Dreux avec sa seule tour Saint-Quentin imitée d'Arras, même, laissent à l'Hôtel de Ville d'Arras la première place : car, ce genre de monument, qui marque l'extinction de la féodalité, ne s'élève pas en France, avant le XVe siècle.

L'Hôtel de Ville, s'élevait sur la petite place, bordée d'anciens logis ; mais la ville de Jean Bodel possédait une Grand'Place de trois hectares de surface, entièrement entourée de maisons anciennes de tous les styles, depuis le XIVe jusqu'à la fin de la Renaissance, qui ajoutées aux cinquante-deux habitades de la petite place, formaient un ensemble unique, une véritable Nuremberg, plus connue et admirée des étrangers que des Français. Mais, je doute que la reconstruction soit possible : ele ne serait pas fidèle, en tout cas, vu la bigarrure et le disparate de toutes ces façades. Il y a des sinistres d'art à cette heure tragique, il faut des sauveteurs spéciaux. Les sapeurs pompiers commandés par un chef compétent feraient bien l'office : mais que de probabilités qu'ils soient occupés ailleurs. Or, nous sommes désormais avertis des procédés allemands. Dès qu'ils cèdent du terrain, ils se vengent sur les monuments ; Laon et Noyon, pour ne citer que deux noms, seront en péril au moment de leur retraite. Qu'on y songe, en haut lieu.

En comptant l'attentat sur Notre-Dame, avec Strasbourg, Metz, Soissons, Reims est la cinquième victime en omettant Senlis qui n'a été qu'écornée. Cela suffit à nous avertir, ou bien nous mériterions notre sort. N'oublions pas que sur ce terrain sacré, il n'y a point de représailles possibles : d'abord parceque l'Allemagne ne possède pas de cathédrale comme Reims ou même Laon ; ensuite, parceque nous serions devenus nous-mêmes des Boches, c'est-à-dire des monstres, si nous touchions aux pierres qui appartiennent à l'humanité par leur beauté. Les coups qu'on ne peut pas rendre, il faut les parer. Si les héros de la tranchée avaient le temps de répondre à une interrogation, ils affirmeraient qu'ils tuent et qu'ils meurent non seulement pour la terre et la race, mais aussi pour que les beautés qui couvrent cette terre demeurent, et que l'œuvre immortelle des ancêtres soit rachetée de la dévastation, au prix du très précieux sang de leurs veines; et c'est bien le moins qu'on les aide, avec quelques charrois opportuns et quelques plâtrages préventifs !

PÉLADAN.

LES DERNIERS FRANÇAIS A MENTALITÉ ALLEMANDE

Je ne crains pas d'inscrire ce titre — car il en reste encore, vous ne l'ignorez pas — non pas très nombreux, il est vrai, mais très résistants à coup sûr, et qui gèrent ou croient gérer leurs propres affaires, en tentant d'opposer une digue au flot qui bientôt va les emporter. Soutenir ouvertement l'Allemagne, évidemment ils ne l'oseraient pas... qui donc aujourd'hui l'oserait ? Mais ils savent un moyen détourné d'atteindre au même résultat...

et le Pacifisme à outrance, c'est-à-dire la Guerre à la Guerre, ou la Paix conclue à n'importe quel prix..., pourvu que ce soit la paix : tel est le drapeau que, sournoisement ils agitent, car ils savent, d'intuition sûre, que dans la défaite allemande, c'est leur propre défaite qu'ils vont contempler. Pour eux, il est trop tard : ils ne peuvent plus tourner bride : Le poète Schiller, l'auteur des *Brigands*, ne l'a-t-il pas dit, avec une prescience magnifique de l'actualité présente : « — Le *châtiment d'une mauvaise action*, c'est qu'elle *continue fatalement à engendrer d'autres mauvaises actions*, qui sont pires encore ! » Quel épigraphe au drame de 1915 !

Où se recrutent-ils principalement ? Dans quel milieu ? La réponse est aisée. Dans les milieux où dominait jusqu'à l'hypnotisation le prestige de la Science allemande. Nous les vîmes, à la façon d'une bande, occuper, puis régenter la Sorbonne. Leurs tranchées à eux, c'est l'amas des fiches d'où ils fulminent contre leurs adversaires, car plus que tous autres ils ont la mentalité théologique, et leurs méthodes sont pour eux des dogmes aussi assurés que ceux du Vatican, croyants à rebours, qui ne croient qu'à *leur Science*. Leurs proclamations, ce sont, rédigés en leur jargon sociologique, des appels à ces « équipes de travailleurs », « occupés aux travaux pratiques », « dans le laboratoire de la philologie française », et de qui la tâche est « d'apporter leur pierre à l'édifice de la Science ». Je n'ajoute pas un mot ; je me contente de rapprocher.

A leur « équipe », — puisqu'ils aiment le mot —, viennent se joindre les derniers tenants de l'esprit Dreyfusard, non point, qu'on ne s'y trompe pas, ceux qu'une indignation sacrée animait contre une iniquité possible (1), mais ceux qui, dans une aventure lamentable, ne virent qu'une occasion sans seconde d'atteindre l'armée, c'est-à-dire l'ultime rempart de la France, ceux qui faisaient cortège à Monsieur Bergeret, s'extasiant à la profondeur de ses prophéties. On se rappelle la plus saisissante et qui, le mieux, prouve les facultés intuitives du prophète : « — Voilà des gaillards avec lesquels il ne fallait pas plaisanter. Ils eussent été capables d'embrocher, à défaut d'ennemis, une douzaine de leurs supérieurs. *Tel est le tempérament des héros. Mais Dumanet n'est point encore un héros. La Paix n'en forme point.* Le sergent Bridoux n'a rien à craindre dans le quartier paisible. Toutefois, il n'est pas fâché de se dire qu'un homme ne peut lever la main sur lui sans être fusillé en musique. »

*
* *

Leur châtiment, ce sera, c'est déjà, faut-il le dire, d'assister impuissants au triomphe de leurs adversaires ; car la plus belle originalité de cette guerre sans précédent, ce sera, comme suite à l'écrasement des instincts brutaux et du plus déprimant matérialisme qui jamais ait paru dans le monde, la renaissance d'un Idéalisme vengeur qui donnera leur maximum de jeu aux puissances de vie. C'est ainsi qu'à la sortie d'un marais pestilentiel, nos poumons se dilatent s'ils peuvent respirer l'ozone des sommets. Eux aussi représentent la matière, la matière qui alourdit et étouffe la pensée sous la marée montante du document. A eux s'applique merveilleusement le mot profond de Nietzsche sur l'abus du Scientisme, ce Nietzsche qui les connaissait bien, et qui, définissant les méthodes allemandes, flagellait par surcroît leurs imitateurs, les derniers Français à mentalité allemande :

« Quelle atmosphère règne parmi ces savants, quelle spiritualité vide, satisfaite et attiédie ! Depuis dix-huit ans je ne me lasse pas de mettre en lumière l'influence déprimante de notre scientifisme actuel sur l'esprit. Le dur esclavage à quoi l'immense étendue de la Science condamne aujourd'hui chaque individu est une des raisons principales qui fait que des natures aux dons plus pleins, plus riches, ne trouvent plus d'éducations et d'éducateurs qui leur soient conformes. Rien ne fait plus souffrir notre culture que *cette abondance de portefaix prétentieux* et *d'humanistes fragmentaires.* »

Ah ! le beau trait et comme il porte au défaut de la cuirasse ! Car ce Nietzsche, en qui les représentants du « Trop de Zèle » ont voulu voir exclusivement le père de *Zarathoustra*, est aussi, ne l'oublions pas, l'auteur du livre admirable : *L'Origine de la Tragédie*, et c'est en vain, c'est même un peu niaisement qu'on veut l'embrigader, ce libre esprit, dans la corporation des laquais du Kaiser, où l'on voudrait aussi comprendre Gœthe, avec l'immensité de son œuvre ! Tout cela est ridicule et fait pour déconsidérer une méthode : c'est du travail d'avocat, et rien de plus contraire à la critique que les procédés d'avocat !

Après la Sorbonne qu'ils avaient envahie et qu'ils occupent encore, leur ambition visait plus haut, jusqu'à l'Institut qu'ils avaient rêvé d'envahir et d'où leur autorité se fût imposée plus sûre-

(1) C'est ici le cas de rappeler l'heureuse formule que l'on prête à M. Joseph Reinach : « Je suis pour Dreyfus, contre le Dreyfusisme »

ment. Mais la place était bien gardée : on leur fit savoir qu'ils perdraient leur temps à se dépenser en courbettes et qu'ils devraient s'en tenir à la formation de la jeunesse. « Il *convient*, Messieurs, de *nettoyer vos instruments avant de vous en servir.* » Ainsi s'exprimait un des leurs, professeur d'histoire, qui avait l'audace de critiquer Fustel de Coulanges, en recommandant à ses élèves de n'utiliser que des textes sûrs. Tel autre disait à un jeune étudiant qui lui proposait un mémoire sur quelque point de l'*Ethique* de Spinoza : « — Soit ! mais surtout pas d'interprétation ! »

Telle était la qualité d'esprit de ceux qui s'ingéniaient à la formation de la jeunesse française. Triple essence de pensée allemande, qui eût fini par empoisonner l'âme française, si celle-ci pouvait jamais s'abandonner complètement ! Dieu merci, l'âme française a du ressort, et comme le constate un des plus illustres parmi nos adversaires : « — Aucun peuple n'a chaque fois réparé aussi vite les suites d'une catastrophe nationale ; aucun n'a retrouvé, avec la même aisance, le ressort, la confiance, et l'esprit d'entreprise, après de cruels mécomptes et des défaites écrasantes » (1).

Ils assisteront donc impuissants à la réviviscence de l'âme nationale, et ce sera la condamnation d'un effort où chacun d'eux, dans sa « spécialité », s'était manifesté comme un représentant du génie malfaisant qui voulait asservir l'intelligence française en l'humiliant sous le joug étranger. Ils n'auront même pas à esquisser le geste du naufragé qui s'accroche à l'épave, car le vide se fera autour de leur chaire et ils ne seront plus que la voix sans écho qui prêche dans le désert. Pur châtiment pour ceux que l'orgueil affolait au point de les rendre aveugles et sourds à tout enseignement qui n'était pas *leur science* — celle que tous les authentiques génies, un Claude Bernard, un Pasteur, un Poincaré, eussent condamnée et méprisée ! Et par là ils auront une fois de plus vérifié la parole du grand Gœthe s'appliquant à leurs maîtres : « L'Allemand est capable dans le détail, mais piteux dans l'ensemble. »

PAUL FLAT.

(1) Prince DE BULOW : *La Politique Allemande.*

LES ÉCHECS DE LA DIPLOMATIE ALLEMANDE

La diplomatie allemande n'en est plus à compter ses échecs. Il est certain qu'elle a été moins heureuse en 1914-1915 qu'en 1870-71, et qu'à aucun point de vue, Bethmann-Hollweg n'a pu s'égaler à Bismarck. Le chancelier actuel a tout simplement abouti à réaliser les craintes extrêmes de son grand prédécesseur, — à provoquer la coalition que tous les Allemands dotés de quelque bon sens prévoyaient depuis des années.

Le plan diplomatique, que Bismarck avait poursuivi toute sa vie, était d'une extrême simplicité ; il consistait à isoler la France de la Russie, à lier solidement l'Italie à l'Autriche, à neutraliser l'Angleterre. L'Allemagne ne pouvait exercer la domination européenne, qu'il lui assignait, qu'à condition de limiter ses ambitions et de ne mécontenter personne. Par la force des choses, ce programme était déjà ruiné, à l'heure où le véritable fondateur de l'Empire quittait le pouvoir, blessé, déçu et mécontent, il y a 25 ans. Mais l'alliance franco-russe, dont la proclamation n'allait plus tarder, et dont le chancelier de Fer avait pu percevoir, dès 1875, les phénomènes préliminaires, faisait cesser l'isolement de la France, sans accumuler les dangers contre l'Allemagne. En réalité, ce fut la pratique de la « politique mondiale » (que Bülow a essayé de justifier en des pages connues), qui précipita les événements. — La menace, que le Bagdad constituait pour les intérêts asiatiques de l'Angleterre, la création de la grande flotte de von Tirpitz, tout un ensemble de faits, d'initiatives germaniques, déterminèrent à la fois le rapprochement anglo-russe et l'effondrement total de l'Europe bismarckienne. La Triple-Alliance avait déjà manifesté sa fragilité, à la conférence d'Algésiras, lorsque Visconti Venosta, le premier délégué italien, votait avec la France, et plus tard, durant la guerre de Lybie, lorsque l'Autriche, par une sommation brusque, interdisait toute attaque du littoral albanais au duc des Abruzzes. Tous les chanceliers successifs ont eu leur responsabilité, aux côtés de Guillaume II, dans le général revirement qui se produisait contre l'Empire. Plus ils cédaient au courant pangermaniste, qui est demeuré longtemps en profondeur avant de venir en surface, plus ils multipliaient les intrusions intempestives, plus ils marquaient de dédain pour le maintien de la paix continentale, — et plus ils engendraient au dehors de méfiances et de rancunes. Il y a huit ans déjà, le professeur Delbrück,

un conservateur de vieille roche pourtant, et qui affirmait le droit d'hégémonie de son pays, exprimait sa crainte d'une coalition éventuelle. Les éléments de cette coalition étaient prêts. Il devait revenir à M. de Bethmann-Hollweg de réaliser l'encerclement de l'Allemagne, de grouper définitivement contre elle les peuples dont elle compromettait sans cesse la liberté, et dont elle froissait les aspirations. Bismarck voulait neutraliser l'Angleterre, et l'Angleterre a pris les armes aux côtés de la France et de la Russie. Bismarck voulait associer les forces de l'Italie à celles des deux Empires du centre, et l'Italie a déclaré la guerre à l'Autriche. Bismarck avait profité des froissements russo-roumains pour annexer la Roumanie à la Triplice, par une convention latérale, et la Roumanie qui devait inquiéter la Russie sur sa frontière du sud-ouest, proclamait sa neutralité, dès l'ouverture de la crise, en attendant que son évolution se fît plus complète.

Au mois de juillet 1914, l'Allemagne était prête militairement : elle avait transformé son armée par une série de lois successives, de façon à utiliser toutes ses réserves d'hommes qui étaient énormes ; elle s'était dotée d'un matériel d'artillerie considérable et varié : les lignes stratégiques qu'elle avait multipliées, sans compter, à ses frontières occidentale et orientale, lui permettaient d'opérer, en un minimum de temps, sa mobilisation et sa concentration ; elle avait tout prévu : la guerre aérienne et la guerre sous-marine, auxquelles elle comptait donner un développement inattendu et impressionnant.

L'Allemagne était prête industriellement. S'il n'était plus exact que la conquête armée fût son seul mode d'activité — (puisque depuis 44 ans, elle n'avait pas rompu la paix), elle avait mis toutes ses ressources économiques, ses facultés de création et d'assimilation au service de cette conquête armée. La puissance de ses industries — surtout de ses industries métallurgiques et chimiques — allait être, pour ses états-majors, un inappréciable auxiliaire. Tant que les matières premières ne lui feraient point défaut, elle renouvellerait ses munitions et les prodiguerait jusqu'au gaspillage. Ni l'outillage mécanique, ni l'outillage humain ne lui manquaient, et l'armée de spécialistes qu'elle avait constituée n'était pas inférieure, toutes proportions gardées, à celle qui combattait sur le front.

L'Allemagne était prête financièrement : du moins elle s'était mise en mesure de parer à une lutte de quelques mois, la seule qu'elle eût conçue. L'expérience d'Agadir lui avait servi de leçon. Nous savons, par les déclarations des grands banquiers de Berlin, de Dresde, de Darmstadt, que la Chancellerie avait exigé d'eux, bien des semaines avant la semaine dramatique de juillet, qu'ils eussent en mains toutes leurs disponibilités. Dans la suite, la faiblesse financière de l'Empire s'est marquée et s'accusera de mieux en mieux ; mais au début, toutes les mesures utiles avaient été, de fait, adoptées.

L'armée, l'industrie, la finance ont accompli la tâche qui leur avait été assignée. La diplomatie n'a point joué son rôle ; ou mieux, elle l'a si mal joué qu'elle a enregistré une série d'échecs toujours aggravés. L'Allemagne n'avait chance d'être victorieuse finalement, que si elle n'était pas tout à fait encerclée. Ses diplomates avaient pour mission naturelle et logique de sauvegarder les alliances conclues par l'Empire, de maintenir les neutralités qui lui étaient profitables. Or nous savons que, malgré eux, la coalition s'est faite, s'est renforcée, et qu'elle doit s'accroître encore d'éléments nouveaux.

Pour préciser les sentiments qu'ont éprouvés les ambassadeurs et ministres germaniques dans les différentes capitales, au fur et à mesure qu'ils y percevaient une hostilité violente ou latente, seul le mot stupeur convient ; le mot surprise serait insuffisant. Les uns voyaient s'écrouler, en un jour, l'édifice qu'ils avaient ou croyaient avoir échafaudé ; les autres, à une sommation qu'ils supposaient d'avance acceptée, recevaient une réponse, qui les forçait au départ. Ils s'étaient fait une telle idée de la puissance teutonne dans le monde, que jamais ils n'avaient appréhendé l'échec possible d'une injonction ou d'une requête émanées de Berlin.

L'ambassadeur allemand à Pétrograd (c'était encore Pétersbourg) était, en cette fin de juillet 1914, qui comptera parmi les moments les plus tragiques de toute l'histoire, — M. de Pourtalès, Ce diplomate, qui était remarquable par sa grande fortune, par ses relations mondaines et par son front à deux étages, avait connu, dans la capitale russe, — tour à tour la méfiance et la sympathie. Au moment de la crise qui suivit l'annexion de la Bosnie, et qui faillit déjà incendier l'Europe, il avait remis un premier ultimatum au Tsar. La Russie avait estimé alors qu'il valait mieux reconnaître le fait accompli que déchaîner la guerre : elle céda, puis un rapprochement s'étant opéré entre les deux chancelleries, M. de Pourtalès avait retrouvé quelque faveur à la cour de Nicolas II. Il s'imaginait sûrement, l'été dernier, qu'il pouvait renouveler sans péril son geste de 1909 : il avait coutume de répéter partout, comme d'ailleurs Berchtold, le ministre des Affaires étrangères austro-hongrois : « La Russie n'est

pas prête ; elle se désintéressera encore une fois de l'affaire serbe. » Cette confiance était excessive ; lorsque le 31 juillet, il apporta sa sommation à M. Sasonof, ce dernier lui fit savoir que le sentiment public lui interdisait de reculer. M. de Pourtalès fut soudain si ému qu'il pleura abondamment, à la pensée des effroyables calamités qui allaient fondre sur le monde et dont il avait été l'annonciateur. Avec un peu de discernement, — à supposer qu'il fût sincère, — il aurait compris, en lisant à la chancellerie russe son injonction blessante, qu'il prenait l'initiative de la rupture.

Le ministre allemand à Bruxelles, M. de Below-Sasske, ne versa point de larmes, mais il marqua un étonnement profond, le 2 août, quand la Belgique refusa d'ouvrir sa frontière aux armées du Kaiser. Il s'était bercé, tout comme Bethmann Hollweg, de cette illusion, que les Belges pacifiques se rangeraient sur le passage des uhlans, et même les salueraient de quelques acclamations. Vivant à Bruxelles, depuis plus de vingt mois, il ignorait tout de l'âme du pays où il résidait. Du moment qu'on demandait, au gouvernement du royaume, l'autorisation de violer sa neutralité, cette autorisation devait être accordée sur le champ ! Comment un petit peuple résisterait-il à l'Empire ? Comment les quelques divisions, qui étaient chargées de garder Liège, Namur et Anvers, tenteraient-elles d'arrêter les nappes immenses de l'invasion germanique ? Lorsque MM. de Brocqueville et Davignon, d'accord avec tous les partis, déclarèrent à M. de Below-Sasske, que la Belgique défendrait le passage de la Meuse, il dut croire à l'une de ces grosses mystifications, dont les Wallons ont le secret. Puis ayant éprouvé que l'affaire était sérieuse, il leva les bras au ciel. Qui donc eût pu deviner ?...

M. de Schoen, qui avait succédé à Paris au prince Radolin, devenu écuyer tranchant de Guillaume II (étrange fin de carrière !) ne s'était certes pas mépris sur les sentiments de la France. Il est même le seul diplomate allemand, avec Tchirski, l'ambassadeur à Vienne, — l'inspirateur du fameux ultimatum du 23 juillet, — qui ait vu clair tout de suite dans les préliminaires de la crise. Ce fils d'un gros industriel enrichi et anobli, ne se piquait point de sympathie pour la France : il était aussi trop sceptique pour la détester particulièrement : il ne hâta rien, mais n'empêcha rien. On ne saurait dire, pour celui-ci, qu'il ait subi une défaite, car il n'avait jamais essayé — et pour cause, — de séduire l'opinion du pays où il était accrédité.

Je n'en dirai pas autant de son collègue de Londres, le prince Lichnowski. M. de Bethmann Hollweg, au cours de la « scène » historique qu'il fit, le 4 août, en son propre cabinet, à l'ambassadeur britannique, Goschen, a proclamé hautement que tous ses efforts avaient visé à défendre les rapports entre le Royaume-Uni et l'Empire. Etait-il sincère ou non ? Ce n'est pas le lieu de discuter ce problème délicat. Toujours est-il qu'en fait, le prince Lichnowski, envoyé dans la capitale britannique, en remplacement du seul grand diplomate de l'Allemagne contemporaine, M. de Marshall-Bieberstein, mort prématurément, avait reçu mandat de dissiper les méfiances du Foreign Office. A cette fin, il s'était fait seconder par un conseiller riche, insidieux, entreprenant, et qui ne redoutait pas de nouer des rapports avec les milieux les plus divers, M. de Kuhlmann. C'est ici surtout que s'est manifestée l'imprévoyance de la diplomatie d'outre-Rhin. MM. de Bethmann Hollweg et Lichnowski s'étaient imaginé que pour quelques bonnes paroles, — en échange de promesses fallacieuses, le cabinet de Londres laisserait le gouvernement germanique déchirer les traités, envahir la Belgique, bouleverser l'Europe à son profit. Si le chancelier avait connu tant soit peu l'esprit anglais, si le prince Lichnowski n'avait pas vécu dans un rêve, l'Allemagne se serait épargné la formidable déconvenue qu'elle éprouva au début même de la guerre. Celle-ci commençait à peine, que la diplomatie de Guillaume II enregistrait deux défaites, dont l'une était irréparable : la résistance Belge et l'intervention armée du Royaume-Uni.

Mais l'Italie réservait à cette diplomatie le plus douloureux de tous ses désastres. Dès la fin de juillet, M. di San Giuliano faisait savoir à Berlin qu'il ne s'associerait pas aux deux Empires du Centre. Quelques jours après, il publiait officiellement sa neutralité. Mais l'opinion italienne, après avoir réclamé, à l'origine, la déclaration de cette neutralité, inclinait de plus en plus à une coopération avec la Triple-Entente. La Wilhelmstrasse n'attacha pas grande importance à ce courant populaire, tant elle avait de confiance dans le prestige des armes germaniques. Toujours dédaigneuse des grands mouvements nationaux, elle pensa sauvegarder tous ses intérêts par un simple changement de personne. Elle rappela M. de Flotow, qui n'était point un homme de premier plan et le remplaça par M. de Bülow qui, ex-chancelier, mari d'une Italienne de grande famille, presque Romain d'adoption, devait exercer sur la Consulta une action irrésistible. L'incapacité de la diplomatie d'outre-Rhin allait s'illustrer à Rome de façon singulière. Bülow lui-même s'est-il fait quelque illusion sur l'efficacité de ses démarches ?

Il est possible qu'il ait accepté la mission qu'on lui assignait, comme une entreprise désespérée et susceptible, au cas improbable d'un succès, de le replacer au premier plan. Mais Bethmann-Hollweg et ses collaborateurs immédiats s'étaient convaincus de l'impuissance de l'interventionnisme italien. Si cette conviction n'avait pas été aussi profondément enracinée en son esprit, le chancelier n'eût pas manifesté une si violente colère en apprenant la rupture entre la Péninsule et l'Autriche.

Ailleurs encore la diplomatie allemande n'a obtenu que des avantages temporaires, ou éprouvé des échecs caractérisés. A Bucarest, M. de Waldhausen n'a pu obtenir, en dépit de l'appui ostensible du roi Carol, que le Cabinet Bratiano exécutât la vieille convention qui liait la Roumanie aux empires du Centre. Sacrifié, il a été remplacé par M. Von der Busch, qui n'empêchera pas la nation roumaine de remplir ses destinées historiques. A Athènes, M. de Myrbach, qui a été substitué à M. de Quadt s'est félicité de la retraite de Venizelos, mais ce succès apparut tout de suite bien précaire. A la Haye, M. de Muller a si peu abouti à entretenir la germanophilie, qu'on lui a reproché la timidité de ses moyens et qu'on a donné sa légation à M. de Kuhlmann, l'ex-coadjuteur du prince Lichnowski.

C'est à peine s'il est besoin de parler de Washington, où le comte Bernstorff — assisté de M. Dernburg, l'ancien ministre des Colonies, — a senti le poids d'une impopularité, d'une hostilité méprisante, qui allaient en grandissant de semaine en semaine. D'un bout à l'autre de l'univers civilisé, la diplomatie allemande n'a guère connu que des déceptions accablantes ; elle était la victime à la fois de la politique brutale, agressive, meurtrière, qu'elle avait consciemment servie, et de son défaut total de psychologie, de son absence de tact et de compréhension. Taine reprochait aux conventionnels d'avoir légiféré pour un homme idéal, pour un citoyen abstrait. Cette diplomatie allemande traitait tous les peuples comme s'ils eussent été de mentalité germanique.

Elle ne se recrute pourtant plus exclusivement dans cette caste de hobereaux qu n'ont rien appris, ni rien oublié. A côté de grands seigneurs qui doivent tout à leur origine, on y rencontre des rôturiers fraîchement anoblis, sortis de la haute industrie ou de la haute banque, c'est-à-dire des couches sociales nouvelles, que Guillaume II voulait associer à l'exercice du pouvoir. Dernburg qui a été adjoint à Bernstorff, à Washington, avait été un grand brasseur d'affaires, tout comme Ballin dont le Kaiser songea, paraît-il,, à faire un chancelier. Mais tous, que leur particule fût antique ou récente, qu'ils vinssent de la féodalité terrienne ou du milieu financier, affichaient en leurs procédés la même désinvolture blessante, le même mépris des sentiments élevés, qui parfois animent les collectivités humaines.

Ces procédés se sont d'ailleurs diversifiés à l'infini, car la diplomatie teutonne apporte, dans l'astuce, une exceptionnelle fécondité. Partout les agents impérieux font sonner la puissance de l'Empire, sa force militaire, ses victoires passées ; ils affectent, le cas échéant, plus de morgue hautaine que n'en marquèrent jamais les proconsuls romains. Qui n'a pas vu le prince Radolin, d'ordinaire souriant, monter le grand escalier du quai d'Orsay, aux heures de crise, n'a rien vu. De l'arrogance à la menace, il n'y a qu'un pas et que les ambassadeurs allemands franchissent aisément : l'ultimatum est pour eux une pratique quasi-normale. Mais ils ne reculent pas davantage devant les achats de conscience, devnt la corruption systématique d'une certaine presse : demandez-le à Bulow qui fit surgir les journaux à la dizaine du Nord au Sud de l'Italie, à von der Busch qui inonde Bucarest de fausses nouvelles, à Bernstorff et à Dernburg qui ont dépensé 25 millions aux Etats-Unis en quelques mois. Ces diplomates vont plus loin encore : ils ne se servent pas seulement des personnalités allemandes qu'ils trouvent à portée, le roi ou la reine à Athènes, à Bucarest, à Sofia, — les grands financiers à Londres et à New-York,— les industriels et les commerçants à Amsterdam et à Copenhague : ils dirigent, dans certaines capitales, des coteries parlementaires, en s'efforcant, par tous les moyens, de renverser les ministres qui sont favorables à la Triple-Entente. Ils ont réussi à éloigner temporairement Venizelos, s'ils ont échoué, devant la résistance de Salandra : ils ont repris la tactique du Sénat de la Rome antique dans les Etats vassaux ; seulement ils opéraient dans des Etats libres.

Imprégnés de pangermanisme, incapables par suite de comprendre les ressorts qui faisaient agir les nations, ils ont blessé le sens du droit, la passion de la liberté qui demeuraient intactes dans les masses : par leurs intrusions impudentes dans la vie interne des peuples, ils n'ont abouti qu'à surexciter l'hostilité générale contre l'Empire. Ils ne se sont pas bornés à échouer presque partout dans leur mission : ils ont été nuisibles à leur pays. L'Allemagne devra une large part de sa défaite à l'infériorité de sa diplomatie.

PAUL-LOUIS

LES COMMENTAIRES DE POLYBE

Notre collaborateur et ami, M. Joseph Reinach écrit en tête de la deuxième série des *Commentaires de Polybe*, qui paraît chez l'éditeur Fasquelle :

L'accueil bienveillant que la première série de ces *Commentaires* a reçu du public m'engage à lui donner une suite (1er janvier au 15 avril 1915). Je n'ai rien changé à ces pages écrites au jour le jour. Il ne m'a point échappé, en les relisant, que certaines assertions seraient à confirmer ou à atténuer. Mais l'intérêt de ce livre, s'il en a, ne saurait être que celui des rapides esquisses, prises sur le vif, qui servent plus tard à établir le tableau.

La probité de l'historien consiste à tenir compte de tous les documents, alors même qu'ils sont et, parfois, surtout quand ils sont contraires à ses préférences. Il n'a jamais le droit de dire avec Vertot, qui vient d'achever son récit du siège de Rhodes : « Mon siège est fait ». Il y aurait une improbité d'un autre genre à corriger des esquisses par les clartés venues d'événements subséquents. *Sint ut sunt, aut non sint*

Si bien documenté qu'il soit et si impartial qu'il cherche à être, l'historien ne fait jamais qu'approcher de la vérité, — d'assez loin. On a dit souvent que l'infériorité de la documention est, en quelque mesure, compensée pour ceux qui essayent d'écrire l'histoire de leur temps, par le choc direct des faits. Ils ont vu, de leurs yeux vu, les hommes et les choses. Ils ont respiré l'atmosphère du drame. « L'athénien Thucydide a écrit dans cette histoire comment les Péloponésiens et les Athéniens se firent la guerre ; il l'a commencée dès son origine, prévoyant sa grandeur et qu'en renommée elle surpasserait toutes les précédentes ; conjecture fondée sur ce que les deux parties s'y engageaient florissantes et fortes en préparation de tout genre. »

La véracité de mes trois « auteurs » principaux, le grand-duc Nicolas, le maréchal French, le général Joffre, s'est imposée à ceux des pays neutres dont la sympathie a le plus longtemps hésité. S'il leur est arrivé de se taire d'un peu de terrain perdu dont ils ne parlèrent qu'après l'avoir repris, c'est qu'il leur a paru nécessaire non pas de ménager une opinion dont la fermeté n'a fléchi à aucun moment, mais de ne pas fournir inutilement de la matière aux doléances de quelques quarterons de neurasthéniques et de stratèges en chambre. Au contraire, l'Allemagne elle-même commence à tenir son grand grand quartier général en quelque suspicion ; même, M. Harden a opposé aux hâbleries et aux imaginations des chefs allemands la stricte loyauté de Joffre.

J'ai eu constamment sous les yeux les communiqués allemands, autrichiens et turcs qui paraissent dans les journaux des pays neutres. Exercice excellent de sens critique. Ils auraient plutôt fourni des arguments au persistant « optimisme » qui m'a été quelquefois reproché.

Le jour où paraîtront ces lignes, les armées de nos alliés ou les nôtres auront subi peut-être quelque échec sur quelque point de l'immense champ de bataille qui s'étend à presque toute l'Europe, déborde sur l'Asie et sur l'Afrique. Vicissitudes inévitables de la guerre. La confiance de la Nation dans la victoire définitive et complète n'en sera ébranlée en rien. Dès la première heure, elle a reconnu d'un œil clair les raisons d'une certitude — que je n'ai pas craint d'appeler *mathématique*. — Ces raisons se sont fortifiées de jour en jour. Le soldat allemand est un puissant animal de guerre ; à nombre égal, une armée allemande n'est pourtant pas supérieure à la nôtre, à l'une quelconque des armées alliées. Et nous avons la supériorité du Nombre. Tenir pour assuré que, dans l'entreprise de domination universelle où ont échoué Charles-Quint et Napoléon, Guillaume II ne réussirait pas, ce n'était point méconnaître les enseignements de l'histoire. Et ce n'est pas de l'idéologie que de croire, obstinément, à la valeur combative de la Justice et du Droit, qui sont des aspects de la Vérité, et, pour parler comme Pascal, « au cours borné de la violence ». La Pologne renaît ; l'Europe va renaître. Les plus puissants parmi les plus puissants motifs d'action, ce sont toujours les conceptions idéales.

JOSEPH REINACH.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 13 — 1er ET 2e SEM. 53e ANNÉE 26 JUIN — 3 JUILLET 1915

L'AVENIR DE LA BELGIQUE

Est-il permis de parler de l'avenir quand le pré-
it nous obsède à ce point, et quand nous avons
is à peupler le passé de tant de regrets, sinon
remords

C'est presque toujours un jeu assez vain que de
ercher à prédire et même à prévoir, et en ce
ment-ci où tout est remis en question, il sem-
plus vain encore, Mais tant de problèmes s'of-
nt à notre attention, il est si évident que l'on
btient que ce qu'on désire avec force, qu'il n'est
ut-être pas inutile, même dans le tumulte des
nes, de rechercher ce que nous pourrons de-
nder à la paix tout en faisant, bien entendu, la
rt de l'immense imprévu qui pèse sur nos es-
ts.

Ce que nous pourrons demander à la paix ! Il
fit de nous poser cette question pour entrevoir
multiplicité et la complication des problèmes
i se poseront au lendemain de la guerre et l'uti-
é qu'il peut y avoir à déterminer avec le plus de
tteté et de franchise possible, les intérêts et les
pirations de chaque peuple. La tâche est loin
tre aisée et la difficulté s'accroît singulièrement
ce fait que les ambitions et les intérêts se com-
quent de revendications et de rancunes histo-
ques, de mille facteurs d'ordre sentimental dans
quels on a beaucoup de peine à voir clair.

Au premier abord, le problème belge paraît de
is le plus simple. Or, un examen même super-
iel, — tel qu'on peut seulement l'entreprendre
jourd'hui, — en montrant ce qu'il comporte de
ntradictions, d'antinomies et de difficultés de toute nature, suffit à faire entrevoir quelle sera l'énorme tâche du Congrès européen qui aura à refaire la carte de notre vieux monde et à en établir la nouvelle charte politique.

Le problème belge paraît simple. Né d'un accord pacifique et d'un sage compromis entre la France vers qui se tournaient les Belges libérés de la domination hollandaise, et les Puissances qui eussent préféré la guerre à la perspective de voir Bruxelles et Anvers villes françaises, le royaume de Belgique, déclaré perpétuellement neutre, s'est héroïquement sacrifié à son honneur, à ses obligations internationales, aux devoirs de cette neutralité qu'on lui avait imposée et en quoi il avait cru trouver de précieux avantages. Les nations qui se présentent devant l'histoire comme les protectrices du droit international lésé par l'agression allemande ont donc pour premier devoir de réparer le dommage fait à ce pays martyr, et de lui donner une juste compensation pour l'effort considérable qu'il a fourni et pour le service qu'il a rendu à la cause commune. Y manquer serait pour elles, un déshonneur et une déchéance.

Elles le savent. Dès les premiers jours de la guerre, elles ont proclamé spontanément que ce devoir de reconnaissance avait pour elles un caractère sacré et cette déclaration des gouvernements de la Triple-Entente a été immédiatement ratifiée par les peuples; tant en France qu'en Angleterre, les Belges ont rencontré une sympathie active et agissante qui laissera d'éternels souvenirs. Mais dès que l'on se demande quelle pourra être la nature de ce dédommagement, de cette compensation, les difficultés apparaissent.

Cette guerre est une guerre de défense et de libération. Elle a montré un aspect nouveau du vieux problème de l'équilibre européen ; alors que les principes et les politiques qui en furent autrefois les champions n'ont guère trouvé en face d'eux que l'ambition d'un roi, d'un empereur ou d'une dynastie, c'est cette fois toute une race enivrée jusqu'à la frénésie par la volonté de puissance qu'il s'est agi de combattre.

Il est apparu aux yeux des plus aveuglés que toute la nation allemande, depuis ses intellectuels les plus orgueilleux jusqu'aux derniers de ses prolétaires, était prise d'une ambition démesurée de dominer le monde entier et de lui imposer ses produits, ses méthodes, sa conception de la vie tout [illegible], ses lois. Il s'agit donc, non de détruire la nation allemande, car on ne détruit pas une nation qui veut vivre, mais de la ramener à la raison et de se garder à l'avenir du retour d'une frénésie qui paraît avoir chez elle quelque chose de congénital. De là, chez les Anglais et les Russes et tous les alliés, aussi bien que chez les Français, la conviction très arrêtée que cette guerre ne doit pas se terminer avant que l'on ait imposé à l'Allemagne des conditions assez dures pour la mettre pendant longtemps hors d'état de nuire, et une frontière assez solide pour qu'on puisse efficacement s'y défendre contre lui. La théorie du glacis est de Bismarck: dans les milieux politiques et parlementaires des nations alliées aussi bien que dans le public lui-même, on est de plus en plus d'avis que ce serait une duperie que de ne pas l'appliquer contre l'Allemagne.

Ce glacis, c'est la rive gauche du Rhin, territoire riche et peuplé, au partage et à la défense duquel il parut tout naturel de faire participer la Belgique.

Mais aussitôt que cette idée eut été produite assez discrètement d'abord, puis avec plus d'éclat, on constata non sans un certain étonnement dans les pays alliés qu'elle était accueillie très froidement par certains hommes d'Etat belges, et par une partie du public belge : celui-ci songeait tout au plus à réclamer, au lendemain de la victoire, quelques rectifications de frontière et se serait contenté volontiers d'une sérieuse indemnité de guerre.

Cette rare modération a son origine dans deux courants d'idées différents, mais d'autant plus forts l'un et l'autre qu'ils ont leur source dans les profondeurs du passé.

*
* *

La guerre a brusquement rapproché les deux races qui composent la nation belge ; Flamands et Wallons ont versé leur sang sur les champs de bataille avec un égal héroïsme ; ils ont compris soudain devant l'ennemi ce que le sentiment national a de puissant, d'impérieux et de nécessaire.

Eux qui, avant la guerre, n'étaient pas bien sûrs de former une nation, eux qui ne se souvenaient pas d'avoir fait ensemble de grandes choses dans le passé et qui ne savaient pas très bien s'ils voulaient en faire ensemble dans l'avenir, ont été secoués brusquement du plus magnifique élan de patriotisme qui se soit jamais emparé d'un peuple. Ce n'est pas le phénomène le moins étonnant de ce grand bouleversement où nous vivons ; l'âme belge, hier encore embryonnaire a été formée tout soudain par la guerre. Ce que près d'un siècle de paix, de prospérité et d'efforts administratifs n'avait pu faire éclore, est né en quelques semaines dans le tumulte des armes. Flamands et Wallons ont vraiment trouvé dans le roi Albert, le héros unificateur qu'on découvre toujours à l'origine d'une nation et en se serrant autour de lui, ils ont oublié leurs querelles. Mais ils savent que ces querelles sont d'hier et beaucoup d'entre eux, les plus généreux, les plus éclairés souvent, tout en bénissant l'union sacrée née du danger, vivent dans la crainte de voir renaître, après la paix, les anciennes divisions. Ils savent que si elles ont disparu dans la noble fraternité des tranchées, elles couvent toujours dans l'atmosphère inquiète et confinée de l'arrière. Ayant vu combien il est difficile de faire une nation unie de deux races différentes, ils se disent que l'introduction d'un troisième élément pourrait être un grave danger.

Certes, des annexés éventuels, on pourrait faire des citoyens de seconde classe, privés de droits politiques, des sujets, plutôt que des citoyens. Mais quel que soit le régime transitoire qu'on leur imposerait, on se dit que l'introduction de deux ou trois millions d'étrangers dans une petite nation de sept millions et demi d'habitants, pourrait avoir une influence désastreuse. Les Wallons surtout y semblent opposés, parce qu'ils craignent qu'avec ce nouvel appoint germanique, ils ne soient un jour écrasés entre leurs compatriotes flamands d'hier et leurs compatriotes allemands de demain. Enfin, le sentiment populaire répugne à l'idée de vivre sous un même pavillon avec les massacreurs d'Andenne et de Dinant, avec les incendiaires d'Aerschot et de Louvain. « La France, disent ces Belges, adversaires de toute annexion, est sans doute assez grande pour se risquer à englober quelques millions de sujets de langue allemande qu'elle pourra réduire à sa forte unité : la Belgique, non. Nous ve

nons de découvrir notre âme nationale dans les ruines qui couvrent notre pays ; dans le sang et les larmes, nous avons construit l'édifice moral qui permet aux nations de se maintenir et de se développer selon leurs lois propres. Nous entrevoyons notre maison commune de demain, plus claire, plus noble, plus élégante que celle d'hier. Ce n'est pas le moment d'y introduire une servante haineuse, qui ne cherchera qu'à brouiller le ménage et à se mettre en tiers dans l'association. »

A ces raisons, où l'on trouve un reflet de l'esprit à la fois timide et pratique qui a dominé l'opinion publique en Belgique depuis plus de cinquante ans, viennent se joindre d'autres raisons d'ordre plus général, moins précis et qui séduisent particulièrement les partis de gauche. La Belgique n'a pas de traditions conquérantes : elle n'a même pas de tradition militaire : les Wallons, au cours de l'histoire, ont fourni d'excellents soldats à l'Espagne, à l'Autriche, à la France ; les Flamands, dans leur résistance à l'étranger ou à leurs propres princes ont, en leurs annales, de sublimes faits d'armes. Ils viennent de montrer, les uns et les autres, de magnifiques vertus guerrières. Mais, jadis, aussi bien qu'aujourd'hui, ils ont trop souffert de la guerre pour aimer la guerre. Petit peuple, né d'hier à la vie politique, et dont la neutralité fut considérée à l'origine comme un gage de paix européenne, les Belges ont le respect, poussé jusqu'au fétichisme, du principe des nationalités et la crainte naturelle de l'esprit de conquête. Léopold II, naguère, tenta de lui insuffler une sorte d'impérialisme colonial qui, dans la pensée de ce grand souverain, leur eut donné cette fierté, cette confiance en soi-même qui a pour une nation jeune, la valeur d'une grande force de cohésion, mais il n'y réussit qu'à demi, parce qu'il s'est heurté d'une part à la timidité foncière d'un peuple qui ne croyait pas à lui-même, de l'autre à ce radicalisme pacifiste qui craignait par-dessus tout les grandes aventures et tout ce qui aurait pu entraîner la nation vers un effort militaire dont l'événement, hélas ! a montré la nécessité.

Tel était l'état d'une grande partie de l'opinion belge quand on commença à parler dans certains cercles politiques de ce qu'on ferait après la victoire, de ce qu'on ferait de la victoire et rien ne me dit qu'elle ait changé. Mais à côté de cette Belgique d'hier, il y a une autre Belgique née de la guerre et qui, tout porte à le croire, parlera très haut après la guerre ; il y a l'armée. Or, l'état d'esprit de celle-ci paraît très différent. Ayant exposé sommairement cette thèse du désintéressement timide dans un article du *Matin*, j'ai reçu du front belge quantité de lettres de protestation. Ces braves gens qui, n'ayant jamais songé qu'ils pourraient avoir à faire la guerre, ont été arrachés brutalement à leur paisible petite vie pour être jetés dans la plus tragique aventure et qui s'y sont admirablement comportés, ne peuvent se faire à l'idée que leurs sacrifices resteront à demi stériles. Ceux qui ont subi la première avalanche sous Liège, qui, disputent pied à pied le territoire ont vu, impuissants, leurs villes et leurs villages incendiés, les braves soldats d'Eghézée, de Haelen, de Waelhem, de Termonde, qu'ils ont quitté. Ils me le disaient très nettement les héros de l'Yser, n'entendent pas retrouver après la guerre la Belgique étriquée et menacée qu'ils ont quittée. Ils me le disaient très nettement dans leurs lettres et quelques-uns, avec une simplicité toute militaire, indiquaient sans une hésitation, une solution tout à fait radicale du problème : si les Allemands des provinces annexées nous gênent ou nous inquiètent, c'est bien simple: qu'on les expulse. Nous repeuplerons très bien le territoire. N'est-ce pas ce qu'ils voulaient faire en Wallonie ?

Ce ne sont là que des boutades de soldat et je ne pense pas qu'à l'heure du règlement de compte, on trouve dans les pays alliés un homme d'Etat qui songe sérieusement à appliquer à notre glacis un système de colonisation aussi préhistorique. Mais l'excès même de ces ambitions militaires est une indication dont il faut tenir compte. De toutes façons, il n'est aucun de mes correspondants de l'armée, aucun des officiers ou des soldats belges que j'ai interrogés qui n'entendît que son pays participât aux agrandissements nécessaires des Alliés. Quelques-uns semblaient même craindre qu'on ne lui fît pas la part assez belle.

Veut-on sur ces ambitions territoriales de l'armée belge quelques précisions ?

Voici la lettre d'un officier distingué qui, naturellement, désire que l'on taise son nom et signe capitaine X :

« Je le dis sans fard, écrit-il : il nous faut la rive gauche de la Moselle et du Rhin, avec Cologne, Aix-la-Chapelle, Juliers, Maestricht et le Limbourg hollandais. Il nous faut aussi un débouché du Congo sur l'Océan Indien. Il nous faut ,enfin, la rive gauche de l'Escaut avec Terneuzen.

Ce dernier point, qui nous rendra maîtres de l'embouchure du fleuve, se passe de justification. On pourra dédommager la Hollande neutre et loyale en reportant sa frontière orientale jusqu'à l'Ems au Nord-Est et au Rhin au Sud-Est.

Quant à la rive gauche du Rhin, sans doute, n'est-il pas superflu d'exposer les raisons qui doivent nous pousser à la réclamer.

1° *Au point de vue historique.* — Le Rhin a toujours été la frontière naturelle séparant la Gaule de la Germanie. Si cette frontière a été perdue, si la Germanie a débordé sur la Gaule belgique, c'est uniquement

parce que celle-ci a traversé, de 1585 à 1835 une période de décadence nettement marquée dans son histoire. Actuellement, revenue à l'activité, la Belgique, consciente de son glorieux passé doit reprendre son ancienne frontière.

2° *Au point de vue politique.* — Il est aujourd'hui manifeste que la mesquine petite Belgique, rognée de tous côtés par le funeste traité de 1839, était beaucoup trop faible pour tenir sans trop de dégâts son rôle de sentinelle avancée de la civilisation contre la culture barbare. Il est de l'intérêt immédiat de nos alliées l'Angleterre et la France de ne plus nous exposer aux mêmes risques, qui, quoi qu'on fasse, renaîtront avant cinquante ans. Quant à notre neutralité garantie, elle a vécu, je l'espère.

3° *Au point de vue militaire.* — Maintenant que nous connaissons la manière, nous défendrions le Rhin mieux encore que l'Yser ; et il est clair comme le cristal que la Meuse est loin de valoir le Rhin comme ligne de défense :la rive droite de la Meuse, outre qu'elle serait livrée d'avance à l'envahisseur, laisserait une large porte ouverte sur la France, permettant de prendre à revers toutes les défenses que celle-ci pourrait accumuler sur sa frontière du Nord-Est.

De ce qui précède, il résulte que la possession de la rive gauche du Rhin jusqu'à hauteur de Veuloo est pour les Belges une nécessité historique, politique et militaire. »

Quant aux difficultés d'ordre politique, économique et social que ces annexion susciterait, le capitaine X. en fait assez bon marché. Il croit qu'il suffirait d'expulser les *immigrés* prussiens établis dans le pays depuis 1864, plus tous les officiers et sous-officiers de l'armée allemande et d'appliquer au reste des habitants un régime libéral basé sur une conception fédéraliste de la Belgique nouvelle pour en faire d'excellents citoyens belges.

C'est peut-être une illusion, mais il s'agissait d'abord de préciser quelles peuvent être les ambitions territoriales de l'armée belge et aussi de tout ce qu'il y a de jeune, d'actif et de nouveau dans le monde politique belge.

*
* *

De ces deux courants d'opinion, quel sera le plus fort ? Nul ne pourrait le dire à l'heure qu'il est, car la grande majorité des Belges, ceux qui sont demeurés dans le pays et subissent encore la botte allemande, ne s'est pas prononcée et ne peut se prononcer. Mais leur divergence montre que s'il est impossible à la diplomatie moderne d'agir contre l'opinion, il lui est presque toujours indispensable de donner le coup de pouce qui aiguille la voie dans telle ou telle direction.

L'opinion belge, en effet, n'aura vraisemblablement pas à discuter sur la question de savoir quelle est la solution la plus conforme à ses sentiments ou à ses préjugés : elle aura à tirer le meilleur parti possible du fait accompli. La question de la Rive gauche du Rhin et des sûretés à prendre contre l'Allemagne n'est pas un problème belge, ce n'est même plus un problème franco-allemand ; c'est un problème européen et le grand rôle que la Belgique a été appelée à jouer dans la guerre, la place éminente que son honnêteté, sa loyauté politique et son sacrifice lui ont valu dans la société des nations lui imposeront de grands devoirs, des devoirs dont elle ne soupçonnait pas, dont elle ne soupçonne pas encore la grandeur.

Peut-être pourrait-on soutenir qu'il serait plus sage de la part des Alliés, plus conforme au principe des nationalités dont ils sont les défenseurs, de se contenter d'exiger de l'Allemagne vaincue la réparation des dommages causés et la restitution des territoires non allemands qu'elle s'était précédemment annexés : Alsace-Lorraine, Pologne, Schleswig danois ; peut-être certains hommes politiques verront-ils dans les aspirations françaises vers la rive gauche du Rhin, la survivance d'un vieux rêve historique, plutôt que les revendications nécessaire d'un peuple moderne ; mais il semble que le mouvement soit irrésistible et que la façon dont l'Allemagne a fait la guerre ait imposé dans tous les pays de l'Entente, la conviction qu'il est indispensable de créer entre eux et la Germanie ulcérée de demain, une zone frontière qui garantirait la France et la Belgique contre les ravages d'une nouvelle agression. Dès lors, il suffit de jeter un coup d'œil sur une carte pour s'apercevoir que la Belgique *doit* participer à l'organisation, à l'exploitation et à la défense de cette zone frontière sous peine d'être complètement encerclée par la France de demain, géographiquement, et par conséquent, politiquement, économiquement et militairement. Si elle veut se développer, si elle veut vivre d'une vie propre, elle devra donc consentir à monter avec la France la « garde au Rhin » et accepter les charges et les difficultés que cette tâche, honorable entre toutes, comporte.

*
* *

Il ne faut pas se dissimuler qu'elles sont énormes : difficultés d'ordre politique, difficultés d'ordre économique.

Quel sera le régime à donner à ces populations qui ne seront peut-être pas aussi heureuses qu'on se l'imagine d'échapper au joug prussien — depuis cent ans, elles ont eu le temps de s'y habituer ? Combien de temps faudra-t-il leur appliquer un système de protectorat colonial qui, leur accordant tous les droits civils, les priveraient des droits politiques ? Comment arrivera-t-on à éviter le danger d'une rupture d'équilibre entre les

éléments germaniques et les éléments wallons qui composent le peuple belge ? De quelle façon faudra-t-il s'y prendre pour que ces nouveaux territoires que la guerre a jusqu'à présent épargnés et que les Alliés victorieux ne songeront pas à saccager, à l'exemple de ce qu'a fait l'Allemagne, n'écrasent pas de leur supériorité industrielle des provinces belges que l'Allemagne a ruinées systématiquement ? Autant de problèmes infiniment délicats dont on ne peut apercevoir que de loin aujourd'hui l'extrême complexité. Mais les peuples comme les individus, quand ils sont de bonne race et de complexion saine, trouvent, lorsqu'ils sont mis en face de la nécessité, la solution heureuse et inattendue qui les sauve, et je crois qu'on peut avoir confiance dans le peuple belge.

La magnifique prospérité dont il jouissait avant la guerre, est un sûr garant de son sens économique. Durant les quatre-vingt-quatre ans de son existence paisible, il a montré une parfaite correction, une parfaite modération dans ses relations internationales, et l'on peut espérer que la dure leçon qu'il vient de recevoir lui donnera assez de sens politique pour lui faire comprendre que ses querelles intestines, querelles de parti, querelles de langue, doivent passer au second rang de ses préoccupations.

Si la Belgique accepte courageusement les charges de sa nouvelle situation, et sait y faire face, elle pourra jouer dans l'Europe de demain un rôle d'une importance capitale, elle pourra exercer la plus heureuse influence dans la société des Etats.

Ne nous laissons pas aller à la funeste illusion de la paix perpétuelle. Nous savons trop ce que le pacifisme a coûté aux peuples pacifiques. Il est inutile de croire que cette guerre sera la dernière guerre, et la constitution des Etats-Unis d'Europe, appartient encore au domaine de la chimère. Mais ce que l'on peut prévoir, ce que l'on peut, du moins, chercher à construire, c'est un système d'alliances, d'ententes et de contrats qui assurerait un équilibre stable.

Dans l'organisation de ce système politique, deux puissances sont appelées à exercer une influence prépondérante, à cause de la place qu'elles auront prise dans la conduite de la guerre, et parce qu'elles ont, d'autre part, en dépit de notables différences, un idéal social qui s'apparente : ce sont la France et l'Angleterre. Beaucoup de gens assurent que si leur entente de ces dernières années était devenue une alliance, la guerre eût pu être, sinon évitée, du moins retardée. Ne revenons pas sur le passé, mais entente ou alliance, il est certain qu'après la guerre, ce sera leur union qui fera respecter la carte de la paix. Arrivées à cette phase de développement où une grande nation sait qu'il est criminel et fou d'aspirer à la domination universelle, rien ne pourrait plus les diviser, si ce n'est la question d'Anvers, la question de la Belgique.

Mais de cet élément de discorde, on peut, on doit faire un élément d'entente. L'événement a montré qu'une Belgique faible était pour la France et l'Angleterre un grand danger : une Belgique forte serait, pour elles, une grande sûreté. Elles ont, toutes deux, participé à sa fondation. C'est une entente entre les deux cabinets de Londres et de Paris qui permit, en 1831, la constitution du jeune Royaume né d'une Révolution que la Prusse eût voulu étouffer. C'est aussi par la coopération loyale de la France et de l'Angleterre que la Belgique, délivrée, pourra renaître de ses cendres, rebâtir ses usines, ses villes et ses villages. Il est donc tout naturel que l'influence des deux pays s'y exerce de concert, harmonieusement.

Si la Belgique est française de civilisation, de culture et de langue, les institutions anglaises ont toujours joui d'un grand prestige auprès de son personnel politique. Tout en empruntant aux écrivains français sa phraséologie, la doctrine libérale belge se rapproche peut-être plus — anticléricalisme mis à part — de la doctrine libérale anglaise que du radicalisme français. Tout prépare donc ce pays traditionnel des échanges à servir de trait d'union entre les deux grandes nations voisines. Les Belges ont appris à leurs dépens ce que valait la neutralité garantie, et ils sont aujourd'hui à peu près unanimes à penser que le premier devoir de la Belgique nouvelle sera d'y renoncer. Dès lors, sa place est toute désignée dans une entente franco-anglaise, à laquelle sa situation, aussi bien en Europe qu'en Afrique, serait appelée à rendre de grands services.

*
* *

Nécessaire au point de vue politique et militaire, l'union des trois pays après la guerre l'est peut-être plus encore au point de vue économique. Il semble d'ailleurs qu'on en ait pleinement conscience au sein du gouvernement belge.

Dans le beau discours qu'il a prononcé à l'université de Lyon au mois de mai, M. Henry Carton de Wiart ministre de la Justice, a prononcé à ce sujet quelques phrases significatives :

« ... Comment s'emparer des débouchés allemands, des marchés allemands? Comment substituer nos fabricats à ceux de nos ennemis? Il n'estpas trop tôt d'y songer. Ainsi que le disait M. Bark, ministre des finances de Russie, cette guerre ne finira pas l'action.

« Longtemps encore après que les fusils et les canons se seront tus, elle continuera sur un autre terrain. D'ores et déjà nous prenons des mesures pour continuer sans merci la bataille économique. » « Il ne serait pas juste, dit de son côté M. Worthington, directeur commercial du Board of Trade, de voir les neutres, profitant de leurs avantages de neutres, s'emparer dès aujourd'hui des profits économiques de la victoire. Il est nécessaire de faire à l'heure présente tous efforts pour conquérir les positions dont les Allemands nous ont évincés. »

« Ces efforts qui sont le prolongement de l'effort militaire, doivent, et personne n'en doute, s'inspirer de la même entente sacrée qui associe aujourd'hui contre le militarisme prussien des nations de capacités économiques différentes, mais qui trouveront dans la variété même de leurs aptitudes une plus grande facilité de combiner leur action.

« Le traité de Francfort contient un article 12 auquel Bismarck attachait une importance décisive : c'est la clause qui impose aux deux gouvernements, pour base de leurs relations commerciales, le régime du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée. C'est de cette clause antiéconomique que devaient sortir des mesures douanières et fiscales qui entravaient les conditions normales et saines de concurrences entre les nations. Cette clause tombera ; elle est tombée déjà avec le traité de Francfort. Il importera de substituer à une formule aussi fausse l'unité de vues et l'équilibre d'efforts qui concilieront les intérêts des nations victorieuses dans la prise de possession du marché accaparé par l'ennemi commun. Personne ne se fait l'illusion de croire que la nation allemande même vaincue ne recommencera pas à travailler, à produire, à vendre. Pour recueillir les fruits économiques de la victoire et sans qu'il soit question de toucher à la souveraineté d'aucun Etat allié, il importera de comparer les conditions de la fabrication dans chacun d'eux, d'éviter qu'ils ne développent imprudemment et sans mesure des productions concurrentes les unes des autres, de déterminer le rôle qui incombera à chaque nationalité dans la lutte économique, de réserver à chacune d'elles des avantages correspondants. Il s'agira, en un mot, de réaliser les combinaisons nécessaires pour mettre les industriels et le commerçants des pays amis dans les conditions les meilleures au point de vue de la lutte économique avec n'importe quelle nation du monde. »

Que cette entente économique soit difficile à réaliser, personne n'y contredira, mais elle est indispensable à la paix et à la prospérité de l'Europe, et s'il est de toute justice que les puissances y fassent participer la Belgique, c'est aussi de leur intérêt le plus évident. Possédant en Afrique un vaste domaine colonal, en Europe un des meilleurs ports, sinon le meilleur de la mer du Nord, un bassin houiller très riche, de puissantes usines, la Belgique était avant la guerre une grande puissance économique. Avec un peu d'aide opportune, elle le redeviendra promptement, et par sa situation géographique, aussi bien que par ses justes rancunes, elle peut fournir dans la guerre industrielle à poursuivre contre l'Allemagne une assistance incomparable. Sur ce terrain aussi elle est l'alliée naturelle de la France et de l'Angleterre.

Mais pour être à même de remplir ce rôle magnifique qu'on est prêt à lui confier, aussi bien en France qu'en Angleterre, elle aura à envisager sa nouvelle situation sans timidité, elle aura à faire taire ses querelles intestines, à remettre aux calendes la question flamingante, à déposer au grenier de vieilles idées : le cléricalisme et l'anticléricalisme. Il s'agit aujourd'hui pour la Belgique d'être un grand peuple ou de n'être pas.

L. Dumont-Wilden.

LA SENSIBLERIE FRANÇAISE

Plus tard, bien plus tard, quand on aura le recul nécessaire pour embrasser les ensembles et pour pénétrer les causes profondes, il sera loisible aux historiens d'établir que, de tous les facteurs essentiels du drame que nous vivons, le plus décisif, par conséquent le plus essentiel, aura été d'ordre *psychologique*. Comme le disait, ici même, notre illustre collaborateur Henri Bergson, à propos des prévisions faites dans la période antérieure à la Grande Guerre, « on n'avait pas assez tenu compte de la psychologie de l'homme en général. On avait encore moins tenu compte, semble-t-il, de la psychologie des nations. »

Je ne pouvais m'empêcher d'y songer et d'y revenir encore, en lisant cette simple anecdote qui m'est transmise par un de mes correspondants dont je ne puis ici citer le nom, car il ne m'y a pas autorisé : — C'était avant 70. La manie des albums sévissait dans les salons. Invité par la princesse Troubetzkoï à noter une pensée sur le sien, le comte de Bismarck avait écrit : « *Je pardonne quelquefois, mais je n'oublie jamais.* » M. Thiers ajouta : —

« Un peu d'oubli ne nuit pas à la sincérité du pardon. »

De ces deux figures expressives, il me semble que je discerne, en même temps que les traits visibles, quelques-unes des réactions intérieures qui commandèrent leur vie : Bismarck, tel que nous le représente l'admirable portrait de Lembach à la Pinacothèque de Munich, image inoubliable, qui opprime le souvenir et qui illustre, en la résumant, toute une biographie : figure de proie aux regards implacables, laquelle, en dépit de ses dires, ignora le pardon, et ces mains contractées, plus semblables à des serres de vautour qu'à des extrémités humaines, gardée par le symbolique molosse qui veille sur lui, car un homme s'ex-

prime jusque dans la race du chien dont il a fait son compagnon... C'est celui qui ne craint pas d'écrire à sa tendre épouse dès le début de la campagne de 70 pour lui dépeindre l'odeur d'oignon rôti qu'exhalent les corps des paysans français morts pour la défense du sol. Et puis en face, le petit homme au toupet blanc, Monsieur Thiers, dont quelques-uns voulurent faire un grand homme et chez lequel subsiste quand même, en dépit des efforts tentés par ses admirateurs pour le hausser à ce niveau, quelque chose de l'immortel Joseph Prudhomme où se résument quelques-unes des tares de notre bourgeoisie française : la monomanie du bas de laine et la *faculté d'oubli* dont nous avons tant de fois parlé et qu'à cette époque déjà, signalaient nos adversaires. C'est lui qui a pu inscrire cette notation : « Un peu d'oubli ne nuit pas à la sincérité du pardon. »

*
* *

Que ces deux figures historiques, à des titres divers, nous demeurent toujours présentes à la mémoire, avec, sortant de la bouche, comme les inscrivaient les Primitifs dans leurs tableaux de sainteté, les formules expressives qui les résument. La psychologie catholique, cette merveille de méthode éducative, que ses adversaires gagneraient à utiliser, nous enseigne que c'est par la répétition de certaines formules, aux mêmes heures et dans les mêmes circonstances, que l'homme, être d'habitudes, atteint à remporter les plus difficiles victoires, entendez les victoires sur lui-même dont les conséquences seront de modifier son caractère et ses mœurs. Il y faudra bien songer, même *après la victoire*, que dis-je, surtout après la victoire, si nous voulons de celle-ci tirer tous les bénéfices possibles ! Et ce ne sera pas une besogne aisée, car c'est une des conséquences de la vivacité de notre cerveau latin, que les images, si elles y naissent avec une admirable promptitude — d'où nos facultés d'improvisation — s'y maintiennent plus difficilement que chez les Germains, et, disons-le également, chez les Anglo-Saxons !

La puissance de haine, en effet, sentiment sacré, dont aujourd'hui nous avons tant besoin — car il devient un des gages de la victoire —, n'est qu'une forme de la *persistance* des images qui furent habiles à impressionner le cerveau. Songez comme elle est forte chez nos ennemis et quel puissant levain elle suscita chez eux ! Combien peu d'entre nous se rappellent qu'à l'apogée de son triomphe, et après son entrée à Berlin, le premier soin de Napoléon fut de faire ouvrir la tombe du Grand Frédéric pour en retirer l'épée qu'il destinait à notre Musée de l'armée, symbolique expression de notre victoire dans l'avenir. Voilà l'image qui n'est jamais sortie du cerveau des dirigeants de l'Allemagne, que leurs éducateurs s'ingéniaient à y vivifier par toutes les ressources pédagogiques du maître d'école, sorte de sous-officier à l'allemande, et qui ne contribua pas peu à l'agression de 70, et à celle, autrement redoutable, de 1914. Qui dira jusqu'à quel point elle s'imposa à la pensée de Guillaume II, durant les journées triomphantes de la fin d'août, où tous les espoirs semblaient permis à sa folie pangermaniste, et n'oublions pas que si, par un miracle jusqu'alors inexpliqué, l'armée de von Klück n'avait pas rebroussé chemin, son premier soin, à lui, eût été de faire ouvrir la Tombe de l'Empereur et de démolir cet Arc-de-Triomphe qui figure notre gloire, à nous autres, Français !

Ce sont ces images qu'il nous faut sans cesse tenir présentes à notre pensée, car elles sont créatrices d'énergie, toniques et réconfortantes. Les cerveaux légers ou ceux qui ne veulent pas admettre qu'il puisse y avoir quelque chose de bon chez leurs adversaires, ont souvent plaisanté les méthodes de prière en usage chez les croyants, se refusant ainsi à comprendre la valeur psychologique du fait de la répétition, aux mêmes heures, des mêmes paroles et des mêmes gestes. Ils n'y ont vu qu'une sorte d'automatisme machinal et un peu ridicule. Quelle erreur, et que c'est mal comprendre le fonctionnement du cerveau ! Plus qu'à aucun autre peuple, le phénomène de la répétition mentale, qui est la base même de la prière, est nécessaire aux Français, qui ont une si déplorable tendance à oublier. Or, notre prière à nous autres, qui nous plaçons sur le seul terrain du patriotisme, c'est la reviviscence des images qui le nourrissent et l'entretiennent !

Songeons qu'au lendemain du raid des avions français sur Carlsruhe, des écrivains français ont pu se rencontrer pour juger gênante et regrettable, une opération militaire qui affirmait notre puissance et était de nature à inspirer quelque terreur à nos ennemis. Durant dix mois, les avions et zeppelins de l'Allemagne avaient pu survoler nos villes et nos villages, bombarder ceux de nos alliés et la première fois qu'avec quelque énergie nous leur donnions la réplique, il se rencontrait des écrivains français pour manifester leur « gêne ». Mentalité risible, si elle n'était coupable ! Mentalité de neutre, et non point de Français... Attitude qui fait songer à celle de M. Romain Rolland dans le *Journal de Genève*, et dont les bandits d'outre-Rhin doivent faire des gorges chaudes ! Sensibilité, ou mieux, sensiblerie à la Robespierre, de gens qui,

sans doute, n'hésiteraient pas, au nom des principes révolutionnaires, à faire couper froidement le cou à toute une charretée de leurs compatriotes et qui esquissent hypocritement un mouvement de gêne, parce que nos aviateurs ont survolé une cité ennemie et détruit quelques représentants de la race exécrée ! Bien plus que les Allemands, ces Tartuffes de la sensibilité sont les ennemis de la France, et c'est à dénoncer, à démasquer leur action néfaste que nous devons tenir, nous autres écrivains !

PAUL FLAT.

APRÈS QUARANTE-QUATRE ANS !

PIÈCE EN DEUX ACTES (1)

ACTE II

Même décor qu'au premier acte, deux jours après.
Au milieu, une grande table servie. Il est près de trois heures. On vient de finir de déjeuner. Autour de la table, dont la nappe, de travers, traîne d'un côté sur le parquet, sont assis, vautrés, plutôt, quatre officiers allemands : le capitaine MOSER et le lieutenant STOLTZ du premier acte ; puis, le capitaine KNEIN et le lieutenant KELLERN. Ils savourent le café, fument des cigares, etc. Des bouteilles de champagne et de liqueurs, débouchées, jonchent la table.

KNEIN, se versant une énorme rasade d'eau-de-vie.

Vous direz ce que vous voudrez, mais ce n'est guère amusant de se terrer ici, lorsque les autres sont en train de marcher sur Paris !

MOSER

Plaignez-vous !... On ne manque de rien !... Bons lits, bonne table..., vins excellents, liqueurs surfines... et pas de danger !... Moi, je ne demande pas à faire plus que mon devoir. On nous a commandé de rester ici. J'obéis... avec joie !

KELLERN, saluant.

Il faut toujours obéir avec joie !

STOLTZ, tout jeune.

Même si l'on nous envoie nous faire trouer la peau !

KNEIN

Bien dit, petit !... J'aime l'odeur de la poudre et les coups de sabre, moi... lorsque je les donne, bien entendu ! Parlez-moi d'un belle rencontre ! la fusillade, les cris et l'éclatement des obus !... Et les grandes trouées au cœur de l'ennemi... Ah ! (Il se lève.) Honneur à l'Allemagne !

(Tous se lèvent le verre à la main).

MOSER

L'Allemagne maîtresse du monde !

STOLTZ et KELLERN

Hoch ! Hoch !

KNEIN

« L'Allemagne au-dessus de tout ! »

(Ils trinquent et se rassoient).

MOSER

Bien !... Très bien !... Il faut être patriotes... Nous sommes les soldats d'une nation invincible... c'est entendu... et tous les jours nous en donnons la preuve ! Mais il ne faut pas faire de zèle mal compris. Notre devoir, oui... et voilà tout !

KNEIN

Vous n'êtes pas un guerrier, Moser !

MOSER, riant.

Ah, non, non ! Soldat, oui ; guerrier, non ! Je n'aime pas tuer pour le plaisir... Je suis un soldat paisible..., un soldat de devoir.

KNEIN

Vous ne devez pas parler ainsi, Moser !

MOSER, se levant.

Je parle comme il me convient... Je n'ai pas d'ordres à recevoir de vous !

KNEIN, se levant.

Mais, par le diable ! !

MOSER

Vous êtes ivre !

Les LIEUTENANTS, se levant et s'interposant.

Messieurs ! Mon capitaine...

(Par la porte du fond paraît FRANZ. — Les deux capitaines, frémissants, se contiennent et reprennent leur place).

KNEIN

Qu'y a-t-il ? Qu'est-ce que tu veux ?

FRANZ

M. Molinier demande à être entendu.

MOSER, riant.

Hé !... C'est cette vieille canaille de Schultz !... Fais entrer, Franz !

(Franz sort).

SCHULTZ paraît au fond ; c'est un homme d'une soixantaine d'années, chauve, barbe blanche, en collier, démarche rampante).

Messieurs les Officiers, serviteur...

(Les Officiers le saluent à peine).

(1) Voir la *Revue Bleue* du 12-19 juin 1915.

MOSER

Vous voilà, vieux forban ?... Quoi de nouveau ?

SCHULTZ, riant d'un rire bas et féroce.

Dans une ferme, à deux kilomètres d'ici, il y a un dépôt d'armes et de munitions.

MOSER

Parfait ! (A Stoltz.) Lieutenant, voyez cela.

SCHULTZ, au lieutenant.

La ferme s'appelle « La Divonne » et appartient à Claude Morin, conseiller municipal.

KNEIN, à Stoltz.

Faites une perquisition ; et, si on trouve des armes cachées, fusillez le fermier.

STOLTZ, saluant.

A vos ordres, Monsieur le Capitaine !

(Il sort au fond.)

KNEIN, riant.

Encore un confrère, eh ! vieux Schultz ?

SCHULTZ, se frottant les mains.

Oui... Un de mes plus acharnés adversaires. C'est à son opposition que j'ai dû mon échec, l'année dernière, lorsque je devais être nommé maire du pays. [*Historique*]

KNEIN

Vous êtes extraordinaire, Schultz !

SCHULTZ

Et utile, n'est-ce pas ?

KNEIN

Je le reconnais. Grâce à vous, nous avons fait de la bonne besogne ici ; Vos informations nous ont été précieuses... Vous savez tout.

SCHULTZ

Parbleu ! Voici trente-deux ans que j'habite le pays, sous le nom de Molinier ; tout le monde me croyait Alsacien. Ah, j'ai bien mené ma barque !... Boutiquier, puis gros commerçant ; enfin, conseiller municipal et adjoint. (Il rit.) Eh ! eh ! eh !... Ils n'ont pas voulu me nommer maire... ils m'auront comme *burgmester !* [*Historique.*]

MOSER

Je vous le promets... si nous restons ici.

SCHULTZ

En doutez-vous ?... Sapristi ! Il faudrait m'aviser, s'il y a péril et si l'on craint un retour des troupes françaises. C'est qu'il ne ferait pas bon pour moi dans le village, après ce que j'ai fait.

KNEIN

Ne craignez rien : on est solidement établi. Je ne crois pas qu'on ait besoin de nous autres... là-bas. Notre armée, demain, assiégera Paris : dans un mois, la moitié de la France sera allemande.

SCHULTZ

Oui... ça va bien ; mais les Russes... et les Anglais ?

MOSER

On brûlera Londres, pour apprendre à la Grande-Bretagne à se mêler de ce qui ne la regarde pas ; et nos amis, les Autrichiens iront à Saint-Pétersbourg châtier l'Ours moscovite !... Soyez paisible, vieux Schultz ! L'Allemagne sera triomphante... et, dans un an, l'Europe nous appartiendra !

SCHULTZ

Dieu vous entende !

KNEIN

Dieu dirige nos pas ! Notre glorieux Empereur tient son glaive flamboyant d'une main sûre et vaillante. Le bon vieux Dieu allemand ne peut pas ne pas être vainqueur ! Tenez... (Il lui tend un verre plein.) Buvez au succès de nos armées ! (Ils trinquent)

SCHULTZ, après avoir bu.

Voilà de la bonne eau-de-vie !

KNEIN

Oui, et les vins sont de même. Nous avons trouvé dans la maison une cave merveilleusement garnie... C'est étonnant, car il n'y a ici qu'une vieille femme !

SCHULTZ

La cave doit dater du temps du père de l'actuelle propriétaire..., un général de l'Empire, mort il y a 44 ans, à Bazeille, à la tête de sa brigade.

MOSER

Que savez-vous de Mlle de Vernaud ?

SCHULTZ

C'est une vieille originale... Elle habite ici comme claustrée. Vous ne devez pas la voir souvent ?

KNEIN

Non. Elle vit dans son coin, là...(Indiquant la droite) Elle défend énergiquement sa porte... (Il rit.) Bah ! Elle est vieille !... Si c'était une jeunesse... nous agirions autrement !...

(Il éclate d'un gros rire de soudard ; Schultz et Kellern l'imitent).

MOSER

Taisez-vous, Knein !... Vous êtes ignoble !

KNEIN

Bah ! ne faites pas le dégoûté, Moser ! Ce sont os petits bénéfices.

MOSER, lève les épaules, avec mépris.

Les gens tels que vous, font passer l'armée allemande pour une horde de barbares !

KNEIN, riant.

Oh ! ce que le reste de l'Europe pense de nous, nous est absolument égal ! N'est-ce pas, vieux Schultz ?

SCHULTZ, riant.

Parfaitement !

MOSER, allant vers le fond.

Il y a aussi l'Histoire !

KNEIN, riant.

Nous nous en foutons !

SCHULTZ, riant.

Parfaitement ! L'Histoire ?... C'est nous qui l'écrivons avec l'épée allemande !

KNEIN

Oui... et ça sera colossal ! (A Moser.) Vous sortez ?

MOSER

Je vais inspecter les avant-postes. Venez, Kellern.

KNEIN

Bonne promenade... (Moser et Kellern sortent.) Quel raisonneur !

SCHULTZ

C'est un sentimental !

KNEIN

C'est pitoyable ! A la guerre, il ne faut pas faire de sentimentalité... Je monte au poste télégraphique. Vous restez là ?

SCHULTZ

Oui. Je vais me reposer un moment. Ici, je suis en sûreté. Lorsque je me promène dans le village, j'ai toujours peur d'attraper un coup de fusil.

KNEIN

Un prunéau, comme disent les Français, et d'une digestion difficile...

(Il rit).

SCHULTZ, sombre.

Plutôt...

KNEIN, s'en allant.

A tout à l'heure...

(Il sort).

SCHULTZ, resté seul, se promène un instant ; puis se verse une rasade d'eau-de-vie, regarde son verre par transparence, en boit une lampée, fait claquer sa langue, en disant :

Fameux ! (Puis écoute, l'oreille tendue, vers la droite; essuie vivement ses lèvres et prend une pose indifférente).

Mlle de VERNAUD ouvre la porte de droite, passe sa tête et scrute anxieusement la chambre, elle voit Schultz qui est près de la porte.

Ah ! C'est vous, Monsieur Molinier ?

SCHULTZ

Oui, Mademoiselle, à votre service.

Mlle de VERNAUD

Vous désirez quelque chose ?

SCHULTZ, se faisant bas, et rampant.

Moi, non : mais on est venu me chercher...

Mlle de VERNAUD

Qui ?

SCHULTZ, à voix basse.

Eux ! Les canailles, qui nous ont envahis !

Mlle de VERNAUD

On vous a arrêté ?

SCHULTZ, après un moment d'indécision.

Pas encore... mais cela viendra ! On sait que je suis Alsacien... vous comprenez ?... et bon patriote français... Je suis étonné de ne pas encore être sous les verrous...

Mlle de VERNAUD

Oh, les misérables !... Pourquoi ne fuyez-vous pas ?.

SCHULTZ, avec une feinte noblesse.

Fuir ?... Moi !... Non, ce serait déserter !... J'ai fait le sacrifice de ma vie... Je ferai mon devoir jusqu'au bout !

Mlle de VERNAUD, à voix basse.

Dites-moi, monsieur Molinier : vous n'avez pas vu le Docteur Senlis ?

SCHULTZ

Le docteur ?... Oui.... oui, je l'ai vu à la mairie, tout à l'heure... Il soigne les blessés... On l'a fait prisonnier avant-hier, et il sert dans « l'Ambulance allemande ».

Mlle de VERNAUD

Croyez-vous qu'il puisse venir jusqu'ici ?

SCHULTZ

Je n'en doute pas, Mademoiselle... On le laisse presque libre... Vous en avez besoin ? Vous êtes souffrante ?

Mlle de VERNAUD, toujours à voix basse.

Ce n'est pas pour moi... Oh, comment vous dire ?... Puis-je me fier à vous ?

SCHULTZ, jouant l'indignation.

Vous m'offensez, Mademoiselle ! Je crois avoir donné des preuves assez éclatantes de mon patriotisme et je ne permets pas que l'on doute de moi.

Mlle de VERNAUD

Oui, oui ! Pardonnez-moi !... En ces moments terribles, on doute de tout le monde ! (Un silence.) J'ai absolument besoin du docteur. Voulez-vous allez le prier de venir... tout de suite ?

SCHULTZ

Certes... (Il la regarde fixement.) Vous avez un blessé chez vous ?

Mlle de VERNAUD

Oui.

SCHULTZ

Un soldat français ?

Mlle de VERNAUD

Oui... Un lieutenant d'infanterie.

SCHULTZ, un éclair dans les yeux.

Dangereusement blessé ?

Mlle de VERNAUD

Une balle dans la poitrine... Il allait mieux ; mais voici qu'il vient d'avoir une syncope... J'ai peur... Oh ! je vous en supplie... allez chercher le Docteur et ramenez-le immédiatement !

SCHULTZ

Un lieutenant !... Un officier !... (Après un moment de réflexion.) C'est très bien ce que vous avez fait là !... c'est très beau..., mais dangereux.

Mlle de VERNAUD

Est-ce que je regarde au danger ?... Il faut que je sauve ce jeune homme, dût-il m'en coûter la vie... (Un temps.) Vous ne voulez pas aller chercher le Docteur ? Vous avez peur ?

SCHULTZ

Moi, peur ?... Non. J'y vais... Mais je voudrais le voir, votre blessé. Est-ce possible ?

Mlle de VERNAUD

Non, monsieur Molinier, il est évanoui... Allez, je vous en prie, allez chercher le docteur !

SCHULTZ

J'y vais... J'y vais... et je vous le ramène aussitôt. (Il va vers la porte.) Oh !... Mais si on me voit partir par là, on pourrait me suivre... Je suis très surveillé.

Mlle de VERNAUD

Vous avez raison. Venez par ici, vous sortirez par le balcon de ma chambre.

SCHULTZ

Bien... Je vous suis.

Mlle de VERNAUD

Venez vite...

(Elle sort à droite).

(Schultz, resté seul, a un long regard circulaire, fait une hideuse grimace de satisfaction, se frotte les mains et sort à droite. — A ce moment, au lointain, on entend, peu espacés, trois coups de canon. — Par la porte du fond, on voit passer la tête de François. Après un coup d'œil circulaire, il s'avance avec précaution. Il est hirsute et ses habits sont pleins de boue. Il a l'air d'un chien perdu, farouche. En boitant, il traverse la scène et va à droite ; il frappe à la porte, tout en appelant à voix basse).

FRANÇOIS

Mademoiselle ! Mademoiselle !

(Il écoute et se recule un peu).

Mlle de VERNAUD, paraît sur la porte, voit François et s'avance vivement.

François ! Vous ici ?

FRANÇOIS

Oui !... Le Lieutenant ?...

Mlle de VERNAUD

Il a eu une syncope, mais il va mieux... Oh, j'ai eu peur !

FRANÇOIS

Dites-lui que les Français arrivent : cela le guérira tout à fait.

Mlle de VERNAUD

Les Français !... Vous en êtes sûr ?

FRANÇOIS

Comment, si j'en suis sûr ?... Je les ai guidés moi-même à travers les bois !... Ils arrivent en nombre, avec des mitrailleuses et du canon !... Ah ! ils vont la danser, les crapules, dans un quart d'heure !

Mlle de VERNAUD

Mon Dieu ! Puissiez-vous dire vrai ?

FRANÇOIS

Ah, ça ! Je vous l'assure !... Est-ce que le lieutenant peut marcher ?

Mlle de VERNAUD

Je ne sais pas !... J'ai envoyé chercher le Docteur Senlis....

FRANÇOIS

Le docteur Senlis !... Mais il est parti ! Depuis avant-hier, il a rejoint l'armée française.

Mme de VERNAUD

Vous devez vous tromper... Monsieur Molinier m'a affirmé qu'il était à l'ambulance de la mairie et il est allé le chercher de ma part.

FRANÇOIS, avec un geste d'épouvante et presque dans un cri.

Molinier !... Vous avez dit Molinier ?

Mme de VERNAUD

Oui ! Il était ici, tout à l'heure.

FRANÇOIS

Et il sait que vous avez caché, ici, dans votre chambre, un officier français ?

Mme de VERNAUD

Oui. Je lui ai tout dit !

FRANÇOIS, avec désespoir.

Ah !... Le Lieutenant est perdu !... Et vous aussi !

Mme de VERNAUD

Perdu ?... Que voulez-vous dire, François ?

FRANÇOIS

Je veux dire que Molinier est un sale boche !... Un espion allemand !... Il a fait fusiller la moitié du pays... Il s'appelle Schultz !... Il y a cinq minutes, sur ses renseignements, on a arrêté... et on va coller au mur... toute la famille de Claude Morin..., le fermier de la « Divonne », parce qu'il cachait des armes dans sa cave !... Ah, Mademoiselle ! Qu'avez-vous fait ?... Le Lieutenant est perdu !

Mme de VERNAUD

Mon Dieu ! Non, ça serait trop affreux !... Etes-vous bien sûr ?...

FRANÇOIS

... que Molinier s'appelle Schultz et qu'il soit une crapule ?... Ah ! oui ; j'en suis bien sûr ! Depuis trente-deux ans, il sert nos ennemis... C'est un agent supérieur de l'espionnage allemand, chez nous !... Nous allons avoir toute la bande d'assassins sur le dos !... Il faut faire fuir le Lieutenant... Ah !... nom de Dieu ! que faire... que faire ?...

Mme de VERNAUD, égarée.

Ils n'oseront pas entrer chez moi !

FRANÇOIS

Non ?... (Ironique.) Ils se gêneront ! Est-ce qu'ils respectent quelque chose, ces bandits-là ?

Mme de VERNAUD

Nous le défendrons ?

FRANÇOIS, [illegible]

Oui, c'est vrai !... Il n'y a que ça à faire... se faire tuer bravement ! (Un temps.) Avez-vous des armes ?

Mme de VERNAUD

J'ai un revolver, dans ma chambre.

FRANÇOIS

Bien !... Moi, j'ai le mien. (Il le tire de sa poche.) On va démolir quelques têtes carrées avant qu'ils touchent au blessé !

Mme de VERNAUD

Mais les Français ?

FRANÇOIS

Ah, si on pouvait tenir jusqu'à ce qu'ils arrivent !... Ça serait trop beau ! (Il écoute vers le fond.) On vient... on vient !... Courez aviser le Lieutenant... Où est Annette ?

Mme de VERNAUD

Près du blessé...

FRANÇOIS, sur la porte du fond.

Les voici ! Venez vite !... (Il court vers la droite et pousse Mme Vernaud par la porte.) Vite... et que Dieu nous vienne en aide !

(Ils sortent. — Du dehors, on entend des ordres brefs ; puis, entrent Moser et Knein, suivis de deux soldats allemands, bayonnette au canon ; puis arrive Schultz, se tenant presque caché derrière les soldats).

MOSER

Avancez, Schultz. En êtes-vous sûr ?

SCHULTZ

Oui, Monsieur le Capitaine, oui... Il y a là, derrière cette porte... (Indiquant la droite.) un officier français..., un blessé qui se cache. C'est la demoiselle elle-même qui me l'a affirmé.

KNEIN

Nous allons voir... (Il veut ouvrir la porte de droite, mais elle résiste.) Fermée au verrou !

SCHULTZ

Vous voyez bien !

KNEIN, frappant à la porte.

Allons !... Ouvrez ou je fais jeter bas la porte ! (Silence. — Aux soldats.) Enfoncez cette porte !

MOSER, s'avançant.

Prenez garde, Knein...

KNEIN, avec hauteur.

Je prends toute la responsabilité et je ferai un rapport au Général Commandant de tout ce qui arrivera. (Aux soldats.) Allez-y !

(Les soldats donnent un coup de crosse à la porte ; celle-ci s'ouvre et Mme de Vernaud paraît).

Mlle de VERNAUD, sur la porte, extrêmement pâle, calme en apparence, mais résolue, et comme fixée dans une idée ; elle tient sa main droite cachée dans les plis de sa jupe.

Que me voulez-vous ?

KNEIN

Perquisitionner dans votre chambre.

Mlle de VERNAUD

Il était entendu que vous ne deviez pas entrer dans ma chambre !

MOSER, conciliant.

On nous a dit, Mademoiselle, que vous cachez un officier français chez vous.

Mlle de VERNAUD

On a menti !

MOSER

Mais nous devons nous assurer de la vérité. Les ordres sont formels !

Mlle de VERNAUD, en commençant à s'exalter.

Vous n'entrerez pas dans ma chambre ! Il en a été convenu ainsi !... Vous n'y entrerez pas ! Non, non, non !

KNEIN, brutal.

Finissons-en ! Nous sommes sûrs que vous cachez un officier français blessé... Vous n'avez qu'à remettre entre nos mains le prisonnier !

Mlle de VERNAUD, avec ironie et mépris.

Ah ! ah ! Vous oubliez que vous parlez à une Française, monsieur l'Allemand ! Nous n'avons pas l'habitude de trahir !

MOSER

Remarquez, mademoiselle, que nous sommes polis ; que nous demandons ce que nous pourrions obtenir très facilement par la force.

Mlle de VERNAUD, impassible.

Essayez !

KNEIN, brutal.

En voilà assez ! Notre excellent ami, M. Schultz, ici présent, nous a affirmé tenir de vous-même qu'un lieutenant français se cachait dans votre chambre... (Cherchant Schultz, qui se cache derrière les soldats.) N'est-ce pas, Schultz ? (Le découvrant, il l'invite militairement à s'avancer.)

SCHULTZ, prenant un parti et s'avançant.

Parfaitement !

Mlle de VERNAUD, à la vue de Schultz.

Ah ! c'est donc vous, le traître, monsieur Molinier ?... Canaille !...

SCHULTZ, aux soldats.

Faites donc taire cette vieille folle et entrez !

KNEIN

Arrêtez cette femme !

(Les deux soldats vont pour empoigner Mlle de Vernaud).

Mlle de VERNAUD, levant sa main droite armée d'un revolver.

Le premier qui me touche, je le tue !

KNEIN

Empoignez-la !

(Mouvement des soldats qui laisse entièrement découvert Schultz).

Mlle de VERNAUD, voyant Schultz découvert, qui a un sourire moqueur, tire un coup de revolver sur lui.

Tiens... espion !... bandit !

SCHULTZ, chancelant, voulant fuir vers la porte.

Au secours !... Je suis flambé !

(Il tombe près de la porte. — Au dehors éclate une terrible fusillade. Des cris d'hommes :)

« Les Français... Les Français !... Sauve qui peut !... »

(Les deux officiers s'élancent vers la porte).

MOSER

Les Français !... Nous sommes perdus !

(Il va pour sortir, mais Schultz, qui s'est relevé à genoux, le prend par une jambe).

SCHULTZ

Ne m'abandonnez pas !... Emportez-moi !...

(Sur la porte de droite, paraît le lieutenant Vivier, soutenu par François et Annette).

KNEIN

Ah ! c'était donc vrai ?... L'officier français !

MOSER, luttant avec Schultz.

Laissez-moi, vieil abruti !

(Il se débarrasse de lui d'un grand coup de poing et s'enfuit. Schultz tombe de tout son long. — Au dehors, cris, fusillade, etc.).

KNEIN, sur la porte du fond, le revolver à la main, regarde dehors.

Oui, nous sommes perdus ! (Il tire des coups de revolver dans la coulisse ; puis, il se retourne et ajuste le lieutenant Vivier.) Toi, tu vas y passer !

Mlle de VERNAUD, dans un grand cri.

Ah, prenez garde ! (Elle s'élance devant le Lieutenant lui faisant un rempart de son corps, au même instant où Knein tire). Ah ! (Elle tombe dans les bras de Vivier et de François. Knein s'enfuit).

FRANÇOIS

Nom de Dieu !... Il l'a tuée !

Bien entendu, cette scène demande à être réglée avec soin,

pour qu'il n'y ait pas de lacunes, ni tiraillements. Les cris, au dehors, doivent être très nourris, mais de manière à ce que rien ne soit perdu du dialogue de scène.

VIVIER, soutenant Mme de Vernaud, aidé par Annette.

Ah ! Mademoiselle... Et c'est pour moi... pour moi !

ANNETTE

Mon Dieu ! Mon Dieu !... Quel malheur !

FRANÇOIS

Oh, les bandits !... Ils assassinent les femmes ! Ah, les lâches !

VIVIER

C'est pour me sauver qu'elle meurt !

(François avance un fauteuil. Vivier et Annette y déposent Mme de Vernaud).

Mme de VERNAUD, dans le délire de l'agonie.

Oui, oui !... Je l'ai sauvé !... J'ai sauvé mon Georges ! (Tâtant autour d'elle.) Georges, où es-tu ? (En prenant le bras de Vivier, qui est très ému et surpris.) Ah, te voilà !... Maintenant, je ne te quitterai plus !

VIVIER, bas, à Annette

Que dit-elle ?

ANNETTE, secouant tristement la tête.

Votre ressemblance avec son fiancé... perdu en 70 en des conditions analogues... la fait délirer... Elle vous croit son Georges !

Mme de VERNAUD

Je suis arrivée à temps !... Ces bandits voulaient l'assassiner, mon adoré ! Mais je t'ai sauvé ! Maintenant, tu ne me quitteras plus !... N'est-ce pas que tu ne me quitteras plus ?

VIVIER, après un geste de pitié et faisant signe à Annette qu'il a compris.

Non, non ! Jamais plus ! Je resterai toujours avec toi !

(Il s'agenouille devant elle).

Mme de VERNAUD

Toujours... jusqu'à la mort !

(Elle s'affaisse dans le fauteuil).

ANNETTE, s'agenouillant, elle aussi, et près de Mme de Vernaud et sanglotant.

Mais elle va mourir !

(Dehors, des cris confus, puis la voix du soldat Laurent).

LAURENT

Mon lieutenant !... Mon lieutenant !... (Il vient en [illegible] Vous êtes sauvé.... délivré ! C'est [illegible] !

VIVIER, se levant.

Mais, alors... les Allemands ?

LAURENT

En déroute !... Nous sommes entrés en Alsace !

Mme de VERNAUD, revient de sa syncope ; et, à la connaissance des choses, elle se lève, debout, très droite.

Oui, oui !... Vive la France !... Vive l'Alsace !... Enfin, enfin... délivrée !

(Elle retombe morte, sur le fauteuil, le sourire sur les lèvres. — Dehors, cris d'allégresse et la *Marseillaise* chantée par des soldats qui passent. Vivier, Laurent et François se découvrent; Annette, à genoux, pleure. — Une grande pause, et Rideau, très lentement, dans le chant de la *Marseillaise* et le bruit lointain du canon).

JEAN SARTÈNE et CAMILLE-A. TRAVERSI.

LES DARDANELLES ET LA QUESTION D'ORIENT (1)

Les canons qui tonnent dans les Détroits réveillent de leur torpeur plusieurs siècles d'histoire. Sur ces rives enchanteresses des Dardanelles et du Bosphore, reposent les glorieux souvenirs de l'antique Ilion, chantée par Homère avec les prouesses d'Achille et d'Agamemnon, le roi des rois. Là passèrent les hordes immenses de Xerxès traversant l'Hellespont pour écraser les Grecs. Comme il y a près de huit siècles, au temps de Philippe-Auguste et de Richard-Cœur-de-Lion, Anglais et Français marchent d'un commun accord vers la libération de l'Orient. Ce furent les Francs qui, les premiers des peuples d'Europe, entrèrent à Constantinople avec Godefroy de Bouillon, après avoir défait Alexis Comnène (1097). Avec Baudouin, comte de Flandre, et le marquis de Montferrat, les voici à nouveau devant Constantinople, et cette cité superbe et fière, entourée de ses murs redoutables, fit une telle impression sur les Croisés qu'il n'y « eût si hardi à qui le cœur ne frémit » (Villehardouin). Mais bientôt les « braves chevaliers, sortant des vaisseaux, saillant en la mer jusqu'à la ceinture, armés, lacés, le glève ès-main », s'élancent sur les Grecs, les mettent en fuite, et pénètrent dans la ville impériale. L'usurpateur Alexis III l'Ange, est détrôné, et le 16 mai 1204, à Sainte-Sophie, Baudouin chausse les bro-

(1) D'après les bonnes feuilles d'un livre, *La Turquie et la guerre*, qui va paraître à la librairie Félix Alcan, avec une préface de M. STÉPHEN PICHON.

quins de pourpre, revêt les ornements et le fer-
ail des empereurs grecs, et après avoir été sa-
é par le Légat du Pape, fonde l'Empire latin
Constantinople, qui devait durer près de
ixante ans (1261).

Ce n'est plus une croisade qu'accomplissent les
ttes alliées, ni une conquête de Stamboul, tant
doutée des Turcs, quand ils entendaient à Tches-
, retentir le canon russe, ou en 1807, le canon
glais de l'amiral Duckworth, ou qu'à San Stéfa-
ils signaient la paix. Les Alliés veulent libérer
Orient européen de la domination germano-tur-
e : et leur attaque provoquée par la Turquie
se bien des problèmes qu'il était de l'intérêt de
tte puissance de ne pas soulever.

*
* *

Voici d'abord la première de toutes, la question
s Détroits. Elle se résume dans ces quelques
ots. Les Russes qui possèdent les rivages de la
er Noire pourront-ils envoyer librement, et en
us temps, leur flotte dans la mer Méditerranée
les flottes européennes pourront-elles pénétrer
ns la mer Noire et dans les autres mers ? De
solution de ce problème dépendra la sécurité
ème de Constantinople. Il importait donc de sa-
ir si les Sultans seraient les maîtres du passage
i commande la ville sainte. Les Empereurs de
rzance, de même que les Sultans turcs, qui pos-
daient les rivages de la mer Noire, ne toléraient
ns cette mer d'autres pavillons que les leurs.
es Sultans déclaraient à l'envoyé de Pierre le
rand, Emilien Oukraintsow que « la mer Noire
ait une vierge chaste et pure, et que personne
avait droit à son accès ; la navigation y était in-
rdite à tout bâtiment étranger ».

Tant que le Sultan, maître des Détroits, est
uissant, la question ne se pose pas : il les ouvre
u les ferme à son gré, et pour qui bon lui sem-
e. Mais vient-il à faiblir : comment fera-t-il res-
pecter son droit de possession ?... S'il ouvre les
détroits à ses amis et les ferme à ses adversaires,
sera un conflit inévitable, et certaines puis-
nces, le sentant incapables, ne lui imposeront-
les pas un statut qui régira l'ouverture où la fer-
eture du passage ?

Du jour où Pierre le Grand, après avoir con-
uis le littoral de la mer d'Azow eut créé la flotte
ilitaire russe, se posa pour la Russie la question
e savoir si elle pourrait naviguer librement dans
mer Noire. La Porte, encore souveraine sur les
eux rives, lui refusa cette navigation, et le traité
e Belgrade, du 18 septembre 1739, défendait à
Russie de construire une flotte sur la mer
d'Azow ou la mer Noire. La politique des Tsars sera d'obtenir le passage vers la Méditerranée et l'Orient pour le commerce et la sécurité de leur Empire. Les victoires de Catherine II ouvrirent le passage à la Russie, et le traité de Koutchouk-Kaïnardji (10 juillet 1774) permit la navigation à la flotte marchande russe ; la flotte de guerre pouvait pénétrer de la Méditerranée dans les Dardanelles, comme les navires anglais et français, mais ne pouvait franchir le Bosphore.

La Russie, devenue l'alliée de la Turquie, lors de l'expédition d'Egypte, obtint, par le traité du 23 décembre 1798, puis plus tard par celui du 23 septembre 1805, l'accès des Dardanelles et du Bosphore pour sa flotte de guerre (c'est-à-dire le passage de la mer d'Azow dans la Méditerranée et réciproquement art. 4), et même les deux puissances décidaient de ne pas admettre dans la mer Noire un bâtiment étranger (art. 7). Par le traité du 5 janvier 1809 avec l'Angleterre, la Porte s'engageait à ne plus permettre à aucun navire étranger de pénétrer dans la mer Noire ni d'en sortir, y compris même les navires anglais. Ainsi par ces trois derniers traités, la Turquie renonçait à la règle fondamentale de l'Empire d'après laquelle elle ouvrait ou fermait les Détroits selon ses commodités. Il y avait donc là une restriction à la souveraineté du Sultan en faveur d'une puissance et au détriment des autres. Egalement par le traité d'Unkiar-Skélessi (26 juillet 1833), la Porte s'engage à fermer les Dardanelles lorsque la sécurité des possessions russes de la mer Noire sera menacée, c'est-à-dire dans le cas d'une guerre de la Russie avec les puissances occidentales.

Si la Turquie subit une telle diminution de sa souveraineté c'est que la Russie a pris pied sur la mer Noire (1774), elle a acquis la Crimée (1792), la Bessarabie (1812), et du moment que la mer Noire n'est plus seulement une mer intérieure turque, la Russie veut pouvoir en sortir librement, et traverser les Détroits. Et la Turquie en vient un jour à réclamer l'appui de l'Angleterre, pour empêcher que les navires russes ne franchissent le Bosphore. Alexandre Mavrocordato disait avec raison en 1700 : « Quand les navires étrangers obtiendront la faculté de naviguer librement sur cette mer, la fin de l'Empire aura sonné. »

Désormais, en effet, le contrôle des puissances s'exercera sur les Dardanelles, quelquefois en faveur de la Russie, mais généralement contre elle pour diminuer sa puissance en Europe et garder le passage libre. Mais cette tutelle en commun aura des inconvénients. Elle sera la cause d'une lutte secrète entre les puissances garantes pour conserver la prépondérance auprès du Sultan et en

profiter contre leur rivale la plus forte en Orient, la Russie (1). C'est ainsi que l'Angleterre n'aura pas de repos, après le traité d'Unkiar-Skélessi, qu'elle n'obtienne une diminution de l'influence russe à Constantinople.

La Convention de Londres, du 13 juillet 1841, pose comme principe du droit international européen la fermeture des Détroits, et les puissances s'engageront les unes envers les autres et le Sultan envers elles, à respecter et à maintenir cette règle. La Russie a les mains liées par ce *consortium* et aspirera à recouvrer sa politique particulière à l'égard de la Porte. Car en réalité cette convention est dirigée contre elle ; le Sultan n'a plus le droit d'ouvrir les Détroits aux flottes des puissances y compris celle de la Russie comme en 1805 et en 1833. Le principe c'est la fermeture opposée à la Russie qui seule a un intérêt puissant à sortir de sa prison, la mer Noire et dont elle possède les rives dans leur plus grande étendue. D'un autre côté, du fait de cette convention même, le Sultan n'est plus libre ; sa souveraineté est atteinte profondément par cette nouvelle charte des Détroits, puisqu'il n'a plus le droit d'ouvrir le passage à son gré. La convention même ne parlait de la clôture qu'en « temps de paix » (art. 1), ce qui laissait supposer qu'en temps de guerre le Sultan pouvait, à la différence de ce qui existait en 1833, ouvrir les Détroits à une flotte ennemie allant de la Méditerranée dans la mer Noire pour attaquer la Russie. En fait, c'est ce qui eut lieu en 1854, quand les flottes alliées pénétrèrent dans la mer Noire.

La Russie chechera à briser ces entraves. Contre les ambitions qu'elle manifeste, l'Angleterre et la France lui imposeront le traité restrictif de 1856 qui, non seulement au point de vue des Détroits, confirmait les stipulations de la convention de 1841, mais les aggravait en excluant de la mer Noire le pavillon russe : cette mer était neutralisée, ses eaux et ses ports étaient interdits aux pavillons de guerre, la Russie ne devait construire sur son littoral aucun arsenal militaire maritime (art. 11, 13). Ainsi la Russie était chassée de la mer Noire où elle avait pris pied depuis un siècle après tant de luttes glorieuses. Elle devenait une suspecte, placée désormais sous l'égide de l'Europe. Elle n'a plus qu'une pensée, reconquérir sa liberté, et c'est ainsi qu'en 1870, elle abandonna la France qui lui avait imposé les humiliations de 1856, pour reconquérir dans la mer Noire et les Balkans sa prépondérance passée.

(1) Goriainow. Le *Bosphore et les Dardanelles*. Plon, Paris, 1910.

La Convention de Londres, du 13 mars 1871, li bérait la Russie des clauses restrictives qu'ell subissait, et confirmait, en ce qui concernait le Détroits, la convention de 1841, en permettant e plus au Sultan de les ouvrir en temps de pai aux navires de guerre des puissances dans le ca où il le jugerait nécessaire, pour faire exécute les stipulations du traité de Paris. La Porte, tou en maintenant le principe de la clôture, pour s'a franchir d'une clause qui était pour elle un élé ment de faiblesse, voulait se réserver alors la fa culté d'ouvrir les Détroits à telle ou telle puis sance, selon ses convenances politiques (1). Ain disparaissait l'obligation contractuelle de la fe meture ou de l'ouverture. Le Sultan pouvait co clure une entente séparée avec la Russie, selo que cette puissance le désirerait et à son avantag exclusif. C'est ce que les puissances n'admire pas, et une proposition transactionnelle de l'Ital fut acceptée, d'après laquelle « le Sultan aura la faculté d'ouvrir les Détroits en temps de pai aux flottes des puissances amies et alliées, da le cas où cela serait nécessaire pour l'exécutio du traité de Paris du 30 mars ». Mais cette claus qui décidait que le Sultan n'avait la faculté d'o vrir les Détroits aux bâtiments de guerre des pui sances, que dans le cas d'une infraction à l'u des stipulations du traité du 15 avril 1856, éta dirigée contre la Russie, puisque le traité de 18 n'avait été conclu que dans un but qui lui éta hostile. D'atre part, en acceptant la rédaction l'article 2, le Sultan ne pourrait plus ouvrir fermer à sa guise les Détroits, « il se soumetta à l'engagement collectif de toutes les puissanc contractantes de considérer les Détroits fermés, l'exception des cas spécialement déterminés p le traité (1). »

Le traité de Berlin de 1878 (art. 63) confirm purement et simplement les stipulations de 18 et de 1871 au sujet des Dardanelles et du Bo phore, mais, tandis que le plénipotentiaire russ à la séance du Congrès du 11 juillet, déclarait q ces stipulations sont « obligatoires de la part toutes les puissances, conformément à l'esprit à la lettre des traités existant non seulement vi à-vis du Sultan, mais encore de toutes les pui sances signataires de ces transactions », lord S lisbury affirmait « qu'elles se bornaient à un e gagement envers le Sultan de respecter à cet éga les déterminations indépendantes de Sa Majes conformes à l'esprit des traités existants. »

(1) « Dans le cas seul où ses intérêts et sa sécur lui sembleraient l'exiger. » (Contre-projet de Muss rus-Pacha, séance du 3 février 1871 à Londres).

(1) Goriainow, *op. cit.*, p. 297.

réalité, si on rapproche les textes, si on relit les débats des Congrès de Paris et de Londres, si on se remémore dans quelles conditions, dans quelles circonstances, les traités de 1841 et de 1856, auxquels se réfèrent ceux de 1871 et de 1878, ont été conclus, on voit que les clauses de fermeture des Détroits ont été la conséquence d'une entente entre les six grandes puissances qui résolurent de les respecter en répondant solidairement l'une envers l'autre en cas d'infraction. Le Sultan est gardé en tutelle, afin que la Russie n'obtienne de sa part aucune concession à son avantage. Si l'Angleterre, au lendemain du jour où elle violait le principe de fermeture des Détroits en y faisant pénétrer sa flotte pour arrêter les progrès des Russes en marche sur Constantinople, proclamait que le Sultan était libre d'accorder, comme il le voudrait, des permissions de passage, afin de pouvoir, en cas de nécessité, attaquer la Russie dans la mer Noire, elle devait bientôt changer de doctrine. Quand, en 1902, la Russie demanda à la Turquie d'autoriser le passage de contre-torpilleurs qui voulaient rallier l'escadre de la mer Noire, et en 1904, lors de la guerre russo-japonaise, quand des vaisseaux voulurent sortir du Bosphore, l'Angleterre dénia au Sultan le droit d'accorder cette autorisation sans en référer aux puissances.

Ces divergences de doctrines montrent suffisamment que le système adopté est inefficace, puisqu'il est soumis aux intérêts momentanés de la politique. Il était vicié à sa base même de ce fait que les grandes puissances voulaient exercer auprès des Sultans une influence dominante et ramenaient l'application des principes à la satisfaction de leurs intérêts propres. Cette influence, elles en usaient sur un Sultan faible, dans l'incapacité de se défendre par lui-même. Ainsi la flotte de l'Angleterre arrivait en 1807 en vue de Constantinople, les flottes alliées en 1854, la flotte anglaise à nouveau le 2 février 1878. Le principe de la fermeture des Détroits ne protégeait même pas la Porte contre les empiètements d'autres Etats, — ce fut le cas lors de l'entrée dans le Bosphore des croiseurs allemands, — le *Gœben* et le *Breslau*, — et se retournait précisément contre les puissances qui l'avaient jadis imposé, l'Angleterre et la France. Il était établi principalement contre la Russie, pour limiter ses ambitions en Orient, en lui opposant le dogme de l'intégrité de l'Empire turc. La Russie, enfermée dans une mer sans issue, devait chercher naturellement à se débarrasser, à mesure que son commerce se développait, que l'axe de la politique se déplaçait, d'un système désormais désuet : c'était donc une cause de guerre en Europe. A cette doctrine qui a fait son temps, doit se substituer un régime large, celui de la liberté des Détroits, qui préviendra tout sujet de conflit en Orient. Le maintien de la paix ne sera pas soumis à l'interprétation abusive de textes compliqués, qui variait selon les besoins du moment.

Les Détroits, dont la fermeture ou l'ouverture ne dépendront plus du caprice d'une puissance faible et de la volonté des forts seront libres. Mais leur sera-t-il appliqué néanmoins un régime spécial, qui ne saurait être celui de l'internationalisation, mais qui comporterait certaines restrictions ? On a proposé de les soumettre à un régime semblable à celui qui a été établi, à Suez, par la convention du 29 octobre 1888 : « Le canal est ouvert en « tous temps aux navires de tous les « Etats ; il ne peut être mis en état de blocus. Au« cun acte d'hostilité ne peut être accompli dans le « canal et ses ports d'accès, ainsi que dans un rayon « de trois milles marins de ces ports, alors même « que l'Empire ottoman serait une des puissances « belligérantes. Les bâtiments de guerre des bel« ligérants ne pourront, dans le canal et ses ports « d'accès, se ravitailler ou s'approvisionner que « dans la limite strictement nécessaire...

« En temps de guerre, les puissances belligé« rantes ne débarqueront et ne prendront dans le « canal et ses ports d'accès ni troupes, ni muni« tions, ni matériel de guerre. Mais dans le cas « d'un empêchement accidentel dans le canal, on « pourra embarquer ou débarquer, dans les ports « d'accès, des troupes fractionnées par groupes « n'excédant pas mille hommes, avec le matériel « de guerre correspondant » (Art. 1, 4 et 5).

Ce régime, fait-on remarquer, n'est pas celui de la neutralité, puisque le canal de Suez n'est pas fermé aux navires de guerre. Le canal est simplement soustrait aux mesures d'hostilité qui pourraient y être employées. Toutefois, en cas de guerre, comme par exemple, à l'heure présente, entre l'Angleterre et la Turquie, la Convention de Constantinople ne serait guère respectée.

On a même parlé d'une situation intéressante, celle du détroit de Magellan, où l'on ne peut élever ni fortifications, ni ouvrages de défense militaire, par suite d'une convention entre la République Argentine et le Chili (23 juillet 1881).

En tout cas, d'après les principes du droit international, les détroits, dont les rives appartiennent à des pays différents, doivent rester libres et ont une condition tout autre que les détroits conduisant à une mer fermée dont les deux rives appartiennent à un même pays et qui peuvent être fermées par l'Etat dont ils relèvent. Telle était la situation des Dardanelles et du Bosphore, à l'épo-

que où le Sultan possédait à lui seul les rives de la mer Noire. Les puissances pourraient donc toujours, pour assurer le maintien des communications, imposer aux Détroits tel régime qui leur semblerait bon. Mais dans les circonstances présentes, serait-il justifié ?

Les Russes n'admettent pas que le Bosphore et les Dardanelles puissent être placés d'une façon quelconque sous un contrôle international ou qu'un statut spécial leur soit imposé. Le principe de la liberté commerciale des Détroits, disent-ils, doit se concilier avec la souveraineté de la Russie sur la mer Noire, qui l'oblige à posséder un débouché libre sur une mer ouverte, et à assurer sa propre défense sur le Bosphore et les Dardanelles en cas de guerre avec une autre puissance. Le régime de la liberté sans restriction aucune, au détriment des droits souverains de la Russie, existera pour les Détroits : en quoi la grande puissance moscovite en tirerait-elle avantage pour nuire au commerce des autres nations ? Elle ne se refuserait en rien à remplir honnêtement, sur ce point, ses obligations internationales. Toutes les difficultés qu'a suscitées la question des Détroits sont venues de ce fait qu'on voulait enfermer la Russie dans la mer Noire. Donnez-lui le libre passage, elle n'en abusera pas. Telle est la thèse soutenue chez notre alliée.

Les autres Etats riverains de la mer Noire, la Roumanie, la Bulgarie, qui y possèdent des ports, ont intérêt à pouvoir jouir de la facilité des communications par mer pour la marine. Leur commerce aussi doit être libre par mer en tout temps, et ne plus être entravé par les mines posées dans les Détroits. La liberté du passage est pour eux une question primordiale.

La Roumanie est la première intéressée à la question des Détroits, car elle possède une partie du littoral de la mer Noire. Elle a pied sur le Danube et ne peut admettre que son commerce soit entravé de quelques façon que ce soit. La Turquie, en fermant les Dardanelles, sur les injonctions de l'Allemagne, a rendu impossible toute exportation roumaine par mer.

Que la Bulgarie et la Grèce entrent en guerre, et une Roumanie neutre, comme dans les circonstances présentes, serait bloquée et dans l'impossibilité de commercer. Et puis, il ne s'agit pas pour la Russie d'acquérir un contrôle sur les Détroits, ni sur la navigation du Danube, et de modifier à cet égard les stipulations de 1856 d'après lesquelles la navigation du Danube est libre jusqu'à son embouchure pour toutes les nations, stipulations que l'Europe a sanctionnées, intéressée qu'elle est à l'entière liberté de commerce sur le grand fleuve. Le commerce sur le bas Danube, comme dans les Détroits, devra rester entièrement libre. Une Russie maîtresse des Détroits ne gênera pas plus la Roumanie qu'une Turquie gardienne du Bosphore et des Dardanelles.

La Bulgarie a intérêt également à la liberté des Détroits, puisqu'une certaine étendue de côtes sur la mer Noire est bulgare. L'Italie et l'Espagne ont souffert dans leur commerce de la fermeture des Dardanelles. Lorsqu'à la paix, l'Italie gardera les îles qu'elle occupe, il sera essentiel pour elle que la navigation commerciale lui soit garantie par mer avec les pays danubiens.

*
* *

Avec la question des Détroits, se pose également celle de Constantinople et du retour en Asie des vainqueurs de Byzance. La possession de Constantinople (Tsarigrad) est la conséquence inévitable de la possession des Détroits par la Russie. On a parlé d'un régime international pour Constantinople, semblable à celui qui existe à Tanger. Mais Constantinople et Sainte-Sophie sont pour la Russie le symbole de sa grandeur ! Elle veut que les efforts patients de sa diplomatie, qui, depuis Pierre Ier, ont tendu à la domination du Bosphore, soient enfin couronnés de succès. Constantinople a pour la Russie la fascination de la tradition et de l'histoire.

L'Angleterre et la France n'ont plus les mêmes raisons qu'autrefois de disputer à la Russie les clefs du Pont-Euxin. l'une et l'autre puissance n'ont pas la prétention de les garder pour elles. L'Angleterre ne saurait redouter, comme en 1854, une mainmise de la Russie sur les territoires ottomans voisins des Détroits. A cette époque, l'Empire turc et la Russie avaient les mêmes frontières, puisque la Roumanie et la Bulgarie autonomes n'existaient pas. Aujourd'hui, ces deux royaumes la séparent de la Thrace ; il y a donc équilibre sur la mer Noire où la puissance russe est contrebalancée par celle d'autres Etats. Au contraire, les ambitions de l'Allemagne, qui se sont manifestées à Stamboul, en Syrie, en Palestine, ses projets économiques en Asie-Mineure, constituent un danger, et pour les puissances riveraines de la Turquie, et pour la liberté du commerce européen en général. M. Sazonoff disait, le 9 février 1915, à la Douma : « Les événements qui se déroulent à la frontière russo-turque achemineront la Russie vers la réalisation d'importants problèmes économiques qui sont liés à l'accès de la Russie sur une mer ouverte », et sir Edward Grey, en commentant ces paroles aux Communes, le 25 février, ajoutait :

Ce sont là des aspirations avec lesquelles nous ommes en entière sympathie ».

La possession de Constantinople n'a plus le ême intérêt qu'aux XVIIIe et XIXe siècles, depuis ue se sont constitués les royaumes balkaniques et ue le commerce mondial, se déplaçant après le ercement de Suez, a suivi des routes différentes gagné les mers d'Extrême-Orient ; ce n'est plus Méditerranée seule qui sert aujourd'hui au comerce de l'Europe répandu sur toutes les mers. u reste, pour l'Angleterre, maîtresse de Suez, l'Egypte, qui a pied en Asie-Mineure et possède terminus du Bagded, la liberté du passage vers s Indes est assurée. La question de Constantinople, même que celle de l'intégrité de l'Empire ottoan, présentent un intérêt moindre. Ce qu'il faut l'Angleterre, à la France, à l'Europe, c'est avant ut le libre passage des Détroits, qui assurera aux andes voies de la navigation méditerranéenne ur prolongement naturel vers les riches contrées la Russie.

*
* *

Les victoires des alliés marqueront-elles l'effonrement de l'Empire turc en Europe ? La lente sagrégation commencée, il y a deux siècles, au ité de Passarowitz, aboutira-telle à sa ruine défitive, et les peuples frémissants verront-ils la fin leurs souffrances et recevront-ils avec la réalition de leurs vœux le prix de leurs luttes héïques ?

En Europe, la libération est presque achevée, ais en Asie, sous le canon des Alliés, tressaillent s peuples nombreux qui aspirent à l'indépennce. Les Arméniens, auxquels la Russie a conti des promesesses, verraient dans les victoires la Triple Entente la fin de leurs maux. Les Syens demandent l'autonomie, les uns sous un prince usulman ou un prince chrétien, d'autres avec us de raison sous le protectorat de la France ministrant sagement le pays et respectant les oits et la religion des indigènes. Certains part même d'attribuer à la France la Palestine i a toujours fait partie de la Syrie, quitte à innationaliser Jérusalem. Les sympathies des Syens, de même que celles des Libanais pour la ance sont bien connues : nos intérêts sont puisnts dans ces pays, jadis libérés par nous du joug c, et qui méritent de recouvrer leur antique ospérité avec l'indépendance.

D'autres peuples ont des aspirations là-bas et endent une situation meilleure : les Grecs de la le et ceux des îles, les Arabes de l'Yémen et de Mecque qui peuvent poser la question du Khaat.

Il faudra aussi instituer une exploitation économique de ces fertiles contrées qui, par suite de l'incurie de l'administration, n'étaient pas mises en valeur, en créant des routes, des canaux, des voies ferrées. Le grand transasiatique que l'Allemagne voulait accaparer, le Bagdad, devra rester libre.

Bref, tous les peuples, des Balkans aux extrémités de l'Asie, songent à cette vaste liquidation préparée par des siècles d'impuissance et d'indifférence, par l'accumulation des mêmes fautes ; et l'on reste interdit en pensant et aux luttes passées et aux nombreux intérêts à satisfaire. La question d'Orient, née avec l'arrivée des Turcs en Europe, cessera-t-elle d'exister avec leur retour en Asie ?

Avant que les chefs des armées alliées aient achevé leur œuvre, peut-on envisager dans tous ses détails le meilleur système qui assurera définitivement aux Détroits la liberté, à l'Asie-Mineure un statut conforme aux aspirations des races ? Ce sont les armées alliées qui en ce moment font l'histoire. Mais pour que la paix règne en Europe, il faut que le traité en prépare une reconstitution générale en réparant les erreurs ou les injustices commises autrefois.

Les trois traités qui ont organisé l'Europe moderne portaient en eux-mêmes les germes des guerres futures. Les traités de Westphalie, sous prétexte de contenir la maison autrichienne, ont trop fortifié la Prusse en Allemagne et les petits Etats allemands: ils ont préparé l'unité germanique.

Les traités de Vienne, « œuvre de réaction contre le principe de la nationalité consentie et celui de la liberté politique » (E. Lavisse), avaient voulu comprimer les espoirs des races : l'Autriche et la Prusse grandies, l'une avec les provinces italiennes, l'autre avec les sécularisations, en avaient été les gardiennes au XIXe siècle pour dominer l'Europe. Ces traités, en enrichissant certains Etats avec les dépouilles de la Pologne, de la Saxe, de la Norvège, de la Belgique et de Venise, consacraient le partage et la domination des peuples.

Le traité de Berlin était une véritable atteinte aux droits des nations et à l'expansion des Slaves, un déni de justice pour les peuples auxquels il s'imposait : ce fut le triomphe du germanisme.

A Berlin comme à Vienne, les diplomates assemblés avaient déplacé arbitrairement les limites rationnelles des Etats, pesant, évaluant les populations au gré de leurs combinaisons stratégiques, provoquant les haines et les bouleversements de l'avenir.

Ainsi la situation politique de l'Europe centrale et de l'Europe orientale reposait sur l'oppression des races: c'était là une cause incessante de conflits. L'œuvre de Vienne et de Berlin est à refaire ; un

Etat ne doit pas avoir en Europe la prédominance au détriment des autres, et tous les Etats doivent compter désormais avec les forces populaires, avec les revendications nationales : « Il ne faut plus que les Balkans et la flèche de Strasbourg dominent la politique européenne ! »

J. Aulneau.

LA GRÈCE ET L'EUROPE

Les élections grecques, qui ont eu lieu le 13 juin, ont été, à la fois, un grave échec pour le cabinet Gounaris, qui était au pouvoir depuis la retraite de M. Vénizelos, et une défaite caractéristique pour les Empires du Centre ; car M. Gounaris n'avait rien négligé pour conquérir les suffrages et le cabinet de Berlin, sinon celui de Vienne, avait tout mis en œuvre, afin de maintenir l'Hellénisme dans une neutralité profitable et à la Porte et à la cause germanique.

Il est rare que des élections, dans l'un quelconque des Etats des Balkans, passionnent l'opinion des grandes nations Européennes ; on sait trop bien qu'elles tournent normalement au gré du gouvernement en fonctions, et puis, d'ordinaire, ces Etats n'exercent qu'une influence restreinte sur la marche générale des affaires. Cette fois-ci, même les personnes qui, habituellement, suivent d'un œil distrait les événements d'Orient, attendaient, avec une anxieuse curiosité, le résultat de ce scrutin, le premier auquel les Hellènes fussent conviés, depuis que les deux guerres de 1912 et de 1913 avaient augmenté leur territoire et leur population. Vénizelos triompherait-il de Gounaris et des protecteurs très haut placés qui, aprés avoir appelé ce député au pouvoir, — pour accomplir une certaine besogne — s'abritent derrière lui ? La Grèce persévérerait-elle dans l'abstention, ou adopterait-elle une politique d'action aux côtés de la Triple Entente, convertie en Quadruplice par l'accession de l'Italie ?

A la vérité, malgré les semaines écoulées et bien que son attention fût sollicitée de tant d'autres côtés, l'Europe n'avait pas oublié les journées dramatiques de mars dernier, où Vénizelos avait exposé, devant les Conseils de la couronne, son programme d'expansion hellénique et avait finalement, surpris par la résistance royale, remis sa démission à Constantin Ier. Le conflit des personnes et des systèmes captivait encore moins cette Europe, que ne la préoccupait l'issue possible d'une lutte logiquement transférée dans le domaine électoral. Si Vénizelos était battu, l'Allemagne enregistrait un succès diplomatique et l'immobilité de la Grèce, définitivement consacrée, semblait annoncer une immobilité analogue de la Roumanie et de la Bulgarie. Si Vénizelos triomphait, la Grèce reprendrait tôt ou tard son rang parmi les alliés de la quadruple Entente, et son exemple ne serait pas perdu pour les autres neutres Balkaniques. A coup sûr, son entrée en ligne n'affecterait plus la portée qu'elle eût offerte au printemps, quand l'Italie manifestait encore les hésitations, et qu'aucun corps expéditionnaire n'avait débarqué à Gallipoli ; mais autant il serait excessif d'attribuer à sa coopération une influence décisive, autant il serait injuste de lui dénier toute valeur. En cette fin de juin 1915, où j'écris, on n'a point le droit d'ailleurs de considérer que l'abandon de la neutralté par un Etat, n'eût-il que 2 millions d'habitants, (et la Grèce en a plus du double), soit un phénomène accessoire et négligeable

Le succès de Gounaris eût réjoui les Empires du Centre, parce que les circonstances ont fait de Gounaris, l'homme de la neutralité à outrance, de la neutralité favorable à Guillaume II, de la méthode chère au roi Constantin, beau-frère du Kaiser. Les peuples de la quadruple Entente et leurs alliés tenaient pour Vénizelos, parce que Vénizelos a compris que les destinées de l'Hellénisme étaient liées à celles de ces peuples, et aussi parce que la personnalité de Vénizelos leur est apparue infiniment séduisante.

Il ne faut pas attacher trop d'importance aux individus ; on risque de se méprendre étrangement lorsqu'on ramène tout à eux et qu'on cristallise, en leur volonté, la volonté de millions d'hommes. Mais on commettrait une erreur inverse et tout aussi grave, en négligeant les individus et en niant systématiquement leur action. Je me souviens qu'à Londres, lors de la fameuse conférence, où se disputaient les destinées de l'Orient, et aussi de l'Occident, un diplomate français, qui passe pour l'un des premiers de tous, me disait : « Vénizelos est ou sera le premier homme d'Etat de l'Europe contemporaine. » J'avais été étonné de cette appréciation presque enthousiaste, formulée par un esprit, dont le sens critique et quelque scepticisme sont les deux qualités essentielles. Une courte rencontre, qu'il me fut donné d'avoir avec Vénizelos, me convainquit de la légitimité de ce jugement. Le premier délégué de la Grèce savait où il allait, ce qu'il voulait, et ses revendications territoriales s'appuyaient toujours sur des argumentations échafaudées de main de maître. Son regard clair et loyal, sa physionomie ouverte, sa parole aisée, simple, exempte de rhétorique, vous

onquéraient de prime-abord, si réfractaires fus-
ez-vous à de pareils entraînements. Vénizelos,
ar la conférence de Londres, fit sa grande entrée
ans ces milieux dirigeants de la diplomatie eu-
opéenne qui, faute sans doute, d'un suffisant re-
ouvellement, donnent l'impression de la médio-
rité et de la vétusté.

Il était, lui, un homme nouveau dans toute l'ac-
eption du terme. Par une extraordinaire for-
une, mais qui n'avait rien d'inexplicable, qui se
onçoit fort bien, lorsqu'on reprend la trame des
vénements, il était devenu président du Conseil
e Grèce, après avoir été le chef des insurgés
rétois. En quelques mois, par une politique à la
ois prudente et audacieuse, il avait régénéré le
ays qui lui avait livré ses affaires. Il n'avait eu
u'à apparaître pour vaincre. Entre les partis mi-
taires, qui reprochaient aux anciennes factions
es Rhallys, des Théotokis, etc..., et à la cour,
'avoir laissé péricliter les grands intérêts natio-
aux, — et les défenseurs de la légalité civile, il
vait trouvé le compromis nécessaire. Il avait à la
ois étouffé toute velléité prétorienne et revisé la
onstitution. Au total, il avait rendu quelque sé-
urité au monarque et aux princes, qui, un peu hu-
iliés par cette restauration de prestige, ne de-
aient guère nourrir de gratitude pour ce servi-
eur trop heureux. Deux consultations électorales
uccessives lui avaient valu des majorités sans pré-
édent : celle du 24 mars 1912, la dernière avant
e scrutin du 13 juin 1915, lui assurait 147 sièges
ur 181, c'est-à-dire une façon de dictature morale.
l en avait usé pour engager son pays dans la
rande politique : car ce n'était un secret pour
ersonne, qu'après avoir confié la réorganisation
e l'armée au général français Eydoux et le relè-
ement de la marine à l'amiral anglais Tuffnel, il
vait préparé le partage de la Turquie, et l'éman-
ipation des Grecs d'Europe et des îles, en négo-
iant la quadruple entente balkanique : ce fut lui
ui prit l'initiative et la direction des pourparlers,
'où sortit brusquement cette coalition, jusque-là
éputée impossible.

Tel était l'homme, de valeur éprouvée déjà, que
es intrigues de cour et des influences extérieures
artaient du pouvoir, en mars dernier, à une
eure décisive de l'histoire de l'hellénisme, — et
qui le peuple vient de marquer, le mois écoulé,
a sympathie inaltérable.

A la fin de février 1915, l'expédition franco-an-
glaise, qui opérait dans les Dardanelles, et dont
e succès paraissait alors très proche (car l'on
gnorait les difficultés de sa tâche), arrachait
'Orient à sa torpeur. Si Constantinople tombait,
i l'Empire ottoman se disloquait, comment se
partageraient les domaines, sur lesquels les sultans avaient régné tant de siècles ? Venizelos eut vite pris son parti. L'occasion était unique pour la Grèce, si elle entendait affranchir les Hellènes d'Asie. Cette guerre, — du moins pour les peuples coalisés contre les Empires du Centre et contre la Porte, était une guerre de nationalités, — la plus favorable de toutes à ces balkaniques qui ont toujours à revendiquer un morceau de leur race. Venizelos refit le geste de Cavour. Nous savons, par les mémoires successifs qu'il a publiés en avril, qu'il offrait une coopération armée à la Triple Entente, en échange de la promesse d'un territoire qui eût plus que doublé l'étendue de son pays. Pour éviter que la Bulgarie ne se lançât sur certains districts macédoniens, annexés à la Grèce en 1913 il était disposé à lui céder Cavala, et sous le couvert de cette cession, qui était d'une haute inspiration politique, et que la Roumanie eût vraisemblablement complétée par celle de la Dobroudja bulgare, il restaurait la ligue des Balkans. On n'ignore pas sous quelles pressions, après deux conseils de la Couronne, il dut démissionner. Le jour même où le roi Constantin, le chef d'état-major, et M. Theotokis, le leader des germanophiles, déterminaient sa retraite par leur vote, les journaux dans toutes les capitales alliées annonçaient l'entrée en ligne de la Grèce ; tant il leur semblait impossible que Venizelos échouât ! Une heure avant d'apprendre le résultat du second conseil de la Couronne, M. Pachitch, le premier ministre serbe, félicitait l'agent diplomatique grec à Nisch, et, faisant allusion à l'accord passé en 1913, entre son gouvernement et le gouvernement d'Athènes, pour la défense du *statu quo balkanique*, lui disait un peu ironiquement : « Ce n'est pas trop tôt ! »

La retraite de Venizelos provoqua à Paris, à Londres, à Pétrograd, un sentiment de stupeur. On ne pensait pas que le souverain des Hellènes, souverain d'importation après tout, et que sa parenté avec Guillaume II rendait déjà quelque peu suspect, oserait adopter une politique aussi contraire à la volonté de son pays. Que fût-il advenu, si Venizelos, comme c'eût été son droit, eût réclamé une consultation immédiate des électeurs ? Il se contenta, en quittant Athènes pour les îles et pour l'Egypte, de laisser Constantin aux prises avec les difficultés. Le premier homme politique, auquel le monarque offrit le pouvoir, Zaïmis, se récusa. Un appel à Théotokis eut comporté des risques graves. Finalement, la présidence du Conseil échut à un député, dont l'Europe ne connaissait guère le nom, M. Gounaris, et qui manda aux affaires étrangères M. Zographos, l'ancien chef du

gouvernement provisoire d'Épire, doté, lui, de quelque notoriété et assez sympathique aux expansionnistes. Au fond, ce n'était là qu'un gouvernement intérimaire, et capable, tout au plus, de vivre, avec la grâce des Venizélistes, jusqu'aux élections. L'exil volontaire de Venizelos qui avait même déclaré, paraît-il, abandonner la vie politique, simplifiait sa besogne.

Imaginez que Cavour, à l'heure de la guerre de Crimée, eût échoué auprès de son propre souverain, et que, par suite, le cabinet de Turin n'eut pas été admis à délibérer avec les grandes puissances. Tel était le sort de la Grèce après les conseils de la couronne de mars 1915. Les révélations, qu'avait faites Venizelos en avril, laissaient intactes, et même accrues, sa réputation et son autorité, mais étrangement diminuées les possibilités d'extension du royaume hellène. Comme l'avait dit, dans sa claire vision des choses, l'homme d'État momentanément vaincu : « l'occasion perdue ne se retrouverait plus, et la Grèce pourrait se déclarer heureuse si elle gardait toutes ses conquêtes de 1913 »... Quel prestige c'eût été, pour ce pays, dont tant de nationaux gémissaient sous la dure tutelle ottomane, s'il avait, par son initiative, ébranlé tout l'Orient, et avec lui, l'Italie, qui n'avait pas encore précisé son attitude ! Quel profit matériel et moral, il eût pu escompter à peu de frais, alors que la réalisation de son rêve presque séculaire eût servi de justification à sa politique !

De mars à juin 1915, le monde hellénique étant retombé dans sa torpeur, M. Gounaris s'appliqua avant tout à faire de « bonnes élections ». Il croyait n'avoir qu'à mettre en œuvre les procédés tant de fois pratiqués par ses prédécesseurs, et dont la pauvreté même de la plupart des provinces facilitait normalement l'application : les scrutins grecs ressemblaient beaucoup aux scrutins espagnols, leurs résultats étant, dans leurs grandes lignes, fixés en haut lieu. L'absence du chef de l'opposition libérale, de Venizelos, — qui, finalement, revenant sur ses paroles, consentait bien à poser sa candidature, mais se refusait à faire la moindre propagande, — paraissait laisser le champ libre au gouvernement. Celui-ci, au surplus, en admettant qu'Athènes et quelques grandes villes voulussent souscrire au programme d'expansion hellénique, était certain d'obtenir en bloc les suffrages de la Grèce nouvelle, de la Grèce annexée en 1913, qui votait pour la première fois et qui devait être plus accessible à la pression ministérielle que les anciennes circonscriptions. M. Gounaris, au demeurant, ne recula devant aucune violence verbale pour discréditer Venizelos, en le représentant comme l'homme d'État qui capitulait devant la Bulgarie, qui livrait à ce pays des morceaux du territoire hellène, et qui jetait le royaume dans les aventures les plus redoutables. Venizelos repoussait du pied toutes ces injures, auxquelles ses amis les plus immédiats ripostaient par quelques brefs discours.

Le scrutin du 13 juin fut pour lui un succès caractérisé, une consécration éclatante. Dans telle province, il eut tous les sièges et presque toutes les voix. Les vieilles circonscriptions, de pure population hellène, acclamèrent, sur son nom, les idées qu'il avait défendues, la collaboration avec la France, l'Angleterre, la Russie, l'Italie, la Serbie. Si M. Gounaris obtint la majorité des votes en Macédoine, où des éléments ethniques divers s'enchevêtrent, il ne réunit dans l'ensemble du Parlement qu'une minorité de mandats : — sur 316 sièges, près de 200 revenaient à l'opposition, — si bien que, le 13 juin au soir, désavoué par le corps électoral, contrairement à ses prévisions et à tous les précédents, il n'avait plus qu'à se retirer, et à céder la place à M. Venizelos. On sait comment, usant de prétextes mesquins, il essaya de se prolonger au pouvoir, avec l'approbation des agents allemands qui pullulent à Athènes, et auxquels une reine prussienne n'a jamais ménagé les encouragements. Le rôle politique de la Grèce, dès le 13 juin au soir, n'en était pas moins réglé par la volonté populaire, la seule qui compte là-bas comme en beaucoup d'autres pays.

Une intervention hellénique dans la crise européenne n'aura plus la même portée qu'en mars dernier, — pour la Triple-Entente, ni pour les Hellènes. Il convient d'examiner les réalités de près, car l'on déduira ensuite, d'une série de considérations appréciables, que cette intervention ne saurait pas davantage être tenue pour sans portée.

De toutes les puissances qui gardaient encore la neutralité, il y a quatre mois, la première par ses effectifs militaires était l'Italie. Si le cabinet d'Athènes eût alors mis ses propres contingents en marche, il eût déterminé une résolution plus prompte de la Péninsule, naturellement soucieuse de défendre ses intérêts dans la Méditerranée orientale, et de n'y point laisser la prépondérance à un autre État. Or l'Italie a devancé la Grèce, en sorte qu'une décision grecque n'aurait plus toutes les amples répercussions, qu'on était tenté jadis de lui assigner.

La France et l'Angleterre ont beaucoup moins besoin aussi aujourd'hui de la collaboration de l'armée hellène à Gallipoli. Leur entreprise, au début de mars, avait conservé un caractère purement naval : maintenant, elle s'effectue à la fois par terre et par mer, et des contingents de troupes suf-

s et susceptibles d'ailleurs de se grossir en-
ont été mis sous les ordres des généraux Ha-
et Gouraud. L'armée hellène, de ce côté, ne
tuerait donc plus qu'un appoint.

'on envisage l'intérêt particulier de la Grèce,
e saurait plus vouloir retirer, de sa coopéra-
tous les profits qu'elle était en droit d'entre-
l'heure où M. Venizelos négociait avec les
chancelleries, de Pétrograd, de Paris et de
es. Il est juste que chacun des Etats, qui
ïperont à cette guerre de libération, reçoive
antages proportionnés aux services qu'il aura
s à la cause commune, et le gouvernement
ènes, de ce chef (M. Venizelos en quittant le
ère l'avait lui-même reconnu), ne pourrait
formuler les mêmes prétentions qu'au prin-
: d'autant que l'Italie, désireuse de garantir
venir dans le Levant, s'est sans doute pourvue
romesses et des sécurités élémentaires.

ce à dire que la Triple-Entente doive dédai-
a collaboration hellénique, la ramener à une
médiocre ou restreinte, refuser aux Hellè-
ertaines satisfactions nationales, qui redevien-
légitimes, du moment qu'ils les auront mé-
? Non point. Les paroles prononcées jadis
l. Venizelos : « l'occasion est perdue », ne
nt être prises dans leur signification absolue.
me d'Etat a entendu que la Grèce, en agis-
plus tard, et dans d'autres conjonctures, ne
nagerait plus les mêmes chances d'agrandis-
t. Il n'a pas voulu affirmer qu'elle renonçait
jamais, par une abstention temporaire, à la
tion de ses frères de race.

sonnons bien. L'intervention admise, préco-
par la majorité des Hellènes (car tel est bien
s du scrutin du 13 juin), sera d'abord un
échec moral pour l'Allemagne, pour l'Autri-
pour la Turquie, que la retraite de M. Veni-
avait réjouies, et qui croyaient le cabinet
nes désormais voué à une immobilité dura-
llène les échecs simplement moraux ne sont
éligeables dans la phase de la crise, à la-
nous sommes parvenus, car toute interven-
ouvelle contre les Empires du centre atteste
inution des possibilités de victoire germani-
Hors d'Allemagne et en Allemagne, l'avorte-
des intrigues prussiennes dans le royaume
onstantin Ier apparaîtra comme un indice si-
atif.

s il y a beaucoup plus. Le jour où l'armée
ue serait mobilisée et concerterait son effort
celui des armées alliées, la Serbie serait défi-
ment prémunie contre un retour offensif des
o-Hongrois : c'est-à-dire qu'elle pourrait,
oup plus librement elle-même, reprendre sa
marche en Bosnie, et pénétrer en Esclavonie. Par une répercussion qui n'est guère douteuse, l'action de la Grèce entraînerait celle de la Roumanie et de la Bulgarie, car le maintien de l'équilibre balkanique lui-même exigerait que les chancelleries de Bucarest et de Sofia s'affranchissent de leurs dernières hésitations. Enfin, soit qu'ils fussent débarqués sur un point quelconque de la presqu'île de Gallipoli, soit qu'on les expédiât sur le littoral asiatique, les soldats hellènes joueraient leur rôle dans l'assaut mené contre l'Empire Ottoman.

Et alors le gouvernement d'Athènes, ses services étant indiscutables, pourrait attendre de la Quadruple-Entente des satisfactions substantielles. Il les obtiendrait d'autant mieux qu'il ne saurait venir à l'idée de personne de maintenir éternellement en tutelle les Grecs d'Asie et de froisser une nationalité si précieuse à la civilisation. Il bénéficierait à la fois du principe que les Alliés ont mis à la base même de leur programme de reconstruction, et du souci, — que toutes les puissances coalisées marquent également, — de créer l'équilibre en Méditerranée orientale.

Il peut encore y avoir des heures radieuses pour la Grèce.

PAUL LOUIS.

LE ROLE DU NOUVEAU MINISTÈRE ANGLAIS

Le remaniement ministériel qui a été opéré, le mois dernier, en Angleterre est sans précédent dans l'histoire parlementaire de ce pays. C'est la première fois qu'on voit les radicaux, les conservateurs et les socialistes diriger ensemble les affaires publiques. La désignation d'un ministre sans portefeuille — lord Lansdowne, l'ancien ministre unioniste des Affaires étrangères, fait partie à ce titre du cabinet — est également un fait extrêmement rare. Il semble bien qu'il ne se soit produit que trois fois, en 1841, en 1852 et en 1900, au profit de Wellington, de Lansdowne (le père du ministre actuel) et de Salisbury. Pour que M. Asquith ait dérogé ainsi si complètement — et si soudainement — aux plus anciennes traditions politiques du pays, il a fallu des circonstances extrêmement sérieuses, des nécessités pressantes. Il l'a, au surplus, reconnu lui-même dans la lettre qu'il a écrite à son chief whip, M. J.-W. Gulland : « La transformation, a-t-il dit, implique un abandon temporaire du système de parti de gouvernement qui

toujours, depuis 1832, a dominé nos arrangements politiques et que je considère, dans les circonstances normales, comme s'adaptant le mieux à nos nécessités nationales... Il y a une raison, une seule, qui pouvait justifier ou expliquer cette nouvelle résolution : une nécessité nationale, *franche, urgente.* C'est seulement parce que la conviction fut ressentie par moi qu'un gouvernement sans parti serait l'instrument le plus efficace pour poursuivre la guerre avec succès que j'ai pris cette décision, *qui m'a fait une peine personnelle infinie...* »

Le nouveau cabinet, que continue de présider M. Asquith, est bien, comme il le dit lui-même, un gouvernement sans parti. Sur 22 portefeuilles, 8 ont été attribués aux unionistes, 1 aux socialistes. M. Henderson est devenu ministre de l'Instruction publique. Le chef actuel de l'opposition conservatrice aux Communes, M. Bonar Law, a pris le portefeuille des Colonies, son second, M. Walter Long, la présidence du Local Government Board. On a fait également appel à M. Balfour, l'ancien premier ministre (Marine), à M. Austin Chamberlain, le fils du célèbre homme d'Etat (Secrétariat pour l'Inde), à lord Selborne, ancien grand maître de la flotte et gouverneur de l'Afrique du Sud (Agriculture), à lord Curzon, l'ancien vice-roi de l'Inde (Sceau privé), à sir Edward Carson, antihomeruler fameux (Attorney général), enfin à lord Lansdowne. Il n'a tenu qu'aux nationalistes irlandais d'être également représentés dans le gouvernement. Un portefeuille a été offert à leur chef, M. John Redmond, mais celui-ci l'a refusé, ayant fait serment de ne pas occuper de fonctions gouvernementales aussi longtemps que le Home Rule ne serait pas en vigueur.

Les 13 membres radicaux du ministère détiennent d'importants portefeuilles. Aux côtés de M. Asquith, premier ministre et premier lord du Trésor, Sir Edward Grey est demeuré ministre des Affaires étrangères, M. Runciman, président du Board of trade. M. Mad Kenna est devenu chancelier de l'Echiquier, aux lieu et place de M. Lloyd George, chargé du ministère des Munitions nouvellement créé; lord Kitchener a conservé le portefeuille de la guerre.

Ce ministère de concentration a été constitué pour deux raisons nationales très distinctes : la première d'ordre tout ensemble militaire et social, la seconde d'ordre naval.

Malgré l'union plusieurs fois proclamée, le gouvernement se heurtait, depuis plusieurs mois, dans certaines parties de la masse ouvrière à une mauvaise volonté évidente. Dans un précédent article, j'ai indiqué ici même l'agitation que ces m présentaient, et les efforts qui avaient été faits calmer celle-ci. Ces efforts, contrairement au pérances, n'aboutirent pas. Les grèves con rent de plus belle. La grève des tramways à dres gêna considérablement le trafic de la tale. A Leicester, l'industrie du coton accusai effervescence pleine de menace, mais surto mécaniciens de la Clyde et de la Tyne, ceu devaient produire les objets les plus néces à la défense nationale, continuaient de n'avo cune idée de la gravité de la situation et de portance, décisive pour le pays, de leur tr Le *Times* eut beau indiquer ce que la class vrière allemande pensait de la guerre, les m lurgistes anglais ne se montrèrent pas plus ni plus diligents dans leur besogne quotidi « La formelle promesse d'une grande réforme tique et sociale de la société, comme conces accordées après la guerre aux classes ouvr écrivait le grand journal londonien, d'apr correspondant neutre de retour de Westpha de Saxe, est devenue chez nos ennemis lettre m et les promesses de liberté, consenties spo ment au début, sont tombées dans l'oubli. grande majorité des ouvriers d'outre-Rhin aujourd'hui que la guerre est une lutte pour tence du pays, pour ses foyers et pour sa Avec un tel état d'esprit, et avec l'aide de l cipline militaire, qui empêche toute propagan rieuse contre la guerre, on ne peut prévoi cune tentative capable de briser la solidité nation comme machine de guerre. » Il n'en pas de même en Angleterre, où la propagand mande en faveur d'une paix hâtive, en dé les esprits, détournait de leurs devoirs un nombre d'ouvriers.

Le système de mobilisation industrielle auq gouvernement s'était attaché avait rencontr très vive opposition (1). Militariser les fab sembla la réalisation, à la faveur des circonst de certains points du programme radical les discutés. Les unionistes virent la mesure ave défiance marquée, — de même, au surplus, q tentatives faites en vue d'une restriction de la sommation des boissons. M. Lloyd Georg trouva de la sorte en présence de patrons

(1) Cette opposition obligea le gouvernement seoir à ses projets. La loi militarisant les fab (*Revue Bleue*, 8-15 mai) ne fut pas votée. On verr loin que le gouvernement en a récemment rep principales dispositions, et a inséré celles-ci da bill déposé devant les Communes le 23 juin dern

osés, et d'ouvriers indifférents. C'est ainsi que apparut la nécessité d'appeler au gouverne- t l'opposition elle-même. Il pensa que, là où gouvernement de parti avait échoué, un minis- sans nuance politique pourrait sans doute sir. Pour agir sur les masses ouvrières in- samment soucieuses de leur devoir, pour sti- er leurs énergies, il demanda à M. Hen- on son concours. De même, pour agir sur patrons unionistes et leur faire comprendre la essité de certains sacrifices, imposés par la ense nationale, le gouvernement donna huit por- uilles aux conservateurs.

agir ainsi, il y avait, semble-t-il, une véritable ence. L'administration de lord Kitchener au r Office était, en effet, l'objet de critiques ex- nement vives. Si certaines semblaient mal fon- s, d'autres, spécialement celles concernant la ntité et la qualité des munitions fabriquées, si que le recrutement des effectifs, paraissaient oser sur des bases sérieuses et précises. On it bien que M. Asquith avait en portefeuille lettres du maréchal French lui affirmant qu'il it toujours eu assez de munitions et qu'il en sédait encore autant qu'il lui était nécessaire, le s tout entier, à l'exception de ceux qui ne vou- nt pas savoir, savait cependant que la produc- , au début peut-être suffisante, ne correspon- plus maintenant et, surtout si la guerre se longeait, risquait de ne plus suffire du tout, besoins des forces en campagne, non seule- nt de celles opérant en France, mais aussi de es opérant sur mer et outre-mer. Il savait aussi , si les effectifs des armées de terre étaient ac- llement à peu près suffisants, l'avenir était loin re assuré. Dès maintenant, on avait besoin de .000 nouveaux soldats, et, pour les trouver plus ilement, on était obligé d'élargir la limite d'âge d'abaisser celle de la taille. Tandis que l'ap- d'août dernier n'admettait comme bons à servir les hommes de 19 à 30 ans, mesurant au mi- num 5 pieds 6 pouces, l'appel du 19 mai a admis hommes jusqu'à 40 ans, et ceux-là même qui mesuraient que 5 pieds 2 pouces. La question service militaire obligatoire se posait avec la me acuité que celle de la mobilisation indus- elle et, pour la discuter utilement, il était éga- ent nécessaire pour le gouvernement d'avoir à côtés des représentants de toutes les fractions l'opinion.

M. Asquith a confié à M. Lloyd George, avec le uveau portefeuille des Munitions, le soin de la bilisation industrielle. D'autre part, il n'a pas lu retirer, comme beaucoup le lui avaient de- ndé, à lord Kichener, la charge du Ministère de la Guerre et de l'approvisionnement en hommes. Il s'est, en effet, souvenu — et on ne peut que l'en féliciter — des efforts déjà accomplis par le ministre et des résultats obtenus. Lord Kitchener a tout improvisé. Au début de la guerre, l'Angleterre disposait à peine de 150.000 soldats à envoyer sur le continent. Plus d'un million ont été depuis lors équipés, armés et partiellement déjà mis en ligne. Les services techniques, qui faisaient totalement défaut, ont été créés de toutes pièces. Sans doute, l'ensemble de l'édifice est loin d'être sans fissures, il y a des améliorations nombreuses à apporter, mais le passé peut, dans une certaine mesure, répondre de l'avenir, et le pays se devait à lui-même de faire encore confiance à l'homme qui, par son énergie et ses qualités d'organisation, l'avait, depuis plusieurs mois, mis à même de résister honorablement à l'agression allemande.

L'expédition contre Constantinople a été l'autre cause du remaniement ministériel. Il peut même n'être pas impossible qu'elle en ait été la cause principale. La presse a indiqué les difficultés qui s'étaient élevées entre le ministre de la Marine, M. Winston Churchill, et le premier lord naval, lord Fisher, mais il semble bien qu'elle n'ait pas toujours fait connaître les responsabilités respectives avec une absolue exactitude. On a imputé au Ministre beaucoup de torts, sans indiquer toujours suffisamment ceux que son second avait pu avoir. Lord Fisher, qui est très âgé, a conservé sans doute toute sa vigueur intellectuelle : il n'a plus cependant la même mémoire que par le passé, et certaines fautes commises par la marine britannique pourraient fort bien n'avoir pas eu d'autre cause que cette infirmité gênante de son chef direct. La responsabilité d'autres erreurs semble pourtant devoir incomber à M. Winston Churchill et peut-être, dans une certaine mesure, à Sir Edward Grey. En plusieurs circonstances, M. Winston Churchill n'a pas cru devoir tenir compte des avis des conseillers techniques de l'Amirauté, qui cependant méritaient quelque crédit. L'opinion ne pouvant faire les départs nécessaires, le gouvernement a préférer couper court aux controverses en faisant place nette au Ministère de la Marine. Tandis qu'il appelait M. Churchill à la Chancellerie du duché de Lancastre, d'où dépendent notamment les assurances sur le travail et la vieillesse, il confiait à M. Balfour le portefeuille de la Marine et les fonctions de Sea lord, précédemment occupées par lord Fisher, à l'amiral Jackson, ancien attaché naval à Paris, le premier qui, en Angleterre, ait mis en pratique l'emploi des ondes hertziennes pour la télégraphie sans fil. Le choix de M. Balfour a quelque peu étonné, ce der-

nier n'ayant sur les questions navales qu'une compétence assez limitée. La presse gouvernementale a fait valoir que l'une des meilleures qualités de l'ancien premier unioniste était de savoir s'entourer de conseils autorisés et que, pour les questions techniques, il s'en remettrait à des Comités spéciaux, conservant seulement pour lui-même la charge, déjà assez lourde, de l'administration générale de la Marine. Mais la décision de M. Asquith a été sans doute dictée par d'autres considérations : il est vraisemblable que s'il a appelé au Ministère de la Marine M. Balfour, dont, au surplus, les qualités d'administrateur sont hors de conteste, ce fut pour donner au moins à l'un des huit unionistes dont il s'entourait, un portefeuille de toute première importance. Le parti conservateur ne pourra ni penser, ni dire qu'il est traité en parent pauvre, et M. Asquith, en plaçant M. Balfour à l'une des charges les plus en vue du gouvernement, a montré jusqu'à l'évidence son souci de s'abstenir pratiquement de toute politique de parti.

Les circonstances dans lesquelles il a été constitué, les raisons qui l'ont motivé, indiquent au nouveau gouvernement la tâche même à accomplir. Celle-ci est également délicate dans tous les domaines à aborder.

Il est certain que la mobilisation industrielle s'impose si on ne veut pas que l'armée manque des moyens même de combattre. Mais cette mobilisation, comment la réaliser ? Il ne suffit pas d'en proclamer l'urgence, ce que ne cesse de faire le nouveau Ministre des Munitions : « Je n'occupe le ministère que depuis quelques jours, disait, à Manchester, le 3 juin dernier, M. Lloyd George, mais ce que j'ai vu m'a convaincu d'une façon accablante que la nation n'a pas encore concentré la moitié de sa force industrielle sur le problème de mener à bonne fin le grand conflit. Cette guerre est une guerre de munitions. Le pays a besoin de toute la machinerie capable de fabriquer des munitions et des équipements, il a besoin de toutes les intelligences utilisables, de toute l'industrie, de toute la force, de toute la puissance, de toutes les ressources de chacun. La mobilisation que nous devons faire doit être celle qui nous permettra de produire dans le plus court espace de temps possible la plus grande quantité du meilleur et du plus efficace matériel de guerre. » Pour atteindre ce résultat, plusieurs solutions ont été proposées. Le *Times* a réclamé un recrutement ouvrier qui permette de requérir les services des citoyens dans toutes les parties vitales du rouage industriel et économique du pays. « L'expérience a démontré, écrivait-il récemment, que le principe du service personnel, discipliné et obligatoire, est encore plus essentiel à l'usine que dans les rangs. » Le gouvernement semble devoir adopter les mesures qui lui ont été ainsi suggérées et que, à plusieurs reprises déjà il avait lui-même envisagées. M. Lloyd George, reprenant le projet qu'il avait déjà essayé de faire aboutir, a indiqué récemment qu'il avait l'intention de confier à des comités locaux d'industriels le soin de s'enquérir des ressources de chaque district. Cette étude faite, on confierait à ces mêmes comités le soin de fournir telle quantité déterminée d'obus, de fusils, de cartouches. Les comités auraient les pouvoirs nécessaires pour *réquisitionner* toutes les usines susceptibles de fabriquer du matériel de guerre, et aussi pour *réquisitionner*, s'il était nécessaire, les ouvriers, lesquels pourraient être, *au besoin contre leur gré*, affectés à telle ou telle fabrication dans tel ou tel district. Mais ces propositions ont jusqu'ici, et une fois de plus, rencontré dans beaucoup de milieux ouvriers, dans quelques centres unionistes, et même chez certains radicaux, une très vive opposition : nombreux sont ceux qui demandent une refonte des services techniques chargés d'organiser la production industrielle, services dont ils accusent l'inexpérience, et qui s'opposent à une conscription ouvrière, qui créerait d'après eux un intolérable esclavage.

Améliorer la production industrielle, voilà la première tâche qui s'impose au nouveau gouvernement : assurer le recrutement régulier des effectifs nécessaires en est une autre non moins urgente, pour l'exécution de laquelle on est aussi, outre-Manche, fort loin d'être d'accord. Le service militaire général et obligatoire trouve de chaudes défenseurs : le *Times*, par l'organe du colonel Repington, continue la campagne patriotique qu'il a depuis longtemps entreprise. Il donne des chiffres et ajoute des précisions : 8.100.000 hommes ont actuellement en Angleterre de 18 à 40 ans. « Il n'est ni pratique, ni sage de continuer plus longtemps à compter sur le service volontaire parce que le problème devient trop vaste..., parce qu'il est indispensable que nous ayons l'assurance d'un contingent d'hommes disponibles à dates fixes pour maintenir à leur niveau les grandes forces qui sont au front, et parce qu'il n'est ni légitime, ni juste à l'égard de nos bons soldats du front et de nos fidèles travailleurs de l'intérieur, que quelqu'un puisse éluder sa part du fardeau national. » Mais l'opinion ne se rallie pas unanime à ces raisons : le *Daily News*, le *Daily Chronicle*, entre autres, en restent au système du volontariat. Le gouvernement, lui, hésite encore : M. Winston Churchill disait récemment à Dundee que *pour le moment* la conscription obligatoire ne lui semblait pas en

ore indispensable. M. Lloyd George a exprimé même idée à Manchester : on n'y recourrait n'en cas d'absolue nécessité. Le colonel Repington a cependant justement rappelé que *dès maintenant*, l'Angleterre doit faire face à des millions hommes, et qu'au fur et à mesure que leur nombre augmente, les difficultés s'accroissent, parce ue les cadres se font plus rares, et qu'à moins e conserver à l'intérieur un grand nombre d'officiers expérimentés, elle ne pourra plus instruire s jeunes officiers et les hommes. « Au fur et à ésure que le total grossit, nous avons besoin de lus fortes réserves pour maintenir les effectifs n campagne, et il nous faut plus de chevaux, plus e canons, plus de fusils, plus d'équipements. »

Enfin, dans le domaine naval, M. Balfour et amiral Jackson devront, eux aussi, assumer d'assez nombreuses et lourdes responsabilités. Non eulement à propos de l'expédition d'Orient, mais ussi à propos des moyens même de poursuivre la uerre maritime tout entière, ils auront à redresser n certain nombre d'erreurs, à réparer d'assez ombreuses fautes commises par leurs prédécesseurs... Ces tâches si multiples, qui incombent ainsi u nouveau gouvernement, pourraient sembler crasantes si on ne se souvenait que, tandis que 'Allemagne est sans égale dans l'art d'organiser, a France dans celui d'improviser, les Anglais, eux, savent excellemment s'adapter aux circonstances, même les plus difficiles.

ERNEST LÉMONON.

ALEXANDRETTE, PORT SYRIEN

Le seul fait que les Détroits et Constantinople doivent être occupés par les Alliés, suffit à présager pour l'Empire ottoman des changements dont il est peut-être sage d'examiner dès à présent les inévitables conséquences. Sans préjuger d'ailleurs du sort de la Turquie, qu'il subsiste partiellement un empire turc ou que le démembrement complet ait lieu, certaines parties semblent plus que d'autres, destinées à être détachées. La Syrie paraît en être une et c'est pourquoi nous croyons pouvoir en toute liberté parler de cette éventualité. Si pourtant, autour d'une base anatolienne, la Syrie doit rester groupée avec d'autres régions, l'expérience ayant démontré aux puissances alliées que l'administration ottomane ne pouvait à aucun prix être dispensée de tout contrôle, la présente étude se trouve par cela même, également autorisée.

Chacun sait l'influence qu'a la France en Syrie, le prestige qu'elle exerce généralement sur l'esprit des Syriens. Depuis quelques années, on connaît mieux que précédemment les intérêts anciens et nouveaux qu'elle y a acquis dans l'ordre économique. Le chemin de fer de Beyrouth-Damas-Hama et prolongements (par abréviation le chemin de fer D.-H.-P.), le port de Beyrouth, les tramways libanais, le gaz de Beyrouth, les eaux de Beyrouth, les filatures, sont des entreprises connues du public français. Il y a deux ans, l'opinion s'intéressa aux diverses concessions que notre gouvernement obtint en Turquie et particulièrement à celles des ports syriens de Jaffa, de Caïfa et de Tripoli.

Déjà, avant la guerre actuelle, en pleine crise marocaine, d'aucuns, emportés par des rêves de conquête, oubliant que la politique la plus avantageuse, n'est pas toujours la politique de réalisation immédiate, mais quelquefois au contraire, celle qui consiste pour un Etat à maintenir son prestige au loin, par la continuité de son effort moral et la volonté d'accroître sa clientèle, préconisaient la prise de possession pure et simple de la Syrie par la France ; à plus forte raison, aujourd'hui, souhaitent-ils de notre part une action directe contre les Turcs en ce pays et la prompte réalisation, sans examen, de leur désir.

Nous ferons grâce au lecteur de l'argument des traditions séculaires qu'ils invoquent et que tout le monde connaît, de celui des sentiments souvent exprimés, à notre égard par les Syriens et les Libanais, de celui de notre influence en Orient, de celui de l'équilibre de notre propre puissance en Méditerranée. De tels arguments, sont devenus des lieux communs, dont nous ne méconnaissons pas du reste, la valeur (1), sans aller pour cela jusqu'à penser comme certaines personnes, que le fait pour la France, de ne pas annexer bientôt la Syrie, serait pour elle « un recul devant l'opinion du monde entier, pire qu'une défaite, une défaillance irrémédiable et une irréparable diminution. » (2).

Des arguments d'ordre économique en faveur de cette thèse sont moins souvent formulés, cependant on a évoqué, ces derniers temps surtout, l'époque où la Syrie était une des provinces les plus florissantes de l'Empire romain, à peu près

(1) Voir notre ouvrage : *Syrie, Tripolitaine, Alban* (Félix Alcan).

(2) Voir le *Correspondant* du 25 avril 1915 : « La Question de la Syrie », p. 252.

comme on l'a fait en Italie pour la Tripolitaine avant l'occupation ; on s'est plu à retracer les lignes que Volney écrivit à ce sujet ; on a énuméré les parties actuellement exploitées avec succès, entre autres, la fameuse plaine de la Békaa entre le Liban et l'Anti-Liban, que les Romains appelaient leur grenier et les « jardins » de Damas, de Jaffa, de Saïda, l'antique Sidon, mère de toutes les villes phéniciennes. Mais les fruits de ces jardins, les blés du Hauran, les vignes, les mûriers du Liban, pas plus que les laines de Hama et d'Alep, le bitume et le soufre de l'ancienne Judée ne sont d'un rendement très intéressant. Le mouvement commercial des villes syriennes et le mouvement maritime des ports, celui de Beyrouth mis à part, sont médiocres. Beyrouth bénéficie évidemment de l'état de civilisation de la population libanaise ainsi que de la proximité des produits du Liban. Les commerçants de toute la Syrie, même d'Alep et de Damas, viennent à Beyrouth chaque fois qu'ils ont à traiter des affaires de quelque importance. Mais le fait d'avoir un arrière-pays barré à un kilomètre par de hautes montagnes, sera toujours pour Beyrouth un irrémédiable inconvénient. La baie de Djouni, dont on a beaucoup parlé, à vingt kilomètres à vol d'oiseau, au nord de cette ville, quelle que soit la facilité d'y construire une jetée et d'y installer un abri sûr pour les navires, comporte le même inconvénient et pire encore, puisque la montagne y tombe presque à pic sur la mer. Une telle rade ne pourrait avoir utilement qu'une destination militaire.

Un seul point de la côte offrirait à la marine de guerre et de commerce un point d'appui et un débouché de premier ordre, c'est Alexandrette. A elle seule, Alexandrette donnera, quand sa rade sera transformée en un port moderne, un intérêt véritable à la possession de la Syrie.

Cette ville de 12.000 habitants dont la moitié sont chrétiens, située au fond du golfe du même nom, l'ancien golfe d'Issus, est l'antique Alexandria ad Issum. Sa fondation s'imposait pour ainsi dire en cet endroit, point de départ et d'arrivée des grandes caravanes de Mésopotamie. Après des fortunes diverses, elle fut presque abandonnée à la suite des tremblements de terre de 1822.

A présent qu'un mode de transport rapide à travers la Mésopotamie va remplacer les caravanes, Alexandrette voit décupler son importance. Elle est le port tout indiqué d'Alep qui se trouve, on le sait, relié par quelques kilomètres de voie ferrée à la ligne de Bagdad. Aux trois quarts protégée par des collines, elle peut recevoir à la fois le trafic du chemin de fer de Bagdad et celui du Hedjaz. Elle est l'aboutissement naturel de cette seconde ligne, comme de la première ; en cela aussi elle est essentiellement syrienne. D'ailleurs, les géographes ont toujours donné pour limite septentrionale à la Syrie, le mont Amanus qui l'abrite au nord. « La Syrie, écrit Malte-Brun, a des limites fixes, au nord-est dans l'Euphrate, au nord dans le mont Amanus, aujourd'hui Alma-Dagh, et à l'occident dans la Méditerranée ; mais à l'est elle confond ses déserts avec ceux de l'Arabie (1). » Les ouvrages modernes divisent la Syrie du nord au sud en trois ou en quatre régions. Ils mesurent la première du golfe d'Alexandrette et du cours supérieur de l'Euphrate généralement jusqu'à Homs.

Le vaste golfe au fond duquel s'abrite Alexandrette, dans une situation comparable à celle de Barcelone, de Gênes, de Trieste, de Salonique, lui donne par ailleurs une importance que ni Jaffa, ni Tripoli, ni Caïfa, ni même Beyrouth à cause, disions-nous, du voisinage immédiat de la haute muraille du Liban n'auront jamais. Bref, au point de vue économique, qu'elle reste aux Turcs ou leur soit enlevée, la Syrie prendra toute sa valeur de la présence d'Alexandrette dans ses limites.

*
* *

Nous avons dit, qu'à notre avis, les changements qui vont se produire dans l'Empire ottoman demandaient à être dès à présent considérés en face. Nous n'hésiterons donc pas à tenter de répondre d'avance aux objections qui pourraient s'élever, de quelque côté que ce soit, sur le point qui nous occupe.

On se rappelle qu'en septembre 1913, à la suite d'une campagne de presse, une société financière italienne obtenait de la Sublime-Porte, l'autorisation d'effectuer des études pour l'établissement éventuel d'une voie ferrée dans la partie méridionale de l'Asie-Mineure. Un contrat fut passé à Constantinople entre le ministre ottoman des Travaux publics et M. Nogara, délégué de l'Italie à l'administration de la Dette ottomane et représentant de ladite société, contrat qui avait pour objet l'étude — avec option — d'une ligne allant d'Adalia à Bouldour et l'exercice de cette ligne durant cinquante années. L'Italie avait alors en l'espèce partie liée avec l'Allemagne : d'abord l'accroissement de la puissance italienne dans la mer Egée répondait au dessein général de la politique suivie par la Triplice ; ensuite, comme les Allemands avaient abandonné le projet de relier Adalia à

(1) Malte-Brun. *Géographie complète et universelle*, t. II, p. 397

Afium-Karahissar par le lac de Bouldour et Denisli à cause des difficultés qu'offrait la traversée du Taurus occidental, ils entrevoyaient peut-être la possibilité pour l'Italie, en partant d'Adalia, d'incliner plutôt vers Konia et d'occuper une partie au moins de la zone que l'Angleterre réservait à son influnece.

L'opinion anglaise ne tarda pas à s'inquiéter du seul fait qu'il s'agissait de Bouldour, car la Compagnie d'Aïdin, avait en 1906, obtenu de la Porte, la promesse qu'aucune concession ne serait accordée dans une zone s'étendant à 40 kilomètres de chaque côté de ses lignes, et Bouldour était à moins de 40 kilomètres de la ligne d'Aïdin. La guerre vint interrompre le cours de cette affaire ; mais ce qu'il faut retenir, c'est l'objection soulevée par l'Angleterre et qui laisse prévoir d'autres objections relativement encore à la partie méridionale de l'Asie-Mineure.

Sans être dans le secret des négociations diplomatiques actuellement en cours, les ambitions orientales de l'Italie sont trop connues de tous, pour que nous ne pensions pas que cette puissance tienne à reprendre sous des garanties plus solides qu'autrefois, l'affaire d'Adalia interrompue et probablement l'agrandir dans de notables proportions. L'Angleterre, de son côté, peut s'en montrer d'autant plus exigeante sur les autres points de la côte.

Quoi qu'il en soit, la connaissance que nous avons de ce pays, nous fait considérer comme un devoir de le répéter : la Syrie, une fois la ligne de Bagdad en activité, ne vaudra que par le port d'Alexandrette, et, si cette fraction de l'Empire ottoman doit nous revenir en propre, ou si seulement notre influence doit continuer à s'y exercer, il faut, pour que notre situation générale y soit égale à celle que d'autres auraient sur les régions avoisinantes, qu'Alexandrette y soit comprise.

Il ne s'agit pas uniquement ici en effet du rendement économique, dont, aussi bien, la recherche n'est que légitime,, mais aussi de la condition essentielle, du maintien de notre prestige, ou de notre autorité sur notre clientèle syrienne. Les Syriens sont intelligents et remuants ; il faut un emploi à leur activité. L'importance d'Alexandrette nous permettra de leur en fournir un qui les retiendra dans leur pays contrairement à ce qui a lieu à présent, et qui aurait encore lieu sans cela. « Les Syriens, a-t-on écrit, dépassent actuellement 3 millions et ils se multiplieraient rapidement s'ils ne quittaient pas leur pays en si grand nombre. Depuis trente à quarante années, pour jouir de plus de sécurité *et gagner quelque aisance*, ils émigrent en Egypte, au Transvaal et surtout dans l'Amérique du Sud, les Libanais d'abord, puis ces dernières années les habitants des vilayets, même les Musulmans et les Druses (1). » Les Syriens ne sont pas assimilables, ils ont une grande individualité et sont par conséquent difficiles à gouverner. De maîtres ou de protecteurs, ils attendent en toute occasion une aide personnelle à laquelle ceux-ci ne peuvent pas toujours s'astreindre ; d'où leur mécontentement inévitable et presque incessant. En outre, l'élément musulman de la population, non seulement ne désire pas la domination de la France, mais garde en partie ses sympathies à l'Angleterre.

Les difficultés qui peuvent découler pour nous de cet état de choses, nous sommes prêts à les supporter et à chercher à les surmonter, en employant à l'égard des Syriens tout le tact et toute la patience dont nous sommes capables et surtout en leur apportant la sécurité et la justice. Nous serons d'autant mieux disposés à les supporter que nous trouverons par ailleurs les légitimes compensations d'un gain économique appréciable. Mais s'il fallait que la Syrie fût réduite pour une raison quelconque de la portion de territoire propre à nous fournir ces compensations, mieux vaudrait dans ce cas laisser assumer les charges par ceux qui auraient les profits, et nous réjouir de trouver autre part, en échange, peut-être dans des régions plus rapprochées du centre de notre empire colonial, la part de gain à laquelle nous aurons droit.

André Duboscq.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

LE MACHIAVÉLISME DU GRAND FRÉDÉRIC (1)

M. Charles Benoist est malicieux. Il l'est tellement qu'il ne déteste pas, à l'occasion, de jouer un bon tour à ses ennemis. Celui qu'il réservait à Frédéric II et, par ricochet, à son successeur, le moderne Kaiser, remplira d'aise tous ceux qui n'ont que trop de motifs pour ne nourrir aucun

(1) Voir le *Correspondant*, article cité.

(1) Charles Benoist : *Le Machiavélisme de l'Anti-Machiavel*. 1 vol. in-16 (Plon-Nourrit).

Cf. Charles Benoist : *Le Machiavélisme : Avant Machiavel*. 1 vol. in-16 (Plon-Nourrit).

sentiment de bienveillance à l'égard des Hohenzollern. M. Charles Benoist ne s'est-il pas avisé d'opposer aux principes dont, comme prince héritier, le Grand Frédéric se targuait dans la réfutation qu'il entreprit du machiavélisme, sa conduite comme roi ? A son amour tout littéraire pour la vertu, M. Charles Benoist confronte son caractère qui, au dire de ses familiers, n'était rien moins que moral. En fait, M. Charles Benoist se plaît à souligner, dans le *Machiavélisme de l'Anti-Machiavel*, la duplicité foncière d'un esprit où se devine trait pour trait, avec les talents en moins, le portrait de son descendant et maladroit copiste : Guillaume II.

*
* *

« N'écrivez jamais », a dit je ne sais plus quel homme d'Etat. Et, de fait, si Frédéric II n'avait pas été possédé de la manie d'écrire, M. Charles Benoist n'aurait pu nous offrir le régal d'un parallèle, qui, en vérité, est tout le contraire, entre Frédéric auteur et Frédéric roi.

Mais, voilà ! Frédéric II n'était pas l'ami de Voltaire pour rien : il écrivait sans retenue et, pour comble, faisait des vers. A ce roi-là, la gloriole littéraire n'était certes pas inconnue. Donc, tandis qu'il attendait la mort de son père, Frédéric-Guillaume Ier, le roi-sergent, celui qui devait devenir Frédéric-le-Grand se prit, pour tromper son impatience de régner, à composer un livre où il épanchait son indignation contre les procédés de gouvernement chers à Machiavel. En 1741, paraissait à La Haye, à Londres et à Amsterdam, quatre éditions, assez différentes les unes des autres, d'un ouvrage anonyme intitulé *Antimachiavel* qui portait en sous-titre : *Essai critique sur le « Prince » de Machiavel*. Anonymat assez transparent ! puisque, malgré les soins de Voltaire qui avait été chargé de la publication ou, plutôt, à cause d'eux, s'il est vrai que celui-ci n'était pas homme à laisser échapper l'honneur qui devait rejaillir sur lui d'une pareille mission, les gens informés ne tardèrent pas à mettre sur ce volume le nom de Frédéric, qui, entre temps, était monté sur le trône de Prusse sous le nom de Frédéric II.

Le vertueux auteur ! Il reproche à Machiavel d'avoir séparé la politique de la morale et de conseiller aux princes de n'hésiter point sur les moyens pour arriver à leurs fins, ce qui, comme M. Charles Benoist le démontre dans les études qu'il a consacrées à cette doctrine, est l'essence même du machiavélisme. Aussi bien, voici en quels termes Frédéric fait grief à son ami Voltaire d'avoir mentionné Machiavel — combien brièvement ! on le sait — parmi les grands hommes de son temps dans une notice du *Siècle de Louis XIV* sur Amelot de la Houssaye, l'un de ses traducteurs français : « Quiconque enseigne à manquer de parole, à opprimer, à commettre des injustices, fût-il d'ailleurs l'homme le plus distingué par ses talents, ne doit jamais occuper une place due uniquement aux vertus et aux talents louables. » Et de conclure : « Vous êtes trop honnête homme pour vouloir mettre en honneur la réputation flétrie d'un coquin méprisable : aussi suis-je sûr que vous n'avez envisagé Machiavel que du côté du génie. »

Frédéric professe un si beau zèle pour la vertu que, — afin de ne pas trop engager l'avenir, on ne sait jamais, n'est-ce pas ? — Voltaire s'est cru obligé de supprimer certains passages du livre de son royal ami. Celui-ci, par exemple : « Je demande s'il y a un intérêt personnel dans le monde qui doive faire résoudre un homme à faire périr des innocents qui s'opposent à son usurpation, et quel appât peut avoir une couronne souillée de sang ? » Et cet autre : « Les princes..... sont les arbitres suprêmes de la justice. Un mot de leur bouche fait marcher devant eux les organes sinistres de la mort et de la destruction, un mot de leur bouche fait voler au secours les agents de leurs grâces, les ministres qui annoncent de bonnes nouvelles. Mais qu'un pouvoir aussi absolu demande de circonspection, de prudence et de sagesse pour n'en point abuser ! » Comment Frédéric aurait-il hésité, lui, à faire imprimer d'aussi vertueuses réflexions ? Son but n'est-il pas de rendre les princes « sages et heureux ? » Il en fait l'aveu à Voltaire, le 2 novembre 1739.

Aussi, avec quelles exclamations enthousiastes, la part faite à la flatterie, Voltaire et Emilie, autrement dit Mme du Châtelet, lisent-ils au fur et à mesure qu'elles leur arrivent, les pages de l'édifiant manuscrit ! « Votre nom n'y sera pas, écrit Emilie au royal catechiste, mais votre cachet, je veux dire cet amour du bien public et de l'humanité y sera, et il n'y a aucun de ceux qui ont le bonheur de connaître V. A. R. qui ne l'y doive reconnaître. » Et Voltaire d'appeler l'*Antimachiavel*, « le meilleur livre et le plus utile qu'on ait jamais fait. » Les noms de Marc-Aurèle et de Salomon viennent tout naturellement à ses lèvres.

*
* *

Qui, après une si belle réfutation par un prince philosophe du « corrupteur des princes », ne se serait attendu à voir régner une sorte de Télémaque à la mode de Fénelon ?

Or, écrit Macaulay dans son *Essai sur Frédéric II*, l'*Antimachiavel* « consistait en une édifiante homélie contre la rapacité, la perfidie, le gouvernement arbitraire, les guerres injustes, en un mot, contre presque tout ce qui rappelle maintenant aux hommes le nom de son auteur ». Et, de fait, M. Charles Benoist n'a point de peine à nous montrer que Frédéric roi fut exactement l'opposé du portrait idéal qu'il avait tracé de ses mains d'un souverain, soi-disant selon son cœur.

De tous les rois, il fut, sans contredit, le plus machiavélique, en ce sens que, ni sa parole, ni l'honneur, ni un scrupule, n'entrèrent jamais en balance dans son esprit avec un succès à obtenir. Sa vie est là qui en témoigne : la foi jurée ne compte pas pour lui : il trahit, dès qu'il y voit avantage, sans l'ombre d'un remords.

A peine couronné, il envahit, sans déclaration de guerre, la Silésie qui appartenait à l'Autriche, dont son père et lui même avaient garanti l'intégrité au profit de Marie-Thérèse. Après quoi, il prend des engagements contradictoires avec la France et la Bavière, d'une part, avec les Anglais et Marie-Thérèse d'une autre. Puis, de nouveau, dans l'automne de 1744, il recommence, sans aucun prétexte, les hostilités contre elle, envahit la Bohême, s'empare de Prague et va jusqu'à Vienne. Aussi perfide envers la Cour de Versailles qu'envers la cour d'Autriche, il abandonne, sur ce, ses alliés et signe, avec la jeune reine de Hongrie, le traité de Breslau. Tout de même, en 1745, il se sépare, derechef, du roi de France avec lequel il avait conclu un nouveau pacte. Pendant la Guerre de sept ans, même jeu. Le 29 août 1756, il entre brusquement en Saxe, sans en demander la permission à l'Electeur et qualifie cette invasion de « marche involontaire ». Bien mieux, l'Electeur de Saxe ayant refusé de mettre ses armées à la disposition de Frédéric, ce dernier appelle l'Europe à son secours. Il a l'impudence de crier à l'agression et de soutenir qu'il est dans l'obligation de se défendre, ce qui ne l'empêche pas, étant à Dresde, de faire main basse sur les papiers de la Chancellerie saxonne afin d'y trouver quelque document qu'il pourrait présenter comme preuve d'une coalition formée contre sa personne.

Nous connaissons ses principes : non plus ceux du prince royal, mais ceux du roi. A Voltaire qui s'étonne de ses trahisons continuelles, il répond : « C'est une règle générale qu'on n'est tenu à ses engagements qu'autant que ses forces le permettent. » Il disait, par ailleurs, que toutes les garanties diplomatiques n'étaient que réseaux de filigranes jolis à regarder, mais incapables de résister à la plus légère pression. « Prenons toujours, déclarait-il au moment d'entrer en Silésie : je trouverai toujours des pédants pour prouver mes droits. » On sait, d'autre part, quels conseils il inculquait à ses généraux : « Si on ne peut trouver aucun moyen, dans le pays de l'ennemi, pour avoir de ses nouvelles.... on choisit un riche bourgeois qui a des fonds de terre, une femme et des enfants : on lui donne un seul homme, travesti en domestique, qui possède la langue du pays. On force alors ce bourgeois d'emmener ledit homme avec lui, comme son valet ou son cocher, et d'aller au camp ennemi sous prétexte d'avoir à se plaindre des violences qui lui ont été faites, et en le menace en même temps très sévèrement que, s'il ne revient pas avec lui son homme après qu'il se sera assez longtemps arrêté au camp, sa femme et ses enfants seront hachés en pièces et ses maisons brûlées. » Nous sommes loin de *l'Antimachiavel !* C'est à cette duplicité, hélas ! il faut bien l'avouer — tant il est vrai, comme M. Charles Benoist en est d'avis, que la morale et la politique font deux, — que Frédéric II doit en partie sa grandeur.

Tout de même, le Grand Frédéric raffine sur la fourberie, et, très souvent, il exagère : résolu à envahir l'Autriche, il prodigue à Marie-Thérèse les marques d'amitié et les protestations d'appui. Il feint sans cesse. Désireux, après sa défaite de Closter Seven, d'amener le Grand Turc à combattre à ses côtés, il écrit au Sultan : « Les Autrichiens font courir le bruit que j'aime la guerre. Sublime Hautesse, ne le croyez pas, cela est faux, on m'a forcé à la guerre, et à brûler, je me défends comme je le puis, je succombe si vous ne venez pas à mon secours ! » Vaincu, il fait mine de se suicider — « Ma boîte de poison! ma boîte », —, cependant qu'il chante sa mort en hexamètres.

Feinte, d'ailleurs, que toute cette littérature dont il est ridiculement prodigue. Il y étale des sentiments qu'il n'a pas, mais qu'il voudrait qu'on lui crût. C'est ainsi qu'il déplore en vers la guerre que « pirate universel », il déchaîne en prose, comme le dit M. Charles Benoist :

> Ciel! d'où part cette voix de vaincus, de trépas?
> O Ciel! quoi! de l'enfer un monstre abominable
> Traîne ces nations dans l'horreur des combats,
> Et dans le sang humain plonge leur bras coupable!

Avare jusqu'à n'avoir qu'un seul homme à son service et à faire soutenir par des heiduques chevauchant aux portières et se donnant la main pardessus l'impériale le vieux carrosse de parade qu'il envoie au-devant du marquis de Beauvau, Frédéric simule la générosité. Méchant jusqu'à s'amuser de toutes sortes de très mauvaises plai-

santeries, comme de faire répandre les sauces sur les habits de ses invités et, qui, plus est, jusqu'à faire circuler une lettre odieuse sur l'accouchement imprévu d'une grande duchesse — lettre qu'il fit défendre quand tout le monde en eut pris copie, — il affecte de paraître juste, généreux et compatissant. Ne fait-il pas profession de philanthropie ? Fourbe, enfin, à double détente, il pousse le mensonge jusqu'à prétendre n'aimer rien tant que la sincérité : « Rien ne m'afflige plus, confesse ce bon apôtre, comme les traîtres et les gens faux, ils me font horreur ; savez-vous ce que je fais quand j'en découvre ? Je lis Marc-Antonin. »

La fausseté ne lui est pas, on le voit, qu'un moyen de gouvernement : elle forme le fond de sa nature. Aussi dépasse-t-il presque toujours Machiavel et, par excès de machiavélisme, devient proprement infidèle aux théories du Florentin. Frédéric trompe tout le monde, et peut-être lui-même, pour le plaisir. C'est ainsi qu'à Strasbourg il se fait auprès du duc de Broglie, passer pour un autre. En guerre avec la France et fâché avec Voltaire auquel il n'ose s'adresser directement, il lui fait écrire par sa sœur la Margravine de Baireuth : « On ne perd pas une occasion d'exalter les Français, leur amabilité, leur courage, on a pour eux un chien de tendre ». En conséquence, Frédéric s'imagine que tous sont comme lui. Le prodigieux mépris de ce soi-disant philanthrope pour l'humanité en général et pour chaque individu en particulier vient de là, tout autant que son goût prononcé pour les malhonnêtes gens. De fait, il ne s'entoure que de crapules.

C'est que, fourbe de caractère, Frédéric a, par certains côtés, l'esprit faux. Son goût pour ce que nous appelons le cabotinage, sa vanité exacerbée, non seulement d'auteur, mais de roi, en fournissent la preuve. Ne déclare-t-il pas lui-même qu'il fit la guerre à Marie-Thérèse pour étendre son domaine, c'est entendu, mais aussi pour voir son nom dans les gazettes ? « L'ambition, avoue-t-il, l'intérêt, le désir de faire parler de moi l'emportèrent, et je décidai la guerre. » Le besoin de toucher à tout, — art, philosophie, poésie, musique, science, politique, guerre et diplomatie, — et, par surcroît, le prurit littéraire qui le tourmentait sont des indices infaillibles d'un défaut de bon sens. Aussi bien, malgré tous ses talents, ses habitudes d'ordre et de travail, voire d'économie, qui sont extrêmes, cette fausseté d'esprit le mit-elle maintes fois à deux doigts de sa perte, notamment lorsque les Russes ayant envahi son royaume, il ne fut sauvé de la catastrophe finale que par un événement tout fortuit : la mort de la czarine Elisabeth.

*
* *

La duplicité de Frédéric II est telle qu'on est en droit de se demander si Voltaire a vu juste quand il raconte ainsi l'aventure qui le fit l'éditeur de l'*Antimachiavel :* « Le roi de Prusse, quelque temps avant la mort de son père, s'était avisé d'écrire contre les principes de Machiavel. Si Machiavel avait eu un prince pour disciple, la première chose qu'il lui eût recommandée aurait été d'écrire contre lui. Mais le prince royal n'y avait pas entendu tant de finesse... » Hum ! Voltaire se fait peut-être illusion. Quant à M. Charles Benoist, il ne se prononce pas. Il n'ose donner raison ni à Voltaire, ni à Macaulay. « A force de discourir sur la modération, la paix, la liberté, le bonheur qu'un bon cœur trouve dans le bonheur des autres », le prince royal, dit le grand historien anglais, « avait trompé des hommes qui auraient dû savoir à quoi s'en tenir. » Je suis assez de cet avis. Tout ce que nous savons du personnage m'incline à croire que l'*Antimachiavel* fut bien, de la part du prince héritier du royaume de Prusse qu'était alors Frédéric, une magistrale habileté avant la lettre, l'acte le plus fort, peut-être, de machiavélisme qu'il ait accompli, en conformité, retenons-le, avec la pure doctrine du grand politique. Il était né fourbe : il ne fit pendant son règne, que continuer de l'être. Et puis, pourquoi aurait-il choisi Voltaire comme éditeur, sinon pour permettre à tout l'univers de deviner le nom du vertueux auteur qui, prince lui-même, s'élevait, nouveauté surprenante, contre la corruption des princes dont il devait dans, sa personne, réunir toutes les ruses ?

PAUL GAULTIER.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 14 — 1er ET 2e SEM. 53e ANNÉE 10-17-24 JUILLET 1915

L'OPINION ALLEMANDE ET LA GUERRE

C'eût été une naïveté singulière de ma part de croire, au moment où j'allais chez eux, que les Allemands les plus notoires de l'Empire me feraient des déclarations conformes à leur pensée intime. Ils m'accueillirent courtoisement, mais ils me parlèrent avec mesure. Il est, cependant, très significatif, étant donné ce que je sais de leurs habitudes, de leurs façons d'être, de leur orgueil, que nombre d'entre eux aient laissé percer une part de leurs inquiétudes. Je trouve ce trait tout à fait réconfortant, et il nous portera tout naturellement à faire certaines déductions.

Mais si l'état d'esprit parmi les classes dirigeantes et chez les personnalités averties de l'Allemagne n'est plus celui d'un peuple sûr de son fait et certain d'une victoire écrasante, — ce qu'il était avant la guerre et pendant toute la campagne du mois d'août, — néanmoins, telle est la force de discipline en Allemagne sur tout ce qui pensé et tout ce qui écrit qu'à peu d'exception près rien n'apparaît dans la presse, les livres et les discours, des doutes qui ne manquent pas d'aissaillir *ceux qui savent*. Par une sorte de complicité morale, tout ce qui dépasse un peu la moyenne est d'avance asservi à la raison d'Etat, d'avance décidé à ne rien révéler à la bourgeoisie et au peuple, à lui laisser tout ignorer. L'opinion allemande se trouve ainsi façonnée sur un modèle unique et empreinte de l'unanimité la plus certaine. C'est ce qui permit à M. von Harnack, Directeur de la bibliothèque royale de Berlin, de m'écrire, lorsque j'allai l'interroger sur l'opinion allemande et la guerre, les appréciations suivantes :

« L'esprit qui règne chez nous depuis le début de la guerre est empreint de gravité et de courage. La nation tout entière est prête à n'importe quel sacrifice, attendu qu'elle sait que la guerre a été amenée par la Russie et l'Angleterre, afin d'anéantir l'Allemagne politiquement et économiquement.

« La guerre a eu pour conséquence de créer au sein de la nation allemande un état d'unanimité complète. Sur beaucoup de questions capitales, l'opinion était d'ailleurs unanime déjà avant la guerre. Toujours est-il qu'il n'y a plus de Prussiens, de Bavarois, de Saxons : il n'y a que des Allemands. Il n'y a plus de conservateurs, de libéraux, de socialistes : il n'y a que des Allemands. Il va du reste sans dire qu'après la guerre, ces distinctions réapparaîtront, mais elles seront très atténuées. »

Et comme je demandais à M. von Harnack :

— Mais les classes moyennes et le peuple sont ils bien informés ?

Il me répondit :

— Ils sont parfaitement bien informés des causes, de l'importance et de la marche de cette guerre, car notre classe ouvrière possède un haut degré d'instruction et ne se laisse pas leurrer. Aussi personne ne prétend le faire.

Laissons dire. Nous verrons tout à l'heure comment les classes moyennes et le peuple sont bien informés. Nous verrons aussi qu'ils ne cherchent pas à l'être mieux.

*
* *

Cette unanimité dont parle le professeur Harnack, comment l'a-t-on entretenue ? En affirmant, comme me le fit à moi-même le député Heckscher, que « l'Allemagne ne faisait pas une guerre de conquête, mais menait un combat pour défendre son existence menacée ».

Cela, les socialistes parlementaires, tous les députés, les financiers, l'aristocratie, la cour et les intellectuels savent pertinemment que c'est faux. Les uns et les autres ne cessent pourtant de le répéter. C'est ainsi qu'on a vu les intellectuels, qui avaient à jouer le plus beau rôle qui pût être offert à des esprits libres, se faire les actifs propagateurs de ces idées. Ils mirent leur plume au service du pouvoir, signèrent un manifeste déshonorant, firent des conférences et publièrent des livres pour justifier aux yeux des masses l'attitude du gouvernement impérial. L'Allemagne apparut ainsi unie tout entière. Et M. von Liszt put me définir comme suit la situation :

— Au moment décisif, tous les éléments directeurs de la nation allemande se sont trouvés absolument unis. Au cours des phases qui ont précédé immédiatement la guerre, lorsqu'il s'agissait de peser et de discuter, il s'est bien produit des divergences d'opinion déjà par le fait que l'état de choses se modifiait quotidiennement et même heure par heure ; mais on a vu le 4 août que tous les organes de l'Empire — empereur, conseil fédéral et Reichstag, — étaient à l'unisson (1).

Et comme je posais à M. von Liszt la même question qu'à M. von Harnack : les classes moyennes sont-elles bien informées ? Le député professeur répliqua :

— Les classes moyennes ? Mais elles sont aussi bien informées des événements qui se déroulent sur le théâtre de la guerre que les couches supérieures de la société. Elles puisent leurs informations en premier lieu dans les communiqués du grand état-major, et, si nous sommes certains que ces derniers ne disent pas tout, du moins sommes-nous sûrs qu'ils disent la vérité. Nous nous instruisons aussi par les articles qui paraissent dans la presse des pays neutres et par les rapports des armées ennemies.

Et ayant posé une question analogue au professeur Lering, je m'attirai l'étrange réponse que voici :

— Vous oubliez, Monsieur, que sur dix mille recrues, les illettrés se chiffrent, en Russie, à 700 hommes, en France à 400, en Angleterre à 100, en Belgique à 100 aussi et en Allemagne à 5 hommes. L'instruction n'est, dans aucun pays, aussi répandue qu'en Allemagne. Aussi l'Allemand est-il pourvu d'un esprit plus critique que n'importe qui. Nous demandons à notre Etat-Major des rapports clairs et sobres... et il nous les donne.

*
* *

Ainsi donc, voilà à trois reprises des affirmations on ne peut plus précises : les classes moyennes et le peuple allemand sont bien informés. Et par qui sont-elles bien informées ? Par la presse, elle-même alimentée par les agences. Cela vaut la peine qu'on s'y arrête.

Personne n'ignore que la presse allemande et les agences — en particulier l'Agence Wolff, dont l'impudence et l'audace dans le mensonge finissent par avoir un caractère comique,— sont entièrement à la disposition du gouvernement. Tous les directeurs et les rédacteurs les plus importants des principaux journaux sont convoqués périodiquement par les ministères. Un mot d'ordre leur est donné, et ils mettent un soin particulier à ne pas l'enfreindre. Le journaliste le plus infime sait qu'il y a des choses qu'on ne doit pas dire et il ne les dit jamais. C'est ainsi que le rôle de la censure se trouve infiniment réduit. Et le socialiste Edouard Bernstein me disait plaisamment à ce sujet :

— Chez nous, voyez-vous, les journaux sont particulièrement dociles, la direction du bureau de la presse est une véritable sinécure !

Il n'y a qu'un périodique d'allure assez indépendante. C'est l'organe de Maximilien Harden : *la Zunkunft*. Mais cette revue, qui jouit d'une certaine réputation à l'étranger, n'est, par contre, que peu répandue dans le peuple et la petite bourgeoisie allemande. Son prix de 50 pfennigs ne la met pas, en effet, à la portée des classes moyennes. Maximilien Harden est considéré comme un polémiste aux idées originales, mais non pas comme un écrivain de haute envergure. Ses écrits sont lus avec curiosité dans un certain milieu, mais ils ne pénètrent pas dans la masse. On ne doit pas oublier, d'ailleurs, qu'il faisait au commencement de la guerre chorus avec l'Allemagne impérialiste et qu'il écrivait : « Nous faisons la guerre avec la ferme conviction que l'Allemagne peut exiger et doit obtenir un domaine plus vaste et des voies libres pour y faire valoir notre esprit, notre langue, nos échanges »

Depuis lors, ses opinions se sont modifiées. Son

(1) Rappelons à ce propos qu'au sein du parti socialiste cette « unanimité » n'était qu'apparente, étant donné qu'au cours de la réunion préparatoire plusieurs députés s'étaient prononcés contre le vote des crédits.

frère, M. Witting, qui a des rapports suivis avec les membres du gouvernement, doit l'avoir mis au courant de la situation. C'est pourquoi il écrit postérieurement :

« La flamme de la confiance allemande ne doit pas s'éteindre dans le froid et les tempêtes, dans la neige et les boues. Il est de notre devoir de lui préparer les essences, non pas seulement pour une course rapide, mais pour le long chemin à travers des couches arides. Nous ne devons pas jouer d'hypocrisie en racontant que nous touchons au but... l'Allemagne doit être préparée aux plus dures nécessités. »

Mais sans doute on lui reproche sa franchise, car il reprend la plume aussitôt et se plaint avec amertume des journaux étrangers qui dénaturent sa pensée et il se défend de toute autre intention que de celle de « préserver les guerriers et les bourgeois allemands d'un désenchantement. »

En résumé, point de liberté de presse. Les journaux neutres, qui, selon M. von Liszt, sont lus dans toute l'Allemagne, ont été interdits, à quelques rares exceptions près. Quant aux rapports militaires, ces rapports « clairs et sobres », dont me parlait M. Sering, ces communiqués, « qui ne disent pas tout, mais ne cachent pas la vérité », j'ai eu l'occasion de voir ce qu'ils valaient. Les revers en Pologne et dans le Nord de la France ont été soigneusement cachés. La bataille de la Marne ne fut, au dire des informateurs militaires, qu'une manœuvre habile tout à l'éloge du haut commandement. Et il ne fut jamais question des défaites turques en Transcaucasie. En sorte que la masse éduquée du peuple allemand n'en sait pas davantage que les cinq recrues sur dix mille que le professeur Sering consentait — dans sa statistique ingénieuse — à déclarer ignares.

*
* *

Que la presse n'ait pris à aucun moment une part très active dans la vie allemande, que dans les circonstances actuelles elle garde, plus que jamais, le silence sur tout ce qui pourrait gêner le gouvernement, personne ne saurait s'en étonner, car elle représente une opinion publique qui ne s'exprime encore qu'en balbutiant. En fait, celle-ci était à peine en formation lorsque éclata la guerre : elle avait pris corps dans la classe ouvrière, où la sociale-démocratie compte des adeptes en grand nombre. C'est surtout en vue de s'attirer cette partie de la population que le gouvernement met en œuvre tous ses moyens de séduction ; et c'est pour les ouvriers aussi que l'on expose en grande pompe les canons pris à l'ennemi, que l'on engage les familles à porter leurs deuils aussi discrètement que possible.

« Notre classe ouvrière ne se laisse pas leurrer », affirme M. von Harnack ; « nos ouvriers ont l'esprit batailleur », renchérit M. von Richthofen. Certes, mais encore faut-il, même pour cette partie de la population, ne pas oublier que l'Allemand est, au fond, essentiellement passif et discipliné.

On pourrait objecter, il est vrai, que l'on emploie trop souvent le terme générique d'Allemand, sans tenir compte suffisamment des différences de milieux régionaux.

Les Allemands du Nord et ceux du Sud, gens de même race, se rattachent entre eux par certains traits communs, et surtout par l'idiome, mais les différences de climat, de terrain, de coutumes et de religions s'accusent assez vivement dans les caractères : les Bavarois sont des artistes, des poètes, des écrivains, les Prussiens des guerriers et des meneurs d'hommes.

Le Prussien est tout en contrastes : buveur de bière à l'aspect placide et débonnaire, il s'agite soudain et se livre, sans autre motif que sa fantaisie ou son désir de mystifier le prochain, à des violences dans les paroles ou dans les actes ; il sait faire preuve à l'occasion de douceur et d'amabilité, surtout lorsqu'il y est poussé par l'intérêt, car notre homme est fort opportuniste ; mais neuf fois sur dix il est cassant et autoritaire. Astucieux et retors dans le fond, il éprouve pourtant assez fréquemment le besoin de s'épancher ; il agit alors sans discernement et s'abandonne avec une excessive facilité. En somme, il y a en lui quelque chose de fruste, de primitif.

Ces contrastes dans les caractères se remarquent aisément lorsqu'on observe les luttes de la politique. Le Prussien y est à la fois batailleur et soumis à l'excès ; il passe d'un état à l'autre avec une excessive facilité ; inquiet, aimant à discuter les décisions du pouvoir, il s'efface lorsque le moment d'agir est venu.

Beau parleur comme un Méridional, sans en avoir, toutefois, ni l'imagination, ni le brillant, il tient à passer pour un homme original et indépendant, précisément parce qu'il ne l'est pas.

De façon générale, et à quelque région qu'il appartienne, l'Allemand est discipliné ; par tempérament autant que par conviction, il reconnaît la suprématie sans conteste de l'Etat sur l'individu.

Le monde ouvrier même, en dépit de l'activité plus grande qu'il déploie dans l'ordre social, subit cette discipline. Seuls, une misère infinie, le chômage et la faim à l'état aigu ou la défaite pourraient l'en faire sortir. Et, dans la bourgeoisie,

cette passivité prend la forme la plus absolue. C'est une vérité profonde que me disait M. von Richthofen : « Nos bourgeois ne cherchent pas à être bien informés. Ils ne demandent qu'à être gouvernés. »

Rien n'est plus juste : il n'y a chez eux aucun désir, aucune aspiration au delà de la limite tracée par la main tutélaire du gouvernement. Je n'en eus pas d'exemple plus topique qu'en allant interroger le docteur Friedrich Schær, professeur à l'Ecole supérieure de commerce. Comme tout naturellement je lui parlais questions économiques, il me répondit d'un ton doctoral :

— Le gouvernement assure que nous pourrons attendre sans encombre la prochaine récolte. Il nous l'affirme et cela me suffit.

— Mais encore, insistai-je, vos prévisions personnelles vous permettent-elles de contrôler ?...

Il m'interrompit pour répéter :

— Le gouvernement assure que nous pourrons atteindre sans encombre la prochaine récolte... Il nous l'affirme (et à cet instant, il leva le doigt d'un geste grave), cela suffit.

Et il me fut impossible d'en rien tirer d'autre. Non qu'il s'y refusât de mauvaise grâce, ou qu'il craignît de se compromettre. Non, cet homme se sentait en possession de la vérité suprême. Il était convaincu par la grâce du gouvernement et, les yeux fermés, il acceptait la parole qui venait d'en haut.

A quelques rares exceptions près, la classe moyenne tout entière est ainsi. Que j'aille du professeur d'école commerciale à un *offizier stellvertreter*, médecin dans le civil, ou à un petit boutiquier, marchand de nouveautés, ou à un « friseur », qui vous parle en vous rasant, ils me répèteront, les uns et les autres la parole officielle comme parole d'évangile. Ils me parleront gravement des conquêtes allemandes, de la révolution de Paris, de la paix séparée, de la perfide Angleterre... En un mot, de tous les clichés mis en circulation par les soins du bureau de la presse.

La femme allemande n'a pas davantage de sens critique, ni d'initiative personnelle.

En Angleterre, les femmes ont, par leur énergie, contribué à accroître le nombre d'engagements volontaires. En France, par leur attitude digne et courageuse, elles auront été un des auxiliaires de la victoire. En Allemagne, il semble qu'elles soient frappées d'inconscience. J'en ai vues assister à des spectacles, couvertes de bijoux, et d'autres se trouver assises, en deuil, dans des restaurants de nuit, coudoyant des filles et buvant le champagne. Nul désir donc, de part et d'autre, de discerner la portée réelle des événements.

Dès lors, quelle valeur attribuer à cette unanimité dont se flattent les professeurs allemands ? Certes, il est utile, il est nécessaire même de posséder cette « confiance » dans les dirigeants dont me parlait M. von Harnack, mais encore faut-il avoir un jugement assez indépendant pour la bien placer. Mal informé sur les causes et sur la marche des événements actuels, le peuple allemand va où on le mène, les yeux fermés. S'il était instruit exactement, changerait-il d'attitude ? Nous ne le croyons pas : la passivité naturelle de son caractère, les habitudes d'obéissance, l'orgueil inné de la race l'emporteront tant que l'intérêt supérieur de la conservation n'aura pas été directement mis en jeu.

Certains croiront à tort, à mon avis, que cette mentalité est avantageuse pour le gouvernement impérial, puisque, grâce à elle, il a les mains libres dans la lutte actuelle. J'estime, au contraire, que rien n'est plus dangereux. C'est une arme forgée exclusivement pour les victoires faciles : dans les moments critiques, le Pouvoir a besoin plus que jamais de se sentir appuyé par l'opinion et, si ce concours lui manque, il s'écroule en emportant avec lui l'édifice tout entier.

Mais de cet état de l'opinion faut-il conclure que la guerre actuelle est uniquement celle des dirigeants de l'Empire et qu'il convient d'établir une distinction entre eux et le reste de la nation ? Tel n'est pas notre avis.

La race germanique dans son ensemble, et le Prussien en particulier, sont des gens de mœurs guerrières. Tout le reste est accessoire, les intellectuels allemands l'ont bien prouvé. En somme, la majorité des Allemands font cette guerre, sinon avec enthousiasme, du moins avec méthode et avec goût. Elle était du reste, prévue, calculée partout, et tous y prennent part sans regrets, parce qu'elle est conforme à leur atavisme de peuple conquérant.

Toutefois, l'Allemagne d'aujourd'hui manque de cet enthousiasme guerrier qui naît d'un grand idéal national. Les longues années de paix, la force acquise à l'intérieur et à l'extérieur ont, il est vrai, aiguisé ses appétits, mais l'idéal s'est éteint lentement et la valeur morale du Germain s'est affaiblie.

On le constate, en particulier, lorsqu'on approche les milieux dirigeants : la confiance, l'orgueil immense du début ont fait place rapidement au doute, à l'inquiétude et, malgré toutes les réticences, on devine un état d'âme profondément troublé.

C. Ibañez de Ibero.

L'EXEMPTÉ

PIÈCE D'ACTUALITÉ EN DEUX TABLEAUX (1).

PERSONNAGES

JEAN, 24 ans.
PIERRE, 28 ans.
UN COMMISSAIRE DE POLICE.
DEUX AGENTS EN BOURGEOIS.
EDMEE, 23 ans.
FABIENNE, 21 ans.
Mme FROMENT, 50 ans.
Mme RICOCHE, 55 ans.

(A Paris, en 1915).

PREMIER TABLEAU

Une pièce modestement meublée dans une maison des Batignolles. C'est la salle à manger banale de l'ouvrier parisien gagnant bien sa vie. Au fond, une fenêtre ; à gauche deux portes ; à droite, une porte.

Au lever du rideau, Mme FROMENT est seule, elle tire du linge d'un panier posé sur la table et en fait une pile qu'elle porte à gauche, en sortant par la première porte. Pendant son absence, JEAN entre par la droite.

JEAN, malingre, souffreteux, vient du dehors, chapeau, pardessus. Il retire son pardessus, le jette sur une chaise, s'assied et déposant son chapeau sur la table, il se prend le front à deux mains comme sous l'empire d'une profonde douleur. Il aura, en parlant, et durant toute la pièce, de fréquentes quintes de toux.

Mme FROMENT rentre les mains vides, le voyant.

Tiens, vous êtes là ?

JEAN, sans bouger.

Oui.

Mme FROMENT

Je range le linge que la blanchisseuse vient de rapporter.

JEAN, toujours sans bouger.

Bien.

Mme FROMENT

Qu'est-ce que vous avez ?

JEAN, sans répondre.

Ma belle-sœur est là ?

Mme FROMENT

Oh ! pas encore... (Un temps.) Qu'est-ce que vous avez ?

JEAN, avec un geste de douleur.

On ne veut pas de moi.

Mme FROMENT

Toujours ajourné ?

JEAN

Non... exempté... C'est fini. Ajourné, j'avais encore de l'espoir !... mais, exempté !... Voyez-vous, c'est fini.

Mme FROMENT

Qu'est-ce qu'on vous a dit ?

JEAN

« Impropre au service ». (Avec un geste coupant de la main.) Exempté.

Il se lève.

Mme FROMENT

Pourquoi ?

JEAN, levant les épaules dans un geste d'ignorance.

Est-ce que je sais, faiblesse de constitution, cœur malade, poumons attaqués...

Mme FROMENT

On vous l'a dit ?

JEAN

Oh ! non, mais j'ai compris, allez. Je ne suis pas un imbécile. Ah ! ma pauvre mère Froment, j'ai honte de me promener dans les rues...

Mme FROMENT

Pourquoi ?...

JEAN

On me regarde. On semble dire : « Qu'est-ce qu'il fait celui-là, au lieu d'aller se battre ? Encore un embusqué... » Oh ! ces coups d'œil, ceux des femmes, des mères surtout, dont les fils se font tuer bravement là-haut devant l'ennemi.

Mme FROMENT

Allons, allons, ne vous désespérez pas.

JEAN, rageusement.

J'ai honte, oui, j'ai honte, j'ai honte !... Tenez, dimanche, à la barrière Clignancourt, un groupe de convalescents sortait de la caserne — parmi eux, il y avait un grand turco, un noir, amputé du bras droit.— Autour d'eux, des femmes, des enfants, des vieux. On leur donnait du tabac, des cigarettes, des sous. J'ai voulu faire comme les autres, mais le turco m'a regardé fixement, et pointant son moignon contre moi, il a crié : (Il mime les mots.) « Toi au front... Trinchées !... Au front !... au front !... » (Les mains dans les cheveux.) Oh !... on m'a hué !... Je me suis enfui en pleurant.

Il tombe sur la chaise.

(1) Droits de reproduction, traduction et représentation absolument réservés. S'adresser à M. A. Bloch, agent directeur de la Société des Auteurs Dramatiques, 12, rue Henner, Paris.

(Copyright by Jean Sartène et Joseph de Gramont, 1915.)

Mme FROMENT, secouant la tête.

Ils ne savaient pas (Un long silence, Jean pleure.) Ne vous chagrinez pas, ce n'est pas de votre faute. (Un temps.) Avez-vous des nouvelles de votre frère ?

JEAN, se levant, s'essuyant les yeux avec ses poings.

Oui, de ce matin.

Mme FROMENT

Qu'est-ce qu'il dit ?

JEAN

Il dit qu'il se bat, qu'il fait son devoir... Ah ! il est heureux !...

Mme FROMENT

C'est un brave garçon, un poilu, comme on dit.

JEAN, amer.

Oui... un homme ! Il n'est pas comme moi.

Mme FROMENT

Il a été cité à l'ordre du jour, n'est-ce pas ?

JEAN, fier.

Ah ! oui... à l'ordre du jour de l'armée.

Mme FROMENT

On va peut-être le nommer sergent.

JEAN

Sûrement ! Il l'a mérité. Il me dit qu'il a été blessé au bras gauche, mais peu grièvement.

Mme FROMENT

Si on l'envoyait ici en convalescence, comme le petit Vincent...

JEAN

Oh ! ce n'est pas aussi grave. Il va mieux, Vincent ?

Mme FROMENT

Oui. Il repart ce soir, il retourne se battre. (Sta un geste désespéré de Jean.) Oh ! excusez-moi, je ne voulais pas...

JEAN, sans remarquer.

Vous l'avez vu ? Qu'est-ce qu'il disait ?

Mme FROMENT

Il disait qu'il allait se venger de ses souffrances de deux mois d'hôpital, et qu'il démolirait des Boches le plus qu'il pourrait. Ils disent tous cela ! Oh ! il n'était pas triste, il riait avec la petite Fabienne...

JEAN, sourdement.

Ah ! Fabienne...

Mme FROMENT

Oui, ils ne se quittent pas. Je crois qu'après la guerre, si Vincent revient, ça fera un mariage.

JEAN, à voix basse.

Fabienne !...

Mme FROMENT

Vous allez travailler, ce soir ?

JEAN

Oui, je resterai pour la dernière édition jusqu'à demain matin.

Mme FROMENT

Vous devez en avoir de l'ouvrage à l'imprimerie en ce moment ?

JEAN

Oh ! nous autres, les typos, c'est à peu près le même travail ; c'est à la rédaction que ça chauffe dur. Vous pensez, dans un grand journal comme le nôtre.

Mme FROMENT

Oui, et nous qui le lisons, quand on l'achète pour un sou, on ne se doute pas combien ça coûte de travail et de tracas pour le faire.

JEAN

Et de l'argent, et du courage aussi. Nos correspondants de guerre qui sont sur le front, et qui affrontent le danger, comme des soldats...

Mme FROMENT

C'est vrai, tout de même. (Un temps.) Il est six heures, votre belle-sœur ne va pas tarder à rentrer.

JEAN

Elle devrait être là.

Un silence.

Mme FROMENT

Si elle n'est pas rentrée à sept heures, vous m'appellerez, je viendrai faire cuire votre frichti. Je vous ai acheté des côtelettes et il reste des légumes du déjeuner.

JEAN

Je n'ai pas faim.

Mme FROMENT

Il faut manger (Elle tend l'oreille sur la droite.) On a frappé.

Elle sort vite par la porte de droite et revient presque aussitôt avec Fabienne.

FABIENNE, entrant.

Bonsoir, Jean.

JEAN

Bonsoir, Fabienne.

FABIENNE

Edmée n'est pas là ?

JEAN

Non, pas encore.

Mme FROMENT

Elle ne va pas tarder. (A Jean.) Je m'en vais, si vous avez besoin de moi, frappez le parquet, je remonterai de suite.

JEAN

Bien, merci, madame Froment.

Mme FROMENT, sort. — Un long silence, Jean est au fond et regarde dehors à travers la fenêtre fermée ; Fabienne, à droite, le regarde tristement.

JEAN, sans se retourner.

Qu'est-ce que tu lui veux, à Edmée ?

FABIENNE

C'est pour le patron d'un corsage qu'elle m'a promis ce matin. (Un silence.) Qu'est-ce que tu as ?

JEAN, descendant.

J'ai de la peine.

FABIENNE

On t'a encore ajourné ?

JEAN

On m'a refusé.

FABIENNE

Définitivement ?

JEAN

Oui.

FABIENNE, avec pitié.

Mon pauvre Jean !

JEAN, à voix basse.

Tu me méprises, n'est-ce pas ?

FABIENNE, vite.

Oh ! Jean !... Pourquoi dis-tu cela ? Pour qui me prends-tu ? Depuis le temps que nous nous connaissons, tu devrais me juger autrement.

JEAN, sombre.

Je me dégoûte moi-même !

FABIENNE

Tu as tort, ce n'est pas de ta faute si tu es malade.

JEAN

Je suis un inutile...

FABIENNE

Tu travailles, et dans une des plus belles professions qui soient ! Tu imprimes un journal, tu sers à propager des idées, du courage, l'espérance et la foi dans la victoire finale. Tu n'es pas un inutile.

JEAN

Ce n'est pas ce travail-là que je voudrais faire. C'est, un flingot à la main, dans une tranchée, faire le coup de feu contre les Boches, puis sauter dehors, charger à la baïonnette, attaquer, refouler l'ennemi !... me battre !... me battre !... défendre le drapeau !... mourir !... oui, mourir pour la France !.. (Il tousse et c'est dans un étranglement qu'il continue à crier.) me battre... me battre !...

Il s'assied, épuisé et a une longue quinte de toux.

FABIENNE exaltée

Ah ! oui !... tu as raison !... se battre, se venger, les déloger de chez nous !..., ces bandes de voleurs et d'assassins, les poursuivre chez eux, et leur rendre tout le mal qu'ils nous ont fait... Et après..., après...

Elle s'arrête, en voyant Jean qui la regarde avec angoisse, se calme, et, toute frémissante, s'appuie à la table.

JEAN, avec un sourire navré.

Tu vois bien ! (Un temps.) Tu vois bien que je suis un inutile !...

FABIENNE

Tu es un malade. Ceux qui ont la santé se battent, vois ton frère !... Pierre est un héros.

JEAN

Et Vincent !...

FABIENNE, à voix basse.

Vincent... a fait son devoir.

JEAN, amer.

Oui... Il a de la chance !

FABIENNE

Il a été blessé.

JEAN

Il a de la chance !... Il a toutes les chances !...

FABIENNE

Que veux-tu dire ?

JEAN

Tu l'aimes !... (Silence.) Tu l'aimes, n'est-ce pas ?

FABIENNE, à voix basse.

Oui.

JEAN, chancelant.

Ah ! tu vois... tu vois...

Il s'assied.

FABIENNE, courant à lui.

Jean !...

JEAN

Laisse-moi.

FABIENNE

Jean, qu'as-tu ?...

JEAN, à voix basse.

Moi aussi, je t'aime...

FABIENNE, saisie, après un temps.

Mon pauvre Jean !...

JEAN, d'une voix saccadée.

Je t'aime... depuis longtemps... depuis toujours !... lorsque nous étions tout petits, je t'aimais déjà... Je croyais que, toi aussi, tu m'aimais.

FABIENNE, qui ne veut pas avouer l'avoir aimé autrefois.

Comme une sœur. Oh ! oui, Jean, je t'aime comme une sœur, très tendre, très dévouée.

JEAN

Moi, je t'aimais autrement ! Et, à présent, c'est fini de moi... Tu ne m'aimes pas et la France refuse ma vie !... Je suis moins que rien, une loque, un encombrant, un parasite !...

FABIENNE

Oh ! Jean, ne parle pas comme ça. C'est mal ! Dieu est bon, il apaisera ta douleur. On peut servir la Patrie autrement que les armes à la main. Aie confiance, reprends courage. (Elle lui prend les mains et le force à se lever.) Embrasse-moi, mon frère !...

JEAN, l'embrassant.

Merci, ma petite Fabienne, merci, tu as raison.

Pendant qu'il l'embrasse, la porte de droite s'ouvre et Edmée paraît. Très brune, toilette très élégante, chapeau bonnet de police avec liseré d'or, diamants aux oreilles. Elle regarde un moment la scène et a un rire moqueur.

EDMÉE

Ah !... on se bécote !... Bonsoir, les amoureux, à quand la noce ?...

FABIENNE, sans se séparer de Jean.

Vous vous trompez, j'embrassais Jean parce qu'il a du chagrin.

EDMÉE, persifleuse.

Ah ! vraiment !... alors, tant mieux !... (A Jean qui la regarde fixement.) Qu'est-ce que vous avez à me regarder ainsi ?... Si vos yeux étaient des pistolets !... Je vous dérange, hein !...

JEAN, durement.

Taisez-vous !...

EDMÉE, ironique.

Que je me taise chez moi ?... Mais, comment donc. Mais je vais même m'en aller pour que vous puissiez continuer vos farces !...

JEAN, allant à elle violemment.

Taisez-vous !.....

EDMÉE

Vous ne me faites pas peur !...

JEAN, dans sa figure.

Je vous dis de vous taire ! Vos insinuations sont abominables !...

FABIENNE

Calme-toi, Jean. Je ne suis pas offensée. (A Edmée.) Je regrette d'être la cause de cette scène. (Donnant la main à Jean.) Au revoir, Jean. (A Edmée.) Bonsoir, Madame !...

Elle va vers la porte de droite.

JEAN

Fabienne, je te prie de rester ici.

FABIENNE

Mais, je m'en vais parce que maman m'attend pour dîner, pas pour autre chose, je te l'assure.

JEAN

Ah !... bien. A bientôt, Fabienne !...

FABIENNE

A bientôt, Jean !...

Elle sort.

EDMÉE, moqueuse, riant.

Ah !... ah !... (Insistant.) « A bientôt ! Fabienne ! A bientôt, Jean ! », en voilà une mijaurée qu'on surprend dans les bras d'un homme et qui fait sa Sophie !... Ah ! c'est du propre !

Elle va vers la gauche en retirant son chapeau.

JEAN, se maîtrisant.

D'où venez vous ?

EDMÉE, moqueuse.

Du dehors !...

JEAN

Où avez-vous passé l'après-midi ?

EDMÉE, se retournant et le regardant

Ah ! mais, dites donc, est-ce que j'ai des comptes à vous rendre ?..

JEAN

Oui.

EDMÉE, ironique.

Vraiment ?... Et en vertu de quels pouvoirs, je vous prie ?...

JEAN

Mon frère, en partant pour la guerre, vous a confiée à moi. D'où venez-vous ?

EDMÉE

D'où il m'a plus d'aller. Etes-vous satisfait ?

JEAN

Vous êtes une malheureuse...

EDMÉE

Vous pouvez le dire... d'être forcée de vivre ns la compagnie d'un olibrius tel que vous !...

JEAN, avec un calme grondeur.

Prenez garde à ce que vous faites, je ne permet- i pas que vous déshonoriez le nom que vous rtez.

EDMÉE, moqueuse.

Ah ! bon... les grandes phrases, à présent... vous citez le roman feuilleton de votre journal...

JEAN

Vous menez une vie qui ne me plaît pas...

EDMÉE

Faites-vous servir autre chose !...

JEAN

Je saurai vous empêcher de continuer, quand je vrais employer la force.

EDMÉE, riant.

La force !... Ah ! ah ! ah ! laissez-moi rire ! mais gardez-vous dans la glace !... Ah ! quel her- e !...

JEAN

Taisez-vous !...

EDMÉE

Mais on ne vous reconnaît même pas la force porter un fusil !...

JEAN, chancelant.

Oh !...

EDMÉE, méchante.

Allez donc vous cacher, espèce d'exempté !...

JEAN, allant à elle, tout près.

Misérable, méchante femme !...

EDMÉE

mbécile !...

JEAN

Ah ! vous êtes bien de votre race !...

EDMÉE

e m'en vante !...

JEAN

Vous vous croyez encore dans votre roulotte de nanichels où mon frère a été vous chercher.

EDMÉE

Votre frère n'avait qu'à m'y laisser.

JEAN

Ah ! il a été fou !... Vous l'aviez ensorcelé !... is, moi vous ne m'asservirez pas !...

EDMÉE

Je n'en ai pas besoin, pour ce que je veux faire de vous !

JEAN

Je vous dompterai !...

EDMÉE

Pauvre petit !...

JEAN

Vous ne voulez pas me dire où vous avez passé l'après-midi ?

EDMÉE

Non.

JEAN

Bien !... A partir d'aujourd'hui, vous ne sortirez plus sans moi. J'ai le temps dans la journée, et la nuit, je vous bouclerai.

EDMÉE

Ah ! vraiment ! Ah ! c'est comme ça !... Eh bien, vous allez voir. (Elle remet son toquet.) Oui, vous allez voir... Non, mais, enchaînez-moi.....

JEAN, la regardant faire.

Vous le mériteriez !...

EDMÉE

Avorton... mal bâti...

Elle traverse la scène à droite.

JEAN, se plaçant devant elle.

Que voulez-vous faire ?

EDMÉE

M'en aller !

JEAN

Où voulez-vous aller ?

EDMÉE

Ça ne vous regarde pas.

Elle veut l'écarter.

JEAN

Vous allez rester là.

Il ferme la porte.

EDMÉE

Laissez-moi passer, où je fais un malheur ! (Elle le bouscule.) Sale voyou !

JEAN, lui empoignant les bras.

C'est moi qui le ferai, le malheur, si vous continuez à m'insulter. (Il la repousse.) Vous allez rester là !

EDMÉE, criant.

Brute !... Sauvage !...

Elle se débat. Son toquet tombe.

JEAN

Taisez-vous !... Taisez-vous, mauvaise femme !...

Il la bouscule et la repousse au milieu de la scène.

EDMÉE

Ah !... sale individu !... apache !... assassin !... Lâchez-moi, vous me faites mal !... (Hurlant et se débattant.) Au secours !... Au secours !...

Ses cheveux se sont dénoués dans la lutte. Aux cris d'Edmée, Jean la lâche, honteux de sa brutalité.

Mme FROMENT, paraissant sur la porte de droite.

Quoi ?... qu'est-ce qu'il arrive ?...

EDMÉE, vite.

Il me bat !... Il m'a battu !...

JEAN, vite.

Vous mentez !...

EDMÉE

Il veut me tuer !... Sauvez-moi...

Elle court du côté de Mme Froment.

Mme FROMENT, à Jean.

Vous n'avez pas honte !...

JEAN

Elle ment !...

EDMÉE, sur la porte, son toquet à la main.

Voyou !... Lâche, qui prétend n'avoir pas la force de porter un fusil et qui assomme une femme !... Lâche !... sale lâche !...

JEAN, s'élançant vers elle.

Vipère !... menteuse !...

EDMÉE, criant et se sauvant.

Ah !... au secours !... à l'assassin !...

Elle sort à droite.

JEAN, frémissant, serrant les poings.

La misérable !... la misérable !...

Mme FROMENT, sévère.

Oh !... c'est honteux, battre une femme !...

JEAN

Mais ce n'est pas vrai !... Mais elle ment !... Je voulais l'empêcher de sortir... d'aller courir Dieu sait où... Je n'ai pas levé un doigt sur elle...

Mme FROMENT

Pourquoi criait-elle, alors ?

JEAN

Pour faire du scandale... pour que je la laisse sortir... elle a réussi...

Mme FROMENT

Toute la maison a entendu ses cris !... c'est du propre !...

JEAN, sourdement.

Quelle coquine !...

Mme FROMENT

Où est-elle allée, maintenant ?

JEAN, avec un geste de dégoût.

Courir... est-ce que je sais...

Mme FROMENT

Elle n'est peut-être pas sortie ?

JEAN

Elle a dû entrer en bas chez cette manucure, son amie. Elle y est toujours fourrée.

Mme FROMENT

Peut-être bien. Il faut éviter des scènes pareilles. Vous aurez toujours tort pour ceux qui ne la connaissent pas.

JEAN

Je vous jure, madame Froment, que je ne l'ai pas frappée. Je ne voulais pas qu'elle sorte.

Mme FROMENT

Pourquoi ?

JEAN

Mon frère, en partant, m'a prié de veiller sur elle. Il la connaît, voyez-vous. Elle n'est pas de notre race.

Mme FROMENT

C'est une étrangère, n'est-ce pas ?

JEAN

Elle est née en Suisse, mais c'est une fille de nomades, de romanichels..., mon frère s'est toqué d'elle il y a deux ans, à la foire du Trône... Il l'a enlevée, puis l'a épousée...

Mme FROMENT

Oui, j'ai entendu parler de ça.

JEAN, serrant les poings.

Oh ! cette femme maudite !...

Mme FROMENT

Allons, laissez faire, elle va rentrer, tout finira bien.

(Ils sont interrompus par un cri du dehors).

PIERRE, du dehors.

Jean !...

JEAN, dans un cri.

Pierre !... Mon grand !...

Pierre paraît sur la porte. Il a la tenue d'un soldat en campagne. Il est sergent. Pantalon fantaisie de velours mar-

ron, molletières, capote usée, képi bleu. Par sa haute taille et sa carrure d'athlète il forme contraste avec son frère.

Jean, mon petit !...

Il embrasse Jean à plusieurs reprises, le regarde, Jean le tient serré contre lui.

JEAN, étranglé d'émotion.

Mon grand !... mon frère !...

PIERRE

Où est Edmée ?...

Mme FROMENT

Elle vient de sortir faire des courses.

PIERRE

Ah ! pardon, madame Froment, je ne vous ai pas dit bonjour, excusez-moi...

Il lui serre la main.

Mme FROMENT

Vous êtes tout excusé. Je comprends cela. Et alors, ça va mieux ?

PIERRE

Oui, ça va bien. Je repars demain soir.

Mme FROMENT

Eh bien, on aura le temps de se revoir. Je vous laisse, bonsoir.

JEAN

Bonsoir.

Il fait un geste de silence à Mme Froment, non vu de Pierre, Mme Froment répond qu'elle a compris et sort sur un « bonsoir » de Pierre.

PIERRE, à Jean le regardant fixement.

Viens ici, mon petit, et dis-moi où est Edmée ?

JEAN

Mais, Mme Froment te l'a dit, elle est sortie faire des courses. (Rompant les chiens.) Ton bras va mieux ?

PIERRE

Oui, ce n'est rien ; un coup de baïonnette, c'est guéri. (Il ôte sa capote.) Il fait chaud !..

JEAN

Oui, veux-tu un veston ?

PIERRE

Je veux bien.

JEAN

Tout de suite.

Il sort à droite.

PIERRE, regarde autour de lui, se passe la main sur le front et pousse un soupir.

JEAN, revenant avec un veston.

Tiens... Attends que je t'aide !... (Il l'aide à mettre le veston.) Tu dois avoir faim !...

PIERRE

Non... (Un temps.) Ecoute, mon petit, Edmée ?...

JEAN, l'interrompant.

Ah ! mon grand, que je suis malheureux, tu sais, on ne veut pas de moi, on m'a exempté... je ne suis bon à rien...

PIERRE, affectueux.

Mon pauvre Jeannot ! ce n'est pas de ta faute. Ne te chagrine pas, je ferai la besogne pour deux...

JEAN

Ah ! je suis fier de toi, te voilà sergent. Raconte-moi...

PIERRE

Plus tard. En ce moment, j'ai besoin de te parler d'une chose qui me martyrise et m'empêche de dormir. (Un temps.) Tu ne te doutes pas de qui je veux parler ?...

JEAN

Pas du tout !

PIERRE

Edmée,... ma femme... (Un long silence.) Tu ne dis rien ?...

JEAN

Je te jure que je ne comprends pas. Edmée se porte très bien.

PIERRE

Ce n'est pas sa santé qui m'inquiète, c'est sa conduite.

JEAN, après une hésitation.

Ta femme se conduit bien.

PIERRE, le regardant fixement.

Tu en es sûr ?

JEAN

Mais oui. Pourquoi la soupçonnes-tu ?

PIERRE, fouillant dans sa poche de pantalon et en tirant une lettre.

Parce que j'ai reçu ça.

Il lui passe la lettre ouverte.

JEAN, courant d'un coup d'œil à la signature.

Une lettre anonyme !...

PIERRE

Lis-la.

Un silence pendant lequel Jean parcourt la lettre.

JEAN

Quelle infamie !...

PIERRE

N'est-ce pas ? quelle lâcheté !... Même si c'est vrai... (Geste de Jean.) Même si c'est vrai ?... quel crime d'aller broyer anonymement le cœur d'un

homme qui fait son devoir, face à l'ennemi, se battant pour son pays... C'est un geste de tortionnaire, un geste de boche !... ,

JEAN

Oui, il n'y a qu'un ennemi de la Patrie, un traître, capable de faire cela.

PIERRE

Eh bien ! on l'a fait. Le gredin ou la gredine existe. J'ai reçu cette lettre il y a huit jours ; depuis, je ne vis plus. C'est pour être fixé, pour échapper à l'angoisse affreuse du doute que je suis venu. J'ai obtenu deux jours de permission et me voilà. (Priant.) Dis-moi la vérité, Jean... dis-moi la vérité !...

JEAN

Je te jure.... je te jure que ta femme se conduit honnêtement.

PIERRE

Ah ! tu me fais du bien. J'ai tant souffert... Tiens, le jour où je l'ai reçue, cette maudite lettre, j'ai voulu mourir. On nous avait commandé d'attaquer et je me suis jeté comme un fou dans la mêlée... les Boches tenaient dur ; en compagnie de quelques hommes, j'ai foncé dessus ; les bombes pleuvaient, on nous mitraillait; moi, je ne pensais qu'à une chose : mourir... Oui... j'étais devenu lâche.

JEAN

Lâche ?...

PIERRE

Oui, lâche !... car ce n'était pas pour la France que je voulais mourir, c'était pour mon chagrin, pour ne plus souffrir. (Un temps.) Heureusement que ça n'a pas duré longtemps, cette lâcheté-là. Après avoir pris une première tranchée, nous nous sommes arrêtés. Nous étions une cinquantaine. Le capitaine était tombé, tué net par une balle ; le lieutenant disparu dans une explosion d'obus éclaté à ses pieds, mais disparu complètement, réduit en bouillie sanglante ; un sergent à genoux, le buste droit, le bras tendu vers l'ennemi, la bouche ouverte, semblait crier — non — il criait encore : « En avant », et il était mort, foudroyé par une balle au front... *et il ne tombait pas*... Ah ! cette vision, elle me hante toujours ! ! ! Les mitrailleuses nous fauchaient. Il y avait des jeunes parmi nous, des bleus qui voyaient le feu pour la première fois. Il y a eu un flottement, quelques hommes se sont couchés. Notre sous-lieutenant est out. Je le vois encore, c'était un blon- ir et sec, très soigné. Il nous a regardés : « Debout ! allons debout ! » et comme , il a tiré un étui de sa poche et nous a lancé de sa voix aiguë : « Je vous donne le temps d'allumer une cigarette », et, en effet, très calme, il en a allumé une sous la rafale des balles et des obus, puis de la pointe de son sabre, nous montrant l'ennemi, il s'est élancé en criant : « En avant, les Poilus, c'est pour la France ! » Et nous sommes partis, et moi le premier. Ah ! j'avais oublié mon chagrin, ma peine cruelle. Il n'y avait plus dans mon cœur qu'un amour, sur mes lèvres qu'un cri ! Pour la France !

JEAN, haletant.

Et alors ?... et alors ?...

PIERRE

Alors, nous sommes rentrés dedans, fous de haine, fous de gloire. Nous avons pris la seconde tranchée. Au moment de rentrer dedans, le lieutenant s'est effondré, tué à bout portant par un coup de revolver d'un officier boche. En tombant, il m'a crié : « A vous, caporal ! » J'ai cassé la tête d'un boche ; sous lui, j'ai ramassé leur drapeau. Puis les camarades sont arrivés, c'était fini, nous étions maîtres de leur tranchée.

JEAN

Et après ... et après ?...

PIERRE

Après, on s'est organisé. On m'a nommé sergent, cité à l'ordre du jour. Tu sais le reste, je te l'ai écrit.

JEAN

Oh ! mon grand, mon grand, comme tu as été brave !... Et penser que je ne verrai jamais cela moi !

PIERRE

Ah ! ne le regrette pas... c'est triste et c'est horrible de se battre contre ce peuple de gredins, rusés et félons. Ils n'ont aucune loyauté, ils se battent comme des bandits. Ah ! nous sommes trop bons, nous autres. (Un temps.) Mais, qu'importe, nous avons combattu, nous combattrons, nous lutterons encore jusqu'au bout et, ne crains rien, les soldats de France feront toujours leur devoir.

JEAN

Oui, oui, tout leur devoir, jusqu'au jour glorieux de la grande victoire finale.

Un long silence.

PIERRE

Mais, que fait Edmée, pourquoi ne rentre-t-elle pas ?

JEAN

Je ne sais pas. Veux-tu que j'aille jusqu'en bas voir chez la mère Froment si elle sait quelque

chose ? Je n'étais pas là quand Edmée est sortie et je ne sais pas ce qu'elle a dit.

PIERRE

Je vais avec toi.

JEAN, contrarié.

Oh ! ce n'est pas la peine. Je remonte de suite. Repose-toi.

PIERRE

Soit, va, mais ne reste pas longtemps.

JEAN

Une minute.

Il sort à droite.

PIERRE, resté seul, donne un grand coup d'œil circulaire comme s'il voulait reprendre possession de son chez soi. Puis il va à la fenêtre et regarde longuement dehors (*Scène à régler*). — On entend frapper à droite. Pierre y va, sort un instant et revient de suite en disant :

Entrez donc, madame.

Mme RICOCHE paraît sur le seuil. Toilette voyante et de mauvais goût, très maquillée, type de la procureuse. Elle reste sur le seuil et paraît surprise.

Mais c'est Mme Edmée que je voulais voir.

PIERRE

Elle ne va pas tarder à rentrer, asseyez-vous.

Mme RICOCHE

Oh ! ce n'est pas la peine... Vous êtes son ami ?

PIERRE

Oui..., non..., c'est-à-dire que je suis un voisin.

Mme RICOCHE

La concierge m'a dit : « Au deuxième à gauche », c'est bien ici qu'elle habite ?

PIERRE

C'est ici.

Un temps pendant lequel il la regarde fixement.

Mme RICOCHE, gênée.

Je vais m'en aller, je repasserai.

Elle fait un mouvement vers la porte.

PIERRE, lui barrant le chemin.

Pardon si... si vous vouliez me dire ce que vous avez à communiquer à Mme Edmée... je... pourrais le lui faire savoir... (Riant avec effort.) Vous savez... je la connais très bien..., je sais ce qu'elle fait. (Riant encore.) Elle... elle n'a pas de secrets pour moi.

Mme RICOCHE, trompée par son rire et riant aussi.

Elle s'amuse, parbleu, je comprends cela, c'est de son âge !...

PIERRE

Oui... oui..., c'est de son âge..., évidemment.

Il bafouille, en proie à une émotion intense.

Mme RICOCHE

Ça m'ennuie de ne pas la voir, je suis très pressée !... et je ne peux pas rester plus longtemps, j'ai une commission à lui faire.

PIERRE, aimable et gai.

Mais, vous n'avez qu'à m'en charger, de votre commission, elle sera faite... et bien faite. (Riant.) Tiens, c'est aussi dans mon intérêt !...

Mme RICOCHE, riant.

Ah ! je comprends !... Eh bien, vous lui direz que le rendez-vous de ce soir n'est plus à la Taverne Royale. Le comte... vous lui direz bien le comte, n'est-ce pas ?

PIERRE

Oui... oui... bien sûr... alors le comte ?

Mme RICOCHE

Il l'attendra ce soir, avec l'auto, à la terrasse du café de la Rotonde, à dix heures justes, comme jeudi dernier.

PIERRE, répétant dans un grondement.

Comme jeudi dernier... (Se maîtrisant.) bien..., bien... c'est entendu, comme jeudi dernier...

Il s'appuie à une chaise pour ne pas tomber.

Mme RICOCHE

Vous lui direz aussi qu'elle vienne me voir demain matin sans faute, chez moi... Madame Ricoche.

PIERRE

Ah ! pourquoi ?

Mme RICOCHE

Pour notre petit règlement de comptes...

PIERRE

Bon... bon... bon...

Il la regarde et s'avance lentement vers elle comme s'il allait la sauter dessus.

Mme RICOCHE, reculant, inquiète.

Qu'est-ce que vous avez ?

PIERRE, la figure effrayante, mâchonnant les mots.

Comme jeudi dernier... comme jeudi dernier...

Mme RICOCHE, effrayée, reculant toujours.

Mais..., mais..., mais..., vous devenez fou...

Elle recule toujours devant Pierre et se trouve, à droite, près de la porte. Celle-ci s'ouvre et Edmée paraît. Elle ne voit pas Mme Ricoche tout d'abord et s'élance vers Pierre en criant :

EDMÉE

Pierre !... te voilà, mon chéri !... (Devant le visage bouleversé de Pierre, elle s'arrête et regarde autour d'elle, elle voit Mme Ricoche et, dans un cri de frayeur.) Ah ! Madame Ricoche !

Mme RICOCHE

Qu'est-ce qu'ils ont ?... Qu'est-ce que c'est que ça ?...

PIERRE, à Mme Ricoche, lui indiquant la porte.

Allez-vous-en, filez !...

Mme RICOCHE sort précipitamment.

EDMÉE, voulant gagner la porte.

Qu'est-ce qui te prend ? tu deviens fou ?

PIERRE, la prenant par un bras.

Viens ici. Qui est cette femme ?

EDMÉE

Est-ce que je sais ! C'est une dame que j'ai rencontrée un jour... en promenade.

PIERRE, dans un grondement.

Menteuse !... Misérable !... Ne te défends pas ! Elle m'a tout dit.

Il la tient par le bras.

EDMÉE

Elle a menti ! (Elle se débattant.) Lâche-moi, tu me fais mal !

PIERRE

Misérable ! Gredine !.... Le comte t'attend ce soir, à 10 heures, au café de la Rotonde... comme jeudi dernier... (Il répète.) Comme jeudi dernier...

EDMÉE, se débattant.

Lâche-moi, ou je crie.

PIERRE

Ah ! tu peux crier, tu peux te débattre, vipère... voilà ce que tu fais pendant que je me bats... je vais te tuer !...

EDMÉE, criant.

Au secours !... Au secours !...

PIERRE

Tais-toi.

Il l'empoigne par le cou.

EDMÉE, d'une voix étranglée.

Au se... cours... à... l'aide !...

PIERRE, fou de rage.

Tais-toi... le comte... comme jeudi dernier...

Il lui serre la gorge.

JEAN, paraît sur la porte, jette un cri et prend Pierre par le bras.

Ah ! Pierre... Malheureux !... que fais-tu !... (Il essaye de délivrer Edmée.) Pierre !... Pierre !...

PIERRE, serrant toujours le cou d'Edmée qui tombe.

Là... là..., va voir le comte... Misérable...

Il lâche Edmée qui est tombée près de la porte de droite.

JEAN, prenant Pierre dans ses bras et pleurant.

Qu'as-tu fait ? qu'as-tu fait ? Pierre !... Oh !... malheureux !...

PIERRE, inconscient, appuyé à la table, essoufflé.

Le comte... jeudi dernier... Ça y est... ça y est... Elle n'ira pas... Elle n'ira plus... jamais... jamais.....

Il continue à dire des mots incohérents pendant que le rideau tombe.

FIN DU PREMIER TABLEAU.

DEUXIÈME TABLEAU

Même décor qu'au premier tableau. Quelques heures plus tard. Sur la table une lampe allumée.

Pierre est assis, les bras sur la table et la tête dans les bras. Jean qui vient du dehors entre vivement et ferme la porte. Pierre se relève et le regarde fixement.

JEAN, suppliant.

Pierre, mon grand ! il faut t'en aller tout de suite.

PIERRE

Ah !... on sait ?...

JEAN

Oui... Nous avons manqué de sang-froid. Tes cris ont ameuté la maison.

PIERRE

J'étais fou !... Ah ! oui !... cette femme qui est venue la prévenir et qui m'a pris pour... Oh ! quelle infamie !...

JEAN

Calme-toi. Il faut que tu partes, que tu ailles te battre encore.

PIERRE

M'enfuir ? tu veux que je me sauve ? mais je ne le dois pas. Je vais aller me constituer prisonnier.

JEAN

Non, il faut rejoindre ton régiment et défendre la France.

PIERRE

Tu déraisonnes... tu crois qu'on me laissera tranquille. J'ai tué, comprends-tu, tué... quand la police saura...

JEAN

La police sait tout...

PIERRE

Déjà... tu vois..., tu vois...

JEAN

Je viens de téléphoner au Commissariat et dans quelques minutes, le magistrat sera ici.

PIERRE

Ah ! oui, tu as bien fait. Autant en finir tout de suite, qu'on vienne m'arrêter.

JEAN

On ne t'arrêtera pas.

PIERRE

Allons donc ! on se gênera !... J'ai tué...

JEAN

Tu n'as pas tué.

PIERRE

Jean, mon petit, as-tu ta raison ?... Jette un coup d'œil dans cette chambre et tu verras, étendu sur le lit, le corps de celle qui fut ma femme et que j'ai étranglée.

JEAN

Ce n'est pas toi qui as tué Edmée.

PIERRE

Que dis-tu ?

JEAN, calme.

C'est moi.

PIERRE

Toi !... tu deviens fou !...

Dans tout ce qui va suivre, Jean déploiera une énergie surhumaine.

JEAN, ferme.

C'est moi ! Ecoute-moi, nous n'avons pas beaucoup de temps. Lorsqu'on va venir, je dirai que c'est moi qui ai tué Edmée.

PIERRE

C'est de la démence.

JEAN

Non, mon grand. C'est raisonnable, c'est juste et c'est beau !... Ah !... oui, laisse-moi le dire, c'est beau !... que suis-je, moi ? un inutile, un malade, rien. Tandis que toi, tu es vaillant, tu es sain, tu es fort. Ta vie ne t'appartient pas, elle appartient à la France. Tu dois aller te battre encore, toujours ! Notre Patrie a besoin d'hommes comme toi.

PIERRE

Je suis un assassin.

JEAN

Ce n'est pas vrai ! Tu as vengé ton honneur dans un moment d'égarement. Tu n'es pas un assassin. Il ne faut pas que l'armée soit privée de tes services. Il faut que tu sois libre, il faut que tu rejoignes ton poste... moi..., moi..., je prendrai ta place ici... (Avec élan.) Ah ! tu ne peux pas t'imaginer comme cela me rend heureux !... Il me semble que c'est moi qui vais me battre là-bas contre l'ennemi de la Patrie, puisque c'est grâce à moi que tu pourras te battre encore.

PIERRE

Mais, c'est la prison, mon petit, c'est peut-être le bagne !...

JEAN, transfiguré.

C'est l'accomplissement de mon devoir de Français. On ne veut pas de ma poitrine pour arrêter les balles allemandes. Je donne ma liberté pour qu'une autre poitrine française soit là : la tienne. Ma souffrance me sera douce, et si je meurs de cela, je mourrai en souriant, en pensant que tu fais ton devoir et que c'est grâce à moi que tu continues à le faire.

PIERRE

Jamais. Jamais, je n'accepterai ton sacrifice !...

JEAN

Tais-toi ! tais-toi !... ne me fais pas trop parler. Je dois... je dois le faire... ce n'est pas un sacrifice... c'est une joie... (Il tousse.) Ah ! oui, une joie...

PIERRE

Jamais ! Avec quel esprit, avec quelle âme retournerais-je là-bas ?...

JEAN

Avec la mienne ! Tu te diras, je suis là pour Jean. Je le remplace, tu te battras pour nous deux. Tu vaincras, nous vaincrons. Des coups que tu frapperas, j'en frapperai ma part, puisque ce sera grâce à moi que tu pourras frapper. Ce que tu appelles mon sacrifice me relève, me guérit !... oui !... me guérit. Je ne serai plus un exempté. Je serai soldat, avec toi, par toi. Je serai au front, face à l'ennemi, près du drapeau... pour la France !... (Il tousse.) Pour la France !...

On entend frapper à droite.

PIERRE, à voix basse.

On frappe.

Il veut aller à droite.

JEAN, le retenant.

J'ai laissé la porte ouverte.

Jean et Pierre sont debout, près de la table. La porte de droite

s'ouvre. Paraît le Commissaire de police, suivi de deux agents en bourgeois.

LE COMMISSAIRE

Un meurtre a été commis ici ?

JEAN

C'est moi qui vous ai téléphoné.

LE COMMISSAIRE

Ah ! Où est la victime ?

JEAN, montrant la gauche.

Là.

Le Commissaire va à la porte de gauche, deuxième plan et sort un instant. Les deux agents s'avancent vers le milieu de la pièce.

PIERRE, à Jean, a voix basse.

Jean... mon petit... je ne veux pas.

JEAN, de même.

Tais-toi.

Il met son bras sur l'épaule de Pierre.

LE COMMISSAIRE, rentrant

Une femme étranglée !... Qui de vous deux a commis le crime ?

JEAN, vite.

C'est moi !... (Les deux agents s'avancent vers Jean qui les arrête d'un geste.) Je ne résisterai pas.

LE COMMISSAIRE

Pourquoi avez-vous tué cette femme ?

JEAN

Je m'expliquerai devant le juge d'instruction.

PIERRE, étreignant Jean.

Jean !... mon petit !... mon frère !... je ne veux pas !... je ne veux pas...

JEAN, lui fermant la bouche avec la main.

Tais-toi, tais-toi... Va... Pars... Va défendre notre France ! (Avec un soupir de soulagement.) Ah! enfin!.. enfin !... Moi aussi, je puis la servir !

Le Commissaire fait signe aux agents d'arrêter Jean. Jean s'avance vers eux. Pierre tombe assis et se cache la figure.

RIDEAU.

JEAN SARTÈNE
et JOSEPH DE GRAMONT.

LIÈGE SOUS LES ALLEMANDS

Je crois bien que jamais peuple n'accueillit avec autant d'insouciance que le peuple liégeois la guerre, cette guerre dont il devait être la première victime : le ton des journaux avait beau être devenu de plus en plus alarmant, la situation générale de plus en plus tendue, la bonne ville continuait de vivre et de travailler joyeusement sous le ciel changeant d'un bel été meusien.

... Le lundi 3 août, sous le soleil radieux, la ville a pris un air de fête. Les promeneurs se pressent aux terrasses, on suit avec une curiosité amusée les préparatifs de la mobilisation. Par-ci, par-là, une ménagère prudente court aux provisions : ses fournisseurs se moquent d'elle. Le lendemain, dans la sérénité d'une belle fin d'après-midi, on perçoit un grondement sourd : c'est le canon des forts qui tonne pour la première fois...

C'est donc sérieux ? Les Allemands veulent passer par chez nous ? C'est une stupeur, évidemment : un peuple qui n'a fait de mal à personne ne comprend pas qu'on l'attaque. Mais il est une chose dont nul ne doute, c'est la nécessité de la résistance. Et tandis que la rue retentit déjà d'un tumulte guerrier, que l'intendance est sur les dents et que d'heure en heure les éditions spéciales multiplient les émotions du bourgeois surexcité, un immense enthousiame, une confiance magnifique et naïve exaltent les âmes. On résistera, on résistera jusqu'à l'arrivée des Alliés !

Le Liégeois vécut alors des heures qu'il n'oubliera plus. Les volontaires, en groupes serrés, passent à tout instant, agitant des drapeaux, acclamés, radieux. Et les troupes ? Nos lignards, nos lanciers, nos artilleurs traversent la ville, partant pour le feu. Pour le feu ! De ces petits gars vaillants, au bonnet crânement campé sur l'oreille, combien ne reviendront pas ? Un émoi solennel, qui picote les paupières, saisit les curieux à cette pensée. Il y a des larmes dans les yeux des femmes. Elles jettent toutes les fleurs de leurs corsages, elles poussent des vivats sans fin. Dans le soir d'été, à la lueur des torches, pendant que le canon gronde au loin, cela fait une intense rumeur de gloire. On serre les mains des soldats, on les arrête pour leur donner à boire, pour les combler de friandises. Dans les quartiers populaires, c'est du délire. Des cabaretiers roulent des tonneaux de bière à la rue. Une pauvre femme, n'ayant rien d'autre à offrir, a apporté un seau d'eau et un verre et désaltère les assoiffés. Une autre lave les pieds de ceux qui sont fatigués, pendant la halte : c'est l'Évangile en action...

ıssi bien, le mercredi après midi, quelle stimu-
e nouvelle ! L'agresseur est en échec. Nos forts
repoussé en lui infligeant des pertes énormes,
ıt l'arrivée d'aucun renfort, on a tenu tête au
sse ! Les récits se succèdent sur l'adresse du
teur de Pontisse, sur la valeur de nos tirailleurs
tervalle, sur les exploits des canons de Fléron,
egnée, de Barchon. Des officiers aviateurs,
ıut dans une automobile, place Verte, devant
avernes, content à la foule les épisodes de ce
nphe initial. Et l'on acclame ! On fraternise
la joie. Le citadin le plus pacifique se félicite
e que les nôtres aient tué beaucoup des soldats
venus d'outre-Rhin, et dont on exhibe comme
trophées les premiers casques. Une âme belli-
ıse est éclose chez les plus sensibles. Dans les
pes, cette phrase revient souvent : « Quand ils
ont ça, à Paris ! »

élas ! le lendemain, les choses ont changé. La
milière qu'on croyait endiguée a submergé les
reforts des vallons familiers. Nos régiments
més, refoulés par cette marée d'acier sont en
ıite. Leurs tristes débris traversent la ville avec
ovisionnements et bagages, se repliant vers
elles. Les premières bombes teutonnes ont
nt la ville. Dans son bureau de la rue Sainte-
le général Leman, âme de la résistance, a failli
assassiné par une cohorte d'Allemands entrés
Liége au petit jour par une venelle faubou-
ne. Il a pu gagner le fort de Loncin. Les forts
lront dix jours encore, dans une défense en-
e, contre la grosse artillerie qui les harcèle,
ıodiquement implacable. Mais la ville, après
t-quatre heures de bombardement intermittent,
ıaît, dans un désarroi silencieux, la honte et la
eur de se voir souillée par l'envahisseur qui
talle en maître, avec l'insolence et la brutalité
eux qui ne croient qu'à la force, et qui veulent
yer pour s'imposer.

s notables pris comme otages sont empri-
ıés. Dans une cour du Palais provincial, les
lins mornes apportent leurs armes que les sou-
s casqués jettent en tas sur le pavé. Puis on va
empler en silence les ravages des obus et lire
désespoir les affiches placardées pour inti-
er par vingt menaces cette population dans
elle les forbans germains remarquent avec ap-
ension qu'il reste beaucoup d'hommes valides.
est l'occupation. L'ogre a pris possession de sa
uête. Il faut obéir. Le Liégeois reste atterré en
ant sur la place Saint-Lambert. Au fronton du
is, où la soldatesque casernée dans les apparte-
ts de beau style ancien fait sécher ses caleçons
les cordes tendues, flotte un ample drapeau tout
neuf aux couleurs de l'Empire. Ils ont osé cela : ils en oseront bien d'autres ! Quinze jours plus tard, sous le prétexte mensonger d'une agression qu'ils ne pourraient prouver, les Allemands, mobilisant leurs compagnies incendiaires, organisent une nuit de terreur, brûlant quelque soixante maisons, massacrant une quantité de malheureux inoffensifs — dont cinq Espagnols — histoire d'intimider durablement un peuple de mauvaises têtes, et, le lendemain matin, les officiers écumants font appeler le bourgmestre et lui demandent quelles mesures il va prendre pour éviter le recommencement des « cochonneries » (*sic*) commises, disent ces preux, par ses concitoyens, pendant la nuit tragique.

A ce régime d'hystérie féroce, d'arbitraire cynique, de tracasseries raffinées et d'espionnage permanent, la population, rongeant son frein, se soumet avec une courageuse philosophie. Il faut subir pour durer... Elle a vu passer les formidables machines de guerre que l'agresseur promène comme le matériel d'un cirque géant organisé pour l'extermination. Elle a vu passer nos soldats, captifs mais toujours gaillards, sous l'escorte des casques à pointe. A la vue de leurs visages sanglants et noirs de poudre, chacun s'est religieusement découvert. Venant du front français, d'Anvers et plus tard de l'Yser, les blessés par longs convois ont défilé dans les gares, les ambulances sont combles. Quand des Français prisonniers sont débarqués, il faut qu'ils calment du geste la foule empressée à les fêter, pour lui épargner les brutalités des gardiens furieux.

C'est l'inaction, forcée pour certains et pour la plupart, volontaire. L'arrêt est général dans les usines, ou peu s'en faut. Plus de moyens de communication. L'ouvrier libéré pourrait trouver du pain — malgré ses économies, il en aura bientôt besoin,— en travaillant pour les Allemands qui tentent de réparer les forts. Il préfère attendre dans le dénuement, quoique l'espoir de la délivrance prochaine apparaissse un peu plus vain chaque jour. La misère s'insinue partout. Les vivres renchérissent, les métiers de ravitaillement seuls font recette. L'envahisseur éprouve l'esprit des habitants en les accablant de réquisitions et de vexations sans nombre. Obligation de rentrer au logis à 7 heures du soir, de laisser les portes des maisons ouvertes, d'éclairer toutes les chambres prenant vue sur la rue. Chaque jour une affiche ostentatoire annonce de prétendus succès teutons pour démoraliser ceux qu'elle attire.

Le pays belge est devenu une autre Alsace-Lorraine. Dans le bel automne, puis dans l'hiver morose, Liège s'adapte à la contrainte, en se raidissant dans sa confiance et dans son mépris. On accepte

l'oppression : à chacun sa part de la grande épreuve. Mais la souffrance, la vraie disette, c'est la privation de nouvelles sûres. L'ennemi ne permet pas qu'on sache la vérité. C'est bon signe sans doute, mais ne rien apprendre de ce qui se passe à dix lieues à la ronde, se sentir emmuré, isolé du monde à l'heure où se jouent vos destins, c'est une torture qu'il faut avoir subie pour la comprendre. Aussi malgré les défenses et les risques, sans prêter attention aux mensonges énervants des gazettes d'Outre-Rhin, chacun lit en cachette les journaux interdits, anglais ou français, passés en fraude par la frontière hollandaise. Dans chaque rue il s'improvise des cercles d'intimes autour de l'exemplaire qu'on a pu se procurer du *Temps* ou du *Matin*, autour de la carte où l'on suppute, en piquant de petits drapeaux, l'avance des Alliés. Il y a péril à se documenter imprudemment, car l'espionnage sévit en tous lieux et sous toutes les formes. Mais qu'importe ? On veut savoir, quoiqu'il advienne.

Cependant, qui dira l'amertume profonde et la colère qui fermentent dans tous les cœurs, depuis le jour où le pas des Huns a sali le sol de la Cité Ardente ? Ils ont attaqué un peuple innocent. A ce crime initial, ils en ont ajouté mille autres en accumulant les exploits d'une férocité systématique. Les Liégeois ont fait pélerinage aux alentours, dans les ruines et sur les tombes, ils ont contemplé en frémissant les cadavres des villages détruits, les places où gicla la cervelle des civils fusillés. Et chez ces braves gens qui tiraient mérite de leur cordialité, un sentiment nouveau est né, la haine, qu'on ne croyait pas si nécessaire, et que chaque heure renforce et vivifie.

Par milliers, les hommes valides ont émigré. Le reste attend d'un cœur ferme les réparations de l'avenir. C'est un spectacle réconfortant en vérité que celui de cette population frissonnante encore des horreurs vécues, qui ne sait quelles horreurs inconnues l'attendent et qui vit la minute présente avec une fière et stoïque bonne humeur. Le Teuton a eu beau faire sonner ses éperons ensanglantés : les Liégeois ont haussé les épaules. L'envahisseur se sent méprisé par ce passant qui, sur les trottoirs, évite son coudoiement et le regarde comme s'il était transparent...

L'antique énergie d'une race indomptée galvanise secrètement toutes les âmes. Ayant dû se laisser inonder par le flot qu'elle avait arrêté un instant, Liège oppose à l'oppression une tranquille résistance morale que ni sauvagerie, ni politesses ne pourront vaincre. Tout en témoigne : l'inaction volontaire de la grande majorité, le silence des uns, l'esprit narquois des autres, la constance de tous. L'air que le gavroche wallon sifflote le plus souvent par les rues, c'est la *Marseillaise*. Dans certaine école, à l'annonce qu'un petit teuton allait suivre les cours, il faillit y avoir une émeute. A la Toussaint, les cimetières virent d'émouvants défilés. Les tombes françaises et belges disparurent sous des monceaux de fleurs, tandis que les sépultures des Allemands s'ornaient de quelques maigres couronnes apportées par leurs proches. A la Saint-Nicolas, fête des enfants, les gosses vêtus d'uniforme de petits lignards belges, d'artilleurs ou de lanciers brandirent leurs sabres minuscules par les places publiques, à la barbe de l'occupant. Celui-ci prit sa revanche à Noël, en dressant dans tous les locaux militaires et dans les cafés qu'il fréquente et qu'l'indigène a mis en quarantaine, des sapins illuminés pour ses guerriers quinquagénaires, dont la mélancolie à cette image du foyer lointain attesta la démoralisation croissante.

La femme Liégeoise, au tempérament vaillant et frondeur, n'a, dans la tourmente, rien perdu de sa vive franchise. Devant une affiche où l'on proclamait niaisement que, sans perdre un homme, les Autrichiens avaient défait une armée russe, une campagnarde se retourne et dit à la cantonade, en son verveux patois : « Ils veulent nous faire croire que les Russes se battent avec des poires cuites ».

Dans une voiture de tramway, une bourgeoise est assise, le corsage orné d'une cocarde portant le portrait du roi Albert. Un officier teuton s'installe près d'elle et, agacé par la vue de l'insigne, invite sa voisine à l'enlever. La dame, sans paraître avoir entendu, regarde par la portière d'en face. Nouvelle invitation plus brusque, et même silence. Alors la brute arrache la cocarde, aux yeux de l'entourage indigné. Mais la Liégeoise se retourne enfin vers lui, très calme, et, avec un sourire angélique :

— C'est tout de même plus facile à prendre que Calais, dit-elle d'une voix claire...

On citerait maint autre de ces traits admirables. Ils montrent éloquemment la force intime, la sérénité dans l'épreuve qu'un peuple libre puise dans sa volonté de ne se laisser entamer en rien, de résister jusqu'au delà des forces, de considérer les jours affreux de l'oppression comme un cauchemar sanglant, dans l'attente du réveil qui paiera chacun des hontes et des douleurs endurées en cette année d'inoubliable amertume.

CHARLES CLEAR.

LA CRISE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Peu de sujets sont plus intéressants en ce moment que celui-ci : la crise, les flottements, les déchirements de la Social-Démocratie. Qu'il touche de près ou de loin, — et plutôt de près que de loin, — à l'avenir de l'Allemagne : nul ne le contestera. Il sera curieux d'observer la politique du parti socialiste, dans l'Empire, au lendemain d'une défaite de cet Empire et alors qu'une victoire des alliés aura fait vaciller sur ses bases l'édifice, d'apparence majestueuse, jadis échafaudé par Bismarck. Les millions de prolétaires, qui se sont asservis à la cause du pangermanisme, ou qui ont été entraînés, par le mécanisme même des institutions, à la défendre, auront à ce moment le choix entre deux attitudes radicalement opposées, et c'est sous les regards de l'humanité civilisée tout entière, qu'ils opteront.

C'est un fait, que la Social Démocratie a infligé, l'an dernier, une déception à beaucoup de personnes qui croyaient à l'importance de ses initiatives. Même ceux qui dénonçaient sa faiblesse intrinsèque, son impuissance de résistance et d'action, ne pensaient pas qu'elle se serait abandonnée aussi aisément aux suggestions gouvernementales. Elle avait proclamé jadis de toutes les façons sa répugnance pour la guerre, et si (il convient de rappeler des incidents historiques), elle avait marqué sa résolution de combattre à son rang contre une attaque extérieure, elle avait toujours affirmé sa volonté de paralyser une lutte offensive; elle avait reconnu le droit des nationalités, déclaré qu'aucun peuple ne devait être foulé aux pieds, réprouvé l'impérialisme, etc. Si, après le 29 juillet 1914 et jusqu'au 4 août 1914 inclus, elle avait observé ces principes, il est plus que vraisemblable que l'Europe eût été soustraite au cataclysme. Guillaume II n'eût pas osé risquer l'aventure, s'il avait perçu l'opposition des 111 députés et des 4.250.000 électeurs social-démocrates. La responsabilité de la Social-Démocratie a été d'autant plus lourde, que sa force numérique était plus grande, et l'on a beau dire que l'Allemagne n'est pas un pays parlementaire : il n'est plus un monarque au monde, qui ne soit astreint à tenir compte de l'opinion. Les socialistes, dans les deux hémisphères, se doivent à eux-mêmes de faire ces aveux, d'abord parce que la sincérité est le plus grand mérite de tous les partis, ensuite parce que les adversaires du socialisme auraient trop beau jeu contre un silence calculé, et enfin parce que si la Social-Démocratie allemande a été coupable, on peut tout aussi bien proclamer la culpabilité du libéralisme et du catholicisme d'outre-Rhin. Toutes les opinions et toutes les doctrines se sont associées là-bas, pour organiser ou pour couvrir l'agression.

Il y a pourtant une légère différence, et assez visible, entre la Social-Démocratie et les autres partis allemands. Dans la Social-Démocratie, les hommes qui se sont rendus complices de la politique gouvernementale, — Scheidemann, Noske, Heine, David, etc., ont vu se lever d'autres hommes, qui combattaient cette politique. — Mais Bassermann, chez les nationaux libéraux, — Heydebrandt chez les conservateurs. Erzberger et Spahn, dans le centre catholique, qui ont pris position en faveur de la « plus grande Allemagne », de l'Allemagne des conquêtes et des annexions, en sont encore à attendre des contradicteurs dans leurs propres fractions.

Le socialisme germanique n'est plus unanime. Il s'est coupé au moins en deux tronçons. Je n'ignore pas que cette scission apparaît, aux yeux de beaucoup de personnes, comme une simple manœuvre encouragée, sinon suscitée par les ministres du Kaiser. Le comité directeur jouerait son rôle et les dissidents, — ceux qui blâment les relations de ce comité directeur avec le gouvernement et qui formulent un rappel aux principes, — joueraient également leur rôle. Cette conception s'est accréditée dans beaucoup de milieux ; on y dénie toute sincérité à Haase, à Kautsky, à Bernstein, à Liebknecht, à d'autres encore, et l'on prétend qu'ils auraient été tout uniment chargés, par une administration prévoyante, de préparer une réconciliation entre les socialistes Français, Anglais, Belges, Russes et les socialistes Austro-Allemands : réconciliation dont M. de Bethmann-Hollweg saurait ensuite tirer ingénieusement parti pour imposer au monde, une paix impériale.

Je n'ignore rien de ce que l'on a dit et écrit à ce sujet ; je connais les arguments que l'on a fait valoir à l'appui de cette thèse, et je comprends assez volontiers que la Social-Démocratie, par son attitude avant et après le 4 août, n'ait pas mérité la confiance universelle. Je n'ai point l'intention ici d'assumer sa défense, ne trouvant aucune justification, ni même aucune excuse à son effacement devant l'impérialisme, à son abdication spontanée, à son silence prolongé sur la violation de la Belgique. Mais il n'est peut-être pas non plus d'une très bonne méthode, devant la série des incidents qui se produisent, de supposer que tous ces incidents sont machinés, et qu'aucun socialiste allemand ne peut se ressaisir. Imaginons que les flottements et les déchirements apparents

correspondent à des dissidences réelles et profondes; — qu'une fraction même légère, du prolétariat germanique prenne conscience de l'indignité de la politique subie ou adoptée ; que le comité directeur, — si complexe, si équivoque, si monstrueuse même par certains côtés, que nous semble sa déclaration du 26 juin,— ait dû cependant exprimer le sentiment de lassitude des masses d'outre-Rhin : ce sont là des indications intéressantes, et dont il y a tout lieu de faire son profit. Personne, ni parmi les socialistes Français, ni dans les autres partis Français, ne pourrait déplorer que les social-démocrates allemands fussent vraiment et pratiquement divisés sur le problème de la guerre... Au surplus, l'avenir seul établira s'il y a eu, à une heure donnée de l'année 1915, un réveil dans une fraction de cette Social-Démocratie ; si ce réveil était ou non simulé ; s'il a eu une influence sur l'ensemble de la politique allemande. Du moment qu'on est déterminé à user de prudence, il n'est aucun inconvénient à enregistrer des propos et des gestes, qui, plus tard, se préciseront d'eux-mêmes, alors que leurs conséquences et répercussions diverses ne seront plus hypothétiques.

Dans un précédent article, j'ai jugé sévèrement — comme il convenait, l'attitude des chefs, des députés socialistes d'outre-Rhin. Depuis six mois, des faits nouveaux ont surgi. Ils se sont surtout produits après les déclarations peut-être concertées du roi Louis III de Bavière et du chancelier en faveur des annexions, — après la publication des vœux impérialistes des conservateurs, des nationaux-libéraux, des ligues industrielles et agricoles. Il n'apparaît pas que, dans leur ensemble, les syndicats, dont on connaît les liens étroits avec le parti, liens à la fois personnels et doctrinaux, aient modifié leur point de vue, qui au début équivalait à une passivité consentante ; il n'apparaît pas davantage que la masse des social-démocrate soit prête à se dresser, dans un sursaut de révolte, contre l'Empereur ; mais les controverses qui se sont ouvertes, les déclarations collectives qui ont été publiées constituent autant d'éléments dignes d'être notés. Je vais essayer de présenter en raccourci cette histoire particulière, qui a tant de rapports, — qui surtout *peut avoir* tant de rapports, — avec la grande histoire.

Si nous nous plaçons au début de février 1915, les divergences de vues étaient encore rares dans la Social-Démocratie. Il y avait eu l'appel de Mehring, Ledebour, Clara Zetkin et Rosa Luxembourg, qui remontait à septembre et qui condamnait implicitement la complaisance du parti pour le gouvernement. Il y avait eu, en décembre, le discours de Liebknecht au Reichstag, discours qu'aucun journal allemand n'a pu publier, et qui avait paru dans le *Berner Tagwacht*, organe des socialistes Suisses ; il y avait eu, en janvier, la lettre de Mehring au *Labour Leader:* « L'heure n'est pas loin où la classe ouvrière réclamera le retour aux principes de l'Internationale et à la paix, et dira : avec les chefs s'ils veulent agir, sans eux s'ils demeurent inactifs ; contre eux, s'ils résistent. »

Il faut, dans une certaine mesure, rapprocher les difficultés, qui surviennent à dater de février dans le parti socialiste, des échecs que subissent les généraux allemands. Plus la victoire recule, et plus les dissidents élèvent la voix. Le 9 février, le député socialiste Hirsch exprime, à la Chambre de Prusse, l'espoir que les milieux autorisés sauront faire état des désirs de paix, qui se manifestent dans le peuple. Le même jour, Liebknecht interrompt le député hobereau Heydebrand et lui interdit de parler au nom de ce peuple. Haase, de son côté, prend position au Reichstag contre la majorité des représentants social-démocrates, et cette résistance croissante détermine le groupe parlementaire de cette assemblée à censurer Liebknecht, par 58 voix contre 33, et à se féliciter de sa propre attitude, lors du vote des crédits, les 4 août et 2 décembre. Mais au dehors du Reichstag, les polémiques s'avivent : à Stuttgart et à Francfort-sur-Mein, les groupes locaux se coupent en deux tronçons, malgré l'intervention des leaders, — partisans de l'entente avec le chancelier, — Scheidemann et Heine. L'organe socialiste de Chemnitz, la *Volkstimme*, qui avec l'*Hamburger Echo* est l'interprète principal des social-démocrates opportunistes, attaque le *Vorwaerts* qui, en dépit de son caractère officiel, affecte une certaine neutralité. Bernstein, dans le journal de Brême, critique discrètement l'attitude du comité directeur, en ajoutant que le rôle des socialistes Français — qui coopèrent à la *défense nationale*, diffère de celui des socialistes Allemands. Mais Heine qui décidément s'érige en théoricien, en protagoniste du néo-révisionnisme, en champion d'un socialisme impérial ou d'un impérialisme social, préconise en une brochure retentissante la collaboration avec le Kaiser, le ralliement aux institutions, la rupture avec toutes les décisions passées, — spécialement avec celle qui proscrit le vote du budget. Il est d'ailleurs copieusement flétri par les journaux social-démocrates de Leipzig et de Halle.

Le mois de mars s'ouvre. Les autorités sévissent plus rudement contre les socialistes dissidents; elles incarcèrent Rosa Luxembourg et suppri-

ment définitivement le journal socialiste de Gotha, qui s'était montré, de tous, le plus courageux. Le 19, a lieu au Reichstag une séance intéressante : Ledebour montre l'impuissance des procédés de la germanisation et reconnaît la volonté, que marque l'Alsace, de redevenir Française. Liebknecht blâme les pratiques barbares ordonnées par l'Etat major et l'on devine quel tumulte provoquent ces deux discours. Le scandale devient tel, que Scheidemann intervient au nom du groupe parlementaire social-démocrate et désavoue Lebedour qui, dit-il ,a parlé seulement en son nom personnel. Le lendemain de cette journée, le Reichstag est convié à voter le budget, qui contient naturellement de gros crédits militaires. Liebknecht et Ruhle repoussent le projet ; 30 autres députés s'abstiennent, parmi lesquels Bernstein, Haase, Hoch, Ledebour, Stadthagen, Zubeil et 3 élus de l'Alsace : Emmel, Fuchs et Peirotes. C'est bien la scission, si l'on en croit le *Hamburger Echo* qui injurie les dissidents. A ce moment précis, paraît la brochure du député socialiste prussien Hœnisch, qui veut établir l'intérêt de son parti à une victoire allemande.

Au mois d'avril, l'incident le plus important est la publication d'un manifeste qui est attribué d'abord faussement à Liebknecht, à Ledebour et à Mehring, qui semble avoir été rédigé par un groupement ouvrier, — et qui demande la paix et réprouve toute idée d'annexion. Mais d'autres incidents, et assez suggestifs parfois, méritent d'être relevés. Une partie des social-démocrates Saxons approuvent le refus du budget par leur député Ruhle ; en sens inverse, Sassenbach, secrétaire de la grande Union des Syndicats de Berlin, prend fait et cause pour le comité directeur, et elle est encore l'attitude de la plupart des fonctionnaires syndicaux, bien que les maçons de Brême aient protesté contre les excès du « révisionnisme ».

Les commandants militaires redoublent de sévérité contre les dissidents. A Stuttgart, des réunions sont dissoutes : A Essen, à Solingen et à Remscheid, le général Von Gayl supprime trois journaux. Même sort est réservé à la nouvelle revue que Mehring publie à Dusseldorf : l'*Internationale*. La motion qu'adopte, le 14 avril, la conférence des social-démocrates d'Allemagne et d'Autriche, tenue à Vienne, et qui réclame une paix durable, exclusive de toute humiliation pour l'un ou l'autre des belligérants, la généralisation de l'arbitrage, etc., tombe à peu près dans le vide : c'est à peine si elle est signalée par la presse. On s'intéresse beaucoup plus à un article de la *Post*, conservatrice, qui sollicite des mesures de rigueur contre la minorité social-démocrate, et à l'étude publiée par Bernstein dans une revue suisse, et qui condamne toute velléité d'annexion de la Belgique.

Le mois de mai s'ouvre avec deux manifestations importantes des dissidents. Bernstein, qui maintenant s'est jeté résolument dans la lutte, demande (numéro du *Vorwaerts* du 1er) si la Social-Démocratie abandonnera son mot d'ordre d'antan : la politique démocratique. « Il appartient aux travailleurs allemands de prouver qu'ils veulent refaire l'Internationale, et qu'ils n'ont pas renié la doctrine. Il leur appartient aussi de dire si oui ou non, ils entendent que les peuples gardent la libre disposition de leurs destinées » — Haase est plus explicite encore. Prononçant un discours à Francfort, il émet cette affirmation : « le vote des crédits de guerre le 4 août a été, pour le parti, *une déclaration de faillite*. »

Dans le journal de Chemnitz, Noske risposte vertement à Haase et à Liebknecht. Scheidemann risque cette assertion qui ne tardera pas à paraître dérisoire : «Je suis assuré que le chancelier ne veut pas plus de guerre de conquête aujourd'hui qu'au début d'août. »Or, il venait à peine de proférer cette phrase impressionnante que, le 28 mai, M. de Bethmann-Hollweg, cédant aux suggestions des agrariens et des syndicats industriels, reconnaissait devant le Reichstag l'opportunité d'une rectification des frontières : c'était la première fois, il est vrai, depuis l'origine de la crise, que cet homme politique tenait pareil langage, mais, après avoir lutté au moins en surface contre l'ultra-pangermanisme, il faisait désormais sa place à cette doctrine... On peut voir dans cette manifestation et dans d'autres qui vont suivre : délibération des nationaux libéraux, harangue du roi de Bavière en faveur de l'incorporation à l'empire du delta du Rhin, la raison même des nouvelles polémiques qui s'engageront entre Social-Démocrates.

Wolfgang Heine dans les *Socialistishe Monatshefte*, organe des réformistes, dénonce le cercle de haines qui s'est formé autour de l'Empire et répudie toute pensée de paix : la campagne pangermaniste recueille plutôt ses sympathies. Mais voici qu'un appel au prolétariat allemand, non signé, circule dans les faubourgs des cités. « L'ultimatum à la Serbie, dit-il, a été le brandon d'incendie. *L'ennemi de l'Allemagne est en Allemagne même* » Il n'est pas malaisé de découvrir, dans ce document, que cet ennemi est l'impérialisme militaire.

Louis III de Bavière a parlé le 7 juin. En vain

le gouvernement impérial essaie de dissimuler les phrases capitales de son allocution : elles sont connues. Il se trouve des socialistes, David, Kolb, Quessel, Schippel, pour accepter en propres termes la thèse expansionniste. Le *Correspondenzblatt*, journal de la Commission des Syndicats, estime que l'Allemagne peut fort bien se rattacher sinon politiquement, du moins économiquement, certaines contrées occupées par ses armées. Il est évident que ces complaisances à l'endroit de l'impérialisme devaient provoquer des ripostes.

Le 19 juin, le journal de Leipzig publie le manifeste désormais fameux de Haase, Bernstein et Kautsky. Ce document tire sa valeur des trois signatures dont il est revêtu, celles du président du comité directeur et des deux écrivains socialistes les plus réputés de l'Allemagne actuelle. La pensée, qu'il développe, est claire et simple. « Le gouvernement formule des intentions nouvelles et qui sont en contradiction avec son appel du 4 août. Il faut donc que la Social-Démocratie réfléchisse, qu'elle recherche où est sa véritable place : on lui a permis de voter les crédits de la guerre, mais on ne la consulte pas sur les fins de cette guerre, Le peuple a besoin de paix : que ceux qui, prétendent parler en son nom reprennent leur liberté!

Ce manifeste marque une date, parce qu'il va créer un nouveau mouvement et dont on ne saurait nier la réalité, dans la Social-Démocratie. Le comité directeur, piqué au vif, proteste contre le « pronunciamiento » de Leipzig. Mais cette protestation ne clôture pas la crise : bien au contraire. Deux cents membres notoires du parti (ils seraient même devenus huit cents, si l'on s'en rapporte au *Vorwaerts*) critiquent l'impulsion donnée par le comité directeur et font grief, à la majorité des parlementaires social-démocrates, de n'avoir pas eu un mot de blâme pour la violation du sol Belge, ni un mot de censure pour le dernier discours du chancelier. Au même moment Braun, au Landtag de Prusse, fulmine contre les accapareurs et insiste pour que l'on songe à la paix. On peut passer sur les polémiques aggravées, que les journaux locaux engagent entre eux. Haase, Bernstein et Kautsky trouvent des appuis à Erfurt, Nuremberg, Cottbus, Dresde, s'ils sont vilipendés à Chemnitz et à Hambourg.

Le comité directeur ou du moins la majorité de ce comité, puisque Hoch, Louise Dietz et Wengels se séparent de lui, estime qu'il doit répondre longuement aux *trois* et aux *deux cents*. Il publie, dans le *Vorwaerts* du 26 juin, un factum de trois colonnes très serrées, qui lui servira de justification, et qui contient d'étranges flottements de pensée : il accuse la Russie d'avoir déchaîné la guerre; il reproche aux socialistes de France et d'Angleterre d'avoir refusé d'entrer en rapports avec la Social-Démocratie ; puis il s'élève contre toute idée d'annexion, préconise la paix et engage le chancelier à la préparer. De toute évidence, il est embarrassé ; il veut ménager à la fois le gouvernement et les masses, qui estiment peut-être leurs charges bien lourdes. Ce que pensent les masses de ce factum : nous l'ignorons. Quant au gouvernement, il l'a d'abord jugé dangereux, puisqu'il a suspendu le *Vorwaerts* et ensuite utile à sa cause, puisque la *Gazette de l'Allemagne du Nord* l'a exploité au profit de sa thèse favorite : « la victoire de l'Empire est certaine et ses adversaires feraient sagement en traitant ».

Comme il était naturel, le comité directeur ne s'est pas contenté de rédiger ce long exposé. Il a déchaîné tous ses partisans contre les dissidents, qui veulent « rompre l'unité » et « tuer le mouvement ouvrier », et c'est surtout après le 26 juin que les socialistes impérialistes se sont donné libre carrière contre les signataires de l'appel de Leipzig. Au surplus, le 1er juillet, le comité général de Berlin décidait lui-même que l'action de Haase n'était pas en harmonie avec les devoirs du président du parti.

J'arrête pour le moment, au 1er juillet, cette histoire brève et impartiale. Il se peut que j'aie à y revenir par la suite. Seuls les événements nous diront quelle est la valeur de l'opposition des dissidents, d'une part, — et si, d'autre part, le comité directeur après s'être longtemps inféodé au gouvernement est capable d'un geste de libération. Autant que possible, j'ai évité ici d'entrer moi-même dans des hypothèses, dans des spéculations qui n'ont aucun point commun avec l'histoire digne de ce nom. Ne fût-ce qu'afin d'éclairer l'avenir, il était bon de résumer, pour les derniers mois écoulés, les incidents qui touchent à notre matière. Rien ne dit que l'Allemagne vaincue ne connaîtra pas, un jour, la crise des Empires qui se fissurent. Le devoir de l'observateur avisé est de noter tous les indices, d'exclure aussi tout jugement prématuré.

PAUL LOUIS.

BISMARCK INTIME EN 1870

Bismarck ! Nous l'entrevoyons grand et fort, le masque énergique jusqu'à la brutalité sous le casque emplumé : la tête est massive, le front large et bombé, encerclant un cerveau puissant, le regard dur, le geste volontaire, obstiné, le cœur d'acier sous la cuirasse étincelante. Il nous semble entendre son pas lourd, quand il enjambait le sol aux côtés du vieux de Moltke ou de Roon, son confident, reflet de la pensée bismarckienne.

Bismarck fut bien le Chancelier de fer. Nul diplomate ne s'efforça plus que lui d'enlever à la diplomatie de son temps le moindre caractère de sensibilité. En face d'une guerre à entreprendre, d'une catastrophe à déchaîner, jamais un instant d'émotion, partant d'hésitation. Les yeux fixés sur le but à atteindre, la grandeur, la suprématie de l'Allemagne, il ne voyait plus rien autour de lui, ni la détresse d'une nation que la dépêche d'Ems allait précipiter à sa perte, ni les angoisses et les effrois des individus meurtris.

Nous avons eu, nous Français, le Chevalier sans peur. Ils ont eu, eux les Germains, le Chancelier sans pitié.

Il faut suivre Bismarck au cours de sa campagne de France (1), contre « cette bande de brigands » que nous sommes. Comme il a bien, autour de la poitrine, l'*æs triplex* du poète latin ! Guillaume Ier, qui jamais ne rechercha la guerre avec la France en 1870, écrivit à la reine, quand il put croire que l'incident du prince de Hohenzollern était réglé et que tout danger d'hostilités prochaines était évité : « C'est une pierre ôtée de mon cœur. » Ce fut là, au contraire, pour Bismarck une vive déception. Quand, par sa manœuvre homicide, la guerre eut éclaté, jamais, au cours des combats, il n'eut un mot d'admiration, un geste de pitié pour les braves qui tombaient sur le champ de bataille. A Wissembourg il se réjouit de la défaite des Français, « battus, dit-il, par les Polonais, les Hessois et les Bavarois, ceux-là même qui, à leur avis, devaient leur venir en aide ». A Beaumont, à Sedan, à Metz, il compte les blessés et les morts de la « gr-r-r-ande nation » avec l'insouciante indifférence d'un comptable qui aligne ses chiffres.

Il n'est pas seulement impassible : il est ironique. Un prêtre est-il au milieu des prisonniers, accusé d'avoir tiré sur des blessés allemands, Bismarck donne aussitôt l'ordre de lui enlever sa soutane, et, s'il est condamné, ajoute le chancelier qui raille en un médiocre jeu de mots : « Il entrera dans l'ordre des Cordeliers avec la corde au cou. » Pendant le siège, les Parisiens souffrent de la faim. « Nous avons tout le temps d'attendre qu'ils aient mangé leurs chiens et leurs superbes chats à longs poils. »

Quelle colère concentrée contre ceux — la reine en était — qui voulaient un peu épargner Paris ! Comme Bismarck appelle de ses vœux le bombardement de la capitale ! Et quelle joie quand, enfin, sont tirés les premiers coups de canon ! Il compte quinze à vingt coups par minute ! Un autre jour, c'est mieux encore : on passe de vingt à vingt-cinq coups. Quel ravissement ! les vitres et le sol tremblent à longue distance. Il a parfois des mots de cannibale. Ne plaisante-t-il pas avec cynisme, à Bazeilles, sur l'odeur de la poudre et des incendies ? « Pouah, s'écrie-t-il, au dire de Sheridan, ces Français qui brûlent ! » Et, encore à Bazeilles, n'est-ce pas lui qui, au témoignage de Busch, trouve une odeur d'oignon rôti aux corps des paysans français morts pour la défense de leurs foyers ?

Que lui importent les deuils ? « Toutes les dames, écrit-il de Versailles à sa femme, sont ici en noir, que ce soit un deuil national ou un deuil de famille. En tout cas, il y en a davantage que chez nous qui doivent porter le deuil. »

Deux êtres, pourtant, trouvent grâce devant lui. Bismarck s'attendrit : — notons-le, car l'occasion est rare. — Il s'agit de son cheval Röschen, la pauvre bête qui n'a eu ni nourriture ni eau depuis dix-huit heures et qui l'a porté sur son dos pendant dix-sept ou dix-huit kilomètres, sur une route mauvaise, sous la pluie et dans l'obscurité. Comme Röschen a mangé de bon appétit !

Après son cheval, c'est Thiers qui excite sa sympathie. Au début des préliminaires de paix, la glace n'est pas encore rompue entre les deux hommes d'Etat. « Pendant trois jours, écrit Bismarck, j'ai été chaque jour tête-à-tête avec Thiers, et il n'en résulte aucun armistice. Ils veulent tout avoir et ne rien donner. » Peu à peu, le diplomate français, si souple et si enveloppant, gagne visiblement du terrain. « Ma conversation avec Thiers, dit-il dans une lettre à la comtesse, a été tout à fait intéressante : c'est assurément le Gaulois le plus charmant que j'aie jamais rencontré. » Quelque trois mois après, Bismarck serait à peu près conquis, si l'on pouvait jamais faire sa conquête. Les entretiens pour la paix durent six ou sept heures avec Thiers et Jules Favre. « Mon petit ami Thiers, écrit encore le chancelier à sa femme, est gai et aimable, mais ce n'est pas un homme d'affaires

(1) *Bismarck's Letters to his wife from the seat of war*, 1870-71. (Jarrold & Sons, London, 1915).

quand il s'agit de négociations verbales. Ses idées moussent et s'échappent au dehors de façon irrésistible comme du goulot d'une bouteille débouchée : cette mousse lasse la patience et empêche qu'on arrive à ce qui se boit réellement, ce qui est l'important. Cependant, c'est un petit homme fin, aux cheveux blancs, digne et aimable, avec de bonnes manières à la vieille mode française, et il m'est très difficile d'être avec lui aussi dur que je dois l'être. Les coquins le savent bien : aussi le poussent-ils toujours en avant. »

Que les de Moltke et les Roon se rassurent. Bismarck, malgré les gentillesses de Thiers, n'ira pas bien loin dans ses concessions. En effet, l'inexorable chancelier vite ajoute : « Hier, enfin, nous avons signé : nous avons gagné plus qu'il me paraît sage dans mes calculs politiques... Nous prenons l'Alsace et la Lorraine allemande en même temps que Metz et ses éléments très indigestes, puis plus de 1.300 millions de thalers. Toute la difficulté consistera à faire accepter ces conditions par l'Assemblée de Bordeaux, qui compte 700 têtes. » Et le chancelier termine sa lettre par une invocation à Dieu, car le cœur de Bismarck déborde de reconnaissance.

Voilà la France mutilée, sous la botte du Chancelier de fer.

Derrière le torse massif du cuirassier blanc, il ne nous déplaît pas d'apercevoir la silhouette plus souple, le visage moins rude, voire très adouci, de Bismarck familial, père et mari.

L'homme, en effet, n'est jamais tout à fait un : c'est une synthèse de qualités et de défauts, et selon que les unes ou les autres dominent, cela constitue l'homme bon ou le méchant homme. Si le meilleur d'entre nous n'est pas sans quelque faiblesse, même le criminel le plus endurci n'est pas tout à fait en dehors de l'humanité ; il s'y rattache à certaines heures par quelque lien caché : il reste, de façon intermittente tout au moins, accessible, par exemple, aux sentiments de générosité et de bonté, fleurs jolies qui poussent sur le fonds de ses cruautés et de ses bassesses.

Bismarck fut autre chose que le reître sans pitié, aux mots cyniques. Aux rayons du foyer, son âme s'éclaire et la glace de son cœur fond au souffle des siens. Bismarck intime n'est plus du tout Bismarck diplomate et homme de guerre. Il ôte son casque en rentrant chez lui, dépose sa cuirasse : plus de rides sévères sur ce front maintenant calme : son œil sourit et sa lèvre, pour un peu, enverrait des baisers. Bismarck se dédouble, se transforme ; il réalise le *cas du Dr Jekyll* de Stevenson.

C'est en 1870. L'appel aux armes a retenti dans l'Allemagne tout entière. Les deux fils du chancelier, Herbert, l'aîné, Bill, le cadet, revêtent en hâte l'uniforme bleu clair des dragons allemands. Et aussitôt, le train les emporte vers la frontière. Bismarck, en route lui-même, dans la direction de Mayence, songe à eux : « Chaque fois que je me suis éveillé cette première nuit, je n'ai pu m'empêcher de penser aux pauvres garçons assis sur leurs banquettes de bois ; comme il doivent être fatigués !... Que Dieu les protège ! » Le chancelier ne restera pas longtemps à Mayence : le lendemain et le jour suivant, on poussera plus avant : alors il espère se rapprocher des « deux garçons en bleu », encore qu'il ne sache pas bien exactement où se trouvent ses deux dragons. Mais il est vite renseigné : ils sont dans le voisinage de Saargemünd. Avec quelle impatience, il attend des nouvelles !

Le confort de la vie et la délicatesse des mets importent peu à ce père soucieux, inquiet en pensant à ses fils. Un paysan l'a régalé d'une volaille qui avait fait sa connaissance deux heures seulement avant de paraître sur la table : aussi ses bonnes dents ne sont-elles pas parvenues à faire la moindre impression, dit-il plaisamment, sur cette carcasse. Puis c'est un civet fait d'un lapin domestique qui, quelques heures auparavant, amusait les gens de ses lestes gambades. Enfin, en personne qui se porte bien, il mange du lard frit ou cru avec tellement d'ail que son haleine en est fort malodorante. De tout cela, il s'accommode à merveille. Pourtant, quelque inquiétude plane sur sa pensée. « Je serais tout à fait satisfait si seulement on pouvait me dire un mot de Bill et d'Herbert, car les dragons sont à 6 ou 8 milles de là... Que Dieu préserve les chers enfants de la maladie et des blessures ! » Deux jours après, il est rassuré : un dragon a vu Herbert et Bill et les a laissés en bonne santé à 4 milles de là. Plus d'inquiétude, au moins pour l'instant...

Mais voilà que, dès le lendemain, Bismarck, bien vite accouru auprès de ses deux fils, télégraphie à la comtesse la fatale nouvelle, moins terrifiante toutefois, puisqu'en hâte il est arrivé auprès d'eux et sait l'exacte vérité: « J'ai parlé à Herbert et à Bill. Le cheval de Bill a été tué, mais lui est sauf. Herbert est légèrement blessé à la cuisse ; l'os n'a pas de mal. On l'amènera chez moi ce soir, puis je l'enverrai à Nauheim, dit la dépêche à la comtesse, et tu t'y rendras. » Le jour même, le 17 août, les détails rassurants suivent par courrier, bien que Bismarck soit encore tout ému. « J'ai appris par hasard que le 1er dragons avait fait des pertes nombreuses ; j'ai fait deux milles à cheval à travers le pays en quête

de renseignements, ne courant moi-même que peu de danger. J'ai découvert Herbert avec deux cent cinquante autres blessés dans une ferme. Bill était venu voir son frère, sous prétexte de faire une réquisition. Herbert avait son air habituel, seulement il avait deux trous dans la cuisse gauche : une balle était entrée et sortie : la blessure a été bien bandée. J'ai envoyé chercher ma voiture et l'ai attendue pendant deux heures, puis je me suis aperçu que la position assise le ferait souffrir et qu'il faisait vraiment trop chaud. J'ai laissé le messager de chancellerie Krüger auprès de lui et j'ai réquisitionné un chariot où il pourra s'étendre : c'est ainsi qu'on me l'amènera à la fraîcheur du soir. Deux autres balles ont traversé ses vêtements, l'une a effleuré ma montre noire en bois et l'a brisée... Le cheval de Bill a été tué dans cette attaque, de sorte que Bill est tombé sur la tête et que, tout d'abord, on l'a cru mort. Mais il est fort et vigoureux : il a seulement l'air très sale. » Et tout de suite, Bismarck de conclure : « La campagne est maintenant finie pour Herbert et lui, tout au moins, si Dieu ne lui envoie pas d'autre malheur, est à l'abri de tout accident, car il faudra quelques semaines à ses blessures pour guérir. Je vais l'envoyer directement par train en Allemagne. Comment trouverais-tu cela d'aller toi-même le soigner à Nauheim ? S'il n'obtient pas la Croix, plus jamais je ne porterai de décorations. »

Aussitôt, Herbert est, en effet, évacué sur Pont-à-Mousson, au quartier général, où son père le rejoint en grande hâte et l'installe dans sa chambre. « La meilleure preuve qu'Herbert va bien, écrit Bismarck à sa femme, c'est qu'il fume avec vigueur, ce dont il n'avait hier aucune envie. S'il ne part pas aussitôt pour l'Allemagne, cela ne dépend pas de son état. A ce point de vue, il pourrait partir aujourd'hui même, mais il faut terminer la réfection d'un tronçon de ligne de chemin de fer qui a été coupée. » Que la mère d'Herbert parte aussitôt pour Nauheim : le blessé ne tardera pas à l'y rejoindre. Comme les heures paraissent longues à la comtesse absente du chevet de son fils, et par conséquent toujours inquiète, Bismarck lui donne, dès le lendemain, encore des nouvelles du malade : « Herbert est couché près de moi : il vient de dormir profondément pendant deux heures : il va mieux et pourra partir dans quelques jours. » Qu'elle parte elle-même pour Nauheim afin d'y trouver un appartement. Deux jours après, c'est, en effet, le départ. Bismarck ne manque pas de l'annoncer à la comtesse : « J'ai pris congé d'Herbert ce matin à Pont-à-Mousson. Kryn, qui soigne ses blessures, part demain matin par le train de Nancy-Manheim pour Nauheim, où il espère te trouver. Ce sera un voyage de deux jours : aussi Herbert arrivera-t-il en gare de Nauheim jeudi ou vendredi : il allait très bien et était très gai. »

Mais, en attendant, que devient Bill ? Il est à présent avec les dragons de la garde royale. Il n'y a rien à craindre pour lui : « un régiment qui a été aussi décimé que les dragons ne sera pas renvoyé sur la ligne de feu sans un pressant besoin ». Le moral de Bill est d'ailleurs excellent : chaque dragon que Bismarck interroge à son sujet se met aussitôt à rire; la gaieté de Bill est contagieuse. La comtesse est, bien entendu, ravie de ces nouvelles. Le chancelier rencontre-t-il, en route, son cher fils, il l'embrasse devant Sa Majesté, se penchant de sur son cheval, tandis que le jeune dragon reste sur les rangs. Bill est, d'ailleurs, bien portant et toujours gai.

Le chancelier ne s'inquiète pas seulement de la santé de ses fils ; il surveille, avec une certaine réserve sans doute, mais sans cesse, leur avancement. Dès le début de la campagne, avant même que le premier coup de feu ait été tiré, Bismarck avoue avoir ourdi une petite intrigue pour que Bill, lors de l'anniversaire de sa naissance, fût promu enseigne. Toutefois, il n'y réussit pas aussitôt. C'est un bon mois après qu'il apprend par lettre à Herbert que le roi vient de lui dire au dîner qu'il est nommé officier, tandis que Bill reçoit le grade d'enseigne. Et aux promesses du roi, le père ajoute ses félicitations. « Je suis heureux, dit-il, que vous ayez gagné vos galons sur le champ de bataille après un engagement aussi brillant pour le régiment. Que Dieu vous accorde de longues années pour que vous puissiez le remercier de la grâce qu'il vous a faite en vous protégeant tous deux sur le champ de carnage. Les autres ministres n'ont pas eu le même bonheur pour leurs fils. Peu de familles parmi nous qui ne soient pas en deuil. »

Les jours passent : il n'y a pas d'amélioration bien sensible. Herbert n'a pas encore retrouvé l'usage de sa jambe. Ces mitrailleuses, « armes peu redoutables qui font un bruit de machines lâchant de la vapeur », au dire de Bismarck, deviennent tout de suite plus dangereuses dès que son fils est atteint. « La blessure d'Herbert, écrit-il à sa femme, doit être sûrement celle d'une mitrailleuse, autrement les balles n'auraient pas pénétré si avant dans son corps et dans celui du cheval, et la blessure guérirait plus vite. Les balles des mitrailleuses semblent toutes contenir un mélange empoisonné qui noircit et irrite aussitôt la blessure. » Quelque dix ou onze jours après,

ayant reçu des nouvelles du blessé par sa mère qui ne quitte pas le chevet de son fils, il console le jeune dragon mal en point. « J'apprends avec chagrin que tes blessures ne vont pas bien. Tu as une bien mauvaise année comme souffrances physiques, mais je remercie Dieu pourtant de t'avoir permis, tel que tu es, de survivre à la charge faite par ton régiment le 16 août, car il n'en reste peu qui pourront dire qu'ils étaient là. Ta jambe ne restera pas raide avec l'aide de Dieu, mais les mouvements en seront un peu gênés encore quelque temps, au dire des chirurgiens. Le déchirement des muscles a été tel qu'il faudra longtemps aux tendons pour se refaire et retrouver leurs mouvements. Je prie Dieu pour ta complète guérison, mon enfant, le chéri de mon cœur.»

Mais voilà que deux lettres rassurantes arrivent au chancelier : l'une de son cher blessé, écrite au crayon ; l'autre, du chirurgien suisse chargé de veiller sur le malade. Comme celle-ci sonne gaiement aujourd'hui, alors que pourtant elle lui laisse entrevoir pour la première fois quel a été le danger couru par Herbert et quelle a dû être l'inquiétude de sa mère pendant cette dernière quinzaine. « Tu as dû concevoir une véritable angoisse, ma chérie, et bravement, tu as tout gardé pour toi. L'anxiété s'emparait de moi toutes les nuits, encore que j'aie pu assez bien maîtriser mes nerfs, mais j'y serais à grand'peine parvenu, si j'avais été exactement tenu au courant de ce qui se passait. Je me sens inquiet, même à l'heure actuelle, où tout est fini, comme tu l'es toi-même, mais je ne veux pas mêler d'amerture à notre reconnaissance joyeuse envers Dieu... La grande affaire pour nous, c'est que nos deux fils aient rapporté leurs quatre membres à la suite de la bataille des dragons. Quand je pense à Bonn et à Mars-la-Tour, je ne puis, en dehors de l'espoir de voir nos deux fils sains et saufs après la guerre, laisser naître en moi d'autre sentiment qu'une profonde gratitude envers Dieu. En effet, j'ai vu trop de milliers de cadavres et de mutilés, j'ai admiré trop de courage héroïque qui a sombré dans la mort et dans l'oubli, modeste et inconnu. Les dragons qui étaient à cheval avec nos deux fils ont tous mérité la croix ».

Un petit incident ramène un peu de gaieté dans la vie quotidienne de Bismarck. C'est, à Versailles, la visite inattendue de Bill qui surprend son père au lit. Il a emprunté un uniforme, un pantalon et une giberne. Il prend le casque de son père, bien que le haut ne soit pas tout à fait à l'ordonnance. Qu'importe ! C'est ainsi que le chancelier et son fils vont ensemble à l'église. Le roi ne remarque rien, ou tout au moins ne dit rien de cet accoutrement un peu étrange. Bismarck et Bill ne se quittent pas, comme bien l'on pense, sans arroser copieusement la joie de leur rencontre. Ils boivent sec : c'est le vin de la cave de Rothschild qui fait les frais de ces libations. Et il paraît, c'est le chancelier qui le dit, que lorsque Bill saute à cheval en quittant son père, il a « une selle rouge sur le nez ». Le dragon, en belle humeur, rejoint son quartier, non pas, toutefois, — c'est Bismarck qui prend un certain plaisir à l'annoncer à sa femme — sans avoir vidé le gousset paternel de l'or qu'il contenait, emporté deux paires de gants et s'être procuré du cognac et des cigares. Quelle indulgence du père pour son fils, et que nous voilà loin du rigide chancelier de fer !

Mais voilà que Bismarck est à nouveau inquiet au sujet de la blessure de son fils Herbert. Un mot écrit par celui-ci au crayon, a suffi pour le bouleverser. Et il est très peiné d'apprendre que sa jambe est toujours trop faible pour le porter. Qu'Herbert ne fasse donc pas d'imprudences en montant à cheval, qu'il ne se croie pas trop tôt guéri : sa blessure était trop sérieuse. Qu'il ne se presse pas de revenir en France : on n'y a pas besoin de cavalerie. Et puis, c'est autre chose de monter à cheval chaque jour pendant une couple d'heures et de rester en selle d'ordonnance pendant dix heures de suite.

Le travail a beau s'amonceler sur la table du chancelier : ce ne sont que télégrammes, dépêches, papiers de toutes sortes qu'il faut lire et rédiger, quelquefois jusqu'à minuit, heure à laquelle il fait à son lit, dit-il, les yeux doux. Peu importe. Au milieu même des préoccupations les plus graves, Bismarck songe au moindre détail intéressant sa famille. Bill a-t-il des vêtements de dessous ? Il faut à Herbert de l'argent pour un uniforme et pour un bon cheval. Que sa mère réclame à Bill le compte de ses dépenses. Il faut payer les fournisseurs argent comptant, tailleurs et autres, car les gens doivent avoir grand besoin d'argent à pareille époque. A propos, Carl Dönhof a vu Bill la veille. Il montait son cheval noir et était d'excellente humeur. Il fait maintenant partie de l'escorte du commandant en chef, poste où l'on est relativement moins exposé, car le commandant ne doit pas s'exposer lui-même. Quelle fierté chez Bismarck ! Pensez donc ! Bill a été le premier Prussien qui soit entré à Rouen, dont les habitants sont, au dire du chancelier, moins hostiles que la plupart des Français.

Enfin, voici venir Noël. Le chancelier se demande quels cadeaux il pourra faire à sa femme et à sa fille Marie, restée auprès de sa mère. « Je viendrais moi-même de préférence, dit-il, mais cela

e risque rien. Je voudrais envoyer à Herbert our son Noël une belle lame de sabre et une ussi à Bill, mais il faut prendre la forme requise. Quand je dis lame, je veux dire le sabre et son ourreau : c'est que la valeur de l'arme doit être ans la lame, ajoute-t-il. Se ravise-t-il ? Tandis ue la comtesse donnera à la petite Marie, de la art de son père, tout ce qu'elle voudra, quelque hose en or, par exemple, comme souvenir de cette poque, Herbert aura un fusil à deux coups. Si e n'est aussitôt, ce sera pour son anniversaire. Et Bismarck, en père généreux, ouvre sa bourse toute rande. Peu importe que ce fusil coûte 100 thaers (soit 370 fr.) et même davantage : c'est un ouvenir d'une époque mémorable.

Quant à Bill qui excelle, semble-t-il, à arriver hez son père à une heure matinale et à le réeiller plus tôt que de coutume, il vient de partir vec Manteuffel pour l'armée qui se forme à Veoul. Que la comtesse soit sans la moindre inquiéude. Manteuffel a dit au jeune homme qu'il prenrait soin de lui, en reconnaissance de toi et de on « thé à Francfort ». « Je suis content, ajoute Bismarck, qu'il reste avec le commandant en chef e l'armée : il voit et apprend davantage qu'au réiment et, bien qu'il soit entre les mains de Dieu, ependant en ce qui concerne la part d'intervenon humaine, il est là moins exposé au danger de es assassins de francs-tireurs. Au reste, la camagne touche à sa fin : les forts de Paris ont apitulé, l'armistice est signé.

Une surprise — il en est temps encore — est réervée à Bismarck. La nouvelle d'une récompense, ien tardive aux yeux du chancelier, arrive un eau jour, le 5 février 1871, avant le départ pour Allemagne du beau dragon : Sa Majesté accorde a Croix de fer de 2e classe au lieutenant Herbert e Bismarck. Cette décoration, il la méritait dès e mois d'août, ajoute Bismarck avec quelque huneur ; mais « ces distinctions poussent à l'air de à cour, et Herbert était à l'hôpital ».

Indulgent, père attentif, soucieux de l'avenir de es fils, éploré au chevet de son dragon blessé, ublieux même parfois de ses fonctions, absorantes pourtant, généreux à l'égard de ses « deux rands garçons en bleu », prompt à leur être gréable, tel est Bismarck. Il faut y regarder de rès pour le découvrir sous la cuirasse de l'imlacable Chancelier de fer.

Nous nous éloignerons davantage encore de ette impassibilité officielle, de cette dureté dilomatique, inséparables du personnage connu, hélas, à nos dépens, si nous lisons les lettres qu'il dresse à sa femme :

« Mon cœur, mon cher cœur, mon très cher cœur, ma chérie », écrit-il à la comtesse. Il a pour elle des attentions d'amoureux, des petits soins de jeune soupirant, des tendresses de fiancé. Il tient à lui éviter le moindre ennui, à éloigner d'elle la plus petite préoccupation, à détourner d'elle le choc le plus léger. Au cours de la campagne de France, la comtesse, tout naturellemment, tremble pour ses deux fils. Sa petite Marie est bien là, à ses côtés, mais depuis le jour où Herbert et Bill ont revêtu leur uniforme bleu, dès l'instant où ils prennent le train qui les emporte vers Mayence, ses regards de mère sont tournés vers eux. Bismarck sait combien sa femme est troublée, comme l'isolement du « home », maintenant presque désert, pèse à son cœur attendri. Quel coup ce serait pour elle, si quelque malheur survenait ! « Ecrivez à votre mère, recommande-t-il à ses fils lors du départ, aussi souvent que vous le pourrez. Si l'un de vous vient à être blessé, télégraphiez-moi au Quartier général du Roi aussi vite que possible, mais pas à votre mère tout d'abord. » Il s'agit, en effet, d'épargner à la comtesse une émotion trop subite, une douleur trop imprévue. Eux partis, s'alarme-t-elle des dangers courus par ses deux dragons, vite Bismarck la rassure : « La cavalerie est bien moins exposée et n'éprouve pas la vingtième partie des pertes de l'infanterie. » Cinq ou six jours plus tard, pour rassurer sa femme mieux encore, il répète ses dires : « Il y a bien moins de danger dans la cavalerie. La pauvre infanterie fait des pertes terribles, parce que jamais jusqu'à ce jour, troupes ne se battirent comme celles-ci. A Werth, huit mille hommes sont tombés, sans compter trois mille manquants. »

Il apporte le plus grand soin à la tenir au courant de tout ce qu'il sait, de tout ce que ses fils lui apprennent par les lettres qu'ils lui écrivent. Il sent bien que la comtesse est inquiète aussi de sa santé à lui. Aussi, pour plus de vraisemblance, n'épargne-t-il aucun détail : « Je viens de finir de manger. J'avais grand'faim, car je n'avais rien pris de chaud depuis deux jours et je n'ai eu que quelques heures de sommeil depuis trois jours. Ma santé est splendide, je fais à cheval neuf ou dix kilomètres sur le dos de l'Oncle Tom qui est bien le moins confortable de tous les chevaux : je bois du café et je fume six cigares par jour. » Allez donc douter de la santé d'un homme qui fume six cigares !

A son tour, il se préoccupe de la santé de la comtesse de ses migraines : « Que Dieu te protège et mette fin à tes maux de tête, les changeant en bonne santé et en gaieté. » En bon Allemand, — ce qui, un peu, nous fait sourire, mais

ce qui doit être très agréable à la comtesse — parfois il termine ses lettres par ces mots : « Bois et prends ton bain en paix », ou bien : « Baigne-toi comme une bonne fille et jouis de l'air fortifiant du matin. » Comment ne nagerait-elle pas dans la joie !

Sa femme lui écrit-elle ? Il est ravi de ses lettres et la remercie avec effusion. Elle le gâte tant que le moindre retard l'inquiète. Lorsque Engel entre chaque matin, il regarde ses mains pour voir s'il y a quelque lettre. Voici déjà cinq jours qu'elles sont vides, et cela le trouble un peu ; mais peut-être est-ce seulement parce qu'elle a été si diligente jusque-là. A ce silence, il cherche toutes sortes d'explications : les occupations à l'approche de Noël, peut-être (Dieu veuille que non !) quelque mauvaise nouvelle, peut-être aussi les soins à donner à son fils ?

Comme l'absence lui est lourde au cœur à certaines heures ! Aussi parfois quels épanchements, quelles confidences au milieu du désenchantement des hommes et des choses, quelles tendresses! « Je n'ai ici — et Bismarck est à Versailles — aucun être humain à qui parler de l'avenir et du passé. Quand on a été ministre trop longtemps, et, grâce à Dieu, avec quelque succès, on sent clairement combien le flot de la jalousie et de la haine monte de plus en plus dans les cœurs : on ne fait pas de nouveaux amis, les vieux amis meurent, ou se réfugient dans un effacement accompagné de mauvaise humeur, et la froideur tombe d'en haut chaque jour davntage — c'est ce qui arrive communément dans l'histoire des princes, même chez les meilleurs. Toute affection a besoin, pour durer, d'être payée de retour. Bref, j'ai l'âme glacée et il me tarde d'être avec toi, avec toi seule, à la campagne. Il n'est pas un cœur sain qui puisse longtemps supporter cette vie à la cour. Mais je vais bien physiquement, mieux que jamais depuis bien des jours et bien des années, et je t'envoie, ainsi qu'aux enfants, ma cordiale tendresse, encore que j'aie un peu le mal du foyer. »

Ce qui accroît la mélancolie de Bismarck, c'est l'approche de Noël. « Qu'il est pénible, s'écrie-t-il, d'être séparés ce jour-là, mais nous avons de bonnes raisons pour remercier Dieu de n'être aujourd'hui séparés que dans l'espoir d'être réunis. » Eloigné de la comtesse, il ne peut que lui envoyer ses souhaits et ses remerciements pour les superbes tasses qu'elle lui a offertes comme cadeau de Noël. Et pour qu'elle oublie, un instant au moins, la peine de l'absence, il lui fait le récit de sa soirée de Noël : « Le petit arbre a été allumé pour le café, et c'est à cette lueur tremblotante que j'ai écrit à Munich. Kendal nous a alors invités à passer du salon à nouveau dans la salle à manger. Il y avait là un bel arbre avec quelque chose pour chacun. »

Mais Noël passe. La nouvelle année survient. Chaque jour, à Bismarck, la séparation semble plus dure. « Si tu étais ici, mon cœur, je m'accommoderais bien vite de ces quartiers d'hiver, et j'attendrais avec résignation les événements. Mais cela ne se peut pas : nos femmes et nos filles n'ont pas le droit d'être au quartier général. Il y en aurait trop, car même le plus incorrigible moucheron de casino se prend à désirer ardemment cette vie de famille tant méprisée autrefois. »

Bismarck, on le voit, a mille regrets charmants, mille attentions délicates. Au début de la guerre, alors qu'il venait de quitter son foyer pour les champs de bataille de France, il s'efforçait de toutes façons, de calmer les inquiétudes de la comtesse : il y apportait une ingéniosité sans pareille. Il plaisantait avec un humour assez drôle : « Les gens ici doivent me prendre pour un limier altéré de sang : les vieilles femmes, en entendant mon nom, tombent à genoux et me supplient de leur sauver la vie. Attila était un agneau comparé à moi. »

Le voici maintenant qui s'adonne à des mièvreries sentimentales, d'ailleurs en soi exquises, de jeune amoureux. Les fleurs n'ont-elles pas toujours été de charmantes messagères ? N'ont-elles pas enclos en leurs petites âmes mille secrets, à elles confiés, mille souvenirs emportés vers l'absente et cachés au fond de leurs corolles ? Et c'est là que l'aimée les trouve, comme dans un sanctuaire, à l'abri de tous regards et qu'elle s'enivre de leur parfum ?

Bismarck, lui aussi, songe à prendre les fleurs pour messagères de sa pensée et de ses souvenirs. On vient de lui apporter des avant-postes un bouquet que les Silésiens ont cueilli pour lui sous le feu des Français. Vite, il en détache quelques fleurs et dans une lettre, les envoie à la comtesse. Mieux encore, et avec plus de tendresse peut-être, le chancelier cherche des fleurs lui-même et nous le surprenons baissé dans le jardin et cueillant des perce-neige qu'il enferme soigneusement dans une lettre à la comtesse, fleurs avant-courrières du retour, car la guerre est finie, la paix est signée, et les Parisiens, aux accents de la « retraite », s'en vont, dit le chancelier, par les rues de la capitale, bras-dessus, bras-dessous avec les soldats prussiens, enlevant leur chapeau quand les Prussiens ôtent leurs casques au moment de la prière, et disant : « Voilà ce qui nous manque à nous. » « Encore quelques jours, une semaine, écrit Bismarck, et je serai, si Dieu le veut, auprès de toi. »

Voilà le second Bismarck, celui qui, au premier natin, s'attache à contempler les splendeurs d un ever de soleil à Bingerbrück, le panorama tout esplendissant qu'offre Mayence des hauteurs de Kastrich. C'est le rêveur qui, laissant de côté la orvée harassante, monte à cheval, et, pendant une eure, galope par les longues avenues droites du parc de Louis XIV, parmi les feuilles qui murmuent, le long des haies taillées, près des étangs almes et peu profonds, au milieu des dieux de narbre, n'entendant d'autre bruit que le cliquetis u sabre de son ordonnance derrière lui ; il s'atendrit à la pensée du foyer absent qu'évoquent a chute des feuilles et son isolement parmi les trangers, tandis que les souvenirs d'enfance et e haies vives, aujourd'hui disparues, s'éveillent ans sa mémoire de promeneur solitaire. Ce n'est as sans surprise non plus que nous voyons le hancelier de fer saluer le printemps revenu deuis huit jours, l'apparition des bourgeons dans es buissons, des blancs perce-neige dans le jardin t des violettes sous les châssis de verre. Combien ifférent de l'intraitable homme d'Etat mutilant otre malheureux pays, heureux de nos défaites, ans jamais un mot de pitié pour les vaincus, quels ue soient leurs souffrances et leurs héroïsme !

Il y avait donc dans l'âme de notre grand enemi des recoins cachés où se glissaient parfois es rayons de bonté et de sensibilité exquise. De e cœur de pierre pouvaient, au moins dans l'inmité du foyer, jaillir des étincelles. Et cela suffit our marquer toute la distance qui le sépare des Von Bissing, des Von der Goltz, des Von Tirpitz t autres tortionnaires par goût, massacreurs par ilection, incendiaires par plaisir sadique, pour ui « le lait de l'humaine tendresse » n'est plus ue fiel, non soldats mais boureaux, moins guerers qu'assassins.

Louis Charlanne.

PARMI LES HÉRITIERS DE KARL MARX

On a dès maintenant beaucoup écrit, chez nous, propos de l'attitude de la Social-Démocratie dans conflit européen. Et, certes, la chose en valait peine : si l'on voit à chaque instant de courageuses individualités se détacher du troupeau révolutionnaire pour se convertir aux meilleurs principes et ainsi donner l'édifiant exemple d'une très habile sagesse, le spectacle est à coup sûr moins courant de toute une organisation faisant d'un commun accord litière des doctrines dont la défense est sa première raison d'être et s'employant de tout son zèle, en fin de compte, au salut de l'idéal exactement contraire. Seulement, pourquoi faut-il qu'au milieu de tant de considérations, et parfois si ingénieuses, on n'ait pas mieux dégagé, jusqu'ici, un des traits en l'espèce les plus précieux à retenir de la psychologie du « sozialdemokrate » ?

C'est un livre éminemment évocateur, en d'autres termes lourd de substance sous une forme tout attrayante, que l'*Organisation du Travail* de M. Charles Benoist. Rouvrez-le et relisez les pages où, ayant entrepris de démonter devant nous « l'homme de 1848 » (et de nous dire sa formation, par conséquent) l'auteur érige « en type », pour la commodité du discours, un certain Drevet, ou vrier gainier, dans l'âme de qui se réfléchit et se résume l'âme même du prolétariat sous la monarchie de Juillet, Drevet, qui, majeur entre 1825 et 1830, s'est battu aux Trois Glorieuses derrière tel « notable commerçant » de son quartier, Drevet le victorieux est un grand liseur et pareillement un grand amateur de réunions publiques ; il croit à l'orthographe et que la connaissance des quatre règles n'importe pas peu au bonheur de l'individu ; et puis, les élèves de l'Ecole polytechnique et les médecins en herbe sont nombreux dans les milieux où il fréquente et son souci de ne leur point paraître trop inférieur suffirait à soutenir le louable entrain qu'il met à « s'instruire » et à « se policer » ; c'est en parfaite simplicité de cœur au demeurant que Drevet se sent fier de coudoyer des bourgeois : la poignée de main d'un étudiant le gonfle de considération pour sa propre personne et que tel de « ces charmants jeunes gens » qu'il a peut-être rencontré, par un heureux dimanche d'été, sur les hauteurs de Ménilmontant, autour des fondations du temple saint-simonien, vienne à lui proposer de l'introduire dans quelque chapelle d'accès de prime abord moins facile, avec quel reconnaissant empressement n'acceptera-t-il pas ! Bref, Drevet aspire, en attendant qu'il soit « le quatrième Etat », à être du Tiers, dont les façons sont à ses yeux pleines de prestige : ce brave gainier est un « snob » dans son genre...
Eh bien ! transposez : ce snobisme, vous le retrouverez, aggravé de tout l'affreux servilisme de la race, chez le « sozialdemokrate » de l'an de grâce 1915 (et l'on verra du reste assez au bout du rapprochement l'énorme et irréductible supériorité de Drevet).

Après cela, que le snobisme soit de tous les

temps, de toutes les latitudes et de toutes les classes, d'accord. Mais je veux constater que le trait est tellement, aujourd'hui, dans la manière du « révolutionnaire » allemand qu'on peut se demander si ce n'est pas justement dans l'ordre de préoccupations auquel il ressortit qu'il convient de chercher, en dernière analyse, le meilleur commentaire à tout le geste du *de cujus* depuis tantôt une année.

J'ai rapporté ailleurs, six mois avant la guerre, mes impression d' « une soirée dans la Sozialdemokratie ». Un ancien ouvrier (et de la grosse espèce : vulcanisation du caoutchouc) devenu par la grâce du marxisme un des personnages de la bourse du Travail de Leipzig, auprès duquel je me documentais comme je me promenais alors sur les terres du socialisme allemand, m'avait, fort galamment, invité sous son toit : histoire de me rendre mes petites politesses... ou de m'éblouir ? Mon hôte, veuf, avait une grande fille de dix-sept ans ; on avait prié pour la circonstance une douzaine de « camarades » des deux sexes et la belle enfant faisait, avec une aisance rare chez les femmes de son pays, les honneurs dans la maison de monsieur son père. Un coquet appartement dans un joli quartier ; autour de nous, une moisson de somptueux œillets rouges ; et les « citoyennes » invitées étaient arrivées soigneusement gantées. Nous mangeâmes, avec les doigts, de fine charcuterie ; on parla littérature (et je me rappelle l'admiration du maître de céans pour *Mon oncle Benjamin* de Tillier, qu'il était en train de lire, en traduction il va de soi) ; Gretchen, qui était aussi ferrée sur le piano que sur la guitare, nous régala de musique... Enfin, c'était très bien — et je n'eus qu'un regret : celui d'avoir négligé d'endosser mon frac.

Façons exceptionnelles, pensez-vous ? Que non pas ! — et la vérité est qu'il est impossible de pousser un peu avant dans la démocratie d'outre Rhin sans relever à chaque pas quelque nouveau détail comportant même signification. Ignoreriez-vous, grands dieux ! que les bals organisés par la fédération des « sozialdemokratische Vereine » de Berlin comptent parmi les plus élégants de la capitale ?... Et ce cher Sudekum ! En a-t-il de belles relations, le cachottier ! Mais les événements qui bouleversent le monde nous l'auront révélé presque aussi considérable devant la confiance du Kaiser que le centriste Erzberger...

Cependant, nous avons vu que Drevet a ses raisons à lui pour se dégrossir l'esprit, et quelles elles sont. Sur quoi, admirez comme ça se trouve. A une heure où, à notre honte, nous n'avions d'ailleurs pas encore l'avantage de connaître Drevet, nous notions dans la *Revue Bleue* (1) : « Il va de soi que socialistes français et socialistes allemands font pareillement cas (en matière de lectures) de Proudhon de Bakounine et de Louis Blanc, de Karl Marx, d'Engels et de Liebknecht, du prince Kropotkine, de Bebel, etc... Une constatation moins prévue, c'est que « le prolétariat conscient » témoigne en Allemagne d'une curiosité vaste à ce point qu'on la dirait parfois indifférente aux doctrines... Si l'on voit bien dans quelle mesure l'esprit révolutionnaire peut trouver son compte chez Gorki, chez Tolstoï, chez Zola, on ne voit pas aussi clairement les raisons qui qualifieraient spécialement aux yeux de la révolution un Walt Scott, un Paul Heyse, un Daudet... et ces trois noms sont pourtant de ceux qui reviennent avec une particulière fréquence dans les lectures de la Social-Démocratie. Or, toutes les fois qu'en poursuivant nos investigations dans ses bibliothèques nous avons essayé la petite expérience de nous étonner de tant d'éclectisme, la réponse a été la même : « Nous nous instruisons — et c'est là essentiellement, une forme de la lutte de classe... Il est urgent que nous nous instruisions... *Nous nous élevons socialement* en nous instruisant... ». Mieux. On n'ignore pas, et M. Charles Benoist nous rappelle dans son *Organisation du Travail* dans quel « délire » les *Mystères de Paris* plongeaient les foules de chez nous aux environs de 1848 : et voilà-t-il pas, d'autre part, que cet « Eugène Transpire »,comme jadis on prononçait le nom d'Eugène Sue au faubourg St-Antoine, reste précisément à l'heure qu'il est un des deux ou trois grands favoris des foules d'outre-Rhin ? Et si ce n'est encore qu'un détail, il a peut-être son intérêt ici...

Alors, fît-on même abstraction du formidable recul où elle donne en applaudissant avec cette chaleur aux aberrations du militarisme prussien, la Social-Démocratie ne retarde-t-elle pas, et jusque dans les profondeurs de sa mentalité, de dix ou douze lustres au bas mot. Sous cette réserve que l'observation ne saurait, c'est clair, s'inscrire à la décharge du socialisme allemand dans le trop juste procès que lui fait aujourd'hui la conscience humaine, cette opinion se défendrait sans peine.

Aussi bien, n'oublions pas que les survivances de la féodalité sont partout dans la société germanique, que là-bas la démocratie attend toujours de goûter de l'exercice du pouvoir, que les malins parmi ceux dont elle reçoit l'impulsion savent parfaitement qu'en réalité *non saltat... historia* et ne sont pas fâchés de trouver dans cette grosse

(1) *Revue Bleue*, mars 1914.

vidence la justification d'un opportunisme qui ne édaigne, voire, ni de soigner sa tenue, ni, à la igueur, de marquer les distances. N'oublions pas urtout qu'à cet opportunisme le jeu est singulièement facilité par les prédispositions, que renforent les méthodes éducatives, du tempérament naional : et je songe moins encore, ici, au servisme qu'à l'humeur si lourdement pratique et poitive des Allemands. Adulé, gâté par le Gouvernenent provisoire, Drevet ne se tient pas pour sa sfait : il lui faut la reconnaissance explicite et ormelle des principes et des doctrines sur quoi il onde ses revendications (Ah ! comme ce Drevet st bien de son pays. Drevet, en même temps u'un snob, est un idéaliste — et, tout au bref, la oilà, justement, sa supériorité !) L'ouvrier allenand n'en demande pas tant... et ses maîtres le omprennent admirablement qui, si maladroits par illeurs, ont témoigné en matière de législation so iale de plus de prévoyante habileté qu'aucun autre ouvernement en Europe...

Le « sozialdemokrate » — et j'entend bien e plus seulement parler du meneur, du chef, dont cas est décidément trop simple, — le « sozialdeokrate » ?... Quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent : n affreux et confortable « bourgeois » en mal 'arriver, ô Karl Marx !

GASTON CHOISY.

CHRONIQUE DES LIVRES

—

ACQUES DES GACHONS. **Comme une terre sans eau.** 1 vol. in-16. (Plon-Nourrit.)

Ce roman, que M. Jacques de Gachons dédie aux éros de la grande guerre, est l'histoire d'un couple oderne que le tocsin de la patrie en danger régénère. è mari, qui traînait son ennui dans des randonnées utiles d'inutile chauffeur, se trouve prêt aux heures u danger aux acceptations héroïques. Une même évotion se produit dans l'esprit de sa femme, qui lui reent par le chemin de la douleur et du sacrifice.

Ce roman est une belle et une bonne œuvre où l'on etrouve le délicat talent et l'honnêteté d'esprit d'un uteur qui se classe parmi les premiers romanciers de otre temps. Livre d'actualité, il symbolise l'un des oments les plus émouvants de la vie nationale.

HARLES DIEHL, de l'Institut. **Une République patricienne : Venise.** 1 vol. in-16. (Flammarion.)

Les causes de la grandeur et de la décadence de enise, c'est ainsi que devrait être intitulé le livre prond et vivant que consacre M. Charles Diehl à la ande République patricienne. M. Charles Diehl en étudie le régime politique et l'évolution historique. Etude d'autant plus intéressante que Venise offre le type d'un gouvernement purement aristocratique qui subsista, presque sans changement, pendant mille ans. Le savant historien, qui se double d'un remarquable écrivain, se plaît à nous montrer par cet illustre exemple ce qu'une volonté forte, une énergie fière, la subordination de l'intérêt particulier à celui de l'Etat peuvent produire de grandeur et de prospérité.

L.-F. BENEDETTO. **Madame de Warens.** 1 vol. in-16. (Plon-Nourrit.)

On sait ce que resta dans la mémoire de J.-J. Rousseau Mme de Warens, l'adoration posthume que l'auteur des *Confessions* lui voua. L'ayant jugée dans l'ivresse des premières initiations à la religion de la nature et du sentiment, elle resta toujours pour lui et pour nous un mystère.

Ce mystère, M. Benedetto nous le dévoile dans la belle étude qu'il vient de consacrer à la châtelaine des Charmettes à l'aide d'une solide et toute nouvelle documentation. Il nous la montre dans son milieu familial, puis à Annecy, espionne et femme d'affaires, Bovary supérieure, à la fois plus heureuse et plus robuste, mais toujours gouvernée par des mobiles très vulgaires. Comme on le voit, nous devrons en rabattre, comme le pensait Lamartine, de la légende qui attire en Savoie tant de pélerins passionnés.

Les Charmettes n'en restent pas moins le berceau du vrai Rousseau. Ce qui constitue son originalité, ainsi que l'attrait dangereux de sa doctrine et l'étrangeté paradoxale de sa conduite, s'y rattache étroitement. M. Benedetto l'a su montrer avec une finesse d'analyse qui donne à ce livre tout son attrait.

HENRY DU ROUVRE. **La Vie d'un Heureux.** 1 vol. in-16. (Plon-Nourrit.)

Voilà un roman qui n'est pas déplacé aux heures tragiques que nous vivons. Henry du Rouvre est tombé au champ d'honneur le 24 septembre 1914. Il avait trente ans. Au moment de la mobilisation, Henry du Rouvre venait d'achever le roman qui paraît aujourd'hui par les soins des amis auxquels il l'a légué.

Ce roman, la *Vie d'un Heureux*, révèle, par son sujet et par son style, la noble nature de l'auteur.

C'est le récit de la vie d'un homme à qui tout a réussi, mais que rien, cependant, n'a satisfait parce que le bonheur parfait n'est pas de ce monde.

Au début, l'auteur nous dépeint en un tableau plein de poésie l'amour de Robert Lescœur pour la fille du député dont il fut, dans sa jeunesse, le secrétaire. Mais Mme Lorgeril, la mère de la jeune fille, en a décidé autrement. Elle marie sa fille à Daugeau, qui sera député comme son père, auquel il succédera. C'est pour Robert un affreux chagrin...

Quelques années après, il se présente à la députation. La fièvre de la lutte s'empare de lui. Il est élu. Il réussit dans toutes ses entreprises, devient homme politique en vue, président du Conseil, se marie avec une jeune

fille qu'il n'aime pas et à laquelle il ne fait pas attention. Combien vide aussi est cette vie brillante que tous envient et qui, cependant, ne le contente pas ! Il a un fils qui meurt sans que, retenu par ses ambitions politiques, il puisse seulement assister à ses derniers moments.

Sa femme ayant succombé à son tour, il retrouve Louise à un dîner de l'Élysée. L'amour ancien leur remonte au cœur, et ce qui devait arriver arrive. Mais, peu après prise de remords, Louise se sépare de Robert.

Alors, celui-ci retourne à la propriété qui l'a vu enfant. Il retrouve avec une sorte d'accablement paisible le paysage familier.

Et il commence à comprendre combien futile, et souvent laide, sous ses dehors brillants est, en réalité, la vie d'un heureux du monde. Son cœur s'épure. Il approuve Louise de l'avoir quitté. Ayant appris la mort d'une ancienne maîtresse, il n'a plus qu'une idée : arracher la fille qu'il en a eue à la vie qu'a menée sa mère. Or, cette fille est religieuse en Angleterre. Il prend la résolution d'aller la voir, avec l'espoir qu'en lui parlant il trouvera la lumière. Mais, avant d'arriver, une congestion le saisit sur le pont du bateau : il tenait dans sa main le livre de prière maternel.

J.-L. de Lanessan. **Pourquoi les Germains seront vaincus.** 1 vol. in-8°. (Félix Alcan.)

M. de Lanessan nous démontre, avec son autorité d'homme politique et de savant, pourquoi la défaite de l'Allemagne est certaine.

L'Allemagne, d'après M. de Lanessan, sera vaincue parce que, dédaigneuse de la force de ses adversaires, elle a, par suite de l'énormité de ses appétits, véritablement tenté le sort.

Elle sera vaincue parce que, toute bouffie d'orgueil, elle s'est aliéné moralement le monde entier par la brutalité de sa diplomatie.

Elle sera vaincue, enfin, parce qu'elle a suscité contre elle la révolte la plus formidable de conscience que le monde ait vue. Elle sera vaincue pour avoir violé sa parole, méprisé le droit des gens, assassiné, volé, incendié sans scrupule dans un effroyable déchaînement de haine et de rage.

Le livre de M. de Lanessan est d'une lecture d'autant plus réconfortante que l'auteur est un esprit essentiellement positif et réaliste.

Alexandre Powell. **La Guerre en Flandre**, traduit de l'anglais par Gérard Harry. 1 vol. in-16 jésus. (Larousse.)

Le beau livre ! M. Powell, correspondant de guerre du *New-Yorck World*, nous conte, dans un style alerte et primesautier, la guerre de Flandre telle qu'il l'a vue. En témoin désintéressé, — l'auteur est Américain — M. Powell nous fait voir l'œuvre de carnage des Allemands en Belgique. C'est en vain que nos ennemis voulurent le circonvenir. M. Powell nous fournit les preuves de leurs nombreuses tentatives pour y réussir ce qui, on l'avouera, ne manque pas de piquant.

Ce récit vécu est vivant. Il nous retrace avec une sincérité non déguisée tout ce que M. Powell, avec ses yeux de neutre, a pu voir du martyre de la noble et héroïque Belgique. Il nous transporte du front de bataille à Anvers. Il nous montre Bruxelles, la vie du pays sous la botte allemande, qui ne saurait écraser la certitude de la revanche au fond des cœurs.

1914. Tablettes chronologiques de la Guerre. (Larousse.)

Ceci est une chronologie dressée jour par jour des principaux événements qui ont marqué la Grande Guerre au cours de l'année 1914. Ce mémento est illustré de nombreux portraits des personnages mêlés de près ou de loin à cette vaste épopée.

Les Allemands destructeurs de cathédrales et de trésors d'art du passé, 1 vol. in-8° illustré (Hachette et Cie)

Des écrivains, des artistes ont pris à tâche de nous faire connaître la barbarie allemande aux prises avec les œuvres d'art. Non content d'assassiner, de voler, de violer, d'incendier, nos abominables ennemis, on le sait, exercent leur fureur dévastatrice de préférence sur les monuments du passé, et plus l'œuvre est belle plus ils s'acharnent à la détruire.

Ce sont les témoignages de cette fureur contre Reims, Senlis, Soissons, Louvain, Arras que ce volume consigne avec illustrations et fac-similés. Tous les artistes, tous les Français, tiendront à honneur d'avoir ce réquisitoire dans leur bibliothèque.

La guerre mondiale. *Faits acquis à l'histoire.* Brochure (Plon-Nourrit.)

Cette courte et légère brochure est un opuscule de propagande. Pour vingt-cinq centimes — je spécifie intentionnellement le prix — il met sous les yeux du lecteur les principaux passages des documents officiels dans lesquels se trouvent consignées les pires atrocités commises par les Allemands. Des photographies bien choisies viennent à l'appui de ces témoignages.

Marin Stefanescu. **Le dualisme logique.** 1 vol. in-8° (Félix Alcan.)

Cet ouvrage est une importante contribution à la philosophie de la connaissance. Est-ce par les sens ou par la raison que nous devons pénétrer au fond des choses ? Telle est la question examinée par M. Stefanescu.

Marin Stefanescu. **Essais sur le rapport entre le dualisme et le théisme de Kant.** 1 vol. in-8°. (Félix Alcan)

M. Stefanescu pense que le *Critique de la Raison pure* n'expose pas la conception elle-même de Kant sur le rapport entre le monde et Dieu, mais la prépare.

P. G.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 15 — 1er ET 2e SEM. 53e ANNÉE 31 JUILLET — 7 AOUT 1915

AMES DE COMBATTANTS

—

LES ENFANTS D'HUSSEIN-BEY

(*Episode de la guerre russo-turque de 1878*).

Les avant-gardes Russes et Turques continuaient à échanger des coups de fusil.

Au milieu du brouillard, seules ressortaient, quoique vagues, les masses des Balkans, qui semblaient s'incliner vers la terre pour la nuit. Par endroits, se détachait une lointaine lueur rouge : sans doute, un brasier des Turcs ou l'incendie de quelque maison solitaire.

La fusillade avait commencé du côté turc ; les nôtres se contentaient de répondre. Mais les uns et les autres ignoraient ce qu'ils visaient.

L'obscurité s'épaississait de plus en plus, enveloppant peu à peu les corps des soldats tués, étendus sur la neige. Seuls, la faible plainte d'un blessé ou le râle d'un cheval qui agonisait rappelaient la proximité du champ de bataille.

— Cette nuit de Nouvel An dispose peu à la fête... Qu'en dites-vous, Ivan Fomitch ? demanda le colonel au commandant.

Le colonel, court et gros, et le commandant, long, avec le bras en bandoulière, étaient assis sur le balcon d'une maison turque.

— Certes, non... Et, avec cela, pas de nouvelles de chez nous...

— Je ne m'en inquiète pas outre mesure, étant donné les habitudes de notre poste militaire. Mais ce serait tout de même agréable de savoir ce qui s'y passe... Fichu sort !... La Noël nous l'avons passée sur la Schipka, et le Nouvel An nous surprend ici ! Là-bas, tout est illuminé, votre femme et vos enfants sont chez moi maintenant... Ils parlent de nous, s'inquiètent aussi de ne pas recevoir de lettres... Nous avons bien le temps de leur écrire, en marchant sans cesse de l'avant et tête baissée !... Et votre bras ?

— Çà tenaille toujours.

— Ce serait une bonne occasion...

— Quelle occasion ?

— De vous en retourner pour vous soigner.

— Je suis surpris que ce soit vous qui me le disiez.

— Pourquoi ?

— Les officiers nous manquent déjà assez. Dans mon bataillon, il y a des compagnies qui sont commandées par des sous-lieutenants... Au reste, puisque nous restons tout le temps ensemble, nous nous en retournerons ensemble.

La nuit avait définitivement jeté son voile noir à travers lequel commençaient à percer les petites lumières du village. Une torche avancait dans la rue et dans sa tache lumineuse rougeoiait un visage moustachu. Par moments, une tête de cheval se balançait dans le cercle de clarté.

— Panteleïev ! crie le colonel dans la direction de la torche.

La torche s'avançait dans la cour. Le Cosaque qui la tenait l'abaissa et la fumée noire enveloppa son bras, puis s'éleva lentement dans le brouillard.

— Où vas-tu ?

— Aux avants-postes, votre haute Noblesse.

— Pourquoi faire ?

— Ils recommencent la fusillade.

— Alors va et dis, s'il n'y a rien de grave, de ne pas répondre aux Turcs. Quand ils auront tiré à leur guise, ils se calmeront... Et qui vient encore là-bas ?

Un groupe de soldats avait pénétré dans la cour. Panteleïev releva la torche qui éclairait les nouveaux arrivés.

— Qu'y a-t-il mes enfants ? demande le colonel.

— C'est un Turc que nous avons attrapé sur la route où il se cachait sous un arbuste.

— Comment sous un arbuste ?

— Oui, comme une pie... Le lieutenant Vassiliev nous a ordonné de le prendre tout vif et de l'amener à votre haute Noblesse... Hussein qu'il s'appelle.

— Eclaire-le un peu, Panteleïev.

Le Cosaque planta sa torche au milieu du groupe. Sous la rouge clarté, apparut un visage au nez crochu et à la moustache grise ; le front était balafré d'une large cicatrice violacée et surmonté d'un turban fait de morceaux de tente. Le corps était enveloppé d'un manteau en drap de chameau.

— Tiens, c'est un officier ! fit le colonel au commandant.

Le commandant l'examina avec intérêts.

— Et c'est même une vieille connaissance. Vous ne vous en souvenez pas ? Cette cicatrice... Il doit avoir aussi deux doigts de coupés, à la main gauche... Hé, toi ! Soulève sa main gauche !

Un soldat leva la main de Hussein.

— C'est bien lui : Hussein bey, un colonel...

— C'est dommage... Prisonnier en fuite... Le général pourrait bien le faire fusiller... Ça dépendra de son humeur... Dommage, dommage !... Allons mes braves, amenez-le ici ; l'un de vous restera avec lui et les autres retourneront à leurs postes.

Hussein bey fut introduit dans la chambre des officiers. Le soldat se posta à la porte, l'arme au pied.

Le Turc était un quinquagénaire de haute taille, large d'épaules et un peu voûté. Ses yeux tristes perçaient au-dessous de la broussaille des cils gris et sa moustache bougeait comme s'il voulait parler, mais il se retenait. Son manteau était déchiré et, à l'entaille de l'épaule, apparaissait un mince filet de sang.

— Qu'a-t-il là ? demande le colonel au soldat.

— C'est Kirillov qui l'a touché de sa baïonnette, alors qu'il était derrière l'arbuste.

— Pourquoi ?

— Mais parce qu'on lui disait en bon Russe : Sors donc, tête rasée, et qu'il ne faisait qu'agiter ses jambes comme un grillon. Alors Kirillov, fâché, l'a piqué un peu... Après quoi, il est sorti. Pour vous dire vrai, nous avons voulu l'achever sur place, mais le lieutenant a ordonné de l'amener ici.

— Semen, fit le colonel à son ordonnance, apporte-lui une chaise.

Le prisonnier porta la main à son cœur, à ses lèvres, à sa tête et puis s'assit. Sa tristesse augmenta encore : il n'attendait évidemment rien de bon de ses nouveaux maîtres.

Le commandant avait longtemps servi au Caucase et y avait appris à baragouiner un peu de Turc.

— Nous nous connaissons déjà, je crois, dit-il au prisonnier ; vous êtes bien le colonel Hussein bey ?

Le Turc baissa la tête.

— Je me trompe peut-être ; ce n'est peut-être pas vous, lui souffla le commandant.

— Je ne mens jamais, fit le prisonnier en se levant. Je me suis enfuit hier des Kasanlyk et, aujourd'hui, vos soldats m'ont surpris... On ne va pas loin à pied, ajouta-t-il avec un amer sourire, surtout quand on est blessé à la tête et à la jambe.

— Vous n'ignorez pas que selon les lois de guerre..., fit le commandant en s'efforçant de garder le ton officiel.

— Pourquoi parler ? La force est de votre côté ; donnez l'ordre de me tuer. Je savais parfaitement à quoi je m'exposais lorsque, hier soir, je me suis enfui de la maison de l'officier qui m'avait gardé chez lui. J'ai perdu l'enjeu, je n'ai qu'à mourir...

Touché par l'accent du prisonnier, le commandant continua d'un ton radouci :

— Vous n'étiez donc pas bien traité ?

— Si, l'officier chez qui on m'avait placé s'était montré, au contraire, très généreux ; il m'a cédé son lit, m'a donné à manger et à boire comme à un frère.

— Vous craignez alors d'être moins bien en Russie ?

— Non, je sais que les prisonniers sont très bien traités par les Russes.

— Pourquoi alors avez-vous fui ?

— Celà, c'est mon affaire ! Je suis entre vos mains, et vous n'avez qu'à remplir votre devoir... La seule chose que je demande, c'est qu'on en finisse au plus vite. Un sanglot réprimé serra la gorge du vieux Turc, et il baissa la tête.

— Voyons... Les Turcs reculent partout, la famine décime la population : de tous côtés elle s'enfuit... N'aurait-il pas mieux valu pour vous attendre la fin ? Après la guerre, vous seriez retourné dans votre maison.

— Ma maison ! Mais où serait ma maison alors ?

— Comment où ?

— Où trouverai-je les miens, tous les miens ? Je

sais que l'ordre est donné de Stamboul à tout le monde de se retirer en Asie-Mineure. Les miens s'y retireront aussi, et où les retrouverai-je ? Mais, à quoi bon parler ; j'ai fait ce que j'ai crû être de mon devoir, faites le vôtre... On n'évite pas la mort. Ce qui est écrit doit arriver...

— Vous parliez de votre famille... J'en ai aussi une... murmura le commandant d'un air songeur.

— Alors, vous avez de la chance de ne pas être prisonnier... Vous pourrez la revoir, soupira le Turc.

— Justement, — c'est à cause de votre famille que je vous interroge. Vous avez des enfants ?

Un silence...

— Avez-vous beaucoup d'enfants ? répéta le commandant.

— Quatre, répondit à voix basse Hussein bey.

— Ils sont grands ?

— Petits... L'aînée a six ans...

— Mon garçon a aussi six ans, murmura le commandant comme à part lui.

— Ce sera une belle fille, reprit le prisonnier en s'animant. Des yeux grands, brûlant déjà maintenant comme du feu... Voici cinq mois que je ne l'ai pas vue... Le plus petit n'a qu'un an... Ils sont restés tous là-bas, près d'Andrinople... J'ai une maison, des terres, des vignobles... Il fait bon là-bas... J'avais pensé que je les verrais grandir... Tout à coup cette guerre !... Qu'ils soient maudits tous, ceux qui l'ont déchaînée !... Dieu est juste, il châtiera les coupables.

L'interrogatoire se muait insensiblement en une conversation sur leurs familles respectives. Le commandant servait d'interprète au colonel. Celui-ci ne se montra pas moins sympathique au prisonnier.

— Dites-lui donc, Ivan Fomitch, que, puisqu'il aime ses enfants, il aurait mieux fait de s'en aller en Russie et de revenir quelques mois plus tard pour s'occuper d'eux...

Hussein bey esquissa un sourire mélancolique.

— Si nos femmes et nos enfants savaient comment sont les Russes, ils seraient restés tranquillement à leur place et nous attendraient, dit-il. Mais ils suffira à vos troupes de faire encore quelque étape et Andrinople se videra... Vous me demandiez pourquoi j'ai quitté ce bon officier ? Mais c'est pour sauver ma famille. Ce n'est pas le gouvernement qui pourra lui venir en aide. Où prendrai-t-il de l'argent ? Alors, que deviendront-ils ? J'ai pleuré toute la nuit avant de me sauver... Je savais bien que je risquais la mort. Mais quoi ? Si j'avais réussi, j'aurais sauvé mes enfants... J'ai échoué, je mourrai. C'est la fatalité... Et c'est si près ! J'aurais pu arriver encore à temps !...

Le Turc couvrit son visage de ses mains et se mit à sangloter devant les deux officiers troublés.

Le colonel se leva vivement, essuya furtivement ses yeux et se fâcha contre lui-même :

— C'est stupide !

Il jeta un regard sur le commandant qui demeurait tout pâle et dessinait machinalement de son doigt sur la table.

— Qu'allons-nous faire ? demanda celui-ci. Je crois qu'il serait plus raisonnable de ne l'envoyer au général que demain matin.

— Certainement, certainement...

— Qu'il passe la nuit avec nous en attendant.

— Mais oui, mais oui, je vais dire à Semen de lui préparer un lit... Quatre enfants... et voilà !

— Il est fort possible que, pour abréger la chose, le général le fasse fusiller.

— Hum ! Çà dépendra de son humeur... On ne va pas lui parler des enfants.

— Quelle hideuse chose tout de même que la guerre !

— A envisager de ce côté... sans doute, fit le colonel d'un accent hésitant... Mais... le devoir militaire... l'honneur de l'uniforme... Zut !... Chassons toutes ces pensées jusqu'à demain... Demandez-lui s'il boit du vin, nous allons souper.

*
* *

Le prisonnier se coucha dans la chambre des deux officiers russes.

Bientôt, tout se tut. Les derniers coups de feu cessèrent peu à peu. La nuit régnait, et sur le sommet des montagnes couvertes de neige, et dans les gorges, et sur le village désert, et sur la plaine où des milliers de cadavres étaient étendus, leurs yeux grand ouverts.

Le commandant ne dormait pas. Il se tournait et retournait de côté et d'autre, reprenait pour la dixième fois la lecture d'un vieux journal, jetait des regards sur le Turc, épiait les paroles qu'il prononçait à travers ses rêves, s'appliquait à penser à autre chose, mais, malgré lui, il était toujours ramené vers la même idée.

Enfin, quand il s'endormit et que l'obscurité envahit la chambre, l'idée fixe d'Ivan Fomitch continua à se développer... Il voyait des enfants ; non pas les malheureux petits abandonnés de ce prisonnier, mais ses enfants à lui, entourés des soins de leur mère, au milieu des champs paisibles, au centre de la petite ville russe où habitait sa famille. Sa pensée avait franchi des milliers de kilomètres, et il rêvait...

Une petite chambre. Une image sainte dans le coin ; devant elle, la lumière de la veilleuse semble

frissonner de frayeur en face du visage grave du saint, ressortant de la lourde ornementation d'argent. Les rayons pâles de la lumière font saillir de la pénombre deux petits lits garnis de rideaux blancs. Ivan Fomitch écarte l'un des rideaux. La fillette a chaud. Elle a rejeté sa petite couverture, recroquevillé ses petites jambes potelées et, toute rose, la bouche à demi ouverte, dort sans rêve. Elle était fatiguée de la journée : elle avait glissé sur des petits traîneaux, couru après ses poules et son coq favoris, donné à manger aux pigeons et, par la même occasion, s'était battu avec son petit frère. Voilà qu'elle va se réveiller, ouvrir les yeux et rire en apercevant son père incliné vers elle... Il la regarde longtemps et sourit lui-même.

— Dors mon enfant, dors, ma colombe, murmure-t-il.

Un autre petit lit.

Ah, le gas ! il n'a pas attendu ses deux ans pour porter déjà des traces de griffe. Tantôt c'est avec le chat qu'il se bat, tantôt c'est sa petite sœur qui le maltraite. Et, comme s'il avait conclu un armistice avec son ennemi, le chat se pelotonne à ses pieds. Qu'il est gros, son fils ! Quelles fossettes sur son coude ! L'embrasser ? Non, il va se réveiller... Allons, dors avec Dieu ! Et le père fait un signe de croix sur le petit.

Il se dirige sur le bout des pieds dans la chambre voisine. Là repose son fils aîné. Il a déjà six ans. En l'absence de son père, il dort avec la mère. Une petite lampe sous un abat-jour les éclaire faiblement. Sur la table de nuit sont des journaux ; au mur, son portrait ; un autre, sur le petit bureau. Tout est plein de lui. Ivan Fomitch s'incline vers les deux dormeurs, effleure de ses lèvres les lèvres entr'ouvertes de sa femme. Elle a un peu maigri... Elle entoure de son bras son enfant, qui dort paisiblement sur l'épaule de sa mère.

Comme tout est calme ici ! Quelque chose de pur emplit l'air... L'amour y règne ; l'amour, la paix, le calme... Toute haine, toute mauvaise pensée, tout désespoir sont impuissants à pénétrer dans l'atmosphère qui enveloppe ces chères têtes.

Si le prisonnier turc avait regardé à ce moment le visage du commandant, il y aurait aperçu un sourire si heureux, qu'il en aurait été comme poignardé. Lui, est toujours hanté de mornes pensées, d'un cauchemar pesant. Il s'agite et, par moments, une larme se détache de ses cils baissés.

Mais voici que les traits d'Ivan Fomitch se contractent à leur tour de terreur.

Un bruit étrange se répand par les chambres de sa maison. Les enfants se dressent dans leurs lits et, les yeux écarquillés de frayeur, regardent un nuage noir qui passe lentement au-dessus d'eux. Leur père le regarde aussi.

Le nuage descend de plus en plus, les enfants sautent de leurs lits, le petit garçon est accouru lui aussi de l'autre pièce... Ils appellent leur mère. Mais le voile noire de la nuit la soustrait aux regards des enfants. Ce voile noir descend jusqu'au sol, prend peu à peu les contours précis d'un grand corps d'homme. Autour de ce corps sont quatre petits enfants dont les yeux noirs sont emplis de désespoir, et leurs larmes tombent droit sur le cadavre qu'ils entourent.

Les enfants du commandant s'approchent des petits Turcs et tous examinent la tête grise, le nez crochu, la cicatrice du front et la moustache drue de l'officier tué. Ivan Fomitch le reconnaît : voici également la blessure de l'épaule.

— Qu'est-ce qui a fait celà ? demande la fillette aux cheveux bouclés et dont les joues roses de tout à l'heure sont devenues pâles de frayeur.

— Qui l'a tué ? interroge le gamin de six ans.

Les petits moricauds, aux yeux d'une mélancolie infinie, se tournent vers Ivan Fomitch et le désignent à ses propres enfants :

— C'est lui qui a tué notre père... Lui qui nous a jeté dans la rue, faibles et abandonnés.

Ivan Fomitch veut parler, crier, et il ne le peut; sa langue est inerte, le son se fige dans sa gorge. Il voit ses trois enfants reculer avec horreur devant lui. Il fait un pas vers sa fillette ; mais elle, bouleversée d'horreur, se sauve en montrant les mains de son père.

— Le sang ! Le sang ! crie-t-elle.

Le commandant regarde. En effet, ses mains sont tout en sang. Il s'efforce de crier encore, mais sa gorge est serrée ; il étouffe, il s'agite et... se réveille.

Il voit le Turc et le colonel déjà levés et attablés.

— Allons, Ivan Fomitch, vous avez fait une grasse matinée, pour le Nouvel An !

— Oui, j'ai eu toutes sortes de rêves...

— Ah ! vous aussi ? fit le colonel, qui s'arrêta troublé.

— Quoi, moi aussi ?

— C'est que j'ai vu un tas de choses !... Je ne m'attendais pas à une pareille sensiblerie de ma part.

— A propos du prisonnier ?

— Précisément. Figurez-vous... Vous vous rappelez mon petit Voldia ?

— Quelle question ! Mais je suis son parrain...

— Ah, oui ! Je n'y suis plus... Alors, imaginez-vous que, pendant toute la nuit, ce Voldia n'a cessé de me harceler... « Donne-moi ce Turc, donne-le

moi ! » — « Pourquoi faire ? » lui demandai-je. Et lui de réponire : « Il a aussi des Voldia comme moi ; je veux le lâcher pour qu'il aille les retrouver... » Nous n'avons pourtant pas bu de trop hier, n'est-ce pas ?

— Non, fit le commandant en fixant de ses yeux le colonel.

Il ajouta :

— J'ai vu bien pis...

— Allons donc !

Le commandant raconta son rêve.

— Je vois qu'il serait plus sage de renvoyer ce Turc au plus vite chez le général, dit le colonel. Qu'il en décide ; autrement, nous perdrons toute dignité.

— En ce cas, je vous demanderai de me laisser le conduire chez le général.

Le colonel, sans regarder le commandant, prononça avec un ton simulant l'indifférence :

— Mais il faudrait lui trouver un cheval.

— J'en ai un parmi ceux que nous avons pris aux Turcs.

— Bien ; je n'y vois pas d'inconvénients... Alors, vous le conduirez au général, conclut le colonel, en prenant un air officiel.

*
* *

Accompagné de Hussein bey, toujours triste, le commandant arriva aux avants-postes russes.

Un Cosaque monté apparut dans le brouillard. Deux autres Cosaques étaient étendus à terre et leurs chevaux broutaient paisiblement le foin. En apercevant l'officier, les Cosaques se levèrent vivement.

— Où conduit ce ravin, mes braves ? demanda le commandant en désignant une profonde excavation qui commençait quelques pas plus loin.

— Droit chez les Turcs, votre haute Noblesse.

— En avez-vous aperçu aujourd'hui dans ce ravin ?

— Pas du tout ; ils ne remuent pas aujourd'hui... Hier, ils nous ont passablement inquiétés ; pour l'instant, ils se taisent.

— Pourquoi tireraient-ils inutilement ? ajouta l'autre Cosaque.

Le commandant invita le Turc à le suivre dans le ravin. Quelques instants après, un des cosaques, ayant enfourché son cheval, vint les rejoindre.

— Que veux-tu ?

— A tout hasard, votre haute Noblesse... Les Turcs sont tout près.

— C'est inutile.

— Et puis, il y a le prisonnier... S'il s'enfuyait..

— Il n'y a pas de danger ; il m'a promis de me montrer leurs positions. Tu peux t'en retourner.

Le Cosaque s'éloigna.

Les deux cavaliers continuèrent à chevaucher en silence une demi-heure durant. Enfin, Ivan Fomitch s'arrêta.

—Ecoutez, Hussein bey. Nous ne sommes plus loin de vos positions... Et maintenant, déguerpissez au plus vite. Allez-vous en à Andrinople, chez vos enfants... J'ai des enfants aussi... Et bien ! quoi ?... Va, va vite, je n'ai pas le temps... Je puis encore changer d'avis, fit-il en esquissant un sourire.

Le Turc demeurait comme pétrifié. Il semblait abasourdi et ne rien comprendre.

— Je t'ai dit, va-t-en chez toi ; entends-tu ?...

Avant que le commandant ait eu le temps de prévenir le geste, Hussein bey se baissa et lui baisa la main.

— Ecoute, le Russe... Je ne puis rien te payer en retour, et je n'ose pas te souhaiter d'être dans la même situation que moi et de rencontrer un aussi bon cœur que toi... Mais sache : il n'y a qu'un Dieu. Les religions sont différentes, mais Dieu est un... Alors, moi et mes enfants, tant que nous vivrons, nous le prierons pour toi, nous le prierons pour qu'il te conserve à tes enfants, comme tu m'as conservé aux miens... Que le soleil brûlant te chauffe toute ta vie ! Adieu, le Russe ! Adieu !

Et comme s'il craignait que le Russe changeât d'avis ,le Turc fouetta son cheval et disparut.

Après quelques minutes d'attente, le commandant s'en retourna.

Le voici près des avants-postes russes. Le même Cosaque vint à sa rencontre.

— Tu avais raison. Le Turc s'est enfui, lui dit-il.

Le Cosaque regarda fixement l'officier.

— Tant pis ! Nous ne savons déjà pas où mettre le tas de prisonniers que nous avons faits...

Lorsque le commandant arriva, le colonel allait et venait à travers la pièce, tout agité.

— Et bien ? demanda-t-il.

— Mettez-moi aux arrêts : j'ai laissé échapper le prisonnier...

Le colonel prit le commandant dans ses bras et l'embrassa.

— Maintenant, le sacré Volodia aura son cadeau de Nouvel An ! Il ne va plus me harceler dans mes rêves...

V. Nemirovitch-Dantchenko.

(Traduction et adaptation de E. Halperine-Kaminsky).

LES POÈTES ET LA GUERRE

—

L'HOLOCAUSTE

I

D'entre les funèbres listes quotidiennes où s'inscrivent les héros admirables, mais la plupart obscurs, qui tombent dans une juste guerre en répandant leur sang valeureux sur le parvis sacré de la Patrie, il arrive qu'un nom se détache et s'impose. On l'avait lu, un jour, au sommaire d'une revue ou sur la couverture d'un livre et soudain se précise dans la mémoire une physionomie naguère entrevue ou la pure émotion née d'une belle page ou d'un noble vers. C'est un prosateur ou un poète de qui se ravivent ainsi tout à coup dans la pensée le souvenir et l'œuvre.

Ils sont nombreux déjà les jeunes écrivains qui sont morts en pleine épopée grandiose et terrible, afin de sauvegarder les vertus de la race menacées par la barbarie et de conserver son indépendance au sol profané du pays. La Poésie a ce privilège douloureux de compter parmi eux plusieurs des siens, choisis pour participer au sublime holocauste offert par notre génération à la France immortelle.

Ils dorment maintenant en Alsace, en Champagne, sous les forêts d'Argonne, dans le crayeux Artois, dans les Flandres brumeuses et dévastées ; ils sont confondus à la foule anonyme et fraternelle des défenseurs du territoire. Le Destin est allé les prendre comme par la main et les mener vers un idéal nouveau par le seul chemin qu'ils n'avaient point envisagé. Aucun d'eux peut-être n'avait imaginé le devoir et la gloire sous cette forme austère. Ils ne se soupçonnaient pas l'âme guerrière ; le chant des Marseillaises n'arrivait plus à leurs oreilles charmées des mélodies virgiliennes de la paix. Mais, dès qu'il a retenti, angoissant et nécessaire, ils ont obéi à l'appel des armes, comprenant les exigences de l'heure qui réclamait tous les courages.

Ce sera une des fiertés de notre temps que ce réveil d'énergie et l'enthousiasme unanime qui a fait se dresser, dans un élan d'acceptation virile et dans un égal désir d'abnégation, les rêveurs et les hommes d'action, les savants et les simples, les plus subtiles intelligences et les plus naïves, les esprits les plus délicats comme les plus rudes. Mais les poètes attendaient de la vie et de leurs œuvres d'autres satisfactions, et d'abord le sourire de la renommée. Il ne sied pas que cet espoir s'anéantisse tout entier dans le sacrifice résolu de leur jeunesse, sous prétexte qu'il les devance et les surpasse. Il serait injuste que la hauteur de leurs soudains mérites nous fît négliger d'autres louanges auxquelles ils aspiraient et que la couronne militaire remplaçât exclusivement pour eux le « vert laurier » promis à leur front d'inspirés. Ils pouvaient escompter de féconds et riches lendemains. Notre amitié se doit d'accorder à leurs rêves de durer par le prestige souverain de l'art la sympathie que mérite tout effort loyal et sincère, afin que par delà leurs tombes inconnues, la pensée des vivants réjouisse leurs ombres.

II. — Emile Despax (1881-1915).

Il avait publié un livre de poèmes à vingt-quatre ans et puis il s'était tu. La vie administrative l'avait accaparé et brusquement distrait. Ce jeune rêveur dans les fonctions officielles de chef de cabinet d'un ministre qui lui voulait du bien et, plus tard, à Oloron, sous le képi palmé et l'habit galonné du sous-préfet, n'était plus lui-même. Craignait-il de paraître, en ce dernier emploi, réaliser la figure plaisante qu'on imagine, depuis Daudet, à tout fonctionnaire de province livré au démon familier ? Cela n'est pas impossible. Etait-il tellement absorbé par les soins de sa charge nouvelle qu'il n'avait plus loisir d'écouter les voix mystérieures ? Cela est infiniment plus probable. Et Francis Jammes nous contait naguère comment, ayant croisé dans les allées d'une foire villageoise le sous-préfet novice, Emile Despax, pour courir à lui, s'était hâté de congédier un paysan fâcheux, en disant : « Voilà cinq heures que ce rustre m'assomme avec une histoire de fraude électorale où je n'entends goutte. Vous voyez d'ici quelle est ma vie ! » Politique et lyrisme s'accordent malaisément dans l'âme de qui a donné sa préférence et sa dilection à la littérature. En secret, sans doute, Despax plus d'une fois regrettait le temps où, libre, il se complaisait à écouter mourir dans le soir le roucoulement des palombes, à regarder le vaste océan endormir dans ses flots le soleil dont la pourpre agonie semblait incendier les forêts de pins balsamiques du pays landais. Aussi, ayant publié à vingt-quatre ans, un livre où s'exaltaient les horizons de sa terre natale, les aspects de la maison d'enfance et les pures émotions de l'amour adolescent, contraint d'appliquer sa pensée harmonieuse à la vulgarité des choses immédiates, il s'était tu. Dix années de silence avaient suivi, que ne suffisent point à expliquer pourtant les importunités des électeurs, ni la peur peut-être chimérique de fournir prise aux faciles moqueries. Il y a de ce renoncement de plus hautes et de plus nobles raisons. Emile Despax avait l'ambition, trop négligée aujourd'hui par les

poètes, d'accomplir une œuvre à ce point consciencieuse, pleine, dense, riche de vibrations et de sensibilité, et si parachevée d'écriture et de rythme qu'elle en fût comme définitive. Pour un pareil dessein, il estimait que son cœur n'avait point encore assez souffert, que son intelligence n'avait pas assez mûri ses dons. Il prétendait réaliser plus intensément et plus souverainement un plan qu'il n'avait fait, pensait-il, qu'ébaucher dans *La Maison des Glycines* (1). Il avait pourtant écrit en conclusion :

Pour l'amour et l'orgueil du langage de France
J'ai fait seul, et Dieu sait au prix de quel effort,
Ce livre : un peu d'amour, de rêve et de souffrance.
Vienne à présent la mort.

Il regrettait pourtant la hâte de ce départ et, dans un beau mouvement de confiance en soi, se prenait à souhaiter mieux. Déplorant cette impatience commune avec tant d'autres à se voir imprimé et d'avoir éparpillé, dans *La Maison des Glycines*, les poèmes de cette plaquette *Au seuil de la lande*, qui n'était encore que l'œuvre d'un collégien adroit, Emile Despax redoutait le peu de solidité de ces poèmes dans l'ensemble de l'architecture qu'il voulait édifier.

Cependant, ce livre presque renié est tel qu'il dépasse d'emblée la production poétique de la génération actuelle. A défaut de qualités plus étendues et d'un sens de la perfection du vers que, l'âge venant, Despax eût révélés, *La Maison des Glycines* est capable d'assurer à son auteur de survivre comme il le désirait.

Œuvre de jeunesse, le caractère sentimental s'en affirme aussitôt. L'amour est le principal sujet de ces poèmes, le thème inépuisable de l'inspiration, la grande affaire de la vie de ce rêveur à ses débuts. Pourtant, malgré la véhémence éloquente de certains appels ou l'ardeur de certains rythmes saccadés comme des sanglots, il n'y a là ni fougue désordonnée, ni sensualité. Point d'étalage de luxure ou de volupté. Rien de ces précisions gênantes et de ces explosions passionnées où s'égarent trop de jeunes poètes amoureux. Despax ne se croyait pas obligé de nous détailler ses bonnes fortunes en alexandrins frénétiques. Il n'avait aucun goût pour la confession publique de ses prouesses d'alcôve. Sa délicatesse même répugnait à de trop claires allusions. Aussi bien, n'était-il ni un Don Juan, ni un Lovelace, mais un amant en toute simplicité. Son amour était fait de beaucoup de rêve et de câlinerie, de beaucoup d'inquiétude et de gravité aussi. C'était l'expression du besoin qu'éprouve tout homme aux sens neufs et au corps sain de goûter la vie dans sa plénitude. Son amour était blanc, réservé et chaste comme celles à qui il s'adressait. Une théorie délicieuse de jeunes filles aux noms charmants — Nanie, Jacqueline, Cécile, Suzanne, Hélène, Lucia, — traverse, en effet, la poésie de *La Maison des Glycines*. La plupart soupçonnent à peine les mystères de la chair. Quelques-unes seulement en pressentent les troubles. Le poète aimait ces femmes encore enfants par leur pureté même, en secret souvent, satisfaites d'une caresse naïve, d'un baiser sur les doigts, d'un effleurement, du souvenir d'une émotion partagée. Il les aimait de loin, en silence, par peur d'effaroucher leur cœur qui s'ignorait, quitte lui-même à souffrir de tant d'aveux contenus :

Une fois, votre main sur mon bras s'est posée
Nous avions traversé l'enclos dans la rosée ;
Nous avions repoussé le portail simplement ;
Nous étions prêts à nous aimer en ce moment ;
Mais nous n'avons pas dit ces choses inutiles,
Nous avons regardé surgir, le long de l'île,
L'alignement des grands peupliers embrumés,
Car avec le portail nos cœurs s'étaient fermés.
Et l'aurore a coulé lentement sur le fleuve
Et vous avez choisi la rose la plus neuve
Et le rosier que vous courbiez était perlé.
Et vous vous êtes tue et je n'ai point parlé.

Ah ! que l'amour, selon Emile Despax, est donc distant, timide, mélancolique et qu'il s'alimente volontiers de regrets, de douleur et de romanesque :

Quand je serai rentré dans l'ombre obscurément
Il ne restera plus de tout ce cœur aimant
Que quelques vers comme endormis dans la mémoire
De celle pour qui seul ils tentèrent la gloire.
L'image du passé venant à se ternir,
Vous chercherez longtemps pour vous en souvenir.

Despax restitue à l'élégie beaucoup de sa signification primitive. Sa muse pleure vraiment sur les tombeaux où dorment l'amour et l'amitié. Car je vois un caractère de la sensibilité de Despax et de sa candeur spirituelle dans l'inclination de son âme vers quelques affections masculines et dans la fidélité qu'il garde à leur mémoire. Il doit à ce sentiment plus rare que l'amour des accents d'un inoubliable pathétique. Ainsi, ce pèlerinage à la maison que la mort a visitée :

Et je m'en suis allé vers l'ombre du village.
On devinait parfois des toits sous le feuillage.
Tous les chiens aboyaient au passage. J'allais.
J'ai passé la prairie aux osiers violets,
J'ai vu, sur le chemin, l'ombre du presbytère
Humblement s'allonger à mes pieds, sur la terre,
Et j'ai marché sur elle et je m'en suis venu.
Maintenant je suis là. J'ai posé mon front nu
Sur la pierre. Le vent, dans mes cheveux, ondule.
Rien ne vit plus dans la maison. On n'entend pas
Le moindre bruit. Pas même un chien. Pas même un [pas
De servante, ou le balancier d'une pendule.

(1) *Mercure de France*, éditeur, Paris, 1905.

Dors-tu sans un remords dans ta nuit au tombeau?
Mon ami qu'as-tu fait? Ta maison était belle.
O souvenir ! Il est cruel qu'on se rappelle.
En septembre, le soir, quand le ciel était beau,
Les étoiles pointaient aux grappes de la treille.
Cette maison n'est plus à ta maison pareille.
La pierre reste froide et me glace le front.
Mon ami, qu'as-tu fait? D'autres hommes viendront
Boire et rire à la place où rêvèrent nos âmes...
Rien ici ne vit plus. Et j'ai froid sur la pierre.
La mort ne t'effraya jamais. O souvenir !
Tu disais : « Il faudra, puisque tout doit finir,
M'en aller sans fermer moi-même ma demeure.
Mais avec moi que rien de ces choses ne meure.
O rêveur !
Quelle nuit ! Rien n'y vit-il encor?
Non. Le bourg est baigné par la lune et tout dort.
Mais, là-bas, loin, le front dressé sur le ciel d'or,
Un homme en sifflottant s'éloigne sur la route.
Et moi je me souviens, hélas ! et moi j'écoute
L'ami, mort aujourd'hui, me parler de la mort. »

Inséparable de l'idée qu'il se faisait de l'amour, la pensée de la mort obsédait Emile Despax. Le pressentiment de la nuit éternelle domine le lyrisme de ce poète, aussi intensément que les divers aspects de son pays s'y reflètent. Or, il est tout imprégné des senteurs de la lande natale dont les âpres paysages, soumis au vent du large, ont pour toujours possédé son âme jusqu'à devenir l'unique décor de sa poésie. Entre la mer et la forêt, la Maison des Glycines, où il situe ses élégies, n'est autre que la maison d'enfance. Elle s'enveloppe des brumes idéalisantes du crépuscule et du passé. Les lignes et le rythme de cette nature austère s'associent aux mouvements de la sensibilité et s'accordent à la gravité du cœur méditatif et douloureux. Car, il ne faut pas tirer argument, pour caractériser le talent de l'auteur et en apprécier la qualité, de toute une partie du livre, souriante et légère, qui porte ce titre : *Idylles latines*. Elles constituent dans l'ensemble une sorte d'intermède, une série d'exercices habiles de brillant rhétoricien encore toute pénétré du souvenir antique et qui s'est enchanté naguère des vers d'Homère et de Virgile. De même, ces *Airs de France* où le poète s'est amusé à écrire, sur des thèmes surannés de romance et de ronde, des variations primesautières et charmantes. Diversions à la mélancolie, réminiscences du matin de la poésie et du matin de la vie, ces poèmes sont comme la chanson qui prélude à des accords plus larges, une ariette au bord de l'ombre, un peu d'insouciance jetée au milieu des désenchantements.

Cependant, jusque dans ces pages impersonnelles de l'œuvre, quelque chose d'inattendu se pressentait, qui était la manifestation d'un état particulier de voir et de sentir où se reconnaît cette sensibilité séduisante, raffinée et suggestive, qui s'accuse surtout dans les poèmes d'amour et les poèmes descriptifs.

La douceur triste de Despax tient de la langueur et de la songerie verlainiennes, de même que sa manière d'évocation, minutieuse, voire énumérative, rehaussée d'ailleurs par un don supérieur de couleur et d'images, s'apparente à la manière de Francis Jammes. Et ici se pose la question des filiations et des origines. Despax ne se cachait pas d'une profonde admiration pour l'âme subtilement ingénue et botanique de Francis Jammes. Il se rendait même ce témoignage d'avoir mieux qu'aucun autre compris et pénétré le cœur séraphique du poète d'Orthez. Mais, à part un « chanteur » bien oublié aujourd'hui et dont beaucoup ignorent même le nom, Léonard à la muse aimable, Despax ne s'avouait le disciple d'aucun maître. A-t-il subi l'influence ou l'autorité directe d'un prédécesseur ou d'un aîné ? On en peut douter. Je vois bien qu'il nomme dans ses vers André Chénier, Lamartine, Desbordes-Valmore, tous les grands poètes sentimentaux et féminins qui mêlaient les larmes aux cris de leur passion. N'était-ce point une affinité de nature qui le poussait vers eux ? Sans doute, il cite avec respect ou amitié dans de beaux hommages et de nobles épîtres plusieurs des plus notoires lyriques de ce temps. Mais il peut bien s'adresser à Moréas, à Henri de Régnier, à Mme de Noailles comme à ses compagnons, Léo Larguier, Charles Derennes et Pierre Benoît : il serait difficile, je pense, d'en déduire le soupçon d'une imitation. Aucun de ceux-ci ne pourrait, sans présomption, revendiquer une emprise même lointaine sur un talent qui a été, dès le commencement, en possession de ses moyens d'expression propres. A l'heure où d'autres en sont encore à suivre le sillon des devanciers, Despax s'était conquis une réelle originalité : parmi la forêt touffue de la poésie française, il s'était frayé un sentier à lui qui eût pu, l'âge venant, s'élargir en clairière lumineuse. Son individualité était à ce point si franchement affirmée déjà qu'il lui était possible de réclamer son bien si quelque peu scrupuleux confrère s'avisait de le confondre avec le sien. Pasteur de rythmes et de mots, il avait d'une façon indélébile marqué ses ouailles à ses initiales. Tel est le sens de cette *Invective* où il est permis de voir une des pages significatives de l'œuvre et des plus énergiques.

Maraudeur, qui pillais la treille du voisin
Et disais : « Viens goûter mes grappes de raisin » ;
Qui bâtis tes hangars avec mes vieilles poutres,
J'ai dû gratter ton nom sur l'une de mes outres.
J'ai su que par les soirs d'hiver tu t'en venais
Disant aux gens : « Mon bois brûle sur ses chenêts.
Son meilleur vin que nos aînés ont trouvé digne
De leurs banquets, son vin a mûri dans ma vigne. »
O fourbe dont ma laine a tissé les habits,
Tu m'as dit : « Je ne sais comment une brebis

S'est hors de tes troupeaux, dans les miens égarée;
Je m'en suis aperçu très tard dans la soirée,
Et malheureusement déjà, d'un fer brûlant,
Un pâtre avait marqué mon chiffre sur son flanc. »
J'ai souri. J'entendais sur les collines proches
Mes brebis agiter, en paissant, tant de cloches.
Tu mentais. J'ai souri. Car j'ai, dans ma maison,
Etudié longtemps mes cloches et leurs sons.
Le soir, quand tes troupeaux reviennent sur la route,
Je reconnais ma cloche, avec joie, entre toutes.
Elle est claire. Mais toi, lorsque tombe le soir,
Lorsque les vignerons ont quitté le pressoir,
Lorsque leurs chants se sont perdus dans le silence,
Seul, contre le rosier qui sur toi se balance,
Sans sentir se mouiller tous les poils de ta peau,
Peux-tu, prêtant l'oreille au retour des troupeaux,
Supporter cette cloche, au lointain, qui discorde?
Ce n'est rien, ou du moins presque rien, je l'accorde.
N'importe. Quand l'oubli se ferait si complet
Que tu ne saurais plus trouver, si tu voulais,
Ma brebis dans le tas des tiennes, ses pareilles,
Tous les soirs, ô voleur, tous les soirs tes oreilles
Entendront te criant, comme un remords, mon nom,
Au devant du berger, du chien et de l'ânon,
Sous le silence creux que la nuit exagère
Sonner dans tes troupeaux une cloche étrangère.

On n'y a point assez fait attention, Emile Despax prouvait là que, abordant des sujets moins intimes et élevant cette vigueur et cette opulence d'images à des considérations d'ordre plus général, il eût été capable de perpétuer parmi nous la race défaillante des satiriques et d'orienter le lyrisme vers des tendances capables de le renouveler.

Déjà son œuvre indique une étape dans l'évolution de la poésie contemporaine. En accordant l'imprécision nuancée et la musique de l'art symboliste aux exigences de la raison et aux rigueurs du vers traditionnel, Despax a renoué avec la discipline classique, dédaignée un temps au profit de l'étrangeté du style et des fantaisies d'une vaine technique. Il s'est imposé pour règles essentielles la clarté, l'ordre et l'harmonie dans l'expression des plus délicates émotions et des plus subtiles nuances de beauté devant toutes les formes de la vie. C'est là la caractéristique de son talent et son originalité. Un sûr principe le guidait qui, chez un si jeune homme, atteste un haut souci des qualités fondamentales du génie français. Il avait la noble ambition de laisser après lui « quelque chose de beau, de durable, de grand ». D'où son respect de la langue, son culte des vers « sonores, forts et doux ». Préoccupation admirable parce qu'elle a présidé, avec un goût et un orgueil qui ne se sont pas démentis, à chacune des traductions de sa pensée, de sa sensibilité et de son rêve ! Elle est aussi étroitement unie à son intelligence que le souvenir du terroir, que l'obsession de l'amour et de la mort où s'avère une si pressante sincérité. Despax disait :

Je sais
Que les beaux vers, honneur du langage français,
Sont vifs comme le chant aigu de la cigale,
Chauds comme le velours des roses Bengale,
Frais comme un caillou blanc dans la source qui luit
Et purs comme le chœur des astres de la nuit.

L'effort avoué qu'il a fait pour atteindre à cette multiple richesse du poème et cette religion de la poésie ont été récompensés par un chant mélodieux et pénétrant où d'insignifiantes défaillances n'empêchent point qu'on revienne avec plaisir.

III. — Lionel des Rieux (1870-1915).

Lionel des Rieux n'était pas connu d'un nombreux public. Aucun poète d'aujourd'hui, même ceux dont le génie s'impose, ne peut d'ailleurs se flatter d'être connu d'un nombreux public. Et c'est là une espèce de consolation pour tant de gens de talent qui demeurent tout à fait ignorés en dehors d'un cercle restreint de lettrés. Lionel des Rieux n'était même pas notoire parmi l'élite, ni apprécié à sa valeur par la plupart de ceux qui font profession d'être renseignés sur les dernières manifestations de l'art des vers. Il n'avait pas, chez ses pareils, cette sorte de célébrité de second plan que confère d'ordinaire la publication de quelques volumes intéressants et que maintient la régularité à produire, à date opportune, un ouvrage bien venu et, dans les revues de temps à autre, un poème ou une étude empêchant la poussière d'oubli de recouvrir complètement un nom. La jeune génération littéraire soupçonnait à peine ce gentilhomme dont l'aristocratisme hautain ne faisait rien pour attirer son attention et qui menait, à la campagne loin du tumulte des cénacles, la vie d'un sage. Un silence injustifié s'était établi autour de sa retraite que ne parvinrent à vaincre, ni quelques gestes de félibre convaincu, ni l'enthousiasme d'un soir où l'on avait acclamé, devant le mur d'Orange, une de ses tragédies antiques.

Assurément, son attitude distante, non moins que le genre de poésie érudite et d'accès archaïque par laquelle il avait voulu aborder ses contemporains au savoir de plus en plus limité et pratique, entre pour beaucoup dans cette indifférence qu'il avait rencontrée. Il y a autre chose cependant. Lionel des Rieux avait, à ses débuts, composé avec Jean Moréas, Charles Maurras, Ernest Raynaud, Raymond de la Tailhède et du Plessys, l'école romane, qui avait l'ambition de restaurer la tradition classique du lyrisme en remontant aux sources anciennes. Or, la personnalité de Moréas comme poète, celle de Maurras, comme esthéticien du groupe, n'avaient point

tardé à absorber et à effacer celle des suivants et des disciples. Les derniers venus de cette pléiade, où Lionel des Rieux était le plus jeune, produisirent leurs œuvres quand déjà les lettres françaises étaient revenues à une plus saine conception de la poésie et quand l'excellence de la méthode de l'école romane, éprise du terme exact et de l'image nette dans une forme précise, n'apparaissait plus d'une urgence aussi immédiate. Afin d'en continuer les heureux effets et d'en prolonger la discipline raisonnable, les chefs de file commençaient de se débarrasser de l'archaïsme trop systématique et de la mythologie encombrante et de s'inquiéter d'une prochaine transformation.

Lionel des Rieux arrive à ce tournant sans être avérti ou sans vouloir y prendre garde. Il entreprend d'écrire, portant en lui l'âme d'un de ceux-là qui lisaient en huit jours l'Iliade d'Homère et qui, rénovant la tragédie, se croyaient obligés d'occire, selon les rites, un bouc en l'honneur de Jodelle. Toute la matière du *Chœur des Muses* (1) est empruntée à la théogonie hellénique. Les multiples aventures et les métamorphoses des dieux et des héros de la fable, ce merveilleux, qui défraya toute la littérature grecque, renaît dans ses plus belles légendes. Le poète célèbre Thétys, Jason et la Toison d'or, la Naissance de Pan, Bacchus et Ariane, les Colombes d'Aphrodite, Hélène de Sparte, le Sang de Marsyas, Orphée et Eurydice. Ces vieilles histoires de la Grèce babillarde, il les place ingénieusement, liturgiquement presque, sous l'invocation des neuf muses. D'où le titre. Il ne les réédite point, ainsi qu'avait fait Leconte de Lisle, par exemple, dans l'intention d'y trouver un aliment à son amer pessimisme : comme de Heredia pour y chercher des scènes à ciseler aux contours plastiques du sonnet ; comme Albert Samain pour transporter dans une Ionie idéale des tableaux d'un modernisme quotidien. Il les choisit à cause de leur signification amoureuse et à cause de ce qu'elles comportent de charme immortel et de grâce toujours jeune. Elles excitent et soulèvent son enthousiasme, car elles parlent sans peine à son intelligence préparée. Dans la dévotion de Lionel des Rieux aux mythes, tout n'est pas feinte ou fiction. Il y entre de la foi naturelle et il se meut en eux aussi aisément qu'André Chénier lui-même, de qui il se réclame :

> Je te dédie, André, ma jeunesse. Nourris
> Cet arbre enraciné sur le seuil de ton temple ;
> Dans les corps la beauté, l'ordre dans les esprits,
> Voilà ce que je veux servir à ton exemple.

De même que Chénier, il exalte avant tout, dans les légendes qu'il propose à notre admiration, la beauté de la vie ornée d'amour. La divine Aphrodite, volupté des hommes et des dieux, est partout présente dans ces poèmes.

Mais le caractère de sensualité que respire le recueil est surtout affirmé dans une série de courtes pièces qui s'inscrivent sous ce titre : *Les Amour de Lydistès* et qui se parent de ce joli vocable ronsardisant : *La guirlande myrtine*, grâce auquel on songe ensemble à Méléagre de Gadara, aux figurines de Tanagra et aux vases des potiers de Myrrhina. Du reste, l'influence des Alexandrins n'est point niable ici. Elle est plus apparente que celle de la haute antiquité. Les idylles et les offrandes et les images qui les servent viennent en droite ligne des *poetæ minores* de l'Anthologie. Dans le vaste répertoire de « poésies fugitives » où l'admirable s'allie si étroitement au médiocre, Lionel des Rieux a puisé une part de ses thèmes. Il y a cueilli, avec goût, la fine fleur de la poésie érotique. Il ne s'agit plus seulement d'appuyer l'inspiration sur la tradition classique, mais bel et bien de pratiquer l'imitation, d'aller parfois jusqu'à la traduction pure et simple. Lionel des Rieux a adapté au vers français des fragments de Sapho, de Méléagre, de Nikias, de Léonidas le Tarentin, et chez Anacréon, Théocrite, Asclépiade, voire chez Crinogoras, Hygin ou Paul le Silentiaire, il a emprunté le sujet de quatrains et de distiques d'amour qui disent les désirs de la possession, les anxiétés de l'attente, les regrets de l'absence ou de la mort. Telle épitaphe d'Hymnis, en particulier, n'offre-t-elle pas toute la concision jolie et menue d'une épigramme ?

> Reçois la jeune Hymnis, ô terre maternelle,
> Et, la couvrant de fleurs, sois légère comme elle.

Ces deux vers ne font peut-être que reproduire, en les déguisant, ceux-ci de Méléagre :

« O mère universelle, salut ! Sois légère maintenant pour Aisigène ; elle a si peu pesé sur toi ».

Dans ces petits poèmes, aussi bien que dans les morceaux d'un plus long souffle, Lionel des Rieux était si proche du sentiment antique qu'il aurait pu, sans inconvénient, se dispenser de cet artifice un peu puéril d'accroître par des accessoires tout extérieurs l'illusion ou la figure des choses grecques. Il n'est point tombé, certes, dans l'erreur d'une excessive couleur locale, mais certaine terminologie technique dans la disposition de ses chants, avec parode et exode, était fort superflue, outre que cela contribuait à conférer à sa poésie une allure presque pédantesque.

Le *Chœur des Muses* est du bel art savant, impersonnel et froid, œuvre de science et de volonté où le cerveau a plus de part que la sensi-

(1) *Mercure de France*, éditeur, Paris, 1898.

bilité. Docte jeu d'un virtuose, si l'on veut, mais qui était capable de transcrire une pensée d'aujourd'hui et des émotions personnelles, sans abdiquer rien de ses qualités de lyrisme équilibré, d'harmonie sévère et de lignes rigoureuses. On le vit bien avec *La belle saison* (1), le volume suivant. Ce livre continue, dans le présent, l'inspiration du *Chœur des Muses*. Tout ce qu'il y avait de livresque et d'immobile disparaît ; la cendre des bibliothèques s'anime et devient la poussière vivante des matins et des crépuscules. Aphrodite garde sa suprême beauté, mais elle s'appelle de son vrai nom : la femme. L'homme se substitue aux dieux et aux héros, et il est à l'image et à la ressemblance du poète lui-même. On n'est plus en Hellas, mais en Provence ; si quelqu'un pouvait en douter, *Les neuf perles de la couronne* l'attesteraient, qui célèbrent en autant de sonnets épigraphiés de vers de Mistral, Avignon, Toulon, Maillane, Cannes, Aix, Orange, Le Martigue et Arles, ces métropoles de l'empire du soleil. Ce faisant, Lionel des Rieux obéissait sans doute à ses aspirations de cigalier et cédait au mouvement régionaliste qui poussait en ce moment la poésie française à dire la louange du terroir, mais il ne cessait point d'être fidèle à sa première manière. Parce qu'il était le fils de ce Midi où persiste le souvenir des colons phocéens, il était mieux disposé qu'aucun autre à comprendre et à sentir ce qu'il y a de durable et d'éternel dans la poésie hellénique et d'atteindre la beauté à travers les aspects changeants d'une nature ardente et voluptueuse. Dans le décor qui l'environnait, il retrouvait aisément les deux choses qui lui agréaient le plus : les paysages éloquents et l'amour. Il était païen de sens et de goûts. Sa philosophie doucement épicurienne, et que seule l'idée de la mort était capable de teinter de mélancolie, se bornait à profiter de l'heure et de l'instant, à vivre simplement une vie facile et molle en développant son être selon la loi du rythme universel. Il avait l'âme souriante d'un Attique épris de lumière et de joie, et qui ne s'abandonne au rêve qu'autant que le rêve accroît son plaisir. L'amour parlait plus haut à son cœur que l'art même :

> Le plus parfait poème
> Qu'on puisse composer
> Lorsque l'on aime,
> C'est encore un baiser.

Désinvolture de grand seigneur qui en prend à son aise ou boutade ? On ne saurait préciser. Cependant, Lionel des Rieux surmontait, à l'occasion, cette heureuse indolence en vue de la gloire. Ou mieux, il essayait, par une alliance aimable, de concilier sa paresse avec son inclination pour les beaux vers, unissant ainsi :

> Les roses de l'amour au laurier de Ronsard.

Par sa conception matérialiste de la vie et par son lyrisme oratoire, Lionel des Rieux fait souvent penser, en effet, au Vendômois. Il le rappelle encore, non seulement par sa langue qui enchâsse volontiers dans son vocabulaire des termes tombés en désuétude, des infinitifs substantivés, des tournures surannées, des ellipses hardies, des inversions inattendues, mais par son penchant pour certains rythmes, pour les vers et les strophes qui furent en honneur au temps de la Pléiade. Personne n'a su comme lui se servir de la strophe dont le dessin fut consacré naguère par l'*Avril* de Belleau et le *Bel Aubépin* de Baïf. Afin de parfaire la ressemblance, il arrive souvent, dans ce cas, que le motif est anacréontique. Les poèmes de cette forme s'accommodent bien d'idées menues et d'un peu de fantaisie. Or, Lionel des Rieux, si strict observateur, par ailleurs, du grand lyrisme, ne dédaignait point de se laisser aller à une certaine folâtrerie. Par instants, il quittait la noble lyre et assurait à ses lèvres, familièrement, le flûtiau bocager. Ces poèmes-là, où son caprice associe l'actualité la plus inattendue à des visions champêtres d'une observation minutieuse, sont, d'ailleurs, beaucoup plus voisins des funambulesques *Chansons des rues et des bois* que de l'antique.

Mais, lorsque la poésie de Lionel des Rieux se contente d'être simplement humaine et de participer aux impressions que suggèrent la nature et la véritable émotion d'un cœur passionné, son lyrisme sait condenser dans une forme solide et surveillée, et sous un rythme nombreux, de fermes et pures richesses :

> Combien je te désire en ce matin d'automne !
> L'air est tiède et léger ; un arbre par instants
> S'effeuille ; un oiseau chante ; une guêpe bourdonne,
> Les rosiers ont des fleurs plus douces qu'au printemps.
>
> La rivière limpide et la route sonore
> Regrettent ton image et le bruit de tes pas.
> La beauté de ce jour me fait plus triste encore,
> Et je ferme les yeux en te nommant tout bas.

Il manie la large strophe classique avec un sens de la ligne et de l'harmonie tout à fait remarquable; un peu de rhétorique, çà et là, ne mésied point à l'éloquence du style dont elle sert la variété et le mouvement sans nuire à la rigueur du verbe. Ainsi cette ode *A la lumière* :

> Lyre vibrante aux mains des saisons alternées,
> Poussière enveloppant le char des destinées
> De tourbillons vermeils,

(1) Fontemoing, éditeur, Paris, 1906.

Diadème et manteau du monde,
Musique de l'éther, fontaine de vie, onde
Où nagent les soleils !

Que je te voie, en mai, lorsqu'un beau jour commence,
T'épanouir au ciel comme une rose immense,
Ou quand le blond midi
Ecartant l'ombreuse ramée
Te couche et te retient frémissante et pâmée
Sur le sol attiédi ;

Que je te voie au bord d'une crique azurée
Mirant ta gorge ronde et ton aile moirée
En de tranquilles flots,
Ou quand ta fuite se disperse
Comme un ramier sanglant et que le soir te perce
De ses noirs javelots ;

Que je te voie, après l'orage, sur la mousse
Des chênes, sur les blés qu'un vent léger rebrousse,
Sur les fleurs du gazon,
Ou dans un pâle ciel d'automne,
Ou sur la vigne encor dont le pampre festonne
Le toit de ma maison ;

Je t'aime ! Comme l'arbre au soleil s'oriente
Je tiens mes yeux levés vers ta face riante
Et tes regards de feu.
Mon sang s'imprègne de ta flamme
Et je te sens ainsi resplendir dans mon âme,
Lumière, ombre de Dieu !

La *Belle Saison* renferme plusieurs pièces de cette allure. Conscient des solides qualités qu'il avait acquises à la fréquentation des anciens, Lionel des Rieux attendait beaucoup de la gloire qui finit toujours tôt ou tard par reconnaître les siens. Il pouvait, en effet, atteindre avec plus d'ampleur aux sommets mêmes où était parvenu Moréas. Il avait commencé de sculpter sa statue littéraire dans un marbre pur ; la guerre a donné à son œuvre un achèvement imprévu.

IV. — Charles Dumas (1881-1914) et Charles Perrot (1888-1914).

Il convient de mettre Charles Dumas et Charles Perrot sur le même plan psychologique. Tout y incite, d'ailleurs : l'extrême jeunesse de leurs débuts littéraires, 21 ans pour celui-ci, 22 ans pour celui-là ; le caractère de leur œuvre poétique, toute d'intimité confidentielle et de scrupuleuse introspection, et, par une rencontre assez piquante, jusqu'aux occupations de leurs journées : tous deux étaient fonctionnaires à l'Administration des Beaux-Arts.

Ce sont deux poètes de la vie intérieure, deux âmes douloureuses et délicates qui ont scruté l'enfer secret de l'homme et qui ont fait de l'examen de leur moi ardent et blessé l'objet presque exclusif de leurs livres. Repliés sur eux-mêmes, inaptes à s'extérioriser, d'une individualité prompte à s'effaroucher et habile à se tourmenter et qui trouvent dans cette étude de leur être plein d'angoisse, de trouble et de misère, une âcre jouissance, ils n'apportent pas sans doute, dans la littérature contemporaine, la révélation d'une somme d'idées et d'émotions bien neuves. Mais, ils sont éminemment représentatifs d'un état d'âme qui fut celui de beaucoup de jeunes gens nés aux alentours des années 1885 à 1890 : une sorte de lassitude et de vieillesse prématurée qui leur faisaient trouver aux choses de ce monde un goût d'amertume. Ils accusent deux aspects fort semblables d'un malaise moral qui paraît, en dernière analyse, n'être que le développement de ce qu'on a nommé le mal romantique.

Victimes de l'ennui qui exerce ses ravages sur le siècle, cœurs en proie à d'incessants et impossibles désirs, esprits aventureux et insatisfaits comme Werther ou René, leur mal est cependant plus profond et plus incurable, parce que plus complexe et provoqué autant par la réalité que par l'artifice. Ils n'ont ni les dérivatifs heureux de l'amour, de l'orgueil ou de l'action, non plus que les adjuvants puissants de l'enthousiasme, d'un haut idéal ou de la foi. Ils sont moins préparés que leurs aînés à subir la crise qui les atteint. Produits lamentables d'une époque d'excessive culture et de transition sociale où toutes les valeurs sont renversées et bouleversées, où les grandes idées directrices de la volonté s'effritent et tombent, ils parviennent à l'âge viril à un moment où s'accuse le lent travail de désagrégation spirituelle et d'anarchie mentale qu'affirment des œuvres telles que le *Disciple* de Bourget, *Sous l'œil des Barbares* de Barrès et la philosophie nocive d'un Nietzsche. La fraîcheur et la spontanéité de leur jeunesse sont comme empoisonnées à la source. Lourds des richesses et du savoir accumulés, délestés de ce qui pouvait faire contre-poids à des théories sous lesquelles ils succombent, dès les premiers pas ils titubent dans l'incertain ; ils n'ont où appuyer leurs hésitations. Au contraire, le spectacle d'un scepticisme cruel et quasi général, d'un individualisme forcené, d'une frénésie universelle d'ambition, de possession ou de domination et cette impatience brutale de conquête par de là le bien et le mal, est tout à fait propre à démoraliser et à désemparer leur conscience déjà débile et inquiète.

Voilà, dira-t-on, de bien graves considérations pour expliquer un état d'âme qui n'offre même pas l'avantage de l'imprévu. S'il est vrai, toutefois, que les poètes ont, comme les enfants, un don de réceptivité et de sensibilité plus grand que le commun, Charles Dumas et Charles Perrot devaient être des premiers affectés par l'atmosphère de désordre intellectuel et de doute qui marque

notre âge. De leurs expériences initiales de la vie, il semble qu'ils aient, en effet, rapporté le sentiment poignant de l'échec, de la défaite du rêveur et de son impuissance en face d'une réalité hostile. Trop intelligents l'un et l'autre et d'une délicatesse trop élevée pour envisager l'existence par son côté divertissant, trop éloignés par instinct et par leur culture de l'action, si d'abord elle ne s'impose pas à eux, ils n'avaient d'autre ressource que de se réfugier, avec leurs illusions trahies, dans leur égotisme, comme dans la fameuse tour d'ivoire romantique, et là de souffrir en silence de la disproportion constatée entre les aspirations de leur curiosité dans le domaine moral et le peu que science, philosophie et vie réunies pouvaient leur fournir. Et ils ont souffert. Et ce fut le travail principal de leur poésie de détailler cette souffrance, qui n'a eu dans leur œuvre ni la même résonance, ni le même aboutissement.

En vain essaierait-on de découvrir, dans *L'Eau souterraine* et dans *L'Ombre et les proies* (1) de Charles Dumas, une suite logique des divers symptômes de son cas pathologique, une courbe nettement établie de sa nosologie. La pensée, qui procède par allusions et symboles, demeure obscure et fuyante. La discrétion même qu'il apporte à retenir, au bord de l'aveu, une part de son secret interpose comme un voile entre le lecteur et lui. Quant aux titres des recueils, qui ont évidemment l'intention de donner sa signification à l'œuvre et qu'on s'attendrait à voir interprétés par quelque large développement, ils sont au seuil du livre comme une épigraphe mystérieuse. En somme, aucune idée générale n'assemble ni ne lie des poèmes d'inspiration variée qui vont du sujet philosophique à l'anecdote en vers, voire au feuillet d'album ou de keepsake. L'œuvre apparaît hermétique et fragmentaire. Sa seule unité est en quelque sorte extérieure : elle réside dans l'absolu scepticisme qui se dégage de ces pages et qui se dénonce, en plusieurs endroits, par une affirmation de nihilisme décevant. Il est vain de chercher l'amour à travers les amours et de prétendre garder son âme intacte et rayonnante par-dessus les fanges d'en bas qui l'assaillent. En dehors du dogme et de toute morale philosophique précise, Charles Dumas, qu'un grossier matérialisme épouvante, a essayé de réaliser une vertu laïque de pureté. Il constate amèrement l'inutilité de ses efforts. Car le mot énergique et cruel de Pascal reste vrai. A l'espoir de survie de l'œuvre, comme à l'énigme de l'être dans sa dualité hostile, Charles Dumas ne peut qu'opposer la négation violente : l'art, non plus que l'homme, n'aura de lendemain ; l'un et l'autre sont voués au néant. Devant les limites de son horizon intellectuel et moral, son impuissance à fonder un idéal sur la certitude et l'inexorable loi de la fatalité qui le presse, le poète se départ vite d'une indifférence provisoire et d'un stoïcisme de surface. Par une contradiction à laquelle il ne s'arrête pas, il se révolte et, tout en faisant profession d'athéisme, il devient le contempteur de Dieu, rendu responsable de la douleur, de la souffrance, de la société mal organisée. Et ce n'est pas la moindre curiosité de ce poète que de le voir crier son incroyance et pousser ses imprécations antireligieuses avec les images et le vocabulaire mystique de la liturgie catholique.

(*A suivre.*) LÉON BOCQUET.

(1) Ollendorff, éditeur, 1903 et 1906.

L'AGENCE INTERNATIONALE DES PRISONNIERS DE GUERRE A GENÈVE

Quand de la haute ville, officielle et aristocratique, groupée autour de son hôtel-de-ville et de sa cathédrale, on descend, par la rampe de la Treille, vers la place Neuve, le premier édifice qui reçoit le regard du promeneur, à Genève, est un assez vaste bâtiment blanc à l'antique, dont la façade sans fenêtres s'orne d'un beau portique de six colonnes corinthiennes, surmonté d'un fronton nu surbaissé.

Sur le sommet de cet édifice et au-dessus de son fronton triangulaire se dresse, depuis huit mois, une haute hampe où flotte un grand drapeau blanc frappé de la Croix rouge de Genève. Barrant largement les colonnes corinthiennes, une longue enseigne blanche porte ces mots : COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE. AGENCE DES PRISONNIERS DE GUERRE.

Combien de préoccupations, d'inquiétudes, d'espoirs, d'interrogations anxieuses ou d'élans de reconnaissance partent chaque jour de tous les points de l'Europe pour affluer sur ce minuscule espace ! On peut dire qu'à l'égal des fronts de guerre, des lignes de combat, des quartiers généraux des armées ou des cabinets des diplomates, plus encore peut-être, l'Agence des prisonniers de guerre de Genève constitue, à l'heure présente, un des centres d'attraction de l'émotion humaine.

Entrons-y à la suite des visiteurs qui, non contents de lui adresser leurs lettres ou leurs dépêches, font le voyage de Genève et s'y présentent

chaque jour, souvent par centaines, espérant recevoir ainsi plus vite ou plus complètement des nouvelles de leurs disparus. Montons les douze marches qui mènent à son péristyle et franchissons sa haute porte de bronze.

Tout l'intérieur de l'édifice, son étage et son sous-sol ont été distribués, par salles séparées ou par divisions dans les salles, entre les multiples services de l'Agence. Ce sont d'abord, à la suite de la salle d'attente ornée des portraits des fondateurs de la Croix-Rouge, les deux cabinets de réception, l'un pour les personnes qui recherchent des militaires, l'autre pour celles qui recherchent des civils. C'est là que les visiteurs fournissent les indications qui permettent d'établir les fiches de signalement des disparus et que, parfois, ils reçoivent séance tenante les renseignements que l'Agence peut déjà posséder à leur sujet. Le public ne dépasse pas cette partie du bâtiment. On ne pénètre plus loin qu'avec une autorisation spéciale, et c'est une faveur très recherchée que d'être admis à visiter les salles de travail sous la conduite d'un des collaborateurs supérieurs de l'Agence. Ouvrons l'un des rideaux de toile écrue qui nous en séparent et continuons notre promenade.

L'étage où nous sommes se divise en trois parties parallèles dans le sens de la longueur. La portion centrale est tout entière occupée par l'office du dépouillement de la correspondance. On en concevra l'importance par le chiffre des lettres reçues qui se monte quotidiennement à plusieurs milliers et qui, en novembre 1914, époque où il a été le plus fort, dépassa souvent 25.000 par jour. La partie de gauche, donnant sur la rue Diday, présente successivement la salle des civils, celle de la « moisson », désignant le service qui assemble et trie les fiches avant leur répartiton dans les fichiers, la salle dite des prisonniers, affectée à tout ce qui concerne l'échange de la correspondance des prisonniers avec leurs familles, enfin la trésorerie. Le partie de droite, qui longe la Corraterie comprend les trois salles consacrées aux services de recherche des prisonniers allemands en France et en Angleterre, auxquelles font suite la salle des télégramme et le bureau de la direction.

Au sous-sol, vaste, aéré, bien éclairé par de larges baies, nous trouvons installé le département peut-être le plus imposant de l'Agence : le fichier franco-anglo-belge, où viennent se classer les renseignements et demandes de renseignements concernant les prisonniers français, anglais et belges, internés en Allemagne. Il est accompagné, comme le fichier allemand, d'un service d'enquêtes spéciales et d'un bureau de réponses.

Tout cela forme un ensemble des plus animés, des plus pittoresques, qui frappe vivement le visiteur et lui suggère l'image d'une véritable ruche humaine en travail. Attentifs, diligents, derrière leurs rayons chargés de cartons verts, leurs tables de bois blanc, leurs bureaux à compartiments, leurs rangs de casiers, des centaines de travailleurs, hommes, dames, jeunes filles, militaires Suisses en uniforme, s'emploient assidûment aux innombrables besognes de leur œuvre minutieuse d'abeilles. Le long des travées de menuiserie, les petites fiches blanches, vertes, roses, volettent continuellement au bout des gestes agiles ; les casiers se vident et s'emplissent ; les dossiers s'amoncellent, se tirent, s'ouvrent, se transmettent, se réunissent en liasses ou vont garnir des corbeilles ; les lignes de boîtes se crêtent de signets multicolores ; des chiffres s'inscrivent sur des tableaux ; des affiches se placardent. Au bourdonnement monotone des voix, au crissement des plumes et des crayons, au froissement et au déchirement des papiers s'allie le cliquetis des machines à écrire et se mêle le bruissement des ventilateurs. Toutes les voies intérieures de la ruche frémissent d'une incessante circulation de butineurs, d'enquêteurs, de moissonneurs, de distributeurs. Les rayons emmagasinent leur récolte, toujours plus abondante ; et de la multitude des cellules, dans chacune desquelles s'active une jolie ouvrière, blanche, grise, brune, safran ou rayée noir et blanc, un mâle obstiné ou même une reine opulente, émane une vie mystérieuse où tous et toutes collaborent uniformément à l'œuvre commune, dans l'ordre établi et le fonctionnement régulier de la république affairée et bourdonnante.

*
* *

Assistons maintenant au jeu interne de l'organisme dont nous venons de noter l'aspect.

Le but principal de l'Agence est, d'une part, de constituer un répertoire aussi étendu que possible de tous les renseignements qu'elle s'efforce de recueillir sur les prisonniers de guerre, de l'autre de se tenir à la disposition des familles et des Croix-Rouges pour recevoir leurs demandes et y satisfaire selon les moyens en son pouvoir. Il s'en suit que ses services peuvent se grouper sous deux grandes rubriques : ceux qui sont affectés à la réception des demandes et ceux qui s'occupent des réponses à y faire. Il s'en s'en suit aussi que ses dossiers comportent deux sortes de documents : ceux qui ont trait aux demandes et

viennent se résumer en des « fiches-demandes », ceux qui apportent des renseignements et donnent lieu à des « fiches-renseignements ».

Voyons comment s'établit la « fiche-renseignement », cette pièce capitale qui soutient toute l'armature de l'Agence. Des diverses sources d'information dont dispose l'Agence, la plus importante est fournie par les listes officielles de prisonniers que lui adressent plus ou moins régulièrement les autorités militaires. De nombreux renseignements lui viennent en outre des familles, des sociétés de la Croix-Rouge, des institutions de secours, des hôpitaux et des prisonniers eux-mêmes.

Il va de soi que le Comité international de la Croix-Rouge, sous la direction de son président, M. Gustave Ador, doit déployer une activité inlassable, une ingéniosité toujours renouvelée pour arriver à déterminer et à coordonner cet afflux de renseignements, condition même du succès de l'œuvre entreprise. On peut imaginer les innombrables démarches, les incessantes négociations auxquelles il doit se livrer à cet effet auprès des pouvoirs militaires des pays belligérants, états-majors, départements ministériels, commandants de camps de concentration, médecins-chefs d'hôpitaux. Il y a là une tâche admirable qu'en dépit des difficultés éprouvées, des obstacles dressés de tous côtés par les mauvaises volontés, les défiances, les prescriptions militaires souvent inexplicables, les insuffisances d'organisation, il a su mener à bien, avec une méthode, une intelligence, un sens diplomatique qui lui font grand honneur

Abordons, pour entrer dans le détail de la confection d'une fiche, les listes officielles allemandes de prisonniers français en Allemagne. Ces listes sont en nombre considérable et forment actuellement plus de 22.000 pages à 20 ou 30 noms en moyenne, réparties en registres de 200 pages chacun. C'est, comme on le voit, un immense recueil. Ajoutons qu'on ne doit pas tirer de ces chiffres une précision sur le nombre des prisonniers français en Allemagne. Il est fréquent, en effet, de voir un même nom revenir à maintes reprises sur les listes, soit que le prisonnier ait été transféré d'un lazaret dans un camp ou d'un camp dans un autre, soit que le camp où séjourne l'interné opère de temps en temps la révision de son stock d'hommes. Il est, d'ailleurs, heureux que les Allemands se livrent à ce luxe de catalographie, car cette profusion de renseignements permet, avec plus de chances de succès, la recherche et l'identification des disparus. Les premières listes allemandes étaient fort défectueuses : beaucoup de noms de famille étaient estropiés, les prénoms souvent absents, l'incorporation vague ou inexistante. Les listes subséquentes ont permis de corriger les erreurs ou de compléter les éléments nécessaires à la recherche.

Quant aux règles qui président à l'élaboration des listes allemandes, elles semblent abandonnées à l'arbitraire le plus pur. Il est impossible de comprendre, par exemple, pourquoi tel prisonnier a pu figurer, dans l'espace de six mois, sur douze ou quinze listes différentes, parfois sans avoir changé de lieu d'internement, alors que tel autre n'a jamais été honoré que d'une seule mention. Il n'est pas plus facile de concevoir à quelle préoccupation obéissent les Allemands en faisant subir à la confection ou à la communication de leurs listes des retards considérables. En principe, il faut un minimum de deux mois avant qu'un prisonnier de guerre soit signalé pour la première fois ; mais le retard est parfois extraordinaire, et l'on rencontre dans des listes récentes des mentions de prisonniers faits au mois d'août et dont il n'avait jamais été question auparavant.

Quoi qu'il en soit de la réalité à laquelle correspondent ces listes, elles sont très exactement disponibles et chacun des noms qu'elle contient donne lieu à l'établissement d'une fiche. Cette fiche porte le nom du prisonnier et, si les indications le permettent, son ou ses prénoms et son incorporation française, soit par exemple : « Pasquier, Etienne, 73e Inf., 7e comp. » Au bas de la fiche, s'inscrit la cote de la page du registre où figure ce nom et où l'on n'aura qu'à se reporter pour trouver les indication complémentaires : nature de la blessure, époque et lieu de la capture, lazaret ou camp d'internement. Ces fiches sont vertes. Elles sont confectionnées et collationnées par des services spéciaux, rangées par ordre alphabétique de noms et de prénoms, classées, enfin, selon le même ordre, dans le fichier définitif franco-anglo-belge, en compagnie de toutes les autres « fiches-renseignements » et de toutes les « fiches-demandes » se rapportant aux prisonniers ou disparus français, anglais et belges.

Notons ici que l'Agence de Genève ne s'occupe que du théâtre occidental de la guerre. Ce qui concerne les fronts orientaux va au Bureau central d'information de Vienne, à la Croix-Rouge danoise ou à la Croix-Rouge serbe. Quant au nouveau front austro-allemand-italien, il sera considéré comme faisant partie du théâtre occidental, et les services qu'il nécessitera seront très probablement assurés par l'Agence de Genève pour les rapports entre l'Italie et l'Allemagne et par une Agence du Comité International à Zurich pour les rapports entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

Passons à la « fiche-demande ». Elle est con-

fectionnée d'après les lettres adressées à l'Agence ou les données fournies sur place par les visiteurs. Elle arrive souvent toute faite, l'Agence prenant soin de répandre partout des formulaires que le public n'a plus qu'à remplir. Elle doit comporter le plus d'indications possibles sur le disparu recherché. Les formulaires demandent : le nom, les prénoms, le grade, l'incorporation, les numéros matricules, la date et le lieu de la disparition. La « fiche-demande » est de couleur blanche. Une fois constituée, elle vient se classer dans le fichier définitif, à son ordre alphabétique, en compagnie des fiches vertes de renseignements. Comme celles-ci, elle aura ses « doublets » formés par l'arrivée de nouvelles demandes se référant au même disparu et qui pourront compléter la fiche originale.

Fiches blanches et fiches vertes se mélangent donc dans le fichier en une seule série alphabétique. Il en résulte qu'automatiquement la fiche blanche de demande se trouve rapprochée de la fiche verte de renseignement et qu'il suffit d'une rapide inspection des fiches voisines pour découvrir la concordance, s'il y en a une.

Chaque jour, les nouvelles fiches, tant vertes que blanches, établies pour les services spéciaux arrivent au fichier. C'est ce qu'on appelle la « moisson ». Cette « moisson » se répartit entre les personnes chargées de la tenue du fichier, qui l'intercalent, fiche après fiche, dans leur tranche de fichier respective. C'est ainsi que l'auteur de cet article tient depuis le mois de novembre la tranche PA du fichier franco-anglo-belge et que toutes les fiches vertes ou blanches se référant à des prisonniers ou disparus, dont le nom commence par PA, lui ont passé entre les mains. Quant il a débuté, cette tranche comprenait quatre boîtes à environ 900 fiches par boîtes ; elle en compte aujourd'hui dix-sept. Le total des boîtes du fichier franco-anglo-belge est actuellement de plus de quinze cents , contenant plus d'un millions trois-cents mille fiches.

C'est pendant ce travail de classement de la « moisson » que se recherchent les « concordances ». Quand une fiche blanche et une fiche verte concordent, c'est-à-dire présentent une identification certaine ou probable, la cote figurant sur la fiche verte est reportée sur la fiche blanche et celle-ci envoyée au service des réponses. Si l'identité n'est pas certaine, par suite de défaut de concordance absolue ou d'insuffisance d'indications, le service des réponses emploie une formule dubitative: « Il y a un Paquet Antoine, du 132e d'Inf., interné au Gefangenlager Friedirchsfeld. »

Beaucoup de fiches blanches restent malheureusement depuis longtemps et resteront peut-être toujours sans « réponse ». Ce sont celles des trop nombreux « disparus », morts anonymes couchés par masses, après les grandes batailles, dans les fosses communes sans qu'on ait eu le temps ou la possibilité de relever leurs médailles, quand ils n'ont pas été déchiquétés par les effroyables engins de destruction de la guerre moderne.

Ce que nous avons dit des fiches relatives aux prisonniers et disparus français s'applique aussi bien aux Anglais et aux Belges. Les listes des Anglais prisonniers en Allemagne forment aujourd'hui 2.300 pages, celles des Belges 3.800. Quant au fichier allemand, qui comprend les prisonniers allemands en France, en Angleterre, aux colonies françaises et anglaises et au Japon, il est établi sur les mêmes bases que le fichier franco-anglo-belge. La seule différence c'est que les « fiches-renseignements » y sont roses. Elles sont confectionnées d'après les listes officielles émanant du ministère de la Guerre français, les listes officielles de Londres, les listes officielles de Tokio et les renseignements provenant de sources privées.

Nous avons déjà cité quelques chiffres montrant toute l'étendue de l'activité de l'Agence. En voici d'autres :

Le nombre des personnes reçues par le service de réception du 15 octobre 1914 au 31 mai 1915, a été de 48.779. Du 15 octobre au 31 janvier, il a été expédié 17.000 kilogrammes. La correspondance reçue, de septembre à fin janvier, s'est montée à 900.000 plis, dont certains groupaient jusqu'à 50 et 100 demandes. Il a été transmis, durant ces cinq mêmes mois, 400.000 lettres ; 1.554.500 formulaires imprimés ont été envoyés ; 38.000 lettres recommandées ou chargées ont été reçues; 65.500 colis ont été expédiés de Genève et 720.500 en transit ; les sommes transmises aux prisonniers se sont montrées à 400.000 fr. ; le bureau civil et sanitaire a reçu 90.000 lettres et établi 60.000 fiches. Les renseignements communiqués aux familles, du 15 octobre au 31 mai, ont atteint le chiffre de 216.597.

*
* *

On comprend, après ce que nous venons d'exposer, que l'Agence des prisonniers de guerre constitue une véritable administration et que son fonctionnement nécessite un nombre de collaborateurs considérable. On en a compté jusqu'à 1.200 travaillant simultanément.

Après avoir débuté très modestement, le 1 août, dans la bibliothèque du Comité international de la Croix-Rouge, rue de l'Athénée, l'Agence dû vite émigrer au Palais Eynard, rue de la Croix-Rouge, mis à la disposition du Comité, par la ville de Genève. Ces locaux, pourtant spacieux, étant trouvés à leur tour insuffisants, l'Agence est transportée, le 12 octobre, au bâtiment de la place Neuve, également prêté par la ville. Encore, plusieurs services, notamment ceux de la dactylographie et de la confection des fiches françaises, ont-ils dû être installés ailleurs.

Sous la haute régence de M. Gustave Ador, éminent président du Comité International de la Croix-Rouge, député au Conseil National, qui consacre à l'œuvre qu'il a créée la majeure partie de son temps et de ses efforts, assisté de M. Ad. d'Espine, vice-président, du professeur Edouard Naville et de M. Paul Des Gouttes, secrétaire général, les différents services de l'Agence possèdent chacun leur gouvernement propre.

La partie administrative est confiée aux soins de M. Max Dollfus ; le département des finances est géré par M. Ad. Moynier, membre du Comité international ; Mlle Blanche Hentsch préside à la réception des visiteurs. La correspondance des prisonniers est dirigée par Mlle Monard, le secrétariat des « divers » par Mme Morier, les civils par le Dr F. Ferrière, membre du Comité international, et par M. Emile Dollfus, les sanitaires par Mlle Marie-Anne Ferrière. Le fichier franco-anglo-belge a comme directeur technique M. E. Clouzot, ancien bibliothécaire de la Ville de Paris, ancien élève de l'Ecole des Chartes, et comme administrateur M. H. Hoffer. Le délicat service des enquêtes spéciales françaises a pour directrice Mlle M. Cramer, distinguée juriste genevoise auteur de remarquables travaux historiques. Mlle Madeleine Hentsch, préside au service des renseignements complémentaires. Au fichier allemand, la direction est actuellement assumée par Mme Edouard Favre et par M. Bernouilli, de Bâle, et aux enquêtes spéciales allemandes par M. Jean Turrettini.

Beaucoup des hommes dont Genève s'honore à juste titre et qui se sont illustrés dans les sciences, les lettres, les arts ou l'érudition, figurent parmi les plus fidèles travailleurs de l'Agence. Nous avons déjà nommé M. Edouard Naville, le savant égyptologue, membre associé de l'Institut de France. Nous rencontrons avec lui, à la direction générale, M. Horace Micheli le distingué écrivain politique, député au Conseil National, M. Edmond Boissier, auteur d'intéressantes études sur la question des étrangers en Suisse, M. Frédéric Barbey, l'excellent et perspicace historien. M. Adolphe Chenevière, le parfait et délicat romancier, bien connu à Paris, M. Emile Ador, le distingué chimiste, et M. Léopold Favre, l'éminent philanthrope génevois, sont au télégrammes. M. Henri Odier, le subtil et lyrique écrivain de *La Légende de l'île des Sons*, dirige le service du dépouillement de la correspondance, assisté de M. Burier des Roziers. M. Guillaume Fatio, archéologue et écrivain d'art, préside à la confection des fiches. M. Jacques Chénevière, le délicieux poète de *La Chambre et le Jardin*, s'occupe du service des réponses sous la direction du professeur Alfred Gautier, membre du Comité international. Le critique musical, X. de Watteville est à l'expédition, l'érudit historien Lucien Cramer aux enquêtes spéciales. Nous trouvons encore, répartis dans les différents services, M. Albert-Dunant, ancien conseiller d'Etat, M. Pierre-Paul Plan, le savant bibliographe de Rabelais, les professeurs Lucien Gautier, Francis de Crue, doyen de la Faculté des lettres, Baumgartner, Breitenstein, Eug. Choisy, les docteurs Jean-Louis Prévost et Léon Gautier, le chimiste Frédéric Reverdin, les peintres Aloïs de Beaumont,, Georges de Traz, Serge Pahnke, l'artiste émailliste Charles Dunant, le compositeur Pierre Golay. Ajoutons à ces noms ceux de Fernand Le Borne, le célèbre compositeur, Robert Godet, de Neuchâtel, auteur de belles études sur la musique, Dr Huter, le savant gynécologue de Strasbourg, Frédéric Alvin, conservateur de la Bibliothèque royale de Bruxelles.

Un grand nombre de notabilités de la société génevoise ou de la colonie étrangère se sont également fait un honneur et un devoir de prêter leur concours à l'Agence. Il n'est pas possible, bien entendu, de les signaler toutes. Voici cependant quelques noms au hasard de mes notes :

M. P. Appia, M. et Mme Camille Barbey, Mme Frédéric Barbey, Mme Georges Barbey, Mme Barton, Mme de Beaumont-Micheli, Mme Bedot-Diodati, M. et Mme Alfred Boissier, M. Frédéric Borel, Mme Bernard Bouvier, Mme Dominicé, M. Ph. Duant, Mme Henri Ferrier, la duchesse Gandolfi, Mme Emilie Gautier, Mme Charles Giron, Mme Ernest Hentsch, M. Charles Martin, Mme Ernest Martin, M. et Mme Jacques Martin, M. et Mme Léopold Maurice, Mme Mazing, Mme Jules Micheli, M. et Mme Léon Mieg, Mme Henri de Morsier, M. et Mme Lucien Naville, Mme Gaston Perrot, le marquis et la marquise de Pierre, M. de Prelle, Mme Rochette-Boissier, Mlle Sarasin, Mme Jules de Saugy, la baronne de Tuyll, Mme Edouard de Traz, Mme Maurice Trembley, M.

Henri Tronchin, Mme Fernand Turrettini, Mme Maurice Turrettini, Mme Théodore Turrettini, M. et Mme Victor Van Berchem, etc., etc., sans oublier tout un essaim de charmantes jeunes filles, dont la grâce n'exclut ni le zèle, ni l'intelligence, ni le cœur.

Combien de familles françaises doivent au labeur de tous ces collaborateurs de la grande œuvre de M. Gustave Ador le réconfort, l'espoir, la sécurité au sujet du sort de ceux qui leur sont chers, trop souvent aussi, hélas ! l'annonce fatale d'une fin héroïque, moins douloureuse pourtant, pour les âmes françaises, que l'affreuse angoisse de l'incertitude et du silence.

Au milieu de l'Europe en feu, la Suisse, dont aucun violateur n'a jusqu'ici profané le sol, demeure comme une oasis de paix. Sa neutralité perpétuelle, dont elle assure, l'arme au pied, le respect, lui interdit, sans être attaquée, de prendre parti dans la lutte gigantesque qui se livre autour de ses frontières. On a pu lui reprocher, sinon cette attitude, dont son histoire et sa constitution lui dictaient l'obligation, du moins son silence officiel devant les crimes commis par l'un des belligérants et les violations des conventions internationales. Mais il n'y aura qu'une voix dans le monde pour reconnaître la valeur et la beauté du rôle humanitaire de la Suisse. Dans ce domaine, qui est le sien propre, elle aura rempli tout son devoir. Elle aura mis le plus pur de son cœur et le meilleur de son honneur à l'organisation sur son territoire des passages d'évacués, des échanges de grands blessés, des transits postaux, enfin, et surtout, à l'institution de l'Agence internationale de prisonniers de guerre, qui restera le plus beau fleuron de sa couronne pacifique.

LOUIS DUMUR.

UN AN DE DIPLOMATIE

Il est intéressant et presque obligatoire, après un an de guerre, de reprendre en son ensemble le jeu de la diplomatie durant cette période critique.

Les événements se sont accumulés avec une telle rapidité, les aspects de la situation internationale ont été si variés que cette révision générale comporte de multiples profits. Elle permet, tout au moins, de saisir les lignes maîtresses d'une évolution qui, de prime abord, apparaît singulièrement complexe et sinueuse.

Jamais dans le passé, et même aux périodes les plus troublées, la diplomatie qui est, par nature, indolente, routinière, réfractaire aux élans subits, n'eut pareilles tâches à accomplir ; rarement elle eut à déployer une vigilance aussi soutenue, une activité aussi dispersée, une fécondité d'invention aussi ingénieuse. Si vous envisagez les guerres qui ont éclaté entre grandes Puissances depuis le congrès de Vienne, aucune d'elles n'a soulevé des problèmes d'une égale ampleur. Il n'en est pas une, en effet, qui ait véritablement mis en cause l'équilibre, la liberté de notre continent et, en même temps, menacé les autres continents. Ni la guerre d'Italie, ni la guerre Austro-Allemande de 1866, ni la guerre Franco-Allemande de 1870-1871, ni la guerre d'Orient de 1876, ni celles qui suivirent, jusques et y compris la guerre Russo-Japonaise, ne laissèrent entrevoir des reconstructions aussi vastes. Ces conflits armés n'intéressaient directement qu'un nombre restreint de peuples ; même lorsqu'ils risquaient après coup d'introduire quelques changements dans les rapports de tous les autres, ils n'enfermaient point un péril immédiat pour la masse des Etats. Ils ne pouvaient en eux-mêmes aboutir à créer des hégémonies écrasantes et à courber tout un monde sous une intolérable domination. Ils ne pesaient que légèrement sur la vie des Neutres et ne dressaient devant eux, ni le danger de la famine, ni l'horizon de la ruine, ni la perspective d'un asservissement automatique et inéluctable. Une minorité d'hommes y étaient engagés et en souffraient ; l'immense majorité des êtres humains, spectateurs plus ou moins sympathiques des efforts de l'une ou de l'autre partie, n'en subissaient que d'infimes répercussions.

Il n'en va plus de même pour la « grande guerre de 1914-1915 ». Celle-ci ne se différencie pas seulement de toutes les campagnes qui l'ont précédée, depuis un siècle, par l'immensité du champ où elle se déploie et qui comporte, avec une large surface d'Europe, une portion de l'Asie, de l'Afrique et de l'Océanie ; elle ne s'en distingue pas uniquement non plus par l'énormité des contingents de soldats qu'elle oppose les uns aux autres, par le développement formidable des dépenses qu'elle provoque, par la puissance des perturbations économiques qu'elle déchaîne. Sa caractéristique est d'ébranler toute la structure du vieux monde à la fois, de préparer une distribution nouvelle des influences et des domaines territoriaux, d'élaborer une organisation originale, que nous ne saurions encore prévoir dans ses détails, mais qui, à coup sûr, n'aura que peu de traits communs avec elle qui prévalait auparavant. C'est que toutes les données, sur lesquelles vivait la diplomatie, ont été soudain remises en question, du jour où l'Allemagne et l'Autriche, bientôt suivies par la Turquie,

ont fait surgir, dans toute son étendue, le problème des nationalités.

L'observateur qui, un an après l'explosion de cette gigantesque lutte, s'efforce de classer les faits, — je ne dis point ceux des opérations militaires, mais ceux de la politique, qui tantôt dérivent des premiers et tantôt les commandent, — se trouve en présence d'un entassement compact et rebutant d'éléments variés. Je voudrais ici rappeler les dates maîtresses et les modifications significatives.

Les historiens de l'avenir, qui possèderont sans doute des informations plus complètes et des documents plus précis, relieront plus facilement la phase de conflagration à la phase de paix trompeuse qui l'a précédée. Le 20 juillet 1914, la guerre paraissait encore loin de nous, si loin même que, dans la plupart des capitales, les ambassadeurs et les ministres prenaient leurs vacances ; on remarqua pourtant après coup (et c'était là un indice de réméditation), que les représentants de l'Allemagne et de l'Autriche étaient demeurés à leurs postes. Le 23 juillet, la guerre sembla brusquement toute proche, du moins à ceux qui n'ignoraient point la gravité d'un nouveau heurt entre la Serbie et l'Autriche. Il y eut ensuite cinq jours d'hésitations, de tâtonnements ; optimistes et pessimistes se donnèrent respectivement libre carrière, avec des argumentations d'une égale valeur ; puis, l'anxiété reprit le dessus, jusqu'à l'instant où la situation s'éclaira brusquement. Le 28, l'Autriche, qui était en parfait accord avec l'Allemagne, — tout l'a prouvé, — déclarait la guerre au cabinet de Belgrade afin de couper court à toute conciliation. Le 1er août, l'Allemagne déclarait la guerre à la Russie, qui était prête à accepter n'importe quel mode de discussion amiable. Le 2, le Luxembourg était envahi par les armées du Kaiser ; le 3 août, M. de Schœn, qui n'avait pas réussi à se faire insulter à Paris, signifiait la rupture à la France ; le 4, le sol belge était violé alors que M. de Bethmann-Hollweg n'ignorait pas la riposte que cet attentat imposerait à l'Angleterre; le 5, l'Autriche déclarait la guerre à la Russie, et ce n'est point le trait le moins singulier de cette période, aux yeux de qui reprend la genèse de la crise, que Berlin ait lancé le défi à Pétersbourg quatre jours avant Vienne.

J'ai laissé parler les faits : une première conclusion se dégage de cette première série d'actes retentissants. Toutes les initiatives reviennent aux Empires du Centre, et par suite toutes les responsabilités leur incombent. Du moment qu'on dégage les événements décisifs de la forêt d'incidents qui les enveloppent, toutes les justifications spécieuses présentées par la Wilhelmstrasse s'écroulent au premier souffle. Dans d'autres conflits du passé, les culpabilités étaient partagées ; on pouvait balancer à condamner tel ou tel belligérant. Ici, la certitude éclate à la seule évocation chronologique des gestes accomplis et des notifications survenues.

Le 10 août, la France rompt avec l'Autriche, après avoir constaté que cette Puissance, en dépit du maintien de son ambassadeur parmi nous, a envoyé des troupes à notre frontière des Vosges. Huit Etats — cinq de premier, et trois de second ou de troisième rang : France, Angleterre, Russie, Allemagne, Autriche, Belgique, Serbie, Monténégro, — sont déjà impliqués dans la lutte, le 12, lorsque le quai d'Orsay et le Foreign Office déclarent la guerre à l'Empire des Habsbourg. Un neuvième intervient le 16 août — le Japon, — qui adresse un ultimatum à la chancellerie de Berlin, en la sommant d'évacuer Kiao-Tchéou, dont Guillaume II comptait faire une base navale, une menace pour l'Empire du Soleil Levant et le noyau de ses futures possessions asiatiques. Le cabinet de Tokio adopte cette décision, à la fois pour répondre à l'appel de l'Angleterre et pour ruiner les ambitions que le Kaiser marquait imprudemment sur la Chine. Comme l'Allemagne a encore des colonies en Afrique et dans le Pacifique, on peut dès lors s'attendre à une extension illimitée du champ de bataille. Le 4 septembre, la transformation de la Triple-Entente en coalition formelle s'affirme dans le pacte de Londres : la France, l'Angleterre, la Russie s'engagent mutuellement à ne pas conclure de paix séparée, interdisant par là même, à leurs adversaires, des manœuvres, que la sagesse la plus élémentaire commandait de prévoir.

Une seconde période de la crise européenne s'ouvre le 1er novembre, après la rupture de la Triple Entente avec la Turquie. S'il était un Etat qui fût intéressé à demeurer en dehors de la tourmente et à se soustraire à ses atteintes meurtrières, c'était bien l'Empire Ottoman, qui avait perdu en 1912 et en 1913 tant de ses provinces. Mais cet Empire était livré à la coterie d'Enver-Pacha, qui, lui-même, suivait aveuglément les inspirations de l'ambassadeur allemand Wangenheim et qui, confiant en l'étoile des Hohenzollern, espérait, grâce à l'alliance du Kaiser, reprendre les territoires cédés. Depuis le début de la guerre, la Triple-Entente avait à se plaindre de la Porte, qui avait fourni un asile, contre tout droit, au *Gœben* et au *Breslau* et qui n'avait cessé de la bercer de promesses fallacieuses. Le 29 octobre, la flotte ottomane, sans avis préalable, bombardait trois ports russes de la Mer Noire : Odessa, Théodosia, Novorossik ; le 1er novembre, les ambassadeurs de France,

d'Angleterre et de Russie quittaient Constantinople. Cette intervention de la Turquie aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche était grave pour nos alliés et pour nous, d'abord parce qu'elle pouvait peser sur la détermination des autres Balkaniques et ensuite parce qu'elle suspendait, au moins momentanément, les communications entre la Russie et l'Europe occidentale. Elle allait provoquer l'entreprise des Dardanelles et aussi toute une campagne de diplomatie de la part de la Triple-Entente à Bucarest, à Athènes et à Sofia. Ce fut à dater de ce moment qu'une lutte de tous les instants s'engagea, dans ces trois capitales, entre les ministres des deux Empires et ceux des Etats signataires de la déclaration de Londres.

L'infériorité des diplomates germaniques s'était déjà manifestée dès le début de la crise. Guillaume II et François-Joseph avaient vraisemblablement escompté, avant de déchaîner l'ouragan, les concours de l'Italie et de la Roumanie, qui étaient liées à l'Allemagne et à l'Autriche par des traités vieux de trente ans. Mais, l'Italie avait estimé qu'elle n'avait pas à appliquer la clause de défense réciproque, — alors que les véritables agresseurs étaient les cabinets de Berlin et de Vienne, et qu'en somme le comte Berchtold, par sa volonté d'anéantissement ou d'inféodation de la Serbie, ébranlait l'équilibre des Balkans. Dès le 3 août, le marquis di San-Giuliano avait notifié sa neutralité à notre gouvernement. A la même date, le roi de Roumanie Carol Ier, Hohenzollern comme Guillaume II, consultait son conseil de la Couronne sur la validité du pacte de 1884, qui était son œuvre personnelle et dont la légalité était plus que douteuse, et le conseil se prononçait pour l'abstention. C'était là une double déception pour les empires du Centre : ils allaient en subir bien d'autres.

La guerre avait pris un caractère tel que toutes les nationalités demeurées mutilées, et qui voulaient acquérir l'intégralité de leur domaine légitime, étaient incitées à y participer. Elle comportait aussi de telles menaces pour l'équilibre général que les Puissances soucieuses de leur avenir ne pouvaient garder à tout jamais l'expectative : les Etats, — Italie et Roumanie, — qui avaient brisé leurs accords antérieurs avec Berlin et Vienne, si justifiée que fût cette rupture, avait à redouter des représailles douloureuses, si les Austro-Allemands étaient victorieux.

On se demanda si la première initiative d'intervention émanerait d'Athènes, de Rome ou de Bucarest. Ce fut la Péninsule qui se montra la plus expéditive dans ses résolutions, et, de fait, elle était de toutes les Puissances encore neutres la plus intéressée à secouer cette neutralité ; elle était celle qui perdait sûrement le plus, si elle se cantonnait dans l'immobilité, et celle qui pouvait recueillir les plus gros bénéfices matériels et moraux, si elle s'associait à la Triple-Entente et coopérait à la victoire de cette combinaison. Son évolution s'accomplit avec une méthode admirable, et ne s'acheva que lorsque sa préparation militaire et civile fut elle-même terminée. En novembre, elle s'installait à Valona et prenait ainsi l'une des clés de l'Adriatique, tandis que M. di San Giuliano, qui avait eu de longues complaisances pour le cabinet de Berlin, mourait après une brève maladie et laissait la Consulta à M. Sonnino. Au mois de décembre, la Chambre italienne faisait une manifestation retentissante en invitant le président du Conseil, M. Salandra, à engager une action conforme aux intérêts nationaux. Bien que le Kaiser ne prît pas tout à fait au sérieux ce vote solennel, il remplaça son ambassadeur, M. de Flotow, par l'ex-chancelier de Bülow. Celui-ci, qu'il crût ou non au péril italien, ouvrit avec M. Sonnino des négociations qui ne pouvaient aboutir. Le 27 avril, le gouvernement de la Péninsule signait un pacte avec la Triple-Entente ; le 4 mai, il dénonçait son accord avec l'Autriche ; le 23 mai, il proclamait la mobilisation ; le 24, il déclarait la guerre au cabinet de Vienne. Le chancelier de Beethmann-Hollweg fut si stupéfait qu'il se borna à opposer, aux griefs officiellement présentés par M. Salandra, les plus grossières injures, mais, s'il affirma que l'armée allemande serait aux côtés de l'armée austro-hongroise dans le Tyrol, il jugea suffisant de rappeler Bülow et se garda de déclarer la guerre, lui-même, à l'ancienne alliée.

Battue à Rome, la diplomatie germanique se félicitait de l'avantage qu'elle avait remporté à Athènes. Au début du mois de mars, alors que M. Vénizelos semblait disposé, selon le désir de sa forte majorité parlementaire, à conclure le pacte avec la Triple-Entente et à réaliser les aspirations traditionnelles de l'Hellénisme, le roi Constantin, époux d'une sœur de Guillaume II, et l'état-major grec, admirateur des méthodes allemandes, provoquaient la retraite du grand homme d'Etat. Mais ce succès de la Wilhelmsstrasse ne pouvait être que passager, et l'opinion des Hellènes, dans son ensemble, nous était trop favorable pour que la pression des Empires du Centre et la corruption systématique organisée par l'agent officieux de Schenk pût déterminer chez elle un revirement réel. En dépit de toutes les menées gouvernementales, les élections du 13 juin faisaient sortir des urnes une nouvelle ma-

jorité vénizeliste ; et quelques procédés inconstitutionnels qu'emploie M. Gounaris pour prolonger son propre ministre, il sera bien obligé, un jour ou l'autre, de quitter les affaires : M. Zographos, le principal de ses collègues, lui a déjà indiqué le geste à accomplir. Ce jour-là, la défaite n'en sera que plus accusée pour l'Allemagne et pour ses partisans.

La lutte diplomatique n'a pas été moins vive à Bucarest qu'à Athènes. Dans la première de ces capitales, comme dans la seconde, la Wilhelmsstrasse avait changé son agent. Il s'agissait pour elle, sinon d'obtenir que la Roumanie prît les armes contre la Russie, du moins de la cantonner dans l'abstention, de conjurer toute intervention de sa part contre l'Autriche. L'enjeu était considérable, car si les 600.000 Roumains prêts à être mobilisés envahissaient la Hongrie, Budapest était bien menacée et l'écroulement de l'Empire des Habsbourg se précipitait ; d'autre part, la Turquie, isolée de l'Europe Centrale et privée de munitions, était obligée de capituler à bref délai. La majorité du peuple roumain manifestait ses sympathies pour la Triple,puis pour la Quadruple-Entente. Avant la fin de cette première année de guerre, la coopération du cabinet de Bucarest avec ceux de Paris, de Londres, de Pétrograd et de Rome apparaissait très probable ; en insistant d'une façon parfois blessante auprès de M. Bratiano pour qu'il renonçât à interdire le transit des obus à destination de l'Empire ottoman (cette interdiction ne s'exerça pratiquement qu'au début de juillet), la diplomatie austro-allemande contribua à préparer cette collaboration armée, qu'elle venait tant et si justement à exclure.

Mais Sofia fut aussi le théâtre d'un tournoi ininterrompu entre les représentants des deux parties belligérantes. L'entrée en ligne de la Bulgarie avait une grosse valeur de quelque côté qu'on l'envisageât. Alliée des Empires du Centre, elle pouvait porter un coup mortel à la Serbie, opposer aussi une digue plus ou moins solide aux armées grecques et roumaines. Alliée de la Quadruple-Entente, elle devenait la pièce capitale de la Ligue balkanique, restaurée, et venait aggraver singulièrement les menaces qui pesaient sur l'Autriche-Hongrie et sur la Turquie. Dans la première partie de la campagne, le cabinet de Sofia résista énergiquement aux sollicitations qui lui arrivaient de Berlin et de Vienne, et il en eut d'autant plus de mérite que le Tsar Ferdinand Ier, lors de la seconde guerre des Balkans, avait cédé aux suggestions du comte Berchtold. Dans la deuxième partie de la lutte européenne, ce cabinet évolua sensiblement vers les adversaires de la coalition austro-turco-allemande ; il mit à coup sûr le prix à son concours armé éventuel et revendiqua en Thrace, en Macédoine, et dans la Dobroudja, des extensions et des restitutions considérables ; mais on ne saurait interdire à un peuple, qui se croit lésé dans ses droits territoriaux, de réclamer la rétribution de ses sacrifices. La seule ouverture de négociations officielles entre la Bulgarie et la Quadruple-Entente constituait un échec pour la chancellerie berlinoise.

Les diplomaties antagonistes ne furent pas seulement aux prises dans les Etats neutres, qui, par avance, inclinaient à sortir de leur neutralité. Elles s'entrechoquèrent aussi en des pays qui se félicitaient de n'être point impliqués dans le conflit et qui étaient résolus à garder l'abstention. C'est qu'en fait nulle contrée, dans cette crise, ne pouvait se flatter de demeurer totalement indemne. Les mesures que les belligérants pouvaient adopter, en vertu du droit écrit lui-même, — telles que la prohibition de la contrebande de guerre et le blocus, — devaient déjà en soi être préjudiciables à tous les peuples commerçants ; les mesures contraires au droit, — tel le torpillage des navires marchands, que prescrivit l'Allemagne, — allaient encore davantage les léser et c'est ainsi qu'à Washington, à la Haye, à Copenhague, à Stockholm, les diplomates de la Quadruple-Entente et les diplomates des deux Empires germaniques engagèrent des batailles qu'il sera bon de conter quelque jour. Pour atténuer les méfaits de leur propre marine de guerre, les agents du Kaiser dénonçaient les pratiques de la marine franco-anglaise ; pour maîtriser des opinions publiques dont tant de crimes accumulés finissaient par surexciter la colère, ils s'évertuaient à inspirer des journaux et à constituer des partis pro-germains. Presque partout, s'exerçait une propagande intense de l'Allemagne, — propagande de falsifications éhontées et de démentis sans valeur, à laquelle celle des alliés ripostait parfois trop faiblement, mais qui par bonheur se heurtait à la méfiance et au bon sens des populations.

Durant cette première année de guerre, les diplomaties n'ont donc pas eu uniquement à préparer ou à conjurer des interventions, à discuter et à promettre des rectifications territoriales ; il leur a fallu aussi envisager de graves problèmes économiques, — ceux du ravitaillement et du commerce des neutres en particulier — ; elles dû enfin, — et il est intéressant à cet égard de souligner le rôle des facteurs moraux, — se constituer, auprès des nations soustraites aux effets directs de la lutte, les avocats des causes en présence. Il y avait là, à proprement parler, pour elles un of-

fice nouveau, et auquel elles n'étaient pas toujours préparées. Même les puissances les plus brutales ont éprouvé le besoin, au cours de cette période sanglante, d'abriter leurs actes derrière une argumentation juridique ; — je ne dis pas qu'elles aient réussi à imposer la confusion de la violence avec le droit.

PAUL LOUIS.

LES DÉMENTS DU PANGERMANISME

M. HOUSTON STEWART CHAMBERLAIN

Les heures angoissantes et désenchantées que nous traversons auront frappé de disgrâce plus d'un cerveau auparavant lucide et vigoureux. C'est un affligeant phénomène ! Des savants jusqu'ici considérés et justement admirés, des penseurs dont les spéculations philosophiques requéraient l'attention, des écrivains dont les œuvres incitaient à la réflexion, des historiens dont les laborieuses recherches avaient révélé bien des aspects nouveaux de la légende humaine, combien d'intellectuels surprennent aujourd'hui les esprits demeurés calmes et de sangfroid par les sophismes frénétiques, par les raisonnements étranges, par les systèmes saugrenus qu'ils exposent devant le monde ahuri !

On se prend à douter de la solidité du bon sens humain ! Un nouvel exemple, après tant d'autres, nous est fourni par M. Houston Stewart Chamberlain. Cet écrivain n'est pas un inconnu. Ce fut une vive intelligence. Lettré prodigieusement averti, critique ferme et pénétrant, esthéticien aux vues nobles, cet anglo-saxon, né et élevé, je crois, en Autriche, puis instruit à Genève et à Versailles, fut jadis, aux temps héroïques du wagnérisme, une personnalité notoire à Paris. A la *Revue wagnérienne* d'Edouard Dujardin et dans d'autres *magazines*, il se montra un protagoniste chaleureux et persuasif de l'œuvre de Bayreuth. Il a publié sur le drame lyrique de Richard Wagner des études de grande envergure ; on a aussi de lui une biographie du poète-musicien qui est certainement de toutes la plus complète, la plus pénétrante, la plus compréhensive. Il a consacré un grand travail à la philosophie de Kant, sujet plutôt abscons qu'il a su rendre limpide par sa vigoureuse clarté.

Malheureusement, il s'affilia à la *Gobineau-Stiftung*, cette association qui a son siège à Bayreuth et qui s'est donné pour mission, sous le couvert d'œuvres charitables, de répandre les idées de Gobineau, l'ethnographe-amateur dont les théories ont constitué un aliment facile et digestif, — quelque chose comme la phosphatine Fallières, — pour le pangermanisme à ses débuts. Est-ce ce milieu qui a perdu M. Houston Stewart Chamberlain ? Peut-être ? Sous les impulsions qu'il dut y subir, il entreprit de refaire complètement l'ouvrage de ce Français désenchanté qui révéla aux Allemands leur supériorité mondiale par ses inconsistantes études sur *l'inégalité des races humaines !* Avec une méthode en apparence plus serrée et un appareil d'érudition plus complet et plus profond. M. Chamberlain a repris et développé les idées de Gobineau dans un ouvrage considérable dont on a beaucoup parlé en ces derniers temps : *la Genèse du* XIXe *siècle* (1). Il y démontre au moyen d'un ensemble véritablement effarant de sophismes ethnographiques, historiques et esthétiques, — attestant, malgré tout, une vaste érudition, — qu'il y a dans le monde une race supérieure, une race élue, destinée aux plus hautes missions civilisatrices et désignée pour l'hégémonie sur cette terre : le *Germain !*

Depuis la publication de cet ouvrage, Guillaume II a pris M. Chamberlain pour confident de ses pensées. Monarque pacifique et pacifiste comme on sait, le *Kaiser* s'intéressa particulièrement à ce travail. Sous l'apparence d'une sorte de philosophie générale de l'histoire, il corrobore avec une éloquence brillante mais terriblement spécieuse les plus orgueilleuses théories du militarisme prussien. L'Empereur en fut si enchanté qu'il fit don à M. Chamberlain d'une sommes de 10.000 marks pour lui permettre de disposer gratuitement d'exemplaires de son livre en faveur des bibliothèques scolaires et universitaires. Grâce à cette propagande efficace, *la Genèse du* XIXe *siècle* a atteint aujourd'hui sa dixième édition et son centième mille. M. Robert Godet en a même donné une édition française. Retiré depuis longtemps à Bayreuth, M. Chamberlain y vit dans le milieu plutôt étrange des rêveurs mystiques, j'allais dire, des bonzes de la religion wagnérienne. Il y épousa, il y a quelques années, la sœur de M. Siegfried Wagner. Voilà le personnage.

Depuis que la guerre a éclaté, M. Houston Stewart Chamberlain publie de petits cahiers consacrés aux terribles évènements de l'heure : *Kriegs*

(1) *Die Grundlagen des XIX Jahrhunderts*. Munich, Bruckmann. — M. Paul Souday en a donné une excellente analyse dans le *Temps* des 14 janvier et 2 février 1915.

ufsätze, pages ou *cahiers de guerre* (1). Ces écrits e vendent à des milliers d'exemplaires en Suisse t en Allemagne, au prix de un mark la livraison, omme des petits pains ou des petits fours.

Il faut lire ça ! C'est stupéfiant ! Tout ce que les Iaximilian Harden, les Lamprecht, les Ostwald, es Lasson ont pubié récemment est dépassé en xtravagance et en frénésie. Venant de tout autre, es manifestations démentes mériteraient un simple aussement d'épaules ; émanant d'un écrivain très ı et très répandu, ni fonctionnaire, ni universi aire, qui n'est pas même un Allemand authenti ue et qui, par la même, aurait pu être impartial, – elles doivent arrêter l'attention, car c'est ici que e révèlent dans toute leur intensité les ravages xercés parmi les intellectuels par la longue et obsinée propagande germanique. Ces ravages sont inuiétants ! Le mal a pris racine profondément !

La foi dans la supériorité de l'Allemand en tou es choses ne se manifeste plus ici comme une royance plus ou moins sincère ; c'est un fanaisme aveugle, obstiné, irréductible qui nous ramène aux plus mauvais jours du sectarisme de Calvin lorsqu'il s'écriait *jure gladii coercendos esse hœreticos*, qu'il fallait contraindre les hérétiques par le droit du glaive, ou aux jours plus somres encore des bûchers de l'inquisition espagnole. Les hérétiques, aujourd'hui, ce sont tous ceux qui ne croient pas à la sainte mission germanique.

Déjà dans son grand ouvrage sur les origines lu XIXe siècle, M. Chamberlain avait manifesté des endances analogues. Il s'y attachait surtout, à la suite de Gobineau, à exalter la *race Aryenne* dont e *Germain* serait le représentant le plus pur. Un anthropologue lui ayant démontré que cette race n'avait jamais eu qu'une existence purement hy othétique et conjecturale, qu'on n'en avait jamais pu relever positivement les traces authentiques, M. Chamberlain lui répondit par cette paradoxale déclaration : « Même s'il était prouvé qu'il n'a jamais existé une race aryenne dans le passé, *nous voulons qu'il en existe une dans l'avenir !* Pour les hommes d'action, c'est le point décisif ! »

On prit cela pour une boutade et l'on n'y fit pas attention. On eut tort, car cet aryen de l'avenir, c'était, pour les germanisants, l'allemand militarisé, prussifié et kulturé dont les hommes d'action, — c'est-à-dire, le parti de la guerre, — avaient besoin pour réaliser l'hégémonie germanique promise !

Les *Cahiers de guerre* que M. Chamberlain publie actuellement sont tout imprégnés de ce sectarisme véhément. Autant que ses affirmations, ses dénégations sont catégoriques et impératives. Les faits les plus évidents, les documents les plus formels, les intentions avouées, les ambitions dissimulées qu'on devine par celles que l'on affiche, rien ne trouble ses convictions arrêtées d'avance. Il est résolu à n'en tenir aucun compte. L'Allemagne doit être, elle demeure pour lui le *foyer de la paix*. Sans hésitation il écrira donc :

« Dans toute l'Allemagne » — et il affirme l'avoir parcourue et interrogée en tous sens, — « au cours de ces quarante-trois années, il n'a pas vécu un homme, — non, pas un seul, — qui eût voulu la guerre ! Celui qui dit le contraire, *ment sciemment ou inconsciemment !* »

Je traduis textuellement, je n'invente rien. M. Chamberlain n'ignore assurément aucun des écrits des Treitschke, des Lamprecht, des von Bernhardi, des Frobenius dans lesquels s'étalent, avec tant de cynisme ou d'inconscience, les tendances impérialistes, agressives et conquérantes, de la clique militariste dont le Kronprinz revendiquait la direction ouvertement. M. Chamberlain ose tout de même écrire et faire imprimer cette phrase: « Il n'y a pas de parti de la guerre en Allemagne ! C'est un mensonge du *Times !* »

Il y a mieux ! les peuples belliqueux ce sont les Anglais, les Russes, les Français ! M. Chamberlain est bien bon de n'y pas ranger aussi les Belges ! Selon lui, c'est *mentir* que de représenter comme un pays militaire la douce Allemagne, « ce pays où sur *deux* officiers, dit-il, il y a *un* qui est professeur, négociant ou avocat ! »

En bonne logique, c'est à la conclusion opposée qu'il faudrait aboutir après cette constatation ; mais les exigences de la logique n'embarassent pas plus M. Chamberlain que celles de la véracité ! Il réédite à l'adresse de la malheureuse Belgique, les accusations mensongères répandues au début de la guerre par la presse gouvernementale allemande pour justifier les « représailles » de l'armée impériale et légitimer la violation des traités de neutralité. Il renchérit même, il les aggrave ! On connaît l'histoire des vagues pourparlers demeurés sans suite, engagés, en 1906 et 1911, entre les autorités militaires anglo-belges sous l'appréhension d'une attaque brusquée de l'Allemagne contre la Belgique. M. Chamberlain allant plus loin même que le chancelier de l'Empire dans son discours du 2 décembre, transforme ces pourparlers en conventions militaires dûment signées, non plus entre les cabinets de Londres et de Bruxelles, mais entre la *France*, la *Belgique* et l'*Angleterre* ; il nous apprend même que cette nouvelle triplice avait machiavéliquement élaboré tout un plan d'attaque contre l'Allemagne ! Ses lecteurs doivent le croire!

Il reprendra, sous une forme aggravée, la légende des atrocités commises par les populations

(1) *Kriegsaufsätze*. Munich, Bruckmann.

civiles du petit pays traîtreusement surpris et violé. « Les populations civiles de la Belgique, sans distinction de sexe, — écrit-il, — plus cruelles que des brutes sauvages (*wilde Bestien*), ont crevé les yeux de pauvres soldats allemands blessés, elles les ont encore mutilés *autrement* ; puis, lentement, elles les ont étouffés en leur versant du son dans le nez et dans la bouche ! »

M. Chamberlain affecte de s'étonner qu'après de telles horreurs ces populations aient pu rencontrer tant d'ardentes sympathies dans le monde ! Est-ce de l'hypocrisie de sa part, un incurable aveuglement, ou peut-être un servilisme bien misérable ? De toutes façons c'est l'un ou l'autre ! N'oublions pas que l'Empereur Guillaume avait donné le mot d'ordre dans le Message, trop vite oublié, qu'il adressait en septembre au président Wilson et dans lequel il déclarait que « son cœur saignait » à l'idée de tant d'innocents massacrés en Belgique ! Il n'avait pas eu honte de s'appuyer sur des rapports fabriqués de toutes pièces par une bande d'espions notoirement connus, dont l'un entre autres fut expulsé de Bâle par les autorités suisses. C'est de ces documents suspects que l'empereur s'autorisait pour légitimer le régime de terreur instauré en Belgique, invoquant « les cruautés commises dans cette guerre de guerilla par des *femmes et des prêtres* sur des soldats blessés, des médecins et des ambulanciers (1). « M. Chamberlain a-t-il craint en démentant ces récits mensongers, de contredire son impérial confident ? Que ce serait bas et vilain !

Ainsi tout ce qu'ont vu et décrit des témoins oculaires, neutres et hautement honorables : l'américain Alex. Powell (2) qui suivait les armées allemandes de Bruxelles à Anvers et dans toute la campagne des Flandres ; le docteur hollandais Grondys, professeur à l'Université de Leyde (3) qui se trouvait à Louvain et Aerschot lors de l'incendie, du pillage et du massacre des habitants de ces deux villes ; le suisse René Chambry (4) qui fit une enquête sur place à propos des évènements de Louvain ; tout ce qu'ont rapporté *de visu* les correspondants de journaux hollandais et italiens ; les preuves accablantes qui se déduisent de tant de proclamations allemandes affichées dans les villages et les villes de Belgique et de France ; les témoignages oraux ou écrits recueillis par les inattaquables commissions d'enquête officielles françaises et belges, rien de tout cela n'empêche M. Chamberlain d'écrire ceci : « Les soldats allemands, — les plus disciplinés du monde, — *n'ont jamais touché un cheveu des habitants paisibles et innocents.* » Il ira jusqu'à affirmer que les officiers allemands « se sont partout préoccupés de sauvegarder les œuvres d'art et les collections scientifiques. »

Comme ces affirmations pourraient paraître aujourd'hui par trop cyniques, M. Chamberlain rompt aussitôt les chiens et opère une contre-attaque : ce ne sont pas les Allemands, ce sont les soldats russes, français et anglais qui « obéissent *à une aveugle passion de destruction* qui leur a été insufflée par de systématiques mensonges. » La supériorité du soldat allemand, dira-t-il, n'est-elle pas bien connue, et « ne réside-t-elle pas *dans ses qualités morales*, — *im Moralischen !* »

C'est fou ! Faut-il rire ou pleurer,, ou encore s'indigner d'une pareille aberration chez un esprit qui ne fut pas autrefois sans quelque valeur ?

Partout, — on dirait une obsession morbide, — M. Chamberlain ne voit que mensonges et calomnies chez les ennemis de l'Allemagne. La chancellerie impériale aura beau avoir été prise sur le fait, tronquant des pièces intentionnellement falsifiées, escamotant des documents gênants, usant de mille procédés cauteleux pour donner le change sur des révélations accablantes comme celles de M. Giolitti au sujet des visées de l'Autriche en Serbie et dans les Balkans, ce n'est pas elle qui ment, ce ne sont pas ses journaux qui insultent à la vérité ; non, c'est l'Angleterre, c'est la presse anglaise ! Lisez plutôt : « Oscar Wilde a publié naguère une étude sur *l'art du mensonge*. Dans cet art, ses compatriotes ont atteint un degré de virtuosité vraiment extraordinaire. » Et il faut voir comme il arrange les Anglais ! Le roi Edouard VII était « un intrigant ». Le roi Georges V nous est représenté comme une sorte de butor illettré qui avouait, il y a quelques années, « n'avoir jamais entendu parler de Gœthe et ignorer qui c'était. » Les Anglais sont des espèces de brutes, paysans et bourgeois sans ombre de culture, qui ne savent même pas parler correctement leur langue, « dont la valeur combative dépend des trois B, — *Beef, Beer and Bed*, viande, bière et lit ! »

Le *Times* est plus spécialement la bête noire de M. Chamberlain. Il le dénonce comme l'officine de la corruption universelle. Son directeur est un manieur astucieux d'affaires qui a réussi à acheter toutes les consciences et toute la presse d'Angleterre afin de pouvoir agir plus efficacement sur l'opinion

(1) Voir le texte de ce message dans la collection des *Pages d'histoire : Paroles allemandes*. Berger-Levrault, éditeur.

(2) Alexander Powell, *La Guerre en Flandre*. Traduit de l'anglais par G. Harry. Paris, Larousse.

(3) *Les Allemands en Belgique : Louvain et Aerschot*. Notes d'un témoin hollandais. Paris, Berger-Levrault.

(4) *La Vérité sur Louvain*. Paris. Pagot et Cie.

publique. « Il le fallait, nous explique-t-il, pour pouvoir réaliser les projets agressifs de l'Angleterre, car aujourd'hui, aucun homme politique ne peut se passer de l'appui de l'opinion publique. Comme aucun peuple civilisé n'aspire à la guerre de son plein gré, il faut, — ce que Richelieu n'avait pas encore besoin de faire, — il faut rendre la guerre *plausible* aux yeux de la nation. Et voilà ce qui est effroyable ! Le mensonge agit aussi puissamment que la vérité, car on y croit tout aussi bien. »

Mais alors, ces écrivains qui, depuis vingt ans, ont dénoncé au monde le péril anglais, le péril français, le péril russe ; ces économistes qui se sont évertués à nous montrer l'Allemagne étouffant dans les étroites limites où elle est enclose et qui réclament encore la *place au soleil* à laquelle elle peut prétendre légitimement ; ces historiens, ces penseurs, ces généraux qui consacrèrent tant de pages à démontrer la probabilité, la nécessité, l'utilité, la haute valeur morale, oui, la sainteté de la guerre, — c'étaient donc tous des Anglais, méconnus ou dissimulés ! ?

Le plus drôle est que M. Chamberlain demande une loi *contre le mensonge !* C'est peut-être une imprudence de sa part, mais il n'en démord pas ! Cette loi il la lui faut tout de suite : « il faut que les menteurs qui compromettent la paix de l'Europe soient sans retard pendus haut et court ! »

Ah ! s'il pouvait en être ainsi ! Quelle ample moisson fournirait au gibet la loyale, la véridique Allemagne ! Mais ce n'est pas de la sorte, bien entendu, que M. Chamberlain comprend la chose ! L'Allemagne n'est pas le pays du mensonge ! Elle est le siège central de la vérité. Car, il va sans dire que, pour M. Chamberlain, il n'y a qu'une vérité, la vérité allemande, celle que l'agence Wolff, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et ses succédanés, le chancelier de l'Empire et les diplomates allemands en pays neutres sont chargés de propager dans le monde !

Il en est de cette vérité comme de la liberté allemande, *die deutsche Freiheit*, dont il était réservé aux *Cahiers de guerre* de M. Chamberlain de nous révéler l'existence. Cette liberté allemande, nous assure-t-il, « est un produit original. » — Tu parles, dirait Gavroche !

M. Chamberlain ne se donne pas la peine d'expliquer ce qu'est cette liberté *made in Germany*. Il serait peut-être embarassé. Il veut bien, toutefois, nous apprendre que ce *produit original* est le résultat de la « subordination des intérêts particuliers aux intérêts d'un Tout, *eines Ganzen*. » Cette conception négative nous était connue. Pour les Allemands, en effet, la liberté est la subordination de tous aux intérêts de l'Etat. Pour les peuples civilisés et non encore Kulturés, elle est autre chose : c'est le plein exercice de toutes les facultés morales et intellectuelles, de toutes les activités, sous la seule réserve du respect de la liberté correspondante d'autrui. Cette liberté n'admet pas la *subordination*, elle est très simplement une *accomodation* de l'intérêt de chacun à l'intérêt et aux droits de la Communauté, — non pas d'une communauté restreinte comme l'est un Etat, — mais de la communauté *humaine*, de la *Société tout entière*. C'est un peu différent ! Si les Allemands préfèrent et veulent subir la liberté de la première espèce, c'est leur affaire et leur droit ! Personne ne le conteste.

Tout ce qu'on leur demande, c'est de ne pas nous l'imposer et de nous laisser tranquilles. Les deux tiers de l'Europe sont aujourd'hui coalisés contre eux parce qu'ils prétendent nous soumettre à cette conception de la liberté qui est là leur et qui n'est pas la nôtre : c'est là une prétention extravagante que, chez eux-mêmes, la voix populaire avait jadis raillée, non sans humour :

> Und willst du nicht mein Bruder sein,
> So schlag'ich dir den Schädel ein !

chantait-on autrefois sur les rives du Rhin : *Et si tu ne veux pas fraterniser avec moi, eh bien, je vais t'enfoncer le crâne !* Mais cela ne se chante plus aujourd'hui !

Ah ! M. Chamberlain ne plaisante pas avec la liberté, pas plus qu'avec la vérité allemandes ! Il nous annonce enfin l'impérieuse fraternité de demain que l'Allemagne propose à l'univers. Sa première loi en sera l'obligation pour le monde entier d'apprendre l'allemand ! Il nous explique savamment pourquoi : c'est que, « l'Allemand est la seule langue *vraiment vivante !* Toutes les autres sont retranchées de la vie, parce qu'elles sont formées avec des racines étrangères, qu'elles sont construites avec de la *matière morte* ; ce sont des langues artificielles, ce ne sont pas des langues naturelles. » Et voilà ! Notons en passant que cette idée de Chamberlain n'est qu'un second démarquage : de Fichte, cette fois.

Oserais-je faire remarquer à M. H. S. Chamberlain, philologue insuffisant, que lorsque le français, — comme l'italien et l'espagnol, — s'est échappé de la latinité, le latin n'était nullement une langue morte, mais une langue bien vivante, parlée partout où Rome avait établi son Empire ; que le français n'est pas une déformation artificielle du latin, mais la conséquence et le fruit d'une lente et toute naturelle *évolution* du parler latin se chargeant au cours des siècles d'éléments étrangers, exactement comme le tudesque et le saxon se chargèrent d'éléments

frisons, scandinaves, slaves et même romands avant de devenir le *haut allemand*, aussi différent du tudesque et du saxon primitifs que le français peut l'être du latin !

Je me reprocherais de ne pas reproduire ici un exemple de la documentation philologique de M. Chamberlain. S'il ne le fournissait lui-même, nous n'aurions pas osé l'inventer, tant il est drôle. Il oppose le mot allemand *Erfolg* au mot français correspondant : *succès*. Or, dit-il, *Erfolg* donne immédiatement l'idée d'un effort vers un but, effort couronné par la préfixe *er* qui indique que le but a été atteint. Le mot *succès*, lui, se compose de deux syllabes : *suc* et *cès*, dont aucune n'a un sens pour les Français d'aujourd'hui. Ces deux syllabes ne peuvent rien représenter à leur esprit, à leur imagination. Tandis qu'avec *Erfolg*, les Allemands flairent tout de suite *la Victoire !* Aussi M. Chamberlain tient-il le français en médiocre estime, car dans cette langue, dit-il, « les mots ne sont plus » que des abstractions monétaires (*abstrakte Rechenpfennige* !) ; ils sont incapables d'aucune modulation, d'aucune progression, d'aucune liaison entre eux. Un peuple qui parle une telle langue ne peut connaître les degrés de la compréhension ; l'homme du peuple ne pense pas ; et l'homme de génie ne trouve pas dans cette langue l'organe au moyen duquel il pourrait créer du nouveau ; *la médiocrité est de rigueur* ! » Ces derniers mots, pour plus de clarté évidemment, sont en français dans le texte allemand... dont les termes paraissent à M. Chamberlain si suggestifs !

O divin Molière, âme du rire, source de gaîté, refuge du clair bon sens français ! Pouvais-tu pressentir que la sottise des Vadius et des Trissotin irait un jour jusqu'à cette extrémité, même après avoir passé le Rhin ?

Mais nous ne sommes pas au bout ! Partant de ces surprenantes prémisses, M. Chamberlain conclut « *qu'un devoir s'impose*, — le plus important, le plus impérieux — aujourd'hui ou dans un siècle, peu importe, — c'est *que la langue allemande soit imposée au monde entier !* La langue allemande doit devenir *la langue universelle !* ... Il faut que les gens sachent que celui qui ne parle pas l'allemand est un *paria* ». Puis, parodiant le mot de Berlioz à propos de Wagner, il finit par cette profession de foi : « *Je crois, comme en Dieu même, en la sainteté de la langue allemande !* »

Il est affligeant de voir sombrer dans cette aberration insondable cet homme qui fut une intelligence ! Ce n'est pas sans quelque tristesse que j'assiste à cette chute spirituelle d'un penseur avec lequel j'eus jadis des relations intellectuelles intéressantes, qui manifesta, en maintes circonstances, des dons précieux de pénétration et d'indépendance d'esprit. *Quantum mutatus... !*

Puisque volontairement, sans contrainte d'aucune sorte, de son plein gré, il se range lui-même aux côtés des Ostwald, des Lasson, des Maximilian Harden parmi les énergunèmes et les grotesques du pangermanisme, je ne puis le plaindre ! Contentons-nous d'appliquer à lui et à ses pareils le mot de Nietzsche : « La puissance abêtit ! »

Gardons notre pitié aux victimes de cette manie redoutable et déployons toutes nos énergies pour la combattre !

MAURICE KUFFERATH.

POUR QU'ON RELISE RENAN

L'heure de l' « union sacrée » doit être aussi celle de la justice pour tous. Que d'hommes, dont la vraie pensée avait été déformée ou le sentiment intime méconnu et calomnié, ont été, à la tragique lumière des événements actuels, rétablis dans l'estime, la sympathie, dans l'admiration même de tous. Peut-être, il faut l'avouer, n'avaient-ils pas toujours déterminé avec assez de précision le sens véritable et l'exacte portée des doctrines qu'ils professaient ; peut-être certains d'entre eux avaient cédé à cette sorte de jactance, qui nous amène parfois à ne plus défendre des opinions que nous voyons défigurées par une volontaire injustice ou à les pousser même jusqu'à une choquante outrance. Mais le plus souvent n'est-ce pas l'esprit de parti qui avait sur ces hommes aveuglé ou faussé le jugement ? Les plus grands et les meilleurs n'avaient pas échappé à ce sort et la mort même et le recul du temps n'avaient pas suffi à redresser en leur faveur une opinion égarée.

Ernest Renan n'est-il pas de ceux-là ? Que de critiques, cédant à des mobiles divers, semblent avoir pris à tâche depuis quelques années de rabaisser cette grande gloire et de s'efforcer de ruiner l'influence que la magie de son art, à défaut même d'autre titre, avait dû lui acquérir sur beaucoup de jeunes esprits ! Les uns, au nom d'une science qu'ils disaient armée de plus sûres méthodes, contestaient la valeur de l'historien ; d'autres, en plus grand nombre, dénonçaient le dilettantisme sceptique du philosophe et le rangeaient hardiment au nombre des corrupteurs de l'âme française.

Cette iniquité n'a pu résister à la réalité des faits. A l'heure de l'agression brutale, au moment

où s'est révélée l'âme vraie de l'Allemagne, telle que l'avaient faite quarante ans de triomphe insolent, certains, qui n'avaient pas oublié, ont rappelé la netteté prophétique avec laquelle Renan avait annoncé aux Allemands eux-mêmes à quoi devait aboutir le lourd abus qu'ils faisaient de leur victoire et de la force qui la leur avait donnée. Des fragments de la célèbre lettre qu'il adressait en 1870 à l'historien allemand Strauss ont été publiés de nouveau. Mais il ne semble pas qu'on ait tout dit et qu'on ait fait à ce large et lumineux esprit toute la réparation à laquelle il a droit.

En réalité, Renan mérite bien de demeurer à nos yeux comme une des âmes où s'est le mieux reflété le plus pur de l'idéal vraiment français. Sans doute, il avait, dans ses années de laborieuse formation, subi très profonde l'influence de l'Allemagne ; il avait reçu les leçons de ses maîtres. N'en a-t-il pas eu plus de mérite à se dérober à ce charme, auquel, comme tant d'autres, il avait cédé, lorsqu'il a vu l'esprit allemand déformé par le militarisme prussien ? Je viens de dire avec quelle décision il l'a fait dans ces lettres à Strauss, que j'ai rappelées. Comme il vaut la peine aujourd'hui de les relire ! Sans parler même du sérieux profit qu'on en peut retirer, quel plaisir ne goûte-t-on pas à voir la souple bonne grâce avec laquelle il raille la naïve ou grossière indélicatesse, dont faisaient déjà preuve les intellectuels allemands de 1870 !

On se rappelle peut-être les faits. Le 18 août 1870, avait paru dans la *Gazette d'Augsbourg* une lettre de Strauss à Renan ; le *Journal des Débats* en publiait, le 15 septembre, une traduction, que suivait le lendemain la réponse de Renan. Or, au mois de février 1871, celui-ci eut la surprise d'apprendre que le 2 octobre précédent, Strauss avait fait à sa lettre dans la *Gazette d'Augsbourg* une réponse, que naturellement il n'avait pas pu lire, à laquelle il n'avait pas pu répondre. Et il apprenait en même temps que la *Gazette d'Augsbourg* n'avait jamais inséré la traduction de sa lettre du 16 septembre, « si bien que ce journal, écrivait Renan à Strauss, après m'avoir invité par votre organe à entrer dans la discussion, après avoir vu le *Journal des Débats*, dont la position était autrement délicate que la sienne, insérer vos pages hautaines sous le coup de l'émeute populaire, refusait de porter au public allemand victorieux les humbles pages où je réclamais pour ma patrie vaincue un peu de générosité et de pitié... Voilà, Monsieur, où je vois bien la différence entre nos manières de comprendre la vie. La passion qui vous remplit et qui vous semble sainte, est capable de vous arracher un acte pénible. Une de nos faiblesses, au contraire, à nous autres, Français de la vieille école, est de croire que les délicatesses du galant homme passent avant tout devoir... »

Il y a mieux. Strauss avait traduit lui-même la réponse de Renan et l'avait réunie dans une brochure à ses deux lettres ; — et cette brochure, il l'avait fait vendre au profit d'un établissement d'invalides allemands ! « Dieu me garde, écrit à son maître allemand, l'historien français de Jésus, de vous faire une chicane au point de vue de la propriété littéraire ! L'œuvre à laquelle vous m'avez fait contribuer est d'ailleurs une œuvre d'humanité, et, si ma chétive prose a pu procurer quelques cigares à ceux qui ont pillé ma petite maison de Sèvres, je vous remercie de m'avoir fourni l'occasion de conformer ma conduite à quelques-uns des préceptes de Jésus que je crois les plus authentiques. Mais regardez encore ces nuances légères. Certainement si vous m'aviez permis de publier un écrit de vous, jamais, au grand jamais, je n'aurais eu l'idée d'en faire une édition au profit de notre Hôtel des Invalides. Le but vous entraîne ; la passion vous empêche de voir ces mièvreries de gens blasés que nous appelons le goût et le tact. »

Aujourd'hui, hélas ! ce sont de bien autres choses que le goût et le tact qui sont blessées par les intellectuels allemands de 1914 ; mais la fine leçon de Renan est toujours bonne à retenir, surtout, si après en avoir goûté la délicate ironie, on relit aussi, pour en admirer la haute et mâle fierté, les lignes par lesquelles il terminait sa seconde lettre à Strauss. « Apre et orgueilleuse est cette vertu germanique, qui nous punit, comme Prométhée, de nos téméraires essais, de notre folle « philanthropie ». Mais nous pouvons dire avec le grand vaincu : « Jupiter, malgré tout son orgueil, ferait bien d'être humble. Maintenant, puisqu'il est vainqueur, qu'il trône à son aise, se fiant au bruit de son tonnerre et serrant dans sa main son dard au souffle de feu. Tout cela ne le préservera pas un jour de tomber ignominieusement d'une chute horrible... »

A partir de 1871, Renan fut, on le sait, un des ouvriers les plus actifs et les plus éclairés de cette « réforme intellectuelle et morale », qui devait refaire la France, un de ceux aussi qui ne cessèrent d'opposer au pédantisme hautain et insolent de l'Allemagne triomphante la protestation de la véritable science, dévouée au service, par la vérité, de la justice et de la liberté. Le grand apôtre de l'idéalisme n'avait rien à renier de son passé. C'est au contraire en reprenant et en continuant

sa prédication et son enseignement qu'il pouvait le mieux travailler à l'œuvre de restauration et rappeler la France, que l'esprit impérial avait quelque temps égarée, à ce qui était sa tradition vraie. N'est-ce pas cet idéalisme qui, suppléant aux insuffisances de notre préparation matérielle, a, dès les premiers jours de la guerre nouvelle, permis l'héroïque résistance et préparé la victoire ?

Il n'est pas question ici de redire tout le détail de cette prédication inlassée. Comment ne pas rappeler cependant cette conférence, devenue classique, où, recherchant les conditions qui font une nation, Renan éliminait tour à tour, comme n'étant ni suffisantes, ni nécessaires, toutes ces raisons matérielles qu'une pédantesque arrogance prétendait tirer de l'unité de race ou de religion, ou de langue ou des limites géographiques, ou d'autres éléments semblables et ne reconnaissait que la libre volonté des hommes de vivre ensemble, volonté formée dans le passé et continuée dans le présent, comme capable de pénétrer le corps d'une nation de la vie d'une âme immortelle.

C'est naturellement vers les questions d'enseignement ,sur l'organisation de la science et du travail scientifique que devaient surtout se porter les pensées d'Ernest Renan. Il savait mieux que d'autres ce que, dans ce domaine l'Allemagne avait à nous apprendre, les modèles et les enseignements qu'elle pouvait nous proposer. Il n'avait pas attendu pour le dire qu'un entraînement, qu'on eût voulu plus mesuré, poussât la France vaincue à se modeler sur ses vainqueurs. Mais précisément parce que dans son admiration de la science allemande et des séminaires où elle s'élaborait, il n'apportait pas l'ardeur exaltée d'un néophyte, il savait à cette admiration mettre de justes bornes. Que de fois s'est-il efforcé de défendre l'esprit français contre lui-même et de préserver surtout ces qualités de goût, de tact, dont il parlait à Strauss, et que, dans ces derniers temps, nous avions pu craindre que la science française ne laissât tomber, dans une docilité trop complaisante aux leçons de l'étranger ! Comme il eût été plus qu'un autre qualifié pour répondre aux prétentions insolentes des Lasson et des Ostwald. Seulement sa parole si haute et si calme aurait pris l'accent indigné d'une révolte plus profonde, car lui-même n'avait pu imaginer à quelles monstrueuses aberrations de l'esprit et de la conscience devait aboutir après 44 ans cet orgueil qu'il dénonçait en 1870, comme la tare intime, par laquelle le colosse victorieux devait un jour s'effondrer dans une chute ignominieuse.

Mais pourquoi se demander ce qu'il aurait dit ? Ne les croirait-on pas écrits hier ces mots qu'il prononçait le *13 avril 1884*, en recevant, comme administrateur du Collège de France, un médaillon où les anciens auditeurs de Michelet, de Quinet et de Mickiewicz avaient fait représenter les traits de ces illustres maîtres. Renan, après avoir glorifié l'enseignement si hautement libéral et humain de ce triumvirat fameux, ajoutait : « Nous ne sommes pas changés. D'autres ont pu changer dans le monde ; mais rassurez-vous, nous resterons incorrigibles. Nous ne séparerons jamais l'intérêt de la France de celui de la vérité. Jamais nous n'envisagerons la science, la civilisation, la justice comme l'œuvre d'une seule race ou d'un seul peuple. Nous persisterons à croire que toutes les nations y servent, chacune selon son génie. En cultivant la science, nous ne dirons jamais « notre science »; le vrai, le bien et le beau étant, à nos yeux, l'apanage de tous. Le pédantisme, qui scinde l'esprit humain en compartiments, et introduit dans le domaine de l'âme des espèces de cloisons étanches; l'hypocrisie, qui accapare la Providence et dit avec affectation: « Notre Dieu » (comme si l'on pouvait dire : Notre absolu ! Notre infini !) n'auront jamais nos sympathies. » (1).

Nous n'ajouterons rien à cette dernière citation. Nous avons seulement,par ces quelques lignes, voulu rappeler comment, à l'heure où on recueille de toutes parts les forces et les exemples qui peuvent aider à déterminer ce que devra être la France de demain, rétablie par la victoire dans toute la plénitude de sa vraie nature et, après les réparations du droit si longtemps attendues et si chèrement achetées, reprenant avec une confiance exaltée le cours de ses destinées immortelles, Renan un des premiers doit être remis en honneur. Nul n'a donné par son exemple et par son enseignement une expression plus parfaite de la vraie culture française, à jamais inséparable de la vraie culture humaine.

HENRI MAYER..

LA VIE LITTÉRAIRE

—

LA POLITIQUE DE LA GUERRE (2)

L'histoire, on le sait, quand elle abandonna la chanson de geste pour la prose, commença chez nous par la « chronique », qui devait avoir dans

(1) ERNEST RENAN. *Discours et Conférences*, p. 260.

(2) FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. *La Guerre. 1914-1915.* 1 vol. in-16. (Perrin).

es Mémoires, dont la succession reflète le cours le la vie française, une si brillante et si nombreuse postérité. Depuis Villehardouin en effet, qui nous onte la prise de Constantinople par les Croisés en an de grâce 1204, jusqu'aux *Mémoires d'outre-ombe* au cours desquels Châteaubriand nous fait ssister à l'enfantement d'un monde, la chronique es Joinville, des Froissart, des Montluc et des Brantôme continua, à partir du XVIIe siècle, sous a forme plus personnelle des Mémoires, que ous trouvons, pour ainsi dire, en marge de l'his-oire officielle. Tandis que, comme Montesquieu en fourni le modèle dans ses *Considérations sur les auses de la Grandeur et de la Décadence des Ro-nains*, l'histoire tente d'expliquer les événements 'un passé plus ou moins lointain, car pour cette âche un certain recul est nécessaire, la chronique elate les faits au jour le jour tels que l'auteur es a vus ou appris, avec ses craintes et ses espé-ances, ses préférences et ses aversions. Moins mbitieuse que l'histoire, la chronique est, en onséquence, sinon moins impartiale, du moins lus inexacte, mais, en tout cas, plus alerte et, our tout dire, plus vivante. De la réalité, elle peut, uand elle est tenue par une main habile, nous endre le frisson intime.

Malgré qu'elles s'attachent moins au spectacle xtérieur qu'au sens politique des événements dont ous sommes témoins, les « chroniques » que I. Francis Charmes confie chaque quinzaine, de-uis tantôt vingt-et-un ans, à la *Revue des Deux-Mondes* ne sont pas dénuées de ce frisson-là. On en eut juger par le volume qui, pour la première is depuis qu'il s'est adonné à cette tâche, les unit. Il a fallu la guerre pour y décider M. Char-es. Et, de fait, le volume qui rassemble les chro-iques qu'il a écrites, depuis le 1er août 1914 jus-u'à l'entrée en campagne de l'Italie, forme une stoire vivante et vécue de la Grande Guerre, qui êle, en Europe et en Asie, les peuples de toutes s parties du monde en un conflit d'autant plus agique que la victoire de la civilisation sur la arbarie en est l'enjeu.

*
* *

M. Francis Charmes, on le pense bien, ne suit as les armées, juché, comme Jehan Froissart, sur ne haquenée grise et menant en laisse un lévrier anc. M. Francis Charmes ne recueille pas non lus sans contrôle les renseignements qu'il reçoit. on, M. Francis Charmes est prudent et il est ge. Aussi s'intéresse-t-il plus aux effets et aux auses qu'il ne décrit ce qui est censé se passer ous nos yeux. En réalité, il ne décrit rien du ut : il comprend et fait comprendre.

Mais, quelle vue assurée et étendue ! M. Francis Charmes débrouille avec une dextérité sans pareille tous les éléments du problème européen, — disons, plus exactement, mondial, — que la guerre a posé. Son histoire de la guerre est surtout politique, politique et diplomatique, ce qui, quoi qu'il y paraisse, est peut-être l'essentiel. Non, certes, que je veuille diminuer l'importance des opérations militaires — l'avenir en dépend ! — mais tout simplement parce que la guerre, toute guerre et celle-ci comme les autres, n'est jamais qu'une conséquence et un moyen, un moyen violent, au service de la diplomatie.

A vrai dire, cette guerre apparaît comme un effet, auquel, étant donné l'état politique et social et, plus encore, la mentalité de l'Allemagne contemporaine, il était de toute évidence qu'elle aboutirait du jour — ce jour annoncé par M. Jules Cambon, en novembre 1913, — où l'Empereur aurait cessé d'être pacifique. M. Charmes le démontre lumineusement dans la remarquable étude consacrée au livre de M. de Bülow sur la politique allemande qui ouvre le volume. Parvenue d'un coup au rang de grande Puissance, mise par sa trop rapide et exclusive fortune industrielle dans l'obligation de s'ouvrir toujours de nouveau débouchés, avide, par surcroît, de conquérir le premier rang et, mieux encore, de dominer le monde dans le plus vertigineux délire d'orgueil collectif qui se soit jamais emparé d'un peuple, l'Allemagne devait un jour ou l'autre entrer en conflit avec la Grande-Bretagne et auparavant, afin de l'abattre plus sûrement, avec la Russie et avec la France, pour peu que les unes et les autres ne s'inclinassent pas devant ses moindres injonctions. Cette abdication était, aussi bien, ce qu'avec une certaine candeur espérait le prince de Bülow. Le « coup » d'Agadir ayant non moins bien réussi que celui de Bosnie et d'Herzégovine, — s'il est vrai que l'Autriche-Hongrie n'est depuis longtemps qu'un instrument aux mains de l'Allemagne, — la diplomatie teutonne se figurait que c'en était désormais fini de la résistance européenne aux volontés germaniques. C'est pourquoi, ayant tenté en juillet dernier d'asservir la Serbie, non sans avoir spéculé sur l'inertie russe, les difficultés anglaises et la décomposition française, les Allemands, qui n'en croient pas leurs yeux, crient à l'agression du fait seul que la Triple-Entente s'est permis de résister à leurs ordres, qui d'après eux, représentent le droit. M. de Bülow ne déclare-t-il pas à satiété que l'Allemagne a toujours voulu la paix, la paix germanique s'entend ? Elle ne se serait armée jusqu'aux dents qu'afin de mieux assurer par la crainte, tel un croquemitaine hérissé de canons et de fu-

sils, cette bienheureuse tranquillité des Etats d'Europe sous l'hégémonie allemande ? De fait, la servilité de tous, telle est la condition sous laquelle l'Allemagne est autorisée à dire qu'elle n'a pas voulu la guerre. Nous n'avons, certes, aucune peine à le croire : il lui aurait suffi d'empocher tous les bénéfices d'une victoire, sans affronter les risques et les désastres que, si fort que l'on soit, entraîne toujours le recours à la force armée.

Malheureusement pour l'Allemagne, ce beau calcul péchait par la base, ainsi qu'avec son adresse coutumière M. Francis Charmes le fait remarquer à M. de Bulow. On ne surexcite pas impunément les appéits belliqueux d'un peuple que, par ailleurs, on écrase d'impôts pour la guerre : il faut que, tôt ou tard, ces appétits et ces dépenses trouvent un emploi. D'autant que l'efficacité de la menace sur des peuples libres n'est pas toujours telle que la servilité naturelle aux Teutons est trop encline à le supposer : il arrive, on l'a bien vu, qu'ils regimbent.

M. Francis Charmes souligne avec juste raison l'absence fondamentale de psychologie, conséquence elle-même d'un orgueil excessif, qui est la cause indubitable d'une si grande erreur diplomatique. Aussi bien, il montre que la diplomatie germanique, dont la souplesse est loin d'égaler la perfidie, répète, depuis le début des hostilités, inlassablement la même faute. Non seulement l'Allemagne a cru que la Russie s'inclinerait devant les prétentions autrichiennes et que la France « lâcherait » la Russie, mais elle n'a pas soupçonné la résistance de la Belgique et que, violant la nationalité de ce petit mais héroïque pays, elle rencontrerait l'Angleterre sur sa route. Dans sa clairvoyance, M. Francis Charmes n'en revient pas. Je partage son étonnement : la diplomatie allemande a aggravé son manque foncier de psychologie d'une ignorance de l'histoire à tout le moins surprenante, si l'on sait bien que l'Angleterre n'a jamais toléré qu'aucune grande Puissance s'installât en Belgique, d'où elle pourrait menacer ses côtes. Pendant vingt ans, la Grande-Bretagne a fait la guerre à la France pour cela.

L'aveuglement de l'Allemagne ne s'arrête, d'ailleurs, pas là. Les atrocités sans noms que sa politique ne cesse d'accumuler, — car, ne l'oublions pas, ces abominations répondent à un système, — ne sont pas seulement une honte, mais encore une lourde bévue. M. Francis Charmes, que ces monstruosités indignent, a le courage de contenir sa colère pour en faire mieux ressortir la stupidité. Il y emploie toutes les ressources d'une ironie aiguisée par le mépris qu'un esprit supérieur ne peut que ressentir en présence d'une pareille abjection. Ce n'est pas sans un rir vengeur qu'il démontre à ces bourreaux que, loi de terroriser le monde, leurs infamies ont soulev contre eux la conscience universelle. De leur mains sanglantes, avec leurs Zeppelins et leur bombes jetées sur des villes ouvertes, avec leur sous-marins qui coulent sans avertissement préa lable des non-combattants, avec leurs massacres leurs incendies, leurs assassinats et leurs torture multipliés à plaisir, ils ont uni la Triple-Entent dans la volonté commune d'en finir avec les Em pires de proie, ils ont détaché de la Triplice l'Ita lie et, finalement, se sont aliéné non seulement les Etats-Unis, mais à peu près tous les neutres Bien plus, par leurs menaces, alternées d'invite séductrices, les Allemands ont dressé contre leur manigances l'Italie, tout entière levée dans un ad mirable sursaut de fierté nationale, en attendan que, dans les Balkans, les mêmes causes produi sent le même résultat. Il n'est pas jusqu'au Japo qui, avec une irrévérence sans pareille, n'ait mi quelque coquetterie à rendre au Kaiser la mon naie de sa pièce, de sa pièce de Port-Arthur. I n'y a que la Turquie, cette pourriture, qui, ven due par ce forban d'Enver-Pacha, se soit mis aux gages — gages plus que problématiques — d la Germanie. Aussi bien, plus encore qu'encerclé d'une ceinture de fer, les Empires du centre l sont d'unanime réprobation. On peut même dir qu'ils ne sont matériellement bloqués qu'en raiso des erreurs de leurs diplomatie, dont le grave to est d'être, par surcroît, des crimes.

Tant il est vrai que, loin de céder à la « voix d canon », la diplomatie n'est jamais plus activ qu'en temps de guerre, car on pense bien que le Alliés n'ont pas manqué, pour leur part, d'ut liser les fautes de l'ennemi. Pour changer d'as pect pendant la guerre, la politique national elle-même ne perd pas ses droits. M. Franci Charmes se plaît à nous montrer l'union sacré remplaçant chez nous, tout d'un coup, la divisio des partis et des personnes. Il note l'élan nationa dans lequel ont communié tous les cœurs, éla grave et contenu comme tout ce qui conduit l'action au détriment des paroles vaines, élan pe sévérant aussi dans sa claire volonté d'aller jus qu'au bout, c'est-à-dire de vaincre à tout prix Tout de même, M. Charmes nous fait assister a travail intérieur qui s'est opéré jusqu'à l'explosio finale dans la péninsule italienne. Avec un bo sens dont la finesse s'accommode à la souplesse d nos amis d'au-delà des Alpes, M. Francis Charme nous retrace les péripéties que leur politique na tionale a traversées, les embûches, semées par l fourberie teutonne, qu'elle a dû déjouer, la vagu

enthousiasme patriotique qui, en fin de compte, tout emporté. Avec une justesse de vue qui met s hommes et les choses à leur place, en France mme ailleurs, il analyse la déconvenue grecque, s hésitations roumaines et — qu'on me pardonne ! le mystère bulgare.

Certes, pour attaché qu'il soit aux questions poiques, M. Francis Charmes n'oublie pas les opétions militaires. Il sait mieux que personne qu'en mps de guerre la diplomatie lui est subordonnée que, s'il lui appartient dans une certaine mesure préparer la victoire oi, quand elle est acquise, en tirer profit, elle ne lui commande pas. Aussi en, M. Charmes ne manqne point de nous rendre mpte chaque quinzaine, d'une plume aussi soe que précise, de la situation des armées. Toutes, il n'en parle jamais qu'en rapport avec la poique générale, ce qui est, proprement, son orinalité et la seule chose peut-être qu'on en puisse re, aujourd'hui, avec quelque certitude.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que M. rancis Charmes reste impassible en face des évéements grandioses qui se déroulent à notre époie et dont le moins qu'on en puisse dire, alors u'ils font surgir tous les problèmes à la fois, est u'ils préparent une refonte de la carte d'Europe lle qu'elle fut remaniée au Congrès de Vienne y a cent ans, et un peu celle du planisphère. Il serait pas le politique qu'il est s'il n'était ému squ'au fond des moëlles. Et, de fait, cette émon anime toutes ses pages. Elle ne se répand, asirément, pas en déclamations. M. Francis Chares est trop circonspect pour s'abandonner ainsi, ais son émotion gagne en qualité ce qu'elle perd expansion. Et puis, ne croyez pas qu'il ne se ompe jamais : il a eu, comme nous tous, ses illuons touchant le « rouleau compresseur », qu'au re de lord Kitchener devait être l'armée russe ; il escompté une marche française plus rapide et yait, aux environs de Pâques, déjà les Alliés à onstantinople ! Il a aussi ses impatiences. Tout la, il est vrai, loin de nuire à ses « chroniques potiques » leur donne une plus haute valeur d'acalité, en même temps qu'il les rattache, par leur r de vie aux récits de nos vieux chroniqueurs. lettons, si vous voulez, que M. Francis Charmes st un Villehardouin formé à l'école de Montesuieu, et vous saisirez tout l'intérêt qui se dégage son livre sur la guerre.

PAUL GAULTIER.

PAROLES D'UN AMÉRICAIN (1)

Le Quatre Juillet, (2) pour nous Américains, n'est pas seulement le jour du souvenir, mais aussi un jour d'inspiration. Il n'est pas seulement un jour de rêverie sur les événements passés, mais un jour de visions d'avenir pour notre pays.

Ceci s'applique à l'année présente mieux qu'à toute autre peut-être, car la crise européenne est là qui hante nos pensées alors que ses héros inspirent nos imaginations. Et quelles inspirations, quels exemples glorieux sont venus, cette année, faire tressaillir l'âme de tout vrai patriote !

Tandis que nous nous remémorons aujourd'hui ce Quatre Juillet qu'enveloppent les brumes de la tradition, devant nous certaines figures se précisent.

Voici Sa Majesté le Roi Albert debout pour la défense de la Belgique outragée. On n'en peut rien dire de mieux, sinon qu'il est, « de la tête aux pieds, un Roi ». Quelle preuve de loyauté plus haute a jamais fournie l'Histoire ? Loyauté envers la parole donnée, loyauté envers l'honneur des nations, elle s'est manifestée par un souverain mépris en face de honteuses tentatives, et par une énergique résistance à leur exécution.

Nous voyons, aussi, l'auguste figure de l'Angleterre — jadis notre mère-patrie — plus auguste à présent que jamais. La Grande-Bretagne s'est levée pour offrir sa protection à un Etat plus faible, tombé sous les coups d'un infidèle gardien. Quelle source d'inspiration nationale pour notre patrie qui assuma, elle aussi, la défense des petites nations ! Et quelle entente devrait unir désormais les deux peuples Anglo-Saxons, dans leur croyance commune en une telle mission !

Enfin, derrière ces deux figures se lève une image différente. Mystique, légendaire, poétique, mais humaine, aussi, militaire et puissante, c'est la France militante, que symbolise Jeanne d'Arc. La France, pour le monde d'aujourd'hui, est la grande inspiratrice d'idéal humain.

Les facteurs de cette inspiration sont encore obscurs, mais le fait — le fait indiscutable — est que la France donne au monde le plus noble des exemples. Le Français fait preuve, pendant cette lutte, de qualités d'âme et de corps, d'un courage physique doublé de force morale, d'une santé d'esprit toute pénétrée d'exaltation patriotique, qui lui donnent le droit de se réclamer de Sainte Jeanne d'Arc, sa patronne, et d'en porter l'image sur son cœur.

On a qualifié de « Miracle français » ce merveilleux affleurement de l'or le plus pur, jailli des couches profondes du subconscient individuel et national. Disons, plutôt, qu'il s'agit là d'une force spirituelle, suprême annonciatrice de la vraie « surhumanité » en ce monde. Elle consiste dans l'exercice des vertus familières de fidélité, de loyauté, de sacrifice , de dévouement, unies en faisceau sous le magistère d'un même idéal. Le devoir commun conduit à l'union sacrée, et l'union sacrée engendre l'héroïsme.

Ceci n'est pas un langage symbolique. J'estime que c'est réalité; de là, pour nous, la force inspiratrice

(1) Discours prononcé par le professeur J. Mark Baldwin, correspondant étranger de l'Institut, au banquet de la Chambre de Commerce américaine, le 5 juillet.

(2) C'est le 4 juillet 1776 que les treize colonies anglaises de l'Amérique du Nord furent déclarées indépendantes sous le nom d'Etats-Unis d'Amérique.

d'un tel exemple. Et pendant ce temps, de l'autre côté, le faux « surhomme » se montre à nu : force brutale et animalité.

Un grand savant Anglais, Sir William Ramsay, a dit récemment, à propos du sentiment porté à la France par le peuple anglais, qu'il touchait à la vénération. De notre part, il en va de même : nous offrons notre admiration en hommage à une haute vertu que nous ne comprenons même pas tout entière.

Dans une publication récente, M. Louis Barthou, l'homme d'Etat qui servit noblement la France en lui assurant le bénéfice de la « loi de trois ans », écrivait avec un orgueil justifié : « Ceux qui la jugeaient du dehors, notre France, avec son âme vivante, passionnée, frémissante, se réjouissaient ou s'affligeaient, selon qu'ils étaient nos adversaires ou nos amis, de ses hésitations, de ses contradictions, de ses soubresauts. Mais les uns et les autres se laissaient tromper par les apparences, et peut-être nous-mêmes aidions-nous à répandre cette erreur en la partageant. Nous étions divisés : on nous croyait irréconciliables. Nous étions légers : on nous disait corrompus. Nous amusions le monde : on nous proclamait incapables de défendre la France. Nous la défendons cependant, et nous ferons mieux que de la défendre... La France de demain ne pourra plus être la France d'hier. Il y a des choses dont la guerre aura rendu le retour impossible ».

Nous ne demandons qu'à souscrire à cet éloquent plaidoyer. Mais nous pouvons ajouter encore : il y a des choses en apparence impossibles, dont la guerre a fait des réalités; entre autres, la naissance, dans le peuple français, d'une consciente volonté de grandeur, plus puissante que nulle « volonté de puissance » chez aucune autre nation.

Mais, il existe un second élément dans cette inspiration venue de France — je parle ici au nom des femmes d'Amérique. Cet élément ce sont, en effet, les femmes de France, — dont chacune emprunte, en son rôle, le visage de cette fille armée : Jeanne d'Arc, — ce sont les femmes de France, sur qui, à présent, les femmes d'Amérique se modèlent, qui nous le fournissent. Nous qui avons vu la femme française jour après jour, la mère dans sa maison désolée, l'épouse sous son voile de veuve, consolant les blessés, exaltant les recrues, travaillant jour et nuit pour le bien public, nous éprouvons ici une vénération nouvelle. La Française, aujourd'hui, est environnée de l'affection du monde civilisé Elle est ce que nous imaginons, nous Américains, lorsque nos rêveries nous reportent vers les mères et les épouses de notre propre guerre civile.

Messieurs, je vous demande si de tels exemples tendent à nous confirmer dans notre neutralité? Permettent-ils, en vérité, une neutralité personnelle et morale? Cette neutralité est-elle possible à quiconque est né, comme nous, avec l'instinct du droit et le respect des règles de conduite qu'on voit, dans ce pays-ci, journellement pratiquées.

Mon collègue et ami, M. Henri Bergson, dans un beau discours prononcé récemment, rappelle cette définition du philosophe : « un homme qui sait tout mais ne se fâche de rien ». Il ajoute, pour son compte, que s'il faut choisir entre tout comprendre ou s'indigner de certaines choses, le vrai sage doit souvent s'arrêter au dernier parti : l'indignation. Cette réflexion s'applique aux crimes commis durant cette guerre. Je la partage avec mon collègue. J'ajouterai même cette troisième hypothèse : il est des circonstances où, plus on sait, plus l'indignation apparaît légitime. C'est le cas présent. Nous ne pouvons rester fidèles à notre patriotisme si nous ne condamnons publiquement et sans restriction ceux qui s'attaquent aux valeurs spirituelles sur qui notre patriotisme est fondé.

En tant que nation, nous avons joué jusqu'ici le rôle du « Bon Samaritain ». La récente et superbe manifestation de la Sorbonne nous prouve que les Français nous rendent justice. Mais n'oublions pas qu'il vaut mieux débarrasser le monde des bandits que de consoler leurs victimes. Un mot récent de M. G. Hanotaux devrait trouver l'écho en Amérique : l'éminent Français fait observer que l'Allemagne, avec toutes ses offenses, a reçu de notre gouvernement plus de compliments que les Alliés avec leurs concessions amicales et chevaleresques. En fait, il serait à souhaiter que les hommes politiques, en France et en Angleterre, tout au moins quand ils ne sont pas chargés de fonctions officielles, nous parlassent plus ouvertement, non seulement pour exprimer leur satisfaction quand il y a lieu, mais aussi pour manifester leur désappointement quand la justice le commande.

Cependant, je ne remplirais pas tout mon devoir, m'adressant à la Chambre de Commerce, dont je n'ai pas l'honneur d'être membre, et en présence des hôtes officiels de notre réunion de ce soir, si je ne protestais contre une accusation que notre peuple tient ardemment à réfuter : celle de mercantilisme exagéré. Quelles que puissent être les forces invisibles qui influent sur la rédaction des communiqués de Washington, je suis sûr de parler au nom de toutes les Chambres de Commerce américaines en disant que les considérations commerciales ne peuvent et ne doivent pas prédominer. Notre peuple connaît la différence entre les rapports humains et les rapports d'affaires, entre le devoir et l'intérêt. Malheur à l'homme public qui passerait à la légère sur ces distinctions élémentaires de moralité sociale ! Y a-t-il ici ce soir un seul d'entre vous, parmi ceux dont la vie est surtout consacrée aux affaires, qui ne place l'honneur national plus haut que le profit, et qui ne préfère une perte personnelle à un indigne silence, à l'indifférence officielle ? Dans votre réponse nous trouvons la réponse de l'idéalisme américain tout entier.

Telle est la sorte d'inspiration que nous apporte ce Quatre Juillet. Dans le conflit actuel des nations, s'exaspèrent, à un point inconnu jusqu'ici, les grands contrastes entre le bien et le mal. Jamais on ne vit pareille opposition entre les puissances mauvaises déchaînées et les grands exemples de dévouement et d'héroïsme, les grands idéals de vérité et de moralité. Les facteurs essentiels de la culture morale et de la liberté politique, les nôtres comme ceux d'autrui, sont mis en pleine lumière par ces contrastes. Lorsque l'historien futur retracera les phases de cette guerre, attentif à décerner la louange et le blâme, je pense qu'il saura trouver quelque place suprême pour cette belle et noble France, qui demeure, le regard fixé sur les étoiles, tandis que par chacun de ses membres son sang coule ! Il verra en elle une grande personnification d'idéal et de sacrifice. Nous, Américains, espérons qu'il n'aura pas à dire de la République-Sœur qu'elle a failli à discerner ce idéal et à partager, en toute vérité, ce sacrifice.

J. Mark Baldwin.
Correspondant étranger de l'Institut

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 16 — 1er ET 2e SEM. 53e ANNÉE 14-21 AOUT 1915

SOUVENIRS (1)

J'ai gardé de mes relations avec le comte Goluchowsky les plus agréables souvenirs. Le comte Goluchowsky est un vrai grand seigneur, et ses manières sont parfaites. De plus, pendant son long séjour en Roumanie, il a fait tout son possible pour rendre moins pénible le choc inévitable entre les intérêts roumains et les intérêts magyars. Je n'ai eu avec lui qu'une seule discussion réellement désagréable : c'est lorsqu'il s'oublia jusqu'à me dire que, en droit, les Capitulations étaient encore en vigueur en Roumanie. Notre discussion avait été alors d'une telle vivacité que je croyais nos rapports impossibles à l'avenir. Le comte Goluchowsky comprit la faute qu'il avait commise, comme il avait compris, une autre fois, une plus grande faute encore de sa part envers feu Alexandre Lahovary, dans un incident dont les documents doivent se trouver en la possession de la veuve de ce dernier.

Tout le monde était reconnaissant envers le comte Goluchowsky pour la direction, dans un sens sincèrement pacifique, de la politique autrichienne pendant son long ministère. Pacifique au point que, un jour, il inventa une sorte d'entente des Puissances européennes pour résister au danger américain, une grosse machine qui fit un peu rire aux dépens du comte Goluchowsky, mais qui, évidemment, prouvait sa bonne intention de conserver la paix entre les peuples de l'Europe.

Il est vrai que l'empereur François-Joseph, qui alors était en pleine vigueur, avait posé comme condition, en choisissant le comte Goluchowsky pour le ministère des Affaires étrangères, que celui-ci ne lui créerait pas des embarras, et le laisserait finir en paix son long règne.

La seule faiblesse que le comte Goluchowsky eût montrée au Ballplatz, c'était sa phobie inouïe contre la Serbie. Il avait un profond dédain pour les Serbes, dédain auquel n'étaient pas étrangers ses préjugés aristocratiques vis-à-vis d'une *nation de paysans non dégrossis*, comme il les appelait. Combien de fois le roi Carol attira l'attention du comte Goluchowsky sur l'erreur qu'il commettait en n'accordant aux Serbes aucune considération, et en se figurant, comme il le répétait si souvent, que deux monitors en face de Belgrade suffiraient pour mettre *messieurs les Serbes* à la raison !

Malgré cela, il serait profondément injuste de ne pas reconnaître que le comte Goluchowsky, qui n'a jamais posé pour une étoile de première grandeur, ait occupé le ministère des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie avec distinction, et sans les à-coups guerriers du comte d'Aehrenthal, d'une capacité évidemment supérieure, mais susceptibles aussi de grosses fautes.

Le comte Goluchowsky m'inspirait donc l'estime légitime que l'on a pour un homme qui, ayant bien joué un rôle important, avait su, depuis sa disgrâce, montrer beaucoup de dignité.

Je n'avais pas vu le comte Goluchowsky depuis des années, lorsque, le jeudi 30 juillet 1914,

(1) M. Take Jonesco, chef du parti conservateur-démocrate roumain, est l'un des hommes d'Etat les plus éminents non seulement de Roumanie, mais d'Europe, à l'heure actuelle

je le rencontrai, à 8 heures du soir, dans la salle à manger de l'hôtel Bristol de Vienne. Je retournais de Londres à Bucarest, torturé par la pensée de la grande calamité qui, d'un moment à l'autre, pouvait s'abattre sur l'humanité.

Le comte Goluchowsky était assis avec un jeune Autrichien que j'avais connu dans le temps. Détail caractéristique, il portait à la boutonnière de son smoking la Toison d'Or en miniature. Quand on est un des vingt ou trente mortels qui ont l'honneur d'être décorés de la Toison d'Or, la porter en miniature à la boutonnière me parut une telle faute de goût que je m'étonnais qu'un homme qui avait représenté le *summum* de l'élégance ait pu arriver à cela.

J'adressai la parole au comte Goluchowsky, et je lui parlai, naturellement, du grand malheur qui menaçait le monde. Il me répondit, avec un sourire presque jovial, que *messieurs les Serbes* devaient enfin être mis à la raison, et que cette affaire regardait l'Autriche et personne d'autre.

Quand je lui dis qu'il ne s'agissait plus des Serbes, mais que, si l'Autriche n'était pas raisonnable, la Russie et la France seraient forcées d'intervenir et que ce serait alors la guerre générale, avec le même sourire, avec la même insouciance gaie, — une gaieté telle que je la lui avais rarement vue, — le comte Goluchowsky me répondit : « Tant pis pour *messieurs les Russes et messieurs les Français !* »

J'ajoutai que ce n'était pas encore tout, que j'arrivais de Londres et que je pouvais lui donner l'assurance que, bien que l'Angleterre eût, à ce moment-là, le gouvernement le plus pacifique de toute son histoire, la logique des choses serait plus forte que la volonté des gouvernants et que l'Angleterre irait jusqu'à son dernier homme et à son dernier shilling, si l'Autriche s'entêtait dans son intransigeance.

Le visage du comte Goluchowsky s'épanouit dans un sourire encore plus large, et il me répéta : « Tant pis pour *messieurs les Anglais !* »

A l'instant même, passa devant mes yeux comme une vision : ma rencontre avec Sir Edward Grey, le 21 juillet 1914, lorsqu'il m'avait dit, avec une austérité profonde, que la situation lui donnait de graves inquiétudes, mais que, tout de même, il espérait la paix, parce qu'il ne pouvait se figurer qu'il se trouvât un homme pour prendre sur soi la responsabilité d'une calamité qui serait la banqueroute de la civilisation et dont personne au monde ne saurait prévoir toutes les conséquences.

Puis, dans ma vision, ce fut le tour de M. Poincaré, qui, le 1er janvier 1913, m'avait parlé, avec une émotion poignante, de l'éventualité redoutable d'une guerre européenne, à laquelle il ne voulait pourtant pas croire et contre laquelle il travaillait de toutes ses forces.

Puis encore, de mémoire, je relus la dernière lettre que m'avait écrite en novembre 1912, quelques mois avant sa mort, un homme qui, malheureusement pour l'Allemagne et pour le monde, n'était plus, lettre dans laquelle Kiderlen-Waechter me disait qu'il était convaincu de la préservation de la paix, parce que, au dernier moment, tout le monde hésiterait à se lancer dans l'aventure, car on savait bien que, cette fois, ce serait une question de vie ou de mort.

Avec les yeux de l'âme, je voyais donc Grey, Poincaré et Kiderlen ; avec mes yeux physiques, je voyais le sourire épanoui et l'indescriptible légèreté du comte Goluchowsky.

Et, plus que jamais, je me confirmai dans la croyance que Vienne, maintenant faubourg de Budapest, était la coupable, la grande coupable, pour l'horreur dans laquelle, d'un moment à l'autre, allait être plongée l'humanité.

TAKE JONESCO.

AMES DE COMBATTANTS

—

SOLDAT JAPONAIS ET OFFICIER RUSSE

> « On a ramené à l'hôpital de Belfort un convoi de blessés dont la plupart étaient allemands, et l'on a vu l'un des nôtres soutenant dans ses bras, lui prodiguant les soins nécessaires, un Allemand plus grièvement touché que lui. »
>
> (*Les Journaux*).

C'était en Mandchourie, pendant la guerre russo-japonaise.

Un fort détachement de Japonais montait lentement une colline, en tiraillant sans cesse, tandis que au-dessus de lui explosaient des shrapnells lancés par les Russes. Les tranchées de ces derniers étaient au sommet de la colline.

Dans l'une d'elles, commandée par le capitaine Bereznikov, un caporal venait de tomber, troué par une balle. Le capitaine saisit au vol le fusil du caporal et se mit à tirer avec sa compagnie. Le cognac dont il s'était réchauffé, la nuit passée sans sommeil, les projectiles qui explosaient de toute part, lui enlevaient la conception nette des choses.

Soudain, Bereznikov aperçut un Japonais qui, loin de ses compagnons et déjà à mi-chemin de la colline, fonçait droit sur les tranchées russes.

Le fusil d'une main, tête baissée, l'autre main tendue en avant, il courait, solitaire.

— Ah ! la canaille ! fit Bereznikov avec surprise.

Il visa, tira, mais manqua son coup. Il tira de nouveau, sans plus de succès.

Le Japonais continuait sa course avec une surprenante assurance, comme s'il était entouré d'une foule de ses compagnons.

— Hé, Spinjar ! Culbute-le donc ! cria le capitaine à un de ses soldats, renommé comme le meilleur tireur de la compagnie.

Spinjar tira, mais manqua. Trois autres soldats, rivalisant entre eux, tirèrent à leur tour. Le Japonais courait toujours.

Bereznikov, maîtrisant l'émotion qui l'avait tout à coup envahi, commanda :

— En décharge, feu !

La décharge retentit et souleva des jets de poussière autour des jambes du Japonais. Mais celui-ci ne fit que se baisser plus bas et accéléra encore sa course.

Une émotion indicible s'empara de toute la tranchée. Ses occupants ne remarquaient plus ni les shrapnells qui explosaient dans l'air, ni les obus qui pulvérisaient les roches, ni les crépitements de la fusillade qui montait de plus en plus de la côte. Tous se mirent à tirer sur l'homme qui courait vers eux.

Les soldats éprouvaient un sentiment étrange de perplexité : que pouvait-il faire tout seul et pourquoi courait-il ?

Soudain, tous cessèrent de tirer.

Fait plus singulier encore : le Japonais était déjà à une trentaine de pas de la tranchée; il ralentit sa course, puis s'assit par terre, les jambes écartées. Il demeura ainsi, s'appuyant de ses deux mains derrière son dos et regardant les Russes. Toute sa silhouette se dessina nettement sur le ciel bleu d'automne. Evidemment, il n'était pas blessé, et l'on s'étonnait d'autant plus de le voir assis en une pose si tranquille, exposant sa poitrine aux canons des Russes et, chose plus singulière encore, avec un large sourire épanoui sur la face.

Le capitaine Bereznikov sauta de la tranchée et, son sabre mis à nu, courut vers le Japonais. Pourquoi agissait-il ainsi ? Il ne le savait pas lui-même. La tête lui tournait et on eût dit qu'il désespérait de pouvoir jamais abattre le Japonais à coups de fusil.

Le Japonais continua à ne pas bouger, tenant les jambes écartées, s'appuyant sur ses mains. De ses yeux larges ouverts, il regardait l'officier qui venait vers lui.

« Pourquoi regarde-t-il ainsi ? Pourquoi ne se défend-il pas ? » songea vaguement Bereznikov.

Sous le galon jaune de la casquette du Japonais, il aperçut deux yeux ternes sur une face terreuse. Il était sans doute en proie à cette fatigue mortelle qu'on avait observée plus d'une fois au cours de cette guerre, lorsque les combattants escaladaient rapidement de hautes montagnes. Il ouvrait largement la bouche comme un poisson jeté sur le rivage, respirait lentement et regardait avec des yeux voilés.

Tout en ne revenant pas de sa surprise, l'officier russe s'approcha en courant du Japonais et le frappa à la tête de son sabre.

Le Japonais tomba comme une masse, sans un cri, sans un soubresaut.

Dès que le soldat ennemi fut tombé, les hommes de la tranchée se remirent à leur besogne, en reprenant leurs décharges contre le détachement qui envahissait la colline.

Bereznikov s'en fut vers la tranchée. Il avait d'abord fait un geste comme pour essuyer son sabre maculé de sang sur l'herbe, mais s'arrêta. La petite tête de sa fillette lui apparut, semblant regarder de ses yeux les taches sanglantes du sabre. Au même moment, il sentit une douleur aigüe au côté droit, les rangs ennemis qui attaquaient semblaient monter vers le ciel, la colline voisine chancela et tout disparut.

*
* *

Quand Bereznikov revint à lui, le soir était tombé et le silence régnait sur le champ de bataille. Au loin grondait sourdement le canon, du bas de la colline montaient de lentes plaintes. Il fit un mouvement, mais une douleur aigüe lui tenailla les côtes ; la jambe gauche était également endolorie. Il ressentit une soif ardente. Il aurait tant désiré qu'une figure se baissât vers lui, qu'une main tendre se posât sur sa poitrine trouée, tandis qu'il demeurerait ainsi, immobile, indéfiniment.

Serrant les dents de douleur, Bereznikov fit un effort pour s'appuyer sur ses mains et se soulever; il parvint à dresser son torse, puis regarda autour de lui. Partout où son regard portait, étaient étendus pêle-mêle des cadavres russes et japonais. Il dut y avoir un violent corps-à-corps. A deux pas de lui, était étendu sur le dos Spinjar, la poitrine largement trouée par une baïonnette, soulevant et fermant les paupières sur deux yeux ternes. En bas, la plaine était masquée par une blanche buée. La colline voisine faisait émerger sa masse noire de cette instable mer blanche.

Soudain, Bereznikov eut la sensation que quelqu'un le regardait. Il tourna vivement la tête. A une dizaine de pas, au milieu des cadavres, lui apparut une face inondée de sang et de laquelle des yeux noirs le fixaient avec obstination.

Apercevant l'uniforme ennemi, l'officier russe saisit vivement son revolver. Le Japonais, son fusil à la main, continuait à le fixer. Pendant un instant, ils se considérèrent ainsi en silence, l'arme prête à tirer ; mais voici que le Japonais fit un geste de la main et, jetant à Berznikov un regard interrogateur, posa son fusil. L'autre, d'un geste indécis, baissa son revolver. Le Japonais sourit, fit un signe approbatif de la tête et se traîna vers l'officier russe. Arrivé auprès de celui-ci, il examina ses blessures, banda fortement sa poitrine et sa jambe.

Pendant ce temps, le capitaine l'examinait et finit par se rappeler que c'était le même Japonais qu'il avait blessé.

— A mon tour, maintenant, laisse-moi te panser, dit Beresnikov d'une voix altérée, et il désigna la tête du Japonais.

Celui-ci souleva les sourcils, sourit faiblement et baissa sa tête aux cheveux noirs coupés ras. Bereznikov s'empressa de déchirer l'enveloppe de son paquet de pansements et dévisagea le Japonais, tout en mordant ses lèvres. La blessure était profonde. Des caillots de sang étaient collés aux cheveux et le crâne fendillé blanchissait au travers. Il couvrit rapidement la plaie avec de la mousseline et la banda.

Le Japonais se redressa et s'accroupit sur ses talons.

Bereznikov jeta un regard oblique du côté de la gourde en aluminium pendue à la ceinture du Japonais. Celui-ci, surprenant ce regard, s'empressa de tendre la gourde à l'officier russe.

— Ah merci, frère ! fit le capitaine, tout heureux, et il appliqua ses lèvres avides au goulot.

Le Japonais l'observait et souriait de sa face inondée de sang.

— Aho (C'est bon) ? demanda-t-il en chinois.

— Aho ! répondit Bereznikov en lui rendant la gourde et en souriant à son tour de ses lèvres exsangues.

Le visage du Japonais souriait, mais ses yeux étaient tristes et la mort s'y lisait. Il mit sa casquette sur sa tête bandée, se souleva en vacillant et fit le salut militaire. Le capitaine lui tendit la main, la serra fortement et la retint.

— Mamandi ! (Attends) dit le capitaine avec émotion.

Puis, il attira le Japonais vers lui. Celui-ci, le regardant fixement dans les yeux, s'assit. Le capitaine le prit par les épaules et, avec un sanglot inattendu, l'embrassa.

*
* *

Bereznikov rampait. Tout son corps ne ressentait qu'une seule douleur comme toutes ses pensées se fondaient en une seule : arriver quelque part. Mais il n'apercevait invariablement devant lui que deux pas sur le terrain desséché, çà et là recouvert d'une rare herbe jaunâtre. La mer blanche du brouillard étendu sur la plaine s'assombrit et se figea, et il y avait quelque chose de mystérieux et de sinistre dans cette brume extraordinairement calme.

Bereznikov rampait toujours, descendant vers la plaine entre deux haies de kaolian (1), aux têtes coupées.

A chaque mouvement, il ressentait une douleur lancinante à la poitrine et à la jambe. Arriverait-il jamais ?

Tout à coup, une voix menaçante et inquiète à la fois s'écria au milieu du brouillard :

— Qui va là ?

C'était une patrouille de cosaques...

*
* *

Bereznikov se sentait secoué doucement sur le brancard. Plus de douleur, plus d'incertitude. Une sensation de détente. Mais pourquoi le calme fuit-il ? Qu'est-ce qui lui oppresse si péniblement le cœur ?...

Ah oui !... le crâne avait craqué sous son sabre... La face inondée de sang souriait... La mort regardait dans ses yeux... Cher, cher Japonais ! Comme il m'a bien bandé la jambe !... Que Dieu le garde... Non, ce n'est pas çà. Pourquoi donc ce poids sur le cœur ? Pourquoi ce trouble extraordinaire ?...

Bereznikov se rappela tout à coup leur baiser... C'est çà, c'est bien çà...

L'ivresse de sang, des coups implacables, soit ! Une cause grande, une cause sainte prime tout : ta propre vie comme la vie des autres. Même en mourant, les ennemis animés par cette cause n'éprouvent aucune pitié l'un pour l'autre... Mais ici ?... Tout à l'heure, nous nous entretuions, nous nous portions des coups mortels et, aussitôt après, nous nous bandions réciproquement nos blessures et nous nous embrassions !

Comment l'expliquer ? Qu'est-ce donc ?

Sans doute, aucune inimitié de race ne nous sépare. Nous sommes en service commandé. Le devoir accompli jusqu'au bout, nous devenons simplement des frères d'armes.

VERESAÏEV.

(Traduction et adaptation de E. HALPERINE-KAMINSKY).

(1) Céréale chinoise dont la hauteur des tiges dépasse souvent la taille d'un homme.

UN PROJET DE COLONIE D'ÉMIGRÉS EN RUSSIE (1792-1799)

Il est assez généralement connu qu'après Valmy, un certain nombre d'émigrés désespérèrent de jamais voir se rétablir en France le régime conforme à leurs principes, à leurs traditions, et à leurs intérêts, et que, désireux cependant d'éviter à eux-mêmes et à leurs familles les misères où se débattaient déjà beaucoup de leurs amis disséminés en Allemagne et ailleurs, ils songèrent à fonder une colonie lointaine, en Russie par exemple. On sait aussi que des pourparlers furent engagés à ce sujet avec la Cour de Pétersbourg, qu'il fut question d'un établissement en Crimée, mais que l'étude du projet ne fut pas poussée même jusqu'aux préliminaires de la réalisation.

Nous voudrions donner ici quelques détails sur ce petit chapitre d'histoire, qui nous semble fort intéressant, et à plus d'un titre. Ces détails sont puisés dans les rapports, officiels si l'on peut dire, de ceux des émigrés que le prince de Condé avait chargés de négocier avec les autorités russes et d'aller examiner le territoire proposé par celles-ci, et aussi dans la relation générale dont l'un de ces mandataires crut devoir s'imposer ultérieurement la rédaction.

Ce dernier, le plus actif et le plus tenace de la mission, était le comte de Castres, lieutenant du génie au moment où il émigra. Rentré en France à l'amnistie de 1802, il dirigea le service topographique de l'armée d'Espagne. On le retrouve maréchal-de-camp d'état-major en 1823. C'était un homme très cultivé, et il avait notamment poursuivi loin l'étude des phénomènes économiques et sociaux. Doué d'une clairvoyance parfaite et d'une entière sincérité, il a prodigué, dans ses divers rapports, des documents éminemment instructifs, d'une part sur l'armée des émigrés, d'autre part sur ce qu'était, à cette époque, la Russie méridionale.

L'armée à laquelle il appartenait, voici, par exemple, ce qu'il en dit : « — Le courage des émigrés les a presque toujours tirés des fâcheuses positions où les mettait souvent l'inexpérience des chefs que le tableau d'ancienneté avait mis à la tête de presque tous les corps ». Et la Russie méridionale, il a vu en prophète « l'importance dont sera sans doute un jour pour l'empire russe cette vaste province qui, dans la beauté de son climat, dans la fertilité de son sol, offre les germes d'une prospérité indéfinie ».

*
* *

L'armée des frères de Louis XVI, l'une des vaincues de Valmy, et celle du duc de Bourbon, qui n'avait pas quitté ses cantonnements à proximité de Namur, viennent de se réunir à Liége, et l'on y procède à leur licenciement.

A ce moment, le corps du prince de Condé a son quartier général dans la Forêt Noire, à Villingen. Les officiers ont épuisé leurs suprêmes ressources, ils sont, ni plus ni moins que leurs soldats, à la charge du prince. Celui-ci, pour nourrir tout ce monde, a vendu sa vaisselle d'or et d'argent, engagé ses pierreries. Les sommes ainsi obtenues ne permettront pas de faire face bien longtemps à l'adversité. Et cependant, il ne veut pas, lui, se séparer de ses subordonnés, et ceux-ci, de leur côté, se refusent à le quitter.

C'est alors qu'il a l'idée de demander à Catherine II l'autorisation d'aller s'installer dans son empire avec toute sa petite armée, en une colonie analogue à celles des légions romaines de Dacie, et aussi à celles des Cosaques. La région qu'il propose de choisir est une de celles que la tsarine souhaite le plus vivement de voir livrées à l'agriculture et à l'industrie, la Tauride, où elle a déjà attiré beaucoup de paysans allemands. Cette région offre en outre l'avantage d'un climat comparable à celui de la France méridionale. Et puis, si peu connue qu'elle soit encore en Occident, on a ouï parler de Français en passe d'y faire fortune, et il paraît qu'à maints égards c'est une espèce de Paradis Terrestre, ou tout au moins une Terre Promise.

Un des aides-de-camp du prince, le vicomte de Montesson, est envoyé à Pétersbourg pour négocier au sujet de cette séduisante entreprise.

La Cour de Russie garde quelque chose d'oriental dans ses tractations diplomatiques et ses procédés administratifs. On discute mollement, et surtout longuement, avec Montesson. Lorsque celui-ci, ayant enfin réussi à obtenir un acquiescement de principe, revient à Villingen, il s'est écoulé des mois et des mois.

Condé n'a plus rien à engager ni vendre, la disette est là, et l'on n'a pu trouver, pour lui échapper, rien d'autre que de passer à la solde, soit de l'Angleterre, comme les régiments de Rohan et de Bussy, soit de l'Autriche, comme le reste du corps.

Ce reste, cantonné dans le Brisgau et l'Ortenau, comprend à cette date, c'est-à-dire en janvier 1796, exactement 9.620 hommes, dont un maximum de 8.000 combattants. Cet effectif se répartit comme suit :

L'avant-garde, commandée par le duc d'Enghien, englobe : une brigade d'infanterie, général de Lanan, et une brigade de cavalerie, général de Thumery. La première comprend la légion de Roger de Damas et le régiment de Hohenlohe-Bartenslein,

soit quatre bataillons, 1.800 hommes. Les hussards de Roger de Damas, de Bachy, et de Carneville, et les dragons de Clermont-Tonnerre, c'est dix escadrons, 1.050 hommes. Mais les 150 dragons sont à pied, ayant dû manger leurs chevaux.

Le gros du corps est formé des éléments que voici. Infanterie : le régiment noble à pied (trois bataillons), auquel on a octroyé le qualificatif plus relevé de brigade (général de Mazancourt); la brigade de Salgues, formée des régiments — qui ne sont que des bataillons — de Bardonnenche, d'Alexandre de Damas et de Montesson; deux compagnies de grenadiers, une suisse et une française. Ensemble : 3.770 hommes.

Cavalerie de corps : brigade de Boisseson, formée du régiment Dauphin et des dragons de Fargues; brigade de Vioménil, formée des chasseurs de Noinville et des hussards d'Etienne de Damas. Ensemble : treize escadrons, 1.150 cavaliers, plus 50 de prévôté.

Réserve de cavalerie, commandée par le duc de Berry : régiment noble à cheval, régiment des gardes-du-corps, régiment (en réalité, escadron) des propriétaires (de leurs chevaux), et régiment des Chevaliers de la Couronne. Ensemble : treize escadrons, 1.300 cavaliers.

Artillerie : une compagnie noble et une batterie soldée, soit 500 hommes, avec douze canons.

Le chef d'état-major général est le baron de La Rochefoucauld, avec un sous-chef pour l'infanterie, le marquis de Bouthillier, et un pour la cavalerie, le comte d'Ecquevilly.

Ainsi, pour ménager les susceptibilités de plusieurs Altesses Royales et d'une profusion de grands seigneurs, il avait fallu répartir entre deux divisions, sept brigades, des effectifs qui, même à cette époque, ne valaient normalement que pour une faible division à deux brigades. On constate là, une fois de plus, que les émigrés étaient capables de sacrifier à leur cause leur fortune et leur vie, mais non point leurs archaïques vanités et leurs rivalités mesquines. On conçoit aussi que le prince de Condé ait vite épuisé ses ressources à entretenir tant de généraux, dont deux commandaient chacun à trois bataillons, et deux à six ou sept escadrons, et tant de colonels, dont un avait sous ses ordres juste un escadron, trois autres commandant chacun à un seul bataillon.

On peut aussi noter en passant un paradoxe amusant. Ces troupes, ennemies irréductibles de la Révolution, étaient, à maints égards, organisées à la républicaine. Par exemple, chaque compagnie ou escadron élisait ses officiers, et les vivres et fourrages étaient répartis entre les gradés et les simples soldats selon le principe d'une égalité absolue.

Le prince remercia et félicita Montesson, mais lui expliqua l'impossibilité de songer désormais à une colonie en Tauride ou ailleurs.

Il était placé sous les ordres de Frœhlich, c'est-à-dire de l'un des plus incapables parmi les généraux autrichiens, et c'était beaucoup dire. Avec Frœhlich il lui fallut battre en retraite vers l'Iller, puis vers le Lech. Après quoi il passa sous le haut commandement de Latour, pour se replier au-delà de l'Isar. Au moment de l'armistice de Leoben, il avait son quartier général à Uberlingen, au bord du lac de Constance, et obéissait à un troisième chef, Joseph de Lorraine, prince de Vaudémont.

Il avait lieu de craindre que l'une des clauses du traité de paix qui allait s'élaborer n'interdît à l'Autriche de conserver la suprême armée des émigrés. Il vit l'archiduc Charles à Schwetzingen, et acquit là une certitude. Ce fut en vain qu'il conjura son interlocuteur d'insister pour que l'Autriche n'acceptât point la clause en question.

L'Angleterre l'assaillait d'avances, multipliait les plus alléchantes promesses...

Alors il se remit à penser à la Tauride, et écrivit à Paul Ier. Celui-ci répondit qu'il ferait honneur à l'engagement pris par sa mère, et qu'il allait envoyer un plénipotentiaire pour conférer avec le prince.

Condé ne pouvait attendre, car les négociations de paix se poursuivaient déjà à Udine, et l'on préparait la réunion du congrès de Rastadt. Il envoya à Pétersbourg son chef d'état-major général.

Paul Ier, cependant, contre toute prévision, avait fait diligence. Le baron de La Rochefoucauld avait à peine quitté Uberlingen, que le conseiller Alopéus ministre de Russie près la Diète germanique, venai annoncer à Condé l'arrivée d'un aide-de-camp géné ral du tsar, le prince Gortchakof, chargé d'emmene le corps en terre moscovite.

Gortchakof ne tarda pas à se présenter en effet. I apportait les propositions, ou plutôt les formelle conditions, de son maître. Le corps passerait au ser vice de la Russie, et serait d'abord cantonné en Volhynie, près de Vladimir. La solde serait celle même que l'Angleterre avait offerte, c'est-à-dire qu'ell serait fixée à un taux bien supérieur à celui que le émigrés avaient connu depuis leur entrée en campa gne. La noblesse serait, à tous égards, assimilée la noblesse russe. Des propriétés, avec faculté d'hé rédité, seraient assurées à quiconque en demande rait. On garantissait le libre exercice de la religio catholique. Enfin, la petite armée conserverait so organisation, et jusqu'à son nom de Corps de Condé Seulement, la frontière aussitôt franchie, il faudra revêtir l'uniforme russe et jurer fidélité au tsar.

Tout cela n'offrait pas le moindre rapport avec c

qu'avaient promis Paul Ier et avant lui Catherine II. Le prince acquiesça cependant, et ne pouvait faire autrement, dans l'extrémité où il se trouvait réduit.

Le départ fut fixé au 10 octobre (1797), date à compter de laquelle la Russie assumait intégralement l'entretien du corps. La cavalerie et les équipages chemineraient à travers la Souabe, la Bavière, l'Autriche. L'infanterie serait embarquée sur le Danube au confluent du Lech, descendrait le fleuve jusqu'à Mautern, et irait rejoindre la cavalerie à Brünn. De là, le corps reconstitué traverserait la haute Silésie et la Galicie, pour entrer en Russie près de Brody.

Condé laissa tout le monde libre de partir avec lui, ou de choisir une autre destination, voire de rester. Beaucoup de simples soldats d'origine roturière profitèrent de la permission pour s'enrôler au service de l'Autriche, qui ne pouvait garder le corps entier, mais qui s'en serait volontiers agrégé, à titre individuel, tous les combattants, à l'exception des généraux naturellement.

Un certain nombre d'autres, et plusieurs nobles, gradés ou non, se laissèrent tenter par les offres de l'Angleterre qui assurait une prime équivalente à six mois de solde aux hommes d'origine aristocratique, un mois aux autres, — tout en exigeant que la cavalerie soldée lui livrât ses chevaux. Ces montures étaient d'ailleurs autant de cadeaux qu'elle avait faits avant Valmy.

Enfin, une profusion d'émigrés s'empressèrent de demander un congé de six mois pour aller revoir leur famille et tâcher de remettre un peu d'ordre dans leurs affaires. Le prince consentit de très bonne grâce et ne manqua pas de féliciter ces messieurs de la promesse solennelle qu'ils lui faisaient de se rendre ensuite en Volhynie, et à leurs frais. Il va de soi que très rares furent ceux qui tinrent parole.

*
* *

L'essentiel, aux yeux de Condé, consistait pour l'instant à quitter le territoire autrichien, et à rendre désormais vaine, sinon impossible, une chose qui lui déplaisait fort : les tentatives multipliées par l'Angleterre pour vassaliser les derniers contingents armés de l'émigration. En même temps il importait d'assurer à ceux-ci le vivre et le couvert, et un repos devenu indispensable. Il trouvait tout cela en souscrivant aux exigences de Paul Ier.

Mais il déclara nettement à Gortchakof qu'il tenait la situation pour provisoire. Il ne s'agissait, à son gré, que d'une première étape, et il partit pour Pétersbourg dans l'intention d'essayer de reprendre les négociations relatives à la seconde, c'est-à-dire, à la colonie de Tauride.

Le corps était réduit à un effectif de cinq mille hommes quand il quitta Uberlingen. Le comte Wall commandait la colonne des cavaliers et du train. L'infanterie était confiée au duc d'Enghien. Celui-ci avait en vain supplié son grand-père de l'emmener. — Vous savez, alléguait-il, que la noblesse ne m'aime pas. — Il faudrait, riposta le vieillard, que vous fussiez, ou bien malheureux, ou bien maladroit; vous seriez le premier Bourbon que la noblesse française n'ait pas aimé ».

En réalité, ce que les nobles n'aimaient pas, c'était plutôt... Mais écoutons le comte de Castres : « Messieurs les gentilhommes, surtout ceux à pied, formaient, sauf quelques exceptions trop justes à faire, une troupe naturellement peu obéissante. Pour le repos et la discipline du reste du corps, il aurait fallu pouvoir habituellement les tenir dans une boîte, qu'on n'eût ouverte que sur le champ de bataille. Quand la présence de l'ennemi ne les obligeait pas de rester aux drapeaux, soit en cantonnement, soit en marche, ils se répandaient dans les villages de la route ou de la position, et même dans ceux qui se trouvaient à droite et à gauche à plusieurs lieues de distance, précédaient les autres troupes dans les cantonnements, ou venaient s'y mêler avec elles. Comme ils avaient une solde plus forte, ils mettaient l'enchère aux denrées; souvent ils s'établissaient dans les logements, et refusaient de les céder aux soldats qui y arrivaient avec un billet; trouvaient que ces derniers leur manquaient de respect quand ils insistaient pour y demeurer ».

L'infanterie passa par Pfullendorf, Biberach, Weissenhorn, Günzbourg, Dillingen. Pour le trajet sur le Danube, on se répartit en trois groupes, qui voyageaient à un jour de distance. Les nobles étaient dans de grandes barques, les autres et l'artillerie sur des radeaux. Enghien et Gortchakof avaient chacun leur bateau. Chacun des trois groupes était précédé d'une barque réservée aux musiciens. On saluait d'allègres fanfares la moindre bourgade aperçue.

Spectacle singulier, que celui de cette promenade triomphale. Ces gens n'avaient su, depuis quatre ans, que se faire battre, presque partout, et par de la plèbe. Ils n'avaient, durant plus d'une année, dû leur subsistance qu'à la libéralité d'un prince qui aurait pu, en conscience, les congédier comme l'avaient fait pour tant d'autres les frères de son roi. Ils n'étaient plus qu'une bande de mercenaires, soudain traités en pestiférés par un empire pour lequel ils venaient de guerroyer, et qui ne leur avait d'ailleurs point ménagé précédemment les marques de mépris, ou tout au moins de dédain. Ils n'ignoraient pas qu'un autre empire les recueillait de très mauvais gré, et seulement par égard pour leur chef, surtout grâce aux efforts de persuasion et de conci-

liation prodigués par celui-ci. On eût préféré qu'en conséquence ils gardâssent assez du tact et du bon goût français pour accomplir leur exode avec dignité mais avec discrétion...

La navigation dura dix longues journées, parce que chaque soir on s'arrêtait, à la mode du Moyen Age, pour coucher dans une ville.

A Krems, le lendemain du dernier atterrissage, des instructions de Pétersbourg arrivèrent au duc d'Enghien de la part de son grand'père, à Gortchakof de la part de son maître.

Le tsar autorisait Condé à envoyer en Tauride une mission d'études, et s'engageait à faire assurer aux délégués toutes facilités désirables. Le prince désigna ces délégués, savoir : le vicomte de Montesson, maréchal-de-camp, colonel d'infanterie, l'un des aides-de-camp du chef de corps; son frère le marquis de Montesson, autre aide-de-camp, un petit bossu qui avait longtemps joué le rôle de secrétaire intime de Condé; les comtes de Castres et de Léry, lieutenants du génie, officiers sans troupes, attachés à l'état-major; le vicomte d'Allard, un vieillard aux trois quarts impotent, et dont l'on n'avait jamais su exactement quelles fonctions il remplissait à l'état-major. Le vicomte de Montesson connaissait déjà un peu la Russie, ou tout au moins son administration. Les autres n'avaient pas, à ce moment, la moindre idée de ce que pouvaient être ce pays et ses habitants.

La tâche de ces messieurs était définie avec des détails et une précision, une clairvoyance et une prévoyance, qui imposent une haute idée de la mentalité et du caractère du prince de Condé. Il s'agissait, — et nous ne pouvons mieux faire ici que de citer presque textuellement, — de lever la carte du territoire en cause; d'indiquer les lieux propres à placer des moulins, forges et autres usines; de rechercher les moyens d'assécher les marais; de fixer des emplacements salubres pour les villages ou hameaux et les ports; d'expertiser la qualité des cours d'eau et des sources, la nature des pierres, l'état des carrières; de recueillir des informations sur la possibilité d'organiser des exploitations de houille, de tourbe, de minerais, de marne, et des briqueteries, tuileries, poteries, verreries. Il fallait s'enquérir des genres de cultures à développer (céréales, légumes, plantes oléigènes ou tinctoriales); des végétaux et animaux acclimatables; de ce que l'on pourrait établir en fait de filature et de tissage, de travail des cuirs et peaux; du commerce à entreprendre avec la Perse et l'Anatolie; de l'éducation professionnelle dont les indigènes étaient susceptibles; des catégories de main-d'œuvre à importer, et dans quelles mesures et conditions; des moyens d'avoir du bois, que l'on disait manquer dans la région; du prix des denrées; des mœurs et coutumes des indigènes, et aussi des populations voisines.

Bref, rarement un Français aspirant à fonder avec des compatriotes une colonie en pays vierge, se précautionna à ce point. Et le fait est remarquable surtout à la veille d'un siècle où tant de Français justement devaient essayer d'édifier au loin tant d'Icaries sans avoir seulement réfléchi aux nécessités fondamentales.

Gortchakof remit aux commissaires ce dont ils avaient besoin en fait de passeports, de numéraire de lettres de crédit, et ils quittèrent la colonne d'infanterie pour se hâter vers leur destination.

A Stockerau, qui se trouve à cinq lieues au Nord-Ouest de Vienne, ils apprennent que l'accès de cette capitale est interdit à quiconque du corps de Condé. Le comte de Castres, qui possède l'allemand, et dont le costume ressemble, pour l'instant, à celui de certains officiers autrichiens, se glisse de nuit au cœur de la place, réussit à faire réveiller le comte Razoumovsky, ambassadeur du tsar, et à lui arracher un papier le qualifiant de sujet russe et l'autorisant à trois jours de résidence. Il peut ainsi acheter les instruments et appareils, grammaires et dictionnaires, cartes, etc., qui seront nécessaires là-bas.

Dès qu'il a rejoint ses collègues, on repart. On traverse Znaïm, Brünn, Olmütz. On s'accorde un jour de repos à Cracovie et un à Lemberg. Là, on trouve le conseiller Tchervinsky, lequel doit servir de guide pour le passage de la frontière,, — grosse entreprise, la Russie étant séparée du reste du monde plus rigoureusement encore qu'elle ne le sera cent-dix ou cent-quinze années plus tard.

On s'approvisionne de fourrures à Brody, et c'est à Radziwillovo que l'on franchit la dense et sourcilleuse muraille de douaniers, de gendarmes, d'agents plus ou moins secrets. Après quoi l'on descend le long de la frontière jusques à Kamiéniéts-Podolsk.

*
* *

Condé, à la suite de discussions naturellement presque interminables et fort difficiles, avait obtenu un oukaze qui était loin de garantir les mêmes avantages que ceux offerts par Catherine II, et que Paul Ier avait d'abord promis, on pourrait dire : juré, de consentir à son tour, un oukaze qui cependant lui donnait satisfaction sur plusieurs points d'importance primordiale.

Catherine avait proposé la concession gratuite de 630.000 déciatines, soit 603.000 hectares, un peu plus que la superficie du département de l'Aube, un peu moins que celle du département de l'Eure.

Ce territoire serait découpé dans le Nord-Est de la Tauride, sur les confins du gouvernement d'Iékatiérinoslav; il serait limité notamment par la mer d'Azov et les rivières Konskaïa et Molotchnaïa. Les colons jouiraient du libre exercice du culte catholique; ils auraient leur évêque, lequel serait suffragant de l'archevêque polonais de Mohilef. Aux nobles et à leurs descendants seraient garantis les mêmes privilèges, platoniques ou positifs, que ceux dont bénéficiait l'aristocratie russe. Paul acquiesçait à tout celà.

Catherine avait spécifié que la colonie fournirait à l'armée impériale deux régiments, constitués exclusivement de nobles du corps de Condé. Les gentilshommes, gradés on non, qui ne trouveraient pas à se caser dans ces deux régiments, seraient agréés dans les troupes russes. Une somme de 60.000 ducats, soit 700.000 francs, serait versée au prince pour les frais du voyage général depuis Zaslavl. Paul refusait de prendre aucun engagement au sujet de ces deux questions, — et pourtant, en fixant le point de départ à Vladimir-Volhinsk plutôt qu'à Zaslavl, il infligeait au corps un supplément de trajet de soixante et quelques lieues.

Catherine avait dit: le prince de Condé sera le chef de la colonie. Paul se contentait de subtilement déclarer: le prince nommera les chefs de village. Catherine avait affirmé : le prince aura la préséance, dans la colonie, sur tous sujets russes, et, dans l'empire entier, sur tous étrangers. Paul faisait écrire, mot à mot: — Il est superflu de s'étendre là-dessus.

La tsarine avait décidé que les colons, durant les deux premières années, recevraient la solde, les vivres et les fourrages réglementaires dans l'armée russe, et qu'ensuite ils auraient droit, non plus aux vivres et fourrages, mais à la demi-solde encore. Le tsar préférait leur promettre « tout le nécessaire, jusqu'à installation complète », et naturellement il ne précisait pas à quel moment ni sur quelles données il jugerait parachevée l'installation.

Enfin Catherine voulait réserver à perpétuité, aux fils des colons, deux cents places dans le corps des Cadets de la Mer Noire. Paul protestait que ces places n'étaient plus disponibles, mais que des bourses seraient octroyées dans les écoles nobles à un certain nombre de jeunes Français de la Tauride. Et pour montrer à quel degré il poussait la générosité, il ajoutait : le tsar recherchera toujours avec bienveillance les moyens d'améliorer la situation des veuves et des orphelins sans ressources.

En somme, Catherine, voyant grand et loin en cette circonstance comme en tant d'autres, avait saisi avec joie et gratitude l'occasion qui s'était offerte à elle d'établir, sur un territoire dont elle souhaitait ardemment la prompte mise en valeur, des colons séduisants par la quantité et par la qualité, et elle s'était, en conséquence, ingéniée à rendre facile et agréable à ceux-ci leur futur séjour. Paul, incapable de concevoir même l'intérêt immédiat de n'importe quelle portion de son Empire, hors d'état aussi de témoigner la moindre délicatesse de sentiments, considérait cette troupe d'Occidentaux comme des intrus gênants sinon inquiétants, et, après avoir dû constater qu'il était matériellement et moralement impossible de se débarrasser d'eux par des moyens directs et rapides, s'arrangeait du moins pour leur rendre la situation intenable.

Il alla jusqu'à faire observer que les émigrés n'étaient pas gens de parole en toute chose. Ainsi, on lui avait promis, pour la Tauride, beaucoup de paysans d'Alsace et de France-Comté, et il n'était plus question de ce précieux élément. Or, ni Condé, ni Montesson, ni La Rochefoucauld, n'avaient soufflé mot là-dessus, pour l'excellente raison qu'ils n'avaient sous leurs ordres à peu près aucun agriculteur ou vigneron originaire de ces deux provinces.

Paul avait d'ailleurs des idées étranges sur l'organisation de la vie économique en pays vierge. La convention était à peine signée, qu'il dépêchait Gortchakof à Condé pour y ajouter que l'on n'accepterait dans la colonie projetée, ni les domestiques, — et cependant la majorité de ceux-ci étaient des ruraux, — ni les ouvriers à la suite du corps : bottiers et cordonniers, tailleurs, selliers et bourreliers, éperonniers, etc.

Les généraux Berdiéief, gouverneur d'Iékatiérinoslav, et Beglichef, gouverneur de Podolie, furent invités à s'occuper de tout ce qui concernait l'établissement de la colonie. Les instructions qu'ils reçurent, et qui furent vite connues de Condé, auraient suffi à éclairer celui-ci, — à condition qu'il en eût eu besoin encore ! — sur la bonne volonté du tsar. On devait construire pour les colons des habitations aussi simples que possible, donner à chacun deux chevaux ou juments, deux vaches et six brebis, plus, pour l'achat d'outils et les premières nécessités, une somme de 12 à 15 roubles, ce qui représentait alors de 36 à 45 francs. Il était bien entendu qu'après douze années de séjour, cette somme serait remboursée à la couronne en huit, neuf ou dix annuités, mais que le colon quittant la Tauride avant l'expiration de la douzième année serait immédiatement redevable de la totalité.

Tous ces détails une fois réglés, Condé vint s'installer à Vladimir et y procéder à une réorganisation rationnelle de sa troupe, considérée comme un pur et simple élément de plus dans l'armée russe tant

que n'auraient pas été aménagés les cantonnements de Tauride.

Il ne s'agissait plus d'avant-garde ni de réserve, de brigades pas davantage. La compagnie suisse de grenadiers et la française demeuraient à peu près intactes; elles devinrent la garde du prince. Les débris des dix bataillons servirent à constituer trois régiments à deux bataillons, le régiment noble à pied de Condé, les grenadiers de Bourbon, et les fusiliers de Hohenlohe-Bartenslein. Avec les résidus des trente-six escadrons on en forma huit, soit quatre pour un régiment dit noble à cheval de Berry, et quatre pour un régiment de dragons d'Enghien. La batterie soldée ayant disparu, il ne restait plus, en fait d'artillerie, que la compagnie noble. On fit cadeau au tsar de six des dix pièces conquises sur l'armée républicaine en 1793, à Wissenbourg; on garda scrupuleusement les deux canons offerts en 1795 par l'archiduc Charles.

Tandis que se réalisaient ces mesures et d'autres et que la petite armée se « refaisait », la mission, à Kamiéniets, prenait l'uniforme russe, achetait de la batterie de cuisine, conférait avec Beglichef, qui se préoccupait surtout de faire déguster à ces messieurs ses Bordeaux, ses Bourgogne, ses Champagne. Il octroya cependant le *podorojiénié*, l'ordre à tous relais de poste de fournir vite de bons chevaux. Alors on s'empressa de prendre congé, pour descendre le Dniestr jusqu'à Mohilef.

A partir de cette ville, on subit des alternatives d'impressions encourageantes et de pressentiments troublants. Près de Toultchine, il y avait un vaste domaine donné par le tsar au duc de Polignac, — celui qui devait, une vingtaine d'années plus tard, être nommé aide-de-camp du Dauphin et gouverneur de Fontainebleau. Et ce domaine prospérait. Dans la ville même, ainsi qu'à Tiéplik et à Oumane, on trouva des commerçants français. Mais il y en avait aussi, et bien davantage, de suisses et d'allemands.

En dehors des agglomérations relativement importantes, la mission n'avait pour interprètes que des Juifs, dont le vocabulaire français était d'ailleurs restreint. Les nobles de la région, des Polonais encore mal assimilés, parlaient couramment le latin. Mais dès que l'on eut passé la Sinioukha et par conséquent pénétré au cœur de la sainte Russie, il n'y eut plus ni Français, ni Suisses, ni Allemands, ni Juifs, et les nobles, en leur qualité de Moscovites pur-sang, ignoraient le latin, et, en dépit de la légende, le français aussi. Or, le bagage linguistique russe de la mission demeurait léger. La dernière fois que l'on put s'expliquer à l'aise, ce fut à Novomirgorod, grâce au duc de Polignac qui se trouvait par là en tournée d'affaires, à un déserteur prussien et à un aventurier français, nommé Carrière, qui était officier russe depuis une dizaine d'années.

Au sortir d'Iélizavetgrad, on entrait dans le steppe. On l'admira pendant la première journée, on en subit ensuite l'impression énervante, puis la poignance infinie, et l'on ne manqua pas de s'y égarer, ou d'y être égaré, chaque fois que l'on s'avisa d'y voyager de nuit.

*
* *

A Iékatiérinoslav, le 30 novembre, on peut enfin se prélasser au milieu de civilisés, qui tous conversent en français. Cercle fort mélangé, du reste : le précepteur des enfants du gouverneur, un certain Colinet, qui se fait appeler de Préfontaine, se pose en émigré, et affirme avoir été lieutenant au Royal Bourgogne Cavalerie, — au total, trois mensonges; la femme du directeur de la police, qui est une fille naturelle du dernier roi de Pologne; deux émigrés, authentiques, ceux-là, le baron de Bode, qui est venu végéter en ces parages sans trop se rappeler pourquoi ni comment il y a échoué, et Radulph de Gournai, capitaine du génie dans la garnison, André, fils d'un négociant de Marseille et consul d'Autriche à Taganrog; enfin un ancien bey de Circassie, Ismaïl, qui est là en résidence forcée, son crime est d'avoir été l'un des favoris de Patiomkine.

Or, tout ce qui peut témoigner que celui-ci a existé, Paul Ier s'évertue puérilement à l'effacer. Patiomkine, expédié à la tête de ce lointain gouvernement, avait inventé de toutes pièces une ville en plein steppe, au confluent du Dnieper et de la Samara, et l'avait galamment voulue filleule de sa capricieuse souveraine, — Iékatiérinoslava, c'est : Gloire de Catherine. Il avait fait commencer là maints grands édifices, attiré des négociants et artisans allemands... Le lendemain de sa mort, toute construction avait été abandonnée. Au moment où les commissaires arrivent, la ville tombe en ruines, et Paul Ier vient de décider qu'elle s'appellera désormais Novorossiski Gorod, Cité Néo-Russienne.

Les commissaires sont fêtés par les fonctionnaires et officiers de l'endroit, qui ne sont pourtant pas loin de se scandaliser que ces messieurs boivent et jouent si peu, et qui étalent ingénuement, dès la première causerie, leur conception de la vie publique et privée. Cette vie est un mélange, à doses égales, d'arbitraire, de concussion, de vénalité, de tous les genres de corruption, mélange arrosé, inondé, submergé, de vodka.

Berdiéïef fait bon accueil aux envoyés de Condé, s'empresse de leur montrer ce qu'il dit avoir reçu de Pétersbourg en fait de papiers relatifs au projet de colonie. C'est d'abord une carte de la conces-

sion ; celle-ci n'y comporte plus que 300.000 déciatines, car, informations prises, on a constaté que les 330.000 autres avaient déjà été données à 10.000 familles de Tatars Nogaïs. C'est ensuite un oukaze où il n'est question que de colons nobles. C'est enfin un second oukaze, qui annule le premier, et spécifie que l'établissement est strictement réservé à des paysans et ouvriers.

Les commissaires ne s'étonnent pas outre mesure. A Kamiéniets et depuis cette ville, ils ont eu nombre d'occasions de constater la vérité de la formule où les Polonais et les Français rencontrés leur résumaient le fonctionnement de l'administration russe : ordre, contre-ordre, désordre.

Ils protestent tout de même, alléguant que Gortchakof avait mandat d'éliminer tous travailleurs manuels et domestiques. Berdiéïef, en guise de réponse, leur présente le colonel Koutouzof, qui vient d'arriver avec le mandat d'installer les colons, et à qui il a été recommandé de ne s'occuper que d'agriculteurs, de vignerons, d'artisans. Il conclut en leur conseillant de ne pas se tourmenter ; il s'arrangera pour caser les nobles de ci de là dans son gouvernement ; au surplus, le terrain occupé par les Nogaïs ne vaudra jamais rien pour l'agriculture ni l'industrie.

Le marquis de Montesson écrit en hâte à Condé pour le mettre au courant de cet imbroglio. Lui et ses collègues sont bien d'avis que l'on tâche d'importer des paysans français, mais ils craignent pour l'avenir de la colonie, pour son existence même, si l'on persiste dans l'intention de concéder à chacun de ceux-ci un terrain de superficie égale à celle du domaine attribué à chaque noble, soit 30 déciatines (28 ou 29 hectares). Il conviendrait de fixer la part du paysan à 2 ou 3 déciatines seulement, avec droit au fermage d'un domaine voisin appartenant à un compatriote désireux de se consacrer à l'industrie ou au commerce, ou même de rester oisif, voire de résider au loin. « Il importe de maintenir ce qu'exigent nos mœurs, nos préjugés, et les convenances qui en dérivent ». Et si l'on reprend des pourparlers à Pétersbourg sur la répartition du sol, on pourrait en profiter pour revendiquer la restauration de la clause par laquelle Catherine II avait promis aux officiers deux ans de solde, et ensuite la demi-solde.

A. Chaboseau.

(*A suivre.*)

LE RÉQUISITOIRE D'UN CATHOLIQUE GERMANOPHILE CONTRE LES CATHOLIQUES ALLEMANDS

S'il est des faits qui auraient dû émouvoir les catholiques allemands, ce sont bien les atrocités sans nombre et sans nom commises, sur l'ordre du haut commandement, par les troupes de leur Kaiser. Or, non seulement les catholiques allemands n'ont pas protesté contre des abominations qui violent toutes les lois divines et humaines, mais leur leader, car on sait que les catholiques allemands forment un parti, — le Centre catholique, — les a délibérément encouragées. « A la guerre, la plus grande absence de scrupules, si l'on y va intelligemment, coïncide avec la plus grande humanité », écrivait naguère dans le *Tag* M. Erzberger, qui les représentent au Reichstag. N'est-ce pas lui qui, avant l'entrée en guerre de l'Italie à nos côtés, était allé à Rome négocier avec le Vatican en vue de la retenir ? Et il continue : « Quand on est en situation d'anéantir Londres par un procédé dont on dispose, cela est plus humain que de laisser un seul de nos camarades allemands perdre son sang sur le champ de bataille, car une cure aussi radicale amène la paix au plus vite. L'hésitation et la temporisation, la sensibilité et les égards sont d'impardonnables faiblesses. Une action décidée et sans scrupules, voilà la force, et la victoire suit. » C'est la pure doctrine du germanisme, qui met l'Allemagne au-dessus de tout, au-dessus du droit, de la justice et, bien entendu, de la pitié, au-dessus, par conséquent, de l'Evangile. Non seulement, quand ils ne les ont pas publiquement approuvés, les catholiques allemands se sont tus devant les crimes de droit commun qu'en vue de terroriser l'ennemi ont accumulés les armées teutonnes ; ils n'ont même pas manifesté la moindre émotion contre les crimes proprement religieux que ces armées ont multipliés à plaisir. Ni M. Erzberger, ni les cardinaux, archevêques ou évêques d'Allemagne, ni les prêtres, ni les fidèles n'ont protesté contre les tortures abominables que, par ordre toujours, les soldats de l'Empereur ont infligées aux prêtres et aux religieuses de Belgique et de France. Nul d'entre eux n'a jugé bon de s'inscrire contre l'indigne traitement que le gouverneur de Belgique a fait subir au vénérable cardinal-archevêque de Malines, Mgr Mercier. Pas une voix catholique ne s'est élevée outre-Rhin contre les sacrilèges, les incendies et les vols dont les cathédrales, les basiliques et les églises ont été, partout sur le passage des hordes impériales, les douloureuses vic-

times. Hélas ! parmi les catholiques des pays neutres, le silence n'a pas été, jusqu'ici, moins complet.

Seul M. Prüm, un Luxembourgeois germanophile, catholique éminent, membre du Comité permanent des Congrès eucharistiques internationaux, commandeur de l'Ordre pontifical de Saint-Sylvestre, et comme tel prévenu contre la France dont il a combattu la politique scolaire dans son pays, seul M. Prüm a osé crier son dégoût dans une lettre-ouverte à M. Erzberger que deux journaux du Grand-Duché de Luxembourg l'*Echo de Clervaux*, dont M. Prüm est bourgmestre, et *le Progrès* ont publiée en mars dernier avant son apparition en librairie. Cette lettre, que M. Erzberger a fait saisir et pour laquelle lui et le Gouvernement luxembourgeois, qui est inféodé à l'Allemagne, intentent un double procès à M. Prüm en *injures* et *violation de la sûreté de l'Etat*, constitue une manifestation d'une importance capitale venant d'un catholique de cette envergure et, notez-le, avant la guerre aussi ennemi de la France qu'ami de l'Allemagne, ce qui dessillera, il faut l'espérer, bien des yeux catholiques dans les pays neutres sur le prétendu « catholicisme » des Puissances de l'Europe centrale (1).

*
* *

M. Prüm parle net, et il parle juste. Et ses dires ont d'autant plus de poids qu'il se place, en dehors de toute préférence personnelle, au point de vue de la morale éternelle que représente pour lui la religion catholique. Il se place, autrement dit, au point de vue strictement confessionnel. C'est ce que M. Erzberger ne pouvait lui pardonner. M. Prüm a, comme on dit vulgairement, mis le doigt sur la plaie.

Quels catholiques êtes-vous donc, vous catholiques allemands ? tel est le refrain qui revient en sourdine après chaque grief, malheureusement fondé sur des faits, qu'en sa qualité de catholique M. Prüm oppose à M. Erzberger. Et rien n'est plus tragique, parce que rien n'est plus vrai, que cet ardent réquisitoire d'une âme ulcérée dans sa foi et qui ne comprend pas qu'on la puisse concilier avec les pratiques monstrueuses que, depuis le début de cette guerre, les catholiques allemands couvrent de leur silence ou, pire encore, de leurs paroles.

N'auriez-vous pas dû, vous catholiques allemands, prendre devant vos compatriotes la défense du droit outragé par la violation de la neutralité belge ? interroge M. Prüm. En ce faisant, vous auriez agi conformément aux enseignements de Benoît XV. « Il n'est jamais permis, pour quelque raison que ce puisse être, de violer la justice », tel est le principe que le Souverain Pontife a opposé, dans son allocution consistoriale du 22 janvier 1915, à celui des « nécessités militaires » de M. de Bethmann-Hollweg. Avant Benoît XV, du reste, Pie IX avait, dans le *Syllabus*, expressément condamnés ceux qui soutiennent que la « violation d'un serment, si sacré soit-il, et toute action contraire à la loi éternelle de Dieu ne sont pas toujours blâmables », mais qu' « au contraire, elles sont permises et louables, lorsqu'elles ont pour cause l'amour de la patrie ». Ces enseignements, qui ont toujours été ceux de l'Eglise, qu'en avez-vous fait ? insiste M. Prüm. Votre presse, la presse du Centre catholique, a beau essayer de s'en tirer en prétextant que, quand l'armée allemande est entrée en Belgique, la France avait déjà violé sa neutralité, vous ne faites, poursuit M. Prüm, qu'ajouter un mensonge à une injustice. M. Prüm est payé pour savoir ce que valent les protestations teutonnes, d'ailleurs démenties depuis par le Chancelier de l'Empire. A leur entrée sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, les autorités allemandes n'ont-elles pas proclamé contrairement aux faits — M. Prüm en fut témoin, — que « la France ayant ouvert sur le sol luxembourgeois, en dépit de la neutralité du Luxembourg, les hostilités contre l'armée allemande, Sa Majesté s'est vue contrainte par le besoin le plus pressant à la douloureuse nécessité de donner l'ordre à l'armée allemande, et spécialement au huitième corps d'armée, d'occuper le Luxembourg » ?

*
* *

M. Prüm ne sait pas moins ce qu'il faut penser de histoires de francs-tireurs, qu'il appelle des « histoires de brigands », dont la presse catholique allemande s'est servie, à la suite de l'autre, pour absoudre les massacres, les vols, les viols et les incendies dont la Belgique a souffert. Il fait observer que les troupes germaniques étant parvenues le 4 août à Visé, c'est-à-dire tout près de la frontière hollandaise à l'extrémité septentrionale du pays, c'est bien d'une *invasion* et non d'un simple passage qu'il s'agissait, invasion contre laquelle, dit M. Prüm, les Belges avaient non seulement le droit, mais le devoir de défendre leur patrie.

(1) Cette lettre de M. Prüm a été traduite et publiée en France, par M. René Johannet, sous ce titre : *La conversion d'un catholique germanophile* (Bibliothèque des ouvrages documentaires) avec une introduction et un appendice sur l'*Evolution du centre catholique allemand*.

Comment des catholiques, demande M. Prüm, ont-ils pu applaudir, ainsi que les journaux du Centre et vous-même M. Erzberger n'y avez pas manqué, à la dévastation d'un territoire indûment envahi ? Des milliers et des milliers de personnes appartenant à la population civile ont été emmenées en captivité, des milliers de foyers belges ont été détruits, les ruines s'entassent sur les ruines dans ce malheureux pays qui n'a fait que rester fidèle à sa foi sans que les catholiques allemands aient témoigné, non pas même de quelque réprobation, mais de quelque compassion vis-à-vis de leurs frères affligés, car, remarquez-le bien, les Belges sont, par surcroît, en majorité catholiques. Il n'est pas jusqu'aux déplorations de pasteurs aussi vénérables que Mgr Heylen et Mgr Mercier qui n'aient laissé les catholiques allemands impassibles.

Comment des catholiques, réitère M. Prüm, ont-ils pu, d'ailleurs, ne pas se révolter contre les cruautés inouïes dont l'armée allemande s'est, de propos délibéré, rendue coupable ? De ces cruautés, ils ne peuvent, en tant que catholiques, douter, le Saint-Père ayant publiquement déclaré que « la violence de l'attaque contre le peuple belge a dépassé toute mesure » et qu'au surplus « les régions occupées ont été dévastées plus que ne l'exigeaient les nécessités de l'occupation militaire ». Plus encore, comment les feuilles qui s'intitulent catholiques n'ont-elles pas craint d'attiser les haines et d'exciter au carnage, tel le *Leo*, journal populaire du dimanche qui, à l'en croire, serait publié dans un but d'édification ? « Que de fois, y lit-on, n'a-t-on pas accusé à tort l'Eglise catholique de permettre le tyrannicide ! Aujourd'hui, chacun est obsédé par cette question : n'aurait-il pas mieux valu pendre au premier arbre une demi-douzaine de fauteurs de la guerre choisis parmi les grands-ducs de Russie ? » M. Prüm cite, en outre, cette déclaration de M. Erzberger : « Plus impitoyable et plus cruelle est la guerre, et plus elle est humaine, parce que, de cette façon, elle aboutit plus vite à une fin satisfaisante. » Voilà bien une doctrine catholique !

Comment, enfin, des catholiques, objecte M. Prüm qui devient de plus en plus pressant, ont ils pu supporter, comme Mgr Mercier et Mgr Heylen s'en portent garants, que des prêtres innocents de tout acte de guerre fussent torturés et mis à mort ? Leur silence à ce sujet, pour lui, dépasse tout. Les catholiques allemands n'ont pas sourcillé. Que leur importe que le docteur Noël, professeur à l'Université de Louvain, que le curé de Saint-Joseph, que le recteur de l'établissement des missions Schentweld aient été arrêtés au moment où ils s'enfuyaient de la ville en flammes et enfermés complètement nus dans des étables à porcs ! Que leur importe que l'évêque de Tournai ait été, à l'âge de quatre-vingts ans, emmené comme otage avec les notables de la ville par la route d'Ath à Bruxelles et qu'épuisé par cette marche inaccoutumée sous le brûlant soleil du mois d'août, comme il chancelait de lassitude, l'un des soldats qui accompagnaient le convoi l'ait frappé cruellement ! Que leur importe que, dans le seul diocèse de Namur, vingt-cinq prêtres et religieux aient été assassinés !

Les catholiques allemands ne peuvent même pas abriter leur silence à l'endroit de ces attentats contre des prêtres derrière un semblant de raison, stipule M. Prüm : Mgr Mercier ayant proposé, en janvier dernier, au commandement allemand, qui prétendait que ces prêtres se trouvaient en état de défense, d'instituer une Commission d'enquête composée, pour moitié, de délégués allemands et de magistrats belges, sous la présidence d'un neutre, il ne lui fut pas répondu.

Les pires sacrilèges n'ont pas mieux réussi à troubler, constate M. Prüm, la conscience de ces singuliers catholiques. Leur abondance n'est, cependant, pas douteuse. Les plus hautes autorités ecclésiastiques l'affirment. « Ce qui afflige profondément et tout spécialement notre cœur, écrit Mgr Heylen, évêque de Namur, c'est la pensée des horribles sacrilèges dont différents endroits de notre diocèse ont été le théâtre. Nous les déplorons du fond du cœur parce qu'ils atteignent directemnet nôtre Divin Maître dans ce Très Saint-Sacrement de l'autel, dont nous nous étions tant efforcés de répandre le culte dans notre diocèse. » Benoît XV a eu beau, dans son allocution du 22 janvier, adjurer les belligérants de la façon la plus pressante « d'épargner tout spécialement les maisons du Seigneur et les serviteurs des autels », les troupes tudesques n'en ont pas moins continué d'incendier les églises et les catholiques de se taire.

M. Prüm, dans sa droite conscience de fils soumis de l'Eglise romaine, n'en revient pas.

Il traite l'acquiescement des catholiques allemands à un pareil débordement d'horreurs d'aberration morale et de maladresse.

Aberration morale ! il n'est que trop vrai. M. Prüm a écrit sa lettre précisément pour s'en désolidariser. « Il faut donc absolument éviter, déclare-t-il en propres termes, que des aberrations morales comme celles que vous manifestez publiquement depuis des mois, et qui n'ont été l'objet d'aucune contradiction de la part de vos coreligionnaires politiques, puissent être reprochées aux catholiques des autres pays. »

La maladresse des catholiques allemands ne

frappe pas moins M. Prüm. Maladresse politique ! d'abord — mais ceci s'adresse à l'Allemagne tout entière — car il faudra bien un jour renouer des relations avec les peuples qu'on aura ainsi martyrisés. Et comment cela se pourra-t-il si on se les est aliéné pour toujours ? Maladresse religieuse ! enfin puisque, à exciter la haine contre les catholiques belges et français, le catholicisme allemand ne peut pas lui-même ne point pâtir. Ce choc en retour a, du reste, déjà commencé au-delà du Rhin, expose M. Prüm à M. Erzberger. « Il me suffira, argue-t-il, de rappeler le cas du doyen de Saint-Nicolas à Elbing et de ses prêtres, qui ont subi les outrages de la populace ; le cas du curé de Sourbrat, dans l'Eifel, que des soldats allemands, rendus furieux, ont confiné trois jours dans une étroite chambrette et accablé de mauvais traitements ».

D'un mot, M. Prüm démontre qu'en se taisant, quand ils n'ont pas par leurs déclarations poussé aux pires excès, les catholiques allemands, et spécialement le Centre, ont trahi l'esprit, la discipline et les intérêts fondamentaux du catholicisme.

Mais les catholiques allemands sont-ils encore catholiques ? C'est de quoi doute et a raison de douter M. Prüm. Assurément, il doit se rencontrer en Allemagne des âmes sincèrement catholiques, qui, trop humbles pour prendre la parole ou trop peu perspicaces pour percer à jour les mensonges que le gouvernement leur débite, ont gardé le silence. Il n'en reste pas moins que la grande majorité de ceux qui, en Allemagne, font profession de catholicisme et, tout spécialement, les dirigeants du parti n'ont plus de catholique que le nom. Leur conduite en est la preuve, car elle est une conséquence de leur *germanisme* foncier : « Deutschland über alles. L'Allemagne au-dessus de tout. »

C'est ce que démêle fort bien M. Prüm. Il accuse tout net ces prétendus catholiques d'être des admirateurs de Nietzsche bien plus que des disciples de Jésus-Christ. Il ne se trompe point. Leur culte de la force, allié à la plus complète absence de scrupules dans le choix des moyens, en est l'indice. Plus allemands que catholiques et plus catholiques d'apparence que chrétiens, dans le but avéré de mettre la discipline catholique au service de la force allemande, — fût-elle la barbarie organisée d'aujourd'hui, — leur catholicisme n'est pas autre chose qu'une façade. Au fond, ces catholiques-là sont des païens. Aussi bien, leur Dieu — *Gott mit uns !* —, ce Dieu que l'archevêque de Cologne von Hartmann a osé invoquer, est il un Dieu exclusivement germain.

Ce dieu que nous supplions aujourd'hui,
Qui nous nourrit d'un feu céleste,
L'esprit Saint de l'Allemagne,
C'est lui que nous devons confesser.

chante le poète Will Vesper. Un tel Dieu n'a rien de commun avec celui de la Bible ou de l'Evangile.

Aussi bien, né en 1870 pour la défense des intérêts catholiques, avec Windhorst, Savigny, Mallinckrodt et Reichensperger, le Centre catholique a évolué, à partir de 1900, avec Lieber, Spahn et Erzberger, vers l'interconfessionnalisme et, finalement, vers le pangermanisme le plus exalté, jusqu'à lui sacrifier les intérêts catholiques qu'il était primitivement chargé de défendre.

M. Prüm ne se trompe pas. Le premier des neutres, il a dénoncé le danger que le parti catholique allemand, si dignement représenté par M. Erzberger, fait courir au catholicisme tout entier. Il a vu clair et il a eu le courage, alors que d'aucuns s'attardent encore à révérer dans le Centre catholique allemand l'un des piliers de l'Eglise, d'exprimer, en tant que catholique, son indignation d'une attitude qui, en face des monstruosités de toutes sortes amoncelées, de parti pris, par les troupes germaniques, n'a jamais été — honte ineffaçable ! — que de silence ou d'encouragement.

PAUL GAULTIER.

LA BULGARIE ET LA GUERRE

L'énigme bulgare subsiste presque entière. Depuis plus de douze mois maintenant, la diplomatie européenne agite cette question : quand et comment le cabinet de Sofia prendra-t-il définitivement position ? Sur ce thème, ont été élaborés déjà un nombre incalculable d'articles dans toutes les presses du monde, — car ce qui est étrange et suggestif dans cette crise universelle, c'est qu'on s'intéresse parfois autant et plus aux non-belligérants qu'aux belligérants eux-mêmes. Rien de plus légitime, au demeurant, pour les personnes capables de réflexion : l'adhésion subite, ou même lentement ménagée, d'un de ces non-belligérants à l'une des grandes combinaisons en lutte peut déterminer des effets d'une incalculable portée, en rompant un équilibre transitoire.

Mais le mystère bulgare a été, jusqu'ici, le plus attachant de tous. On ne s'est jamais demandé, depuis le jour où le roi Carol Ier adressa à Vienne

et à Berlin sa fameuse déclaration de neutralité, si la Roumanie deviendrait l'associée des puissances centrales : resterait-elle neutre jusqu'au bout ou adhérerait-elle au pacte initial de la Triple-Entente, déjà grossie de l'apport d'autres Etats ? Il était impossible que le cabinet de Bucarest se retournât vers les deux Empires, après avoir virtuellement dénoncé l'accord de 1884, et quelques influences germaniques qui s'exerçassent dans les cercles dirigeants du royaume, la réalisation de la volonté populaire, clairement exprimée, ne pouvait sortir que du démembrement, donc du désastre de l'Autriche-Hongrie.

Le cas était identique pour la Grèce. Depuis le renversement de Venizelos, en mars, par une coterie de cour, ce pays a perdu en Occident quelques sympathies, à tort ou à raison d'ailleurs, car il n'a pas encore dit son dernier mot et il est parfois sage de faire crédit aux peuples; mais nul n'a envisagé la possibilité pour lui de coopérer à l'action austro-turco-allemande. Pareille collaboration eût été ruineuse, à tous points de vues, pour ses aspirations les mieux enracinées et pour son désir de conservation le plus élémentaire : la victoire de François-Joseph lui eût enlevé Salonique, et celle de Mehmed V les îles, dont il s'est emparé de 1912 à 1913. Deux conceptions s'offraient seulement à ses hommes politiques : la neutralité inébranlable (c'était le système de Gounaris) et l'alliance avec la Triple ou la Quadruple-Entente (c'était le programme de Venizelos).

Pour la Bulgarie, au contraire, on a toujours admis trois hypothèses : 1° elle servirait la cause des deux Empires et, par suite, celle de la Porte en jetant ses armées sur les Serbes, sinon sur les Roumains et sur les Grecs, et en essayant, de la sorte, de refaire la carte balkanique à son profit et de venger son échec de juillet 1913 ; 2° elle conserverait une neutralité farouche, évitant de se compromettre avec les uns et avec les autres, afin de se faire rémunérer cette abstention systématique par les uns et par les autres ; 3° elle viendrait grossir l'effectif des Etats qui luttent contre les tentatives d'hégémonie germanique, et se souviendrait judicieusement que sa création et son extension ont été subordonnées à une saine application du principe des nationalités.

On comprend aisément que cette énigme bulgare, qui est proposée depuis plus d'un an à la sagacité des chancelleries, les préoccupe à un degré éminent. Il faut, en ce moment plus que jamais, appeler les choses par leur nom, voir les réalités, se soustraire aux duperies volontaires. Et puis, à quoi bon taire ce qu'à Sofia on sait aussi exactement qu'à Paris, à Londres, à Pétrograd, à Berlin ou à Vienne ? La décision finale de la Bulgarie, en dépit de l'exiguité d'ailleurs relative de ses forces, aura des répercussions d'une importance réelle — dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel. On raisonne mal, lorsqu'on dit : « Dans cette guerre de millions d'hommes, les centaines de milliers d'hommes sont presque négligeables » ; ces centaines de milliers d'hommes peuvent faire, à un instant quelconque, pencher la balance, surtout lorsqu'ils sont destinés à opérer sur l'un des secteurs les plus sensibles du vaste front européen, — et l'armée bulgare menace à la fois la Serbie et Constantinople.

Imaginez que M. Radoslavof (c'est une supposition absurde à mes yeux, — je l'écris tout de suite, — mais enfin elle a été envisagée et débattue) opte pour la coalition austro-turco-allemande. Il écarte toute éventualité d'offensive serbe contre l'Autriche-Hongrie, complique les difficultés déjà naturellement grandes de l'entreprise des Dardanelles, suspend l'action possible de la Grèce en Ionie, l'action probable de la Roumanie en Transylvanie, et par là apporte à nos adversaires un concours très précieux.

Imaginez qu'il évite jusqu'au bout de se prononcer : l'immobilité bulgare suffit en soi à imposer à la Serbie, à la Roumanie, à la Grèce, des précautions qui ne laisseront pas d'être grosses de conséquences au point de vue militaire, comme au point de vue diplomatique. Pendant longtemps, le cabinet de Bucarest a invoqué cette immobilité pour expliquer ses propres hésitations, et le roi Constantin de Grèce a trouvé en elle son principal argument pour substituer M. Gounaris à M. Venizelos.

Imaginez, enfin, que M. Radoslavof accepte les suggestions de la Quadruple-Entente et lui donne l'appui des soldats bulgares, sinon sur les deux fronts de Turquie et de Bosnie, au moins contre l'Empire ottoman. La Serbie peut, sans regarder désormais derrière elle, envahir le territoire des Habsbourg ; la Roumanie reprend toute la liberté de ses mouvements au delà des Carpathes ; la Grèce ne redoute plus rien en Europe : le sort de Constantinople est réglé. Je ne crois pas exagérer en dégageant tous ces effets éventuels d'une décision favorable du cabinet de Sofia.

*
* *

Le peuple bulgare nourrit une profonde ran-

cune contre les autres Etats balkaniques : il y a là un fait capital et qu'il est à la fois puéril et inutile de contester. Il n'aime ni la Serbie, ni la Grèce, ni la Roumanie, ni la Turquie, ayant à se plaindre de chacune d'elles et formulant des revendications précises contre chacun des quatre gouvernements. Il se rappelle avoir été opprimé, foulé aux pieds dans le passé par les Ottomans, qui retiennent encore sous leur joug certains de ses nationaux ; il reproche aux autres chancelleries de la Péninsule d'avoir outrageusement méconnu ses droits, attenté à sa nationalité et violé la parole donnée, durant la crise orientale de 1912-1913.

Il a coutume d'affirmer d'abord qu'il a fait le gros effort contre l'armée turque, en Thrace, il y a trois ans, et que, sans ses propres sacrifices, les Serbes et les Grecs eussent moins facilement remporté leurs victoires de Koumanovo, de Monastir et d'ailleurs. Il a mis plus de 600.000 hommes sur pied, soit 15 0/0 de son contingent total d'alors, si l'on exclut 500.000 Musulmans, parmi lesquels il ne pouvait lever aucun bataillon. Ses alliés ont été loin de fournir un pareil pourcentage, et même ils n'ont pas tenu ce qu'ils avaient promis. Or, lorsqu'on compare la carte balkanique de 1914 à celle de 1912, on conclut forcément que la Serbie et la Grèce se sont beaucoup plus enrichies, dans l'ordre territorial, que la Bulgarie.

La Serbie et la Grèce ne se bornent pas à répliquer qu'elles ont exécuté tous leurs engagements militaires et qu'elles ont dû, elles aussi, livrer de sanglants combats ; elles ajoutent que si la Bulgarie n'a pas acquis en 1912-1913 des domaines comparables aux leurs, c'est qu'elle a provoqué, par sa brutale initiative d'agression, une coalition balkanique. Je n'entrerai pas dans le débat qui s'est instauré à ce sujet entre Sofia, Athènes et Belgrade ; la thèse bulgare, qui rejette toutes les responsabilités sur Pachich et Venizelos, ne me paraît pas sérieuse, et même certains hommes politiques bulgares, tels que l'ancien président du Conseil Guéchof, l'ont en grande partie abandonnée : ils se contentent, à vrai dire, de plaider les circonstances atténuantes, estimant, et avec raison, que toute autre argumentation serait stérile. La nation de Bulgarie, qui est avant tout une démocratie rurale, attachée au sol, et peu curieuse d'aventures, n'a certainement point encouragé son gouvernement, il y a deux ans, à déchirer soudain le pacte qu'il avait conclu avec les autres Balkaniques, et à prendre l'offensive contre eux ; et le gouvernement lui-même (je veux dire le conseil des ministres) était plutôt enclin à la prudence : ce furent le roi Ferdinand Ier et le généralissime Savof qui donnèrent l'ordre de l'attaque. Ils en furent cruellement punis, puisque la Roumanie, pour briser la tentative d'hégémonie bulgare, s'associa à la Grèce et à la Serbie, et que la Turquie, exploitant les circonstances, rentra dans Andrinople. Mais la Bulgarie se trouvait frappée pour des fautes qui étaient celles d'individualités puissantes et non de la collectivité. Elle accusa de sa défaite non point ceux qui l'avaient suscitée, en laissant libre cours à des ambitions intempestives, mais ceux qui en avaient profité. Le Serbe, le Roumain, le Grec, auxquels le Bulgare s'était déjà si souvent heurté dans le passé alors que par une propagande aux formes multiples et aux moyens innombrables il préparait l'assimilation de la Macédoine, devinrent des ennemis publics. Ils apparurent comme autant d'envieux, qui conspiraient l'anéantissement du royaume dont Sofia était la capitale et qui ne connaîtraient point de répit avant d'avoir abouti à leurs fins. Il faut apprécier exactement cette amertume, cette irritation, cette passion de revanche, pour bien comprendre les obstacles qui se dressent devant tout essai de reconstitution de la Ligue Balkanique.

Le peuple bulgare, depuis la paix de Bucarest qui a été à ses yeux l'instrument de tous ses malheurs, s'est replié sur lui-même, avec une sorte de poignante tristesse. Il croit l'univers entier hostile à son relèvement ; il n'a pas moins de méfiance pour les grandes puissances, qui ont admis sa spoliation, que pour les puissances secondaires avantagées par cette redistribution de territoires. Il se défie aussi de ceux qui gèrent ses affaires, de quelque côté qu'ils viennent. Mal servi par son souverain, qui s'abrite rarement dans son palais de Sofia et qui réside plus volontiers en Autriche ou en Hongrie, il se demande si ses ministres et ses diplomates ne sont pas trop prompts souvent à écouter les suggestions du dehors, à faire le jeu de telle ou telle chancellerie et à oublier les véritables intérêts nationaux. Mais quelque découragement qu'il ait subi en 1913, il continue à concentrer toutes ses aspirations sur la Macédoine, sur cette terre qu'il considère comme essentiellement bulgare et dont la perte lui apparaît toute provisoire. Comment la recouvrera-t-il ? C'est le problème qui le hante jour et nuit, et à la solution duquel il est disposé à subordonner toute sa politique. Cette volonté de reprise, entretenue par les nombreux Macédoniens qui occupent des places en vue dans l'armée et

dans les administrations, est telle qu'aucun chef de parti n'oserait essayer de se roidir contre elle : elle est infiniment plus forte que n'a jamais été le courant irrédentiste italien. Il faudra, coûte que coûte (et la diplomatie de la Quadruple-Entente ne l'ignore point), qu'elle se satisfasse un jour ou l'autre, — qu'une grande partie au moins des districts macédoniens, cédés en 1913, soient rétrocédés par leurs maîtres actuels.

Voilà un premier point et sur lequel on ne saurait trop insister ; il en est un second et tout aussi capital. En s'inféodant à l'Autriche sous la pression de Ferdinand Ier, la Bulgarie s'était engagée dans la pire des politiques. Soucieuse de se doter dans les Balkans d'un auxiliaire contre la Serbie, la chancellerie viennoise usait de tous ses moyens de séduction à Sofia. Le monarque bulgare se proclama tsar — c'est-à-dire roi indépendant, exempt de toute vassalité à l'égard de la Porte, dans la semaine même où François-Joseph annexait la Bosnie-Herzégovine. C'était en 1908 ; quatre ans plus tard, Ferdinand adhérait à la Ligue Balkanique, qui semblait dirigée contre l'Empire austro-hongrois et contre l'Empire Ottoman à la fois, mais il n'avait point, affirme-t-on, signé l'accord, avant d'avoir consulté la Ball-Platz qui avait entrevu, comme des probabilités sérieuses, la victoire des Turcs et la ruine de l'Etat Serbe. Quand la Ball-Platz s'aperçut de son erreur, elle pensa la parer en disloquant la Ligue Balkanique et en poussant l'armée bulgare contre les armées serbes et grecques : cette dissociation devait, à tout le moins, lui rouvrir la route de l'Archipel, brusquement fermée. On sait comment Ferdinand Ier, en dépit de sa machiavélique ingéniosité et de son indéniable réalisme, tomba dans le piège. Victorieuse avec l'Autriche en 1908, la Bulgarie était vaincue avec l'Autriche en 1913.

Lorsqu'on a procédé à cette rapide révision d'un passé tout récent encore, on saisit plus aisément les motifs qui ont déterminé l'attitude du cabinet de Sofia, durant la première phase de la crise européenne ; on entend les controverses qui peuvent s'élever dans les milieux dirigeants de la capitale bulgare : on calcule aussi à leur juste valeur les éléments qui inclineront les hommes politiques responsables du royaume Balkanique à une conduite non plus expectante, mais active, et des décisions d'une portée non pas seulement nationale, mais encore internationale.

*
* *

Durant l'hiver de 1914-1915, l'Autriche-Hongrie escomptait la coopération bulgare. — Tandis que Potiorek marchait contre Belgrade, les armées de Ferdinand Ier, dans la pensée de la Ball Platz, devaient venir lui tendre la main. Ainsi cette occupation conjointe du territoire serbe, en rendant d'ailleurs disponibles une plus grande partie des forces austro-hongroises, eût à la fois servi les ambitions de la cour de Vienne et la vengeance du cabinet de Sofia. — Conception simpliciste, trop simpliste ! Le comte Berchtold et le chancelier de Bethmann-Hollweg, qui partageait ses vues, et le comte Tisza, le premier ministre transleithan, qui les inspirait l'un et l'autre, s'étaient mépris sur la qualité intellectuelle des hommes d'Etat (ruraux d'origine) qui gouvernent la Bulgarie. On peut faire à ceux-ci beaucoup de griefs, et en particulier le reproche de sous-estimer la valeur des facteurs moraux ; on ne saurait leur dénier (du moins ont-ils fait leur preuve en l'espèce) une réelle sagacité. Radoslavof infligea aux chancelleries du Centre une déception presque équivalente à celles qu'elles subirent de la part de Salandra et de Bratiano. La combinaison qu'on lui offrait, pour séduisante qu'elle fût, lui apparut avec tous ses dangers ; elle se présentait un peu comme ces fruits superbes, mais empoisonnés, de la région tropicale. Au-dessus de l'antagonisme serbo-bulgare, si vivace cependant, la solidarité balkanique s'érigea. Le cabinet de Sofia désirait vivement, comme le peuple lui-même, effacer le désastre de 1913 et reprendre la Macédoine, mais deux objections tout de suite retinrent son attention : 1° Collaborer avec l'Autriche, c'était s'associer en même temps à la Turquie, c'est-à-dire s'interdire toute revendication territoriale sérieuse en Thrace et préparer éventuellement une victoire ottomane, rendre confiance et prestige à la Porte, qui manifesterait peut-être alors des exigences du côté de Dédéagatch ; 2° dans l'hypothèse d'un succès décisif de la coalition austro-germano-turque, et d'une déroute de la Serbie, qui aboutirait soit à la mainmise de la Ball Platz sur une portion de ce pays, soit à un entier asservissement économique et diplomatique, la situation des Balkans serait étrangement bouleversée. Par la force des choses, et même si dans le présent la Bulgarie acquérait quelque extension sur la ligne du Vardar, la politique austro-hongroise s'orienterait définitivement vers la Mer Egée. La Grèce, que les Bulgares n'aiment point, serait troublée dans sa possession de Salonique ; puis viendrait le tour de la Bulgarie elle-même, qui ne serait bientôt plus qu'une puissance vassale. Radoslavof voulait bien récupérer les territoires perdus, mais sans compromettre l'avenir : il perçut — nettement ou

confusément, peu importe, — la menace de l'Empire habsbourgeois et se déroba à son étreinte. D'ailleurs, en repoussant les sollicitations qu'il recevait, il donnait satisfaction à un parti national puissant et nombreux, et dont il ne pouvait braver impunément la colère, le parti qui groupait les fractions de Guéchof, de Danef, de Malinof, etc. Ces anciens présidents du Conseil, russophiles de tendances, s'appuyaient sur la masse paysanne, qui n'oubliait pas les services rendus par le cabinet de Pétrograd à la Bulgarie naissante. Ils se souvenaient eux-mêmes que, si la grande Bulgarie n'avait pas été fondée dès 1878, la Russie avait pourtant délimité ses frontières dans le traité de San Stefano.

Radoslavof affirma donc, pendant des mois et des mois, qu'il garderait une neutralité complète et loyale. Chaque fois qu'il était là-dessus questionné par un des diplomates de la Triple Entente ou par un de ces journalistes qui essayaient de sonder sa pensée, il renouvelait ses prétentions sur le Vardar et réitérait en même temps sa promesse de ne point déchaîner une guerre balkanique. Mais cette attitude pouvait-elle se révéler définitive ? Le problème qui se posait devant l'Italie, et devant la Roumanie, se dressait aussi devant la Bulgarie : l'immobilité suffirait-elle à assurer la victoire des irrédentismes ?

La Bulgarie avait conservé son contact avec les Empires du Centre d'un côté, avec les Etats de la Triple-Entente de l'autre, mais cette politique, quel que fût le parti triomphant, ne lui offrait que de maigres garanties d'expansion. Dans une pareille crise, l'inaction ne saurait être un titre sérieux. Si l'on combine les deux éléments qui ont été ici mis en lumière : 1° la volonté des Bulgares de reviser la paix de Bucarest ; 2° leur répugnance à demeurer les agents de la politique autrichienne, — on comprend aisément que leur évolution diplomatique devait les écarter de plus en plus de Vienne et de Berlin. Cette évolution s'accomplit avec une lenteur extrême, car le cabinet de Sofia entendait ne point se contenter de rectifications dérisoires ou accessoires, mais régler, une fois pour toutes, une question qui était, au premier chef, nationale. Ses exigences s'accrurent d'ailleurs, et rien n'est plus compréhensible, au fur et à mesure qu'il sentait son intervention plus utile aux puissances qui opéraient à Gallipoli.

Il serait trop long de raconter, même par le menu, les négociations qui ont eu lieu entre le cabinet de Sofia et les différentes chancelleries depuis un an. Rarement l'activité diplomatique d'un pays fut aussi complexe et, ajoutons le, aussi souple. Les moyens que la Bulgarie employa pou préparer son relèvement ne pourront être jugé que lorsque la paix sera conclue et la carte rév sée. Alors sans doute nous découvrirons le f conducteur, qui nous permettra de nous retrouv dans le labyrinthe de ses combinaisons. Ce q importe, c'est qu'elle n'a cessé, jusqu'à l'heure c j'écris, de marquer ses préférences pour un a cord avec les alliés, à condition que ses aspir tions nationales fussent réalisées. Elle n'a pas d'autre principe d'action, et l'on ne saurait lui r procher cet exclusivisme.

Posons quelques jalons : elle surveilla d'abo avec une attention soutenue et caractéristiqu l'évolution de l'Italie, puis contrôla celle de Roumanie : il sembla même qu'elle dût pre dre beaucoup plus tôt sa décision et elle l'e prise, sans doute, si la Roumanie était entrée ligne à la même heure que l'Italie. Elle était d'a tant plus prête à se concerter avec Rome et Buc rest, que ces deux chancelleries, tout comme ell avaient des points de friction avec le cabinet Nisch. Elle se borna, pendant ces mois du pri temps 1915 où la fermentation diplomatique f si intense, à négocier avec la Roumanie la rét cession de la Dobroudja dite Bulgare. C'était dé là une indication de haute portée, car, en ouvra ces pourparlers, elle suggérait de légitimes i quiétudes aux trois Empires ; en libérant la Ro manie de toute crainte pour sa frontière du Su elle lui rendait toutes ses forces pour une attaq vers l'Ouest... Elle avait appris au mois d'avr par la publication des mémoires de Vénizelos roi Constantin, que l'homme d'Etat hellène, s les suggestions de la Triple Entente, penchait lui restituer Cavala; elle n'ignorait pas que la T ple Entente, en échange de son concours arr contre l'Empire Ottoman, lui donnerait And nople et la ligne Enos-Midia. Lorsque Radoslav dans ses interviews successives, développait théorie des quatre « Alsaces » Bulgares, — dé nues par la Serbie, par la Grèce, par la Roum nie, par la Turquie, — il savait nettement q pour trois d'entre elles, la France, l'Ang terre, la Russie (et l'Italie s'est jointe à ces pu sances) acceptaient à peu près ses propres vue que la Roumanie n'y contredisait pas : que Grèce, après un retour au pouvoir de Vénizel ne se montrerait pas intraitable, et que la fo de ses armes contraindrait l'Empire Ottom C'était le règlement du problème macédoni avec la Serbie, qui comporterait le plus de di cultés. Le cabinet de Nisch a protesté, à main reprises, depuis le début de la guerre, contre sacrifices territoriaux que ses alliés lui cons

ient ; qu'il s'agît de l'accord avec l'Italie sur la almatie, ou de l'accord avec la Roumanie sur Banat de Temesvar, on lui a demandé, pour uvegarder l'objectif commun, des preuves d'abégation dont je ne saurais trop souligner la aleur. Les Serbes ont eu d'autant plus de mérite souscrire à des renoncements douloureux pour ux que leur effort militaire a été plus lourd plus soutenu. Mais, en sens inverse, il est peris de dire que la défaite de l'Autriche-Hongrie ur conférera d'exceptionnels agrandissements de ur domaine et une puissance de rayonnement oral qui ne pourrait être prisée trop haut, — par suite qu'aucun des facteurs de cette déite ne devait être négligé.

A l'heure actuelle, le cabinet de Nisch se deande si, oui ou non, il a intérêt à assurer à la ombinaison de forces dont il fait partie l'appui la Bulgarie, et à trancher une fois pour toutes querelle avec le cabinet de Sofia. Je n'envisagei pas ici les modalités de ce règlement : il s'agit ulement de fixer un principe dont il appartient la diplomatie de déduire toutes les conséquences.

Le problème Macédonien est capital. Il est esntiel pour aujourd'hui, — et toutes les négoations latérales, que Radoslavof a ouvertes dans ordre territorial avec la Turquie et continuées ns l'ordre financier avec Berlin et Vienne, n'apraissent que comme des expédients un peu gros our hâter les décisions de la Quadruple Entente de la Serbie. Il est essentiel pour demain, car, l n'est pas résolu durant la crise européenne et l'amiable, il risque fort de provoquer une nouelle crise après la signature de la paix.

Ceux qui estiment à son importance la reconitution de la Ligne Balkanique, ceux qui préient le rôle considérable que joueront, dans e Europe transformée, les Etats des Balkans randis et associés, insisteront pour que cette sotion amiable soit préparée effectivement par e diplomatie plus vigilante et plus ingénieuse. est à cette diplomatie d'obtenir des chancelles en cause des concessions mutuelles, — conssions d'autant moins pénibles peut-être, en dét de l'excitation parfois factice des esprits, que remaniement de la carte sera plus vaste et eux étudié. L'heure est venue d'établir dans ces lkans, d'où la tourmente est en somme sortie, équilibre durable entre les nationalités en conct. Je ne sais point mauvais gré à la Bulgarie nous avoir rappelé la nécessité de cette tâche, la Serbie ajoutera encore aux services qu'elle a jà rendus à la cause de la liberté, si elle facilite règlement, dont elle ne sera point la dernière profiter.

PAUL LOUIS.

LES POÈTES ET LA GUERRE

L'HOLOCAUSTE (1)

C'est que, dans l'originalité encore en formation de Charles Dumas, des pensées étrangères vivent confusément à son insu. Et, par exemple, les accessoires du mysticisme chez le poète libre-penseur viennent en ligne directe de Georges Rodenbach. D'autres réminiscences ne sont pas rares dans l'*Eau souterraine*. On ne sait toujours en préciser l'origine, mais on ne peut se défendre de les saluer au passage. Baudelaire, Mallarmé, Verlaine, Samain ? Il semble bien qu'on ait lu quelque part déjà un bon nombre d'hémistiches et de vers qu'on retrouve ici. Cela ne prouve pas seulement, comme il arrive, une mémoire retentive, mais plutôt une inspiration gênée pour exprimer son ardeur négative et ses abstractions péniblement conçues et qui accroche la pensée sur des formules heureuses créées par d'autres moins indigents.

L'œuvre de Charles Dumas ne laisse point une impression de spontanéité, mais bien d'épuisement et de stérilité. L'exécution, en effet, est rarement à la hauteur de l'intention, ni surtout égale au pathétique soupçonné. La tension perpétuelle de cette âme l'a conduite à l'outrance de la pensée et du verbe et il est remarquable, notamment, comment les épithètes et les mots dépassent les choses qu'ils signifient. Pourtant, Charles Dumas était un poète. Lorsqu'il négligeait les concepts où sa pensée débile voulait se hausser, les symboles trop artificiels et les allégories pénibles où il s'épuisait en quête de nouveauté, ainsi que l'ironie sèche où parfois il se complaisait, il savait murmurer des vers d'amour délicieux et il a écrit quelques ariettes d'un rythme délicat qui ont le charme mélancolique des choses qui ne sont plus :

VESPER

Je n'ai rencontré personne...
J'étais trop petit.
Je n'ai rencontré personne
Quand je suis sorti.

J'ai cherché pendant une heure
En grinçant des dents,
J'ai tourné pendant une heure
Qui dura cent ans.

J'ai crispé mon poing farouche
Vers le ciel des cieux...
Un air lourd m'a clos la bouche
Et m'a clos les yeux.

(1) Voir la *Revue Bleue* du 31 juillet — 7 août 1915.

J'entendis par la forêt
Des feuilles froissées...
Je suis sûr que je pleurais
Quand Elle est passée...

Il ne viendra plus personne,
Il fait presque noir...
Rentrons. C'est ce soir l'automne,
Et voici le soir. »

Le patron de ces vers se trouverait peut-être bien dans les chansons de Maeterlinck, mais Charles Dumas leur a rendu un air d'inédit. Il survivra par là.

Lui aussi, Charles Perrot, analyse son cœur et sa pensée ; il s'épuise à cet exercice dissolvant et sans répit. On m'affirme, et je le veux croire, que ce poète était né en Algérie. Mais rien ne trahit, dans son œuvre, pareille origine, qui pouvait faire supposer un éclat, une rutilance, une fougue dans le ton et la couleur, quelque chose de barbare enfin, par quoi se distingue, par exemple, l'âpreté de génie d'un Tertullien. Ou du moins, parce que nous avons accoutumé de reconnaître à ces signes la littérature coloniale africaine d'aujourd'hui, un accent d'exotisme, une véhémence éloquente, un tumulte de sonorités et d'images qui sont le lot ordinaire des écrivains nés aux pays du soleil et qui vivent, les yeux et l'âme tendus vers une lumière plus crue que celle qui baigne les coteaux modérés de la France. Or, ce n'est pas cela du tout. La poésie de Charles Perrot est loin d'être corruscante ; sa tonalité est plutôt grise et uniforme. Le lyrisme n'en est ni extravagant, ni même oratoire. Il va d'une allure tempérée, lente et sage. Au lieu que d'avoir les mérites et les défauts qu'on espérait et qu'on lui souhaiterait, il demeure sans désordre, sans audace, un peu à l'étroit dans les contours du vers traditionnel de la strophe banale de quatre alexandrins à rimes alternées. Malgré son âge, Charles Perrot n'est nullement un descriptif. Il ne considère la nature que par comparaison avec son âme et afin d'y chercher des simulacres de sa douleur. Artiste casanier, il ne la regarde que rarement de tout près. On pourrait même affirmer qu'il n'en sait que ce qu'on en aperçoit dans les villes : les arbres malingres des avenues qu'il lui arrive de contempler de sa fenêtre ouverte et les plantes et les fleurs des jardins publics où il promène parfois sa rêverie solitaire. En dehors de là, elle lui est indifférente ou inconnue,

J'ignore tout du monde et ne sais rien que moi

et le monde ici comprend plus que l'agitation de ses pareils. Toutefois, au contraire de Charles Dumas, celui-ci est parvenu à se définir. Il n'a pas fait que constater et déplorer sa tristesse et son incurable ennui, il s'est appliqué à en démêler les causes. Le résultat de ses investigations psychologiques fut le suivant : une hérédité paysanne longtemps asservie au labeur et au silence courageux pesait sur l'âme moins énergique du pâle descendant et l'accablait d'une souffrance mystérieuse. la foi qui avait été celle de son enfance pieuse avait cédé aux doutes et aux passions de la vingtième année. Rien n'était venu remplacer son charme sentimental et l'instinct religieux et le besoin métaphysique encore tout vivaces et frémissants n'avaient où se prendre. Cela faisait dans le cœur comme un grand trou sombre, une faim de certitude et de tendresse que ni le culte désintéressé de l'art ni les amours de rencontre ne parvenaient à combler. De l'amour qui passe, amour faux, mensonger amour, mauvais amour, il s'était vite affranchi sentant bien que l'habitude prise le retenait dans des liens d'où son idéalisme foncier préférait s'évader. Du doute et de l'inquiétude, il eut voulu également se dégager et aussi se déprendre du rêve. Mais l'intervention de la volonté n'est plus suffisante ici et qui est martyr de l'angoisse et des scrupules de la conscience doit souvent supporter jusqu'au bout la rude épreuve. Il n'y a d'apaisement possible que dans la confession, humble et entière de sa misère. Ainsi, de Charles Perrot *La Plainte intérieure* (1) n'est que l'histoire d'une souffrance morale provoquée par le regret des paradis perdus : paradis de l'enfance naïve croyante, paradis de l'unique amour, de la virginité et de la simplicité du cœur. Car, à la différence de la vague plainte verlainienne, vagissemente dolent d'un cœur qui gémit de ne comprendre pourquoi « sans amour et sans haine », il a tant de peine, la plainte de Charles Perrot est d'autant plus profonde et plus émouvante que le poète sait mieux ce qui la motive. Elle se fonde sur un faisceau d'idées très nettes et très positivement déduites grâce à un esprit quasiment mathématique qui impose sa clarté jusque dans l'ordonnance rigoureuse du livre entier, un des plus méthodiques que je sache.

D'entre les solutions qui s'offrent pour résoudre la désespérance, le suicide apparaît tout d'abord. Charles Perrot, par un sursaut d'énergie où il faut voir peut-être un effet de son vigoureux atavisme campagnard, repousse le suicide comme une lâcheté. A l'instant même où la plus grande angoisse l'envahit et où il est sur le point de céder à l'appel de la mort, il résiste. Point de révolte comme chez Ch. Dumas, pas d'ironie douloureuse

(1) Bernard Grasset, éditeur, Paris, 1909.

pas d'imprécations. Le sentiment religieux qui s'obstine en lui ne tourne ni au blasphème, ni à l'impiété. Mais il appelle l'aide de l'inconnu, devinant qu'il est des heures

Où le doute dans l'âme assemble des prières

Il se laisse aller à murmurer les vieux mots consolateurs de son enfance. Il prie avec onction pour reconquérir la sérénité du cœur et il fait l'aveu de son orgueil et de sa faiblesse :

Ah ! Seigneur, j'ai douté de tout et de vous-même,
Et voici que je doute à cette heure de moi.....

Je suis très las, Seigneur, c'est vrai, je suis très las,
Mon cœur est plus aigri de minute en minute,
Je ne veux point pourtant de cette ultime chute
Oh ! ce fleuve qui fait le murmure du glas !

Non, non, je ne veux pas, Seigneur, et ma prière
S'élève plus fervente et plus calme vers vous...
Eloignez-moi, mon Dieu, loin de tout ce remous
Attirant ; laissez-moi marcher vers la lumière.

Oh ! laissez-moi tenter encor un faible effort ;
Laissez-moi lentement édifier mon œuvre
Eloignez la douleur qui m'étreint, cette pieuvre
Seigneur, je ne veux pas descendre vers la mort.

Les purs élans et les beaux jaillissements vers en haut sont nombreux et l'ingénuité s'y mêle adorablement au pathétique :

Ah ! Seigneur, si j'allais prier dans votre église,
Peut-être j'oublierais ce doute qui me brise
Vous qui m'avez connu quand j'étais tout enfant,
Vers qui j'allais, les mains jointes, et, triomphant,
Versant tout mon espoir en une humble prière,
Ma nuit serait bien peu près de votre lumière.
— Mais, mon Dieu, vous voyez que je suis hésitant,
Timide et maladroit, que je voudrais pourtant
Aller vers vous et vous parler et vous connaître ;
Que le désir de vous m'étreint dans tout mon être.
N'aurez-vous donc jamais pitié du pauvre moi,
Qui se traîne et s'épuise à réclamer la foi ?
O mon Dieu, tendez-moi vos deux bras que j'y jette
A la fin ma pauvre âme en sanglots..... »

Charles Perrot n'était sans doute pas très éloigné d'une adhésion complète à la foi. Son passé et sa sincérité lui auraient certainement fourni, je pense, tôt ou tard, après l'apaisement, des raisons d'espérer et de croire. Une grande sincérité, une poignante sincérité, anime, en effet, la *Plainte intérieure*, un livre qui ne se recommande ni par l'invention des sujets, ni par des images pas encore vues ou des musiques inédites. Charles Perrot fait mieux que d'apporter une révélation poétique, il laisse à ceux qui le lisent un document psychologique loyal et véridique sur la jeunesse de ces dernières années.

Mais n'est-il point curieux d'observer que la guerre a donné, comme ici, une prompte et noble issue à la crise morale où se débattaient tant de pauvres âmes ?

V. — Quelques autres.

Parmi les jeunes écrivains qui surent élever leur courage à la hauteur des circonstances et qui sont tombés valeureusement face à l'ennemi, il eut fallu citer d'abord Charles Péguy qui fut le premier frappé, comme s'il entendait provoquer ainsi l'exemple et le sacrifice. Mais Péguy n'est pas le poète comme on le comprend d'ordinaire. Péguy est plus poète dans chacun de ses gestes et des actes de sa vie, empreinte de dévouement et de désintéressement, que dans son œuvre écrite. Il est surtout l'admirable constructeur de son intelligence, l'organisateur étonnant de ces plus étonnants *Cahiers de la Quinzaine* qu'il réussit à tirer de rien et à faire vivre à travers les résistances, les hostilités et les tempêtes, et qui eurent une si bienfaisante influence sur la pensée de notre génération. Péguy est, avant tout, un prosateur avec, dans sa prose à répétitions et dans son vocabulaire barbare, des coups d'aile et des éclairs de poésie. Mais il ne s'avère poète qu'occasionnellement. Encore qu'il ait mis au jour un nombre considérable d'alexandrins, *La Chansonnée du roi Dagobert*, la *Tapisserie de Sainte-Geneviève et de Jeanne d'Arc*, la *Tapisserie de Notre-Dame*, la *Présentation de la Beauce à Notre-Dame de Chartres*, la *Présentation de Paris*, *Eve*, etc., qui ont des allures de chansons de geste, il ne m'est pas permis d'insister ici sur ce survivant des vieux trouvères qui réclamerait à lui seul une étude complète et complexe. C'était un laborieux, patient et consciencieux tailleur d'imageries qui travaillait dans la matière brute comme les sculpteurs anonymes du moyen-âge inscrivaient leurs rêves pleins d'amour et de foi dans la pierre des merveilleuses cathédrales.

D'autres encore ont accru le martyrologe que la poésie doit à cette formidable guerre des nations. Mais leur œuvre à peine ébauchée est ou d'une portée moins générale, ou d'une répercussion moins évidente sur les lettres contemporaines. Quelquefois aussi elle n'était point assez dégagée de ces imprécisions et de ces tâtonnements coutumiers aux débutants, même quand, par la suite, ils sont destinés à se classer parmi les plus fiers représentants de notre histoire littéraire.

Voici M. Louis Sailhan. Celui-ci s'était attiré l'estime des connaisseurs par deux courts recueils les *Petits Poèmes* (1907) et les *Paysages intérieurs* (1914). Les vers dénotaient une préférence caractérisée pour les thèmes éternels de la poésie. Il

savait les développer avec force et non sans une réelle émotion. Beaucoup de pages de Louis Sailhan, sincères et sans prétention, ne laissent pas de témoigner, sous leur préoccupation philosophique, d'un accent personnel.

Voici Marcel Drouet qui fut aux *Marches de l'Est* le compagnon et le coadjuteur infatigable de M. Georges Ducrocq pour sa campagne ardente de diffusion de la langue française dans les pays bilingues. Il prit sa part d'action généreuse en faveur de la suprématie de notre culture et dans l'œuvre féconde de l'avant-guerre. Ardennais, vibrant, convaincu, d'un patriotisme véhément et d'une foi de croisé, c'était une victime de choix pour les balles allemandes. Son bagage poétique était mince sans doute, mais dans deux légères plaquettes où brûlaient la flamme et l'enthousiasme d'une jeunesse déjà soucieuse, on se plaisait à saluer mieux que de nobles promesses.

Jacques Nayral s'était révélé successivement conteur, romancier, dramaturge et poète. Quelques actes de lui avaient été représentés, non sans succès, en des théâtres du boulevard. Il avait peint des scènes de la vie politique provinciale dans un roman d'observation malicieuse et pénétrante : *Le miracle de Courteville*. Deux recueils de nouvelles : l'*Etrange histoire d'André Leris* et l'*Empereur et le Cochon* avaient suivi où l'on sentait une originalité souple et captivante en train de se dégager de l'ironie et de l'âpreté. Poète, on a de lui *A l'ombre des marbres* et *La dentelle des Heures*. Le premier de ces livres affirmait, en dépit de quelque faiblesse de rimes, un poète doué du don précieux d'évocation dans une forme amie de la plastique parnassienne. Trop de facilité, il semble, déparait certains vers de *La dentelle des Heures*, car la pensée tour à tour, austère, grave et frivole, n'était pas suffisamment servie par une écriture hâtive d'où la banalité n'était pas toujours absente.

Paul Drouot, tué par un obus, lors des actions récentes autour de Notre-Dame-de-Lorette, près d'Arras, laisse trois volumes de vers. Neveu de l'académicien Emile Gebhardt, petit-neveu du général Drouot, lorrain comme M. Barrès, il avait manifesté de très bonne heure des velléités littéraires, désireux qu'il était d'ajouter un lustre nouveau à un beau nom. Il n'était encore qu'un adolescent quand il avait publié ses premiers poèmes et fondé, en compagnie de Louis Thomas, Emile Henriot et quelques autres, la revue *Psyché* qui fut incontestablement la plus taquine et la plus irrévérencieuse de toutes les publications éphémères que voit naître chaque saison. Vers le même temps (1906), Paul Drouot donnait *La chanson d'Eliacin*. Il s'y montrait poète abondant, redondant, prolixe, d'une imagination légèrement incohérente, hantée de tous les défauts coutumiers d'une jeunesse avouée et trop grisée de littérature.

Par contraste, deux ans plus tard, Paul Drouot, dans *La grappe de raisin*, prétendait à une brièveté de forme et à une certaine concision de style que l'exemple de Moréas et ses *Stances* avaient mises à la mode. Il n'y a pas là moins de 250 pièces, à raison de 8 vers chacune et toutes construites sur le même modèle. Et on ne sait s'il convient de s'étonner davantage de l'extraordinaire variété de ces courts poèmes ou de cette idée singulière d'emprisonner aussi délibérément l'inspiration dans une cage plus étroite que celle du sonnet. Que le sujet soit badin ou sévère, classique ou romantique philosophique ou bachique, deux strophes le contiennent. Pareille méthode étouffe spontanéité et mouvement. Et c'est grand dommage, car la pensée naturellement subtile du poète épris des techniques mallarméennes, demeure trop souvent énigmatique. Cependant rien n'y est médiocre : l'excellent s'épanouit, çà et là, à travers les gaucheries, les hiatus fréquents et le rythme inexpérimenté. Voici, pour en témoigner, un joli rappel Renaissance :

La courte nuit d'été comme la rose passée,
Et ce beau jour d'orage et moi nous passerons :
Aimez mes yeux, ma bouche, aimez toute ma grâce...

Et ceci encore est senti et profond et commande l'ampleur :

Je donnerais le ciel pour un vers dont le charme,
Sombre comme l'odeur des grands eucalyptus,
Réveillerait en moi le don perdu des larmes...

Paul Drouot était un esprit raffiné, précieux parfois jusqu'au maniérisme. Il se voulait, par sa façon de penser, de voir et de dire, au-dessus du vulgaire. Il y a réussi sans grand effort. En lui, la réalité et le rêve se pressent, se joignent, se transposent et s'amalgament d'instinct. Nulle part on ne s'en aperçoit mieux que dans son dernier et important recueil de poésies : *Sous le vocable du chêne* (1910). Il y développe, d'après Michelet, qu'il cite en exergue, « les nobles enseignements des royautés de la douleur, des beautés graves et fortes, d'une âme qui combat et domine le sort » Dans l'arbre étreint par le lierre, Paul Drouot a vu son symbole. Ses vers n'étaient point parfaits, mais d'eux jaillissaient un sombre feu et une claire énergie. Ce poète était en voie de devenir un artiste tout à fait original.

Il y avait chez Olivier Hourcade un véritable paladin des lettres épris d'aventure, d'épopée et de conquêtes. Ses actes, parfois contradictoires, de méridional exubérant ne révélaient pourtant que la moitié de lui-même : le côté extérieur. Il cachait

une âme tendre, douce et naïve. C'était celle qu'on avait reconnue tout d'abord dans ces *Ombres tremblantes* (1909) qu'il publiait à 18 ans, à Bordeaux. Les vieilles gens maniaques, les demoiselles surannées, les servantes infirmes, dans le cadre familier et étroit de la province, étaient les figures qu'il se complaisait à dessiner en des rythmes hésitants, appris de Francis Jammes.

A 20 ans, Hourcade vint participer à la bataille littéraire de Paris. Ses pairs n'ont pas oublié sa fougue juvénile et sa générosité sympathique. Le souvenir du pays natal continuait à le hanter ; il lui dicta *Les Chansons de Gascogne*, scintillantes de lumière éparse et vibrante, de joie honnête et de bonne humeur communicative.

André Lafon, qui avait préfacé d'une page délicieusement émue les *Ombres tremblantes*, n'est point mort comme ceux-là dans les tranchées ou pendant une attaque de l'envahisseur. Il est juste de le compter cependant au nombre de ceux qui donnèrent leur vie pour la patrie en danger. Dédaignant la réforme, il s'était engagé. Par trois fois, il avait réclamé l'honneur de partir sur le front. L'autorité militaire l'avait gardé à l'arrière, et il instruisait les recrues dans un camp du Midi. Une scarlatine maligne est allée le terrasser là aussi sûrement qu'une balle de schrapnell, mais plus obscurément. Le premier grand prix de littérature attribué par l'Académie française, en 1912, à son premier roman l'*Elève Gilles*, avait projeté sur son nom et son œuvre, une brusque lumière, de quoi éblouir un tout jeune homme. Il n'en avait point tiré vanité et il était demeuré, comme par le passé, un garçon sentimental et méditatif, astreint aux travaux « ennuyeux et faciles » de la vie humble qu'il avait chantée dans ses poèmes. Car il était poète intensément et foncièrement. On le comprenait à lire sa prose fluide et fleurie où les vers blancs émaillent si abondamment le récit. Il avait, dans les *Poèmes provinciaux* décrit, avec un réalisme délicat et minutieux, avec une sensibilité fine et rêveuse, les êtres et les choses de la sous-préfecture où il était né et qui avait, en quelque sorte, façonné son âme à son image tranquille et recueillie.

Des intérieurs encore, encore l'existence égale et retirée des vieilles personnes dans les maisons anciennes au fond des jardins touffus, les invisibles présences des morts aux soirs de veillée, les rêveries des dimanches solitaires, formaient la matière d'un recueil suivant : *La Maison pauvre*. Mais les descriptions inclinaient maintenant à la confidence et l'attendrissement s'y chargeait d'amour et de mysticisme, en même temps que l'art devenait plus ferme et se gonflait d'émotion frémissante. André Lafon a fait entendre, au milieu du chœur souvent discordant des poètes contemporains, une voix harmonieuse et fraîche qui coule comme une eau pure.

Et sait-on s'il ne convient pas aujourd'hui de déplorer la perte de Louis Pergaud, signalé blessé et disparu depuis plusieurs mois ? Le prix Goncourt avait mis en vedette naguère l'auteur robuste et franc de ces « histoires de bêtes » : *De Goupil à Margot*, *la Revanche du Corbeau*, *le Roman de Miraut*, d'un naturalisme à ce point truculent que d'aucuns se choquèrent de sa hardiesse. Louis Pergaud n'invente qu'à peine. Ses livres se composent en grande partie des impressions d'une enfance villageoise contées sans détour devant la crue véracité, d'un style fort à la saveur acide.

Sous le prosateur, toutefois, le poète, chez Louis Pergaud, s'efface trop. Le romancier a pourtant fait son apprentissage de styliste et de descriptif en fixant les paysages francs-comtois et ses rêves de vie indépendante et campagnarde dans les limites exactes de sonnets soignés aux vers lourds de sensations. *L'Aube*, çà et là entaché d'inexpériences et de maniérisme, et mieux encore : l'*Herbe d'avril* sont d'un poète qui sait voir et rendre sensible sa vision par de mâles images et d'heureuses trouvailles. Quant à sa pensée, elle est toujours noble et fière et d'une élévation altière.

Citerai-je encore parmi cette jeunesse fauchée, Louis Geandreau, revuiste aimable et spirituel de qui on pourra représenter, à la paix, quelques comédies en vers bien construites et de bel humour ? Gilbert de Gironde, petit-neveu de cet autre poète oublié, Jules de Rességuier ? Et Robert d'Hunières, traducteur de Kipling et l'auteur de *Du désir aux destinées ?* Et René Tautain ? Et Jean Lhiver ? Et André Puget ?... Mais ils sont trop, hélas ! Et, chaque mois qui s'écoule, la Poésie s'incline sur une nouvelle stèle funéraire.

LÉON BOCQUET.

LA QUESTION MUSICALE ET LA GUERRE

L'Allemagne, métamorphosée en monstre, n'a-t-elle pas été, comme Fafner, avant son fratricide, travailleuse et en quelques points louable ? Avant de vouloir imposer au monde sa Kultur, mélange nauséabond de verbiage et de Sadisme, cette race, maintenant en horreur à la terre et au ciel, n'a-t-elle pas produit quelques hommes et quelques œuvres ?

L'humanité, en la vomissant, pour cinquante ans de crime et ceux plus indicibles encore qu'elle a rêvés, doit elle anathématiser son passé plus lointain ? Ce sont des questions graves qu'il ne faut pas abandonner à la foule, surtout en France.

Je ne suis pas de ces naïfs qui s'acharnent sur le Kaiser et les hobereaux et trouvent qu'au pays de Kant le paysage lui-même ait l'air honnête ; toute l'Allemagne, celle à casques et celle à lunettes, veut non seulement conquérir notre sol, mais exterminer notre race. Jamais notre haine ne sera assez aveugle, assez sourde, assez bestiale. Pour un chrétien : l'Allemagne, c'est le mal ! Pour un humaniste, la régression de l'espèce humaine.

Ceci exprimé, en ces termes forts, je demanderai aux honnêtes esprits, si dans le rejet des non-valeurs teutonnes, nous ne devons pas retenir les valeurs que nous ne pourrions remplacer ; et si nous ne serions pas des sots et des barbares de nous priver de quelques éléments de civilisation, propres à cette race, maudite aujourd'hui, mais qui a été bénie quelquefois, en la personne de certains hommes, plutôt nés de Dieu que de la chair, et qui appartiennent vraiment à l'humanité plutôt qu'à la mairie de leur inscription natale.

En architecture, l'Allemagne ne fut jamais qu'une élève mal douée et une imitatrice tardive ; en peinture, elle nous offre de bons chrétiens, un Dürer fort sympathique, un Grunewald étonnant. Que sont-ils auprès des italiens ? littéralement des ouvriers pieux, incapables de beauté, et tirant leur mérite de la dévotion et de l'exécution. De leur sculpture, mieux vaut n'en pas parler. Ils n'ont été que musiciens, et fort tard, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. S'extasie qui voudra devant les *quod libeta !* Faire entendre simultanément les chansons les plus disparates, convient à la race qui ne sait ni boire, ni manger, ni faire son lit, et qui a inventé la forme la plus pédante, la plus puérile, la plus inesthétique de la musique, dès qu'elle cesse d'être un utile exercice, la fugue !

Il y aurait une parenthèse à ouvrir sur la véritable nationalité des génies : Glück est un Bohême : et le maître de Salzbourg, si peu allemand, avec sa grâce inlassable et sa pondération constante, que les *Voces*, au théâtre de la Résidence, semblent une parodie : Chérubin chanté par une allemande. Le *Cosi de l'en tutti* à Munich, sont d'une expérience décisive. La question musicale se pose clairement : notre patriotisme se borne désormais à la musique des alliés, c'est le théorème. Il faudra ensuite examiner, s'il est exécutable.

On ne saurait assez le répéter, l'Allemagne adapte et n'invente pas. Jean Huss adapta le cantique catholique à l'hérésie, et Luther, à Worms, en face de l'Empereur, entonne son fameux choral. Si intéressant que soit l'emploi du chant comme moyen de propagande, à la façon des frères Moraves, la musique véritable à cette époque s'appelle Palestrina, et Vittoria. Nous sommes tellement empoisonnés de ces opinions berlinoises, qui ne sont que des assertions patriotiques, qu'on a peur de paraître paradoxal, en disant, ce qui est vrai pourtant : que l'apogée de la polyphonie vocale se trouve en Andalousie et en Castille, qu'elle s'appelle, Comes, Moralès, Guerrero, et surtout que Thomas Luis de Victoria est le plus grand génie de cet art et aussi supérieur à Sébastien Bach, que Sainte-Thérèse en mysticisme à maître Eckart.

Théâtralement, Vincent d'Indy nous a révélé Monteverde, beau génie, certes, et qui ne pâlit pas à côté de Gluck. Il n'est peut-être pas unique et sans aligner des noms avec signes interrogatifs, on trouverait bien de bonnes partitions entre lui et Glück.

L'auteur de Fervaal n'est pas tendre pour ce qu'il appelle *l'opéra-concerto-vocal :* il a raison pour l'*opera seria*, et tort pour l'opera bouffe, genre autrement franc que notre opéra-comique. La *Cecchina* de Piccini, *la Dorine* de Sarti, la *Frascatana* de Paesiello, *il Matrimonio secreto* de Cimarosa, la *Serva Padrone* de Pergolèse sont des merveilles de grâce et bien supérieures aux parties gaies de Wagner. L'Allemand n'a jamais su rire, cela est le propre des Italiens et des Français.

Nos rieurs, Monsigny, Philidor, Gréry, Dalayrac, Boieldieu, étaient aussi délaissés que nos tragiques Lulli et Rameau, Méhul, quand Richard Wagner fut révélé par l'héroïque Pasdeloup, presque en même temps que Beethoven. Le grand public en France a été initié au Cirque d'Hiver. Si le maître des neuf symphonies possède aujourd'hui beaucoup plus de fidèles parmi le peuple que dans la bourgeoisie, il le doit à l'irrésistible orchestre de *Tristan*.

La seule langue allemande, digne d'étude, est la polyphonie instrumentale avec ses quatre étapes grandioses : Haendel, Haydn, Beethoven, Wagner. L'orchestre wagnérien réalise la toute puissance expressive : avec lui, la musique prend la force d'un élément : jamais elle n'a été aussi étroitement contrainte à exprimer la littéralité d'un poème et aussi durement serrée par l'exigence du poète : chaque mot timbre les notes, aucune ne se risque dans la marge du texte : c'est un mi-

racle, le plus grand du xxe siècle. On n'avait pas encore vu la réunion du double génie dramatique et musical. Contre ce demi Dieu, véritable Dionysos de son art, l'opinion, travaillée par des inconscients, se cabre avec violence. Nous n'abusons pas de Haendel et de Haydn ; la base de nos concerts est Beethoven, le fonds de notre théâtre est Wagner. Le maître des quatuors a sa musique de chambre où on le trouve tout entier : le titan de Bayreuth ne se manifeste qu'à la scène. Supposons un instant qu'il en soit banni.

Sans doute, nous devons, après la guerre, monter immédiatement *le Guercœur* de Magnard, *la Hulda* de Franck et nous souvenir que la *Prise de Troie* de Berlioz n'a jamais été jouée, que *les Troyens à Catharge* devraient être au répertoire, que *Mercutio et Benedict* sont une adorable partition.

Mais nos théâtres nationaux sont des entreprises bâtardes, qui, en dehors de leur cahier des charges, font de l'industrie et sont forcés d'en faire, pour exister.

Le public a tout juste l'existence d'un passe-boule : il avale toute nouveauté, docilement. Parmi ses rares préférences, la plus forte, la plus légitime va à Wagner.

Est-ce pour la sublimité des sujets ou même pour la force incomparable de cet art ? Sans impertinence, je ne le crois pas. La raison vient de l'interprépation. Le drame de Wagner se passe de belles voix et d'art vocal : cela permet de l'exécuter sommairement, même en province.

Qui ne respecte la mémoire de Bordes et la Schola Cantorum ? Toutefois, ceux qui se figurent avoir entendu Vittoria par leurs soins, ou Palestrina, au Conservatoire, ignorent, et la beauté et les exigeances de cet art.

On ne déclame pas cette musique ; elle ne se réalise pas par l'expression seule, il faut que la note elle-même, isolée, soit belle ! Sur la plasticité du son et le bel canto, je ne peux m'arrêter, mais c'est la condition même de la musique des xviie et xviiie siècles, qui n'a, le plus souvent, qu'un sens décoratif : et si on ne le réalise pas, il ne reste rien.

Le beau chant est perdu : allez entendre la *Reine de la nuit* à la Gaîté : vous jugerez de ce que devient Mozart, quand la chanteuse ignore les règles.

Une autre constatation vient d'elle-même. En dehors du classique dont les lois essentielles et le style général se maintiennent dans les chefs-d'œuvre, la reprise d'une œuvre moyenne, à cinquante ans de distance, aboutit à l'avortement.

Antony, même avec Albert Lambert, beau et vibrant, paraît incompréhensible. Qui, aujourd'hui, jouerait Buridan, D'Artagnan, Lagardère ? Qui se tirerait, à son honneur, du *Miserere* du *Trouvère* ou de l'entrée de Figaro ?

Rops me disait un jour : « J'ai découvert un chapeau de ma jeunesse dans un placard et je n'ai pu retrouver le geste qui l'accompagne. » Remarque profonde ! Ce qui n'est pas éternel, porte une date, et surtout au théâtre ou en dehors des merveilles, la reprise est impossible.

Le théâtre Astruc a donné le *Cellini* de Berlioz pittoresque, vivante, verveuse partition, dont l'heure est passée. L'ombre mortelle baigne déjà l'adorable théâtre de Musset. Il n'y a pas de résurrection au théâtre ; et là ce qui est mort, est bien mort, à moins qu'un interprète surgisse, unique, surprenant et anime le fantôme.

Malgré la multitude des points qu'il a fallu toucher sans s'y arrêter suffisamment, nous tenons une conclusion.

Il y a bien, en dehors de l'Allemagne, des œuvres dignes de former un répertoire qui nous laisserait peu de regrets, mais il n'y a pas d'interprètes pour ce répertoire : et nulle entreprise nationale ou privée ne pourrait entreprendre leur formation. Même si on avait l'or, il manquerait les professeurs.

Le chant expressif a tué le beau chant : l'océanique voix de l'orchestre a mis dans nos oreilles cette houle que les enfants écoutent dans le coquillage : l'homme esthétique ne rétrograde pas, et la preuve, c'est qu'un Monteverde renaît rue Saint-Jacques et ne conquiert que la scène des Batignolles ; qu'on joue les *Troyens* une fois pour Delna, que *Merculio et Benedict* apparurent un soir seulement, à l'Odéon. Ces pieuses entreprises ne groupèrent jamais que des initiés.

On ne choisit ni la nature de son talent, ni le genre de ses plaisirs. Une époque qui s'avilit jusqu'au spectacle oculaire du cinéma, perdra le soin et le talent de la divine parole. Théâtralement, nous sommes très bas descendus.

Wagner est le seul qui sut vaincre le Réalisme, un monstre celui-là aussi, quoique français. Comment oublier que quelques mois avant la guerre, le plateau portait l'Eucharistie. C'est là un fait d'une portée morale indéniable. Deux tableaux consacrés à la Sainte Communion. Vraiment, celui qui a fait cela avait reçu une mission divine.

Il a insulté la France ! Quelle imposture ! Il a ri des trois Jules, Favre, Ferry, Simon.

En 1870, époque d'où peut dater notre haine légitime, Wagner avait achevé son œuvre, sauf le *Crépuscule* et *Parsifal;* né quatorze ans après la

mort de Beethoven, il n'appartient, à aucun titre, à l'Allemagne qui nous assaille.

Poème, musique, fresque, œuvre d'art a pour qualification, l'effet qu'elle produit en nous, la fleur qu'elle y sème, le fruit qu'elle y mûrit.

Cherchez dans les onze œuvres de l'incomparable Maître, vous n'y trouverez pas un accent, un seul qui ne jette, au vent des âmes, l'appel idéal.

De la première ligne à la dernière de ces onze chefs-d'œuvre, ce n'est que la magnification des pénitents, des héros et des saints, un hymne interrompu à la pitié, à la chevalerie, à la perfection morale.

Si vous lisiez avec assez d'attention la symbolique histoire de l'anneau, vous découvririez que le génie avec sa conscience, et sa prescience également divines, a condamné le Kaiser Wotan. Le Walhall qui s'écroule dans les flammes, c'est le burg maudit des Hohenzollern.

Wagner prophétisa la Revanche, en condamnant à la fois Aberich, Fafner et Wotan.

Faudra-t-il demander grâce pour l'annonciateur, inconscient, qu'importe, de notre victoire !

PÉLADAN.

EN LISANT BOURDALOUE

On parlait devant Anatole France d'un homme de lettres qui avait passé ses vacances à lire les sermons de Bourdaloue. Anatole France n'en revenait pas. Le charmant auteur de *Thaïs*, du *Lys Rouge* et de l'*Orme du Mail* ne concevait pas qu'en plein XXe siècle un homme sain de corps et d'esprit pût s'adonner à une occupation si austère sans une nécessité impérieuse ou à moins d'avoir commis quelque gros péché qui l'obligeât à faire pénitence. Après cela, jugez de mon embarras : comment avouer que, moi aussi, j'ai lu — et je relis — Bourdaloue ? En vérité je n'oserais, si je n'avais appris d'Anatole France lui-même et de son maître Montaigne que l'esprit humain est, de sa nature, sujet à l'instabilité, que rien n'est plus variable que ses jugements, et que tel pense aujourd'hui de telle sorte qui pensera autrement demain, « si nouvel apprentissage le change »...

Je veux dire tout mon espoir : je ne désespère pas de voir quelque jour Anatole France lui-même se plaire à la lecture de Bourdaloue. Et sans doute je ne prétends pas qu'il se convertisse (oserai-je dire que ce serait dommage ?) à la sévérité d'une morale qui ne connaît pas le sourire, ni qu'il admire ces « partitions » et ces « énumérations », ces cadres étroits et rigides, cette ordonnance didactique et sèche qui rebutait déjà La Bruyère ; en revanche, je serais surpris si le psychologue pénétrant, le moraliste délicat et fin qu'Anatole France est par-dessus tout ne rendait justice, quand il l'aura lu, à la finesse, à la profondeur, à la sûreté des analyses du psychologue Bourdaloue et ne saluait en lui, de ce point de vue, un de ses plus éminents devanciers. — Or, les circonstances actuelles nous offrent précisément une occasion admirable de reconnaître ces mérites.

Si paradoxale, en effet, que cette assertion puisse paraître, je ne connais pas de lecture qui soit plus d'actualité que celle des sermons de Bourdaloue, et je n'en connais pas de plus intéressante, s'il n'en est point qui fasse mieux comprendre les causes profondes des événements qui se déroulent sous nos yeux. Oui, la mentalité de l'Allemagne moderne étudiée à la lumière des sermons de Bourdaloue, c'est là — et quelques citations suffiront à le prouver — un des sujets les plus attachants sur lesquels puisse, cette année, s'exercer notre réflexion.

*
* *

Apprendrons-nous quelque jour qu'en Allemagne aussi, avant la guerre, des voix éloquentes s'étaient élevées pour mettre les âmes allemandes en garde contre les péchés d'orgueil, d'ambition, de cupidité, voire même pour inspirer à l'Empereur et à ses conseils, avec le respect de l'honneur d'autrui, des sentiments d'humilité ou, tout au moins, des goûts de modération ? A vrai dire, nous avons mainte raison d'en douter ! En tout cas, force nous est de croire que ces appels, s'ils se sont produits, n'ont guère été entendus, et comment auraient-ils pu l'être, s'il est vrai que, dans l'Allemagne du XIXe et du XXe siècles, l'orgueil, l'ambition, l'amour des richesses se sont manifestés sous la forme d'une véritable épidémie nationale, d'une monstrueuse démence collective qui, par une contagion sans exemple, partie des classes dirigeantes, a gagné de proche en proche tout le reste de la nation ? Contagion dont les causes sont trop connues pour qu'il soit nécessaire de les rappeler ; elles se ramènent d'ailleurs toutes à une seule : l'Allemagne a été grisée par ses triomphes trop éclatants et par sa prospérité trop rapide ; elle a grandi et s'est enrichie trop vite : c'est une parvenue et elle a une mentalité de parvenue... Ecoutons plutôt Bourdaloue, et, à défaut de moralistes allemands qui aient su ou voulu y voir clair, demandons à ce merveilleux observateur de nous édifier sur ce cas de pathologie morale. Au demeurant, je me garderai bien d'affaiblir par des commentaires l'impression

le cette pénétrante analyse : les applications qu'on n peut faire à la mentalité allemande sont trop vi-ibles pour qu'il soit besoin de les souligner.

*
* *

Bourdaloue donc observe que, parmi les nommes,

« les plus impérieux, ce sont le plus communément eux à qui cet empire qu'ils affectent doit [le] moins onvenir. Des gens qui de leur fonds ne sont rien, des gens sortis de l'obscurité et du néant, mais devenus grands par machines et par ressorts, ce sont ceux-là qui parlent avec plus d'ostentation, qui agissent avec plus d'autorité, et qui, pour relever leur fausse grandeur, se font une gloire d'abaisser même et de dominer es vrais grands... » (1)

A plus forte raison ceux-là se permettent-ils de dominer et d'humilier les petits, les faibles, renversant ainsi « l'ordre de Dieu », qui a fait les grands pour les petits, et oubliant que, selon la morale évangélique, plus on est grand, plus on doit être charitable et bienfaisant. Aussi bien, ajoute Bourdaloue, tel est trop souvent dans le monde l'effet de la richesse et de la prospérité : sans un miracle, l'esprit d'orgueil en est comme inséparable.

« Il suffit d'être riche pour tirer, quoique injustement, toutes ces conséquences désavantageuses : qu'on n'a plus besoin de personne, qu'on doit tenir tout le monde dans la dépendance, qu'on peut, sans obstacle et sans contradiction, se rendre délicat, impérieux, bizarre, qu'on est au-dessus de la censure et comme en pouvoir de faire impunément toutes choses, qu'on est sûr de l'approbation et de la louange ou, pour mieux dire, de l'adulation et de la flatterie... Conséquences dont se laissent infatuer non seulement les esprits populaires et bornés, mais les sages même et ceux qui du reste auraient de la solidité. En sorte que les uns et les autres, éblouis de l'éclat qui les environne et enivrés de leur fortune, se disent à eux-mêmes, aussi bien que le pharisien : *Non sum sicut ceteri homines* : je ne suis pas comme le reste des hommes, et le reste des hommes n'est pas comme moi... »

Et, développant ces différents points, Bourdaloue montre comment l'opulence, qui met les hommes en état de n'avoir besoin de personne, les dispose par là-même à mépriser tout le monde.

« Affabilité, douceur, patience, déférence, ce sont des noms qu'alors on ne connaît plus, parce qu'ils expriment des vertus dont on ne fait aucun usage. Qu'ai-je à faire, pense-t-on, de celui-ci ? que me reviendra-t-il d'avoir des égards pour celui-là ? Et, enflé que l'on est de ce sentiment, on ne sait ce que c'est que de céder, que de s'abaisser, que de plier, dans des occasions néanmoins où la charité et la raison le demandent... »

Pareillement, voir tout le monde dans sa dépendance, se voir recherché de tout le monde, redouté de tout le monde, obéi de tout le monde, quoi de plus propre à entretenir la présomption d'une âme superbe ? Certes, si elle voulait, cette âme, se rendre justice, elle se dirait que ces serviteurs et ces amis prétendus dont elle se glorifie n'ont souvent qu'un fonds de mépris et qu'une secrète haine pour elle...

« Mais l'orgueil, ingénieux à se tromper, ne laisse pas de profiter de cela même, se faisant, sinon une douceur, du moins une gloire d'avoir sous ce nom d'amis beaucoup de mercenaires et beaucoup d'esclaves. S'il n'a pas de quoi se faire aimer, il a de quoi se faire craindre, et, soit qu'on l'aime ou qu'on le haïsse, c'est toujours un sujet de complaisance pour lui de voir qu'on est intéressé, à le ménager. De là vient... que le riche, par là-même qu'il est riche, prétend avoir un titre pour devenir fâcheux, de difficile abord, d'humeur inégale, chagrin quand il lui plaît, impatient, colère, un titre pour rebuter les uns, pour choquer les autres, pour être à tous insupportable. » (1)

Oui, insupportable à tous, mais particulièrement à ces mercenaires et à ces esclaves, ou encore à ces « vassaux » et à ces « sujets » qu'il ne considère que pour « s'en glorifier et s'en faire honneur » (2). Quoi de plus contraire aux préceptes du christianisme ? Jésus-Christ défendait à ses apôtres d'être de ces hommes vains et superbes qui cherchent à dominer. Et le prédicateur, à son tour, de flétrir

« ces âmes païennes qui, joignant l'orgueil à l'autorité, la rendent également impérieuse et insupportable..., ces maîtres hautains et durs qui ne savent que se faire obéir, que se faire servir, que se faire craindre..., qui, usant de toute la force et souvent de toute l'aigreur du commandement, n'y mêlent jamais l'onction et la douceur de la charité. » (3)

Au reste, Bourdaloue n'ignore pas que l'esprit de domination qu'il combat ne manquera pas de prétextes pour se justifier, et de même il n'ignore pas de quels sophismes les âmes cupides savent colorer leurs convoitises, quelles réponses elles se font secrètement à elle-mêmes, quand on leur remontre qu'entassant toujours biens sur biens elles ne sont ni plus aimées, ni plus estimées.

« Tout est nécessaire dans le monde (raisonnent-elles) ; rien, à le bien prendre, ne suffit ; on ne peut jamais trop avoir ; les hommes ne valent et ne sont comptés que sur le pied de ce qu'ils ont ; il est doux de cueillir en pleine moisson ; il ne convient qu'à une âme timide ou à une conscience faible de fixer ses désirs. Maximes qui les endurcissent et dont ils se laissent tellement prévenir que rien ne les peut détromper. Or, figurez-vous quelles injustices cette passion effrénée traîne après soi. Imaginez-vous de quelles vexations, de quelles oppressions, de quelles concussions elle doit être accompagnée... » (1)

Que si l'esprit de cupidité ne sait trouver de lui-

(1) Sermon *sur l'Ambition*.

(1) *Sur les Richesses*.
(2) *Sur l'Ambition*.
(3) *Ibid*.
(4) *Sur les Richesses*.

même les arguments spécieux qui justifieront sa conduite, il n'aura pas de peine, du moins, à trouver des docteurs pour le rassurer. Ou plutôt, dit Bourdaloue, il s'en fera :

« Il leur cachera le fond des choses, il ne s'expliquera qu'à demi, et, par ses artifices et ses détours, il en extorquera des décisions favorables et les rendra malgré eux garants de son iniquité. Que le public s'en scandalise, il aura un conseil dont il se tiendra sûr. »

Oui, Bourdaloue ne l'ignore point ! Mais il sait aussi que la parole qu'il prêche sera encore plus efficace pour confondre l'esprit qu'il combat — et en effet il n'a pas de peine à en réfuter les sophismes. Il n'a pas de peine à montrer, par exemple, ce qu'il y a d'illusoire dans ce prétendu zèle dont certains se targuent de « faire leur charge », de « soutenir leurs droits », de « garder leur rang » ; même ne va-t-on pas plus loin ? et ne se fait-on pas quelquefois de ses fiertés et de ses hauteurs un devoir, « tant l'amour-propre est ingénieux à nous déguiser les vices les plus grossiers sous l'apparence de plus pures vertus ! ». — Mais, a déjà répondu Saint-Bernard, « pourquoi ce zèle ne s'allume-t-il qu'en certaines rencontres et lorsqu'il est question d'abaisser les autres et de prendre l'ascendant sur eux ? » Au surplus, ajoutait-il,

« Est-ce faire sa charge que d'en rendre le joug fâcheux, pesant et presque insoutenable à ceux qui le doivent porter ? Est-ce faire sa charge que d'irriter les esprits au lieu de les gagner, que de révolter les cœurs au lieu de les soumettre, d'insulter à ceux-ci, de rebuter et de désoler ceux-là, d'exciter mille murmures et de renverser toute la subordination en voulant l'établir et la rendre trop exacte ?... On s'entête de certains droits qu'on veut soutenir et, parce qu'on ne consulte point l'humilité chrétienne, il faut les soutenir, ces droits soit réels soit prétendus, à quelque prix que ce puisse être. Il faut, quelque plaie qu'en reçoive la charité et quoi qu'il en doive coûter au prochain, les faire valoir dans toute leur étendue, les poursuivre dans toute leur rigueur, n'en rien céder, n'en rien rabattre, n'entendre à nul accommodement, à nulle composition ; pourquoi ? parce qu'on est possédé de cet esprit d'empire et de domination, qui souvent même, par le plus déplorable aveuglement, d'une pure jalousie d'autorité se fait une vertu et une justice. »

Bourdaloue continue, frappant comme un sourd :

« Jalousie d'autorité ! ah ! tentation funeste, à quelles extrémités et à quels excès ne portes-tu pas tous les jours les hommes ! combien de scandales as-tu causés ! combien de ressentiments et de vengeances as-tu autorisés ! de quels maux n'as-tu pas été le principe, et quels biens n'as-tu pas mille fois arrêtés !... Parce qu'on ne sait rien ménager et que, pour venir à bout de ses entreprises, on suit le génie altier et indépendant de l'ambition, il faut que, pour un droit souvent très frivole, souvent douteux, souvent chimérique, la paix soit troublée, l'union et la concorde ruinée, l'innocence opprimée, la patience outrée, que le dépit et la haine s'emparent des cœurs et qu'un fantôme mette partout le désordre et la confusion. » (1)

*
* *

Cependant l'amour-propre n'est pas au bout de ses artifices. Et voici bien le prétexte le plus spécieux que les ambitieux aient imaginé pour justifier leurs prétentions et leurs hauteurs : c'est celui qui consiste à se couvrir du manteau de la religion, à se dire d'intelligence avec Dieu lui-même, à se proclamer ses élus, les dépositaires de sa loi, les exécuteurs de ses sentences. Illusion naïve ? imposture ? il est souvent bien difficile de le démêler. En tout cas, il n'est pas d'erreur ni de vice que Bourdaloue ait condamné et combattu plus vigoureusement, et ici, en vérité, son analyse est si pénétrante, elle est aujourd'hui encore d'une application si exacte qu'on ne nous reprochera pas d'y insister.

Dans une belle méditation sur *l'Humilité et l'Orgueil*, il a pris pour texte la célèbre parabole du pharisien et du publicain, et, d'après Saint-Luc, il précise que « Jésus proposa cette parabole au sujet de certaines gens qui se confiaient en eux-mêmes comme s'ils eussent été des saints et qui ne regardaient les autres qu'avec mépris ». Parabole, ajoute-t-il, qui peut s'appliquer à toute âme vaine et orgueilleuse, mais qui « convient particulièrement et selon l'intention de Jésus-Christ à une espèce de faux-dévôts contre qui il a toujours témoigné le plus de zèle et qu'il n'a point cessé d'attaquer pendant tout le cours de sa mission. Gens — » et ici leur portrait :

« Gens remplis d'eux-mêmes et de leur prétendu mérite, qui seuls croyaient être avec leurs disciples les élus du Seigneur, qui parlaient, qui décidaient, qui agissaient comme s'ils eussent été les seuls dépositaires de la Loi et ses interprètes, les maîtres de la doctrine, les modèles vivants de la sainteté, qui se disaient suscités de Dieu pour la réformation des mœurs, pour le rétablissement de la discipline, pour la défense de la plus pure morale ; qui, sous un masque de piété et de sé vérité, cachaient leurs intrigues, leurs cabales, leurs médisances atroces et leurs calomnies, leurs envies, leurs haines, leurs vengeances, surtout une hauteur d'esprit que rien ne pouvait fléchir, et un orgueil insupportable... ; qui n'estimaient personne, n'épargnaient personne, ne faisaient grâce à personne, damnant tout le monde et traitant avec un dédain extrême quiconque ne se déclarait pas en leur faveur et n'entrait pas dans leurs sentiments. Car il y avait des hommes de ce caractère dès la naissance de l'Eglise..., il y en a eu dans toute la suite des siècles et il n'y en a que trop encore dans le nôtre. » (2)

Puis, selon son habitude disséquant le texte sur

(1) *Sur l'Ambition.*

(2) *De l'Humilité et de l'Orgueil* (dans les *Pensées sur divers sujets de religion et de morale.*)

quel il prêche, éclairant tous les replis de l'âme gueilleuse :

« *Je ne suis pas* (dit le pharisien) *comme le reste des mmes*... C'est ici que l'orgueil se découvre dans toute ı étendue, et par où? par un esprit de singularité, r un esprit de censure, par un esprit de dureté, et de ıs par un aveuglement grossier à l'égard de soi-mê-... »

Appliquez-vous, — comme aime à dire Bourloue.

« Le pharisien ne se regarde pas comme un homme du nmun. Il prétend faire rang à part, et, si l'on refuse le distinguer, il sait assez se distinguer lui-même. r, de se confondre dans le grand nombre, d'agir de ncert avec les autres et de se conformer à leurs exem-s, ce serait enfouir son mérite et l'obscurcir. On ne connaîtrait point, on ne le remarquerait point, on ne rlerait point de lui, et on ne lui rendrait point les nneurs qui lui sont dus. C'est pour cela qu'il com-nce par se séparer...

Esprit de censure, et d'une censure outrée... L'expé-nce nous apprend combien il y a eu et combien encore y a de ces prétendus saints qui volontiers ou sans ıucoup de peine damnent presque tout le monde. évenus à leur avantage et préoccupés de leurs maxi-s, ils se persuadent avoir seuls la science du salut et e seuls instruits des voies de Dieu. Ne pas se joindre eux et ne pas se conduire par eux, c'est, selon leur ıs, se pervertir, s'égarer, se perdre...Et, pour ce que le mbre de ceux qui les suivent n'est pas tel après tout 'ils voudraient..., voilà pourquoi ils s'élèvent avec ıt de chaleur et de hauteur, ne prononçant que des athèmes, lançant partout des malédictions, ne ces-ıt point de déplorer l'affreux relâchement des eurs..., se regardant avec une pieuse complaisance, x et leurs élus, comme d'heureux rejetons que la con-gion a épargnés dans le champ du père de famille, nissant Dieu de les avoir ainsi sauvés du naufrage et rantis de la corruption universelle... Avec un peu ıs de charité et moins d'orgueil..., ils ne concluraient s si vite pour la perte de quiconque ne prend pas rs leçons et n'entre pas dans leurs intérêts...

Esprit de dureté... L'esprit pharisaïque est sans pi-; il n'est touché que de sa propre excellence, et il ulte à la misère d'autrui... Un pharisien ne sait agir 'en juge inexorable, et jamais en père; il ne sait par-qu'avec dédain et avec empire, jamais avec douceur avec bonté... »

Au surplus il n'a que trop de pente — observe leurs Bourdaloue — à voir un pécheur en qui-nque ne lui rend pas les hommages auxquels il étend, en quiconque ne reconnaît pas les droits 'il s'arroge. Et c'est alors surtout qu'éclate la du-té de cette dévotion pharisienne.

« Voyez-le agir dans un différend où il se croit ensé: il n'y aura point de satisfaction qu'il ne de-ande, ni peut-être même point de réparation qui le isse contenter. Il regardera sa propre cause comme cause de Dieu, ou du moins jamais ne lui mettrez-us dans l'esprit qu'il ait quelque tort et que toute la stice ne soit pas pour lui. Principes spécieux dont il autorisera pour nourrir dans son cœur les plus vifs ressentiments et pour justifier dans la pratique les plus injustes et les plus malignes vengeances. » (1)

Et c'est bien dire combien grossièrement il « s'aveugle à l'égard de lui-même ».

« Non seulement le pharisien est semblable aux autres hommes, mais il est pire que les autres hommes, puisque, avec tous ses vices qu'il se déguise à lui-même et qui égalent au moins ceux des autres hommes, il est encore le plus superbe des hommes. » (2)

Il est vrai que cet orgueil est précisément de tous ses défauts celui dont il conviendrait le moins : mais c'est en cela même, c'est en cela surtout que consiste son aveuglement, et c'est dire que celui-ci est l'effet immédiat de cet orgueil...

« Orgueil grossier, dont rougit pour eux toute personne sage et pourvue de raison; mais eux, ils ne rougissent de rien, tant ils sont infatués d'eux-mêmes et prévenus à leur avantage. Ainsi, sans qu'ils le remarquent et par la plus dangereuse séduction, l'orgueil qui les possède échappe à leurs yeux et se dérobe à leur connaissance, tandis qu'il se manifeste aux yeux du public et qu'il choque tous les esprits. A les en croire, toutes les prérogatives qu'ils s'attribuent, tout ce qu'ils disent, tout ce qu'il font n'est point orgueil, mais ingénuité et franchise, mais justice et vérité: du moins le pensent-ils de la sorte et sont-ils bien persuadés qu'on le doit penser de même. »

Ne sont-ils pas, en effet, les élus de Dieu ? n'ont-ils pas été comblés de ses grâces ? C'est pourquoi le pharisien de l'Evangile, debout dans le temple et la tête levée, au premier rang près de l'autel, s'écriait : « Mon Dieu, je vous rends grâce ! » Mais, ici encore, écoutez le commentaire de Bourdaloue.

« Il remercie Dieu, pourquoi? non pas pour donner à Dieu la gloire de toutes les perfections dont il se flattait d'avoir été doué, mais pour se l'attribuer à soi-même, pour se retracer le souvenir de tant de bonnes qualités, pour se les remettre devant les yeux et pour s'y complaire. De cette estime de lui-même, ainsi que la suite le fait voir, naît le mépris d'autrui. A son gré il n'y a personne qui l'égale ni qui puisse entrer avec lui en quelque comparaison... Bien loin de craindre le jugement de Dieu et d'être en peine sur le compte qu'exigera de lui ce souverain juge, il semble qu'il veuille le prévenir et que ce soit lui qui l'amène à l'autel. »

Et l'analyse se poursuit avec une merveilleuse finesse.

« La malignité de notre orgueil ne va pas jusqu'à refuser à Dieu la qualité de premier principe et à ne vouloir l'honorer comme l'auteur de tous les biens: il y aurait du blasphème et de l'impiété... Mais que l'orgueil a de retraites cachées pour se sauver! qu'il sait bien ménager ses intérêts, lors même qu'il paraît les abandonner et y renoncer!

Nous remercions Dieu, mais dans le sentiment de

(1) *Sur la Vraie et sur la Fausse Piété.*
(2) *De l'Humilité et de l'Orgueil.*

notre reconnaissance il y a toujours un retour sur nous-mêmes. Nous avons beau protester devant Dieu que la gloire de tout lui appartient : nous le disons des lèvres, mais dans le fond nous en revenons toujours à nous-mêmes, et nous recueillons avec soin tous les rayons de cette gloire qui peuvent rejaillir sur nous et nourrir notre complaisance.

Nous remercions Dieu, et nous voulons même que d'autres nous aident encore à le remercier. Gloire soit à Dieu ! dit-on modestement ; joignez-vous à moi pour lui rendre grâce de la bonne issue qu'il a donnée à mes desseins et des bénédictions qu'il a répandues sus mes travaux...

Nous remecions Dieu ; mais aussi nous entendons bien qu'on respectera dans nous les dons de Dieu, qu'on aura pour nous des égards particuliers..., qu'on nous défèrera tous les honneurs dus à notre mérite et à notre supériorité..., que nous aurons l'ascendant partout et sur tous, que tout se réglera par nos conseils, que tout passera par nos mains, n'y ayant personne au-dessus de nous que nous estimions et que nous jugions capable de conduire les choses avec la même dextérité et la même sagesse que nous...

Nous remercions Dieu ; mais du moins nous rendons-nous en même temps à nous-mêmes l'avantageux et consolant témoignage de répondre comme nous le devons aux vues de Dieu..., de coopérer à ses œuvres et à l'exécution de ses divines volontés par notre vigilance, notre application, notre habileté, notre industrie... »

Voilà, en vérité, qui est d'un grand satirique, et l'on comprend que Boileau admirât Bourdaloue. Au demeurant, celui-ci est revenu à plusieurs reprises sur cet aveuglement pharisaïque, la plus artificieuse duperie que l'amour-propre ait imaginée, parce qu'elle ne laisse pas de trouver dans l'âme de secrètes complicités, et la plus odieuse, parce qu'elle ne craint pas d'exploiter le nom de Dieu sous prétexte de le servir. C'est ce que Bourdaloue montre encore dans le sermon *sur la Vraie et la fausse Piété :*

« L'intérêt tel que je l'entends n'est autre chose que l'amour de soi-même, et qui ne sait jusqu'où s'étend cet amour propre et quelle est son adresse à s'insinuer partout ?... Mais ce que nous ne pouvons assez déplorer, c'est que la piété n'ait pas été elle-même à couvert de ses atteintes... Telle fut la passion prédominante des pharisiens... Ils voulaient être honorés et, malgré l'austérité qu'ils affectaient au dehors, ils voulaient être abondamment pourvus de tout ce qui peut contribuer aux commodités et aux douceurs de la vie. Le spécieux et l'utile, un état aisé et une domination absolue sur les esprits, voilà où ils aspiraient... »

Or, quoi de plus révoltant que cette « piété mercenaire et intéressée » ? Quelle « alliance plus monstrueuse » que celle de la piété et de la cupidité ? Quel pire outrage peut-on faire à Dieu ?

« Notre intérêt devient alors notre fin, et nous n'envisageons plus Dieu que comme un moyen pour y parvenir. Et, parce que ce n'est pas la fin qui sert au moyen, mais le moyen qui sert à la fin..., nous voulons que Dieu nous serve, qu'il serve à notre convoitise, qu'il serve à notre délicatesse, qu'il serve à notre va nité et à notre orgueil. » (1)

Et c'est ainsi que l'intérêt, lorsqu'on en fait la règle de toute sa conduite, va jusqu'à fausser la conscience. En effet, explique Bourdaloue (2), il y a des consciences corrompues, des conscience « cautérisées », comme dit l'Ecriture, et rien n'es plus aisé dans le monde que de se faire une d ces fausses consciences, parce que rien n'est plu aisé que de se faire une conscience selon ses dé sirs ou selon ses intérêts. « Appliquez-vous ».

Une conscience selon ses désirs : au lieu de ré gler ses désirs par sa conscience, on se fait un conscience de ses désirs, et qu'arrive-t-il alors c'est que tout ce que nous voulons nous devient nous paraît bon :

« Peut-être [cela] ne nous paraissait-il d'abord qu' gréable, qu'utile, que commode ; mais, à force de l'env sager comme agréable, utile ou commode, nous nous figurons permis, nous le prétendons innocent, nous no persuadons qu'il est honnête, et, par un progrès d'e reur dont on ne voit que trop d'exemples, nous allo jusqu'à croire qu'il est saint : *Et quodcumque plac sanctum est* (Saint-Augustin). D'où vient cela ? De l'a cendant malheureux que notre cœur prend insensib ment sur notre esprit pour nous faire juger des cho non pas selon ce qu'elles sont, mais selon ce que no voulons ou que nous voudrions qu'elles fussent... »

Et pareillement, on se forme une conscience s lon ses intérêts, et cela est encore plus aisé, c c'est particulièrement l'intérêt qui excite les d sirs... Qu'arrive-t-il alors ? ceci :

« Ce que nous condamnions auparavant comme inju et insoutenable, à la vue de notre intérêt change face et paraît plein d'équité. Ce que nous blâmions d les autres commence par être légitime et excusable p nous... Enfin cet intérêt, dont nous ne voulons pas n dépouiller, fait prendre à nos consciences tel biais tel pli qu'il nous plaît de leur donner. »

Et ailleurs :

« Comment et par où se forment tous les jours t de consciences erronées ? par l'intérêt... N'est-ce ainsi que tant de gens dans le christianisme, sages reste, consciencieux et même dévôts, ou passant p l'être, ne se font nul scrupule de mille choses don public se scandalise et a raison de se scandaliser ? demande comment ils peuvent accorder ceci ou cela a la piété et avec la sévérité de leur morale sur tous autres sujets. On ne le comprend pas, mais eux il comprennent parfaitement, ou pensent le bien c prendre. Ce qui troublerait les plus relâchés et ce les ferait trembler ne leur cause pas le moindre mords. Ils ont leurs principes, qu'ils suivent sans quiétude...

[De même l'intérêt les aveugle] sur les faits les sensibles qui ont rapport à la justice et à la cha envers le prochain. Et en effet, pourquoi nous entêt

(1) *Sur la Vraie et la Fausse Piété.*
(2) *Sur la Fausse conscience.*

s de mille fausses suppositions que nous voulons enir pour vraies, et pourquoi les appuyons-nous une infinité de jugements vains et téméraires? rquoi nous figurons-nous que ce qui n'a jamais été sé a été dit, et que ce qui a été fait évidemment ne pas été? Pourquoi comptons-nous sur nos imagina- s comme sur des choses réelles, ce qui est la source heureuse de la plupart de nos aversions, de nos ini- és, de nos vengeances? C'est qu'il y a dans nous intérêts qui, occupant toute la capacité de notre r, ne laissent à notre esprit aucun exercice de ré- on et de raison. » (1)

Bourdaloue ajoute — et ici encore que d'appli- ons possibles ! — que, plus on est « grand et é », plus on est « exposé au malheur de la sse conscience ». Pourquoi ? c'est qu'on a « des rêts plus difficiles à accorder avec la loi de u et, par conséquent, plus sujets à devenir la ière et le fonds d'une conscience erronée ».

Car ne sont-ce pas les intérêts des grands qui font chez eux le ressort de la conscience est si souvent ibli par celui de la politique? ou plutôt que la poli- e est presque toujours la règle de leurs plus impor- es actions?... Comme si la politique des hommes vait prescrire contre le droit de Dieu! »

t dès lors, jusqu'où ne va point « le dérègle- nt d'une conscience aveugle et présomptu- e » ! quels crimes n'excuse-t-elle pas, ne co- -t-elle pas !

Quand, par exemple, l'ambition s'est fait une cons- ce de ses maximes pour parvenir à ses fins, dites- les devoirs qu'elle ne viole pas, les sentiments d'hu- ité qu'elle n'étouffe pas, les lois de probité, d'é- é, de fidélité qu'elle ne renverse pas?... Quand la science est de concert avec la cupidité et l'envie voir, dites-moi les injustices qu'elle ne permet pas, vexations, les violences, les mauvais procès, les chi- s qu'elle ne justifie pas ? Quand la conscience est née par l'animosité et la haine, dites-moi les ressen- ents, les aigreurs qu'elle n'autorise pas, les ven- nces qu'elle n'appuie pas..., les fiertés, les duretés lle n'approuve pas?... Avec une fausse conscience, égorge son prochain, on lui porte en secret des coups tels, on lui ôte l'honneur, qui lui est plus cher que vie... Avec une fausse conscience, on s'abandonne plus violentes et aux plus ardentes passions, on atisfait, on se venge, on s'empare du bien d'autrui, le retient injustement, on dévore la veuve et l'or- in, on dépouille le pauvre et le faible... » (2)

ainsi parlait Bourdaloue.

*
* *

t voici maintenant l'effet infaillible de cet or- il, de ces hauteurs, de ces duretés, de ces autés ; en voici le châtiment :

Il n'est rien de plus odieux... qu'une fortune qui ent fière à mesure qu'elle s'élève et qui se prévaut e qu'elle est. » (3)

) *Homélie sur l'évangile de l'aveugle-né.*
) *Sur la Fausse conscience.*
) *Sur l'Ambition.*

Pareillement la fausse piété, criminelle devant Dieu, est odieuse aux hommes lorsqu'ils viennent à la connaître. Et si, comme il arrive, cette fausse piété n'est que l'effet d'une fausse conscience, d'une de ces consciences erronées formées par l'intérêt et par l'amour-propre, elle n'en est pas moins détestée :

« Il n'est rien qui pique davantage le monde ni qui excite plus son indignation et son mépris que la confiance d'un homme et l'estime qu'il témoigne de lui-même lorsque chacun voit ses faiblesses et qu'il n'y a que lui à qui elles soient cachées. On demande s'il ne se trouvera personne qui l'éclaire, et l'on attend pour son bien et pour son instruction que quelque occasion mortifiante le désabuse et le tire de l'ignorance où il est. »

Ainsi parlait Bourdaloue...

MAURICE LANGE.

CHRONIQUE DES LIVRES

—

VICTOR GIRAUD. **Le Miracle français.** 1 vol. in-16. (Hachette et Cie.)

La grandeur de la France, de cette France que nous a révélée la guerre à nous qui avions trop oublié son pur génie, voilà le thème qui inspire ce noble volume, soit que M. Victor Giraud analyse le « miracle » de la victoire française, soit qu'il s'adresse aux jeunes gens du front ou réponde à Maximilien Harden. Ce livre est un livre de foi, de foi dans la perpétuité de notre race et la grandeur de notre patrie, tel que l'excellent écrivain et le grand cœur qu'est M. Victor Giraud devait et pouvait l'écrire.

JOSEPH REINACH. **Les Commentaires de Polybe.** 2e série. 1 vol. in-16. (Fasquelle.)

Le deuxième volume des pénétrants et lucides *Commentaires* de notre moderne Polybe sur la grande guerre vient de paraître. Ce volume, dont on ne peut rien dire de mieux sinon qu'il continue dignement le premier, va du 1er janvier 1915 jusqu'au milieu d'avril. Il donne, plus que des raisons d'espérer, la certitude de la victoire.

RAOUL NARSY. **Le Supplice de Louvain.** 1 vol. petit in-8°. (Bloud et Gay.)

Le délicat écrivain qui se cache sous le pseudonyme de Raoul Narsy nous retrace le martyre de Louvain avec la précision et l'impartialité d'un historien implacable. Cette histoire est, en effet, le plus terrible des réquisitoires. A côté de ce qu'elle est devenue, M. Raoul Narsy nous retrace ce qu'était Louvain, la belle, pieuse et savante cité. Hélas ! qu'en ont-ils fait les odieux et hypocrites Barbares qui déshonorent, aujourd'hui, le nom d'un peuple? Il faut lire dans ce livre véridique, avec documents et photographies à l'appui, le récit

horreurs commises au nom d'une *kultur* qui répugnerait aux pires sauvages. Il faut non seulement lire ce livre, mais le répandre en France et chez les neutres, afin d'apprendre à haïr les scélérats dont, comme un symbole, le supplice de Louvain résume les forfaits.

Miss Tophan. **Souvenirs de la Cour du Kaiser.** 1 vol. in-16. (Delagrave.)

L'auteur de ces souvenirs a séjourné à la Cour de Berlin, comme institutrice anglaise, pendant une dizaine d'années. Miss Tophan nous révèle, sans partialité ni prévention, la vie intime de la famille impériale. Ses souvenirs forment une suite de tableaux non dépourvus d'humour, qui nous aident à comprendre la mentalité de la famille impériale.

Victor Hugo. **Pro Patria.** 1 vol. in-12. (Delagrave.)

M. Gustave Simon, dont on connaît le culte pour Victor Hugo, a eu l'heureuse idée de réunir en un volume les plus belles poésies que notre grand poète national a écrites sur la patrie. Le plus pur amour de la France palpite dans ce beau livre, bien fait pour entretenir les courages.

Marcel Dupont. **En Campagne : Impressions d'un officier de légère.** 1 vol. in-16. (Plon-Nourrit.)

Ces impressions d'un officier de chasseurs à cheval sont d'admirables récits de combat et de bivouac. Ils traduisent directement des choses vues. Et quelles choses! la retraite de nos armées, la victoire de la Marne, le martyre de Reims, la faction dans les tranchées! Marcel Dupont ne se contente pas de relater, avec une simplicité de moyens qui donne une grande force à ses descriptions, les divers épisodes qu'il a vécus; il nous fait participer à l'âme héroïque de nos soldats, à leurs espoirs et à leur sublime sacrifice. Cette œuvre de vérité et d'émotion est, par surcroît et pour ainsi dire sans le savoir, une belle œuvre littéraire, dont on ne saurait trop recommander la lecture à ceux qui, sans y être allés, désirent se rendre compte de ce qu'est la guerre.

René Moulin. **La Guerre et les Neutres.** 1 vol. in-16. (Plon-Nourrit.)

Comprendre et faire comprendre l'attitude des neutres pendant cette guerre n'est pas une mince affaire. M. René Moulin y a réussi cependant grâce à une connaissance approfondie de la politique intérieure de chaque pays et grâce aussi à ses relations personnelles avec les hommes qui les représentent. Ce livre, que M. Stephen Pichon a préfacé, jette de précieuses clartés sur l'énigme qu'est pour nous la conduite de certains pays à l'égard des Alliés.

Henri Massis. **Romain Rolland contre la France.** 1 brochure in-8°. (H. Floury.)

M. Romain Rolland a voulu rester neutre et, comme tel, il ne distingue pas entre les victimes et les bourreaux, ceux qui attaquent et ceux qui sont attaqués. Or cela est d'un faux idéalisme. C'est ce que démontre M. Henri Massis. Cette brochure contient, comme pièce justificative, un très curieux article de M. Romain Rolland : « Au-dessus de la mêlée. » Il montre com ment, à force de vouloir rester impartial, on risqu lorsque la justice est violée, de devenir tout le co traire.

Jacques Bainville. **Histoire de Deux Peuples : La Fran et l'Empire allemand.** (Nouvelle Librairie Nationale.)

En quelques pages sobres et précises, ce livre, qui e d'un bon écrivain, retrace l'histoire des relations, d puis les origines, de la France avec l'Allemagne. C'e une synthèse très originale et très juste, très simple cependant très vivante, de tout un chapitre de not histoire nationale.

M. Hollebecque. **La Grande Mêlée des peuples.** 1 v in-8°. (Larousse.)

Cette œuvre charmante s'adresse à la jeunesse. El raconte sous une forme légendaire l'épopée qui se d roule sous nos yeux. Les récits en sont vivants, imag et animés d'un souffle héroïque qui en recommande lecture au foyer et à l'école. P. G.

Charles Le Goffic. **Dixmude.** 1 vol. in-16. (Plon-Nourri

C'est une véritable épopée qu'avec une émotion co tenue nous conte M. Le Goffic. A Dixmude, du 7 octob au 10 novembre 1914, les fusiliers marins, « mes mei leurs fantassins », comme les a appelés Joffre, tinre en leurs mains le sort des deux Flandres. Il faut li ces pages d'un héroïsme qui n'a rien de raide ni compassé et où parmi les lueurs sinistres de l'incend et de l'orage, l'horreur d'un drame sans précédent, réussit pas à entamer la « jeune gaieté » de la vaillan race bretonne. M. Charles Le Goffic, son chantre, devait de ne pas laisser perdre le souvenir de qu'elle fit d'admirable aux « Thermopyles du Nord

Henry Poggi. **L'Opinion publique en Suisse. Idées impression d'un neutre.** 1 vol. in-18. (Armand Coli

M. Poggi, citoyen de Genève, exprime avec énergie droit et, qui plus est, le devoir pour tout citoyen d'u pays neutre de dire librement ce qu'il pense de la cri actuelle. Son ouvrage, qu'a préfacé M. Paul Deschan est, en outre, une manifestation de sympathie pour France en même temps qu'un violent réquisitoire cont la façon dont l'Allemagne viole le droit des gens.

Ernest Denis. **La Guerre.** 1 vol. in-18. (Delagrave.)

C'est une œuvre d'histoire que nous donne le sava professeur de la Sorbonne. Il relate comment l'All magne et l'Autriche ont été conduites à la guerre p leurs ambitions, comment ces ambitions ont intoxiqu l'esprit public et comment, par suite, au moment décis toutes les influences, au lieu de s'exercer en faveur d la paix, ont incliné les Empires du Centre à la guerr

Victor Hugo. **La Belgique.** 1 vol. in-8°. 8 planches ho texte. (Delagrave.)

Cette plaquette contient les plus belles pages qu Victor Hugo ait écrites sur la Belgique. Bruxelles, Mon Louvain, Malines, Anvers, Gand, Tournai, Ypres, Furn forment les étapes de son pélerinage. P. G.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 17 — 1er ET 2e SEM. 53e ANNEE 28 AOUT — 4 SEPTEMBRE 1915

LE GERMANISME ET L'ESPRIT HUMAIN

« Chaque victoire de Rome a été une victoire de la raison ».
ERNEST RENAN.

I. — LA QUESTION.

La vérité ne perd jamais ses droits et je sais d'irréprochables patriotes qui, en vertu de cet usage, ont l'esprit agacé par les représailles qu'une partie de notre presse et de nos écrivains exerce, depuis le 2 août 1914, contre les grands noms philosophiques, scientifiques, artistiques et littéraires de l'Allemagne. Ce n'est pas Gœthe, disent-ils, ni Kant, ni Fichte, ni Hegel, ni Heine, ni Schopenhauer, ni Fred. Nietzsche qui ont violé la neutralité belge, brûlé Louvain, massacré des milliers de victimes innocentes, déchaîné sur le monde des torrents de feu et de sang. Pourquoi vouloir trouver chez eux la source de ces horreurs ? Et pourquoi, sous le seul prétexte qu'ils sont ou plutôt furent Allemands, les transformer en préparateurs ou complices anticipés des barbaries de la politique et des armées impériales ? Que penserions nous de la jugeotte d'un publiciste prussien qui, au moment où Napoléon méditait de réduire la Prusse à merci, s'en fût pris à Racine, Pascal ou Voltaire ? Il n'eût pas raisonné d'une manière plus vicieuse.

En principe et en droit, j'admets une telle protestation. Elle s'inspire de la probité de l'intelligence, du souci de la culture.

En fait, et si on la confronte aux éléments réels et particuliers de la question, elle appelle une distinction, faute de quoi cette probité, cette délicatesse mêmes s'exposeraient à une grave duperie.

Parmi tous ces écrivains et poètes de l'Allemagne mis un peu confusément en çause, il y en a certes plusieurs dont l'œuvre est bien innocente des événements contemporains et ceux-ci n'apportent aux personnes qui faisaient profession de les admirer et de s'en nourrir aucune bonne raison de condamner leur propre goût. C'est ainsi que, quand j'observe telle tentative pour créer ou forger à Gœthe sa part de responsabilité dans les atrocités allemandes en lui attribuant à lui-même des maximes cyniques prises dans la bouche des personnages de son théâtre, le jeu m'apparaît fort déplaisant ; et, si je comprends trop le genre de satisfaction que certains peuvent trouver à profiter des circonstances actuelles pour déshonorer l'esprit de Gœthe, je comprends également que cette satisfaction n'a rien à voir avec les sentiments du patriotisme.

Mais ce qui est vrai pour Gœthe et pour quelques autres, que je vois incriminer des mêmes choses avec aussi peu d'a-propos et par le moyen d'une argumentation non moins tortueuse, est-il forcément vrai, de tout ce qui, dans l'Allemagne moderne s'est produit et rendu célèbre sous le manteau de la philosophie et de la pensée ? Il y aurait aujourd'hui quelque naïveté à le prétendre. Il existe des philosophes germaniques à qui bon nombre des Français cultivés ne marchandèrent point

jusqu'ici la considération due en thèse générale aux successeurs d'Aristote et dont la pensée même apparaît sous un jour fâcheusement nouveau, à la lumière de la crise suscitée par leur peuple. Cette pensée était ce qu'elle était. Mais elle recélait des principes que tous n'y avaient pas assez discernés; traduits en actes et transportés de la spéculation dans la pratique, ils se dévoilent maintenant à tous les yeux. J'en prends à témoin mon cher et vénéré maître M. Boutroux, aussi peu suspect de partiale prévention contre les métaphysiciens allemands, que de versatilité doctrinale. Dans un article très remarqué de la *Revue des Deux-Mondes* (15 sep. 1914) M. Boutroux a porté sur la doctrine de Fichte un jugement éclairé par les leçons de la guerre. Il a reconnu que cette doctrine représentait le peuple allemand comme l'élu de Dieu, le missionnaire spécial de ses desseins sur l'humanité et qu'elle fournissait aux sujets de Guillaume une manière de justification morale des attentats commis par des Allemands au service de l'Allemagne. On peut discuter les raisons de M. Boutroux. Mais si elles sont bonnes (comme je sais par moi-même qu'elles le sont et comme la grande autorité de M. Boutroux inclinera chacun à l'admettre), il faut dire que la métaphysique de Fichte a beaucoup moins pour but la recherche de la vérité, laquelle n'est pas allemande, mais universelle, que la fomentation et l'exaltation de l'orgueil allemand. Ceux-là faisaient donc à cette métaphysique bien trop d'honneur qui la traitaient comme une honnête métaphysique et la rangeaient à côté des idées d'Aristote, Descartes ou Leibnitz, dans le patrimoine commun de l'esprit humain. Et c'est par la guerre que beaucoup de Français auront été avertis de cette illusion.

Deux excès contraires sont à éviter dans nos dispositions à l'égard de la pensée allemande. L'un consiste à en envelopper toutes les manifestations célèbres dans un procès de tendance unique, comme si, étant allemandes, elles ne pouvaient qu'avoir eu leur part inspiratrice dans la conduite de l'Allemagne. L'autre réside dans la fausse impartialité d'une critique qui se refuse à toute suspicion particulière contre les doctrines et spéculations d'origine allemande, et réclame pour elles le respect généralement dû aux œuvres de la pensée désintéressée, sous quelque ciel qu'elles aient vu le jour. De ces deux excès, le premier se condamne de lui-même et il ne se généraliserait pas sans gravement nuire à notre bon renom dans l'ordre de l'intelligence. Le second invoque en sa faveur des considérations nobles et spécieuses ; il s'autorise d'un principe juste et nécessaire : la distinction des genres.

Mais la question est de savoir si ce principe peut être appliqué ici sans réserve et s'il n'y a pas prodigalité à en accorder le bénéfice à un Allemand sur son seul titre de métaphysicien fameux. La question est de savoir si un Allemand qui pense n'est pas plus suspect qu'un autre de penser sans désintéressement. L'exemple de Fichte est bien significatif, et d'autant plus qu'à cette doctrine qui aboutit à faire des Allemands les organes de la Divinité et des Français (les lecteurs des *Discours à la nation allemande* peuvent témoigner que je n'exagère rien) les suppôts du Diable, son trouble esprit donne sans effort et sans malaise, couleur de vue transcendante et de déduction rationnelle. On va me dire que là même gît la preuve de sa bonne foi. Je n'en doute point. Mais aussi son cas n'en est-il que plus fâcheux, tout au moins plus compromettant pour l'Allemagne. Voilà un homme qu'elle célèbre comme un haut génie philosophique et chez lequel il est trop manifeste que la raison ne possédait pas à l'égard de la sensibilité et de la passion cette indépendance de vue et de jugement où se reconnaissent les têtes véritablement civilisées, les âmes véritablement policées. Je demande si l'exemple de l'illustre Fichte est exceptionnel ou s'il ne représenterait pas une modalité fréquente et relativement normale de la pensée en Allemagne. S'il en est ainsi, il faudra distinguer, parmi les Allemands qui ont fait profession de penser et acquis à ce titre une influence, ceux qui, plus sensibles au plaisir de la pensée même, l'ont exercée en vue du vrai et ceux qui, plus sensibles à autre chose et l'intellect encore mal dégagé des vapeurs de l'inconscient et des suggestions de l'instinct, ont mis leur pensée au service, non de la vérité, mais d'un intérêt, que ce soit l'intérêt national ou un autre.

La présente étude aura notamment pour objet de préciser et d'approfondir cette distinction en en proposant quelques applications caractéristiques. Si je disais qu'elle offre un aperçu de l'influence intellectuelle de l'Allemagne au XIXe siècle, on me trouverait follement ambitieux. Mais aussi n'ai-je point la prétention d'embrasser cette question immense. Je voudrais seulement en toucher un point, assez central, il est vrai.

*
* *

La position et l'action de l'Allemagne dans le commerce intellectuel des peuples ont un caractère très singulier. Elle est dans cet ordre de choses la dernière venue des nations européennes. Demeurée à peu près étrangère au mouvement de la Renaissance d'où est parti l'essor de la science, de la

philosophie et des littératures modernes, elle a depuis la fin du moyen-âge, passé trois siècles à végéter. Les hommes éminents qu'elle a produits pendant cette période et dont le plus grand est Leibniz, sont allés chercher au dehors la culture que nul n'eût songé à se procurer chez soi. Ils n'ont pas trouvé dans leur langue un instrument d'expression et de communication pour leur pensée. Ils ont écrit et parfois très bien écrit en français et en latin, ce qui suppose, en vertu des intimes rapports de la pensée avec le langage, une éducation classique de l'intelligence. Ils sont demeurés des isolés dans leur nation. Sauf la tardive diffusion du leibnitzianisme dans les Universités par les soins de Wolf, il n'apparaît alors en Allemagne aucun de ces mouvements collectifs d'idées, de ces groupements littéraires et philosophiques, de ces écoles, comme la France et l'Angleterre en voient se succéder sans interruption. Dans ce que nos pères appelaient la république universelle des lettres l'Allemagne est comme une vaste province inhabitée. Rien ne caractérise mieux sa situation et son rang, que le mépris de Frédéric II, professant qu'il n'y a de culture et de politesse que françaises et le zèle d'élèves avec lequel tous les princes allemands ordonnent chez eux l'imitation de notre théâtre, de nos arts, de nos monuments, de nos jardins.

Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, tout change. C'est un réveil général et rapide. La période de cinquante années qui voit naître la critique de Lessing, la philosophie de Kant, l'œuvre de Gœthe et de Schiller, les travaux de Herder (pour ne citer que les noms les plus grands), nous donne un spectacle de fécondité exubérante dans tous les genres de la littérature et de la pensée. On croirait que quelque obstacle qui depuis des siècles condamnait à une stérilité accidentelle un champ fertile, a été levé subitement.

Ce qu'il importe de remarquer, c'est que ce réveil, par la bouche de la plupart de ses représentants (non point par celle de Gœthe), s'affirme comme une émancipation absolue, et l'affirmation se fera, avec les années, de plus en plus radicale et audacieuse, surtout après les guerres de la Révolution et de l'Empire. Les Allemands ne veulent pas être des élèves qui, à force d'avoir étudié leurs maîtres, se seraient rendus capables d'exceller à leur tour et de devenir peut-être les premiers dans l'art de ces maîtres. Ils tiennent pour une erreur profonde d'en avoir jusque-là reçu de l'étranger. Ils découvrent en eux-mêmes d'inépuisables ressources de création originale, ils ne peuvent mieux faire que tirer tout de leur propre fond et livrer toute la place aux floraisons spontanées de leur naturel. Leur long retard sur les autres peuples, ils le tournent en sujet d'orgueil. Ils l'interprètent à la lumière (ou à l'obscurité) de Rousseau, dont les conceptions ont trouvé chez eux un crédit énorme et les ont littéralement révélés à eux-mêmes. Ils le présentent comme une cause et un effet tout à la fois de leur supériorité. Tandis que l'esprit des nations policées se laissait rétrécir et gâter par les règles artificielles de la civilisation et les disciplines d'école, les Allemands gardaient le contact de la nature ; ils demeuraient le peuple primitif et originaire, le peuple vierge, *Urvolk*. Or, la nature est bonne, elle est le bien, elle est le vrai, elle est divine. Elle verse à ses fils des inspirations, elle leur communique des intuitions inaccessibles pour une humanité séparée d'elle par toute l'étendue de l'héritage gréco-latin. De là, la portée unique de l'esprit allemand. Il voit beaucoup plus loin et plus profond que l'esprit des autres peuples, il est inimitable pour pénétrer dans les ténèbres sacrées qui enveloppent les principes absolus des choses et déduire de ceux-ci des vues poético-scientifiques sur l'économie et la génération universelle du cosmos, pour comprendre l'âme et le génie des vieilles races humaines et la philosophie de l'histoire (dont sa position de peuple quasi divin lui fait, au demeurant, dominer les perspectives) pour ramener la religion à son essence « pure » en la dégageant de ses formes contingentes...

Chose étonnante ! Cette prétention (je l'expose, on le voit bien, telle qu'elle se présente et s'expose elle-même) n'a pas trouvé dans son caractère d'anomalie considérable un obstacle à son succès. Hors de l'Allemagne, et tout particulièrement en France elle a suscité le plus ample écho. Mme de Staël, Victor Cousin, Michelet, Quinet, Pierre Leroux, Taine, Renan y ont adhéré dans la plus large mesure. Ils se sont inclinés devant l'esprit germanique ; ils l'ont célébré avec des expressions qui paraîtraient aujourd'hui fabuleuses ; ils y ont vu une sorte de révélation nouvelle. Grâce à de tels hérauts, l'influence intellectuelle de l'Allemagne s'est répandue sur l'Europe du XIXe siècle. Ils ont admis que de l'Allemagne moderne coulait pour la philosophie, la religion, la poésie, le sens historique une incomparable source de renouvellement. N'y eut-t-il là de leur part qu'illusion ? Celui qui en jugerait ainsi devrait tout au moins admettre qu'une illusion d'une telle envergure est un fait important et puissant dont il s'agit de rendre raison et qu'on ne peut combattre avec utilité ou corriger avec sagesse qu'autant qu'on l'a bien compris.

C'est dans cette question que je voudrais porter quelque clarté en définissant l'esprit germani-

que, non dans les termes mythiques et mystiques dont se sont servis les Allemands, mais en termes approuvés par la nature et la raison. Mais quelle question étrange ! L'esprit germanique, ce n'est pas seulement certaines dispositions de tempérament et d'humeur propres aux Germains et qui viennent chez eux colorer les idées et les sentiments communs aux diverses nations et races civilisées. Il le faut entendre, il le faut définir substantiellement. On fait consister cet esprit dans un fond d'idées et de sentiments. Il y aurait des idées et des sentiments allemands par eux mêmes et qui n'auraient pas existé, si cette combinaison de la nature humaine qui s'appelle l'Allemand n'existait pas. La fortune de cette conception a produit une conséquence qui fût apparue monstrueuse à un Français du XVII siècle, formé à l'école de Descartes et que l'on pourrait appeler la nationalisation de l'esprit. Jusque-là, on n'ignorait pas, sans doute que chaque groupement humain, a dans sa manière de sentir, dans sa constitution morale des particularités qui se marquent dans la physionomie de ses œuvres intellectuelles et leur communiquent une certaine saveur distincte. Mais, l'attention ne se portait que de façon très secondaire sur cet élément aussi précieux qu'obscur et l'on ne recherchait pas tant ce qu'un ouvrage ou un génie français ou anglais avaient de français ou d'anglais, que ce qu'ils avaient d'universel. Faire le contraire eût semblé aussi opposé au véritable ordre des choses que de dresser une fleur la corolle en bas, et la tige en l'air. Mais du moment que les Allemands rattachaient à leur nationalité un génie spécial, les autres nationalités ne voulurent pas demeurer en reste et l'on se mit notamment à parler beaucoup plus qu'il n'était de mode autrefois de l'esprit français et du génie français. On en fit comme un modèle idéal composé par la nature elle-même et sur lequel il fallait se façonner, auquel il fallait revenir. On chercha des inspirations et directions dans « l'inconscient » français, on abusa de « la tradition », et ce nationalisme intellectuel, où l'on était un peu conduit et comme réduit par l'Allemagne, devint un moyen de réaction et de défense contre l'oppression de l'influence germanique. Comme tel, il a pu rendre d'indispensables services, mais momentanés, limités, négatifs seulement, en opposant un hôlà ! à la germanisation envahissante. Il ne saurait avoir le dernier mot, ni emporter la victoire ; car il place la lutte sur un terrain défavorable pour les Français. L'esprit français est universel et humain ou il n'est pas. On est allé jusqu'à vouloir forger une « philosophie française », comme si la gloire de la France n'était pas d'avoir produit avec Montaigne, Pascal, Descartes, Voltaire une philosophie qui doit être également entendue partout où il y a intelligence et expérience humaines. Ce caractère universel diminue-t-il chez ces grands génies le caractère national ? Qui oserait le prétendre ? Ne trouvons-nous pas en eux comme un triple extrait de tempérament et de feu français et toute la vigueur, tout l'éclat de séductions qui ne sont que françaises (1) ?

II. — Les Allemands européens et lisibles.

Avant d'en venir à la définition vraie de l'esprit germanique, il faut mettre hors de cause les Allemands qui n'ont pas eu cet esprit ou chez qui, du moins, il a été très sensiblement dominé par une pensée universelle, les Allemands dont l'œuvre fait face, pourrait-on dire, à la commune lumière de l'esprit humain et non pas aux horizons spéciaux du germanisme. Ces Allemands se sont accordés à manifester à l'égard de ce que l'Allemagne glorifie comme sa « culture » — ou kulture — et son prétendu génie constitutif un mépris qu'un Français n'oserait exprimer, de crainte d'être soupçonné de passion. Il n'y a d'ailleurs aucun doute qu'entre les nations occidentales l'Allemagne soit celle qui a le moins produit de ces œuvres universellement accessibles, qu'un Français, ayant des lettres, trouve en continuité avec son propre domaine héréditaire, où il pénètre et circule aisément, en y cueillant des fruits. Pour délimiter la question et prévenir tout malentendu, je mentionnerai à ce point de vue les principales.

Au premier rang, il y a Gœthe, le seul Allemand qui se puisse comparer à Voltaire pour l'importance européenne et qui est comme un Voltaire non maigre, un Voltaire avec de l'opulence. Ses illustres compositions épiques et dramatiques, inégales certes en force, en chaleur et en vie, mais toutes d'un naturel si savant, d'un style si lumineux et si large : la « tragédie de Marguerite » dans le premier *Faust*, l'épisode d'Hélène dans le second. *Hermann et Dorothée*, *Prométhée*, *Le Tasse*, l'*Iphigénie* appartiennent à la postérité de la Grèce et c'est ce qui leur assure une place dans le patrimoine littéraire commun de l'Europe, où figurent aussi les heureuses créations de sa fantaisie et de son lyrisme : Werther, Wilhelm Meister, Mignon. La matière en est moderne. Mais ç'à vraiment été la règle de l'art de Gœthe de marier la simplicité hellénique à toute la richesse du fond

(1) Ce qu'on appela pendant quelques années « la Philosophie française » était un composé doctrinal assez hétéroclite où il entrait une forte dose de Schelling.

ıoderne. Et l'on pourrait dire que ç'à été aussi le rogramme idéal de sa pensée: règle et idéal une fécondité inépuisable et d'une immortelle unesse. Les deux *Faust*, la Correspondance, les onversations de Gœthe renferment un trésor de ensée qui embrasse l'expérience de l'espèce hu- aine. L'application didactique qu'il porte en utes choses et qui est un honorable trait alle- and, mais qui, chez lui, n'est ni paralysée par embarras d'une cervelle pesante, ni égarée par s nuages, le ramène sans cesse aux grands lieux ommuns de philosophie naturelle qui sont comme s carrefours de l'intelligence des modernes : il ur rend une nouveauté de découverte, une fraî- ıeur riche et féconde. C'est un maître, mais un aître sur lequel j'aurais, au surplus, de graves serves à exprimer, si l'on entendait lui deman- r aussi l'éducation du cœur. A côté d'un genre grandeur qu'il ne faut pas lui marchander, il a our nous des lacunes de sentiment peu perçues ır ses compatriotes. Un certain feu de généro- té, une activité héroïque de l'âme qui, chez les énies appartenant aux races de Sophocle, de Vir- le, de Shakespeare, de Cervantès, de Dante, de orneille, de Racine, de Molière, ne font qu'un ec le génie même, et que Voltaire a compris et lorés chez ces grands hommes, s'il n'en a pas été i-même aussi possédé qu'on le voudrait pour sa oire, ont fait défaut à ce magnifique esprit.

Je ferai entre Gœthe et Henri Heine toutes les fférences qui conviennent. Mais Heine, âme de ıif moderne, bien plutôt qu'âme d'Allemand, et éducation demi-française d'ailleurs, a scruté avec ıe pénétration incomparable les désordres et ma- dies de la sensibilité qui sont liés aux boule- rsements et de civilisation de son époque ; il en été tout à la fois l'anatomiste et le poète, on di- it même : le mime et le parodiste ; il les a res- ntis, vécus jusqu'à la névrose ; il en a tiré son arme, il y a puisé sa propre vitalité d'inspira- on ; mais le témoignage qu'il en rend n'a pas oins d'acuité, ni de clairvoyance que de frémis- ment. Ce qui fait pour nous le prix de Heine, est que, lu froidement, il est un des hommes qui ous éclairent le mieux sur ce qu'on ourrait appeler l'intimité du XIXe siècle révolution- ire et notamment sur les plus secrètes sources tendances du germanisme.

Et Schopenhauer ? Je laisse de côté sa métaphy- que qui est la moins obscure des métaphysiques lemandes et qui même, dépouillée d'une cer- ine terminologie, apparaît assez claire pour ne ıs dire assez expéditive. Je pense au moraliste ıi prolonge une province de notre littérature ançaise, la moins riante et, si l'on veut, la plus épineuse, mais où il est très bon pour l'intelligence et le cœur d'aller de temps en temps faire une cure ; la province des La Rochefoucauld, des Chamfort, des pessimistes de profession. L'âpreté, le cynisme, la brutale causticité teutonne de Schopenhauer exploitent ce champ avec une imagination puissante et une rage qui ne fait grâce à rien, mais qui a énormément d'esprit. Il est bon à entendre. Et si Pascal l'eût connu, il en eût, comme de Montaigne, fait suffisamment de cas pour ne pas négliger de le foudroyer.

Quant à Nietzsche, le jeu de massacre auquel je vois maintenant certains de mes confrères se livrer contre le pauvre « Surhomme » ne me déplait pas à tous égards. Une partie de sa pensée est faite pour irriter tout esprit normal : je parle de ses rêveries de surhumanité et de sa frénésie d'antichristianisme. Cependant, sans insister sur la réelle inspiration de ces folies qui procèdent d'une faiblesse exaspérée et d'un fanatisme religieux retourné et sur la nuance avec laquelle il conviendrait, dès lors, qu'on en parlât (un peu de justesse est toujours recommandable) nous ne saurions rappeler trop vivement que Nietzsche ne s'y résume pas. Il y a en lui un moraliste qui ne le cède point à Schopenhauer, un merveilleux critique de littérature et de musique qui a entendu les lettres françaises avec une finesse dont aucun autre Allemand, depuis Gœthe n'avait donné l'exemple et dont nous pouvons tous tirer bien des lumières. Sa plus forte vertu, pour nous, c'est que ses explications sont spécialement admirables pour dégermaniser les têtes françaises dont une imprégnation de pensée allemande aura plus ou moins profondément dissous la culture, et troublé la santé ; le patriotisme n'est pas intéressé — au contraire ! — à ce que nous accablions d'insultes l'homme qui a eu un goût passionné pour la civilisation de la France, qui éclata en sanglots quand il apprit l'incendie des Tuileries en 1871, et dont les monstruosités de conception et de formulaire sont moins d'un vrai monstre que d'un croquemitaine qui s'épouvante lui-même.

A ces Allemands un Français lettré, nourri tout d'abord et principalement de ses maîtres propres, formé dans la discipline classique, peut et doit demander un surcroît de développement intellectuel. Mais, comme je l'ai suggéré à propos de Gœthe lui-même, qu'il ne les fréquente que par le côté intellectuel ; qu'il soit en garde contre l'influence de ce qui, chez eux, tient au cœur, au caractère, à la sensibilité ; à cet égard, les plus éminents par la connaissance gardent un résidu d'inélégance morale dont l'épaisseur étonne quand on les scrute attentivement, et aussi (ce second trait, il est vrai,

ne s'applique pas à Gœthe), un manque de modération morale dont la contagion, quand elle est favorisée par l'ascendant du génie, est très propre à détraquer nos jeunes gens. Je n'ai pas la prétention d'avoir nommé tous ceux chez qui nous pouvons, sous cette réserve, trouver un profit substantiel. Et je n'avancerais point que mon énumération soit complète, ne fût-ce que pour ne pas encombrer la controverse ; je la donne seulement pour typique. Mon dessein, ce n'est, encore une fois, que de tracer sur la carte des lettres germaniques les linéaments de deux catégories : la catégorie des œuvres dont l'étude enrichit, complète notre culture, parce qu'elles sont de nature à rentrer dans le commerce universel de la pensée humaine : la catégorie des œuvres où la Germanie peut reconnaître l'épanouissement de la forme de penser qu'elle revendique, avec Fichte, comme lui étant propre. Il est clair que la mesure de l'influence prise par les œuvres de ce second genre sur la pensée des Français donnera la mesure de ce qu'il faut bien appeler sa germanisation. J'essaierai de les caractériser.

III. — Un caractère de la philosophie allemande

J'en trouve le type par excellence dans la philosophie allemande. Pour l'instant je ne comprends point sous ce nom le Kantisme, qui est une philosophie critique et que je considérerai à part, mais le dogmatisme issu de cette critique, je veux dire les systèmes solidaires de Fichte, Schelling et Hegel. Ces systèmes nous mettent en présence d'une véritable rupture accomplie entre la pensée germanique et la pensée occidentale. C'est ce qui me paraît résulter avec évidence d'un seul trait de comparaison entre les monuments philosophiques de l'Occident et les doctrines que l'Allemagne a données au monde.

Les philosophies occidentales avant Kant, sont l'aristotélisme (continué par la scolastique), le cartésianisme et le leibnizianisme : ces trois doctrines, dont la troisième est un essai de conciliation entre les deux premières, nous offrent comme les sommets autour desquels toute l'histoire de la philosophie se distribue. Or elles possèdent, entre autres caractères communs, celui-ci : elles s'appuient sur une méthode dont la valeur est indépendante de leur valeur propre et dont le discrédit ne saurait être entraîné par le discrédit du système qu'elle a pu servir à édifier. Si cette méthode a été découverte ou portée à un degré particulier de perfectionnement par l'auteur de ce système, si par là elle apparaît liée à ce système et que, d'autre part, lui-même soit jugé caduc, il faut dire qu'elle est ce qui en survit avec la part d'applications inco testées que le philosophe en aura pu faire. Ce n' pas la méthode d'un système, c'est une des m thodes naturelles et générales de l'esprit huma Cette méthode, c'est chez Aristote le syllogisme la classification de toutes les idées par genres par espèces ; c'est chez Descartes, l'analyse m thématique ; c'est, chez Leibniz, le calcul infini simal.

On peut juger (et il serait difficile d'en juger a trement) que la scolastique issue de la philosop d'Aristote a abusé du syllogisme, en ce sens q sur beaucoup de points elle a raisonné à par d'idées arbitrairement établies et de définiti factices, faute d'un recours suffisamment éten et assez libre à l'expérience (recours dont moyens, qui ont été acquis depuis, lui faisai d'ailleurs défaut). Ce qu'on ne saurait mettre doute, c'est que le syllogisme pris en soi (et en supposant des prémisses sûres) constitue la for même de la vérité, son mode nécessaire de comm nication (un discours qui se tient est une suite plutôt un lacis de syllogismes inconscients et d simulés) et que toute connaissance se ramène à perception d'un certain rapport entre cas parti liers et données générales.

On peut et il faut reprocher à Descartes d'av prétendu expliquer tous les secrets, l'économ tout entière de la nature par raison mathématiq Mais en cela il ne faisait aussi qu'abuser d'u bonne chose. L'applicaton des mathématiques à physique révélait depuis un demi-siècle et dava tage sa fécondité merveilleuse et Descartes figu parmi les grands inventeurs dans l'art de soumet l'action des forces naturelles au calcul et à la m sure. Son génie même l'a entraîné à croire que clef qui ouvrait tant de portes fermées aux anci ouvrirait toutes les portes et que toutes les qu tions de la philosophie naturelle se résoudrai par la géométrie. Mais si les erreurs où il tombé dans cette voie sont bien des erreurs, el diffèrent foncièrement de celles qu'engendrent faiblesse ou le vague de la méthode : elles porte la marque de la méthode claire et parfaite en s même et dans les justes limites de son emploi, q les a produites ; elles sont pleines de lumière. O en dirait autant de ce qui est trouvé d'inadmissib dans la philosophie que Leibniz a construite généralisant l'emploi des principes du calcul infi tésimal. Ces systèmes reçoivent quelque cho d'impérissable de l'instrument universel de conna sance qui a servi à les établir, qu'ils nous ont gué, ou du moins au destin et au progrès duq ils se sont intimement associés. Par là, ils pe vent être périmés à bien des égards : ils vivent

issent toujours dans la tradition de la science. sont des maisons qui ont des parties en ruines, is qui gardent de grandes fenêtres d'où s'offrent l'ordre du monde des perspectives pleines de ondité. Ils sont admirables pour l'éducation de sprit.

Rien de pareil dans les systèmes allemands. Ce nt des maisons sans ouvertures, si même ils n'ont elque chose de trop amorphe pour qu'on les mpare à des maisons. Un défaut absolu de généité caractérise leur méthode. Celle ci est proprent et uniquement la méthode d'un système ; elle vaut que pour lui et ne vaut que ce qu'il vaut. La nière dont Fichte, Schelling, Hegel forment, enînent les idées ne peut servir qu'à édifier (je nouvelle ma réserve sur la justesse de cette méhore), les systèmes de Fichte, Schelling et Hegel. inement, voudriez-vous y avoir recours pour la ution d'un problème d'ordre quelconque, mathétique, physique, politique, juridique ou moral, ce problème est, comme il doit l'être, posé en mes définis et clairs : vous la trouveriez absonent sans prise ; ce n'est que grâce à un obscursement préalable des questions qu'elle permet, ne dirai naturellement pas de les résoudre, mais n disserter. On me dira que ces Allemands sont métaphysiciens et que la différence d'objet qui ste entre la métaphysique et les autres sciences t exister aussi entre leurs méthodes respectives. t ! mais, ici comme là, c'est le même esprit huin qui est à l'œuvre et, pour cette raison, il ne se t qu'il n'y ait pas de profonds traits de ressemnce entre la méthode d'une saine métaphysique es méthodes générales qui ont fait leurs preuves ns les autres domaines du savoir. Cette ressemnce, la méthode propre à chacun de ces phiophes post-kantiens ne la possède pas : elle est *generis*, elle est indéfinissable, inclassable, et pas de nom ; c'est un intuitionnisme obscur xerçant sur les données d'un encyclopédisme gue et qui se flatte de trouver dans un tel mége les moyens d'une explication intégrale de nature et de l'histoire, ce dont il ne réussit éaliser le semblant qu'en répandant sur la face la nature et de l'histoire un voile de hée, en jetant du trouble et du vague ns la notion de tous les faits qui en composent trame. Si les conceptions d'Aristote, de Destes, de Leibniz, sans oublier celles des grands piristes, sont placées sur la voie royale où s'acnplit le progrès des connaissances humaines, les tèmes germaniques en sont à l'écart : ce sont nuages qui se sont levés à côté du chemin de lure et qui menacent de le recouvrir. Ils sont tout moins absolument stériles pour la science ; mais ils ont aussi une grande puissance de l'égarer (et cela s'est vu), pour peu qu'elle en reçoive les inspirations. On ne trouverait de caractères comparables aux leurs que dans les systèmes de la philosophie alexandrine, qui est une philosophie demi-orientale et dans la philosophie de Spinoza dont il est, en dépit de son habit cartésien emprunté, permis d'en dire autant. Ne serait-il pas vrai qu'il y a, comme on l'a souvent soutenu, dans la race allemande, des affinités asiatiques ? J'en trouverais volontiers un indice dans la nature des doctrines qu'ils ont enfantées, dans la direction que la spéculation métaphysique a spontanément prise chez eux depuis qu'ils se sont émancipés de la communauté intellectuelle européenne. Gobineau raconte que, quand il s'amusait à exposer Schelling et Hegel à des Tartares intelligents, il avait l'impression de ne leur révéler rien et de les ennuyer, tant cette manière de voir les choses était sur la pente de leur propre pensée. Aristote et Descartes les intéressaient davantage mais ils y mordaient à grand peine ; ils ne s'y sentaient pas chez eux.

(*A suivre.*) PIERRE LASSERRE.

AUX FRONTIÈRES DE L'EST

(*Notes sur la mobilisation.*)

Epinal (Vosges), Lundi 27 juillet 1914.

Toute la journée, il a plu et quand je dis pleuvoir, l'expression semble faible. Ce n'est plus une averse, c'est le déluge. On dirait par moment, que les vannes du ciel sont ouvertes, que les gaz de l'atmosphère se liquéfient en larges ondes sur ces vertes vallées vosgiennes. Impossible de traverser seulement la chaussée. Aux abords de la ville, les chemins, véritables mares de boue, sont devenus impraticables. Il n'y a que les gamins qui y trouvent leur plaisir. Sur les pentes des collines avoisinantes comme sur cette brusque montée qui mène à ces coteaux de la Vierge, que connaissent trop les militaires des nouvelles casernes, les gosses du pays, avec des espèces de petits traîneaux de leur invention, se lugent dans la boue comme des skieurs sur la neige. Au bout d'une heure de cet exercice, on devine l'état dans lequel ils doivent être — ces « patinoires » sont une des calamités du pays. Aucune voiture ne saurait s'y engager ; les passagers en mal d'excursion doivent se résigner à demeurer à l'hôtel, regardant derrière les vitres, tomber la pluie.

Le climat de ces contrées présente ceci de particulier qu'il fait un temps d'automne dès que le ciel se couvre. Aux bords de cette Moselle, dont les eaux commençaient à devenir tumultueuses, la prudence engage à fermer les fenêtres. Une vieille dame, qui ne peut prendre son parti de voir se noyer sa villégiature, a cette réflexion saugrenue : « C'est extraordinaire, les provisions d'eaux qu'ils ont là-haut ! »

Mais la politique, qui commence à devenir menaçante, suffira à nous distraire des intempéries de la journée. Les Balkans, que l'on supposait pacifiés pour un lustre d'années, recommencent à faire parler d'eux de la manière la plus agressive. Dans notre milieu militaire, les racontars vont leur train. Serions-nous à la veille de cette guerre tant de fois annoncée et tant de fois remise à une échéance que la civilisation souhaiterait indéterminée ! En tout cas, il est avéré que pour parer à toute alternative, dans la possibilité d'une mobilisation, l'ordre a été donné de faire rentrer les troupes en détachement.

Déjà le 49e de ligne, les Chasseurs à pied partis le 25, pour une courte période de manœuvres au Val-d'Ion sont revenus en hâte cette nuit. D'autres sections du Génie, également parties samedi dernier pour la Dordogne, ont, paraît-il, à peine débarquées à la Douze, repris déjà le chemin du retour. Deux mille kilomètres pour aller, autant pour revenir ; en vérité, plus d'un officier ne comprend qu'à demi ces déplacements d'équipes en ces jours troublés de bruits de guerre. Dans cet hôtel où les gradés de plusieurs régiments ont leurs mess et qu'habite une partie de l'Etat-major, c'est un incessant va-et-vient d'estafettes. On se croirait à la caserne.

Que de complications probables et prochaines ! Venir pour respirer l'air des Vosges et tomber en pleine mobilisation, non ! Je constate qu'avec le réconfortant optimisme de notre caractère français, parmi les très bien informés dont j'écoute les conversations, essaie d'interpréter, de surprendre les pensées, ceux qui croient à la guerre imminente et ceux qui estiment qu'on en sera encore cette fois quitte pour l'alerte, demeurent en proportion égale. Même parmi ceux dont l'armée est le métier, on a de la peine, d'ailleurs, à se rendre compte de ce que pourrait être une guerre dans un siècle où, d'année en année, tout se transforme, se modernise. La patience, la curiosité et la confiance sont cependant à l'ordre du jour. L'avenir, un avenir très prochain, verra pencher la balance. On ose encore espérer !

Epinal (Vosges), Mardi 28 juillet 1914.

Ces menaces de guerre, de plus en plus pres santes, mettent la plupart des têtes à l'envers. Le officiers ont reçu des instructions confidentielles les engageant à faire, sans délai, partir leurs fa milles. Persuadé que si l'invasion viole encor cette fois notre territoire, ce sera par ces fron tières si menacées de l'Est qu'elle pénétrera. Ep nal ne paraît plus un séjour propice aux femme et aux enfants. Dans les rues, sur les ponts, on n rencontre que gens et voitures chargés d'inde criptibles paquets. L'exode commencée depui plusieurs jours, s'accentue avec une fébrile rap dité. La rue Léopold-Bourg, la rue de la Ga voient défiler de véritables cortèges d'évacués. C ne se bouscule pas encore, on agit en pleine po session d'esprit, mais la volonté apparaît, et ne dirai pas la crainte, mais la précaution d'év ter à tous les êtres inaptes à la défense national les horreurs de l'invasion.

En effet, les souvenirs de 1870 sont encore pr sents, plus présents même ici que dans d'autre parties de la France. Ne sommes-nous pas da une cité sans cesse menacée par la fortune d armes et qui ne doit d'avoir pu subsister qu l'énergie dont au cours des siècles, firent to jours glorieusement preuve les successives gén rations de ses habitants ? Il y a quelque cho d'héréditaire dans les préparatifs auxquels, sa discussion, se soumettent les modernes desce dants de ceux qui, héroïquement, résistèrent jad aux régiments du maréchal de Crequi, aux armé de Guillaume Ier. Déjà plus d'une boutique clo les auvents de ses vitrines ; les brasseries qui, semaine précédente, n'étaient que valses et cha sons, sont retombées dans un silence plein de d gnité. Cet avis sera affiché le soir dans les cafés « Aucun alcool ne sera désormais servi aux s dats. » Quelques bambochades des jours préc dents ont fourni le prétexte...

Ce que l'on se figure mal, par exemple, ce so les perturbations sans nombre que, de la caser au château, et de la mansarde à l'hôtel, amène ces craintes d'une mobilisation que les bien info més prétendent officieuse — si elle n'est pas e core officielle. A chaque heure, débarquent nouveaux contingents de soldats rappelés en hâ afin de compléter les effectifs. Il en est de to âge, de toutes positions sociales. Quoique la p part aient laissé au foyer femmes et enfants — sa bouder au *devoir civique*, ils se rendent aussi v qu'ils le peuvent, aux bureaux de recrutement. moment que la patrie a besoin d'eux, ils répo dent à son appel — avec un égal désir de va

e — si la guerre, cette redoutable inconnue, nait à éclater. Ce sont des braves. Dans les carnes, les hommes affectés aux bureaux de reutement, n'ont pas tourné dix fois leur plume tre leurs doigts ; le temps presse, il s'agit de vailler vite et double.

Mais déjà des faits, en apparence inexplicaes, se produisent : Le photographe, mon voisin, e marchande de curiosités — étrange officine à elques pas de l'hôtel — subrepticement, ont disru. La ville est infestée d'espions. Personne ne n doutait ; c'était comme cela, pourtant. Aussi, aintenant, chacun regarde-t-il son voisin en dout de la nationalité qu'il affirme. Que de portes ses, que de volets fermés en auraient long à conter s'ils pouvaient révéler les secrets qu'ils simulèrent. Comme par miracle, à la faveur de nuit, des gens qui vous avaient des allures de ns apôtres, mystérieusement, se sont envolés. se donnaient pour Alsaciens authentiques, — is tout ce qui brille n'est pas or, — les oiseaux Allemagne ont repassé la frontière, et l'on peut poser qu'ils avaient en poche autre chose que s cartes postales.

Des faits impossibles à contrôler circulent sous manteau ; on affirme que tel commerçant connu a fusillé dans la soirée. L'espionnage sévit dans te contrée avec plus de ruse qu'en aucune autre la République. Pourtant, sur ce point, l'indine n'est pas indulgent, les tristes exemples de restent pour lui pleins d'enseignements. Ceux i se livrent à ces jeux d'astuce, risquent leurs es. Les intérêts même, ce qui demeure la pierre touche, seront sacrifiés aux obligations du patisme. Tel Directeur d'hôtel refusera les passers qu'il estime douteux.

'entends cette brave voix de brave homme dont rudesse toute vosgienne est comme une affirtion de loyauté : « Est-ce que je sais, moi, si voyageurs qui viennent on ne sait d'où et, urellement, se disent Anglais (1) ou Suisses, ne nt pas tout simplement des espions ?... Comnt voulez-vous que je m'informe ? Autant rénndre que je n'ai pas de place !... Comme ça, je urai rien à me reprocher ! Dans le doute, stiens-toi, suffit !... c'est dit... »

Epinal (Vosges), Vendredi 31 juillet 1914.
(Deux heures du matin.)

Le jour n'est pas levé que les stridences du timbre d'entrée réveillent en sursaut tout l'hôtel. Je cours à la fenêtre. C'est un lieutenant et deux brigadiers qui viennent réquisitionner les chevaux. Comme le veilleur de nuit s'est endormi, la porte tarde à s'ouvrir. Dans la rue on s'agite, dans l'hôtel c'est un branle-bas général, enfin, mal réveillé, un serviteur en savates paraît. Il n'y a pas à discuter, l'ordre est formel, il faut livrer les chevaux. Quelle complication pour l'établissement, complication qui, d'ailleurs, atteindra ce matin, tous les commerçants et fermiers des alentours.

Pourtant, je l'atteste, ni ce jour-là, ni plus tard, je n'entendrai aucune fausse note. Les propriétaires, il est vrai, ont été largement indemnisés. Le gouvernement régla, rubis sur ongle, sans lésiner. Des montures qui ne les valaient pas ont été payées jusqu'à deux mille francs, tellement le besoin d'avoir tout de suite à tout prix, des chevaux en grand nombre, se faisait sentir.

« Mais qu'est-ce que ça me fait, me disait le maître d'un bel attelage, d'être dédommagé, ça n'empêche pas que quand j'ai vu, au petit jour, partir mon « Coco » et ma « Bichette », ça m'a fait zig-zag au cœur ! Ils m'étaient indispensables !... je ne sais pas ce que je vais faire maintenant ! Ah ! je ne leur comptais pas les picotins ! Qu'est-ce qu'elles vont devenir mes pauvres bêtes ! Bien sûr qu'elles n'auront plus là-bas leur contentement comme chez nous ! »

De fait, il y avait quelque chose d'impressionnant dans cette dizaine de chevaux, munis de simples licous que, sous l'aube blêmissante, conduisaient vers de problématiques hasards, trois artilleurs fatigués par leurs nocturnes corvées...

Midi.

L'élément civil qui, en temps normal, contrebalance à peu près ici, l'élément militaire, disparaît maintenant, d'heure en heure. La mobilisation, toujours pas affichée, continue à se préparer. Malgré les bruits alarmants, presque personne ne croit encore à la mobilisation. Le désarroi général reste donc d'humeur allègre, à la bonne franquette.

Le marchand de bicyclettes me dit : « Il faut partir, mais j'ignore comment ma femme s'en tirera. Je laisse tout en suspens ! — Que voulez-vous, c'est le sort ; mais, cette fois, nous aurons la victoire ! A chacun son tour, n'est-ce pas vrai ?... » Au Crédit Lyonnais, les caissiers, affolés, mettent en ordre leurs écritures, répétant chacun à leur manière : « Il faut partir, nous allons partir ! » On se dirait à l'Opéra, un soir

(1) Au moment où ces lignes étaient écrites il était ore incertain que l'Entente Cordiale dût avoir des séquences immédiates et effectives, en cas de guerre e l'Allemagne.

du répertoire. L'entrain des aînés n'est pas moindre que celui des cadets. Plus catégorique, si possible, le pharmacien me confie : « Je suis capitaine, je dois m'en aller et comme je n'ai personne de sûr sous la main, le plus simple sera de fermer boutique. Si je puis rester dans les environs, je tâcherai de revenir chaque soir, quelques heures ; mes clients auront le mot de passe, il faudra entrer sous la voûte, car je n'ouvrirai pas la devanture ! »

Le tailleur, lui, me rapporte les vêtements que je lui avais donnés à réparer, me déclarant : « Je regrette, mais dans ce moment, il n'est plus question de travailler pour les civils. Je ne parviendrai même pas à livrer les uniformes qu'on m'a commandés. Déjà le drap me manque. J'ai beau écrire, je ne reçois rien. Au moins, si nous avions été prévenus ! On fera tout ce qu'on pourra, ce n'est pas la bonne volonté qui manque..., c'est l'étoffe! »

A la papeterie, c'est autre chose. Alsaciens de l'Alsace annexée, s'ils sont de cœur Français, d'état civil, ils sont bel et bien Allemands. Il va donc falloir décamper. Et comme ce n'est pas un vieux ménage, le peu qu'ils possèdent, ils l'avaient mis dans ce commerce, si bien qu'un départ équivaut pour eux à une faillite. La femme pleure, et sans que je les sollicite, les confidences arrivent : « Quand mon mari sera à l'armée, je ne sais pas ce que je deviendrai ; mes parents s'étaient opposés à mon mariage. Il ne me restera que le camp de concentration..., encore si c'était de ce côté de la frontière ! Non, je ne peux pas penser à ces choses, il me semble que je vais perdre la tête !... »

A l'hôtel, prudemment, la direction simplifie les menus. Le poisson, les entremets sucrés sont supprimés, plus de beurre sur la table. C'est curieux, dans ce pays de montagne, c'est le beurre et les œufs qui, tout de suite, deviennent des objets de luxe. On ne peut pas dire cependant que l'établissement soit moins fréquenté ; le public seul a changé : l'élément féminin a disparu, les civils aussi, se font rares, on ne voit plus que des uniformes aux impressionnantes chamarures. Les képis enguirlandés de feuilles de chêne ne se comptent pas — c'est à se croire au quartier général de l'Etat-major du 21e corps.

Cependant, les nouvelles deviennent de plus en plus alarmantes. Au *Comptoir d'Escompte*, au *Crédit Lyonnais*, aux vitrines des bijoutiers, à la Grande Taverne, au Café du Commerce, partout où sont affichés les bulletins des diverses agences françaises ou étrangères, ce sont des attroupements qui gênent la circulation — malgré le calme bon sens des gens de ce pays, ils menacent devenir redoutables ; à telle enseigne que le ma vient de prendre cet arrêté que, dorénavant, auc bulletin d'aucune agence ne pourra être affiché Epinal. Ces nouvelles, de sources plus ou mo sûres qui, en se contredisant les unes les autr engagent aux discussions inutiles, n'eussent pa tardé à mettre les cervelles à l'envers en sem la panique dans la population ouvrière.

Sans qu'il y paraisse, c'est une révolution Epinal, que cet arrêté préfectoral. D'autant que journaux commencent à devenir rares, ceux Paris arrivent quand ils arrivent, et la pet gazette du pays ne suffit plus à apaiser les cur sités. « Si cela continue, me déclare le valet chambre, nous aurons la tête dans un sac, et Allemands seront à Saint-Dié avant qu'on ait le temps de crier gare ! » Car nul ne met en do que le premier assaut ne se livre sur ces dan reuses frontières de l'Est.

Cependant, petit à petit, la mobilisation se po suit. Tous les malades transportables de l'hôpi militaire ont été évacués (on dit sur Chaumon Sous les fenêtres, c'est un va-et-vient de voitu d'ambulances qui donnent comme un avant-fu son de guerre. Ou bien, ce sont des files de ch vaux arrivant des villages d'alentours que les pa sans, l'oreille basse, conduisent à la caserne. N tons les grondements sinistres des automobil militaires bondés de sacs de céréales et dont, passage, les vitres des maisons frémissent. D s'aperçoivent les voiles blancs des dames de Croix-Rouge, les voiles bleus des dames France.

Le Major qui dîne à une petite table voisine sur les dents ; improviser une infirmerie, n'est p une sinécure. Il s'était si bien fait à sa petite de garnison. Le voilà tout désorienté dans s habitudes. Il peste contre les estafettes, s'empo contre le serveur : une bouteille de champagne parait opportune.

Je note ces détails à titre exceptionnel, car to les gradés s'activent, au contraire, avec un cal dépourvu d'effervescence. C'est la note dominan Chacun s'efforce d'agir avec méthode et rapidi On évite les paroles inutiles ; les vantardises 1870 ont disparu du tableau. Dans les limites sa spécialité, c'est à qui s'acquittera sérieusem d'une besogne sérieuse.

10 heures du soir.

Avec la nuit, le silence est retombé sur la p tite cité vosgienne agrafée comme un joyau s le clair ruban de la Moselle. Avec ses rues désc

es, ses cafés à demi-fermés, il semble qu'elle se recueille, en prévision des lendemains. La fortune des armées avec ses déconcertants inconnus, plane au-dessus de ces toits qui ont vu tant de guerres et savent ce qu'elles coûtent de maux à l'humanité.

Dix heures sonnent à la vieille église Saint-Maurice. Involontairement, la pensée se reporte aux souvenirs des dernières soirées de l'autre semaine. Quel changement ! Alors, d'une brasserie en face de mes fenêtres, de l'autre côté du canal, s'échappaient jusqu'au petit jour, les derniers refrains des beuglants parisiens. Des jeunesses qui ne voyaient point la vie en noir valsaient aux sons aigus de la zithre et la bière coulait à flots. Aujourd'hui, volets sont clos, chansons évanouies, c'est à peine si l'on aperçoit aux fenêtres des mansardes, la lumière de l'hôtesse veillant avec ses filles. Parties également pour des destinations mystérieuses, les humbles marchandes de sourires qui troublaient de leurs ébats le silence nocturne des quais !...

Les fêtes du 14 juillet avaient fait passer comme un vent de folie sur la cité, gardienne avisée de nos frontières. Mais devant l'imminence du péril, chacun s'est ressaisi comme par enchantement. L'ordre s'est rétabli. Jamais plus complète modification ne s'est opérée dans un plus court délai. L'animation de la rue qui, jadis, battait son plein entre 5 heures et 2 heures de la nuit, commence maintenant au petit jour avec les perpétuelles allées et venues des détachements militaires en corvées. Dès midi, les passants se comptent — dès six heures, il n'y en a plus... *Seul un barbet !...* comme dans la ballade. Pour goûter quelque repos, il fallait jadis se coucher et se lever tard ; maintenant, c'est tout le contraire, l'horaire de la caserne s'impose aux civils, l'existence par la force des choses, se militarise. Et ce mot qui dit tout en dit assez.

Mais voilà que les chouettes et les chats huants et les grands ducs, si nombreux dans ce pays de forêts et de rochers qui, jadis, se contentaient d'annoncer le jour, commencent maintenant en pleine nuit, leurs sabbats d'enfer. Leurs cris stridents offensent les étoiles. Sinistres messagers, ils semblent prédire les prochains carnages des jours de sang. Sur l'horizon politique, aussi obscur que la nuit, leurs yeux de feu inscrivent en hiéroglyphes de flammes, le tragique inconnu de l'avenir.

Epinal, Samedi 1er août.

Avec ces bruits de guerre qui se précisent et se contredisent, sans qu'il soit possible parmi tant d'opinions contradictoires, d'éclairer sa religion — c'est vraiment une journée pénible. La mobilisation générale tour à tour annoncée, suspendue, contredite, est enfin affichée à 6 heures pour demain soir, 2 août, à minuit. Mais les communiqués ayant soin d'affirmer qu'il s'agit d'une simple mesure préventive, que la paix n'est pas encore compromise, beaucoup persistent à se refuser de croire à la guerre.

Pourtant, le sentiment de la revanche est, ici, bien plus vif que dans les départements du centre. Les atrocités de « l'Année terrible » ne sont pas encore des faits historiques, mais des souvenirs, des réalités que les conversations rendent toujours vivantes, actuelles... Quarante-quatre ans n'ont pas cicatrisé la blessure ; elle saigne toujours. Je surprends ce dialogue significatif entre un vétéran qui avait « fait » 70 et la veuve de l'un de ses défunts amis :

« — Eh bien, Mélie, nous l'avons, cette fois, l'occasion de la revanche ? »

Incertaine, la dame répond : « — Oui, mais que de morts en perspective !... Qu'est-ce qu'Il aurait pensé s'il avait été là ? C'est ce que je me demande tout le temps ! »

C'en est trop ! Avec un emportement très rare chez ces natures réfléchies des gens de l'Est, qui en disent toujours moins qu'ils n'en pensent, saisissant son interlocutrice aux deux bras, il s'écrie :

« — Ah ! voyons, est-ce à chercher ? Mais Il aurait été content, bien content !...

— Vous croyez ?...

— Si je crois. Quand nous étions à la brasserie le soir, Il ne me parlait pas d'autre chose !... Ah ! ce jour aurait été le plus beau de sa vie ! Que voulez-vous, il est parti trop vite. Il n'aura pas vu se lever l'aube de la revanche, mais nous la verrons, nous, en pensant à lui ! »

*
* *

Avec surprise, je constate que je suis, au restaurant, l'objet de l'attention générale. En pénétrant dans le bureau, je vois, avec étonnement, chacun s'écarter de moi avec une intention marquée. Déjà, dans l'escalier, des gradés que je n'ai pas l'honneur de connaître, m'ont ostensiblement salué. J'allais avoir l'explication de cette petite méprise. Un général s'approche, et me demande avec une brusquerie toute militaire :

« — N'est-ce pas à M. Hansi, que j'ai l'avantage de parler ? » — Bientôt, le propriétaire de l'hôtel me dira : « — Nous attendons le caricaturiste évadé des prisons d'Allemagne, et il ne sera pas dit qu'il passe à l'hôtel sans que nous lui offrions une coupe de champagne ! »

On concevra que je fusse curieux de rencontrer mon sosie. Disons tout de suite que la ressemblance, si ressemblance il y a, est extrêmement superficielle. La confusion dut provenir de la similitude de nos vocations. Quoi qu'il en soit, pour un brave homme, le dessinateur sans reproche et sans peur de *Mon Village*, l'impayable portraitiste de cet âne bâté de professeur Knatschke et de sa suave dinde de fille, la blonde Elsé, m'a fait l'effet d'un véritable brave homme ! Une claire franchise anime son regard. Evidemment, ce n'est point l'artiste des subtilités perfides. Ni ses *Marches de l'Ouest*, ni ses *Commentaires des pages choisies du professeur Knatschke* ne sont à l'usage des petits maîtres en déliquescences ? Heureusement ! Ce peintre pense comme il parle ; il parle comme il dessine, avec une grosse verve loyale et communicative qui va droit au but. Vite le trait s'acentue, s'aiguise impitoyable jusqu'à la caricature. Pour égayer l'auditoire militaire qui l'accueille en victimes d'une de ces lourdes brimades prussiennes qui font d'un homme un héros, il nous sert sans affectation, quelques silhouettes d'officiers prussiens. Hansi conserve dans ses discours la verve à larges coups de crayon qui a fait la fortune de ses images. Ce n'est pas d'une originalité à la Capiello, mais c'est d'une gaîté réaliste à la Forain, d'une gaîté irrésistible. Il y a dans son talent, quelque chose de sainement et franchement populaire qui en explique la fortune.

On conçoit qu'après les tribunaux et les prisons de Leipzig, l'air des Vosges lui paraisse bon à respirer. « — Maintenant, conclut-il, il me reste encore à remplir la moitié de la tâche que je me suis proposée ; car j'espère que, sous l'uniforme français, je pourrai prendre part à la guerre qui libérera mon pays. On va avoir besoin d'interprètes, de gens connaissant la contrée, notre dialecte ; alors les plus modestes pourront se rendre utiles, on réquisitionnera toutes les bonnes volontés. Pourvu seulement que les formalités à remplir ne retardent pas trop longtemps mon désir d'activité ! » Chacun de nous d'approuver ces déclarations auxquelles il n'y a, en vérité, pas un mot à changer.

La conversation devient générale, le problème de l'Alsace-Lorraine se trouve remis en discussion. Les officiers qui nous entourent représentent les diverses opinions qu'un Français peut avoir sur ce cas douloureux. Pour le bonheur des populations des deux provinces, malgré elles annexées et quarante-quatre ans soumises au cruel joug prussien, quelle solution convient-il d'envisager pour l'avenir ? Les uns penchent pour l'autonomie; l'Alsace-Lorraine Etat-tampon. D'autres affirment la nécessité du retour à la Mère-Patrie. Aucun n'admet le maintien du *statu-quo*. D'un œil finement perspicace, Hansi observe ces militaires, avocats de causes plus ou moins justes. Puis, tout à coup, élevant le débat au-dessus des contingences présentes, il s'écrie, en quelque sorte malgré lui, inspiré, dirait-on :

« — Mais ils sont charmants, leurs diplomates ! Ils prétendent disposer à leur gré du sort de l'Alsace-Lorraine, sans même prendre la peine d'en consulter les chefs d'opinion ! De l'autonomie ! Mais nous n'en voulons pas, à aucun prix ! Le rôle d'Etat-tampon ne saurait point nous convenir non plus à aucun titre ! La Belgique et le Luxembourg verront ce que ce rôle va leur coûter !... Il est à souhaiter que la Suisse ne s'en aperçoive point au cours de la guerre qui s'engage ! Enfin, je pense que sur cette question qui, pour nous, est vitale, nous avons bien tout de même le droit d'exprimer notre opinion !... Parlons sérieusement ; c'est la seule à écouter. Or, je puis vous l'affirmer en mon âme et conscience, ce que nous voulons tous, avant tout, c'est redevenir Français ; retrouver la patrie de nos origines, du passé de notre race, de l'élection de notre cœur !...

Quand nous nous sommes quittés, l'impression m'est venue d'avoir serré la main d'un parfait Alsacien, avec tout ce que ce titre représente de loyauté, de franchise un peu brusque. Les habitants de ces vertes vallées, parmi lesquelles les saisons ont l'âpreté des fruits encore verts, n'ont pas l'accueil cauteleux des pieds plats du Grand Duché de Baden ou de la Bavière ! En revanche, quelle sincérité que la leur ; elle est à toute épreuve. Soyez assurés qu'ils en disent toujours moins qu'ils n'en pensent. La crainte de déflorer leurs sentiments arrête sur leurs lèvres les confidences. Soumis tant de fois au cours des siècles, à des maîtres qu'ils ne s'étaient pas donnés, ils ont appris à ne traduire qu'avec circonspection, l'intimité de leur pensée. La pudeur intellectuelle, ils se la sont imposée par discipline morale. Il faut les avoir pratiqués pour savoir quelle sécurité cette règle constamment observée apporte à leur commerce. N'est-ce pas de ce mode de sentir, de penser, d'écrire, que dépendent la saveur, la vigueur des artistes de la plume ou du crayon qu'ils ont donnés à la culture française ? Cette note particulière suffit à les situer à part dans le domaine de la pensée latine. Celle qu'ils donnent, eux seuls pouvaient la donner, et le mot par lequel il faut terminer, sera : Rien de pareil ne se voit, ne se lit, ne s'observe, ne se pense de l'autre côté du Rhin, sur la rive boche !

*
* *

Des soldats rencontrés, dont je note quelques bribes de conversations, me montrent que l'enthousiasme a franchi le seuil des casernes. L'incertitud que j'avais cru discerner les jours précédents, chez quelques-uns, s'est dissipée dans l'unanime élan de toutes ces belles jeunesses !... La guerre, ils vont la faire, à la française, en chantant, avec une fleur au bout de leurs fusils ! Certes, les illusions de leurs pères, ils ne les ont jamais partagées ; l'expérience, la réflexion les leur ont tout de suite déconseillées. Nulle vantardise n'exalte leurs propos. La victoire, ils espèrent la conquérir, mais ils savent que beaucoup la paieront du sang de leur vie. Pourtant, c'est joyeusement qu'ils vont au-devant du destin tragique. N'ai-je point entendu l'un d'eux s'écrier en recevant des siens l'accolade : « *Si je combats, je combattrai avec votre image devant les yeux !* » Alors on pense aux mots du philosophe juif : *La joie, c'est la perfection.* Le goût de l'héroïsme est rendu à la race ; c'est une épopée qui va commencer. Nous sortons de la vie pour entrer dans l'histoire. Les siècles futurs n'oublieront pas de longtemps 1915 !

Epinal, Dimanche 2 août.

Cette seconde journée est plus calme. Après les perpétuelles allées et venues de la veille, chacun éprouve le besoin de se recueillir. La mobilisation affichée depuis hier, ne commencera que ce soir, à minuit. C'est ce que disent les communiqués ; en réalité, pour les troupes de couverture, la mobilisation est achevée. Dans ces terres de frontière qui, depuis quarante-quatre ans vivent sous la constante menace d'une agression, c'est, on dirait, un soulagement de sentir que l'heure d'alarme, enfin, a sonné. Faire son devoir, chacun ne pense qu'à cela.

Mais en quoi consistera ce devoir, c'est la question que chacun aussi se pose. Pour l'instant, il est impossible de se rendre compte de rien. Une organisation aussi rapide, aussi compliquée ne peut aller sans quelqu'apparente désorganisation. Habiller, loger et nourrir tant de militaires, n'est point une sinécure. Les officiers sont sur les dents ! On réquisitionne, on emballe ! Déjà, les civils n'ont plus la libre disposition des trains dont les horaires deviennent incertains.

De son côté, la population civile, mise au régime des informations contradictoires, s'énerve. Les nouvelles les plus extraordinaires circulent de bouche en bouche, amplifiées, déformées... Hier, c'était le Kaiser qui, dans les eaux de la mer du Nord, aurait visité le président au retour du fameux voyage interrompu. Ce matin, c'est l'Allemagne qui offrirait deux milliards à la France et deux milliards à la Russie pour l'arrêt de la mobilisation et le maintien de la paix. Cet après-midi, autres chansons ! Les hostilités seraient ouvertes entre Russes et Allemands, à la frontière de la Pologne !... Sur la frontière française, il est question d'un combat à Belfort, où le 11e Génie, victorieux, aurait fait 300 prisonniers ou blessés au prix de 60 morts !...

Parmi tant d'informations divergentes, qui croire et que croire ? Les journaux ne parviennent plus ; de lettres on n'en reçoit guère ; les gradés eux-mêmes ne savent rien. Il faudra plusieurs jours pour que la vérité nous soit révélée. Cependant, les alternatives contrariées parmi lesquelles nous passons, exaspèrent l'impatience, sans altérer la confiance. Il semble qu'un coup d'audace aurait dû marquer le début de la campagne. « Si nous ne sommes pas encore prêts, c'est que nous ne le serons jamais ! » affirment les uns et les autres.

Ce n'est pas l'emphase puérile de 1870, mais une volonté d'agir, un besoin de victoires prochaines. La folie de la guerre exalte sans les déséquilibrer, nos sensibilités et nos pensées. Le péril des heures les fait paraître éternelles, l'importance qu'elles garderont dans l'histoire leur donne une gravité mystérieuse. L'aile du destin passe sur nos fronts, c'est un des rares moments où l'on se sente vraiment vivre. La tragédie commence, et quelle tragédie ! L'une des plus redoutables que l'histoire ait enregistrées... De quoi seront faits nos lendemains ?

Cette scène, surprise au passage, est à noter comme symbolisant avec ampleur l'état d'esprit de ces jours : Deux soldats du Génie sont entrés dans un bazar acheter un drapeau, en prévision de ce passage de la frontière que chacun désire avec enthousiasme. La marchande, que son accent dur montre vraie fille d'Alsace, en choisit un de grande taille, le plus beau de son étalage. Elle le tend aux militaires, et lorsqu'ils sortent leur porte-monnaie, demandant combien ? — les arrête joyeuse :

« — Je vous le donne, mes enfants, emportez-le et plantez-le dans le premier village que vous aurez repris. Et faites en sorte qu'ensuite les trois couleurs ne disparaissent plus de la terre d'Alsace. Je remercie Dieu d'avoir pu vivre assez pour connaître cette heure-là ! »

Et les militaires, qui n'ont pas trouvé du tout cela ridicule, s'en vont, leur drapeau sous le bras, des larmes aux yeux !...

(*A suivre*). ERNEST TISSOT.

LA BELGIQUE ET LES PETITES NATIONS

La Belgique ne s'est pas bornée, par sa loyauté et par son héroïque résistance, à s'immortaliser, à prendre place dans l'histoire à côté de la République Athénienne, des Cantons Suisses et des Pays-Bas. Elle a rendu un service signalé, inoubliable, et qu'on ne saurait trop célébrer, aux petites nations, impuissantes de par leur faiblesse numérique à briser matériellement l'agression des empires militaires. Si elle avait fléchi au début du mois d'août 1914, devant l'ultimatum de la chancellerie berlinoise, si elle avait ouvert bénévolement son territoire à l'invasion et offert sans protestation un passage aux masses germaniques, elle n'aurait pas seulement compromis sa propre cause. En ces journées tragiques, et telles que le passé en contient peu de comparables, elle a synthétisé, dans sa valeureuse défensive, la volonté de vivre libres et respectés qui doit animer tous les peuples d'effectif médiocre et de domaine exigu. Elle a refusé de créer un précédent, que l'impérialisme vorace et quasi instinctif de certains gouvernements se fût ingénié par la suite à exploiter sans scrupule. Sa passivité complaisante eût semé le découragement ; sa coopération tacite à l'entreprise criminelle d'un Guillaume II eût préparé les voies à l'on ne sait quelles autres capitulations. Mais de même que la lâcheté, la fierté sert d'exemple. Dans cette gigantesque tourmente, la bravoure et la dignité belges ont relevé au-dessus d'elles-mêmes, soustrait à de graves affaissements moraux des collectivités politiques, qui n'eussent peut-être pas trouvé en soi le réconfort et le ressort indispensables.

La Belgique n'était d'ailleurs pas seule visée par les convoitises allemandes : nous le savons aujourd'hui. Le document que le gouvernement du Havre a publié, il y a quelques semaines, dans son second *Livre gris*, et qui résume à cet égard les doctrines des cercles officiels d'Outre-Rhin, mériterait d'être traduit dans toutes les langues. Je souhaiterais qu'il fût connu dans sa teneur, et mieux encore dans son texte, par les milions et les millions d'hommes que ces étranges et sauvages théories menacent en leur indépendance. Je voudrais que chaque citoyen Danois, Suédois, Norvégien, Hollandais, Suisse, Grec, Bulgare, Roumain, en possédât un exemplaire. Avec le discours prononcé le 4 août 1914 par M. de Bethmann Hollweg et où se trouvent tant de phrases désormais fameuses, — aussi caractéristiques que le faux d'Ems lui-même, — je ne connais pas de pièce plus digne de passer à la postérité. Grâce à lui, dans quelques mots imprudemment proférés par un secrétaire d'Etat, nous avons toute la pensée de l'impérialisme pangermanique, toute l'argumentation sur laquelle il a échafaudé et échafaude encore ses monstrueuses prétentions. Lorsque Benedetti, dans la période qui précéda la guerre de 1870-71, remit à Bismarck des propositions qui allaient à tout jamais compromettre le gouvernement impérial, et qui répugnaient au génie de la France, il fut moins imprudent sans doute que M. de Jagow en cet entretien du 2 avril 1914, si peu important apparemment dans ses effets immédiats, — si saisissant et si plein de révélations pour l'historien de l'avenir.

Le 2 avril 1914, le baron Beyens, ministre de Belgique à Berlin, communiquait à son gouvernement (n° 2 du *Livre gris*) la teneur d'une conversation, que notre ambassadeur, M. Jules Cambon, avait eue avec le secrétaire d'Etat allemand, et dont le représentant de la France l'avait avisé. Pendant une récente absence de M. Cambon, le Ministre des Colonies de l'Empire avait dit à notre chargé d'affaires et à notre attaché naval, que l'Allemagne et la France devraient bien s'entendre pour la construction et le raccordement de leurs lignes ferrées en Afrique : c'était le moyen d'éviter des concurrences fâcheuses.

Etait-ce l'amorce d'une de ces négociations économiques, que la Wilhelmstrasse affectionnait volontiers, du moment qu'elle pouvait ensuite les faire sortir de leur domaine initial ? M. Cambon demanda quelques éclaircissements, et aussitôt s'ouvrirent des horizons singuliers.

M. de Jagow répondit d'abord que la question demeurait à l'étude, mais qu'il estimait très utile une entente Franco-Anglo-Allemande sur le sujet indiqué. « Dans ce cas, reprit M. Jules Cambon, il faudrait inviter la Belgique à conférer avec nous, car elle construit de nouveaux chemins de fer au Congo, et à mon sentiment, il serait préférable que la conférence se tînt à Bruxelles.

— Oh non ! — répartit M. de Jagow, car c'est aux dépens de la Belgique que notre accord devrait se conclure. — Comment cela ? — Ne trouvez-vous pas que le roi Léopold a placé sur les épaules de la Belgique un poids trop lourd ? La Belgique n'est pas assez riche pour mettre en valeur ce vaste domaine. C'est une entreprise au-dessus de ses moyens financiers et de ses forces d'expansion. Elle sera obligée d'y renoncer.

M. Cambon naturellement s'éleva contre ce jugement. M. de Jagow, — dit la dépêche du baron Beyens, — ne se tint pas pour battu. Il exposa l'opinion que seules les grandes puissances sont

en situation de coloniser. Il dévoila même le fond de sa pensée, en soutenant que les petits Etats ne pourraient « plus mener dans la transformation, qui s'opérait au profit des nationalités les plus vigoureuses, par suite du développement des forces économiques et des moyens de communication, l'existence indépendante, dont ils avaient joui jusqu'à présent. Ils étaient destinés à disparaître ou à graviter dans l'orbite des grandes puissances. »

M. Jules Cambon fit la réponse qu'on pouvait attendre de lui. Les vues exprimées par M. de Jagow n'étaient pas du tout celles de la France, ni, autant qu'il pouvait le savoir, celles de l'Angleterre ; il persistait à penser que certains accords étaient nécessaires pour la mise en valeur de l'Afrique, mais que, dans les conditions présentées par M. de Jagow, toute entente était impossible.

Alors M. de Jagow, craignant sans doute de s'être trop avancé, se replia en bon ordre : « Il se hâta de dire qu'il n'avait exprimé que des idées toutes personnelles, et qu'il n'avait parlé qu'à titre privé et non en secrétaire d'Etat s'adressant à l'ambassadeur de France. »

Et M. Beyens termine sa dépêche par ces mots : « M. Cambon n'en attache pas moins une signification très sérieuse aux vues que M. de Jagow n'a pas craint de dévoiler dans cet entretien. Il a pensé qu'il était de notre intérêt de connaître les dispositions, dont le dirigeant officiel de la politique allemande est animé à l'égard des petits Etats et de leurs colonies. J'ai remercié l'ambassadeur de sa communication absolument confidentielle. Vous en apprécierez toute la gravité.

Le lecteur comprend maintenant toute la portée philosophique et pratique de cette conversation, qui surgit à l'improviste, à la fin d'un dîner intime Le déroulement en est curieux en soi. Les deux interlocuteurs partent d'une question de chemins de fer relativement simple, et facile à régler au mieux des intérêts de tous, par une procédure amiable et courtoise, exclusive de préjudice pour les divers pays en cause. Puis brusquement, sur une incidente, l'entretien dévie : la Belgique n'a pas droit d'être consultée et traitée en puissance digne de ce nom : mieux, c'est à ses dépens que les grands Etats doivent s'accorder et l'on croit ici, en écoutant les propos du secrétaire d'Etat Allemand, entendre Frédéric II discourant du partage de la Pologne. M. de Jagow substitue, au problème du raccordement des voies ferrées, celui du morcellement du Congo Belge, qui préoccupe beaucoup l'Allemagne depuis de longues années, parce qu'elle voudrait bien se doter, dans le Centre Africain, d'un vaste empire colonial. Puis la discussion — je ne dis pas s'élève, mais s'élargit encore : les petites puissances, affirme le collaborateur du Kaiser, sont mal fondées à vouloir coloniser, et comme il s'est laissé aller à l'exposé de théories, qui ne sont point spécialement les siennes, mais qui sont courantes dans les milieux politiques, financiers et même universitaires de son pays, il va se rallier expressément, — (et c'est la première fois, à ma connaissance que pareille adhésion est donnée par un personnage officiel d'outre-Rhin), à la doctrine pangermaniste *nouvelle* : les petites nations doivent disparaître de la carte, parce qu'elles sont faibles et que leur maintien serait en contradiction avec l'évolution économique.

Il convient d'examiner ici les affirmations générales émises par M. de Jagow, et qui sont d'autant plus importantes qu'elles n'émanent pas en réalité de lui, mais dominent toute la politique contemporaine de l'Allemagne. Il sera utile ensuite d'en dégager certaines conclusions pratiques à l'adresse des neutres, et c'est alors que l'on discernera nettement le rôle de la Belgique dans la crise européenne.

Les petites nations doivent-elles s'interdire de coloniser, — ou mieux, (et comme à l'heure actuelle le monde entier est occupé), — doivent-elles renoncer à leurs domaines exotiques et les rétrocéder à leurs voisines plus puissantes ? La position même du problème m'épargne l'obligation d'envisager dans son ensemble le colonialisme, qui est un des faits les plus caractéristiques, les plus saillants, et par certains côtés les plus graves, du monde moderne. La thèse de M. de Jagow revient à dire que les Etats de faible dimension méritent d'être frustrés de leurs possessions africaines ou océaniques (il n'en est plus guère d'autres), parcequ'ils sont incapables d'en tirer profit, qu'ils les stérilisent et privent l'univers de leur apport de produits et d'activité générale. Or si l'on se place à ce point de vue, ce n'est ni le chiffre du peuplement de la métropole ni son étendue qu'il sied d'envisager, mais sa richesse, son ingéniosité, ses facultés de mise en valeur. La richesse de la Belgique et de la Hollande, leur habileté commerciale, leurs ressources d'initiative ne sont, à aucun égard, inférieures à celles de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la France. Toutes proportions gardées, plusieurs nations secondaires jouent, par leurs capitaux et par leurs créations, un rôle égal au rôle des nations de premier plan. On peut critiquer la politique des Pays-Bas dans l'Insulinde comme la politique britannique dans l'Inde, mais je cherche vainement la supériorité des méthodes coloniales germaniques sur les méthodes coloniales néerlandaises. Si l'on mesure seule-

ment les résultats financiers, le Congo Belge affronte la comparaison avec le Cameroun et l'Afrique orientale allemande.

Mais c'est là la partie la moins intéressante de la théorie de M. de Jagow. La partie la plus captivante pour nous est celle qui a trait à l'absorption plus ou moins brutale, plus ou moins déguisée des petits Etats par les grands. Le ministre constate la tendance aux agglomérations plus amples, — et cette tendance est indéniable dans l'ordre économique, et comme il le remarque fort bien, elle procède elle-même du développement des forces de production et de la révolution ininterrompue des modes de transports. Au fur et à mesure qu'une collectivité accroît son industrie, elle cherche à lui procurer des débouchés supplémentaires, à étendre son marché, à se servir des moyens de communication nouveaux que la science lui offre. Il y a là une des raisons fondamentales qui expliquent les unifications du XIXe siècle, celle de l'Italie, celle de l'Allemagne. Mais M. de Jagow, dans son désir de justifier le pangermanisme, interprète inexactement, avec une facilité trop simpliste, des phénomènes qui méritent d'être examinés de très près, dans leur évidente complexité.

Comme il arrive souvent, nous nous trouvons ici en présence de deux mouvements contradictoires. Il y a, d'une part, la tendance à façonner des groupements élargis ; il y a de l'autre la tendance à fonder ou à défendre les libertés nationales. Celle-ci peut s'accorder d'abord, sous certains rapports, avec celle-là, puis elle la paralyse jusqu'au moment où intervient de nouveau la conciliation nécessaire, la synthèse.

Presque toutes les nationalités que nous avons vues surgir au XIXe siècle, sont le produit de scissions, qui ont pris le plus souvent la physionomie de conflits violents. L'Italie ne s'est formée qu'en mutilant l'Autriche, qui était le type des Etats de grandes dimensions ; les contrées Balkaniques sont issues de la dislocation de l'Empire ottoman, qui couvrait une vaste surface de l'Europe orientale. D'autres peuples revendiquent encore leur liberté et l'obtiendront vraisemblablement à la fin de la crise actuelle. Les jeunes Etats qui se sont constitués, dans les cent dernières années, ont en général suivi une loi de formation, que la thèse de M. de Jagow a le grave tort de méconnaître.

Je n'aurai garde, à mon tour, de négliger la loi des agglomérations croissantes. Il se peut que les nationalités adolescentes se roidissent contre elle et tâchent d'en abolir les effets. Mais il se peut aussi que dans l'avenir, triomphe la tendance aux grands groupements, sans cependant que la doctrine pangermaniste de M. de Jagow puisse s'en prévaloir. Il n'y aurait pas absorption du petit Etat par l'empire ambitieux, mais fédération des petits Etats contre cet empire, et alors les éléments ethniques viendraient jouer leur rôle, comme dans la création des nationalités elles-mêmes. Et comme ces nationalités,ces fédérations s'établiraient librement. Par exemple, depuis le début de la guerre, les peuples scandinaves se sont rapprochés et ils ont élaboré un pacte économique, et même dit-on, politique, — qui sauvegarderait, avec leur indépendance, leurs intérêts agricoles industriels et commerciaux. Par exemple aussi, la Belgique et la Hollande, lorsqu'elles se seront soustraites l'une à l'étreinte sauvage, l'autre à la menace de l'Allemagne, reprendront selon toute apparence les échanges de vues qu'elles avaient entrepris au cours des dernières années. Par exemple encore, et pour m'en tenir là, la Ligue balkanique qui demeure en gestation, substituerait à la faiblesse relative de la Serbie, de la Grèce, du Monténégro, de la Roumanie, de la Bulgarie, considérés individuellement, la force réelle d'une grande collectivité capable de défendre sa vie. Mais qu'on envisage la formation récente des nationalités, ou ces éventualités de fédérations libres, et qui laisseraient intacts les droits des éléments composants, la doctrine exposée par M. de Jagow apparaît erronée, viciée par la base, contraire aux faits. Elle revêtait des allures philosophiques : elle n'était qu'une sorte de justification anticipée du coup de force. Le pangermanisme du style nouveau l'invoquait pour se doter d'une argumentation intellectuelle. Il faut lui savoir gré, au surplus, de ce délicat scrupule de conscience, car il alléguait ses drois avant de « prendre », tandis que le grand maître de la politique prussienne, Frédéric II « prenait » d'abord et se découvrait ensuite des droits.

Le pangermanisme de 1914-1915 diffère au moins par un point du pangermanisme d'autrefois, de celui qui se formulait dès 1848, et dont Bismarck recueillit pieusement les revendications. La théorie de l'unification et de l'expansion allemandes appelait jadis à son secours le principe des nationalités, d'ailleurs plus ou moins brutalement malmené. C'est au nom de ce principe que le Chancelier de fer avait réclamé les duchés et l'Alsace, sinon la Lorraine. Le pangermanisme contemporain a bien proclamé les affinités de races qui existent, à ses yeux, entre les Prussiens ou les Mecklembourgeois, et les Flamands ou les Néerlandais : mais même cette conception, si audacieuse soit-elle, ne lui a plus paru suffisante, et ses ambitions étaient devenues telles, qu'il s'est cherché encore d'autres raisons d'action, et qu'il

st approprié, pour fonder ses appétits de con-
ête, pour légitimer ses violences, la thèse des
bouchés nécessaires. Avec elle, on peut aller
ssi loin que l'on veut. C'est celle que M. de
gow résumait en quelques mots.

Le roi de Bavière, dans le discours qu'il pro-
nçait, le 9 juin, et qui eut tant de retentissement
Europe, la précisait avec une singulière ingé-
ité. Les produits allemands, qui s'en vont vers
mérique ou vers l'Angleterre, passent en par-
par Rotterdam, Amsterdam, Anvers : il est
nc « juste » que la Belgique et la Hollande tom-
nt aux mains de l'Empire. Il ne parlait pas de
côte française de la Manche, mais d'autres y ont
t des allusions d'une netteté lapidaire : notre
oral est indispensable à l'Allemagne, pour que
s bâtiments n'aient plus à franchir, avec grand
ril, le goulet du Pas-de-Calais. De même sur sa
ntière orientale, elle prendrait la Pologne et les
ovinces Baltiques, parce que son industrie y
uverait des marchés capables d'absorber sa pro-
ction surabondante : or nul, dans les Universi-
d'Outre-Rhin, et si vif que fût son désir
tendre les limites de la race germanique, n'a
core osé dire que Boulogne et Varsovie fussent
uplées de Germains.

Cette même thèse des débouchés nécessaires jus-
é, aux yeux des expansionnistes à outrance qui
t saisi la direction de la chancellerie de Berlin,
poussée de l'Autriche-Hongrie vers l'Orient. Si
cabinet de Vienne, le « brillant second », doit
cer ses armées jusqu'à la mer Egée, ce n'est
int en vertu du principe des nationalités ; c'est
e la route de Salonique, le grand marché des
lkans, ne peut être acquise par lui qu'au prix
la destruction de l'Etat serbe et des autres
ats libres de la presqu'île ; et tant qu'il n'aura
s cette route de Salonique, sa puissance écono-
que demeurera précaire et médiocre... On voit
ut le développement de l'idée ; je n'y insiste pas.
me proposais uniquement de montrer les subs-
ctions économiques, sur lesquelles se fondait
mpérialisme ambitieux et spoliateur, dont M. de
gow, avec tout son gouvernement, s'est consti-
le champion.

Mais le document du *Livre gris*, qui a été cité et
cuté ici, n'a pas une portée purement acadé-
que. Il était déjà un avertissement d'une stupé-
nte clarté ; il a pris, depuis l'ouverture de la
erre, une valeur pratique telle, qu'il s'impose à
xamen, à la méditation de tous les neutres.

M. de Jagow énonçait une double menace ; con-
les colonies des petits Etats, contre ces petits
ats eux-mêmes, auxquels il contestait le droit à
la vie, et n'offrait d'autre condition future que l'absorption intégrale ou l'annexion économique : deux régimes entre lesquels oscillent aujourd'hui les pangermanistes, lorsqu'ils dissertent sur le sort à assigner à la Belgique.

Il se trouve que l'Allemagne, qui voulait partager le Congo Belge avec la France et l'Angleterre, et qui ne se demandait pas un seul instant si pareille opération n'était pas ignominieuse, s'est vu enlever depuis un an, par la France et par l'Angleterre, les meilleures portions de son empire colonial. Mais imaginez que le Congo Belge, pour une raison ou pour une autre, eût été incorporé à son domaine africain : un traitement analogue eût été réservé le lendemain aux possessions portugaises d'Angola et de Mozambique, qu'elle guette de longue date, et sur lesquelles, l'an dernier, elle a tenté un coup de force. Victorieuse, elle eût encore, à moins que le Japon et l'Amérique ne l'en eussent empêchée, spoliée la Hollande de l'Insulinde, et planté son drapeau sur Batavia.

L'annexion ou l'absorption de la Belgique eût déterminé quasi-automatiquement celle des Pays-Bas : là-dessus les dirigeants d'Allemagne ne nous ont laissé aucune illusion. M. de Bethmann-Hollweg, dans ses déclarations à M. Gœschen, l'ambassadeur d'Angleterre, à la veille de l'ultimatum britannique, — M. Zimmermann, le sous-secrétaire d'Etat, dans sa conversation avec M. Troelstra, le leader socialiste Hollandais, liaient intimement le sort de la Néerlande à celui de la Belgique. Il suffit de regarder d'ailleurs la carte, pour comprendre que l'Allemagne n'eût pas laissé subsister une enclave gênante dans son empire, et d'autres propos nous ont appris depuis, que l'indépendance de l'un des royaumes ne saurait durer, si disparaissait l'indépendance de l'autre.

Mais si l'on admet la thèse des agglomérations croissantes, chère au pangermanisme et à M. de Jagow, pourquoi le cabinet de Berlin, dans l'hypothèse d'une supériorité militaire consacrée avec éclat, eût-il respecté la Suisse et les contrées Scandinaves ? Pourquoi l'Autriche, si elle avait forcé le passage à travers la Serbie, aurait-elle ménagé la Grèce qui possède Salonique, — la Roumanie qui domine le Danube inférieur, le grand fleuve de Vienne et de Pesth, — la Bulgarie qui a poussé sa frontière tout près des Détroits ? Aujourd'hui encore et plus que jamais, il faut que les Etats secondaires du Nord et de l'Orient, soumis à une propagande intensive de la part de nos adversaires, sachent quel avenir le pangermanisme rêvait pour eux. Dans l'Europe de M. de Jagow, l'Europe des grands Empires, — où peut-être il n'y eût eu

que deux Empires, dont l'un eût été le vassal de l'autre, — leur liberté si péniblement conquise ou défendue eût fait place à l'assujettissement économique et politique.

C'est contre ce plan monstrueux de bouleversement continental, que les Alliés luttent depuis un an. C'est contre une menace qui ne pesait pas sur elle seule, mais sur tous les petits peuples, que la Belgique, dans la claire vision de son péril particulier et du péril général, s'est levée en un sublime élan d'énergie défensive. Le document du *Livre gris* met en relief, avec une extraordinaire puissance, le programme préconçu de l'impérialisme pangermaniste, et les idées théoriques sur lesquelles il prétendait s'édifier.

PAUL LOUIS.

UN PROJET DE COLONIE D'ÉMIGRÉS EN RUSSIE (1792-1799)

Cette missive traduisait les opinions des frères Montesson et du vicomte d'Allard, qui concevaient la future colonie comme une fidèle miniature de la France féodale. Elle était désapprouvée par les comtes de Castres et de Lévy, qui professaient des idées beaucoup moins archaïques en matière de colonisation, par suite de relations de famille ou d'amitié avec d'anciens compagnons d'armes de Rochambeau. Ce fut là le premier dissentiment entre les deux fractions de la mission, celle des gens de Cour, et celle des techniciens.

André, qui connait à fond, non seulement la Tauride, mais aussi les dessous de l'administration locale, explique à ces messieurs qu'en réalité, c'est Berdiéïef en personne qui a, de sa propre autorité, réduit de plus de moitié l'étendue de la concession. La partie occupée par les Nogaïs est la meilleure. Notamment, une quantité de Cosaques du Don viennent, chaque année, pêcher sur la côte ; ils ont fait au gouverneur le cadeau voulu pour que nul Français ne soit toléré sur leurs quartiers de printemps.

Il prévient également la mission qu'elle ait à se méfier de l'interprète à elle octroyé par Berdiéïef, un Italien nommé Brigonzi, et remplissant les fonctions d'inspecteur général des colonies allemandes de la Nouvelle-Russie. Ce Brigonzi est au mieux avec Mme Berdiéïef, ce qui ne l'empêche, ni de recruter, au cours de ses tournées, de très jeunes filles pour une espèce de harem que s'est constitué gouverneur, ni d'avoir des mœurs contre nature de s'en vanter. André a déjà pu constater que individu a commis des mensonges dans ses trad tions des propos de Berdiéïef aux commissaires de ceux-ci à celui-là, et qu'il en est résulté malentendus dont les suites auraient pu ê fâcheuses pour le projet de colonie.

Koutouzof, envoyé pour guider la mission, est brave homme, qu'on aurait plaisir à emmener, m il s'excuse, ignorant tout de la région en cau C'est donc Brigonzi qui dirigera l'exploration, peu selon les plus récentes instructions du ts lesquelles n'ont presque rien de commun avec qui avait été promis à Condé, — un peu selon contre-instructions de Berdiéïef, — beaucoup sel les intérêts des colons allemands, des Nogaïs, Cosaques du Don, de toutes les collectivités ou in vidualités qui lui ont, comme on dit vulgaireme graissé la patte.

*
* *

Quatre commissaires, — le vicomte d'Allard ét cloué sur place par ses douleurs, — et Brigo quittent Iékatiérinoslav le 11 décembre. Ils voi Kirchkasse, colonie de Mennonites prussiens d les exactions de Brigonzi entravent le dévelo pement. Ils passent le Dniepr, traversent Alexa drovsk, Grigorievsk, Tokmak. A partir ce point, trajet a été fixé de manière à permettre de voir pourtour de la concession, et non point l'intérie

Les frères de Montesson, déjà fatigués et s'é nuyant à mourir, consentent nonchalemment a tours et détours combinés par Brigonzi. Les de lieutenants du génie voudraient chevaucher à trav la concession de part en part et en tous sens. Le collègues, plus âgés, plus haut gradés, et plus ava dans la faveur du prince, réfrènent cette arde et n'autorisent que de brèves excursions à dro et à gauche de l'itinéraire.

On passe par Kirilovsk, on constate que Kalmouks nomadisent désastreusement sur un ca ton que l'on disait inhabité, que d'autres canto sont marécageux à l'excès, que la prétendue vi de Zakharievsk est un hameau, que le prétendu meau de Piétrovsk est une ville. A l'embouchure la Berdianska, on trouve des pêcheries dont Brigo avait nié l'existence.

Les deux lieutenants n'ont alors pas de peine obtenir de leurs collègues que la mission entiè malgré l'opposition de Brigonzi, visite le territo retranché par Berdiéïef. Ce territoire n'est po marécageux, lui. Il nourrit des troupeaux innomb bles et superbes. Les Nogaïs semblent vivre pleine aisance, Bayazid-Bey, chef des dix mille

(1) Voir la *Revue Bleue* du 14-21 août 1915.

illes, reçoit les Français avec froideur, Brigonzi vec familiarité.

Après exploration de la lagune où aboutit la Motchnaïa, on remonte, le long de ce petit fleuve, ers Tokmak, et l'on rentre à Iékatiérinoslav le 24 écembre, — pour y apprendre que Bérdiéïef vient ètre destitué et relégué dans ses terres. La Nouelle-Russie passe provisoirement sous l'autorité du ouverneur de la Tauride, le comte Kaghovsky.

Pourquoi cette disgrâce ? Il circule les versions s plus étranges et les hypothèses les plus hardies. outes sont plausibles. Sans s'attarder à creuser un roblème si abstrus, on rédige pour Condé un rapport, qui eût sans doute été bref, si l'on n'avait pas ouvé au retour une lettre du savant Pallas, épître cyclopédique sur la Russie méridionale. Il était é en Crimée. On lui avait, avant de partir pour la ncession, écrit pour lui demander renseignements conseils. Voici le résumé de ce que l'on exposa prince, d'après ce que l'on avait vu et entendu, d'après ce que répondait Pallas.

« La mission a été placée dans l'impossibilité de er une carte de la concession. Celle-ci semble rtout salubre. Son climat est celui de la Touraine. s agglomérations étant presque nombreuses, ffisamment espacées, et bien situées, il n'y aura s à se préoccuper d'en créer de nouvelles. Piévsk paraît indiqué comme chef-lieu, mais, en nt que port, ce n'est qu'une rade foraine. Il n'y a illeurs, sur tout le littoral, pas un abri. On n'a procéder à aucun sondage ; on a eu cependant mpression que la mer est très peu profonde.

Les cours d'eau sont rares et lents ; il ne faut donc s songer à des moulins à eau. Ces petits fleuves tiers étant à sec durant plusieurs mois, il y aura effectuer d'importants travaux de régularisation. el ques marais à faire disparaître ; une quantité puits à forer partout ailleurs. L'eau est partout table.

Beaucoup de granit et d'argile, peu de calcaire, s de tourbe, ni de fer, ni de bois. Il existe deux ploitations de houille, à Pavlogorod et à Bakhout ; il n'y a eu moyen d'obtenir sur leur compte cun renseignement. Les saules, les peupliers, les tres, les chênes, abondent sur les deux rives du iepr, en amont d'Alexandrovsk, mais pour transrter leur bois à bon marché on ne pourra se pas- de deux bateaux, — à solliciter de la généré du tsar.

Le terre est partout excellente. On cultive le blé, chanvre, le millet, les melons. On acclimatera ilement l'indigotier, le sésame, le cotonnier, le , le colza, le pavot. On devra faire venir les grais et plants de Tours et de Constantinople, et les parquer à Taganrog, Odessa ou Kherson.

Il n'est pas sûr que l'on puisse penser à de la viticulture, mais la colonie se prémunira d'un considérable élément de prospérité si elle achète des mûriers en Crimée et si l'on embauche pour elle, à Lyon, quelques canuts.

Il y a profusion de chevaux, de bovidés et d'ovidés, de porcs, de poules, pigeons, canards, d'oies et de dindons. L'élevage est praticable partout, et en grand. On conseille d'importer des ânes du Poitou et des chameaux de Crimée. Le poisson de mer est très abondant et très varié. De même le gibier, et la plupart des espèces de celui-ci fourniront de gros bénéfices aux industries et commerces des fourrures et des plumes. Le pays regorge de loups, renards, lièvres, *souslikis* (à peu près la marmotte), gerboises, mulots, taupes, à livrées superbes, et puis de perdrix, d'outardes, de coqs de bruyère, de canards sauvages. Grands passages de cailles, de bécassines, d'oies sauvages, de cygnes.

Pas de commerce avec l'Anatolie ni la Perse, et l'on affirme l'impossibilité d'innover des courants d'échanges avec ces pays. Les Nogaïs sont là depuis cinq ans ; on les a amenés de la Kouban ; Musulmans zélés, ils ne voudront jamais travailler pour des Chrétiens ; leur déplacement est bien désirable.

En ce qui concerne enfin les maisons destinées aux colons, Berdiéïef avait donné des ordres pour que l'on en construisît quelques-unes, Kaghovsky entend que l'on ne commence pas les travaux avant de savoir combien de colons doivent venir, — et si même il en viendra réellement.

*
* *

En attendant la réponse à ce deuxième rapport, les frères de Montesson partirent pour la Crimée. Ils voulaient remercier de vive voix Pallas, et lui demander des renseignements complémentaires.

De Castres se mit à étudier la vie économique de Iékatiérinoslav et des alentours. Il visita des cultures de mûriers de garance, de colza, de navette, de lin, vit que les indigènes confectionnaient des briques excellentes et d'énormes poêles avec de l'argile tout bonnement séchée au grand air, consulta un Français qui avait été associé à un comte de Clermont-Tonnerre pour l'exploitation d'un domaine peu distant du chef-lieu, et pour la déconfiture subséquente. Ce compatriote était naturellement pessimiste à l'extrême ; il prédisait la destruction de la colonie par le paludisme, la sécheresse, le vent, les sauterelles, etc.

Il raconta aussi au comte de Castres le procédé qu'avait employé Catherine II pour doter de routes la Nouvelle-Russie presque sans bourse délier.

Les travaux avaient duré des mois et des mois, et

avaient coûté exactement une semaine de main-d'œuvre. On s'était servi de deux équipes d'ouvriers, savoir, des paysans de la Couronne, et des paysans réquisitionnés dans les domaines privés que la route allait traverser, ou à proximité desquels elle devait se dérouler. On avait installé deux catégories de cabarets ambulants ; les uns étaient sur les chantiers mêmes, et les serfs de la Couronne y avaient dépensé dès le premier dimanche la paye de leur première semaine de labeur ; les autres étaient sur tous les chemins que les serfs de la seconde équipe étaient obligés de prendre pour aller passer le dimanche dans leurs villages respectifs, — et dans ces cabarets les susdits serfs de la seconde équipe avaient, eux aussi, dépensé, dès le premier dimanche, leur première paye. Or, la vodka vendue dans les deux catégories de cabarets provenait des distilleries de la Couronne, qui opéraient sur des grains cultivés gratuitement par des serfs de la Couronne. De sorte que, depuis le début jusqu'à la fin des travaux, la somme déboursée par la caisse générale de l'entreprise pour la première paye, n'avait fait que traverser les cabarets pour revenir à la caisse en question, retraverser les cabarets, et ainsi de suite.

Pendant que le comte de Castres s'initiait aux mystères du *Tchin* et du servage, l'autre lieutenant du génie allait voir, à Grouchevski, un Livonien nommé Rosenpflanzer, qui administrait avec succès, depuis quatorze ans, une terre impériale.

Cet homme prodigua les sages conseils, fruits de son expérience. Si les colons voulaient réussir, ils devaient se conformer scrupuleusement aux règles que voici : pratiquer l'usure; faire venir des Moldaves pour l'élevage des bovidés et des ovidés, et acheter leurs vaches en Allemagne ; faire cultiver par des serfs, sous la direction d'un intendant russe ; apprendre la langue du pays, pour éviter d'être par trop coûteusement bernés par cet intendant; n'introduire aucune innovation : les serfs immédiatement déserteraient, en se signant avec épouvante; établir avant tout une distillerie et un cabaret, mais confier la gestion de celui-ci à un Juif ; un orthodoxe boirait tout.

Choisir avec soin l'orientation des habitations, et n'épargner nulle précaution personnelle, à cause des variations subites et fréquentes de température, à cause des vents, à cause des fièvres, etc. Construire tout en pisé. Envoyer au diable tous les entrepreneurs qui commençaient à s'offrir. Traiter de même les spéculateurs qui accouraient de toutes parts pour parler bois, bétail, outillage.

Le Livonien ajoutait qu'en dépit de ces mesures et d'autres, la colonie échouerait probablement. Les propriétaires de toute la Russie méridionale s'empresseraient de débaucher les artisans, les jardiniers, les vignerons, arrivés de France, se disputeraient les autres immigrants à coups d'offres éblouissantes pour en faire chez eux des précepteurs, des intendants, des surveillants ..

Les Montesson, à peine revenus de Crimée, partirent pour Dubno. Il leur tardait de conférer avec le prince. Surtout ils tenaient à s'éloigner des deux lieutenants.

Les dissentiments s'étaient aggravés. Les deux frères éprouvaient pour les jeunes gens estime, voire affection. D'autre part, il eût répugné à ces gentilshommes d'invoquer la différence de grade, et même d'âge, pour imposer silence à la contradiction. On se sépara donc en réalité afin de pouvoir rester en amitié.

D'Allard, lui, demeurait neutre, n'ayant sur quoi que ce fût aucune opinion arrêtée, et le soin de sa santé lui donnant d'ailleurs assez de tablature.

De Castres et de Léry, aussitôt seuls, préparèrent un troisième rapport, où il était dit notamment ce qui suit :

Aucun colon ne pourrait s'établir avec quelques chances de réussite si l'on ne renonçait à l'intention de le subventionner, partie en nature, partie en espèces. Il faudrait lui verser immédiatement, et en une fois, une somme, qu'il resterait libre de dépenser pour le mieux de ses intérêts.

Il conviendrait de songer à 450 roubles pour la maison, 60 pour deux chevaux et autant pour deux vaches, 18 pour six brebis, et 15 pour le premier outillage. Ce serait, au total, 573 roubles. Or, les colons allemands appelés par Catherine II avaient reçu de 860 à 1.160 roubles, et à une époque où tout coûtait moins cher. Il vaudrait mieux remplacer les deux chevaux par deux bœufs, dont l'acquisition et la nourriture reviendraient à meilleur compte, et qui produiraient davantage.

En réalité, 573 roubles seraient insuffisants. Que faire, avec deux bœufs seulement, avec deux vaches avec six brebis? Que devenir sans une petite avance en numéraire? Même en construisant en pisé 700 roubles seraient indispensables, savoir : 150 pour la maison, 80 pour deux paires de bœufs, 150 pour dix vaches, autant pour cent brebis, et le reste pour s'outiller et pour... attendre les événements

Deux recommandations encore : qu'il n'y ait pas d'autres intermédiaires (entrepreneurs, fournisseurs etc., etc.,) que ceux désignés par le prince lui même, — et agréés par le tsar, s'entend, — et que l'on obtienne de celui-ci le droit pour les colons d'avoir leurs tribunaux particuliers pour les litiges à survenir entre eux, et des tribunaux mixtes pour les conflits qui s'élèveraient entre eux et des Russes des Nogaïs, des Cosaques, des Kalmouks, etc. Si l'on

ressortissait aux tribunaux russes, on serait toujours débouté ou condamné, ou bien il en coûterait trop cher pour se faire rendre justice, étant donné les mœurs judiciaires de la région tout au moins. »

Le 16 mars 1798, de Léry partait pour Dubno avec ce rapport.

Quelques jours après, Koutouzof était brusquement rappelé à Pétersbourg, sans qu'on lui spécifiât pourquoi, ni si c'était à titre définitif.

D'Allard ne pouvait plus quitter la chambre.

Lui et de Castres n'avaient presque plus d'argent.

Le lieutenant, pour tromper son ennui et tenter un effort contre le découragement qui l'envahissait, résolut d'aller voir Pallas à son tour. Il laissa à son collègue la somme nécessaire pour subsister durant trois semaines, et pour gagner Dubno, si lui, de Castres, n'avait pas reparu à l'expiration de ce délai.

Il visita Novomiasto et sa colonie allemande, à la décadence de laquelle Brigonzi travaillait avec acharnement, traversa Nikopol, passa une journée à Grouchevsk chez Rosenpflanzer. Il vit à Doutchiéno une Allemande, la baronne de Berwick, dont le mari, un Anglais, était fonctionnaire en Sibérie. Elle avait recueilli la veuve et la fille du baron de Bode, qui venait d'achever sa bizarre existence en même temps que ses derniers roubles. Léry, quinze jours auparavant, avait écouté dans ce milieu des prophéties aussi peu rassurantes que celles du Livonien.

De Castres poursuivit son voyage par Biérislav et Pérékop, et arriva chez Pallas, à Simfiéropol, ou plutôt, Akhmetchet, car Paul Ier avait fait sévir en ces parages comme en tant d'autres sa manie de débaptiser et rebaptiser les villes, et le chef-lieu de la Crimée avait dû reprendre sa désignation turque.

Le savant raconte à de Castres maintes choses intéressantes. Si le tsar n'est pas loin de ne plus vouloir entendre parler de l'établissement de Tauride, c'est parce que de hauts personnages lui ont représenté la majorité des futurs colons comme des révolutionnaires qui vont déchaîner sur la Nouvelle-Russie les pires calamités politiques et morales. (Il s'agissait, ne l'oublions pas, d'émigrés irréductibles entre tous, des plus ardents partisans de la théocratie). Ces hauts personnages ont, naturellement, des intérêts dans les affaires des spéculateurs que la mission a éconduits.

La viticulture a toujours prospéré en Crimée, mais elle se modernise à outrance, grâce à un Français d'Epernay, domestique d'un comte de Choiseul mort à Iékatiérinoslav il y a deux ans. Ce que la péninsule accueillerait avec enthousiasme, ce serait des jardiniers tourangeaux et des canuts. Un Marseillais nommé Rouvier, qui vend force vins d'Espagne à l'aristocratie locale, et voudrait s'occuper à Simfiéropol de la filature et du tissage de la soie, renchérit sur les développements de Pallas.

Le lieutenant s'enflamme. Il pense à ce qui subsiste des dragons de Fargues, une centaine d'hommes dont plusieurs sont poitevins ou angevins, et quelques-uns languedociens ou dauphinois. L'état-major est entièrement composé de siens parents ou alliés. De Fargues et ses officiers ont encore des capitaux disponibles.

Le gouverneur approuve Pallas et Rouvier, encourage de Castres, lui remet 400 roubles dont le besoin se faisait énormément sentir, et auxquels le Marseillais ajoute vingt-cinq bouteilles du meilleur Malaga pour Condé, et le savant une longue lettre pour le même destinataire.

Le lieutenant, après deux semaines de séjour, part pour Dubno. A Iékatiérinoslav, il ne trouve plus son collègue, qui a levé le camp dès le dixième jour. Il fait diligence par Iélizavetgrad, Oumane, Berditchef, Zaslav, et arrive à Dubno le 29 avril (1798).

*
* *

Le prince de Condé avait envoyé à Paul Ier un long mémoire, basé sur tous les rapports de la mission. En espérant la réponse, — qui ne devait jamais venir, — il écouta attentivement ce que de Castres lui disait et redisait de la Tauride en général, de la Crimée en particulier, et il lut et relut la lettre de Pallas.

En Crimée, les ports sont francs, et l'on jouirait de libertés administratives et commerciales, exceptionnelles en pays russe. Les étrangers ne dépendent que d'une commission spéciale qui siège à Pétersbourg et ne travaille évidement jamais, et d'un « protecteur » résidant à Simfiéropol et dont l'on obtient à bon compte tout ce qu'on veut, à condition d'y mettre quelques formes.

Un lopin de 15 déciatines est donné, soit à l'étranger qui s'établit, soit, par tête d'ouvrier étranger, à l'étranger qui fonde une manufacture.

Le climat est enchanteur, le sol d'une fertilité inouïe; on peut prédire à coup sûr un développement agricole, industriel et commercial, presque sans limites. On demande instamment des vignerons et des jardiniers d'Occident et surtout de France, des tonneliers, des verriers, des faïenciers et des porcelainiers, des tanneurs et des corroyeurs, des chapeliers, des tisserands pour les cotonnades, le drap et la soie, des charrons, des menuisiers, des serruriers, — la lettre de Pallas énumère encore bien d'autres corps de métier.

En ce qui concerne l'agriculture, il n'y aura, pour obtenir merveilles, qu'à restaurer celle que les

Gênois pratiquaient jadis dans la péninsule. Les capitaux de premier établissement pourront être modestes, mais il conviendra que le prince donne l'exemple. La colonie sera stable surtout si l'on n'importe que des familles, ou bien des paysans que l'on mariera à leur passage en Pologne ou dès leur arrivée en Crimée. A chaque ménage on bâtira une ferme, on fournira un mobilier, bétail et outillage, les premières semences, et la subsistance jusqu'à la première récolte. A partir de celle-ci, le fermier donnera la moitié des produits.

Les jardiniers et les vignerons seront loués à l'année. Les artisans presteront chaque année un certain nombre de journées de travail jusqu'à concurrence d'un total équivalent aux avances faites en nature (habitation, etc.).

Le prince achètera une terre de 3.000 déciatines, qui est à vendre pour 6.000 roubles. Il y a place là-dessus pour deux cents familles, mais l'on n'en amènera d'abord que cinquante, comprenant : trente laboureurs, cinq vignerons, cinq jardiniers, deux charpentiers, deux maçons, un couvreur, un maréchal-ferrant, un charron, un menuisier, deux tonneliers, — plus cinquante jeunes gens pour aider les laboureurs et les artisans. On donnera à chaque laboureur une maison, des meubles, deux paires de bœufs, trois vaches, six brebis, six chèvres, des poules, des outils. A chaque vigneron, jardinier ou artisan, une maison, des meubles, une vache, deux chèvres, des poules, des outils. Cela coûtera globalement 7.200 roubles. Il faudra 3.750 roubles pour assurer, aux laboureurs pendant onze mois, et aux autres, cent jours durant, le pain, la viande, etc. Total des dépenses : 16.950 roubles, soit 50.850 livres tournois.

Les recettes de la première année peuvent s'évaluer comme suit : vin, 800 roubles ; foin, 1.000 ; dîme payée par les Tatars qui occupent une partie du domaine, 420 ; ensemble : 2.220 roubles. La deuxième année, le vin rapportera 1.000 roubles, et le blé, 2.700, de sorte que le revenu sera de 5.120 roubles. Il atteindra 7.000 roubles la troisième année. Encore n'est-il tenu compte dans ces calculs, ni du produit des vergers, ni des corvées fournies par les Tatars, ni du fait que le prince aura droit à augmenter son domaine de quinze déciatines par ménage transplanté. Dès la troisième année, on pourra installer cinquante colons nouveaux.

Condé approuva tout, — en principe, et présenta de Castres à la dame que l'on appelait son Égérie, de même qu'on le qualifiait de « nouvel Énée », et que la colonie projetée était baptisée de « nouveau Latium ». Cette Égérie, c'était son épouse morganatique, la princesse de Monaco. Le lieutenant recommença pour elle son chaleureux plaidoyer, elle lut à son tour la lettre de Pallas, elle posa des questions, prodigua des félicitations, et conclut en déplorant que le prince manquât de capitaux.

Jamais plus celui-ci ni la princesse ne parlèrent à de Castres de la Russie méridionale.

D'ailleurs, l'horizon s'obscurcissait du côté de la séduisante péninsule. Le gouverneur était changé ; Rouvier recevait l'ordre de s'occuper exclusivement d'élevage, ou de s'en aller. Pallas était invité à cesser toute correspondance avec qui que ce fût du corps de Condé, y compris le chef. Quant aux cavaliers de Fargues, ils avaient été versés dans le régiment des dragons d'Enghien, ils appartenaient désormais à l'armée russe, et ne devaient plus s'intéresser que strictement à leur service.

Des gentilshommes verriers vinrent consulter de Castres sur les chances de réussite d'un établissement de leur industrie en Crimée. Puis un propriétaire de vignobles angevins s'adressa à lui. De Castres écrivit pour celui-ci et pour ceux-là à Pallas et à Rouvier. Le Marseillais ne donna pas signe de vie. Ou il ne reçut pas la lettre, ou sa réponse fut interceptée.

La missive destinée à Pallas arriva à bon port, on ne sait pourquoi ni comment. Le savant était malade, et ne put reprendre la plume qu'en décembre. Sa réponse parvint à de Castres par des voies extrêment détournées. Il aurait volontiers fait venir l'Angevin pour son propre domaine, si quelques jours après que de Castres avait eu quitté Simfiéropol, il n'avait embauché un vigneron hongrois. Celui-ci, un hussard de Barko, fait prisonnier par les Républicains à Lodi, avait été envoyé à Marseille, s'en était évadé sur un navire gênois. Le ministre de Russie à Gênes l'avait expédié à Constantinople comme il l'aurait expédié ailleurs, le ministre de Russie à Constantinople l'avait fait rebondir jusqu'à Odessa, — et ainsi de suite. Quant à l'Angevin, peut-être l'amiral Mordvinof voudrait-il le nommer administrateur de ses vignobles. Pallas avait écrit à l'amiral à ce sujet. On ne sait comment l'histoire se termina.

Le prince de Condé, en février 1799, se rendit à Pétersbourg pour essayer de connaître l'avis définitif de Paul Ier sur le projet de colonie. Le tsar répondit par un ordre de mobilisation.

Quelques semaines après, le corps de Condé quittait la Volhynie. Le bataillon des chasseurs de Titov et le régiment des hussards de Bauer lui avaient été adjoints. En dépit de ce renfort, le prince n'avait sous son commandement guère plus de quatre mille hommes. Il fallut recruter des Polonais au passage pour avoir des conducteurs de l'artillerie et du train. La cavalerie avait été dotée de chevaux des steppes, montures peu maniables pour des Occi-

dentaux. Aussi tous les officiers étaient-ils en voiture.

On traverse Zamosc, Sandomierz, Cracovie, Ostrau, Olmütz, Brünn. Brusquement, au lieu de continuer la marche au Sud-Ouest, il faut se rejeter au Nord-Ouest, gagner Iglau, puis Prague. Là, on reprend l'orientation première, jusqu'à Pilsen. Ensuite on infléchit vers le Sud, par Klattau. Après quoi, c'est de nouveau la marche au Sud-Ouest, jusqu'à Straubing. Puis le retour vers le Nord-Ouest, jusqu'à Ratisbonne. Enfin, par Ingolstadt, Augsbourg, Krumbach, Biberach, Saulgau, Pfullendorf, on aboutit à Stockach.

Après six mois de tours et détours invraisemblables, on se retrouvait à trois ou quatre lieues de cet Ueberlingen d'où l'on était parti deux années auparavant avec l'espoir d'un repos prochain, le rêve d'une terre promise où s'installer bientôt, là-bas, au milieu des douces magies de l'Orient, où jouir d'un calme définitif loin des révolutions et des guerres. La fatalité voulait décidément que le corps de Condé achevât sa carrière sur les bords du lac de Constance et non ailleurs.

On alla occuper la ville même de Constance, pour tâcher de protéger le flanc de l'armée de Korsakof, que Masséna venait de repousser de Zürich sur Schaffhouse.

Dès le lendemain de l'arrivée, une colonne comprenant les chasseurs de Titov, un escadron des hussards de Bauer, et un escadron de hussards autrichiens ramassé en passant à Radolfszell, opérèrent une reconnaissance sur la route de Zürich, et constatèrent que les Français s'avançaient en nombre de ce côté. A la même heure, le duc d'Enghien, avec ses quatre escadrons de dragons et un des deux bataillons de fusilliers de Hohenlohe-Bartenslein, se portait au delà de Kreuzlingen, sur la route de Saint-Gall. Le comte de Salgues, avec les deux bataillons des grenadiers de Bourbon et un bataillon des nobles à pied, se retranchait dans le faubourg du Paradis pour couvrir la porte de Zürich. L'autre bataillon des nobles à pied, la compagnie des grenadiers suisses et celle des grenadiers français, avec les quatre escadrons nobles du duc de Berri, étaient en réserve dans le faubourg Saint-Pierre, sur la rive droite du fleuve.

Pendant que six escadrons de hussards, — trois russes et trois autrichiens, — se portent au secours de la reconnaissance engagée sur la route de Zürich, le détachement d'Enghien est soudain rejeté sur Kreuzlingen. Il a eu à peine le temps d'y reprendre haleine, qu'il lui faut vite rentrer dans Constance, la traverser en désordre, se replier sur la réserve. La ville est immédiatement occupée par les Républicains, dont l'attaque sur la route de Zürich n'était par conséquent qu'une feinte.

Les chasseurs de Titov, les hussards de Bauer et leurs camarades autrichiens on eu beau se débattre vaillamment, force leur a été de regagner le faubourg du Paradis. Ils s'y préparent à la résistance, croyant qu'ils ont devant eux le gros des troupes ennemies, que la protection de Constance est entre leurs mains, que la réserve va accourir à leur aide.

Subitement ils découvrent que la ville est perdue. Alors ils décident de la traverser pour passer à leur tour sur la rive droite. Les hussards prennent la tête de la colonne, et un combat effroyable ensanglante les rues, les encombre de cadavres et de blessés, de chevaux agonisants. Les hussards sont décimés par les balles qui pleuvent de toutes les fenêtres.

Il y a là deux cents nobles à pied. Ils s'élancent en rangs aussi denses que possible. Ils réussissent à s'enfoncer jusqu'au cœur de la ville. Ils entendent une fusillade furieuse du côté de l'unique pont qui existe sur le fleuve. Ce sont les deux compagnies de grenadiers qui s'efforcent de venir au devant d'eux. Seulement, pour se rapprocher de ces amis, il s'agit de passer au pied d'une éminence que couronne le vieux cimetière, et où les Républicains sont postés bien à l'aise. Une soixantaine de gentilshommes sont tués là, une soixantaine sont fait prisonniers, presque tous les autres sont blessés.

Ceux-ci atteignent pourtant le fleuve, avec le peu qui reste des hussards autrichiens et russes, des chasseurs de Titov, des grenadiers de Bourbon. C'est une poignée de moribonds, ou peu s'en faut, qui rejoignent la réserve. Derrière eux, on s'empresse de faire sauter le pont.

Et puis l'exode recommença, par Stockach, et Pfullendorf, et Saulgau, et Biberach. On prit un peu de repos sur la rive droite du Lech, à Landsberg. Et puis il fallut encore et toujours rétrograder, jusqu'en pleine Autriche, à Linz. Et on était loin de la fin de tant de tribulations, car elle fut lamentable, cette agonie du corps de Condé.

Aucun des derniers subordonnés du prince ne voulait retourner en Russie. L'Angleterre s'offrait à les prendre à sa solde. Il lui fut répondu que le corps appartenait au tsar, que celui-ci seul avait le droit d'en disposer. Elle se tourna vers Paul Ier.

Le fils de Catherine II déclara que ces gens-là pouvaient bien s'en aller où ils voudraient. Il invita Gorchakof à ne payer la solde à ces gens-là que jusqu'au 18 Mars (1800), et il écrivit à Condé qu'il lui faisait cadeau des chevaux et du matériel, — piètre largesse, à ce moment, — mais qu'il n'eût ja-

mais pu croire à tant d'ingratitude après ses deux années d'impériale générosité.....

Ce fut seulement le 1er Avril que le corps passa sous l'autorité — et à la solde — de l'Angleterre. Celle-ci avait l'intention de le diriger sur Livourne et de l'y embarquer pour le jeter sur un point quelconque de la côte française. On alla à Klagenfurt, puis à Udine. Un peu avant d'arriver à Trévise, on reçut l'ordre de se rendre à Salzbourg. Puis on occupa la rive droite de l'Inn, en face de Rosenheim. On était là au moment de la bataille de Hohenlinden.

Alors on eut à rétrograder loin vers l'Est, jusqu'à Brück-sur-la-Mur, et ensuite vers le Sud, jusqu'à Windisch-Feistritz, tout près de la Croatie.

Ce fut là que, le 18 janvier 1801, Condé licencia son corps. L'Angleterre versait une gratification égale à deux mois et demi de solde pour les simples soldats âgés de plus de cinquante ans ou blessés, à six semaines pour les autres. Environ cinq cents hommes, c'est-à-dire plus du quart des survivants non gradés, s'enrôlèrent dans l'armée britannique ; c'étaient presque tous des Polonais, des Suisses ou des Allemands. Le prince vendit les chevaux à l'Autriche, distribua l'argent aux roturiers français qui renonçaient à tout service militaire, et resta sans un florin, ou à peu près.

Il subsistait à peine la moitié des deux milliers d'émigrés qui avaient constitué les troupes nobles et les états-majors. Ils se dispersèrent aux quatre vents de l'espace. Quelques mois plus tard, l'amnistie leur rouvrait la France, et ils n'eurent que peu d'années à attendre toutes les compensations qu'il pouvaient désirer, et au milieu desquelles ils devaient sourire quand par hasard ils se rappelaient leur utopie de colonie en Tauride.

A. Chaboseau.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

LES DESTINÉES PRUSSIENNES (1)

Que la Prusse, petit royaume fort dépourvu des bords désolés de la Baltique, dont l'acte de naissance date du début du XVIIIe siècle, ait réussi à ranger sous son sceptre l'Allemagne, dont elle ne faisait pas primitivement partie, qu'elle ait imposé sa discipline et communiqué son esprit de conquête à cette poussière d'États rivaux qui la composaient, il y a là un fait extraordinaire, mais non inexplicable, dont les causes, qui sont historiques, remontent fort loin dans le passé, aux origines de l'Etat prussien. Ces causes, que M. Ernest Lavisse a admirablement dégagées dans ses belles et fortes *Etudes sur l'Histoire de Prusse*, tiennent — ce qui n'est pas dépourvu de philosophie — aux obstacles mêmes que la ténacité de ses principes a dû surmonter. Il vaut de s'y arrêter, car à ignorer les raisons qui firent de la Prusse, plutôt qu'un royaume, un Etat au génie organisateur, sans cesse en mal d'agrandissement, on risquerait de ne rien comprendre à la formation du moderne Empire allemand sous l'hégémonie prussienne.

*
* *

La Prusse, on le sait, fut formée à la fin du XVIe siècle par la réunion à la marche de Brandebourg du duché de Prusse, dont les Hohenzollern héritèrent. Un Hohenzollern, Albert de Brandebourg, ayant été élu, en 1511, grand-maître de l'Ordre teutonique, avait embrassé la Réforme, sécularisé le domaine laissé aux chevaliers par la paix de Thorn et érigé celui-ci en duché héréditaire de Prusse.

C'était la conclusion d'une longue histoire et le commencement d'une autre qui ne devait pas être moins brillante. Les peuples qui habitaient avant le XIIIe siècle, les rives de la Baltique, entre la Vistule et la Pregel, étaient de race lithuanienne mélangée d'éléments finnois : les Prussiens autochtones étaient donc des Slaves. Païens, ces indigènes furent exterminés, sous prétexte d'évangélisation, entre le XIIIe et le XIVe siècles par les chevaliers de l'Ordre teutoniques qui s'emparèrent de leur pays. Fondés en 1128, à Jérusalem, par un pieux Allemand pour soigner leurs compatriotes tombés malades en Terre-Sainte, ceux-ci avaient été appelés contre les Prussiens par Conrad de Mazovie, l'un des deux fils du roi de Pologne Casimir. En récompense, l'Ordre teutonique reçut, avec l'adhésion de l'Empereur et du Pape, la pleine propriété des montagnes, de la plaine, des fleuves, des bois et de la mer *in partibus Prussiæ*.

C'est ce domaine qui, au début du XVIIe siècle, passa par héritage aux mains des Hohenzollern. Frédéric VI de Hohenzollern, burgrave de Nuremberg, étant devenu, en 1417, margrave de Brandebourg. Il succédait aux margraves du Nord,

(1) Ernest Lavisse, de l'Académie française. *Etudes sur l'histoire de la Prusse*. 1 vol. in-16. — *Essai sur l'Allemagne impériale*. 1 vol in-16. — *La Jeunesse du Grand Frédéric*. 1 vol. in-8°. — *Le grand Frédéric avant l'avènement*. 1 vol. in-8° (Hachette et Cie.)

dont la dynastie des Ascaniens, fondée par Albert l'Ours en 1134, avait doublé le territoire. En faction devant les Wendes, peuplades non moins slaves que les Prussiens, cette terre avancée du monde germanique s'était accrue, précisément avec Albert, qui en reçut l'investiture de l'Empereur Lothaire II, de la ville de Brandebourg. Située entre les lacs que forme la Havel, cette pauvre capitale d'une tribu des Wiltzes donna son nom à la marche du Nord.

Séparés l'un de l'autre par la Pomérélie, alors au pouvoir de la Pologne, le Brandebourg et la Prusse, ne constituaient, d'ailleurs, pas seuls le royaume de Prusse, quand, avec le consentement de l'Empereur qui avait besoin de l'armée prussienne dans la guerre de la Succession d'Espagne, l'Electeur Frédéric III devint, en 1701, Frédéric Ier, roi de Prusse. Il faut y joindre, sans parler de Magdebourg et de la Poméranie orientale qui n'étaient que des agrandissements, l'évêché de Minden, les comtés de Ravensberg et de la Mark, le duché de Clèves, tous territoires qui, isolés les uns des autres, formaient comme les anneaux d'une chaîne, brisée en plusieurs endroits, allant du Niémen au Rhin.

Le royaume de Prusse ne présentait donc, au commencement du XVIIIe siècle, encore aucune unité territoriale. Il ne correspondait ni à une patrie, ni à une nation. Il était, à proprement parler, un Etat et rien d'autre, c'est-à-dire quelque chose de très artificiel qui ne se pouvait maintenir que par la force des institutions, ce qui explique que les rois de Prusse y aient toujours tenu la main. D'où l'importance que l'idée de l'Etat cette idée que Hegel devait magnifier, a toujours eue en Prusse. Ses princes surent, en effet, lui donner , à défaut d'unité naturelle, une unité qui n'en reste pas moins imprégnée d'une certaine raideur, témoignage et condition de son premier établissement.

*
* *

Il était d'autant plus nécessaire aux rois de Prusse d'imposer à leurs sujets cette unité administrative que, venus de tous les points de l'horizon, ils formaient une population disparate, sans aucun lien.

Les pays inhospitaliers, médiocrement peuplés et, faute de frontières naturelles, continuellement dévastés par les guerres, sur lesquels ils régnaient n'auraient été que de vastes déserts sans l'entreprise acharnée de colonisation à laquelle les chevaliers de l'Ordre teutonique, les margraves de Brandebourg, et, leurs successeurs, les rois de Prusse, s'employèrent avec un esprit de suite qui, pour avoir été largement récompensé, n'en demeure pas moins digne de toute admiration.

Dans le voisinage de l'Elbe, au temps d'Albert l'Ours, la guerre, qui sévissait depuis deux siècles, avait si bien ruiné le pays, qu'on n'y trouvait que « peu ou point d'habitations ». Aussi manda-t-il des colons de Saxe, du Rhin et des Pays-Bas. Attirés par des promesses de terres, ils accoururent en foule, tant et si bien que le peu qui restait de la population indigène fut submergé.

De leur côté, les chevaliers teutoniques, au fur et à mesure qu'ils soumettaient les régions habitées par les Prussiens, établissaient à titre de colons, les ouvriers et les laboureurs qui, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants, tous portant la croix comme eux, les avaient suivis. Durs à la peine, colons et chevaliers avaient, à la fin du XIIIe siècle, la pleine jouissance du sol. Quant aux vaincus, ceux qui n'avaient pas été tués furent transportés dans d'autres provinces où ils furent réduits en demi-esclavage. La race prussienne s'éteignit ainsi peu à peu. Au XVIe siècle, la langue en avait totalement disparu.

Après la guerre de Trente Ans, le duché de Prusse ayant été réuni au Brandebourg, le Grand Electeur Frédéric-Guillaume dut, à son tour, recourir à l'immigration. Ses Etats avaient été ravagés au point qu'à la place des villes, des villages et même des champs, on ne voyait que broussailles et bêtes fauves. « La famine sévit si cruellement, lit-on dans un rapport du magistrat de Prenzlow daté du 9 février 1639, que, dans la campagne, et même dans la ville, les hommes s'attaquent les uns les autres ; le plus fort tue le plus faible, le fait cuire et le mange. » Sur 300.000 hommes la Marche seule en avait perdu 140.000. Dans ces conjonctures, il n'y avait pas à barguigner : la nécessité s'imposait au Grand Electeur d'accueillir des gens sans patrie ni aveu, les bannis, les pillards, les errants de tout acabit et de tout poil. Il réussit, il est vrai, à attirer, par contre, plusieurs colons hollandais, parmi lesquels des ingénieurs, des agriculteurs, des peintres, des sculpteurs et des architectes, qui assécherent les marais, enseignèrent l'élève du bétail et mirent les arts en honneur. C'est alors que survint l'aubaine, à son point de vue, de la Révocation de l'Edit de Nantes. Dans l'édit de Postdam du 29 octobre 1689, dont il fit répandre en France cinq cents exemplaires, il promit à tous les réformés qui voudraient se rendre dans ses Etats des secours et des indications pour le voyage, des concessions gratuites de terre et de maisons, des matériaux pour bâtir, des exemptions d'im-

pôts et jusqu'à des avances de fonds. Le succès couronna ses efforts. On évalue à 20.000 le nombre des réfugiés français que reçut le Brandebourg, c'est-à-dire plus du dixième, au temps du Grand Electeur, de sa population. Mais le nombre n'est rien auprès de la qualité de ces nouveaux sujets et des services qu'ils rendirent au pays qui leur offrait l'hospitalité. Ils fondèrent des scieries, des manufactures de laines, des tanneries, des maroquineries, des verreries, des forges, des fabriques de bas et de chandelles. Ils introduisirent en Brandebourg la culture du tabac et la culture maraîchère. Parmi eux étaient, en outre, des jurisconsultes, des médecins, des architectes, des savants, sans compter des gentilshommes qui prirent place à la cour et dans l'armée.

L'électeur Frédéric III, celui-là même qui prit le titre de roi sous le nom de Frédéric Ier, continua, en dépit de sa médiocrité intellectuelle, l'œuvre colonisatrice de ses ancêtres, tant il est vrai qu' « il y a dans ce pays de Prusse de si dures nécessités, comme le dit M. Lavisse, qu'il faut s'y soumettre malgré qu'on en ait (1) ». Je ne parle pas des Vaudois qu'après leur amnistie par le duc de Savoie Frédéric Ier rapatria, mais des habitants du Palatinat qui, fuyant leur pays incendié par les armées de Louis XIV, demandèrent asile à Frédéric Ier qui les reçut à Magdebourg. Bien plus, il fit répandre dans cette malheureuse province une manière de réclame qui vantait les charmes de cette cité, située, disait le papier officiel, « dans une vaste plaine sur les bords de l'Elbe, rivière des plus belles et des plus navigables ». Il fit même publier un véritable traité, par demandes et réponses, sur les avantages de la colonisation, adressé cette fois à ses sujets, dont il voulait calmer les appréhensions vis-à-vis des nouveaux arrivants : « Est-il utile à un pays et à ses anciens habitants que le prince attire des étrangers par certaines immunités et libertés ? Oui, cela est utile, car l'expérience prouve que, plus il y a d'habitants en un lieu, plus il y a d'industrie (2). »

Mais où la colonisation battit son plein, ce fut sous Frédéric-Guillaume Ier, le roi sergent. Comme le Grand Electeur, Frédéric-Guillaume Ier comprit que la colonisation était l'unique remède à la misère de ses Etats. Le prince-évêque de Salzbourg ayant ordonné aux non-catholiques de s'exiler, Frédéric-Guillaume Ier les appelle par un manifeste public et envoie au devant d'eux un agent chargé de les guider. Et comme au lieu des 5.000 qu'il attendait, on lui en annonce 20.000 : « Très bien ! écrivit-il. Dieu soit loué ! Quelle grâce Dieu fait à la maison de Brandebourg ! car, bien sûr, cette grâce nous vient de Dieu (1). » A leur arrivée, il les reçoit en personne, les interroge, leur fait chanter des psaumes. « Ça ira bien ; vous vous trouverez très bien chez moi, mes enfants ! Ça ira bien ! (2) », ne cesse-t-il de leur répéter. Après l'évêché de Salzbourg, c'est l'Autriche, la Silésie et la Bohême qui envoyèrent à Frédéric-Guillaume Ier ses plus nombreux sujets. Seulement, comme certains princes commençaient à récriminer contre un pareil embauchage, il en profita pour se montrer de plus en plus exigeant sur le choix, laissant à la frontière les émigrants trop pauvres ou trop mal bâtis. Par ailleurs, Frédéric-Guillaume Ier, dont on connaît le goût pour les géants, ne reculait pas devant l'enlèvement, quand il s'agissait de recruter pour sa garde l'un de ses « chers longs gars ». Un jour, en Italie, ses agents n'arrêtèrent-ils pas un prédicateur, à sa descente de chaire et ne se saisirent-ils pas, sur les grands chemins, d'un ambassadeur de l'Empire.

Quant à Frédéric II, il apporta à cette affaire de colonisation sa scrupuleuse méthode, sa magnifique obstination et aussi son prodigieux cynisme. Avec lui, elle devient « une branche spéciale de l'administration prussienne comme la levée de l'impôt ou la milice (3). »

Outre qu'il restait, de son temps, beaucoup de vides à remplir dans les anciennes provinces qu'avait décimées la guerre de la succession d'Autriche et celle de Sept ans, l'élément slave était si considérable en Silésie et en Prusse occidentale, — les nouvelles conquêtes de Frédéric, — qu'il y avait nécessité à y opérer une large infusion de sang germanique. En conséquence, Frédéric chargea les chambres provinciales d'évaluer le nombre des colons qui pouvaient être établis dans leur ressort, tandis que mission fut confiée à l'administration d'en quérir, de les transporter et de les établir. Pour aider à leur recrutement Frédéric établit deux agences, l'une à Francfort-sur-le-Mein, pour l'Allemagne du Sud, l'autre à Hambourg, pour l'Allemagne du Nord. On ne se contentait pas d'y faire des annonces, elles envoyaient partout des agents recruteurs, qui, quand la persuasion se montrait insuffisante, ne reculaient pas toujours devant l'agression à main-

(1) *Etudes sur l'Histoire de Prusse*, p. 233.
(2) Cité par M. Lavisse. *Etudes sur l'Histoire de Prusse*, p. 238.

(1) Lavisse. *Etudes sur l'Histoire de Prusse*, p. 251.
(2) *Id.*, p. 252.
(3) *Id.*, p. 265.

armée. Le Grand Frédéric intervient en personne pour stimuler les uns, conseiller les autres. « Si vous apprenez qu'une ou plusieurs familles ayant quelque avoir, montrent du penchant à venir s'établir dans nos Etats, écrit-il à son représentant près de la cour de Vienne, vous devez les fortifier dans leurs résolutions. Si elles signalent quelques desiderata, faites-m'en tout de suite un rapport bien détaillé. Soyez assuré de mes bonnes grâces spéciales pour vos efforts : mais mettez dans toute cette affaire de si grands ménagements qu'on ne puisse jamais vous reprocher d'induire des sujets à quitter leur maître (1). » Il est à l'affût de toutes les occasions, — persécutions, incendies ou famines, — qui peuvent lui attirer des habitants.

On évalue à 300.000 les sujets que Frédéric II a ainsi introduits sur les terres de la monarchie prussienne qui, en 1640, en comptait 2.400.000, dont 600.000 étaient déjà réfugiés ou fils de réfugiés.

*
* *

Comment, sans une stricte discipline, les rois de Prusse et leurs prédécesseurs auraient-ils pu maintenir et fondre ensemble ces éléments de provenance diverse et bien souvent suspects ? Ils n'avaient pas le choix : force leur était d'imposer à un pareil agrégat l'unité factice de l'administration prussienne, seul lien, par ailleurs, d'un territoire dispersé.

Ils y réussirent au delà de toute prévision, s'il est vrai qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, de nation plus cohérente que la Prusse.

La raison en est que, par la force des choses, avant d'être une nation, la Prusse fut, grâce au génie de ses princes, un Etat, c'est-à-dire une administration.

Aussi bien, chevaliers teutoniques, margraves de Brandebourg et rois de Prusse s'accordèrent pour administrer leurs Etats comme on gère une ferme dont les colons auraient été les tenanciers. Les princes qui régnèrent sur la Prusse n'eurent jamais, en effet, à lutter contre une féodalité terrienne interposée entre eux et les paysans, pour cette décisive raison que leurs territoires étaient composés de pays neufs dont les premiers occupants avaient été massacrés ou déportés.

Ils se gardèrent bien, du reste, d'établir une grande noblesse qui n'aurait pu qu'affaiblir leur autorité. Les margraves, comme les chevaliers, se contentèrent de distribuer de petits fiefs à leurs compagnons. En Brandebourg, ainsi qu'en Prusse, les villages, dont quelques-uns, par la suite, devinrent des villes, furent bâtis à l'entreprise, à charge pour l'entrepreneur de trouver des colons et d'assurer le paiement de la redevance foncière.

Entre eux et leurs sujets, les successifs souverains de Prusse ne permirent l'ingérence d'aucun pouvoir, fût-il spirituel, — je devrais dire : surtout spirituel, — qui aurait pu émietter l'unité d'influence indispensable à un ensemble aussi bariolé. De fait, la tolérance religieuse, qui est de tradition dans leurs Etats, tient, principalement, au soin tout temporel de ne laisser aux ministres d'aucun culte la prépondérance. Cette crainte du pouvoir religieux se rencontre déjà chez les Teutoniques. A la fois prêtres et soldats, ils n'aimaient pas voir de monastères autour d'eux, car ils n'admettaient point de partage avec les « porte-capuchon », comme ils appelaient les moines. Ils n'en admettaient pas davantage avec les évêques qu'ils ne se faisaient pas faute de rappeler à leurs devoirs envers eux. De même, en Brandebourg, le clerc est contraint de céder le pas aux laïques. Un conflit s'étant élevé au sujet de la dîme entre princes ascaniens et évêques, ceux-ci durent, tout en réservant leurs droits, leur en céder la jouissance. Cette suprématie du civil sur le spirituel, qui se continua en Prusse jusqu'à nos jours, permit à ses souverains non seulement de neutraliser les unes par les autres, tout en bénéficiant de leur enseignement moral, les prétentions rivales des différents cultes, mais encore de s'instaurer, grâce à leur tolérance intéressée, les protecteurs des persécutés, ce qui, en même temps que le mérite de respecter la liberté de conscience, leur valut un grand nombre de colons. Cette liberté fit de tels progrès sous le Grand Electeur qu'on vit des pasteurs luthériens ordonner des pasteurs calvinistes, sans que personne criât aux scandales. Plus ou moins libre-penseurs, chacun à part soi, il n'est pas, jusqu'au *KulturKampf*, un seul membre de la famille des Hohenzollern qui ait failli à cette tradition. Le Grand Frédéric notamment, qui est célèbre pour son scepticisme, l'est aussi pour le soin qu'il mit à ce qu'elles n'empiétassent pas les unes sur les autres. Un jour, rapporte M. Lavisse, 2.000 paysans étant venus le trouver, près de Landshut, pour lui demander « la très gracieuse permission de mettre à mort tous les catholiques des environs », Frédéric II, ce cynique éhonté, eut ces mots admirables : « Aimez vos ennemis, leur dit-

(1) Lavisse. *Etudes sur l'Histoire de Prusse*, pp. 271 et 272.

il, bénissez ceux qui vous maudissent, rendez le bien pour le mal, priez pour ceux qui vous insultent et vous persécutent, si vous voulez être les véritables fils de mon Père qui est au ciel (1). » Cela dépeint toute une attitude, qui est, à coup sûr, d'un avisé politique.

Maîtres absolus, les Hohenzollern, comme les margraves et les chevaliers de l'Ordre teutonique, eurent l'intelligence, en propriétaires uniquement soucieux du meilleur rendement, de laisser à leurs sujets toutes les libertés compatibles avec une bonne administration. C'est ainsi qu'avec la liberté de conscience les sujets du roi de Prusse ont toujours joui de la liberté personnelle et de la libre possession du sol. Sous réserve du cens, du service militaire et de certaines corvées au profit de la communauté, le colon de l'Ordre teutonique est libre, alors que le paysan saxon du XIIe siècle est attaché à la glèbe. Il en va de même en Brandebourg. Quant aux villes, elles faisaient figure presque de républiques, gouvernées qu'elles étaient par un bailli assisté de conseils élus. Aussi bien, Frédéric-Guillaume Ier, pour empêcher que les nouveaux arrivants ne fussent molestés, publia, sous forme de patente, une sorte de code des droits et des devoirs du colon. On sait, d'autre part, à l'exemple de son père qui donna un aumônier catholique à des ouvriers venus de Liège pour fabriquer des armes, combien Frédéric II ménagea le clergé jusqu'à laisser, quand il eut conquis la Silésie, au prince-évêque de Breslau le droit de battre monnaie.

En revanche, il n'est pas un seul souverain de Prusse, depuis les cehvaliers de l'Ordre teutonique, qui n'ait exigé d'être minutieusement obéi. *Nicht raisonnieren, ici l'on ne raisonne pas : telle* est la devise de la monarchie prussienne. Il n'y avait pas, aussi bien, d'autre garantie au maintien de cette véritable mosaïque qu'était l'Etat prussien, non plus qu'à ces libertés qui ne furent pas l'une des moindres conditions de sa prospérité. Sous Frédéric-Guillaume Ier, un conseiller de guerre, ayant commis une exaction au détriment de réfugiés, fut, aussitôt pris, aussitôt pendu. C'est un exemple parmi cent autres. Au reste, comme la discipline fait la force des armées, elle fait celle de l'administration. Or, toute initiative en Prusse venant du souverain, il fallait à son service une nombreuse bureaucratie ; d'où la nécessité pour lui de veiller en personne à ce qu'elle ne s'endormît pas, ce qui est le danger de ces vastes organisations. Ce fut, au reste, l'un des grands mérites des princes de la maison de Hohenzollern de tout voir par eux-mêmes. A cet égard, le roi-sergent est prodigieux : il ne néglige aucun détail. « Ses promenades sont des inspections », écrit M. Lavisse. Tandis que sa canne s'abat sur le dos des oisifs, il est plein de prévenances pour les travailleurs. Le Grand-Frédéric ne lui cède en rien. Les injures et les coups viennent à bout des fonctionnaires récalcitrants. A ce régime, tel qui maugrée en son for intérieur contre les ordres du prince, en arrive à se faire réprimander pour excès de zèle. Frédéric, du reste, était le premier à la tâche. Il voyait tout, jusqu'à la qualité des terres. « Donnez-vous donc la peine, écrit-il au gouverneur de la Silésie qui se plaignait de la mauvaise nature du sol, d'examiner le terrain soigneusement, au lieu de parler ainsi à la légère et faites-vous aider par des gens qui s'y connaissent » (1). Il s'efforçait lui-même de persuader les grands seigneurs silésiens de fonder des villages sur leurs domaines. Aucune ruse ne lui coûtait pour les y amener, jusqu'au jour où il se sentit assez fort pour les y contraindre. Traqués par son insistance, les opposants durent se soumettre. Il ne ménagea, d'ailleurs, aucune peine pour relever la Silésie de son état misérable. Il fit tant qu'au bout d'un an il pouvait écrire à Voltaire : « J'ai aboli l'esclavage, j'ai réformé des lois barbares et j'en ai introduit de raisonnables ; j'ai ouvert un canal qui met en communication la Vistule, la Netze, la Warta, l'Oder, l'Elbe ; j'ai reconstruit des villes qui étaient ruinées depuis la peste de 1704, desséché vingt mille carrés de marécages, introduit dans ce pays la police dont le nom n'était pas même connu (2). »

Si les rois de Prusse exigent la soumission de leurs subordonnés aux intérêts de l'Etat, ils sont donc les premiers à en donner l'exemple. Aussi bien, l'Etat prussien n'est pas, comme l'Etat sous Louis XIV, identique au prince. Il est au-dessus de lui, qui n'en est que le principal serviteur. « Ich dien. Je sers », aime à répéter Frédéric-le-Grand. « Je suis le ministre de la Guerre et le ministre des Finances du roi de Prusse », déclarait Frédéric-Guillaume Ier. C'est ce roi de Prusse idéal et, comme la Prusse, éternel, qui incarne, pour tout Hohenzollern, l'Etat prussien haussé ainsi à ses yeux, comme à ceux du dernier de ses sujets, au rang d'idée mystique.

(1) LAVISSE. *Etudes sur l'Histoire de Prusse*, p. 279.

(1) Cité par LAVISSE. *Etudes sur l'Histoire de Prusse*, p. 282.

(2) Cité par LAVISSE. *Etudes sur l'Histoire de Prusse*, p. 287.

Ajoutez à cela qu'exposée, faute de frontières naturelles, à des incursions continuelles de la part de ses voisins, et obligée, par suite, d'attaquer pour se défendre, la Prusse dut toujours rester sur le pied de guerre, tenue qu'elle était en quelque sorte de s'agrandir pour ne pas déchoir, et vous comprendrez comment la discipline militaire contribua, de son côté, non seulement à dresser ces peuples, primitivement divers qui l'habitaient, à une scrupuleuse obéissance, mais à leur enseigner, en outre, le sacrifice de l'individu à l'Etat, sous les espèces du roi de Prusse. De fait, le militarisme est le corollaire d'une telle conception.

En définitive, l'Etat prussien doit sa grandeur, si paradoxal que cela paraisse, aux mauvaises conditions de situation, de sol et de population, qu'il lui a fallu surmonter et dont il a pu se rendre maître, grâce au génie réaliste, exclusivement orienté vers le succès matériel, et à la persévérance de ses princes. Il n'y a pas, en effet, d'autre secret que son organisation aux succès économiques et militaires qu'a remportés la Prusse, particulièrement au siècle dernier. Il n'y en a pas d'autre à son prestige. Aussi bien est-ce à cause de cette organisation, qui fut elle-même l'œuvre d'une volonté tenace en lutte avec l'adversité, qu'au lendemain d'Iéna les nombreux Etats, qui formaient encore l'Allemagne, commencèrent de se tourner vers la Prusse sous l'hégémonie de laquelle, en affirmant sa force, ses triomphes de 1864, de 1866 et de 1870 devaient, finalement, les courber.

PAUL GAULTIER.

UNE CLASSE PENDANT LA GUERRE

Si ces simples notes peuvent offrir au lecteur quelque intérêt, elles le devront tout entier à leur sincérité, à leur scrupuleuse exactitude.

*
* *

La classe, dont il sera ici question (1), était composée de jeunes gens, de 17 à 18 ans, qui, le cours régulier de leurs études étant achevé, commençaient leur préparation, pour se présenter ultérieurement au concours d'entrée à l'Ecole Normale Supérieure ou à l'examen de la licence ès-lettres. C'est dire comment, alors que les circulaires ministérielles ou rectorales recommandaient avec tant de raison de le faire en face d'auditeurs plus jeunes, il n'était pas nécessaire d'avertir ces élèves de la gravité de l'heure. Ils en étaient profondément pénétrés. Un certain nombre d'entre eux même, à différents moments de l'année, ont dû abandonner les études commencées, pour répondre ou pour se préparer à répondre à l'appel de la patrie. Ai-je besoin d'attester que tous l'ont fait avec un joyeux empressement, heureux d'aller rejoindre leurs aînés, se désolant au contraire, lorsque, si sage qu'il fût, l'arrêt des médecins reculait pour eux le moment où pourrait se prodiguer leur juvénile ardeur ? Je dirai seulement que la présence — et le départ de ces futurs soldats ont imprimé aux travaux de toute l'année un caractère particulier de gravité, comme ils ont mis tout naturellement quelque chose de plus touchant et de plus tendre dans la cordialité des relations établies entre tous les élèves de la classe et entre ceux-ci et leurs maîtres.

Il n'était pas besoin non plus d'instruire chaque jour ces jeunes gens, parfaitement documentés, des divers incidents de la guerre. Nous causions cependant souvent, ou nous lisions quelque fragment d'un article de journal ou de revue. Les impressions s'échangeaient ; les réflexions naissaient et se produisaient librement. Parfois un mot était nécessaire pour réveiller ou affermir une juste confiance dans l'issue de cette lutte si longue, aux phases si diverses : celui dont c'était le devoir ne manquait pas de le dire. Plus d'une fois aussi, c'était un témoignage parvenu sur la bravoure d'un ancien déjà parti au front qui avivait l'enthousiasme. Plus d'une fois hélas ! c'était un hommage rendu à une mort glorieuse qui, sans affaiblir les courages, faisait l'émotion de tous plus intense et plus profonde.

Mais enfin — la chose va de soi — c'est le travail ordinaire de la classe qui remplissait la plus grande partie des heures. Il n'avait pas été modifié. Sans doute le choix des textes était assez souvent déterminé par les événements actuels ou par tel ou tel incident particulier. Mais c'étaient les auteurs accoutumés que nous lisions ensemble ; et précisément la constatation intéressante que je voudrais faire ressortir des souvenirs que je rappelle, c'est celle qui établit combien ces maîtres antiques ont eu, auront toujours de choses présentes et vivantes à dire à ceux qui se mettent à leur école.

J'en voudrais donner quelques exemples.

La partie de l'enseignement dont j'étais chargé

(1) Classe de Première Supérieure (1re année) au Lycée Louis-le-Grand.

m'amenait à conduire surtout mes élèves au sein du monde grec. Et c'était là, je le sais bien, une matière particulièrement riche qui s'offrait à nous. Si l'on devait trouver quelque part des appels au courage, des exhortations à affronter sans faiblesse les plus nobles devoirs ou les plus durs dangers pour la défense de l'indépendance nationale, de la liberté des cités, ou de la culture humaine, si l'on devait recueillir dans une littérature les principes et les exemples de cette beauté morale qui, rendue plus splendide par la beauté de la forme, est l'élément essentiel de la vraie civilisation, c'est assurément dans l'hellénisme et la littérature hellénique que ces leçons devaient se rencontrer les plus hautes et s'offrir spontanément à nos méditations.

Un des premiers textes qui nous occupèrent, ce fut la fameuse oraison funèbre que Thucydide fait prononcer par Périclès en l'honneur des soldats athéniens morts dans la première année de la guerre du Péloponèse (1), « cet admirable discours, écrit un critique, où l'orateur loue Athènes comme un roi couronnerait son peuple. » Que de sujets de réflexion se présentaient aussitôt à nous ! C'était d'abord cette image d'un gouvernement démocratique, si sage et si mesuré, où chacun a sa place, d'où un faux esprit d'égalité n'écarte pas les riches capables de le bien servir, où la pauvreté n'empêche jamais le mérite de s'employer tout entier pour le bien de tous. Puis c'était le spectacle de cette vie facile que des citoyens, indulgents les uns aux autres ,accueillants aux étrangers, mènent au milieu des chefs-d'œuvre de tous les arts et comme dans une fête perpétuelle, dont leur ville est le théâtre privilégié.

Sans doute nous avions à nous demander si, dans cette facilité même de vie et de mœurs, ne résidait pas un grave danger et nous ne pouvions oublier la triste fin où devait aboutir pour Athènes cette guerre, commencée dans le rayonnement de si belles espérances. Les événements nous apprenaient assez, comme les Athéniens eux-mêmes auraient dû déja l'apprendre de Lacédémone, que, dans un monde où les prétentions de la force à être seule souveraine, loin de s'affaiblir, étaient au contraire exaltées par un fol et morbide orgueil, il n'était pas permis de détourner son esprit de la pensée de la guerre toujours possible et de l'application à s'y préparer. Mais nous nous rassurions, en entendant Périclès prouver par les faits à ses auditeurs que, pour ne pas se laisser uniquement absorber dans un exercice laborieux des choses de la guerre, pour ne pas mettre, comme d'autres, leur confiance, pour là faire avec succès, dans la ruse surtout ou la perfidie, les Athéniens, à l'heure du danger, n'étaient pas moins prêts que leur rivaux à faire face à tous les devoirs et à triompher de tous les périls. Français, nous étions fiers de pouvoir répéter après l'orateur antique « Nous aimons le beau avec simplicité et les choses de l'esprit sans mollesse » ; et, à écouter cette magnifique glorification d'une culture toute libérale, nous affermissions en nous cette conviction que, si rien ne doit être négligé pour rendre aussi grandes, aussi puissantes, aussi ordonnées que possible les forces matérielles, les forces morales restent cependant, dans les heures graves, le plus puissant ferment du sacrifice et de l'héroïsme et le plus sûr garant de la victoire finale.

Un peu plus tard, nous parcourions rapidement les pages, si vivantes dans leur simplicité merveilleuse, où Xénophon nous raconte les exploits et plus encore les souffrances des Grecs, partis vers la Haute Asie à la suite de Cyrus le Jeune, et obligés après la mort de ce dernier, à cette longue retraite dans des pays inconnus, au milieu de populations hostiles ou sous la menace constante d'adversaires acharnés à les poursuivre. Que de leçons d'endurance se sont levées pour nous de cette lecture ! J'en veux citer au moins un trait qui nous a paru particulièrement curieux. C'est au moment où l'armée grecque a pénétré dans les montagnes d'Arménie, se frayant, au prix de fatigues et d'efforts infinis, un chemin à travers une neige épaisse qui ne cessait de tomber toujours plus abondante. Plusieurs s'abandonnèrent, plusieurs succombèrent ; et ici l'historien ajoute : (1) — j'emprunte la traduction résumée du passage à un célèbre article de Taine dans les Essais de critique et d'histoire — « Les autres soldats, qui ne pouvaient achever la route, passèrent la nuit sans vivres et sans feu, et quelques-uns périrent. Plusieurs restaient en chemin, aveuglés par la neige. D'autres avaient les doigts de pied gelés et leurs membres leur refusaient le service. Pour préserver sa vue, il fallait marcher en se mettant devant les yeux quelque chose de noir ; pour garantir ses pieds, il fallait les remuer sans jamais prendre de repos et se déchausser la nuit, sans quoi les courroies entraient dans la chair et la chaussure se collait à la peau. ». N'y a-t-il pas là un document inattendu, qui aurait trouvé naturellement sa place dans le débat, ouvert pendant plusieurs séances devant l'Académie de Médecine, sur les causes et les remèdes possibles d'un mal qui, pendant ce cruel hiver de 1915, éprouva dans les tranchées un si grand nombre de nos vaillants ?

(1) *Thucydide*, II, 34 et sqq.

(1) *Xéphonon-Anabase*, l. IV, c. V, 12 et sqq.

*
* *

A côté de ces lentes explications ou de ces lectures plus rapides, les textes de version nous ont été une matière plus riche encore et plus diverse.

Hérodote fut le premier à nous instruire. Nous devions aller d'abord à celui qui a raconté les premières ruées de l'antique barbarie contre la civilisation et retracé l'histoire du roi, fou d'orgueil, qui déjà, par je ne sais quelle étrange rage, semblait s'acharner avec une fureur particulière à détruire les statues des dieux grecs et leurs temples. Un passage, choisi entre beaucoup d'autres (1), éclairé par de nombreuses lectures, nous a montré les Athéniens résolus à tout sacrifier pour défendre la liberté commune de la Grèce et le désir de venger la ruine des monuments les plus chers devenant un des plus énergiques soutiens de cette résolution inflexible.

Une élégie de Tyrtée (2) aurait paru sans doute, il y a peu de temps, un peu terne et ces encouragements, si souvent répétés depuis, à combattre de pied ferme, à mourir au premier rang, s'il le fallait, à se tenir, jeunes et vieux, étroitement unis dans la bataille, auraient pu sembler d'une banalité un peu grise. Expliquée avec précision, quelle vie et quelle énergie elle reprenait à l'heure où tous les âges se trouvaient rapprochés pour la même œuvre de défense, jeunes et vieux ne rivalisant que de dévouement pour se soutenir les uns les autres ou pour s'alléger réciproquement la peine et le sacrifice !

Une autre fois, c'est Euripide, dans un fragment de tragédie perdue (3), qui nous présente une mère offrant, sur l'ordre d'un dieu, sa fille en sacrifice pour le salut de la cité. Le développement en aussi est peut-être un peu long et d'une fluidité un peu molle. Et pourtant, comment ne pas s'arrêter devant un passage tel que celui-ci : « Les larmes des mères, au moment où elles voient partir leurs enfants, ont efféminé plus d'un soldat qui s'élançait au combat. Je hais ces femmes qui, préférant à l'honneur la vie de leurs fils, leur ont donné de lâches conseils. » Comment, dis-je, ne pas s'y arrêter pour montrer la glorieuse différence des temps ? Certes, nul ne pourrait redire le mot du chantre des combats de 1870 :

Ah ! que de vrais soldats les mères nous ont pris !

Et au contraire, en commentant ces lignes, l'hommage le plus ému pouvait-il ne pas monter naturellement à nos lèvres, l'hommage dû à la sublime résignation des femmes et des mères de 1914, de celles qui ont su refouler leurs larmes, non seulement à l'heure du départ, mais à l'annonce des deuils les plus cruels ?

Je ne dis rien de Démosthène. On sait assez qu'il n'est presque pas une page du grand orateur patriote qui ne puisse être un enseignement ou un encouragement pour les hommes d'aujourd'hui. Mais il est un écrivain qui devait sans doute plus que d'autres avoir des choses intéressantes à nous dire, tant, dans son livre dénué d'art ou indifférent à l'art, une étude minutieuse des faits, une recherche méthodique des causes réelles qui les expliquent, font de l'histoire une leçon « pragmatique » pour tous les temps. C'est Polybe que je veux dire.

Deux passages nous ont particulièrement retenus. Dans le premier (1), l'historien dénonçait un mal, trop connu de nous, et qui, de son temps déjà, abattu sur la Grèce entière, lui était une terrible menace : la diminution des naissances, la négligence et l'abandon qui laissaient périr, à peine nés, un grand nombre d'enfants. Quelle précision dans la description du fléau et de ses causes : mollesse générale, goût de la vie facile et tranquille, éloignement du mariage ! « On ne veut plus avoir qu'un ou deux enfants : que la guerre ou une épidémie survienne, et voilà les maisons désertes, les états sans ressources et impuissants. » Quel remède à ce mal ? L'historien toujours positif nous disait : « Sur ce sujet, il n'est pas besoin d'aller demander aux dieux comment nous pourrions échapper à un si grand dommage ; le premier venu parmi les hommes nous en dira le moyen : c'est d'abord et surtout de changer nous-mêmes nos dispositions morales et, sinon, d'établir des lois pour la protection et l'éducation des enfants. » La solution de ce grave problème n'est peut-être pas aussi facile à trouver que semble le penser l'auteur grec : en attendant, ce texte n'était-il pas un avertissement utile à des jeunes gens déjà grands et à qui vont se proposer bientôt les plus sérieux devoirs ?

Plus important encore paraîtra sans doute le second morceau dont je voulais parler. Une communication faite à l'Institut par un maître de la Sorbonne avait attiré sur lui notre attention. C'est celui où l'historien rappelle d'abord la façon dont

(1) *Hérodote*, VIII, 143, 144.

(2) Tyrtée. *Elégies*, Fragm. : 10. — Cf. *Etudes sur l'Antiquité grecque*, par Henri Weill : Les Elégies de Tyrtée.

(3) Euripide. Fragment cité par Lycurgue : Discours contre Léocrate.

(1) Polybe. Fragments du livre XXXVII.

Alexandre de Macédoine a usé de la victoire. « ...Et Alexandre ? Telle fut sa fureur contre les Thébains qu'il vendit tous les habitants et ruina la ville jusque dans ses fondements ; mais, loin qu'il manquât à la piété due aux dieux, lors de l'occupation de la ville, il mit tous ses soins à empêcher qu'aucune atteinte, même involontaire, ne fût portée aux temples et, en général, aux lieux sacrés. Et plus tard, lorsque, passé en Asie, il allait venger la Grèce des sacrilèges des Perses, il s'appliqua à infliger aux hommes un châtiment digne de leurs crimes ; mais il respecta tout ce qui était consacré à la divinité, — bien que les Perses se fussent en Grèce surtout signalés par leurs impiétés... »

Ainsi nous apparaissait quelle trace profonde avaient laissée dans les esprits ces destructions sacrilèges, dont nous avions lu déjà le récit dans Hérodote. Mais, plus que ce souvenir, ce sont les lignes suivantes qui devaient nous attacher. Est-il possible, même aujourd'hui, de trouver une formule plus nette des lois de la guerre, telles du moins qu'elles s'imposent aux peuples qui, dans la guerre même, ne se sont pas de parti-pris et par système mis en dehors des lois de l'humanité ? « *Détruire et ruiner les citadelles de l'ennemi, ses ports, ses villes, ses soldats, ses vaisseaux, ses récoltes, en un mot tout ce qui peut affaiblir, l'adversaire et mieux assurer l'effet de nos entreprises et de nos efforts, cela, les lois et le droit de la guerre nous y forcent ; mais faire ce qui ne peut ni aider, si peu que ce soit, nos affaires, ni diminuer les forces de l'ennemi, du moins pour la guerre alors en cours, renverser de gaieté de cœur les temples et avec eux les statues et tous les monuments de ce genre, n'est-ce pas le fait d'un esprit que la fureur égare ?...* » (1).

Certes il n'était pas besoin d'un long commentaire pour faire de ce passage une illustration éclatante de la guerre présente, des horreurs qui la signalent, et de cet égarement d'esprit qu'on ne peut parfois s'empêcher de supposer chez celui qui les ordonne. Et, en songeant à l'explication, tentée par quelques interprètes de la pensée allemande, que ces horreurs, par la terreur qu'elles inspirent, sont précisément un de ces moyens d'affaiblir l'adversaire, dont l'écrivain grec reconnaît la légitimité, il ne nous était pas malaisé non plus de montrer dans cette interprétation même une preuve nouvelle de ces lourdes erreurs, de cette méconnaissance complète des choses de l'âme, qui ont abusé les conducteurs du peuple allemand. N'était-il pas manifeste que, loin d'affaiblir les résistances et d'amollir les cœurs, cette cruauté systématique n'avait pu qu'exalter la résolution des combattants, leur décision de tenir ferme jusqu'à la victoire complète et réparatrice ? Devait-elle avoir un autre effet que celui de nous défendre, après le triomphe, contre un oubli trop prompt et d'entretenir au contraire cette longue haine que la France vaincue n'avait peut-être pas su conserver assez durable et que, dans la France victorieuse, les maîtres de toutes les écoles auront la tâche de nourrir au cœur de leurs élèves pendant de nombreuses générations ?

*
* *

Nous bornerons là les exemples que nous voulions rapporter et peut-être les avons-nous déjà trop multipliés. Est-il besoin de dire que, ce que nous faisions dans le coin du champ que nous avions à cultiver, tous nos collègues le faisaient en même temps, chacun en son domaine ? Est-il besoin d'assurer que toutes ces leçons du passé, nous les laissions se dégager presque d'elles-mêmes, dans une simplicité parfaite, alors que la plus légère apparence de déclamation, à un moment où l'héroïsme lui-même se faisait voir si simple, aurait semblé comme une dissonance morale ?

En tous cas, il serait inutile et sans doute peu séant de prolonger ces souvenirs personnels. J'ai voulu seulement montrer comment, sans faire avec une affectation qui n'eût été digne ni de nos élèves ni de nous, de notre enseignement comme un cours de morale en action, en continuant au contraire de faire notre tâche accoutumée, de nous livrer à nos libres études, nous avons passé cette année de guerre, sans nous sentir jamais éloignés des préoccupations qui étreignaient tous les esprits et tous les cœurs. A la vivre ainsi, nous avions conscience, maîtres et élèves, que, si notre âge ne permettait plus ou n'appelait pas encore les grands et complets sacrifices, nous avions pourtant une part, si humble fût-elle, dans la grande œuvre qui réunissait à la même heure en un noble faisceau toutes les énergies françaises.

HENRI MAYER.

(1) POLYBE, L. V, 10, 11.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 18 — 1er ET 2e SEM. 53e ANNÉE 11-18 SEPTEMBRE 1915

LE PROBLÈME DE L'AVIATION

Canons contre canons, tranchées contre tranchées, nous sommes vis-à-vis des Allemands dans la situation de ces lutteurs dont les forces s'équilibrent : la victoire appartient à celui qui provoque un déplacement dans la position de l'adversaire. Nous ne pouvons rompre directement le front allemand ? Franchissons-le, et dominons-le, sur l'arrière, par l'aviation.

Les méthodes des guerres passées ne valent plus pour celle-ci ; nous l'avons appris à nos dépens. Les Allemands nous ont devancés dans la stratégie industrielle, mais nous les serrons de près maintenant, dans la guerre de la métallurgie et de la chimie. Créateurs de l'aviation, attendrons-nous leur initiative pour conquérir la domination de l'air que la supériorité de nos aviateurs met à la portée de nos volontés ? Pour nous, le problème de l'aviation n'est pas dans le facteur humain, comme chez l'ennemi, mais dans l'élément industriel. Ne le traitons pas comme, naguère, celui des canons lourds.

Il s'agit de construire le plus grand nombre d'avions à grande puissance, dans le minimum de temps. A cet énoncé, quelques ironiques disent : « Voici du Wells », oubliant le sénateur Raymond. Laissons-les à eux-mêmes, en remerciant Wells de son bon coup d'épaule pour la défense internationale de l'Europe contre les Barbares. Acceptons le problème et réfléchissons aux voies et moyens qui s'offrent à l'aviation pour multiplier ses avions, en accroissant leur vitesse, leur rayon d'action et leur charge utile.

Pour mobiliser les usines, l'artillerie qui fabriquait son matériel n'eut qu'à leur communiquer ses modèles et ses procédés. Canons, explosifs, obus, tout existait : rien à créer. Il suffisait d'organiser la fabrication pour l'intensifier. Les directions militaires devinrent un sous-secrétariat, et, par le choix des personnes, ce fut, après dix mois d'attente, la solution.

Ne possédant au contraire ni ateliers, ni manufactures, ne créant pas son matériel et n'ayant jamais fabriqué, l'aviation n'a pas les traditions industrielles de l'artillerie. Son rôle commercial s'arrête au réceptionnement des commandes et des achats. Tributaire des constructeurs, elle les sollicite pour la Défense nationale, sans pouvoir diriger leurs recherches, ni garantir leurs risques. Le moteur d'avion naît cependant à peine, et peu de machines sont aussi délicates. On n'improvise pas l'assemblage de centaines de pièces, venues de tour ou de fraise, et qui s'établissent en fonction l'une de l'autre, pour gagner du poids. L'appareil lui-même ne vole pas seulement au souffle de l'hélice. Son train d'atterrissage subit les réactions d'un choc de plus d'une tonne arrivant sur le sol à 90 kilomètres à l'heure. Même dans le choix des métaux, les difficultés s'accumulent par les variations du travail. Et la production nécessaire n'était pas à décupler, mais à centupler si possible, sans qu'on pût se dire : « Tant d'ateliers, d'ouvriers, et de machines,

pour produire tant d'avions de tel type ». L'équation comprenait le but même comme inconnue.

Si la mobilisation industrielle de l'aviation s'était faite en table rase, on aurait pu demander au personnel chargé d'en constituer le matériel, des spécialisations correspondantes. Les ingénieurs et les industriels prêts à consacrer leur honorabilité professionnelle et leurs capacités techniques à la Défense nationale ne manquent pas. Mais à la base du problème de l'aviation, il fallait, par situation de fait, trouver le moyen de rendre productive d'industrialisation une administration éminente pour d'autres devoirs, et étrangère à l'industrie.

Aucune des doctrines pratiquées par les trois Sous-Secrétariats d'Etat de la guerre n'eût convenu. Leur tâche fut seulement d'assurer la levée en masse de la métallurgie, de régulariser les achats de l'Intendance, ou de perfectionner l'hospitalisation des blessés. Pour l'aviation, il s'agit d'exercer une tutelle dirigeante sur des rivalités et des âpretés tenaces, dans la technicité d'une industrie naissante. On ne peut compter sur les changements de personnes ou les modifications de fonctions. Le problème est de ceux qui veulent des solutions de méthode. Insoluble administrativement, ne peut-il se résoudre industriellement ?

Cette hypothèse prend corps dès qu'on recherche les éléments de la solution industrielle. Un des plus importants serait la création d'un « Comité des Forges » de l'Aviation, organe régulateur, que la comparaison du nom suffit à différencier d'une Chambre syndicale. Ce *Comité central de l'Aviation* ne serait pas seulement appelé à connaître des intérêts collectifs de ses adhérents, à les interpréter et les défendre. On réaliserait, par son interposition, la nécessité fondamentale de l'unification des efforts. Le constructeur d'un moteur à radiateurs ne doit pas rester étranger à son installation, ni le constructeur de l'appareil à son armement. La raison n'admet pas que des moteurs puissants perdent leur avantage, par des agencements offrant trop de résistance à l'air, ni que des avions de chasse arrivent aux escadrilles sans mitrailleuses.

L'objection des rivalités d'une industrie née d'hier, en crise de croissance dans l'atmosphère de la guerre, a sa valeur. On ne méconnaît pas qu'elle complique l'idée d'un « Comité des Forges » de l'Aviation. Mais faut-il s'arrêter à des doutes, qui se manifestèrent aussi, quand la Chambre syndicale de l'Automobile entreprit de donner à la fabrication des obus l'élan dont la Défense nationale lui reste reconnaissante ? La vérité est qu'ici tout dépend d'une politique de gouvernement. Si les Pouvoirs publics veulent un « Comité central » à la base de la mobilisation industrielle de l'aviation, c'est fait. S'ils sont défavorables, la question ne se pose pas.

On mesurera l'importance pratique de cette innovation, réalisable en huit jours, en se souvenant que l'Aviation n'a pas de Manufactures. Ce centre de fabrication, régulateur, lui fait défaut pour le développement de sa mobilisation industrielle. S'agit-il de mettre au point un moteur, en bonne voie, mais dont l'usine particulière ne peut s'occuper qu'accessoirement, où s'adresser ? Comment répartir entre toutes les usines les études, les gabarits, les modèles d'un moteur à fabriquer en grandes séries ? Où réaliser les expérimentations coûteuses et risquées des grands avions de modèles inusités ? Le régime spécial de l'aviation laisse tous ces soins et toutes ces charges à l'industrie, avec l'aléa de profits compensateurs excessifs. Peu recommandable pour l'industrie, cette loterie ne vaut rien pour la Défense Nationale. Elle prendrait fin par l'affectation d'établissements industriels au rôle de *Manufactures temporaires*.

Si la composition des Services techniques de l'Aviation s'y prêtait, cette mesure se recommanderait, de préférence, dans la forme administrative directe, par des raisons solides. Dotée de Manufactures, par des contrats de régie mettant à sa disposition, avec une gestion industrielle, les ateliers et les fabriques qui lui manquent, l'Administration règlerait à son gré le rendement et les prix du marché. Les avantages sont tels qu'à défaut d'un Comité central, la Manufacture temporaire, établissement d'Etat, se place au premier rang des moyens de solution.

Ne vaut-il pas mieux confier à l'organisme centralisateur de la mobilisation industrielle le soin d'en constituer et d'en ordonner les rouages ? La Manufacture deviendrait alors une dépendance du Comité central de l'Aviation. C'est lui qui noliserait les établissements particuliers affectés aux besoins collectifs : fabriques de moteurs et ateliers d'appareils. Les métallurgistes ont donné l'exemple d'un précédent. Ce qu'ils ont fait pour la fabrication du fusil peut se faire pour l'aviation.

Un *Comité consultatif* peu nombreux, mais composé de praticiens de l'industrie, sans attaches avec les affaires, complèterait l'équilibre du sys-

tème, par la mobilisation des idées administratives. Débarrassée par des avis obligatoires, de ses hésitations en matière de commandes et de fabrication, l'Aviation franchirait vite les tournants où elle piétine, incertaine entre le bi-moteur et le gros moteur, l'avion de chasse et l'avion de bombardement. Disposant d'une puissance industrielle unifiée, elle saurait ce qu'elle veut, en voyant ce qu'elle peut.

Ces conjectures plairont aux esprits soucieux d'action, en un moment de nécessités où, du parti socialiste aux partis bourgeois, l'entente s'est faite pour la lutte industrielle. Quelques censeurs s'inquiéteront cependant du point de vue économique. Des faits trop nombreux fournissent la matière d'une réponse topique. Les tête-à-tête de l'Intendance et du courtage ont traité les blés à 24 et 27 francs, au lieu des 20 francs de la Chambre syndicale. Jamais un « Comité des Forges » n'eut proposé de payer, à quiconque, les shrapnels deux fois plus cher qu'à ses membres. En fait, rien de plus pernicieux que les régimes de marchés qui se prêtent aux commissions. Avec un Comité central de l'Aviation, l'Etat n'aurait plus devant lui que l'industrie. Cela vaudrait au contrôle parlementaire, prévenu déjà, la satisfaction de voir baisser des records de prix qu'une défense nationale industrialisée n'eut jamais tolérés.

Sur un seul point, l'Administration peut émettre un doute. Que deviendra le réceptionnement, dans une aviation plus industrielle qu'administrative ? La pensée des accidents douloureux dont la Presse nous donne sans cesse l'avertissement, suggère une réponse qui ne paraîtra pas manquer de netteté. Chaque moteur, chaque appareil a réglementairement son livret : la première page devrait être réservée aux noms des agents réceptionnaires, afin que leur responsabilité puisse être mise en cause, en cas d'accident. S'il y a carbonisation de l'aviateur par retour de flamme allumant une couche d'huile imbibée d'essence, l'industriel n'est pas seul coupable. Que faisait le réceptionnaire ? Pourquoi n'a-t-il pas signalé le risque d'accident ? Si un appareil tombe de 1.000 mètres avec une aile qui cède dans un virage, que le constructeur soit puni, et avec lui, le réceptionnaire qui n'a pas vu, par négligence ou défaillance. Rien de plus à dire des commodités et des incommodités administratives dans le réceptionnement : nous sommes en état de guerre. Des règles qui ne soient pas tâtillonnes et surannées ; mais, contre les fautes, le tarif du code de Justice Militaire.

Comment douter qu'avec de la volonté dans la méthode, une organisation facilitant le plein épanouissement de l'effort industriel, et responsabilisant l'autorité, nous donnerait le maximum de ce qui se peut ? Si nos aviateurs sont passionnés pour leur arme, les constructeurs de l'avion, appareil et moteur, ont eux aussi des croyances et des espoirs. On est fixé sur l'ambition qui les anime, par l'accent d'une réponse partout la même : « Qu'on nous montre le meilleur moteur, le meilleur appareil, nous n'en ferons pas d'autres. » Inutile de considérer la psychologie des encouragements à l'invention, de mettre les commandes au concours par la concurrence des marques ou systèmes. La doctrine fondamentale, en l'espèce, est d'industrialiser la mentalité administrative, par l'intervention des concepts qui lui manquent, et d'organiser l'industrie, par la double centralisation d'une *Manufacture* collective et d'un *Comité* régulateur. La solution du problème industriel est au bout de cette réforme, réalisable du jour au lendemain, par un déclic d'idées. S'il en est une autre meilleure, qu'on la montre.

*
* *

Au pays des Pégoud et des Garros, l'aviateur est de race nationale. Encore faut-il lui mettre le volant en mains, et ne point l'écarter au nom de l'Annuaire. Pour l'armée aérienne qu'on nous doit, nous avons besoin par centaines, d'aviateurs audacieux, pilotes des appareils de grand combat. Où sont-ils ? Dans les parcs de l'artillerie, du génie, et de l'automobile, camarades égaux et qui s'entendent, ou dans l'usine, à 10 fr. par jour. En leur absence, les professions libérales tiennent la tête des candidatures à l'aviation : professeurs et licenciés, ingénieurs et commerçants, avocats même.

Ne perdons pas de temps à considérer les causes, mais sollicitons les Commissions de l'Armée de jeter vers l'aviation l'élan des jeunes mécaniciens de sport qui, avec un galon au képi s'en iront joyeusement à la gloire, dans les chemins de l'air. Nous ne leur donnerons pas 125 fr. par sortie, comme nos amis Anglais. Donnons-leur un grade de guerre, qui tienne de l'officier mécanicien et de l'officier marinier. Il faudrait un projet de loi ! Grave affaire vraiment.

D'autres affaires plus graves sont que le bon aviateur doit connaître son appareil et son moteur, et que, pour le former, il faut d'excellents maîtres-pilotes aux écoles. Mettons le grade au bout d'un stage de maître, après l'épreuve prati-

que de la série des sorties à l'ennemi : repérage, reconnaissance, chasse et bombardement. Pas de faveur, un droit ; et alors, armons vite des centaines d'avions pour les grands raids.

Nous aurons ainsi, pour nos admirables officiers de l'Aviation de combat le rang qui leur revient ; celui de chefs d'escadrilles, plus digne de leurs précieux services que l'isolement de l'héroïsme individuel. A ce jeune lieutenant qui, chargé de photographier un fort de la ligne allemande, descendit d'abord à 1.800 mètres, puis le cliché manquant de détails, revint pour descendre à 1.200 mètres sous les obus, donnons six avions montés par des « mécanos » parisiens. Il les conduira loin, dans le sillage de son audace.

Une raison incite à cette révolution d'un grade spécial, pour l'arme spéciale de l'Aviation. Il faut la délivrer par une autonomie décisive des rivalités latentes de l'Artillerie et du Génie. Tout le monde le veut. Mais pour les mises en mouvement, la méthode de l'engrenage a ses utilités. Des restrictions, des habitudes se placent en travers de l'avenir de notre Aviation française, arme de victoire. Détruisons-les par un point de départ ; à l'arrivée, nous pourrons enfin offrir à ses chefs la joie de former et de commander les régiments de l'Aviation.

Au point de départ, un devoir que suffirait à justifier la reconnaissance nationale due à la glorieuse mémoire de Pégoud. A l'arrivée, le Président de la République remettant sur le front les drapeaux de l'Aviation.

*
* *

En matière d'agir, nul besoin de couper les fils en quatre. Si nous croyons à l'Aviation, il faut la vouloir. Si nous la voulons, mobilisons-la : d'un côté, l'industrie organisée pour sa lutte du travail et de l'usine, en maximum d'intensité ; et de l'autre, l'appel aux volontaires spécialisés d'une arme technique. Pour le reste, la continuation de l'esprit de méthode, sans points de vue, sans partis pris, sans objections, par les mêmes règles qui nous firent déjà maîtres de la Germanie, au temps du Grand Carnot.

A. Le Chatelier.

L'EFFORT DU PACIFISME INTERNATIONAL

On ne saurait trop énergiquement le dénoncer et le flétrir cet effort qui, sous le couvert de la neutralité, avec les dehors et les couleurs de la neutralité, mais où l'on ne discerne que trop la puissance, le génie de propagande de nos irréconciliables ennemis, s'applique à semer dans l'opinion du monde l'idée d'une paix prochaine. Il y a longtemps déjà que, dans les colonnes de cette Revue, nous avions pu dénoncer les premiers essais, timides ceux-là, de groupements qui préparaient la voie à des arrangements possibles. Nous n'avons pas hésité à les flétrir ainsi qu'il convenait. — *Soyons durs*, disions-nous alors, dans un article qui eut l'honneur — l'honneur regrettable — de soulever des protestations . Soyons durs : c'est-à-dire, qu'aucune considération amollissante de pitié chrétienne, même pas, surtout pas de sensiblerie socialiste, ne vienne affaiblir les justes représailles qui les attendent. On sent déjà, à de certains signes, à des documents qui circulent, à des tentatives de pression morale, à des ligues qui se préparent dans l'ombre et voudraient exercer une action occulte, on sent je ne sais quel souffle amollissant qui passe sur nous autres civils, et travaille à orienter l'opinion dans le sens d'un arrangement possible et prochain.

*
* *

Voilà ce que nous écrivions, il y a quatre ou cinq mois. Ces paroles, il convient de les répéter aujourd'hui, en y appuyant d'autant plus énergiquement qu'il ne s'agit plus ni de « tentatives », ni de ligues « occultes », mais bien d'efforts à découvert et d'audacieuses menées où la marque allemande est transparente. Le *Temps* détache justement ces jours-ci, pour la mieux dénoncer à la partie saine de l'opinion française, celle que notre devoir, à nous tous publicistes, est de travailler comme une matière rare, ce *Conseil Néerlandais contre la guerre*, qui tient ses assises à la

Haye, forteresse décidément inexpugnable du Pacifisme, et de qui les agissements sont plus pressants et plus insidieux que les autres, puisqu'il s'obstine à « encombrer les milieux intellectuels des nations belligérantes de manifestes et de résolutions rédigées en une langue ayant des prétentions à la correction française, mais où chaque phrase révèle la conception et la tournure d'esprit germaniques. »

Que ne s'applique-t-il, du moins, ce fameux *Conseil Néerlandais contre la guerre*, à quêter des rédacteurs qui écrivent correctement la langue diplomatique et sachent ainsi masquer les vraies origines de leur effort ! Il semble qu'il y ait là de la maladresse, car enfin, si rebelles que nous soyions, nous autres Français, à la délation et à l'espionnage, on trouverait encore parmi nous, si l'on prenait la peine de les chercher, d'excellents rédacteurs à l'usage de manifestes internationaux. Il n'y aurait qu'à les chercher dans un certain parti. Mais n'est-il pas au moins plaisant, légèrement ironique même, que ce soit ces Messieurs de la Néerlande qui aient la prétention d'imposer à l'Univers des conditions de paix ! Je me rappelle qu'au début de la guerre, quelques nigauds croyaient à leur neutralité, bons jobards que l'expérience n'instruit ni ne corrige jamais, et qui, pareils aux étourneaux, vont donner tête baissée, dans le piège. Comment ! Voilà des gens qui sont demeurés spectateurs du formidable drame — je n'ose écrire : spectateurs désintéressés puisque, d'une part, la logique de leur esprit put les introduire à se demander ce qu'il adviendrait d'eux-mêmes le jour où l'Allemagne, victorieuse, aurait écrasé les nations de la Sainte-Alliance, et que, par ailleurs, leur tempérament de négociants irréducticles les inclinait aux opérations les plus fructueuses pour le ravitaillement des voisins. En eux, un double sentiment se faisait jour et s'imposait tour à tour : la soif de l'or et

(*Censuré*)

la terreur du propriétaire qui voit brûler l'îlot des maisons proches de la sienne et sent la chaleur grandissante qui menace son bien. Et ce sont ces gens-là qui ont la prétention de s'immiscer dans nos affaires « sans admettre que l'on recherche de quel côté est le droit dans cette guerre, ni à qui incombe la responsabilité d'avoir provoqué le conflit ! C'est au sein de ces étranges associations, ajoute notre confrère *Le Temps*, que l'on estime qu'il ne convient pas de trop insister sur les actes de barbarie commis par les troupes impériales, ni sur les constantes vexations du droit des gens. »

*
* *

Ce qu'il y a de plus regrettable — mais voilà un qualificatif bien insuffisant quand il faudrait inscrire : criminel, c'est que de pareils appels puissent trouver quelque écho chez nous... Car enfin, ces Messieurs de la Néerlande, ces bons négociants à ventre rebondi de la Haye et d'Amsterdam, gèrent leurs affaires comme ils l'entendent, et ma foi, si le résultat final de la guerre se symbolise, à leurs yeux, par un magnifique entassement de sacs garnis d'or, nous n'avons pas à nous en indigner, mais bien plutôt à les comprendre ; il est évident qu'ils ne nous doivent rien et chacun suit les impulsions de son tempérament.

(*Censuré*)

Il faut, avant tout, comprendre la psychologie des peuples, non moins passionnante que celle des individus, et que l'immense conflit de 1914-1916 aura contribué à démasquer, à projeter dans une éblouissante lumière, en grattant tous les vernis diplomatiques qui la recouvraient !

*
* *

Revenons donc à celle de toutes les psychologies collectives qui le plus nous intéresse : la nôtre. Qu'y constatons-nous ? La présence d'un certain nombre de Français, dont la moindre accusation que l'on puisse porter contre eux, c'est qu'en eux la fameuse *faculté d'oubli*, caractéristique de notre race, et qui fut signalée par tous les psychologues, dépasse vraiment les limites permises. Comme nous le disions dans un précédent article, ils n'ont pas entendu résonner à leurs oreilles le bruit lourd des bottes teutones frappant le pavé de nos villages,

ni les cris d'horreur des victimes groupées, comme un vil bétail, sur le rebord du talus au bas duquel quelques minutes plus tard, vont être enfouis leurs cadavres. Ils n'ont pas davantage entendu les supplications des enfants et des femmes violemment arrachés à leurs pères et à leurs mères, ni la suffocation des pauvres êtres livrés aux immondes fantaisies des Barbares. Tout cela ne compte pas pour eux, non plus que les agonies des infortunés marins se débattant au-dessus des flots, parmi les ricanements des bandits qui insultent à leur sort. Et comme, d'autre part, ces gens n'ont nulle imagination, ce qu'ils n'ont ni vu, ni entendu, ils demeurent impuissants à se le représenter, pour vivifier en eux la sainte haine qui doit nous soutenir chaque matin à notre réveil.

Je ne sais si je me trompe, mais je vois encore la présence d'un autre mobile que j'ose à peine indiquer, si toutefois on m'en donne licence ! Ils vivent dans un perpétuel sentiment de défiance contre l'*Inconnue de la guerre*, ce que j'appelle la *belle Inconnue* de l'après-guerre, qu'ils ne tiennent pas en main, ces derniers Politiciens de France, et que rien ne leur permet de dégager d'une façon sûre des données du problème, cependant que toutes les prévisions autorisent leurs craintes. Je m'en voudrais d'appuyer sur un sujet si délicat, mais on me comprend à demi-mot. Si peu doués soient-ils, pour l'ordinaire, d'imagination représentative, c'est avec un médiocre enthousiasme qu'ils se figurent ce tableau : le passage de nos troupes victorieuses sous l'Arc-de-Triomphe de l'Etoile, associant dans un raccourci sublime les gloires du Ier Empire à celles de la Troisième République. S'ils pouvaient supprimer du grand drame cet épilogue nécessaire, pourtant, quel poids de moins dans leurs préoccupations ! Sans doute ne seraient-ils pas fâchés que la victoire finale n'eût point l'éclat et le retentissement que tous les bons Français lui souhaitent, car ils ont tant de fautes à expier, qu'à cette heure-là, le pays pourrait bien se ressouvenir en donnant un démenti à sa légendaire faculté d'oubli.

*
* *

Mais leurs calculs sont vains et, d'avance déjoués par la grandeur des événements. Ces calculs seront balayés, comme fétus de paille, par le vent de tempête qui souffle sur l'ancien continent. Car d'une part, nous avons le *Pacte*, la fameuse Convention de Londres, le fait le plus important de cette première année de guerre. J'en rappelle les termes exacts : « Les Gouvernements de Grande-Bretagne, de France et de Russie, s'engagent mutuellement à ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre... Les trois gouvernements conviennent que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser des conditions de paix sans accord préalable avec chacune des autres alliées ». On sait l'irréductible ténacité de l'Angleterre, de qui toutes les leçons de l'Histoire confirment la psychologie. Or, comme les conventions qui portent notre signature aussi bien que celle des Russes, ne sont pas des chiffons de papier, il nous faudra bien aller jusqu'au bout en compagnie de nos Alliés. Et puis, d'autre part, — et je préfère cette raison qui nous fait plus d'honneur — l'opinion française, en son ensemble, ne tolèrerait pas que le sang de ses fils ne fût point vengé et que les indispensables représailles ne fussent point pratiquées sur ceux qui ont perdu tout droit au beau nom d'hommes. C'est dans un sentiment très juste de cette nécessité psychologique que M. Louis Barthou écrivait ici même : « S'il se rencontrait des esprits débiles ou des cœurs amollis, pour demander une paix précoce, ou une paix stupidement généreuse, ils ne trouveraient pas d'écho. La pire des victoires serait celle qui préparerait une abdication. Elle associerait une imprudence à une honte. La France et ses alliés ne consommeront pas ce suicide. Les intellectuels allemands se sont solidarisés avec le militarisme allemand dont ils n'ont désavoué aucun crime. Ils ont proclamé le droit à la force. La force leur répondra en assurant au droit humain des garanties que la barbarie teutonne ne pourra pas violer et des barrières que ses armées dissoutes ne pourront pas franchir (1). »

Tel est le programme précis à la réalisation duquel de toutes nos forces nous devons tendre. Mais plus encore que le résultat, il faut que nous réconforte l'image de l'avant-dernière étape : quand il nous sera donné de pencher nos yeux sur ceux de la Bête agonisante, et de nous repaître, en une sainte allégresse, du spectacle de ses dernières convulsions.

PAUL FLAT.

(1) Préface de *Vers la Victoire*.

LA FAILLITE DU CHRISTIANISME EN ALLEMAGNE

Au treizième mois de l'invasion, on a cessé d'être à l'état passionnel : plus de crainte et dans la haine une curiosité analytique de l'adversaire. Il nous déconcerte, le Boche qui a remplacé l'Allemand de nos souvenirs.

Ces Bavarois si bonasses, si esthètes, sont les plus cruels de cette horde ! De Bayreuth partent aujourd'hui les vociférations infernales. La splendide féerie wagnérienne se réduit au porte-voix de Fafner où le beau-fils de Mme Cosima s'essouffle.

Oberammergau ! Un seul pays représentait encore le mystère de la Passion, celui-là même où le christianisme a fait faillite. De tous les caractères, celui-là s'impose comme dominant. L'esprit de Kant et de Hegel ne circule pas plus dans les rangs épais des envahisseurs que celui de Comte, de Jouffroy, parmi nos soldats.

Les systèmes n'influent pas sur la sensibilité collective, surtout aux heures d'action violente où tout le monde devient simpliste, où la conscience ne résout guère que des cas de courage ou de pitié.

Quand on a parlé de la faillite de la science, cela voulait dire qu'elle ne tenait plus ses engagements spirituels de grande rectrice et de notion déterminante. En réalité, la Science n'avait point failli. Des hommes impérieux et trop systématiques l'avaient comprise et engagée sur un terrain étranger et même antithétique à son essence. Il ne sortira jamais du laboratoire une morale pratique, et aucune découverte ne modifiera la conscience. Le problème du bien et du mal s'élabore dans les temples, et l'homme intérieur restera toujours le vassal des religions, seules entreprises décisives du for intérieure.

C'est une opinion erronée que de juger une foi sur le degré de stricte observance qu'elle obtient, et de critiquer le fidèle, d'après le texte sacré et le type du saint. Une doctrine ne métamorphose pas l'homme en ange : chacune constitue une famille animique, qui se révèle aussi bien dans le vice que dans la vertu. Le même péché revêt des accents particuliers chez le mahométan et chez le chrétien : et la vertu protestante a un autre air que la vertu catholique. Les communions se reconnaissent à un certain esprit, qui l'emporte même sur les traits de la race.

Dans la tranchée où l'idéal règne, il n'y a pas place pour l'idéologie : l'holocauste volontaire, la charité constante animent et le fidèle et l'athée. En face de la mort acceptée, en contact incessant avec la souffrance, on peut dire hardiment qu'il n'y a sur le front que des chrétiens, et de meilleur aloi que Joseph de Maistre ; car aucun ne voit dans la guerre la volonté divine, mais la seule perversité de certains hommes.

Il y a un an, on pouvait écrire, sans protestation, que la France et l'Allemagne étaient chrétiennes et juraient par Jésus et sur l'Evangile.

Aujourd'hui, il faut enregistrer la faillite du christianisme, en Allemagne:c'est un fait d'une gravité non pareille que cette race qui échappe brusquement au verbe chrétien. Henri Heine l'avait prédit : « Le christianisme n'a pu détruire cette brutale ardeur batailleuse des Germains : et quand la croix, ce talisman qui l'enchaîne, viendra à se briser, alors débordera de nouveau la férocité des anciens combattants; les vieilles divinités guerrières se lèveront de leurs tombeaux fabuleux, essuieront de leurs yeux la poussière séculaire. Thor se dressera avec son marteau gigantesque et démolira les cathédrales gothiques. »

Ce n'est pas dans l'ardeur batailleuse, ni dans l'astuce et la mauvaise foi wotanesque que je trouve la déchristianisation de l'Allemagne.

L'instinct humain, c'est l'avidité ; et Molière qui, en psychologie, pousse fort loin et fort juste, ne veut pas qu'on s'étonne à voir

> des vautours affamés de carnage,
> des singes malfaisants et des loups plein de rage.

Les Allemands ont cru pouvoir dominer le monde et ils l'ont tenté. En cela, ils n'ont pas outrepassé l'instinct de notre espèce. L'Evangile n'a jamais prétendu, je suppose, à transfigurer notre genre, sinon dans des cervelles à mirages mystiques. Mais, ce que l'Evangile avait obtenu, on le croyait du moins, c'était la limitation du mal à l'utile et du crime au profit. Le chrétien tuait, mais n'achevait pas les blessés; le chrétien violait, mais il n'éventrait pas : l'enfance et la vieillesse, il les respectait.

Eh bien ! même cela, même ce très peu de modération a disparu dans la race teutonne. On a donné dans les journaux le fac-similé d'une lettre qu'une vierge allemande écrit à son frère ; les meilleurs sentiments familiaux y florissent : mais la dernière phrase dit : « Coupe les mains à ces chiens, pour qu'ils ne puissent plus tirer ! »

Je tiens du témoignage de gens simples et sans imagination que non seulement les soldats du Rhin achèvent les blessés, mais qu'ils se plaisent à leur ouvrir et la gorge et le ventre. On a trouvé

dans cet état, quinze blessés qu'il avait fallu abandonner momentanément à l'abri d'une meule de foin.

Plus décisive encore se présente l'institution des *nettoyeurs de tranchée*. Ce sont des escouades spéciales qui se précipitent, un large coutelas à la main, dans le boyau conquis et égorgent sans exception ni merci. Il ne s'agit pas d'un fait local, imputable à un chef plus sanguinaire que les autres. Cette manœuvre est d'ordonnance et a lieu partout.

Le principe essentiel du christianisme s'appelle charité dans le catéchisme, et pitié dans l'ordre des réalités. L'ennemi désarmé, blessé, jusqu'ici, trouvait grâce ; sa faiblesse le défendait.

Nous avons lu, étant enfant, mille traits de cette magnanimité, et dans les rixes de collège, on n'aurait pas permis au vainqueur de taper encore sur l'adversaire renversé. Maintenant, on nettoie les tranchées au couteau ; on parcourt le champ de bataille, après l'action, non pour relever les agonisants, mais pour trancher la tête et crever les ventres. C'est bien la faillite du christianisme qui n'a plus la force d'imposer une limite à la brute allemande.

Que les officiers, en passant par l'Université, aient perdu le sentiment chrétien, que l'intellectuel hégélien, nietzchéen, se soit enivré de l'hydromel wotanique; que le chef du centre catholique ose écrire que l'humanité véritable se manifeste par l'implacabilité, cela n'étonne point. L'élite, quand elle déraisonne, apporte la puissance de ses facultés dans ses attentats, et déclare, avec Zarathoustrata, que le monde a besoin de César Borgia, plutôt que de Parsifal. Mais les simples, les gens de peu de lecture, ouvriers et paysans, incapables d'une esthétique du mal et de casuistique machiavélique, qui vont au prêche ou à la messe, qui pendent le crucifix à leur chevet et lisent la Bible au moins par habitude, comment ont-ils perdu le sens chrétien, et jusqu'à celui de l'humanité ?

Comment la croix est-elle venue à se briser ? Elle n'enchaîne plus la férocité des combattants. Voilà le fait permanent et que chaque témoin certifie par d'innombrables circonstances. Dans l'âme obscure de l'Allemand, le Jéhovah asiatique a supplanté le Divin Maître du Sermon sur la montagne. En Germanie, le règne du Christ est fini, et les âmes le renient, toutes, les unes par des paroles, les autres, par des actes plus éclatants, car le sang du faible les empourpre d'une horreur encore inaperçue. Pour les superficiels, il y a toujours des archevêques et des évêques qui commandent à un clergé aussi nombreux ; et l'église luthérienne n'a pas perdu un fidèle. Les cadres religieux demeurent dans ce pays fortement hiérarchisé : mais les sermons ne paraphrasent plus que la Thorah juive, et la traduction fautive de Sebaoth qui signifie *Septaines* ou *septenaires* permet sous le nom de Jésus, d'invoquer Wotan : car jamais il n'y eut un Dieu des armées, même dans le texte hébreu.

N'est-ce pas un phénomène surprenant que ce retour de la sensibilité allemande à son essence atavique ! Les dieux immondes que Wagner nous a montrés, si immondes qu'ils doivent, selon la logique de l'art, laisser la place à l'homme, ressuscitent non pas dans leur aspect rebutant, mais en esprit ; et ils s'emparent des autels et ils inspirent les prêtres.

Certes, l'amour de la patrie s'unit en une étreinte légitime à l'amour de Dieu : le clerc, nulle part, ne doit renoncer à son pays, même dans une recherche de la justice. Toutefois, est-il honnête, en face du tabernacle, de peindre les Français comme des sacrilèges impénitents et des ennemis du Christ, alors que nos cœurs gardent l'essence même de son Verbe ?

Nous hésitons angéliquement à opposer à la barbarie les armes qu'elle emploie. Il serait long et fastidieux de citer des prônes allemands. J'en ai vu un choix où l'homme du Crucifié affirmait que l'invasion n'était que le prix équitable dû à nos blasphèmes. Ce n'était plus d'organisation qu'il s'agissait, mais d'expiation : et le soldat assassin, qui achève les blessés, s'appelait un croisé et son geste d'apache louait le Seigneur.

Le Germain ne néglige rien : comme il a mobilisé les intellectuels, il a mobilisé le sacerdoce.

Quels espoirs insensés a-t-il semés parmi une prélature crédule ? Avec quelles impostures calme-t-on la conscience de l'Autriche ? Ce même Kaiser écumant à l'abjuration de la grande duchesse de Hesse ne s'est-il pas grimé en restaurateur possible du pouvoir temporel ?

Chaque jour, nous découvrons le fil de quelques trames teutonnes : combien, et des plus noires, échappent encore à notre stupeur, et nous révéleraient le mot de certaines énigmes. L'or ne suffit pas à tout : la calomnie a joué un rôle décisif dans la préparation de cette guerre ; on l'a poussée si loin qu'elle a trompé ses fauteurs. Notre pays ne relevait plus que de la psychiâtrie : le diagnostic des Docteurs Max Nordau a trompé le Kaiser lui-même. Il n'y avait qu'à souffler dans l'aigre fifre et les murailles françaises tomberaient d'elles-mêmes : le général Von Kluck croyait que la Commune l'attendait à peine, pour éclater.

Les sorciers deviennent fous, fatalement ; le mal moral empoisonne comme une émanation nocive. Les Germains, après avoir organisé la victoire, avec une méthode impeccable, ont brusquement perdu le sens psychologique. Ils ne voient pas qu'ils sont odieux, devenus incapables de se figurer les autres hommes, depuis qu'ils sont sortis du cycle chrétien.

Ils en sont sortis, d'abord par le *Talmud ;* c'est à ce livre cité, mais peu connu, que l'*Allemagne au-dessus de tout* est empruntée. Le pape Jean XXII s'affligeait que les Juifs, répudiant la foi de Moïse, en aient adopté une autre qu'ils appellent Talmud, pleine de malédictions et d'imprécations horribles contre les chrétiens. La Ghémara, véritable code de la haine, enseigne qu'il y eut tant de Juifs massacrés que tous les peuples de la terre, pendant sept années, n'arrosèrent leurs champs qu'avec du sang juif. Une seule pierre servit de billot pour 820 millions d'enfants juifs. Après ces assertions hallucinantes, il devient légitime de permettre le meurtre des *akums* et de le qualifier d'œuvre pie ; de même pour l'*Apiquoros* ou libre-penseur.

Après Jéhovah exterminateur, mais non prosélytiste, l'Asie a vu les hommes d'Allah : une seconde fois un peuple de droit divin se leva contre tous les autres, et ce fut le même choral que celui du massacre de Moab.

J'enivrerai mes flèches de sang,
Mon glaive se repaîtra de chair,
Du sang des tués et des captifs,
De la tête chevelue de l'ennemi.

Maintenant, l'Europe subit Wotan, le vieux bon Dieu germain ! Le Mosaïsme ne donnait pas d'assez fortes leçons d'inhumanité. Au XVIIIe siècle, l'Allemagne découvrit, dans la religion islandaise des Ases, la forme de ses aspirations, la guerre éternelle, même au ciel, même pendant l'éternité. L'affreux paganisme nordique convenait seul au dessein de cette race effroyable. Alors réunissant l'élection d'Israël, le militarisme islamique, l'organicité pour les libres-penseurs et le wotanisme pour les autres, l'Essen universitaire fabriqua une mentalité sans nom. Soixante-dix millions de prétendus chrétiens déchaînèrent le sabbat des sorciers sur l'univers. Sauf le nombre inouï et l'immensité des attentats, les valeurs immorales sont les mêmes que dans la *gœtie*, mutilations d'enfants, rites contre nature, émulation dans le crime et férocité systématique.

Jéhovah, Allah et Wotan sont prêchés maintenant par les pontifes de l'Agneau. Cela s'appelle la Kultur, ce culte de la race où on immole à l'intérêt d'Etat, avec les principes de la civilisation véritable, la conscience de l'espèce. Nous assistons à cette entreprise incroyable d'un peuple qui, à la place de la notion du bien, ose imposer son seul nom !

Il n'y a plus de justice, ni d'injustice, de vérité, ni d'erreur, de vertu, ni de crime ; il n'y a plus que l'Allemagne !

Les œuvres ne justifient pas, seule la foi sauve, la foi en Germania. Croire en l'Allemagne, il n'y a pas d'autre devoir.

On commence, dans les revues, à s'apercevoir que cette guerre a été déclarée au Christ et à son Verbe ; mais il appartient à ceux qui savent la langue des chevaux, de collectionner les paroles qui tombent des chaires tant catholiques que chrétiennes pour qu'on puisse les rapprocher d'un triple centon de la Thorah, du Talmud et des Eddas.

Ainsi se fera la preuve de l'aventure spirituelle la plus étonnante de notre ère, la faillite du sentiment chrétien, chez soixante-dix millions d'Occidentaux; et leur adoption tacite et peut-être à demi-inconsciente de ce paganisme nordique auprès duquel le gréco-romain n'est qu'une délicieuse bucolique.

PÉLADAN.

LE GERMANISME ET L'ESPRIT HUMAIN (1)

IV. — Position du Kantisme.

J'entends l'objection. On va me dire qu'il n'est pas permis de caractériser la philosophie de l'Allemagne d'après ses monuments caricaturaux et difformes et qu'il y a Kant, qui suffirait à la gloire philosophique des Allemands. Kant n'est-il point un vrai grand philosophe ? N'appartient-il point à la philosophie universelle ? Schopenhauer a traité ses successeurs et notamment « le stupide Hegel » — *der geistlose Hegel* — avec le dernier mépris. Mais de Kant, tout en le combattant avec âpreté sur beaucoup de points, il a parlé comme d'un grand homme.

Ne séparons pas, dirai-je, ce qui ne doit pas être séparé. Certes, il existe entre Kant et ses successeurs de grandes différences tout à l'avantage du premier. Kant est encore d'un temps où, conformément à la sage règle posée par Platon, on ne se fût pas permis d'aborder la philosophie

(1) Voir la *Revue Bleue* du 28 août — 4 septembre 1915.

« sans être géomètre » ; il possède les mathématiques, la physique, les sciences naturelles ; ses idées sur l'origine du monde, sans approcher en importance de celles de Newton ou de Laplace, ne sont pas négligables ; c'est un esprit supérieurement exercé, un vrai savant. Fichte, Schelling, Hegel sont des brouillons encyclopédiques, chargés d'un amas de connaissances confuses et mal éclaircies : ils n'ont la pratique personnelle d'aucune science, d'aucun art : vainement chercherait-on dans leurs écrits quelque référence à une définition ou notion vraiment exacte et précise. Kant s'exprime autant que possible dans les formes de la raison : il définit, analyse, explique, discute, démontre. Le langage de ses successeurs est un pathos où l'idée, impuissante à se dégager clairement, s'en remet aux vagues suggestions des images et des mots du soin de la faire entendre. C'est eux qui ont introduit dans la philosophie le règne de la phrase et créé le détestable genre d'écrire qui, transplanté en France par Victor Cousin, et marié par lui aux formes redondantes de la rhétorique latine, est devenu cette « philosophie oratoire » tant et si justement honnie par Taine. Mais toutes ces différences et la situation privilégiée qui en résulte pour Kant n'excluent aucunement (et c'est là l'essentiel, c'est ce qui nous importe), la solidarité, la continuité des doctrines. Les systèmes de Fichte, Schelling, Hegel, leur façon effroyable de philosopher, sont la mise en œuvre d'un principe issu du kantisme. Ils sont le fruit que le kantisme ne pouvait manquer de produire. Kant est un jardinier qui, quant à lui, conserve du respect pour l'arrangement traditionnel du jardin ; mais il élabore et sème la graine d'où jaillira la plante monstrueuse qui ne tardera pas à dévorer et saccager tout.

Je dirais encore, si je ne craignais d'abuser des comparaisons et des métaphores, que Kant est le plan incliné sur lequel la philosophie allemande glisse hors du commun terrain sur lequel s'élevaient les doctrines de l'Occident vers les régions qui lui sont propres et où elle n'entraînera que trop la pensée européenne.

Cette transition se fait par deux voies, deux voies non indépendantes l'une de l'autre, mais solidaires et reliées : la théorie kantienne du Devoir que l'on pourrait appeler la théorie du Dieu intérieur, et l'idéalisme subjectif.

V. — *Le Dieu intérieur* (1).

Le point de départ des idées de Kant, c'est le scepticisme ou, pour mieux dire, le relativisme empirique et l'incrédulité religieuse du XVIIIe siècle. « Hume m'éveilla du sommeil dogmatique », ainsi s'exprime-t-il. Il commence par souscrire aux conclusions de la critique de Hume qui ruine la métaphysique et le dogme religieux en refusant à l'intelligence humaine tout pouvoir d'atteindre des réalités d'un ordre supérieur à la nature. L'homme n'a de contact qu'avec la nature où tout est changeant et mobile, où tout dépend de mille conditions, naturelles elles-mêmes, où il n'y a de stabilité et de permanence que dans un sens relatif. Nous ne connaissons que du relatif. Les idées d'Absolu, d'Eternel, de Cause première, de Fin dernière ne correspondent à aucun objet dont nous puissions percevoir ou conclure légitimement l'existence objective. Il va de soi que cette thèse n'a rien d'allemand. Elle se rattache à une tradition très ancienne de la philosophie universelle, aussi ancienne sans doute que la métaphysique elle-même, à côté de qui on la voit cheminer à travers les siècles. C'est la doctrine des « sophistes » grecs, des Epicuriens, de Lucrèce, de Montaigne, de Bayle, de Locke, de Gassendi, de Fontenelle, de Buffon, de Voltaire, comme ce sera celle d'Auguste Comte, de Sainte-Beuve, de Renan, de Taine. Le changement le plus important apporté par le XVIIIe siècle, c'est l'éclat avec lequel s'affirme cette doctrine, dont la destinée avait été jusque-là discrète, la popularité qu'elle acquiert, le nombre considérable d'adeptes qu'elle recrute dans la société.

Les principales causes qui ont concouru à ce résultat apparaissent très manifestement les suivantes : progrès des sciences expérimentales et conclusions que les philosophes se croient autorisés à en induire, quant à l'origine du monde et de l'humanité, évolution logique qui a conduit jusqu'à la libre pensée l'élite intellectuelle du protestantisme anglais, passion de propagande de cette élite et de nos encyclopédistes, affaiblissement des institutions d'autorité qui réprimaient les critiques publiques de la religion. Ces données, ces raisonnements, ces influences, ont fait succéder à la vieille foi l'impiété des esprits. Et celle-ci, Kant commence à la tenir pour légitime et justifiée. Il commence, dis-je. Je n'entends point par là qu'il ait professé certaines idées pendant un certain temps pour en adopter plus tard de différentes. Il s'agit d'un

(1) Devant, dans cette subdivision de mon étude, si non traiter, du moins effleurer le sujet de la morale de Kant, je renvoie à un admirable et célèbre article de mon regretté maître Victor Brochard, dans la *Revue Philosophique*. Ce morceau est, à mon sens, ce qui a été écrit en France de meilleur sur la question.

commencement logique, d'un premier pas, d'une première étape dialectique de sa philosophie.

A cette étape correspond la *Critique de la raison pure*. Il y démontre à son tour la relativité de toute connaissance, mais en introduisant dans la thèse des complications d'apparence scolastique qui, à mon avis, font de cet ouvrage quelque chose de bien inférieur en soi-même à l'ensemble des analyses également négatives de Locke, Condillac et Hume : complications tendancieuses, inspirées, non pas tant par l'étude du problème considéré que par l'intention de préparer, d'amorcer certaines conclusions latérales, voulues et choisies d'avance. Kant, dirai-je, mêle à la thèse de la négation métaphysique et religieuse des obscurités à l'abri desquelles il a l'arrière-pensée de s'en libérer, de s'en évader. Elle n'est pour lui qu'un des « moments » ou une des faces de la sagesse : elle en est la face intellectuelle, « théorique ». Au regard de l'intelligence pure, de la raison spéculative, il admet que toute affirmation concernant l'au-delà est vaine et incapable de se défendre victorieusement contre la critique. Mais, d'autre part, au point de vue « pratique », comment se passer de telles affirmations ? Que devient la morale, si l'homme n'a de rapports qu'avec la nature et, par conséquent, de conseils à recevoir que d'elle ? L'obligation absolue du devoir est ruinée. Que devient la destinée humaine, si elle n'est pas en relation avec de l'absolu, de l'éternel ? Kant, selon l'expression d'Alfred de Musset, a « déclaré le ciel vide » ; mais le vers de Musset se trompe d'un hémistiche : Kant n'entend pas « conclure au néant ».

De la préoccupation qui l'inspire ici, je dirai pareillement qu'elle n'est pas allemande : elle est humaine, elle a quelque chose d'universel. Elle répond à un problème qui n'a pas été inventé par Kant ; car ce problème dépend d'un fait dont il est d'autant plus impossible de nier la réalité, que, par l'ampleur de ses corrélations et de ses conséquences, il a exercé et exercera sans doute longtemps encore, sur la destinée de l'Europe, l'influence la plus lourde et la plus étendue. Le mouvement d'incrédulité du XVIIIe siècle n'a pas été un épisode passager de l'histoire ; il s'est continué. Et il en est résulté pour l'époque moderne une véritable crise de la religion, une crise du christianisme, dont la littérature du XIXe siècle porte de toutes parts le témoignage direct. D'une part, une philosophie qui exclut la foi aux réalités surnaturelles ou métaphysiques montre une telle puissance de pénétration progressive dans les esprits que plus d'un considère cette foi comme d'ores et déjà condamnée à une décadence irrémédiable. Et, d'autre part, le christianisme, qui est tout rempli du surnaturel et du divin, a (de l'aveu de presque tous les hommes nés chrétiens), si foncièrement contribué à la civilisation par l'amélioration des masses et par la perfection ajoutée à certains sentiments, que l'incrédule est bien obligé de se demander si l'élimination du christianisme n'entraînerait pas pour les sociétés et pour les individus une désastreuse perte de noblesse, si elle ne serait point payée par le triomphe du matérialisme et de la vulgarité. En thèse plus générale, la religion nous apparaît, dans tout le cours de l'histoire, intimement associée au développement de la vie supra-animale du genre humain. Et la discipline rationaliste ou positiviste de l'intelligence, qui est pourtant une des manifestations, un des couronnements de cette vie supérieure, se montre meurtrière pour la religion.

En présence de ce vaste et profond conflit, diverses sont les attitudes des esprits qui s'en rendent compte. Les uns n'en attendent le dénoûment que d'un retour étendu à la foi et à l'institution traditionnelles. D'autres rêvent à quelque élaboration mystérieuse de l'avenir par où seraient refaites l'unité et l'harmonie rompues de la nature de l'homme. D'autres enfin, plus hardis, se plaisent à admettre que l'humanité chrétienne pourrait sauver du naufrage de ses vieilles croyances le trésor des délicatesses de l'âme qui s'y trouvaient enveloppées. La crise demeure ouverte. Je n'apporte ici l'expresison d'aucune opinion personnelle sur le fond de la question. Mon but est seulement de faire entendre le rôle essentiel, dominant, qu'elle a joué dans la direction prise par la philosophie allemande à partir de Kant et dans l'étrange destinée européenne qui en a été pour elle la suite.

Kant a conçu sa philosophie comme un remède à la crise religieuse moderne. C'est de là, et ce n'est au fond que de là, que cette philosophie a tiré son crédit et son autorité. C'est de son intention, de son orientation religieuse mille fois plus que de sa substance doctrinale et de sa valeur intrinsèque. Le dessein dont elle s'inspire l'a fait bénéficier d'une recommandation proportionnée au malaise que beaucoup d'esprits ont ressenti de la rupture survenue entre la science et la religion, entre une raison dont l'intransigeance critique refuse de souscrire au surnaturel et les aspirations surnaturelles de la sensibilité chrétienne. Mais la formule de l'intention ne préjuge pas toujours la qualité de l'acte et il y a re-

mède et remède. Il y a des remèdes pires que le mal. C'est le cas du remède kantien.

Pour abolir la contradiction de la religion et de la raison, comment s'y prend Kant ? Il se donne une grande facilité : il altère les données du problème et, si je puis dire, il les abaisse. Il abaisse les exigences respectives des deux puissances antinomiques à concilier. Il en émousse les susceptibilités. Il rend la raison moins scrupuleuse et moins regardante sur le vrai, il rend le sentiment religieux moins difficile sur la qualité et la dignité de l'objet proposé à sa ferveur et à son culte. Il trouble la limpidité de la raison et la pureté de la religion. Si la solution qu'il apporte a bien ce caractère (je vais le montrer) qui ne conviendra de ce qu'elle offre de lourdement onéreux ? Qui ne verra qu'elle ne saurait prévaloir et se répandre qu'au prix d'une diminution de la nature humaine à qui elle coûte la fleur de ses facultés et de ses acquisitions les plus nobles et les plus précieuses, à la fois du côté de l'intelligence et du côté du sentiment ? La crise reigieuse aura été résolue en quelque manière, mais au détriment de la civilisation intellectuelle et morale ; la solution en aura été cherchée au-dessous du niveau que les portions supérieures de l'humanité avaient atteint. Elle aura abouti, non à un progrès, comme nous devons en former le vœu, mais à un recul.

Toute crise fraye la voie à des perturbations ruineuses. Les crises de la santé font parfois recourir à des cures téméraires qui calment les douleurs du malade en précipitant la ruine de son organisme. Les crises politiques favorisent les ambitions des agitateurs et livrent aux moins bons éléments de la société les moyens de s'emparer du pouvoir. C'est à la faveur de la crise religieuse moderne que la barbarie germanique a pris un ascendant intellectuel en Europe. Je m'empresse de dire que l'idée de barbarie ne doit nullement s'attacher à la personne du respectable Kant. J'en ai à la nature de sa conception et à la fatalité des conséquences qu'elle portait en elle.

*
* *

Kant prétend conserver à l'homme la possession de cette réalité surnaturelle, éternelle, absolue avec laquelle le christianisme l'a accoutumé à se sentir en rapport. Mais cette réalité, sa philosophie critique l'a ôtée du ciel. Que faire ? Il la transporte dans l'homme même. Il dit que c'est en lui-même que l'homme la trouve. Il ne dit pas que l'homme ait avec elle quelque communication lointaine, proportionnée à la petitesse d'un être fini, que son âme soit touchée de la pointe d'un rayon émané d'elle et qui mêle à tous les éléments périssables dont elle se compose un élément d'immortalité. Cela serait conforme à la tradition chrétienne et conforme aussi à Platon. Mais cela, Kant ne peut le dire, car ce serait supposer l'existence de ce ciel métaphysique, de ce « transcendant » dont nous ne pouvons rien savoir. Il veut que nous ne connaissions l'Absolu qu'en nous-mêmes ; il l'enclot tout entier en nous-mêmes ; il lui donne pour ciel et pour temple notre conscience, pour expression la loi du Devoir. La conscience nous prescrit le Devoir. Elle nous le prescrit, non comme acte d'obéissance à une Volonté supérieure à l'homme et qui aurait un droit sacré de lui commander, non comme le moyen de mettre notre conduite d'accord avec nos aspirations les plus durables et de réaliser la plus grande richesse et la plus grande beauté de notre nature, non comme expression des nécessités ou des convenances sociales, condition de notre intérêt bien entendu, instrument de notre véritable bonheur. Si le Devoir nous obligeait à l'un ou l'autre de ces titres ou à tous ces titres à la fois, il serait chose subordonnée à autre chose ; or il est souverain et absolu. Il se révèle à nous par un décret « catégorique » qui n'a de fondement et de raison qu'en lui-même ; c'est là le propre des décrets divins. La Conscience est Dieu.

Indépendante de toutes les corrélations de la nature, du temps et de l'espace dans lesquelles, à tous autres égards nous sommes pris et enveloppés, l'idée du Devoir remplace sur l'autel intérieur le Dieu unique et souverain des Juifs et du christianisme.

Le sublime de cette théorie est un sublime illusoire et faux, fondé sur un abus des apparences. Le sentiment du devoir n'est pas la chose surhumaine — et je dirai : inhumaine — que Kant en fait. Bien loin qu'il ne repose que sur lui-même, il se laisse décomposer en ses facteurs qui sont la nature et l'éducation. Notre nature comprend des attraits pour le mal et des attraits pour le bien. L'éducation, inspirée par la religion, les traditions, l'expérience, les mœurs, le bon sens, éclaire et dirige ces derniers, elle nous représente ce qui doit les justifier à nos yeux ; la discipline de l'enfance, par des appels longuement répétés à la raison, à la crainte, au cœur, à l'honneur, ne tend qu'à faire de la préférence pour le bien une invincible habitude de toute l'âme et c'est la puissance de cette habitude qui, dans les cas de conflits aigus du devoir et de la passion, se traduit par le sentiment d'un impératif qui ne souffre

pas d'être enfreint. Voilà ce que nous montre la plus modeste et la plus familière connaissance de l'homme.

Il est vrai qu'il ne faut pas juger de ce qui est familier à des Allemands sur ce qui l'est à des Français. Cette connaissance de l'homme que nous recevons de nos classiques et respirons dans l'air de la société (d'une société demeurée vraiment française) correspond à un haut degré de civilisation. Parmi les clartés qui distinguent, je ne dis pas de l'ignorant, mais du barbare l'homme de vraie culture, celles qui lui font voir la nature humaine telle qu'elle est, sont les plus caractéristiques, parce qu'elles ne supposent pas seulement une intelligence affinée, mais une âme policée et capable de modération. Le manque foncier de « psychologie » que Nietzsche reprochait aux Allemands et dont tant de preuves viennent d'être données au monde tient à cela. Je le constate de façon flagrante dans la théorie de l'impératif catégorique. Il fallait être Allemand pour donner à l'idée humaine du devoir ce visage moins divin que monstrueux. Il fallait être allemand pour mêler tant de subtilité à une manière si tendancieuse d'altérer la vraie nature des choses et pour répandre dans une notion comme celle du devoir l'eau trouble où l'on pensait pêcher Dieu.

Le caractère même du principe donné par Kant à la morale en viciait d'avance toutes les applications pratiques. Quand le devoir, en général, est conçu comme résultant de l'ensemble de nos rapports avec la Divinité, avec l'humanité, avec la patrie, avec la nature, avec nous-mêmes, la notion de ce qu'il exige de nous dans les positions si variables où la vie nous place, se déduit, se compose assez aisément. Mais si l'idée du devoir est ainsi isolée de tout, dressée au-dessus de tout, si elle est prise pour le seul point fixe d'un monde livré à l'universelle mobilité, comment en tirer de raisonnables préceptes d'action ? Une telle conception amène fatalement à faire abstraction des contingences dans la détermination des devoirs, et elle doit engendrer, soit l'orgueil d'une vertu qui ne connaît qu'elle-même et qui tourne donc au pire vice, soit, au contraire, du dédain à l'égard des obligations réelles de l'humanité, considérées comme au-dessous de la sublimité du dieu intérieur.

Kant divinisait un fait humain. Voilà ce qui est grave. Il en faisait non un demi-dieu, non un dieu entre d'autres dieux, comme les aimables habitants de l'Olympe hellénique, mais, encore une fois, le Dieu absolu et unique. Il est vrai que ce fait était le Devoir et cela valait mieux que si c'eût été la passion, la brutalité ou la violence. Mais il avait fallu pour cela que Kant faussât la notion réelle et vraie du devoir ; il suffisait de procéder de la même manière à l'égard de toute autre tendance, disposition ou impulsion de l'âme et de l'entourer également de ténèbres favorables pour n'être pas moins fondé à lui décerner le titre suprême. Fichte renonce à faire des distinctions : le moi, tout le moi, devient le centre, le dominateur universel des choses ; et les romantiques allemands, unanimes à se réclamer de Fichte, choisiront, parmi toutes les manifestations du moi, celle à laquelle il leur plaît d'attribuer de préférence les honneurs dus au divin. Pour l'un, ce sera la passion exaltée, pour un autre la rêverie et l'indolence contemplatives. Quand les invasions napoléoniennes et la propagande de la Prusse auront réussi à refaire l'unité du patriotisme allemand et à inspirer à l'Allemagne un rêve d'ambitions nationalistes sans limites, ce qui sera divin dans l'homme allemand, ce sera ce qu'il a, tout ce qu'il a d'allemand, à l'exclusion du reste. Nous avons cité le dogme de Fichte à cet égard. Mais il ne faut pas attribuer moins d'importance à l'adhésion formelle qu'y donne Schleiermacher, un des hommes qui ont exercé sur la théologie et le sentiment religieux de l'Allemagne l'influence la plus considérable au XIXe siècle. Dans ses *Discours sur la religion à l'adresse de ses contempteurs* (Berlin, 1831) — un livre qu'il y aurait de grands avantages à traduire, au moins partiellement, en français pour édifier nos compatriotes — Schleiermacher enseigne à la lettre que la vraie religion ne peut être entendue et sentie que par les seuls Allemands, qu'elle est notamment fermée aux Anglais à cause de leur cupidité et aux Français à cause de leur frivolité et de leur immoralité. De telles propositions à celle qui présenterait l'Allemagne elle-même comme l'objet de la religion, je demande quelle est la distance. Le pangermanisme des intellectuels est né de là.

Terrible clair-obscur germanique où l'on croit voir des fulgurations de Sinaï se mêler à la nuit épaisse qui enveloppe les plus aveugles poussées de l'instinct, les états vagues et effrénés de la pensée !

B. — *L'idéalisme subjectif.*

Si le principe de la morale de Kant contenait en germe de tels excès, du moins sa philosophie, dans d'autres domaines, ne conservait-elle pas sur celle de ses successeurs une supériorité de raison et de tenue correspondant à sa supériorité personnelle de culture ? Tout ce qui a trait à la con-

naissance de la nature n'est-il pas conforme chez lui à une saine physique ? Kant est un mathématicien, un cartésien ; il conçoit parfaitement la précision expérimentale et la rigueur géométrique qu'une science digne de ce nom doit rechercher dans l'explication et l'enchaînement des faits. Pourtant, sur ce terrain aussi, l'égarement de la philosophie allemande part de lui ; il a frayé (et ceci encore, ceci plus certainement encore sans l'avoir voulu), le chemin à ces cosmogonies aussi ambitieuses que confuses, à ces vertigineuses métaphysiques dont j'ai essayé de donner l'impression et dans l'élucubration desquelles l'imagination, les synthèses approximatives, les brumeuses suggestions du rêve, la phrase usurpent le rôle légitimement dévolu à l'expérience, au calcul et au raisonnement.

Cela tient à la position forcée, tendancieuse, intenable qu'il prend dans la *Critique de la raison pure* et que je voudrais faire saisir en deux mots.

Il existe dans l'intelligence humaine un certain fond de données universelles qui interviennent dans toutes nos explications des choses, dans la formation de toutes nos connaissances. C'est l'idée de la Cause (tout fait a une cause), l'idée de la Substance (tout phénomène est la modification d'un certain fond permanent qui demeure constant à lui-même à travers ses changements de forme); ce sont les principes que la Physique tire de ces idées premières : principe de l'inertie, de l'égalité entre l'action et la réaction, de la conservation de l'énergie, etc. Au regard des métaphysiciens, ces données sont innées en notre esprit, elles font partie de sa constitution même, il les reçoit d'une source antérieure et supérieure aux données de fait que lui fournissent ses sensations et ses expériences ; elles sont, dans notre esprit, le reflet ou l'empreinte d'un monde suprasensible. Par là, elles nous font connaître ce monde en même temps qu'elles nous font comprendre l'ordre du monde sensible qui nous entoure. Il émane d'elles deux faisceaux de lumière qui se prolongent réciproquement, l'un dirigé vers le haut et qui se projette sur le ciel, l'autre dirigé vers le bas et éclairant la terre. Les philosophes empiristes refusent d'attribuer aux idées dites innées, une origine et une portée si hautes. Ils ne les tiennent pas pour innées. Ils disent qu'elles nous viennent des sens, qu'elles sont des sensations élaborées, « transformées »; qu'elles se tirent de l'expérience, qu'elles sont des extraits, des résumés, des condensations de nos expériences. On voit où est le désaccord ou l'accord. Pour les métaphysiciens et pour les empiristes, les données premières et universelles de l'esprit ont une vérité objective ; elles correspondent à de la réalité ; pour les uns comme pour les autres, elles dessinent, elles figurent l'ordre réel de la nature, les linéaments les plus généraux de son économie. Pour les premiers, cet ordre décrété par une pensée éternelle, a une valeur absolue, il ne pouvait pas ne pas être ce qu'il est ; pour les seconds, il a la valeur d'un fait donné au delà duquel la pensée humaine est impuissante à remonter avec certitude.

Kant adopte ou recherche une troisième position. Avec les empiristes, il refuse de voir dans les idées dites innées, le reflet des réalités métaphysiques, celles-ci ne se communiquant d'aucune manière à l'intelligence. Avec les métaphysiciens, il refuse de placer dans l'expérience l'origine de ces idées ; pour lui, elles sont bien innées, elles appartiennent à la constitution native de notre pensée, elles en sont les « formes *à priori* ». Mais si notre pensée ne les tient ni d'une source supra-sensible ni d'une source expérimentale, c'est qu'elle ne les tient que d'elle-même ; elles sont son propre fait ; elles n'ont pas plus de vérité objective que la couleur rouge que l'œil de l'albinos voit partout. Il est vrai que nous ne percevons, ne comprenons, n'expliquons la réalité qu'à la lumière de ces idées ; mais cela veut dire que la réalité nous apparaît enveloppée dans le voile d'une illusion harmonieuse, ourdie et organisée par notre propre esprit. En soi, la réalité est impénétrable, impensable absolument, c'est la nuit absolue. Une chose obscure et sans nom, étrangère à toute forme, à toute manière d'être que nous puissions nous représenter et ressemblant comme deux gouttes d'eau au néant, c'est là ce qui, hors de nous, est ; c'est l'Etre, c'est le *noumène*. Cet objet, aperçu à travers le réseau des formes de notre intelligence avec lesquelles nous ne savons d'ailleurs pas s'il a en soi rien de commun, voilà la nature, voilà le « monde des apparences », seul objet possible de l'étude scientifique, des explications de la pensée claire.

Quelle que soit, à bien des égards, la force du livre célèbre qui a porté cette théorie au monde, combien l'impression en est pénible ! Celui qui lit la *Critique de la raison pure* librement, la tête affranchie de toute superstition d'école, se sent là dans une atmosphère profondément différente de celle qu'il était accoutumé de respirer chez les grands philosophes européens, métaphysiciens comme Descartes et Leibniz ou bons empiristes comme Condillac, Locke et Hume. Ce n'est plus cette sérénité, cette tranquillité, cette impartialité intellectuelles ; ce n'est plus cette honnête et naïve

inspection des problèmes qui conduisait les esprits divers à des solutions partiellement différentes à cause de la faiblesse de l'esprit humain, mais qui ne connaissait d'autre loi que de respecter et de reproduire fidèlement la figure des choses, telle qu'elle était aperçue. Ici, la puissance et la subtilité d'esprit de l'auteur (qui sont très grandes) s'emploient, pour une bonne part, à infliger aux faits la torture d'une déformation systématique, parce qu'il s'est mis dans le cas de satisfaire simultanément à des exigences inconciliables, aux exigences de l'empirisme qui l'oblige de renoncer à toute connaissance objective de l'Absolu, aux exigences d'un besoin religieux et moral qui veut qu'il conserve en quelque manière à l'homme la possession de l'Absolu. Nous avons vu où il le place : dans le sentiment du Devoir. C'est cela qui lui interdit de concevoir la constitution de l'intelligence humaine, à la façon des empiristes, à qui elle apparaît comme un réseau de corrélations formé entre nous et la nature qui est notre habitat, comme la forme supérieure et la plus étendue de notre adaptation au milieu universel. Une telle conception implique un état de dépendance inadmissible chez un être dont on a fait le siège même de l'Absolu. C'est ainsi que Kant s'arrête à la position de l'idéalisme subjectif. Ayant nié que l'intelligence humaine pût atteindre le « transcendant », il la fait transcendante elle-même. Il garde le ciel platonicien des idées, mais après l'avoir, si j'ose ainsi parler, décroché des hauteurs sublimes pour l'enfermer dans l'enceinte du Moi.

C'était là une position essentiellement instable et contrainte où la philosophie ne pouvait demeurer. La doctrine de Kant précipitait les esprits vers une autre doctrine.

Kant, pourrait-on dire, laissait subsister, en face l'un de l'autre, deux absolus : le *noumène* inconnaissable et le moi autonome, qui ne dépend que de soi, qui se dicte sa loi à lui-même, sa loi intellectuelle comme sa loi morale; entre les deux, le rideau de l'apparence, c'est-à-dire ce que nous appelons la nature, le monde. Mais il ne peut y avoir deux absolus. Chez Fichte, Schelling, Hegel, ils se réunissent, se jettent l'un dans l'autre, rompant l'impalpable tissu qui les sépare, noyant dans leurs nuits conjointes la clarté de la science humaine. Ainsi s'engendre le Dieu-Monstre du panthéisme germanique, et de là naît ce jargon fameux : le moi et le non-moi, le moi qui se pose en s'opposant, le moi qui crée ou devient toutes choses en s'aliénant de lui-même, la dialectique hégélienne des contradictoires.

Il est clair que chacun de ces philosophes, nonobstant la communauté de leur point de départ, ne pourra parler des choses métaphysiques, ni non plus des choses de la nature que dans un langage qui ne sera qu'à lui. En revanche, il aura peu de peine à dérouler depuis l'alpha jusqu'à l'oméga le tableau de la genèse universelle. Un Dieu comme le leur, fournit aisément toutes les explications et se prête à tous les usages. Un principe trop amorphe pour rendre réellement raison de rien est par là même apte à rendre raison de tout. De celui-ci, ils prétendent déduire (déduire après coup) toutes les lois, tous les êtres de la nature, tous les événements de l'histoire. Ils entreprennent ce que les philosophies les plus audacieuses, les plus téméraires n'avaient pas osé entreprendre ; et, chose étrange, ils l'exécutent ave un minimum de frais, un minimum d'efforts pour l'esprit. Qu'est-ce, en effet, que leur déduction ? Une énumération, rien de plus, mais enveloppée de nuage. Leur grande ambition métaphysique n'est pas gênée par le poids de plomb qui asservit leur pensée au fait. La philosophie de Hegel n'est absolument pas autre chose qu'une énorme encyclopédie, imposante par la masse des choses, mal faite, confuse et inexacte dans le détail, mais avec une phraséologie.

V. — Raison générale de l'influence allemande au XIXe siècle.

Comment l'esprit germanique, étant chose aussi étrangère et réfractaire à la discipline de l'esprit humain, aux conditions de son exercice normal, a-t-il pu jouer dans sa destinée un rôle important, occuper un chapitre de son histoire ? Comment une notable partie de l'élite française, de l'élite européenne a-t-elle pu se mettre pendant tout le XIXe siècle à l'école de la pensée allemande ?

La pensée allemande ne s'est pas répandue sur la France et l'Europe comme un fleuve fertilisant sur un terrain qui a besoin d'être fécondé, mais plutôt comme un vent destructeur et chargé de fumées pénètre dans un édifice où se sont ouvertes des brèches. Les conquêtes de la pensée allemande ont un caractère d'irruption qui n'a jamais été celui des conquêtes spirituelles légitimes et durables. Elles ont eu pour condition préalable des fléchissements, des insuffisances et lacunes, essentiellement momentanées, de la pensée civilisée, classique. La rapidité avec laquelle se sont accomplis, à partir du XVIIIe siècle, tout à la fois de grands mouvements dans les sociétés humaines et d'immenses progrès dans la connaissance du monde et de l'histoire, l'a placée en présence de

problèmes et de difficultés qui ne pouvaient sans doute être résolus ou réglés en un jour, mais qui ne pourront, en tout cas, l'être que par elle, parce que seule la lumière fait la lumière. L'Allemagne a exploité cette situation ; elle a bâti sa fortune sur ces embarras. Elle a apporté des solutions brutales, audacieuses, trompeuses, tournées à sa propre glorification, à son propre profit et la barbarie de son inexpérience lui a permis d'y mettre une sorte de naïveté. C'est de cette manière que les natures sans délicatesse tirent parti des passes difficiles où peuvent se trouver d'honnêtes gens, pour s'imposer. L'esprit germanique s'est imposé (en ce sens-là). Il a opprimé, écrasé les esprits tombés sous son influence ; il ne les a pas touchés, éclairés, persuadés.

La crise religieuse nous en a fourni un exemple capital. Et je voudrais avoir réussi à faire comprendre en vertu de quelle illusion un esprit de la qualité de Renan, si supérieur à tous ces Germains, Kant y compris, a pu s'en laisser imposer par ce « génie religieux de l'Allemagne », par ce « christianisme allemand » qu'il célébra (dans la première partie de sa vie tout au moins) comme la huitième merveille du monde, comme une « révélation » véritable. Il admirait les Allemands d'avoir su placer la religion à l'abri des invincibles difficultés inhérentes au dogmatisme surnaturel et métaphysique. Mais son attention ne se portait point sur la grossièreté de l'équivalent substitué à la vieille foi, sur l'infériorité des directions nouvelles proposées au sentiment religieux. Il ne remarquait pas assez que, si la philosophie allemande sauvait le « divin », c'était en le mettant à bas prix et avec une tendance à en faire quelque chose de spécialement germanique.

Semblable aventure s'est passée dans le domaine de la philosophie où l'hégélianisme est venu, sans autres titres réels que sa grandeur d'impudence et sa hardiesse d'improvisation, usurper la place rendue vide par le délaissement de l'ancienne métaphysique. Qu'est-ce qui a fait délaisser la métaphysique ? Et pourquoi ses dernières grandes créations, les synthèses de Descartes et de Leibniz ne trouvent-elles plus parmi nous d'adeptes et de disciples proprement dits ? Est-ce qu'elles ont été démontrées fausses ? Est-ce qu'un coup ruineux a été porté à leurs bases ? Pas précisément. Mais l'esprit humain a acquis un monde de notions nouvelles, surtout dans les sciences biologiques et historiques. Et ce n'est pas seulement la quantité de ses connaissances qui s'est singulièrement accrue depuis l'apparition de ces synthèses ; ce sont les méthodes de la recherche expérimentale qui, pour s'adapter à de nouveaux domaines, ont acquis, à certains égards, plus de variété, de souplesse, de raffinement. Le succès avec lequel la pensée s'est exercée dans cette direction est ce qui l'a déprise de ces anciennes formes de la spéculation universelle qui lui apportaient un genre de satisfaction dont il semble qu'elle ne puisse se passer, mais qui seraient à renouveler, de la même manière, pourrait-on dire, que Descartes, en son temps, renouvela Platon et Leibniz, Aristote. C'est sur cette lacune que s'est fondée la fortune de l'hégélianisme et là est la raison de l'étrange faveur qu'il a rencontrée auprès d'hommes comme Taine et Renan. Hegel, en ôtant à la spéculation universelle toute netteté des principes, toute rigueur de méthode, toute solidité d'assises, a trouvé le moyen d'y faire rentrer tout. Il a donné à un simple entassement couleur de synthèse, Il a donné pour une explication l'amoncellement des choses à expliquer. Il a supplanté l'ancienne philosophie comme un bazar, où il y a tout et rien, détourné la clientèle d'un magasin honnête qui fournissait des produits de premier ordre, mais dont l'assortiment n'est pas à jour et ne peut non plus se compléter tout de suite à cause de la délicatesse de fabrication

Parmi les acquisitions de la science moderne, il n'en est point dont l'esprit germanique ait abusé plus pour embrouiller les idées, que celles qui se sont accomplies dans le domaine de l'histoire. Notre connaissance historique de l'humanité s'est beaucoup étendue. Nous connaissons le monde bouddhique, le sanscrit, l'Inde ancienne, l'ancienne Egypte, que le XVIIIe siècle ignorait, ou peu s'en faut. Et sur combien de monuments des religions ou des poésies orientales ou « primitives », soit enveloppés de nuit, soit négligés jusque-là, notre attention n'a-t-elle pas été attirée ! L'Allemagne a pris une large et illustre part à ces découvertes. Mais elles n'infirment aucunement les idées traditionnelles concernant la nature de la civilisation supérieure et les centres où elle s'est réalisée, l'éminente valeur de la culture gréco-latine, la supériorité d'un art savant et réfléchi sur les balbutiements de la Muse primitive. L'îlot sacré où l'humanité a donné sa fleur apparaît entouré d'un Océan plus vaste et touché de vents plus lointains qu'on ne le croyait; mais il n'a pas cessé pour cela de dominer les flots et l'espace ; au contraire, il ne reçoit que plus de prix de l'ampleur nouvelle de toutes ces perspectives qu'on n'embrasse bien que de ses hauteurs. La conclusion que l'Allemagne a voulu tirer de cette extension de la matière historique, ç'a été de noyer l'îlot, d'en niveler l'éminence, de déposséder les terres du clas-

sicisme de leurs titres à la direction intellectuelle du genre humain, de renverser la hiérarchie des valeurs à son profit propre en proclamant la supériorité de l' « inconscient », du « primitif », du barbare sur le réfléchi et le policé. Son instinct l'a portée à se servir des circonstances qui rendaient nécessaire un élargissement, un rafraîchissement des idées classiques pour les frapper de mort.

Je pourrais vérifier sur d'autres exemples cette interprétation des fortunes du germanisme.

Il en ressort, je pense, assez clairement que, si l'on peut mépriser le germanisme, il faut se garder de le dédaigner. S'il n'a créé ou paru créer quelque chose que par une exploitation confuse et impudente des difficultés que les nouveautés de la science et de l'histoire modernes ont temporairement créées à l'œuvre progressive de la raison, son succès même, son grossier succès, nous avertit de tenir compte de ces difficultés pour n'être pas mis en échec.

Je n'ai voulu rien émettre de doctrinal sur le fond même de celles-ci. Mon but était seulement de montrer que, pour leur donner une solution digne de l'humanité, il faut les arracher aux ténèbres dont les enveloppe l'esprit germanique et les ramener intégralement dans la lumière de la pensée gréco-latine, de la pensée classique, je pourrais dire tout court : de la pensée. L'esprit germanique (cet intrus de l'Europe), n'est pas une puissance intellectuelle et morale. Il est une puissance matérielle qui se donne, avec une transcendante hypocrisie, les apparences d'une puissance intellectuelle et morale. Le monde et l'Allemagne elle-même n'en seront délivrés que par un fait matériel : la totale défaite des armes allemandes.

PIERRE LASSERRE.

L'EFFORT ANGLAIS

S'il faut en croire une correspondance de Londres, il se trouverait en France un certain nombre de personnes, encore assez mal renseignées après un an de guerre, pour ne pas se rendre compte des immenses services rendus par l'Angleterre à la cause commune des Alliés ; ces fâcheux et frivoles dissertateurs ne consentent à juger que sur l'apparence d'un front, à cette époque, relativement très réduit ; tout le reste leur échappe.

« Tout le reste », pourtant mérite de ne pas être négligé ; M. Archibald Hurd en dresse le bilan dans la *Fornightly Review*. Une brève analyse de l'article *The Miracle of the War* peut contribuer utilement à ne pas laisser la méconnaissance irréfléchie s'accréditer dans l'opinion du public.

J'ajouterai aussi que cette « méconnaissance » chagrine à tel point nos excellents voisins que, le 20 juillet, Sir Henry Dalziel proposait aux Communes d'inviter quelques journalistes français à venir, comme hôtes, constater par eux-mêmes la part équitable revenant à l'Angleterre.

* *

Tout d'abord — avant même de définir ce que M. Archibald Hurd entend par « Le Miracle de la Guerre » — trois faits d'une incontestable valeur : 1° La force navale de l'Angleterre, secondée par la flotte française (beaucoup plus faible que la flotte allemande et très inférieure aux escadres combinées de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie), a assuré la suprématie sur mer indispensable aux Alliés pour les ravitailler. Cette aide faisant défaut, la lutte ne pouvait être soutenue.

2° La puissance financière (1) de l'Angleterre a été précieuse aux Alliés. La Belgique n'aurait pu continuer son héroïque résistance ; la Serbie était menacée de faillite ; la France et la Russie se seraient trouvées dans l'embarras.

3° La fortune industrielle de l'Angleterre procura aux Alliés les denrées, munitions, objets manufacturés ou matières premières d'immédiate et urgente nécessité : à la Belgique dépouillée de tout son avoir ; à la France dont les ressources industrielles étaient compromises par l'invasion ; à la Russie dont la production est notoirement insuffisante.

*
* *

Cependant, le miracle de la guerre ne se ré-

(1) Le 20 juillet M. Asquith présentait aux Communes, sur l'exercice courant, une troisième demande de crédits de 150 millions de Livres en prévision des besoins jusqu'au 21 septembre (75 millions de francs par jour). Le ministre rappelait, à cette occasion, que le total des crédits votés depuis la déclaration de guerre s'élevait à la somme de 1.012.000.000 Livres.

Sur l'exercice, 43.915.658 Livres reviennent aux Dominions et aux Alliés. M. Asquith donnait à entendre que ces avances étaient susceptibles d'augmentation, d'autant plus qu'elles pourraient être consenties à ceux des états non rangés, depuis le début de la guerre aux côtés de la Quadruple Entente.

réclame ni de cette force navale, ni de cette puissance financière, ni de cette fortune industrielle ; il ne se réclame pas davantage des opérations menées presque simultanément sur huit théâtres : France, Dardanelles, Egypte, Golfe Persique, Colonies allemandes de Sud-Ouest et de l'Est Africain, Cameroun et Kiao-Chan.

Le miracle de la guerre apparaît dans le magnifique succès « de la mobilisation drainant la jeunesse du Royaume-Uni et des Dominions (1) ». Il a abouti, après neuf mois de guerre, à constituer une armée de près de trois millions d'hommes qui représente, au double point de vue moral et physique, le meilleur de la race.

Cet effort est d'autant plus méritoire que l'effectif de l'armée anglaise avant la guerre, était fixé, par le vote de la Chambre des Communes, à 168.500 hommes pour 1914 et que les divisions du corps expéditionnaire — l'Œuvre de Lord Haldane — subissaient alors (pourquoi ne pas en faire le franc aveu) un certain fléchissement. Néanmoins le 21 août (la déclaration de guerre date du 4) Sir John French achevait sans le moindre à-coup, sans la plus insignifiante contrariété, la concentration de ses forces (2). » Notre effort militaire initial fut un triomphe dont Lord Haldane et ses collaborateurs peuvent à « juste titre se féliciter. La situation sur le continent était sauvée. »

Aussitôt après, Lord Kitchener entreprenait la mobilisation de la Territoriale et la levée de nouvelles armées, si bien que M. Archibald Hurd peut déclarer : « Nous avons maintenant plus de 700.000 hommes des meilleures troupes du monde aux prises avec l'ennemi commun de la race humaine. » A cette force, sans cesse alimentée, vient de s'ajouter en août sur le front occidental, la première des nouvelles armées comptant 600.000 hommes.

La qualification « les meilleures troupes du monde », non seulement s'explique et s'excuse, sous la plume d'un écrivain anglais, mais se justifie aussi par les faits. Et ces faits surabondent, qu'ils soient glanés dans les Flandres ou dans la Chersonèse de Thrace. Les champs de bataille autour d'Ypres glorifient « l'immortelle septième division » et le contingent du Canada (1) ; c'est là que les hommes du Worcester pénètrent à la pointe de la baïonnette dans la masse compacte des Allemands, et que sur les mille fusiliers du Royal Scots, soixante-dix seulement, quelques heures plus tard, répondaient à l'appel. Festubert illustre l'héroïsme des soldats de l'Inde, de même que Neuve-Chapelle honore à tout jamais la vaillance de ceux de Middlesex.

Sous les ordres de Sir Ian Hamilton, les Munster Fusiliers, les Dublin Fusiliers, les Lancashire Fusiliers, les King's Own Scottish Borderers — sans se laisser arrêter par des pertes qui excèdent certainement cinquante pour cent — ambitionnent eux aussi d'égaler (sinon de surpasser) les fastes épiques de Badajoz et d'Albuera. Et, non loin d'eux, à Gaba Tepe, rivalisant avec les troupes métropolitaines, les volontaires de l'Australie accolés à ceux de la Nouvelle-Zélande.

Certes, ce productif et valeureux élan, cet « uprising of the British race » extériorise avec magnificence l'appréciable apport de l'Empire britannique à la guerre mondiale. Mais, à parler sans détours, le miracle ne se manifesterait réellement que s'il pouvait être démontré qu'un volontaire (one volunteer) vaut dix, soit seulement trois appelés (prested men), ainsi que l'affirmaient — pour de louches raisons — Sir John Simon et le Colonel Seely, membres d'un précédent Cabinet.

Or, d'une part, la démonstration évidente n'a pas été faite et, d'autre part, le peuple du Royaume-Uni doit savoir — ne serait-ce que par le scandale dit des « married recruits » (2) — ce que lui coûte un combattant ; trois fois plus qu'en Allemagne, déclare Lord Devonport.

A mon humble avis, — M. Archibald Hurd voudra bien m'excuser de ne pas tomber d'accord avec lui sur tous les points — à mon humble avis, le véritable *Miracle* de la guerre ne se révélera dans le Royaume-Uni que du jour où sera proclamée la plus grande, la plus impérieuse réforme par l'acceptation du *Service obligatoire*.

*
* *

L'auteur de l'article dont je termine l'analyse est par trop averti et loyal pour taire les criti-

(1) S'empressent de faire parvenir leurs offres de concours : Nouvelle Zélande, 31 juillet ; Canada, 1er août ; Australie, 3 août ; Afrique, Australie, 4 août au matin.

(2) « By August st. Sir John French had completed the concentration of his Army..... » M. Archibald Hurd use, non sans habileté, d'une formule quelque peu imprécise. Il néglige de nous dire sur quelles bases s'achevait la concentration. Or, à cette date du 21 août, le contact était pris, M. Hilaire Belloc (*A General Sketch of the European War*, p. 237) évalue à 70.000 hommes tout au plus les forces dont disposait le Maréchal anglais sur la rive gauche de la Sambre, en prolongement de la 5e armée française.

(1) A consulter avec intérêt : *The Battle Glory of Canada* (Cassel).

(2) 843.000 indemnités s'élevant à la somme de 25 millions de Livres.

ues que lui suggère l'étude approfondie du su-
t. Ainsi se trouve amenée la fameuse question
es munitions.

M. Archibald Hurd s'étonne, s'indigne d'avoir constater que « pas un ministre ou ancien mi-
stre, en ce pays, n'ait eu la moindre notion du éveloppement que subiraient les besoins en mu-
tions de guerre ».

Je pense que, formulée de la sorte, la critique orte à faux.

Sans le moindre doute les officiers de choix, tachés à un « deuxième bureau » quelconque, aient eu à souligner divers passages de l'ou-
age *Von der Kriegführung* du général von *cherf ;* encore le débat relatif à l'artillerie lourde campagne leur fournissait d'instructives indi-
tions excellemment présentées, en octobre 03, par *l'Internationale Revue über die gesam-n Armeen und Flotten* reproduisant une étude la *Militär Zeitung :* « On n'hésitera plus à ad-
ettre la pressante nécessité d'adjoindre de gros nons à l'armée de campagne quand on aura ussi à prouver que, par la forme de la guerre oderne, *la lutte sur un terrain artificiellement nforcé*, que ce soit une position de campagne une forteresse (qui n'est en somme autre chose l'un terrain fortifié) *est devenue une question nt il faudra dorénavant tenir compte.* Le per-ctionnement continuel des armes à feu oblige l'utilisation illimitée du terrain. Un examen at-itif de l'histoire militaire nous montre que le rfectionnement des armes à feu va de pair avec ccroissement de l'importance attachée à la for-ication passagère... » Plus tard (1908), le Major itsch — professeur à la Kriegsakademie — écise davantage, en ce qui concerne l'applica-n technique ; une édition subséquente de son ité *Der Kampf um befestigte Feldstellungen*, tretient et avive les clartés utilement projetées r la doctrine allemande.

Mais, je m'obstinerai à le déclarer de façon rmelle, explicite : Ni les porte-flambeaux de rthodoxie (genre colonel Balck), ni les indé-ndants dont les dissertations, parfois fort ins-ictives, alimentaient les revues (soit les *Jahr-cher*, soit la *Streffleurs* M. Z.) et les journaux oit *Militär Wochenblatt*, soit *Militär Zeitung*) ; les artisans de la précieuse, quoique prolixe cyclopédie, de von Löbell ; ni les imaginatifs hafaudeurs de « Kriegs romane » (manière en quelle excellait le Lieutenant-Colonel Hoppen-edt); ni les applications faites par le VIe Corps x manœuvres de 1913 ; ni les grandes « Pionierü-ngen », mises à la mode par von der Goltz; pour tout résumer dans le mot *rien* — rien dans le domaine de la théorie ou dans celui de la pratique — rien ne révélait les modifications radicales qui, quelques semaines après l'ouverture de la campagne, devaient si profondément bouleverser les méthodes de guerre.

Je le répète, personne n'a pu en temps opportun soupçonner ces modifications ; pas plus le Colonel F... dans sa Revue que le Lieutenant-Colonel M... dans son ouvrage (1913), pas plus du reste que le romancier H.-G. Wells dans le chapitre : « La Guerre au xxe siècle » de son livre *Anticipations* (1902) ; et je ne cite que ceux auxquels de complaisants — mais par trop superficiels — exégètes souhaitent décerner le titre d'annonciateur.

En réalité, il n'a été permis aux plus clairvoyants spécialistes que de préétablir la nécessité d'augmenter, dans une très large mesure, l'approvisionnement en munitions ; c'est à quoi s'employèrent avec autorité, au profit de l'armée anglaise, les collaborateurs du *Journal of the royal United Service Institution*, alors que chez nous le Général Langlois, le Général Herr et le Commandant Buat (professeur à l'école de guerre) se consacraient au même labeur.

S'il n'a pas été tenu compte, dans divers pays, de ces sages avertissements, je certifie volontiers que l'Angleterre échappe au reproche d'imprévoyance en ce qui regarde l'organisation technique et matérielle du corps expéditionnaire ; on ne devra jamais oublier de combien on est redevable au très regretté Lieutenant-Général Sir James Grierson. Conseiller écouté du Haut Commandement, il avait toujours su s'opposer à la dangereuse importation de certaines théories fort en faveur ces dernières années, théories reléguant — mais à quoi bon récriminer ? — au rang de simple accessoire l'élément machine, l'élément inerte, l'élément matière.

La conclusion à tirer de la dissertation servie en hors-d'œuvre me paraît propre à dégager ministres en fonctions ou anciens ministres du blâme dont les accable M. Archibald Hurd. Ils ne pouvaient être instruits par leurs recteurs militaires que des sujets à la connaissance de ces professionnels ; j'ajouterai — sans trop d'ironie — qu'il faut encore savoir gré aux puissants de l'heure d'avoir tenu compte des avis donnés.

Ainsi, par morcellement, le blâme s'atténue. Néanmoins, sévère, inexorable, subsiste un double reproche :

Ne pas avoir su, au moment voulu, *industrialiser* la guerre.

Ne pas avoir renseigné le pays à temps (1).

This has beer the muddle of the war !

Erreur, négligence communes aux Alliés.

Mais, encore une fois, à quoi bon insister ?

Ne suffit-il pas, pour garantir de sûrs lendemains, que la faute ait été reconnue, alors qu'il n'était pas trop tard, et de faire laborieusement contribuer — par « the mobilising of machinery » — toutes les énergies de l'arrière à seconder celles qui sur le front se manifestent avec tant de vaillance et d'abnégation ?

M. Archibald Hurd veut bien constater que dans le Royaume-Uni le péril est aujourd'hui conjuré.

Il n'en est pas autrement en France.

Enfin, apparaît en pleine lumière, dans son plus somptueux éclat : *The Miracle of the war.*

Colonel Bujac.

LA LIGUE BALKANIQUE

La Ligue Balkanique a fait sa première apparition dans l'histoire, à la veille de la guerre de 1912. Elle réunissait alors la Serbie, la Grèce, la Bulgarie, le Monténégro, et l'on sait qu'elle faillit déterminer l'écroulement total de la puissance turque en Europe. L'on sait aussi qu'elle se brisa soudain, au milieu de l'année 1913, quand la Bulgarie entra en lutte avec la Serbie et la Grèce, auxquelles se joignit la Roumanie.

Depuis de longs mois, la diplomatie de la Triple-Entente, — devenue la Quadruplice, — s'ingénie à restaurer la Ligue Balkanique, en y agglomérant Serbes et Bulgares, Grecs et Roumains et Monténégrins. La formule, que le chancelier de Bülow, après le comte Nigra, appliquait aux Austro-Hongrois et aux Italiens : « *ou alliés ou ennemis* », vaut aussi pour ces peuples, dont l'histoire a été si agitée, et dont les ambitions nationales, les appétits territoriaux s'entrechoquent sur tant de points. Cette réapparition d'une combinaison, qui rassemblerait dès aujourd'hui plus de 20 millions d'hommes, et qui en comprendrait peut-être une trentaine et plus demain, deviendrait un fait historique d'une réelle ampleur. J'ai déjà dit quelle influence directe et quasi-immédiate elle pourrait exercer sur la marche de la guerre ; au lendemain de la guerre, la Fédération balkanique, renouvelée et élargie, — si elle était durable, — se révèlerait comme un élément de classement et comme un facteur de concorde.

On conçoit tout de suite pourquoi la Quadruple-Entente aspire à la recréer et pourquoi les Austro-Turco-Allemands s'évertuent à conjurer sa reconstitution.

Du jour (espérons-le très prochain), où les cabinets de Nisch, de Sofia, de Bucarest, de Cettigne et d'Athènes auront négocié leur alliance et formé le bloc, leur orientation politique sera nécessairement favorable aux Etats associés contre le pangermanisme. La menace pour eux ne vient ni de la France, ni de l'Angleterre, ni de l'Italie, ni de la Russie, — cette dernière s'abstenant, par la force des choses, des intrusions qu'elle se permettait jadis dans la politique intérieure de certains des royaumes balkaniques. Le péril émane exclusivement de la Turquie, de l'Autriche et de l'Allemagne : de la Turquie, parce qu'en s'inféodant au cabinet de Berlin, elle a cru reconquérir une part des territoires perdus en 1912-1913 ; de l'Autriche, parce qu'elle n'a pas renoncé à atteindre la mer Egée, par Novi-Bazar, la Macédoine et Salonique ; de l'Allemagne, parce qu'elle considère la Turquie et l'Autriche comme de simples pionniers qui lui frayent la voie, et l'Orient comme le domaine de son expansion future.

Depuis le début de cette année pour le moins les diplomaties française, anglaise, russe — et la diplomatie italienne s'est encore adjointe à elles, — se sont efforcées, avec des chances variées et par des initiatives plus ou moins ingénieuses, de dissiper les malentendus qui régnaient entre Balkaniques, de trouver des solutions élégantes ou pratiques aux querelles qui les divisaient. Il est évident que si les 1.500 ou 1.600.000 hommes, dont disposerait la Fédération restaurée, venaient lutter aux côtés des Russes contre les Austro-Hongrois, aux côtés des Anglo-Français contre les Turcs des Dardanelles, un facteur nouveau de victoire s'ajouterait à ceux que nous pouvons posséder déjà. Même s'il faut réduire ce contingent à un million ou 1.200.000 (défalcation faite des Serbes et des Monténégrins, et d'un certain déchet inévitable par ailleurs), le concours des Bulgares, des Roumains, des Grecs, pourrait modifier assez vite la face des événements sur ces champs de bataille du Danube et du Levant, qui sont loin d'être secondaires. Il est des personnes qui entrevoient la décision de la guerre sur le Bosphore, et qui n'ont peut-être pas tort : car après tout, n'est-ce pas de l'Orient qu'est venue, cette fois, la grande crise européenne ?

(1) Séance de la Chambre des Lords du Vendredi 2 juillet. Munitions Bill. Observations de Lord Loreburn et du Comte Camperdown.

Mais plus la Quadruple-Entente a intérêt à la résurrection de la Ligue, et plus les trois Empires coalisés sont intéressés à maintenir le *statu quo*, c'est-à-dire les âpres litiges des Balkaniques entre eux. Depuis 1908, l'Autriche s'est servie à maintes reprises de la Bulgarie : lors de l'annexion de la Bosnie ou lors de l'explosion de la seconde guerre, en 1913, par exemple — et elle n'a pas renoncé à user de ce moyen de défense commode. Berlin et Vienne concentrent d'autant plus leurs efforts sur Sofia, que Bucarest leur a échappé, même avant la mort du roi Carol. Elles ont compté sur la Bulgarie, à la fois pour contenir la Roumanie et la Grèce dans la neutralité (ne pouvant espérer mieux de ces deux pays),— et pour attaquer éventuellement la Serbie par l'est, — et aussi pour couvrir le front de terre de la Turquie : car l'Empire Ottoman tomberait comme château de cartes, le jour où l'armée bulgare marcherait sur les lignes de Tchachaldja, plus ou moins dégarnies de défenseurs.

La Ligue Balkanique, profitable aux puissances de la Quadruple-Entente, désastreuse pour les Austro-Turco-Allemands, apparaît, — pour les Balkaniques eux-mêmes, — comme la garantie suprême de leurs expansions nationales. Du moment où elle est conclue une seconde fois, avec les conditions nouvelles que comportent les circonstances, les Etats qui la composent ont chances — sans grande difficulté, ni sans sacrifices trop onéreux, — de libérer tous ceux de leurs ressortissants naturels, qui subissent encore le joug austro-hongrois ou turc; et grâce aux agrandissements qu'ils réalisent à l'extérieur, ils peuvent alors opérer entre eux à l'amiable, — dans la paix, et pour assurer leur paix dans l'avenir, — une redistribution des territoires qu'ils détiennent déjà.

Peut-être le lecteur discerne-t-il maintenant la portée complexe de l'événement qui se prépare, et qui préoccupe au moins douze peuples, grands ou petits.

*
* *

Pour contrarier ce retour des Balkaniques à la Fédération, les Empires du Centre ont usé de moyens divers. Ils ont exploité les origines ou les relations familiales des souverains, et les scrupules dynastiques ont parfois servi leurs vues. Une branche des Hohenzollern régnait à Bucarest et le roi Carol — beaucoup plus, il est vrai, que son neveu et successeur — gardait une dévotion singulière au chef de cette lignée. Ferdinand de Cobourg, tsar de Bulgarie, époux lui-même d'une princesse allemande, a toujours regardé vers Berlin et vers Vienne, même lorsque Guillaume II et François-Joseph le traitaient en inférieur. Constantin de Grèce est le beau-frère de l'empereur germanique et sa femme, Sophie, n'a garde de lui laisser oublier cette lourde parenté.

Les chancelleries allemande et austro-hongroise se sont évertuées, par ailleurs, à se constituer des groupes de partisans influents dans les parlements balkaniques. Carp et Marghiloman à Bucarest, Gounaris et surtout Théotokis à Athènes, plusieurs ministres et la majorité des Stamboulovistes (dont Ghenadief s'est séparé), à Sofia, s'entendaient avec une presse stipendiée, ou même spécialement créée, pour défendre les intérêts des adversaires de la Quadruplice. Leur jeu consistait, avant tout, à exclure les initiatives capables de faciliter la restauration de la Ligue des Balkans.

Enfin, en répandant les télégrammes exagérés ou mensongers de l'agence Wolff, les représentants diplomatiques et consulaires des deux Empires en Grèce, en Bulgarie, en Roumanie, devaient suggérer aux foules cette conviction que la victoire austro-allemande était certaine et que toute résistance, toute offensive de la France, de la Russie, de l'Angleterre, de l'Italie, était par avance vouée au désastre. Bethmann-Hollweg et Burian, le successeur de Berchtold, se flattaient, de la sorte, d'agir à la fois sur les princes, sur les Chambres, sur les peuples. On ne saurait contester que leur propagande ne fût savamment et coûteusement organisée. On ne saurait nier non plus qu'ils n'aient réussi à prolonger l'état de division, propice à leur politique, qui régnait dans les Balkans. Mais malgré tout, ils n'auront pas le dernier mot : car ni les considérations dynastiques, ni les intrigues parlementaires ne tiendront contre la poussée des masses, — et ces masses, si elles étaient appelées à voter là dessus, réclameraient la résurrection de l'alliance balkanique.

*
* *

Mais cette alliance qui, dans l'avenir, après la clôture de la crise actuelle, et quand la péninsule aura reçu un statut quasi-permanent, sera une fin en soi, n'est pour l'instant qu'un moyen. Elle ne se conçoit pas en dehors de profonds remaniements territoriaux, et ces remaniements eux-mêmes ne résulteront que d'une guerre, où les Bulgares, les Roumains et les Grecs combattront aux côtés des Serbes et des Monténégrins. Les Roumains n'auront la Transylvanie et le Banat que s'ils les prennent sur l'Empire des Habsbourg ; les Bulgares ne récupèreront la Macédoine, Cavala, la

Dobrudja, et n'annexeront la Thrace, que s'ils rompent avec la Turquie ; les Grecs auxquels on réclame Cavala, Sérès, Drama, ne se paieront sur l'Ionie, que s'ils prêtent leur collaboration à la Quadruple-Entente. La Fédération balkanique apparaîtra donc, de prime-abord, comme une coalition militaire offensive. Et l'on comprend maintenant pourquoi, même si les intrigues austro-allemandes avaient été moins actives, les gouvernements de Sofia, de Bucarest et d'Athènes auraient, autant que possible, temporisé, différé l'échéance de leur entrée en ligne.

L'exemple de l'Italie, bien préparée à tous égards, pourvue d'argent, de matériel, d'obus, de cartouches, et cependant retardée dès le début dans son effort, leur a montré que cette guerre, sur tous les fronts, offrirait de grosses difficultés. Ils ont préféré attendre que fussent déjà ébranlées, entamées, matériellement et moralement affaiblies, les armé s auxquelles ils opposeraient les leurs. Ils ont répugné à utiliser, avant l'heure qu'ils jugeraient la plus favorable, des munitions péniblement accumulées et qu'ils renouvelleraient avec plus de peine encore : car la question du réapprovisionnement, capitale pour les grands Etats d'industrie développée, serait bien plus grave encore pour les petits Etats d'industrie naissante. Enfin, ni la Grèce, ni la Roumanie, ni la Bulgarie, ne jouissent d'une condition économique et financière telle, qu'elles puissent se permettre de dépenser à pleines mains, sans compter avec leurs disponibilités. Du moment où ces pays auront pris leur place dans la bataille, ils auront à payer mensuellement de 200 à 400 millions, et le seul énoncé de ces chiffres indique qu'ils ne sauraient beaucoup prolonger leurs sacrifices. C'est pourquoi ils n'ont jamais marqué aucune précipitation. Ils ne seraient peut-être pas entrés en action, au mois d'avril dernier (et quoi qu'aient dit parfois leurs hommes politiques dirigeants et leurs diplomates à l'étranger), même s'ils avaient obtenu toutes les concessions territoriales et toutes les garanties qu'ils demandaient à la Quadruple-Entente, car ils souhaitaient, dans leur for intérieur, se réserver pour la phase de la décision suprême. Ils savaient qu'ils ne pouvaient faire durer leur expectative jusqu'à la dernière minute, sous peine — en apportant une aide désormais illusoire, — de ne point recueillir tous les profits espérés. Mais ils hésitaient à s'engager trop tôt, au risque de ne point soutenir leur effort jusqu'au bout et de se trouver subitement à court de munitions ou d'argent. Aussi bien, Bratiano fut sans doute heureux de pouvoir, pendant des semaines et des semaines, se retrancher derrière les résistances russes à propos de la Bukovine et du Banat, et Radoslavof invoquait en même temps, avec une complaisance visible, l'intransigeance que manifestaient les Serbes au sujet d'Istip, de Monastir et d'Okrida.

*
* *

Mais l'heure n'est plus aux atermoiements habiles. Lorsqu'elle a fait, le 3 août dernier, une démarche décisive, pour préparer le rapprochement entre les cinq royaumes, la Quadruple-Entente a reconnu que leur intervention aurait d'autant plus de valeur, qu'elle serait plus rapide. Ses agents ont opéré à Sofia, à Nisch, à Athènes : or Cettigné suit logiquement les résolutions élaborées à Nisch et Bucarest, on le sait, a terminé son évolution. Il faut qu'à bref délai, la Bulgarie se dresse sur le flanc droit des armées ottomanes, et que l'action roumaine facilite une reprise d'offensive russe. Mais c'est surtout dans leur propre intérêt, que les Balkaniques doivent jouer sans délai un rôle, dont eux-mêmes discernent, à de multiples points de vue, l'efficacité.

Imaginez que les Bulgares tardent trop à prendre les armes et que Constantinople tombe brusquement, soit devant un assaut plus vigoureux à Gallipoli, soit par la lassitude de sa population : auront-ils alors tout ce qu'ils désirent ? Pourront-ils exiger une récompense, tandis qu'ils seront demeurés inertes et qu'on se sera passé de leur collaboration ?

Imaginez que les Austro-Allemands se ruent à nouveau sur la Serbie, et lui infligent une défaite avant que ne s'ébranlent les contingents roumains. Où seront les espérances du gouvernement de Bucarest ? Et que pourrait-il encore revendiquer, si les Serbes, les Italiens et les Russes, dans un effort suprême, portaient des coups mortels à l'Autriche-Hongrie, sans qu'il y eût participé ?

Supposez enfin que les Serbes, les Bulgares et les Roumains reforment une ligue, dont les Grecs — en dépit des préférences intimes de Venizelos — resteraient exclus. Comment la Grèce, après la victoire de la Quadruple-Entente et de cette Fédération limitée, réclamerait-elle l'Ionie ? Il suffit d'envisager d'un peu près les diverses éventualités, qui nous sollicitent, pour conclure que les jours deviennent précieux...

*
* *

L'Allemagne a bien conclu comme nous-mêmes. Aussi sa diplomatie a-t-elle redoublé d'activité et

l'ingéniosité en ces derniers temps, pour maintenir la dissociation entre les Etats de la presqu'île. L'idée première des pourparlers turco-bulgares relatifs à la Maritsa vient-elle de Sofia ou de Berlin ? Je jurerais volontiers qu'elle a été suggérée par Bethmann-Hollweg au tsar Ferdinand, et imposée par ce dernier à Radoslavof. Je reconnais pourtant qu'en cours de route — Radoslavof étant un esprit pratique — elle a pu se transformer.

Le comte Reventlow, qui est le grand écrivain et aussi « l'enfant terrible » du pangermanisme, nous a révélé l'un des plans de son parti, — et de l'Allemagne officielle — quand il a écrit : « Il est nécessaire d'établir une chaussée de la Sprée au Bosphore. » Ce n'est pas là un simple mot. Cette affirmation synthétise les aspirations de l'Empire en Orient ; elle éclaire en outre son programme militaire immédiat dans l'un des grands secteurs de la guerre. La Wilhelmstrasse et l'état-major allemand sentent que la résistance turque faiblit et qu'elle ne saurait plus se prolonger beaucoup; ils perçoivent encore quelle désastreuse répercussion aurait pour eux l'effondrement de l'Empire Ottoman, devenu une sorte de protectorat germanique. Ils voudraient envoyer quelque deux cent mille hommes à son secours; mais, pour réaliser ce dessein grandiose, il leur faut percer la Serbie et assurer un passage à travers la Bulgarie. Si le cabinet de Berlin pouvait gagner le concours actif du cabinet de Sofia et fomenter un conflit serbo-bulgare, ce projet paraîtrait beaucoup moins chimérique. C'est sous son patronage que Radoslavof et le grand Vizir ont discuté certains remaniements territoriaux, de faible portée sans doute, mais qui avaient chance d'ouvrir les voies à une négociation plus ample : pour commencer, la Bulgarie eût obtenu, le long de la Maritsa, la bande qui court la voie ferrée de Dédéagatch, et qui demeure encore sous la domination ottomane : une fois ce premier accord fait entre Constantinople et Sofia, et la Turquie préservée d'une agression par l'Occident, la Wilhelmstrasse eût démasqué toutes ses batteries.

Mais Radoslavof, — même s'il n'a pas lu les dépêches des Vénitiens, — n'ignore rien des finesses de la diplomatie. Il a saisi la manœuvre et s'est dit qu'on voulait acheter à trop bon compte les faveurs de la Bulgarie. Si les Turcs ne se pressaient pas de conclure, il ne semblait pas non plus tenir beaucoup à une prompte signature. Il se doute, à coup sûr, qu'il consente à s'annexer une lisière stratégique, mais il ne prendra pas pour peu des engagements compromettants, et j'imagine que, finalement, cette fameuse négociation, dont les feuilles austro-allemandes ont tant joué, est devenue entre ses mains un simple moyen de pression sur la Quadruple-Entente. Le procédé, pour n'être pas très glorieux et pour porter un nom peu reluisant, reste pourtant un des moyens classiques des chancelleries qui réclament des satisfactions...

Un accord militaire avec la Bulgarie, dont la convention sur la Maritsa eût été la préface : tel était le dernier expédient conçu par le cabinet allemand, pour conjurer la reconstitution de la Ligue Balkanique et ses conséquences certaines, — pour assurer l'écrasement de la Serbie et le salut de Constantinople. Entrevoit-il une possibilité de succès ? C'est plus que douteux. Il a échoué, quand il a voulu, par des démarches répétées, intimider la Roumanie, lui imposer ce transit des munitions qui devait faire durer la défensive turque. Il a échoué, lorsqu'il a prétendu détacher la Grèce de la Serbie, et prouver la caducité du traité de 1913. Ce double échec en entraînera logiquement un troisième...

*
* *

De temps à autre, un vent de pessimisme passe sur notre Occident. Parce que telle négociation diplomatique évolue trop lentement, — par la faute de quelques diplomates, ou pour tout autre motif, — on s'imagine qu'elle n'aboutira jamais. Huit jours avant la rupture austro-italienne, beaucoup de personnes envisageaient l'intervention italienne avec un scepticisme accusé. Les interventions roumaine et bulgare, dont on parle depuis tant de mois, sans qu'aucun fait n'ait surgi, semblent illusoires à d'aucuns. A bien raisonner, les pessimistes et les sceptiques ne peuvent invoquer d'autre argument que les abstentions prolongées de ces deux Etats : mais cette allégation demeure sans valeur, pour qui pèse bien les éléments qui s'imposaient à la discussion d'un Bratiano ou d'un Radoslavof. Le cabinet de Bucarest ne pouvait, du jour au lendemain, substituer à l'accord avec la Triplice et plus spécialement avec Vienne, le conflit armé avec les Empires du Centre. Le cabinet de Sofia, qui se prétendait spolié par la Serbie, par la Grèce, par la Roumanie, ne pouvait associer ses armes aux leurs, avant d'avoir réglé son différend avec ces trois royaumes.

Nous nous apercevons que le temps marche ; nous ne nous apercevons pas que de mois en mois, de semaine en semaine, les situations se modifient. Le temps écoulé, et qu'il est loisible de regretter, n'a pas été totalement perdu. Il y a un

trimestre encore, la Serbie se montrait réfractaire à toute rétrocession en Macédoine ; la Grèce était gouvernée par un ministère dont la neutralité était complaisante aux Austro-Turco-Allemands ; la Roumanie se refusait à traiter avec la Quadruple-Entente sur les bases qu'on lui proposait, et laissait transiter les munitions destinées aux Ottomans. Maintenant Pachitch, qui a consulté ses ministres au dehors et qui a admis l'opportunité de réels sacrifices — en homme d'Etat qu'il est, — adresse à la Bulgarie des offres alléchantes. Venizelos a remplacé Gounaris et approuve la nouvelle politique serbe; d'où l'on peut inférer qu'il imitera tôt ou tard l'exemple de Pachitch. La Roumanie est tombée d'accord avec la Russie et ses Alliés — (je ne rechercherai pas comment cet accord a été rendu possible), et dresse comme une muraille entre l'Europe centrale, d'une part, la Bulgarie et la Turquie de l'autre : à toutes les sommations allemandes, à toutes les démarches plus ou moins comminatoires que le ministre germanique a multipliées auprès de lui pour assurer la liberté du passage aux obus, aux cartouches, aux canons expédiés à Enver Bey, Bratiano a opposé un refus poli, mais sec et systématique. Il y a donc quelque progrès..., et si hésitants, si incertains qu'aient été ses succès, la diplomatie franco-anglo-russo-italienne a gagné un terrain appréciable.

Les deux éléments fondamentaux de la future Ligue Balkanique étaient une Serbie moins rebelle aux rétrocessions macédoniennes, et une Roumanie dégagée des influences austro-allemandes : ces deux facteurs essentiels sont là. Quelque respectueux que le roi Constantin soit de sa parenté prussienne, il ne saurait cantonner la Grèce dans un isolement qui ne serait point « splendide » et qui deviendrait très vite dangereux. Quant à la Bulgarie, ce n'est point Radoslavof qui pourra l'assujettir à l'alliance turque et à la tutelle germanique, lorsque la majorité du Sobranié aura apprécié le don somptueux que lui apporte la Quadruple-Entente, en enrichissant le royaume à la fois à l'est, au sud et au nord-est. Jamais conquêtes plus positives, ni plus faciles n'auront été offertes à un Etat ; jamais le gouvernement bulgare n'aura connu occasion plus propice, ni chances de fortune plus assurées.

La Fédération balkanique peut et doit redevenir, à bref délai, une réalité : tout homme politique de Nisch ou de Bucarest, de Sofia ou d'Athènes, qui combattrait sa reconstitution, commettrait plus qu'une faute, — un crime contre son pays, contre le monde des Balkans, contre l'Europe elle-même. Car cette Fédération, dont l'activité hâterait étrangement l'issue de la crise continentale et précipiterait la ruine du militarisme teuton, serait dans l'avenir une garantie de paix, d'ordre et d'équilibre. Il n'est point, en dehors d'elle, de solution durable de la question d'Orient.

PAUL LOUIS.

AUX FRONTIÈRES DE L'EST (1)

(*Notes sur la mobilisation.*)

Epinal, lundi 3 août.

Journée d'attente que rend pénible l'absence de nouvelles. Les racontars continuent, et comme la plupart, dans ce pays semé d'espions, sont colportés par de faux frères, les nouvelles ne nous sont pas précisément favorables. Il y aurait eu engagement aux environs de Saint-Dié. Déjà la fortune aurait trahi nos armes. Paris serait en pleine effervescence ; la populace saccagerait les magasins allemands ; la Chambre convoquée pour le 4, s'annonce menaçante. Mais à ces communiqués sensationnels, les têtes font des signes de négation !... Enfin, cette énormité : l'assassinat du Président Poincaré ne trouve que des incrédules. L'agence Wolff n'a jamais été goûtée ici, elle a trop d'imagination, et son imagination est trop prussienne. Attendons les renseignements officiels.

Cependant, chaque train apporte de nouveaux contingents de réservistes, de territoriaux. Dans la rue de la Gare, c'est un défilé ininterrompu. D'heure en heure, la ville change de visage. De plaisante et complaisante, qu'elle était hier encore, la voilà devenue sérieuse et guerrière pour repousser une fois de plus l'ennemi séculaire, l'ennemi perpétuel.

Les cinématographes ont fermé leurs portes. La voix nasillarde des phonographes s'est tue... L'un des principales brasseries sert de magasins d'habillement. Des milliers d'uniformes s'y accumulent en des tas qui atteignent le plafond. Des sous-offs président à l'équipement des nouveaux venus. C'est pittoresque et plutôt drôle. Evidemment, les tailleurs militaires n'avaient point prévu qu'en prenant des années, les défenseurs de la patrie prenaient aussi du ventre. Les tailles moyennes ne trouvent plus preneurs. Il faut passer aux grandes dimensions, mais alors, nouveaux mécomptes

(1) Voir la *Revue Bleue* du 28 août — 4 septembre 1915.

es capotes assez larges sont trop longues. Idem pour les pantalons, taillés à l'usage de géants. Il faudra retoucher, raccourcir, et comme le temps manque, plus d'un mobilisé restera en civil avec un képi ou un bonnet de police, en guise d'uniforme. Tout cela à la bonne franquette, avec des mots drôles, car les Français ne seraient plus les Français, s'ils laissaient passer une occasion de rire.

En réalité, cette guerre, dont on parlait depuis tant d'années que chacun n'y croyait plus, nous trouve un peu désorientés. C'est l'attaque du bandit qui vous saute à la gorge, au coin d'un bois. Mais, vite, chacun se reprenant avec un courage égal, fera son devoir jusqu'au bout. La même flamme de confiance éclaire les yeux de tous les visages. Le paysan a quitté son champ, l'ouvrier son usine, le commerçant son comptoir avec la même conscience de l'effort qu'exigent de lui son pays, sa race. Sans regretter les bonheurs menacés, on songe à l'avenir ; la majorité croit à la nécessité de la victoire. C'est une discipline intérieure que la nation impose à l'individu ; elle nous mènera à l'héroïsme.

Dans les conversations surprises, rien d'alarmant. Très peu de femmes osent laisser couler leurs larmes et pourtant, en cette aube de guerre, c'est elles qui sont les premières victimes. L'état de siège ayant été proclamé, un édit précise que « les bouches inutiles » ont à quitter le pays. Femmes et enfants privés de ressources seront évacués dans les camps de concentration. Quels tableaux ? Ces trains d'hospitalisés sont lamentables. Je verrai toujours le désespoir d'une mère qui, supposant que l'arrêt d'Epinal lui en laisserait le temps, était descendue sur le quai remplir une bouteille d'eau à la fontaine. Hélas ! le train se remettait en marche que sa bouteille était encore à moitié vide.

« Mes petits ! » gémissait-elle, ses deux enfants restés dans le wagon roulaient vers l'inconnu. Pour la consoler, le chef de gare lui disait : « Eh bien ! vous prendrez le train suivant. » Malheur ! le train suivant ne devait passer, s'il passait, qu'au petit matin ! Hébétée, la mère ne cessait de répéter : « Mais qu'est-ce que vont devenir mes petits ? » Pour la calmer, l'employé lui promit de télégraphier. Je crois qu'il eut le mot de la fin : « — Cette femme a tort de s'agiter, ses mioches ne courent aucun risque. Dans des jours comme ceux que nous traversons, chacun ne demande qu'à rendre service. Ces orphelins seront aussi bien soignés que si leur mère les accompagnait. Mais, par exemple, je crains qu'elle n'éprouve quelque difficulté à les retrouver. Enfin, à la guerre comme à la guerre, mon cher Monsieur, je m'en vais tout de même de ce pas, télégraphier ! »...

A l'hôtel, surgissent d'heure en heure, des complications imprévues. Une partie du service est assurée par des garçons mobilisés opérant en uniforme. Le gouverneur du camp retranché les cède pour quelques heures au gérant. Aussi ceux qui servent le déjeuner ne sont-ils pas certains de servir le dîner ; d'une minute à l'autre, l'ordre de marche peut arriver. Par bonheur, le cuisinier est Italien ; au moins, sur lui, on peut compter. Le valet de chambre d'étage qui n'est plus mobilisable, se lamente à bout de forces : « — Jamais il n'y eut autant de voyageurs et moins de domestiques. Si les ordonnances ne m'avaient donné un coup de main, je serais déjà tombé malade. Hier soir, à dix heures, j'avais encore des chambres à faire. Il n'est pas possible que cela continue ! Non, je le dis; non, j'y laisserai ma peau !... »

Epinal, Mardi 4 août.

En désespoir de cause, je me décide à retourner à la gendarmerie. Certes, les gens d'ici sont l'obligeance même. Mais le plus simple est encore d'aller soi-même aux informations. Dois-je quitter la ville ? Puis-je y demeurer ? Et comment réparer mon manque de prévoyance, d'être parti sans papiers d'identité ?

Pour les étrangers, le cas ne serait même pas discutable. A l'hôtel, nous assistons aux exodes les plus invraisemblables. Un couple de jeunes mariés zurichois passe ses journées à la gare, dans l'espoir qu'un train finira par les emporter. C'est qu'ils ont trop attendu ; les convois allant vers les frontières de l'Est ne prennent plus de civils. Aux heures de repas, on les voit revenir poussiéreux. En désespoir de cause, ils s'arrangeront avec une automobile de passage qui les ramènera à Lyon, d'où ils pourront regagner Genève. Le chauffeur étant exigeant, cela se conçoit, ils partageront les frais avec une vieille dame impotente et un Monsieur débrouillard qui tirera d'affaire toute la compagnie, car ils vont en avoir des interrogatoires, des visas, aux moindres passages à niveau, à tous les villages..., ils ne sont pas encore arrivés !... La vieille dame lacrymatoire ne cesse de se lamenter : « Je suis fatiguée avant d'être partie !... »

Une miss, imprudemment attardée aux bains de Plombières, débarqua hier soir, avec trois malles de toilettes. Il lui faudra déchanter ; les chemins de fer ne prennent plus de bagages. Comme elle

n'aspire qu'à gagner Paris, plus fortunée que les Zurichois, elle obtiendra une place. Mais quelle place !... De classe, il n'en saurait être question. Voilà notre élégante sur une banquette de troisième. Le sourire, pourtant, lui est resté. Mais son tailleur bleu, de la rue de la Paix évidemment, son blouson de soie blanche, son collier de perles comme toutes les choses hors de circonstance, paraissent ridicules. Pour se protéger de la fraîcheur de la nuit, elle n'a qu'une écharpe de dentelles. Dans quel état arrivera-t-elle à Paris ? Comble de malheur, sa femme de chambre qui était boche, et sans doute, espionne, lui a faussé compagnie, repassant avec astuce, la frontière.

Aller à la gendarmerie d'Epinal est une charmante promenade. Même en ces jours troublés, le cours conserve l'attrait verdoyant d'ombrages qu'arrosent intarissablement les eaux vives de la Moselle. Mais le plaisir cessera à la porte de cette gendarmerie. Dès la première heure, Spinaliens et Spinaliennes sont venus, en effet, chercher leurs fiches, car ne restera pas en ville qui le voudra; des papiers en ordre ne suffisent point, il faut encore certifier de moyens d'existence. La foule inquiète s'impatiente ; il a dû être établi un service d'ordres. J'en aurais eu pour la matinée, si des voisins complaisants — qui n'est pas complaisant à Epinal ? — ne s'étaient offerts à garder ma place. Ainsi, je pourrai faire quelques courses urgentes sans perdre mon rang.

Le peu que je suis resté suffit à me faire comprendre à quel point la population est soucieuse de son sort. Parmi tant de complications, plus d'une erreur fut commise. C'est inévitable. On donnera l'autorisation à la fille de rester et la mère devrait s'en aller où bien c'est un impotent qui reçoit son billet de voyage. Alors ce sont des réclamations, des discussions, mais sur un ton qui n'a rien de méridional. Les gendarmes seront bons enfants et comme le commissaire n'est pas dépourvu de pitié tout finira par s'organiser et mon tour d'être reçu arrivera.

Effrayé de me voir sans papiers le secrétaire m'engage à partir dans le plus bref délai. Puis se ravisant, il me renvoie au capitaine de gendarmerie, peu désireux de prendre une résolution. Celui-là, plus âgé, consulta ses fiches (tiens ! j'ai donc ma fiche à Epinal ?) puis paternellement, me déclara :

« — Ne vous agitez pas, j'ai là quelques renseignements ; vous recevrez votre papier. Sans doute vous avez raison de vouloir être utile, mais encore faut-il en trouver l'occasion. Vous employer dans les bureaux ? Vous devez avoir l'habitude de ce genre de travail, seulement, il faudrait qu'il y eût d'abord des bureaux à Epinal. L'hôpital ! Non, ce n'est pas votre affaire, vous êtes trop nerveux ! Le pharmacien me l'a dit... Donc restez, partez, comme vous voudrez, mais surtout, ne vous agitez pas !...

Rentré à l'hôtel, je réfléchis — une solution s'impose — l'heure n'est pas aux tergiversations inutiles. Rester oisif dans ce camp retranché d'Epinal alors que peut-être, ailleurs, votre activité aurait quelques chances de s'exercer efficacement, semblerait intolérable à n'importe que Français !... En outre, de par sa position géographique, Epinal paraît menacé quoique la contré soit défendue par d'admirables travaux d'art. S les Allemands franchissent la frontière, ils seron ici, à la tombée de la nuit. Alors les communications deviendront impossibles ; ce sera l'inconn de l'invasion. D'aucune me conseillent une ville d Nord — Lille, par exemple —, car chacun croit une poussée offensive par les Vosges ou le Jur et la Suisse.

Cette idée m'étonne, la Suisse ne possède-t-ell pas les meilleures fortifications imaginables, ce remparts de montagnes que l'histoire a démontrée inexpugnables. Sans doute, par Constance e Bâle, la percée serait plus facile, mais insuffisant pour les colossales armées du Kaiser. Je sais d source sûre, qu'après avoir assisté aux grande manœuvres de l'Armée Suisse, l'empereur témoi gna dans le privé, je ne parle pas des flagor neries officielles, — de quelque estime pour le troupes helvétiques. L'alternative de la Suisse vraisemblablement écartée, la Lorraine français et les Vosges ont tout à craindre — semble-t-il Alors que fera dans un camp retranché celui qu n'a pas appris le métier des armes et n'est plu en âge de l'apprendre ?

Ce résumé d'interminables conversations, con clura comme concluaient mes amis en me rete nant sans me retenir. L'heure est trop grave. Nu ne peut prévoir ce que le sort réserve à autrui. D telles responsabilités sont trop lourdes pour qu ceux qui réfléchissent veuillent les endosser.

Alors ce sont de nouvelles courses à la gar pour connaître l'horaire de trains. Un employ disant ceci, un autre cela ; il faut renoncer à êtr fixé. Pour l'instant, à destination de Paris, il a en moyenne, un train le matin et un le soir mais nul ne saurait préciser si celui du soir par tira à deux ou cinq heures :

« — Ce que vous avez de mieux à faire, — m'as sure un chef de gare, — c'est de venir vers deu heures à la station et d'attendre.

— Un sauf-conduit m'est-il nécessaire ?

— Pas le moins du monde ; vous n'allez pa

du côté des frontières ? Non, eh bien, vous payerez votre place et voilà tout, puisque vous n'êtes pas immédiatement mobilisable. Mais, je vous en avertis, de trains de voyageurs, il n'y en aura pas de longtemps ; les évacuations sont terminées et l'élément civil qui demande encore à partir doit s'accommoder de ce qu'il trouve !... »

En rentrant à l'hôtel, ma décision se confirme; il faut rentrer à Paris. Le devoir de celui que ne réclame point le gouvernement militaire est d'être dans ses foyers, là où il a ses intérêts, ses affections et de les défendre de son mieux contre les incertitudes des lendemains.

C'est l'heure du déjeuner. L'hôtel qui, la semaine dernière, était à peu près vide, est de nouveau comble. Le restaurant ne désemplit pas. Les fournées s'y succèdent. Naturellement, d'occuper une table séparée, il ne saurait plus être question : on case partout autant de passagers qu'on peut en caser. De toilettes féminines, aucune, l'élément civil ne compte plus. Rien que des militaires de tout rang, de tout grade, de toute arme. Lieutenants et simples soldats assis cordialement coude à coude.

A ma table, j'ai un capitaine de chasseurs, un interprète anglais, un maître-ouvrier du Génie — ensemble panaché. La conversation s'engage. Hélas ! chacun de nous a son bagage de nouvelles problématiques. Mais chacun doutant du bien comme du mal, reconnaît aussi que le plus difficile reste encore de savoir quelque chose. La poste ne marche guère; une lettre d'Epinal pour Epinal a voyagé huit jours avant de parvenir à destination. Les journaux n'existent plus ; ceux qu'on peut lire sont vieux d'une semaine ; seuls quelques télégrammes d'agences étrangères parviennent encore, le capitaine se demande par quel miracle, puisque le télégraphe est dorénavant, réservé à l'armée. Il y a donc tant d'espions que cela ; je raconte ce que l'hôtelier m'a raconté, c'est épouvantable ! Il faut se défier de tous et de chacun ! Un laveur d'automobiles a disparu l'autre soir, sans raison, pas même payé, ni vu ni connu. Ce n'est pas clair, oh ! mais pas clair du tout !

Cependant, à travers les obscurités, les incertitudes des anecdotes, un même état d'esprit se discerne. Chez tous, — car les civils ne sont pas moins cocardiers que les militaires — un sentiment unanime, ardent, fervent, sincère, presque mystique, s'affirme: le souci de reconstituer l'intégrité de notre territoire. La nécessité de la victoire s'impose aux volontés françaises.

Et voilà — exaltante constatation ! — que je m'étonne de la rare qualité d'âme dont témoignent soudain, ces jeunes gens qui, si souvent, gardaient naguère, dans l'insignifiance des conversations journalières, des puérilités contestables. L'école d'héroïsme qui les appelle a fait surgir des sources de leur sensibilité, des énergies insoupçonnées. Le meilleur d'eux, tout à coup, apparaît. Une flamme nouvelle a brillé dans leurs yeux. Déjà, ils sont autres qu'ils n'étaient la semaine précédente. Ceux de la classe libérable cet automne, et qui trouvaient si longs ces derniers mois de caserne, appréhendant comme un châtiment, les grandes manœuvres au tableau, ont retrouvé un élan nouveau pour cette guerre qui s'inaugure. Ce n'est pas un vain mot de dire qu'ils s'en vont joyeux. L'inéluctable que leur impose le sort n'est plus une corvée comme l'étaient les exercices d'entraînement des années de paix. Ils subissent le destin avec des cœurs humbles et des âmes grandioses.

Sans qu'ils se rendent compte, ils éprouvent qu'en eux et que par eux, c'est le sort d'une nation, — le sort de la race gallo-latine — qui se joue. Cette guerre, c'est une ère nouvelle. Les batailles qu'ils vont gagner auront des prolongements indéterminables dans tous les domaines, bien au delà du temps de leur génération et de celles qu'ils voient déjà monter à l'horizon de la vie. Fiers de la tâche imposée, ils s'en vont au-devant de l'avenir avec une larme dans les yeux, la larme des souvenirs, des passés qui ne seront plus, et une flamme, la flamme de cette victoire, qu'il leur faut au prix du sang, conquérir et offrir à l'avenir de la patrie !

Afin de prendre la température des esprits, je m'attarde dans les bureaux de l'hôtel. Ce début de guerre nous a rapprochés en trois jours, plus que l'eussent fait dix années, en temps ordinaire. Cela est d'autant plus typique que l'Alsacien n'est point de nature communicatif. Avant de se livrer, il observe, réfléchit. Son commerce est sûr, mais dépourvu de spontanéité. Eh bien, la guerre, cette guerre si longtemps attendue, espérée ; la Grande Guerre qui réunira, enfin, de nouveau, l'immense famille alsacienne-lorraine séparée aujourd'hui par la plus fictive des injustes frontières : ce début de la Revanche a opéré ce miracle de rendre à ces populations meurtries l'élan de la jeunesse. Le baromètre sentimental est à l'enthousiasme. Les employés rivalisent de zèle. Un air nouveau flotte dans les couloirs. Le vaste caravansérail est semblable à une ruche frémissante, bourdonnante, où l'activité d'un chacun donne son maximum d'effort ?

Au soir, allons prendre une tasse de café à la Grande Taverne, histoire d'observer l'état d'esprit des réservistes. C'est toujours l'enthousiasme, sans hyperbole ; cette guerre est vraiment une guerre nationale. En face de la brute humaine, perfide et sournoise, c'est la France tout entière qui se dresse comme aux plus glorieuses années des épopées de la Révolution et de l'Empire. Ecoutons ces conversations, une certitude s'en dégage, la certitude que toute solution de continuité des partis comblée dans un élan magnifique, la nation héroïquement s'est levée !

En regagnant l'hôtel, ma chambre, mon lit, je n'ai au cœur, au cerveau, sur les lèvres, qu'une prière, celle que l'éloquent Albert de Mun répète avec sincérité, dans ses articles : « Protégez ceux que j'aime ! Donnez à la France des victoires, la victoire. Vierge Marie, bénie entre toutes les femmes ! Prenez nos armées sous votre sainte protection ! »

Epinal, mercredi 5 août 1915.

Et le soleil qui, depuis plusieurs jours, ne se montrait plus, a percé ce matin, les nuages. Quel matin de douleur pourtant — car n'est-elle pas vraie, la phrase de la romance : *Partir, c'est mourir un peu !...*

Mes bagages étant terminés, je cours au Crédit Lyonnais essayer de toucher quelque argent. A l'hôtel on m'avertit : « Vous n'aurez que le 25 0/0. » Charmante perspective !... Par bonheur, il s'agissait d'une somme versée et qu'on me reverse immédiatement. La chance facilite mon exode. Ensuite, vite à la gare, pour redemander, car le capitaine de gendarmerie ne m'a qu'à moitié convaincu : « — Faut-il un sauf-conduit ? — Peine perdue, du moment que vous payez votre billet ! répète inconsidérément l'employé ! C'est la consigne. Je m'incline.

Au déjeuner — le dernier que je prendrai à Epinal — je retrouve mes soldats de l'autre soir, assemblage plutôt baroque, car l'un, gros pot-à-tabac qui n'a aucun grade, est le fils et l'associé de l'un des plus importants filateurs de la contrée, tandis que l'autre qui a des galons, n'est que son modeste chauffeur. Ainsi, dans la vie militaire, les rôles sont intervertis ; c'est l'employé qui commande au patron, mais comme l'employé n'est pas un imbécile, il se tire avec tact d'une situation délicate. Il ne dépassera pas les limites qui ne sauraient, sans dommage pour lui dans le futur, être dépassées dans le présent.

Chacun conte ses infortunes ; le patron dira : « — Quoiqu'il arrive, je suis fauché, car je ne gagne ma vie qu'en raison de la concurrence que je puis faire à mes voisins de l'autre côté de la frontière, et du moment que cette frontière sera changée, aussi bien, si vainqueurs, nous reprenons l'Alsace et la Lorraine, que si, vaincus, nous retombons toute la Lorraine et tous les Lorrains sous le joug du despote prussien. Oui ! dès que l'état de choses actuel sera modifié, et il le sera, je vous assure que j'aurai fini de porter des lorgnons d'or ! »

Ce disant, il replaçait mélancoliquement, dans un étui de maroquinerie gaufré de dorures au fer, le pince-nez ultra-select dont il avait usé pour prendre, tout en causant, connaissance du menu.

Vers deux heures, départ pour la gare. Le laveur de vaisselle, à défaut du garçon de courses, me portera ma valise et mon sac, car il me faut laisser le gros du bagage à l'hôtel — c'est à mes risques et périls, naturellement. Que les Allemands passent par ici, et mes malles grande vitesse s'en iront en Allemagne.

A la gare, aucune difficulté ; me voilà installé dans un compartiment de 1re classe, très à mon aise. Tellement à mon aise même que je suis seul, et non seulement dans mon compartiment, mais aussi dans tout le wagon.

L'excès en tout devient un défaut. Heureusement que je n'ai point à passer la nuit dans cette solitude... En temps de guerre, mieux vaut prudence !

Nous mîmes trois heures pour un trajet qui en demandait une, la semaine précédente... La voie est gardée militairement. Le moindre ouvrage d'art a sa sentinelle. C'est déjà impressionnant, ce pays sur pied de garde. Des soldats, il y en a partout. On dirait qu'ils ont poussé de terre comme les arbres des forêts, les moissons des champs !...

Nous arrivons enfin à Nancy. La ville, la gare, sont étroitement surveillées, il y a des consignes et elles sont exécutées. On se défie, car l'élément civil est, ici, plus abondant qu'à Epinal. Les alentours de la station sont verdoyants. Je m'y donne du bon temps. Le train ne repartant que dans la soirée, j'ébauche une reconnaissance des lieux. L'heure de l'apéritif est toujours celle de l'affluence aux terrasses des brasseries, sur les boulevards, le long des cours. Le peu que je vois me montre une ville calme, mais résolue, en pleine possession de ses moyens, prête à se défendre et attentive, sur le qui-vive ! à ne pas se laisser surprendre. Ce n'est plus l'élan héroïque d'Epinal, c'est quelque chose de grave, de volontaire. Un autre motif d'exaltation.

Le buffet de la gare ne laissant rien à désirer,

il faut en profiter. Sait-on ce que me réserve la suite du voyage ?... Au dessert, cependant, après un menu digne d'appétit — je demande que l'on supprime une omelette aux pêches — le patron trouve ma remarque déplacée, quoique j'aie immédiatement dit : « — Mais ça ne fait rien, donnez-moi seulement un fruit ! — Votre fruit, mais vous l'aurez, n'ayez pas peur !... seulement, je vous le dis, Monsieur, par les temps troublés que nous traversons, c'est honteux de ne pas accepter un menu quand vous devriez déjà vous estimer bien heureux d'avoir eu du poisson — demain on n'en aura pas, et de longtemps, nous n'en servirons plus !... »Mais, qu'est-ce qui lui prend, à cet hôtelier mal embouché, quelle tarentule l'a piqué ? Je ne lui demandais ni poisson, ni entremets, ni quoique ce fût — simplement que cette omelette aux pêches que je craignais indigeste, me fût épargnée !

Je suppose que ce fut cet hôtelier qui, dans son incompréhensible colère, me signala à certain lieutenant de chasseurs, de service à la station. Aussi, lorsqu'après le fruit, je revins quérir mes bagages déposés au Lavatory, un assez joli garçon aux yeux pas méchants, s'approcha, me demandant mes papiers. Je n'en avais aucun, on s'en souvient. « — A défaut, montrez-moi votre sauf-conduit ». A Epinal, chacun — on vient de le lire — l'avait déclaré inutile. J'étais pur comme l'enfant qui vient de naître, mais j'étais aussi dépourvu de pièces d'identité que lui.. Que faire ? Le commissaire décidera.

Me voilà traversant la gare entre deux agents. Heureusement qu'il fait nuit, et que la gare est à peine éclairée. Prudence pour éviter de la signaler aux *Taubes* nocturnes. Avant le commissaire, un secrétaire m'interroge, et un gendarme, qui ne connaît pas grand'chose à la vie me pose des questions à la vérité ahurissantes ! Il voudrait, c'est évident, me trouver coupable. Chacun de mes dires suscite ses réflexions saugrenues. A son idée, c'est louche, que j'aie dans mon portefeuille un bon de poste de vingt francs en blanc, ainsi de suite pour tout ! N'insistons pas, je n'entends point déprécier le zèle de nos gardiens de la paix — il est souvent admirable — mais il faut convenir que dans certains cas, il aurait besoin d'être dirigé, surveillé, contrôlé.

Le secrétaire termine en me répétant : « — Le commissaire décidera. » Je vais, paraît-il, subir un second interrogatoire et autrement sévère que ce premier ! Grand merci ! moi qui déjà me suis mis en frais d'éloquence, improvisant avec des gestes, de la diction. Quelle misère d'user, de devoir user de vils artifices pour raconter des vérités, la vérité qui, sobrement et froidement dites, n'eussent, sans doute, persuadé personne... Mais ô surprise ! le commissaire est, au contraire, un sobre et probe Alsacien. Il ne m'accablera point de questions étrangères à l'incident Il ne me demandera pas dix fois à qui est destiné cet insignifiant mandat-poste. Il se bornera, après m'avoir fait jurer que je voyage sans armes, à jeter un coup d'œil sur mes manuscrits. Cela seul importe ! Erreur, les manuscrits d'un joueur de flûte n'ont aucune valeur stratégique. On me laissera monter dans le train de 9 heures — celui que, précisément, je désirais prendre.

« — Au débarquement à Paris, — ce fut sa manière d'adieu, — vous irez au commissariat spécial de la gare de l'Est, annoncer votre arrivée et vous demanderez qu'elle me soit immédiatement télégraphiée. En cours de route, d'ailleurs, vous serez interrogé. Je vais aviser téléphoniquement les commissariats sur votre parcours, et vous répondrez à qui vous la demandera, la vérité !... »

Nous étions devant le wagon. Le lieutenant bleu aux yeux charmants avait reparu. On se touche la main cordialement, tout nuage a disparu. Le gardien de la paix qui me porte mes bagages m'avouera :

« — Je connais vos ouvrages, Monsieur, je lis l'*Echo de Paris*. Allez, j'ai tout de suite vu qu'ils commettaient une gaffe, mais je n'avais rien à dire... C'est la consigne — excessive ! mais il faut s'y conformer ; d'ailleurs, j'étais tranquille. C'était par trop évident que vous n'étiez pas ce qu'ils supposaient ! pour que votre cas devînt inquiétant... Allons, bonsoir et bon voyage ! »

Dans le wagon confortable, propre, d'abord, nous fûmes tout à notre aise. Deux Messieurs, sur le retour, du genre commerçant, officiers de réserve sans doute, — et devant moi, un brun, assez brun aux yeux significatifs. Observer, c'est réfléchir. Comment se fait-il donc que ce voyageur voyage en première ? Il me fait l'effet d'être — pour l'instant, je ne peux pas dire davantage — étranger; son accent léger, au besoin, le montrerait austro-italien. Il a ce parler particulier aux nés natifs du Trentin qu'on ne saurait guère oublier dès qu'on l'a remarqué — et qui transparaît toujours, même chez ceux qui, comme celui-là parlent correctement le français. Je commence à dresser l'oreille. Vraiment, c'est extraordinaire, la manie qu'a cet homme de tutoyer les « mobilisés », de leur offrir, de leur imposer plutôt son amitié, ses sandwichs, ses cigarettes, ses flacons de vin. Envers moi, ses avances n'ayant point eu de succès,

il a préféré fermer les yeux, feindre de dormir. Plus tard, lorsque nous dûmes changer de wagon, il en profita pour nous fausser compagnie. C'était un Monsieur avisé. Je le dis comme je le pense : ce Monsieur avisé était un espion, et pas du tout — malgré ses affirmations — un sergent belge en train de regagner son régiment !...

Le compartiment, se garnissant de station en stations, nous voici à côté de mobilisés des plus humbles catégories. Ils partent contents, allègres. Mon voisin de gauche raconte :

« — Moi, la guerre, ça me botte ! J'y serai plus heureux que dans la vie et je n'y risquerai pas beaucoup plus ma peau... Tenez, je suis mineur de mon état et toute mon existence je la passe loin du soleil, sous terre, à gratter dans un trou, à la misérable clarté d'une faible lampe et avec la crainte perpétuelle d'un éboulement, d'une infiltration d'eau, d'une explosion de grisou !...

« Ces semaines de guerre m'apparaissent comme des semaines de vacances où je pourrai vivre au grand air, au soleil, respirer tout mon saoûl, et me retaper un peu le coffre !... Si j'y dois laisser ma chienne de vie, ma foi tant pis, autant être zigouillé par un boche que pulvérisé par du grisou ! »»

Un autre rappelé, mon vis-à-vis, ouvrier en cotte de velours, dira sans ambages :

« — Oh ! moi, c'est tout simple, j'étais déserteur... Un coup de folie après vingt-deux mois de service, j'étais engagé de cinq !... Alors le métier ne me disait plus rien, et je me suis dépiné en Belgique... Mais le pain est aussi dur à gagner qu'ici, allez ! et la vie m'y pesait : la même pour laquelle qu'on était parti, regrettait Paris. — Il releva ses manches, il portait l'image de la « môme » tatouée en bleu sur chaque bras. — Et puis, les gosses sont venus, et toujours cette idée de Paris nous trottait par la cervelle, alors cette guerre, c'est mon salut. Je n'ai pas hésité, puisque les déserteurs peuvent rentrer, rentrons !...T'as fait une boulette, faut la payer, et après, tu seras quitte si tu en réchappes... Fais ton devoir, mon homme, a crié la môme quand on s'est quitté ! .. »

Ainsi, contrairement à l'idée des Pacifistes, idéal de sociologie plutôt que réalité d'histoire, j'ai pensé aux pages si amèrement reprochées à Joseph de Maistre, où il précisa avec de magnifiques raisons la nécessité sociale et humaine de la guerre. J'ai cité ces deux cas directement observés, mais en ces jours, il y en a des centaines de milliers, sinon identiques, du moins équivalents !... Dans combien de drames de la famille ou de la vie, cette guerre sera une solution, comme elle deviendra une solution pour les orgueils et les mensonges des nations... Oui, la guerre purifie, apaise, dirige les consciences et les peuples. Elle est une des formes terrestres de la Justice Divine.

Comme le mineur et le déserteur semblaient avoir faim, nous leur passons des vivres. Ils cassèrent la croûte avec un large appétit, visiblement heureux de manger. C'était une image de guerre « En mobilisation ! »

Mais, de plus en plus, le train se remplissait. Maintenant, tout le long des couloirs, des mobilisés vautrés les uns sur les autres, dorment poings fermés. Venus de loin, ils allaient plus loin encore — ne s'étant pas couchés depuis des nuits, à peine nourris, ils sont tombés comme des mouches sur ce tapis qui leur paraît le plus moelleux des matelas — et cependant pas un d'eux ne récriminait, n'avait une parole amère, une observation déplacée. Partout, la gaîté la plus franche. S'il me fallait noter tous les mots, écrire, ce que j'entends dis, ce cahier y suffirait à peine.

Ensuite, ce fut la nuit, tout à fait ; *minuit* à la montre, les yeux se fermaient. La plupart descendirent en route, ils allaient à Reims par des voies diverses, impatients de gagner les grands camps de concentration de Mourmelon et de Châlons... Le train avançait avec des lenteurs d'escargot. Du 30 à l'heure, à peine !... Les heures succédaient aux heures sans que je parvinsse à m'endormir. Las de penser, je m'immobilisai dans un état intermédiaire entre le sommeil et le rêve. Oh ! mes appréhensions, mes visions tragiques et sinistres des dernières nuits de juillet, surtout l'éléphant blanc, ce terriblement petit éléphant blanc qui m'apparaissait dans chacun de mes sommeils, et qui, d'après la voyante des voyantes, signifie l'Empereur au bras malade, le Kaiser boche !...

Dans le train, jeudi 5 août 1915.

Au matin, nous n'étions pas encore à Châlons-sur-Marne. Je considère avec intérêt, ces contrées herbeuses et plantureusement boisées qui forment l'un des plus vastes camps de la France. Des milliers de soldats y manœuvrent chaque été. Immense plateau de plusieurs kilomètres carrés de superficie, propice aux évolutions de la cavalerie, aux marches forcées de l'infanterie, aux écoles de tir de l'artillerie, aux travaux de campagne du génie. La température doit y être terrible aux grands jours de soleil. Mais la pluie tombe aujourd'hui et l'air est frisquet.

A grand'peine, grâce à un ami lieutenant d'infanterie, j'obtins au buffet un verre de café et un morceau de pain... L'attente, tout de même, ser-

de plus d'une heure... Châlons-sur-Marne s'éternisera... Ensuite, avec une sage lenteur, le train se remet en marche... Nous ne brûlons pas une étape, ce voyage interminable devient affolant. J'ai les reins brisés, des éblouissements aux prunelles ! Nous avançons si peu qu'il semble que nous n'arriverons jamais... Enfin, vers une heure et demie, après des arrêts interminables à Noisy-le-Sec, à Est-Ceinture, etc., nous voici dans la gare de l'Est. A force de rouler, nous avons fini par atteindre Paris... Tout arrive, il suffit d'avoir de la patience. La vie en demande beaucoup. N'est-elle pas une éternelle attente ?

Mon premier geste sera de tenir ma promesse, d'aller signaler mon arrivée au commissaire spécial. Il était à peu près deux heures ; ce voyage qui, en temps normal, réclame cinq heures et demie, m'avait pris vingt-trois heures !

Au bureau, les histoires recommencent. Avec peine me promet-on de télégraphier au commissaire de Nancy. Deux fois, trois fois, il me faut recommencer ma petite histoire. Enfin, on me laissera sortir sous promesse de revenir après déjeuner, donner mon adresse temporaire.

Mon sommeil bien gagné, dare dare, derechef au commissaire ! Dans toute ma vie, je ne fus tant de fois au commissariat !... Cette fois, c'est le chef en personne qui est là et qui m'interroge sans malveillance :

« — En résumé, tout se borne à savoir que vous avez négligé de vous pourvoir de papiers avant de vous mettre en route... Seulement, une nouvelle difficulté se lève ; il paraît qu'il n'y a pas quatre semaines, mais quatre jours seulement, que vous êtes parti pour Epinal... »

C'en est trop, je me révolte et j'offre de fournir immédiatement mes notes d'hôtel... On me demande quelques minutes. Evidemment, ils se sont consultés : « Faut-il le retenir ? faut-il le laisser aller ? » Cet avis prévaut : le secrétaire m'accompagnera, prendre connaissance de mes notes d'hôtel. Au cas où je ne pourrais les lui donner, il aurait sans doute en poche l'ordre de m'arrêter.

Ainsi fut dit, ainsi fut fait. Un moustachu m'accompagna. Il vit mes notes, et les trouvant bonnes, les emporta afin de mieux les examiner. Puis, ayant ouvert l'un de mes paquets de manuscrits, il se retira, confiant, paisible, rassuré, en me disant de ne pas me formaliser de tous ces détails, mais qu'ils étaient excusables en des temps aussi troublés que ceux que nous traversions...

Après, je pus enfin respirer l'air de Paris !...

Dans la nuit du samedi au dimanche, la foule s'était livrée à quelques sévices envers les magasins allemands. Les brasseries — surtout celles qui avaient l'audace, en plein Paris de 1914, d'arborer des écriteaux en lettres gothiques — furent saccagées : était-ce un tort ? Je ne le pense point. Pas une glace n'en resta indemne, pas une chope n'en réchappa. Je dis une chope, pour me mettre au ton de ces Boches qui déshonoraient jusqu'à notre langue — car, en français de l'île de France — l'on doit dire un ballon, ou un demi-ballon, etc.

La nuit, encore une fois, descend ; je ne suis pas fâché de penser que je la passerai dans un lit et non sur une banquette de chemin de fer. Je sombre dans l'inconnu des lendemains sans gloire et si privés d'espoir qu'ils me font l'effet d'un tunnel où, longtemps, je vais marcher seul, tout seul, hélas !

Paris, vendredi, 7 août 1915.

Ensuite, levé tôt, je me suis de bonne heure, sous une pluie torrentielle, mis en route pour mon « Vieux Colombier ». Un fiacre dont le « Collignon » devait, par supercherie, chercher à tirer bénéfice de la situation, me conduisit.

La maison était calme, rajeunie par le ravalement des façades, en temps de paix accueillantes. Accorte, avenante, pleine de charme et de vertus, Mme la concierge me reçut.

Prendre mes papiers ne me demanda qu'un quart d'heure : derechef, me voilà à la gare de l'Est. Cinq minutes me suffisent à résumer mes impressions. La rive gauche n'a point été, comme la droite, l'exploit de « patriotiques apaches ! » Aucune devanture brisée ne m'est apparue !... Ces quartiers, Saint-Germain, m'ont paru sommeiller.

Au commissariat, le secrétaire me reçoit, examine mes papiers et déclare l'incident clos. Il ajouta :

« — Vous avez eu de la chance de tomber sur un commissaire qui vous ait permis de continuer sans papiers. Je vous assure que moi je vous eusse retenu, bien à tort, c'est entendu, j'en ai les preuves entre les mains, mais c'était la loi. *dura lex ! sed lex !*

Saluant ces Messieurs, je regagne mon petit Grand-Hôtel. Les rues de Paris conservent leur aspect de tous les jours. Quelques magasins sont fermés, pas beaucoup. Des drapeaux français ou anglais égaient les façades, je n'en discerne aucun de russe... Ce qui désoriente, c'est l'absence d'affiches théâtrales — et le soir, la fermeture des cafés à huit heures, mesure sage si l'on songe à l'effervescence du milieu et aux troubles qui marquèrent les soirées de samedi et dimanche !...

Un détail qui prouve le sérieux grave et violent du caractère lorrain : Quoique Epinal fût un camp retranché, les cafés ne fermaient qu'à onze heures, et nul n'y trouvait à redire. Les soirées étaient d'un calme impressionnant — alors qu'en temps normal, il s'en fallait de beaucoup qu'elles le fûssent.

Après un déjeuner qui n'avait rien d'un jour de famine, je suis rentré et jusqu'à quatre heures, ai dormi. Puis, je me décide à écrire quelques pneumatiques et à les porter à la poste. Je passe à la gare du Nord, voisine, elle est plus calme que celle de l'Est, — l'élan dévastateur suivit le boulevard de Strasbourg.

Cependant, au sommet du dôme central de la Gare, solidement assise sur son large séant, couronnée de sa ceinture de forts, la statue de la ville de Strasbourg, cuirassée pour la guerre, d'une main tenant la lance, regarde vers Paris, du côté de l'océan des maisons et des rues, attentive, épiant le lumineux avenir après le sombre présent, paraissant, après quarante-quatre ans d'espoir, faire bon accueil aux files sans fin et sans fin de réservistes, d'alliés, d'appelés, de volontaires, de soldats de toute arme et de tout âge qui, de jour comme de nuit et de nuit comme de jour, s'engouffrent dans la station à laquelle président sa vaillance et sa fidélité, désireux qu'ils sont tous d'arriver bon premiers aux premiers rangs des avant-postes et de verser leur sang pour la patrie, la Gloire et le Dieu des armées !... La grave et belle figure de ce symbole de pierre a l'air de leur dire :

« Je savais bien que vous viendriez briser mes fers un jour. J'avais confiance en vous !... Vous êtes tous mes enfants ! »

ERNEST TISSOT.

CHRONIQUE DES LIVRES

DUMONT-WILDEN. **La Belgique illustrée.** 1 vol. in-4° illustré de 370 reproductions photographiques, 10 planches hors texte en noir, 3 planches hors texte en couleurs, 22 cartes en noir et 6 cartes en couleurs. (Larousse.)

M. Dumont-Wilden, l'écrivain belge bien connu que récompensait au début de la guerre le prix national de littérature, avait, avant l'année tragique, dressé ce superbe monument à la gloire de son pays. C'est la Belgique entière, avec ses monuments, ses œuvres d'art, ses usines, son sol, ses portes, ses villes, qui revit dans ce superbe ouvrage. Revivre ce n'est pas trop dire, c de belles illustrations photographiques illustrent volume où sont étudiées tour à tour les diverses pr vinces de cette terre martyre. M. Dumont-Wilden, q M. Verhaeren a tenu à préfacer, ne néglige aucun d aspects de la Belgique d'avant la guerre. L'histoir l'art, le commerce, l'industrie, les mœurs, l'armée r tiennent son attention. Ajoutez à cela que M. Dumon Wilden est un rare écrivain, et vous comprendrez succès de ce volume qui constitue le plus beau souv nir que nous puissions avoir de cette terre ravagée tel qu'elle était avant l'invasion.

ROBERT-HUGH BENSON. **La Nouvelle Aurore**, traduit de l'an glais par T. DE WYZEWA. 1 vol. in-16. (Perrin et Cie.)

La *Nouvelle Aurore* est un roman des temps futur et un roman singulièrement prophétique. La *Nouvel Aurore*, qui fut écrite en 1911, met, en effet, en scèn la lutte décisive qui devait, quelques années plus tard jeter l'Allemagne contre l'Europe. L'Allemagne y affirm brutalement le mépris des traités, en même temps qu le vernis d'une civilisation toute superficielle craqu sous la pression des instincts barbares. Le P. Benson mort aujourd'hui, et dont M. de Wyzewa eut le bo esprit de traduire cette œuvre, se révèle, une fois d plus, dans ce roman, — car ç'en est un, — d'une puis sance d'imagination extraordinaire.

Capitaine DANRIT. **La Guerre souterraine.** 1 vol. in-16 (Flammarion).

Je n'ai pas besoin d'insister sur le succès qui attend ce livre. Le capitaine Danrit nous y décrit, en lui donnant la forme d'un récit émouvant, la guerre de sape et de mine qui se poursuit devant nos tranchées. Des illustrations émouvantes complètent le volume.

V.-E. GUÉCHOFF. **L'Alliance balkanique.** 1 vol. in-16. (Hachette et Cie.)

Cet ouvrage, dont l'auteur est l'ancien président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de Bulgarie, nous renseigne sur les origines de l'alliance balkanique et sur les préliminaires de la guerre contre la Turquie. Il fait l'historique des relations entre les alliés et aussi de leur effondrement.

GASTON JOLLIVET. **Six mois de guerre.** 1 vol. in-16. (Hachette et Cie.)

Ce livre contient les communiqués journaliers de l'état-major français et les principaux communiqués allemands, les faits politiques, diplomatiques et sociaux les plus importants, ainsi que la reproduction des discours, documents ou articles intéressants.

PAUL-LOUIS HERVIER. **Kaiseriana.** 1 vol. in-16. (Editions de la *Nouvelle Revue*.)

Nous faire rire aux dépens du Kaiser, cela n'est pas banal à l'heure actuelle. M. Paul-Louis Hervier y réussit, cependant, en nous contant de menues anecdotes sur l'auguste mais triste personnage qui, on n'en sera pas surpris, ne sont point en sa faveur.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 19 — 1er ET 2e SEM. 53e ANNÉE 25 SEPTEMBRE — 2-9 OCTOBRE 1915

LA MOBILISATION DE M. MAURICE BARRÈS

Sur la couverture de son nouveau livre (1) à côté du titre officiel : de l'*Académie Française*, lequel n'augmente, non plus qu'il ne diminue la signification d'un nom illustre, mais tout uniment marque qu'il est un des anneaux de la chaîne française par où s'affirme la Tradition, M. Maurice Barrès a eu soin de faire figurer cet autre titre: *Président de la ligue des patriotes*, celui dont s'honorait Paul Déroulède. Vous pouvez m'en croire, il y a là une intention très manifeste, et j'ajouterai : très appuyée. Cela signifie qu'un tel livre, inspiré par une période comme celle que nous traversons, ne saurait être envisagé sous le même angle ni du même œil que ses aînés, non pas même celui sur les Eglises de France. Cela veut dire que M. Maurice Barrès a compris, depuis longtemps d'ailleurs, et une fois de plus voulu contrôler par son exemple, la valeur de cette grande loi d'évolution ou de transformation qui veut qu'à l'image de la vie, dont il est le fidèle interprète, l'écrivain n'existe qu'à la condition de se renouveler, car pour lui stagnation est synonyme de mort.En vertu d'une règle identique à celle qui dans l'ordre physiologique exige que les cellules de l'être vivant se renouvellent à périodes fixes, il faut, de toute nécessité, que l'écrivain transforme et rajeunisse l'aspect sous lequel il présente son image au public. A toutes les étapes de sa carrière M. Barrès eut un sens merveilleux de cette loi d'hygiène, comme de tout ce qui touchait à l'intérêt bien entendu de sa renommée. Mais jamais on ne le vit s'y mieux conformer que durant la rude période dont nous vivons les phases tragiques.

Je crois bien avoir rapporté ici même une anecdote expressive, qui déjà l'était à sa date, mais qui emprunte aux circonstances un singulier rehaut. Je m'excuse de ce qu'elle rapproche mon nom de celui de mon illustre ami, mais ne puis résister au plaisir de la rappeler ici. C'était au temps où je préparais la publication de mes *Premiers Vénitiens*, et j'avais demandé à M. Barrès, pour ce que je connaissais de sa façon de sentir Venise, quelques pages liminaires destinées à fortifier l'atmosphère de mon propre tableau. Sans doute y pensat-il lui-même à cette date, ou peut-être revenait-il d'un de ces séjours d'octobre sur la lagune qui marquent le point culminant de son attirance et de ses dangers. Toujours est-il qu'il composa ces pages où l'on sent passer le souffle de cette lagune et qui plus tard, dans leur rédaction complète et définitive, allaient devenir la fameuse *Mort de Venise*. A cette date je voyageais moi-même à l'étranger dans le sud de l'Italie, et je recevais lettre sur lettre de l'éditeur se plaignant de la lenteur avec laquelle mon préfacier corrigeait son texte, demandait épreuve sur épreuve. Que pouvais-je lui répondre, sinon que je sympathisais évidemment avec l'impatience

(1) *L'Ame Française: l'Union Sacrée.* (Emile Paul, éditeur.)

d'un libraire désireux de paraître, mais plus encore avec l'admirable conscience d'un artiste, d'un pur *artiste* qui entend ne rien livrer au public qu'il n'ait conduit à son ultime degré de perfection.

*
* *

Combien de telles préoccupations nous paraissent distantes aujourd'hui ! Ne sont-elles point pour nous, à l'heure présente, comme d'une autre planète où la littérature et l'art se seraient réfugiés. Parfois nous y aspirons avec tristesse comme à une sorte de paradis d'autrefois où il nous fut donné de vivre, mais auquel il nous est interdit de songer tant que de notre terre n'aura point été effacée la souillure des Barbares. Nul ne l'a senti plus vivement que l'auteur de cette *Mort de Venise*. Le grand mérite de M. Barrès fut de comprendre, et cela à toutes les époques de sa carrière, qu'il ne pouvait se tenir à l'attitude qu'impliquent un tel morceau et tels autres du même ordre composant de véritables pages d'anthologie. N'avait-il pas fait son évolution déjà bien avant la guerre ? Ne s'était-il pas préparé à son nouveau rôle par des pages où le souci de la rédaction passait au second plan de qui tenait la plume? Mais avec le drame de 1914 et la prodigieuse interversion de valeurs qu'il implique, combien plus urgente allait devenir cette interversion !

« Honte à qui peut chanter, tandis que Rome brûle ! »

Avec quelle force ce vers dut s'imposer à la pensée de mon illustre confrère pour lui marquer son rôle en même temps que le vrai sens de son orientation !

Il ne s'agissait plus cette fois de suivre l'exemple de son maître Renan à qui il doit tant ! Il ne s'agissait pas de se conformer à l'attitude du prince des dilettantes qui ne craignait pas de polir les phrases de ses *Dialogues philosophiques* sous le feu du bombardement de 1870. Non, depuis 1870, l'opinion a marché..., elle s'est modelée sur le rôle de la nation armée. Donc, plus d'épreuves, plus de ces jeux d'épreuves successives, sur lesquelles on revient constamment pour aboutir à la forme la plus décisive, car de tels soucis semblent puérils en de telles circonstances. Le règne de la littérature serait-il donc fini ? Non point ; la littérature pure est d'essence immortelle en tant que manifestation des exigences de l'âme humaine, et son heure reviendra. Il s'agit de patienter et d'attendre. Son règne est seulement interrompu, pour une période indéterminée, et ses acteurs, même les grands premiers rôles, doivent se retirer dans la coulisse pour y attendre que vienne leur tour de reparaître... ou bien alors qu'ils sachent se *transformer* et tenir un autre emploi que celui où l'on avait l'habitude de les cataloguer ! Ceux qui se retranchent dans leur spécialité seront nécessairement écartés. Il ne s'agissait pas non plus de sombrer dans l'oubli, comme tel ou tel, fameux avant la guerre, du Tout-Paris des premières, — ce Tout Paris si lointain, et, faut-il le dire, si étrangement démodé aujourd'hui — et qui nous semble dépassé ou aplati par la tragique grandeur des événements auxquels nous assistons ! Grave danger que ce silence, car comment être sûr de reparaître ensuite ?

De quoi s'agissait-il donc ? Tout simplement d'adapter son tempérament et, par suite, son rôle, aux circonstances qui vous étreignent, d'*actualiser* ce tempérament, si j'ose dire. Et cela, j'en conviens, c'est plus difficile à faire qu'à dire. M. Maurice Barrès nous est un exemple sans second du résultat que l'on peut obtenir. Parmi tous ceux qui, à cette heure, tiennent une plume, j'ai beau chercher, je n'en trouve pas un qui nous donne une leçon si expressive. M. Barrès l'a écrit lui-même :

« — Il faut se soumettre à des règlements qui ne plient devant aucune sollicitation et qui prouvent du moins que nous sommes organisés. Il faut se soumettre, quand on n'a pas 20 ou 30 ans, à marquer le pas, à laisser le danger aux autres. C'est dur... au point que les meilleurs se surprennent à s'exaspérer contre une méthode qu'ils savent bien pourtant qu'il faut bénir. »

Chose curieuse, en transcrivant ces lignes j'admire une fois de plus ce que M. Barrès dut à Renan, de qui je trouve tout juste ici l'accent, cependant que j'observe avec quel soin le brillant disciple se sépare du maître dans la conduite de la vie.

Voici donc ce qu'il reste à faire : On n'a plus 20 ans, ni 30, ni même 40. On ne saurait être admis à l'honneur de porter les armes. Eh ! bien alors, il faut organiser sa vie, et de cette plume jadis accoutumée à de pacifiques besognes, de cette plume qui polissait et repolissait les images destinées à évoquer sous les yeux les plus rares spectacles de l'art, qui atteignait une perfection à laquelle seul peut être comparé l'art de Flaubert et celui de Baudelaire, il faut faire une arme qui puisse être utile au pays. Il faut prouver que tous les mobilisés ne sont pas sur le front, aviver le courage des civils, ces pauvres civils qui trop souvent résistent mal, n'étant pas dans l'action,

et qui se dévorent eux-mêmes d'impatience,et d'inquiétude. Car c'est une page inoubliable, une page d'immortelle ironie par sa profondeur psychologique que le dessin de Forain : *Pourvu que les civils tiennent !* C'est l'épigraphe que M. Barrès eût pu inscrire en tête de son livre. Tout comme Forain, M. Barrès qui est un subtil psychologue dans le champ de sa vision personnelle, M. Barrès sentit dès le début que certains civils auraient du mal à tenir et que ce pouvait être un beau rôle pour un écrivain de se mobiliser lui-même en vue de leur dispenser le tonique quotidien. Pour un grand nombre de ses lecteurs, l'article de M. Barrès devait être le stimulant comparable à l'injection intra-veineuse qui donne le coup de fouet à l'organisme déprimé. Voilà une belle transformation du rôle de l'écrivain et c'étati une autre façon de l'affirmer que d'écrire ce qui suit :

« — Ecrivains, déchirez la page interrompue. Poètes, abandonnez votre chanson, fût-ce au milieu d'une strophe ! et si fort qu'elle ressemble à votre âme ! Jetez, même un adieu rapide à votre cœur d'hier. En revenant du Rhin vous serez montés si haut, avec des ailes si fortes, que vous surpasserez tous vos rêves, comme l'aigle survole le rossignol ! Les Maîtres ont fini leur enseignement, et vous, de vos mains heureuses, vous saisirez le fruit du miracle, le fruit formé à notre insu dans les années que nous croyions stériles. »

*
* *

A cet accent vous reconnaissez le lyrisme habituel du maître, et que pour avoir assumé cette tâche formidable de s'adresser chaque jour à son public, il n'a pas désappris la grande manière par où s'affirme sa marque ! De telles pages ne sont pas rares, mais vous pensez bien qu'elles ne sauraient former la trame continue de l'ouvrage. Ne risqueraient-elles pas d'ailleurs de détoner avec les circonstances, par je ne sais quel souci d'art où certains ne manqueraient pas de voir de l'artifice ! Le ton général de l'ouvrage est donc celui du journalisme, subordonné aux événements quotidiens, mais trahissant une unité de tendances qui n'est point celle des professionnels, et par où s'affirme sans cesse l'*écrivain-né*, entendez l'homme qui subordonne son effort à une idée directrice.

Celle-ci, nous la trouvons indiquée par le titre lui-même, et nous la verrons circuler à travers les pages de l'œuvre, à la façon d'un thème — avant la guerre nous eussions dit d'un *leitmotif* — dont les variations successives s'harmonisent aux événements du jour. M. Barrès, on le sait, marqua toujours un sens merveilleux de l'actualité et cet art d'en tirer tout le parti possible pour le développement de sa personnalité. Je ne sais plus qui disait d'un écrivain : — « Ce qu'il y a de particulier chez lui, c'est qu'il a toujours suivi la voie qui allait le plus directement à l'encontre de son intérêt personnel. » Voilà une observation que l'on ne pourra jamais faire à propos de M. Barrès !

Sur ce thème de l'*Union sacrée*, vous imaginez quelles prodigieuses variations peut broder un écrivain de sa verve en les accordant aux circonstances du jour. Nul doute qu'en lui-même le thème ne soit fort beau, de la plus rare qualité expressive et qui n'y souscrirait lorsqu'il aboutit à des considérations de cet ordre ?

« — Quelles que soient les heures difficiles qu'il peut nous être donné de rencontrer, qu'il nous arrivera certainement de traverser, les représentants du peuple se souviendront toujours de la nécessité de maintenir l'union nationale qu'ils viennent de sceller ! Ce jour, je ne l'appellerai pas un jour historique — tous le sont en cette période où un monde nouveau commence — mais je le nommerai avec M. Viviani, avec Viviani, notre adversaire d'hier, aujourd'hui notre chef à tous, et notre ami, un jour sacré ! »

Qui ne vibrerait, en de telles circonstances, à l'unisson de M. Barrès ? Qui voudrait se refuser à la forte et saine discipline, si peu habituelle à notre race, mais que nous savons accepter, toujours un peu tard malheureusement, quand il s'agit du salut national ! Qui refuserait de mettre ses pas dans les pas de MM. Millerand, Ribot, Delcassé, voire même Viviani, puisque l'imprévu des circonstances de ce sentimental a fait un chef. N'y va-t-il pas du salut de tous, de l'intérêt supérieur du pays qui veut que, toute affaire cessante, tous dissentiments étant abolis, l'influence germanique soit éliminée de cette planète et ne pèse plus de son poids accablant sur les destinées du monde ! Peut-être même irai-je avec M. Barrès jusqu'à MM. Vaillant et Guesde, mais je ne saurais le suivre, et de toutes mes forces je résiste, fût-ce devant une tombe ouverte, quand il s'agit de Jaurès.

« — J'aimais votre père, écrit M. Barrès à sa fille, alors même que nos idées nous opposaient l'un à l'autre et que je devais résister à la sympathie qui m'entraînait vers lui. L'assassinat, sous lequel il succombe, quand l'union de tous les Français est faite, soulève un deuil national. »

Ah ! vraiment nous connaissons trop, nous tous qui avons suivi la vie parlementaire — et donc mieux encore que nous la connaît M. Barrès

pour en avoir fixé au burin d'immortels tableaux — oui, nous connaissons trop la puissance de cabotinage qui faisait de cet intempérant orateur le plus prodigieux des acteurs, pour pouvoir croire un instant à sa sincérité ! Que valent auprès de lui tous ces messieurs de la Comédie qui apprennent leur rôle pour le débiter au public ! Lui, sans doute, il le débitait aussi, mais par avance il l'avait composé, et ses familiers ajoutent : devant un miroir ! Et quand bien même il eût été sincère, n'avait-il pas commis le crime inexpiable, celui de l'enfant qui « découvre » sa mère, c'est-à-dire sa patrie ! Quelle que soit la force d'aveuglement où une thèse politique puisse entraîner un homme, peut-il ignorer de quoi il retourne quand il voit l'ennemi héréditaire renforcer ses armements à la suite de menaces successives, et prendra-t-on ici pour aveuglement ce qui n'est que la plus basse concession aux exigences d'un parti ?

Le curieux — et voilà aussi le danger de ces sortes de livres — c'est que, quelques pages plus loin, M. Barrès réimprime un morceau qui s'oppose à cette lettre dans la vive lumière du contraste ! Il dépeint les bons travailleurs de la Patrie, dans l'ordre militaire et civil, ceux qui pressentirent les événements, et dans la mesure du possible, *organisèrent* la riposte, sur cette terre de France où la faculté d'organisation n'est évidemment pas la vertu dominante :

« — Je ne rappelle pas, dit-il, des temps abjects, pour le plaisir d'y salir ma plume, trop heureuse, depuis vingt jours, de peindre avec des couleurs d'azur, d'or et d'argent, les premiers feux, l'aurore de notre Renaissance. Je dis les persécutions que subirent les officiers du haut commandement et toute l'armée pour marquer d'autant mieux leur mérite réel. On les mordait... ils travaillaient. Je revois le banc de la Chambre durant la discussion de la loi de trois ans. De quel éclat moral *brillaient* leurs *figures solides* et *constantes*, au *milieu des éblouissants bavardages*. Par légèreté, par inintelligence, par *égoïsme de parti* on a essayé de nous désarmer... Nous fûmes sauvés par la clairvoyance de ces gens-là. Ils parlèrent peu ou point, mais ils avaient réfléchi pendant des années. Et la patrie fut garantie par les hommes politiques qui eurent l'esprit de cueillir le fruit de ces longues méditations et de se ranger à la thèse de l'état-major. »

J'ai voulu citer tout le morceau, en dépit de sa longueur, parce qu'il est comme on dit « bien envoyé » et que chacun en prend pour son grade. Mais les expressions soulignées ne marquent-elles pas suffisamment aussi l'identité du coupable ? En vérité, je discerne bien dans ces pages ce qui sera l'immortel honneur des Joffre, des Pau, des Castelnau, et, dans l'ordre civil, ce que la France devra à Louis Barthou, pour avoir mené à bien une tâche ardue

Mais dans le même instant, comment ne verrais-je pas la réprobation unanime dont la Postérité marquera la mémoire du mauvais citoyen qui ne craignit pas de subordonner l'avenir de la France aux exigences impérieuses d'un parti ! Dans cette voie, je le déclare, il m'est impossible de suivre M. Barrès, fût-ce au nom de l'union sacrée, fût-ce même au nom de cette sublime charité chrétienne qui demande le pardon des offenses ; car s'il est permis de tendre la joue droite quand votre gauche fut souffletée, ce beau geste ne peut s'appliquer qu'à la vôtre, et jamais, en aucun cas, à celle de votre mère !

*
* *

La vérité, l'ultime vérité, voulez-vous la savoir ? Eh bien, je vais vous la dire, tout en vous faisant ma confession, qui sera aussi celle de M. Barrès. Ce qui nous aveugle, nous autres Français, c'est l'admiration, c'est le culte du talent à tout prix, ce culte qui nous met un bandeau sur les yeux, pour déformer en nous les réalités profondes. Ah ! que par là nous sommes bien Français, descendants de ces Grecs, qui se laissaient piper de mots, parce que ces mots étaient sonores et qu'ils créaient une harmonie de beauté ! Rhéteurs, rhéteurs incorrigibles que nous sommes, continuerons-nous, même après ces dures expériences, à porter le poids de notre lourde hérédité ?

PAUL FLAT.

LE CENTIME DE GUERRE

La question de la réparation des dommages de guerre est posée dans la presse, devant les Académies, au Parlement et depuis quelques jours devant les Conseils généraux. Nul doute qu'elle ne soit résolue conformément aux principes de la solidarité nationale et de la responsabilité de l'Etat moderne. Un engagement solennel a été pris par le Gouvernement (1) qui constitue, dans notre histoire moderne, une innovation hardie, généreuse, mais féconde en difficultés et en complications.

Dix départements français ont été envahis et sont occupés par les Barbares : les maisons, les

(1) Déclaration du Gouvernement à la séance de la Chambre des députés du 22 décembre 1914 et article 12 de la loi de finances du 24 décembre 1914.

usines sont détruites, les marchandises pillées, les enfants mutilés, les femmes violées, et le sol stérilisé pour de longues années. D'où viendra la réparation et quel en sera le caractère ? Jusqu'à présent elle n'était apparue, dans l'histoire de nos invasions, que comme un secours gracieusement donné et par suite arbitrairement distribué. Il en fut ainsi non seulement sous l'ancien régime, mais même depuis la Révolution ; sans remonter à 1814 et à 1815, je rappelle comment en 1871 la question fut résolue. Les Barbares avaient parcouru et rançonné quarante départements; ils en occupaient trente-six à la fin de la guerre. M. Claude (de la Meurthe) déposa, le 7 mars 1871, une proposition tendant « à faire « supporter par toute la nation française les con- « tributions de guerre, réquisitions et dommages « matériels de toute nature causés par l'invasion ». C'était proclamer la responsabilité de l'Etat ; cette idée soutenue par les représentants des régions envahies, particulièrement par MM. Emile Leroux, Buffet et Keller, fut énergiquement combattue par M. Thiers. Il faut relire ces débats pour se faire une idée de la ténacité et de l'habileté avec lesquelles l'éminent homme d'Etat défendait et finissait par faire prévaloir ses théories économiques devant l'Assemblée Nationale. Lui opposait-on la faute de l'Etat qui avait déclaré la guerre, il répondait que cette faute était celle d'un gouvernement disparu. Lui dépeignait-on la détresse des régions occupées, il invoquait celle du Trésor public : si on repoussait comme humiliante l'idée d'un secours, il proposait le mot soulagement. « Je viens, disait-il, à la séance du « 5 août 1871, vous offrir un large et généreux « soulagement, un soulagement immédiat, un sou- « lagement qui n'est pas une dette, permettez-moi « d'appuyer sur le mot : car si c'est une dette, il « faut indemniser en même temps que le pauvre « fermier, le propriétaire de château qui n'a pas « besoin de votre indemnité... Non, M. M., il ne « s'agit pas ici d'une dette, il s'agit d'un acte de « bienfaisance et de générosité nationales. » Après trois délibérations, la proposition aboutit à la loi du 12 septembre 1871 qui porte dans son texte même la trace de ces idées contradictoires. Dans un préambule pompeux, à la mode de 1848, elle parle de *l'obligation* de réparer les désastres. « Considérant, dit-elle, que, dans la dernière « guerre la partie du territoire envahie par l'en- « nemi a supporté les charges et subi des dévas- « tations sans nombre : que les sentiments de na- « tionalité qui sont dans le cœur de tous les Fran- « çais imposent à l'Etat *l'obligation* de dédomma- « ger ceux qu'ont frappés dans la lutte commune « ces pertes exceptionnelles... » Puis les articles 1 et 3 ne parlent que d'un dédommagement dont le montant est fixé à 100 millions à répartir entre les départements envahis. C'était un bien mesquin résultat qui répondait mal aux solennelles déclarations du préambule. La loi du 7 avril 1873, accorda à nouveau 120 millions aux départements et 140 millions à la Ville de Paris. Enfin la loi du 28 juillet 1874 accorda un *dédommagement* spécial aux provinces ayant éprouvé un préjudice lors des destructions opérées par le génie militaire. Le total des sommes attribuées aux victimes de la guerre s'éleva ainsi à 360 millions. Comme les indemnités réclamées s'élevaient à près d'un milliard, les victimes de l'invasion ne furent remboursées que d'un tiers environ des pertes directes. Il fallut trois ans pour arracher à l'Assemblée nationale ce maigre secours auquel elle ne voulut jamais reconnaître le caractère d'un droit !

Tout autre est aujourd'hui l'attitude du Gouvernement de la République et on ne peut se défendre d'un sentiment de fierté nationale, quand on compare le langage de M. Thiers en 1871 et celui de M. Viviani en 1915. Quel chemin parcouru et quels progrès réalisés dans la conception sociale des devoirs de l'Etat et de sa responsabilité ! Il ne s'agit plus de secours, de soulagement aux misères de l'invasion, de générosité de la part de la Nation. C'est un droit qui est reconnu aux victimes de l'invasion, c'est une obligation de réparation qui s'impose à l'Etat. « La dette du pays, dit M. le Président du Conseil, n'est pas éteinte ; sous la poussée de l'invasion des départemnets ont été ocupés et des ruines y sont accumulées. Le Gouvernement prend devant vous un engagement solennel et qu'il a déjà en partie exécuté en vous proposant une ouverture de crédit de 300 millions. La France redressera ses ruines, ne escomptant certes le produit des indemnités que nous exigerons, et, en attendant, à l'aide d'une contribution que la nation entière payera, fière, dans la détresse d'une partie de ses enfants, de remplir le devoir de solidarité nationale... Ainsi répudiant la forme du secours qui indique la faevur, l'Etat proclame lui-même le droit à la réparation au profit de ceux qui ont été victimes dans leurs biens, des faits de guerre et il remplira son devoir dans les limites les plus larges que permettront les capacités financières du pays et dans les conditions qu'une loi spéciale déterminera pour éviter toute injustice et tout arbitraire... » Voilà un fier lan-

gage auquel toute la France a applaudi. De quels actes a-t-il été suivi ?

L'article 12 de la loi de finances du 28 décembre 1914 porte : « Une loi spéciale déterminera « les conditions dans lesquelles s'exercera le droit « à la réparation des dommages matériels résul- « tant des faits de guerre. Un premier crédit de « 300 millions de francs est ouvert au ministère « de l'Intérieur pour les besoins les plus urgents. « Un décret pris au Conseil d'Etat fixera la pro- « cédure de la constatation de dommages et le « fonctionnement des commissions d'évalua- « tion. »

Les décrets des 4 février, 24 mars, 6, 22 et 24 avril, ont suivi, accompagnés d'arrêtés ministériels et de circulaires. C'est en effet une des nécessités de cette œuvre d'assurer, par la constatation rapide des dommages, l'exécution d'une loi qui n'est pas encore votée. C'est à la séance de la Chambre des Députés du 11 mai 1915 que le Gouvernement a déposé le projet de loi « sur la « réparation des dommages causés par le fait de « la guerre ». Quand on lit ce projet, ainsi que les autres documents administratifs que je viens de signaler, on ne peut se défendre d'un sentiment de surprise ; nulle part le mot de « droit » n'y est écrit : les ayants droit, c'est-à-dire les titulaires du droit à l'indemnité ne sont pas indiqués : le recours judiciaire, seule garantie de l'obligation, est formellement écarté. Les auteurs du projet auraient-ils reculé devant les conséquences des principes si nettement affirmés dans la déclaration du 23 décembre ? et de même que le « secours » ou le « soulagement » de M. Thiers en 1871 s'amalgamait d'une obligation, au moins théoriquement proclamée dans le préambule, le droit à la réparation reconnu par M. Viviani serait-il exposé à dégénérer en pratique en un secours arbitrairement octroyé ? M. le Doyen Larnaude ou d'autres juristes ont déjà signalé ce danger et ces contradictions.

Il faut les attribuer à l'empire qu'exerce encore sur beaucoup d'esprits la vieille idée de la souveraineté absolue de l'Etat et à la difficulté que nous éprouvons, à nous débarrasser de ces souvenirs de l'ancien régime rajeunie et ravivés par les théories Etatistes. Sous Louis XIV, nul n'aurait compris la réclamation contre l'Etat d'une victime de la guerre : le Grand Roi pouvait aussi aisément dévaster la Franche-Comté qu'incendier le Palatinat : c'étaient ses propres terres qu'il ruinait : « Vous devez être persuadé, écrivait-il « au Dauphin, que les rois ont naturellement la « disposition pleine et libre de tous les biens qui « sont possédés aussi bien par les gens d'Eglise « que par les séculiers, pour en user en tout « temps, comme sages économes, c'est-à-dire sui- « vant le bien général de l'Etat. » Bossuet n'hésitait pas lui-même à consacrer cette omnipotence de l'Etat sur les propriétés privées. « Otez le gou- « vernement, dit-il dans la *Politique tirée de « l'Ecriture sainte*, la terre et tous les biens sont « aussi communs entre les hommes que l'air et « la lumière selon le droit de la nature, nul n'a « de droit particulier sur quoi que ce soit, et tout « est la proie de tous. Du Gouvernement est né le « droit de propriété, et, en général, tout droit « vient de l'autorité publique. » C'est la Directe universelle du Roi si discutée par tous les anciens Domanistes. Elle suffisait pour légitimer confiscations et impôts arbitraires en temps de paix, dévastations, incendies et pillages en temps de guerre.

Présentée sous cette forme brutale, l'idée nous paraît inacceptable. Est-il bien sûr que, même à l'heure actuelle, elle n'inspire pas parfois notre législation et notre jurisprudence Françaises? Bluntschli, le grand théoricien de l'Etat moderne, que nous avons si longtemps copié et admiré, ne parle pas autrement que Louis XIV. « L'Etat, « dit-il, est une personne morale si élevée que « la nécessité de sa conservation, premier devoir « du Gouvernement, autorise la *violation du droit « privé* et de l'ordre établi. Le salut de l'Etat lé- « gitime, commande même parfois le sacrifice « des droits individuels (1). » Si, comme je le pense bien, nous franchissons un jour le Rhin, et que des propriétaires envahis saisissent le Reichstag de leurs réclamations, M. de Bethmann-Hollweg aura une réponse facile : il citera Bluntschli et s'autorisera de lui pour traiter les titres de propriété privée de « chiffons de papier », aussi bien que les traités internationaux. Nous n'avons pas en France échappé à la contagion de cette doctrine anti-sociale de la propriété supérieure de l'Etat : nous l'avons vu réapparaître au Parlement à l'appui de la réforme des droits fiscaux de mutation par décès : elle s'est glissée dans plusieurs de nos récentes lois d'as-

(1) Les trois grands ouvrages de Bluntschli, *La Théorie générale de l'Etat*, *Le Droit public général* et *La Politique* ont été traduits par M. de Riedmatten ; les principes qu'ils exposent, viennent d'être appliqués à la guerre actuelle par M. Josef Kohler, conseiller intime de Justice, professeur ordinaire de Droit à l'Université de Berlin dans une brochure qui porte ce titre significatif *Not Kennt Kein Gebot* (*nécessité ne connaît point de droit*). Ecrite pour justifier l'invasion de la Belgique, cette étude juridique légitime tous les attentats commis dans l'intérêt de l'Etat et pour son existence.

sistance ; notre jurisprudence l'avait autrefois solennellement répudiée dans le célèbre arrêt de la Cour de Cassation du 23 juin 1857 préparé par le rapport de M. Laborie. Mais voilà qu'elle a, dans ces dernières années, repris l'offensive ; elle apparaît dans un arrêt de la Cour de Paris du 13 décembre 1901 qui fait de l'Etat un véritable héritier ; M. le Professeur Collin y voit une innovation hardie qu'il attribue à l'influence des législations étrangères et particulièrement du Code civil allemand (1). Ce n'est, en réalité qu'un essai de retour à l'Etatisme de nos anciens Domanistes; c'est une de ces infiltrations Germaniques dont nous avons été et dont nous sommes encore les dupes dans le domaine scientifique, aussi bien que dans le domaine économique. Dans une récente lettre au *Giornale d'Italia*, M. Paul Sabatier les dénonçait avec la sagacité du plus délicat des psychologues ; l'historiographe du *Poverello* qui a si bien compris l'état d'âme des *Modernistes*, analyse avec une égale pénétration la lutte morale qu'au nom d'un idéal de droit, de vérité et de liberté nous devons engager contre la formidable organisation de contrainte aux étreintes de laquelle nous n'avions pas échappé. « La déroute du militarisme prussien, écrit M. Sabatier, et l'abaissement de l'orgueil Germanique ne seront qu'un point de départ. Il faudra bientôt déterminer les causes, établir les responsabilités ; et alors on s'apercevra que les crimes qui ont fait trembler d'étonnement et d'indignation le monde entier sont la suite naturelle et pas très lointaine d'erreurs morales. L'aveuglement scientifique des princes de la critique et de la science Allemande qui ont signé le manifeste des 93 ; l'absence de tout sursaut de conscience, de pitié ou d'amour chez les cardinaux et les évêques, aussi bien que chez les pasteurs protestants et les aumôniers qui ont assisté à des massacres et à des profanations qu'on n'ose pas raconter, tout cela découle de l'erreur qui consiste à diviniser la patrie, à voir dans ses intérêts — même les plus matériels — les fins suprêmes.

« L'erreur allemande guette tous les peuples...

« Si après la victoire sur les champs de bataille nous n'arrivions pas à remporter la victoire spirituelle et à réintégrer l'idéal à la place qui lui convient, l'héroïsme de nos soldats n'aurait fait que reculer la catastrophe de quelques années. Le culte de la force et de la matière que l'Allemagne a érigé en religion d'Etat n'a laissé aucun autre peuple tout à fait indemne... »

(1) Dans le *Recueil de Dalloz*, année 1902 page 178 de la deuxième partie.

On ne saurait mieux diagnostiquer le mal moral que nous a fait le pernicieux exemple de l'Etatisme Germain. On en retrouve les traces jusque dans les hésitations, les lacunes, les contradictions du projet de loi sur les réparations des dommages de guerre. Les professeurs de nos Facultés de droit les ont signalées avec autorité dans les diverses publications du *Comité National pour la réparation intégrale des dommages causés par la guerre* (1). J'espère bien que lorsque le projet viendra en discussion, un de nos représentants exposera à la tribune parlementaire la véritable doctrine Française et républicaine, celle de la soumission absolue de l'Etat au droit, celle de la responsabilité intégrale de la puissance publique.

*
* *

La seule objection sérieuse est l'objection financière. Quand on relit les débats de l'Assemblée nationale de 1871, on reconnaît vite que ce fut le seul argument invoqué par M. Thiers : Il négligea les considérations morales et juridiques et s'attacha exclusivement à faire ressortir les conséquences budgétaires de la réparation intégrale, l'intérêt du Trésor et du crédit public. Ici, on peut se demander si la dette doit être intégralement supportée par le seul budget de l'Etat.

Sans doute la guerre est un fait national ; c'est la nation qui est cause des pertes, c'est la nation qui doit les réparer. Mais comment les régions qui n'ont pas été envahies, participeront-elles au paiement de cette dette ? D'abord et incontestablement par le paiement des impôts dont le produit sera réservé à réparer les dommages. Est-ce suffisant ? Et ne devraient-elles pas y participer encore d'une manière plus directe par des secours prélevés sur les budgets communaux ou départementaux ? La question est nouvelle, elle mérite d'être étudiée.

Soixante-seize départements français ont été préservés de l'invasion par qui ? D'abord et en premier lieu par l'héroïque Belgique, puis par dix autres départements français qui ont servi et servent encore de rempart aux autres. Les ruines occasionnées de ce chef ne sont pas des dommages dont la communauté entraîne la compensation entre les diverses régions de la France ; aux malheureux Vosgiens ou Flamands, les Auvergnats et les Gascons ne sauraient répondre : *Ho-*

(1) Voir notamment tous les travaux cités par MM. Larnaude et Barthélémy dans les numéros du 10 mai et du 10 juin 1915 de la *Revue Politique et Parlementaire*.

die mihi cras tibi : ce serait une erreur juridique et une ironie géographique. Les dommages résultant de l'invasion constituent ce que le Conseil d'Etat appelle des dommages *spéciaux* et non des risques communs. Ce sont depuis des siècles les mêmes régions qui les subissent : l'invasion suit toujours les mêmes routes et le sang de nos défenseurs coule toujours, du Nord et à l'Est, sur les mêmes champs de bataille.

Cette prédestination géographique à l'invasion fut, même sous l'ancien régime, considérée comme imposant aux provinces épargnées des devoirs spéciaux. On resta cependant juqsu'à la Révolution bien loin de toute idée égalitaire devant les charges de la guerre. « C'était l'usage « ancien, disait l'archevêque de Sens à l'Assem- « blée du clergé de 1735, que le peuple contri- « buait par ses biens, la noblesse par son sang, « et le clergé par ses prières aux nécessités de « l'Etat et aux occasions de guerre. » Malgré ces inégalités étranges, la solidarité nationale reprenait ses droits, lorsqu'il s'agissait de payer les frais ou les dommages de la guerre. Je ne parle pas seulement des pays d'Election, où le pouvoir royal levait les impôts à sa guise. Les pays d'Etats, les plus éloignés du théâtre des hostilités, avaient à cœur de prendre leur part spéciale dans la réparation des dommages. J'ai bien souvent trouvé la trace de ces généreuses préoccupations dans les procès-verbaux des Etats du Languedoc. Ce midi de la France auquel on reproche aujourd'hui parfois des sentiments égoïstes, avait alors une organisation financière indépendante qui a provoqué l'admiration d'Alexis de Tocqueville ; son crédit était si bien établi que le pouvoir royal y avait souvent recours et empruntait, au nom de la province, des sommes qui ne lui auraient pas été prêtées à d'aussi bonnes conditions à lui-même. Que de fois le Languedoc donna ainsi gracieusement son crédit pour solder les frais de la guerre ou réparer les dommages des autres provinces ? Il me serait facile d'en donner des preuves précises, si je ne redoutais pas de surcharger cet article de notes et de renvois. Voilà comment à une époque où le particularisme provincial était encore si puissant, le midi de la France entendait la solidarité nationale.

Combien plus puissante, plus étroite, doit être cette solidarité, aujourd'hui? Au fédéralisme des anciennes provinces nous avons substitué une indivisibilité que certains trouvent excessive ; nos départements ne sont plus que des divisions administratives rattachées à l'Etat par les liens les plus étroits. La centralisation de l'An VIII a été en s'aggravant ; nos budgets départementaux établis sur un modèle uniforme s'alimentent du budget de l'Etat ; pour 1916, le fonds de subvention aux départements en exécution de l'article 58, 559 de la loi du 10 août 1871 modifiée par la loi du 30 juin 1907 sera de 3.682.000 francs. Il n'est pas un des nombreux services publics que depuis vingt ans ont créés toutes les lois dites sociales, qui ne reçoive une subvention de l'Etat ; cette pénétration réciproque se retrouve presqu'à chaque chapitre de nos budgets et on dirait que l'Etat a voulu par cet engrenage, plus encore que par son exemple, forcer départements et communes à le suivre dans la voie des prodigalités financières. Grâce à ce système d'encouragements, les départements ont construit des routes et des écoles, multiplié les lignes d'intérêt local, assisté sous une forme ou sous une autre, vieillards indigents ou malades... C'était pour dépenser l'accord le plus parfait. Cette entente va-t-elle cesser à l'heure où pèsera sur le budget de l'Etat le poids le plus lourd qu'aucun ministre des Finances ait jamais prévu ? Sans doute il est difficile d'imaginer un lien de droit qui fasse du département ou de la commune épargnés les débiteurs directs du département ou de la commune envahis. Mais la solidarité nationale ne leur impose-t-elle pas une obligation particulière à acquitter sur leur propre budget ? Certains conseils généraux l'ont pensé ; leur exemple mérite d'être signalé et suivi.

*
* *

Dès le mois de novembre dernier, le Conseil général de l'Hérault adoptait la motion suivante proposée par son président : « Le Conseil général, considérant l'œuvre criminelle accomplie sur une « partie du sol national par les armées Alleman- « des, demande au Gouvernement que les départements envahis soient déchargés des contributions, lesquelles seraient réparties sur les au- « tres départements proportionnellement à leurs « facultés contributives. »

D'autres départements ont voté des secours en nature : la Creuse a envoyé de 50 à 60 wagons de pommes de terre, le Calvados 230.000 quintaux de pommes à cidre, le Cantal des « fourmes » de son célèbre fromage.

Plus nombreux sont ceux qui ont voulu inscrire à leur budget des crédits en argent : l'Ille-et-Vilaine a mis 150.000 francs, à la disposition des sénateurs et députés des régions envahies : le Conseil général des Bouches-du-Rhône a voté un emprunt de deux millions, sur lequel il a réservé

100.000 francs pour les réfugiés belges ; l'Yonne a donné 10.000 francs au Comité des départements envahis et 10.000 à la Belgique ; le Lot-et-Garonne, la Mayenne, le Tarn-et-Garonne, la Haute-Savoie, la Savoie, le Var, ont alloué au « Secours National » des crédits variant de cent à dix mille francs. Le Conseil général du Gard réuni en session extraordinaire, sur la proposition de M. Bonnefoy-Sibour, sénateur, a voté une contribution d'un million dont 300.000 francs pour la Belgique et 700.000 francs, pour les départements envahis.

Le Conseil général du Tarn votait, il y a quelques jours, 50.000 francs pour les départements envahis et 10.000 francs pour les Belges.

L'Algérie et les colonies françaises ont envoyé des secours au groupe parlementaire des départements envahis.

J'avais, dès les mois de septembre 1914, proposé au Conseil Général de l'Aveyron d'allouer au « Seocurs national » la modeste somme de 12.000 francs. M. le Président, au lieu de proposer un vote par acclamation, fit renvoyer ma proposition à la commission des finances où elle fut soumise à un pénible marchandage. Après trois jours de négociations, j'obtins deux mille francs ! !

Cette ridicule aumône m'avait humilié, et, le 16 août dernier, je demandai au Conseil général de l'Aveyron une réparation, en lui proposant le vote sans débat d'un crédit de 100.000 francs à répartir entre le « secours national », les réfugiés Belges et le groupe parlementaire des départements envahis. M. le Président objecta immédiatement l'existence d'autres œuvres très intéressantes, telle que celles de l'éducation des mutilés... et proposa le renvoi de ma proposition, non pas à une, mais à deux commissions. J'eus à répondre à quelques objections, et, si je me permets de les signaler ici, c'est parce qu'elles peuvent se présenter ailleurs, à l'occasion de la même question. Elles viennent toutes, en effet, de la conception un peu étroite que nous avons d'un budget départemental ; alimenté par des ressources locales, il semble ne devoir subvenir qu'à des besoins locaux.

On m'objecta que la réparation des dommages de guerre est une dette nationale ; le département doit secourir les siens, ses mobilisés, ses mutilés, leurs familles, et, après la guerre, ces charges seront écrasantes. Sans doute la dette est, avant tout, nationale : mais la question est de savoir si pour le paiement de cette dette les départements épargnés qui, en temps normal, puisent dans le budget de l'Etat, ne doivent pas, dans cette crise, lui venir en aide. La solidarité, cette belle devise de notre époque, doit se traduire par une assistance effective et réciproque. A ceux qui voulaient retenir une partie du crédit demandé pour les œuvres locales, le rapporteur, M. Lacroix, répondit par ce mot de nos anciens juristes : « *Donner et retenir ne vaut* ». Finalement, le crédit total fut voté à l'unanimité et réparti de la façon suivante : 50.000 francs au « Secours national » ; 25.000 fr. au groupe parlementaire des départements envahis, et 25.000 francs aux Belges.

*
* *

Je n'ai pas la prétention de citer la décision du Conseil général de l'Aveyron comme un modèle à suivre, ni au point de vue des chiffres, ni au point de vue de la répartition du crédit. J'ai voulu seulement montrer, par les considérations et les exemples ci-dessus, que la participation départementale à l'œuvre de la réparation nationale s'impose ; les initiatives prises par plusieurs conseils généraux doivent être suivies, continuées et généralisées. Il en est temps encore ; la guerre sera longue, c'est dire une banalité que de le répéter. Nos assemblées départementales n'ont pas encore toutes tenu leur réunion budgétaire de 1915 ; plusieurs auront des réunions extraordinaires. Il faut que le mouvement commencé se généralise et se régularise dans toutes les régions que l'invasion a épargnées.

A ceux qui hésiteraient encore, il importe de montrer la voie à suivre soit pour l'affectation des crédits, soit pour la création des ressources.

Sur le premier point, je ne sais si plus tard les départements et les communes ne seront pas invités à participer d'une façon directe à l'œuvre réparatrice. En attendant et comme la rapidité des secours en constitue la principale efficacité, je signale à la générosité de mes collègues des autres départements le « Secours national », les réfugiés belges et l'œuvre parlementaire des départements envahis. Le « Secours national », sous la direction de M. Paul Appell, accomplit, chaque jour, des merveilles d'assistance avec une activité, une intelligence et un dévouement admirables ; je ne crois pas qu'il soit possible d'imaginer plus de charité avec moins de bruit et de bureaucratie. Son organisation lui permet de secourir toutes les misères ; c'est ainsi qu'en attendant l'approbation de notre budget départemental, j'ai pu, par son intermédiaire, faire parvenir des vivres et des vêtements à des prisonniers Aveyronnais qui les réclamaient d'urgence. Le groupe

partementaire des départements envahis aide de la façon la plus efficace et sans aucune distinction d'opinions tous nos malheureux compatriotes de l'Aisne, des Ardennes, de la Marne, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, des Vosges, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais, de Seine-et-Marne, et de la Somme. C'est à ce groupe que les départements d'Alger, d'Oran, du Gard, des Bouches-du-Rhône, les Colonies Françaises et Madagascar, ont adressé leurs allocations. Elles varient de deux millions à cent mille francs. Enfin, il ne faut pas oublier les Belges, ces héroïques victimes de la foi jurée ; à ceux-là nous devons peut être plus qu'aux autres, puisqu'ils ont tout sacrifié pour nous. Leurs sentiments répondent aux nôtres : Le 22 août, après le vote du Conseil général de l'Aveyron, je recevais du Havre, le télégramme suivant : « Carton de Wiart, ministre « Justice, à Henry Jaudon, Rodez. Vous remercie « avec émotion de votre touchante initiative en fa- « veur des réfugiés belges et de l'aimable commu- « nication que vous voulez bien me faire du vote « généreux du Conseil général de l'Aveyron. » La captivité et l'exil de Mme Carton de Wiart ont donné à ce nom le grand éclat de l'héroïsme féminin ; la reconnaissance de son mari me restera particulièrement précieuse.

Pour toutes ces œuvres de guerre, il faut créer des ressources. Or, le caractère d'un budget départemental, c'est le défaut d'élasticité : il s'alimente principalement du produit des centimes additionnels et ce produit est d'une fixité à peu près invariable : il n'a pas, comme le budget de l'État, la ressource des contributions indirectes dont le produit suit les oscillations du mouvement économique. Où trouver dès lors les ressources nouvelles pour ces nouveaux et extraordinaires besoins ? Dans l'Aveyron, nous nous les sommes procurés par des économies féroces ; je crains bien que les amputations radicales, si hâtivement pratiquées dans des dépenses même obligatoires, ne gênent la marche de beaucoup de nos services. Cette méthode ne doit être employée qu'avec beaucoup de prudence et de réflexion. Pourquoi ne pas créer des centimes nouveaux, extraordinaires, essentiellement provisoires « *des centimes de guerre* » ? Dans certains départements riches, il suffirait de deux ou trois centimes additionnels pour permettre une participation immédiate et effective aux œuvres de guerre. Telle est, à mon avis, la voie dans laquelle devraient, à l'heure actuelle, s'engager les Conseils généraux et même les Conseils municipaux des départements non envahis.

Leur participation à la réparation des dommages causés aux départements envahis s'impose. En attendant le vote de la loi promise par la déclaration du 23 décembre 1914, cette participation peut s'exercer efficacement par des allocations aux œuvres déjà organisées. Ces allocations doivent être en grande partie demandées à des centimes extraordinaires dits « *Centimes de guerre* ».

HENRY JAUDON.

LES QUATRE DOUMA

La quatrième Douma Russe a été prorogée pour deux mois, à l'heure où elle demandait d'être associée plus directement aux responsabilités et aux prérogatives du pouvoir. Le mouvement réformateur qui se préparait et s'accusait déjà à Pétrograd, à des indices puissants, s'est trouvé ajourné. Issu des évolutions économique et intellectuelle, que la Russie a subies depuis quelques années, des déceptions qu'elle a éprouvées au cours de cette guerre, de l'immense passion du bien public qui s'y est manifesté durant les derniers mois, il a été vivement réfréné. Une décision inattendue, publiée au lendemain du voyage de M. Goremykine, le premier ministre, au quartier général, l'a tout à coup paralysé vers le milieu de septembre. Pour combien de temps ? Il est malaisé de prévoir la suite des événements, car la situation politique actuelle ne peut être envisagée isolément et sans que l'on considère en même temps la situation militaire. Pour étudier le problème qui se pose dans l'Empire tsarien, la méthode de l'analyse historique est encore, semble-t-il, et à tous points de vue, la plus opportune. Je voudrais reprendre brièvement, avant d'en venir à la phase présente, la série des faits qui se sont succédé en Russie depuis 1905, ou si l'on préfère, résumer la carrière des quatre Douma qui ont siégé à tour de rôle au palais de Tauride. Cette évocation d'un passé récent, mais qu'il ne sera sans doute point inutile de caractériser dans ses divers moments, facilitera l'intelligence des controverses d'hier et d'aujourd'hui.

*
* *

On a coutume de dire, par un abus de termes d'ailleurs, (car les grands événements ne sauraient se circonscrire ainsi), que la révolution russe a duré de 1905 à 1907, du « dimanche Rouge » à la

dissolution de la deuxième Douma. Si nous adoptons cette classification trop facile, l'année 1905 ne nous apparaît pas marquée seulement par des conflits sanglants dans les grandes villes et dans les « marches » de l'Empire, par des actes terroristes, par des séditions dans l'armée et la marine, mais aussi par les congrès des Zemstvos et des municipalités qui se renouvellent cinq fois en sept mois, et par de timides élaborations constitutionnelles. Les éléments libéraux et les éléments révolutionnaires, sans s'associer les uns aux autres, coopèrent à la tâche qui se prépare : tandis que les représentants de la noblesse et de la bourgeoisie revendiquent les libertés essentielles et l'institution d'un régime de contrôle, la classe ouvrière multiplie les grèves politiques. On sait comment le pouvoir reconnut, sous la pression des circonstances, la nécessité de céder et de desserrer tout au moins le système autocratique. La Charte Bouliguine, qui parut le 19 juillet 1905, fut taxée d'insuffisance notoire, parce qu'elle créait une Douma purement consultative et une représentation limitée. Elle ne tarda pas à être remplacée, après de multiples tâtonnements, par le manifeste du 30 octobre, qui appelait à la vie une Douma législative et qui, suivi de la charte finlandaise spéciale promulguée le 5 novembre, éveilla, au moins dans les classes moyennes, de profondes espérances ; ce statut n'agréait toutefois ni à la bureaucratie figée dans la contemplation de son autorité traditionnelle, ni aux éléments réactionnaires qui confondaient la ruine de la Russie avec la ruine de leurs propres privilèges, ni aux socialistes qui dénonçaient les embûches de la loi électorale nouvelle, les faiblesses d'une charte « octroyée » et réclamaient la révision d'une Constituante.

Le Conseil de l'Empire fut remanié au printemps 1906 : composé de membres nommés et de membres élus, il devint une façon de Chambre Haute. Les attributions des assemblées étaient, au surplus, assez mal déterminées, car si le mot « autocratie » se retrouve dans le recueil des « lois fondamentales » et si le mot constitution en est exclu, il y est dit simplement : 1° Que l'empereur partage le pouvoir législatif avec la Douma et le Conseil de l'Empire ; 2° Que la Douma vote le budget, hormis les sections soustraites à son examen. Cette ambiguité initiale pouvait et devait engendrer des conflits d'importance variable.

Le 10 mai 1906, M. Gorémykine fut nommé premier ministre (après un long intervalle, il a repris de puis lors une seconde fois ce poste) ; et le même jour la première Douma ouvrit ses séances. Elle comptait 499 membres, soit de la gauche à la droite : 17 socialistes (de la fraction social démocrate) et qui n'avaient pas été élus comme tels, 27 travaillistes paysans, 161 constitutionnels démocrates ou cadets, 14 réformistes, 31 députés du centre droit, 70 autonomistes, représentant les nationalités des marches-frontières, 67 députés qui se piquaient d'être sans parti et 42 autres qui avaient négligé de préciser leurs tendances, — c'est-à-dire que plus du cinquième des mandataires du peuple russe refusaient ou étaient incapables de se classer. Telle quelle, cette Douma, où les radicaux et les socialistes étaient en majorité, mérita le titre de Douma Rouge : le facteur de droite semblait avoir été anéanti par la tourmente. Il n'en était pourtant rien.

Le conflit se révélait inévitable entre l'assemblée et le gouvernement. Celui-ci voulait maintenir intactes ses prérogatives ; celle-là entendait faire reconnaître et élargir les siennes. Elle croyait qu'une ère nouvelle s'était réellement ouverte et qu'elle accomplirait l'œuvre de notre Constituante et de notre Convention à la fois. Elle demanda la nomination d'un cabinet investi de sa confiance, institua un débat très long, très passionné et très important sur le problème agraire, déposa 336 interpellations, et fut dissoute au bout de 72 jours. Elle avait perdu la partie. La seconde Douma serait-elle plus heureuse ?

*
* *

Celle-ci dura à peu près cent jours, exactement trois mois et dix jours. La dissolution de la première, le 22 juillet 1906, avait coïncidé avec l'arrivée au pouvoir de M. Stolypine. Cet homme politique qui marquait des velléités libérales, peut-être affectées, offrit des portefeuilles à quelques octobristes, défenseurs d'une interprétation modérée de la charte de 1905 : mais sur leur refus, il s'adressa pour les remplacer à des bureaucrates nourris et élevés dans la routine de l'administration. Pendant que se préparaient les élections, les troubles reprenaient sous leur forme ordinaire d'attentats terroristes et de pogromes ; la police sévissait contre les constitutionnels démocrates et contre le parti plus circonspect de la « rénovation pacifique ». La droite menait sa propagande pour le rétablissement de l'autocratie sans lisières, et les social-démocrates, levant leur interdit, décidaient de participer au scrutin. Ce fut une grande bataille, où chaque fraction alla avec son drapeau déployé, et où se dépensa une somme exceptionnelle de passion.

Il en sortit une assemblée très hétérogène et qui se décomposait ainsi de la gauche à la droite :

51 social-démocrates, 31 socialistes-révolutionnaires, 19 populistes, 51 travaillistes paysans — soit 152 membres de l'extrême-gauche ; — 102 cadets et 36 musulmans au centre ; 50 octobristes à droite ou au centre droit, 50 absolutistes à l'extrême-droite, et enfin 56 Polonais. Entre cette Douma et un cabinet purement bureaucratique, les rapports devaient être tendus et difficiles, bien que l'extrême-gauche elle-même fît effort pour ne point donner prises à des représailles. M. Stolypine fut indisposé, dès l'abord, par la défiance qu'il constatait à son endroit ; les débats renouvelés sur la loi agraire l'irritèrent profondément. Un beau jour, le 26 juin 1907, il annonça la dissolution, après qu'il eût demandé vainement l'exclusion de 55 députés socialistes et l'arrestation immédiate de 16 d'entre eux. Mais en même temps qu'il enjoignait à la Douma de se séparer, Nicolas II publiait une loi électorale nouvelle, qui bouleversait totalement la précédente, réduisait de 82 l'effectif des sièges, privait les « marches » d'une partie de leurs représentants et, dans l'ensemble, s'orientait vers cet objectif très apparent : réduire l'importance de l'opposition de gauche et d'extrême-gauche. Cette révision d'un texte fondamental par le Tsar fut assimilée, par la plupart des fractions, à un coup d'Etat.

*
* *

La Troisième Douma, qui ouvrit ses séances le 14 novembre 1907, différait du tout au tout des deux précédentes. Non seulement les éléments libéraux et avancés se heurtaient aux difficultés de la législation nouvelle, qui laissait la prépondérance à la grande propriété ; non seulement les organes bureaucratiques les combattaient avec une vigueur redoublée, mais la droite — les « vrais Russes » — exerçait sa propagande dans des milieux qu'elle avait négligés jusque-là, réclamant la compression de tous les peuples de l'Empire qui n'étaient pas spécifiquement russes (Finlandais, Polonais, Lettes, Arméniens, Caucasiens, etc., etc.) ; et surtout les groupements qui étaient attachés aux institutions de 1905, plus ou moins largement comprises, — cadets et octobristes, — s'entrechoquaient avec acharnement et se flattaient de garder une autonomie périlleuse, ruineuse même. L'assemblée qui sortit des urnes versait à droite et même à l'extrême-droite : elle comprenait 19 social-démocrates, 12 travaillistes, 50 cadets auxquels se joignaient 6 Musulmans, 16 Polonais, 6 membres de la Rénovation Pacifique, 27 progressistes, 100 octobristes, 14 droitiers modérés, 171 absolutistes. La gauche et l'extrême-gauche réunies, en admettant qu'elles aboutissent à s'entendre, offraient un total de 87 membres — de 114, au maximum, avec les progressistes ; le centre — progressistes et octobristes — atteignait au plus à 127 ; la droite et l'extrême-droite, celle-ci douze fois plus forte que celle-là, montaient à 185. Le centre était le maître de la situation, et, en effet, ce fut le groupe octobriste qui fournit le président ; en allant vers la gauche et l'extrême-gauche, il formait avec elles une majorité précaire et sans force ; en allant vers la droite et l'extrême-droite, il composait avec elles une majorité très vigoureuse. La vérité fut qu'il n'y eut jamais de majorité stable, que la Douma resta toujours divisée contre elle-même et que ses fractions, spécialement celle des octobristes, qui hésitait entre son souci de sauvegarder la charte de 1905 et sa répugnance pour la lutte, se désagrégèrent peu à peu. « Le morcellement, disait très justement le leader octobriste Goutchkof (qui présida l'assemblée durant plusieurs sessions), constitue la faiblesse de la Douma, et la faiblesse de la Douma la puissance du gouvernement. »

Les tendances conservatrices et bureaucratiques prévalurent donc dans cette assemblée, du commencement jusqu'à la fin, sous M. Stolypine d'abord et sous M. Kokotsef ensuite. Elle encourageait les ministres à réduire les prérogatives financières et législatives des représentants, plutôt qu'à les accroître. Ces ministres se heurtèrent même parfois, lorsqu'ils prenaient l'initiative de quelque projet réformateur, à la colère des extrémistes de l'autocratie, qui leur reprochaient leur complaisance pour les destructeurs du vieux régime et qui se proclamaient les seuls « vrais Russes » ; quant au conseil de l'Empire, qui s'était éloigné du libéralisme, en même temps et dans la même mesure que la Douma, il ne manifesta qu'une rare opposition : comprenant 13 membres de la gauche contre 80 du centre et du centre droit, et 70 de la droite, il n'était guère qualifié pour s'ériger en champion des droits acquis.

Quelques incidents, qui mettaient en cause les fondements mêmes du statut politique russe, se produisirent de 1907 à 1912. Ils firent un léger bruit sur le moment, parce qu'ils rompaient la monotonie des sessions, mais il semble qu'ils n'aient excité que des émotions factices, et au surplus ils ne laissèrent aucune trace derrière eux.

Peu de jours après l'inauguration de la troisième Douma, M. Kokotsef, qui était alors ministre des Finances dans le cabinet Stolypine, se laissa aller à prononcer cette phrase : « Heureusement nous n'avons pas encore de Parlement. » Il voulait indiquer par là que si la Russie avait été dotée

en 1905 d'une charte, elle ne vivait pas sous le régime parlementaire et que la Douma n'avait pas qualité pour défaire les ministères. Le président de l'assemblée, jugeant le propos inexact ou discourtois, blâma le ministre, mais M. Stolypine intervint et contraignit le président à faire des excuses à M. Kokotsef. Il précisa d'ailleurs, un peu plus tard, ses propres vues dans cette phrase lapidaire, qui éliminait la représentation nationale comme facteur dirigeant : « Le gouvernement ne peut suivre qu'une voie : celle qui lui est tracée par l'empereur », et seules la gauche et l'extrême-gauche, par des murmures, marquèrent leur désaveu de cette théorie.

En mars 1911, éclata une crise constitutionnelle assez curieuse. Tandis qu'il dissolvait, coup sur coup, les diètes finlandaises, M. Stolypine avait fait adopter par la Douma un projet de loi qui étendait, — avec des mesures de sauvegarde contre les éléments non russes, — le régime des Zemstvos aux gouvernements de l'ouest. Le Conseil de l'Empire s'était montré réfractaire à cette innovation. Irrité de sa résistance, dont il n'y a pas lieu ici de détailler les raisons, le premier ministre démissionna. Puis, sur les instances de Nicolas II, il consentit à garder ses fonctions, mais suspendit, trois jours durant, le Conseil de l'Empire et fit promulguer pendant cette vacance la loi repoussée. Bien que M. Stolypine eût donné gain de cause à la Douma contre le Conseil de l'Empire, il subit un assaut dans les deux enceintes, et fut doublement battu. Il ne tint nullement compte, au surplus, de ces accès d'indépendance qui contrastaient fort avec la complaisance ordinaire des deux assemblées, comme avec les doctrines qui y avaient conquis la majorité des esprits.

La troisième Douma se sépara, en 1912, définitivement pour faire place à une quatrième. Elle avait laissé réduire peu à peu ses pouvoirs de contrôle financier, son prestige dans le pays, sa capacité d'initiative et s'était plutôt prêtée à la politique de centralisation bureaucratique contre laquelle luttent, depuis le mois d'août dernier, les députés élus il y a deux ans.

*
* *

La quatrième Douma, jusqu'à la déclaration de guerre, ne semblait guère encline à favoriser les réformes profondes. Comme l'assemblée à laquelle elle succédait, elle offrait le spectacle d'un émiettement poussé très avant et dont cette simple nomenclature suggérera l'idée : 14 social-démocrates, 10 travaillistes, 58 constitutionnels démocrates, 48 progressistes, 15 Polonais, 99 octobristes, 33 membres du centre droit, 89 nationalistes de droite, 64 députés d'extrême-droite. Si les octobristes s'associaient aux conservateurs purs, une fois de plus la majorité bureaucratique pouvait refréner toute velléité de progrès, et de fait, de 1912 à 1914, la quatrième Douma, dominée par des ministres qui défendaient jalousement l'ancien régime, manifesta en général une docilité parfaite et une totale indifférence aux initiatives novatrices. Son attitude était telle qu'elle avait perdu non seulement toute popularité, mais encore tout crédit dans l'opinion, qui commençait à subir une évolution caractéristique, et qui inquiétait même vivement certains octobristes. M. Goutchkof qui jadis avait donné des gages sérieux aux adversaires du parlementarisme, et qui depuis est devenu un des leaders du mouvement régénérateur, affectait, au début de 1914, d'appréhender une crise à la fois longue et violente. C'est qu'à dater de 1907 la Russie s'était peu à peu transformée dans sa structure économique, et que corrélativement les théories libérales avaient gagné du terrain dans la classe moyenne, — la classe ouvrière s'ouvrant de son côté plus largement au socialisme.

La guerre imprima à toute la Russie une secousse d'une incalculable puissance, et il est à remarquer, au surplus, que les événements militaires ont toujours engendré en ce pays des conséquences, sinon durables, du moins importantes ; il suffit d'évoquer les lendemains des luttes napoléoniennes, du siège de Sébastopol, de la campagne des Balkans, du conflit d'extrême-Orient. L'agression austro-allemande contre la Serbie eut pour premier résultat de réaliser l'union des partis à l aDouma et hors de la Douma. Jusque-là, les fractions d'extrême-droite, peu sympathiques à la France et à l'Angleterre, ne dissimulaient pas leurs préférences pour l'Allemagne, gardienne du conservatisme mondial. A ce sujet, un des orateurs des cadets, M. Roditchef, put récemment, à la tribune, citer des propos et des faits significatifs : en 1905, le gouverneur de Varsovie, le général Skalov, l'un des adversaires les plus fougueux du libéralisme,disait au leader Polonais comte Tichkevich : « Vous avez contre vous l'empereur Guillaume qui viendra vous pacifier » — ; en 1906, un haut fonctionnaire, M. Schwanebach, envoyait ses rapports sur la situation extérieure en double au Tsar et au Kaiser ; en 1907, un membre de la droite apostrophait ainsi les gauches : « Si vous faisiez cela, Guillaume II vous remettrait à votre place d'un coup de sa dextre gantée de fer ». M. Kerenski, qui parlait après M. Roditchef, ajouta encore quelques preuves à ces allégations, rappelant entre autres un article de M. Menchi-

kof, publié le 4 juillet 1912 : « L'Allemagne s'apprête à nous rendre un grand service, à nous, et à tout le monde, en délivrant la planète de l'hégémonie britannique sur les mers ». L'ultimatum, remis par M. de Pourtalès à M. Sasonof, montra aux absolutistes Russes la valeur de leur politique : soudain ils comprirent qu'il fallait faire front contre l'adversaire commun. Dans la séance du 8 août 1914, l'un de leurs leaders, le député Markov, qui avait jadis proféré des phrases compromettantes, dénonça la menace germanique et, depuis cette date, aucun des membres de ce parti n'a osé revenir dans ses déclarations publiques aux errements passés. En ces séances d'août 1914, la Douma offrit d'ailleurs le même spectacle d'union nationale que les Chambres de France et d'Angleterre. Les fractions d'extrême-gauche ne firent point défection, et chaque fois que le leader des social-démocrates, M. Tchkeidje, prit la parole, ce fut pour dire que son parti acceptait, préconisait la lutte à outrance pour repousser l'envahisseur. Ces sentiments furent d'ailleurs exprimés par les deux hommes qui sont, au dehors de la Douma, les interprètes les plus qualifiés des doctrines révolutionnaires, par Kropotkine dans une lettre au *Rousskia Viedomosti* et par Plekhanof dans une lettre à *Justice*. Comme l'a montré M. Alexinski, ancien député social-démocrate, l'immense majorité des socialistes russes estiment que seule la défaite de l'Allemagne assurera la sauvegarde de la liberté politique dans le monde et ses progrès en Russie.

Cet accord explicite de tous les partis, pour résister à la brutale tentative du militarisme prussien, préparait la voie à d'autres ententes. Au mouvement de défense nationale, s'associa presque tout de suite le mouvement de la rénovation intérieure. Ce n'était pas seulement que le premier ministre, M. Gorékymine, avait dû, au début de la conflagration, faire certaines promesse aux représentants du pays, et que le manifeste du grand duc Nicolas aux Polonais avait éveillé des espérances multiples ; ce n'était pas seulement non plus que le pouvoir avait été contraint de faire crédit aux Zemstvos et aux municipalités, dont il redoutait jusque-là les empiètements, et qui avaient joué un grand rôle dans la mobilisation civile, dans l'organisation des hôpitaux et des ambulances, dans la distribution des secours, dans la concentration des approvisionnements ; c'est que les mécomptes militaires, subis après les succès des premiers mois, illustraient une fois de plus l'impéritie des administrations bureaucratiques, et que d'étranges scandales révélaient un mal chronique, — contre lequel Stolypine lui-même avait vainement essayer de lutter. Il apparut, comme dans un trait de lumière, que le salut de la nation russe était lié à la régénération du mécanisme politique et à l'établissement, ou au rétablissement d'un contrôle régulier.

Dès le début du printemps de 1915, la convocation de la Douma fut préconisée par les milieux libéraux. Sa collaboration avec le pouvoir exécutif était, pour beaucoup de personnes, la garantie d'améliorations essentielles. L'extrême-droite, par ses menées, aboutit à ajourner l'ouverture de la session. Quand l'assemblée se réunit au mois d'août, elle entendit des débats qui rappelaient par le souffle qui les animait, par la volonté de résurrection et par la haine des abus dont la majorité des discours étaient les témoignages, nos grandes discussions de 1789, de 1792 et de 1793. La presse russe reçut l'autorisation de publier les harangues qui furent prononcées, et où l'on recueille des phrases caractéristiques et mémorables. « Si nous souffrons, dit le député Tchenkeli, cela vient de ce que la dictature règne partout, dans tous les domaines de la vie publique et privée. Le gouvernement a fait de 150 millions de Russes des êtres muets, qui n'ont que le droit de verser leur sang, mais ne peuvent proférer un mot pour leur défense. »

— « Ce n'est un secret pour personne, dit le député Maklakof » frère d'un ex-ministre, que la Russie est, par malheur, le modèle classique de l'Etat où beaucoup de gens ne sont pas à leur place. Le grand obstacle, contre lequel sont venues se briser tant d'initiatives, c'est le personnel administratif ». Tchenkeli est socialiste ; Maklakof constitutionnel démocrate : mais le comte Bobrinski est le chef de cette fraction de droite, qu'on appelle les nationalistes, — et il est plus dur encore : « Nous devons juger le gouvernement avec rigueur, et certains de ses anciens membres devraient être au banc des accusés... Quand il viendra au-devant des désirs du peuple russe, nous serons avec lui : nous exigerons la preuve qu'il aura rejeté la routine bureaucratique. »

M. Savitch (octobriste) s'exprime ainsi : « Une des tares de notre régime est que les petits fonctionnaires sont punis selon toutes les sévérités de la loi, quand ils commettent de petites erreurs, alors que les véritables crimes des hauts fonctionnaires restent impunis. »

M. Efremof (progressiste modéré) exécute une charge à fond contre le cabinet : « Assez de mensonges ! Assez de mystères ! Le peuple russe a suffisamment payé pour savoir la vérité ! Il fallait de grands échecs pour que le gouvernement avouât son incompétence. Le changement de tout le régime s'impose d'urgence. »

Et M. Milioukof, le leader des cadets, conclut : « Si le gouvernement n'a pas un programme de collaboration étroite avec la Douma, celle-ci sait ce qu'elle veut. L'opinion publique s'est prononcée dans une série de congrès. Elle attend l'organisation autonome de toutes les forces vives du pays pour la victoire. »

Retenons bien toutes ces phrases qui s'accordent entre elles sur ces points : l'autocratie a fait ses preuves ; la bureaucratie doit être frappée à mort ; l'heure est venue de consulter les élus du pays et de leur rendre la plénitude de leurs prérogatives. La Douma obtint tout de suite des satisfactions de fait : plusieurs ministres, les plus imbus d'esprit rétrograde, démissionnèrent ; un comité des munitions fut institué ; une commission d'enquête reçut mandat d'envisager les faits délictueux. Mais jusqu'ici, — je veux dire jusqu'en ces derniers jours de septembre, où j'écris cet article, — le gouvernement n'a prêté l'oreille ni aux volontés profondes de cette Douma, ni aux désirs des assemblées provinciales et municipales. Ce que réclamait l'immense majorité de la Chambre, ce que recommandaient toutes ces assemblées, c'étaient: 1° le renforcement des attributions des députés : 2° la constitution d'un cabinet de défense nationale, puisé au moins en partie dans les groupes de la Douma et capable de réagir contre les tendances bureaucratiques ; 3° la proclamation des libertés essentielles et l'affranchissement des allogènes, c'est-à-dire des éléments non-russes, qui avaient acheté cette émancipation sur les champs de bataille.

Je reprends brièvement les incidents des dernières semaines. Les 24 et 25 août, se forme un parti libéral, qui embrasse plus des trois quarts de la Chambre. Le 29, le premier ministre reçoit chez lui les représentants de la droite pure, des nationalistes et des octobristes. S'il exclut délibérément les progressistes et les cadets (je laisse de côté les socialistes), c'est qu'il croit pouvoir appeler à la vie un parti gouvernemental en associant l'extrême-droite, la droite et les octobristes. Il ne peut constater que son échec. Quelques jours après, il charge plusieurs ministres de conférer avec le bloc libéral. Le 12 septembre, le bruit court qu'un cabinet de défense nationale va être constitué, dont le président sera ou le général Polivanof, ou M. Krivochéine, ou M. Goutchkof, ou M. Rodzianko, et qui comprendra des octobristes, des cadets et des progressistes. Puis, soudain, la situation change d'aspect. M. Goremykine s'est rendu au quartier général pour faire son rapport au Tsar, et il aurait conclu à la dissolution de la Douma. Or, le 14 septembre, paraît un oukase qui ajourne l'assemblée, mais cette solution moyenne ne satisfait personne. Les groupes de la Douma, irrités et stupéfaits, décident cependant d'éviter toute agitation, qui leur paraîtrait dangereuse dans les conjonctures présentes. Le 20, le congrès des Zemstvos et des municipalités se réunit à Moscou et, en s'appropriant le programme du bloc libéral, demande le prompt retour de la Chambre.

J'arrête ici cette histoire de la quatrième Douma : il ne m'appartient ni de prévoir le cours des faits en gestation, ni d'épiloguer sur ceux qui se sont accomplis récemment et dont les dessous demeurent encore mal connus. Pour beaucoup de motifs, l'exposé historique pur et simple s'imposait ici, et cette méthode ne manque forcément ni de clarté ni de saveur.

PAUL LOUIS.

AMES DE COMBATTANTS

LE SOLDAT SEMENOV

I. — EN RECONNAISSANCE.

La colonne de tête s'était déjà développée en tirailleurs et avançait en demi-cercle, les chefs de section marchant un peu en arrière et transmettant le mot de commandement. Le combat avait commencé avec plus d'intensité sur la gauche, dans un ravin peu profond, et les obus déchiraient l'air par de coups secs et courts. Au-dessus de la chaîne des tirailleurs, les shrapnells volaient avec un hululement grandissant. Les projectiles allaient tomber derrière le bois qui bleuissait dans l'air froid de cette belle matinée de l'hiver polonais, derière les toits de chaume d'un village qui pointaient au loin.

Les Allemands répondaient de ce village, méthodiquement, comme tout ce que font les Allemands, et les grenades, succédant régulièrement aux shrapnells, éclataient au-dessus du bois, sur les tas de pommes de terre parsemées sur le sol gelé, sur les champs couverts de givre blanc. Mais les projectiles n'avaient pas encore causé de pertes parmi les Russes et on sentait que, malgré l'opiniâtreté de son tir, l'ennemi tâtait la position de nos batteries et n'arrivait pas à les repérer.

Les éclaireurs envoyés en avant de la chaîne des tirailleurs, l'avaient déjà dépassée de deux verstes. Deux éclaireurs marchaient sur le flanc gauche. L'un, basané, aux yeux bridés, était un Kalmouk du gouvernement de Saratov : l'autre, un réserviste de

Novgorod, Sémenov. Tous deux étaient couverts d'une couche grise de boue guerrière, tous deux étaient habitués à toutes les surprises que ménage la guerre, et tous deux avaient, depuis longtemps, tacitement décidé que rien de pire que la mort ne pouvait leur arriver, car on sait bien que la vie et la mort dépendent de Dieu. C'est pourquoi ils marchaient tranquillement en traînant lentement leurs lourdes bottes sur la terre gelée, en échangeant de rares paroles.

Arrivés à la lisière du bois, ils s'assirent. Un shrapnell passa au-dessus de leur tête en projectoire invisible, mais strident. Le bruit s'éloigna et s'acheva sur une note aiguë ; deux secondes après, le projectile éclata; à l'autre bout retentit immédiatement, en réponse, un coup de canon.

— Dis donc, Mahmédian, nous en sommes bien près, fit le réserviste en se dressant. Si nous rampions encore un peu ? Peut-être pourrons-nous voir comment « ils » se comportent...

Sémenov savait qu'il y avait beaucoup de risques à avancer davantage. Les Allemands dépêchaient, eux aussi, des éclaireurs avant la bataille, et s'ils disposent de la cavalerie, ils les appuient d'une patrouille montée. Tomber sur une pareille patrouille, c'est, pour le moins, attrapper une blessure. Mais l'idée peu précise, compréhensible, néanmoins, pour eux deux : « Comment ils se comportent » était trop tentante. Au reste, la guerre est ainsi faite que, ou bien on s'en tire vivant, ou bien on est mort, et quand on est envoyé en éclaireur, l'essentiel est de se renseigner consciencieusement.

— Hé ! Semené, Semené ! murmura le Kalmouk, c'est un dur métier que la guerre !...

Sémenov sourit, toucha sa barbe, puis dit après un moment de silence :

— Et qu'est-ce que tu t'imaginais que c'était la guerre ? Ce n'est pas à boire du koumiss (1) là-bas, dans ton Tsaritsyne. La guerre, mon vieux, c'est une telle affaire !... La guerre, on la fait pour tuer des gens, quoi !...

— Dur métier que la guerre, très dur !... répéta Mahmédian en rampant à côté de Sémenov sur la lisière du bois.

Ils rampaient sur une herbe bronzée, légèrement argentée par la gelée. Elle leur piquait les mains, et le froid cuisant, montant de la terre, pénétrait tout leur être; des arbustes leur blessaient le visage jusqu'au sang. Une branche frappa Mahmédian à l'œil, et celui-ci poussa involontairement un cri de douleur. Sémenov fit une grimace terrible, et tournant vers le Kalmouk une face aux dents menaçantes, lui lança dans un souffle, un juron :

— Tu es fou, âme de cheval ? Puisque nous sommes arrivés en secret jusqu'à ce bois, « lui », qui en est tout proche, y est déjà. Va, tête de hérisson! ...!

Tous deux se turent et demeurèrent immobiles pendant quelques minutes. Soudain, tout près, derrière un groupe de jeunes sapins dénudés, une voix enrouée fit entendre une longue phrase en une langue incompréhensible. Une autre voix, qui semblait plus jeune, répondit.

« Nous sommes frits, songea le soldat russe... Et pas moyen de le faire savoir aux nôtres... »

Il souleva un peu la tête et aperçut, à droite des jeunes sapins, un fil de fer qui s'enroulait en spirales. Le fil sa balança, fit des sauts, puis s'éleva.

« Ils organisent un poste d'observation. Voyez-vous ces diables, comme ils se sont vite approchés ! se dit Sémenov. Ils installent le téléphone des batteries juste devant notre chaîne. Rien ne les arrête... »

Nos deux soldats demeurèrent une dizaine de minutes dans une immobilité complète. Mais pendant ces quelques minutes, des milliers de pensées se succédèrent dans leurs têtes.

« Il faudrait les ramasser sans bruit... Combien sont-ils ? On entend que deux voix, mais pour installer un téléphone, il en faut au moins six ; les autres doivent s'y trouver. Donc, rien à faire. Pas moyen de s'en aller non plus ! C'est bien la mort. La mort ! »

Aux instant de forte tension nerveuse, le regard humain possède une force d'attraction particulière. Semenov se sentit mal à l'aise : un regard étranger semblait envelopper son corps comme d'une toile d'araignée, et il avait l'impression de quelque chose qui était suspendu au-dessus de lui, et qui allait éclater.

Il regarda en haut, aperçut un fil de fer, et, en tournant lentement la tête, il chercha du regard d'où ce fil venait. Au même instant, une sueur brûlante inonda son corps, et son cœur s'arrêta. Juste en face de lui, sur un grand sapin, était assis un homme de forte carrure, coiffé d'un casque sous une housse grise, et tenait dans ses dents le fil de fer, ses mains étant chargées par des instruments.

Sans exprimer ni la frayeur, ni la menace, mais la simple surprise, l'homme au casque fixait son regard sur les deux soldats russes étendus sous le petit sapin noir. Les yeux de Semenov se rencontrèrent avec ceux de l'homme, et pendant quelques secondes se poursuivit une lutte intense de deux regards. Durant ces secondes, toute sa vie repassa dans l'i-

(1) Lait de jument fermenté, boisson favorite des Kalmouks.

gination du soldat russe et un seul souvenir de
n enfance, naïf et tenace, frappa son cœur
pressé. Il avait dix ans, et il s'était introduit
ns le jardin d'un château pour y voler des pom-
s. Le jardinier l'aperçut, le poursuivit et l'ac-
a dans un coin de la haie, d'où le gamin ne
ıvait s'échapper.

Je n'éviterai pas la fessée !... » songeait le
it et un infini désespoir étreignit sa poitrine.
l ne fallait pas m'y fourrer !... »

Avec un relief saisissant surgit cette scène d'en-
t dans la tête de Sémenov.

Je n'éviterai pas la mort !... » songea-t-il avec
ablement. « Il ne fallait pas m'y embarquer...
st même trop tard pour aviser les nôtres !... »
l n'eut pas le temps d'achever sa pensée qu'un
p sec de revolver retentit de l'arbre, et Se-
nov sursauta sous la poussée d'un violent choc
dessous du genou.

— Ah ! que le diable t'emporte ! s'écria-t-il en
geant le canon de son fusil sur l'Allemand; mais
'eut pas le temps de tirer, car trois paires de
ins le saisirent, et trois corps pesèrent sur lui.
fort coup, suivi aussitôt d'un autre, l'abasour-
et sa dernière impression fut la vue de Mahmé-
n qui, se baissant, s'enfuyait par bonds comme
lapin.

— Dis-le aux nôtres, aux nôtres !... cria Séme-
; mais un violent coup de poing s'abattit sur
tête et tout se confondit et se noya dans un
ge rouge.

II. — Chez « eux »

Sémenov revint à lui sous l'action de la forte
ousse qu'on imprimait à son épaule. Le soleil
lait sur les branches des jeunes sapins d'où
daient des gouttelettes de givre fondu, et les
ttes tombaient avec bruit, ce qui donnait l'im-
ssion, non de l'hiver polonais sans neige, mais
n précoce printemps, lorsque chantent les coqs
bruyère, que les bécasses strient le ciel en
zags noirs et que le coucher du soleil est si
ineux et flambant.

Cinq Allemands aux casques recouverts de hous-
s'entretenaient avec animation, tandis que le
ème secouait Sémenov en le tenant par le col
son manteau. Il sentait une douleur au mollet
au premier moment, il n'en comprit pas la
son.

L'Allemand lui criait des mots incompréhensi-
s en lui faisant signe de se lever. Sémenov agita
tête négativement et montra du doigt sa jambe
ssée. L'Allemand fit une grimace de mépris,
s'approcha de la jambe et en retira avec violence
la botte. Sémenov ressentit une douleur intolérable, et il se mit à hurler. Mais le pied était déjà déchaussé et l'Allemand se mit à chercher dans sa musette; il en retira un paquet de pansement; ce que voyant, Sémenov se sentit offensé, et il retira de sa poche son paquet à lui.

— Non, frère, pas de ça ! murmura-t-il en pansant sa jambe de ses doigts gourds. Nous sommes aussi bien fournis que vous autres... Sans doute, vous êtes un peuple qui avez des lettres, mais quand il faut soigner, nous vous en remontrerons.

Lorsque la blessure fut bandée, l'Allemand choisit un jeune tronc d'arbre, en fit un bâton et le tendit à Sémenov. Ensuite, du même air rogue, il l'aida à se lever et le poussa légèrement dans le dos.

« En voilà une affaire ! » songeait notre soldat. « On le mène à la corde, le petit veau... Pourvu que Mahmédian ait réussi à prévenir les nôtres ! Pour moi, je n'y retournerai pas de sitôt. Si encore je n'avais pas la jambe blessée, j'essayerais bien de me sauver, mais avec cette buche-là... »

Il lui était pénible de marcher, il se contractait sous la douleur, mais s'efforçait de le cacher aux Allemands. Il s'arrêta à deux reprises, mais le coléreux Allemand lui criait aussitôt quelque chose, et le poussait par les épaules. Les autres Allemands étaient partis devant, et Sémenov ne voyait que leurs dos larges, carrés, moulés dans du gros drap.

On marcha ainsi durant une heure. Plus on approchait de la futaie, qu'on apercevait au loin, plus on rencontrait des colonnes allemandes, des convois d'artillerie, des cavaliers isolés et des automobiles à plate-forme. Tout cela allait toujours du côté d'où était venu Sémenov, et tout en marchant, les hommes lançaient des regards rapides et irrités à ce soldat à l'uniforme étranger.

La futaie se trouva être un grand parc seigneurial qui dominait un village abandonné de ses habitants et occupé par l'état-major d'une division allemande. Le château, situé au milieu du parc s'étendait sur un étage, flanqué de deux terrasses et de balcons reposant sur de grosses colonnes en bois. Des officiers, des ordonnances, des courriers l'emplissaient aujourd'hui. Là où naguère la *pani* polonaise recevait gracieusement ses visiteurs, où le *pan*, fumant la pipe de ses aïeux, écoutait le rapport journalier de son intendant, régnait aujourd'hui, au milieu des meubles d'acajou, cette boue spécifique qu'apporte avec elle la foule des militaires, et un travail de guerre énorme et complexe s'y poursuivait sans relâche.

Des ordres en partaient pour mettre en marche tel ou tel détachement, pour développer tel ou tel flanc, afin de faire croire à une manœuvre d'enveloppement : vers cet endroit ; des rapports, des demandes d'instruction, toutes sortes de renseignements y affluaient, et tous les hommes qui sortaient, soucieux et d'un pas rapide, de cette maison, étaient étrangement marqués d'une expression commune : l'ombre de la mort et de la souffrance de ces centaines, de ces milliers de soldats mis en mouvement par une seule parole des chefs, couvrait les traits des aides-de-camp, des officiers d'ordonnance, partant à cheval ou en automobile.

C'est là que fut amené Sémenov.

On le posta auprès de la porte d'une petite pièce claire, qui gardait encore ses tentures rosées, un vieux bahut, garni à cet instant, d'une bouteille de cognac à demi bue, d'un casque noir orné d'un aigle nickelé, d'un long sabre dans son fourreau noir. Sans doute, était-ce une chambre d'enfant, car elle gardait encore un petit lit au filet bleu, un crucifix enguirlandé de fleurs séchées était suspendu au-dessus de lui, et le visage de faïence, aux cheveux de filasse d'une poupée, regardait de dessous du lit de ses yeux éternellement étonnés.

Sémionov regarda la poupée, le long officier au visage glabre qui assis auprès de la fenêtre, l'interrogeait en un russe pur, et il se renfrogna.

« Tant pis, c'est toujours la mort.. songea-t-il en baissant les yeux, on me fusillera de toute façon. »

Aussi, quand l'officier lui demanda la disposition de son détachement, Sémenov secoua la tête et prononça avec rudesse :

— Je ne le sais pas. Car ce n'est pas l'affaire de nous autres de le savoir.

Et il ne répondit plus à aucune question.

III. — Chagrin de soldat.

Sémenov fut amené dans un petite grange où l'odeur familière du seigle lui rappela quelque chose de lointain, de natal.

Il eut pour garde, — raison d'économie, sans doute, — un soldat armé d'un fusil, coiffé d'un casque, enfin, un soldat comme les autres, mais chaussé d'une seule botte : son autre pied, enveloppé de bandes, était blessé, et il ne pouvait s'appuyer, en marchant, que sur son talon, en levant fortement ses doigts endoloris.

En l'apercevant pour la première fois, Sémenov s'arrêta, hocha la tête et, montrant tour à tour la jambe blessée de l'Allemand, puis la sienne, il dit :

— C'est rare, hé, frère : un boiteux qui garde un boiteux ! Des Kamerads donc ! ajouta-t-il en employant le mot allemand appris on ne sait où.

L'Allemand le regarda pendant quelques instants de ses yeux ronds, verdâtres, puis soulevant son fusil au canon court, il donna à Sémenov un coup de crosse sur l'épaule.

Celui-ci chancela, s'appuya involontairement sur sa jambe blessée et se crispa de douleur.

— Oh, qu'il est sévère, ce sacré gars ! murmura-t-il, quelle mouche t'a piqué, puisqu'on te parle convenablement ! Nous ne sommes plus en bataille maintenant, mon bon ! Pourquoi pousses-tu ? Nous nous sommes battus autant qu'il le fallait, et maintenant c'est terminé entre nous, alors que veux-tu encore ? Quel garçon sévère tu fais, mon frère..

Il continuait à marmoter alors même qu'on le poussa dans sa grange et que l'Allemand boiteux examina soigneusement la lucarne étroite par laquelle un enfant de trois ans n'aurait pas pu passer ; il parlait, comme le font les moujiks quand ils s'adressent à un étranger ne comprenant pas le russe, à un cheval ou à un chien, convaincus qu'ils sont que, pour se comprendre, on n'a pas besoin de connaître la langue, ou même avoir la faculté de parler, mais de posséder quelque chose de supérieur à cet usage des hommes.

Même enfermé dans l'obscurité de la grange où la lucarne ne laissait filtrer qu'une lumière crépusculaire d'hiver, il continua à marmotter, s'adressant tantôt à l'Allemand, depuis longtemps parti, tantôt à sa jambe ou à quelqu'un d'invisible. Sans doute, la secousse nerveuse de la journée se résolvait chez lui par ces discours vagues en plein isolement.

Sa blessure le tenaillait et il lui semblait qu'une balle brûlante s'était logée tout près de l'os, qu'elle y frissonnait par moments en répandant une vive douleur dans toute sa jambe.

Il n'avait pas mangé depuis le matin, il avait marché longuement sur sa jambe endolorie et la faiblesse affaissait tout son corps. Il ne sentait pas la faim, mais seulement la soif, et son extrême lassitude lui donnait des nausées.

— Oh ! Seigneur, si je pouvais boire quelque chose !... Hé, Kamerad, j'ai soif !

Le Kamerad ne répondait pas, personne ne lui apportait à boire, et la nausée lui montait à la gorge.

Cependant, ce n'était pas cette nausée maladive, ni la douleur croissante de sa jambe enflammée, mais quelque chose d'autre, d'extérieur, qui l'oppressait le soldat d'un poids accablant. Cela venait de la lucarne, découpée dans le mur noir de la grange.

Le prisonnier demeura enfermé pendant une heure, ou peut-être pendant cinq heures, — il

s'en rendait pas compte. En tous cas, le ciel était devenu d'un bleu très foncé, le sommet pointu des sapins, au bord de la route, se noircit et le croissant argenté surgit derrière eux, triste et solitaire. C'est de ce croissant qu'émanait cette molle pesanteur de chagrin, d'autant plus lourd que nul être ne pouvait en recevoir la confidence.

Le chagrin languissant n'a pas d'expression ; il n'a pas de pensée; comme en une fumée funéraire, passent les apparitions fluides du passé et rongent le cœur de souvenirs corrosifs.

« Eh oui... A cette heure, si elle n'est pas au combat, notre 6e compagnie est en train de souper. Ou bien elle est dans les tranchées. Alors elle ramasse les blessés et se dirige avec les gamelles vers les cuisines. Seulement la nuit est claire, alors le maudit n'en finira pas de tirer... Si c'est le combat, alors la trompette sonne le ralliement, et les cuisines sont comme de vrais bateaux à vapeur, et leur odeur se répand à plus d'une demi-verste... Ah ! ma pauvre petite jambe, te conserverai-je ? »

La mélancolie de soldat s'élargit, monte, étreint doucement le cœur solitaire. La lune plonge son regard à travers la lucarne, envoûte, de sa pâle lumière, tisse une légende secrète et se lamente aussi.

Et les yeux du soldat la regardent et se lamentent aussi.

Et au pays ?...

Que font-ils à cette heure ?

Lentement, doucement, tels de petits nuages matinaux au firmament printanier, voguent les images de la vie du lointain coin natal.

Et c'est comme un poignard effilé entrant dans la poitrine, que surgit dans la tête, le futile souvenir d'une futile offense, d'une injustice involontaire qu'à un moment de colère, de lassitude, ou simplement, en une heure d'ivresse, on a causé à un être proche.

« Ma Maria, ma femme unique. C'est elle que, venant de chez mon compère, un jour de fête, j'ai injuriée et même frappée sans raison aucune... Elle, ma toute chère Mariouchka, ma petite femme si douce... Et Garas, ce petit coquin, assis derrière nous dans la voiture et disant avec un air d'importance :

« Hé, père ! pourquoi bats-tu mère pour rien ? » Garas... Mon fils !... Ma petite Maria... La chair de ma chair !!... Les miens !... »

La lune, bien haute, regarde toujours par la lucarne, elle regarde déjà seulement de son bord. Elle surveille d'un regard austère.

(*A suivre.*) MOUÏJEL,

(*Traduit du russe par* E. HALPÉRINE-KAMINSKY.)

TROIE ET LES ORIGINES DE LA QUESTION D'ORIENT (1)

Lorsque le 25 avril 1915, nos vaillantes troupes ont héroïquement débarqué à Koum-Kaleh, sous le feu de l'ennemi, elles ont dû songer qu'elles renouvelaient les prouesses d'Achille et d'Ajax, de Diomède et de Patrocle, dans cette plaine déjà si riche en exploits. Mais à l'heure où j'écris, nous ne sommes guère plus renseignés sur ce beau fait d'armes, que sur l'atterrissement des Achéens et sur les neuf années de guerre qui ont précédé les événements relatés par l'Iliade ! Le paysage, en tout cas, n'a pas varié, dans ses grandes lignes, depuis 3.000 ans. Si le cours des eaux et le delta du Scamandre ont subi quelques changements, les plaines alluviales, qui remplissent l'espace entre les chaînons de collines détachées de l'Ida, ont conservé tous leurs caractères, comme l'a montré l'étude géologique du rivage (2). Sauf le déboisement probable des montagnes environnantes, l'aspect d'ensemble ne s'est pas modifié et répond tout à fait aux indications du poème.

ASPECT GÉNÉRAL.

L'immense étendue plate, tachetée de chênes et de cornouillers, de touffes basses et de broussailles, s'ouvre au Nord dans l'eau bleue du détroit, entre deux promontoires. Des tertres roussis, élevés par la main des hommes, s'arrondissent de place en place dans la plaine. Elle est désolée pendant les chaleurs de l'été et de l'automne, mais les fleurs et le gazon y croissent au printemps le long des rivières. De petits marais et les lacets du Scamandre et du Simoïs scintillent au soleil et se perdent dans des bouquets d'arbustes argentés. Les cigognes font leurs nids dans les ruines et dans les huttes des bergers, leur grand vol s'éploie au-dessus du champ de bataille. A l'Ouest saillit le bourrelet de coteaux arides, que couronnent aujourd'hui les moulins et les petites maisons blanches de Yeni-Schihr ; au fond vers l'Est, les longues ondulations des collines détachées de l'Ida remplissent l'horizon et viennent, en un énorme cercle, rejoindre la mer. A l'horizon s'estompent dans la brume les lignes dentelées de Samothrace,

(1) Pages extraites de l'ouvrage qui paraîtra prochainement sous ce titre à la librairie Hachette.

(2) Voir SCHLIEMANN. *Ilios* trad. franç., p. 108 et sq. ; *Dörpfeld, Troja und Ilion*, II, p. 617 et sq., qui a confirmé les observations antérieures faites par Maclaren, Calvert, Virchow et Philippson.

le sommet aigu de Ténédos et l'imposante masse de l'Ida.

Homère est sobre en description de la nature. Rien ne lui est plus étranger que l'intempérance du romantisme, la prodigalité touffue des *sagas* septentrionales, la lourde prolixité des poèmes orientaux. Il est maître de ses sentiments ; il a amené du premier coup à sa perfection cette mesure, cette modération, qui furent la marque du génie hellénique, cet amour du clair et du distinct, dont Descartes a fait la base de notre philosophie et qui garde la pensée des conceptions obscures de la métaphysique, du panthéisme confus et des débordements du mysticisme. Il n'emprunte à la nature que ce qu'il faut pour vivifier et élargir son anthropomorphisme et il le fait avec autant de justesse que de grâce et de poésie.

Le « *large Hellespont* ». l' « *Hellespont au cou-* « *rant rapide* », borde la plaine, où, entre les promontoires de Rhoiteion et de Sigeion, se déverse le Scamandre, tantôt « *tumultueux* », lors de ses crues, tantôt lent, au « *cours heureux* » et « *aux* « *flots d'argent* », grossi des eaux du Simoïs. « Les « *ormes, les saules, les tamaris* » l'encadrent, des fleurs poussent sur ses bords ; « *l'herbe nouvelle,* « *le lotus humide de rosée, la tendre et délicate* « *hyacinthe* » y naissent sous les pas de Zeus, lorsqu'il enlace Héra. Des « *broussailles et des marais* » s'étendent près de la ville, où « *un champ de blé* » dresse ses épis. « *La clameur des grues* (il est pos- « sible que le mot γέρανοι ait désigné à la fois les « grues et les cigognes) *monte dans le ciel, quand* « *fuyant l'hiver, elles prennent leur vol au-dessus* « *de l'Océan* » ; les oiseaux des marais « *volent çà* « *et là, agitant leurs ailes joyeuses, se devançant* « *les uns les autres, avec des cris dont la prairie* « *résonne.* » « *Le hêtre, le frêne et le cornouiller à* « *l'écorce allongée heurtent leurs rameaux en un* « *long bruissement ou se brisent avec fracas,* « *lorsque l'Euros et le Notos luttent dans les hal-* « *liers de la montagne.* »

Les collines basses ne sont que rarement mentionnées, mais les grands monts ont chacun leur caractère et dominent le paysage et le drame ; Zeus est assis sur le sommet conique de Ténédos et sur les hauteurs boisées de l'Ida, où il amasse la neige, le tonnerre et les nuées ; Poseidon se tient au-dessus de la mer, sur les cimes de Samothrace ; Arès et Athéna vont de la ville à la rangée de collines qui bordent le Simoïs au nord, *Callicolone*, les belles collines, dont les vignobles se dorent au soleil. Le poète a placé les grands personnages, qui dirigent et conduisent l'action, sur les points mêmes d'où ils peuvent la suivre et s'y mêler.

On a fait souvent au polythéisme homérique et hellénique le reproche d'anthropomorphiser les dieux. Mais à l'image de quoi les dieux de toutes les religions ont-ils été forgés, sinon à celle des hommes ? On a prétendu, d'autre part, que leur idéal moral n'était pas très élevé, parce qu'ils approuvent ce grand conflit meurtrier dont ils sont responsables, parce qu'ils sont eux-mêmes accessibles aux « *paroles outrageantes* ». aux « *reproches amers* », aux « *douceurs de l'amour* », et qu'ils permettent aux hommes de se livrer aux mêmes sentiments. Mais les dieux de l'Iliade sont des dieux de guerriers, leur idéal ne peut pas être celui du doux Galiléen. S'ensuit-il qu'il lui soit inférieur ?

Le dieu de l'Evangile lui-même n'a-t-il pas autorisé qu'une tuerie mille fois plus sauvage et plus sanguinaire se déchaînât sur l'Europe ? Et la colère, la vengeance, la haine même ne sont-elles pas des vertus de la guerre, auxquelles les plus chrétiens s'abandonnent chaque jour depuis de longs mois ? La morale d'Homère flétrit la trahison et la félonie ; elle n'en connaît pas moins, non plus, la douceur, le pardon, le charme le plus pur et le plus profond de l'amitié, de l'amour filial et maternel, le tendre dévouement des époux, la grandeur du sacrifice. « *Assieds-toi près de moi, chère enfant* », dit Priam à Hélène, avec une admirable douceur, devant l'accablement de la destinée, « *ce n'est* « *pas toi que j'accuse.* » « *O mon fils pourquoi ces* « *larmes, parle, afin que je te console* », répond Thétis à Achille, quand, au plus fort de sa colère, il jette un cri de confiance et d'amour vers sa mère. « *O Hector, cher à mon cœur, depuis vingt ans je* « *vis auprès de toi, et jamais je n'ai entendu de ta* « *bouche une parole dure ou blessante.* » Qui parle ainsi ? Est-ce Andromaque ? Non pas. C'est Hélène, Hélène qui s'est laissé séduire par les douceurs d'Aphrodite et qui a déchaîné ainsi tout ce carnage. Et rappelez-vous les paroles admirables du porcher Eumée au vieux mendiant dont Ulysse a revêtu la figure : « *Etranger, il ne m'est pas permis* « *de mépriser même un hôte plus misérable que* « *toi, car tous viennent de Zeus, les étrangers et* « *les pauvres, et même un présent modique est* « *agréable aux dieux.* ».

Pourquoi vouloir abolir dans l'âme humaine, ou déprécier, des sentiments fondamentaux que vingt siècles de christianisme n'ont pas pu et ne peuvent pas amoindrir ? Tous les grands sentiments ne méritent-ils pas qu'on les idéalise, comme l'a fait le plus vieux poète, comme le font chaque jour nos héroïques soldats ? Plus que jamais la morale de l'Evangile est démentie par les faits, son royaume n'est pas de ce monde. Celle d'Homère, de dix

les antérieure, est autrement complète et bien librée : ses dieux sont grands, très grands, isément parce qu'ils ne sacrifient rien de la té humaine, parce que le poète a su leur imner, sous toutes ses formes, la marque de l'inalble, de l'éternelle humanité (1).

oyez aussi comme ce vieux polythéisme a bien lu le problème de *Dieu et la guerre*. Cha- des forces en présence est séparément idéa- : Poseidon, Athéna, Héra sont pour les Hels ; Apollon, Arès, Aphrodite pour les Troyens urs alliés. Zeus « *le père* », « *le père des dieux des hommes* », « *la sagesse du monde* », l'emse « *de son vaste regard* », mais prend part à ion. Les éléments du conflit règnent dans ympe comme sur la terre. Le poète n'en est réduit à se représenter la divinité comme un tateur indifférent, comme un juge qui ne juge comme l'incarnaiton d'une justice qui ne rend justice, en un mot comme un neutre impas-, qui ne veut pas se commettre dans le litige. dieu neutre n'est pas une conception hellénique. i le Destin, la *Moire*, domine et les dieux et les mes, le destin n'est pas une divinité, ce n'est justice, ni la bonté parfaites (2), c'est la force orable et impénétrable, qui résiste aux sentits humains de sagesse et d'idéal, dont l'homme ué ses dieux; c'est la limite dernière (3), devant elle les mouvements de l'esprit se sentent ars et que la pensée et le cœur ne peuvent asser. Le problème se pose donc tout autrelt et beaucoup plus clairement dans le polysme antique que dans les cultes monothéistes versels.

ais cette « topographie olympienne » m'enne loin du monde visible ; revenons à la guerre estre et à la plaine de Troie. L'image d'enble que nous en donne Homère répond bien à éalité. Voyons les détails de plus près.

) Il va de soi que nous laissons à l'auteur toute la onsabilité de son assertion (*N. d. l. R.*)

) Je dis « parfaites » et non « infinies » ; l'infiest un caractère que les anciens n'ont jamais ibué à leurs dieux, mais au contraire à la « ma- » ; le dieu « infini » est d'origine orientale et surjuive, où prédominent les idées de volonté et de sance, non de raison et d'harmonie. La « perfec- » grecque est synonyme d' « achèvement » et n'a de sens mystique.

) Le sentiment de la limite, que l'effort ne doit tenter de dépasser, est, avec celui de la maîtrise soi, de la liberté intérieure, le fondement de la hologie morale des anciens. Je suis d'avis que les ales qui ont cherché d'autres bases (comme par mple l'impératif catégorique du mysticisme alled) ont erré.

La Distance de la Ville a la Mer.

La distance de la ville à la mer est précisément celles qu'exigent les descriptions du poème.

Entre les collines de Callicolone et celles qui bordent la plaine à l'Ouest, se trouve une région plate, au bord de l'Hellespont, au débouché du Scamandre, où les navires peuvent accoster. C'est par là que les excursionnistes, qui disposent d'un bateau pouvant s'arrêter à Koum-Kaleh, gagnent le rivage en barque et de là les fouilles à travers la plaine. C'est là qu'ont débarqué nos troupes, c'est là que les Grecs avaient disposé leur camp. La distance aux ruines est d'environ 5 kilomètres. D'autre part, si de Troie on aperçoit bien le point de débarquement, la distance est trop grande pour qu'on puisse distinguer à l'œil nu ce qui s'y passe. Ces deux conditions répondent aux données de l'Iliade.

A diverses reprises, au fur et à mesure que les troupes avancent ou reculent, nous voyons en effet que l'espace, qui sépare la mer de la ville, est couvert, aller et retour, plusieurs fois dans la même journée (par exemple : VII, 67-'36). Au chant VII (381 et sq.), les Troyens envoient un messager aux Grecs, Idaios, afin de leur demander une trêve pour enterrer leurs morts. Idaios part dès les premières lueurs de l'aurore, arrive jusqu'à la côte où se trouvent les vaisseaux, remplit son message, qui peut durer environ une heure, et rentre dans la ville. C'est une absence d'environ trois heures. Or, nous dit le poète, lorsqu'il fut de retour, « *il n'y* « *avait pas longtemps que le soleil, maintenant* « *monté dans le ciel, s'était levé au-dessus des* « *champs* » (421).

Après l'une des batailles, les Troyens campent dans la plaine « *près des vaisseaux* » (X, 160-161) et « *devant Troie, entre les vaisseaux et le Sca-* « *mandre* » (VIII, 560-561). La distance n'est pas indiquée, mais les mots « *près des vaisseaux* » et « *devant la ville* » ne conviendraient pas si la distance était de plus de quelques kilomètres. Cette distance est assez courte pour qu'après les fatigues du combat, les Troyens aillent de leur camp chercher dans la ville des bœufs, des brebis, du pain et du vin (VIII, 545-547). Lorsque, devant le camp des Grecs, Ménélas contemple la campagne troyenne, il admire la multitude des feux qui brûlent devant la ville et « *entend le son des flûtes* « *et des chalumeaux* » (X, 11-13).

On pourrait multiplier les exemples ; je citerai encore un passage. Au chant II, après le songe d'Agamemnon, les Grecs s'apprêtent à débarquer et à ouvrir l'action. Les guerriers troyens sont

rassemblés dans la citadelle et délibèrent sous les portiques du palais de Priam, au sommet de la ville. Ils ont envoyé un message, Politès, fils de Priam, en observation, pour surveiller les mouvements de l'armée ennemie. Homère nous dit que cette sentinelle était postée sur le tumulus d'Aisyetès (II. 793), qui était probablement situé dans la plaine, entre la ville et la côte. On a quelquefois invoqué ce détail, afin de montrer que la ville devait être beaucoup plus loin de la mer, puisqu'il fallait détacher une sentinelle pour observer l'armée ennemie. Mais, comme je le disais tout à l'heure, si on aperçoit nettement la mer des murs de la ville, on ne distingue ni les hommes, ni les chevaux ; à 5 kilomètres, il faut une lorgnette pour pouvoir suivre leurs mouvements. Il était donc nécessaire pour les Troyens de poster à mi-chemin une sentinelle, afin de les avertir de ce qui se passait chez les Grecs. Loin d'être une objection, ce passage nous apporte une concordance nouvelle. Si Troie s'était trouvée à l'emplacement de Bounarbaschi, à 15 kilomètres de la mer, Politès, du milieu de la plaine, n'aurait pas pu observer les vaisseaux et tous les récits qui témoignent de la faible distance entre les armées et la ville ne cadreraient pas avec la réalité.

Les Fleuves.

Ce qu'Homère nous dit des cours d'eau n'est pas moins exact. Troie se trouve dans le poème à peu de distance du confluent de deux rivières. L'une, très importante, est appelée Scamandre par les hommes et Xanthos par les dieux. Le nom moderne de *Mendéré* est une corruption de *Scamandre*. Les débordements du fleuve sont décrits dans la grande lutte qu'Achille entreprend contre lui. Il est si important que le poète, à maintes reprises, l'appelle « *le fleuve* » tout court. Le Simoïs, *Doumbrek-Sou* des Turcs, joue un bien moindre rôle ; c'est une rivière secondaire, qui se jette dans le Scamandre (V, 773-776). Si aujourd'hui leurs eaux ne se mêlent qu'à l'embouchure, les vallées sont nettement perpendiculaires et devaient se rejoindre ; l'importance relative des deux fleuves est bien celle que leur donne le poète. Il ne parle pas du Thymbrios qui vient grossir le Scamandre devant Bounarbaschi, loin des opérations de la guerre ; mais il connaît la petite ville de Thymbra (X. 430). La végétation, qui pousse sur les rives, est celle même qu'on y voit actuellement : Homère, parle de saules, d'ormes, de tamaris, de joncs, de souchet, de lotus (II. 775-7 ; XXI. 350-2 ; X, 466-7 ; VI. 39 ; XXI, 18,246 ; XIV, 346-351). Toutes ces plantes se retrouvent aujo d'hui ; quand on regarde la plaine des collines la dominent, on aperçoit de place en place des b quets de verdure, saules, ormes, tamaris, où vi se perdre le sillon brillant du fleuve.

Une question, importante pour la topograp homérique de la plaine et de la guerre, a cepend été soulevée. Le Scamandre coule aujourd à 2 kil. 1/2 ou 3 kilomètres environ à l'Ouest d ville ; d'autre part, il existe, non loin du pied d citadelle, un grand ravin, dont l'importance est à fait disproportionnée aux eaux de pluie qu séjournent : le Kalifatli-Asmak. La question se pose est de savoir si le Scamandre avai l'époque d'Homère son cours actuel, le Kalif Asmak étant de formation plus récente, ou s ravin ne serait pas un vestige de l'ancien Scam dre, qui se serait déplacé de l'Est à l'Ouest cours des âges.

D'où deux théories : dans l'une la lutte se s livrée tout entière sur la rive droite du fleuve, e le fleuve et la ville ; le camp des Grecs a appuyé son aile droite, près de Koum-Kaleh, s delta actuel ; dans l'autre, la plupart des com auraient eu lieu sur la rive gauche, les troup les guerriers ayant dû, à certains moments, pa le fleuve pour aller dans la ville ou en venir.

La seconde est de beaucoup la plus probab la plupart des auteurs s'y rallient. Ces dép ments de fleuves sont extrêmement fréq dans la région. On en trouve des exemples nets dans l'Hermos près de Smyrne, le Ca d'Ephèse et le Méandre entre Priène et Milet littérature antique a d'ailleurs conservé des venirs de ce changement de lit du Scamandre m Un nouveau déplacement est en cours depuis ques années seulement : il y a peu de temp Scamandre s'est partagé en deux bras au Su de Yeni-Schihr; l'un s'est frayé un chemin à d et se jette à l'emplacement probable du camp Achéens, l'autre continue à se déverser à côt Koum-Kaleh. L'examen géologique semble établir que la pointe alluviale de Koum-K est de formation récente et que la mer a ron côte, à l'emplacement d'un ancien delta, au de Rhoiteion. Enfin, sans entrer dans de longs détails, la position du Scamandre à l'e cement du Kalifatli-Asmak cadre beaucoup m avec les indications d'Homère (2). Tout cond l'adopter.

Le Gué.

Dans cette hypothèse et, d'après la dispo du terrain, les deux rivières se rencontraient à

du petit village actuel de Koum-Kieuï. Le théâtre de la lutte était partagé en deux régions très inégales : l'une, la grande plaine, sur la rive gauche du fleuve, l'autre, plus petite, entre le Scamandre, le Simoïs et la ville. Pour passer de l'une à l'autre il fallait traverser le Scamandre. Ce ne serait pas nécessaire dans l'autre hypothèse.

Ceci nous amène à la question du gué, mentionné à plusieurs reprises dans l'Iliade.

Le fleuve était trop important pour pouvoir être traversé autrement. Il en est encore ainsi aujourd'hui, bien que le déboisement lui ait fait perdre beaucoup de son abondance. Il existe actuellement plusieurs gués et un petit ponceau en pierre, qu'on a d'ailleurs beaucoup de mal à trouver lorsqu'on veut passer de la plaine sur les collines de Yéni-Schihr et qu'on s'égare dans les marécages.

L'Iliade ne dit nulle part, en propres termes, que les guerriers *traversent* le gué. Mais, quand Hector blessé est ramené du camp dans la ville et que les guerriers répandent de l'eau du fleuve sur ses blessures « *près du gué où ils étaient arrivés* » (XIV, 433) ; quand Priam et Idaios vont chercher son cadavre auprès des vaisseaux et que, sur le chemin, « *après avoir dépassé le tombeau d'Ilos, ils abreuvent leurs mules et leurs chevaux dans le fleuve* » (XXIV, 349) et qu'au retour Hermès les quitte au moment où « *ils atteignent le gué du fleuve au beau cours* » (692), quand Achille repousse les Troyens dans la plaine « *vers la ville* », qu'une partie « *roule dans le fleuve* » et que d'autres parviennent sans doute à atteindre le gué et, avec ceux qui surnagent, à regagner la ville (XXI, 1 et sq.) (1), toutes ces scènes me semblent difficiles à bien représenter si le fleuve, situé de l'autre côté du camp par rapport à la ville, n'est pas traversé, alors que tout devient parfaitement clair s'il coule entre ces deux régions. D'ailleurs pourquoi Homère aurait-il si souvent mentionné le gué s'il n'avait joué aucun rôle dans la lutte ? S'il n'était d'aucun usage, pourquoi en aurait-il tant parlé ? Il me paraît évident, quand on lit le poème en se représentant les lieux, que, dans son esprit, le fleuve séparait la citadelle du principal champ de bataille et qu'il était plusieurs fois traversé. L'emplacement d'un ancien gué semble d'ailleurs bien indiqué, au Sud de Koum-Xieuï, par des masses de sable qu'a accumulées le Simoïs près de son confluent avec le Scamandre.

(1) Voir aussi : l'armée grecque s'avançant du camp dans la plaine et s'arrêtant sur les bords du fleuve (II, 455 et sq.).

Le Camp des Grecs.

Le camp des Grecs était à proximité de la côte actuelle. Homère indique qu'il était situé entre les promontoires de Rhoiteion et de Sigeion, qui ont conservé leur nom depuis l'antiquité jusqu'à nos jours (1). La longueur de la plage entre ces deux promontoires est de trois kilomètres. Voici ce qu'Homère nous dit de la disposition des bateaux : « *les vaisseaux avaient été tirés loin du combat sur* « *la rive de la mer blanchissante et devant leurs* « *poupes un mur avait été construit. Le rivage,* « *quoique large, ne pouvait pas contenir tous les* « *vaisseaux ; aussi les Grecs les rangèrent-ils sur* « *deux lignes et remplirent ainsi toute la largeur* « *comprise entre les promontoires* ». (XIV, 30-36). Les navires antiques ayant environ six mètres de large en moyenne, la distance de trois kilomètres serait remplie par cinq cents bateaux, ce qui ferait mille en deux lignes. Or le chiffre des navires grecs, qui est donné dans le catalogue au chant II, est de 1186. L'ordre de grandeur est le même, c'est tout ce qu'on peut demander. Quant au mur, on a beaucoup discuté à ce sujet. Tenait-il sur toute la largeur de trois kilomètres, était-il édifié seulement sur quelques points, notamment autour des tombes des guerriers morts en combattant ? Rien ne permet d'en décider. Tout ce qu'on peut dire c'est qu'il joue un rôle très important dans la lutte ; pendant toute une période du récit, c'est une véritable guerre de tranchées et de siège qui se livre autour de lui.

Nous avons quelques détails sur l'installation du camp que ce mur abritait. Nous savons que les vaisseaux et la tente d'Achille étaient sur l'une des ailes, celle d'Ajax sur l'autre et celle d'Ulysse au milieu (XI, 5-9 ; II, 485 et sq.). Il est difficile de décider si la tente d'Achille était à l'Est, à l'ancienne embouchure de Scamandre, ou au pied du cap Sigeion, où la tradition prétendait montrer, dans les deux tumuli qui s'y trouvent, les tombes d'Achille et de Patrocle. Dörpfeld s'est livré à d'intéressantes discussions sur le sens des mots « droite » et « gauche » dans l'Iliade, qui renverseraient cette tradition.

Nous avons une description de la tente d'Achille. Elle était en bois, construite avec des planches de sapin, le toit était en branchages de roseaux, la porte était faite de grandes poutres de sapin ; autour était une grande cour limitée par des pieux (XXIV, 448-456) ; l'installation est confortable. Quand, après un combat meurtrier pour les Grecs, les chefs viennent encore une fois supplier Achille de leur venir en aide, ils entrent dans sa tente,

« *Echamède à la belle chevelure leur prépare un* « *doux breuvage... Elle dresse devant eux une belle* « *table aux pieds bleus bien polis, y place une cor-* « *beille d'airain, des oignons, du miel, de la farine* « *d'orge, une grande coupe ornée de clous d'or* « *soutenue par deux pieds et munie de quatre* « *anses, sur laquelle paissaient deux colombes en* « *or. Ele verse dans la coupe du vin de Pramné, y* « *mêle du fromage de chèvre réduit en poudre* « *avec une râpe d'airain et saupoudre le tout avec* « *de la farine blanche* ». (XI, 624-643). Ailleurs il est question de grands lits couverts de peaux et même de baignoires bien polies où les héros, après s'être plongés dans la mer, viennent détendre leurs membres fatigués (X, 576). Si la guerre a duré dix ans, il fallait que l'installation fût sérieuse; les Grecs d'Homère paraissent avoir eu peu à envier, pour le confort de la maison et de la table, aux officiers anglais qui viennent de s'établir sur nos côtes !

Le Camp des Troyens-Callicolone.

Bien d'autres détails permettent de replacer dans leur cadre les vivants ou tragiques tableaux d'Homère.

Le camp des Troyens était installé sur une petite éminence de la plaine (X, 160) ; il était au bord du Scamandre (VIII, 490), entre le fleuve et les vaisseaux (VIII, 560), non loin du camp des Grecs (X, 161), ni de la ville (VIII, 561). La petite dune de sable formée par l'ancien confluent des deux rivières, où se trouve aujourd'hui le petit village de Koum-Kieuï, le « village du sable », — quelques huttes misérables où gisent des restes antiques — convient très bien pour cet emplacement.

A côté, se trouvait le gué, dont il était important que les Troyens occupassent les têtes. Tout auprès du camp, mais de l'autre côté du fleuve, entre le fleuve et la ville s'élevait — comme il est facile de le conjecturer en rapprochant deux passages de l'Iliade : X, 415 et XXIV, 349 — la tombe d'Ilos, le fils ou le petit fils de Dardanos, qui de Phrygie vint, d'après la légende, fonder la ville de Troie, à l'emplacement où une vache, conduite par Apollon, s'était arrêtée et où le Palladium d'Athéna était tombé (1).

Les belles collines, Callicolone, reçoivent dans Homère, l'épithète de « *sourcilleuses* ». L'adjectif s'est conservé dans le nom d'une ville grecque de la côte, Ophrynion : c'est de ce côté qu'il faut les chercher. L'intention n'est pas très claire ; il s'agit sans doute d'un point d'où le regard peut s'étendre. « *Arès semblable à la tempête* « *exhorte les Troyens à grands cris, tantôt* « *du côté de la ville, tantôt des hauteurs de Calli-* « *colone, près des rives du Simoïs* » (XX, 51-53, voir aussi XX, 151). Il se trouvait assez près des Grecs pour être entendu des vaisseaux et des Troyens pour l'être de la ville. La colline située en face de Troie, sur la rive droite du Simoïs, dans l'angle formé par les deux fleuves, répond tout à fait aux données de l'Iliade. Elle est « belle », car, de Troie ses lignes ondulent gracieusement ; elle est « bonne », car on y embrasse à la fois l'Hellespont, le camp des Grecs, la plaine et la ville.

J'arrive à deux questions plus délicates : dans l'une Homère est en défaut, dans l'autre on l'a taxé d'exagération ; c'est la question des sources et celle des effectifs qui se meuvent dans la plaine et dans la ville.

Les Sources.

J'ai eu occasion déjà de parler de ces sources, qui ont été découvertes auprès de la porte de Dardania, lorsque j'ai suivi le combat d'Hector et d'Achille. Mais j'ai omis intentionnellement un détail, que je ne puis passer sous silence. Il y avait près de la ville, là où étaient les lavoirs, deux sources : l'une froide et l'autre chaude. « *L'une* « *verse une onde tiède, d'où sort de la vapeur* « *comme d'un foyer allumé ; l'autre, même en été,* « *coule froide comme la grêle, comme la neige et* « *la glace fondues* ». Ces images sont poétiques ; il semble bien cependant qu'il s'agisse d'un fait précis, qui a frappé le poète et qui doit répondre à la réalité. Mais le destin de l'archéologie en a décidé autrement jusqu'ici : on a eu beau plonger et replonger les thermomètres dans ces eaux, ils se refusent obstinément à trahir la moindre différence de température ; ils accusent toujours froidement 15 degrés. C'est intolérable ! Ces thermomètres n'ont pas le sens de l'antiquité. Mais le fait est là, il faut se rendre à l'évidence. Ou la source chaude a disparu, ou on ne l'a pas encore trouvée, ou Homère l'a inventée. Mais je ne vois pas à quelle intention répondrait cette invention ; le détail n'ajoute rien à la description ; il est sans aucun objet, si ce n'est pas un renseignement précis. Il existe d'ailleurs des sources chaudes en Troade, qui ne sont pas très loin de là. L'une des deux premières hypothèses me paraît plus vraisemblable.

(1) Apollodore, III. 2, 3.

Effectifs en présence. — La Ville basse.

Un second fait d'un autre ordre a été invoqué ontre la véracité d'Homère. La ville qui a été égagée n'a pas plus de 30.000 mètres carrés. Or, e nombre des guerriers qui la défendaient, s'éleait, d'après l'Iliade, à plus de 100.000 hommes; le hiffre est à peu près le même pour les Grecs. a plaine, d'autre part, longue de 7 à 8 kilomètres ans la partie où la bataille est engagée, n'a pas lus de 3 kilomètres de largeur, sur laquelle ce n'est as 200.000 hommes, mais tout au plus 10.000 — n peu moins d'une de nos divisions — qui pourraient évoluer. L'imagination d'Homère n'a-t-elle as « débordé sa documentation ? ».

Sur le dernier point, une réponse a été faite, ais qui est incertaine : les ruines ne seraient que elles de l'acropole de Troie ; il aurait existé au ied, peut-être à l'emplacement de l'Ilion gréco-omain, une ville basse, où une pouplation nomreuse pouvait trouver place. Homère distingue ettement la ville : *polis*, *asty*, et la ville haute : *po s acri*, *pergamos* (1) ; il dit positivement que, non eulement tous les Troyens, mais les contingents lliés aussi, campaient dans la ville (II, 803). Rien e s'oppose dans le texte à l'existence de cette ville asse, sauf que, dans le récit de la course d'Hector t d'Achille autour de l'Acropole, il n'est pas indiué que les héros seraient passés trois fois entre la ille basse et la citadelle. Peut-être n'était-ce qu'un illage sans murs, ou un camp volant ? Dörpfeld, 'autre part, a proposé d'admettre que la ville haute ésignerait dans Homère la terrasse supérieure, ù se trouvaient les temples et les palais et que la ille basse aurait été celle qu'il a dégagée.

Les sondages, qui ont été faits à l'emplacement e l'Ilion romaine, ont mis à jour des tessons des VIe, VIIe et VIIIe villes; mais ils peuvent provenir e la chute de maisons de la première terrasse, ou ppartenir à des tombes qui n'ont pas été explorées. eules des fouilles méthodiques pourront trancher a question.

Sur le second point, je ne vois pas pourquoi on eut absolument que toutes les troupes grecques et royennes se soient trouvées en même temps rangées en bataille dans la plaine. Il n'y a rien de tel dans l'Iliade et, pour un homme sur le front, nous savons combien il en faut en réserve et à l'arrière. En outre, si la guerre a duré dix ans, comme le dit la tradition, il y a bien des chances pour qu'il y ait eu des contingents successifs, des levées nouvelles d'un côté comme de l'autre.

Ne nous hâtons donc pas de taxer le poète d'erreur, quand il nous a donné par ailleurs tant de preuves de son exactitude et ne soyons pas plus exigeants que le plus consciencieux et le plus solide historien de l'antiquité, Thucydide, qui nous prévient contre une incrédulité excessive : « Si « Mycènes fut petite, ou si une telle autre des villes « d'alors semble aujourd'hui plus considérable, ce « ne sont pas des preuves suffisantes pour croire « que l'expédition de Troie n'a pas eu l'impor« tance que lui donnent les poètes et la tradition. Si « Lacédémone était dévastée et qu'il n'en restât « que les temples et les fondements des autres « édifices, je crois qu'après un long temps, la « postérité, comparant ces vestiges avec la gloire « de cette république, ajouterait peu de foi à sa « puissance (1). »

Les Tumuli.

Les tumuli vont nous donner un autre et dernier témoignage de la véracité du poème, à l'égard de la plaine de Troie, quoique, dans l'état où nous les connaissons, ils ne permettent pas encore de pousser très loin les identifications. Ce sont des monticules de terre, en forme de cône ou de dôme, qui arrondissent, de place en place, dans la plaine leurs croupes roussies par le soleil et donnent au paysage un de ses caractères les plus frappants. Là ont été fixés par la tradition, à côté de tombes beaucoup plus anciennes remontant à l'époque néolithique et de tombeaux romains, les souvenirs des héros grecs et troyens tués en combattant, vaste cimetière, où, au cours des âges pendant plusieurs millénaires, les hommes ont accumulé et dressé dans la solitude, à la face du ciel, les monuments de leurs morts.

Or ces tumuli jouent précisément un rôle important dans l'épopée. Homère vénérait déjà des tombes plus anciennes que celles des héros dont il chante les exploits. C'est sur la tombe d'Aisyetès que se tient la sentinelle, Politès, lorsqu'elle observe, pour renseigner Priam, le débarquement de la flotte (II, 793) ; c'est de la tombe d'Ilos fondateur mythique de Troie, que Pâris lance sa flèche traîtresse contre Ménélas (XI, 369 et sq.) ; les Troyens et leurs alliés se rangent en bataille sur le coteau de Bateia,

(1). L'épithète de « grande ville » qu'il donne à Troie eut s'appliquer à la seule acropole ; toutes les villes e l'époque sont petites et la disposition en hautes terasses donnait à Troie un aspect particulièrement imosant. Il se représente sans doute la ville précédente omme fort petite, puisqu'il l'a fait prendre par Héralès, avec six vaisseaux et quelques hommes seulement V, 640-641).

(1) *Thucydide*, I, 10.

près de la ville, autour du tumulus de l'Amazone Myrina (II, 811 et sq.). Mais les héros mêmes du poème avaient déjà leurs monuments funéraires dans la plaine. A la fin de l'Iliade, Achille recueille pieusement les ossements de son ami Patrocle, l les met dans une urne d'or, enveloppés d'une double couche de graisse, et fait élever au-dessus un cénotaphe « *large et haut* » (XXIII, 247), où ses propres cendres devront rejoindre celles de son cher compagnon. Et dans l'Odyssée nous apprenons que cette dernière volonté d'Achille fut accomplie. « *Autour de tes os, nous, la sainte armée des Ar-* « *giens, habiles à manier la lance, nous amoncelà-* « *mes un grand et louable tombeau sur le rivage* « *avancé du large Hellespont ; qu'il soit visible de* « *loin, de la mer, pour les hommes qui sont nés et* « *ceux qui naîtront.* » (Odyssée, XXIV, 76 et sq.). Des rites en tous points identiques sont accomplis à la mort d'Hector, dont la tombe est dressée en hâte auprès de la ville (Iliade, XXIV, 792 et sq.).

Pendant toute l'antiquité, les voyageurs venaient rendre hommage à ces tombeaux illustres et à d'autres encore, dont les écrivains nous ont conservé la mention : celui d'Ajax, près de Rhoiteio (Strabon XIII, 595 ; Pausanias, 1, 35, 3; Philostrate, 288), celui d'Hécube et de Protésilaos, sur la côte d'Europe, près de Siddil-Bahr (Strabon, XIII, 596).

Ces données de l'Iliade répondent donc bien dans l'ensemble à la réalité. Mais la difficulté commence lorsqu'on cherche à distinguer ceux qui peuvent appartenir à l'époque homérique et ceux que les *Cicerones d'époque* grecque désignaient seulement comme tels aux visiteurs. L'archéologie a joué ici de malheur. Les premières recherches de Lechevalier et de Choiseul Gouffier et celles de Schliemann ont été menées si maladroitement que les conclusions, qu'ont peut tirer de leurs relations, sont incertaines. Depuis, les autorités turques se sont opposées à de nouvelles fouilles.

Le tumulus que toute l'antiquité a assigné à Achille s'élevait au temps de Schliemann, à 6 m. 50 de haut, au Nord de la petite rangée de collines de Iéni-Schihr en face du « *large Hellespont* » et de la mer Egée : on aperçoit à 350 mètres vers l'Est celui de Patrocle. Cette dualité est contraire à la donnée homérique, d'après laquelle une seule et même tombe abritait les cendres des deux héros. Quand l'ombre de Patrocle apparaît à Achille à la fin de l'Iliade et lui reproche de tarder à accomplir les rites funéraires, elle le lui demande formellement : « *Donne-moi la main, mon ami, je t'en sup-* « *plie en pleurant... Jamais plus, vivants, nous ne* « *nous confierons l'un à l'autre... Mais que mes* « *ossements ne soient pas séparés des tiens, qu'ils* « *soient unis comme nous l'avons été dans nos de-* « *meures.* » Achille exprimait, un peu plus haut, la même pensée. Comment l'antiquité l'a-t-elle ainsi méconnue ? Le fait est inexplicable. Le tumulus a été exploré en 1786 par un Juif de Dardanelles, Gormezano, dont le témoignage a été mis en doute. Schliemann dit y avoir découvert des tessons de cette « poterie noire faite à la main qui est particu- « lière à la première et plus ancienne cité d'Hissar- « lik: mais ces tessons peuvent s'être trouvés sur le « sol quand le tumulus a été érigé (1) ». Il y a trouvé aussi une pointe de flèche « en bronze ou en cuivre », dans laquelle existaient encore les têtes de petits clous qui la fixaient au bois. Il n'y avait pas de trace de cendres, ni d'ossements : mais, partant d'idées fausses sur leur emplacement probable, il a foré son puits en un point où il ne pouvait rien trouver. Les objets soi-disant découverts par Gormezano et publiés par Lechevalier et Choiseul Gouffier (des lécythes, un très beau manche de miroir en bronze) sont tous d'époque grecque (2) mais on n'a jamais pu établir s'il ne s'agissait pas d'une fraude.

Le tombeau de Patrocle, sondé en 1855 par Calvert et en 1882 par Schliemann, n'a donné que des tessons de l'époque hellénique. Celui d'In-Tépé, au Nord de la plaine près de Rhoiteion, qui répond à celui d'Ajax, a été remanié à l'époque d'Hadrien et les fragments que Schliemann a mis à jour sont d'époque incertaine. Le grand tumulus d'Ulyek-Tépé, qui se dresse à 20 mètres de haut à l'Est de la baie de Bésika, paraît avoir été construit par Caracalla au IIIe siècle de notre ère.

Lorsque Dörpfeld a voulu reprendre toutes ces recherches, en 1893, les autorités turques s'y sont opposées, en raison de la proximité des batteries.

Mais d'autres tumuli remontent incontestablement à une époque beaucoup plus ancienne. Celui de Pasha-Tépé, près d'Hissarlik, fouillé de nouveau en 1890, contenait de la céramique des VIe et VIIe villes : celui d'Hassaï-Tépé, prsè de Thymbra renferme trois couches : la plus profonde est constituée par des débris d'incinération de l'époque néolithique, la seconde par des cendres et de la poterie de la VIe ville de Troie, la troisième appartient aux époques grecque et romaine. En face, au-dessus de la mer, celui de Bésika-Tépé a fourni une poterie assez particulière, qui correspond à l'époque de la IIe ville, mais présente une technique différente, dont l'origine est encore inconnue. La

(1) Schliemann, *Ilios*, p. 858.

(2) Voir Choiseul-Gouffier, *loc. cit.*, et Dorpfeld *Troja und Ilion*, II, p. 544, pl. 66.

be de Protésilaos, à Siddil-Bahr, dans la Cher-
ese de Thrace, a donné des produits analogues.
. Jullian et E. Pottier ont annoncé tout récem-
t à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres
n officier actuellement sur le front venait de
ouvrir dans une tranchée près de Siddil-Bahr
constructions, des inscriptions, des sarcopha-
et des vestiges très anciens. Cette trouvaille,
sous le feu de l'ennemi, est émouvante et rap-
e les traditions de nos vieilles armées d'Egypte
l'Afrique. Le bouleversement des terres de la
squ'île de Thrace dans cette guerre de tran-
es sera certainement fécond pour l'archéologie.
. Et maintenant, « *les guerriers, concevant de
randes espérances, passent la nuit sur le sen-
er de la guerre et des feux sans nombre bril-
nt dans le camp. Dans le ciel, où ne souffle
ucune brise, la lune est environnée des douces
eurs des étoiles. Les collines, les sommets des
romontoires, les vallées s'éclairent et l'espace
nfini du ciel s'ouvre et se peuple d'astres in-
ombrables. Aussi nombreux brûlent les feux
octurnes devant Ilion, et cinquante guerriers re-
osent auprès de chacun. Leurs chevaux se re-
aissent d'orge blanche et d'épeautre et atten-
ent debout le retour de l'éclatante aurore.* » Est-
un soldat, qui du front nous envoie cette sereine
ge des nuits étoilées de l'Hellespont ? Non,
st le poète aveugle qui, sur les rives du Sca-
ndre, chantait, quand est né le jeune monde de
ellade, et qui chante encore (1).

FÉLIX SARTIAUX.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

LA CRUAUTÉ ALLEMANDE (2)

S'il est un trait qui distingue la guerre actuelle
toutes les autres, c'est bien la cruauté avec la-
elle les Allemands la conduisent. Il faudrait un
long martyrologe pour seulement énumérer les crimes de toutes sortes que les armées germaniques ont commis en infraction au droit commun, tant en Pologne qu'en Belgique ou en France. Il n'est pas jusqu'aux Austro-Hongrois qui, en qualité de « brillants seconds », n'aient jugé à propos, pour les imiter, d'entasser atrocités sur atrocités. Les témoignages sont irréfutables. C'est le rapport de la Commission française d'enquête, celui de la Commission belge ; c'est l'opuscule de M. Reiss professeur à l'Université de Lausanne : *Comment les Austro-Hongrois ont fait la guerre en Serbie*, celui de M. Joseph Bédier : *Les crimes allemands d'après les témoignages allemands*, et cet autre : *Comment l'Allemagne essaye de justifier ses crimes*; c'est le livre de M. Pierre Nothomb : *Les Barbares en Belgique*, et c'est, enfin, celui de M. Léon Maccas, un Grec, docteur en droit de l'Université d'Athènes : *Les cruautés allemandes*, qui les classe et met en ordre.

Certes, la guerre « n'est pas un thé de cinq heures », comme aiment à le ressasser à leurs victimes les officiers teutons. N'empêche que la morale des peuples dits civilisés et les conventions passées entre leurs gouvernements limitent aux belligérants, — et encore au strict nécessaire, — l'emploi de la violence, qui est constitutif de l'état de guerre. Or de cette morale et de ces conventions, au bas desquelles se trouve sa signature, l'Allemagne ne tient nul compte. Bien au contraire, elle viole, sciemment et par principe, les règles les plus élémentaires du droit des gens. Elle est cruelle par système, mais aussi par penchant. C'est ce que démontrent, sans qu'on puisse s'y méprendre, les atrocités sans nom dont les troupes du Kaiser ont, au XXe siècle, avili la guerre.

*
* *

Dans toutes les guerres, certes, des cruautés furent commises, mais, à moins de remonter à Attila ou à Gengis-Khan, elles étaient isolées, à l'état sporadique si je puis dire. Au contraire, dans la présente guerre, les Allemands procèdent par masses.

Six cents habitants de Visé, quatre-cent cinquante paysans de Lebbecke, presque toute la population mâle des villages des environs de Louvain sont, dès les premiers jours, emmenés captifs en Allemagne. Des villages entiers servent de boucliers vivants aux troupes teutonnes en marche. Les vieux, qui ne peuvent avancer, sont transportés en brouettes ! Des villes comme Aerschot, Dinant, Andenne, Louvain, Termonde, Nomény, Baccarat,

(1) *Iliade*, VIII, 553-565.

(2) LÉON MACCAS : *Les Cruautés allemandes*, 1 vol. (Nouvelle Librairie Nationale). — PIERRE NOTHOMB : *Les Barbares en Belgique* (Perrin). — JOSEPH BÉDIER : *Les crimes allemands d'après les témoignages allemands*, 1 vol. — *Comment l'Allemagne essaye de justifier ses crimes*, 1 vol. — E. LAVISSE et CH. ANDLER : *Pratique et doctrine allemandes de la guerre*, 1 vol. — *Comment les Austro-Hongrois ont fait la guerre en Serbie*, 1 vol. (Armand Colin). — *Les Violations des lois de la Guerre par l'Allemagne*, 1 vol. (Berger-Levrault).

Clermont-en-Argonne, sont incendiées et, au préalable, pillées. Sur quatorze cents maisons que comptaient Dinant et ses faubourgs, deux-cents à peine sont encore debout. A Louvain, quatorze cent quatre-vingt-quatorze maisons furent brûlées, sans compter l'Université, avec sa fameuse bibliothèque, et l'église Saint-Pierre. A Senlis, toute la rue de la République, la rue principale de cette délicieuse petite ville, est détruite. De Clermont-en-Argonne, il ne reste rien.

Les Allemands tuent également en masses. A Dinant et dans les villages environnants, plus de huit cents personnes furent fusillées, parmi lesquelles beaucoup de femmes et d'enfants. De la population ouvrière de Leffe, faubourg de Dinant, un témoin rapporte qu'il ne reste que seize hommes. A Tamines, agglomération d'ouvriers d'usine, les Allemands font une raffle. Ils sont plus de cinq cents, hommes, femmes et enfants, — le plus jeune a treize ans, le plus âgé quatre-vingt-cinq, — entassés sur la grand'place. A sept heures du soir, un officier fait devant eux une brève lecture qu'ils n'entendent pas. Puis, la fusillade commence. « Quand elle s'arrête, raconte M. Pierre Nothomb, toute cette masse humaine ayant croulé, un officier crie que la vie sauve est promise à ceux qui sont tombés par feinte ou qui ne sont que blessés, à condition qu'ils se relèvent. A peine sont-ils debout, ruisselants du sang de leurs frères, qu'une seconde fusillade les accueille. Alors, pour qu'il ne subsiste aucun de ces hommes, un officier fait mettre les mitrailleuses en action; pour finir, les soldats se précipitent et, acharnés sur ce tas de chair, dans cette fumée de sang, ils transpercent morts et blessés de coups de baïonnettes, les écrasent sous leurs talons et sous leurs crosses ! » (1). Ecoutez ce que le réserviste Schlauter, de la 3e batterie du 4e régiment d'artillerie de campagne de la garde, a noté sur son carnet : « 25 août. En Belgique : Des habitants de la ville, on en fusilla trois cents. Ceux qui survécurent au feu de salve furent réquisitionnés comme fossoyeurs » (2). « Les habitants ont fui par le village, écrit un autre, un soldat de la Garde prussienne, le gefreite Paul Spielmann. Ce fut horrible. Du sang est collé contre toutes les maisons; et, quant aux visages des morts, ils étaient hideux. On les a enterrés tous aussitôt, au nombre de soixante. Parmi eux, beaucoup de vieilles femmes, des vieux et une femme à moitié délivrée, le tout affreux à voir, et trois enfants qui s'étaient serrés les uns contre les aut et sont morts ainsi » (1). Les bourreaux sont pei par eux-mêmes.

On le voit, ils n'épargnent ni les vieillards, les femmes, ni les enfants. Aux environs de M lenstede, un vieux de quatre-vingt-dix-huit ans lié à un tronc d'arbre et brûlé vif. A Héraut, octogénaire a le crâne ouvert. A Monlaud, un a cat de Liège raconte avoir déterré le cadavre d' vieil homme enterré vivant la veille. A Triaucou en France, un vieillard de soixante-dix ans, Je Lecouturier, fut jeté dans les flammes d'une m son qui brûlait. En Pologne, à Andrief, les Al mands, mécontents de n'avoir reçu de l'échev âgé de soixante-dix ans, que peu d'argent, l'enf mèrent dans sa maison et y mirent le feu. I femmes ne trouvent pas grâce : quand les Al mands n'en abusent pas, ils les tuent. A Averbo le 20 août, les uhlans voient une femme qui, pr de peur, se cache dans un fossé : ils s'amusent la tuer à coups de lance. A une lieue de là, Schaffen, ils éventrent une jeune fille de vingt a Le général Deruette, aide-de-camp du roi Albert vu à Hofstade, le cadavre d'une vieille femme pe de dix coups de baïonnette : elle tenait enc l'aiguille et le bout de fil avec lesquels elle cousa « A Bastave, rapporte M. Reiss, les soldats aust hongrois ont commis un crime sans nom que j pu contrôler par l'audition de témoins oculair l'inspection des lieux et par les photographies d victimes que je possède. A l'approche des Aut chiens, les femmes et les enfants du village s'e fuirent à la « Tuilerie ». Seules, les deux femm Soldatovitch, âgées de soixante-cinq et soixan dix-huit ans et infirmes, restèrent, croyant que l'e nemi, même le plus cruel, épargnerait de vieil femmes malades. Lorsque, après le départ d troupes, les paysans rentrèrent au village, ils tro vèrent les deux femmes tuées et mutilées, l'u dans le lit, l'autre derrière la porte de leur cha bre. Les seins étaient coupés et les corps portaie de multiples traces de coups de baïonnette ou couteau. Michel Mladenovitch dit que les femme qui, suivant la coutume serbe, ont lavé les cad vres avant de les ensevelir, ont constaté que l deux victimes ont été violées avant d'être tuées»(2 De fait, avant de les assassiner, Allemands et A trichiens, bien souvent, violent les femmes. C'e ainsi qu'à Wacherzeel, sept Allemands abuse d'une femme, puis la tuent. Le charme de l'enfa

(1) Pierre Nothomb : *Les Barbares en Belgique*, pp. 120 et 121.

(2) Joseph Bédier : *Les Crimes allemands d'après les témoignages allemands*, p. 18.

(1) Joseph Bédier : *Les Crimes allemands d'après d témoignages allemands*, p. 7.

(2) R.-A. Reiss : *Comment les Austro-Hongrois o fait la guerre en Serbie*, pp. 35 et 36.

n'est même pas pour attendrir ces brutes. A Werchter, le 27 août, M. Vincent Ernst voit sous un pont, flottant sur l'eau, le cadavre d'une enfant de douze ans. Près de Malines, le comte H. de Hemptinne ramasse le corps d'un garçon de moins de quatorze ans. A Hofstade, le général Deruette déclare avoir vu le cadavre d'un enfant qui avait été tué au moment où il demandait grâce. A Schaffen, un adolescent est attaché sur un volet arrosé de pétrole et brûlé vif. « A Ans, raconte un Liégeois, je vis un petit garçon de six ans muni d'un petit fusil. Il criait : « Gare ! Feu ! » Un soldat allemand, voyant ce gamin jouer à la guerre, le tua d'une balle à deux mètres. » (1). Les tout petits n'échappent pas au carnage. En Serbie, M. Reiss a constaté le massacre de bébés de deux mois. Au nombre des cent-neuf otages de Lechnitza, qui furent fusillés devant une fosse creusée d'avance et qui n'avait pas moins de vingt mètres de longueur, il se trouvait des enfants qui n'avaient pas huit ans. En France, à Vingras, une fillette de huit ans également fut précipitée dans les flammes, avec ses parents, dont la ferme fut incendiée. A Triaucourt, un enfant de deux ans fut ainsi brûlé vif. « J'ai vu ce matin, note Paul Spielmann, le soldat de la Garde prussienne dont nous avons déjà lu l'aveu, quatre petits garçons emporter sur deux bâtons un berceau où était le cadavre d'un enfant de cinq à six mois... Et j'ai vu aussi une maman avec ses deux petits, et l'un avait une grande blessure à la tête et un œil crevé. »

*
* *

Que ces cruautés aient été plus que tolérées, encouragées par le haut commandement, on n'en saurait douter de la part d'une armée aussi disciplinée que l'armée allemande. Leur nombre en est garant. On ne déporte pas des villages entiers, on n'incendie pas des villes, on ne massacre pas tous les habitants d'une contrée sous les prétextes les plus futiles, — comme d'avoir entendu un coup de feu ou une plainte, — même dans l'absence de tout prétexte, sans obéir à un plan.

De fait, c'est bien en présence d'un système que nous nous trouvons. « Malheur aux vaincus ! Le vainqueur ne connaît pas de grâce », prononçait, dans une allocution à ses troupes, l'empereur Guillaume lui-même, la veille de la bataille de la Vistule. « Ils ne méritent ni égards d'humanité, ni égards chevaleresques », déclarait François-Joseph dans un ordre impérial contenant ses instructions pour la guerre contre les Serbes. S'adressant aux recrues, le major commandant le 22e régiment de honved hongrois, opérant contre les Russes, leur dit à son tour : « Lorsque vous aurez pénétré en Russie, n'accordez ni merci, ni quartier aux vieillards, aux femmes et aux enfants, quand même ces derniers seraient encore au ventre de leur mère. » Aussi bien, la plupart des cruautés allemandes sont des cruautés ordonnées. Dans un avis qui fut affiché le 5 octobre 1914 à Bruxelles, le maréchal von der Golz édicte la peine de mort contre les habitants, coupables ou non, des endroits près desquels le télégraphe aurait été coupé ou le chemin de fer détruit. Le 22 août, après le sac d'Andennes, le général de Bülow ne craint pas d'avouer : « C'est avec mon consentement que le général en chef a fait brûler toute la localité et que cent personnes environ ont été fusillées. » Le 14 août, à Ruma, le général autrichien Horchstein, commandant du VIe corps opérant contre les Serbes, donne l'ordre suivant : « Dans le cas où les habitants commettraient une faute, attaque, trahison, etc., les otages seront immédiatement mis à mort et la localité incendiée. » « L'état-major seul, ajoute-t-il, a le droit d'incendier une localité située sur notre territoire. » Ayant réclamé de la petite ville de Wavre une exorbitante contribution de guerre de trois millions, « la ville de Wavre sera incendiée et détruite, si le paiement ne s'effectue pas à terme utile, sans égards pour personne : les innocents souffriront avec les coupables », écrit au bourgmestre le lieutenant-général Nieber. Enfin, tout le monde connaît le fameux ordre du jour du général Stenger qui enjoint de ne plus faire de prisonniers et de ne laisser derrière soi aucun homme vivant. Son cas n'est pas le seul. C'est ainsi que, sur le front oriental, le chef d'escadron des cuirassiers allemands, Modeischi, ordonna à ses cavaliers de pendre tout cosaque russe fait prisonnier. On sait s'ils furent obéis !

Quant aux incendies, ils sont, non moins que les meurtres, systématiques. Cela est si vrai que l'armée allemande possède un matériel incendiaire qui comprend des torches, des fusées, des grenades, des pompes à pétrole, des baguettes de matière fusante et des sachets contenant des pastilles composées d'une poudre comprimée très inflammable. A une femme de Termonde qui demandait qu'on sauvât son bien : « Je regrette, Madame, répondit un officier, mais l'incendie n'est pas ma partie. C'est celle de ceux-là qui entrent. Devant eux, je dois m'effacer. »

Systématique aussi le pillage. A Trumilly, à Louvain, à Aerschot, à Dinant, à Lunéville, à

(1) Pierre Nothomb : *Les Barbares en Belgique*, p. 95.

Château-Thierry, il fut conduit avec le plus grand ordre. Partout, il a lieu en présence des officiers qui, dans bien des endroits, ne dédaignèrent pas d'y participer. Ce qu'on ne peut emporter, on le détruit. C'est ainsi qu'à Smgnavor, en Serbie, tout le mobilier des habitants, tels que lits, armoires, poêles de chauffage, furent mis en pièces. Par quel autre dessein que celui de ruiner l'ennemi peut-on expliquer cette manière de faire ? Quant aux destructions de monuments, comme la Cathédrale de Reims, les Halles d'Ypres, l'Hôtel-de-Ville d'Arras, elles n'ont pas, convainquons-nous en, d'autre objet que de diminuer, après sa puissance économique, la puissance morale de l'adversaire.

Les cruautés, tout comme le pillage et le bombardement des villes ouvertes, rentrent, en réalité, dans la méthode de guerre allemande. « A la guerre, toute idée de philanthropie est une erreur, une absurdité pernicieuse, enseigne Clausewitz. La violence, la brutalité du combat ne comportent aucune espèce de limite. » Hâter la paix par la terreur et exterminer ou détruire, autant que faire se peut, tout ce qui n'est pas germanique, voilà le double but du grand Etat-Major allemand. Les atrocités, comme elles leur apparaissent le plus sûr moyen d'y atteindre, sont conseillées par la science militaire teutonne et approuvées, quand elles ne sont pas ordonnées, par le commandement.

*
* *

Toutefois, — il ne faut pas s'y tromper, — si le caractère allemand ne renfermait un naturel fonds de férocité, ces ordres seraient demeurés lettre morte. En tout cas, ils n'auraient pas donné lieu à ces prodigieux raffinements de cruauté que les différentes Commissions d'enquête ont eu la douleur d'enregistrer à la honte de l'humanité.

Que d'horreurs sanguinaires auxquelles se sont complus soldats et chefs allemands, agissant bien, cette fois, pour leur compte ! C'est à faire frémir, mais aussi à se demander à quelle race sauvage, d'une sauvagerie décuplée par la civilisation, appartiennent ces gens, — ces pères, ces époux, ces frères, ces fils, — qui ont pu commettre d'aussi abominables attentats où on ne sait qui l'emporte de l'horrible ou de l'ignoble ? Les Allemands ne se contentèrent pas de violer les femmes et les filles, ils les violèrent sous les yeux de ceux dont le devoir était de les défendre. En France, à Coulommiers, une femme fut souillée devant son mari et ses enfants. A Saint-Denis-les-Rebais, une autre le fut en présence de sa belle-mère et de son fils âgée de huit ans ! A Aerschot, une jeune fille est violée par dix-huit Allemands, sous les yeux de son père ligoté. Et quels martyres ! A Revigny, la Commission d'enquête française signale le cas d'une femme qui fut trouvée tuée dans sa cave, un sein coupé, ainsi que le bras droit. Sa petite fille, âgée de onze ans, avait également un pied enlevé. A Sempst, en Belgique, une femme fut frappée à coups de baïonnette, enduite de pétrole et jetée dans une maison en flammes. Le dimanche 30 août, une patrouille de hussards s'amuse à tirer, chaussée de Bruxelles à Malines, sur une femme de soixante-quatorze ans, Catherine van Kerkove, partout où ils peuvent l'atteindre sans la tuer ! Un coup de fusil lui emporte la main droite, un autre lui déchire la joue.

Mêmes raffinements vis-à-vis des enfants. A Bantheville, le jeune Miguel, âgé de quinze ans, qui s'était caché derrière un tas de fagots pour n'être pas arrêté, reçut du soldat qui le découvrit un violent coup de sabre qui lui fendit les lèvres; puis, comme il essayait de se sauver, tandis qu'on l'emmenait, il se heurta à une sentinelle qui, d'un coup de baïonnette, lui enleva une phalange de la main gauche. A Pin, près d'Izel, les uhlans font courir deux jeunes gens, les bras liés, entre leurs chevaux galopant. Leurs cadavres furent trouvés une heure après dans un fossé : ils avaient les genoux « littéralement usés »; l'un avait la gorge coupée et la poitrine ouverte, les deux avaient du plomb dans la tête. A Sempst, les soldats qui marchent sur Anvers s'emparent du couteau du boucher, saisissent un petit domestique, lui coupent les jambes, puis la tête, et le rôtissent dans une maison qui flambe. M. Pierre Nothomb nous affirme qu'on a même vu un soldat allemand marcher à la bataille avec un petit enfant embroché à sa baïonnette !

Les tortures, on le pense bien, ne sont pas davantage épargnées aux blessés. « A l'hôpital de Nancy, rapporte la Commission d'enquête française, nous avons vu le soldat Voyer, du ..e régiment d'infanterie, qui portait encore les traces de la barbarie allemande. Grièvement blessé à la colonne vertébrale, en avant de la forêt de Champenoux, le 24 août, et paralysé des deux jambes par suite de sa blessure, il était resté étendu sur le ventre, quand un soldat allemand l'avait brutalement retourné avec son fusil, et lui avait porté trois coups de crosse sur la tête. D'autres, en passant auprès de lui, l'avaient également frappé à coups de crosse et à coups de pied. Enfin, l'un d'eux lui avait, d'un seul coup, fait une plaie au-dessous et à trois ou quatre centimètres de chaque œil, à l'aide d'un

ènstrument que la victime n'a pas pu distinguer, nais qui, d'après l'opinion du Dr Weiss, médecin principal et professeur à la Faculté de Nancy, de vait être une paire de ciseaux. » De pareils raffinements dénotent une foncière cruauté, une cruauté qui prend plaisir à s'exercer et, pour tout dire, une tendance avérée au sadisme.

Le fait est d'autant moins discutable que les villes incendiées servirent de cadre aux pires orgies. A Andennes, où trois cent vingt bourgeois avaient péri, où trois cents maisons étaient brûlées, officiers et soldats organisèrent sur la grand'place un banquet, qu'ils baptisèrent le *Pardon d'Andennes* et auquel ils forcèrent les autorités locales à prendre part. Dans les maisons dévastées et pillées, les officiers boivent du champagne. Des airs de valse se mêlent aux râles des mourants. A Tamines, officiers et soldats s'enivrent en présence des veuves qu'ils ont fait amener tout exprès devant les cadavres de leurs époux. Partout, d'ailleurs, les Allemands jouent avec leurs victimes, comme le chat avec la souris. Après avoir promené de villes en villes les otages de Louvain, ils les font tomber à genoux, les mettent en joue, puis éclatent de rire: ce ne sera pas pour cette fois, mais pour plus tard, quand leurs bourreaux auront suffisamment joui de leurs larmes.

La guerre actuelle, il n'y a pas à dire, a mis en pleine lumière un côté de l'âme allemande dont nous avions le tort de ne point nous rendre compte. Ce côté n'est pas nouveau, en effet. Sous le vernis d'une civilisation toute matérielle, l'Allemand est resté barbare. Il est barbare et il est, au fond de lui, naturellement cruel. Alors qu'il ne craint rien, il donne libre cours à sa férocité. Tout lui est prétexte, ainsi que cette guerre nous le prouve. Comment, en effet, si, sous des dehors placides, l'Allemand n'était d'un naturel féroce, aurait-il fait de la cruauté une méthode de guerre et comment, surtout, l'aurait-il appliquée avec cette volupté dans le crime qui achève de le dépeindre, en dépit de son organisation matérielle ou, si vous le voulez, de sa *Kultur*, comme l'un des plus bas exemplaires de l'humanité.

PAUL GAULTIER.

LES COMMENTAIRES DE POLYBE

Notre collaborateur et ami, M. Joseph Reinach, a fait précéder la 3e série de ses Commentaires de Polybe, *de l'étude suivante sur les transformations de la guerre :*

La troisième série de ces *Commentaires* diffère un peu de celles qui l'ont précédée. L'esquisse d'une étude, qui ne pourra être poussée que plus tard, sur l'évolution et les nouveaux caractères de la guerre, y sert de trame, pour ainsi dire, au récit rapide des événements quotidiens .

La guerre de position ou de siège, telle qu'elle a succédé à la guerre de mouvement après la victoire de la Marne, ne constitue, comme on l'a souvent observé, une nouveauté que par son étendue et par sa durée; mais c'est une nouveauté considérable. L'usage des abris artificiels est vieux comme la guerre elle-même. Ce qui n'avait pas encore été vu, c'est une armée s'enterrant jusqu'aux dents sur une ligne de plusieurs centaines de kilomètres de longueur et obligeant l'armée ennemie à en faire autant.

Après l'expérience de la guerre turco-russe, de la guerre des Boers et de la guerre de Mandchourie, il n'avait pas été difficile de prévoir qu'à l'avenir, comme dans ces guerres, on ferait largement usage de la bêche pour se créer des abris contre les effets des armes nouvelles. Les écrivains militaires de tous les pays avaient cherché, en conséquence, à se faire une idée aussi exacte que possible de la valeur opérative et tactique des positions fortifiées. Mais Bernhardi lui-même soutenait « qu'elles n'ont une véritable importance que comme complément de l'offensive ». Il ne s'est pas arrêté un instant à la généralisation du système sur un vaste front. Je crois bien qu'elle a été entrevue seulement par le colonel Feyler et par Wells.

Voici donc les deux immenses armées enterrées dans des tranchées, dans plusieurs lignes parallèles de tranchées; quelle est celle qui délogera l'autre, qui percera le front ennemi ? Le facteur principal de la réussite de l'attaque d'infanterie sera toujours l'étroite collaboration de l'infanterie et de l'artillerie. Toutefois l'artillerie de campagne ne suffit plus à renverser les abris, à bouleverser et à détruire les tranchées bétonnées et cimentées. La guerre de mouvement a été remplacée par la guerre de siège en rase campagne. Le canon de siège, l'artillerie lourde, va succéder au canon de campagne à tir rapide.

De là, d'abord, le problème des gros canons, des gros projectiles de toutes sortes. Recherchez, di-

sait la stratégie d'autrefois, — de 1911, — « le terrain découvert et ondulé »; c'est « le terrain idéal (1) ». Il est devenu « le terrain chimérique ». Impossible de déclancher l'infanterie avant d'avoir concentré longuement sur l'objectif les feux intenses des artilleries lourdes, d'avoir écrasé la tranchée ennemie sous des tonnes de métal.

Je n'ai pas été des derniers à réclamer de nos usines de guerre l'effort colossal qui s'imposait comme la condition première de la victoire. Elles se sont acquittées de leur tâche, dans des circonstances difficiles, de façon à forcer l'admiration des Allemands eux-mêmes. Malgré qu'ils se fussent de beaucoup mieux approvisionnés que nous pendant la paix, ils eurent, eux aussi, après la Marne, leur crise de munitions. C'est un prince allemand, l'un des fils du Kaiser, qui constate, à notre avantage, le nombre redoutable de nos pièces d'artillerie, nos grêles ininterrompues d'obus dans « la bataille d'hiver de Champagne »; 16 février à 18 mars 1915, il faut rappeler les dates que l'auteur inscrit lui-même en tête de sa plaquette (2).

Il y a eu des erreurs, des hésitations, des lenteurs administratives. Evidemment. Je n'ai pas attendu la guerre pour prémunir, fort inutilement, la démocratie contre la bureaucratie. Mais je manquerais à cette équité, dont j'essaye de me faire une règle, si je n'écrivais pas ici que nombreux ont été les bureaux qui ont collaboré, avec autant d'intelligence que d'activité, à l'œuvre de la défense nationale. Il avait été commis, avant la guerre, pas mal d'erreurs dont la guerre devait faire éclater toute la gravité. On a connu un temps où proposer et appuyer des dépenses militaires, surtout dans l'ordre des armes et des munitions, c'était s'exposer à la suspicion de porter un intérêt trop vif « à la métallurgie ». Mot sonore et terrible. L'histoire, quand l'heure en sera venue, datera ses justices. Il faudra, auparavant, citer à l'ordre général des armées la métallurgie française, ouvriers et contre-maîtres, ingénieurs et directeurs.

« Guerre industrielle », a-t-on dit. C'est bien l'une des formes nouvelles de la guerre. Les victoires de la guerre industrielle se forgent dans les Creusots. Aussi bien, qui donc avait prévu, même parmi les plus clairvoyants, et l'invraisemblable consommation de projectiles dans la bataille d'aujourd'hui, et le rôle de l'artillerie lourde dans le siège extraordinaire d'un pays par un autre pays ? Il m'a paru que le devoir était double : activer les mouvements et entretenir les confiances.

L'emploi tactique de l'artillerie lourde avait fait l'objet d'assez nombreuses études, en Allemagne comme chez nous, avant la guerre. J'en ai lu, ou relu, plusieurs. La plus intéressante, traduite par le lieutenant d'artillerie Merme, est celle d'un officier d'état-major bavarois, le capitaine Friedrich. Il rapporte ces paroles, prononcées à Metz, en février 1909, par le général von Prittwitz, commandant le 16e corps d'armée : « Comme jeune officier d'état-major, je me suis beaucoup employé en faveur de l'artillerie lourde et j'ai été parfois assez mal reçu; aujourd'hui, il n'y a certainement personne d'entre nous qui ne reconnaisse la valeur de cette arme comme principal facteur dans la bataille (1). » Ce qui est formellement contesté par le général von Richter (2).

On s'étonne — aujourd'hui — que certains avertissements n'aient pas été entendus. Le fait, c'est que les meilleurs esprits étaient divisés sur la question. Ici encore, il faut répéter avec Napoléon que « c'est la guerre qui apprend la guerre ». C'est la force, la dure nécessité qui sort des choses, c'est la loi des tranchées qui impose l'emploi généralisé de la grosse artillerie, qui crée une nouvelle tactique (j'en ai donné des exemples), d'où sortira une nouvelle stratégie.

Ou, plus exactement : une tactique, une stratégie *renouvelées*. Jomini avait vécu assez longtemps pour que « la postérité se fît peu à peu autour de lui ». Il avait suivi, comme attaché militaire suisse, les manœuvres de Masséna qui furent couronnées par la victoire de Zurich. Il écrivit sa dernière brochure sur la guerre de 1866. Il y reconnaissait la valeur des armes perfectionnées, l'élément imprévu que les chemins de fer apportaient dans les opérations des armées; mais « il y maintenait les grands principes stratégiques », ceux qui dominent les progrès de la science mécanique; « son esprit toujours lucide et présent se posait le problème *sous sa forme renouvelée* (3) .» L'industrie fait succéder aux pluies de flèches les pluies de balles Lebel; elle remplace la catapulte par les Rimailho et les « Schwere Feldhaubitze »; mais il y aura toujours avantage à relire la *Correspondance de Napoléon* et les *Commentaires de César* qui étaient proprement, comme la démonstration en a été faite devant l'une des classes de l'Institut, « des communiqués ».

JOSEPH REINACH.

(1) Général FOCH : *Des Principes de la guerre, la bataille moderne*, p. 330.

(2) *La Bataille d'hiver de Champagne*, par le prince OSCAR de PRUSSE.

(1) *Emploi tactique de l'artillerie lourde*, traduction française, page 5 de la préface.

(2) *Jahrbücher für die Deutsche armée*, août 1912.

(3) SAINTE-BEUVE : *Nouveaux Lundis*, t. XIII.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 20 — 1er ET 2e SEM. 53e ANNÉE 16-23 OCTOBRE 1915

REIMS ET SON PÉRIL FRANÇAIS

Achever l'attentat de l'ennemi par la désaffectation. D'un monument blessé, faire un monument mort ; changer la plus belle des Cathédrales en cimetière, et réduire l'Acropole de notre histoire à un ossuaire : voilà une idée si odieuse qu'elle surprend !

On veut abolir ces autels séculaires, et chasser Notre-Dame de sa maison de gloire : et on le veut, au nom du sentiment, à cette heure le plus sacré et le plus ardent. Ce vœu impie, ce vœu barbare s'enveloppe de la majesté du drapeau. De braves gens pourraient se laisser séduire : je viens les avertir.

Il s'agit de tapisser intérieurement Notre-Dame de Reims de plaques de marbre à lettres dorées et de l'entourer extérieurement de canons pris à l'ennemi qu'on plantera debout et qu'on reliera par des chaînes, afin qu'une fois l'an, une délégation de l'armée française y vienne.

Ce vœu est anonyme. Les règlements militaires empêchent son auteur de se faire connaître, mais si son idée a chance d'aboutir, après la guerre il se nommera.

Ce vœu vient de la tranchée : et cela le rend dangereux, malgré son horreur. De quel respect nous honorons tout ce qui sort de ce sillon sanglant où germe et mûrit la victoire de la France et le salut du monde !

C'est un officier qui écrit. Certainement, dans son service, il ne commet pas les étourderies invraisemblables, qui disqualifient ses lettres; il se présente comme le *mandataire de tous nos officiers*, et, comme tel, il promulgue : « Oui, c'est l'avis de nous tous, officiers, il ne faut pas la réparer, il faut la couvrir adroitement et la laisser comme témoin de la barbarie teutonne. »

Ce n'est pas vrai. Aucun officier à ma connaissance, ni à celle de mes amis, ne serait partisan de la désaffectation de Reims.

Le correspondant de l'*Art et les Artistes* a pris sa tranchée pour tout le front : son « Nous tous, officiers », désigne une dizaine de camarades, avec lesquels il mange en un mess de fortune, dans quelque coin perdu de l'immense ligne de combat.

Actuellement, une enquête de cet ordre est impossible. Nous sommes en face d'un étourdi ; mais je n'aime guère, je l'avoue, que le principe de compétence soit bafoué, même par un poilu.

Un proverbe parle des vaches, il s'applique à tout, même aux cathédrales. Je serais grotesque vraiment, si je donnais mon avis sur une question de tactique. La limite nécessaire de l'autorité existe aussi en art et en religion : et, en retournant un mot célèbre de la campagne d'Egypte, on peut dire au correspondant de M. Dayot : « MM. les ânes et MM. les officiers, entrez dans le carré. »

Il y a une raison historique pour qu'ils y entrent. Mon dessein serait de l'exposer sans offenser personne : je pense y réussir.

Quand les envahisseurs avançaient, et de jour en jour, souillaient de nouveaux espaces de notre terre, un vœu fut exhalé, une supplication s'éleva,

une question fut anxieusement posée. La réponse inspirée par l'heure épouvantable, on peut la citer, sans nuire à la gloire légitime de nos vaillants : « Nous défendrons la terre de France, sans souci de ce qu'elle porte, chaumière ou monument. »

Il y a des drapeaux de pierre qui méritent le sang précieux des citoyens, autant que les insignes des légions. Dans les pertes, l'irréparable ne saurait être confondu avec le désastre financier. Tout Reims peut être reconstruit, sauf Notre-Dame et Saint-Rémy. Quelle humiliation ineffaçable que la ruine d'un chef-d'œuvre ! Elle ne témoigne pas seulement de la barbarie de l'adversaire, elle marque éternellement notre impuissance ! Certes, chacun ne tend l'oreille qu'à la cloche de sa paroisse, et depuis quatorze mois, les heures vraiment canoniales sont psalmodiées par le canon. Dans le péril de la race, le péril d'art a disparu, comme secondaire...

Après la guerre, quand nous aurons tressé les plus belles couronnes à nos héros, il faudra bien que les officiers de l'art reprennent leur service interrompu. La hiérarchie de la paix succédera à celle de la guerre ; sans quoi nous tomberions dans ce même militarisme, qui a transformé l'Allemagne en dragon dévorant.

La plus grande beauté de ce camp français où Thémis plane, visible pour le métaphysicien, beauté nouvelle et qui nous montre, en face de la régression d'espèce incarnée par le Teuton, l'ascension de cette même espèce sous nos traits, à nous, c'est que nos héros détestent la guerre. Parmi tant d'hommes qui se sacrifient, pas un qui ne rejette l'abominable blasphème de Joseph de Maistre; pas un qui s'enivre de la rage homicide, pas un qui ne déteste sa fonction. Le devoir seul nous mène et non un bas instinct. Jamais la conscience du combattant ne fut aussi pure que la nôtre : jamais un peuple n'eut l'âme aussi humaine, aussi modérée, aussi équitable : nous ne voulons que notre droit, pour la première fois, peut-être.

La cause d'un si grand effet est esthétique. Bellone a perdu sa beauté. Devenue traîtresse, rampante, empoisonneuse, les pieds dans la boue et soufflant des gaz immondes par les narines, elle ne séduit plus : et l'humanité n'a jamais pu s'enthousiasmer pour la laideur ; en cela, elle manifeste sa dignité essentielle.

Le « Nous tous officiers », semble une expression du Maroc. Autre caractère de notre incomparable civilisation, l'œuvre d'Arès, cette fois, a rejeté tout caractère professionnel, les citoyens combattent, chacun suivant sa valeur défensive ; et, dès lors, le sang a le même prix, quel que soit le grade. Qui l'a versé se trouve électeur au saint Empire de la Race, et le galon d'après la guerre sera l'auguste mutilation, la sainte blessure. En face de Reims, l'avis d'un officier ne vaut pas plus que celui d'un soldat.

Je développe les termes de cette malencontreuse missive de la tranchée, pour qu'on estime le peu de poids de cet anonyme, l'irréflexion puérile de ses termes.

Militariser notre suprême basilique en ossuaire ne peut être qu'un mouvement d'esprit illettré et obsédé par le vacarme du combat. Quelle puérilité de croire que la France aura besoin de Reims en ruines, comme témoin du teutonisme !

Les partis se taisent, mais ils ne sont pas dissous. Un grand journal du Midi a une manchette régulière intitulée : *En marge de l'union sacrée.* Là, on a le courage de profiler l'hydre cléricale comme si nous n'avions pas en face de nous un monstre suffisamment absorbant. Les gesticulations de cette tarasque politique sont attristantes, tandis que Fafner tient encore ses pattes accrochées à notre sol.

Or, l'anticléricalisme trouverait un prétexte avouable dans le vœu lancé par M. Armand Dayot. Ce que la terrible loi de 1905 n'a pu faire, on l'obtiendrait au nom du patriotisme ?

Pour multiplier les témoins de la barbarie teutonne, on ne réparerait ni Reims, ni Soissons, ni aucune des églises anciennes dévastées, et pas davantage Noyon et Laon, si les Allemands, dans leur retraite, les entament.

Voyez-vous cette nouveauté perverse ? La désaffectation patriotique des cathédrales ! Un chancelier du Kaiser ne trouverait pas mieux, en son génie d'hypocrite.

Quelle embuscade pour tirer des carreaux sectaires à l'abri des trois couleurs ! On consacrerait les sanctuaires frappés par l'ennemi, non plus à la Raison, mais à la Patrie : ce seraient les Temples du souvenir national. Comment regimber contre une si sainte attribution ?

Allez au Panthéon, où traîne seulement la badauderie des touristes et figurez-vous aux murs, au lieu de toiles marouflées, des plaques à lettres d'or. L'église du Sacre se trouverait dédiée à l'agence Cook, et en certaines circonstances à l'éloquence parlementaire. Vraiment, Jean d'Orbais n'avait pas conçu son chef-d'œuvre pour une telle fin : et ce serait grand'pitié de bafouer à la fois un tel génie et tant de siècles glorieux, de disperser de si grands souvenirs et de changer en

Campo-Santo, le temple immémorial de nos victoires.

De quel droit contrarierait-on la destination d'un édifice ? Marie n'est pas Isis ou Athéna. Le catholicisme est vivant, le sang qu'il verse à cette heure est aussi vermeil que celui des libres-penseurs et, si j'en crois mes amis de la tranchée, l'irreligion ne vaut guère comme un article du front. L'hydre cléricale a perdu beaucoup des têtes qu'on lui attribuait.

Comment ! Il n'y a pas un papier, même quotidien, qui ne manifeste cette vérité, que le musée ne vaut qu'en désespoir de fait ; et que les œuvres d'art perdent leur plus vif rayonnement en passant de leur lieu natal, pour ainsi dire, au musée-hospice.

Reims a été un club, un magasin à fourrages. On veut en faire un ossuaire. Pourquoi ? « Comme témoin de la barbarie teutonne ».

Craint-on que les témoignages de cette barbarie viennent à manquer ? Prenons garde qu'ici, ce ne soit aussi un « témoin de l'incurie française ». Du 12 septembre au soir au 17, la cité reprise ne vit pas la moindre mesure préservatrice du monument, pas même la démolition de l'échafaudage, l'enlèvement de la paille et des chaises, ni le descellement des vitraux.

S'il ne s'agit que de soulever les dalles de Reims et « d'y transporter les ossements des morts pour la Patrie, en ce moment épars dans les champs de France », pourquoi désaffecter la cathédrale ? Les morts dorment très bien aux voix de l'orgue et des chants sacrés. C'est là une sépulture honorable entre toutes, il n'y a que le « *tout autour* en lettres d'or » (*sic*) qui soit d'un goût un peu drôlatique.

Cet officier accepterait peut-être que le marbre ne fût pas blanc, ni noir, mais gris. Quant aux noms, combien pense-t-il en mettre à hauteur d'œil, à la place des fameuses tapisseries, au-dessous des fenêtres des bas-côtés ? Il ne peut être question que des officiers. Jusqu'à quel grade?

Personne ne marchande son hommage à l'armée. Qu'un Joffre colossal prenne, au seuil de Notre-Dame, la place de Saint-Christophe, et que les autres chefs de la victoire de la Marne soient iconifiés en même temps, car ces chefs ont sauvé Notre-Dame. Mais Reims, « c'est le lieu de toute la France où l'on est le moins fier », me disait un chef de poilus, avec une juste estimation de l'éternelle tristesse, que la mutilation inspirera à tout civilisé.

Et on ne réparerait pas ? Le marteau de Thor aurait accompli le vœu de Gœrrès ? Comme les reîtres allemands l'ont chanté, elles seraient désormais muettes, les cloches de la superstition. Ainsi, la France achèverait le crime allemand; les obus ont blessé la cathédrale et nous la désaffecterions, pour réjouir ceux qui nous haïssent comme idolâtres et comme francs !

La circulaire qui accompagne la motion insensée contient une perle : « Ce projet, d'une rare grandeur, ne peut que grouper autour de lui toutes les croyances. On demande l'avis et surtout l'adhésion ». Désaffecter la plus belle des cathédrales, chasser la Vierge de son Parthénon, quelles croyances cela groupe-t-il ?

Malgré l'ombre romaine sur l'univers, il est vivant, le catholicisme gallican ! Ce mot que tant de lèvres murmurent, pourrait bien sonner clair un de ces matins les quatre articles de M. de Meaux, évêque français, celui-là : Cette épithète de français, de jour en jour, deviendra la seule consigne, même en religion.

Au quatrième siècle, Marie était déjà seigneuresse et Dame de l'édifice construit par Saint-Nicaise. Et les ennemis de la Vierge, les Teutons, obtiendraient qu'elle fût spoliée et par les Français, renégats et sacrilèges ! Nos ancêtres se saignèrent aux quatre veines pour nous léguer ce sanctuaire. Le Pape Honorius accorda une indulgence à tous ceux qui contribuèrent. Plus tard, munis d'une bulle d'Innocent IV, les envoyés de Reims allèrent quêter de ville en ville et y former des confréries, où chacun versait une somme annuelle. Ainsi, en 1241, le chœur fut terminé.

Dix ans après, Notre-Dame de Reims était écrasée de dettes *importabili onere debitorum*. Si j'avais la place d'énumérer quels efforts de zèle et d'argent nos aïeux accomplirent pour édifier ce chef-d'œuvre jusqu'en 1481, personne n'oserait contredire à la magnifique volonté de tant de générations.

Et ces hommes d'un génie sublime : Hugues Libergier, Bernard de Soissons, qui fit cinq voûtes et ouvra à l'ouest, Gaucher de Reims, qui ouvra aux voûssures et portaux, Jean d'Orbais qui commença la coiffe de l'église, et Jean le Loup qui en commença les portaux, Robert de Coucy, qui ouvra au grand portail, ont-ils voulu un temple à Marie ou un ossuaire ?

Ceux qui ne respectent ni la foi, ni l'art, ni la Reine des Anges, ni les premiers de tous les hommes, qui sont les architectes, oseraient-ils pousser la politiquaillerie jusqu'au mépris de nos annales et y a-t-il un parti contre l'histoire de France ? Elle a conflué là tout entière, cette histoire, de Charles VII à Charles X, de 1429 à 1825.

Et enfin, c'est l'église de la Patrie où la Pucelle déploya l'oriflamme de victoire !

Un ossuaire, un Campo-Santo, cette basilique triomphale où la pierre étale une richesse de fête et de liesse, où notre race, avec chaque nouveau roi, affirma sa puissance ! Quelle ignorance de son passé, quel aveuglement en face de son réel caractère !

Ne comprenons-nous plus le français, lorsque les pierres le parlent ! Jean d'Orbais est le Bossuet de notre architecture !

Nous rétorquons la lettre d'un étourdi, mais, dans l'ombre, il y a des guetteurs attentifs, des sectaires endurcis, des espions et des traîtres. Après quarante-trois ans d'invasion lente et de naturalisation intempestive, nous ne sommes nulle part *entre nous*, de façon certaine. Quel que soit le char, qu'il porte de l'idéal ou de la matière, des mauvaises volontés sont prêtes à l'embourber profondément, s'il se risque dans les fondrières.

Ce sont des trahisons, ces manœuvres attentatoires au passé et renonciatrices de nos gloires. Ce que les obus ont frappé à Reims, c'est le *Regnum Galliæ, regnum Mariæ* : nos abjects envahisseurs enveloppent du même blasphème et la Vierge et la France. En offensant la Vierge, nous réjouissons la secte des iconoclastes, la même qui n'a pas laissé une figure aux portails de Meaux.

Comme témoins de dévastation, Arras suffit, car je ne vois pas la possibilité de reconstituer les deux places. Soissons est là aussi, pantelant, et Dieu sait ce que nous aurons à pleurer encore, quand les monstres prendront la fuite.

Marcel Prévost a écrit un morceau vraiment pathétique : *Reims est morte*. Je sais l'effet des déflagrations à l'intérieur : par endroits, la pierre calcinée poudroie littéralement, et chaque jour davantage. Mais on remplace des pierres, et quant aux sculptures, ne soyons pas ridiculement snobiques. Un moulage dont on a gratté les bavures, qui est durci et maquillé, donne la sensation exacte de l'original : or, nous avons le moulage de bien des morceaux et la photographie de tous. Ce qui est endommagé peut être refait : question de praticien.

Pour ne pas nuire au plaisir des admirateurs, je tairai les célèbres statues des autres cathédrales, qui ne sont que des copies, tandis que les originaux effrités gisent dans une cave ou un musée lapidaire, selon les lieux. S'il s'agissait de refaire, d'après une photographie, l'Hermès de Praxitèle, il y aurait de la déconvenue : ce marbre conservé par le sable, garde le poli minutieux, orfévresque du grand artiste. Il n'en est pas de même pour les statues en pierre, exposées à l'air depuis des siècles.

La réparation de Reims n'offre point de difficultés ; il faut qu'elle soit faite. Cette sublime blessée, soignée et guérie, doit revivre de sa vie religieuse. Une raison suffirait. Sa mort fut ordonnée en 1914, dans le *Mercure du Rhin* : « Détruisez Reims ! » hurlait Gœrres.

Quel bizarre sentiment de conserver les traces du sacrilège et l'empreinte d'êtres abhorrés ! Parcourez les plus vieilles annales, le vœu ardent des peuples se voit à la hâte d'effacer les traces humiliantes de l'invasion et d'abord de restaurer le temple, afin d'y sacrifier à la victoire Aptère !

Le snobisme se mêle souvent à un sincère amour de l'art. Pour certains, une statue réparée n'est plus valable, et une copie encore moins. Ces gens, visiteurs de musées, ignorent combien peu d'antiques ont leurs têtes, bras et mains originaux ; combien de torses anciens sont devenus des statues complètes ? Qu'ils disent donc, ces scrupuleux esthètes, dans quelle glyptothèque se trouve l'original du *Peribœtos* de Praxitèle qu'on voit partout.

Ce que Thorwaldsen a fait pour le fronton d'Egine à Munich, et Tenerani pour l'*Apoxyomenos*, nos artistes bien conseillés, peuvent l'entreprendre.

Il n'est même pas besoin d'artistes pour durcir et patiner des moulages, pour exécuter même une figure d'après les photographies.

A Reims, des ingénieurs quant à la statique, des praticiens pour la statuaire suffisent.

Quant aux verrières, elles sont aussi copiables. Si le ton manque de la profondeur d'autrefois, le dessin sera du moins fidèle. Avec une patine artificielle, dont le dernier des mouleurs sait le facile secret, on raccorde le plâtre hurleur au ton de la vieille pierre : et la cathédrale de Reims ressuscitera à nos yeux telle qu'elle était, à moins qu'il ne se forme un parti odieux pour refuser les secours aux monuments blessés, et que ce parti ne l'emporte sur l'art, la religion, la raison et, j'ose le dire, sur l'amour de la Patrie.

Il y a, au Val-de-Grâce, un service unique au monde ! Souvenez-vous de la cagoule noire qui couvre le visage de l'abbé de la Croix-Jugan, dans l'admirable *Ensorcelée* ? Personne n'a oublié l'obsédante figure de cet abbé « à la gueule fracassée », comme d'Aurevilly l'appelle.

Eh bien ! ce service, qui mérite à Morestin l'admiration universelle, est celui des défigurés, de ceux qui n'ont plus de nez, plus de bouches, dont la face n'est qu'un trou sous les yeux.

Là, on refait des traits, on refigure, on rend un sage à celui qui serait condamné à la cagoule ! Le déplorable client de M. Dayot va-t-il demander à Morestin de cesser ces réparations de sages, afin que circulent par toute la France des gueules fracassées », comme témoignage de la rible guerre ?

A Notre-Dame de Reims, à l'adorable visage, faut refaire tout ce qui a été fracassé : c'est un voir, ce sera le signe nécessaire du salut. Pavez sanctuaire des os héroïques, gravez les noms e vous voudrez sur les parois, mais tenez pour symbole nécessaire que la France ne se sentira torieuse, qu'au jour où le *Te Deum* emplira ces ûtes raffermies et où les anges des contreforts paraîtront entiers et brillants. Les cloches du cre sonneront alors la volée enivrante du triome de l'humanité sur la race des monstres, et rteront au ciel l'écho de sa propre victoire sur nfer.

PÉLADAN.

DE L'ORIENT A L'ORIENT.....

Ce titre peut sembler étrange au premier abord : fait, il répond exactement à la marche des énements, qui se déroulent depuis plus de quaze mois sous nos yeux.

Dans les dernières semaines, c'est la question Orient qui a surtout fourni des aliments à la esse quotidienne. Le Turc et le Bulgare, le rbe et le Grec ont repris, dans nos préoccuions, une place de premier plan, et même la ctie du public la moins versée d'habitude dans affaires diplomatiques s'est intéressée à Raslavof et à Malinof, à Venizelos et à Théotokis : ns devenus aussi familiers que ceux de Sanof, de Grey ou de Sonnino. A la vérité, jais cette question d'Orient n'avait été sommeilte au cours de cette rude période 1914-1915 : n'est pas seulement à la fin septembre, que les lomaties des deux combinaisons belligérantes aient heurtées les unes aux autres dans les citales balkaniques ; combien de fois avait-on egistré les déclarations de neutralité du cabinet Sofia ! Combien de fois, à Bucarest, la poliue « ententiste » de Take Jonesco et de Filisco était-elle entrée en collision avec la poliue germanophile et austrophile de Marghilon ! La démission de Venizelos, en octobre, évoe le souvenir d'un incident semblable, qui survint sept mois plus tôt, et au surplus, on s'explique que jamais les nations en lutte n'aient détaché leurs regards de cette région européenne, qui va du Danube et des Carpathes à la mer Egée, lorsqu'on songe que la crise générale est issue d'une crise d'abord localisée entre l'Autriche et la Serbie. Nous n'avons pas à rechercher si cette conflagration quasi-mondiale était ou non inévitable ; nous ne nous demanderons pas si, à défaut du drame de Sarajevo, Berlin et Vienne n'eussent pas trouvé, l'été ou l'automne de 1914, un autre incident à exploiter. Laissons les hypothèses : le fait brutal est là.

*
* *

Depuis de longues années, c'était un axiome que toute guerre orientale provoquerait une guerre beaucoup plus ample où interviendraient la France, l'Allemagne et leurs alliés. Cette affirmation indiscutée tirait toute sa force de cette constatation, que les intérêts politiques et économiques étaient partout enchevêtrés et spécialement au sud du Danube. La Russie et l'Autriche avaient chacune leurs clients dans la presqu'île, clients qui, d'ailleurs, passaient parfois de l'une à l'autre. La Russie et l'Angleterre envoyaient leurs meilleurs diplomates à Constantinople, qui représente pour l'une, la ville dominatrice des passages vers la mer libre, et pour l'autre, le point de départ d'une des routes vers l'Inde. La France défendait, dans le Levant, un prestige séculaire et qui commençait à décliner, faute d'avoir été renouvelé dans ses sources. L'Italie, bien qu'alliée de l'Autriche, se défiait des ambitions que cette puissance manifestait sur l'Albanie. Mais ce qui avait essentiellement compliqué et aggravé le problème d'Orient, c'était l'intervention germanique qui allait bouleverser les conditions de ce problème, déterminer des rapprochements inattendus et peut être hâter la chute de cet Empire Ottoman, qui, en dépit des pires catastrophes, se survivait toujours à lui même. Plus les années s'écoulaient et plus on comprenait que l'intrusion croissante du cabinet de Berlin dans les affaires balkaniques ajoutait aux chances de guerre, qui pesaient déjà sur le continent.

Bismarck, on le sait, affectait un grand dédain pour les choses de Turquie qui, d'après lui, n'intéressaient point son pays. Il répétait volontiers ces deux propositions, où se synthétisait sa pensée : « Je ne lis jamais le courrier de Constantinople », et « La question d'Orient ne vaut pas les os d'un grenadier poméranien ». Mais bien des évolutions se sont accomplies, outre-Rhin, depuis

la retraite du Chancelier de Fer, et d'ailleurs il n'était pas sincère, lorsqu'il affectait de refuser toute considération aux controverses anciennes ou récentes, dont Stamboul était le centre toujours agité. Il avait inséré, si l'on peut dire, la question d'Orient dans son jeu, à dater du moment où il avait présidé le Congrès de Berlin, mutilé la grande Bulgarie et rogné les conquêtes russes de San-Stéfano. Grâce à une manipulation habile des provinces ottomanes, il avait trouvé moyen — et rien ne lui importait davantage, de créer un antagonisme permanent entre la Russie et l'Autriche. En poussant François-Joseph dans la Bosnie-Herzégovine et dans le Sandjak de Novi-Bazar, il le détournait de toute velléité de retour offensif dans l'Europe centrale et se prémunissait contre un rapprochement durable entre Pétersbourg et Vienne. Cette politique orientale se mettait au service de sa politique générale. Sous ses successeurs, la politique générale allait se subordonner, pour une large part, à la politique orientale.

Dans son volume si plein d'aveux, le prince de Bülow s'est efforcé de justifier les visées mondiales de l'Allemagne. Les ambitions personnelles du Kaiser se solidarisaient avec les convoitises d'une industrie, qui s'était accrue au point de devenir démesurée. A cette industrie il fallait des débouchés de grande ampleur, et comme les deux hémisphères étaient en presque totalité occupées, le cabinet de Berlin jeta son dévolu sur l'Empire Ottoman, qu'il se réservait comme un champ d'exploitation. Les Hohenzollern se déclaraient les protecteurs-nés de cet « homme malade », dont ils espéraient bien, après tant d'autres, devenir les héritiers privilégiés. Il sera intéressant, quelque jour, d'étudier par le menu l'histoire curieuse et complexe de la mainmise teutonne sur le Sultanat. Après s'être fait concéder le Bagdad, qui leur conférait une expectative sur l'Asie-Mineure, les gouvernants de Berlin accentuèrent leur pression sur les cabinets successifs de Constantinople, qu'ils devaient réussir à réduire à l'état de vassalité. Ils permettaient à l'Autriche de convoiter Salonique et de briser les résistances slaves, qui s'opposaient à sa descente le long du Vardar; mais lui abandonnant l'espérance de la Macédoine, ils revendiquaient pour eux-mêmes la meilleure part de la Turquie.

C'est ainsi que l'impérialisme austro-hongrois et l'impérialisme allemand, — dont les appétits étaient beaucoup plus pressants que les séculaires ambitions russes, — aggravèrent à l'infini le vieux débat oriental. Il apparut dès lors prodigieux et invraisemblable qu'un litige balkanique pût se régler sans susciter une guerre européenne. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, en 1908, porta le continent à la lisière de la catastrophe : pratiquement, cette entreprise offrait une importance rudimentaire, puisque le cabinet de Vienne se bornait à changer son titre sur la province, déjà occupée par ses troupes ; moralement elle suscita une perturbation profonde, car d'un côté, elle constituait la violation d'un traité international, — l'un des plus solennels qui fussent, — et de l'autre, elle imprimait un ébranlement redoutable à tout le slavisme, lésé par l'assujettissement définitif des Serbes de Bosnie à une puissance germanique. Néanmoins, la guerre européenne fut écartée.

Elle fut évitée encore à plusieurs reprises, au cours des conflits balkaniques de 1912-1913, et bien que le cabinet de Vienne, soutenu par le cabinet de Berlin, eût prodigué les menaces à la Serbie et au Monténégro, pour limiter leur expansion territoriale. Lorsque le Tsar Ferdinand de Bulgarie, au milieu de 1913, lança ses troupes sur la Serbie et sur la Grèce, ses alliées, nul n'ignora que cette agression avait été suggérée par l'Autriche, et la conflagration générale apparut à l'horizon. Elle n'éclata point, cette fois encore, et les défenseurs de la paix se félicitaient, dans l'Europe occidentale, que les prévisions si souvent émises fussent déjouées, en dépit de leur caractère logique, et que tant de querelles orientales superposées eussent pu demeurer localisées à l'Orient...

On ne savait pas à ce moment, — car les révélations de la Consulta et les articles de M. Take Jonesco nous ont éclairés bien plus tard, — que l'Autriche avait songé à se ruer tout à coup sur la Serbie : l'attitude de l'Italie et de la Roumanie, peut-être aussi certaines appréhensions allemandes, l'avaient dissuadée d'une opération, qui n'était qu'ajournée.

En réalité, de même que les deux campagnes balkaniques se sont liées à l'annexion de la Bosnie, de même la guerre européenne de 1914-15 est issue de ces deux campagnes. Les changements territoriaux, qui s'étaient opérés dans la presqu'île après l'effondrement de la Turquie et le désastre bulgare, étaient autant d'échecs pour les Empires du Centre. Le cabinet de Constantinople, vassal de celui de Berlin, n'avait pu recevoir de lui aucun secours, et le prestige allemand risquait de crouler dans tout l'Islam ; le gouvernement de Vienne se voyait fermer la route de Salonique par la double installation de la Grèce sur la bordure de l'Egée et de la Serbie dans le district de Novi-Bazar et en Macédoine : la Bulgarie, qui avait été l'instrument des deux Empereurs, avait été

isée et frustrée de ses conquêtes ; la Roumanie, elle n'avait pas rompu totalement avec la Ballatz, avait pris position contre elle, en lui refuant son concours et en attaquant le Tsar Ferdinand. Un mur se dressait entre l'Allemagne et utriche d'un part, — qui se croyaient menacées étouffement — et le Levant, de l'autre, — ce Levant où s'infiltrait la propagande agile de l'Italie, où s'intensifiait l'action de l'Hellénisme... Faut-insister ? La guerre européenne de 1914 devait re la revanche de l'impérialisme austro-allemand, et l'on comprend pourquoi elle s'est greffée r une querelle entre Vienne et Belgrade. Le nserbisme grondait contre Vienne, mais Vienne ulait se rouvrir le débouché de Salonique, et rlin était intéressée à ce que cette entreprise ccomplît sans délai.

*
* *

De l'Orient à l'Orient... La conflagration européenne avait à peine éclaté, que l'Allemagne s'évertait à ne la point localiser en Occident. L'invasion de la Belgique et de la France septentrionale lui suffisait pas, et on le conçoit aisément, lorsqu'on a discerné les mobiles directeurs de sa politique. La Turquie avait un rôle précis dans son an d'opérations... Les Détroits étant le couloir communication nécessaire entre la Russie et s alliés de l'Ouest, il faut les fermer et le cabinet de Constantinople seul peut en décréter la ture. Enver Pacha, admirateur du Kaiser, heté par l'or germanique, grisé par les promesses qu'on lui prodigue, triomphe des dernières résistances de ses collègues du ministère et provoque le bombardement du littoral russe sans ultimatum préalable.

Les Alliés ripostent par l'entreprise des Dardanelles, qu'il nous sera peut-être donné un jour, des temps meilleurs, de discuter dans son principe et dans ses modalités. Il est certain qu'en levant Constantinople, la Triple-Entente frappe-t le germanisme au cœur. Mais l'opération est eine de difficultés et même de périls, du moment que l'attaque de l'Empire Ottoman ne s'accomplit que par mer ou sur le front étroit de llipoli ; et de toute évidence, la France et l'Angleterre ne pourront consacrer, à ce forcement un goulet et d'une arête montagneuse, que des ntingents restreints. Leur jeu logique consistera nc à s'assurer des alliances en Orient, pour oir des ressources à pied d'œuvre : et ainsi xpliquent les pourparlers laborieux et divers, que les trois chancelleries de Paris, de Londres et de Pétrograd ont poursuivis depuis l'hiver dernier. Je n'évoquerai ici que pour mémoire les tractations avec l'Italie, — les efforts de cette puissance devant s'exercer beaucoup plus contre l'Autriche-Hongrie que contre la Porte.

On s'adressa d'abord à la Grèce : c'était en février 1915. Venizelos était au pouvoir, et l'on savait de source certaine, qu'il ne nourrissait aucune sympathie pour les Empires du Centre, ni pour la Turquie, — qui avait été sur le point, peu de temps auparavant, de lui déclarer la guerre. On lui offrit Smyrne et l'Ionie, en échange d'un appui limité de la marine et de l'armée helléniques. Cet appui n'avait qu'une valeur indirecte, parce que la Grèce, ne confinant pas à l'Empire Ottoman, ne pouvait l'aborder que par les points mêmes où s'effectuait l'attaque franco-anglaise. Un débarquement sur la côte d'Asie n'eût point frappé la Turquie dans ses parties vitales : mais à ce moment, le cabinet de Rome n'avait pas encore dénoncé le pacte de la Triplice, et il était essentiel pour la Triple-Entente d'élargir, de quelque manière que ce fût, le cercle de ses combinaisons. Venizelos s'engageà : le roi Constantin le désavoua et le congédia une première fois.

La Bulgarie s'offrit alors : Radoslavof, par des interviews échelonnées, laissait entendre aux cabinets alliés que son concours aurait une autre efficacité et une autre solidité que celui du cabinet d'Athènes. La Turquie ne pourrait tenir, si 300.000 hommes bien équipés et tout frais, apparaissaient sur les lignes de Tchachaldja. Mais le Bulgare, sans spécifier exactement ses exigences, manifestait quelque voracité. Il eut l'habileté de faire traîner les pourparlers qui n'aboutirent point, parce que, ni d'un côté ni de l'autre, on ne prenait au fond les mesures nécessaires à une solution réelle. La diplomatie de l'Entente discutait ainsi tour à tour avec Athènes, avec Sofia, avec Bucarest aussi : — une intervention roumaine devait d'ailleurs peser beaucoup plus au nord du Danube que sur le front des Détroits, mais elle eût présenté, toutefois, cet avantage de contraindre la Bulgarie à l'immobilité, si le Tsar Ferdinand eût pensé à se rallier aux Empires du Centre.

Replaçons-nous à la fin de juillet. La Grèce reste inerte ; la Bulgarie garde une figure énigmatique ; la Roumanie fait bon visage aux Alliés, mais se réserve de fixer l'heure de son entrée en ligne — car elle a obtenu la promesse de tout ce qu'elle revendique au nord-ouest et à l'ouest, sans qu'elle ait eu à prendre des engagements absolue. La Triple-Entente, devenue la Quadruple-Entente,

n'a encore acquis aucun concours effectif, pour venir à bout des Turcs et rouvrir les communications entre Méditerranée et mer Noire, et pourtant Constantinople est plus menacée que jamais ; Constantinople n'a plus de munitions et risque de tomber par pénurie d'obus et de cartouches, car le gouvernement de Bucarest s'est résolu, après un an de guerre, à interdire le transit du matériel à l'adresse de la Porte par son propre territoire.

L'Allemagne sent que la situation s'aggrave pour elle, et que la partie est compromise en Orient. Jusqu'ici, elle s'est contentée de parer les coups, que la diplomatie des Alliés essayait de lui porter : maintenant elle attaque à son tour ; il lui faut, à tout prix, rétablir, selon le mot de Reventlow, la chaussée de Berlin à Stamboul. C'est un problème de communication qui se pose pour elle, comme pour la France et pour l'Angleterre. La prohibition du transit par la Roumanie équivaut, par ses conséquences, à la fermeture des Détroits.

Les Austro-Allemands eussent pu se ruer sur les Roumains, et il semble, à beaucoup d'indices, qu'ils aient songé à cette aventure, car à plusieurs reprises, ils ont massé des troupes le long des Carpathes et du Danube, avec l'intention visible de faire pression sur le cabinet de Bucarest. Mais soit par crainte d'un échec qui eût pu avoir de grosses répercussions, soit par désir de ne pas accroître spontanément le contingent de leurs adversaires, soit pour toute autre raison, ils ont renoncé à cette équipée.

La Grèce, comme alliée, n'aurait eu pour les chancelleries de Vienne et de Berlin qu'une valeur très contestable. Sa neutralité totale était aussi précieuse qu'un appui déclaré, — que le roi Constantin n'eût d'ailleurs pas promis sans s'exposer à de terribles risques : un pays de côtes aussi développées, et dont les possessions insulaires sont si nombreuses, ne saurait braver deux ou trois grandes puissances coalisées. L'Allemagne cherchait, avant tout, un couloir terrestre vers la Turquie : à défaut de la Roumanie réfractaire, seule la Bulgarie pouvait offrir une ligne de communication, et encore pour l'atteindre, était-il indispensable de percer la Serbie. Le plan de Bethmann-Hollweg et de Burian était clair : il s'agissait de conquérir l'aide du cabinet de Sofia, à la fois pour réduire la Serbie et pour établir une route, désormais soustraite à tout mécompte, entre le Danube et la Corne d'Or. Qu'on le remarque bien : à travers des modalités nouvelles, c'est toujours le grand programme germanique de domination des Balkans et de l'Egée qui reparaît : mais pour l'instant, il s'agit de sauver coûte que coû Constantinople, pour y conjurer et l'entrée d Alliés, et l'explosion d'une révolte qui jetterait b la dictature de la Jeune-Turquie germanophile.

*
* *

Les diplomaties antagonistes s'affrontent, usant de méthodes de combat variées. C'est sur Bulgarie, par la force des choses, que se conce trent leurs tentatives de séduction. L'objectif éta Constantinople pour les unes et pour les autre la Roumanie est trop au nord et la Grèce trop sud. Mais ce point acquis, tout diffère dans l conceptions, qu'opposent l'une à l'autre les de combinaisons belligérantes.

La Quadruple-Entente a tout intérêt à rétab un accord durable entre les peuples des Balkan Après avoir tâtonné, elle se propose nettement reconstitution de la Ligue de 1912, en y adj gnant encore la Roumanie. J'ai déjà exposé l'i portance énorme qu'eût acquise, pour le prése et pour le futur, la réalisation de cette idée, q était logique, que beaucoup d'hommes considér bles admettaient à Bucarest, à Nisch, à Sofia, Athènes, mais qu'un seul parti, le parti socialis y acceptait dans l'intégralité de ses membres. Po aboutir, il fallait suggérer aux quatre chancel ries de la presqu'île — le Monténégro n'étant p ici en cause, une redistribution de territoires, q valût aux Bulgares de sérieux avantages,— qui le fournît un relèvement réel, après leur désastre 1913. Les grandes puissances alliées s'y emploj rent, et la note remise par elles, le 14 septemb encore à Radoslavof, frayait la voie à une réco ciliation efficace.

Dans un précédent article, j'ai suffisamment d veloppé ce sujet pour n'avoir point à y reven La Serbie était disposée aux plus larges conce sions ; la Grèce, en souscrivant, sur l'initiative Venizelos, à la restitution de la vallée du Vard à la Bulgarie, s'était engagée, elle aussi, dans politique que la Quadruple-Entente lui recomma dait. La Roumanie eût volontiers rendu la D broudja. Il se trouva que la Bulgarie refusa l dons quasi-gratuits qu'on lui offrait. Ce n'éta point que le peuple du royaume, beaucoup moi belliqueux qu'on ne le croît généralement, voul à toute force reprendre par les armes ce qu pouvait ressaisir par des négociations amiables le vrai représentant de ce peuple n'était pas s Tsar importé d'Allemagne, et qui ne se plais que dans ses villégiatures austro-hongroises, ma ce Stamboulinski, chef des députés paysans, q

t tenir au monarque, dans son palais, des pro-
s menaçants et étrangement savoureux... Fer-
and Ier n'a pas cessé, dans cette crise comme
ns toutes les précédentes, de suivre ses visées
sonnelles, au mépris d'une opinion qu'il ne
sulte jamais. Ce n'est peut-être point le mo-
nt de dégager les traits de cette singulière phy-
nomie, à la fois très moderne et très surannée,
d'analyser une psychologie qui rappelle celle
tyranneaux italiens de la Renaissance : Rados-
of n'a été qu'un simple instrument entre les
ins du Cobourg bulgarisé.

Et le Cobourg bulgarisé n'a été lui-même, qu'il
voulût ou non, — que cette constatation le
ssât indifférent ou coûtât à son orgueil mor-
e, — qu'un jouet aux mains de Guillaume II.
Alliés prétendaient réaliser l'accord balka-
ue, afin de dresser un tampon de nations libres
re le Danube et Constantinople : les Empires
-Centre étayaient leur projet d'assujettisse-
nt balkanique sur la discorde armée des Etats
la presqu'île, sur l'impuissance collective de
groupe sectionné en trois tronçons : ils rê-
ent de lancer la Bulgarie sur la Serbie, en can-
nant dans la neutralité la Grèce et la Rou-
nie.

la fin de septembre et au début d'octobre, les
pires du Centre ont chanté victoire. Ferdi-
d Ier, après avoir touché les tranches succes-
s d'un emprunt négocié à Berlin et à Vienne,
s'être rendu possesseur de la ligne de la
ritsa, concédée par la Turquie, a mobilisé con-
les Serbes. Une sommation des Alliés l'a con-
nt à sortir de l'équivoque, où il se fût complu
qu'à l'heure fixée par lui pour l'agression : il
tait au service des Austro-Allemands 350.000
mes, peut-être 400.000, ouvrant son territoire
es renforts ottomans éventuels, et prononçant
tre l'ennemie « héréditaire », la Serbie, une
nace formidable : il ne servirait de rien de nier
réalités. Mais du même coup, il livrait l'in-
endance ou l'avenir du pays, qui lui avait confié
destinées : son indépendance, si les Austro-
emands étaient victorieux ; son avenir, s'il était
neu avec eux. L'acte de folie, qu'il avait com-
en 1913, n'était rien auprès de l'acte de folie
1915.

es Empires du Centre remportaient encore un
ni-avantage en Grèce. Le cabinet d'Athènes
it mobilisé, en riposte à la mobilisation bul-
e, entr'ouvert Salonique aux armées alliées et
préparait à joindre ses troupes aux Franco-
glais, quand le roi Constantin congédia pour la
onde fois Venizelos. Il est extraordinaire que
des souverains, venus du dehors, disposent de tant de pouvoir et réussissent à substituer les coups d'autorité personnelle à la pratique des lois ; mais ce n'est pas non plus l'heure d'épiloguer sur ce grave sujet. Les forces grecques pouvaient faire équilibre aux forces bulgares : Guillaume II avait réussi à exécuter le deuxième article de son programme en maintenant le roi des Hellènes, son beau-frère, dans une « certaine » neutralité : seulement, ici, le succès est précaire, car l'opinion grecque se demande, en dépit de toutes les garanties illusoires que Constantin Ier a pu recevoir de Ferdinand Ier et des cabinets de Berlin et de Vienne, quel sort les Bulgares réserveraient à Salonique, à Sérès, à Cavala, s'ils étaient vainqueurs, et quelle hypothèque l'Autriche s'attribuerait sur le débouché maritime de la Macédoine.

Et puis, il restait la Roumanie. Imaginez que Guillaume II passe des succès préalables ou préliminaires aux succès définitifs et substantiels. Le cas du gouvernement de Bucarest est clair : non seulement il n'aura point la moindre parcelle du vaste territoire, que les Alliés lui ont promis à l'ouest des Carpathes; non seulement il perdra la Dobroudja, mais encore il éprouvera la colère du Kaiser qui lui reproche et d'avoir, au mépris du traité secret du roi Carol, refusé son concours armé en 1914, et d'avoir fermé sa frontière au transit des munitions réclamées par les Turcs. On imagine avec peine que la Roumanie, forte d'une armée de 700.000 hommes, d'une population de 7 1/2 millions d'âmes, bien pourvue de munitions et d'argent, demeure indifférente devant un conflit qui intéresse, au degré suprême, sa propre existence.

De l'Orient à l'Orient... Arrêtée en Russie, harcelée sur le front occidental, refoulée peu à peu sur le front italien, la coalition germanique a voulu retrouver des chances sur un autre champ de bataille, en sauvant Constantinople. Elle y a attiré déjà les Français et les Anglais ; elle y attire nécesairement les Italiens et les Russes ; — les Turcs et les Bulgares, les Serbes et les Roumains, les Grecs et les Monténégrins participent ou participeront à cette immense mêlée : seuls des belligérants européens, les Belges n'y paraîtront pas.

A quoi bon dire que tous ces événements étaient prévus ? Les Alliés n'avaient compté, à coup sûr, ni sur la trahison bulgare — car après tant de négociations, une pareille volte-face est traîtrise, ni sur la défection hellénique. Leur devoir est de chercher à parer efficacement à la nouvelle attaque qu'ils subissent, en exploitant avec prompti-

tude et largeur de vues toutes les possibilités qui s'offrent à eux. En somme, un million d'hommes — Grecs et Roumains — sont encore disponibles dans ce secteur oriental. Le problème consiste, — en dépit de la résistance des souverains, — à les entraîner avec nous. Il se peut que la décision de la guerre européenne — retournée à son point d'origine — ne vienne pas des Balkans, et là-dessus, toute controverse serait stérile : mais qui oserait soutenir maintenant que cette décision n'est point liée dans une large mesure à l'évolution de la lutte balkanique ?

PAUL LOUIS.

POUR QU'ON JOUE BEETHOVEN

Faire tout le bien qu'on peut.
Aimer la liberté par-dessus tout.
Et quand ce serait pour un trône,
Ne jamais trahir la vérité.

Ce sont là les maximes, d'accent aussi noble que sa musique, inscrites par le plus génial des artistes et le plus *héroïque* des hommes sur une feuille d'album portant la date de 1792, comme une *règle de vie* destinée à éclairer sa voie douloureuse ! Et le plus beau, si l'on y songe, ce n'est point qu'il les ait inscrites, ces maximes, c'est qu'il s'y soit conformé. Car ce n'était nullement *littérature*, — il n'y eut jamais de littérature en Beethoven — c'était l'expression vivante d'une âme ingénûment *héroïque*, au sens où l'entendait Carlyle, le héros étant « celui qui vit dans la sphère intérieure des choses, dans le vrai, le divin, l'éternel, qui existent toujours, inaperçus de la plupart, sous le temporaire et le trivial ».

Voilà donc celui dont quelques-uns voudraient nous interdire d'écouter les accents, sous prétexte que né à Bonn, en pleine Allemagne, de parents flamands, il est vrai, puis, ayant passé la plus grande partie de sa vie, de 1792 à sa mort, dans la capitale de l'Autriche, il demeure marqué de l'estampille allemande ! Une fois de plus, c'est s'arrêter aux apparences, et ne voir que la superficie des choses ! Jusqu'à quel point tout y contredit en lui, il suffit, pour s'en convaincre, de reprendre les termes mêmes de l'épigraphe inscrite au début de ces pages : — « *Faire tout le bien qu'on peut* » : ceci se passe de commentaires. Ne *jamais trahir la vérité... Aimer la liberté par-dessus tout !...* Quel beau soufflet à l'âme allemande, telle que nous la proposait, même bien avant la guerre, l'évolution moderne, cette âme serve, domestiquée, du plus bas degré jusqu'au plus haut de l'échelle sociale, et qu'en toutes circonstances on peut ainsi définir : arrogante avec les faibles, servile et lâche avec les puissants !

On connaît l'épisode fameux de Gœthe et de Beethoven, rencontrant aux bains de Tœplitz les personnes de la cour et la leçon de dignité donnée par Beethoven à Gœthe qui ne la devait point oublier : « Rois et Princes, observe fièrement Beethoven, peuvent bien faire des professeurs et des conseillers secrets. Ils peuvent les combler de titres et de décorations. Mais ils ne peuvent pas faire des grands hommes, des esprits qui s'élèvent au-dessus de la fiente du monde. » Parole expressive, qui, dans une attitude immortelle, à l'homme libre oppose le courtisan, toujours prêt aux courbettes devant les princes et les grandeurs d'établissement ! C'est une des tristesses, hélas, de notre pauvre nature humaine que la noblesse du cœur ne s'associe pas nécessairement à la grandeur de l'esprit, et voilà un motif de plus pour révérer en Beethoven non seulement l'antithèse de l'Allemand, mais l'expression même de la plus haute humanité ! Comme un croyant dans son oratoire dispose les saintes images devant lesquelles, chaque soir, il fait son examen de conscience, il apparaîtra légitime et juste que le plus patriote des Français se recueille dans son cabinet de travail, devant les traits, contractés par la souffrance, de ce héros authentique, pour qui la vie ne fut qu'un long et douloureux calvaire !

*
* *

Pour le commun des hommes, il n'est sur terre qu'un objectif : la poursuite du bonheur ! Comment s'en étonner, puisque c'est là une tendance commune à tout être vivant, et nous confondant avec l'animalité d'où peu à peu nous nous sommes dégagés. Mais pour quelques âmes d'une certaine qualité, il n'est d'autre bonheur que de se conformer à leur destin, d'y plier toutes les exigences de leur être, d'étreindre leur Idéal, fût-ce à travers les pires souffrances. Dans l'histoire de l'art moderne, Michel-Ange et Beethoven sont les deux grands prêtres de cette religion sublime, qui suffirait à nous marquer des origines célestes. A deux cents ans de distance ces deux grands hommes se donnent la main pour continuer la chaîne des héros. Dans les carnets de Beethoven on peut suivre et méditer les motifs où se rattache un tel élan intérieur.

C'est d'abord, vous pensez bien, l'amour de son art : — « Sacrifie, sacrifie toujours les niaiseries

de la vie à ton art. Il n'y a rien de plus beau que d'approcher la Divinité, pour en répandre les rayons sur la race humaine. » Dans un sentiment identique Michel-Ange avait écrit : — « La bonne peinture s'approche de Dieu et s'unit à lui. Elle n'est qu'une copie de ses perfections, une ombre de son pinceau, sa musique, sa mélodie. » D'un pareil état d'âme sont sortis ces ouvrages immortels : la *Sixtine* et la *Symphonie héroïque*.

C'est ensuite l'amour de la nature, sur quoi repose tout grand art, non certes pour aboutir à en être la copie servile, dont put se satisfaire la myopie des Réalistes, mais pour la transposer à la mesure de son génie et en faire le reflet de son âme : — « Personne sur terre ne peut aimer la campagne autant que moi, écrit Beethoven, à l'une des heures sans doute où ce grand cœur solitaire, séparé de la société des hommes, écoutait les seules voix qu'elle suscitait en lui. J'aime un arbre plus qu'un homme ! Tout-Puissant ! dans les bois je suis heureux, où chaque arbre parle par toi. Dans ces forêts, sur ces collines, c'est le calme, le calme pour te servir. » Quelle meilleure épigraphe à la divine *Pastorale !*

C'est aussi la fierté de l'être isolé par sa grandeur même, mais qui a conscience, une conscience lucide et héroïque, de sa force. La rencontre fameuse de Gœthe et Beethoven à Tœplitz en demeure peut-être le plus magnifique symbole. Chez les artistes de taille moyenne, chez tels écrivains de cénacle, de qui l'attitude habituelle est de contempler leur nombril qu'ils prennent pour centre du monde, le désir créateur n'est qu'une forme, supérieure peut-être, mais une forme encore de l'égoïsme, cependant que chez les êtres de la grande espèce, il peut aboutir à un instinct d'universelle solidarité, qui se confond avec la sublime charité. « — Je vois un ami dans le besoin, écrit Beethoven. Si ma bourse ne me permet pas de lui venir en aide, je n'ai qu'à me mettre à ma table de travail. »

Telle est l'étoffe de ces grandes âmes, nourries du suc des plus pures maximes empruntées aux sages de l'antiquité, celles de Plutarque, de Socrate, de Marc-Aurèle et de Platon, mais vivifiées et modernisées, si j'ose dire, par la divine doctrine de Jésus ; car ce sont, avant tout, des âmes chrétiennes, et, comme l'a écrit Renan : « De même que le Christianisme a été nécessaire pour faire l'éducation de l'humanité, il est nécessaire pour faire l'éducation de chaque homme, et celui-là ne sera jamais complet qui n'a pas été chrétien dans son enfance. »

*
* *

Je veux rappeler ici une sensation de l'ordre purement physique, mais qui rend un juste compte de ce que nous éprouvons dans leur compagnie. Sur les hauts plateaux d'Engadine, à la faveur d'un air prodigieusement léger et vivifiant, il semble que l'âme se détache du corps, que la partie pensante et sentante de nous-mêmes ne demeure plus assujettie aux conditions de l'animalité — ces conditions qui asservissent l'homme, et auxquelles nous ne pouvons songer sans tristesse, chaque fois que nous envisageons un esprit d'essence supérieure... C'est donc comme une libération de nous-mêmes et de notre habituel servage. Les idées se lient avec plus d'aisance ; en même temps les images s'appellent et se suggèrent l'une l'autre. On est dans l'état d'abondance et de plénitude : griserie d'ordre unique, légère et de qualité exquise, parce que la conscience ne jouit pas seulement de cette sorte particulière d'exaltation, mais encore de son propre dédoublement et de la clairvoyance qui s'affirme en elle !

Dans l'ordre intellectuel et moral, c'est quelque chose d'assez analogue que la fréquentation de ces grandes âmes qui donnent le maximum d'altitude où nos poumons puissent respirer. Ceux du commun des hommes ne sont point faits pour elle. Mais qui s'y haussa une fois en conserve la nostalgie, jusqu'au milieu des marécages où nous maintiennent les nécessités de la vie !

*
* *

Il est de l'essence même de la musique qu'elle verse un baume efficace et puissant sur les blessures les plus douloureuses du cœur et qu'une étroite communion s'affirme entre les grandes âmes qui par elle se sont exprimées, et celles, même les plus naïves, qui sont aptes à la sentir — car avec elle plus qu'avec toute autre forme de l'art, se vérifie le principe : En art savoir n'est rien... sentir est tout ! Pour combien d'incroyants le concert dominical a-t-il été, dans notre Paris, la forme irremplaçable de la méditation religieuse, en même temps que la consolation du cœur ! Je ne dis rien de bien nouveau, ni qui puisse être contesté par personne, en affirmant que de telles consolations sont encore plus indispensables cette année que les précédentes, car les voiles de deuil se font de plus en plus nombreux. Et si maintenant j'ajoute que d'une telle forme religieuse, le

grand-prêtre incontesté est l'auteur des immortelles *Symphonies*, je crois que je n'énonce nul propos révolutionnaire.

Donc, puisque nous sommes à la veille de la reprise des concerts, qu'on nous rende Beethoven en tête de nos programmes dominicaux ! Qu'on s'y décide sans craindre par là de faire une concession au génie de nos adversaires ! Et j'irai même plus loin : si l'on estimait que cette grande âme, — hors cadre et hors série — se rattache sans conteste au génie de l'Allemagne, ce serait une raison de plus pour nous faire entendre à nouveau ses sublimes accents, afin de nous mieux persuader du contraste qui peut exister entre un artiste et son milieu, et de nous préciser ces deux « pôles de l'âme humaine » : d'une part l'abject instinct de domination qui fait le fond du Germain actuel, et la Liberté sainte qu'exprime en une langue immortelle l'auteur de la *Symphonie héroïque* et de la *Neuvième Symphonie*.

★★★

LE PROBLÈME DE L'AVIATION

Monsieur le Directeur,

J'ai lu, avec le plus grand intérêt, l'article qui a paru sous ce titre dans le numéro de la *Revue Bleue* du 11-18 septembre 1915. M. Le Chatelier y posait le problème de l'Aviation militaire ; il expliquait l'état d'inorganisation de celle-ci, traçait les grandes lignes d'une méthode de travail, traitant à la fois les questions du matériel et du personnel de l'Aéronautique.

Il concluait, en ce qui concerne le personnel, à créer un grade spécial en faveur des pilotes ; et, pour ce qui a trait au matériel, à organiser l'industrie par « la double centralisation d'une *Manufacture* collective et d'un Comité régulateur », à « industrialiser la mentalité administrative » par la formation d'un *Comité consultatif* « composé de praticiens de l'industrie, sans attaches avec les affaires », dont les avis, si j'ai bien compris, seraient « obligatoires en matière de commandes et de fabrication ».

Il écrivait enfin : « La solution du problème « industriel est au bout de cette réforme réalisable « du jour au lendemain par un déclic d'idées. « S'il en est une autre meilleure, qu'on la « montre. »

Par déférence pour M. le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Aviation, dont la nomination est d'ailleurs postérieure à l'article de votre collaborateur, et avant que de présenter moi-même, non pas une solution, — ce qui serait, certes, présomptueux, — mais quelques observations sur les idées de M. Le Châtelier, j'ai voulu attendre que M. René Besnard fît connaître les siennes par la voie habituelle de l'interview et qu'il définît son programme, lequel devait constituer, à côté de la solution préconisée par M. le Châtelier, la solution officielle du problème de l'Aviation.

M. René Besnard a exposé dans *Le Journal* du 3 octobre, les projets que trois semaines de direction lui permettent de révéler. — J'y relève, parmi les affirmations les plus intéressantes, « qu'il est aujourd'hui prêt à entrer dans la voie des réalisations immédiates », qu'il se considère avant tout comme le fournisseur des armées en campagne », qu'il entend « établir une liaison étroite entre le front et les services de production de l'arrière », qu'il adoptera pour règle : « travailler sans relâche à fabriquer des types solides et bien définis d'appareils et encourager toutes les recherches, tous les perfectionnements, toutes les expériences, c'est-à-dire faire tous les essais nouveaux qui seront présentés » ; que, d'ailleurs, la formule de l'avion est devenue en temps de guerre un moteur auquel on a adapté une cellule » et « qu'une liaison intime existe entre le poids et la vitesse dans ce sens que tout accroissement de vitesse pour la force motrice égale un gain au point de vue de l'essence emportée et, par conséquent, permet de remplacer ce même poids par des projectiles », enfin, que « nos constructeurs ont pu résoudre ce difficile problème... »

M. Le Châtelier doit être satisfait de ces déclarations du Sous-Secrétaire d'Etat. N'écrivait-il pas dans le final de son remarquable article :

« En matière d'agir, nul besoin de couper les « fils en quatre. Si nous croyons à l'Aviation, il « faut la vouloir. Si nous la voulons, mobilisons-« la ; d'un côté, l'industrie organisée pour sa lutte « du travail et de l'usine en maximum d'inten-« sité ; et, de l'autre, l'appel aux volontaires spé-« cialisés d'une arme technique. Pour le reste, « la continuation de l'esprit de méthode, sans « points de vue, sans parti-pris, sans objections « par les mêmes règles qui nous firent déjà « maîtres de la Germanie, au temps du Grand « Carnot ».

*
* *

Je ne m'étendrai pas, pour rester dans le cadre que je me suis fixé, sur la question de *l'autono-*

mie de l'arme. Il y aurait trop à dire sur sa réalisation nécessaire et urgente, comme sur la responsabilité de ceux qui, malgré les objurgations et les mises en demeure du Parlement, se sont obstinés à la combattre (1).

Un fait domine la discussion : dans la guerre actuelle, l'Aviation est une arme directement agissante, dont l'action a une valeur propre et s'ajoute à celle de l'Infanterie, de la Cavalerie, de l'Artillerie, du Génie, de la Marine. Elle a cessé d'être un service auxiliaire d'Etat-Major (service de reconnaissance), ou d'Artillerie (service de repérage et de réglage de tir). Elle est devenue une arme offensive, parce que l'avion de bombardement est le canon à très longue portée (100, 200 et 300 km. même, en attendant mieux encore), qui permet d'atteindre l'ennemi dans ses forces militaires productives, son usine de guerre mise à la merci de flottes aériennes bien organisées. Elle sera une arme défensive contre les escadres ennemies quand l'aviation de course (ou de chasse) qui est tout entière à créer, fonctionnera efficacement.

Comment concevoir qu'une arme dont la stratégie est neuve, la tactique propre, dont le matériel et le personnel sont entièrement spécialisés sans aucun point commun avec le matériel ou le personnel des autres armes, ne possède pas son autonomie ? La lui donner ne constitue-t-il pas, de toutes les réformes, la plus urgente ?

Se doute-t-on, dans le public, qu'aucune condition n'est requise pour la mise hors-cadres (service aéronautique) d'un officier, pas même celle d'apprendre à piloter une fois affecté à l'Aéronautique ?

Se doute-t-on que les officiers conservant leur grade en entrant dans l'Aviation tel capitaine fraîchement émoulu de l'école des élèves-pilotes ou même n'ayant jamais piloté, commandera des lieutenants et sous-officiers ayant trois et quatre ans de pratique ?

Se doute-t-on que l'avancement des officiers aviateurs ne dépend pas de leur chef, mais bien du directeur de l'arme à laquelle ils ont appartenu jadis ; directeurs de l'artillerie, de la cavalerie, de l'infanterie ou du génie, et que l'avancement n'est pas proportionné au mérite de l'aviateur ?

Le résultat d'une pareille organisation est que les officiers-aviateurs qui restent dans l'Aéronautique ne bénéficient pas d'un avancement normal parce qu'ils sont oubliés par les chefs d'une arme à laquelle ils ont, en fait, cessé d'appartenir. C'est aussi, s'ils rentrent sur leur demande ou d'office dans leur arme d'origine, qu'ils s'y trouvent en retard sur leurs camarades, puisqu'ils ont cessé de se tenir au courant des modifications et des progrès survenus dans la technique de cette arme pendant tout le temps où ils étaient aviateurs.

L'autonomie, c'est le remède qui guérira l'Aéronautique d'une véritable crise de croissance. L'officier de cavalerie monte à cheval, l'officier d'artillerie manœuvre son canon, nous voulons que l'officier-aviateur sache manier son avion. C'est un minimum d'instruction spéciale qui doit exister à l'entrée même dans l'Aviation.

Le grade doit récompenser le mérite : c'est affirmer que l'avancement dans l'arme sera à la disposition des chefs mêmes de cette arme ; bien plus, c'est — à bref délai — introduire l'égalité nécessaire au départ : l'Aéronautique est et demeurera une arme de jeunes ; il faut que cette jeunesse soit une condition même du recrutement et que, demain, de l'école d'application de l'Aéronautique — où les élèves recevront instruction technique et instruction pratique de pilotage — le Saint-Cyrien, le Polytechnicien, le sous-officier sorti du rang au concours et l'élève-officier de réserve, partent avec les mêmes galons. Le pilote qui a la responsabilité de son matériel doit être officier. Entre les officiers-pilotes, pas d'autres différences que celles nées de l'ancienneté de leur expérience, ou de l'éclat des services qu'ils auront rendus.

Au sein même de l'Aéronautique autonome, des spécialisations sont nécessaires. Que l'Ecole de Guerre, bien entendu, soit ouverte aux officiers de la cinquième arme ; qu'il soit créé des cours spéciaux pour les brevetés techniques d'Aéronautique ; n'avons-nous pas besoin, en effet, d'un corps d'ingénieurs d'Aéronautique, d'un corps de mécaniciens d'Aéronautique, d'un corps de contrôleurs de l'Aéronautique ?

Le recrutement sera facilement assuré : qu'on le favorise par des avantages spéciaux : indemnités, avancement rapide, abaissement de la limite d'âge pour la retraite et conditions particulières de celle-ci. Que la troupe bénéficie d'une haute paye.

A l'œuvre donc, et qu'attend-on ? En quelques semaines, pour être prête à remplir sa mission l'Aviation doit accomplir un effort de méthode et d'organisation pour lequel la Marine de Guerre

(1) Ordre du jour voté par le Sénat après interpellation Reymond, en janvier 1914 : « Le Sénat, regrettant les vices d'organisation de l'Aéronautique militaire et confiant dans le Ministre de la Guerre pour réaliser, *par l'autonomie*, les réformes nécessaires, passe à l'ordre du jour. »

a disposé d'années (navigation aérienne, manœuvre d'escadre, formation de combat, méthode de tir, etc.). N'y a-t-il pas déjà assez de jours perdus dont chacun coûte des milliers de vies humaines ? L'aviation, j'en suis convaincu, peut jouer un rôle décisif dans la guerre actuelle. Celle-ci ne consiste pas dans l'anéantissement des armées de l'adversaire, parce que — ayons le courage de le reconnaître ! — les armées des belligérants sont toute la nation ! La victoire est au prix de la destruction de l'outillage militaire, industriel et économique de l'ennemi, destruction qui suspendra la vie même de la nation. Je ne vois qu'un moyen de la réaliser : par l'invasion. Puisque nos troupes doivent patienter encore avant de fouler le sol de la Germanie, que notre armée de l'air obscurcisse le ciel allemand et verse sur les usines, les ponts, les gares..., un torrent de feu, de dévastation et de mort !

*
* *

Je me souviens d'avoir écrit dans un Rapport à la Commission de l'Armée, antérieurement aux premiers grands raids d'escadres aériennes en territoire ennemi : « Le bombardement par avions ne sera efficace qu'autant qu'il s'exercera sur un objectif de grande surface, où, quelle que soit l'imprécision du tir, tous les coups porteront ; qu'autant qu'il sera intense, c'est-à-dire, en l'état actuel de la construction aéronautique, effectué par un très grand nombre d'avions. »

Ainsi en viens-je à traiter de la construction intensive du matériel.

Je ne suis pas d'accord avec M. Le Châtelier sur les solutions qu'il a présentées de cette question. L'éminent sociologue semble, en effet, avoir posé en principe l'insuffisance de l'élément industriel. C'est une inexactitude de fait : l'argument a déjà servi à excuser les fautes d'une Direction ; il ne résiste pas à l'examen.

S'agit-il de l'invention industrielle (conception, construction et mise au point d'un type nouveau d'avion ou de moteur ?) Les constructeurs l'ont mise en pratique d'une manière constante, sans aucun encouragement, sans aucune direction de l'autorité compétente, souvent malgré elle. Je précise : la Direction de l'Aéronautique n'avait jamais défini aux constructeurs d'avions, avant le rapport précité de la Commission de l'Armée, les caractéristiques principales des avions qu'elle eût souhaité voir construire, fût-ce les caractéristiques les plus indispensables, telles que vitesse horizontale, vitesse ascensionnelle, écart de vitesse, charge utile, force motrice, etc.

Elle n'a pas davantage guidé les constructeurs de moteurs : certains moteurs lui ont été présentés finis, dont elle ignorait même la mise en fabrication !

Et pourtant, l'industrie lui a fourni, comme se plaît à le reconnaître M. René Besnard, des avions de plus en plus rapides, portant de plus en plus de poids, ayant un rayon d'action de plus en plus étendu, des moteurs de plus en plus puissants, d'une sécurité de fonctionnement sans cesse accrue.

S'agit-il de la production industrielle intensive ? M. Le Châtelier sait-il qu'une de nos plus grandes maisons de construction d'avions qui comptait en février-mars 1915, près de 1.100 ouvriers, en avait, le 15 septembre, moins de 300, chiffre qui a été réduit encore le 1er octobre de 45 nouvelles unités ? Qu'une autre maison dont la capacité de production était de 2 appareils complets par jour a cessé de fabriquer pour nous, faute de commandes ? Sait-il qu'une puissante usine de moteurs d'aviation est loin de travailler à son maximum et qu'elle vient de licencier une partie importante de son personnel ? Que de nombreuses usines d'automobiles pourraient ou augmenter leur production actuelle de moteurs d'aviation, ou en commencer la construction, en utilisant des machines et des ouvriers spécialisés dans la fabrication de moteurs à explosion, à la seule condition qu'on les déchargeât d'une fabrication d'obus pour laquelle on peut trouver maintenant d'autres concours ?

Peut-on parler d'insuffisance de l'élément industriel quand, précisément, la puissance même de cet élément industriel n'a jamais été mise à l'épreuve ? — J'entends bien la réponse qui va m'être administrée : les retards dans la livraison des commandes passées constituent une preuve de cette insuffisance. Non, et je me permets ici de citer encore ce que j'écrivais pour M. d'Aubigny, le distingué rapporteur de la Commission de l'armée :

« Doit-on concevoir que des avions puissent être commandés sans que l'on assure aux constructeurs, en ce temps de guerre où la liberté commerciale et la régularité des transports ne sont que des mots, la matière première utile et la main-d'œuvre spécialiste nécessaire qui a été mobilisée ?... sans que l'on assure la concordance des livraisons des éléments qui forment l'ensemble d'un avion : moteur et ses accessoires, magnétos, bougies, roulements à billes, hélices, instruments et accessoires de bord, etc. ? Sans qu'on se préoccupe que tous les fabricants de ces éléments obtiennent sans

difficulté — ce qui est une condition même de l'exécution dans les délais de leurs commandes — la main-d'œuvre et les matières premières utiles : bois, toiles, tubes d'acier ; vernis, enduits ; acier, fonte, alumi[illegible] bronze, laiton, cuivre, etc... »

Citation [illegible] est [illegible]ssaire de compléter par cet extrait d'[illegible] de M. d'Aubigny :

« Le mal [illegible] ... de l'ignorance dans laquelle cette [illegible] est restée jusqu'à ces temps dernie[illegible] ens de production que possèdent nos [illegible] leurs, de leurs possibilités réelles d'ext[illegible], des concours à leur assurer, des garanties à leur donner, etc. »

M. Le Châtelier ne manquera pas d'objecter que ce mal eût été évité par le *Comité Central* dont il préconise la création. Je ne le pense pas. Il ne faudrait pas oublier, en effet, que le Service de Fabrication de l'Aviation existe et que précisément, la charge qu'il doit remplir est celle que que M. Le Châtelier voudrait voir assumer par son *Comité Central*. C'est une erreur que de limiter le rôle du S. F. A. « au réceptionnement des commandes et des achats ». Je ne crois pas qu'un grand industriel eût fait cette confusion entre « service de réception des marchandises » et « service des achats » que possèdent l'un et l'autre généralement les vastes entreprises industrielles ou commerciales. Le S. F. A. cumule les attributions des deux : c'est incontestablement une erreur d'organisation intérieure de l'Aéronautique à corriger. Il n'en reste pas moins que les attributions essentielles du S. F. A. sont celles d'un *service d'achats* et je l'aurai suffisamment prouvé en rappelant que tous les marchés de matériel ont été depuis le commencement de la guerre passés sous la responsabilité du directeur du S. F. A. — Doit-on conclure que le S. F. A. a mal fonctionné ? Cela est vrai dans une certaine mesure et provient principalement du fait d'une confusion de pouvoirs : le S. F. A. réunit, en effet, non seulement les attributions d'un service d'achats et d'un service de réception, mais il y ajoute encore celles d'un magasin de matériel, celles d'un laboratoire d'expériences et d'essais (essais de nouveaux types de moteurs, d'hélices, etc.), celles, enfin, d'un atelier de réparations.

Il en résulte un véritable engorgement des services, et c'est bien là que de profondes réformes doivent être apportées, lesquelles, si elles sont conçues par un esprit ordonné et réfléchi, amélioreront de beaucoup le rendement industriel de l'ensemble des services de l'Aéronautique.

Cependant, le défaut d'origine par où pêche l'Aéronautique se trouve ailleurs qu'au S. F. A.; il est dans la direction même de l'Aéronautique.

Un service d'achats exécute au mieux les ordres de mises en commandes, mais ces ordres eux-mêmes émanent de la Direction centrale et cela est vrai aussi bien dans l'industrie privée. Que doivent représenter ces ordres ? Autant d'éléments d'un programme d'ensemble dont l'établissement est la fonction directoriale par excellence. J'écrivais et je m'excuse de me citer à nouveau : « En fait, la difficulté de la tâche d'un chef de service réside essentiellement dans cette complexité des détails d'une organisation, détails tous également importants, car, par le défaut de l'un d'eux, toute la machine peut se trouver arrêtée et cela à l'heure la plus grave. Elle réside plus encore dans cette circonstance que les délais de mise en œuvre de toutes les parties d'un même programme varient entre eux... Qu'il n'y ait pas mise en exécution concordante de toutes ces parties, et la réalisation de ce programme peut se trouver différée de longs mois !... »

Que dirions-nous, d'ailleurs, d'un directeur d'une usine privée qui commanderait des machines sans s'être préoccupé ni de la construction des bâtiments destinés à les recevoir, ni de la force motrice qui les actionnerait, ni de l'embauche des ouvriers qui les manœuvraient ? Nous prononcerions sans doute les mots de désordre, de gaspillage....

*
* *

Mais alors ?...

Et oui, je le dirai crûment ! nous souffrons d'un mal de têtes... Crise d'autorité, crise de responsabilité! Cela est vrai dans l'Aéronautique et, hélas! dans trop de grands services de l'Etat...Nous avons commis cette faute, dans un pays où il n'y a pas d'autre principe de gouvernement que l'opinion publique, de l'endormir dans un optimisme officiel dans lequel se repose en même temps toute la bureaucratie gouvernementale. Et voici que, dans un de ces services d'Etat : l'Aéronautique où il a bien fallu que les fautes se découvrent grâce à l'entêtement de quelques parlementaires, on nous propose, pour les réparer et pour en éviter le retour, d'accentuer l'irresponsabilité du chef ! A des bureaux déjà trop irresponsables, on veut ajouter des Commissions qui ne le seront pas moins !

Non, ce n'est pas la solution. Un chef, voilà ce qu'il nous faut. S'il est vraiment un chef, il réalisera sans tarder l'autonomie de l'arme, car il ne peut accepter la responsabilité sans assumer la direction effective. S'il est vraiment un chef, il

apportera les réformes nécessaires en organisant des services qui existent, mais dont les attributions ne sont pas assez nettement délimitées. S'il est vraiment un chef, il saura ce qu'il veut et il aura la force de « réaliser ».

Que peut-il vouloir ? L'Aviation organisée.

Que doit nous donner l'Aviation ? La Victoire !

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, etc...

PIERRE-ETIENNE FLANDIN,
Député de l'Yonne.

QUELQUES DIRECTIONS MORALES ISSUES DE LA GUERRE

LA LEÇON DE CHARLES PÉGUY

Lorsque Charles Péguy, tout à la fois éditeur, directeur, rédacteur en chef, comptable, administrateur, et, faut-il le dire ? — mais pourquoi ne pas le dire ? il n'y a là nul déshonneur — garçon de bureau de la Revue confidentielle qui portait ce titre : *Les Cahiers de la quinzaine;* lorsque, dis-je, Charles Péguy balayait avec la conscience qu'il apportait à tout, sa boutique de la rue de Sorbonne et le trottoir devant cette boutique, soupçonnait-il qu'un jour son nom obscur serait auréolé du lustre que nous lui voyons aujourd'hui ? Evidemment non; il ne soupçonnait rien de sa destinée, mais il avait la *Foi*, cette foi que rien ne remplace, qui pourtant est habile à remplacer le reste : honneurs, richesse, situation sociale, que sais-je !... ce que les hommes englobent sous cette dénomination : tous les biens de ce monde... la foi en ses idées d'abord, en la valeur de ses idées, qui est juste l'état d'âme opposé à celui qu'il discernait autour de lui, sur l'asphalte du boulevard et dans l'atmosphère empuantie des théâtres. C'est de là qu'il tirait sa force... c'est là qu'il trouvait son soutien. Plus tard, avec la maturité commençante, lorsqu'en lui se fut esquissée l'évolution, ou, si l'on veut, l'interversion des idées qui l'amenèrent à la croyance chrétienne, une autre foi vint réconforter la première : celle à une destinée supra-terrestre, dont la mission de Jeanne-Darc lui apparut révélatrice. Lisez le récit de sa mort et vous comprendrez son attitude en face de l'ennemi : — Les troupes de von Kluck étaient retranchées sur les collines boisées de Dammartin à Meaux. Sous une pluie de shrapnels on prend la formation de combat. Les tabors marocains tentent un premier assaut qui est repoussé. Enfin, vers cinq heures, le moment est venu de donner. L'artillerie allemande foudroyée par les 75, s'était tue. Mais en arrivant sur la crête, le régiment est accueilli par une grêle de balles. Les soldats bondissent dans les avoines emmêlées, et beaucoup tombent. La course est pénible... A cinq cents mètres, abrités derrière le talus d'une route, ils font feu. Ils sont à bout de souffle et inondés de sueur... Les soldats tirent comme des enragés, noirs de poudre, le fusil leur brule les doigts. On entend les cris des blessés, le râle des mourants. Péguy reste toujours debout, malgré les prières de ses soldats :

— « Tirez, tirez, crie-t-il sans cesse.

— « Mais nous n'avons plus de sacs, répondent les soldats. Nous allons tous y passer !

— « Ça ne fait rien, crie Péguy. Moi non plus, je n'en ai pas, voyez ! Tirez toujours ! Au même moment une balle le frappe au front. Il tombe sur la terre chaude et poussiéreuse (1). »

*
* *

En face de la grande énigme, la réaction de l'homme est chose aussi variable que nuancée. Il y a celle qui marque une obsession véritable, celle que ses familiers attribuèrent à Emile Zola durant la seconde période de sa vie, et qui par intervalles venait assiéger ses nuits : c'est quelque chose de maladif, qui souligne une défaillance de l'organisme. Cela se soigne par le bromure, par les douches et tout le jeu des hypnotiques où l'industrie allemande ne connaissait pas de rivale. Tels autres manifestent cette angoisse seulement en face de la maladie, lorsque d'inquiétants prodromes leur rappellent, comme en les touchant du doigt, que nous sommes tous périssables et qu'il faut bien finir un jour. Ils appartiennent à la catégorie des *Inquiets* qui, chaque matin dans leur miroir suivent l'altération progressive de leur image, et comptent leurs rides pour les additionner. De leur épiderme, qui chaque jour aussi meurt partiellement, ils observent les petites taches noirâtres, signe certain que la vie se retire de nous, puisque nous mourons fragmentairement, avant que la conscience soit abolie définitivement en nous. Je me rappelle une vieille dame, en ce temps fort alerte, et de qui la plus grave maladie était ses soixante-quinze ans. Devant elle, un gamin des rues, un de ces loustics parisiens qui se complaisent aux farces sombres, jeta brutalement : « Nous mourrons tous ! » Soudain la vieille dame pâlit et faillit s'évanouir : elle appartenait évidemment à la classe de ceux pour qui le mot n'est pas un *substitut*, mais bien une réalité concrète et l'image en elle avait été trop impérieuse et trop brusque.

(1) PAUL SEIPPEL. *Charles Péguy.*

A l'inverse, on en connaît — et cela, c'est souvent vertu de race — chez qui la pensée de la mort s'accompagne d'aucune angoisse. Leur croyance a résurrection certaine enlève toute amertume à prévisions qui chez tant d'hommes suscitent froi. C'est ce qui fait, sous la mitraille, la proieuse valeur du soldat japonais et du turc égaient. On sait encore d'autres attitudes en face la grande énigme qui assiège tout être penit et que nul ne résoudra jamais ! Celle du étien, acceptant le douloureux passage, conncu que ce n'est qu'un « passage » vers un tin meilleur : grave et résigné, il s'abandonne e qu'il juge l'ordre suprême. Et j'en sais même, ai connu un, chez qui si vive était la foi — ppartenait d'ailleurs à la catégorie des mysties, — qu'au lit de mort et se sachant condamné, pensée de la fin prochaine s'accompagnait en d'une sorte d'allégresse que seule venait temer la douleur de quitter des êtres chers (1). tait comme par provision, et dès la terre, un *nheureux* au sens mystique, une figure d'Anlico, telle qu'on en voit au couvent Saint-Marc Florence, dans ces délicieux tableaux où le bleu mine et présentant une humanité d'où le soupçon me du mal est absent. Bienheureux Angelico ! trop heureuse époque que celle où il vivait !

*
* *

Si maintenant on se demande quelle fut, en face la mort qui l'environnait, l'attitude de Charles guy, il nous fait connaître la réponse : « Je donnerais joyeusement trente ans de ma , écrit-il à sa femme, pour les heures que je en ce moment-ci ». Hélas, il devait la donner te ! Mais il était prêt, comme un croyant muni viatique, puisqu'il écrivait à son ami, le pasr Roberty : — « Me voici entre les mains de eu ! » Il avait atteint cette hauteur d'âme qui t les héros et les saints. Il y parvint à travers souffrance, qui seule épure, car on a très justeent dit que, sans elle, les hommes seraient pires e des fauves — et depuis un an la race allemande a donné la démonstration, elle qui depuis quante-quatre ans n'a fait autre chose que jouir et velopper chez elle les jouissances matérielles! — a vie ne lui fut pas tendre, loin de là : sa jeunesse dente et convaincue connut les plus rigoureuses reuves qu'il sut affronter avec l'allégresse de qui rte en soi la flamme d'une vie intérieure.

Voyez, je vous prie, cette fidélité à ses idées, à ce qu'il juge être la vérité ! Avec Jaurès il a mené, la main dans la main, le bon combat dreyfusiste, tant qu'il n'a vu, dans la fameuse affaire, qu'un homme, un citoyen qu'il juge injustement condamné. Mais dès l'instant qu'il soupçonne l'exploitation d'un semblant de vertu ,et que les opprimés d'hier vont devenir les oppresseurs de demain, il s'applique à lui-même le mot de Joseph Reinach : « Je suis pour Dreyfus... contre le Dreyfusisme. » Pas un instant il n'admet, dans l'intérêt de la France, que le Dreyfusisme puisse dégénérer en Combisme, car, « à qui fera-t-on croire, dit-il avec Bernard Lazare, que M. Combes soit un grand homme d'Etat ? » Il subodore le péril, et cette révoltante domination radicale-socialiste qui allait suivre, dont il a dit qu'elle est proprement « un Césarisme, nommément un multi-Césarisme de comités électoraux ». Et comme il est conséquent avec lui-même, il tourne le dos au prestigieux jongleur du socialisme, protecteur de M. Combes.

Que voilà donc un noble attitude, faite pour servir de leçon à nos hommes politiques, si toutefois ils en pouvaient recevoir ! Non seulement en lui il n'y a rien du politicien, mais tout contredit cette mentalité. Celui-ci a les regards sans cesse tournés vers sa circonscription, qui est à l'homme politique ce que le succès est à l'écrivain. Or, Péguy n'eut jamais souci des avantages temporels, et c'est de lui qu'on peut dire le plus justement « qu'il suivait toujours la voie qui allait le plus diretement à l'encontre de son intérêt personnel. »

*
* *

Fils du peuple, il n'en rougissait pas, mais bien haut proclamait ses origines, dans cette langue savoureuse qui est la sienne — non pas toujours correcte, c'est entendu, mais toujours ingénieuse à fixer l'image et à la faire jaillir sous nos yeux. Style de *visuel* caractérisé, chez qui les images sont tel lement abondantes qu'il se voit obligé de « déblayer » de faire un choix, pour ne retenir que les plus caractéristiques. Riche et surabondante nature, qui n'a qu'un danger à craindre : la pléthore ! Il savait bien que toute vitalité profonde émane de la source populaire, et il célèbre ses origines :

« — Ma grand'mère qui gardait les vaches, qui ne savait pas lire et écrire, ou, comme on dit à l'école primaire, qui ne savait ni lire ni écrire, à qui je dois tout, à qui je dois, de qui je tiens tout ce que je suis. Ma grand'mère aussi savait compter. Elle comptait comme on compte au marché, elle comptait *de tête*, par *cœur*. Mais je ne sais pas comment elle fai-

(1) On reconnaîtra ici le philosophe Ollé-Laprune, nt certains purent contester la valeur intellectuelle, ais non les hautes qualités morales. Faut-il rappeler e son fils, tout comme Péguy, est mort récemment héros?

sait son compte, la brave femme, c'est le cas de le dire, elle n'a jamais réussi à compter que dans les dernières décimales..... »

Et il ajoute, pour confirmer son témoignage :

« — Quand j'étais petit, et que ma grand-mère me contait des histoires, du temps qu'elle était petite, j'écoutais les histoires du temps passé. Elle était femme forte et active... vieille et cassée en deux..., elle aimait conter la belle histoire... »

Combien me plaît la franchise de ces notations, habiles à faire pressentir le départ entre l'emmagasinement des connaissances et la rectitude dans la conduite de la vie ! Nous aussi nous avons connu certaine petite vieille au chef branlant, qui n'avait jamais voulu quitter son bonnet de paysanne, même à l'heure où elle était venue marier ses fils et ses petits-fils à Paris ; nous l'appelions avec respect tante Marie, ou plus familièrement : *Mimi*. Elle ne savait, elle non plus, ni lire, ni écrire, mais par le bon sens et la compréhension saine de la vie, elle eût rendu des points à toutes les femmes de lettres de moi connues, et j'ajoute à plus d'un membre de l'Institut. Comment expliquer ceci? Les doctrines de M. Bergson nous y aident, comme elles avaient réconforté Péguy qui fut un de ses disciples et un de ses admirateurs. Voilà pourquoi il n'était pas tendre à ses anciens maîtres de l'Ecole Normale, ni aux disciplines universitaires. Comme tant d'autres, il avait pâti de la rigueur de ces méthodes où le verbalisme domine, où la mémoire et le raisonnement sont les seules facultés qu'on exerce, où, par la plus prodigieuse méconnaissance de la vraie pédagogie, l'adolescent est traité comme si nulle faculté sensible n'existait en lui (1) ! Etranges pédagogues, pour la plupart, ceux de mon temps qui croyaient enseigner les maîtres, mais n'en transmettaient que la lettre, ayant négligé de s'en assimiler l'esprit ! J'aurai peut-être l'occasion de raconter ici quelque jour des traits qui me furent personnels, et qui sont à peine croyables.

C'est avec des données de cet ordre que fut composée la série des attaques — disons mieux : des pamphlets — qui de cet ancien Normalien devait faire une implacable adversaire de l'Université et marquer ce que peut la force du ressentiment sur l'accentuation du verbe. Je ne vais pas, loin de là, jusqu'à l'approuver sans réserve : la forme du pamphlet est toujours regrettable, car elle tend à altérer les réalités, en faisant prédominer la passion qui entraîne son homme presque toujours plus loin qu'il n'avait décidé d'aller. Elle est particulièrement dangereuse dans l'ordre littéraire, parce que difficilement on résiste à la joie de l'heureuse trouvaille, de l'image expressive, de tout ce qui fait qu'un auteur a sa manière, sa marque, et qu'un écrivain-né ne saurait se confondre avec nul autre. Chez Péguy le danger était plus grand que chez tout autre, car justement il était doué pour l'invention du mot, de la tournure nouvelle et savoureuse, pour tout ce qui fait qu'on ne ressemble pas à un autre, que l'on est un *individu*, ce que Gœthe appelait : une *nature*. Dans le fait, presque tous ceux qui tiennent une plume sont anonymes par le talent : il est donc indispensable qu'ils inscrivent un nom sous la dernière ligne de leur copie. Mais, au véritable écrivain ce soin est inutile, car son nom est dans sa forme même et dès le premier paragraphe un connaisseur ne s'y trompe pas. Péguy appartenait à cette catégorie. Son style, souvent incorrect, a le goût du terroir, comme un de ces crûs savoureux du Val-de-Loire parmi lesquels il avait passé son enfance.

« — Mais, vous le savez bien. Les tenaces aïeux, paysans, vignerons, les vieux hommes de Vennecy et de Saint-Jean-de-Bray, les patients aïeux qui sur les arbres et les buissons de la Forêt d'Orléans et sur les Sables de la Loire conquirent tant d'arpents de bonne vigne, n'ont pas été longs, les vieux, ils n'ont pas tardé. Ils n'en ont pas eu pour longtemps à reconquérir, sur le monde bourgeois, sur la Société bourgeoise, leur petit-fils indigne, buveur d'eau en bouteilles. »

On imagine si les grands Pontifes qui occupaient la place surent lui tenir rigueur et oublièrent de quel acier était faite la pointe de ses traits. Ce n'était que justice, du point de vue humain ; car qui prend une telle attitude peut s'attendre à toutes les ripostes, surtout à une époque où la forme courante de la critique est le bénissage à jet continu et l'aplatissement devant les puissances ! Il avait coutume de rappeler la symbolique et expressive image par où Jules Lemaître, son *pays* du Val-de-Loire dénonçait certains agissements qu'il avait vus autour de lui : « Si je veux élever des poissons dans un vivier, je m'assure tout d'abord qu'il n'y a pas de brochets dans le voisinage. » Péguy se considérait lui-même comme élevé, et de force à dépister les brochets de l'*Alma Mater*. C'était sans doute un peu trop préjuger de ses forces. Mais n'avait-il pas déjà une âme de soldat, un noble soldat des Lettres ? Beau contraste, si l'on y réfléchit, celui de ce soldat ardent et convaincu d'une idée qui, dans un organe obscur, mais tout de même efficace, oppose sa noble sincérité aux courbettes des critiques caressants et faux qui distribuent leur encens dans les

(1) Mes critiques s'appliquent surtout à la génération qui fut mienne et à celle de Péguy, car je n'ignore pas que depuis lors d'heureuses modifications ont été apportées à la routine universitaire et se sont efforcées d'instituer une méthode pédagogique.

uilles en vue ! De cette sincérité, il pressentait utes les suites, sans soupçonner pourtant qu'un ur cette rancune atteindrait sa mémoire et le ursuivrait jusque dans la personne des siens. n lui la passion était trop forte, et, par un effort généralisation que certains jugeront exagéré, il nissait en un réprobation identique ceux qu'il timait les insuffisants éducateurs de la jeunesse le groupe des politiciens de la troisième Répuique parvenue à la phase qui précéda la guerre. y a de lui une page tout à fait curieuse, expresve, que ne contredira nul patriote de l'heure résente. Je ne sache pas de réquisitoire plus terble que ce morceau auquel, plus tard, l'Histoire, grande Histoire pourra se référer, quand elle udra fixer les traits de la basse Politique à laelle nous avons failli succomber :

« — Je suis un vieux Républicain, commence-t-il r déclarer... La République, qui était l'objet d'une ystique, et qui était un système de gouvernement ncien régime, fondé sur l'honneur, et sur un certain onneur propre, et un gouvernement ancienne France, t devenue en leurs mains la matière d'une politique oderne, et en général d'une basse politique, et un système de gouvernement fondé sur la satisfaction es plus bas appétits, sur le contentement des intérêts s plus bas. Et tout ce *qui reste encore debout*, et out *ce qui reste encore propre* de l'ancienne Répulique est ce qui n'a pas encore été contaminé de aurésisme. »

Mais quelle que soit la lumineuse vérité de ce remier morceau, je lui préfère encore ceci, car est un aspect « nouveau » de la question, une açon vraiment originale de la présenter, et que ul, avant Péguy, n'avait soumise à l'opinion.

« — La force révolutionnaire, qui était l'honneur et grandeur de cette race, et qui consistait essenellement à vouloir que çà aille bien, et à en faire plus ue son compte, l'esprit révolutionnaire, qui était esentiellement généreux, l'instinct révolutionnaire est evenu en leur temps et sous leur gouvernement, un as esprit de sabotage, et de dénigrement, et de ranune, qui consiste essentiellement à se réjouir de ce ue çà aille mal, et à vouloir, et à faire que çà aille nal, et à en faire moins que son compte. »

*
* *

Voilà qui s'appelle parler — parler et peindre — t qui est aussi juger les choses du point de vue des mpulsions de l'âme qui commandent tout. Et mainenant on comprendra peut-être la rigueur logique le l'évolution de Péguy. Le jour où il atteignait aux royances mystiques qui de ce vieux républicain llaient faire un dévôt de Jeanne d'Arc, comme de 'élan intérieur qui seul rendait possible, au point de ue humain, une telle mission d'aspect surnaturel, ce jour-là il était encore dans sa destinée de demeurer isolé, à l'écart de tout groupement. Trop évidemment il ne pouvait marcher avec les catholiques de l'*Action Française*, pour ce qu'il sentait en eux de volonté despotique d'asservir les mouvements de l'âme aux intérêts politiques d'un parti, et, comme je l'ai déjà écrit à leur propos, de faire de la religion le premier gendarme de la Monarchie. Une telle recrue n'était pas à dédaigner, mais raisonnablement elle échappait à leurs prises, et d'ailleurs, suivant l'expression de M. Maurras lui-même, « le virus de l'Individualisme avait contaminé » ce vieux républicain. Les modernistes non plus ne pouvaient songer à l'accaparer, pour ce qu'il trouvait d'exagéré dans l'intellectualisme de ceux qui défendent ces doctrines. Encore moins se fût-il rallié à l'orthodoxie vaticane, car ainsi qu'on l'a dit très justement de lui, « cet ennemi-né de tous les despotismes ne s'était pas affranchi de la férule universitaire et libre-penseuse pour aller se soumettre à la férule cléricale. » Au surplus ne savait-il pas ce que la pompe catholique et les gesticulations du culte dissimulent de soucis exclusivement temporels. Les « Théologiens, les bureaucrates du Christianisme » comme il les appelle, ne pouvaient donner le change au fervent adorateur de la Sainte qui avait su tirer des seuls élans de l'âme la force d'une mission quasi-divine. Tranchons le mot, puisqu'il le faut : Péguy était devenu un catholique sans doute, mais un catholique *anti-clérical*, nuance plus fréquente qu'on n'a coutume de l'imaginer. Quand j'inscris : anticlérical, on me comprend ; cela ne veut pas dire, vous pensez bien, à la façon de M. Combes !

*
* *

Seul !... Il devait donc rester seul jusqu'à la fin... En réalité l'unique groupement que Péguy connut, ce fut à l'heure suprême, celui des soldats auxquels il donna l'exemple ! Ah ! qu'il est beau et digne d'admiration, cet isolement, par où il se rapproche du chantre de *Moïse* :

« Oh ! Seigneur, j'ai vécu puissant et solitaire!
Laissez-moi m'endormir du sommeil de la terre! »

Qu'il est beau dans un temps où chacun ne songe qu'à s'adosser au voisin, au groupement de ceux qui, par la communauté des intérêts, seront habiles à faire avec lui de fructueux échanges de services ! Car le titre fameux et qui justement fit fortune: La *République des Camarades*, ne s'applique

(1) Excellente formule de M. Paul Seippel qui résume parfaitement la pensée de Charles Péguy.

pas seulement à la gent politicienne, mais aussi à toute la gendelettrerie, souvent plus experte en politique que ceux qui en font métier.

Quelle autre littérature n'aurions-nous pas, si ceux qui produisent utilisaient pour l'observation et le travail, le temps qu'ils emploient à intriguer ! Et là il me semble que je touche le fond même de la leçon de Péguy, ce par quoi il nous sera d'un enseignement durable ,bien plus même que par son œuvre où ses adversaires relevèrent trop aisément du trouble, du fumeux, de l'incorrect. Par là il deviendra un vivant exemple, ce mort glorieux, aux générations montantes qui tiendront une place dans les Lettres à l'issue de la guerre. Il me paraît juste, utile et désirable que son buste figure à la salle de travail de l'Association des Etudiants. Puissent-elles, ces générations, ignorer les méthodes, qui furent celles de la nôtre, et qui consistaient, chez la plupart, « à se pousser »,au lieu de travailler ! L'Image que nous conserverons de lui ne sera pas seulement celle du lieutenant qui, de la pointe de son épée désigne les positions à enlever et courageusement donne l'exemple en offrant à l'ennemi sa poitrie découverte... Ce sera aussi celle de l'homme de lettres qui, non moins vaillamment, propose cette poitrine aux attaques de ses adversaires, qui s'oppose à la race des trembleurs dont nous fûmes entourés, et tient sa bonne et vaillante plume comme une lame du meilleur acier !

PAUL FLAT.

AMES DE COMBATTANTS

—

LE SOLDAT SEMENOV (1)

IV. — CERNÉS.

Séménov passa trois jours ainsi dans la petite grange, voyant, par la petite lucarne, le jour succéder à la nuit.

Le matin et le soir, il recevait la visite du soldat boîteux qui lui apportait à manger une soupe bien maigre, où surnageaient quelques gros pois mal cuits, et à chaque reprise, l'Allemand grognait, brandissait la crosse au-dessus du prisonnier et l'en frappa même une fois.

Séménov souffrait en silence, suivant l'habitude du paysan russe, se soumettant à toutes les épreuves qui pouvaient l'accabler. Maintenant qu'il était captif, que chaque jour sa jambe devenait plus douloureuse, toute sa discipline de soldat tomba, et il demeura simplement paysan, acceptant docilement ses souffrances.

— Vois-tu, mon frère, disait-il d'une voix flutée et convaincue, en s'adressant à quelqu'un qui devait l'écouter assurément dans la grange vide — Seigneur Dieu a souffert et nous a dit de souffrir.

Cependant, sa jambe prenait un aspect étrange. Le sang avait cessé de couler, et l'ouverture de la blessure semblait se fermer; mais jusqu'au genou, la jambe prit une teinte de fonte, et ses veines saillirent sous la peau en gros cordons violacés. Puis, une mauvaise odeur commença à s'exhaler de la blessure, une odeur de chair décomposée, et, au fond de la plaie, la balle de revolver continuait à s'agiter et à susciter une douleur lancinante.

Enfin, le quatrième jour, l'Allemand coléreux ouvrit brusquement la porte, poussa le prisonnier de sa crosse, lui ordonnant de sortir.

— Mais comment vais-je sortir, frère ? Tu vois bien ce qu'il y a ! Je ne puis même pas m'appuyer sur la jambe, dit Séménov d'un air navré.

L'Allemand se baissa vers la jambe du prisonnier, fit une grimace de dégoût et sortit. Bientôt il revint avec une bonne béquille.

— Voilà qui est parfait, fit Sémenov d'une voix réjouie. Tu as de la réflexion, kamerad... Avec cela, on ira même jusqu'à Berlin.

Quand il eut franchi le seuil de la grange, il dut fermer les yeux : tout, alentour, était d'une blancheur violente ; une nappe de neige couvrait le sol, les branches des arbres, et coiffait en hauts bonnets les gros pieux de la haie, tapissait les toits et montait en vagues figées jusqu'aux fenêtres. Il y a quelque chose de joyeux, de jeune dans l'apparition inattendue de la neige; on a envie de sourire, de frapper amicalement sur l'épaule de son compagnon de route, de se livrer à quelque gaminerie, à un geste de bonne humeur.

Sémenov sourit, tourna la tête du côté de l'Allemand qui était en train d'arranger sa jambe malade, et aperçut auprès de lui une autre silhouette. C'était une jeune fille, une fillette plutôt, d'une quinzaine d'années, voire de quatorze. Elle se tenait debout, enveloppée dans un châle jusqu'aux yeux, et attendait.

L'Allemand finit d'arranger sa jambe malade, serrée dans un bas de laine et chaussée d'une galoche, saisit son fusil par le canon et, s'appuyant sur lui comme sur un bâton, mena l'homme et la fillette hors de la cour.

Lorsque, quatre jours auparavant, Séménov

(1) Voir la *Revue Bleue* du 25 septembre — 2-9 octobre 1915.

avait été conduit au château, l'agitation fiévreuse d'un état-major l'emplissait; maintenant, toute cette fièvre était tombée. Des gardiens de convois allaient et venaient comme des mouches endormies, emportaient les derniers colis, décrochaient des murs les tableaux encore intacts, pour les rejeter aussitôt. Un long convoi, de ceux qu'on appelle de troisième rang, celui qui clôt la marche d'un détachement, emplissait la cour, puis l'allée conduisant sur la route, et la route elle-même.

Le prisonnier, la fillette et leur garde attendirent deux heures durant et pendant ce temps, suivant la même conviction que pour se faire comprendre de son prochain, les mots sont secondaires, Sémenov lia conversation avec la filette.

Elle était Polonaise, cueillie dans un village à cinq verstes de là. Elle était d'abord partie avec les siens, mais se souvenant de sa robe des dimanches, restée accrochée au grenier, elle était revenue au village, où se trouvaient déjà les Allemands. Ceux-ci la retinrent, parce qu'elle lavait bien le linge des officiers, et elle se demandait si on la lâcherait jamais.

A la fin de son récit, elle se mit à pleurer, et Sémenov chercha à la consoler.

— Allons, allons, fillette, tu es encore bien jeune! Ça va s'arranger... Dieu a souffert et Il nous a dit de souffrir... Est-ce qu'on ne t'ennuie pas ?

Elle ne comprit pas tout à fait la question, mais devina et se détourna.

— C'est ce gros museau-là, fit-elle en désignant l'Allemand boîteux, mais je l'ai bien rabroué !

— Voyez-vous cela ! Eh, frère, ce n'est pas bien cela : un homme déjà âgé, et en outre blessé...

Enfin, le convoi s'ébranla, et les deux prisonniers le suivirent. A partir de ce moment, une vie horrible, incompréhensible pour le soldat russe, commença.

Ils marchèrent ainsi pendant cinq jours, en tournant presque constamment sur la même place. Il arrivait, par exemple, que le convoi et, avec lui, les prisonniers, s'étant mis en route de bon matin, marchait jusqu'à midi dans telle direction. Soudain, se montrait un des automobiles, si nombreux dans l'armée allemande, et l'officier qui s'y trouvait parlait rapidement aux chefs du convoi, après quoi la file interminable de lourdes voitures rebroussait chemin en se hâtant, en en semant quelques-unes dans les fossés qui bordaient la route. En pareil cas, le garde ordonnait aux deux prisonniers de monter dans un des charriots où ils étaient secoués, au point de manquer de tomber.

On passait généralement la nuit dans les villages en ruines, revenant jusqu'à trois fois dans le même, et un jour ils arrivèrent dans la même propriété où Sémenov avait été amené au début.

Le prisonnier commençait à se dire, sans oser y croire :

« Ils sont certainement cernés par les nôtres ; autrement, ils ne s'agiteraient pas comme des fous ! Ils se jettent par-ci, ils se jettent par-là, et ne font que tourner sur la même place ; pas de doute, ils sont cernés ! »

Enfin, il y eut tout de même deux jours de repos. Il devait y avoir une fête, leur Noël peut-être, car une automobile arriva toute chargée de caisses d'où on retira des jambons, des bouteilles, des boîtes de conserves et bien d'autres choses qu'on distribua à tous, jusqu'au dernier soldat du convoi.

L'événement se produisit quand le convoi était arrêté dans une petite propriété polonaise. Sémenov et la fillette furent enfermés dans une pièce vide et froide de la maison du propriétaire. Elle avait dû être occupée peu de temps auparavant par une ambulance, car sur le parquet traînait de la paille ensanglantée, et dans un coin, étaient entassés des bouts d'ouate, des bandes emmêlées et des chiffons également tachés de rouge.

Les deux prisonniers furent enfermés à clef. Ils entendaient, à une distance de trois ou quatre pièces, le bruit de voix avinées, le choc de la vaisselle et, parfois, des chants enroués et discordants.

Lorsque les hommes en fête se mettaient à crier plus haut, ou que l'un d'eux passait dans le corridor en faisant grand bruit de ses jambes vacillantes, la fillette se serrait contre le Russe et murmurait en ouvrant tout grand, ses yeux effrayés :

— J'ai peur.

V. — Pour des bêtises.

Lorsque la nuit profonde s'étendit derrière les vitres, le vacarme des Allemands cessa. Sémenov s'assoupit, la douleur de la jambe semblant se calmer, et seul un feu la brûlait, comme si elle ne reposait pas sur la paille boueuse et tachée de sang, mais sur des charbons ardents.

— Oh, Seigneur ! murmura le soldat en déplaçant sa jambe et en luttant contre le sommeil. Nous avons bien péché, devant Ta face, Seigneur !

Depuis que le malheur l'avait frappé, — la blessure et la captivité, — il invoquait fréquemment le le nom de Dieu. Il ne priait pas, — il y a longtemps qu'il avait oublié toutes les prières, — mais en paysan russe, il acceptait l'épreuve, et d'une voix étrange de vieillard, il marmottait des paroles traditionnelles de soumission.

Sans doute en raison de sa voix de vieillard, bien qu'il fût encore relativement jeune et robuste, sa compagne de captivité l'appelait grand'père.

Une somnolence douce enveloppa le soldat, et bientôt quelque chose de proche et de cher se dressa devant son imagination éloignée de la réalité.

Mais soudain un choc le réveilla.

— Qu'y a-t-il ? Qu'y a-t-il? murmura-t-il en se dressant à demi et en poussant aussitôt un gémissement de douleur.

— Grand'père ! Mon bon grand'père, j'ai peur... Il est là! lui murmura à l'oreille la fillette effrayée. Regarde, il est là...

A la lueur blafarde de la neige qui blanchissait dehors, la chambre apparaissait plus vaste et plus taciturne. L'un des battants de la porte était ouvert et une silhouette s'y dressait.

Séménov reconnut son gardien et se mit à tâter autour de lui. Rencontrant sa béquille, il la serra dans sa main et chercha à se soulever.

Le gardien demeura silencieux pendant quelques instants, en se tenant de ses deux mains au portant de la porte. Il paraissait fortement pris de boisson, car lorsqu'il essaya de parler, une odeur d'alcool brûlé emplit la pièce.

— Anelka, viens ! fit l'Allemand en prononçant avec peine les mots russes.

Il ajouta encore une longue phrase allemande, puis jura, sans doute, et répéta le seul mot étranger qu'il connaissait :

— Viens !

Il fit un geste à la fois d'appel et de menace :

— Grand-père, j'ai peur, chuchota la jeune Polonaise en se cramponnant au bras de Séménov. Ne m'abandonne pas !

— Quoi ? Qu'est-ce que c'est : « Viens » ? intervint le Russe en se dressant sur sa jambe solide et sur sa béquille. Tu as bu un coup, mon vieux ! Mais tu feras mieux de ne pas y penser. C'est défendu ici de s'occuper des bêtises !

L'Allemand cracha, jura de nouveau et entra délibérément dans la chambre. Il était fortement aviné, car les vapeurs d'alcool le faisaient trébucher à chaque pas. Aussi traversa-t-il la chambre avec la rapidité particulière aux ivrognes lorsqu'il visent résolument un but.

Il voulut saisir la fillette par le bras, quand Séménov lui barra le chemin et se plaça devant lui.

— Laisse-la, te dis-je, ce n'est pas le moment, Kamerad, de t'occuper de bêtises. Tes chefs, non plus, ne te loueront pas, débita hâtivement le prisonnier.

L'Allemand tituba, reprit l'équilibre et envoya un coup de poing dans la poitrine de Sémenov. L'autre faillit tomber, mais fit un saut avec sa jambe valide et, de nouveau, se mit devant la fillette.

— Viens ! cria l'Allemand. Viens, Anelka ! Et il la saisit par le bras.

— Laisse, te dis-je, laisse ! cria le soldat russe en levant la béquille, et en sautant sur une jambe, pour maintenir son équilibre. L'Allemand l'écarta et continua à tirer la fillette par le bras, pendant que Sémenov continuait à agiter sa béquille, et à crier d'une voix rauque :

— Laisse, te dis-je, laisse ! Pas de bêtises ici !...

L'Allemand poussa violemment le Russe, et celui-ci tomba. En tombant, il souleva malgré lui sa béquille, qui alla frapper la tête ronde et coupée ras de l'ivrogne.

En se renversant, Sémenov eut sa jambe malade prise sous lui, et il ressentit une douleur si atroce, qu'il se mit à hurler comme une bête fauve :

— O-o-o- ! cria-t-il en se tordant sur la paille. O-o-o-o !

Abasourdi sous le coup, le gardien recula, puis fit un bond vers la porte et s'arrêta. Le Russe se mit à ramper pour dégager sa jambe et l'Allemand crut que l'autre se dirigeait vers lui. Les hurlements inhumains du blessé l'avaient évidemment abasourdi autant que le coup de béquille : il heurta la porte de son épaule, et une fois dans le corridor, il la referma avec violence derrière lui.

— O-o-o-o!... continuait à hurler le prisonnier en se roulant sur le parquet. Mon Dieu, mais qu'est-ce donc? Seigneur Dieu !...

L'horrible douleur avait fait perdre au blessé la notion du temps, et il lui semblait que de longues heures avaient passé pendant lesquelles les plus terribles événements se déroulaient.

Une foule de gens avec des lanternes à la main et armés de fusils aux canons reluisants, sautaient devant ses yeux, en une danse fantastique, criaient, faisaient des gestes, gestes répétés d'une façon encore plus désordonnée par les ombres noires qui se projetaient sur les murs. L'un de ces hommes, dont une jambe était enveloppée d'un linge blanc, et l'autre chaussée d'une botte, était tout contre Séménov, le menaçant de son arme, et à deux reprises, le visait, mais un autre grand, large d'épaules et à la figure de paysan naïf, cherchait à le calmer en lui répétant le mot inconnu de « lieutenant ».

Sémenov crut être en proie à un cauchemar provoqué par ses atroces souffrances.

Mais lorsque le gardien boîteux se mit à agiter son fusil devant la figure même du Russe, celui-ci, dans un effort suprême, se souleva, tomba à genoux, et le visage décomposé, les cheveux en désordre, les yeux sortant des orbites, ouvrit brusquement son manteau, déchira sa chemine, et mit à nu sa poitrine maigre et grise de poussière.

— Frappez, frappez, vampires, bourreaux, judas ! cria-t-il, comme dans un accès de folie, frappe, tire, achève mon martyr, démon, païen !...

Son visage fut si horrible, son ombre d'homme rampant sur ses genoux s'agitait d'une façon si désordonnée le long du mur, que la foule recula, les taches rouges des lanternes tremblèrent et voguèrent vers la porte; un instant après, tout devint silencieux, et sombre, et vide, comme dans une tombe.

Le soldat russe s'affala, la face contre le parquet tout couvert de boue, et il saisit sa tête entre les mains.

La crise de douleur aiguë était passée sans doute, car, soudain, il sentit une faiblesse languissante se répandre par tout son corps et une lassitude morne, sépulcrale, s'appesantit sur ses épaules.

Et sur son corps prostré, se lamentait l'âme du soldat russe qui a déjà franchi toutes les étapes de la vie et est prête à tout, même à la mort...

Et plus l'âme s'élevait au-dessus de la boue de la chambre et de la pesanteur du corps, plus pure et plus sereine devenait sa douleur.

— Seigneur, Seigneur ! murmurait Sémenov, j'ai beaucoup péché, mais c'est par mon ignorance que je t'offensais, ô Seigneur ! Pardonne, Toi ! Oublie, car je ne suis qu'un moujik sans lumière... Pardonne, oublie, et pour mes tortures, et pour ma douleur de feu, et pour ma mort inévitable, et pour mon œuvre pénible de guerre... Réserve-moi, ô mon Dieu, une toute petite place, une place bien sèche, bien claire, dans Ton lumineux Paradis. Je suis ignorant, je le sais, et indigne, et ma prière obscure ne fait que Te porter offense... Mais oublie, pardonne, et écoute ma souffrance d'humble soldat.

Les fenêtres reflétaient la lumière mate de la neige qui blanchissait dans les ténèbres. D'un coin sombre, se détacha la silhouette de la petite Polonaise et, tel un jeune animal peureux, elle se glissa avec précaution auprès du soldat étendu sur le parquet.

Elle demeura ainsi quelque temps, sa tête appuyée sur l'épaule du soldat, écouta, puis se baissa davantage, toucha timidement de sa main d'enfant les cheveux du Russe et se mit à le caresser avec un instinct de mère. Elle le caressait tendrement, affectueusement, tout en versant des larmes, se disant sans doute qu'il souffrait beaucoup, que peut-être demain il serait tué, parce qu'il avait pris sa défense, qu'elle-même, fillette abandonnée, faible et sans défense, ne reverrait plus jamais sa maison, ses proches.

Et des larmes amères et naïves tombaient sur la tête du moujik, et on eut dit que, dans l'immense univers, empli de millions d'hommes, il n'y avait qu'eux deux, abandonnés, oubliés de tous.

V. Moujel.

(*Traduit du russe par* L. Halpérine-Kaminsky).

(*A suivre.*)

L'OPINION AMÉRICAINE ET LA GUERRE

Dès le deuxième mois de la guerre, dans un article de la *New-York Nation* (17 septembre 1914), M. Edmund Lester Pearson reconnaissait « que les journaux américains sont, en général, hostiles à l'Allemagne dans cette guerre, qu'ils l'en rendent presque exclusivement responsable, et qu'ils considéreraient sa victoire comme un malheur pour le monde entier ». Mais il justifiait en même temps la presse de son pays du reproche d'obéir ainsi à un préjugé ; et il indiquait avec toute la précision désirable, les raisons auxquelles elle obéissait :

Jusqu'à l'invasion de la Belgique (sujet dont aucun ami de l'Allemagne ne peut causer pendant trente secondes sans déplacer la question ou recourir à un *tu quoque*), il n'y avait dans notre presse aucune hostilité marquée à l'égard de l'Allemagne. Mais, depuis, elle a jugé l'Allemagne à la lumière fournie par les correspondances diplomatiques et en se rappelant que Bismarck avait astucieusement déchaîné la guerre de 1870, tout en protestant, exactement comme ses successeurs d'aujourd'hui, qu'il avait été forcé de tirer l'épée. Notre presse croit que l'Allemagne nourrit une confiance mal fondée en son droit d'administrer la « culture » allemande au reste du monde, qu'il en veuille ou non.

L'opinion américaine tient tout entière dans ces quelques traits où on aurait pu lire déjà ses développements ultérieurs. D'où lui est venue l'orientation première, ce qu'elle pense des origines et des responsabilités du conflit, comment elle souhaite le voir finir : les quelques lignes citées nous le disaient déjà. Le cours des événements n'a fait que motiver davantage et fortifier des idées très nettes et des sentiments très raisonnés. A la violation de la neutralité belge se sont ajoutées les atrocités de toute sorte commises dans les territoires envahis, les actes de piraterie qui constituent une violation des droits des neutres et en particulier des droits américains, les étranges procédés diplomatiques qui portent atteinte à la souveraineté même des Etats-Unis, les intrigues et agitations de toute sorte par où les Allemands d'Amérique ont eu l'audace et l'imprudence de laisser voir qu'ils menaçaient l'unité nationale et

formaient un Etat dans l'Etat. Ainsi réveillée, éclairée — et l'on peut dire déçue — l'opinion publique américaine comprend et juge la Kultur allemande en faisant des vœux pour le triomphe d'une civilisation plus humaine, dont la cause se trouve désormais confondue avec la nôtre, — avec la cause des Alliés.

*
* *

Comme l'a dit très justement le *New-York Herald*, l'échec de la propagande allemande aux Etats-Unis tient surtout à un seul mot : « Belgique ». Cette nation de légistes ne saurait admettre qu'une nécessité militaire puisse justifier la violation d'un traité international. Devant le lamentable effet produit par sa théorie du *chiffon de papier*, l'Allemagne a essayé alors d'une autre défense : elle a prétendu avoir trouvé dans les papiers d'Etat en Belgique la preuve que le pays se préparait lui-même à violer sa propre neutralité en faveur de l'Angleterre, et cette preuve, c'est un plan d'action envisagée pour le cas où l'Allemagne violerait la neutralité belge. Les journaux américains ont bien voulu présenter à leurs lecteurs cette argumentatoin qui leur était destinée, et ils ont ajouté qu'elle était une insulte à leur intelligence.

*
* *

Le seul examen des documents diplomatiques a permis, aux Etats-Unis comme ailleurs, d'établir les responsabilités de la guerre européenne. Un des plus hauts magistrats du pays, M. James M. Beck, ancien procureur général, a exposé la cause dans une remarquable étude du *New-York Times*, que la Presse universitaire d'Oxford a réimprimée en brochure (1). L'histoire politique et diplomatique de l'Europe depuis la guerre de 1870-1871 et plus particulièrement dans les dix dernières années montre à l'œuvre le parti-pris de domination, l'esprit agressif et provocateur de l'Allemagne ; qu'un témoignage si « objectif », qui est celui même des faits, n'ait pas échappé à l'esprit clairvoyant des Américains, nous en avons la preuve dans l'excellent écrit de M. Frédéric R. Coudert : *What France is fighting for* (1). L'auteur connaît bien notre pays et notre histoire. Il veut justifier « le sentiment général du public américain que la France fut forcée de combattre pour repousser l'attaque allemande, calculée, inévitable et déterminée par un désir d'écraser la France et de lui enlever ses possessions colnoiales » et établir que ce sera aussi le jugement de la postérité. Il n'a pas de peine à montrer combien les intentions de la France étaient pacifiques, pacifistes même, lorsque « quatorze mois avant la guerre l'orateur le plus influent de la nation réussissait presque à empêcher la France de répondre par la loi de trois ans aux préparatifs militaires de l'Allemagne en 1913, et que l'opposition du peuple français aux grands armements allait jusqu'à mettre en péril la sécurité nationale pour les éviter ». Puis, remontant, comme il convient de le faire pour comprendre la période contemporaine, à la guerre de 1870-1871, il rappelle que celle-ci fut voulue, préparée et provoquée par la Prusse, que deux ans après la libération de notre territoire, en 1875, Bismarck, étonné de nous voir renaître, aurait tenté d'en finir à jamais avec la France, si l'empereur de Russie ne s'était alors interposé, et que le traité de Francfort avait donné à la politique allemande une orientation qui allait contraindre les grandes nations de l'Europe à restaurer l'équilibre menacé par le militarisme prussien. De là successivement l'alliance franco-russe et l'entente cordiale. Avec la mauvaise foi qui la caractérise, l'Allemagne, furieuse de voir que la France cessait d'être isolée, essaya de donner le change en dénonçant très haut une conjuration destinée à l'isoler elle-même. Singulier isolement que celui d'une Allemagne unie à l'Autriche et à l'Italie ! Toute l'effrénée propagande allemande n'a pu empêcher les Etats-Unis de se rappeler quelles provocations remplirent les dix années qui précédèrent la guerre et combien fut longue la patience de la France ! Nous acceptâmes en 1904 la conférence d'Algésiras sur les injonctions de l'Allemagne, après leur avoir sacrifié notre ministre des Affaires Etrangères, M. Delcassé; nous ne ripostâmes pas au « coup d'Agadir » en 1911. Entre les deux dates, nous avions laissé, l'Europe avait laissé l'Autriche-Hongrie violer le traité de Berlin et annexer la Bosnie-Herzégovine, parce que l'empereur allemand avait déclaré se tenir « dans son armure étincelante » aux côtés de son alliée. En 1914, après l'ultimatum autrichien à la Serbie, la France et ses alliées négociaient encore avec le seul souci d'éviter une guerre qu'elles n'avaient jamais voulue, qu'elles n'avaient pas préparée. Et quand, malgré leurs efforts, cette guerre éclata, on sentit en France que rien n'eût pu l'empêcher, que l'orage s'amoncelait depuis trop longtemps, que la décision de l'ennemi était prise, et le senti-

(1) James M. Beck, former assistant attorney general of the United States : *The Double Alliance versus the Triple Entente.*

(1) G.-P. Putnam's Sons, *Publishers*, New-York, London.

ment de l'inévitable fit notre courage plus calme, plus résolu. M. Frédéric R. Coudert se trouvait en France alors. Il atteste avoir entendu partout la même réflexion, si résignée, si simple : « Ah ! Monsieur ! Il le fallait. Ça ne pouvait pas durer. » Et il dit à ses compatriotes :

Les Français n'ont pas désiré la guerre. Ils l'ont acceptée comme inévitable. Mais la certitude finale de la calamité leur a apporté peut-être une sorte de soulagement après la longue incertitude des années ou à de courts intervalles, la menace allemande ne cessa de reparaître. Ils l'ont acceptée comme un terme inévitable, une catastrophe qui ne leur laisse pas d'autre alternative que de lutter à outrance ou de mourir.

Dans le combat, l'enjeu de la France n'est pas seulement sa vie nationale... Les Français combattent aujourd'hui pour le même idéal qui fit tirer l'épée à Lafayette. En s'affranchissant eux-mêmes et en recouvrant leur complète autonomie nationale, ils affranchiront l'Europe d'une hégémonie terrible, libéreront les populations malheureuses qui n'ont jamais cessé de pleurer leur mère perdue depuis le traité de Francfort et sauveront la cause de tous les peuples libres, de la liberté et de la loi, de la démocratie et de la justice.

*
* *

Si les Américains de race française ou de sentiments français ont contribué à éclairer leurs compatriotes, les Germano-Américains, d'une autre manière, n'y ont pas moins aidé. Les Etats-Unis sont très fiers, à juste titre, de leur puissance d'assimilation. Leur unité nationale n'est l'œuvre ni de la race, ni même de l'histoire, mais avant tout, et surtout, des forces toujours en action qui adaptent l'individu à la société et le nouveau venu à son milieu. La société américaine favorise ces forces de tout son pouvoir et met à leur service tous les moyens dont elle dispose : éducation, philanthropie, religion. Elle leur fait largement confiance. Voici tout à coup qu'une importante fraction de la communauté manifeste son particularisme, et n'hésite pas à troubler la vie nationale. On sent très bien dans la presse et même dans les notes du Président Wilson, une irritation, ici plus contenue, et là plus libre de s'exprimer. L'Allemagne ne pouvait commettre faute plus grave que d'exciter les Germano-Américains à se conduire comme s'ils prétendaient former, au sein de la grande République, un Etat dans l'Etat.

Mais n'est-il pas plus grave encore qu'elle ait osé faire jouer à ses représentants diplomatiques le rôle qui a valu à l'Autriche l'humiliation de se voir imposer le rappel de son ambassadeur ? Le Dr Dumba cherchait simplement à fomenter des grèves dans le but de paralyser l'industrie américaine et de l'empêcher de fournir des munitions aux Alliés. En même temps il correspondait avec son gouvernement par l'intermédiaire d'un journaliste américain, M. Archibald. Dans une longue lettre adressée à M. Lansing, secrétaire d'Etat, il traite d'inouïe la façon dont il a été « insulté » par la presse. Sans avoir sous les yeux ces « insultes », nous n'avons pas de peine à croire que la presse américaine a dû relever, en effet, assez vertement une pareille atteinte non seulement aux usages diplomatiques, mais encore à la neutralité et, ce qui est plus grave, à la souveraineté du pays.

*
* *

Il n'est pas besoin de rappeler ici combien l'opinion américaine s'est émue des attentats commis par les sous-marins allemands et de la longue correspondance engagée à ce sujet, depuis tantôt sept ou huit mois, entre le Président des Etats-Unis et le gouvernement impérial. Les journaux nous ont quotidiennement renseignés là-dessus. A travers leurs informations, nous avons pu suivre l'obstination de l'Allemagne à violer le droit des gens et l'inlassable patience de M. Wilson à lui en rappeler les principes. Peut-être nous sommes-nous, par contre, un peu lassés de lire les notes juridiques, si invariablement calmes, auxquelles les officiers de von Tirpitz répondent par des actes qui sont un défi à ces principes. Dans des conjonctures aussi critiques, le peuple américain fait crédit à son Président, et celui-ci vient de montrer, en exigeant le rappel du Dr Dumba, — non pas un rappel « pour consultation », mais le rappel pur et simple, — qu'il n'entendait pas laisser porter atteinte aux droits, ni à la dignité de la nation.

Ce qu'il est plus important peut-être de mettre ici en lumière, le sentiment nouveau et chargé de conséquences qui se fait jour à travers l'opinion américaine, c'est une sorte de surprise et de déception devant l'Allemagne telle qu'elle est et telle qu'elle se découvre à la lumière brutale des événements. Bien plus grave qu'un verdict particulier sur tel fait ou tel ordre de faits, un jugement d'ensemble se prépare en Amérique sur la pensée allemande, la *Kultur* et ses fruits. Rien n'y aura autant servi que la masse de pamphlets professoraux dont on a bombardé le pays. Dans les écrits de ces apologistes de l'Allemagne.

A très peu d'exceptions près, les qualités que nous nous attendions à saluer nous ont semblé faire étrangement défaut. Nous en avons éprouvé moins d'irritation que de désenchantement et de tristesse. Pour bien des Américains, le spectacle offert récemment par les maîtres de la science et de la philosophie en Allemagne

n'est guère moins que ce qu'un sincère ami de ce pays a qualifié par ces mots : « La plus grande tragédie morale de la guerre » (1).

Voilà ce que pensent, voilà ce qu'écrivent les maîtres de l'opinion américaine. Ils découvrent qu'on est incapable de penser chez eux comme pensent les Allemands et ce qu'ils opposent maintenant à la *Kultur*, c'est « l'avènement d'une civilisation plus haute, d'une humanité plus pure ». Sans aucun doute, nous recueillerons un jour, et nous commençons déjà à recueillir le bénéfice d'avoir servi cette cause et identifié la nôtre avec elle. Nulle part on n'est plus capable qu'aux Etats-Unis de nous rendre justice, — et de voir la vérité.

FIRMIN ROZ.

P.-S. — Les conditions dans lesquelles vient d'être souscrit l'emprunt franco-anglais sont, à cet égard, bien significatives. Ainsi que le fait remarquer une dépêche de New-York au *Daily Mail*, « l'ensemble avec lequel les petits capitalistes se sont montrés désireux de souscrire a surpris les plus optimistes et donne l'impression que l'ancien ambassadeur des Etats-Unis en Grande-Bretagne, M. Choate, était au-dessous de la vérité en disant que 90 0/0 de la population était en faveur des Alliés.

F. R.

LE CONSEIL D'ÉTAT PENDANT LA GUERRE

Les historiens auront un jour à rechercher ce que sont devenus, au cours de la guerre européenne, les grands services publics en France. Ils se demanderont comment ceux-ci ont pu fonctionner, quel appui ils ont prêté à la défense nationale, dans quelle mesure ils ont aidé à maintenir la vie collective du pays. Nous ne songeons ici qu'à donner, sur l'un d'entre eux, de brèves indications.

La déclaration de guerre eut au Conseil d'Etat un premier effet des plus sensibles. La moitié de ses membres partit à l'armée. Si les conseillers d'Etat étaient par leur âge libérés du service militaire, la plupart des maîtres des requêtes et l'ensemble des auditeurs y restaient au contraire liés. Ce fut avec une virile résolution qu'ils rejoignirent leurs nouveaux postes. Ils avaient à cœur de donner le bon exemple. Ils savaient que leurs devanciers immédiats s'étaient vaillamment battus en 1870, que de tout temps on avait compté des hommes de grand courage parmi leurs prédécesseurs. Stendhal, qui fut auditeur, n'avait-il pas pris part aux campagnes napoléonniennes, et vécu plusieurs pages de l'épopée avant de les écrire ?

Beaucoup d'entre eux servaient dans l'infanterie, depuis le grade de capitaine jusqu'à celui de simple soldat. Il y avait aussi dans leurs rangs des capitaines d'artillerie et du génie, un maréchal des logis de dragons, et même deux aviateurs militaires. Certains étaient officiers d'ordonnance à l'état-major du généralissime ou à celui des commandants d'armée ; ils y furent parfois préposés au service de la justice militaire. D'autres devinrent adjoints ou attachés d'intendance, en vertu des règlements qui prévoient, même en temps de paix, l'attribution de ces fonctions à des membres du Conseil d'Etat. D'autres encore, lorsque nos troupes eurent occupé une fraction de la Haute-Alsace, se virent confier l'administration des territoires ainsi conquis.

Ces derniers postes n'étaient pas les moins exposés. L'un de ceux qui les occupaient, l'auditeur Fernand Collavet, a été tué dans Thann par un obus ennemi. Deux autres auditeurs, Marcel Roger, sous-lieutenant, et Albert Feldmann, sergent d'infanterie, ont péri en entraînant leurs soldats au combat, le premier en Lorraine, dès le début de la guerre, le second au Labyrinthe. Plusieurs ont été blessés, parfois grièvement. Quelques-uns ont été cités à l'ordre du jour de l'armée, ou bien ont reçu le ruban rouge.

Un cas qui mérite entre tous d'être cité, est celui d'Henri Collignon. Après avoir fait dans l'administration préfectorale une longue et honorable carrière, il était devenu secrétaire-général de la présidence de la République, et au début de 1913 avait été nommé conseiller d'Etat. Par sa droiture et son aménité, il s'était rapidement concilié l'estime et la sympathie de ses nouveaux collègues. On avait remarqué, à plus d'une reprise, l'élévation de ses sentiments et la générosité de son caractère. Il avait cinquante-huit ans quand la guerre éclata. Il voulut aussitôt y participer, et s'engagea au 46e régiment d'infanterie. C'était celui où, vers le même âge, Latour d'Auvergne avait repris du service en 1797. Il y déclina tout grade, mais son colonel voulut que ce haut fonctionnaire, officier de la Légion d'honneur, portât le drapeau du régiment. Après avoir stoïquement supporté les fatigues de la campagne, Collignon trouva à Vauquois une mort glorieuse, en allant secourir un blessé. Du

(1) ARTHUR O. LOVEJOY, *New-York Nation*, 3 décembre 1914. Cité dans « Voix Américaines sur la guerre de 1914-1915. » Librairie Berger-Levrault (Collection : *Pages d'Histoire*.

moins, sa mémoire aura-t-elle été justement consacrée. On connaît la touchante tradition en vertu de laquelle, au 46e régiment, le nom de Latour d'Auvergne reste inscrit sur les contrôles, avec le titre de « premier grenadier des armées de la République », que Bonaparte lui avait décerné ; il figure dans les appels de la première compagnie, et quand il est prononcé, on répond pour lui : « mort au champ d'honneur ». L'autorité militaire a voulu que désormais le nom de Collignon fût appelé, dans les mêmes conditions, à la suite de celui de Latour d'Auvergne. Déjà les arts se sont inspirés de cette noble idée, et l'imagerie populaire a représenté les deux héros, dans leurs uniformes respectifs, se tendant la main sous les plis de leur commun drapeau. Le Conseil des ministres a décidé que le siège de Collignon serait momentanément laissé sans titulaire au Conseil d'Etat. Ce corps a tenu à conserver la croix de guerre qui avait été attribuée au courageux soldat, et son portrait a été placé en évidence, dans la salle des assemblées générales du Conseil, au devant de la place — toujours vide — que les règles cérémonielles réservent au président de la République.

*
* *

Malgré ces pertes, et malgré la réduction de moitié qu'avait subie son effectif, le Conseil d'Etat se trouvait avoir à assumer un service des plus lourds, mais aussi des plus importants. Il jouait, d'abord, son rôle usuel de régulateur de la vie administrative, car naturellement il conservait toutes les attributions qui font de lui, en temps de paix, le gardien des règles légales et traditionnelles dans l'exercice du pouvoir exécutif. Mais de plus, pendant la guerre, il allait se voir investi de fonctions quasi-législatives. C'est une de ses charges habituelles que d'accorder au gouvernement, pendant les vacances des Chambres, les crédits supplémentaires et extraordinaires qui seraient reconnus indispensables. Pour la durée des hostilités, cette attribution a été élargie. Le Parlement s'était réuni le 4 août 1914, mais il se séparait dès le lendemain. Parmi les lois qu'il vota ce jour-là, l'une complétait la faculté d'ouvrir par décrets rendus en Conseil d'Etat, les crédits nécessaires aux besoins de la défense nationale. Une autre, en élevant à douze milliards la limite maxima des émissions de billets de la Banque de France, en vue des services à rendre par celle-ci au cours de la guerre, ajoutait que cette limite pourrait encore être reculée dans la suite par décret rendu en Conseil d'Etat. Ainsi ce dernier corps se trouvait appelé à suppléer le Parlement, pendant l'interruption de sa session, dans quelques-unes de ses prérogatives les plus essentielles. Une fois de plus allait se vérifier la loi naturelle, en vertu de laquelle les organes les premiers formés sont aussi ceux qui fonctionnent le plus longtemps. Antérieur historiquement au Parlement, le Conseil d'Etat lui survivait. On pouvait dire de lui ce que les biologistes disent du cœur : « *primum vivens, ultimum mortens* ».

Son activité fut à la hauteur de ses devoirs. Sous la ferme direction de ses chefs, il apporta une coopération de tous les instants à l'œuvre du salut national. Dès le 1er août, par une délibération unanime, il avait décidé de ne prendre aucune vacance en 1914. Non seulement ses diverses sections continuèrent à se réunir ; mais son assemblée générale, qui d'ordinaire a lieu une fois par semaine, se tint trois fois plus souvent pendant ce mois d'août. Elle ouvrit durant ce mois près de trois milliards de crédits au gouvernement. Elle adopta aussi une série de projets de décrets que les circonstances comportaient. L'un d'entre eux étendait le principe des allocations de guerre aux familles appartenant à des nationalités alliées, résidant sur notre sol, et ayant leur soutien sous les drapeaux de leur pays ou de la France. Un autre, prenant en considération l'impossibilité où l'on se trouvait de réunir le Conseil supérieur de la guerre, dispensait le ministre de l'obligation de le consulter avant de mettre à la retraite d'office les généraux. Un troisième suspendait, en ce qui concerne les militaires, l'application du célèbre article 65 de la loi du 22 avril 1905, portant qu'aucun fonctionnaire ne peut être frappé qu'après communication préalable de son dossier : il y a dans ce texte une garantie équitable et très normale en temps de paix, mais que l'état de guerre ne permettait plus de maintenir ; sur ce point, un simple décret avait paru pouvoir suspendre partiellement et momentanément l'exécution d'une loi. Tous ceux qui connaissent l'esprit du Conseil d'Etat savent que ce corps ne pouvait consentir à de pareilles dérogations aux règles usuelles qu'en présence d'une évidente et impérieuse nécessité. Nous avons cité ici quelques décrets à titre d'indication, mais il va de soi que ces exemples auraient pu être multipliés. Le Conseil d'Etat, à cette date, légiférait en quelque sorte à jet continu.

Cependant la position dans Paris devenait critique. Vers la fin d'août, la chancellerie fit savoir au Conseil d'Etat que son siège devrait peut-être se voir transférer hors de la capitale. Le 2 septembre au matin, on lui annonça que ce départ était décidé. A onze heures du soir, les membres du Conseil d'Etat prenaient un train spécial, analogue à celui qui emmenait le corps diplomatique. Le 3

septembre, vers midi, ils arrivaient à Bordeaux. L'administration avait réquisitionné l'hôtel Gobineau à leur intention. On leur donna, pour tenir leurs séances, une salle de concert, d'ailleurs grande et belle, la salle Franklin. Des tables y avaient été mises à la hâte. Avec les livres et dossiers apportés de Paris, elles constituaient toute l'installation. Mais le zèle au travail était si grand chez le Conseil d'Etat, que dans ce campement improvisé il trouva moyen de siéger aussitôt. Une assemblée générale s'était tenue à Paris, le 1er septembre, veille du départ, et elle avait voté près d'un milliard de crédits. La suivante se tint à Bordeaux dès le 4 septembre, lendemain de l'arrivée. Et depuis ce jour-là jusqu'au 29 décembre, il ne s'en réunit pas à Bordeaux moins de vingt-sept.

On y continua, naturellement, la tâche commencée depuis le début de la guerre. Dans l'ordre d'idées que nous rappelions tout à l'heure, on suspendit, pendant les hostilités, le fonctionnement des conseils d'enquête pour les officiers, puis celui des conseils de discipline pour les fonctionnaires. On alloua au gouvernement, en plusieurs fois, près de trois milliards de nouveaux crédits. On autorisa la Ville de Paris à émettre des bons municipaux. On toucha à presque toutes les branches de la législation, par la force même des choses. Citons comme exemples, dans un pêle-mêle qui donne mieux l'idée de la réalité, quelques projets de décrets examinés à cette date. L'un autorise les chambres civiles des cours et tribunaux à connaître des affaires correctionnelles ; d'autres ajournent les élections auxquelles les officiers ministériels devaient procéder pour le renouvellement de leurs mandataires, ou la confection du tableau annuel d'avancement pour la magistrature. Celui-ci vise les tarifs de la Compagnie du Sud de la France ; celui-là, le traitement des instituteurs en Algérie. Tel dispense les réservistes de l'obligation d'obtenir pour se marier l'autorisation de leurs chefs ; tels encore réorganisent le service de la trésorerie et des postes aux armées, ou les allocations accordées aux sociétés qui secourent les blessés de la guerre. On peut juger par là de la variété et de l'étendue de la besogne à exécuter. Le corps qui l'a accomplie a dû s'y consacrer tout entier. On a dit qu'à Bordeaux certains collaborateurs du gouvernement avaient mené une existence assez joyeuse. Ce n'est peut-être qu'une calomnie. Mais, s'il s'en est trouvé de semblables, ils n'étaient point au Conseil d'Etat. Outre la tristesse des circonstances, le labeur journalier ne l'aurait aucunement permis. Un membre de cette compagnie a eu pour principale distraction de relire les *Lettres Persanes* de Montesquieu, dans la ville où leur immortel auteur a vécu, et de lire le volume consacré par le comte de Gobineau à ses ancêtres, dans l'hôtel même que l'un d'eux a fait édifier.

Après le gouvernement, le Conseil d'Etat rentra à Paris le 30 décembre. Il y reprenait possession de son local habituel, de ses archives, de ses moyens de travail. Mais son personnel restait fort diminué, ainsi que celui de ses bureaux. L'effort à faire continuait à être très grand. Sans doute, le Parlement opérait sa propre rentrée, ce qui dégageait le Conseil de la besogne législative. Mais les projets de décrets n'en affluaient pas moins. Parmi les plus importants de ceux qui depuis janvier ont été examinés, l'un fixait le mode de constatation des dommages de guerre ; d'autres réglaient à nouveau le recrutement, l'avancement et la discipline des administrations centrales des divers ministères ; d'autres, en grand nombre, déclaraient d'utilité publique des travaux à exécuter et en posaient les conditions de réalisation, dans le double but de compléter notre outillage économique national et de fournir à la main-d'œuvre en chômage une occupation immédiate. A côté de ces textes votés par l'assemblée générale du Conseil d'Etat, il faut ne point oublier les décisions de ses diverses sections. Celle des finances a liquidé d'innombrables pensions pour les victimes de la guerre ou pour leurs familles. Celle du contentieux a jugé de délicats pourvois formés par les intéressés contre des décisions des autorités militaires dans les matières les plus diverses. Mais nous sortirions du cadre de cet article si nous voulions indiquer même simplement les sujets de ses décisions.

Pour suffire à tant de devoirs, le dévouement de tous a été nécessaire. En temps habituel, chaque membre du Conseil d'Etat est affecté à une section particulière ; la spécialisation a, dans le fonctionnement de ce corps, ses avantages habituels. Mais cette fois, le personnel étant réduit de moitié, il n'était pas possible de la maintenir intacte. Beaucoup de membres du Conseil ont dû être attachés à deux sections simultanément. En outre, plusieurs ont accepté des tâches inférieures à celles que leurs grades comportaient. Il fallait suppléer les jeunes collègues, partis aux armées. Leurs aînés s'y mirent avec abnégation. En paix, assez souvent ces fonctionnaires sont chargés d'un emploi plus élevé que leur grade ; en guerre, ce fut un emploi moins élevé qu'ils occupèrent. On vit des conseillers d'Etat présenter, par obligeance, des rapports sur des objets bien modestes ; on vit des maîtres des requêtes, comptant plus de vingt années de fonctions, prendre le procès-verbal des assemblées générales du Conseil, ce qui est la tâche usuelle des auditeurs les plus jeunes. Il n'y a pas de service

ui paraisse infime, quand on le rend à la patrie n danger.

*
* *

Si considérable qu'ait été le travail ainsi accomli, il n'a pas absorbé toute l'activité des membres u Conseil d'Etat pendant la guerre. En dehors de œuvre collective de ce corps, beaucoup d'entre eux nt joué individuellement un important rôle administratif.

Un conseiller d'Etat est, depuis plus d'un an, serétaire général du ministère de la guerre. Un aure dirige le cabinet et le personnel au ministère e la justice. Cinq maîtres des requêtes où audiurs sont devenus chefs ou chefs-adjoints du cabiet à la présidence du Sénat, aux ministères des avaux publics, du commerce, de l'agriculture, du avail. Un maître des requêtes est chef du service es prisonniers de guerre.

Quatre membres du Conseil d'Etat, de grades diers, forment — avec deux officiers généraux de la arine et deux fonctionnaires du ministère des afires étrangères — le Conseil des prises, chargé e statuer sur les captures faites en mer depuis le ébut des hostilités. C'est ce tribunal qui valide ou nnule les saisies, par notre marine nationale, de avires et de cargaisons ennemis. C'est à lui aussi u'est soumis le cas des bâtiments neutres soupnnés de porter de la contrebande de guerre.

Ceux de ses juges qui viennent du Conseil 'Etat ne cessent pas de siéger dans ce dernier orps : ils cumulent les deux fonctions, mais sans ucun cumul de traitements. Il en est de même pour s membres du Conseil d'Etat qui appartiennent ux commissions, chaque jour plus nombreuses, ont l'état de guerre a nécessité la création auprès es divers ministères. Et à plus forte raison en est- ainsi pour ceux qui prêtent leur concours à des euvres de solidarité issues de l'initiative privée, elles que le Comité du secours national ou la Fé ération des associations départementales de sinis rés.

Au contraire, par la force des choses, le service u Conseil d'Etat ne se concilie pas avec diverses nissions que certains de ses membres ont accepté emporairement de remplir au loin. Plusieurs ont té présidents ou membres de commissions appeées à se déplacer sur toute l'étendue du territoire - la commission des Alsaciens-Lorrains, la commission des suspects, — ou du moins dans un ayon étendu — la commission chargée de constater les violations du droit international par l'enahisseur. Un maître des requêtes est commissaire énéral de la République à l'exposition universelle e San Francisco, où il y avait à remporter une victoire française. Un autre est, au Maroc, secrétaire général de notre protectorat ; rappelé par la mobilisation, il est partiellement suppléé par un auditeur.

Ces missions lointaines sont dans la tradition du Conseil. Lorsque les maîtres des requêtes furent institués au seizième siècle, c'était pour « chevaucher » à travers la France et, au cours de leurs voyages, « répondre les requêtes » adressées au roi par ses sujets. Aux deux siècles suivants, ils se virent souvent délégués pour administrer les provinces : les intendants étaient volontiers choisis dans les cadres de la maîtrise, où ils conservaient leur titre et leur rang pendant leur déplacement. Certains d'entre eux ont laissé de grands souvenirs dans les villes où ils résidèrent : tels Senac de Meilhan à Marseille, Aubert de Tourny à Bordeaux, Orceau de Fontette à Caen. Le plus illustre, Turgot, dut à la façon dont il géra l'intendance du Limousin d'être appelé directement au ministère.

L'alternance entre les fonctions du Conseil et les services extérieurs a toujours été une règle, dont la pratique a démontré les bons effets. Ses modes d'exécution ont, naturellement, varié avec les époques ; son principe subsiste, et mérite de demeurer. A travers les temps, et sous la différence des institutions, elle donne d'heureux résultats, grâce à la persistance du sentiment qui a toujours animé le corps dont nous avons parlé et qui en est comme la raison d'être : le dévouement à l'Etat.

De ce sentiment, bien d'autres que lui ont donné des preuves éclatantes, au cours de la guerre européenne. Le patriotisme n'est, en France, le monopole d'aucune catégorie de citoyens. Il n'a fait défaut nulle part. On ne jugera pas non plus, sans doute, qu'il aît manqué dans ses rangs.

René Worms.

DES FLEURS SUR LA MER

Aux marins du Bouvet.

L'éclat du ciel polit la vague d'améthyste ;
Elle chante, la mer radieuse, un chant triste.
La brise est dans l'espace un odorant soupir ;
L'écume, bouquet blanc qui se défait sans cesse,
Parle d'amour aux cœurs, ô rieuse jeunesse !
Mais sa grâce fragile est brève et va mourir.

Elle chante, la mer, au bord bleu du rivage.
D'une voix qu'il retient, le libre flot sauvage
Lamente sourdement une grave chanson,
Et, sur l'eau glauque, où l'or de ses feux irradie,

Le dieu brillant du jour et de la mélodie
Fait trembler son archet au rythmique frisson.

Que les illustres bords foulés du pied d'Hélène
Entendent étonnés l'austère cantilène,
Vous qui chargez vos bras de roses, ce matin,
O filles de la terre où la mort était belle,
L'écho qui vous porta la funèbre nouvelle,
Grecques, n'a pas trompé votre pieux instinct.

Depuis quatre cents ans, la divine Ionie
Voyait le Turc brutal offenser le génie
Qui nous ravira l'âme avec son plectre d'or
Tant qu'il naîtra de nous une noble pensée ;
Andromède pleurant cherchait au ciel Persée :
O cher espoir ! Splendeur du triomphal essor !

Mais elle arrive enfin, la belle délivrance !
Voici les Alliés qui n'ont qu'un nom : La France !
Voici le Justicier et le Libérateur !
O siècles ! regardez l'antique capitale,
En entendant tonner la flotte occidentale,
Mordre le joug hideux de son abject vainqueur !

Cieux qui fûtes témoins, vous direz aux abîmes
Les héros du *Bouvet*, les marins magnanimes
Qui d'un beau cri d'amour saluèrent la Mort.
O ma patrie ! ils ont par le pacte suprême
Enchaîné la victoire à leur cadavre blême !
France ! ils sont dans les flots le gage de ton sort.

Cependant le clair ciel, sur la mer qui lamente,
N'a point voilé pour eux sa lumière charmante :
Femmes, ce deuil est tel qu'il doit être sans pleurs.
Mais vous n'ignorez pas ce que veut leur mémoire,
Vous qui, brûlant la myrrhe et l'encens à leur gloire,
Sur la mer, leur tombeau, venez jeter des fleurs !

EUGÈNE HOLLANDE.

JOURNAL D'UN HABITANT DE CONSTANTINOPLE

(*Septembre* 1914-*Juin* 1915) (1).

Constantinople (Ortakeuy), 22 novembre 1914

Une aube noire dans une pluie fine et malsaine; des ombres descendent des hauteurs de Péra, franchissent le pont et se dirigent vers la gare de Sirkédji. Ces ombres sont nombreuses, et leurs petites voix chagrines animent le silence des rues et des places vides, encore endormies.

Ces ombres falotes sont de modestes religieuses, qui ont apporté, beaucoup, beaucoup d'années auparavant, leur bonté, leur charité, leur science, en cette contrée ennemie de l'instruction.

Un jour, on a envahi leurs demeures, leurs temples ; on a saisi leurs biens et on leur a dit :

— Allez-vous-en !

Cela brutalement, cruellement, oubliant le bien répandu par elles, sur les pauvres et les malades de toutes croyances, sans se lasser, durant des dizaines et des dizaines d'années. Et, dépossédées, précipitées à la rue, elles partent, désemparées, comme des oiseaux qu'on aurait jetés hors de leur cage, et qui ne savent plus agiter leurs ailes pour s'envoler en des pays nouveaux.

La rue, la gare, le mouvement autour d'elles, les apeurent. Il y a si longtemps que leurs yeux ne sont plus habitués à ces choses.

En dehors des murs du couvent et des vastes jardins, où s'ébattaient les élèves, elles croyaient que tout était solitude, car elles avaient perdu la notion de la vie hors de ces murs et de ce jardin !

Ah ! le cher couvent laissé derrière soi où la cloche ne sonnera plus l'heure bénie des douces oraisons ! Des larmes noient leurs yeux quand elles y pensent.

A-t-il existé ce lieu de repos et de prières ? Cette fuite est-elle réelle ? Tout le passé ne doit-il plus être qu'un souvenir ?

Une aube noire dans une pluie fine et malsaine, qui tombe. Des ombres courent le long du train sous pression, qui lance une vapeur effrayante aux béguines dont les voix tremblent de saisissement. Elle s'interpellent, vont d'une portière à l'autre, éperdues.....

Des employés allemands rient de leur affolement. Ils rient, c'est leur œuvre cette expulsion tragique, le Turc, le vrai Turc, celui que j'aime n'aurait point osé un semblable sacrilège !

3 décembre.

... Au centre d'un grand salon, voici Enisse Pacha, Hamdi Pacha, Fuad bey, Edhem effendi, Chucri bey, le Mollah Afif effendi, deux autres enturbannés que je ne connais pas, mon ami le hodja Hadji Mehmet effendi et, assis au sein de ce groupe anti-unioniste, un Uléma à l'aspect impressionnant : vieille figure d'ascète, barbe blanche et longue, nez recourbé d'ancien Pharaon, yeux vifs dont le regard aigu brille derrière des lunettes, mains tremblantes de septuagénaire dont la chair se boursoufle, où les veines saillent comme des tendons...

Enisse Pacha s'approche de lui :

1) Ces pages sont extraites d'un volume qui paraîtra prochainement chez Plon.

— Nous sommes au complet, voici mon gendre.

L'Uléma se lève et, lorsqu'il se redresse, la maigreur des on long corps s'affirme, sous la lévite noire déboutonnée.

Il parle d'une voix chevrotante :

— Prions... (les assistants, debout, courbent le front et, les coudes au corps, tendent les mains, paumes en dehors, pour recevoir la mâne céleste). Mahomet est grand, le plus grand ! Prions afin qu'il écarte de nous le malheur et éloigne de notre pays et du peuple de Dieu, l'ignominie dont les Sans-Dieu s'évertuent à les couvrir ! C'est la guerre, une guerre néfaste que réprouve le Très-Haut. Des malfaisants, qui ont abandonné depuis longtemps le chemin de nos mosquées, ont volé le sceau du Khalife et publient des fetvas (1) qui demeureront la honte de notre religion ! Ces malfaiteurs ont poussé le cynisme jusqu'à nommer Cheik-Ul-Islam un de leurs réprouvés, étranger à la noble confrérie religieuse ; et ce maudit a proclamé la guerre sainte, ignorant que la guerre sainte, enseigne le Livre des livres, est celle qu'il faut livrer aux ennemis de l'Islam. Or, aujourd'hui, on condamne à la mort nos fils, nos frères, non point pour sauver cet Islam qui fit notre force et notre grandeur, mais pour soutenir un peuple infidèle dans sa lutte contre des peuples infidèles. Cependant, ces nations chrétiennes, contre lesquelles nous lançons le sang de notre sang, ont à leurs côtés nos frères en Mahomet, et ces frères combattent pour la gloire de peuples chrétiens qui, durant un siècle, ont respecté la sainteté de leur croyance ; ils combattent afin de nous délivrer d'un joug qui nous sera fatal. Prions, et Dieu le Miséricordieux nous sauvera.

J'ai accompli un long voyage pour arriver jusqu'ici, mes fils. Je viens d'Andrinople et j'ai visité Kirk-Kilissé et Tchorlou et Tchataldja. Partout, j'ai rencontré des hommes, des soldats, rôdant à la recherche du pain. Ils grelottaient, ces hommes, ils se taisaient, mais, dans leurs yeux agrandis, j'ai lu du désespoir et cette terreur que met, dans les regards des humains, la mort qui passe.....

Entendez-vous ces cris désespérés, ces appels qui déchirent le silence des campagnes froides et dépeuplées ; ce sont les appels de nos frères martyrs, de ceux que l'on force au combat et qui ne sont pas vêtus ; de ceux qui n'ont plus le droit de prier et qui, abandonnés, se roulent dans les convulsions atroces d'atroces maladies.

Prions, car nous nous sommes égarés et nous avons encouru la colère de Celui qui, en dirigeant les pas et les décisions du Prophète, avait conféré aux peuples de l'Islam, la beauté, la richesse et la puissance ; prions, l'Empire des Khalifes est en danger, notre glorieux Souverain est prisonnier et il pleure sur son peuple asservi ; prions, et qu'Allah donne à chacun de nous les moyens et la force de sauver notre pays. Amin !

Nous répétons tous après lui « Amin », et les mains retombent et l'angoisse étreint les cœurs et, sur les joues de la majorité des assistants, des larmes ruissellent.....

J'apprends, plus tard, que cette réunion est la première de nombreuses réunions qui suivront, auxquelles on conviera progressivement des adeptes de la paix, afin de décider le peuple à exiger le renvoi des gouvernants, la cessation d'hostilités qui livrent sans défense les enfants de l'Islam à la destruction.

J'attire l'attention de mon beau-père sur les dangers de l'entreprise : nous sommes entourés d'espions et Enver et ses satellites paient grassement les délateurs.

Il hausse les épaules :

— Ne soyez point timoré, nous saurons choisir nos auditeurs.

J'ai peur, malgré cette assurance ; j'ai peur pour ce vieillard qui a conçu l'irréalisable projet d'éveiller une âme dans un bloc d'argile. . . .

Ortakeuy, fin décembre.

L'horreur des yeux dilatés par l'effroi, l'horreur des traits crispés, tordus ; des visages que défigurent l'épouvante !

Nous l'avons eue ce soir, Nébilé et moi, cette vision tragique quand Enisse Pacha s'est précipité chez nous en criant :

— Cachez-moi, on me cherche ; cachez-moi, ou je suis perdu.

D'abord nous l'avons regardé sans oser bouger, puis nous nous sommes précipités, voulant savoir.

Il est arrivé ce que je prévoyais : les réunions des anti-gouvernementaux dénoncées, une descente de police à Béicos, où se tenaient les réunions.....

Mais mon beau-père a à peine mis fin à ses confidences que l'on frappe à la porte. Il faut ouvrir.

Ce sont des agents de police, des gendarmes, des civils. Enisse Pacha, très pâle, se redresse et se livre.

Nébilé s'évanouit, les servantes crient et pleurent. Dehors il pleut et il fait froid !

(1) **Proclamations religieuses.**

Janvier 1915.

La ville dort encore en grand silence à l'heure nocturne où nous nous éloignons de la maison Mehmet et moi.

Comme il a plu abondamment la veille, nous pateaugeons avec difficulté dans une boue profonde qui retarde nos pas. Nous nous dépitons car il nous faut atteindre Stamboul avant l'aube.

Tous les cent mètres je me retourne et je lance à Mehmet, qui me suit, une interrogation :

— Arriverons-nous à temps ?

Pour toute réponse, il fait « heu ! heu ! » en accompagnant son exclamation d'un mot « Savallù » (le malheureux !).

Il pense alors, comme j'y pense moi-même, à celui que nous allons voir mourir, à la scène au-devant de laquelle nous courons, à l'exécution de mon beau-père.

Les mécréants ont décidé de pendre Enisse Pacha, l'ancien ambassadeur, ainsi qu'un vulgaire malfaiteur ; et je voudrais, si possible, dire un dernier adieu à l'homme demeuré honnête en un milieu corrompu, en dépit de tentations énormes.

A Galata le pont étant ouvert afin de livrer passage à des navires de guerre, Mehmet se met à la recherche d'un batelier. Grâce à la complaisance d'un agent nous découvrons une sorte de Nubien qui dort, contre une guérite, en attendant des clients.

Nous glissons sur l'eau. Les ténèbres s'éclaircissent et la face du nègre, plus noire que la nuit qui nous quitte, est sinistre comme le but de notre voyage.

..... Jusqu'à mon heure dernière, je reverrai la place du Séraskérat, telle que je la vis dans l'aube grise, sous un ciel gris chargé de pluie.

Par là-bas — on ne sait où — un chien hurle lamentablement. Des ombres s'agitent. Des soldats se déplacent lourdement, s'alignent pour former barrière autour de quatre gibets, dressés face à la porte principale du ministère de la Guerre.

Parmi la foule, déjà dense, au travers de laquelle je me faufile, des patrouilles circulent. Je désire joindre le premier rang, alors, un gendarme — presque un vieillard — m'intime l'ordre de reculer.

Je murmure :

— Kardachim, — mon frère — je suis le fils d'un de ceux qui vont mourir.

Le bonhomme se radoucit :

— Allez, me dit-il.

Et, plus bas, tout bas, il ajoute :

— L'enfer ne nous délivrera-t-il pas de nos oppresseurs ?

Le jour commence à poindre lorsque, à l'entrée de la grille, exactement devant moi, apparaissent, encadrés de troupes, les victimes d'Enver, le Kara-Gheuz de la Tripolitaine.

Vêtus de chemises grossières, qui laissent entrevoir leur costume, les condamnés s'avancent à petits pas et vont chacun s'arrêter au pied d'un gibet, auprès duquel est le tabouret fatal.

Un officier lit à haute voix, très vite, des choses qu'on ne comprend pas et que les condamnés écoutent impassibles.

Puis c'est un bruit de crosses sur le macadam, une poussée ; la foule recule. Machinalement, je me hausse sur la pointe des pieds, je tends les bras. A ce moment précis Enisse Pacha lève les yeux et il m'aperçoit, j'en garde la conviction, car il sourit. Mais quel sourire, inoubliable !

Les condamnés montent sur les escabeaux..... Minute intolérable d'angoisse... Un commandement bref et guttural.

..... C'est fini. Les cadavres ne tressaillent même pas ; dans la foule aucun cri. Le jour luit et, autour de moi, les visages sont ceux de désabusés tristes.

Je reste, stupide d'effroi et d'horreur, les jambes molles, avec une affreuse envie de vomir, à regarder ces corps déjà rigides, suspendus comme des mannequins, qui étaient encore, il y a un instant, des âmes pensantes et qui ne sont plus rien, rien...

L'on raconte que ceux qui meurent par strangulation ont le visage convulsé par un spasme hideux. Enisse Pacha et ses compagnons, parmi lesquels je reconnais Fuad bey, ont dû alors faire un suprême effort d'énergie, car ils ont les lèvres comprimées, les yeux clos, sans rien de repoussant, malgré la forme cruelle de leur trépas.

Je me tiens devant ce qui fut mon beau-père et, je ne sais maîtriser mes pleurs.....

Plus tard, l'autorité militaire nous a laissé le pauvre cher corps, qui a été transporté chez Dilara hanoum, et on l'a enseveli hâtivement — par ordre supérieur — à la nuit venante, dans un petit cimetière perdu, derrière le ministère des Fondations pieuses.

Dilara hanoum n'a pas versé une larme, mais elle a baisé sur la bouche celui qui lui fut un compagnon fidèle, en murmurant :

— Dieu vous vengera, mon bien-aimé !

EMILE EDWARDS.

(A suivre).

Le Gérant : Jean-Claude : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 21 — 1er ET 2e SEM. 53e ANNÉE 30 OCTOBRE — 6 NOVEMBRE 1915

QUELQUES DIRECTIONS MORALES ISSUES DE LA GUERRE

—

DE LA PETITE ET DE LA GRANDE PATRIE

On connaît mes sentiments à l'endroit de M. Charles Mauras, et je me suis expliqué ici même. Je n'étonnerai personne si j'écris que j'admire le talent de M. Charles Maurras autant que je réprouve sa doctrine avec les conséquences pratiques qu'il en voudrait dégager. M. Maurras est un des quatre écrivains vivants — les trois autres s'appelant Loti, France et Barrès — qui, par l'accent, par la qualité du style, nous font toucher du doigt le vrai sens de la tradition française. De son œuvre d'artiste, on pourra détacher plus tard tels morceaux d'anthologie qui assureront la durée de son nom, car ils rendent un son aussi pur que celui de ses illustres émules. M. Maurras parut s'étonner jadis du « départ » que j'établissais entre les deux hommes qui composent sa personnalité. Mais c'était là, vous pouvez m'en croire, simple malice de Provençal qui, mieux que personne, sait à quoi s'en tenir sur sa véritable valeur et sur ce qui sera dans l'avenir son vrai titre de gloire. Gageons que si quelque fée aussi malicieuse que lui le mettait en devoir de choisir pour représenter son nom devant les juges du XXIe siècle, entre toutes ses pages de doctrine politique et la seule *Anthinea*, il n'hésiterait pas un instant et je n'ai pas à préciser dans quel sens il se déciderait.

En même temps que je lisais l'*Etang de Berre*, j'ai voulu relire *Anthinea ;* car ce sont œuvres issues d'une même veine, et s'associant dans notre esprit par des images correspondantes. J'ai goûté à cette lecture un plaisir identique et plus puissant encore que celui de ma première initiation. Comme langue, c'est aussi pur que France, mais autrement *râblé*, car cela tire sa force de la foi créatrice, tandis que l'autre n'a pour appui que le scepticisme destructeur qui toujours reparaît, comme les lignes d'un vieux tableau sous les repeints modernes, même à l'heure où il prétend simuler la foi. Un jeune critique, un représentant de cette jeunesse parmi laquelle cette voix ne trouvera plus jamais d'écho, car elle est éteinte moralement — écrit très justement, à propos de sa *Voie Glorieuse :* « L'auteur du *Jardin d'Epicure*, ne nous apparaît-il pas comme un converti de la dernière heure ? J'ai lu, pour ma part, ces pages luxueusement éditées, mais j'entendais toujours la voix sceptique, monotone et blasée, d'un dilettantisme stérile et railleur. »

Donc, M. Charles Maurras reste et s'affirme un homme de foi. Dans *Anthinea* il proclame sa croyance — celle de son esprit et de son cœur — en la discipline de la Grèce. On sait l'éclat, la beauté de cet hymne continu au génie d'où sortit toute la civilisation que nous figurons aujourd'hui aux yeux du monde, nous autres Français, plus et

(1) CH. MAURRAS : *L'Etang de Berre.*

mieux que tout autre peuple de la terre, et à laquelle les circonstances présentes confèrent une singulière actualité. De l'admirable Méditation qui termine le morceau d'*Anthinea* sur le *Musée britannique*, je détache, pour mon plaisir et pour le vôtre, la page entière où se trouve inclus l'acte de foi du Provençal Charles Maurras :

« L'Esprit de la Grèce naquit en même temps que la Déesse. Tout ce qui s'agitait dans l'homme acquit une humaine valeur. Par exemple, un savant cessa d'imaginer que le savoir consiste en un amas de connaissances : il chercha l'ordre qui les fixe et leur donne tout leur prix. Le même renouvellement se produisit en art : on sentit qu'il ne suffit pas de copier des formes, ni de les agrandir, ni de les abréger, et que le plaisir véritable naît d'un rapport de convenance et d'harmonie... La même règle fut étendue à la philosophie de la vie. On vit que le bonheur ne tient pas à la foule des objets étrangers, dont la commune cupidité s'embarrasse, ni à l'avare sécheresse d'une âme qui se retranche et veut s'égaler. S'il importe que l'âme soit maîtresse chez elle, il faut aussi qu'elle sache trouver son bien et le cueillir en s'y élevant d'un heureux effort. Ni relâchement, ni rudesse ; *aucune vertu sans plaisir... aucun plaisir sans vertu* : voilà le conseil athénien. Il n'en est pas qu'on ait dénaturé davantage : le genre humain n'en a pas connu de plus pénétrant. »

*
* *

J'ai voulu détacher l'ensemble du morceau, parce que nulle page à mon sens ne résume mieux la sagesse hellénique, nulle ne fait mieux comprendre les points de correspondance et de pénétration de la Science, de la Morale et de l'Esthétique, et qu'il nous semble, en la lisant, avoir foulé du pied un de ces sommets d'où le regard possède à perte de vue les régions environnantes. Voilà ce que les pauvres disciplines universitaires — surtout celles de ma génération — n'avaient point soupçonné, puisqu'au lieu de marquer ces points de correspondance et d'en faire la base de leur système éducatif, généralement elles les opposaient ! Le temps n'est pas encore bien éloigné où les Professeurs de Lettres tenaient en dédain leurs collègues des Sciences et recommandaient à leurs élèves de garder précieusement leur temps pour la « culture de l'esprit ». C'était ne rien comprendre à cette universalité de culture originelle qui est nécessaire à la formation d'une intelligence et qu'avait si bien saisie le génie de la Grèce. Ainsi, du sommet de la pensée grecque, nous percevons ce qui chez nous en est directement issu... ce qui fit de la culture et de la civilisation française la seule héritière légitime, le véritable « ayant droit » de cette glorieuse succession.

Et voilà pourquoi cet *Etang de Berre*, en dépit du caractère fragmentaire des morceaux qui le composent, se rattache au précédent effort d'*Anthinea*. C'est trop peu dire qu'il est issu de la même veine : la même pensée directrice, le même souffle animateur en relie tous les morceaux, et je ne sache pas d'ouvrage qui, sous son apparente diversité, recèle une plus profonde et plus intime unité. Il y a un point de correspondance qui résume ici toute la pensée de M. Ch. Maurras : c'est l'ensemble des pages qui, sous ce titre : la *Sagesse de Mistral*, fait le centre du livre, et donne la main, si j'ose dire, à la Sagesse hellénique. Deux thèmes essentiels y circulent, à la façon d'un sang riche qui entretient la vie d'un bel organisme : celui du *Sentiment*, créateur d'art, et celui du *Régionalisme*.

Du premier, faut-il dire à quel point nous sommes zélateurs ! A ce point d'avoir jadis formulé un principe qui plus d'une fois nous fut reproché : — En Art, disions-nous, à l'occasion des premiers Maîtres de l'Ecole italienne (1), *savoir n'est rien... sentir est tout*. La force créatrice, l'inégalable puissance du sentiment, voilà ce qu'il nous appartient de mettre en pleine lumière, car les conséquences s'en déduisent avec une rigueur implacable... Edifiant et magnifique exemple, celui de ces maîtres à qui la Tradition n'avait rien légué, et qui durent tout tirer d'eux-mêmes ! Dans la sincérité de leur foi, dans l'impérieux besoin d'exprimer au dehors ce qui tant émouvait leur âme, ils trouvèrent la puissance d'invention qui maintenant nous déconcerte, comme ils surent se créer de toutes pièces une forme expressive où condenser leurs rêves... Et nous ajoutions : Qui nous rendra la sève et la force inconscientes de ce pur Angelico célébrant aux murs de son couvent la légende du Sauveur ? Ce sont, hélas ! des dons disparus et que seule une visitation d'en haut pourrait accorder à quelque élu !

A notre interrogation émue, M. Charles Maurras fait écho en répondant : « Un des élus, le plus doué de tous, ce fut Mistral. — Et ce n'est pas ici une affaire d'esthétique, comme les savants disent ; c'est affaire de sentiment, si direct que le simple ou l'illettré l'éprouvent ; si général, que nulle frontière de langue ou de race ne l'arrêtera. Même traduits, ces vers gardent leur vie chantante, leur puissance sur les cœurs et sur les mémoires, leur doux art d'ensorcellement. Le parfum de ton livre ne s'évaporera pas en mille ans, a prédit Lamartine. »

(1) *Figures de Rêve : Les larmes de Fra Angelico.*

*
* *

Pour ce qui est de la force du Régionalisme et de sa puissance comme source de poésie, la tâche est aisée à M. Charles Maurras, de montrer comment il rajeunit toute chose, puis atteint finalement à fondre le particulier dans l'universel, à faire qu'une figure, d'abord localisée par notre imagination dans un paysage déterminé, échappe ensuite à son particularisme pour s'ajouter à celles qui sont devenues les symboles immortels de l'âme humaine. C'est comme un grand poète et comme un magnifique écrivain que lui-même il en parle :

« Si le poète divin n'avait été doublé d'un pieux serviteur de notre Provence, le sage qui est en lui l'eût suffisamment averti que le grand art suit les mêmes lois que la vie noble ou sainte : il impose le choix, par conséquent le sacrifice... Quand il eut écrit cette jeune *Ballade des Dames du temps jadis*, qu'une ironie subtile a fait nommer « Coucher de lune », j'aime à me figurer qu'une dernière fois Mistral revît briller le front de Magali dans l'encadrement du croisillon légendaire... Peut-être qu'elle lui parla. Une autre voix pleine d'harmonie et de gravité lui fit tourner la tête. L'ombre de l'héroïne de Calendal, Estérelle, la déesse, la fée, l'incarnation vivante de la patrie, revenait pour lui faire signe. Et de nouveau il la suivit, l'ayant choisie encore, un seul regard de cette âme mystérieuse suffisant à faire pâlir toutes les Magali du monde, à peu près comme Magali avait fait pâlir les étoiles. »

*
* *

En toute circonstance et à toute date, il me paraît bien que j'eusse été sensible à des pages qui ravivent et réchauffent en nous les plus riches foyers de vie spirituelle. Mais la période tragique que nous vivons leur prête encore un plus vif accent, et des circonstances où elles vinrent s'offrir à ma méditation, elles tirent leur sens le plus plein. Je venais de faire un pieux pèlerinage aux lieux où s'était éveillée mon enfance et qui me fit comprendre, en un tragique raccourci, de quelle force une âme peut être exaltée pour défendre le sol des aïeux ! Là, plus et mieux qu'à aucune date de la guerre, j'ai compris ou plutôt j'ai senti les raisons profondes de l'héroïsme serbe et comment une petite nation peut décupler ses forces matérielles d'un coefficient moral qui en fait pour ses adversaires le plus redoutable inconnu. Le jour où les femmes et les enfants se portent jusqu'à la ligne de feu, on peut tout attendre d'un tel élan. Si je cherche à fixer les images essentielles de mon pèlerinage, ce sont de verdoyantes prairies entretenues par des irrigations qui portent ce nom charmant de *béal* et plantées de pommiers qui donnent les fruits les plus savoureux... une rivière poissonneuse, riche d'écrevisses et de truites, sur laquelle les arbres du bord se rejoignent en épais berceaux, des collines plantées de vignes et dans le lointain, tout au loin, pour fermer l'horizon, la chaîne du Mont-Dore, derrière laquelle chaque jour tombant ravive la féerie du couchant. C'est là que pour la première fois je goûtai la divine solitude des bois, là que j'entendis aussi pour la première fois le murmure des eaux courantes. Dieu sait si, depuis lors, j'ai vu d'autres spectacles, plus impressionnants et plus beaux, plus fameux surtout ! Pourtant nul de ceux-là n'égale en valeur émotive ces lignes d'un paysage qui eut ce mérite incomparable d'avoir servi à modeler ma vie affective, et comme l'image d'un premier et pur amour, celle de ces premières admirations survit à toutes les causes de destruction.

C'est trop peu dire en vérité qu'elle y survit. Elle prend en moi, grâce aux événements, une intensité que je ne lui eusse jamais soupçonnée, et marque, sur ce terrain du moins, l'active communion de ma pensée avec celle de l'écrivain qui conclut en ces termes son éloge de Mistral : — « A peu près tous les hommes qui ont eu le grand et sincère souci de la moralité ou de la destinée générale de l'homme, ont aimé à se dire, gens de chez eux, citoyens d'une cité, patriotes d'une patrie bien déterminée. Dante était de Florence, Gœthe de Weimar, Sophocle n'entend pas raillerie sur les oliviers de Colone et sur les coursiers de l'Attique : les paroles les plus tendres qui aient été dites sur la patrie sont peut-être du vieil Homère, dont neuf villes se sont disputé le berceau et qui est devenu le concitoyen de tout homme. Ce qu'ils eurent de supérieur au temps et au lieu tire une saveur plus relevée et plus vive de leur prédilection ardente pour les annales de leurs pères et le paysage de leur berceau. »

*
* *

Et je suis convaincu que les lecteurs me seront reconnaissants de trouver ici pour terminer, ces quelques strophes admirables du poète provençal, trop peu connues du grand public, dont M. Maurras disait jadis, avec une sorte de vue prophétique des événements qui se préparaient : « Ce sera quelque jour la *Marseillaise* commune de l'Occident et du Midi européens, si jamais notre civilisation menacée peut réunir tous ses pupilles au-

tour de la force et de l'intelligence françaises contre la barbare anarchie germaine :

« *Réveille-toi, Race latine* », dit le refrain du poème dont voici quelques strophes :

...Tu es la race lumineuse, qui vit d'enthousiasme et de joie — tu es la race apostolique — qui met les cloches en branle — tu es la trompe qui publie — tu es la main qui jette le grain.

« Ta langue mère, ce grand fleuve — qui se répand a sept branches — versant l'amour et la lumière — comme un écho du Paradis — ta langue d'or, fille romane — du Peuple-Roi est la chanson — que redi-ront les lèvres humaines — tant que le verbe aura raison.

« ...Des formes pures de tes femmes — les panthéons se sont peuplés; — à tes triomphes, comme à tes lar-larmes — tous les cœurs ont palpité. — La terre est en fleur quand tu fleuris. — De tes folies chacun devient fou — et dans l'éclipse de ta gloire — toujours le monde a pris le deuil.

« Ta limpide mer, la mer sereine, — où blanchissent tant de voilures — crêpe à tes pieds son arène molle — en reflètant l'azur du ciel ; — cette mer toujours souriante. — Dieu l'épancha de sa splendeur — comme la la ceinture étincelante, — qui doit lier tes peuples bruns. —

PAUL FLAT.

L'ALLEMAGNE NOUVELLE
dans
L'ŒUVRE DE M. MARCEL PRÉVOST

Parmi ceux de nos concitoyens qui ont nettement discerné la probabilité de la présente guerre et qui l'ont annoncée jusque dans ses modalités imprévues, il faut placer au premier rang M. Marcel Prévost. Polytechnicien d'origine, il était préparé à ce rôle d'observateur prophétique par sa connaissance de la langue allemande, plus encore par ses dons éminents de psychologue et par la vocation de moraliste qui nous a valu les *Lettres à Françoise*. Il semble d'ailleurs que l'Allemagne ait senti de tout temps ce clair regard se poser sur elle avec insistance : elle a prêté grande attention aux écrits de M. Prévost ; elle en a tôt compris la valeur. Ce sont quelques-unes des anticipations de sa plume qu'il nous paraît opportun de méditer, à la lumière des événements de ces derniers mois.

Et, tandis que notre mémoire se prend à parcourir la riche galerie de ses héroïnes, comment ne pas évoquer d'abord notre souvenir le plus proche, celui de la terrible Magda Riemann, l'institutrice-espionne qui figure au premier plan des *Anges Gardiens?* De Magda, avec son masque large et massif, son teint inégal, brouillé, huileux aux tempes, avec ce je ne sais quoi d'usé dans ses prunelles grises et au coin de ses lèvres charnues ? Une belle fille, malgré tout, que cette intruse, une fille faite pour tenter les hommes par les puissantes torsades de sa crinière rousse, par son corsage ample, sa forte bouche, son regard tantôt souriant et perspicace, tantôt comme traînant du rêve : une *Méta Holdenis* modernisée, prussifiée, ajouterions-nous volontiers ici pour ceux qui n'ont pas oublié le fin roman de Cherbuliez, que vanta Renan !

Nous l'avons entendue, cette Magda, dénigrer à huis clos la France hospitalière, la représenter comme un pays décomposé, pourri, avec sa dépopulation, ses assassins de quinze ans, son antimilitarisme : avec son armée qui n'obéit plus aux chefs, ses navires qui sautent avec leur équipage, ses paysans qui délaissent la terre nourricière : bref, toutes les rengaines des journaux gallophages en tous pays ! Elle insistait sur la dépravation de la Française, telle que la montrèrent les pièces de théâtre à la mode : une mère débauchant l'ami de collège de son fils, une fille enlevant l'amant de sa mère. Et, substituant de la sorte ses souvenirs de littérature aux réalités qu'elle pouvait observer chaque jour, la symbolique Fraulein donnait libre cours à cette haine mélangée d'envie que suscite chez nos adversaires notre vieux pays de civilisation affinée, de tempérament insouciant et primesautier, dont ils souhaitent la ruine définitive, la disparition de la mappemonde, dont ils s'apprêtèrent tant de fois à célébrer les funérailles et qui, tout à coup, ressuscite, reprend son rang entre les peuples, refait à foison du génie, de la force et de la gloire, jetant même sur tout cela une parure qui offusque davantage encore les nations moins favorisées, la parure de l'élégance et de l'ironie !

Nous ne chercherons pas toutefois dans le dernier roman de M. Prévost son opinion motivée sur l'Allemagne contemporaine. Aussi bien l'avait-il auparavant condensée, cette opinion, dans l'une de ses œuvres maîtresses, dans ce beau roman de *Monsieur et Madame Moloch* qui commença de paraître le 1er août 1906, c'est-à-dire huit ans jour pour jour avant le décret de notre mobilisation générale. Et certes, rarement vit-on renfermer plus de substance historique et de philosophique moelle dans un récit par ailleurs aussi finement spirituel, aussi attachant depuis le début jusqu'au terme. Il semble que l'About du *Roi des Montagnes* et le Daudet des *Contes du Lundi*,

associés avec le Taine des *Notes* anglaises, se soient penchés à titre de parrains sur le berceau de ce chef-d'œuvre. On y viendra longtemps pour mieux discerner l'attitude du patriotisme français intelligent vis-à-vis de la menace allemande, pendant la dernière période de nos quarante-trois années pacifiques.

*
* *

On n'a pas oublié le scénario du roman. Un jeune Français de riche bourgeoisie parisienne, Louis Dubert, s'est trouvé inopinément sans ressources après la déconfiture financière du chef de sa famille. Il a accepté une charge de précepteur dans une petite cour allemande : il y charme ses loisirs en filant l'amour romanesque avec la souveraine : situation qu'un scandale retentissant venait de montrer parfaitement vraisemblable au delà du Rhin et que M. Prévost utilisa d'ailleurs avec un tact parfait, sa princesse Else étant une caricature que sa discrétion même fait inoubliable. Mais ce sont uniquement les impressions politiques et sociales de Dubert que nous avons dessein de nous rémémorer aujourd'hui.

Un hasard de voisinage a mis ce jeune homme en relations avec un illustre chimiste teuton, le Professeur Zimmermann. Par suite d'un amusant quiproquo de la délicieuse petite Parisienne Gritte Dubert, qui se trouve alors en visite auprès de son frère, ce savant portera dans le roman le surnom de Monsieur Moloch. Moloch, avec son attitude et sa face quasi-simiesques, n'en est pas moins le type de l'idéaliste allemand de 1848 : il a protesté en 1871 contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et continue sa protestation trente-cinq ans plus tard. Il professe que les vrais patriotes allemands ne sont pas ceux qui s'efforcent à redevenir un peuple de reîtres, mais ceux qui rêvent pour leur pays une destinée vraiment civilisatrice : « Allemagne, proclame-t-il dans la « sincérité de son cœur, ta vraie royauté n'est « pas la royauté des armes ! Le sceptre de la « poésie et de la pensée, tu ne dois pas l'échan- « ger contre le sceptre vain qu'ont porté des bar- « bares tels que Gengis Kan ! Laissons les Phi- « listins célébrer le triomphe de la force alle- « mande : je veux croire au triomphe de la pensée allemande ! »

Moloch affiche en particulier une vigoureuse aversion à l'égard de Bismarck et prétend devancer en ceci l'appréciation de l'avenir. Les annales du temps présent ne seront pas écrites en effet par les seuls Allemands. C'est la conscience universelle qui impose ses jugements à l'histoire : or, si cette conscience-là doit rendre jusqu'à un certain point justice à l'énergie et à l'intelligence du principal artisan de l'unité allemande, elle ne manquera pas d'indiquer qu'il demanda son succès à la ruse, au mensonge, et qu'il se diminua par sa cruauté. Crime d'autant plus impardonnable que tout ce qu'il a fait pouvait être réalisé sans ruse, sans mensonge et sans cruauté ! En 1849, l'Empire nouveau se créait de lui-même et sans nulle effusion de sang, si le gouvernement prussien l'avait voulu. Et M. Prévost appuie cette courageuse profession de foi d'un Allemand, ami de la justice, par une puissante esquisse historique du Chancelier de fer ; son Bismarck sur le champ de bataille de Sadowa est une admirable évocation historique !

Par malheur, Moloch lui-même ne garde pas d'illusion sur l'actuel discrédit qui s'attache à ses convictions dans sa patrie. Son peintre clairvoyant nous avait fait tout d'abord entendre sur son compte l'opinion caractéristique d'un capitaliste de Berlin : « Ce n'est pas important chez « nous que les philosophes pensent des choses « chimériques, insinue ce déplaisant personnage, « parce qu'il y a un gouvernement et des sol- « dats qui protègent les choses réelles contre les « rêves des philosophes ! » Et Moloch n'est pas loin de penser de même. Depuis le jour où Bismarck a osé dire que la force prime le droit, depuis qu'un autre chancelier impérial, son disciple, a commenté cette parole en ajoutant que plus on est fort et plus on a de droits, l'Allemagne est en train de mentir à sa tradition et de se dérober à sa mission parce qu'elle déserte le culte de la Justice pour passer à celui de la Force. Les gens de laboratoire eux-mêmes sont devenus des conquérants en espérance, ajoute le savant : « Je serai bientôt, dit-il plaisamment, le seul chimiste d'Allemagne à ne pas affuter mon sabre entre deux pesées ! »

Oui, poursuit-il encore avec amertume, le culte de la force s'impose de plus en plus *à l'intelligence elle-même*, en pays germanique. — Et c'est ici une frappante prophétie du fameux Manifeste des intellectuels d'Outre-Rhin. — Veut-on penser librement, on vous fait taire aussitôt par l'argument de la force. Tous les discours du souverain se résument dans un appel à la Force : on ne peut inaugurer un hôpital, ouvrir une école primaire sans invoquer l'épée allemande. — Et pourtant, à quoi bon, soupire le chimiste attristé? L'Allemagne a préparé au cours du XIX siècle et achevé en 1871 une chose salutaire (au point de

vue allemand) c'est son unité. Mais, désormais cette idée d'unité flatte beaucoup moins les dévôts de la force que l'idée de victoire qui s'y est trouvée associée. Chaque petit Allemand a été façonné pendant près d'un demi-siècle à croire que « celui qui a le plus de force a aussi le plus de droit ! » Il se soucie par conséquent avant tout d'être fort, afin de pouvoir user de la force en guise de droit (1) !

Zimmermann-Moloch ne s'illusionne pas davantage au sujet des partis avancés dont les idées sont sur certains points voisines des siennes, mais en diffèrent du tout au tout sur l'essentiel. Il veut gager, en effet, que le jour où les socialistes allemands seraient les maîtres, rien ne changerait dans les mœurs politiques de son pays. Toujours triompherait la doctrine que le plus fort a le plus de droits, parce que les cerveaux allemands sont désormais dressés à ne comprendre que cette doctrine-là. — Autre vue prophétique que les événements viennent de bien tristement confirmer !

*
* *

A la personnalité morale du Dr Zimmermann s'oppose dans le roman celle du petit souverain dont Louis Dubert accepta d'instruire le rejeton, le prince Otto de Rothberg, une réduction du Kaiser, un prussophile qui prend son mot d'ordre à Berlin. Celui-ci s'exprime toutefois en germaniste plutôt qu'en *pangermaniste* avoué. « L'Allemagne, dit-il au précepteur français de son fils, a-t-elle donc pâti de s'être imposé la discipline prussienne ? L'effort militaire a-t-il gêné le développement de notre industrie et de notre commerce ? A-t-il enrayé le développement de notre race ? Notre marine marchande couvre les mers. Le monde est tributaire de l'industrie allemande, du commerce allemand et de la science allemande ! » Mais le major de Marbach, une sorte de résident prussien dans la principauté de Rothberg, exprimera nettement la thèse pangermaniste, cette pensée de derrière la tête que les personnages plus officiels ne sauraient encore jeter tout à fait ouvertement en pâture aux appétits de la foule : « Si grande que soit la présente Allemagne, dit en effet cet officier supérieur aux recrues de l'armée qui vont prêter serment à l'Empereur, songez qu'elle est petite à côté de ce qu'elle sera, de ce qu'il faut qu'elle soit grâce à vous. Dans un espace d'années qui sera court, nous deovns voir ceci : le drapeau germanique abritant quatre-vingt-six millions d'Allemands et ceux-ci gouvernant un territoire peuplé de cent trente millions d'Européens. Sur ce vaste territoire, seuls les Allemands exerceront des droits politiques, seuls ils serviront dans la marine et dans l'armée, seuls ils pourront acquérir la terre. Ils seront alors comme au Moyen Age un peuple de maîtres, condescendant simplement à ce que les travaux inférieurs soient exécutés par les peuples soumis à leur domination ! »

Spectateur et auditeur forcé de ces choses, le Français Louis Dubert ne reste pas sans réponse et il formulera sa protestation en termes aussi précis que mesurés vis-à-vis du prince qui l'héberge. L'Allemagne, fait-il observer à son hôte est aujourdhui plus menacée qu'elle ne l'était hier parce qu'on la juge plus menaçante. On lui reproche d'avoir la fortune provocante. Dans le programme des pangermanistes, chacun sent le projet d'imposer l'esprit allemand, l'initiative allemande à toute l'Europe ou du moins à la plus grande quantité possible d'Européens, et cette arrière-pensée se trahit trop nettement, chez la plupart des publicistes teutons, que la nation allemande a seule le droit d'expansion, que la morale allemande est supérieure à toute autre morale, que la force allemande doit courber toute force rivale : « De telles prétentions, ajoute le jeune homme pour résumer ce plaidoyer du bon sens, vous exposent à de terribles malentendus aevc les autres peuples, car je vous assure que personnellement, je ne suis pas belliqueux ; mais j'aimerais mieux courir tous les hasards que de subir la *culture* allemande, la morale allemande, la force allemande ! Plutôt que d'être le citoyen d'une Europe allemande, j'aime encore mieux cesser d'être ! » Et comment résumerait-on avec plus de cœur ce qui fut l'attitude de la France depuis quinze mois de luttes sans trève et d'efforts sans rémission ? Svelte dans son uniforme d'artilleur, M. Marcel Prévost a fait largement honneur pour sa part à l'engagement de son héros !

*
* *

Moloch juge d'ailleurs de l'avenir comme notre concitoyen. Il sait que toute force provoque la réaction d'une force adverse et que la menace de cette réaction inquiète désormais l'Allemagne à bon droit. Ses gouvernants ont trop hautement proclamé son invincible puissance : ses associa-

(1) On trouve un commentaire documenté de cette vérité dans l'excellente publication récente de M. Jacques Flach. *Le Droit de la Force et la Force du Droit*. Paris, Sirey, 1915.

tions d'armée ou de flotte ont trop ouvertement bu à l'Allemagne, maîtresse du monde. Les théoriciens pangermanistes ont trop averti les peuples du rôle d'esclaves qu'ils leur destinent : ils ont fini par inspirer aux nations pour la force allemande ce genre de respect qu'on réserve aux fléaux dont on médite de conjurer les ravages. Et le chimiste clôt la série des leçons de philosophie qu'il professe devant un petit groupe de disciples attentifs par un vigoureux plaidoyer contre la force destructive, en faveur de la force de cohésion, de conservation et de création. M. Prévost a certainement retrouvé là fort à propos ses souvenirs de physicien pour les utiliser de la plus éloquente manière : « Ignorez-vous, dit son Zimmermann aux esprits de bonne volonté qui l'écoutent, ignorez-vous que la somme des forces attractives qui constituent ce simple pot de grès (il brandit à ce moment une cruche de bière) suffirait pour faire sauter cette maison et le rocher qui la porte, si ces forces se lassaient brusquement de maintenir en cohésion les molécules qu'elles retiennent assemblées ? La doctrine de la prétendue lutte pour la vie n'est donc qu'une superficielle interprétation des phénomènes, une interprétation d'ignorants. Les luttes destructives que nous apercevons à la surface du globe, c'est un remous léger auprès du jeu formidable des forces dépensées pour constituer, pour perfectionner les êtres. O nature, la leçon que tu donnes est une leçon d'intégration et non de désagrégation ! Que les forces aveugles, qui ne sont pas conscientes d'elles-mêmes, se heurtent parfois et semblent vouloir détruire : autant d'accidents passagers comme la rencontre dans l'éther de deux astres soudain éparpillés en inutile poussière... Mais que la seule force consciente, la volonté humaine, puisse abuser d'elle-même, contrarier son rôle évident et détruire pour détruire, n'est-ce pas un prodigieux non-sens, une incroyable aberration?... Heureusement, l'homme est contraint malgré lui de collaborer à l'effort universel de la Nature : malgré lui, l'Idée le dirige vers le but commun d'intégration, de conservation, de perfection. Voilà des milliers d'années que les hommes, à la surface du globe, ne cherchent en apparence qu'à se dominer ou à se détruire, et cependant, de siècle en siècle, puis d'année en année, la Force brutale a reculé devant l'Idée. Le moyen âge, aveugle et sanguinaire, nous fait horreur : des temps naîtront pour qui notre époque apparaîtra barbare comme un autre moyen-âge. De gauches essais de réaction comme celui que tente l'Allemagne sur les pas de Bismarck n'arrêtent pas l'évolution du monde ! Seulement, ils laissent une tache dans l'histoire, et je m'attriste que cette tâche doive marquer le sol de ma patrie ! »

Voilà un Allemand comme nous n'en avons guère vu depuis l'ouverture des hostilités. Sans doute, durant les huit années qui se sont écoulées entre la publication de *Monsieur Moloch* et le début de la Grande Guerre, l'espèce a-t-elle achevé de s'éteindre. Mais reconnaissons que M. Prévost ne nous avait pas dissimulé en 1906 la probabilité de cette extinction prochaine. Sa perspicacité lui a permis de voir clair au delà du Rhin dès cette époque : il n'a pas tenu à lui que tous les Français de sens droit n'aient vu de même !

ERNEST SEILLIÈRE.

LE PERSONNEL GOUVERNEMENTAL EN ALLEMAGNE (1)

Dans la doctrine politique de l'Allemagne officielle, le peuple n'a pas le droit d'exprimer, par l'intermédiaire de ses élus, des volontés ou même des désirs sur le choix et la chute des ministres. Ceux-ci sont exclusivement les agents du prince : le prince les nomme et les renvoie librement : par eux, il règne et gouverne. On avait pu croire un moment, au mois de juillet 1909, que la pratique allait s'écarter de la rigueur de ces principes : M. de Bülow, ayant vu rejeter par le Reichstag son projet d'impôt sur les successions, pria l'empereur « de ne pas le déshonorer en le maintenant au poste de chancelier ». Mais pour donner à cet événement son interprétation exacte, il importe de ne pas perdre de vue ceux qui l'ont précédé et ceux qui l'ont suivi. M. de Bülow est tombé en réalité parce qu'il avait encouru le mécontentement de l'Empereur. Alors qu'un épais nuage s'était élevé entre Guillaume II et le peuple allemand, irrité des imprudences de l'interview impériale au *Daily Telegraph*, le chancelier avait hautement désavoué son maître et lui avait arraché, pour l'apporter à la tribune du Reichstag, la promesse de brider désormais les élans de sa nature impulsive. De ce jour, la carrière du « cher Bernard » était virtuellement finie. Il ne s'agissait plus que de trouver un prétexte officiel de retraite. En novembre 1908, le chancelier n'avait

(1) Pages extraites de l'ouvrage qui paraîtra prochainement chez l'éditeur Félix Alcan.

que trop mollement soutenu l'empereur ; en juillet 1909, l'Empereur est trop heureux de laisser tomber le chancelier. Si la démission de M. de Bülow avait été véritablement *parlementaire*, le choix de son successeur l'eût été également. Or, aucun chancelier ne fut plus exclusivement que M. de Bethmann-Hollweg, l'homme de l'empereur.

D'une culture incontestable, il tend à confondre parfois le banc des ministres avec une chaire, et l'allure doctrinale de ses discours lui a valu, du sozialdemokrate Frank, le conseil de postuler une place de Privatdozent (1). Mais cette tendance à « théoriser », quelque déplacée qu'elle soit dans une assemblée parlementaire, est cependant précieuse pour l'observateur et pour l'historien. Dès le lendemain de son arrivée au pouvoir, il expose à la tribune du Reichstag sa doctrine sur les rapports du chancelier avec le Parlement.

*
* *

Et d'abord le premier problème qui se posait était celui de savoir avec quelle majorité il allait gouverner. M. de Bülow après s'être appuyé sur le bloc rouge-bleu (libéraux et conservateurs), avait été renversé par une coalition bleue-noire (conservateurs et centre) ; le nouveau chancelier allait-il rechercher l'appui de cette dernière ? Ce problème qu'il devine sur toutes les lèvres, M. de Bethmann, dans son disours du 9 décembre 1909, le rejette par la question préalable. Le chancelier ne doit soumettre au Reichstag aucun programme politique ; il se réserve de remplir ses fonctions pour le mieux, c'est tout ce qu'il a à déclarer ; il n'a pas à s'occuper des partis, il n'a pas l'intention de rechercher dans le Reichstag la constitution d'une majorité qui lui soit constamment favorable : « On demande des déclarations, un programme, afin de savoir sur quelle majorité je pense m'appuyer. De même que tous les partis ont toujours refusé et refusent encore d'être des partis de gouvernement, de même, aucun gouvernement allemand ne saurait être le gouvernement d'aucun parti. Non, cela ne sera pas ! » Ce discours inaugural produisit une vive déception dans les milieux parlementaires qui avaient déjà pris le goût de l'exercice du pouvoir. « Il nous a parlé, disait un député, comme un professeur de cinquième à ses élèves ; il nous a recommandé d'être bien sages et de ne pas faire de politique au Reichstag. » Un an après, le 10 décembre 1910, M. de Bethmann-Hollweg éprouve encore le besoin de se défendre contre l'accusation d'être l'homme d'un parti ou d'une coalition, d'être le « schwarz-blaue Reichskanzler », le chancelier noir bleu. « Je puis faire abstraction complète des rapports des partis, et, conformément aux principes de notre droit public, ne pas m'identifier, ni avec un parti, ni avec une combinaison de parti. Je le sais, Messieurs, du côté démocratique, on le désirerait ; et dans les discours électoraux on a fait grand bruit de mon adhésion à une combinaison de parti. — L'histoire du chancelier noir-bleu a fourni à la presse ample matière à développements ; elle me laisse complètement froid (1). »

Cette absence affectée de programme politique avait en réalité toute la valeur d'un programme constitutionnel : elle signifiait que, plus encore que tous ses prédécesseurs, le nouveau chancelier avait l'intention de ne pas chercher ses inspirations dans l'Assemblée élue et de rester seulement l'exécuteur fidèle des pensées de l'empereur.

Cette intention, M. de Bethmann-Hollweg la dévoila à la tribune du Reichstag avec une franchise qui ne manquait pas de crânerie : « Messieurs, s'écria-t-il, je ne sers pas le Parlement », « Ich diene nicht dem Parlament ». Cette déclaration, lancée comme une sorte de défi en face de l'Assemblée, est accueillie par les bravos de la droite. Les sozialdemokrates de leur côté crient : « Vous servez les Junkers. » Et le chancelier achève ainsi sa pensée : « Non, je ne sers pas davantage les Junkers, que je ne vous sers, vous, les socialistes ! Je suis la ligne politique, je vous propose les lois, qui, d'après mon expérience pratique servent le bien du Pays, dans la mesure où j'obtiens sur ces points l'assentiment de l'empereur et des gouvernements confédérés. » Et il conclut qu'il y a un rôle qu'il se refuse absolument à jouer, celui d'agent de la représentation nationale, de « Funktionär der Volksvertretung (2) ». Il a la conviction qu'en affirmant ces principes, il reste dans la pure doctrine constitutionnelle, qu'il ne cesse d'invoquer. Le discours de Kœnigsberg est, d'après lui, l'expression la plus exacte de la vérité constitutionnelle : « On prétend, dit-il dans une note communiquée à la *Gazette de l'Allemagne du Nord* (29 août 1910), que chaque mot du discours de l'empereur le met en opposition avec la Constitution. Cette déduction ne peut s'appliquer qu'à un gou-

(1) 19 fév. 1910. *Stenographische Berichte*, t. 259, p. 1409.

(1) *St. B.*, t. 262, p. 3544.
(2) *St. B.*, t. 262, p. 3544.

vernement parlementaire qui serait ballotté au gré des opinions ou de la tyrannie de la masse, *mais la Constitution allemande exclut cette hypothèse.* »

Peu importe au chancelier que la représentation dont il nie ainsi l'autorité et l'influence soit l'émanation du suffrage universel ; car M. de Bethmann-Hollweg confond dans une même réprobation hautement avouée, le Parlementarisme et la démocratie : pour lui, déclarait-il au Landtag prussien le 10 février 1910, « la culture et le développement politique ne pourraient que rétrograder si le suffrage était universel... La démocratisation du Parlementarisme a, dans tous les pays, amené un abaissement des mœurs politiques », dans tous les pays, par conséquent aussi dans l'Empire, où le Reichstag est élu au suffrage universel. Le sozialdemokrate Frank observait que, si le chancelier avait tenu à l'égard de l'empereur des discours analogues, il aurait été certainement révoqué, et que, nés le même jour, l'empereur et le Reichstag avaient droit au même respect. Mais cela, c'était de l'idéologie démocratique, et on le fit bien voir à l'auteur de cette observation, en le rappelant à l'ordre (1).

*
* *

La doctrine antiparlementaire et antidémocratique de M. de Bethmann-Hollweg a donc le mérite d'être de la plus grande netteté. Et, de son côté, il a eu le mérite de lui être immuablement fidèle.

On n'a pas oublié le sensationnel discours théocratique prononcé par Guillaume II au château de Kœnigsberg ; c'était l'affirmation, avec une âpreté sans précédents, du gouvernement personnel, comme on imagine qu'aurait pu en émettre Louis XIV, un jour que les flatteries de ses courtisans l'auraient enivré de sa toute-puissance. Appelé par Ledebour et le parti socialiste, le 26 novembre 1910, à fournir des explications, M. de Bethmann-Hollweg, qui se considère comme l'interprète des pensées et l'exécuteur des volontés de son maître, ne manque pas de faire sienne la doctrine du discours impérial ; elle n'est que l'expression, énergique sans doute, des principes fondamentaux du droit public prussien, et Guillaume II, roi « par la grâce de Dieu » est en droit de n'admettre aucune souveraineté à côté de la sienne. Les libéraux durent bien sentir ce jour-là que tout le terrain qu'ils avaient cru gagner en novembre 1908 était de nouveau perdu.

S'il y eut quelque chose de parlementaire dans la chute de M. de Bülow, elle devait rester à ce point de vue un cas isolé et tout à fait exceptionnel. M. de Bethmann-Hollweg est resté toujours indifférent aux votes hostiles du Reichstag, et cette attitude est devenue d'autant plus remarquable que, grâce à la réforme apportée au règlement au mois de mai 1912, l'Assemblée peut exprimer directement sa désapprobation des actes du chancelier.

Le 29 janvier 1913, par l'intermédiaire de M. Lisco, secrétaire d'Etat à la Justice, le chancelier refusait de répondre à une interpellation sur l'expropriation des propriétaires polonais. A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'Allemagne se présente comme libératrice de la Pologne, et prétend réparer les blessures que la Russie a faites à ce malheureux pays ! « O Prusse, Tartufe des nations ! » comme disait Henri Heine. Pref, il y a deux ans, des mesures très rigoureuses étaient prises afin de prussianiser la Pologne. Le Chancelier refusait de s'expliquer sur ces mesures devant l'Assemblée de l'Empire en prétextant qu'ells avaint été prises par le gouvernement prussien et ne relevaient que de sa seule compétence. Cependant le Reichstag restait saisi de la question, déclarait passer outre ; et le lendemain 30, il votait une motion ainsi conçue : « La latitude laissée par le chancelier à la commission prussienne d'exproprier les propriétaires polonais ne répond pas aux sentiments du Reichstag. » Cette motion était approuvée par 213 voix contre 97 et 43 abstentions (1). Ce vote, pris à cette énorme majorité, n'a été suivi d'aucune conséquenpce ; il est resté à l'état de manifestation purement platonique, coup d'épée dans l'eau, coup de fusil en l'air. On n'a pas appris que les persécutions contre les malheureux Polonais aient été suspendues, ni que la situation du chancelier ait été ébranlée.

Parce qu'il s'agissait du sort de nos frères encore séparés, tous les Français ont gardé au cœur le souvenir des scandaleux événements qui se déroulèrent, au mois de novembre 1913, dans la petite ville alsacienne de Saverne. Ils soulevaient les questions politiques et juridiques les plus brûlantes : il importait d'abord de savoir si un jeune lieutenant prussien était libre d'outrager et de terrorriser la population alsacienne ; et c'est ce côté du problème qui provoqua de ce côté-ci des Vosges une émotion douloureuse ; mais au delà

(1) 19 fév. 1910. *St. B.*, *t.* 259, p. 1406.

(1) *St. B.*, t. 287, p. 3405.

du Rhin, il n'était que secondaire : les officiers de Saverne avaient fait arrêter des sujets allemands, ils avaient même fait arrêter des fonctionnaires, le procureur impérial et des juges du tribunal : et dès lors les Allemands voulaient savoir si l'autorité civile était déchue en fait de sa suprématie constitutionnelle au profit de l'arbitraire militaire. Des interpellations se déroulèrent dans une atmosphère d'orage, les 3 et 4 décembre 1913. « L'heure est grave, s'écria le chancelier, parce que l'émotion est si grande à cette heure qu'on peut craindre qu'un fossé se creuse entre l'armée et la nation. » Malgré cette adjuration, toutes les voix qui n'étaient pas purement conservatrices, au nombre de 293 contre 54, représentant 10.200.000 électeurs contre 1.800.000, se groupèrent autour d'un ordre du jour où le mot de blâme n'était pas prononcé, mais où éclatait la pensée exprimée par ce mot. « Le chancelier a traité les affaires concernant l'objet des interpellations relatives aux incidents de Saverne d'une manière qui n'est point en accord avec le sentiment du Reichstag. »

En dépit de cette énorme majorité, la situation politique du chancelier ne fut pas ébranlée. Peu de jours après, le 9 décembre, le sozialdemokrate Scheidemann affirmait que M. de Bethmann-Hollweg ayant été l'objet de la part du Reichstag d'un vote de méfiance aussi net n'avait plus qualité pour diriger la politique de l'Empire : mais le chancelier répliqua avec hauteur qu'il dépendait de l'empereur seul, et nullement du Reichstag : « Le vote de mercredi ne m'a point décidé à remettre ma démission et je ne la remettrai pas à cause de ce vote. Je ne veux pas diminuer la valeur des interpellations, mais je veux qu'on leur laisse la valeur qu'elles ont. M. Scheidemann a parlé de la France. Mais les petits enfants savent que la situation est toute différente en France et en Allemagne. Je sais bien que des gens travaillent pour établir chez nous des institutions analogues. Je m'y opposerai de toutes mes forces. »

Chose curieuse, et au moins inattendue, si la situation du chancelier se trouva alors menacée, ce fut par le cabinet militaire qui lui reprochait d'avoir trop mollement défendu ses droits, et par le parti militariste et junker qui critiquait ses faiblesses à l'égard du libéralisme. A la Chambre des seigneurs prussienne, le 10 janvier 1914, le comte Yorck de Wartenburg le blâma violemment d'avoir toléré que le Reichstag s'attribuât le droit de clore ses interpellations par un ordre du jour. Avec quelque apparence de raison, M. de Bethmann Hollweg riposta que l'insignifiance de ce droit était démontrée par les récents événements, et ressortait de ce fait qu'il se trouvait encore en fonctions.

Non seulement cet ordre du jour n'eut pas d'influence sur la situation de M. de Bethmann-Hollweg, mais encore on ne peut pas affirmer que ses rapports avec le Reichstag en aient été rendus plus difficiles. Comme il s'agissait, le 23 janvier 1914, de tirer les conclusions logiques des événements et de régler clairement les rapports des autorités civile et militaire, le gouvernement s'abstint d'assister aux débats montrant par là son dédain absolu pour les résolutions qui pourraient y être prises. Et comme les socialistes insistaient pour donner au vote du 4 décembre une portée politique en refusant les crédits pour le traitement du chancelier, les autres partis cosignataires de la motion de blâme battirent précipitamment en retraite en se défendant de vouloir introduire le gouvernement de cabinet.

Ainsi demeure pratiquement intacte la doctrine officielle du non-parlementarisme. De temps en temps, on assiste à un effort en sens contraire ; mais au moment où on pourrait croire qu'il va toucher à la victoire, il s'arrête brusquement, et tout rentre dans l'ordre accoutumé. On dirait que l'Allemagne libérale tient à se soulager de temps en temps par une manifestation platonique avec l'intention secrètement arrêtée de ne pas passer aux actes.

Le Reichstag n'a pas cette énergie, cette force morale, cette continuité dans les vues, ce haut sentiment de sa situation et de ses prérogatives qui pourraient faire croire à un avenir prochain du régime parlementaire.

*
* *

La règle que les ministres dépendent exclusivement du monarque a été observée avec une rigueur aussi grande dans les États particuliers que dans l'Empire. On connaît les paroles prononcées par Guillaume Ier, le 6 février 1850, en prêtant serment à la constitution : « En Prusse, *il faut que le roi gouverne*. Je ne gouverne point parce que tel est mon bon plaisir, mais parce que *telle est la volonté de Dieu*. C'est la raison pour laquelle j'entends continuer à gouverner. » Le conflit constitutionnel de 1861 à 1866, d'où Bismarck est sorti vainqueur n'a été que l'application : le discours de Kœnigsberg n'est que la paraphrase de ces paroles qui sont restées la devise du gouvernement prussien.

Mais on pourrait être tenté de croire que, si

le régime parlementaire ne s'est pas fait admettre dans la Prusse réactionnaire, il a eu plus de succès dans l'Allemagne du Sud. La rapidité du développement du gouvernement de cabinet en Angleterre a été favorisée par l'avènement de la dynastie de Hanovre : avec un roi ignorant jusqu'à la langue anglaise, avec un successeur de moral assez faible, la force du gouvernement ne devait pas tarder à passer de la couronne dans les Chambres. Or, en Bavière, nous trouvons des conditions presque correspondantes : un pays de suffrage général, une dynastie d'aliénés, avec, jusqu'à une date très récente, la régence comme institution presque normale du pays. Cependant, ces conditions presque parallèles ont produit dans des milieux dissemblables des résultats différents. Toutefois, il y a eu, au cours de ces dernières années un événement qui a pu être rapproché de ceux du régime parlementaire. La Bavière est un pays catholique, non seulement de religion, mais encore de politique : c'est là, soit dit en passant, un fait qu'il convient de ne pas oublier lorsque l'on veut comprendre les hésitations du Saint-Siège devant les événements qui ensanglantent l'Europe. Or, au mois de novembre 1911, il y avait un ministère qui ne correspondait pas exactement aux tendances de la majorité cléricale de la diète. Un conflit éclata entre elle et le ministre des chemins de fer, M. de Frauendorffer ; il alla si loin, que la Diète refusa le budget. Le ministère accepta la lutte, et prononça la dissolution de la Chambre. Mais les élections du 4 février 1912 confirmèrent la majorité catholique. C'est alors que le prince Luitpold, qui n'était encore que régent, fit appeler pour lui confier le ministère, le chef de cette majorité, le baron de Hertling. Cette nomination aurait pu avoir les apparences d'une nomination parlementaire, mais le principal intéressé lui-même eut hâte de s'en expliquer lorsque, pour la première fois, le 5 mars, il se présenta devant la Chambre : « Je n'ai pas été appelé au pouvoir, dit M. de Hertling, parce que j'étais le chef du centre, *mais malgré que je le fusse*. Cependant, j'appliquerai au pouvoir les principes que j'ai toujours professés et défendus. » Il faut ajouter qu'il n'y avait pas dans ce changement de ministère un brusque changement de l'axe politique, ni le saut que fait l'Angleterre en passant des whigs aux tories ; et qu'en appelant le chef des catholiques, le régent ne fit pas un sacrifice analogue à celui que dut subir le roi de Grèce en appelant et en rappelant M. Vénizelos.

S'il y avait eu par exemple une majorité socialiste, ce n'est pas le chef de cette majorité qu'eût appelé le roi pour lui confier le gouvernement : c'est dans ces termes en effet que s'est posé le problème dans la principauté de Schwarzburg-Rudolstadt. La majorité de la petite diète de cette minuscule monarchie appartint après les élections de novembre 1911 au parti sozialdemokrate ; le député envoyé au Reichstag par les sujets du prince, M. Hoffmann, est également socialiste. Il n'empêche que le gouvernement est confié à un hobereau, M. von der Recke. Sans doute on sera tenté d'assimiler la situation de ce grand personnage d'un petit Etat à celle d'un préfet qui administrerait avec un conseil général d'un parti adverse. Mais la comparaison clocherait, car la centralisation fournit des moyens de contraindre un conseil général à accomplir ses devoirs. Ici le ministre énergique dissout la diète (4 mars 1912), l'ajourne (17 septembre 1912), promulgue des lois sans son consentement, et se fait confirmer, par une consultation du professeur Laband, dans son droit absolu de gouverner par tous les moyens constitutionnels ou inconstitutionnels, contre la volonté du pays, quelque clairement qu'elle soit exprimée (1).

*
* *

Avec un régime pareil, il faut s'attendre à trouver au personnel gouvernemental un caractère différent de celui qu'il présente dans les pays libres.

Une haute situation dans le Parlement n'est à aucun degré une désignation pour un portefeuille : M. Bassermann, par exemple, siège au Parlement depuis 1893, il est devenu le chef incontesté du parti national-libéral, c'est-à-dire du parti de la grande industrie, du grand commerce, de la banque ; par son talent d'orateur subtil et adroit, par sa compétence sociale, militaire, commerciale, il a conquis une grande et légitime autorité. Ajoutons qu'il a toujours été ministériel. Et cependant, depuis vingt ans qu'il siège au Parlement, il n'a jamais été ministre et a seulement failli l'être, dit-on, du temps de M. de Bülow. Nous avons pris cet exemple, car il nous semble typique : d'une façon générale, les ministres ne sont pas pris dans le Parlement. Les Chambres ne sont pas « l'arène où se dispute le pouvoir » : elles ne sont pas davantage le lieu où il se conquiert. Les ambitieux que ne satisfait pas l'in-

(1) V. discours de Liebknecht, 12 fév., 1913, *St. B.*, t. 287, p. 3714.

fluence et qui prétendent avoir la réalité du pouvoir ne doivent donc pas embrasser en Allemagne la carrière politique : ils n'auraient aucune chance de devenir ministres ; ils n'auraient même pas la compensation de les « faire », ni de les diriger : un député allemand n'est pas un personnage : il ne dispose ni des fonctions, ni des honneurs ; ses recommandations ne sont jamais impératives. L'ambitieux allemand, au lieu de se lancer dans la politique, doit entrer dans l'administration. Il aura des chances d'accéder ainsi, d'échelon en échelon, jusqu'au grade suprême, celui de ministre. Cette possibilité pour l'administration de recruter dans son sein tous ses chefs sans exception aide à son prestige et attire à elle les talents. Ce fait contribue à expliquer la situation exceptionnelle du fonctionnariat dans le pays. Le gouvernement, dit le professeur Hans Delbrück, dans *Regierung und Volkswille*, est exercé par le monarque avec le concours des fonctionnaires et des officiers : « Beamtentum und Offizierkorps ». L'assemblée élue n'a qu'un droit de lointaine surveillance et de contrôle dépourvu de sanction : c'est ce qui différencie l'Allemagne des pays parlementaires où l'assemblée donne l'impulsion. Au-dessous du monarque, conclut-il, il y a dans l'Etat deux grands éléments : l'intelligence politique organisée, incarnée par le Beamtentum ; la grande masse, représentée par le Reichstag. Mens agitat molem : l'intelligence doit diriger la masse.

Les ministres sont donc des fonctionnaires parvenus au sommet de la hiérarchie. Caprivi était un général, Hohenlohe et Bülow des diplomates, Bethmann-Hollweg un administrateur. Ces deux derniers chanceliers offrent un exemple frappant d'avancement régulier : après une carrière ininterrompue dans les ambassades, M. de Bülow est mis à la tête de l'office impérial des Affaires étrangères, et c'est là qu'il fut pris pour être chancelier ; il n'est pas d'échelon administratif que M. de Bethmann-Hollweg n'ait parcouru : référendaire, assesseur, conseiller de régence, président de gouvernement, premier président, ministre, secrétaire d'Etat de l'office impérial de l'Intérieur et suppléant du chancelier, enfin chancelier. A plus forte raison cette règle est-elle suivie lorsqu'il s'agit des ministres : on ne concevrait jamais qu'il n'y eût pas un général au ministère de la Guerre, un amiral au ministère de la Marine ; mais encore, il y a un ambassadeur qui dirige les Affaires étrangères, un gouverneur, les colonies. Ce dernier département a, il est vrai, été dirigé quelque temps par M. Dernburg qui n'était pas de la carrière : mais ce fut une exception remarquée. Ainsi un jeune homme ambitieux qui est nommé sous-préfet peut espérer, après une série d'avancements heureux, devenir ministre de l'Intérieur.

On voit bien les avantages que ce mode bureaucratique de gouvernement présente pour le prince. Ce que le monarque allemand réclame d'un ministre, c'est avec une suffisante soumission, l'intelligence de sa propre volonté et l'expérience des affaires. Or ces qualités se présentent chez les hauts fonctionnaires : ceux-ci débutent dans l'administration, s'y instruisent, y acquièrent l'aptitude à comprendre la pensée du supérieur et à le traduire en actes. « Les ministres, disait le député Singer (1), sont les manœuvres (Handlanger) du prince. » Ce régime pourra permettre à un monarque de génie de suivre une politique personnelle de longue portée et de vastes desseins : Sadowa est là pour prouver qu'il y a eu des gouvernants qui ont eu raison contre la représentation populaire. Mais ces hommes de génie constituent dans l'histoire des exceptions sur lesquelles on ne peut bâtir un système de gouvernement.

Si l'on se place au point de vue plus général de l'intérêt du pays, le recrutement des ministres parmi les titulaires des hautes fonctions publiques présente des avantages certains : la compétence technique est son évident apanage ; il faut y ajouter l'habitude du travail, le respect des principes, la fidélité au devoir. Mais ce ne sera que par un hasard heureux que l'aptitude politique et la vaste intelligence des grands problèmes nationaux et des difficultés internationales seront cumulées avec les compétences spéciales. Il arrive un moment où il ne suffit plus d'être parfaitement au courant des détails d'un service pour le bien diriger : il est souvent nécessaire alors que la spécialité soit dirigée et contrôlée par la simple intelligence générale, la haute culture, la compréhension des problèmes politiques, la claire conception des besoins du pays. Le système de l'administration se contrôlant elle-même pourra réussir dans un certain milieu, à un moment donné, dans des conditions déterminées ; ailleurs, il produira les effets les plus désastreux. Aussi, bien des Allemands sentent-ils que les ministres devraient être autre chose que des bureaucrates et des aides de camp civils (Ziviladjutanten) pour être de véritables hommes d'Etats (wirkliche Staatsmänner) ayant consicence des besoins et

(1) 10 nov. 1908. *St. B.*, t. 233, p. 5385.

des aspirations du pays (1). Le recrutement hiérarchique du haut personnel gouvernemental entraîne, sans qu'il faille sur ce point rien exagérer, une certaine gérontocratie : ce ne sera jamais qu'un avancement lent et progressif qui élèvera jusqu'au ministère ; les jeunes talents sont condamnés à marquer le pas : à l'âge où il participait déjà avec éclat à la direction des affaires publiques, William Pitt aurait été en Allemagne quelque chose comme conseiller de préfecture ! La compétence technique peut suffire à des directeurs de départements ministériels, surtout dans les Etats particuliers et à la rigueur dans l'Empire. Mais peut-être l'Allemagne s'apercevra-t-elle des inconvénients de ce système étendu jusqu'au chancelier, c'est-à-dire, au personnage appelé à diriger de haut les destinées d'un grand pays. La formation technique ne donne pas nécessairement l'habitude des idées générales dans les discours et dans la conduite, le sang-froid, le tact, la prudence, l'habileté. Et par là sont expliqués bien des caractères saillants de la situation actuelle de l'Allemagne : une incontestable supériorité dans la préparation bureaucratique des détails, heureusement compensée par de lourdes fautes politiques et diplomatiques. Certes, il nous manque encore le recul de l'histoire, mais M. de Bethmann-Hollweg nous paraît être le type de ces fonctionnaires hiérarchiquement promus au sommet et dont Bismarck disait : « Le jour où un bureaucrate prussien, un vrai, sera chancelier de l'Empire, malheur à l'Allemagne ! »

JOSEPH-BARTHÉLEMY.

AMES DE COMBATTANTS

—

LE SOLDAT SEMENOV (2)

VI. — L'HEURE SUPRÊME.

Ce jour s'éleva dans la brume d'une tempête de neige. Dès la nuit, les fantômes blancs s'étaient dressés sur les plaines blanches et retombaient en blanche poussière, avec des gémissements. Au matin, le vent s'éleva, la neige sèche monta en nuages et couvrit tout le ciel.

D'isolés qu'ils étaient pendant la nuit, les fantômes blancs s'amassèrent en colonnes compactes, volant sur les plaines, et l'on eût dit que ces plaines arrosées de sang humain s'animaient et se contaient ce qui s'était passé au milieu d'elles.

Par instants, il semble que des milliers de blessés clament leurs souffrances, hurlent à l'unisson de la tempête neigeuse, et ces cris d'agonisants, ces cris terribles de l'âme quittant le corps, montent vers le ciel voilé. Ou bien ce sont des cris d'attaques, des hourras formidables s'exhalant de milliers de poitrines, et des guerriers blancs s'élancent à l'assaut de l'ennemi.

« Ce sont les âmes des tués qui se lamentent, songe Séménov. C'est qu'ils ont reçu la mort à l'improviste, et tant que les prières des morts ne seront pas dites... Mais eux, ils sont tombés au champ d'honneur, tandis que moi... J'ai pris part à cinq expéditions nocturnes, alors que peu de soldats y échappèrent ; j'étais sorti indemne de quatre attaques à la baïonnette... et voici que ces satanés Schwabs vont me fusiller quelque part, dans un coin de bois, et j'aurai été soldat pour rien... »

Il regardait faire les quatre Allemands, qui, silencieux, achevaient de nettoyer leurs fusils et attendaient impassiblement l'arrivée du lieutenant... Le dégoût le prit.

« Me tuer comme un chien, et pourquoi ? Parce que j'ai frappé involontairement la tête de ce diable boîteux... Peuh ! »

Soudain, les quatre soldats se redressèrent, firent résonner leur crosse sur la glace d'une flaque d'eau et se figèrent comme des buches. Cachant sa tête dans le col de fourrure de son pardessus gris, le casque enfoncé jusqu'aux oreilles, un lieutenant, pas très jeune, renfrogné, avançait, suivi du soldat boîteux qui grimaçait chaque fois que sa jambe blessée touchait le sol.

A mesure que l'officier allemand approchait, un sentiment aigu, inéprouvé jusqu'ici, de divination de chaque mouvement, de chaque parole, de pensée même, des hommes qui l'entouraient, pénétrait tout l'être du prisonnier.

L'officier s'approcha, jeta sur Séménov, un regard morne et dit quelques mots entre ses dents. Le soldat russe ne comprit pas les paroles, mais, par ce même phénomène de pénétration, les devina. Tel le corbeau, qui, demeurant impassible devant les passants, prend son vol à l'apparition d'un homme armé.

L'officier dit évidemment :

— C'est celui-ci ? Pourquoi diable m'avez-vous dérangé, alors ? Vous auriez bien pu terminer avec

(1) Wiemer au Reichstag, 10 nov. 1908, *St. B.*, t. 233, p. 5384.

(2) Voir la *Revue Bleue* du 25 septembre — 2 9 octobre, 16-23 octobre 1915.

lui dans un coin et ne pas me faire venir pour cela...

Il se tut un instant, tout en examinant les soldats raidis, dont la tête, rejetée en arrière, faisait pointer le menton. Sa face disait les heures d'insomnie, la fatigue mortelle de la vie de camp, l'ennui dont l'accablaient les hurlements de la tempête, et les soldats raidis, et la durée stupide de la guerre. Regardant les soldats de ses yeux éteints, il prononça une longue phrase, interrompue par la toux, puis il esquissa un geste de la main, et, faisant volte-face, s'éloigna lentement.

Tout l'être de Séménov se tendit. Son regard aigu parcourut les figures des soldats, dégelés après le départ de l'officier, son cœur s'arrêta de battre et il sentit que quelque chose allait résonner, tomber et se briser en lui pour toujours.

Il comprit.

L'officier avait dit :

— Pas maintenant : on va se mettre en marche. Vous l'expédierez en cours de route ou à l'étape... Allons, à vos places !...

On eut dit que des yeux tendres s'étaient ouverts dans l'intimité la plus profonde du prisonnier, lorsque son garde boîteux le poussa pour le reconduire vers le perron de la maison.

Un visage de femme, si proche, si familier, se dressa soudain devant lui, le regardant de ses yeux, doutant encore, n'osant pas espérer.

Riant et pleurant, honteux de sa faiblesse, soldat devenu si facile à la larme, Séménov murmurait :

— Vivant, vivant encore... Ils m'ont accordé un délai, les bandits ! C'est que ça les presse, sans doute.

Les minutes se précipitaient, comme si elles aussi étaient emportées par la tempête, et à peine Séménov eut-il senti son pied valide geler dans sa botte, que déjà tous les cavaliers étaient en selle et un cri de commandement brusque retentit au milieu du hurlement du vent. Du coup, l'immense convoi s'ébranla en creusant de ses roues de profondes ornières dans la neige, tandis qu'à sa queue suivaient trois pauvres êtres transis de froid : le prisonnier, la fillette, se blottissant dans son fichu troué, et le boîteux, maudissant et pestant contre tous.

VII. — Abandonnés.

Trois heures durant, le convoi suivit une certaine direction, puis revint sur ses pas, et, après deux heures de marche, tourna de nouveau, à gauche cette fois, en s'engageant sur une route à peine marquée à travers la couche de neige. Trois chevaux étaient tombés, exténués par la longue course dans l'épaisseur de la neige. Chaque cheval causait un arrêt d'une heure au moins : le temps de le dételer, de le traîner vers le fossé, afin de dégager la route pour le passage des autres chariots.

Les lourdes masses des chevaux glissaient mollement dans les fossés remplis de neige, en agitant convulsivement leurs longues jambes.

L'un des gardes du convoi qui tirait un cheval agonisant par la queue, reçut un coup de sabot, et il tomba à la renverse, en ouvrant démesurément sa bouche et ne parvenant pas à respirer.

On le souleva, et on le plaça sur le dernier chariot qu'occupaient, pendant la marche accélérée, les deux prisonniers et leur garde boîteux ; le reste du temps, ceux-ci suivaient à pied.

Ce chariot perdit à son tour un cheval, et comme c'était le timonier, on eut beaucoup plus de peine à le dételer et à l'enlever. Pendant ce temps, le convoi, continuant sa marche, disparut dans la brume neigeuse.

Enfin, le chariot s'ébranla à son tour, mais avança lentement, sous le seul effort des deux chevaux encore valides.

La tempête semblait augmenter, car le vent soulevait avec violence les pans du manteau de Séménov, s'engouffrait en courant glacé jusqu'à la peau, tandis que la béquille s'enfonçait dans la neige, et c'était un véritable supplice que de l'en tirer ; la neige durcie frappait au visage jusqu'au sang et la jambe valide se glaçait complètement.

L'unique consolation du soldat russe fut de voir son gardien dans une situation pire que la sienne. Celui-ci marchait en s'appuyant sur son lourd fusil germanique, qu'un bien portant éprouverait de la difficulté à traîner sur la neige. Sans doute, l'Allemand n'avait pas le cœur bien solide, car il s'arrêtait souvent, ouvrait la bouche et haletait. A ces moments-là, c'était Séménov qui le poussait :

— Avance, avance ! disait-il d'un air bonasse, comme s'il parlait à un cheval qui refusait de tirer. C'est mauvais de s'arrêter... Tu vois bien où est déjà le chariot... Allons, pressons ! Si tu restes, c'est la mort, dis-le toi bien...

L'Allemand le considérait un instant de ses yeux clairs et larmoyants sous l'action de la bourrasque, soupirait profondément et reprenait sa marche.

Le Russe, prisonnier de guerre, se souciait de ne pas perdre de vue ce même chariot qu'il voulait fuir quelques heures auparavant, comme une mort certaine. Et ce même gardien allemand, qu'il

urait peut-être étouffé pour se sauver de la captivité, il le poussait rudement pour qu'il marchât vec lui.

Mais il avait beau le remonter, le presser, l'Allemand était à bout de souffle. Le chariot s'éloignait de plus en plus, et la blanche poussière qui oltigeait sur la route le masquait de plus en plus. 'Allemand n'en sentait pas moins la nécessité de e presser, mais ses forces l'abandonnaient, son ieur battait à rompre, et sa figure rouge se courait de taches violettes.

— Avance, avance, si tu ne veux pas geler, lui isait Séménov en se tournant vers lui. Ah ! l'esropié, tu m'en donnes du mal ! Ces gens des illes, cela ne vaut rien... Regarde-moi : une de es jambes est fichue, elle m'est plutôt un obstale, et pourtant je chemine ! C'est que je l'ai appris ès mon enfance, à marcher dans la tempête et ar la gelée... Toi, tu n'es qu'un Allemand, pour out dire.

Mais voici que le garde s'immobilisa complètement et se mit à marmonner de ses lèvres tremlantes. Séménov se plaça à ses côtés, le saisit ous l'aisselle de sa main libre et l'entraîna. La llette le regarda, puis se plaça de l'autre côté. rit l'Allemand par l'autre bras et, de toutes ses uibles forces, lui prêta aide.

— C'est ça, c'est ça, fillette, approuva Séméov, animé soudain d'une activité fébrile. Tu es eune, toi, solide, viens en aide avec ton bon ceur. Ça ne fait rien qu'il se soit montré méchant : il est peut-être bon : seulement, c'est la vie la guerre qui est méchante ; alors il l'est devenu ussi. Et puis, ne jugeons pas : nous serons jugés ous à notre heure...

Il parla longtemps encore dans cet état de suexcitation, tout en jetant des regards inquiets evant lui, où, derrière les rafales de neiges, le hariot était disparu.

— Sont-ils mauvais, les gens ! murmura-t-il. Ils ont partis et nous ont abandonnés... Ça ne pense u'à soi...

Soudain, il aperçut, dans l'épaisse brume blanche, une grande tache sombre. Elle ne bougeait as, et bientôt on put distinguer le chariot avec a bâche, recouvert de neige, qui les avait laissés.

— Voilà, j'ai pris un péché sur mon âme ! Je es ai injuriés et voilà qu'ils nous attendent, fit Séménov.

Non, on ne les attendait pas. Craignant sans loute qu'en traînant le chariot, ils ne vinssent à s'empêtrer complètement dans la neige, les conoyeurs tranchèrent les attèles et partirent à dos le cheval, en abandonnant le chariot. Celui-ci était déjà à moitié enseveli sous la neige, et contre ses roues de derrière, était étendu le garde de convoi qu'avait frappé le cheval. Il demeurait inerte, ses yeux vitreux regardaient impassiblement devant lui. La neige s'était amoncelée en deux petits tas sur ses jambes écartées et avait poudré son visage.

Séménov se baissa vers lui et reconnut l'un de ceux qui, le matin, devaient l'exécuter. Il hocha la tête :

— Il voulait me tuer, et le voilà mort lui-même sur la route... Allons, frère, je ne t'en veux pas.

Il se redressa, regarda autour de lui et comprit toute son impuissance devant la tourmente.

— La voilà, la vie de guerre : si ce n'est pas à l'assaut, c'est en patrouille ; si ce n'est pas là, c'est en captivité, qu'on te fusillera ; et si tu y réchappes, c'est sur la grand'route que tu périras de froid... N'est-ce pas tout un ?

L'Allemand boiteux se traîna près du chariot, se laissa péniblement choir dans la neige et se mit à souffler. Visiblement, il était incapable de faire un pas de plus, est devenu indifférent à tout, et c'est par habitude qu'il maintenait entre ses genoux son fusil cuisant de froid.

La nuit se faisait. Des ténèbres bleues descendaient du ciel, montaient des fossés, se montraient à travers les rangées des arbres qui bordaient la route. La mort les guettait près du chariot. Mais où aller ?

Séménov réfléchit. Son animation ne le quittait pas, suivant son habitude, aux instants de danger imminent, devant la responsabilité qu'il assumait. Il écouta un instant, puis se dit :

— Si au moins notre artillerie donnait de la voix, j'aurais pu me retrouver ; mais probable que la tempête les a fait taire...

La tête un peu penchée, il se mit à se remémorer le chemin qu'il avait fait depuis le matin. Au moment où on allait le fusiller, le vent venait de l'est. Lorsque le convoi s'était mis en branle, le vent soufflait au visage. Quand il tourna, on eut le vent dans le dos et quand on tourna encore, il arrivait de la droite. Maintenant, il soufflait de la droite également. En coordonnant ces données, les positions russes devaient se trouver du côté d'où arrivait le vent, et si l'on marchait contre le vent, on arrivait juste, devant nos tranchées.

Séménov examinait la situation avec tout le sérieux voulu, comme on doit résoudre un problème complexe et grave. Mais cela ressortait d'une façon si nette et certaine dans son esprit, uniquement parce que en son être le plus intime subsistait un instinct animal, devinant, sans nulle réflexion, le chemin au milieu d'une nuit profonde,

l'issue du danger ; l'instinct formé par une longue suite de luttes de générations successives contre les tempêtes, les averses, la boue enlisante, et par le labeur immense de la terre.

Cet instinct fut plus d'une fois le salut du soldat en lui inspirant telle ou telle conduite, déterminant la certitude dont il ne pouvait pas dire le motif. C'est lui encore qui découvrait les sources mystérieuses de force dans un organisme affaibli, de cette même force qui est impuissante à se mesurer contre un garçon de seize ans, bien nourri, rompu à tous les sports, force qui, cependant, ne plie pas un instant, supporte des mois de séjour dans les tranchées inondées, les plus fortes gelées, le manque de nourrituse, les marches forcées de cinquante verstes pendant une seule journée, les nuits sans sommeil, toutes les inimaginables misères de cette longue guerre.

Ce fut cet instinct qui souffla à Séménov la nécessité impérieuse de ne pas s'arrêter, mais de continuer sans cesse la marche.

— Voyons, frère, il faut te lever... Voici la nuit ; c'est ta perte si tu ne démarres pas, dit le Russe à l'Allemand en le tirant par le bras.

L'autre le regarda avec indifférenc et secoua la tête négativement.

Il se trouvait en état de prostration complète, et Séménov dut déployer toute son énergie pour le faire lever. Il le tira inlassablement de sa main libre, appela à la rescousse la fillette, et parvint finalement à le remettre sur les jambes.

D'une voix plaintive, tel un enfant capricieux, l'Allemand protestait, évidemment sans se rendre compte de ce qui lui arrivait, mais se traîna quand même, dans une posture soumise, dominé par la volonté du Russe. Il tourna, cependant, une dernière fois sa tête en arrière et aperçut son camarade étendu auprès du chariot, déjà presque entièrement recouvert de neige :

— *Hermann, armer, guter Hermann*, murmura-t-il en enfonçant docilement ses pieds dans la neige. *Ich sterbe auch...* (1).

C'est alors que commencèrent les plus terribles instants de cette nuit, pleine d'affreuses visions, de lutte implacable de trois êtres contre la mort qui les étreignait de mille bras glacés.

V. Mouïjel.

(*Traduit du russe par* E. Halpérine-Kaminsky).

(*A suivre.*)

(1) Hermann, le pauvre, le bon Hermann... Je mourrai aussi.

LE RÊVE ORIENTAL DE L'ALLEMAGNE

Le jour où l'on a appris que l'Allemagne, entraînant l'Autriche, allait tâcher de débloquer Constantinople, et ouvrait sa campagne balkanique, les diplomates les moins perspicaces ont brusquement perçu la gravité de l'acte. Un rideau s'est soudain déchiré. Le sens de la grande guerre européenne de 1914-1915, discuté, controversé, interprêté de dix façons, est apparu avec une clarté aveuglante.

Le germanisme visait à la domination du monde, mais c'est en Orient qu'il avait cru trouver le levier de cette domination ; c'était la possession de Constantinople, des Détroits et de l'Asie Antérieure jusqu'au golfe Persique, qui devait instaurer son hégémonie sur notre Continent, — mieux sur les deux hémisphères. Il avait appelé l'univers aux armes, parce que la victoire des Balkaniques sur la Turquie en 1912, puis celle des Serbes, des Grecs et des Roumains sur la Bulgarie en 1913, lui avaient paru compromettre fâcheusement le grand rêve d'expansion qu'il avait caressé. Il avait médité d'abord d'anéantir la muraille slave, qui séparait le Danube de Salonique ; la Triple-Entente se solidarisant avec la Serbie, il s'était rué sur la Russie, et à travers la Belgique, sur la France. Il avait ensuite, pour mieux inquiéter ses trois grands adversaires, maîtres de terres Islamiques, jeté la Turquie dans la lutte. Il avait ainsi joué le tout pour le tout : Constantinople étant menacée, prête à succomber, il s'était porté résolument à son secours, en s'inféodant encore le souverain bulgare. Il avait concentré tous ses regards, toute sa passion belliqueuse, sur ce front balkanique, comme si ses destinées suprêmes s'y tranchaient le long du Danube, de la Morawa et du Vardar. Etrange péripétie de la guerre la plus prodigieuse dans son ampleur, dans ses carnages, dans ses coups de théâtre, que l'humanité ait encore subie ; mais épisode dépourvu de toute surprise pour ceux qui connaissaient de longue date les conceptions mûries, quoique légèrement romantiques, le programme méthodiquement organisé, de l'impérialisme allemand. La guerre avec la France, avec la Russie, avec l'Angleterre, n'a été, à vrai dire, qu'un des moyens d'exécution du plan oriental, forgé par Guillaume II depuis les débuts de son règne, et adopté sans restriction par le pangermanisme. Apparemment, cette vue d'histoire semblera trop systématique à d'aucuns : elle se justifie cependant par de multiples arguments.

*
* *

L'Allemagne unifiée a entretenu traditionnellement des rapports étroits avec l'Empire Ottoman. La docilité austro-hongroise se complétait pour elle, de l'amitié, puis de la vassalité turque. Peut-être Bismarck ne prévoyait-il pas tous les développements futurs de son acte, lorsqu'au Congrès de Berlin, il se posa avec l'Angleterre et avec l'Autriche, en protecteur de la Porte vaincue ; mais on signalerait, au cours du dernier siècle écoulé, peu d'initiatives comparables, pour leur portée politique immédiate ou lointaine, à celle qui faisant table rase du traité de San Stéfano, installa l'armée de François-Joseph en Bosnie-Herzégovine.

Il y a moins de quarante ans, lord Beaconsfield, le créateur de l'impérialisme britannique, introduisait de ses propres mains l'Allemagne dans le dédale d'Orient : il n'avait aucun motif de se défier du Chancelier de Fer, qui cantonnait si volontiers ses ambitions dans l'Europe Centrale, épiant seulement de temps à autre la « revanche » française, surveillant par intervalles la « menace » russe. Le cabinet de Londres ne pensait pas, à cette époque, que le cabinet de Berlin aspirerait un jour à un rôle prépondérant dans le Levant, et le cabinet de Berlin se souciait si peu des changements qui pouvaient survenir entre le Danube et le Bosphore, qu'il acceptait sans frémir l'éventualité d'un établissement des tsars à Constantinople. Lord Derby avait bien formulé, dans une phrase lapidaire, une pensée juste, en disant : « Nous avons, par le traité de Paris (de 1856), garanti à l'homme malade qu'il ne serait pas tué : nous n'avons pu lui garantir qu'il ne se suiciderait pas. » Mais aucun homme d'Etat britannique de cette génération n'eût imaginé que ce suicide se serait consommé au profit de l'Allemagne, aussi peu curieuse d'activité alors sur les rives de la Marmara que le Portugal ou la Suède.

Que les temps sont changés ! Moins de vingt ans après la retraite de Bismarck, le prince de Bülow peut écrire : « Nous avons cultivé avec grand soin nos rapports avec la Turquie et avec l'Islam. Ces rapports n'étaient pas de nature sentimentale, mais nous avions à la conservation de la Turquie un intérêt considérable, — économique, militaire, et aussi politique. Son écroulement serait une perte pour nous ; elle a augmenté de valeur, dans la mesure où ont augmenté nos frottements avec l'Angleterre. »

Il s'agirait de savoir ce que M. de Bülow a entendu par conservation de la Turquie. Cette expression devait, pour lui, équivaloir à cette autre : absorption. Mais le prince ne disait d'ailleurs point le dernier mot du pangermanisme, pour qui l'Empire Ottoman est une sorte de grande colonie officieuse, une zone de protectorat à assimiler plus ou moins lentement. Remarquez qu'au moment même où se précisait, dans une netteté approximative tout au moins, cette idée pangermaniste, la Turquie d'Europe et d'Asie, — terre à assujettir, à réorganiser, à exploiter, — confinait directement par la Macédoine et le Sandjak à l'Autriche, Etat subalterne et soumis sans conteste aux directions berlinoises. Jusqu'en 1913, Guillaume II n'aperçut nul obstacle sur la voie impériale, qu'il veut construire de Berlin à Bassora par Constantinople, et dont le prolongement, au delà de Bassora, se perd dans l'horizon illimité...

*
* *

Durant les dernières années du XIXe siècle, l'Allemagne, que le colonialisme n'avait guère tourmentée encore, regretta amèrement de s'être laissée un peu partout devancer par ses rivales. Bismarck avait salué avec complaisance nos efforts exotiques, pensant qu'ils nous détournaient d'autres efforts plus dangereux pour la sécurité de son œuvre; il se frottait les mains en voyant l'Angleterre et la France jetées dans quelque grosse querelle africaine, l'Angleterre et la Russie dressées l'une contre l'autre par leurs convoitises centre-asiatiques. Mais le grand capitalisme allemand avait surgi ; les industries germaniques, — celle de la métallurgie spécialement — avaient acquis une exceptionnelle expansion et réclamaient des débouchés appropriés à leur puissance. Elles enregistraient une telle production et cette production s'accroissait avec une telle rapidité, qu'elles appréhendaient d'étouffer sur elles-mêmes. Or, le monde commençait à se fermer ; j'entends que la plupart des terres vacantes étaient prises, — et je ne discuterai pas ici cette idée qui était commune aux milieux économiques d'outre-Rhin et à beaucoup d'autres, — que la marchandise suivait le pavillon: l'exemple de l'Inde britannique et celui des Indes néerlandaises semblaient offrir à cette thèse une argumentation péremptoire. Le cabinet de Berlin regarda d'abord — on a de bonnes raisons de le supposer — vers l'Amérique du Sud, où il eût volontiers imposé sa domination à quelque république en déficit : mais Washington veillait, prête à donner à la doctrine de Monroé toute sa valeur ; la Chine présentait bien des séductions pour un Etat,

qui cherchait des dépendances et un vaste marché ; mais la proximité et les ambitions déjà apparentes du Japon rendaient l'entreprise aléatoire. Guillaume II jeta son dévolu sur l'Orient turc qui, dès son avènement, avait suscité chez lui un intérêt durable. Il n'était point, d'ailleurs, le premier monarque casqué, que cette région du monde pleine de souvenirs historiques — et aussi de mirages, — eût fasciné. Au fond, il semble qu'il ait au début abordé le Levant sans idée bien arrêtée, avec des velléités confuses, entraîné à la fois par la passion d'étonner et par l'activité mercantile qui dominaient sa politique personnelle. Ce sont les financiers, les hommes d'affaires dont, à la différence de son père et de son grand-père, il aimait à s'entourer, qui précisèrent peu à peu le programme d'intervention : ils lui suggérèrent la vision de l'Orient conquis, tandis qu'ils recueillaient des profits immédiats et se préparaient, à son ombre, des bénéfices plus amples, dans les projets de toute sorte qu'ils élaboraient.

L'action diplomatique allemande pouvait d'autant mieux se déployer à Constantinople, que cette ville, sous Abdul-Hamid, était devenue le plus vaste foyer d'intrigues qui fût dans l'univers. Tout y était au plus offrant. Les ambassadeurs y luttaient, à coups de billets de banque, pour s'arracher les uns aux autres les concessions de travaux publics. Les ministres du Sultan, se vendant sans scrupule à telle ou à telle chancellerie, accumulaient en peu d'années des fortunes scandaleuses, dont ils ne jouissaient pas toujours, car un signe du maître les expédiait, au bon moment, vers les confins de l'Empire, où ils ne tardaient pas à boire un « mauvais café ». Ce sera une curieuse histoire à écrire que celle-ci, pourvu qu'un historien en puisse réunir les documents. Quand l'Allemagne vint jouer son rôle sur cet étrange théâtre, ni Abdul-Hamid, ni ses favoris éphémères ne s'offusquèrent de cette intrusion nouvelle. Ils pensèrent seulement aux avantages, qu'ils pourraient tirer des appétits germaniques. Le souverain ottoman se disait, au surplus, que plus les rivalités européennes se multiplieraient sur les rives du Bosphore, et plus il aurait chance de prolonger la vie de son Empire : n'étaient-ce pas ces concurrences chroniques, qui avaient permis à ses ancêtres et à lui-même de se soustraire aux pires épreuves, de s'arracher à la catastrophe, à l'instant où elle paraissait imminente ? Ce qui fit la force du cabinet de Berlin, du moment où il commença à travailler cette matière ottomane, c'est qu'on ignorait quel était son but, — ou bien, si Abdul-Hamid entrevit l'objectif du Kaiser, il se dit qu'il serait toujours temps de réagir, ou bien encore, il accepta tout de suite l'emprise, estimant à tort qu'elle était la moins dangereuse de toutes. L'Angleterre avait confisqué l'Egypte ; la France, la Tunisie ; la Russie, une part de l'Arménie ; l'Allemagne n'avait rien enlevé, peut-être parce qu'elle visait à la fois tout l'héritage. La France protégeait les Syriens ; l'Angleterre avait dénoncé les atrocités macédoniennes et bulgares ; la Russie était la tutrice des Slaves balkaniques encore assujettis. L'Allemagne, qui n'entretenait pas de clients là-bas, et qui n'avait point l'habitude de se soucier d'autrui, inquiétait beaucoup moins celui qu'on a légitimement appelé le Sultan Rouge.

*
* *

Lorsqu'on remonte dans le passé, on s'aperçoit que, dès le milieu du XIXe siècle, List avait préconisé l'expansion teutonne en Orient, mais l'Allemagne en 1848 n'était qu'une vue de l'esprit. C'est en 1882 que Von der Goltz vient poser un premier jalon à Stamboul, en assumant la réorganisation de l'armée : en 1888, une société allemande obtient l'exploitation de la ligne Haïdar-Pacha à Ismid avec prolongement futur vers Angora et Sivas ; elle s'assure aussi l'expectative un peu nébuleuse de la concession du Bagdad : retenez bien ce mot et cette date. En 1889, les choses se précipitant, la Deutsche Bank crée la Société des chemins de fer d'Anatolie, dont le rôle sera capital ; en 1893, cette société se fait donner le railway de Konieh ; en 1898, le Kaiser prononce à Damas le discours fameux où transparaît la grande politique, la politique théâtrale chère à ce Hohenzollern, à la fois « paladin » et marchand : « Les 300 millions de Musulmans dispersés sur la face de la terre peuvent être certains qu'en tout temps, l'Empereur allemand sera leur ami. » Bülow a raison, dans son livre, d'insister sur l'importance de ce voyage, qui vise à souder le pangermanisme au panislamisme, ou mieux à subordonner celui-ci à celui-là. Sous les yeux de l'Angleterre à peu près inerte, — car ni Salisbury, ni Chamberlain, ne se méfient suffisamment du cabinet de Berlin, — les hommes politiques allemands mettent à peu près au point l'affaire du Bagdad : après l'iradé du 16 octobre 1902 et la convention du 5 mars 1903, la grande entreprise d'Orient est pleinement amorcée : sous le patronage de la Deutsche Bank, la société des chemins de fer d'Anatolie pourra prolonger ses chantiers jusqu'à Bassora. Le meilleur diplomate d'outre-Rhin, M. de Marshall de Biberstein, (que Guillaume II en-

ra plus tard à Londres pour essayer de séduire Foreign Office), surveillera à Constantinople le eloppement de l'immense programme, utilisant s scrupule et sans parcimonie les moyens appriés à la corruption ottomane. Voilà les dates itresses et les incidents essentiels.

*
* *

En lançant l'entreprise du Bagdad, l'impériane germanique n'envisageait pas uniquement les idendes, que pourrait procurer une voie ferrée pelée à devenir une des grandes artères du onde ; ce chemin de fer n'était pas un simple emin de fer : il devait être le symbole d'une ainmise, engendrer, si l'on préfère, la création n immense domaine allemand. Les mines d'Asieneure, jadis célèbres, inexploitées depuis des cles, seraient rouvertes, fouillées par les prodés ultra-modernes, qui ont revivifié tant de giments en apparence épuisés. L'agriculture, stéisée par les Turcs, renaîtrait avec une activité gulière, le jour où lui seraient appliquées les thodes de la technique contemporaine; sur les uts plateaux et dans les vallées, que sillonnent les ramifications de la grande voie centrale, puissantes colonies européennes pourraient nstaller, fonder des cités prospères, développer e industrie et un commerce qui enrichiraient la étropole, et celle-ci prolongerait au loin le rayonment de son prestige en élargissant à l'infini s débouchés.

La France s'était dotée de l'Afrique septentrionle et occidentale : l'Angleterre avait l'Inde et Egypte ; la Russie s'étendait sur une portion gintesque de l'hémisphère boréal ; l'Asie ottoane reviendrait à l'Allemagne qui, du même up, s'établirait entre l'Europe et l'Inde dévolue l'influence britannique, entre l'Europe et la Perse emeurée indépendante jusqu'aux premières anées du xxe siècle), et conquerrait une prépondénce incontestée dans l'Islam. Les pangermanistes yaient déjà les Musulmans d'Afrique se soulever leur appel contre la France, ceux de la Pénin le gangétique s'insurger, sous leur pression, con le gouvernement de Calcutta, et les Turcomans les tribus du Caucase, refuser l'obéissance aux gents des Tsars. Guillaume II, — par le chemin Bagdad, — marchait vers la domination mole et matérielle du monde mahométan.

Tel était le rêve oriental de l'Allemagne. Sans oute il devait fortement inquiéter les concurrents cabinet de Berlin, qui finissaient par prendre mbrage de ses intentions ; le rapprochement anglo-russe de 1907, qui fut consacré par un partage de l'Asie Centrale, ne s'expliquerait pas par d'autres motifs : pourtant, les grandes puissances ne se seraient pas opposées à une entreprise purement économique de l'Empire : à preuve les négociations qu'il put ouvrir, à propos du Bagdad, avec elles, et qui aboutirent à l'accord russo-allemand du 19 août 1911, — élaboré dans la fameuse entrevue de Potsdam, à l'accord franco-allemand du 22 février 1914, à l'accord anglo-allemand du 15 juin 1914. Mais ni le Kaiser, ni le Chancelier ne se contentaient de réalisations modérées ; ils voulaient vraiment faire passer sous le joug un vaste morceau du Continent européen et du Continent Asiatique, créer de Hambourg à Bassora une ligne continue d'étapes en terres sujettes ou inféodées ; et voilà pourquoi les résultats des deux guerres des Balkans, en diminuant la Turquie, puis la Bulgarie, au profit des autres Etats de la presqu'île, nous acheminèrent directement à la grande crise.

*
* *

Lorsqu'à la lumière des faits actuels, on se remémore des faits vieux de vingt ou de vingt-quatre mois et qui passèrent parfois pour secondaires, on voit surgir la chaîne des événements. Pour relier la tête du Bagdad à la douane hongroise, c'est-à-dire pour briser les résistances balkaniques et les forces auxquelles ces résistances s'adossent, l'Allemagne conçoit la double nécessité de régénérer l'Autriche et de ranimer la Turquie. Guillaume II multiplie ses entrevues avec l'archiduc-héritier François-Ferdinand, sur lequel il exerce un remarquable ascendant, et lui suggère le grossisssement des effectifs militaires et la construction d'une grande flotte de Dreadnoughts. Quand le prince et la duchesse de Hohenberg, sa femme, furent frappés à Sarajevo, le Kaiser prononça ces paroles quelque peu énigmatiques : « Voilà l'œuvre de 25 années à terre. » C'est plus tard seulement que l'on en fixera le sens exact, mais en elles-mêmes déjà, elles suffisaient à attester quelle douloureuse déception le monarque venait de subir. — A Constantinople, bien des mois avant l'ouverture de la crise, la suzeraineté allemande s'exerçait de mille façons, et Enver Pacha avait remis l'armée ottomane à la direction de Liman von Sanders ; Guillaume II ne s'était pas demandé un seul instant si l'Autriche et la Turquie, militairement fortifiées ou réorganisées par ses soins, ne risqueraient pas de devenir menaçantes pour ses propres desseins. Il était

sûr d'elles comme de la Saxe, de la Bavière ou de la Hesse.

Jugeant l'heure venue, il déchaîne la guerre. Il lance d'abord l'Autriche contre la Serbie, puis il entraîne la Porte dans la tourmente. Il a un besoin impérieux, absolu de son concours, pour couper les communications entre la Russie et l'Europe occidentale, et surtout pour utiliser les énergies de l'Islam contre la Triple-Entente. Des armées ottomanes se jettent sur les territoires russes du Caucase et sur les confins de l'Egypte ; on ignore si l'état-major berlinois se fit illusion sur leur valeur et sur leurs chances de victoire ; ce qui est certain, c'est que Guillaume II s'imagina que Mehmed V, en proclamant la guerre sainte, provoquerait de formidables poussées de fanatisme islamique contre la France, l'Angleterre, la Russie, et que l'arme se brisa entre les mains de ceux qui la maniaient. Le Sultan de Constantinople a pu éprouver, en cette circonstance solennelle, que ses prérogatives dans le monde mahométan avaient étrangement décliné, et même qu'à s'asservir à un souverain allemand, il aboutissait à « prêcher dans le désert ».

Les résultats de l'intervention turque, dans la première partie de la guerre européenne, furent contraires à l'attente du Kaiser. Au lieu de servir son fastueux programme d'expansion orientale, cette entrée en ligne de l'Empire Ottoman manqua le ruiner complètement, — car les armées, dépêchées par Enver Pacha et par ses associés, ne connurent que des défaites successives, sanglantes, démoralisantes, et la révélation de ce plan de conquête asiatique et de domination méditerranéennes aggrava, chez certains peuples neutres, de première ou de seconde grandeur, des défiances qui se taisaient volontiers.

*
* *

L'Angleterre était attaquée, dans la région de Suez, par les troupes descendues le long du littoral syrien : elle les écrasa à plusieurs reprises, tandis qu'elle proclamait la déchéance du Khédive Abbas, — qui s'était donné à la coalition turco-allemande, — et abolissait tout lien de vassalité entre l'Egypte et la Porte. A l'autre extrémité de l'Empire Ottoman, les effectifs anglo-indiens débarqués au fond du golfe Persique marchaient sur Bagdad, grâce à une série de combats victorieux, et prenaient des gages substantiels. Les armées russes, de leur côté, sous les ordres du vice-roi du Caucase, le prince Voronzof-Dachkof, auquel le grand-duc Nicolas a succédé, il y a deux mois, — ocupaient après l'affaire retentissante de Sary-Kamisch une ligne de points stratégiques en Arménie turque. Les prédications fanatiques ne remuèrent les populations ni dans l'Inde, ni en Egypte, ni en Algérie, ni en Tunisie, ni au Maroc ; elles ne créèrent quelque agitation que dans les nouvelles possessions africaines de l'Italie et contribuèrent à déterminer ce pays à l'action; le cabinet de Rome, — que le sentiment public entraînait à la libération de Trente et de Trieste, — se préoccupait vivement aussi de la menace, que les velléités expansionnistes de l'Allemagne comportaient pour ses propres visées dans le Levant : nul n'ignore, en effet, que, maître du Dodécanèse depuis 1911, il avait jeté son dévolu sur le secteur d'Adalia en Asie-Mineure, où l'Autriche, stimulée sans doute par le cabinet de Berlin, était venue lui disputer l'expectative de territoires opulents. — Mais la Grèce et la Roumanie elles-mêmes avaient tout à redouter de l'impérialisme pangermaniste, dont le triomphe eût abouti pour elles à un quasi-asservissement automatique. Ni l'une ni l'autre ne peuvent admettre, à la légère, qu'une grande puissance s'arroge la propriété des Détroits, et à défaut des deux souverains, Venizelos et Take Jonesco ont admirablement compris que la réalisation du plan allemand pèserait d'un poids écrasant sur l'avenir de leurs pays respectifs. Si le gouvernement bulgare, corrompu par l'or des agents du Kaiser, ou subjugué par les plus folles illusions, avait eu un sursaut de probité ou un réveil de bon sens, il aurait perçu à son tour le péril d'asservissement que la chancellerie berlinoise suspendait sur tous les Etats Balkaniques : mais peut-être les diplomaties alliées ont-elles manqué d'éloquence et de pénétration...

Je le répète : l'heure n'est pas venue d'examiner l'entreprise franco-anglaise des Dardanelles en soi et dans ses modalités d'exécution ; les documents et aussi la liberté nous manquent encore. Ce qui est certain, c'est que la chute éventuelle, — et qui à un moment parut proche, — de Constantinople, sema l'inquiétude outre-Rhin, et que les pangermanistes avertis s'agitèrent, pour conjurer pareil écroulement, jusqu'au jour où fut décidée l'expédition du Danube.

Les impérialistes allemands, en souscrivant aux sacrifices les plus amples pour sauver la capitale ottomane, n'ont pas visé simplement à infliger à la Quadruple-Entente un échec retentissant. Ils ne se cantonnent pas dans la défensive ; ils ne se contentent pas d'apporter leur protection à la Turquie chancelante ; mais avec cette audace de

pensée et d'action qui leur est propre et qui s'est si souvent payée d'attentes fallacieuses, ils veulent du même coup mettre en œuvre, élargir encore leur rêve oriental. Ils prescrivent une nouvelle et immédiate offensive ; ils relèvent déjà, dans leur imagination, les Turcs accablés, et après avoir délivré Stamboul, prétendent recruter dans l'Empire Ottoman un million d'hommes qu'ils armeront, équiperont, instruiront, — et qu'ils lanceront contre l'Angleterre, simultanément en Egypte et sur le Chott El Arab. De même que Reventlow annonçait, il y a trois mois, l'invasion de la Serbie, de même d'autres maintenant envisagent cette double poussée. Et ceux-là signalent par avance, toutes les conséquences qu'elle devrait mécaniquement engendrer, et célèbrent les profits de toute sorte que leur pays en retirerait. Il ne nous appartient pas d'anticiper sur les événemens. Il nous suffit, nous arrêtant aux faits connus, de dire que l'équipée balkanique de l'Allemagne pouvait être prévue, du moment qu'on avait discerné les véritables causes de la crise européenne. Le présent se relie au passé. Le pangermanisme continue à vouloir, coûte que coûte, réaliser son grand dessein d'Orient : à travers toutes les vicissitudes de la guerre, c'est vers Bagdad, le golfe Persique et l'Inde, qu'il regarde.

PAUL LOUIS.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

LA NOUVELLE AME ALLEMANDE (1)

Sur la foi de Mme de Staël, de Taine et de Renan, nous tenions, avant cette guerre, les Allemands pour des êtres placides, doux et honnêtes, sentimentaux et rêveurs. La guerre de 1870, malgré de nombreux témoignages de brutalité, n'avait pas suffi à détruire nos illusions. Elles ne furent qu'entamées, et combien légèrement ! Il a fallu le cruel réveil de 1914 pour nous contraindre à reconnaître dans ces « bons Allemands », des monstres de férocité, d'impudence et de fourberie.

Est-ce à dire que Mme de Staël, Taine et Renan se soient trompés ? Que non pas ! La vérité est que, depuis le portrait flatteur — et, nous pouvons le dire, légèrement flatté — qu'ils nous donnèrent de l'Allemand, son caractère a changé, pour ainsi dire, de fond en comble. M. de Wyzewa l'a bien compris, qui a intitulé son dernier livre : *La Nouvelle Allemagne*. La transformation a été d'autant plus rapide que, sous des dehors aussi poétiques que tranquilles, l'Allemand a toujours caché un barbare. Les victoires de 1864, de 1866 et de 1870, la prospérité industrielle et commerciale qui a suivi l'ont tout simplement fait reparaître au jour et... amplifié. Sous l'influence d'une fortune inespérée et quasi-incroyable, les mauvais côtés du caractère teuton se sont montrés et ont grandi au détriment des bons, qu'ils ont réussi à effacer : voilà tout. Mais ces mauvais côtés, qui sont les seuls que nous voyons aujourd'hui, parce qu'ils ont, pour ainsi dire, envahi l'âme germanique, ont toujours existé dans la coulisse et comme en germe. Leur floraison seule est nouvelle.

*
* *

Sans aucun doute, les Allemands furent pendant longtemps, sentimentaux et rêveurs. Nous en avons des preuves. Les poètes, chez eux, abondent et, plus encore que les poètes, les musiciens. De grands noms illustrent le lyrisme allemand qui est plus riche, plus profond et plus suggestif, sans contredit, que le nôtre. Qu'il suffise de citer Gœthe, Schiller, Novalis et Henri Heine. Quant à la musique, c'est un lieu commun de constater qu'elle est, en grande partie, germanique. Bach, Haydn, Hœndel, Mozart, Beethoven, Schubert, Schumann, Weber, Wagner l'attestent. La métaphysique, enfin, qui est une autre forme de poésie, fut particulièrement prospère au-delà du Rhin. Leibniz, Kant, Fichte, Schelling, Hegel et Schopenhauer sont Allemands.

Mais ce n'est pas seulement dans ses grands hommes que s'est manifesté le génie rêveur de l'Allemagne. La poésie y fut pendant de longs siècles, mêlée aux menus détails de la vie, imprégnant toutes choses d'une sorte d'atmosphère idéale. Le *gemüth* faisait lever au ciel les yeux des jeunes filles, s'émouvoir les paysans devant les oiseaux, les fleurs et les étoiles, décorer les murs de la moindre chaumière et jusqu'aux boîtes à bonbons d'images attendrissantes. Il donnait aux fiancés le goût des promenades au clair de lune. D'un mot, il était la fleur bleue qui poussait, jadis, au cœur de tout Allemand. Tout de même, il n'était pas jusqu'au souci métaphysique qui ne hantât alors l'esprit des plus humbles. N'est-

(1) TÉODOR DE WYZEWA. *La Nouvelle Allemagne*. — *L'Art et les Mœurs chez les Allemands* (Perrin). — GASTON CHOISY. *Chez nos Ennemis à la veille de la guerre* (Plon). — *Chez les Allemands* (Génonceaux). — GEORGES LECOMTE. *Les Allemands chez eux* (Fasquelle).

ce pas de l'Allemagne que Lange a dit qu'elle était le seul pays où un pharmacien ne pouvait préparer un remède sans s'interroger sur la corrélation de son activité avec le principe de l'univers ?

L'Allemand d'autrefois, — je veux dire celui du XVIIIe siècle et de la première moitié du XIXe, — n'était pas moins honnête et loyal. La simplicité de ses mœurs, que Mme de Staël se plaisait à noter, était, avec la modération de ses désirs, la garantie de sa probité, de sa franchise, de sa patience, toutes qualités qui le firent longtemps rechercher comme le modèle des employés.

Tout ceci, hélas ! est de l'histoire ancienne. Bien avant la guerre, poésie et conscience avaient, à peu près, disparu de la Nouvelle Allemagne, telle que ses succès sur les champs de bataille et dans la lutte économique nous l'ont faite. Leur fortune trop rapide a, en effet, grisé les Allemands. Pressés de jouir, et pour jouir, de gagner de l'argent, ils ont abandonné la vie tranquille pour la fièvre des affaires et, avec elle, les vertus un peu vieillottes dans lesquelles la barbarie ancestrale des Germains demeurait endormie.

*
* *

La barbarie germanique s'est réveillée d'autant plus aisément que plus fragile était l'édifice des vertus qui, longtemps, la masquèrent. Car, — je ne saurais trop louer M. de Wyzewa de l'avoir noté, aux environs de 1895, dans son livre sur *l'Art et les Mœurs chez les Allemands*, — le goût de la rêverie auquel s'abandonnait volontiers l'Allemand d'autrefois, était moins l'expression d'une spéciale délicatesse de sentiments que d'un manque absolu de finesse sensorielle, dont le plus clair résultat avait été de le retrancher, en quelque sorte, du monde extérieur pour le rejeter au for de lui-même. Que l'Allemand possède des sens obtus, cela, en effet, est indiscutable. La grossièreté de goûts, qui a elle-même pour corollaires une lourdeur et une gaucherie passées en proverbe, en témoigne. L'Allemand mange mal : il mange goûlument et à toute heure d'un seul plat. Il mange à la brasserie, au théâtre, en chemin de fer, au musée, dans la rue. Il ne sait pas apporter dans un repas cette ordonnance, ni cette avriété de mets qui font de la nourriture un divertissement, quelque chose d'esthétique déjà. Une même sauce, épaisse et lourde, accommode toutes les viandes, qu'escortent les inévitables pommes de terre cuites à l'eau. « Les Allemands, disait Montaigne, ne goûtent pas, ils avalent. » Même absence de finesse dans le choix des parfums qui, dans le grand monde comme dans le petit, sont de basse qualité. Il n'est pas jusqu'à l'atmosphère empestée des brasseries d'outre-Rhin qui n'incommode nullement les femmes les plus élégantes. L'œil des Allemands n'est pas plus délicat. Leur manque de goût vient de là. A l'harmonieux ils préfèrent le colossal, aux nuances assorties, les couleurs criardes. Dans sa recherche du monumental, leur architecture manifeste une parfaite impuissance à respecter les proportions. Ils abusent, par ailleurs, des ornements, des dorures, des cariatides, mis au hasard, pour faire effet. Les appartements du palais royal de Berlin sont, à cet égard, un modèle. La toilette des Allemands et des Allemandes n'est pas de meilleur goût, ni plus discrète. Tout cela est trop voyant et surchargé de trop de parures. Enfin, l'ouïe, si bizarre que cela puisse paraître, n'est pas mieux partagée chez l'Allemand. M. de Wyzewa estime que, chez lui, les sensations auditives sont fortes, plus fortes que chez les autres peuples, mais, comme leurs congénères, moins nuancées. Et, de fait, le public allemand, s'il fait de la musique, paraît bien incapable de distinguer la valeur des œuvres. On lui sert des valses de Suppé après les symphonies de Beethoven, et il semble tout goûter avec un égal plaisir. « Dans des concerts de musique de chambre, écrit M. de Wyzewa, j'ai vu les fugues de Bach applaudies avec le même enthousiasme que les chansonnettes de l'Anglais Sullivan. Les théâtres jouent tour à tour *Tristan et Yseult*, *Euryanthe*, *l'Etudiant pauvre*, *Alceste*, *les Dragons de Villars*, sans que les auditeurs trouvent à l'une de ces pièces plus ou moins d'agrément qu'à une autre. » (1). M. de Wyzewa en vient à se demander s'ils n'accepteraient pas avec un même plaisir des exercices de gammes. Pourvu qu'on lur donne de la musique, cela suffit. Le public allemand n'est pas plus difficile sur l'exécution. A part quelques orchestres de grande valeur, combien qui, en Allemagne, ne valaient absolument rien ! Cette grossièreté des sens semble bien être, du reste, pour beaucoup, la cause de la rudesse naturelle aux Allemands et, en particulier, du mépris profond, irréductible, qu'ils professent pour la femme. Qu'elle sache faire le ménage et soigner les enfants, c'est tout ce que demande le mari allemand. Une *Hausfrau*, voilà leur idéal. Ce mépris de la femme, tout le manifeste en Allemagne. Les étudiants n'aiment pas, comme en France, à parler de leurs maîtresses. Ils

(1) TÉODOR DE WYZEWA, *L'Art et les Mœurs chez les Allemands*, p. 109.

cachent ,ainsi que d'une relation honteuse. s les réunions, dans les brasseries, dans les aurants, les hommes vont d'un côté et les mes d'un autre. Invite-t-on quelqu'un à dîner, femme mange d'avance à la cuisine. M. de zewa prétend que la femme occupe moins de e, ou une place moins relevée, dans la pensée tout bon Allemand que la bière et le tabac. ite un dessin d'Oberlander, le grand satiriste mœurs allemandes, comme le parfait symbole mœurs conjugales de ses compatriotes. Ce sin représente un gros homme, attablé dans café et disant à sa femme, assise, immobile, rès de lui : « Tiens, Marguerite, tu peux e ma bière : elle est chaude, et je vais en nander de plus fraîche. »

'out de même que de leur sentimentalité à la esse de leurs sensations, les Allemands furent evables de leur antique honnêteté à leur man absolu de volonté. M. de Wyzewa a raison : lemand aime à obéir. C'est au point que le nd Frédéric se déclarait « fatigué de régner une nation d'esclaves ». On sait, par ailleurs, qu'où l'esprit de réglementation est poussée en emagne. Une défense quelconque sur un écri- suffit pour que, sans murmure, tous s'y con- ment. Rien, du reste, qui ne soit « organisé » : se fait, en Allemagne, avec un ensemble au atique .Les *Vereins* ou associations d'étudiants t, à cet égard, caractéristiques. On obéit, dans moindres choses, au président. « C'est lui qui onne de boire et comment il faut boire, de nter, et ce qu'il faut chanter, de parler, et ce l'on doit dire » (1). Aussi les étudiants vénè t-ils indistinctement tous leurs professeurs. le part on ne juge comme tout le monde au qu'en Allemagne. Aucune opinion personnelle. st ainsi que les Allemands admirent tout ce l'on doit admirer, quand bien même ils n'y nprendraient rien : ils restent dans le convenu. llemand, à n'en pas douter, est le peuple du nde chez qui l'individu a le moins d'initiative. là le respect outré que l'Allemand a éprouvé, dant de longs siècles, pour l'étranger. De là, n, la moralité allemande, si chère à Mme de ël : elle était uniquement faite d'inertie et de tine.

*
* *

'ne vertu fondée sur des habitudes purement sives, et non sur le libre choix d'une volonté réfléchie d'une part ; une puissance de rêve due plutôt qu'à une véritable noblesse d'esprit, à une incapacité radicale de s'intéresser au monde extérieur, par insuffisance sensorielle, d'autre part, ne pouvaient, on le conçoit, résister à l'assaut des besoins que crée le monde moderne, du seul fait que le progrès nous met toujours plus en mesure de les satisfaire. Aussi bien, ces frêles barrières furent vite renversées.

En même temps qu'il tendait à s'affiner, l'Allemand s'est démoralisé avec une effrayante rapidité sous l'influence du luxe que lui permit, depuis 1870, sa prodigieuse fortune, cependant que l'immoralité allait augmentant dans les classes populaires par le fait des conditions de plus en plus dures que leur fit un industrialisme croissant.

Que la brusque irruption de la vie moderne à la suite des victoires de l'Allemagne et que le soudain enrichissement qui en résulta soient les véritables causes de cette démoralisation, en quelque sorte foudroyante, la preuve en est que tandis que dans les petites villes, il y a vingt ans, une scrupuleuse honnêteté encore dominait, les grands centres étaient déjà perdus le vice.

Quoi qu'il en soit, réveillée, la barbarie des Germains s'est donné libre carrière et portée à des excès que des peuples plus foncièrement civilisés, parce que de croissance plus lente, ont évités d'instinct. Car il ne faut pas que les Allemands nous en content : ces parangons de vertu sont corrompus jusqu'au fond des moëlles.

Comme le constatait M. Gaston Choisy, il y avait beau temps, *Chez nos ennemis, à la veille de la guerre*, que c'en était fini des tartines de Charlotte et de la pipe d'Hermann. A la vie simple avait succédé la vie de plaisir. Toute ville allemande, de quelque importance, possédait un hôtel de premier ordre dont c'était la spécialité de recevoir la jeunesse dorée des deux sexes qui y venait en bandes, entre huit heures et minuit, deviser, fumer la cigarette et boire du vin, la bière étant dédaignée comme trop commune. Les Munichois eux-mêmes en sont arrivés à négliger la brasserie pour le café à la mode de Vienne, le *Wiener Kaffee*. De son côté, la *Hausfrau* se meurt, tuée par le féminisme et quelques autres nouveautés. Les femmes s'ennuyant de rester à la maison, trouvent tout naturel de passer la soirée dans les endroits publics. Quant au sentiment religieux, il n'est plus guère que de parade. Les Berlinois vont au temple le dimanche, parce qu'ils sont fonctionnaires ou par oisiveté, pour voir ou être vus. Les ouvriers, eux, sont franchement athées. Au spiritualisme d'antan a fait place le plus épais matérialisme, qui

(1) Téodor de Wyzewa, *L'Art et les Mœurs chez les emands*, p. 130.

n'est lui-même qu'un succédané du désir de jouir.

Ce désir s'est emparé des jeunes filles comme de leurs parents, des pauvre et des riches. Ecoutez ces propos qu'un romancier allemand, M. Von Schlicht, met dans la bouche d'une jeune demoiselle de dix-neuf ans, la très noble Centa, fille du noble et riche colonel Von Traubach, promu au grade de général : « Oh ! messieurs les lieutenants de la nouvelle garnison, proclame la chaste enfant, peuvent dès maintenant se réjouir dans l'attente de mon arrivée : car le fait est que je vais essayer de leur tourner la tête à tous, quels qu'ils soient ! » Exacerbé, ce désir s'épanouit en ivrognerie, non seulement dans le peuple, mais dans les hautes classes, et l'on sait qu'en fait de beuverie, l'Allemand s'y connaît ! Le fait est que l'alcoolisme est l'une des plaies de l'Allemagne moderne. Excédé de fatigue et mal nourri, l'ouvrier allemand boit en silence, sans s'occuper d'autre chose. Le riche bourgeois, lui, s'enivre de champagne. Le désir de jouir augmente, enfin, la prostitution tous les ans dans des proportions incroyables. Encore, à côté de la prostitution avouée, faut-il citer la prostitution clandestine et la prostitution contre nature qui fait de tels ravages en Allemagne que, du train dont les choses allaient avant la guerre, Berlin n'aurait pas tardé à pouvoir s'enorgueillir du titre de « capitale du vice ». La « Babylone moderne », elle était chez eux bien plus que chez nous, à cette différence près que la débauche, au lieu d'apparences aimables, en prenait de lugubres sur les bords de la Sprée, pour ne rien dire, l'indéniable penchant au sadisme qui est l'un des traits dominants du débauché allemand.

C'est au furieux désir de jouissance qui s'est emparé depuis quarante ans de toutes les classes, qu'il faut attribuer, enfin, la perte de tout scrupule dans les rapports sociaux qui distingue la nouvelle Allemagne. « Oui, certes, mademoiselle Anna, c'est moi qui aurais à m'occuper de l'enfant, assure un galant militaire à la bonne du général, dans le roman de M. Von Schlicht. Et j'ajoute que cela ne m'embarrasserait pas longtemps, et que j'aurais vite fait de trouver un imbécile à qui je pourrais mettre l'enfant sur les bras... Il est si bête, voyez-vous, mademoiselle Anna, qu'il vous suffirait d'abaisser sur lui vos jolis yeux pour lui faire croire tout ce qui vous plairait ! » (1). Que penser, enfin, malgré la supériorité que les Allemands ont montrée de tout temps dans l'art de l'espionnage, d'un empereur qui ne craint pas, ainsi que M. de Wyzewa nous l'affirme du Kaiser, d'amener, sous couleur de secrétaires, trente espions triés sur le volet au château de Highcliffe en Angleterre, à l'insu de son cousin, le roi Georges V dont il était l'hôte ? Cette hypocrisie se retrouve partout dans l'Allemagne nouvelle. C'est ainsi que la plus récente science teutonne ne se fait pas faute de falsifier les textes, pourvu que cette falsification serve un intérêt national ou privé. M. de Wyzewa nous cite le cas de Wilhelm Rust, éminent professeur et musicologue renommé, qui, chargé par un Comité international de diriger la publication de l'œuvre complète de Jean-Sébastien Bach, ne craignit pas d'attribuer à son arrière-grand'père, des œuvres composées par lui et qui auraient dénoté, pour le temps — on le pense aisément — une hardiesse prodigieuse d'harmonie et d'instrumentation ! Le manque de probité de la science moderne germanique est un fait, qu'il s'agisse de chirurgiens, trop attachés à leurs honoraires, de chimistes, trop habiles à exploiter leurs découvertes, ou de directeurs de musée trop prompts à garantir l'authenticité d'œuvres apocryphes. C'est en partie à ce manque de probité, en partie au bas utilitarisme de l'Allemagne moderne qu'il faut, au vrai, attribuer, quoiqu'elle prétende le contraire, la décadence de sa science, de son art et de sa littérature. Le fait est que l'Allemagne actuelle est d'une surprenante indigence intellectuelle.

L'armée elle-même souffrait, avant la guerre, d'une indigence analogue. Plus soucieux de paraître que de combattre, les chefs, uniquement préoccupés de l'inepte « pas de parade », ne songeaient qu'à former des automates. « Certes, écrit le capitaine Pommer, qui est un Prussien, l'obéissance est le premier devoir du soldat : mais encore ne devrait-elle pas être portée à ce point de subordination absolue qui, dans notre armée, empêche de la façon la plus désastreuse le développement de tout caractère individuel » (1). Comment en serait-il autrement, l'obéissance ne reposant, dans l'armée allemande, que sur la crainte de la punition ? A côté de cela, quelle dépravation le capitaine Pommer ne signale-t-il pas dans le corps des officiers, soit qu'il nous raconte l'histoire de ce colonel qui se fait offrir par les subalternes une superbe automobile dont lui seul se sert, soit qu'il nous énumère les hontes dont

(1) Cité par M. T. de Wyzewa, *La Nouvelle Allemagne*, p. 121.

(2) Cité par Téodor de Wyzewa, *La Nouvelle Allemagne*, page 126.

(1) Cité par M. T. de Wyzewa, *La Nouvelle Allemagne*, page 28.

accommodait fort bien l'honneur de l'officier. Combien d'officiers, nous avoue-t-il, ne décou-ent rien de contraire à l'honneur dans la con-uite d'un camarade qui réussit à extraire de argent des poches d'un autre officier en inven-nt des mensonges, ou même en promettant de ire une faute qu'il pouvait dénoncer ! » (1). 'ivrognerie, les dettes, la dépravation sexuelle ous toutes ses formes n'entachent en rien, sui-ant l'ex-captiaine prussien qui le déplore, ce u'on est convenu d'appeler l' « honneur » d'un fficier allemand. Et quelles scènes de vanda-sme, de la part du corps des officiers, auxquelles a assisté. « Pendant un dîner d'adieu offert ar le corps des officiers du camp d'Elsoborn à ne division de cavalerie, j'ai été le témoin ocu-ire d'une folle rage de destruction qui s'est attue non seulement sur toute la vaisselle, mais ssi sur les poêles, les statues, les cadres, les bles et les chaises de la salle du banquet et des èces voisines » (2).

Ces scènes ont pour pendant les désordres aux-uels, sous n'importe quel prétexte, les étudiants lemands ne craignent pas de se livrer, tels ceux ui, il y a quelques années à Iéna, se sont amusés jeter dans la rue tout le mobilier d'un certain ombre d'hôtels ou de pensions meublées de la lle. Leur brutalité n'a d'égale que leur insolence l'égard de toute femme qu'ils rencontrent, mar-ant ou voyageant seule.

Cela, c'est le barbare germain qui s'est réveillé ns effort de ses appétits déchaînés par la ruine e ce qui, autrefois, réussissait le plus souvent à retenir. Sous son influence, les mœurs de la ouvelle Allemagne sont devenues arrogantes, tout tant que les façades des maisons où se lit le ésir d'éblouir, fût-ce au détriment de la qualité, nt il est vrai que ces somptueux édifices sont en ment armé, tout comme sont en *toc* les bijoux ue les marchands exposent avec une profusion stentatoire à la vitrine de leur boutique. « Vous ez franchi le seuil. Prenez un air indifférent. u flegme, du flegme ! Mettez dans votre attitude ut le flegme dont vous êtes susceptible » (3). els sont les conseils que donnait, naguère, un urnal, *Die Elegante Welt*, pour entrer dans un baret à la mode.

Cette arrogance à l'endroit des gens qu'on ne connaît pas, et qui a pour revers une platitude servile envers les supérieurs, se double vis-à-vis des inférieurs, d'une « muflerie » qui va jusqu'à la cruauté. L'Allemand, de nos jours, a retrouvé la *Schadenfreude*, la joie de nuire. « Je me souviens à ce propos, nous rapporte M. Curt Wigand, de ces Italiens qui, à Paris, exposent et vendent leurs figurines de plâtre sur le parapet du Pont-Neuf. Souvent je les ai vus se tenir à quelque distance de leur étalage, ou même s'absenter pendant un quart d'heure, sans qu'il vînt à l'idée de personne de briser à dessein, pour le plaisir, une seule de leurs légères et fragiles statuettes. Pareille chose serait absolument impossible à Berlin » (2). L'Allemand moderne aime, comme ses lointains ancêtres de la Germanie, à faire le mal par goût : il est méchant. Que lui importe d'être haï, pourvu qu'on le craigne ! C'est la devise des maîtres de la jeunesse. N'est-ce pas à cette joie de nuire qu'il faut rattacher le goût inné de tout Allemand pour la délation? Elle sévit partout, voire entre camarades. Ainsi que l'a très justement noté M. Maurice Barrès dans *Au Service de l'Allemagne*, les officiers s'en font un point d'honneur.

La nouvelle Allemagne ne se fait-elle pas un mérite de son manque de civilisation ? Son orgueil aidant, elle considère comme le triomphe d'une culture spéciale foncièrement allemande, la barbarie qui, sous l'action d'une prospérité trop rapide — une prospérité de parvenu —, et d'une « prussification » méthodique, est remontée à la surface de son âme emportant comme autant de débris les vertus du passé, qui, pour n'avoir pas été assez « volontaires », n'ont pas pu résister à la pression des formidables appétits qui se sont fait jour et ont transformé brusquement la vieille Allemagne, honnête et rêveuse, en un peuple sans honneur ni moralité d'aucune sorte pour qui, seule, compte la force.

PAUL GAULTIER.

(1) Cité par M. T. DE WYZEWA, *La Nouvelle Allemagne*, p. 37.
(2) Cité par M. T. DE WYZEWA, *La Nouvelle Allemagne*, pp. 40 et 41.
(3) Cité par M. GASTON CHOISY, *Chez nos ennemis la veille de la guerre*, p. 10.

THÉATRES

Comédie-Française. — *Pour la Couronne*, drame en cinq actes, en vers, de FRANÇOIS COPPÉE

Intrigues et trahisons dans les Balkans : la pièce est donc plus actuelle que quand elle fut donnée pour la première fois, en 1895, sur le théâtre de l'Odéon.

(1) Cité par M. T. DE WYZEWA, *La Nouvelle Allemagne*, pp. 107 et 108.

Ce rajeunissement ne lui est pas inutile, car le bon Coppée, lui, aurait pu dire que son théâtre ne le rajeunissait pas. C'est le drame romantique avec ses trois principaux caractères : une action de mélodrame, un décor d'histoire et des envolées de lyrisme. Pour les deux premiers, il n'est point inférieur à Hugo. Comme poète, évidemment, il vient après et suit de loin. Mais l'inspiration est plus saine et l'exécution s'est dégagée du fatras des théories romantiques, de l'artifice des antithèses entre le caractère et la condition, le physique et le moral, le tragique et le grotesque. Si la psychologie reste assez sommaire, elle est moins factice, et il y a dans les meilleures pièces — *Severo Torelli*, — *Les Jacobites*, — *Pour la Couronne*, — un accent cornélien. On s'explique aisément qu'elles n'aient pas cessé de plaire, même quand elles n'empruntent pas aux circonstances, comme celle que vient de reprendre la Comédie Française, un intérêt d'actualité.

Nous n'écoutons pas sans un peu d'impatience et de fatigue la longue exposition, claire sans doute, et même trop claire, d'une intrigue dont tous les fils se laissent voir avec une honnête naïveté. Le roi des Balkans vient de mourir. Michel Brancomir, prince guerrier, qui lutte victorieusement contre les Turcs, a un instant espéré lui succéder. Son ambition est excitée par l'amour, car de secondes noces ont donné au vieux chef une jeune femme, Basilide, du sang des Césars byzantins et qui veut être reine. Mais le peuple élit comme roi, en ce temps de guerre sainte, son chef religieux, l'évêque Etienne. Michel doit cacher son dépit, contenir sa colère. A la façon pourtant dont il prête l'hommage au nouveau souverain, le chanteur bohémien Benko ne s'y trompe pas : « Cet homme, dit-il, est mûr pour trahir. »

C'est que Benko est, sous son déguisement, un habile agent du Grand Seigneur. En questionnant un soldat, et à divers indices, il a deviné l'ambition de Basilide. Il agira donc auprès de cette Macbeth que nous avons entendue dire à son mari : « Tu seras roi ! » Mais les choses n'iront pas toutes seules, et l'entreprise de l'espion Ibrahim Effendi trouvera devant elle l'obstacle d'une jeune et inflexible vertu. Nous n'en doutons point, dès que nous avons vu paraître, comme un Cid victorieux, qui serait en même temps un Polyeucte, le fils de Michel, l'héroïque et pur Constantin, champion de la Croix contre le Croissant, serviteur passionné de sa patrie et du Christ. Nous ne doutons pas non plus qu'un rôle important ne soit réservé à cette petite bohémienne, Militza, que le jeune guerrier a sauvée en la réclamant pour sa part de butin. Quel rôle ? Ce qui est sûr, c'est qu'en voici l'instrument : le poignard que Constantin porte à sa ceinture et qu'elle lui a demandé pour avoir toujours sur elle quelque chose de lui. Cette Mignon complète les réminiscences trop nombreuses dont est rempli un premier acte abondant et facile, d'une qualité dramatique vraiment un peu conventionnelle et commune.

Celle-ci se relève déjà au second acte où nous voyons Benko entreprendre auprès de Basilide, son rôle de tentateur. Tour à tour, il excite son ambition de princesse et son orgueil de femme. Il étale à ses yeux le firman au bas duquel Michel n'a plus qu'à mettre son sceau, s'il lui plaît d'être roi. Mais il faut se hâter : assez de tergiversations et d'atermoiements. Sa Hautesse veut en finir et si Michel laisse échapper la couronne, le padischah l'offrira à un autre chef. Le choix de Basilide est tout fait, nous nous en doutons bien.

Nous nous doutons bien aussi que Militza a deviné les agissements de Benko. Elle avertit Constantin qui, indigné, refuse de la croire, mais, préparé par la méfiance que lui a toujours inspirée « la Grecque », veut savoir, et accepte de se cacher derrière un rideau d'où il entendra l'entretien de son père et de Basilide. C'est une belle scène, bien conduite et pressante, que celle où le guerrier balkanique, également enivré de son orgueil et de son amour, accepte la trahison. Mais nous ne sommes pas encore au sommet du drame, où nous sentons que nous achemine, dans cette pièce singulièrement adroite, une progression continue. Ce point culminant, l'action l'atteint au 3e acte. Le prince Brancomir, au poste d'observation d'où sont donnés par des brasiers enflammés les signaux en cas de danger, a pris la place du guetteur. Il laissera avancer les Turcs sans donner l'éveil. Mais son fils apparaît, qui vient se mettre en travers de la trahison, avec des prières d'abord, puis des menaces Ils sont là face à face, les deux guerriers du même sang, dont l'un trahit la cause de sa race et de sa foi, tandis que l'autre se dresse pour la défendre, prêt à tout, même à la révolte filiale et au parricide. Car il est contraint d'en venir là et de sauver sa patrie contre son père, en sauvant celui-ci contre lui-même. Le duel s'engage, et Michel tombe mortellement frappé. Constantin allume le signal qui assurera, une fois de plus, le salut des Balkans.

Et voici que le drame descend, avec ses deux derniers actes, la pente du dénouement. La mort du chef heureux semble avoir compromis la for-

tune des armes. Les soldats murmurent, et parmi eux circule, avec le doute, le soupçon. Constantin serait-il un traître qui pactise avec l'ennemi ? Aussi bien, l'attitude du jeune prince est étrange, impénétrable. Sa tristesse n'est pas celle qui convient au deuil d'un père glorieux ; elle ressemble plutôt à l'inquiétude, à la préoccupation, au remords. Il est sombre et secret, comme un conspirateur. Basilide s'y trompe aussi, car elle tente de reprendre avec lui le dessein qu'a fait échouer la mort de Brancomir : il peut être roi, s'il le veut, comme l'eût été son père. A ce choc, l'indignation du jeune prince éclate avec sa colère ; il révèle à la Grecque qu'il savait tout et que, par sa volonté seule, il a empêché le crime d'être consommé.

Le dénouement s'impose, avec une logique qui est à la fois celle des caractères et de l'action. Basilide doit se venger, et il faut que Constantin meure. Un héros si pur ne peut racheter que par sa vie le meurtre de son père. Il a immolé celui-ci à sa patrie : il va s'immoler lui-même à sa mémoire. Basilide, exploitant les dispositions qu'elle a senti percer dans le peuple, accuse Constantin de trahison et montre au roi une preuve irréfutable : le firman du Sultan, revêtu du sceau des Brancomir. Constantin ne peut se défendre sans accuser son père : il ne se défendra donc pas, mais il acceptera au contraire l'accusation, la condamnation. Celle-ci, pourtant, est trop rude. Le jeune prince aspirait à la mort: on ne lui impose que la honte et l'insulte. Il sera enchaîné à la grille qui entoure la statue équestre de son père et exposé à la malédiction du peuple. L'épreuve serait au-dessus de ses forces si Militza, qui ne l'a pas abandonné, ne s'élançait vers lui et ne le frappait du poignard qu'il lui a donné jadis et dont elle se tue ensuite auprès de lui.

Il ne manque rien, nous le voyons, à l'action du mélodrame : la bohémienne, l'espion, le poignard, la femme fatale, l'entretien surpris derrière le rideau, le sang copieusement répandu... Cette action se déroule dans un décor pittoresque, chargé de la couleur locale la plus violente : monts des Balkans, château-fort qui domine les passages, guerriers slaves de l'Orient chrétien, espion turc, princesse byzantine, chevrier, gens du peuple, évêque-roi... Et au centre de ce décor, invisible mais partout présent, un poète qui rythme les paroles des personnages et leur insinue, pour peu que les circonstances s'y prêtent, la musique d'un chant; c'est lui qui met sur les lèvres de Militza le couplet si mollement balancé : « Je t'apporte des fleurs,.., — je t'apporte des roses... » ; lui qui, par la voix sonore du jeune prince guerrier, sur la montagne et dans la nuit, prend à témoin les étoiles... Depuis les violences et les tendresses d'Hernani, les enivrements de Dona Sol, nous connaissons ces accents, et dans le drame de François Coppée, nous reconnaissons le drame de Victor Hugo. Mais soixante-cinq ans ont passé sur les révoltes d'Antony, de Didier, d'Hernani, de Ruy Blas, de Gennaro, de tous les bâtards, de tous les laquais, de tous les bandits, proscrits, aventuriers et autres héros, plus ou moins byroniens, ténébreux, amers, en qui le romantisme exhalait ses fureurs ou ses rancunes contre la société et la morale.

Le siècle a fait une suffisante épreuve de tous les désordres, et chez les plus clairvoyants, chez les plus sages, dans l'instinct populaire lui-même, la réaction de l'ordre a commencé. Le bon Coppée a l'âme et le cœur du peuple de France et déjà il glorifie dans ses héros — comme il travaillera à les réveiller par ses discours — les forces dont la France a besoin pour vivre, les grandes forces morales, sociales, nationales, qui luttent contre la mort. Comme *Les Jacobites*, *Pour la Couronne* emprunte à cette inspiration sa noblesse et son originalité. C'est par elle que Coppée transforme et adapte à son temps le drame romantique, au lieu d'en faire une imitation servile, et rentre, en grand Français, dans la haute tradition du théâtre cornélien. J'ai dit — et l'on voit ici pourquoi, — que son Constantin Brancomir rappelait à la fois le Cid et Polyeucte.

Si une inspiration cornélienne renouvelle le romantisme dramatique de François Coppée, les circonstances, entre toutes ces pièces, rajeunissent celle que la Comédie-Française s'est, pour cela même sans doute, empressée de nous donner. On peut dire que, par la force même des choses, les Balkans furent toujours la terre classique des intrigues et des complications. Celles d'aujourd'hui nous intéressent trop directement pour que nous n'éprouvions pas une émotion poignante à les reconnaître à travers les fictions ou, pour mieux dire, les divinations du poète. Les spectateurs prennent un intérêt tout particulier à ce drame où un prince balkanique ouvre au Turc le pays des Slaves chrétiens, défenseurs de la Croix contre le Croissant, et les applaudissements éclatent quand nous entendons le fils même dire à son père que la couronne peut devenir trop large au front d'un roi et lui tomber au col, de manière à devenir carcan... Acceptons-en l'augure.

M. Albert Lambert interprète magistralement le personnage de Constantin Brancomir, auquel il

sait prêter tour à tour la noblesse et l'ardeur, les plus saintes indignations et la plus haute pureté. M. Paul Mounet nous montre Michel Brancomir tel qu'il est : beau guerrier violent et orgueilleux. M. Silvain prête à l'évêque Etienne la grandeur sans onction qui lui convient. Mme Weber est tout à fait impériale sous les traits de Basilide, et Mme Colonna Romano délicieusement tendre, farouche et passionnée dans ce rôle de Militza qui avait été, il y a vingt ans, l'éclatant début de la jeune et belle Wanda de Boncza. Presque chacune des pièces de Coppée eut la singulière fortune d'ouvrir la carrière à des talents nouveaux et de les consacrer, pour ainsi dire, du même coup qu'il les révélait. Sans parler de Mme Sarah Bernhardt, qui trouva dans *Le Passant*, son premier triomphe, deux des artistes qui interprètent aujourd'hui *Pour la Couronne* doivent au poète ce même bonheur. Mme Weber n'a pas oublié la soirée triomphale des *Jacobites*, ni M. Albert Lambert, celle de *Severo Torelli*. O mélancolique beauté des souvenirs !...

FIRMIN ROZ.

L'AMOUR DE LA FRANCE
dans
LA POÉSIE ANGLAISE CONTEMPORAINE

J'appartiens au groupe des lettrés français qui professent pour la poésie lyrique anglaise la juste admiration qu'elle mérite. De cette admiration j'ai, du reste, donné des preuves déjà nombreuses par les traductions en vers que j'ai publiées de quelques-uns de ses chefs-d'œuvre : tels les *Sonnets* de Shakespeare, les *Amoretti* d'Edmund Spenser, l'*Astrophel et Stella* de sir Philip Sidney, les *Petits Poèmes* de Milton, les *Sonnets Portugais* d'Elizabeth Barrett Browning, les *Rubaiyat d'Omar Kheyyam* d'Edouard FitzGerald. C'est en cette qualité d'anglicisant qu'il m'a paru intéressant de relever, dans les circonstances actuelles, alors que les deux nations alliées luttent côte à côte, comme au temps d'Inkermann, sur le même champ de bataille, les témoignages caractéristiques de haute sympathie qu'à tant de reprises les poètes d'Angleterre ont prodigués à la France. Je possède justement sur le sujet quelques notes recueillies, il y a une quinzaine d'années, dans une revue anglaise, *Literature*. Ce sont ces notes, complétées par des recherches personnelles, que j'ai le plaisir de mettre aujourd'hui sous les yeux des lecteurs français. Et je suis persuadé qu'ils seront aussi touchés de ces hommages d'estime et d'amitié qu'ils furent sensibles naguère au bel article dans lequel le grand journal anglais, le *Times*, glorifiait la France comme la nation gardienne de la pensée désintéressée et libre.

*
* *

C'est la Révolution française qui fut en quelque sorte le berceau des sympathies marquées à notre pays par les poètes d'outre-Manche, et ce sont Wordsworth, Coleridge et les jeunes de l'époque qui vinrent, les premiers, chercher de ce côté-ci du détroit la ressource suprême de leur inspiration. Ces sympathies ne cessèrent de se manifester sous des formes différentes pendant le cours entier du dernier siècle, et telle était leur sincérité que, lorsque la France, suivant la métaphore de George Meredith, délaissa son amante céleste, la Liberté, pour se jeter dans les bras du Tyran nommé Canon, loin de les rétracter et de faire entendre des paroles d'amertume et de blâme, les poètes anglais se contentèrent de la plaindre.

Il n'est presque pas un poète important qui n'ait dit un mot d'amitié à la France. A ce concert, seule, a manqué la voix de Tennyson. Encore convient-il de s'expliquer à son endroit. Il ne faut pas oublier, tout d'abord, que Tennyson est le plus insulaire des poètes anglais et qu'il n'était pas très porté dès lors, par tempérament, à chanter d'autre pays que le sien. Mais s'il est vrai de dire qu'il se soit méfié de la France dont il appelait la capitale la Cité folle, *frantic City*, et qu'il ait rêvé d'une France « plus sage », il faut reconnaître, avec M. Ernest Dupuy, qu'il n'y eut jamais chez lui cette hostilité foncière et inexpiable contre l'esprit français que l'on trouve chez Carlyle. Des documents publiés par son fils, lord Hallam, il résulte même qu'à l'occasion de la bataille de l'Alma le poète-lauréat avait écrit le premier couplet d'une chanson (terminée par sa femme) intitulée *The Alma River*, dans laquelle il s'écrie ; « Français, ma main dans ta main ! — Nos drapeaux ont flotté ensemblé. — Portons la santé des tiens et des miens — A la bataille de l'Alma ! » Et nous savons aussi, toujours de la même source autorisée, que « dans les années qui suivirent la guerre franco-allemande, il était pénétré d'admiration pour cette marche ascendante, pleine de dignité, que la France, degré par degré, avait accomplie à seule fin de se ressaisir tout entière » et qu'il se réjouissait de voir les deux nations en bon accord travailler ensemble harmonieusement pour le bien du monde.

Si l'abondante poésie de Robert Browning ne contient nulle part une expression directe et personnelle de sympathie, il faut nous souvenir cependant qu'à deux reprises, dans son poème, *Incident of the French Camp*, et dans sa ballade l'*Hervé Riel*, il a pris la plume pour exalter l'héroïsme français. Nous devons lui être particulièrement reconnaissants de ce dernier poème qu'il écrivit pour nous, au lendemain de nos désastres, en février 1871, dont il envoya généreusement le prix payé par l'éditeur, cent guinées, au peuple de Paris, et qui nous révéla le nom et l'exploit d'un de nos héros les plus obscurs, celui du matelot-pilote, Henri Riel, du Croisic, qui, après la funeste bataille de la Hogue, réussit à réfugier vingt-deux vaisseaux français dans le port de Saint-Malo, ne demandant, en récompense de ce glorieux service, qu'un congé pour aller embrasser sa femme qu'il appelait la « Belle Aurore ».

Voyons maintenant en quels termes d'autres grands poètes contemporains ont parlé de la France.

France, famed in all great arts, in none supreme

dit Matthew Arnold (*To a republican Friend*, st. 5) qui se plaît à proclamer « the intellectual conscience » du Français, entendant par là un sentiment et une précision dans les choses de l'esprit dont on ne retrouve l'équivalent chez aucun autre peuple de l'Europe. Robert Buchanan, de son côté, appelle la France « celle dont la voix courageuse délivra la Conscience de l'Ouest, »

She whose brave voice let loose the Conscience of the [West.
(*The Drama of Kings, Dedication*, st. 7.)

Et plus loin (st. 17), il définit ainsi sa mission dans le monde :

Eprouver chaque désir obscur — Au feu ardent de son âme; — Attendre et veiller, l'esprit et le cœur toujours en haleine; — Ne jamais étancher sa soif ardente; — N'entretenir jamais que les plus hautes pensées; — S'élancer où les couards se traînent avec peine: — Tel est le rôle grandiose qui lui fut assigné.

A l'occasion de la révolution de 1870, Swinburne écrit ces strophes enflammés qui ont l'accent ému d'une prière :

O Toi qui es sortie de ta léthargie; — O l'Immortelle, ô ma France! — O Mère qui reçus tant de blessures, ô Toi qui, rachetée, vas régner... — O Toi la tant et si longtemps aimée! — O Toi qui fus si injustement frappée! — O Toi qui, purifiée enfin, te dresses aujourd'hui, vierge de toute tache et de toute souillure!...

. . . . . .

Tu fus la lumière qui permit aux hommes — De voir; tu fus le clairon du droit — Qui annonça à l'humanité son avènement à l'âge viril...

Rapprochons cette réplique de George Meredith dans son ode de décembre 1870 :

Elle qui secoua divinement les morts — Des vivants; qui, le doigt tendu résolûment droit en avant, — Marcha vers la porte sombre — Du Mystère de la Terre qui appela — Et au doux nom de l'Humanité, — Est sortir l'audacieuse vision! — Elle serait aussi à demi corrompue par le péché! — Ange et Courtisane! est-ce possible? — Son étoile s'est éclipsée, — Le cri de la folie sur ses lèvres...

Et c'est Meredith encore qui, dans une très belle image, la compare à un vaisseau :

Comme un vaisseau hardi, sous la force de la vapeur, — Contre vents et marées et la mer en furie, — Désemparé par les cieux vides en ce moment de soleil, — Elle poursuivra sa route à travers les ténèbres, ayant la certitude suprême — De voir le port et les quais encombrés.

De telles effusions ne sont pas cependant sans comporter une mise au point. Ce que nous devons en retenir, après avoir fait la part de l'exagération poétique, c'est que les poètes Anglais ont vu et aimé par-dessus tout dans la France le champion indéfectible de l'esprit libéral et le défenseur enthousiaste et obstiné de la raison pure dont elle a toujours cherché à faire triompher les hautes prescriptions.

Aussi bien le jugement le plus pénétrant et le plus impartial, encore que tout empreint de chaude sympathie, qui ait été formulé en Angleterre sur les Français, est celui qu'avec son esprit si clairvoyant et sa haute intelligence critique la grande poétesse Elizabeth Barrett Browning, l'immortel auteur des *Sonnets from the Portuguese*, a porté sur eux au début du sixième chant d'*Aurora Leigh*. Il vaut d'être reproduit en son entier :

« Les Anglais ont une façon dédaigneuse et tout insulaire de qualifier les Français de *légers*. La légèreté réside plutôt dans ce jugement. — Car c'est ici le secret de cent croyances, et les hommes se font leurs opinions, comme les enfants apprennent à épeler, surtout par la répétition. — Si vous dites une chose absurde assez souvent, elle finira par passer pour judicieuse et non pas auprès des fous exclusivement. Nous disons donc que les Français sont légers, comme nous disons que les chats miaulent, ou que la vache laitière donne du lait... Qu'est-ce que la légèreté, sinon de l'inconséquence? Une balle est-elle légère quand elle s'élance hors du canon pour aller s'écraser à cent pas de là contre une muraille, sur la cible visée? Aussi direct, aussi impossible à détourner de son but est le peuple français. Tous idéalistes trop absolus et trop sérieux, l'idée seule d'un couteau pour eux tranche la chair vive. Dévorant par leur impatience l'intervalle que la nature a mis entre la pensée et l'action, ces âmes trop ardentes menacent le monde d'un incendie et se précipitent avec une logique impitoyable vers une pratique impossible. Les Français

légers ne se laissent pas conduire, comme notre populace replète et brutale, par les mots d'ordre ou les plaisanteries de bruyants orateurs qui agissent sur elle à la façon du vent sur la balle; ils tournent, à la vérité, mais sur un pivot de leur choix, et à force de s'y tenir ferme. Voilà qui est difficile à comprendre pour des Anglais peu faits aux questions abstraites, inaccoutumés à suivre, valve après valve, les circonvolutions de cette racine bulbeuse qui s'appelle une vérité générale, et à remarquer la finesse des membranes qui en séparent les différents compartiments. A nous, Anglais, la liberté elle même apparaît concrète et fixée dans une forme féodale où elle s'est incarnée pour s'adapter à nos idées et à nos mœurs, et cette forme spéciale reste pour nous la chose importante. Je dis nous, bien qu'Italienne par ma naissance et par mère, par la tombe et la mémoire de mon père: et pourquoi pas, après tout? Un cœur de poète peut se faire assez grand pour contenir deux nationalités, fussent-elles mal logées dans une poitrine de femme.

J'aime donc cette noble France, ce poète entre toutes les nations, qui rêve et gémit à jamais, tandis que la maison tombe en ruines, poursuivant quelque bien idéal — l'égalité des sexes, la fraternité spontanée, la fortune universelle ne laissant nulle part la pauvreté et n'amenant nulle lassitude avec elle, la liberté universelle respectueuse de la minorité. Utopies héroïques! Il est sublime de rêver ainsi, naturel de se réveiller, et triste de faire servir des échafaudages aussi grandioses, préparés pour l'érection d'une cathédrale, à la construction d'une prison ou d'un mauvais lieu. Que Dieu sauve la France!» (*Trad. de Madame W. Nicati.*)

Le nom d'Elizabeth Browning appelle irrésistiblement celui d'une autre grande poétesse anglaise, Christina Rossetti. Cette sœur, si peu connue en France, de Dante-Gabriel Rossetti, dont les vers cristallins, a dit si joliment madame Mary Duclaux, ont le son pur et lointain d'un carillon d'église en Terre Sainte, a poussé en faveur de notre pays, pendant la campagne de 1870, un cri superbe d'amour et de pitié que j'ai essayé de rendre en vers français et qui est bien pour nous remuer jusqu'au plus profond de notre cœur. Ecoutez-le !

« AUJOURD'HUI POUR MOI »

Elle ne danse plus, mais assise en silence
Elle verse des pleurs sans cesse alimentés: —
Versons tes pleurs amers, assis à tes côtés,
Belle France!

Elle tremble sitôt qu'un nouveau jour s'avance,
Elle qui toujours eut la gaîté dans le cœur: —
Nous tremblons avec toi de ce qui fait ta peur,
O sœur France!

Les larmes font briller les regards qu'elle lance.
« Qui me rendra mes fils que la mort a glacés?
« Portez secours — dit-elle — à ceux qui sont blessés! »
Hélas, France!

Elle se débat dans la mort en apparence;
Son pouls, comme en un rêve, est plus précipité;
Des peuples elle entend cet appel répété:
France! France!

O toi, peuple qui la levas, baisse la lance,
Epargne enfin son sang, arrête enfin ses pleurs;
Fais couler, fais couler tes flots envahisseurs
Loin de France!

Jette sur sa beauté des regards de clémence;
Ne forge pas des fers qui doivent la meurtrir;
Laisse paisiblement les vignes refleurir
Dans la France!

Le Temps qui change tout retourne aussi la chance;
La coupe passe aux doigts de convives divers;
Peut-être, un jour, quelqu'un recoudra-t-il tes chairs,
Pauvre France!

Le Temps qui change tout retourne aussi la chance;
Après elle Qui donc épuisera demain
Le calice qui tremble aujourd'hui dans la main
De la France?

Comment le peuple qui, par la voix de ses grands chantres, nous a ainsi donné son âme, aurait-il pu hésiter à venir mêler son sang au nôtre pour assurer le triomphe du droit et de la liberté dans le monde ?

FERNAND HENRY.

JOURNAL D'UN HABITANT DE CONSTANTINOPLE

(*Septembre* 1914-*juin* 1915) (1).

Mai 1915.

Un étranger qui débarquerait à Constantinople et qui se promènerait à travers la ville, n'observerait rien d'anormal dans l'attitude de ses habitants. Le mouvement, le va-et-vient des promeneurs, est toujours actif et, si la foule est surtout composée de femmes allemandes et d'hommes qui éructent la langue des sauvages berlinois, l'étranger se persuadera qu'il en a toujours été ainsi. Mais pour un vieil habitué de Stamboul, de Péra ou de ses environs, tout est changé, tout est cruel, tout est sombre dans la Byzance de 1915. D'abord peu de vieux Turcs parmi les passants, peu de hanoums pimpantes, presque pas de voitures. On n'entend plus qu'un jargon qui étouffe les idiomes civilisés, car les rares Français et Anglais, prisonniers à Péra, se taisent hors de chez eux. Les rayas (2) ne se mêlent pas aux étrangers; ils cheminent l'air préoccupé et, s'ils sont plusieurs à cheminer de compagnie, ils parlent par monosyllabes et ne s'écartent pas des lieux communs.

(1) V. la *Revue Bleue* du 16-23 octobre 1915.
(2) Sujets Ottomans non Musulmans.

Les boutiques et les magasins sont déserts ; l'argent se raréfie et le prix des denrées augmente journellement ; les enseignes, tout flambant neuf, sont en caractères turcs ou en langue allemande : l'emploi du français est interdit.

L'atmosphère est anormale, chargée d'un quelque chose d'inexplicable qui pèse sur chacun ; c'est comme le pressentiment, qu'on ne peut étayer sur rien, d'un malheur suspendu dans l'air.

Et les communiqués allemands — partout et toujours des conquêtes — aggravent le malaise. Les Turcs ne sauraient se tromper longtemps entre eux ; on annonce trop de victoires pour qu'en réalité la situation soit satisfaisante. . . . . .

Ortakeuy, mai.

Depuis le 25 avril on se bat aux Dardanelles ; mais tout le monde ignore le résultat des combats. Ce que l'on sait, c'est que toutes les maisons réquisitionnées sont bondées de blessés et de malades, c'est que la plaine, à quelques kilomètres de Constantinople, vers Buyuk-Tchekmédjé, est sillonnée de fuyards ressemblant étrangement aux hordes étranges qui apparurent à l'époque où l'on annonçait l'avance des Bulgares sur la capitale.

Les chrétiens, redoutant de probables massacres, tremblent ; les Musulmans sont agités d'une épouvante égale à l'idée que les Alliés seront ici, très vite et se vengeront.

Et on rencontre des « effrayés » qui assurent entendre le bruit du canon, et la population se terre chez elle dès que l'ombre menace de donner aux choses et aux pensées une forme plus tragique.

De nombreux transports, chargés de troupes, partent de grand jour, se dirigeant vers la Marmara. On ne les voit jamais revenir, mais, au milieu de la nuit, on perçoit des sifflements stridents, le son alarmant de la sirène : le glas de ceux que l'on ramène et qui vont mourir. . . .

Ortakeuy.

Petites ondées et, entre deux ondées qui sont comme des larmes d'enfant capricieux, un aveuglant soleil, un irradiant sourire de ce ciel d'Orient qui encourage aujourd'hui, l'abomination. Les arbres reverdissent, les fleurs s'entr'ouvrent parfumées, toute la nature s'éveille et le renouveau impassible, dédaigneux de tout ce qui révolutionne l'Univers, fait gazouiller les oiseaux.

Je suis là, debout devant la fenêtre ouverte, devant cette nature en gestation, gestation magnifique qui, demain peut-être, se recouvrira de cadavres et de sang.

Dans l'air des hirondelles font des cercles en sifflant ; des gypaëtes, aux cris larmoyants, tournoient au-dessus des endroits où elles trouveront une immonde subsistance, et de larges nuages noirs, formés par des milliers de corbeaux, se dirigent, dans un tapage assourdissant, vers Scutari, où, de nouveaux contingents, se joignant à eux, ils gagneront les champs de bataille, s'élanceront à la curée des cadavres que la nécessité des combats leur abandonne en pâture.

Et c'est la brise d'Est qui souffle, cette brise qui, portant sur ses ailes, les maladies et les épidémies, transporte, en jetant des sourires, d'une contrée à l'autre, les frissons, les convulsions, les vomissements et la mort.

Je suis là, debout devant ma fenêtre, et mon cerveau est lourd de pensées sombres, ces pensées que Nébilé savait, d'un geste de sa main fluette et parfumée, éloigner de mon front : on vivait alors l'un par l'autre, l'un pour l'autre. A présent je souffre davantage d'ignorer si, là-bas, en France, mes frères sont victorieux et de nourrir en moi une rage impuissante contre les barbares qui ont ouvert une plaie dans les flancs de mon pays !.....

EMILE EDWARDS.

LE CENTIME DE GUERRE

Sous ce titre, dans la *Revue Bleue* du 9 octobre, j'ai indiqué la nécessité pour les communes et les départements épargnés de venir directement en aide à ceux qui leur ont servi de rempart et notamment aux Belges. J'ai reçu, après la publication de cet article, de M. Berryer, ministre de l'Intérieur de Belgique, la lettre suivante relative aux œuvres Belges organisées en France. Je crois utile de la placer sous les yeux de ceux qui ont bien voulu lire ma précédente étude.

HENRY JAUDON.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

—

Cabinet du Ministre

Le Havre, le octobre 1915.

Monsieur le Conseiller,

M. le Ministre de la Justice m'a fait part de votre désir de connaître, pour une étude que vous préparez et qui fera suite à la motion que vous avez eu la généreuse pensée de présenter au Conseil général de l'Aveyron — que je dois remercier vivement de son vote — les souscriptions que des Conseils généraux ont votées en faveur de la Belgique et le nom des œuvres belges de secours auxquelles les fonds pourraient être éventuellement remis.

Retour de voyage, je m'empresse de déférer à ce désir. Certains départements français, mus par une haute pensée de solidarité, ont décidé de faire bénéficier la Belgique de générosités qu'ils faisaient en faveur des départements envahis. Il en fut ainsi de la Seine, du Gard (300.000 fr.), de Constantine, d'Algérie (150.000 fr.), des Bouches-du-Rhône, du Morbihan (20.000 fr.), de la Seine-Inférieure (100.000 fr.).

Au sujet de ces votes, dont certains ont été faits sans désignation précise d'affectation, maintes personnes ont parlé de « parrainage » des provinces belges si éprouvées, par les départements préservés de l'invasion. Une telle idée est des plus séduisantes ; mais pour être réalisée dans de bonnes conditions, pour éviter les doubles emplois et assurer une mesure dans les répartitions, je crois qu'on ne peut se passer de l'intermédiaire du Gouvernement belge. J'ajouterai même qu'une pareille idée, après être venue au jour de ce côté-ci du front, semble vouloir être reprise pour leur compte par nos ennemis, si j'en crois ce que le gouverneur Von Bissing et le conseiller de Hofrat Gurlitt ont dit au congrès de guerre pour l'entretien des monuments, tenu le mois dernier par les Allemands à Bruxelles.

Vous le pensez bien, monsieur le Conseiller, les œuvres de secours en faveur de la Belgique, sont en ce moment multiples, variées et toutes également avides. C'est cependant répondre à votre intention que ne signaler que les œuvres dont la portée est assez vaste pour mériter des encouragements officiels, dont le but est assez précis pour supporter le contrôle, dont les dirigeants méritent par leur dévouement et leurs capacités, une confiance entière.

Dans cet ordre d'idées, et sans prétendre vous donner une nomenclature initiative, je crois devoir vous citer :

Le Comité Officiel belge de secours aux réfugiés qui a son siège à Sainte-Adresse, dont M. Schollaert, Président de la Chambre des Députés, a la présidence effective. Cet organisme officiel qui n'entend pas se substituer à l'action des Comités locaux de réfugiés dûs à l'initiative privée, a une action générale sur les réfugiés belges en France et s'occupe à un point de vue général, de leurs secours.

Le Comité central des réfugiés à Rousbrugge que préside M. le député Maes, fonctionne en Belgique non occupée, au plus grand profit de ces populations que les bombardements et les ordres d'évacuation éprouent sans relâche.

Les secours individuels accordés en France et en Angleterre avec beaucoup de discrétion et par l'intermédiaire de personnes de confiance à certains réfugiés belges dont l'âge, les malheurs, la conditions sociale rendent plus cruelles les privations que l'exil leur impose.

Le dépôt belge des invalides de la guerre, installé à Sainte-Adresse et qui groupe actuellement près de 500 soldats revenus mutilés de la guerre et dont on prépare la rééducation professionnelle. Œuvre profondément humanitaire et œuvre d'obligation nationale à laquelle, cependant, un peu de superflu est loin d'être inutile.

L'aide financière accordée aux réfugiés belges pour leur rapatriement.

Le vestiaire des réfugiés étendant son action à toute la France et que dirige Mme Helleputte, la femme du ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.

L'œuvre des prisonniers de guerre en Allemagne, sous la présidence de M. Gooreman, ministre d'Etat.

Le Belgian soldiers fund, ou fonds du soldat belge, organisé en France, en Angleterre et en Belgique libre, et dont le trésorier est M. Ramaekers, député, a pour but de donner de petits secours et du « confort » au soldat belge, le seul de tous les soldats de cette guerre qui soit privé de communication avec sa famille.

Les Colonies scolaires des enfants de l'Yser dont je m'occupe personnellement et qui est une œuvre de haute portée patriotique. Ravir les enfants de la partie non occupée de la Belgique aux bombardements, à l'oisiveté, au contact des troupes, dans cette vue de les placer dans des établissements créés en France pour eux, où ils reçoivent l'instruction, le vivre, le vêtement, tel est le but poursuivi. Actuellement, plus de 4.000 enfants ont été recueillis autour de Paris et en Normandie, dans près de trente colonies scolaires.

L'œuvre des Bibliothèques roulantes.

Il est bien entendu, d'autre part, que les Belges des territoires occupés sont tout particulièrement l'objet de notre sollicitude, mais vous comprendrez les raisons pour lesquelles il n'est pas possible d'en faire actuellement état.

Vous pourrez, je l'espère, tirer parti de ces renseignements forcément sommaires, mais que je serai toujours heureux de pouvoir compléter sur votre demande, en quelque point particulier.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller, l'expression des sentiments de ma considération très distinguée.

Le ministre,
BERRYER.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 22 — 1er ET 2e SEM. 53e ANNÉE 13-20 NOVEMBRE 1915

LA GUERRE

Chaque fois qu'un journaliste m'a interrogé sur la durée probable de la guerre, je me suis montré pessimiste. J'ai cru, en effet, dès le début des hostilités, que cette guerre serait longue, très longue. Il y a quelques mois, j'ai dit que la paix ne serait pas conclue avant l'année 1917. Maintenant il y a des moments où je crois m'être trompé et où la fin du conflit m'apparaît plus lointaine encore.

Ce que je craignais le plus, en 1914, c'était que la guerre ne durât que quelques semaines ou quelques mois ; car pareille chose n'eût pu résulter que du triomphe des empires centraux et de l'écrasement des Alliés. Au contraire plus je vois la guerre se prolonger et son terme se perdre dans les brumes de l'avenir, plus j'ai confiance dans le succès final.

On est forcément attristé en pensant aux sacrifices qu'ont déjà faits et que devront encore faire jusqu'à l'heure de la victoire les peuples défenseurs du Droit. Mais la réalité est toujours cruelle, et la tranquillité future s'achète au prix des luttes et des misères de l'heure présente. Ceux qui désiraient la guerre, avaient consacré de longues années à la préparer en silence. Ceux qui aimaient la paix, s'étaient endormis dans une imprévoyance confiante, jusqu'au jour où ils furent surpris par l'agression d'une armée perfectionnée méthodiquement. Dans leur premier élan les empires centraux avaient donné tout ce dont ils étaient capables. Une fois ce premier effort brisé, leur force d'impulsion devait fatalement décroître jusqu'au jour de l'anaéntissement. Dans ce jeu qu'est la guerre, les joueurs impériaux jouèrent dès le début leur va-tout. Et cependant ils perdirent la partie. Leurs rivaux, une fois remis de la première surprise, se mirent à jouer prudemment, raisonnablement, sans rien laisser au hasard. Car ils savent que le triomphe final leur appartient. Plus la partie se prolonge, plus les chances de succès augmentent pour eux. Le temps est le facteur principal de la victoire finale des alliés. Voilà pourquoi, à mon avis, la guerre sera longue, voilà pourquoi elle *doit* être longue.

Il est cruel de dire pareille chose ; mais c'est malheureusement la triste vérité, et dans les grandes crises de l'histoire, les événements obéissent aux lois mystérieuses du destin, sans avoir égard aux intérêts des particuliers.

*
* *

« Mais il ne nous restera pas d'hommes pour combattre », s'écrient beaucoup de gens, effrayés, quand ils envisagent la longue durée possible de la guerre.

Non : il y aura toujours des hommes pour continuer la lutte. Celle-ci pourrait se terminer faute de combattants, si les pertes n'étaient que d'un côté. Mais les deux camps sont également éprouvés par les ravages de la guerre. Le nombre des combattants diminuera, rien de plus. Les armées qui comptaient des millions d'hommes au début de la guerre, se réduiront à quelques centaines de milliers de soldats ; mais comme la diminution se

sera produite de part et d'autre, le combat pourra continuer dans les mêmes conditions qu'au début, avec cette seule différence que les fronts seront moins étendus et les masses humaines moins profondes .

Si les pertes ne sont pas égales, le désavantage sera pour nos ennemis. Une offensive coûte que coûte, souvent aveugle et irréfléchie, une tactique brutale et prodigue d'hommes, commandant des attaques en rangs serrés ,sont cause que les effets du carnage sont plus terribles dans les troupes impériales que dans les armées de la Liberté. La différence de population entre l'Allemagne et la France est compensée par cette disproportion des pertes. En outre, la Russie est un réservoir inépuisable d'hommes, et l'Angleterre a, en Amérique, en Asie et en Océanie, des colonies d'où elle peut tirer des combattants.

Oui, il y aura toujours des hommes. Ce qui manquera, ce sont des militaires de profession, des militaires d'avant la guerre, et c'est là une infériorité pour l'ennemi. De la terrible armée allemande des temps de paix, formidable machine de combat, polie, articulée et graissée avec un soin jaloux, que reste-il ? La célèbre garde impériale n'est plus, selon le mot du général Joffre, qu'une collection d'uniformes. Les cadavres de ceux qui revêtaient de droit jadis ces uniformes, pourrissent dans le sol de la France et de la Pologne.

Les chocs terribles du début de la guerre ont supprimé une grande partie de ces soldats de métier, qui constituaient le principal avantage de l'ennemi. Les troupes de réserve de la France, l'armée improvisée de l'Angleterre, et les régiments de Russie récemment multipliés, trouvent en face d'eux, à mesure que le temps avance, un ennemi qui porte le même casque à pointe, mais qui n'est plus le soldat allemand légendaire, automate endurci de la guerre.

La durée de la lutte a forcé les uns et les autres à improviser rapidement de nouvelles forces. Et quand l'heure de l'improvisation arrive, le Français qui naît soldat, qui au fond a toujours été soldat, (soldat de guerres ou soldat de révolutions) a un grand avantage sur son adversaire, car il s'adapte naturellement à sa nouvelle existence sans qu'il soit besoin pour cela de la menace, et de la crainte du châtiment, comme dans l'armée allemande.

J'ai vu de près l'armée française pendant la guerre. J'ai été dans les tranchées de Champagne et d'Argonne. L'ardeur et le courage des soldats sont choses qui ne m'ont point surpris. Le courage dans l'armée française est une qualité banale, à force d'être répandue. La bonne humeur, la gaîté des hommes au fond des tranchées boueuses, sous la pluie et le froid, semblent naturelles. Il n'est point, en effet, de situation tragique où le Français ne trouve immédiatement un mot spirituel, une plaisanterie spontanée pour se moquer de la destinée et reprendre courage.

Ce qui m'a frappé surtout, c'est la discipline de l'armée française, discipline spéciale, qu'on ne trouve dans les troupes d'aucun autre pays. Ce n'est qu'ici qu'on a pu réaliser cette idée d'une armée démocratique, bien que ces deux mots, armée et démocratie, paraissent incompatibles. L'officier et le soldat vivent fraternellement comme deux citoyens unis par un idéal commun. Le soldat obéit, parce qu'il sait que sa patrie a besoin de son obéissance ; jamais aucun de ses actes n'a pour cause la peur du châtiment. L'officier, en commandant, pense à ce que vaut la vie d'un compatriote et bien souvent il expose la sienne plutôt que celle de ses hommes. La plus franche camaraderie règne entre ceux qui ont des galons et ceux qui n'en ont pas. C'est ainsi que devaient être les armées de la première république, ces armées de citoyens que beaucoup considèrent comme une création de romanciers et d'historiens fantaisistes. J'ai vu des groupes de soldats causer familièrement avec leurs officiers. J'ai vu également les simples soldats se ranger devant l'auto d'un général dans l'attitude de rigueur assurément, mais aussi avec un sourire attendri, comme des enfants qui voient arriver un père admiré. C'est que les combattants forment une immense famille, où chacun a un rôle différent à remplir. Les uns doivent commander et les autres obéir, mais tous se sentent pareillement dominés par quelque chose de supérieur à la récompense ou au châtiment qui les fait agir, étroitement unis dans la poursuite d'un but commun.

Moi qui ai été en Allemagne et qui ai pu voir de près l'organisation féodale de la caste militaire, je songeais, tandis que j'étais dans les tranchées, au contraste frappant que présentait l'armée ennemie, cachée sous terre à quelques centaines de mètres de distance ; je songeais aux officiers, convaincus qu'ils sont d'une essence supérieure, et accoutumés pour ce motif à faire bande à part, et à recourir au brutal sergent comme intermédiaire entre eux et leurs hommes ; au troupeau armé, obéissant automatiquement, par crainte et par tradition, menacé sans cesse par le revolver du lieutenant et la crosse de son subalterne.

Le temps ne peut qu'avoir une action différente et inégale dans les deux camps. Avec le temps, l'armée démocratique gagne en cohésion et en force ; le peuple intelligent et improvisateur se

plie chaque jour davantage à sa nouvelle existence. Les citoyens se convertissent en soldats magnifiques, comme les paysans et les ouvriers de 1792 qui n'avaient jamais tenu un fusil, devinrent, après le miracle sauveur de Valmy, les premiers guerriers du monde. En revanche, les mois qui passent sans amener une victoire définitive et foudroyante, diminuent peu à peu la confiance des troupes impériales qui se croyaient sûres du triomphe. Et quand les soldats soumis à une discipline de fer, cessent d'avoir confiance en leur propre triomphe et en la supériorité de leurs maîtres, une brume épaisse obscurcit leur cerveau et ils sont incapables de trouver une pensée nouvelle dans l'abandon où les ont laissés leurs idoles déchues.

*
* *

« Mais si la guerre se prolonge, s'écrie-t-on, il n'y aura pas assez d'argent dans le monde pour permettre de la continuer ! »

Je ne suis pas de cet avis. La guerre est un mal et pour le mal on trouve toujours de l'argent. Les entreprises bienfaisantes et capables de favoriser le progrès sont celles qui ont presque toujours à lutter contre le manque d'argent.

J'ai vécu durant plusieurs années dans les républiques sud-américaines, nations jeunes et encore en formation, où les peuples de l'Europe donnent cours à leur initiative et exercent à tel point leur influence qu'on voit se refléter chez elles tous les défauts et toutes les vertus du vieux continent. Pour construire un chemin de fer qui ouvre à la civilisation une province aussi grande que l'Europe ,pour creuser des ports, pour exploiter des plaines immenses et fertiles, il est toujours difficile de trouver de l'argent. En revanche, les gouvernements trouvent toujours le plus facilement du monde les fonds nécessaires pour changer l'armement ou augmenter l'effectif de leurs armées, pour faire la guerre ou préparer des révolutions dans des pays où tous les travaux possibles seulement en temps de paix sont encore à exécuter. C'est qu'un chemin de fer, des vaisseaux marchands ou des machines agricoles, sont choses qu'il faut payer comptant, ou à des échéances fixes. En revanche les fusils, les canons, les mitrailleuses se sont vendus jusqu'à ces derniers temps avec de plus grandes facilités de paiement qu'une machine à écrire ou une machine à coudre. Bien plus, les grandes fabriques d'armes d'Europe, alarmées par la parcimonie de leurs clients, qui paraissent revenus à la raison, entretenaient dans les deux Amériques des commis-voyageurs qui allaient de république en république, disant mystérieusement aux gouvernants : « Vos voisins viennent de nous faire une commande importante. Tenez-vous sur vos gardes. » Et ensuite ils allaient trouver le voisin auquel ils avaient prêté des intentions hostiles, pour lui faire une confidence du même genre. Les conditions de paiement les plus avantageuses étaient accordées aux clients. En somme, pour les engins de guerre on réussit toujours à se procurer de l'argent. En outre, celui qui les achète, finit tôt ou tard par se battre. S'il est vainqueur, c'est le vaincu qui paie les frais ; s'il est vaincu, il paie aussi, car le vainqueur qui est client de la même maison, garantit le paiement de sa note et le force à s'acquitter. Grâce à ces facilités accordées par l'Europe aux peuples jeunes pour l'achat d'instruments de mort, certaines nations de l'Amérique latine — ce monde nouveau qui est comme une ébauche informe de l'humanité future, — ont offert un spectacle déconcertant : des vaisseaux de commerce, obligés de décharger leurs marchandises en pleine mer, faute de ports ; des chemins de fer peu nombreux et mauvais ; des villes presque dans l'état où les laissa la colonisation espagnole ; et à côté de cela, une brillante armée, instruite par des officiers allemands, commandée par des chefs nés dans le pays, mais élevés en Allemagne, des canons du modèle le plus récent, des mitrailleuses par centaines et des soldats — pauvres métis enclins par leur atavisme à aimer tout ce qui brille et tout ce qui évoque la lutte — portant le même uniforme que les guerriers du Kaiser, abritant leur peau cuivrée et leurs yeux obliques sous le casque à pointe, exhibant avec le déhanchemnet grotesque du « pas de l'oie » dans des pays où les paysans ont coutume de marcher pieds nus, des bottes énormes et enduites de graisse, faites à la mode de Berlin.

Cette conduite des peuples encore en formation ne doit point faire sourire. Elle n'est que le reflet de ce qui se passe dans la vieille et sage Europe, obligée durant de longues années, par la faute de l'Allemagne à laisser de côté toutes les dépenses nécessaires aux progrès de la civilisation pour augmenter sans trêve ses armements. Pour la guerre on a toujours trouvé de l'argent : pour continuer une guerre, l'argent ne manque jamais. C'est seulement quand la guerre se termine qu'il fait défaut.

Nous vivons à l'époque la plus critique de l'histoire. Il nous est échu d'être les acteurs ou les spectateurs du drame le plus grand qu'ait jamais connu l'humanité. Personne ne se rend bien compte de son importance. Nous n'en sommes pas encore à l'épilogue, et il nous est impossible d'exprimer

formellement notre opinion, quand nous continuons à marcher avec émotion de surprise en surprise. Nous voyons les détails, mais non l'ensemble. Quand nous arriverons au dénouement, nous nous étonnerons certainement de la sérénité relative avec laquelle nous avons assisté au spectacle que nous avions sous les yeux.

Peut-être dans cette guerre mondiale dont le terme semble reculer par instants, les changements les plus stupéfiants nous attendent-ils. Qui sait si le duel commencé à l'ouest de l'Europe n'ira pas prendre fin en Asie Mineure, dans ces contrées qui furent, il y a des milliers d'années, le théâtre d'autres tragédies immortelles ? Qui pourrait affirmer que les peuples neutres, qui contemplent en ce moment, dans les privations, — car la misère grandissante est égale pour tous, — mais sans en souffrir directement, les horreurs de la guerre, ne seront pas obligés d'intervenir dans le conflit pour défendre leur existence nationale ? De temps en temps la scène s'agrandit. De nouveaux acteurs apparaissent en armes. Un jour où l'autre, les acteurs en *congé* qui assistent au spectacle dans la coulisse, en tenue de ville, s'habilleront précipitamment, et ceindront une épée pour ne pas être surpris à l'improviste par cette improvisation tragique et interminable qui ne se lasse pas d'exiger sur la scène de nouveaux figurants.

La seule chose certaine, c'est que l'humanité sortira de ce conflit pauvre, d'une pauvreté qui fera contraste avec le gaspillage d'autrefois. Bien des années passeront avant que le travail ait pu recouvrer les centaines de milliards perdus dans la fumée des explosions meurtrières, convertis en ferraille inutile, ou employés à nourrir d'immenses masses humaines qui n'ont su que produire la mort.

Jadis, dans les guerres de courte durée, le vainqueur espérait être enrichi par les trésors presque intacts du vaincu. Aujourd'hui celui qui triomphera, restera presque aussi appauvri dans les premières années de paix, que le vaincu. Il peut nourrir l'espoir d'une compensation, mais pour cette compensation il ne devra compter que sur les ressources du vaincu, et comme, dans la guerre moderne, les pertes sont énormes et les indemnités atteignent des chiffres monstrueux, avant que le vaincu ait gagné par son travail de quoi payer celle qui lui sera imposée, il s'écoulera bien un demi-siècle. Par suite, à la fin de la guerre, durant les premières années de paix, la pauvreté générale sera la seule chose certaine et positive. Aucun peuple n'aura le privilège d'échapper à cette misère. Les états du Nouveau Monde, bien qu'ils soient éloignés du théâtre de la lutte, souffriront autant et même plus que ceux de l'Europe. Actuellement leur situation est tolérable, sans être aussi bonne que beaucoup se l'imaginent. On travaille nuit et jour dans leurs ateliers pour exécuter les commandes de guerre. Le bétail des pampas se vend à des prix très élevés. Mais tout cela ne profite qu'à quelques douzaines de privilégiés. En revanche, le peuple commence à éprouver déjà un certain malaise qui s'accentuera encore, quand la guerre touchera à sa fin.

La plupart des républiques américaines se sont développées grâce aux bras et aux capitaux des Européens. L'immigration, les hypothèques et les emprunts leur ont permis de progresser. La guerre a mis un terme à cet état de choses, et cela quand les peuples à peine adolescents en étaient encore à la période critique de leur croissance. Pendant plusieurs années, ils ne peuvent attendre de l'Europe ni bras, ni argent. Le vieux monde aura besoin de ses capitaux et de sa population décimée pour se remettre de tant de pertes et de tant de sacrifices. Les entreprises civilisatrices d'Asie et d'Afrique seront paralysées de la même manière.

La guerre de 1914 sera dans l'histoire un de ces faits qui séparent radicalement deux époques, au même titre que l'invasion des Barbares ou que la chute de Byzance.

Après cette guerre, l'humanité pendant plusieurs années, fera nécessairement pénitence ; ce sera une pénitence imposée par la nécessité de recouvrer ce qu'elle aura perdu et aussi par la pauvreté inséparable des premières années de la paix.

Il y a des gens pour croire qu'une fois le cauchemar de la guerre dissipé, l'humanité s'adonnera au plaisir et à la dissipation avec la même joie que les marins qui, après un voyage périlleux, débarquent dans un port sûr. Il en a été quelquefois ainsi. Les guerres ont été suivies de périodes de jouissance folle pendant lesquelles ceux dont la vie avait été suspendue momentanément, voulaient satisfaire d'un seul coup leurs appétits longtemps contenus. Mais la guerre actuelle est toute différentes des guerres précédentes auxquelles prenaient part quelques centaines de milliers d'hommes et où périssaient 100.000 soldats au plus. Maintenant les pertes se compteront par millions, les dépenses par centaines de milliards. Jadis seuls les soldats de profession combattaient, et le reste du pays continuait à travailler et à faire des économies. Maintenant les nations luttent en masse, et il n'est personne ni chez elles, ni même chez les neutres qui échappe aux conséquences du choc actuel.

Après la guerre, nous serons plus pauvres, plus sobres et plus simples qu'avant 1914, sinon par

goût, du moins par force. 1914! Comme nous sommes loin des six premiers mois de cette année là ! Ils semblent appartenir à un autre siècle, plutôt à une autre période de l'histoire, où l'humanité était complètement différente de ce qu'elle est maintenant. Jamais on ne vécut au milieu d'une aussi joyeuse inconscience; jamais on ne dépensa l'argent aussi légèrement. Tous les peuples paraissaient riches : le luxe et le désir de paraître étaient poussés à l'extrême. Les femmes déclaraient qu'un chapeau de mille francs était la seule coiffure digne d'une femme qui se respecte. Les grands couturiers rivalisaient à qui mieux mieux, afin d'atteindre au maximum d'extravagance et d'impudeur. La jupe féminine était une sorte de pantalon qui ne laissait ignorer aucun des plus légers détails anatomiques. Les pantalons des hommes larges, courts et retroussés du bas imitaient la jupe entravée. Les hommes se rasaient consciencieusement le visage chaque jour, et pour quelques-uns ce n'était là qu'une occasion de poudrer leurs joues. Les femmes en revanche faisaient descendre leurs cheveux sur les oreilles en forme de favoris. Les budgets des familles grossissaient plus vite encore que ceux des gouvernements. Tous avaient besoin d'être riches ou au moins de le paraître. Les grands hôtels d'origine germano-yankee remplaçaient les centres de haute culture et les palais des arts. On dansait... on dansait... on dansait... Une danse des nègres de Cuba, introduite dans l'Amérique du Sud par les marins qui transportent de la viande salée dans les Antilles et adoptée par les apaches des bouges de Montevideo et de Buenos-Ayres, conquit en quelques mois toute la terre... comme la *Marseillaise*. Ce fut l'hymne héroïque d'une humanité qui avait concentré toutes ses aspirations dans des contorsions de reins et pour qui la vivacité de l'intelligence se mesurait à l'agilité des pieds. Une musique incohérente et monotone, d'inspiration africaine, suffit à satisfaire l'idéal d'une société dont le sens artistique ne réclamait rien de plus. Elle pénétra jusque dans les cours les plus cérémonieuses, bouleversant les traditions de réserve et d'étiquette comme si c'était un chant révolutionnaire : le chant révolutionnaire de la frivolité. Le pape dut se convertir en maître de danse et prôner la furlana contre le tango, puisque tout le monde chrétien, oubliant les différences de sectes, s'unissait dans le commun désir de remuer les pieds avec autant de frénésie que les possédés du moyen-âge.

Et cela se passait il y a quatorze mois !...

Le coup de trompette des diverses mobilisations vint surprendre une humanité qui remuait les hanches et les pieds avec l'expression grave d'un mathématicien absorbé par un problème, au son d'une musique d'accordéon, étrangère à toutes les règles de la « syntaxe musicale ».

Pour la première fois fut exacte cette phrase prudhommesque : « Le monde dansait sur un volcan. »

VICENTE BLASCO IBAÑEZ.

LES OMBRES DE LA BIBLE

I. — LA THORAH.

Si on ouvre le Sacramentaire, à la consécration de l'évêque, on trouve, dans l'examen, cette demande : « Crois-tu que le Dieu unique et tout-puissant soit le seul auteur de l'Ancien comme du Nouveau Testament, de la loi, des Prophètes et des Apôtres ? »

Le Tout-Puissant, historiographe d'un petit peuple sémitique sans antiquité, et plagiaire de l'Egypte et de Chaldée, quel sujet d'étonnement !

Quand j'étais petit et qu'au jeu, je disais : *Homme ? Vole !* » par distraction, je donnais un gage. Aujourd'hui, j'entends passer des hommes volants, sans même lever la tête. L'histoire a marché, comme la science ; elle a découvert une humanité qu'on ignorait avec ses dates, ses livres. On ne peut plus attribuer à Dieu les systèmes du Nil et de l'Euphrate, pas plus que ranger les aviateurs entre Elie et Simon ou parmi les anges ou les diables.

Je me souviens d'avoir appris la date de la création de l'homme, 4138 ; et celle du Déluge, 2482. Je sais maintenant que cette dernière correspond à l'invasion Elamite en Chaldée, et je n'en suis pas plus fier ; j'admire tout autant le *Discours sur l'histoire universelle*.

L'anthropopsychisme de Jéhovah, je le supporte. Ce Créateur qui se repent d'avoir créé, qui a cru que l'homme serait sage, devant la prévarication entêtée, ne fait grâce qu'à un et à sa famille. De l'humanité primitive, Nouah, sa femme, ses fils et leurs femmes sont sauvés, avec un couple de chaque espèce animale. Que cela se passe en 2482, à l'époque de la douzième dynastie, dite thébaine, cela importe peu. Voici ce qui est grave : Elohim, qui, avant le déluge, se promenait volontiers avec Nouah, maintenant gagné par l'agréable odeur du sacrifice, offert à la sortie de la barque, va renouveler son alliance, et il la triplera avec Abram, et avec Isaac, et avec

Jacob. « Je suis l'Elohim d'Abraham, ton père, et l'Elohim d'Isaac. »

A la grande ombre de Moscké, je n'adresserai aucun reproche. Cet égrégore admirable n'envisageait que la horde qu'il avait entrepris de civiliser. Comment le rendre responsable de l'aberration des chrétiens ? Cette redoutable croyance au droit divin ne présentait aucun danger chez un peuple si petit et si éloigné de tout prosélytisme, incapable de conquête. Les Hébreux, malgré leur pacte avec le Créateur, eurent un destin misérable, ils ne sont heureux que depuis la Révolution Française et triomphants sous notre Troisième République. Ils le doivent à Hammon, OElohim autrement puissante que Jéhovah.

L'Eglise a toujours été consciente du danger qu'il y a, à lire et à interpréter librement, un livre aussi étrangement touffu que la Thorah. Sauf les onze premiers chapitres de la Genèse et la vision d'Ezechiel, il ne recèle pas de grands mystères. Mais un livre d'histoire sera toujours un mauvais livre, parce que toujours il familiarisera avec les passions et il les montrera chez les plus vénérables personnes : et cette histoire-là est sainte !

Un homme surprenant, en 610, déclare que l'ange Gabriel l'a appelé prophète de Dieu, il réunit des tribus nomades, combine la Thorah, l'Evangile, l'Avesta, et appelle Allah son OElohim.

Aucune religion n'eut une diffusion pareille : à la fin du VIIIe siècle, l'empire romain sembla se reformer sous l'étendard vert : et la civilisation occidentale arriva à deux doigts de sa perte. Mohammed avait repris et ranimé la terrible motion du peuple élu. Des ombres de la Bible un monstre dévorant sorti, s'élançait sur le monde.

Martin Luther, qu'on juge mal parce qu'on s'obstine à le considérer comme un théologien, fut surtout un patriote allemand, le plus grand sans conteste de ce pays, dont il incarne les aspirations et la haine instinctive du Midi, de ses pompes et de ses œuvres. Lui aussi a été fasciné par l'idée infernale de la race choisie : il manie le pamphlet au lieu du cimeterre, mais il sait l'art d'armer les nobles contre les clercs. Avec l'intuition du génie, il déchaîna toutes les passions du Nord, contre l'hégémonie méridionale. Il présida, sous forme d'obsession, ce Concile de Trente où le catholicisme douta de son génie et se mélissa de protestantisme.

Le luthérien mâche de la Thorah tous les soirs, comme un bétel sacré : il croit que le Saint-Esprit visite la cervelle humaine comme le spirite attend les esprits autour d'un guéridon. Ainsi il s'entête de judaïsme, et ne saurait renoncer à un verset approprié. Les contradictions entre le livre sémitique et le livre aryaque, il ne les voit pas. Pourquoi restreindrait-il le clavier de sa vaticination ? Il fait penser à ce très profond exemple des rudiments de Lhomond : *timeo hominem unius libri*. Parole singulièrement avertisseuse pour une grammaire d'enfant ! Ah ! il n'y a pas d'homme plus redoutable que celui qui n'a lu qu'un seul livre : c'est le fanatique, l'illuminé. Il jure par la barbe d'Aaron.

Jacob engendra Joseph, l'époux de Marie. Aucun texte n'a coûté aussi cher à l'humanité que les 16 versets de l'apôtre Mathieu. Par eux, Jésus n'abolit pas la loi de Moïse, il l'accomplit; et la Thorah juive fournira aux pires passions des textes sacrés. Des sanctions déconcertantes sortiront de ces pages étincelantes de beauté littéraire et plus pernicieuses qu'aucune, car l'esprit humain y trouve le masque religieux pour ses crimes, le masque théocratique pour ses plus infâmes desseins.

Il était difficile au XVIIIe siècle de brandir la Bible. Kant, du reste, avait donné la formule philosophique de la Réforme. Lessing commence à décrier l'Evangile, en le traitant de livre élémentaire. Schelling inventa l'évolution divine et Hegel découvrit la Divinité dans l'Etat ; Nietzsche enfin attaqua le sentiment chrétien et nous voyons le Wotan étatiste se ruer sur le monde. Ne nous trompons pas sur l'évolution nominale : Jéhovah, Allah, Wotan. L'Allemagne au-dessus de tout, c'est l'antique alliance d'OElohim avec Abram, Isaac et Jacob ; seulement, les nouveaux Ibrim sont au nombre de soixante et dix millions et leur temple s'appelle Essen. N'est-ce pas une ombre asphyxiante, épouvantable, qui, à travers les siècles, sort de la Thorah et offusque le soleil ?

II. — L'Evangile.

« Un homme, qui, en toute ocasion, veut se montrer vertueux doit nécessairement succomber au milieu de la foule de ceux qui ne le sont pas. » Le proférateur d'une parole si sincère, passe pour un monstre ! Acceptera-t-on mieux cette autre pensée : « Si nôtre religion exige que nous ayons de la force, c'est plutôt celle qui fait supporter les maux que celle qui porte aux grandes actions. »

Machiavel, parle au temporel, et ne songe qu'aux seules entreprises de l'intérêt immédiat. Il est de toute importance de savoir s'il a raison. On tremble, malgré soi, à regarder en face un tel théorème : tout l'idéalisme se trouve engagé. Le secrétaire, que Florence méconnut et n'employa que pour des intérims en manière de

pis-aller, est devenu le maître incontestable de politique positive. Je ne voudrais pas discréditer ce lucide esprit, si propre à démasquer l'horreur cachée des politiciens. Il croit à la puissance des influences planétaires, aux prophéties, aux prodiges. Il lui paraît probable que l'atmosphère est remplie d'intelligences compatissantes aux mortels et aussi que les poètes sont incités par un esprit divin, mais il rejette tous les dogmes, à la façon de ces spirites qui nient la présence reélle dans l'Eucharistie et croient à celle de Platon dans leur table.

L'auteur du *Prince* donne à la vertu une définition redoutable et négatrice du Verbe chrétien. Entre l'expérience représentée par le Florentin et l'idéal manifesté par Jésus, il y a antinomie, dirait un Allemand. Du nouveau Testament, quelle page plus décisive que le sermon sur la Montagne : les huit béaittudes forment huit degrés de renoncement, huit aspects d'abdication terrestre, par lesquels le divin maître est monté sur la Croix. Ouvrez le merveilleux livre du grand Gerson, que le froid Fontenelle admirait, comme le plus beau qui soit sorti de la main des hommes et supposez que la France entonne ce chœur : « Heureux sommes-nous parce qu'on nous outrage et qu'on nous persécute. Réjouissons-nous et soyons dans la jubilation, car notre récompense sera grande dans les cieux ! » Il n'y aurait plus de France comme il n'y a plus de civilisation indienne : les Allemands égorgeraient ce peuple de mystiques et l'enfer régnerait sur toute la terre. Qu'on se figure seulement Paris sans police ; et l'apache serait roi, et la rue charrierait un fleuve de boue et de sang.

Jésus est l'incarnation de la seconde personne de la Sainte Trinité : cette déclaration est nécessaire pour ajouter sans réjouir les marchands de vin : le prêtre est toujours prêtre et ne sera jamais que prêtre, il préconisera donc les vertus passives qui concourent à assurer sa puissance : obéir résume les devoirs du fidèle.

Soit ! si le commandement est lucide, compétent et droicturier. Mais le prêtre n'est pas seulement prêtre, il est homme et aucun homme ne conçoit qu'il y ait un autre idéal que le sien, une voie égale à celle qu'il suit, une excellence supérieure à celle où il prétend.

Le saint se trouve exalté bien au-dessus du héros, du génie et du grand citoyen. Qu'est-ce que le saint ? L'homme du sermon sur la Montagne, l'homme de l'*Imitation*, qui a opéré la perfection au for intérieur et dès ce monde aspire à l'autre, et y vit par anticipation de désir.

Il faudrait être plus qu'agnoste pour ne pas estimer la valeur protectrice des vestales ; et ne rien entendre au dynamisme psychique pour dédaigner la force des prières. Mais ce serait être sourd au tonnerre des aciers que de ne pas s'arrêter longuement en face de ce texte, clair comme l'expérience. « Notre religion glorifie les hommes humbles, les contemplatifs plutôt que les actifs ; elle a placé le souverain bien dans le mépris des choses humaines, tandis que la religion antique ne déifiait que des hommes pleins de gloire terrestre. La morale chrétienne livre le monde en pâture aux scélérats, qui en disposent avec sécurité, car ils voient combien l'universalité des hommes, pour gagner le paradis, pense plutôt à supporter qu'à venger les injures. »

La sainteté n'est ni la seule, ni la plus grande perfection de l'homme, surtout lorsqu'elle se borne à l'exemple d'un essor individuel. Dieu récompense ceux-là. La cité, la société, l'humanité doivent la gloire et un culte à ceux qui l'ont servie, c'est-à-dire qui ont défendu la justice, la beauté et la miséricorde.

L'action vaut plus que l'oraison ; l'œuvre que la méditation, et la charité du corps que celle de l'âme.

Sur la terre, il faut accomplir les œuvres de la terre. Il n'y a donc qu'un Dieu qui puisse triompher sur un gibet ; les hommes, même justes, doivent triompher matériellement ; c'est leur devoir.

Au séjour du salut, il y a grand'place pour les simples, aucune pour les sots. Ce sont des sots ceux qui attendent le secours du Ciel, ce sont même des impies qui croient que Josué arrêta le soleil et que les pierres de Jéricho tombèrent à la trompette. Il n'y a qu'un miracle, la Création, le reste amuse les bonnes femmes et les foules : mais la Création renferme plus de prodiges que notre imagination n'en conçoit. Pasteur et Branly, et Wagner, voilà des thaumaturges authentiques !

Un seul drame sur la terre, indéfiniment renouvelé, le faible, le méchant et le juste. Il faut nécessairement que le juste terrasse le méchant : c'est là le règne de Dieu, le reste appartient au chimérisme.

Qu'est-ce que la civilisatoin ? Un ensemble de conditions sociales où le crime devient rare parce qu'il est difficile .Le progrès ne se mesure que par l'implacabilité des répressions. Jésus-Christ est Dieu, il serait insensé de s'assimiler à lui et de l'imiter. On ne se sacre pas holocauste et messie, à volonté : toute victime n'est pas propitiatoire. Les chrétiens qu'on venait chercher

pour le tribunal révolutionnaire avaient le devoir de casser une gueule jacobine. Il faut tuer les loups et les hommes-loups, apaches ou allemands. Belle conception que celle du Droit ! Ce n'est qu'une farce, sans la maréchaussée. L'écœurante pasquinade de la Haye n'aurait pris du sérieux et de la décence que si, avant de rien phraser, elle avait montré quel glaive elle brandirait. Un droit, sans la force qui le manifeste, appartient aux thèmes littéraires.

Y a-t-il, au monde, des paroles plus fréquentes que celles du *Pater ?* Le règne de Dieu et sa volonté sont des œuvres d'épée et de police. Laissons les brumes à Méphistophélès, au méphytique adversaire, et balayons les génevoiseries de Jean-Jacques Rousseau et de l'autre citoyen helvétique, qui veut que nous combattions *sans haine* et que nous voyions dans les Boches, des frères dont il faut avoir pitié.

« Je ne deviendrai jamais enragé comme les autres, même si je voyais l'Allemagne victorieuse abuser de sa victoire. » Par une ironie singulière, le nom du preux sans pareil se lit au bas de cette trahison.

« L'Allemagne victorieuse ! l'Allemagne abusant de sa victoire ! » Ce Boche trouverait encore la haine injuste. Sa conclusion mérite d'être citée : « Si l'impérialisme allemand l'emporte, je resterai un exilé, qui n'acceptera d'autre loi que sa conscience. » L'exil de ce lauréat de l'Institut impressionne, et quel dénouement tragique, bien fait pour troubler les sphères ! Depuis le début de l'invasion, il n'accepte pas d'autre loi que celle de son inconscience, quand il écrit aux Boches : « Dites bien à ces pauvres Allemands qu'il y a des hommes en France qui n'ont pour eux que de la commisération, car, nous ne pouvons survivre à tant de tristesse qu'à force d'amour. » Ces hommes, qu'on en fasse des garde-suisse. Ils seront à leur place dans la mascarade qui veille à la porte de bronze. Pesez le danger de ce bafouillage lénitif, le poison de ce collyre moral « ...à force d'amour ! » Qu'il serait beau le baiser du Pape et de l'Antechrist, avec une sélection musicale de *Salomé*.

Contorsions obscènes de la sensibilité ! Vicieux délire d'une charité de cabanon ! Purulence du sentiment chrétien ! Profanation imbécile de la pure doctrine ! Sacrilège hypocrite ! Messe noire et nom divin à rebours. Sur la montagne où parlait Jésus, il y avait une vipère ! Elle siffle, à travers ses crochets, des mots divins et les empoisonne ! Raisonnons : L'Allemagne veut organiser l'univers, c'est-à-dire le conquérir, lui imposer sa langue, ses mœurs de pourceaux, sa pensée, cette déjection de monstre ivre ; elle veut abolir les races, les langues et le catholicisme : car le cardinal Hartman et ses collègues ne sont que des agents impériaux. Après la victoire, devons-nous renoncer à la vengeance, c'est-à-dire épargner les horreurs de l'invasion à la race qui a volé, violé et tué, par ordre, et introduit le rythme de la Terreur dans la guerre ?

Nous ne détruirons pas Nuremberg en souvenir d'Ypres : les monuments anciens et beaux appartiennent à l'humanité. Pas un crochet de galbe ne tombera sous nos coups. Mais, malgré les pleurs de crocodile de M. Rolland, je trouverais stupide que les voleurs collectifs jouissent en paix de leurs larcins et que les Français et les Belges ne reprissent pas de quoi se meubler. Ce sera encore une maigre compensation de nos pertes que d'enlever dans leur musée l'antique et l'italien, dont il n'ont jamais su s'inspirer, en leur laissant seulement leurs œuvres nationales.

Il faut être Allemand pour assassiner les civils, vieillards, femmes et enfants ; mais, quand on a vu nos villes rasées jusqu'au sol par la mitraille, il devient difficile de ne pas faire quelques ruines, éducatrices et commémoratives.

Seuls ont droit à décider ceux qui versèrent leur sang : qu'ils soient magnanimes, à leur gré. Nul n'a qualité pour le leur demander. M. Rolland, écœurant pendant l'action, deviendra dangereux après la victoire. Il plaidera *innocent*, comme on dit au Palais, et au nom du Divin Maître, il s'attribuera le sinistre rôle du lanceur de nuages évangéliques, il développera des nappes de gaz lacrymogènes ; il veut une France chrétienne, celui-là ! Il bénit la paix comme feu Pie X, et il est neutre comme Benoît XV. « A force d'amour ! » Quelle devise ! L'Agneau n'en peut avoir d'autre... pour aider aux œuvres du loup.

Si mystique que soit le lauréat de l'Institut, il n'ignore pas que tout Allemand, fût-il prince, est un espion et un agent impérial bénévole ; que l'industriel et le commerçant font les affaires de l'Allemagne, en même temps que les leurs ; que la paix ne leur sert qu'à préparer la guerre et qu'enfin, même victorieux, nous ne pourrions être généreux. La race de Kant est une race de canailles, où les valeurs morales n'existent plus, remplacées par un fanatisme étatiste sans borne, ni vergogne.

Il ne peut pas y avoir de paix véritable avec les Allemands. Ils resteront le péril vivant, cons-

tant, certain, incertain seulement quant à la date. Voilà pourquoi je dénonce en ce médiocre littérateur, un agent redoutable de corruption morale, un empoisonneur de notre énergie, un ennemi, en un mot, d'autant plus à craindre, qu'il brandit la croix et parle avec des bribes de discours divins.

Revenant à l'antinomie du Verbe et de l'expérience, je la trancherai d'un trait. Tout ce que Jésus a dit est véridique au for intérieur et individuellement : et il n'y a pas de sainteté, en dehors de ses maximes. Mais elles ne s'appliquent pas au for extérieur et au collectif social. Le devoir du héros, et même du citoyen, c'est de haïr et de férir les méchants.

Le Boudha rencontrant un tigre qui avait faim et qui cependant se détournait de lui, en sentant sa surnaturalité, lui tendit un membre et lui dit : « Mange, puisque tu souffres ! » Soit ! Chacun dispose de lui-même. Si M. Romain Rolland veut aller dans la tranchée allemande pour la ravitailler moralement, bon succès ! On ne raconte pas que le Boudha rencontrant une famille de tigres leur dit : « Voici mes frères et mes disciples, mangez-les, puisque vous avez faim. » Un berger n'offre pas ses brebis à dévorer. Le citoyen ne peut être un mystique, c'est-à-dire opposer sa sensibilité à la nécessité., et du reste, ceux même qui donnaient dans les calembredaines de l'humanitarisme, par un coup d'honnêteté, se sont dressés contre le monstre allemand.

Dans le péril, il n'y a place que pour l'action ; le chrétien et le sauveur, sans épithète.

Je crois à la vertu des prières et à celle qui émane d'un saint comme le cardinal Mercier, mais Joffre domine la situation. Son nimbe à lui, brille d'un singulier éclat. Le miracle a lieu sur le front et non au Vatican : le monde a les yeux fixés, non sur la tiare, mais sur le képi de l'homme qui pense, veille et veut pour le salut de l'humanité. Les chrétiens aujourd'hui ne sont pas ceux qui vont à la messe, ce sont ceux qui vont à la mort. Oh ! je sais que les canons de l'Eglise ne permettent pas à l'oint de tuer et que les prêtres qui combattent, ne seraient dans les règles, que si le pape avait déclaré la guerre sainte ! Et cependant, quelle guerre fut jamais aussi sacrée !

Si nos commandeurs spirituels avaient conscience de leur mandat et d'Aristote, ils sauraient qu'une bénédiction porte à son revers, fatalement, une malédiction. *Ite benedicti ! ite maledicti !* Ces deux ordres inséparables n'en forment qu'un. Il faut un rénégat, le bénédictin Dom Morin, vendu au Kaiser, comme ceux de l'abbaye de Marialaach, où il loge, pour écrire « que le pouvoir allemand, en Belgique, même s'il n'est que temporaire, n'en est pas moins *établi de Dieu* ». Voilà contre qelus agents d'abrutissement. Machiavel protestait, en disant que cette manière de voir Dieu, même dans les pires événements, prédisposait le chrétien à l'asservissement et le livrait à ses ennemis.

La charité ne consiste pas à se laisser dévorer par la Tarasque, mais à la pourfendre, Thésée tua le Minotaure ; et saint Georges, le Dragon ; et Charlotte Corday, Marat. Leur opposera-t-on le Décalogue ?

Ici s'ouvre une menaçante parenthèse. Nous avons touché de l'esprit, que les préceptes chrétiens appliqués à la cité ,au pays, à l'humanité, seraient des félonies.

Nous devons pardonner à notre ennemi personnel : cela n'est point douteux. Nous ne pouvons pas pardonner à l'ennemi de notre collectivité : cela semble évident. Dès lors, celui qui pardonne et incite à pardonner l'injure de la cité, de la race, doit être banni, pour le moins. Il déchire le pacte de solidarité ; il se déclare paria, lui-même.

Un homme de loi amical vous dira toujours : « Ne plaidez pas », et si l'affaire est engagée : « Transigez. » Quand votre pays est envahi, dévasté, et que vous perdez votre sang, celui qui va, criant : « *Beati pacifici !* » est un sinistre farceur, et un agent de l'ennemi, un traître.

Ce rêve que Dieu communiqua à la terre, l'amour du prochain, on l'invoque pour amollir les courages et assurer l'impunité aux brigands.

L'ombre évoquée de Machiavel ricane devant une telle hypocrisie ! Nous n'arrivons pas à supporter nos proches, à aimer constamment et noblement même la Bien-Aimée, et on nous rabâche qu'il faut aimer le prochain comme nous-même ! Quelle comédie ! *Non abominabéris Œgyptum.* C'est à peu près tout ce dont nous sommes capables. Et encore ! Ne pas abominer le prochain ?

De la courtoisie, de la politesse, sans aller jusqu'à la bienveillance, où en trouverez-vous, bonnes gens ? Et quand vous n'obtenez pas même la grimace de la civilité entre citoyens, voisins, collègues, vous parlez d'aimer le prochain, comme d'une obligation !

Le sang, la langue, les mœurs, les idées, le destin, une partie des intérêts même, sont communs : et nous nous détestons ! Qu'importe, il faut aimer le Boche, comme soi-même, selon

l'Évangile suisse ; il faut voir en lui un frère qu'on est forcé d'abattre, un *frère qui se trompe*. Vraiment, cette définition aurait du succès sur le front. Qu'est-ce qu'un Boche ? un frère qui se trompe. La ruine de Reims, de Soissons, d'Ypres, de Malines ! Erreurs fraternellelles ! Le Hohenzollern, le grand frère, n'est-il pas le plus à plaindre, puisque son erreur a causé celle de tout un peuple ?

J'y songe : l'exercice de l'amour du prochain ne paraîtra jamais mieux que s'il s'exerce au profit du pire ennemi. Aimons donc le Kaiser ou Faffner, comme nous-mêmes !

Ce sera l'apogée du mysticisme ! S'il était une hiérarchie parmi les agneaux, nous destinerions un nimbe à celui qui pense avec attendrissement à la gueule du loup, de ce pauvre loup ! Car il ne faut pas plaindre les victimes qui vont au ciel, mais les bourreaux qui iront en enfer.

Un prêtre, qui avait l'âme plus grande que M. Rolland, estimait que la Rédemption n'aurait tout son effet qu'au jour où Judas reposerait à la place de Jean, sur le sein de Jésus. La succession d'ideés qui aboutit à cette démence, ne quitte pas le plan plus élevé : ce prêtre devint fou.

Oui, la Bible projette des ombres redoutables, des ombres proportionnelles à sa lumière, géantes : *obscuridio solis pessima*.

L'idée d'un peuple élu, d'une race choisie et bien-aimée du Créateur, est le thème que fuguent actuellement les instruments d'Essen, de l'Yser au Bosphore.

L'idée de charité appliquée aux scélérats, et l'idéal de la perfection individuelle proposée au collectif, aboutiraient fatalement à l'esclavage des catholiques dans le monde et au règne des apaches dans la cité.

Reprenons le propos machiavélique :

La force que nous devons avoir à cette heure est plutôt celle qui porte aux grandes actions que celle qui fait supporter les maux.

La vertu, aujourd'hui ne s'appelle ni piété, ni sobriété, ni obéissance ; la vertu n'est plus au sanctuaire, ou plutôt le sanctuaire est au front. La vertu n'a plus qu'un nom : *la Victoire*.

PÉLADAN.

LE GERMANISME DE GOBINEAU

La destinée de Gobineau est une des plus étranges et des plus déconcertantes. Il appartenait à ce groupe d'écrivains indépendants et frondeurs qui heurtent délibérément les idées courantes et vivent en marge de leur époque. Fort apprécié à Paris d'une élite, qu'il charmait surtout par son merveilleux talent de causeur mais qu'il choquait souvent par ses idées, il était totalement ignoré du grand public, en France, lorsqu'il mourut subitement en 1882 à l'âge de 66 ans. Peu de temps après, on s'aperçut qu'il avait de fervents admirateurs et même des fanatiques à l'étranger. L'enthousiasme de Richard Wagner l'avait rendu célèbre en Allemagne. Il y comptait de nombreux disciples. Sans le nommer dans ses écrits, Nietzsche s'en était visiblement inspiré, si bien que d'aucuns se demandèrent, non sans raison, si Gobineau n'avait pas donné à l'auteur de *Zarathoustra*, l'impulsion première pour son *surhomme* (1). Aussitôt les curieux se mirent à le lire et les anciens amis à s'en ressouvenir. Un certain nombre d'écrivains de marque, comme Paul Bourget, André Hallays, Ernest Seillière, Remy de Gourmont, Albert Sorel lui rendirent justice. Et, comme le snobisme se mêle de tout et qu'une étiquette nouvelle confère toujours un semblant d'originalité à ceux qui l'affichent, on entendit alors un certain nombre de gens se dirent *gobinistes* sans trop savoir de quoi ils parlaient. La renommée de Gobineau semblait donc assurée chez nous. Mais la guerre monstrueuse, qui bouleverse en ce moment l'Europe, a eu pour effet de déplacer tous les points de vue et de changer toutes les valeurs. Ni les choses, ni les hommes, ni les idées n'apparaissent plus sous le même jour. Gobineau, ayant fait profession dans plusieurs de ses livres d'une admiration immodérée et vraiment paradoxale pour la race germanique, est accusé aujourd'hui d'être l'un des auteurs du pangermanisme et de la barbarie teutonne. Pour certains écrivains, plus cocardiers que patriotes, qui cherchent des boucs émissaires à nos aveuglements et à nos ignorances d'autrefois, il est devenu une sorte de tête de Turc sur laquelle on frappe à coups redoublés. A les entendre, ce serait « un indécrottable parvenu, un terrible raté et un piteux écrivain. » Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela ? Au lieu d'envenimer le débat, il nous semble plus intéressant et plus utile de nous demander quelles furent les origines et les

(1) M. Robert Dreyfus, dans son très intéressant livre : *La vie et les prophéties du comte de Gobineau*.

raisons profondes du germanisme de Gobineau, en jetant un coup d'œil sur sa psychologie et son développement intime. Ce serait une occasion de faire le départ de ce qu'il y a dans son œuvre de vrai et de faux, de durable et de caduc, de génial et de pernicieux. De cette méditation se dégagera peut-être une leçon sur ce que doit être désormais le patriotisme éclairé et le nationalisme intelligent des vrais Français.

*
* *

Le comte Arthur de Gobineau descendait d'une vieille famille légitimiste, gens d'épée, de robe et de négoce, qui possédaient un manoir en Gascogne, au bourg d'Izon, près de Libourne. Cette famille était une branche latérale de la famille des Gournay émigrée au xve siècle de Normandie en pays bordelais. Soit dit en passant, cette circonstance permit plus tard au gentilhomme mégalomane de faire remonter son arbre généalogique jusqu'au pirate norvégien Ottar Iarl. C'était, à ses yeux, son plus beau titre de noblesse. Le livre où il tenta cette démonstration fantaisiste, par un tour de force d'érudition subtile et périlleuse, est certainement un des plus hasardeux qu'il ait écrits (1). Mais il est aussi curieux qu'instructif, tant au point de vue historique général qu'au point de vue de la psychologie de l'auteur. Quoiqu'il en soit de cette généalogie scandinave, le sang qui coulait dans ses veines tenait à la fois de la Normandie et de la Gascogne. Il unissait un caractère obstiné à un esprit pétillant, parfois légèrement mystificateur, et son fond de jovialité imperturbable triompha toujours de ses perpétuels échecs et du plus sombre pessimisme. Son père, Louis de Gobineau suivit à Gand le comte d'Artois et rentra en France avec Louis XVIII, qui le fit capitaine de la garde royale. Arthur, l'aîné de la famille, naquit à Ville-d'Avray en 1816. Il grandit dans un milieu royaliste et dévôt, où, cependant, on était assez libre d'esprit, puisque le père, nous dit le fils, croyait à Charles X comme à un saint et à Voltaire comme au diable — et les admirait également. Tous ceux qui connurent alors le jeune Arthur remarquèrent chez lui trois traits distinctifs : une extraordinaire fierté de caractère, une absolue indépendance d'esprit et une ardente fantaisie de couleur orientale. Avec cela une vive intelligence et une facilité surprenante pour apprendre toutes les langues. Une de ses amies d'enfance s'exprime ainsi sur lui : « Il était déjà un Amadis aux idées chevaleresques et une âme héroïque rêvant aux plus grandes et aux nobles choses. C'était un grand jeune homme à la fois grave et naïf : Il se disait musulman, prêt à faire le voyage de la Mecque. Il nous racontait des histoires merveilleuses et nous forçait de nous asseoir à la façon orientale. » Notons, dès à présent, que l'individualité de Gobineau se compose de deux personnages distincts, quelque fois confondus l'un dans l'autre, mais plus souvent séparés, parlant et agissant chacun pour son compte : un hobereau d'une grande ambition et un charmant conteur arabe. Le premier ne lui a guère joué que de mauvais tours ; c'est le père de toutes ses théories abracadabrantes. Le second le servit admirablement lorsqu'il se tint dans le domaine de l'imagination pure. Il lui doit ses meilleures pages et son plus beau livre : *La Renaissance*.

A douze ans, on lui donna pour précepteur un étudiant allemand d'Iéna, qui lui inspira le goût de la science germanique, des langues orientales et des *Mille et une Nuits*. Les contes de Scheherazade restèrent son livre de chevet. Ainsi de bonne heure il se grisa de science copieuse et de cette imagination orientale, riche mais illimitée, qui n'a pas les contours précis du génie gréco-latin. Les accidents de sa vie ne firent qu'accentuer son goût pour l'Allemagne. Le ménage paternel n'était rien moins qu'heureux. M. Schemann, l'enthousiaste biographe de Gobineau, qui s'efforce de voir tout en beau chez son idole et ses ancêtres, se risque cependant à dire que la mère de Gobineau fut tout uniment « une Carmen ». On comprend dès lors qu'il y eut brouille et séparation. Jusqu'à quinze ans, Gobineau continua ses études en Suisse, à Bienne, d'où sa mère l'emmena pour plusieurs mois chez des amis qui habitaient un vieux château dans le pays de Bade. Dans ce vaste burg, aux murs délabrés, aux tours massives et aux douves profondes, entouré des hautes sapinières de la Forêt-Noire, le jeune Gobineau se fit sans doute un tableau singulièrement idéalisé de la vie féodale. Il se crut un jeune seigneur du temps de Barberousse s'apprêtant à partir pour la conquête de Rome. Survint la révolution de 1830. Cet événement bouleversait toutes les espérances de la famille. Le père légitimiste, ne voulant pas se rallier à la monarchie de juillet, se retira en Bretagne, à Redon, et rappela son fils auprès de lui. La seule carrière ouverte à un noble resté fidèle à la branche aînée était la carrière militaire. Mais Gobineau avait une égale horreur pour la vie de garnison et pour les mathématiques. Il rêvait déjà d'un voyage en Orient et obtint de

(1) *Histoire d'Ottar Iarl, pirate norvégien, conquérant du pays de Bray, en Normandie et de sa descendance.* Paris. Didier, 1879.

son père d'étudier le persan et le sanscrit. On lui permit de se rendre à Paris, où son oncle Thibaut-Joseph fut chargé de l'héberger. Ce vieux célibataire, riche mais aigri et maussade, véritable conspirateur en chambre, ne songeait qu'à la duchesse de Berry et au retour des Bourbons. Il accueillit son neveu toqué de science en grinchant, lui donna une chambre, le remit au soin d'un valet, puis lui tourna le dos sans lui adresser jamais une parole. Au bout de trois semaines de ce régime, le jeune savant alla trouver son oncle et lui déclara avec indignation que, s'il continuait à le traiter de cette manière, il se brûlerait la cervelle. A ce trait de fierté, le vieil oncle, grognon mais bonhomme au fond, reconnut que ce joli garçon n'avait rien d'un pédant et qu'il était bien de sa race. Il l'embrassa et le traita comme un fils à partir de ce jour. Le bon oncle mit le comble à sa bonne grâce en faisant de son neveu son héritier et en mourant peu après. Cet heureux épisode donna au jeune Gobineau quatorze ans d'indépendance et de libres études à Paris. C'est pendant cette période que se forma son caractère et que ses idées fondamentales se cristallisèrent.

Le voilà travaillant dix à quinze heures par jour. En même temps, il va dans le monde, où son élégance aristocratique et sa conversation brillante lui valent une réputation précoce. Il s'instruit sur la politique du jour dans les familles de Rémusat et de Serre, mais son goût pour l'art l'attire aussi chez les peintres Ary et Henri Scheffer. Bûcheur infatigable, écrivain d'une facilité dangereuse, il se montre dès lors ondoyant et divers, exubérant et multiple, comme il sera toute sa vie. Plongé jusqu'au cou dans la philologie et les langues orientales, il n'en trouve pas moins le temps d'écrire plusieurs romans historiques. Dans ses moments perdus, il dessine et il sculpte, non sans talent, car il est artiste jusqu'au bout des ongles. Dans le monde il est ironique et hautain, à moins qu'il n'allume les feux d'artifice de ses paradoxes. Mais ,sous sa froideur apparente, couve un volcan. Les fragments de lettres de ces quinze années, publiées par son biographe Schemann, donnent une vive idée du bouillonnement intérieur de son âme altière. Ce qui le travaille c'est moins la soif de la vérité ou le feu de l'enthousiasme qu'une ambition dévorante. Il déclare, il est vrai, qu'il estime par-dessus tout « une immense indépendance, seul bien qui vaille quelque chose en ce monde » mais il ajoute : « J'ai pris pour devise : *réussir ou mourir*. Ma volonté n'est pas si peu de chose, et lorsque j'ai résolu, çà est. » (1836). Il n'était pas homme à se contenter, comme Stendhal, de dix lecteurs intelligents et à n'attendre justice que de la postérité. A vingt ans, il voulait la gloire éclatante et immédiate. Il s'aperçut vite qu'elle n'était pas si facile à décrocher. Cinq ans plus tard, il a eu quelques petits succès et dit : « Malgré tous les pronostics, malgré les plus fâcheux augures, j'ai enfin mis le pied dans l'étrier et je ne doute pas que le cheval ne m'emporte, mais je ne sais pas où. J'aurai certainement encore bien des déboires à avaler, bien des chutes à subir, bien des injures à ne pas oublier, mais ils ne seront pas plus amers que le passé et je justifierai la devise que je compte ajouter à nos armes pour en faire la loi de ma famille : *Malgré tout !* » (1841). Il était devenu rédacteur de la *Quotidienne* et voilà ce qu'il dit de son nouveau métier de journaliste : « Gentilhomme je me serai fait condottiere ; mon épée brisée par l'époque aura été remplacée par une plume... Tout en préférant la droite, je ne méprise pas la gauche... Vrai et pur condottiere et ne voulant être que cela, je choisirai celui qui me donnera le plus d'avantages et le servirai fidèlement le temps de mon enrôlement. » Quoiqu'il défende la religion catholique comme une indispensable force sociale, il est peu croyant : « Je suis en opposition avec tous ces gens qui font du catholicisme avec du raisonnement et du sentiment avec de la blague. » En somme, il n'a qu'une seule foi : « Je crois en moi-même, s'écrie-t-il. J'ai dans la tête et au cœur quelque chose qui me dit : Oui ! ma foi! en avant! »

Cependant il n'avançait guère. Ses deux romans historiques : *L'Abbaye de Typhaine* et *Jean Chouan*, œuvres médiocres de débutant, n'eurent aucun succès. Le jeune gentilhomme, qui de son propre aveu s'était fait condottiere de la littérature, en conçut une amertume secrète et un profond ressentiment. D'ailleurs, autour de lui, l'horizon s'assombrissait. Sous le flot montant de la démocratie, il voyait à jamais débordé son orgueilleux rêve féodal. La révolution de 1830 avait été une victoire de la bourgeoisie sur la noblesse ; celle de 1848 fut une victoire, au moins temporaire, du peuple sur la bourgeoisie. Pour Gobineau cet événement n'était pas autre chose que « le triomphe de la basse et féroce population métisse des grandes villes. » La porte de la politique active se fermait pour lui ; par une chance inespérée, celle de la diplomatie s'ouvrit toute grande. M. de Tocqueville, devenu ministre du prince Président, Louis Napoléon, fit entrer le comte de Gobineau dans son ministère et l'envoya peu après comme secrétaire de légation à Berne, d'où il passa à la cour de Hanovre avec mission de suivre les débats de la diète de Francfort. La diplomatie n'était pour lui qu'un accessoire, mais elle lui offrait la

perspective des longs voyages et l'espérance de voir l'Orient. En attendant, il écrivit en Suisse et en Allemagne (1849-53) son grand livre l'*Essai sur l'inégalité des races humaines*, principe de toute son œuvre et fondement de sa philosophie. Livre étrange, à la fois attirant et irritant par son mélange d'érudition chaotique et de fantaisie audacieuse, de pessimisme noir et d'orgueil triomphant, de vues géniales et d'impertinents paradoxes. On a l'impression d'être emporté à travers les plaines et les montagnes de l'Asie sur les ailes d'un mauvais génie des *Mille et une Nuits*. Il vous fait voir des palais merveilleux, des villes fantastiques, d'immenses panoramas. Mais, au bout de chaque étape, il vous montre une fondrière pleine de boue et de tous les détritus imaginables et vous dit : « Tu vois, mon ami, c'est dans un trou semblable, mais pire encore, que finira l'humanité ». On proteste ; mais le mauvais génie, Ahrimane en personne, dirait-on, répond avec un sourire sardonique : « Ne t'ai-je pas fait voir de belles choses? Il faut bien payer ton voyage. Eh bien, ta mine déconfite me suffit. Je suis payé. » Malgré tout, un livre aussi considérable, plein d'évocations hardies et de vues pénétrantes, exigerait une critique historique et philosophique détaillée (1). Tel n'est point notre dessein. Je ne voudrais que donner un aperçu de ses idées, mères et montrer comment ce livre fut une revanche violente et désespérée du gentilhomme déçu contre son siècle.

*
* *

Commençons par définir l'idée capitale de l'*Essai sur l'Inégalité des races humaines*, idée qui devint le fil conducteur de sa pensée et qui ne cessa de le hanter, sauf aux périodes de répit où il eut le bonheur de l'oublier dans le rêve poétique. La question des races est pour lui non seulement un élément essentiel mais encore l'unique facteur important de l'histoire. Dans la nature diverse des grandes races et dans leurs croisements multiples, il voit la cause déterminante et absolument fatale des transformations successives de l'humanité. Prospérité et misère des peuples, grandeur et décadence de leur culture, avènement et chute des civilisations qui, l'une après l'autre ont dominé le monde, tout vient de cette cause première et tyrannique : la nature de la race, le dosage de ses éléments ethniques. Gobineau formule ainsi son idée mère : « l'ethnologie est la racine et la vie même de l'histoire. » Disons tout de suite que cette définition révèle le point de vue exclusif et le sophisme radical de la thèse gobinienne. L'ethnologie est en effet *la racine* de l'histoire, mais *sa vie* est déterminée par les forces intellectuelles et spirituelles qui viennnt animer l'humanité et *modifier les races*. C'est l'âme qui sculpte le corps et non le corps qui sculpte l'âme. Gobineau a pris l'homme primitif, moule et substance de l'histoire pour sa force évolutive et plastique. On prévoit d'avance les conclusions fâcheuses auxquelles cette idée fausse a dû le conduire. Mais poursuivons l'exposé de sa doctrine.

Après avoir écarté la question de l'origine de l'humanité, insoluble selon les méthodes actuelles de la science, Gobineau définit les trois grandes races qui couvrent aujourd'hui le globe : la noire, la jaune et la blanche. Il n'a pas de peine à établir leur profonde inégalité. Les caractères de ces trois familles humaines si dissemblables, sont tracés avec perspicacité et un relief saisissant. C'est la meilleure partie de l'ouvrage, base majestueuse sur laquelle l'aristocrate pessimiste élèvera son fragile édifice. Citons, en les résumant, les passages essentiels. « La race noire a le caractère d'animalité imprimé sur son large bassin, son crâne fuyant et sa face prognathe. Ses facultés pensantes sont médiocres ou nulles, par contre elle possède, avec un esprit changeant, une extrême puissance de sensation et une volonté souvent terrible. — La race jaune est l'opposé de la noire ; le crâne porté en avant, le facies triangulaire ; au moral, une volonté obstinée et calme, un grand sens pratique. Peuple puissamment positif, mais sans idéalisme. — Quant aux blancs, la race supérieure, ce qui les distingue, c'est la beauté physique, la puissance intellectuelle, l'énergie réfléchie, la persévérance, l'instinct de l'ordre, un goût passionné de la liberté même extrême — enfin un sens unique qui fait défaut aux autres, le sens de l'*honneur*, la notion civilisatrice par excellence. » Dès les temps préhistoriques, ces trois races se mêlèrent par les migrations et les conquêtes, et ces premiers croisements furent féconds en beaux résultats. Car, pour créer la civilisation, la race blanche, élite directrice de l'humanité, a eu besoin de mêler son sang avec celui des deux autres. La jaune, par son sens pratique, lui apporta l'aptitude à la mécanique et à l'industrie ; la noire, par sa sensibilité plus riche, le goût des arts plastiques et de la musique. Mais, pour que la civilisation existe, il faut toujours que la race blanche, dont le groupe supérieur est le groupe arian, prédomine dans le mélange ethnique, lui imprime son sceau et y fasse triompher ses facultés intellectuelles et ordonnatrices. Ainsi « l'histoire hu-

(1) Elle a été faite dans l'excellent livre de M. Ernest Seillière. *Gobineau et l'Arianisme impérialiste.*

maine est semblable à une toile immense. Les deux variétés inférieures de notre espèce, la race noire et la race jaune, sont le fond grossier, le coton et la laine que les familles secondaires de la race blanche assouplissent en y mêlant leur soie, tandis que le groupe arian, faisant circuler ses filets plus minces à travers les générations ennoblies, applique à leur surface, en éblouissant chef-d'œuvres, ses arabesques d'or et d'argent. » La pureté relative de la race est pour Gobineau le signe de la noblesse humaine. Mais la race blanche, ayant été dès l'origine en petit nombre, elle se noie peu à peu dans les autres et l'humanité marche par le métissage grandissant des sous-races à une infaillible dégradation.

Tel le système de Gobineau, qui renferme une part de vérité quant aux caractères dominants des races humaines, à certains effets des croisements et au danger des mélanges excessifs. Mais ses déductions reposent sur un fouillis d'hypothèses et sur la plus arbitraire manipulation des données historiques. L'absolutisme étroit et le fatalisme insolent de la thèse révoltent l'esprit de prime abord. Le concept même de la race est anti-scientifique et anti-philosophique chez Gobineau. Il pose sa trinité de races comme un fait primordial et absolu. Or les races ne sont pas des faits immuables, des quantité fixes ; ce sont des forces en évolution, mues par toutes sortes de facteurs physiques et moraux. Il y a, entre elles, cela est visible, des différences énormes. Il en est qui avancent et d'autres qui reculent. Leur état actuel est le résultat d'évolutions antérieures de notre espèce qui remontent sans doute à des millions d'années. Ce dont Gobineau se refuse à tenir compte, ce sont justement les deux leviers essentiels qui les font mouvoir : la liberté individuelle dont les mouvements imperceptibles impriment leur poussée à la masse et l'action des grands génies, des conducteurs inspirés de peuples, qui révèlent à ces masses leur idéal en leur imposant leurs cadres. Ces lacunes prodigieuses constituent le vice radical de l'œuvre, qui, loin d'être de la solide et sévère histoire, tourne en gageure et en pamphlet. Reconnaissons cependant que le tableau brossé par Gobineau des civilisations primitives, indienne, persane, égyptienne, chaldéenne, ne manque pas d'une certaine grandeur massive et imposante. C'est qu'ici l'homme qu'il est ou qu'il croit être, l'Arian, le maître, le dominateur est à son aise et dans son élément. Il ne rencontre que des masses amorphes sans puissantes individualités. Il leur pardonne d'être inférieures parce qu'il peut les fouailler, les manier, les triturer à son aise. Il traverse l'histoire de l'Asie en souverain, comme un Tamerlan.

Tout change d'aspect quand il en vient à la civilisation gréco-latine et à l'ère chrétienne. Ici les facteurs moraux de l'histoire, la pensée, la volonté, le sentiment individuels prennent une importance capitale dont ne se doutèrent point les civilisations asiatiques et africaines. Par là se prépare une plus forte infusion de l'élément spirituel dans le monde. Les peuples qui vont concourir à cette nouvelle civilisation se groupent autour de la Méditerranée, et deux grands faits dominent les combats, les mélanges, les révolutions et les métamorphoses des nations pendant deux mille ans. C'est, d'une part, l'avènement du christianisme, de l'autre, la lutte entre la civilisation gréco-latine et les races germaniques, justement appelées barbares par les peuples du midi, à cause de leur culture rudimentaire et de leurs mœurs grossières. Ces peuples, il est vrai, portent avec eux la vigueur physique, le courage et un sang nouveau. Pendant quatre siècles, ils vont envahir, saccager et conquérir l'Europe. De là un renouvellement de l'histoire. Mais, notons bien ceci, le degré de civilisation de ces peuples nouveaux viendra de deux choses : 1° de la force avec laquelle ils sauront s'assimiler la tradition gréco-latine, qui est elle-même une cristallisation des civilisations précédentes, tradition à qui nous devons ces créations exquises, éternelles, les arts, les sciences, la philosophie raisonnée ; 2° de la puissance avec laquelle ces peuples sauront s'assimiler l'évangile du Christ, qui n'est pas seulement une parole d'amour, mais une spiritualisation de la vie entière, une lumière se réfétant dans toutes les âmes, comme le soleil dans les gouttes innombrables de la rosée et capable par là de transmuer toutes les valeurs sociales.

Quelle sera l'attitude de notre hobereau aigri, mais non moins belliqueux, devant ces deux phénomènes essentiels de l'humanité moderne? Tout en se disant chrétien, Gobineau ne tient pas le moindre compte du christianisme. Selon lui, c'est une religion bonne tout au plus pour l'autre monde, mais qui n'a aucune influence sur la destinée des peuples. Quant à la lutte entre la civilisation gréco-latine et les Germains, il se range du côté des barbares avec une parfaite désinvolture, sous prétexte qu'ils renferment la dernière phalange à peu près pure des Arians. Des Grecs et des Romains, contaminés par les autres races, viennent tous les vices et tous les maux ; des Germains toutes les vertus et tout le bien. Enferré dans son système, il ne veut voir dans les Italiotes qu'une marquetterie de Celtes, d'Ibères et de Phéniciens mélangés à quelques loques d'Arians. Lui, qui avait accordé un rôle fort honorable aux races sémitiques d'Asie, ne voit plus dans leurs descendants

dégénérés que la source impure qui empoisonne tout le bassin méditerranéen. Converti par ses chers Germains à leurs rancunes et à leurs colères, l'aristocrate anarchiste va jusqu'à maudire la cité antique, ce moule incomparable des arts et de la beauté. N'est-ce pas elle qui, sous l'influence sémitique, y inventa « la soumission avilissante à ces deux monstres la *Patrie* et la *Loi* ? » On n'est pas pour rien le descendant d'Ottar Iarl, pirate norvégien. C'est du pays des Vikings, de cette Scandinavie appelée une matrice des nations par le chroniqueur Iornandès qu'est venu le salut du monde. Et voici maintenant que, dans une extase d'admiration, l'historien halluciné prête au barbare ivre du sac de Rome la majesté de son Arian idéal. Pieusement et tendrement il le drape de la splendeur et de la grâce des héros légendaires de l'Inde et de la Perse.

« En face de cet être méprisable (le Romain du ve siècle) qu'était-ce que ce barbare ? Un homme à blonde chevelure, au teint blanc et rosé, large d'épaules, grand de stature, vigoureux comme Alcide, téméraire comme Thésée, adroit, souple, ne craignant rien au monde, et la mort moins que le reste. Ce Léviathan possédait sur toutes choses des idées justes ou fausses, mais raisonnées, intelligentes et qui demandaient à s'étendre. Il s'était, dans sa nationalité, nourri l'esprit des sucs d'une religion sévère et raffinée (?), d'une politique sagace, d'une histoire glorieuse... Quand le Romain vaniteux et misérable opposait sa fourberie à l'astuce rivale du barbare, qui décidait la victoire ? Le poing du second. Tombant comme une masse de fer sur le crâne du pauvre neveu de Rémus, ce poing musculeux lui apprenait de quel côté était passée la force. Et comment alors se vengeait le Romain écrasé ? Il pleurait et criait d'avance aux siècles futurs de venger la civilisation opprimée en sa personne. Pauvre vermisseau ! Il ressemblait au contemporain d'Auguste et de Virgile comme Shylock au roi Salomon. » (*Essai sur l'Inégalité des races humaines*, t. II, p. 299.)

*
* *

Après cette citation et ce qui la précède, nous sommes éclairés sur le germanisme de Gobineau. Inutile de poursuivre l'analyse de son livre, de détailler sa partialité dédaigneuse, sa violence fantasque, son injustice flagrante pour le génie celtique qu'il dénigre et ravale à plaisir pour magnifier les seuls Germains, son incompréhension totale de la race slave et de la Russie dont il pense que les jaunes ne feront qu'une bouchée, son mépris pour l'Amérique, où il ne voit que le pandémonium de tous les métissages. La dernière phrase de l'*Essai*, où il veut peindre l'abrutissement final de l'espèce humaine, tel qu'il se le figure, vaut la peine d'être citée. « Les nations... non, les troupeaux humains accablés d'une morne somnolence, vivront dès lors engourdis dans leur nullité, comme les buffles ruminants dans les flaques stagnantes des marais Pontins. »

Si maintenant l'on veut savoir la cause d'un si noir pessimisme et du germanisme outré qui l'accompagne, le procès est jugé désormais. Elle réside dans un orgueil caché, mais sans mesure ; orgueil personnel, greffé sur l'orgueil de caste et de race. Il en fait lui-même l'aveu dans l'Avant-Propos de l'*Essai* : « Je l'ai, dit-il, en quelque sorte, commencé dès mon enfance. *C'est l'expression des instincts apportés par moi en naissant.* Le milieu dans lequel je venais vivre en partie m'attirait par la sympathie la plus passionnée et la plus tendre, en partie me dégoûtait et me remplissait de haine, de mépris et d'horreur. » La tendresse passionnée était pour l'ancienne France, la haine implacable pour la nouvelle. L'*Essai* nous apparaît donc, dans sa racine profonde, comme une vengeance de l'aristocrate blessé contre sa nation et contre l'humanité entière que la révolution française a pénétrée de son esprit. Vengeance impuissante, mais peu généreuse, dont l'auteur n'a certes pas prévu toutes les conséquences. Car si d'une part son livre a pu semer le pessimisme et le découragement chez les rares snobs qui se sont coiffés de sa doctrine, il a fourni, d'autre part, des armes à nos ennemis. Les Allemands d'aujourd'hui, qui ressemblent aux Arians de Gobineau comme des soudards ivres de sang à l'Apollon du Belvédère, ne se découragent pas si facilement. Ils ne sont ni pessimistes, ni sceptiques ; ils croient à l'avenir de l'humanité, mais à un avenir où toutes les nations terrorisées se courberont sous la verge de fer de leur brutale *Kultur*. Ils n'ont donc pris dans la doctrine de Gobineau que ce qui leur convenait, je veux dire l'idée du *surhomme germain*, crême de l'humanité. C'est ainsi que, par son orgueilleuse chimère, Gobineau est devenu, sans le savoir et sans le vouloir, l'un des auteurs du pangermanisme. On l'a nommé jadis « l'Alceste du patriotisme » on peut l'appeler aujourd'hui le Coriolan français, un Coriolan purement littéraire mais Coriolan quand même. Il en a été justement puni. Sa destinée tragique fut celle des déracinés qui vont chercher à l'étranger le succès qu'ils ne trouvent pas chez eux. Son exemple peut nous servir d'avertissement et même de réconfort. Il prouve qu'on ne rompt pas impunément avec l'âme de sa patrie, car, à force de douter de la France, il a fini par désespérer de l'humanité. Voilà son pire châtiment.

Toutefois soyons justes jusqu'au bout. Si personne n'eût réussi à faire de cet alchimiste des races, de ce sabreur de peuples un patriote fran-

gais, les Allemands ne réussiront pas davantage à en faire un Boche. Ils auront beau l'encenser en cherchant chez lui des arguments contre nous, ils ne parviendront pas à faire de ce gentilhomme normand un Teuton. Il leur échappe par sa finesse. Plus d'une fois il a dû souffrir de leurs éloges lourds comme des pavés et de leurs épaisses flatteries. Sans doute que la faveur du roi de Hanovre, Georges V et l'amitié de Richard Wagner n'étaient pas choses à dédaigner, mais parmi les professeurs pangermanistes qui brandissent aujourd'hui le nom de Gobineau comme une arme, ce *fils de roi* trouverait sans doute plus d'un *drôle* et plus d'un *imbécile* (1). Quant à nous, gardons des œuvres de ce grand voyageur et de ce conteur charmant ce qu'elles ont de souvent exquis. Chaque fois qu'il oublie ses théories pour se livrer à sa fantaisie, il écrit des pages merveilleuses. De son long séjour en Perse il a rapporté des documents et des descriptions, qu'on ne trouve pas ailleurs, et ses *Nouvelles asiatiques* dont quelques-unes sont de vrais bijoux. Enfin les *Scènes historiques de la Renaissance* déroulent à nos yeux une fresque magnifique de l'Italie à sa plus belle époque. Par une heureuse contradiction, la seule fois qu'il lui fut donné d'écrire un chef-d'œuvre, l'adversaire du latinisme fut contraint malgré lui à une glorification de l'Italie, de la Grèce et de Rome.

Un jeune diplomate, qui rencontra Gobineau dans la vieille capitale latine, a dit de lui : « La conversation du comte de Gobineau est vraiment fatigante. Elle fait trop penser. » Est-il plus beau compliment ? Faire penser ! C'est là une qualité éminemment française et c'est par elle que Gobineau restera toujours des nôtres.

EDOUARD SCHURÉ.

(1) On sait que ces termes sont de Gobineau et que ces trois espèces caractérisent, selon lui, avec *les coquins*, la hiérarchie humaine.

QUELQUES DIRECTIONS MORALES ISSUES DE LA GUERRE

LE MIRAGE DE L'ÉTRANGER

Le plus souvent, les femmes ont des raisons de sentir, par conséquent d'agir — la période de délibération étant chez elles presque nulle — qui nous semblent impénétrables à nous autres, hommes... et non moins exacte doit être la réciproque, si l'on excepte la soudaineté. Il y a là des différences de physiologie, de constitution mentale, que, jusqu'ici du moins, l'acuité des plus subtils observateurs n'est pas parvenue à préciser. On constate, mais on n'explique pas. C'est le mot de Baudelaire, à la fin d'un de ses plus purs joyaux : *Les yeux des Pauvres* : — « Tant il est difficile de s'entendre, mon cher ange, et tant la pensée est incommunicable, même entre gens qui s'aiment ! » Dans l'amour seul, à l'heure du bref frisson, ces divergences essentielles peuvent sembler abolies. Pourtant, il n'y a là qu'illusion et faux semblant, car aussitôt après se dresse entre les deux sexes l'inéluctable barrière. Et ce n'est pas seulement parce que la femme « oublie trop vite l'acte auquel elle s'est prêteé », c'est parce que, en dépit du contact des épidermes, de la fusion des corps et de ces « échanges de transpiration » dont parlait le grand réaliste Bonaparte au sein du Conseil d'Etat, il subsiste des antinomies fondamentales à jamais irréductibles. Eternelle supériorité du sentiment de l'amitié sur celui de l'amour ! Le second nous est commun avec nos frères inférieurs de l'échelle animale, tandis que l'autre appartient à l'homme seul.

Il faut noter une impénétrabilité de cet ordre, une irréductibilité de cette nature, entre notre constitution mentale, à nous autres Latins, combinés avec les Celtes, et cette littérature germanique dont Tout-Paris se montra affolé durant les vingt années qui précédèrent le conflit de 1914-1915.

Je me rappelle, comme si c'était hier, une scène symbolique qui se passait voici quelque vingt-cinq ans au Théâtre-Libre d'Antoine. On donnait la répétition générale de ce fameux *Canard Sauvage* d'Ibsen qui suscita l'enthousiasme des esthètes d'alors. L'orchestre était garni d'une troupe ardente de jeunes hommes aux cheveux longs, aux vestons de velours râpés et généralement sales, qui semblaient comme l'uniforme d'un parti. Auprès d'eux étaient assises leurs compagnes, femmes aux « cheveux courts » (1), celles-là — sans doute pour démentir l'aphorisme de Schopenhauer, — dont la tenue s'accordait à merveille avec la leur, s'ingéniant à masquer les courbes harmonieuses du sexe. On sentait dans la salle je ne sais quelle atmosphère de bataille et dans le re-

(1) Je ne puis m'empêcher de rappeler ici ce contraste ingénieux posé par Th. Roosevelt dans un de ces articles : — « Les pires ennemis d'une nation, voyez-vous, ce sont les hommes à cheveux longs, et les femmes à cheveux courts : celles qui ne veulent pas fonder de foyer et ceux qui ne veulent pas prendre le fusil pour la défendre ».

gard de tous ces partisans on voyait une expression farouche qui faisait pressentir la lutte ! Au baisser du rideau, après le second acte, des acclamations enthousiastes s'élevèrent de l'orchestre. Quelques protestations timides partirent du balcon, et l'on vit le gros ventre de l'oncle Sarcey se profiler au-dessus de sa loge, tandis qu'il formulait des observations confuses. Puis, soudain, un grand silence se fit, à la faveur duquel on entendit un des esthètes chevelus qui, tourné vers le « Prince de la critique », lui jeta en pleine figure cette apostrophe peu diplomatique : « *Idiot ! va !* »

Qui des deux avait raison ? Je le demande à cette date de 1915, que j'oppose à l'an 1891 où cette manifestation avait lieu. Ah ! qu'on me comprenne et surtout, qu'on ne me fasse pas dire ce à quoi je ne souscrirai jamais ! Vous pensez bien que je ne saurais vous donner ce gros homme comme un représentant à souhait du génie français : j'ai meilleure opinion de nous. Il y avait en lui, combinée avec une bonhomie sans doute voulue de paysan retors, une irrémédiable vulgarité d'esprit qui lui rendait incompréhensible tout ce qui relevait du domaine de la Beauté; mais en même temps, je ne sais quel bon sens à la française, venant des facultés intuitives, et une brusque sincérité dans le jugement, qui lui permettait de dire leur fait aux plus gros Messieurs du Théâtre... cette sincérité qui lui suggéra un jour le beau geste de refuser un fauteuil sous la Coupole pour pouvoir garder sa liberté d'appréciation à l'endroit de MM. Dumas fils, Augier, Sardou, Pailleron et consorts !

Eh bien, je n'hésite pas à l'écrire aujourd'hui : celui qui avait raison, indiscutablement raison, dont il nous faut aujourd'hui reconnaître l'intuitive pénétration, c'était l'oncle Sarcey, cette manière de Joseph Prudhomme et de Biroteau combinés. Avec son gros bon sens à la bourgeoise, il avait su parfaitement démêler, dans l'ordre littéraire, les tours de passe-passe, la cuisine de tous ces Ibsen, Bjœrnson, Sudermann, Brandès (1) et autres, si experts à hypnotiser la pensée française que de leur seul contact elle revenait germanisée. Il avait démêlé, — et ce n'est pas un mince éloge à son adresse — ce que leur œuvre accusait d'emprunts à notre propre génie, qu'ils nous renvoyaient ensuite tout enveloppé des brumes nécessaires à ce que nous ne le puissions plus reconnaître. C'est qu'ils n'ignoraient pas non plus, ces ingénieux adapteurs, que, chez nous, l'instinct de sociabilité est si universellement répandu qu'il excelle à créer la mode comme à la maintenir, cet instinct pour l'exploiter au bénéfice de pres intérêts. Avec quel art ils le surent entretenir, cet instinct ! pour l'exploiter au bénéfice de leur bourse et de leur réputation : c'est ce que pourra préciser plus tard l'histoire du roman et du théâtre durant ces trente dernières années.

(1) Pour ce dernier, on demeure stupéfait, quand on le relit, qu'une telle réputation ait pu, je ne dis pas se maintenir, mais même s'édifier en France. C'est en effet tout ce qu'il y a de plus pauvre et surtout de moins original comme invention.

*
* *

Reste le *Cas Wagner*, comme disait Frédéric Nietzsche, pour lequel il est impossible à toute pensée indépendante et qui a le sens de la grandeur, de ne point maintenir ses positions d'avant la guerre, quelle que soit, d'ailleurs, l'opinion personnelle que l'on professe sur la valeur morale du créateur de *Tristan* et de *Parsifal*. A son égard, imiterons-nous l'auteur de l'*Origine de la Tragédie*, chez lequel on ne démêle que trop facilement les causes de son interversion ? Brûlerons-nous ce que nous avons adoré ? Ce serait céder imprudemment à une brève impulsion de l'heure, faite pour diminuer dans l'avenir ceux qui la subiraient.

Qu'il y ait eu des parties basses dans l'âme de ce créateur de génie, qui donc l'a jamais contesté ? Dans un de ses récents articles, M. Barrès observait : — « J'ai toujours connu les Allemands comme dénués de fierté chevaleresque, et hier encore, en lisant les *Mémoires de Richard Wagner*, je notais à plusieurs reprises, en marge de mon exemplaire, que voilà un maître de qui le génie n'empêche qu'il a des parties de goujat ! »

Ici sans doute, le nouveau Président de la Ligue des Patriotes force un peu la note. Il cède aux exigences d'une fonction nouvelle qui déplace les points de vue et stimule exagérément son zèle. « Tout nouveau, tout beau ! » dit la sagesse des nations, et la Ligue des Patriotes, même avant la guerre de 1915, voulait des attitudes tranchées ! Il serait regrettable que l'attitude d'un écrivain (1) aussi richement cultivé et qui vaut surtout par

(1) M. Barrès ne voudrait pas assurément que sa position intellectuelle put être confondue avec celle des représentants du *Trop de Zèle*, qui, pour des raisons faciles à deviner, proclament la *Fin du Renanisme*, ce qui n'est pour eux qu'une façon d'insulter à l'une des plus belles intelligences françaises, ou bien qui accusent Gœthe d'avoir préparé et amené la *Kultur* — ce qui serait risible, si ce n'était humiliant pour la culture française !

les nuances, pût être confondue avec celle d'un Saint-Saëns.

Je m'en tiendrai donc à ce que j'écrivais moi-même, à propos des relations de Liszt et de Wagner : Liszt, d'origine slave, nature généreuse et débordante, toujours prête à se donner, qui connaît le dévoûment, même le renoncement, et qui le pratique avec Wagner ! Wagner, par contre, exclusif, personnel, étroitement égoïste et confiné dans son œuvre, ne connaissant qu'elle, pour subordonner à ses propres intérêts ceux de quiconque l'approche ! Pourquoi faut-il, disais-je alors, que les Lettres de Richard Wagner ne fassent pas une réplique en tous points digne de cet incomparable ami ? C'est une des tristesses, hélas ! de notre pauvre nature humaine, que la noblesse du cœur ne s'associe pas nécessairement à la grandeur du génie. On sent, au ton de Wagner, je ne sais quoi de protecteur et d'indifférent à l'œuvre de Liszt, bien fait pour contrister ceux qui ont le sens de l'harmonie, et voudraient qu'un grand cerveau s'accompagnât d'un grand cœur.

Pour la goujaterie, si l'on y tient, nous la réservons toute au jeune oison Siegfried, caricature et contrefaçon du grand homme, lequel, ayant eu l'audace toute germanique d'imposer certain jour à un public français six morceaux de son cru, et s'en étant tiré sans encombre grâce à la protection de l'ombre paternelle, jugea élégant de témoigner sa gratitude en ajoutant son nom à la liste des Intellectuels. La vraie goujaterie, la voilà !

*
* *

Faisons donc notre confession publique et reconnaissons les causes efficientes de cet abandon qui fut nôtre au subtil mirage de la pensée étrangère. La première de toutes, je l'ai déjà dit, ce fut une cause de psychologie collective : ce prodigieux instinct de sociabilité qui fait tout à la fois la grandeur et la faiblesse de notre race. Nul plaisir plus grand chez nous que celui de la sociabilité. J'en veux citer ce signe caractéristique : Un Français qui veut allumer un cigare en compagnie d'un ami commence par lui tendre le feu et ne songe à soi que dans l'instant où l'allumette, déjà, lui brûle les doigts. Un Anglais commence par lui-même, et tend ensuite, s'il en reste, l'allumette à son compagnon. Un Allemand, vous pensez bien, allume son cigare, puis jette l'allumette à ses pieds : gradation qui vaut tout aussi bien pour marquer des nuances de psychologie.

C'est un sentiment du même ordre qui nous incita à accueillir, sur nos scènes, les productions de l'étranger, pour l'unique motif qu'elles nous arrivaient de loin, avec le seul prestige de la distance, et que le Français qui, par tempérament, n'est pas voyageur, est très sensible à ce qu'on vienne à lui. Il y eut là, durant vingt ans, toute une crise de sociabilité, une xénophilie aiguë, à laquelle collabora la bienveillance du public, et dont les initiateurs tirèrent une encourageante renommée. Faut-il rappeler cet excellent M. Antoine, qui du moins, avait à son entêtement l'excuse de ses origines et conserva toute sa vie la mentalité de son premier emploi ? L'esprit de discernement lui fut toujours chose inconnue, et nul moins que lui ne fut habile à bénéficier des leçons de l'expérience. De son petit théâtre — nous l'avons indiqué plus haut, — partit l'illusion en art du prestige germanique et sur ces modestes planches, furent créées les réputations surfaites, démesurément surfaites, des Ibsen, des Bjœrnson, des Sudermann, continuées d'ailleurs et renforcées par notre ami Lugné-Poë qui sut renchérir encore sur la manie de son initiateur.

Doué d'un entêtement pour le moins égal, M. Lugné-Poë avait moins d'excuses que celui-ci, car la finesse et la subtilité de sa culture auraient pu le garder de certaines exagérations où durant toute sa vie il parut se complaire. Il y eut en lui, nous le percevons aujourd'hui, beaucoup du désir de se singulariser, de porter le coup droit au préjugé du Bourgeois, ou, si l'on veut, de couper la queue de son chien. Son zèle allait jusqu'à ce point de méconnaître la volonté même des auteurs et de les jouer malgré eux, alors qu'ils avaient formellement interdit qu'on représentât leur œuvre. Rappellerai-je l'exemple de ce *Manfred* de Byron, poème dramatique où tout contredit la scène, que pourtant il s'était mis dans la tête de faire avaler aux Parisiens..., le plus stupéfiant de tous les défis, alors que Byron, jadis en avait interdit à son éditeur toute représentation. M. Lugné-Poë comprend-il aujourd'hui l'énormité de son erreur, la puissance de ses illusions ? Je n'en jurerais pas, bien qu'en sa qualité de Belge, il nous apparaisse doublement Français !

*
* *

Je voudrais terminer sur une anecdote : on m'excusera pour ce qu'elle offre d'un peu libre et de trop personnel. Mais on sait bien que je ne la rapporterais pas, si elle ne se rattachait à mon sujet par les liens même de la psychologie, à laquelle

l faut toujours revenir quand on veut toucher le ond des choses. J'ajouterai à ma décharge, que 'avais alors vingt ans, mes beaux vingt ans. Donc cet âge heureux, j'avais obtenu la bienveillance l'une enfant de Bavière aux boucles blondes, aux eux bleus couleur de pervenche, de qui le nom re des printemps joints aux miens, faisait tout uste quarante. Elle avait pris l'habitude, dans 'intervalle des crises fort excusables à cet âge, le me réciter des vers de Gœthe et de Henri Heine, et je ne savais ce que je devais le plus dmirer, — ô candeur de la vingtième année — sa oétique mélancolie ou sa précoce entente des éalités les plus captivantes ! Pourtant, aux heures e réflexion, je ne sais quel instinct m'avertissait éjà que j'étais dans la mauvaise voie et que je anquais à mon pays. Depuis lors, l'expérience t l'esprit de comparaison qui, seuls, forment la eunesse, m'enseignèrent qu'en amour autant qu'en ttérature, il est malsain d'écouter le chant des rènes qui voudraient nous enjôler de la rive étranère, et que nul fruit n'a la saveur de ceux que on cueille sur la douce terre de France !

PAUL FLAT.

M. JULES CAMBON

M. Jules Cambon, qui a pris dans le Cabinet riand le titre assez mal défini de secrétaire géral du ministère des Affaires Etrangères, est un es diplomates les plus éminents et les moins constés de notre temps. On a dit, à tort ou à raison ailleurs, que l'Allemagne, depuis la mort de Marall de Biberstein, ne disposait à l'extérieur que représentants médiocres, et il est évident que Lichnowski, ni Schœen, ni Tchirski n'étaient es hommes de premier plan. L'Angleterre est aucoup moins déshéritée ; il suffit de lire son ernier *Livre Bleu* pour s'apercevoir que, dans s grandes postes, elle a ou avait d'admirables rviteurs : c'est plutôt dans les postes secondais, — secondaires parfois en apparence et de par nomenclature traditionnelle, — qu'elle a toléré s agents de mince qualité. Notre personnel diomatique, qui ne se recrute plus, comme jadis, ns un milieu fermé et figé, qui se compose mainnant, en partie du moins, de « roturiers » de leur, s'enrichit de temps à autre d'unités emprunes à d'autres services : ce sont, en général, les eilleures, et les deux Cambon, celui de Londres celui de Berlin comme l'on dit communément, stifieraient à eux seuls ce système.

M. Jules Cambon a failli être ministre : la plupart des personnes qui, chez nous, suivent avec soin les affaires extérieures, eussent souhaité, dès le départ de M. Delcassé, qu'il prît le portefeuille devenu vacant. Il semblait que, dans les circonstances présentes, un diplomate émérite eût été, plus que tout autre, qualifié pour diriger le quai d'Orsay, mais fût-ce hésitation du Parlement à s'accommoder d'un troisième ministre qui ne sortît pas de ses rangs, en dépit d'un précédent connu, — fût-ce discrétion de M. Jules Cambon lui-même, qui préférait rester dans la pénombre et se réserver pour un avenir plus ou moins proche, l'ancien ambassadeur à Berlin ne reçut même pas un demi-portefeuille. Il se contenta du titre un peu vague de secrétaire général, qu'on pensa jadis établir pour M. Georges Louis — avant et après l'ambassade de Pétersbourg ; il n'en fera pas moins, de l'avis général, bonne besogne : la fonction prendra l'ampleur qu'il lui donnera. Après avoir été inutilisé, ou peu s'en faut, durant 15 mois, où ses conseils eussent été parfois singulièrement désirables, il va pouvoir exercer, sur les faits et gestes de la diplomatie française, un influence permanente et salutaire.

*
* *

M. Jules Cambon, avant d'atteindre aux grands postes de la « carrière » n'avait point fait, comme attaché ou secrétaire, l'apprentissage des chancelleries. Il venait de l'administration, que les traditionnalistes de cette « carrière » envisageaient jadis avec un certain dédain. Quand il partit en 1897 pour l'ambassade de Washington, — à l'âge de 52 ans, — (ce qui est un âge normal pour un emploi de cette importance),il avait pu déjà marquer ailleurs les qualités de labeur méthodique, de finesse avisée, et de souplesse d'esprit qui le caractérisent. Il n'ignorait rien des grandes affaires, — ayant été successivement préfet de Constantine, préfet du Nord, préfet du Rhône, et gouverneur général de l'Algérie. D'autres se seraient peut-être satisfaits de ce *curriculum vitæ*. M. Jules Cambon, arrivé à la pleine maturité, recommence si l'on peut dire une seconde existence ; et celle-ci sera d'autant plus féconde pour son pays, qu'il aura acquis, durant la première, plus de connaissance des hommes et des choses.

Un diplomate de notre époque à de bien autres devoirs qu'un diplomate du passé. Il ne suffit plus de sortir d'une noble famille et d'être d'une façon générale, bien apparenté et pourvu d'une solide fortune ; il ne suffit plus d'être de précieuses manières, de plaire aux dames, de débiter avec ai-

sance de jolies historiettes et de posséder sur le bout du doigt le cérémonial des cours. L'importance même, que les problèmes économiques et sociaux ont saisie dans la vie de chaque peuple et dans les relations internationales, a assigné aux ambassadeurs et aux ministres des obligations qui n'ont rien de frivole. Il leur faut encore de temps à autre, en pays monarchique, féliciter un souverain de la naissance d'une petite princesse, ou déplorer avec lui la mort d'un vieux cousin, plus ou moins éloigné ; mais des négociations difficiles surgissent au jour le jour : régimes douaniers, réciprocité de lois ouvrières, amélioration du change, raccordements de chemins de fer, règlement de litiges coloniaux, — qui exigent des notions précises, un fonds d'instruction aussi varié que robuste.

M. Jules Cambon, pour avoir passé tant d'années, — près de 26 — dans l'administration, s'était familiarisé plus ou moins avec toutes les questions d'ordre pratique, qui pouvaient solliciter son activité. Il n'était pas tenté, comme certains autres, de considérer que telle ou telle négociation d'ordre commercial ou financier fût indigne de lui ; il n'avait pas, à chaque instant, besoin de compléter ses études, avant d'accepter une conversation ; mais la direction de grands départements du territoire métropolitain et la gestion de la plus importante de nos annexes l'avaient préparé à tout comprendre et à tout entreprendre.

*
* *

Il était depuis peu de mois à Washington, lorsque les circonstances favorables lui offrirent un rôle délicat, mais qui devait fonder sa réputation. Les Etats-Unis étaient en guerre avec l'Espagne et la lutte devenait pénible aux deux parties belligérantes : l'Espagne n'avait, pour ainsi dire, plus de colonies à sauvegarder et les Etats-Unis sentaient leurs ambitions territoriales satisfaites. Le Cabinet de Madrid demanda au gouvernement de la République, s'il consentirait à s'entremettre pour préparer une paix honorable. M. Jules Cambon, sondé par notre ministre des Affaires Etrangères sur les intentions du président Mac Kinley, répondit que le premier magistrat de l'Union ne serait point réfractaires à nos bons offices. Telle fut l'origine de pourparlers, que notre représentant sut mener rapidement à bonne fin, puisqu'ils durèrent en tout 12 jours (1-12 août 1898) et qu'ils aboutirent à une réconciliation sincère des deux pays en cause. La situation de M. Jules Cambon devint du coup très forte à Washington, où les nouveaux venus acquièrent lentement leur crédit.

Il était tout naturel que l'intermédiaire de la paix Hispano-Américaine passât ensuite à Madrid. L'Espagne n'agrée pas toujours les ambassadeurs qu'on lui offre — et nous pourrions, chez nous-mêmes, trouver des exemples caractéristiques de ses refus. M. Jules Cambon fut accepté en même temps que proposé, et l'on ne saurait dire que ses cinq années de résidence à Madrid aient été stériles pour la cause de notre influence, car il fut l'un des excellents artisans du revirement qui amena la politique africaine de l'Espagne à s'associer à la nôtre et qui rétablit entre les deux peuples des liens d'amitié durable.

De Madrid, M. Jules Cambon s'en allait, en janvier 1907, à Berlin où il devait donner toute la mesure de son intelligence, de son tact et de son énergie. Le diplomate qu'il remplaçait, M. Bihourd, ne possédait dans la capitale de l'Empire qu'une situation un peu effacée, et l'on tenait ses relations pour peu étendues, ses informations pour insuffisantes. Il importait d'autant plus à la France, d'avoir là-bas un agent de premier ordre, que, depuis 1904, une tension nettement caractérisée avait succédé à la froideur traditionnelle des rapports. D'un côté, le voyage du Kaiser à Tanger, l'alarme qui avait suivi, et la conférence d'Algésiras avaient laissé des traces palpables ; de l'autre, la politique mondiale, que Guillaume II avait exaltée et que M. de Bulow a définie dans son livre, était grosse de conflits prochains et sérieux.

Notre nouvel ambassadeur arrivait à Berlin, précédé d'une réputation, qui risquait à certains égards de compliquer sa tâche. D'emblée, il conquit une autorité qui lui servit en maintes circonstances, — en 1909 et en 1911, entre autres, et dont il eût pu encore user au profit de son pays en 1914, si l'empereur, à cette époque ne se fût pas livré sans réserves aux fanatiques de la guerre. Dans son salon, qui n'avait pas tardé à être l'un des plus recherchés, les premières personnalités de l'Empire se faisaient honneur de venir : le ton élevé de la conversation, les jouissances artistiques qu'on y rencontrait, l'accueil exquis et sans morgue qu'on y recevait : tout contribuait à en faire un centre intellectuel à peu près sans égal. Ces rapports privés devaient nécessairement influer sur les relations politiques. Lorsqu'on écrira, d'après les documents authentiques, l'histoire de la période, — si grave pour l'évolution de l'Europe, — qui va de l'annexion de la Bosnie à la « grande guerre », on s'apercevra que le rôle de M. Jules Cambon a été, en plusieurs conjonctures, capital. Bien que l'Allemagne, — ou mieux que les dirigeants de la diplomatie allemande aient adopté, durant ces six années, une attitude en apparence versatile, à la vé-

rité profondément calculée vis-à-vis de nous, notre ambassadeur semble toujours avoir pénétré leur pensée avec clairvoyance. Il avait en face de lui des caractères essentiellement divers : Bulow qui mêlait à l'on ne sait quelle agilité italienne, tout l'orgueil d'un Prussien de pure race. Kiderlen-Waechter, dont la brutalité bismarckienne faisait place, parfois, à d'inquiétantes cordialités. Jagow, Bethmann-Hollweg, fonctionnaire appliqué, dépourvu de toute initiative, et qui pour plaire à son maître et garder sa place, ne recula devant aucun forfait. — Il sut toujours lutter à armes égales avec ses adversaires, dont l'un au moins, le premier, se révélait lutteur dangereux.

Les négociations de 1911 à elles seules, suffiraient à illustrer un autre diplomate. D'aucuns ont formulé des critiques atténuées, ou si l'on préfère, des réserves discrètes sur l'attitude de notre ambassadeur : il me semble que l'histoire impartiale, sur ce chapitre, fera pleine justice à celui qui parlait au nom de la France. Même s'il avait douté — et tel était à coup sûr son état d'esprit, — de la sincérité de la chancellerie germanique, M. Jules Cambon avait dû considérer l'accord Franco-Allemand de 1909 comme une réalité. Invité le 11 juin 1911, par le chancelier à faire visite à M. de Kiderlen-Waechter à Kissingen, il ne pouvait se refuser à pareil entretien, ne fût-ce que pour essayer de sonder les intentions de son partenaire. Mais il y avait plus : il se rendait compte que le pangermanisme s'agitait, mécontent de notre pénétration au Maroc, — et il n'avait pas le droit de demeurer indifférent aux excitations qui se multipliaient, à Berlin, contre nous. Cette entrevue de Kissingen,— on se le rappelle peut-être, — fut représentée dans nos journaux comme la préface de conversations de vaste portée. Quelques jours plus tard, la *Panther* arrivait devant Agadir : étrange conclusion d'entretiens qui avaient gardé un tour plus que courtois. M. Jules Cambon était justement à Paris : il repartit pour Berlin, aussitôt qu'il eût reçu les instructions de son ministre, qui était alors M. de Selves. Le 9 juillet, il rejoignait son ambassade, et le même jour, il voyait M. de Kiderlen. L'accueil fut froid. « J'ai trouvé le secrétaire d'Etat réservé et sur ses gardes. Lorsqu'après les premières salutations, je lui ai demandé s'il avait quelque chose à me dire, il me répondit : non ; — il m'a posé la même question, je lui ai également répondu non, et nous sommes restés un instant silencieux. » Pénible entrée en matière. Telle fut pourtant l'origine des pourparlers qui devaient aboutir, à travers de multiples péripéties, des crises inquiétantes, des menaces réitérées de rupture, à l'accord du 4 novembre 1911. Il ne semble pas que, dans cette négociation, la diplomatie française ait eu le dessous. La diplomatie allemande, à bien raisonner, subit un échec indubitable que M. de Bethmann-Hollweg enregistra en silence, avec le secret désir peut-être de le venger, — que les pangermanistes dénoncèrent comme un désastre. Dans le recul de ces quatre années, bien des choses se dessinent plus clairement...

Le rôle de M. Jules Cambon fut considérable durant les deux crises balkaniques...; mais j'ai hâte d'en venir tout de suite aux préliminaires de la « grande guerre », car ce fut dans les mois qui la précédèrent, qu'habile à saisir les indices même imprécis, à mesurer la croissance de l'impérialisme teuton, à discerner l'intoxication que les pangermanistes répandaient dans toute l'Allemagne et imposaient à toutes les catégories sociales, il manifesta son admirable connaissance du milieu. Pour attester sa netteté de vision, il faudrait reprendre toutes ses dépêches de 1913 et de 1914. Déjà, au début de la seconde tension balkanique, après avoir montré l'exaltation que les fêtes du centenaire de 1813 suscitaient Outre-Rhin et répété les propos tenus par Moltke en public sur l'« attaque brusquée », il ajoutait : « ici l'on ne craint pas la guerre ; on en accepte pleinement la possibilité ». Le rapport où il reproduit, le 21 novembre 1913, la conversation que Guillaume II eut, devant Moltke, avec le roi des Belges et où il expose des déductions dont l'avenir a justifié le pessimisme, demeurera comme un monument de clairvoyance. « Le roi, dit-il, a trouvé le Kaiser changé. L'empereur ne se donne plus pour le champion de la paix du monde contre la tendance belliqueuse. Il apparaît comme surmené et irritable, et son chef d'Etat-major a pu dire devant lui qu'on n'éviterait pas le conflit armé. » Et l'Ambassadeur termine, par cette notation psychologique : « Guillaume II est moins maître de ses impatiences qu'on ne le croit communément. Je l'ai vu, plus d'une fois, laisser échapper le fond même de sa pensée... Il se familiarise avec un ordre d'idées qui lui répugnait autrefois. »

Pendant les journées tragiques qui s'écoulent du 20 juillet au 3 août 1914, Jules Cambon ne cesse de prodiguer ses avertissements au ministère français, de jeter la lumière sur les replis obscurs de la politique allemande, de multiplier les bons conseils. Le 21 juillet, il annonce déjà, — deux jours avant l'ultimatum à la Serbie, — que le *garde à vous !* a été donné à l'armée impériale. Le même jour, il affirme, en dépit des dénégations de Jagow, que le Cabinet de Berlin sait tout de la note de Berchtold à Pachitch, qui n'est pas encore remise. Le 24, il prend directement à partie Jagow, qui prétend encore tout ignorer, et lui exprime sa surprise

Il s'arrêta devant l'Allemand et le considéra en de le voir soutenir des réclamations austro-hongroises, dont il ne connaît point l'ampleur. Le secrétaire d'Etat se redresse sous ce coup imprévu : « c'est bien parce que nous causons entre nous, personnellement, que je vous laisse dire cela » ; — mail il a senti le fer. Le 25, M. Jules Cambon écrit — et peut-être à ce moment ce mot était-il d'une parfaite justesse : « Je ne vois que l'Angleterre qui puisse être écoutée à Berlin ». Il n'en déploie pas moins une ardeur inlassable pour sauver la paix, mettant en œuvre toutes ses ressources de persuasion et de fermeté : tantôt il demande brusquement à Jagow si le Kaiser veut la guerre ; tantôt il fait appel à la conscience du ministre ; tantôt il le presse avec douceur d'accepter les suggestions d'Edward Grey: malgré tout, il ne croit plus à la possibilité d'une solution amiable et de jour en jour, d'heure en heure, peut-on dire, il dénonce à la France le péril croissant. La vigilance et la sûreté de son coup d'œil n'eurent d'égale que la noblesse de son départ, sous le débordement des grossièretés germaniques.

S'il est un diplomate que la crise de 1914 n'ait point surpris, qui en avait d'avance pesé tous les éléments, c'est bien M. Jules Cambon. Ses rapports officiels ne donnent, au surplus, qu'une insuffisante idée de son activité : il faudrait pouvoir lire les lettres personnelles qu'il a échangées avec tant de diplomates et d'hommes politiques de son temps, avec son frère surtout, M. Paul Cambon, qu'il considère comme le meilleur et le plus sûr des confidents : il faudrait recueillir auprès de ses collaborateurs à l'ambasade de Berlin les propos d'une si haute valeur, que recélaient ses plus simples conversations...

On eût pu, on eût dû, au cours des quinze mois, qui vont d'août 1914 à octobre 1915, recourir à ses services, le charger de missions de premier plan, l'opposer à ces négociateurs haut-titrés que Guillaume II dépêcha dans les Balkans. Pourquoi a-t-il été maintenu dans une immobilité préjudiciable à son pays ? Il y a là une faute que rien n'explique. Aujourd'hui M. Jules Cambon, en suggérant des mesures de réparations, en centralisant les efforts d'une diplomatie qui manqua souvent d'initiative et d'audace, se prépare, — qu'il le veuille ou non, — à jouer un très grand rôle à la conférence finale.

PAUL LOUIS.

AMES DE COMBATTANTS

—

LE SOLDAT SEMENOV (1).

VIII. — DERNIÈRE LUTTE.

La fillette marchait devant, Sémenov la suivait en détendant le restant de ses forces pour soutenir l'Allemand. Lorsque le soldat russe cédait à la fatigue, la fillette le remplaçait, tandis qu'il prenait la tête, s'évertuant à frayer la voie dans la neige.

Ils marchèrent d'abord tout droit devant eux ; puis, la route obliquant légèrement, Semenov s'arrêta. L'Allemand chercha à profiter de l'occasion pour s'asseoir dans la neige, mais le Russe s'y opposa :

— Pas de ça ! Si tu te mets à te prélasser, aucun diable ne pourra plus te soulever... Allons, tiens-toi sur tes pattes... Désormais, frère, ce n'est plus toi qui es mon maître, c'est moi qui suis le tien. C'est comme qui dirait que tu es mon prisonnier... C'est ainsi, mon bon, que tout se retourne en ce monde !...

L'Allemand, entendant le mot familier de « prisonnier », serra son fusil ; faisant un effort, il s'écarta de quelques pas et ses mains se mirent à tâtonner dans l'obscurité. Son compagnon ne pouvait distinguer ce qu'il faisait, mais, soudain, il entendit la pression de la gâchette.

— Ah ! fils de rosse ! s'écria-t-il en sautant vers l'Allemand. Voyez-vous ce qu'il a dans l'idée, ce sacré Schvab ! On cherche à le sauver, comme une âme chrétienne, et lui, il ne songe qu'à vous assommer !

Il n'est pas aisé de sauter d'une jambe sur la neige, et le soldat comprit qu'il n'arriverait pas à maîtriser l'Allemand à temps ; il allait lui lancer sa béquille à la tête, lorsque la fillette, immobile jusque-là, comprit la situation, bondit sur l'Allemand et s'agrippa à la crosse du fusil à l'instant où l'Allemand pressait la détente qui, du coup, partit en illuminant pendant une seconde les trois acteurs. La fillette, d'un geste brusque, tira l'arme vers elle, puis la repoussa, ce qui fit tomber l'Allemand dans la neige, tandis que le fusil resta dans les mains de la petite.

— Que le diable t'emporte, mécréant de malheur ! cria Sémenov en se traînant sur sa béquille vers l'homme étendu. Quelle venimeuse engeance ! On fait plus qu'on ne peut pour ne pas le laisser crever, et lui, il ne cherche qu'à vous nuire.

(1) Voir la *Revue Bleue*, nos 19, 20 et 21, 1915.

letant d'émotion. L'autre demeurait étendu sur dos et s'enfonçait de plus en plus dans la neige olle. Son casque s'était détaché et la neige cou-ait son crâne tondu, son visage, ses mains.

— Quelle mouche t'a piqué, satané fils de l'en-r ? disait le Russe en essuyant la neige fondue r le visage de l'Allemand. C'est parce que tu as entendu parler de prisonnier que tu as pris ur ? On nous a bien raconté que vos officiers us font croire que nous pendons nos prisonniers! ais pense donc, empoté, que tu es un homme âge pour croire à de pareilles balivernes...

Il prit des mains de la petite le fusil, en retira s cartouches et les mit dans sa poche ; puis ten-le fusil à l'Allemand, tout en lui faisant signe se lever. L'autre parlait d'une voix entrecou-e, semblait supplier, mais Sémenov demeurait flexible ; pour se montrer plus convaincant, il administra une bourrade.

Ils avaient à franchir un fossé et ce fut un ritable supplice. Ils s'enfonçaient jusqu'à la cein-re, ne parvenaient à se dégager qu'à grand' ine, tandis que la neige glacée leur pénétrait ns les manches, sous le col, et glissait en filets feu le long du corps transi. S'aidant mutuelle-ent, s'encourageant par des interpellations, ils rvinrent finalement à sortir du fossé comblé de ige et s'arrêtèrent tout essoufflés. Où aller ?... Mais Sémenov sentait qu'un seul instant d'hési-ion pourrait leur être fatal. Il prit la direction ntre le vent et marcha en se penchant sur sa quille, lançant de petits commandements, comme berger à son maigre troupeau. Derrière lui, cla-udait l'Allemand, au morne désespoir ; enfin, la lette, la seule bien portante et la plus faible s trois, fermait la marche.

Ils marchèrent ainsi des heures, des heures in-rminables, parmi les tourbillons de neige qui ir cinglaient le visage, marchèrent comme hallu-nés, poussés par les derniers souffles de vie.

Par moments, il leur semblait qu'ils s'écartaient droit chemin et tournaient sur place, tandis que tempête se riait d'eux, les couvrait de glaçons, s précipitait sur le tas de neige et hurlait à reille des paroles de folie.

— Hou-hou-hou-hou ! sifflaient et hululaient les ntômes blancs. Hou-hou-hou ! Vous n'arri-ve-rez s ! Hou-hou-hou... n'ar-ri-ve-rez pas ! Hou !

— Ha ! Ha ! Ha ! la mort ! Ha ! La-a-a-mo-ort ! sonnait une voix aiguë, et elle était si perçante e pour fuir, ils étaient prêts à s'enfoncer la tête ns la neige, s'en couvrir les oreilles et ne plus n entendre...

Dans un petit bois de pins, il leur sembla trouver un peu de calme. Une brume laiteuse voltigeait partout, et les jeunes sapins s'agitaient sur la lisière comme des enfants égarés dans la nuit.

Ils auraient bien voulu reprendre haleine sous l'abri de ces arbres, mais il ne fallait pas s'arrêter, et Sémenov, se courbant en deux, opposant au vent sa tête couverte de glaçons, fonçait toujours, comme un ours blessé, fuyant la mort. Mais l'Allemand fléchit : il fit quelques pas désespérés, puis, comme un sac, s'affaissa dans la neige. Sémenov eut beau le sermonner, tempêter, l'exciter du bout de sa béquille, l'Allemand hochait négativement la tête et murmurait d'inintelligibles paroles.

Sémenov s'assit près de lui, joignit les mains, déjà devenues insensibles, et, soudain, fondit en larmes.

— Il ne manquait plus que cela ! fit-il d'une voix entrecoupée par les frissons qui le secouaient. Je ne puis pourtant pas t'achever d'un coup de fusil !... Mon Dieu ! je n'ai qu'une jambe, et je marche pourtant...Pourquoi, toi, le gros, te laisses-tu aller ? Si encore j'avais mes deux jambes, je t'aurais pris sur mon dos ; mais je me traîne à peine moi-même.

Toute la tension de ces heures de cauchemar éclata, dans cette obscure âme de paysan, en sanglots désespérés. Il pleurait comme pleurent les solides moujiks, avec des hoquets, des gémissements, et en l'entendant de loin, on eût pu croire que ce n'étaient pas là des pleurs d'homme, mais le morne aboiement d'un gros chien.

Le soldat cessa de pleurer, et les larmes l'ayant calmé, il se moucha de sa manche, laissa échapper un gros soupir, tel l'enfant sentant encore dans sa poitrine ou dans sa gorge un resté de larmes figées. Il jeta un regard autour de lui, se leva, choisit un jeune sapin et, de ses doigts rétifs, s'efforça d'en détacher une branche.

— On ne peut tout de même pas te laisser ici, païen que tu es. Je ne pourrai t'oublier de toute l'éternité ! grognait-il en traînant la branche vers l'Allemand, tout en y attachant sa ceinture et la courroie du fusil pour en confectionner un portetrait de hâleur.

— Allons, mets-toi dessus ! cria-t-il, rouge de colère à l'Allemand... Faut-il encore t'y asseoir, mon barine Allons, vite ! Ou je vais te gratifier d'une rossée !...

L'Allemand mit du temps à comprendre ce qu'on lui voulait, et lorsqu'il saisit enfin, refusa avec entêtement, en remuant de la tête et des bras.

— Tu vas t'y mettre, te dis-je !... fit Sémenov d'une voix que la colère rendait sifflante, et il empoigna le rebelle au collet. Va, je t'enlèverai

quand même, quoi que tu fasses !... Tu n'es qu'un Allemand, aucune force... Ça ne vaut pas nous autres, les soldats russes... Toi, tu t'es assis, prêt déjà à te laisser geler... Moi, je suis plus malade que toi, et cependant, je marche et je vais t'entraîner encore, toi... Et tous tes Kamerads sont comme toi : ils ne nous auront pas, c'est nous qui les aurons...

Puis, se tournant vers la fillette :

— Viens, petite, attelle-toi... On te réservera, pour ta bonté, un bon coin dans l'autre monde...

Et ils entraînèrent l'Allemand. Plus d'une fois, ils durent s'arrêter pour reprendre haleine, s'enfoncèrent dans la neige, tombèrent et demeurèrent étendus un assez long temps avant de pouvoir se relever, mais ils n'en poursuivirent pas moins leur marche haletante, traînant à leur suite la branche et l'Allemand fixé sur elle.

De temps à autre, les étranges hâleurs allaient s'assurer de l'état de leur client, et ils n'apercevaient dans la pénombre que la tache vague de son visage, ses lèvres qui remuaient sans pouvoir laisser échapper un son, ses yeux pâles remplis de larmes qui se glaçaient.

Encore la marche, encore les chutes, de nouveau la sueur couvrant les visages de glaçons, le cœur battant à se rompre, et les hâleurs traînant toujours leur charge.

Et lorsque, à travers les blanches rafales, leur apparurent soudain les flammes agitées des brasiers d'un convoi russe, surpris par la tempête, une joie folle emplit l'homme et l'enfant et, ramassant leurs dernières forces, se heurtant épaule contre épaule, riant et pleurant, ils poussèrent de faibles cris qui s'exhalaient en plaintes...

Le lendemain, à l'ambulance des postes avancés, Sémenov était étendu sur la table des opérations, attendant l'amputation de ses deux jambes et de sa main gauche, gelées, et déjà envahies par la gangrène. Tout en se signant à petits coups précipités sous les instruments chirurgicaux, il interrogea timidement le médecin qui préparait le masque de chloroforme :

— Permettez-moi de vous demander, Votre Noblesse : est-ce que mon païen survivra ?...

Le major sourit, puis répondit lentement :

— D'abord, les Allemands ne sont pas païens, mais chrétiens. Quant à ton Allemand, tu peux te calmer, il vivra.

Sémenov avait déjà les jambes à nu, montrant leur boursouflure et leur teinte violacée. Il jeta un nouveau regard sur le médecin et fit un geste incrédule de la tête :

— C'est pas possible qu'ils soient chrétiens... Ils n'agissent pas en croyants : je le sais par mon expérience... Alors il est vivant ?

L'Allemand était mort le matin même du jour où Sémenov l'avait amené. Mais le médecin ne voulut pas ajouter à l'émotion de son patient au moment de l'opération, et il répéta :

— Ne t'inquiète pas : il est vivant... Et maintenant, assez causé...

— O-o-o ! Sainte-Vierge ! ânonna le soldat. Je recommande mon âme à ta miséricorde, Seigneur-Dieu...

Quand son visage était déjà recouvert du masque et que l'odeur désagréablement sucrée lui pénétrait jusqu'au fond des poumons, sa dernière pensée fut pour la jeune Polonaise, et il eut envie d'en demander des nouvelles au major... Mais les ténèbres l'enveloppèrent tout à coup, et il se mit à tomber, tomber, tomber... Puis ce fut le néant...

Lorsqu'il revint à lui, en proie à une faiblesse inconnue, la tête pesante et une sensation de nausée particulière, tout ce qu'il avait souffert pendant sa marche suprême, lui parut comme un cauchemar lointain, presque inexistant...

V. Mouïjel.

(*Traduit du russe par* E. Halpérine-Kaminsky).

DIALOGUES AVEC LES MORTS

—

BEETHOVEN ET RICHARD WAGNER AU CAMP DES ALLIÉS

La nuit vient tôt. Dès qu'elle tombe, ce Paris sépulcral est accueillant au rêve : sous le ciel rouge de brume ou bleui de lune, si les vivants ont l'air de fantômes, les défunts revivent dans nos cœurs.

« Ils sont morts, tous ceux que j'aimais », soupire le survivant d'un soir de bataille... Morts, non pas, car ils sont immortels, mais perdus pour nous, ces musiciens aimés, ces grands poètes des sons qui nous versaient l'illusion d'un monde meilleur ! Faut-il nous résigner à ne plus jamais tendre notre coupe à leurs enchantements ? L'absence est la plus sûre épreuve de l'amour : et le regret de Beetho-
sûre épreuve de l'amour, et le regret de Beetho-
car c'est Beethoven surtout qui nous manque : à force de regretter son génie, je vois son image, ce masque endolori, ce front lumineux, physionomie non moins indéfinissable que la musique même. Je le vois, tout près, mais son silence est tel que je

'oserais l'interroger. D'ailleurs, il ne pourrait l'entendre... Et sur l'un de ses cahiers de conversation, je me contente de lire ces mots : « Je ne connais ici-bas d'autre supériorité que la bonté ».

Beethoven se tait ; mais une voix, dans l'ombre lacée, parle pour lui :

— Ces mots suffisent, n'est-ce pas à désavouer Allemagne d'un Bismarck qui se targuait de ne isser à ses ennemis que leurs yeux pour pleurer. es siens ne pleuraient jamais ; et seule la sonate *ppassionata* savait le secret de lui tirer des larmes, en lui parlant mystérieusement des luttes et es angoisses de toute une vie. Oui, Beethoven a ait pleurer Bismarck, comme Orphée domptait s fauves et charmait les monstres ! Beethoven appartient à l'Humanité, comme le ciel à la respiration de la terre : vous pouvez donc, Français, le ouer sans remords et le faire jouer sans ainte (1)...

— Et d'abord, ses origines flamandes...

— Inutile de les invoquer ici ! La musique de eethoven apparaît « au-dessus de la musique », arce que son art était l'expression de son cœur : es neuf symphonies, ses trente-deux sonates pour iano, ses dix-sept quatuors qui sont le chef-d'œure de l'art instrumental, et sa *Messe en ré*, son *idelio*, son *Egmont*, chacune de ses créations semble l'urne qui détient le secret de ce cœur héroïquement tendre. Il a fait parler la musique en absence des paroles. On le jouera toujours, à avers les temps. « Beethoven, c'est l'âme allemande, et le grand Allemand, c'est Beethoven », a it le plus grand de vos poètes français... pour ne as nommer Gœthe (2) ; moi, tout Saxon que je uis, j'ai préféré l'appeler « le Mage divin », ce évélateur, ce grand consolateur qui ne connut jamais de consolation ! Aussi bien, dès ma jeunesse, vais-je rendu visite à son génie, et j'étais sorti e sa pauvre demeure faubourienne relevé, ennobli à mes propres yeux (3)...

— Mais qui donc êtes-vous, pour me parler si aternellement de notre dieu ?

...Je me retournai ; je reconnus Richard Wagner, son profil de sorcier, son menton de vieille ée volontaire dans le collier suranné de barbe neigeuse, et son front monumental comme le burg où dort la Walkure...

— Le grand Allemand, si ce n'est Lui, c'est Vous ? Ne protestez pas ! Nous sentons aujourd'hui mieux que jamais que votre génie paraît admirablement répondre à la définition la plus actuelle de l'âme germanique... Nous aimons, en ces soirs d'automne, à retrouver en vous ce que nous découvrons en elle, la grandeur imaginative, la majesté despotique, ou plutôt la mégalomanie créatrice qui veut asservir l'univers à ses lois et qui met ses devoirs à la merci des droits qu'elle s'arroge ; l'aspect cyclopéen de la *Tétralogie* suppose une « organisation » géante ; avant la plus formidable des guerres, le plus ironique des novateurs français n'appelait-il pas cette Tétralogie « le Bottin des *Leitmotive* » et ne daubait-il point « l'hystérie » constamment grandiloquente de vos héros amoureux ? L'Ogre du *Kolossal* procure encore un certain malaise à chacun de nos Petits-Poucets de l'impressionnisme; ils fredonnent à travers les murmures de la forêt, pour se donner une contenance... Mais ce n'est pas vous qu'on accusera jamais d'avoir eu peur de l'emphase !

— Les délicats sont malheureux... et je crains que le goût tout récent du rare ou du simple n'ait encore une fois brouillé l'ironie française avec l'éloquence !

— Croyez-vous ? Les vastes événements ne renouvellent pas seulement les sensibilités individuelles et les consciences, mais l'image ou l'idée qu'elles se font de ce qu'elles ont le plus passionnément aimé... Dorénavant, le nom de Wagner évoque uniquement la chevauchée des Walkyries retentissantes, la théorie barbare de ces jeunes déesses, ivres de carnage et de sanglante ambroisie. Votre nom, maintenant, sonne les pas de leurs chevaux sur les sommets, dans l'ouragan fulgurant des nuées ; votre nom dépeint les géants aux prises, Fafner assommant Fasolt, Hagen égorgeant Gunther et Wotan punissant la fille de son désir d'avoir trop bien compris l'énigme de son cœur... Wagner, en 1915, est devenu synonyme de bataille gigantesque et de cliquetis d'épées.

— Beau compliment, ma foi ! Portrait flatteur ! Autant m'accuser, mon cher Monsieur, des massacres de Belgique et de l'incendie de Louvain ! Autant dire que les flammes vengeresses du Walhall se sont communiquées à ces bibliothèques séculaires qu'un vieux sage de l'antique Egypte appelait le trésor de l'âme ! Pourquoi ne pas ajouter aussitôt que c'est mon bras qui brandit le marteau du dieu Thor sur les toits de vos cathédrales? Vous possédez bien certains érudits pour faire remonter au *Faust* plus que centenaire de Gœthe

(1) Depuis la rédaction de ces lignes, M. Camille Chevillard a courageusement inscrit la *Symphonie héroïque* à son premier programme et l'a magistralement dirigée devant une salle comble. C'est la première victoire *française* de Beethoven, en 1915.

(2) Ce poète est Victor Hugo, dans *William Shakespeare*, en 1864.

(3) V. *Une visite à Beethoven*, parue, traduite en français par Duesberg, dans la *Revue et Gazette musicale de Paris*, en 1840, nos 65, 66, 68 et 69.

la responsabilité des heures présentes ! Et dire que pas un de vos prétendus mélomanes, qui brûlent aujourd'hui, sur un tel bûcher, ce qu'ils adoraient hier, ne s'est avisé de la signification vraie de la plus significative de mes œuvres ! *Le Crépuscule des Dieux*, la fin de nos vieilles divinités coupables, ce titre seul ne vous dit rien, déjà ? Le geste d'une ex-Walkyrie, rendant aux filles du Rhin l'Or maudit, ne vous paraît point symbolique ?

— Les artistes se garderaient bien d'assimiler votre héroïne aux voleurs de pendules...

— C'est quelque chose ! Et les dernières paroles de ma Brünnhilde ne vous suggèrent donc aucun doute sur mes prétendus crimes allemands ? Il est vrai qu'au théâtre on n'entend pas un traître mot de ce que j'ai voulu proclamer dans une lueur d'incendie surnaturel ; on dirait qu'en ces mauvais lieux la musique est faite pour étouffer le verbe pensant sous ses caresses de femme ; et je savais si bien qu'une telle péroraison serait supprimée que je n'ai pas écrit de musique sur les trente vers qui résument la « moralité » de mon quadruple drame. Que dit-elle, en effet, ma Brünnhilde ? « Vous, Jeunesse en fleur et survivante, retenez et comprenez mes paroles... La race des dieux a passé comme un souffle, le monde que j'abandonne est désormais sans maître : le trésor de ma science divine, je veux en faire part à l'univers. Ni l'opulence, ni l'or, ni la grandeur des dieux ; ni maison, ni domaine, ni pompe du rang suprême ; ni les liens fallacieux de tristes conventions, ni la rigoureuse loi d'une morale hypocrite... dans la douleur comme dans la joie, seul nous rend bienheureux l'Amour ! » Elle chante l'Amour, le terrestre et divin Amour qui va s'épanouir comme une aurore boréale avec l'Humanité naissante, sur les ruines calcinées de la toute-puissance, de la richesse mal acquise et de la force brutale ; et, dès qu'elle s'est tue, la *Liebeserlösung*, pure lumière, plane avec les premiers violons divisés sur les sombres rumeurs de l'abîme... Dans le silence des voix, l'orchestre affirme que la mort volontaire de Brünnhilde exprime autre chose que l'enivrement de la destruction.

— Oui, la belle mélodie, presque italienne...

— Le mot, que vous voulez méchant, ne me blesse pas, car je n'ai jamais cessé de crier à mes compatriotes : « Du chant, du chant Allemands que vous êtes ! » Mais, en vérité, Monsieur le dilettante, vous ne percevez là qu'une chaude mélodie, et ce sacrifice rédempteur ne vous éclaire pas encore sur les intentions du musicien-poète ? Et ce feu vengeur ne projette aucun éclair sur l'Olympe ténébreux du crime ? Le premier qui m'ait compris, parmi tous vos critiques, après le génial et clairvoyant Baudelaire, a dit profondément : « C'est le but de toute grande tragédie de nous consoler de la mort des héros par les vérités qu'ils affirment (1) »; et ce devrait être aussi le résultat de ces grandes épopées sonores de renseigner l'auditeur sur le dessein de l'auteur ! Mon décor, je vous l'accorde, est fort germanique ; mais par delà l'antique mythologie nationale, ne pressentez-vous pas le jour mystérieux dont s'illumine à ma voix, la vieille forêt de notre passé ? Ne lisez-vous pas la pensée religieuse, et toute chrétienne ,qui survole, comme vous dites à présent ces vieux mythes farouches ? A défaut même du livret, rappelez-vous les thèmes que, peut-être, vous n'entendrez jamais plus, penchez-vous sur le miroir sonore de l'orchestre qui révèle hautement l'essence de ma pensée ; vous sentirez alors ce qu'il y a d'universel et d'humain, *de plus qu'allemand* dans mon œuvre. Aussi bien, une œuvre de cette envergure dépasse-t-elle ses propres limites,comme la bonne peinture contient un au-delà mystérieux qui va plus loin qu'elle, comme la musique vraiment inspirée semble « au-dessus de la musique » on l'a dit de Beethoven, et peut-être accorderez-vous à son infatigable héritier d'avoir entrevu cette terre promise au poète...

— Un ami de Beethoven (2) a pu dire que, « si grand qu'ait été son art, son cœur lui était encore infiniment supérieur ».

— Aussi l'ai-je toujours proclamé bien haut le plus grand de tous ! Voyez, cependant, combien l'œuvre d'art et d'émotion dépasse le *moi* de son auteur et l'atmosphère de son temps, et comme elle triomphe tôt ou tard des préventions que le caractère du poète ou de sa race peut fournir aux palinodies de ses timides adorateurs ! L'œuvre comme l'arbre, a ses racines dans la terre fangeuse et ses mélodieux rameaux en plein ciel...

— « Nous avons perdu toute sentimentalité » déclare l'Allemagne de 1915 par la bouche prosaïque du *sous-homme* qui croit remplacer le chancelier de fer en occupant son fauteuil...

— Eh bien ! mon œuvre a toujours dit le contraire : évoquez Senta, la pieuse Elisabeth, le vieil Hans Sachs qui ne veut pas s'avouer à lui-même son amour beethovénien pour la jeune Eva dans mon œuvre entier, dans l'œuvre et la mission de ma vie, tout crie et chante renoncement, sacrifice et rédemption par l'Amour ; tout dit ce mot qui plaisait entre tous à votre poète souverain : *Déli*

(1) Schuré. *Le Drame musical : Richard Wagner.*

(2) Schlosser, cité par M. Teodor de Wyzewa, dans *Beethoven et Wagner.*

ance : et la vague langue universelle de l'art usical ne fut-elle pas adoptée par une âme de ète pour élever son rêve au-dessus de toutes les ontingences positives de l'espace et du temps ? e rêve supérieur, je ne trahis pas plus ma race n le définissant que vous ne trahissiez la vôtre en applaudissant. J'ajoute, Monsieur, que je vous is un gré particulier de n'avoir pas invoqué, ce oir, certaines brochures que mes adversaires non usiciens ne manquent jamais de me jeter à la te ; et j'espère que vous sentez silencieusement ombien la pure envolée d'un compositeur domine prose éphémère de ses écrits...

— On vous accuse ici d'avoir, dans l'ivresse de s tardives victoires musicales, flatté l'instinct ominateur de votre race et vanté sa supériorité ur la décadence élégante de la vieille Europe.

— Un Français va-t-il me reprocher d'avoir été atriote ? Mon tort est d'avoir confondu la vie pasienne avec l'âme française ; mon erreur d'un our fut celle de tout Allemand qui voyage : en épit d'Offenbach, l'esprit n'est pas fait pour ous ; mais le père de Lohengrin avait la hautaine onviction de faire la guerre au matérialisme.

— Aujourd'hui le matérialisme a changé de amp...

— Qu'y puis-je, et dois-je anéantir ou raturer non œuvre qui chante pour toujours la romantique victoire de l'Idéal ?

— Maître, on prétend que vous auriez signé des eux mains le manifeste de vos 93 intellectuels ..

— Et de quel droit y met-on ma signature posthume ? Pourquoi ? parce que mon fils l'a signé ? Ce pauvre Siegfried ! Il avait, pourtant, quelques ispositions pour l'architecture...

Sur le front paternel avait glissé l'ombre d'un uage... Il entendait sa *Siegfried-Idyll* ; il revoyait a surprise faite à Mme Wagner sur le perron de Triebschen, l'intimité jaseuse d'un petit orchestre mical où Richter égrenait de rares notes de trompette, tandis que l'espérance illuminait le matin, e printemps du jour... Et moi, je réfléchissais u danger de porter un grand nom : je pensais à a Grèce de Léonidas et de Byron, « à la divine euille de mûrier où s'est épanouie la chrysalide le la conscience humaine (1) », et menacée désormais par les déjections des corbeaux de Wotan ; e pensais à la Roumanie, trop oublieuse de ses ruines antiques et des Romains de Trajan : je pensais à la rêveuse Allemagne que l'enthousiasme de a baronne de Staël n'a pas inventée, à l'Allemagne de Gœthe, de Kant et de Beethoven, idéalement grisée d'avenir pacifique ou d'amour fraternel...

Nous nous taisions chacun dans notre songe... Richard Wagner arpentait fébrilement la nuit, du pas nerveux dont il se promenait avec son grand chien, dans l'ombre douce de Wahnfried... Brusquement, il marcha sur moi, tel le dieu voyageur arrêtant de son épieu le fer de Siegfried :

— Le manifeste des 93 a tout nié ; mais est-il absolument vrai, Monsieur, que le portail de Reims est méconnaissable ?

— Hélas !

— Alors, à mon Parsifal de vous crier pour moi qu'il rougit d'être allemand...

J'allais répondre. Il avait disparu. Mais, depuis ce rêve, j'aperçois constamment Beethoven et Wagner au camp des Alliés.

RAYMOND BOUYER.

(1) Définition de la Grèce par Renan.

LE POINT DE VUE ITALIEN

A lire ce qui se publie actuellement au sujet de l'attitude de l'Italie vis-à-vis de la guerre nouvelle des Balkans, il semblerait qu'on se trouve reporté à huit mois en arrière. De même que le gouvernement italien parut longtemps hésiter à franchir le dernier pas, de même que la France et ses Alliés se montraient surpris et inquiets de ce qu'ils appelaient des tergiversations, ainsi aujourd'hui l'Italie fait attendre sa décision et les Alliés sont impatients. La partie reste la même aussi au point de vue de l'intérêt italien de prendre part à la lutte.

Il y a égalité sur tous les points. Et si quelque différence existe, on la trouve en faveur d'une décision actuelle plus nécessaire encore, puisque, de s'être rangé aux côtés de la Triple Entente et d'avoir formé la Quadruplice, constitue pour l'Italie un nouveau péril auquel elle doit parer encore.

Est-il raisonnable de croire qu'elle ne s'en aperçoit pas ? S'il manque quelque chose aux Italiens, ce n'est certainement pas la clairvoyance. Nul peuple plus que celui-là ne possède le sentiment perspicace de son intérêt, de ses devoirs, de ses légitimes ambitions. S'il eut même, pendant quelque temps, un défaut, ce fut bien de se montrer soupçonneux envers ses voisins, de s'inquiéter outre mesure de leurs extensions, de revendiquer à tout propos ce qu'il estimait son droit. Il n'est pas permis de supposer qu'il ait tout d'un coup changé à ce point. Et s'il n'a pas craint, il y a six mois, de braver l'Allemagne, de rompre son alliance,

rien ne permet de supposer non plus que, aujourd'hui, après un effort qui nous rapproche tous ensemble du succès, et au moment où la poussée allemande vers l'Orient menace le profit qu'il entend retirer de la conflagration européenne, le profit direct et personnel, le peuple italien recule tout à coup. Il sait bien que toutes les cajoleries du monde n'empêcheront pas, le Bulgare une fois installé en Albanie, l'Adriatique d'être perdue pour l'Italie.

Il y a donc à la lenteur présente de l'Italie — ou du moins à son hésitation des premières semaines, si, entre l'heure où j'écris ces lignes et celle où elles paraîtront, son action se déclanche enfin — il y a des raisons sérieuses et profondes. Quelles sont-elles ?

Mon rôle ici n'est pas de les rechercher dans la politique. Ce sont là des question où les lecteurs de la *Revue Bleue*, confiants dans la sage compétence de M. Paul-Louis, me jugeraient présomptueux d'entrer. Ce que je voudrais seulement, c'est présenter quelques faits qui se sont déroulés sous mes yeux, en Italie, au printemps dernier. J'ai parcouru la péninsule du sud au nord pendant les quinze jours qui ont précédé et les quinze qui ont suivi la déclaration de guerre. J'ai eaucoup vu et j'ai beaucoup causé. Or, si la situation extérieure actuelle ressemble à celle d'il y a six mois, et si, comme je le sais par les lettres que j'ai reçues, la situation intérieure est la même aussi, on peut conclure, sans trop se tromper, que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Je rappellerai donc simplement ce que je vis, laissant à de plus compétents le soin de conclure — et de compléter.

*
* *

J'arrivai à Rome le lendemain même de la grande manifestation de Quarto. Le discours de Gabriele d'Annunzio venait de retentir. On lui a généralement reproché trop de littérature, un manque de simplicité qui le rendait inaccessible à la masse qu'il semblait devoir soulever. Ce fut aussi mon impression, tandis que je le lisais dans le train. A Rome, je me rendis compte tout de suite qu'Annunzio l'avait délibérément écrit ainsi. Rome, en effet, se trouvait partagée, et toute l'Italie, en deux camps : les neutralistes et les *interventistes*, comme ils disent, étant bien entendu que je parle en ce moment des « actifs », de ceux qui créent l'opinion et la dirigent. Les neutralistes, c'étaient la plus grande partie de l'aristocratie et les socialistes en majorité aussi ; les *interventistes*, c'étaient les bourgeois cultivés, lee fonctionnaires, les étudiants, bref tous ceux de la nation qui connaissent l'histoire, possèdent des idées générales, sont susceptibles d'aspirations autres que le bien être quotidien à maintenir ou à améliorer. Gabriele d'Annunzio, à Quarto, avait parlé pour tous ceux-là, pour les deux camps.

Or, dans ces milieux, où la belle langue, les grands souvenirs, la multitude d'images puissantes, devaient produire leur plein effet, tombait en même temps la nouvelle de l'abstention du roi aux fêtes de Quarto, et, quelques jours après, du retour à Rome de M. Giolitti. Je n'oublierai jamais le spectacle que m'offrirent alors mes amis italiens — ceux du parti *interventiste* bien entendu. J'ai vu, en ces jours-là, ce que c'est que le haut patriotisme, ce que peut produire dans un cœur humain la chute d'un idéal, d'une grande idée. Tous effondrés autour de moi, à la lettre ils ne mangeaient plus, ils pleuraient littéralement dans leur assiette. Qu'on ne croie pas à quelque excès de tempérament. Ce serait une grave erreur de conclure de la vivacité, dans le geste, des Italiens, à leur nervosité. L'Italien est beaucoup moins nerveux que le Français, au sens impatient et bouillant du mot. Il est beaucoup plus résigné et docile. Non, ce que je voyais était l'expression même d'un sentiment profond et réfléchi. Et c'est avec calme et gravité que l'un me disait :

— Serons-nous donc éternellement esclaves ?

Un autre :

— Jamais l'Italie ne trouvera pareille occasion de se racheter.

Un troisième, avec mélancolie :

— Peut-être l'Italie n'est pas mûre encore... à moins qu'elle doive rester enfant toujours...

Et d'Annunzio arriva. Enfin ! Car, à tout sentiment de foule, il faut un homme qui le formule. Dans toute révolution le poète, tribun ou autre, est nécessaire pour exprimer l'âme collective, pour synthétiser les aspirations. Cette synthèse, d'Annunzio la fournit. Les paroles qu'il prononça du haut de vingt balcons, cette fois il les dit telles qu'il fallait les prononcer au Forum et non plus telles qu'on devait les lire en brochure. Il parlait pour être entendu, et non pour être lu. Le ministère Salandra donnait sa démission, et Giolitti paraissait à l'horizon avec son « parecchio »... La tempête, déchaînée — car elle couvait, on vient de le voir, — par d'Annunzio, éclata. On se rappelle les manifestations qui se produisirent, entre autres l'envahissement du Parlement, les barricades même derrière le Costanzi. J'en ai eu la sensation très nette : si le roi n'avait pas rappelé Salandra, c'était la révolution dans les quarante-huit heures. Et non seulement à Rome, mais dans toute l'Italie où, dans toutes les villes, les mêmes mouvements presque insurrec-

tionnels s'étaient produits à la nouvelle du retour au pouvoir du ministre neutraliste Giolitti.

J'ai regardé, j'ai observé avec soin, cette foule manifestante, à Rome, à Naples aussi, où j'allai passer quelques heures pour me rendre compte. Et si on a eu la curiosité de conserver les journaux illustrés de cette semaine de mai, on pourra vérifier ma constatation. Ce peuple hurlant à la guerre, ce peuple qui imposait au gouvernement la mobilisation — déjà faite, d'ailleurs ! mais qui semblait devoir être défaite par Giolitti — et chantait à en perdre la voix l'hymne de Mameli, quel était-il donc ? Cette foule qui, à Naples, fit reculer à coups de bâtons l'automobile de Scarfoglio, directeur du *Mattino* neutraliste, tout le long de Chiaia, c'est-à-dire sur près de deux kilomètres, et couvrit de fange le drapeau italien que Scarfoglio avait arboré, pour se protéger, aux fenêtres de son journal, via Roma, qui donc la composait ? Et ce cortège qui m'invita, à Naples, à crier avec lui : *Viva l'esercito !* qui le formait ?

Exclusivement des chapeaux canotiers et des cols empesés... Des bourgeois, rien que des bourgeois, cette classe cultivée dont je parlais tout à l'heure, employés, étudiants, intellectuels. La guerre qu'a faite l'Italie, et la révolution qu'elle aurait faite, a été l'œuvre exclusive de la bourgeoisie, de cette bourgeoisie italienne toute nouvelle, née depuis une trentaine d'années à peine, résultat direct du *risorgimento* qu'elle veut accomplir maintenant, qu'elle veut achever. Jamais, je crois, gouvernement italien n'oubliera la leçon que donnèrent aux imprudents qui prêchaient la reculade, les employés des ministères. Les bureaucrates, oui, se mirent en insurrection : le lendemain de la démission de Salandra, sans s'être donné le mot, tous les employés se trouvèrent réunis le long des escaliers de leur ministère respectif pour acclamer, à son arrivée, le ministre démissionnaire, qui partait parce qu'on refusait à l'Italie d'achever la grande tâche commencée il y avait cinquante ans !

*
* *

J'ai compris vraiment ce jour-là comment se faisaient les révolutions. Et si l'on veut, en France, se rendre compte par analogie, il faut songer à notre 1830, à l'Ecole polytechnique, etc., alors que notre bourgeoisie, et elle seule, imposa sa volonté au gouvernement. Comme Charles X, Victor-Emmanuel aurait sauté — s'il n'avait pas cédé à un mouvement qu'il désirait d'ailleurs, et auquel il résistait par un haut scrupule de conscience, le roi qui se doit à toutes les classes sociales et non pas à une seule.

Je ne parle pas de l'aristocratie seulement. Elle était, à Rome, en grande majorité neutraliste. Et cela s'explique par l'atmosphère internationalo-mondaine de la capitale, par les relations d'affaires et de famille de ces nobles Romains, depuis tant d'années en rapports avec l'Allemagne et ses représentants de tout genre. A Rome, la culture latine cédait aux habitudes, aux intérêts, et aussi à Giolitti, source de tant de faveurs... Mais à Naples et à Florence, où la noblesse est plus indépendante, à Naples où elle n'a pas encore été beaucoup touchée par les affaires ni par les relations, à Florence où elle est restée foncièrement guelfe, c'est-à-dire ennemie de toute ingérence étrangère et surtout germanique, dans ces deux villes — encore plus à Venise peut-être — l'aristocratie était unanimement *interventiste*. En somme, en Italie, la majorité de l'aristocratie se déclarait guerrière. — Je veux parler simplement du peuple, de la masse enfin.

Sur quoi, en effet, se basait M. Giolitti pour s'en tenir au « parecchio » ? On a dit qu'il voulait renverser le ministère afin d'accomplir lui-même, lui le maître d'hier, et quel maître ! la grande œuvre définitive. Il eût pris là un étrange chemin. Non ; si M. Giolitti se comporta ainsi, c'est qu'il connaissait bien le Parlement dont il inspirait depuis quinze ans toutes les résolutions ; il savait ce que ses députés lui répondraient s'il les interrogeait sur le sentiment de leurs électeurs. Il avait deviné, lui le grand politique, que les émeutes romaines, napolitaines, bolonaises, milanaises, etc... étaient les pures manifestations d'une classe sociale restreinte en comparaison de de celle qui ne se manifestait pas.

La masse italienne est comme toutes les masses, d'abord, peu accessible au désir de la guerre... En cette circonstance, elle l'était d'autant moins qu'elle venait d'être fort éprouvée par la guerre de Libye — dont, d'ailleurs, M. Giolitti préférait ne pas réveiller outre mesure le souvenir. Il m'a été donné en outre, au cours de mon voyage, de m'assurer que le peuple des campagnes et des villes ne pouvait partager les sentiments qui mettaient en branle les classes cultivées. Les mots dont celles-ci se servaient, en effet, les noms géographiques qu'ils prononçaient ne pouvaient éveiller dans le cœur du peuple que de vagues résonnances. En Toscane agricole, les campagnes étaient, enfin, résolument opposées à la guerre. Dans le nord industriel les masses ouvrières lui étaient ennemies. A Turin, j'ai assisté à une sorte d'émeute qui faillit devenir sanglante, au pied de la statue de Victor-Emmanuel qui entendit des mots pénibles. En un mot, la contre-épreuve populaire vérifiait la pre-

mière épreuve bourgeoise (inversement pour Giolitti) : la participation de l'Italie à la guerre européenne fut exclusivement l'œuvre des classes moyennes et cultivées. Il semble bien, d'ailleurs, qu'il ait fallu une crainte assez justifiée de rencontrer une opposition très vive dans tout le Parlement, expression des masses avant tout, pour que M. Giolitti, apprenant la dénonciation de la Triple-Alliance, n'en persistât pas moins dans son conseil d'abstention.

*
* *

Je crois bien que, si je retournais en ce moment en Italie, je trouverais une situation exactement semblable, sans aller chercher des explications machiavéliques, sans croire à des combinaisons subtiles et compliquées. Dans la conduite prudente de l'Italie, il faut très probablement voir surtout des raisons de politique inférieure, comme il y a un an. Il n'est pas très facile de faire comprendre à des masses qui ne possèdent, déjà, que de vagues notions sur Trente et Trieste, ce que renferme de menaçant la question balkanique. Trieste, Trente, c'est encore la frontière, les frères de race. Mais Uskub et Salonique ! Et ces Serbes, justement, tant honnis il y a quelques années, ces Serbes et ces Grecs dont on n'a cessé de dénoncer les ambitions sur l'Adriatique et l'Egée, auxquels on envie les rivages promis par la Quadruple Entente, et contre lesquels on a entretenu jusqu'ici la défiance du peuple tout entier !

Un travail assez délicat s'impose, travail tout intime qui ne peut s'accomplir en un jour. Les classes cultivées sont, aujourd'hui comme hier, décidées à la guerre balkanique, certainement. L'intérêt même de la patrie exige qu'elles évitent un second retour de Giolitti et d'autres dangereuses manifestations.

Il ne faut point, à mon sens, aller chercher plus loin. Le gouvernement se trouvant devant une situation identique agit pareillement. Il avance prudemment pour donner le temps aux idées de pénétrer peu à peu dans le pays, et, lorsqu'il jugera le moment venu, il marchera avec tout autant de décision qu'il l'a déjà fait. Il se rappellera certainement à temps, aussi, que les masses sont en général amorphes, qu'elles suivent le mouvement, et que, en mai, ces masses tant redoutées, à qui M. Giolitti voulait tout sacrifier n'ont réalisé aucune de ses craintes, et ont été les premières à obéir à l'ordre de départ.

André Maurel.

LA SOURCE EMPOISONNÉE

Chansons et Littérature scolaires allemandes.

Treize mois de gurere, de meurtres, d'atrocités innombrables, de destructions inutiles ; treize mois d'immondes traitements à l'égard de nos compatriotes du Nord et de l'Est ; ces treize mois de martyre, dis-je, auront éclairé les plus aveugles, sur les dispositions, à notre endroit, de l'âme allemande. Aux lueurs de l'incendie, aux clameurs du massacre, l'affligeante certitude s'est faite dans nos esprits ; à présent, tous nous savons : ces forfaits, froidement prémédités, froidement exécutés, qu'expriment-ils, sinon la haine de la France, de sa race, de ses traditions ? L'âme des Teutons s'y révèle, gonflée d'appétits et de venins, incurablement, indiciblement basse, dressée pour le crime. L'assassinat, ils le commettent avec raffinement, avec délices ; ainsi l'attestent nos rapports officiels. Une aussi monstrueuse perversion du sens moral ne peut s'expliquer que par la prédominance, entre toutes les passions, d'une passion maîtresse : la haine ; une haine absolue, féroce, insinuée jusqu'aux moelles de ce peuple, enracinée dans son instinct et telle qu'il n'en fut jamais d'exemple entre civilisés. Le fait est là, angoissant, mais indéniable, patent. Un pareil sentiment peut-il être naturel à l'âme allemande ? Assurément non. Il n'est point de particulier à particulier de haine spontanée, à plus forte raison entre deux races créées pour vivre côte à côte. Les accidents de l'histoire ne suffisent point à l'expliquer. En dépit des collisions de Louis XIV, par exemple, avec l'Empire, ni la littérature, ni les mémoires de l'époque n'offrent trace de rancune envers la France. Et pourtant, il y eut l'incendie du Palatinat. En réalité, ce sentiment est une pousse prussienne greffée sur l'arbre germanique. De Frédéric II à Guillaume II, cette idée, conçue par eux, les rois et les dirigeants prussiens, n'ont cessé de l'incorporer à leur politique : capitaines ou ministres, Brünswick, Blücher, Moltke, Hardenberg, Bismarck, Bethmann-Hollweg, tous l'adoptent avec éclat, tous la servent éperdûment. De leur cerveau, elle passe dans le corps germanique tout entier. Même au temps de Napoléon, ni la Bavière, ni le Würtemberg, ni la Saxe, ne nous marquaient de l'hostilité ; c'est la Prusse qui leur a communiqué sa méchante folie ; c'est elle qui, consciemment, délibérément, a fait tout le mal. La raison en est qu'elle avait besoin de leur complicité, qu'il lui fallait exciter le sentiment de la race tout entière et l'amener

par une série d'habiles artifices à collaborer à l'œuvre de violence et d'agression. Songez, en outre, qu'un tel procédé procure le bénéfice considérable, au point de vue militaire, de multiplier les énergies combatives, de les porter à leur maximum de rendement. Cela résulte des enseignements même du grand état-major prussien : « Il « faut, écrit von der Golz, dans *La Nation armée*, « que la politique bien avant la guerre, mette le « peuple dans un tel état de surexcitation, qu'il « soit possible d'employer à la guerre toutes les « forces vives de la nation. » Voilà qui s'appelle parler clairement. Il n'y aura plus qu'à guetter l'occasion et l'heure pour précipiter sur un objet déterminé, sur la France, la vague de fureur...

*
* *

Le programme conçu, l'exécution va suivre. L'éducation tout entière y participe : tout s'y organise, s'y ordonne en vue de cet état d'esprit. Une théorie domine là-bas, tous les enseignements : celle de la « prédestination », du « peuple élu », créé pour l'hégémonie universelle. On en appelle au passé, l'on met l'histoire au service de cette cause, non, bien entendu, l'histoire impartiale et sereine, mais une histoire déformée, mutilée, arrangée selon les besoins. Un exemple, entre tous, me fera comprendre. Chacun sait que la capitulation de Metz en 1870, ne survint qu'après un siège de plus de deux mois. Or, l'histoire allemande montre la ville emportée d'assaut, après une grande bataille, ceci pour rehausser la bravoure allemande, en la peignant comme irrésistible. J'ai connu des instituteurs d'Outre-Rhin à qui les faits de septembre et d'octobre 1870, n'avaient pas été présentés d'autre façon sur les bancs de l'Ecole normale. Et le reste, à l'avenant ! Le grand événement historique, l'événement par excellence, c'est la reconstitution de l'Empire allemand. Les autres n'ont de valeur, de réalité vraie qu'en fonction de celui-là. Tous, dans l'esprit de la Providence, ne sont destinés qu'à le préparer. La Réforme, la Révolution française, événements secondaires, quand on les sépare de l'autre, unique et divin. En conséquence, un pays pourvu d'un tel passé historique, a des droits inconnus à autrui, et le devoir de les faire valoir coûte que coûte, puisque, ce faisant, on se borne à réaliser les grandes vues de la Providence. Desseins de la Providence ou desseins de l'Allemagne, c'est tout un. S'y opposer, c'est contrarier Dieu lui-même, et mériter notre perte. Et voilà qui me semble déjà susceptible d'expliquer Louvain, Reims et toute la série des crimes commis.

*
* *

Après l'histoire, la littérature et la chanson. J'ai sous les yeux deux volumes de *Morceaux choisis*, d'auteurs différents, et un volume de *Chants pour les Ecoles*, édité à Leipzig, et en usage dans toutes les classes. Les uns et les autres émanent tantôt d'auteurs renommés, tantôt d'obscurs folliculaires, tantôt de bardes populaires ignorés ; mais dans toutes ces compositions se retrouve un caractère commun : l'amour de la patrie allemande ; non un amour calme, digne, et raisonné, mais violent, exclusif, et monstrueusement orgueilleux. En outre, dans la plupart, éclate le mépris de l'étranger, la haine de la France parallèlement à l'exaltation du « Deutschtum »«

On connaît le fameux hymne, déjà formulé, du pangermanisme de Moritz Arndt : « Où donc est la patrie allemande ?... » Et la réponse, la voici : « Partout où résonne la langue « allemande », c'est-à-dire en Alsace, en Suisse, en Autriche. On devine ce que peut devenir le droit des nationalités. D'ailleurs, ce peuple élu ne possède-t-il pas tous les dons ? N'est-ce pas en lui qu'habitent les sentiments de « l'honneur », de « la liberté », ceux qui distinguent « l'homme de cœur » capable d'aimer « avec ardeur », avec piété » ? Sa langue, selon Schenkendorf, n'est-elle pas « la langue de l'héroïsme et de l'amour ? ». Sa patrie n'a-t-elle pas, entre toutes, reçu « en abondance la bénédiction de Dieu ? » Les fleuves eux-mêmes portent la trace de cette bienveillance céleste. Le Weser, par exemple, a ses poètes, comme Bodenstedt, qui lui consacrent des hymnes retentissants. Rien dans cette terre qui ne soit fait pour exciter la surprise et l'admiration. Les vertus familiales, les vertus intellectuelles ou guerrières sont son exclusif privilège : « Connaissez-vous ce « pays magnifique par sa couronne de chênes ? Le pays où, sur les douces collines, dans l'éclat du soleil, mûrit le cep ? Ce pays libre de mensonge (?), où la parole de l'homme conserve sa valeur (?) ? » C'est « un bijou, une pierre précieuse » qui de tout temps a gardé le culte de la vérité « brûlé pour le devoir, le droit, etc. ». On multiplierait les citations.

*
* *

Une telle patrie ne saurait engendrer que des héros. Ilsa bondent, en effet, et l'on n'a que l'embarras du choix, depuis les soudards de l'époque napoléonienne jusqu'à ceux de 1870, les Guillaume Ier, les Moltke, les Steinmetz, les Bismarck.

A tout seigneur tout honneur. Voici d'abord le vieux Blücher, campé en digne Prussien dans le *Lied* de Moritz Arndt. « Il chevauche, martial, son fougueux cheval, il brandit en guerrier son épée étincelante. Il fait serment, par le fer, de traiter la France, à la manière allemande. » Il a tenu parole. A la Katzbach, à Lützen, il en a fait un tel carnage, « que des milliers y ont perdu le souffle ». Et voilà de quoi réjouir la nation « de l'honneur et de la bonté ».

Suivent ensuite les autres forgeurs de l'unité germanique, toute la bande des fauves qui nous assaillit une première fois. « Eveillez-vous, héros anciens, du haut de votre piédestal, inclinez-vous. Je vais vous parler de batailles et de victoires sans fin. Nous avons balayé les insolents nains Welches Iucheirassasa. » Ce soin, il a été confié au fidèle Bismarck, à Moltke, à Steinmetz, à Roon », et « Iuchheirassasa ». On remarquera que dans cette conception du héros militaire prussien, n'entrent ni générosité, ni bonté, mais uniquement le culte de la force, allié à une morgue, à une arrogance sans égales ailleurs, à un orgueil démesuré, grossier, dépourvu de tact et de goût. Encore, dans les morceaux précités, sortis de plumes plus ou moins affinées, se rencontre-t-il, parmi tant de fautes d'élégance, une certaine tenue au moins littéraire, dans la *Wacht am Rhein*, dans *Je suis Prussien, connais-tu mes couleurs ?* etc. Il est d'autres productions, *chantées dans les écoles*, où la forme la plus vulgaire s'allie à la pensée la plus médiocre : telle, entre plusieurs, la chose qui commence par : « Le roi Guillaume était dernièrement à Ems... » Ce pauvre, cet innocent Guillaume « ne songeait pas plus loin qu'au commerce de ce monde ; animé de paisibles desseins (le bon apôtre !) il buvait à la source son petit verre, en roi et en héros ! » Survient un matin Benedetti, « l'envoyé de Napoléon, qui, en colère commence à glouglouter (!) parce qu'un prince de Hohenzollern prétendait au trône d'Espagne ». Guillaume trouve que Benedetti déploie un zèle inutile et qu'il ne manque que de compréhension ». L'ambassadeur est toujours « long à comprendre ». Il formule néanmoins ses exigences. Mais le roi Guillaume « fixe de son œil royal, le misérable avorton » et, se refusant à pousser plus loin l'entretien, « se tourne de telle façon que l'autre puisse admirer son dos ! » Napoléon, mis au courant se fait « apporter les bottes de son oncle et demande de suite le tendre Loulou ». Puis viennent les armements, l'appel des armées à « la tête desquelles gueule le brave Turco ! suivi du « spahi, du zouave, de tous les fils de la grrrande Nation ! » Mais Guillaume appelle son fils le prince royal et lui dit : « Va, et cogne dessus ! » Celui-ci cogne si fort que les couards Welches fuient, épouvantés et qu'on entend craquer leurs os !... etc. Il n'est question dans ce factum, ni de Rezonville, ni de Gravelotte, ni de notre résistance acharnée, si proche souvent de la victoire ! Non, c'est encore ici « la vérité allemande » dans sa grossière splendeur !

On multiplierait les exemples. Contentons-nous de citer la perle du genre, où l'injure le disputte au mensonge : *Werder, musicien.* Voici la chanson qu'une littérature barbare lui a consacrée :

« Le général Werder, un jour joua pour la danse. C'était au temps où l'on campait en Alsace. Il joua de la basse, dur, dur, comme nul n'en joua jamais. Les Français dansaient par ci, dansaient par là, Werder nous a montré comment. Werder fut un musicien, le plus grand qui fut jamais ! »

« A Strasbourg, il prépare son archet ; à Belfort, il essaie sa basse pour voir si nulle corde ne cassait ; et puis, et puis, pour que la grande danse n'achoppe pas, il bat à Montbéliard, la mesure allemande avec la crosse. Werder fut un musicien, etc. »

Cela continue durant six longues strophes où le barde énumère copieusement tous les tours de finesse » que le Werder joue aux « Franzen ». Il s'extasie devant chacune des « plaisanteries » du maître musicien qui, avec art parfait, « exécute à fond la partition composée par Moltke », jusqu'à ce que les Français en aient perdu l'haleine. On voit comme en termes galants ces choses-là sont mises, et quels sentiments de pitié inspire aux Germains un ennemi vaincu !...

*
* *

J'arrêterai là mes citations. On peut voir d'où vient la haine dont le souffle passe sur notre pays. Elle a sa source à l'école ; elle est le fruit de l'enseignement conçu et réalisé par la Prusse. On aurait pu croire impossible, au XXe siècle, une pareille monstruosité ; on oubliait de compter avec une race de proie. Cette éducation devait nécessairement engendrer les crimes dont nous sommes à la fois les témoins et les victimes. Ce n'est pas en vain qu'on verse dans l'esprit et le cœur d'un peuple de tels ferments : Dinant, Louvain, Reims, ne pouvaient être que le fruit de cette monstrueuse propagande, honte éternelle de l'Allemagne.

FRANCISQUE ROCHEZ.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 23 -- 1er ET 2e SEM. 53e ANNÉE 27 NOVEMBRE — 4 DÉCEMBRE 1915

LES HÉROS DE L'AIR (1)

Mesdames, Messieurs,

Le 17 octobre 1783, une montgolfière, retenue au sol par des cordes, s'élevait au-dessus des jardins de la rue de Montreuil, dans le faubourg Saint-Antoine, jusqu'à une hauteur de 108 mètres. C'était, en ballon monté, le record de l'altitude. Deux passagers — on ne saurait dire deux voyageurs — occupaient la nacelle. Le pilote a laissé un nom célèbre : c'était Pilâtre de Rozier, qui, deux ans plus tard, paya d'une mort glorieuse sa confiance héroïque et aventureuse dans l'invention nouvelle. L'observateur est moins connu : il s'appelait Giroud de Villette et il était adjoint à la Manufacture royale de papier. Il observait bien.

Il a laissé de cette ascension un récit qui vaut par la simplicité, par la rapidité et par la clarté. J'en détache un passage dont vous saisirez tout de suite le rapport avec la fête qui nous assemble aujourd'hui :

« Je promenais, dit-il, ma vue dans le lointain — ce lointain, vous l'allez voir, n'allait pas très loin. — D'abord, je vis la Butte Montmartre qui me semblait être de moitié plus basse que notre niveau. Je découvris facilement Neuilly, Saint-Cloud, Sèvres, Issy, Charenton, Choisy, et peut-être Corbeil qu'un léger brouillard m'empêchait de distinguer. *Dès l'instant, je fus convaincu que cette machine peu dispendieuse serait très utile dans une armée pour découvrir la position de son ennemi, ses manœuvres, ses marches, ses dispositions, et les annoncer par des signaux aux troupes alliées de la machine.* »

Giroud de Villette ne s'était pas trompé. Dix ans s'étaient à peine écoulés depuis sa prophétie quand la Convention Nationale, qui défendait la France assaillie, organisait la premième Compagnie d'aérostiers.

En 1793 et en 1794, les ballons militaires rendirent des services, en particulier à Maubeuge et à Charleroi. L'aéronautique naissante joua surtout un rôle, le 26 juin 1794, dans la bataille de Fleurus. Ici encore, je laisse la parole à un contemporain, au physicien Coutelle, qui occupa la nacelle pendant de longues heures, avec un officier d'état-major. L'impression qu'il ressentit se traduit dans son récit avec la sincérité la plus désintéressée. « Je ne dirai pas, comme ceux qui louent ou blâment avec exagération tout ce qui est nouveau, que l'aérostat a fait gagner la bataille de Fleurus. Tous les corps, dans cette journée mémorable, ont fait leur devoir. Ce que je peux assurer, c'est que, ayant à me servir de ma lunette, malgré les mouvements d'oscillation et de balancement en raison de la force du vent, je distinguais les corps d'infanterie, de cavalerie, les parcs d'artillerie, leurs mouvements, et, en général, les masses. » Et, plus tard, reprenant ce rapport, il ajoutait : « Notre armée voyait l'aérostat avec plaisir. Cette arme jusqu'alors inconnue donnait à nos soldats de la gaieté et de la confiance ».

(1) Allocution prononcée à la Matinée des *Héros de l'Air*, (20 novembre 1915).

Il n'est pas dans mes intentions de faire devant vous, même à grands traits, l'histoire de l'aérostation militaire. Mais n'était-il pas bon, dans cette réunion patriotique où nous fêtons l'aviation et l'armée françaises, de rappeler, en remontant à cent vingt-cinq ans en arrière, que, dès les premiers essais aéronautiques, il se rencontra des hommes assez clairvoyants pour se rendre compte des services que l'invention nouvelle pouvait rendre à la défense nationale ? Peut-être vous demandez-vous si quelqu'un, allant plus loin, entrevit, dès ce moment, la possibilité des combats aériens. Je ne connais dans cet ordre d'idées qu'une lettre de Rivarol, écrite au lendemain de l'ascension du Globe aérostatique, le 27 août 1783. Le passage est typique. « C'était de la joie, c'était de la surprise, c'était de l'admiration, de la stupeur, enfin de la crainte : Le voilà donc trouvé, s'écriaient les uns, ce secret pour lequel tous les hommes ont soupiré ! L'homme va donc voler et réunir en lui la plénitude du règne animal. Maître de la terre, des eaux et de l'air, il n'y aura plus que le feu d'inhabitable pour lui. Et ils se félicitaient de vivre à l'époque d'une si grande révolution. Les autres, et ce ne sont pas les moins nombreux ,ont montré une complexion moins gaie. Tout leur a paru renversé dans le monde civil, politique et moral. *Ils voient déjà des armées s'égorger dans les airs et le sang pleuvoir sur la terre...* »

Cette fois, la raison et la clairvoyance furent du côté des hommes à la complexion moins gaie. Vous savez comment l'avenir et la guerre actuelle ont justifié leurs appréhensions. A leur différence, Victor Hugo, dont la complexion était optimiste, attachait à la conquête de l'air des espérances pacifiques. Son *Plein Ciel*, l'un des joyaux de *la Légende des siècles*, où la richesse des idées et des images est véritablement extraordinaire, renferme un vers que, dans ces dernières années, on a beaucoup cité.

C'est du métal, du bois, du chanvre et de la toile.

On y a vu la description, un peu sommaire, de l'aéroplane. A cette date, Victor Hugo était plutôt obsédé par le ballon dirigeable. Il avait confiance, depuis de récentes expériences. Seulement, il se méprenait sur les conséquences. Il enregistrait déjà la destruction des octrois, la suppression des frontières, la disparition des guerres, la fraternité régnant partout, les Etats-Unis d'Europe, presque les Etats-Unis du Monde. C'était en 1856. Quelques années plus tard, dans une lettre extraordinaire à Nadar, en 1864, il se faisait l'apôtre du plus lourd que l'air. Les poètes ont de ces intuitions ! Et n'est-ce pas une occasion, dans cette maison littéraire, de leur rendre hommage et de restituer tous leurs titres à leurs génies ? Vous souvient-il des combats extraordinaires que Lamartine dut mener pour défendre le développement des chemins de fer contre l'incrédulité ambiante ? Thiers, qui ne leur prêtait pas un lendemain, se contentait de quelques centaines de kilomètres. Et un grand savant, Arago, oui, Arago, redoutait les fluxions de poitrine pour les voyageurs, à la sortie du tunnel de Saint-Cloud! Il commettait même une autre hérésie. Tandis que Lamartine pressentait les services que les voies ferrées pourraient rendre à la guerre, Arago soutenait que les chemins de fer seraient nuisibles à l'armée en déshabituant les soldats des marches militaires ! Il est vrai que, plus tard, Arago, mieux avisé, partageait la confiance de Victor Hugo dans le plus lourd que l'air. La formule du poète était d'une précision surprenante : « Qui n'a pas avec soi et en soi son moteur est mû, mais ne se meut pas. » Malheureusement, toujours hanté par son rêve de paix universelle, il partageait l'erreur du même Arago en écrivant : « C'est l'évanouissement des armées, des chocs, des guerres, des exploitations, des haines, c'est la colossale révolution pacifique. »

D'autres, depuis, s'y sont moins trompés.

Et c'est un poète encore qui, en célébrant magnifiquement les premiers exploits de l'aviation naissante, devinait le rôle qu'elle jouerait dans la défense nationale. Il y a de cela cinq ans à peine.

Déjà des jeunes hommes, civils ou militaires, parcouraient dans les airs des espaces extraordinaires au cours des raids les plus audacieux.

Nous admirions la simplicité héroïque, l'allégresse charmante, l'enthousiasme confiant avec lesquels ils risqueront leur vie. Et Edmond Rostand les célébrait :

Dès qu'invités au vol par le cri des deux Frères,
Les Braves, pleins d'effrois,
Sentirent qu'il fallait d'abord des Téméraires,
Et qui fussent adroits,

Et qui fussent légers, et, la flamme aux prunelles,
Qui fussent coutumiers,
Lorsqu'il faut essayer une idée ou des ailes,
De mourir les premiers;

Dès qu'il fallut mourir pour ce qui vient de naître,
Tomber pour qu'on volât,
La France eut le frisson qui lui fait reconnaître
Que son destin est là !

Il suffit qu'elle sût qu'une aile était trouvée
De toile et de roseaux,
Pour qu'elle ne fût plus qu'une immense couvée
D'impatients oiseaux!

Car la vertu d'un cœur dont toutes les blessures
S'ouvrent vers l'Orient,
C'est de n'attendre pas que les routes soient sûres
Et d'être impatient!

Depuis que cette chose impérieuse existe
Qui veut qu'on aille aux cieux,
La France est le pays des mères à l'œil triste,
Mais au front glorieux!

Ah! comme ils sont partis avec de l'allégresse,
Nos fils jeunes et fous!
Ca on meurt pour l'azur comme on meurt pour la Grèce
Quand on est de chez nous!

Au moment qu'ils vont prendre, en un bruit de bour-
[rasque
La route sans chemin,
Ils nous disent adieu d'un hochement de casque,
Puis il lèvent la main!

Dans le ciel attristé de notre paysage
Ils se sont envolés,
Ils nous ont obligés de hausser le visage.
Ils nous ont consolés.

Oui, ils nous ont consolés les chers et glorieux oiseaux de France. Ils sont notre joie et notre orgueil, notre fierté et notre espérance. Il était juste qu'ils eussent leur fête, et ne suffisait-il pas à MM. Carré, Rouché et Gabriel Astruc de se réunir pour donner à cette fête un caractère artistique ? D'ailleurs, c'est un des leurs qui en a pris l'initiative, le pilote aviateur Girod, mon collègue à la Chambre, fait chevalier de la Légion d'Honneur sur le champ de bataille, et cité, pour ses nombreux exploits et pour la défense de Paris, à l'ordre de l'armée. Il m'a remis, le brave commandant Girod, pour collaborer à cette improvisation, le Livre d'Or de l'Aviation. Je l'ai lu avec avidité et devant ces centaines de noms et ces milliers d'exploits, j'ai été secoué d'une émotion profonde.

Ah ! comment les nommer ? Comment les célébrer ? Comment les choisir ? Ils sont là, de toutes les régions de la France, de toutes les armes, de tous les âges, de toutes les conditions sociales, réunis dans une familiarité confiante dont la discipline ne souffre pas, associés dans cette camaraderie française, qu'il faut préférer, n'est-ce pas ? à l'automatisme servile des autres ?

Là-dedans, parmi les morts, j'ai relevé trois noms, caractéristiques et symboliques parce qu'ils représentent trois classes françaises et la diversité des situations dans l'unité de l'héroïsme. C'est, d'abord, un chirurgien distingué, un sénateur, qui ne paraissait destiné ni par sa carrière professionnelle, ni par sa carrière politique, à devenir un pilote de l'air, le docteur Reymond. Vous vous rappelez sa fin glorieuse. Pendant des semaines et des semaines, il avait observé les lignes allemandes, accumulé des renseignements ,concouru utilement à la défense nationale. Puis, un jour que l'atmosphère n'était pas favorable, il avait volé tout de même, parce que c'était son devoir de voler et qu'il était en tout un homme de devoir. Obligé de descendre au-dessous des nuages, il s'était risqué à 100 mètres au-dessus des lignes ennemies. Son avion abattu, blessé grièvement lui-même, il était resté pendant des heures, jusqu'à la nuit, entre les tranchées allemandes et les tranchées françaises. Quand on put l'aller chercher et le ramener, il avait conservé encore toute la force précise et vigoureuse de son intelligence. Il put rapporter tout ce qu'il avait vu. Puis, lucide, il mourut. N'est-ce pas la mort d'un héros ?

En voici un autre, un ancien ouvrier, Pégoud, qui, après avoir étonné la France et le monde par ses prouesses, porta des coups terribles aux avions ennemis, et ne succomba que sous l'accablement du nombre, après une véritable bataille.

Et voici le troisième, que beaucoup parmi vous connaissaient, un artiste, un dessinateur de talent : de Losques. Ce qu'il a fait, une lettre d'un de ses camarades va vous le dire : « Mon ami Daniel, qui appartenait au service de l'Intendance, avait demandé à venir dans l'aviation. Il ne tarda pas à y montrer le plus gracieux entrain — car ce bombardier restait un artiste — et le plus tranquille courage. Blessé lors d'une expédition en Artois, il fut cité à l'ordre du jour, le 23 juillet dernier. C'est au retour de l'expédition de Sarrebruck que de Losques, parti avec le lieutenant Lemoine, disparut. Quelques jours après, nous étions avisés par les Allemands, qui avaient jeté un papier dans nos lignes, que Daniel et son pilote s'étaient battus (dans le ciel de Lorraine) « en vaillants soldats. La veille, j'avais dîné avec ce pauvre Daniel qui parlait de l'expédition du lendemain avec simplicité et bonne humeur.

La seconde citation constate qu'il a trouvé une mort glorieuse au cours d'un combat avec des avions ennemis...

Tel fut de Losques, ce boulevardier devenu si vite un magnifique soldat, ce caricaturiste qui n'égratigna personne et qui ne fit de mal qu'aux Allemands, qu'il combattit avec une belle vaillance...

Pour nous, au 4e groupe de bombardement qui compte une nouvelle victime, c'est une chère affection perdue, mais l'exemple demeure. »

Oui, l'exemple demeure, un exemple de sang-froid, de courage, de bonne humeur. Nos aviateurs ont une gaieté, une gaminerie, un esprit qui ajoutent comme une fleur de grâce à leur héroïsme. En faut-il des preuves ? J'en emprunte une à un écrivain, M. Jean Ajalbert, qui a un peu égratigné notre matinée, dont, peut-être, il n'a pas suf-

fisamment saisi toutes les intentions, mais auquel son talent et le dévouement désintéressé qu'il porte à l'aviation, doivent valoir notre indulgence.

« Un soir de l'hiver dernier, j'assistais dans la popote d'une escadrille au déshabillé d'un capitaine qui revenait de voler sur les lignes ennemies à travers une pluie de balles et de shrapnels. Il mit bas son imperméable de cuir, puis son caleçon, un chandail de laine, puis un gilet, un pantalon de papier, car il n'est pas trop de cette triple pelure pour monter à deux mille mètres. Et c'est en un dessous de la soie la plus fine qu'il s'approcha du feu...

— « C'est effrayant, commença-t-il...

« Nous attendions qu'il contât les péripéties d'une reconnaissance dont on savait qu'elle avait été mouvementée.

— « C'est effrayant ! Pas moyen de porter la même paire deux fois ! Qu'est-ce que j'ai donc à l'orteil, pour *les trouer* toutes à la même place ? En haut, je ne pense qu'à ça, que je pourrais tomber chez les Boches avec des chaussettes percées ! »

A coup sûr, voilà une préoccupation bien française, et que les Boches n'ont jamais connue.

Vous faut-il un autre exemple de l'esprit français dans l'héroïsme ? C'est Gilbert qui survole Lille, à 100 mètres au-dessus de nos malheureux compatriotes, et qui souffle dans une trompette de marchands de journaux, et qui crie : *La Liberté, l'Intran, la Presse.*

Tous, ils ont des fétiches. Marc Pourpre avait un singe en peluche. Je ne sais pas ce que Garros suspendait à son hauban, mais il manquerait quelque chose à mes paroles si je n'envoyais pas un souvenir ému à sa captivité héroïque... Oui, des héros, mais des bandits, non ; oui, des soldats, mais jamais des assassins.

Ah non ! ce ne sont pas eux, les aviateurs français, qui volent au-dessus des villes ouvertes pour tuer lâchement des civils, des femmes et des enfants. Ce ne sont pas eux, les aviateurs français, qui volent au-dessus des plus nobles monuments du passé pour les anéantir. Ce ne sont pas eux, les aviateurs français, ni leurs camarades d'Angleterre et d'Italie, qui s'acharnent contre les musées, contre les cathédrales, et, lâcheté plus horrible encore, contre les hôpitaux. Ils laissent aux autres, à ceux de là-bas, cette honte de martyriser les villes de l'histoire et de la légende. Et ceux de là-bas, comme ils se ressemblent et comme ils se valent ! A Brescia, à Vérone, à Venise, les Autrichiens ont tenté de dépasser leurs maîtres.

Oui, à Venise ! Comment ne pas s'indigner contre un aussi criminel, un aussi abominable sacrilège ! Nous, Français, remués dans nos sentiments artistiques, dans nos traditions nationales, dans nos croyances, nous pleurons des larmes de pitié et de rage devant la destruction systématique, et presque achevée, hélas ! de la cathédrale de Reims. Mais est-il un homme, dans le monde civilisé, qui puisse supporter de sang-froid l'idée de la mort de Venise, de l'assassinat de Venise, la ville des émotions, des sensations, des chers et délicats souvenirs ? Ah ! les misérables ! Oui, j'en parle avec passion et j'en parle avec haine, une haine que, loin de la déguiser ou de l'atténuer, j'ai plutôt envie de crier, de hurler presque, pour l'opposer à nos timidités, à nos hésitations, à la sensiblerie et à la duperie de nos scrupules attardés !

Nous sommes trop patients et nous sommes trop doux. Allons-nous continuer cette duperie stupide ? Quoi ! Nos enfants, là-bas, voulaient lutter à la française, la visière levée, face à face avec un ennemi qui n'osait pas affronter la franchise de leur clair regard ! Cet ennemi, déloyal et perfide, répand sur eux des vagues de liquides enflammés, des nappes de gaz de toutes sortes, asphyxiants, suffocants, lacrymogènes, toute l'invention d'une chimie mise au service du crime. Et nos enfants seraient brûlés vifs, asphyxiés, suffoqués, aveuglés, condamnés à la mort lente, sans que nous recourions aux plus légitimes représailles ! Nous serions les prisonniers de la loi que nos adversaires violent avec des défis, des sarcasmes et des cris sauvages ! Allons donc ! Cela a trop duré! Cela n'est plus possible ! Nos fils et la France crient vengeance. Quand on se défend contre des bandits, il faut employer leurs armes. Ils ont voulu la guerre au couteau et aux gaz. Employons contre leurs hordes, les gaz et les couteaux.

A l'heure où nous sommes, dans la situation qu'un implacable ennemi nous a faite, la haine est créatrice et elle est clairvoyante.

Elle est créatrice d'énergie, de courage, de résistance, d'endurance.

Elle est clairvoyante, parce que, trompés hier, enveloppés de promesses et de caresses, elle nous aidera à ne pas retomber demain dans les mêmes pièges. Ils parlent de paix, ils en font parler, ils nous éprouvent et nous tâtent. Ne les écoutons pas. Qui, chez nous, pourrait, sans trahir, se prêter à de semblables tentatives ? Quel Français pourrait se rencontrer pour discuter des propositions de paix tant que les Allemands tiendront leurs gages, tant que la Belgique martyre et nos départements de la frontière seront sous les griffes de l'envahisseur ?

Une telle paix serait une lâcheté contre laquelle se lèveraient nos morts ! Une telle paix serait une abdication contre laquelle s'insurgeraient les soldats héroïques qui se battent pour la France ! Restons dignes de ceux qui sont tombés pour nous, soyons dignes de ceux qui sont prêts à mourir pour nous.

La paix ? Il ne pourra en être question que le jour où l'ennemi vaincu aura abandonné la Belgique et la France ! Il ne pourra en être question que le jour où la France, loin d'en subir les conditions, les dictera et les imposera par la force de la victoire ! Ce jour, celui de la paix française, il se lèvera quand nous serons secoués par *le frisson du clairon triomphal* et que, par delà les lignes des Flandres, de l'Artois, de la Champagne, des Vosges, de l'Alsace, percées, débordées avec allégresse et définitivement franchies, nos soldats verront, au son de la *Marseillaise*, accourir

Ailes au vent, l'essaim des victoires chantantes.

LOUIS BARTHOU.

L'ÉTUDE PSYCHOLOGIQUE DE LA GUERRE (1)

Je ne me suis pas proposé d'étudier dans cet uvrage les événements de la guerre européenne, nais seulement les phénomènes psychologiques ont sa genèse et son évolution restent envelopées.

La narration fidèle d'une telle lutte serait impossible aujourd'hui. Trop de passions nous agitent. es générations qui créent l'histoire ne sauraient écrire. Le recul du temps est nécessaire à l'intelgence des grands drames que les passions des omme font surgir. Sans équité pour les vivants, histoire n'est impartiale que pour les morts.

Mais derrière les événements dont nous voyons dérouler le cours, se trouve l'immense région es forces immatérielles qui les firent naître. Les nénomènes du monde visible ont leur racine dans monde invisible où s'élaborent les sentiments et s croyances qui nous mènent. Cette région des uses est la seule dont nous nous proposons d'aorder l'étude.

(1) Ces pages sont extraites d'un livre que M. Gusve Le Bon va faire paraître à la librairie Flammaon, *sous ce titre;* Les *Enseignements psychologiques la Guerre Européenne.*

*
* *

La guerre qui mit tant de peuples aux prises éclata comme un coup de tonnerre dans une Europe pacifiste, bien que condamnée à rester en armes.

Le succès de la diplomatie durant la guerre balkanique laissait espérer que les gardiens officiels de la paix la préserveraient encore. Il n'en fut rien. Après une semaine de pourparlers diplomatiques l'Europe était en feu.

Des événements d'une aussi formidable grandeur ne sauraient dépendre de la volonté d'un seul homme. Les causes en sont profondes, lointaines et variées. Elles s'accumulent lentement jusqu'au jour ou leurs effets apparaissent brusquement. Il semblerait que, dans la genèse des événements historiques, les causes s'additionnent en progression arithmétique alors que leurs effets croissent avec la rapidité des progressions géométriques.

Pour comprendre les véritables origines de la guerre européenne, il faut remonter à des faits antérieurs et surtout étudier les transformations de l'âme allemande moderne. De la mentalité d'un peuple dérive sa conduite et, par conséquent, son histoire.

*
* *

La guerre actuelle est une lutte de forces psychologiques.

Des idéals inconciliables sont aux prises : la liberté individuelle se dresse contre l'asservissement collectif, l'initiative personnelle contre la tyrannie étatiste, les anciennes habitudes de loyauté internationale et de respect des traités, contre la suprématie des canons.

L'idéal d'absolutisme de la force que l'Allemagne prétend aujourd'hui faire triompher n'est pas nouveau, puisqu'il régna sur le monde antique. Deux mille ans d'efforts furent nécessaires à l'Europe pour essayer de lui en substituer un autre.

Le triomphe des théories germaniques ramènerait les peuples aux plus dures périodes de leur histoire, à ces âges de violence dans lesquels la justice n'avait d'autre fondement que la loi du plus fort.

L'humanité commençait à oublier ces heures sombres où le faible était écrasé sans pitié, où l'être devenu inutile se voyait violemment rejeté, où l'idéal des peuples était la conquête, le meurtre et le pillage.

*
* *

Ce fut une illusion dangereuse de croire que

les progrès de la civilisation avaient définitivement anéanti les mœurs sauvages des périodes primitives. De nouveaux barbares dont les siècles n'ont pas adouci la férocité ancestrale, rêvent maintenant d'asservir le monde pour l'exploiter.

Les conceptions dominatrices de l'Allemagne sont redoutables parce qu'elles ont revêtu une forme religieuse. Hallucinés par leur rêve, les peuples germaniques se croient, comme jadis les Arabes au temps de Mahomet, une race supérieure destinée à régénérer le monde, après l'avoir conquis.

Les divinités d'un peuple n'incarnent pas seulement ses illusions, mais aussi ses besoins matériels, ses jalousies et ses haines. Tels les dieux nouveaux de la Germanie.

Ils appartiennent à la famille de ces puissances mystiques dont le rôle fut prépondérant dans l'histoire. Pour les faire triompher, des millions d'hommes périrent misérablement, de florissantes cités furent ravagées, de grands empires fondés.

La lutte actuelle a plus d'une analogie avec les anciennes guerres religieuses. Fille des mêmes illusions ,elle en présente les incohérences, les fureurs et les violences. L'irrationnel la régit entièrement. Si la raison avait été capable de dominer les aspirations des rois et des peuples, cette guerre ne fût pas née.

Ce n'est donc nullement avec les ressources de la logique rationnelle qu'il faut tâcher d'interpréter la tragique série d'aventures dont le monde voit se déchaîner le cours.

Examinée du point de vue de la raison pure, la guerre européenne apparaît à sa naissance et durant son évolution comme un chaos d'invraisemblances imprévisibles pour l'intelligence la plus sagace.

Que nous montre-t-elle en effet ?

A son origine, un souverain ayant pendant vingt-cinq ans maintenu une paix nécessaire à la prospérité de son empire et qui, brusquement, se laisse entraîner dans un conflit redoutable qu'il ne souhaitait pas. Un peuple dont la richesse industrielle et commerciale grandissait chaque jour, acceptant avec une délirante joie cette lutte meurtrière qui le ruinera pour longtemps. Des hommes cultivés incendiant des villes, des bibliothèques séculaires, des chefs-d'œuvre de l'art respectés par les guerres antérieures. Quel prophète aurait pu prédire une telle éclosion d'incohérentes choses ?

Parmi les imprévisibles phénomènes que cette guerre fit surgir, ne faut-il pas citer encore l'explosion de fureur mystique dont fut saisi le peuple Allemand et à laquelle les plus illustres savants ne surent pas se soustraire ? L'action de la contagion mentale l'emporta sur la raison et un vent de folie enveloppa leurs discours.

Du côté français, que de transformations également impossibles à prévoir ! Une nation impressionnable, mobile, indisciplinée, transformée brusquement en masses résolues, tenaces, vivant stoïquement pendant des mois au fond de tranchées meurtrières sous la constante menace d'une mort obscure.

A tous ces événements inattendus,l'Histoire ajoutera aussi le sacrifice de l'héroïque petite nation belge qui n'hésita pas, pour défendre son honneur, à voir ses villes incendiées, ses femmes et ses enfants massacrés. Aucune puissance — et l'Allemagne moins que toute autre — ne pressentait cette résistance d'un peuple si faible aux fureurs d'un ennemi si fort.

Cette série d'aventures tragiques ne pouvait être prévue par la raison, parce qu'aucune d'elles n'eut la raison pour mobile. Où donc devrons-nous en rechercher les causes ?

*
* *

Dirigés uniquement par la logique rationnelle dans leurs investigations, les savants veulent toujours la voir conduire le monde et s'indignent dès que les phénomènes semblent échapper à son influence.

Ils oublient ainsi qu'à côté des lumières intellectuelles, guidant l'homme de science à travers ses recherches et le philosophe dans ses doctrines, existent des forces affectives, mystiques et collectives, sans parenté avec l'intelligence. Chacune d'elles possède une logique spéciale, très différente de la logique rationnelle. Cette dernière bâtit la science, mais ne crée pas l'Histoire.

Les formes de logiques indépendantes de l'intelligence élaborent leurs enchaînements dans cet obscur domaine de l'inconscient, dont la science commence à peine l'étude. C'est pourquoi elles restèrent longtemps ignorées.

Tant que leur rôle fut méconnu, les écrivains attribuèrent aux événements des causes rationnelles qu'ils n'eurent jamais et transformèrent ainsi l'Histoire est une construction imaginaire fort différente de la réalité.

Bien que fondamentales, les notions précédentes restent un peu neuves encore. Après les avoir exposées dans divers ouvrages, j'ai tenu à montrer leur valeur explicative en les appliquant à l'étude d'un des plus grands événements du passé : la Révolution française. Les héros de cette tragédie ne cessèrent jamais d'invoquer la raison. Ils la déifièrent même. On citerait difficilement pourtant

une période de l'histoire où les hommes furent moins conduits par elle. Jamais on ne vit aussi souvent d'illustres personnages dire ce qu'ils ne voulaient pas dire et faire ce qu'ils ne voulaient pas faire.

Les forces secrètes qui dirigeaient les acteurs du grand drame avaient de bien autres sources que le rationalisme constamment invoqué par eux. Il était réservé à la science moderne de déterminer la nature de ces forces.

Les événements actuels présentent des problèmes psychologiques aussi difficiles que ceux dont l'époque révolutionaire resta longtemps enveloppée. Si les principes posés par nous sont exacts, ils ne devront pas seulement éclairer la genèse des illusions contre lesquelles les peuples combattent aujourd'hui, mais aussi les causes de beaucoup de faits d'apparence incompréhensible, depuis les divergences sur les origines de la guerre jusqu'aux incendies de monuments artistiques et aux massacres qui ont si profondément indigné le monde.

*
* *

La guerre européenne représente les débuts d'une ère de bouleversements. Bouleversement de l'existence, bouleversement des sentiments, bouleversement des pensées. Nous sommes arrivés peut-être à une de ces périodes de l'histoire où, comme au moment de la Révolution française, les hommes changent leur idéal, leurs principes et aussi leurs élites.

Les peuples sont rapidement poussés vers un avenir qu'aucune lueur n'éclaire encore. L'imprévisible les domine. Des conceptions politiques et morales, tenues pour inébranlables, semblent destinées à disparaître. Théories et doctrines s'évanouissent tour à tour. Plus de lendemains assurés. Les forces psychologiques qui s'entrechoquent dans les combats, commencent à peine leur œuvre.

*
* *

Les illusions des rhéteurs et des livres s'effacent devant l'action. Le bruit du canon fait taire les discours.

Des drames de l'heure présente sortira sans doute une patrie régénérée et plus forte. Les héroïques qualités de ses défenseurs montrent que l'anarchie dont elle semblait menacée n'avait touché que sa surface. Une intrépide jeunesse offre à nos yeux émerveillés le plus réconfortant spectacle.

Cette jeunesse aura vécu la plus prodigieuse aventure de l'histoire, une épopée qui dépasse en grandeur les plus célèbres légendes.

Que sont les exploits des guerriers d'Homère, les prouesses des fabuleux compagnons de Charlemagne, les combats des paladins contre les enchanteurs, auprès des luttes gigantesques dont le monde voit avec stupeur se dérouler le cours?

Nul n'aurait pu prévoir ce merveilleux épanouissement de vertus identiques chez des hommes issus des classes sociales les plus diverses. Soustraits à la vie tranquille du bureau, de la ferme, de l'atelier, de l'école, des palais même, ils se trouvèrent brusquement transportés au sein d'une de ces aventures formidables, sillonnées d'impossible, qu'on n'entrevoit qu'en rêve.

Ce furent, en réalité, des êtres nouveaux que la France menacée vit surgir, être créés par un rajeunissement d'âmes ancestrales qui sommeillent quelquefois, mais ne meurent jamais.

Fils des preux de Tolbiac, de Bouvines et de Marengo, ces guerriers intrépides sentirent revivre, au premier appel de la Patrie, toute la vaillance de leurs glorieux ancêtres.

Plongés dans un effroyable enfer, ils eurent souvent de ces mots héroïques qu'éternise l'histoire.

« Debout les morts ! » criait aux blessés couchés par la mitraille le dernier combattant d'une tranchée assaillie de toutes parts. La Grèce lui eût tressé des couronnes et célébré sa mémoire.

Mourir en héros pour une noble cause, alors qu'on se croyait voué à une existence monotone et vide, est une destinée enviable. La valeur de la vie ne dépend pas du nombre des jours, mais de l'œuvre accomplie pendant ces jours.

Défenseurs du sol sacré des aïeux, ouvriers de l'avenir forgeant une France nouvelle sur l'enclume du destin, nos immortels morts sont déjà entrés dans ce Panthéon des demi-dieux révérés par les peuples et que le temps n'atteint plus.

GUSTAVE LE BON.

L'ITALIE APRÈS CINQ MOIS DE GUERRE

J'ai exposé ailleurs (1) les raisons pour lesquelles l'Italie avait attendu jusqu'en mai dernier pour entrer dans la guerre européenne, et celles pour lesquelles elle y est entrée. Manœuvres allemandes, résistance de certains groupes liés à l'Allemagne ou méfiants à notre égard, difficulté d'entraîner à une lutte sanglante un peuple qui ne se voyait pas immédiatement menacé, nécessité

(1) *Grande Revue*, janvier et avril 1915.

d'une préparation diplomatique minutieuse : telles furent les raisons de l'attente. Ferme élaboration d'une politique nouvelle, basée à la fois sur l'intérêt national et sur le respect des grands principes de la civilisation moderne ; impétueuse poussée d'un idéalisme presque mystique, qui donna à quelques « intellectuels » dans les jours passionnés de mai, une prépondérance sur les « politiques », dont l'histoire n'offre pas de fréquents exemples : tels furent les éléments de la décision.

N'oublions pas le dernier point : car il donne à la guerre de l'Italie une noblesse d'origine qu'aucune des nations actuellement en guerre ne peut revendiquer au même degré, sauf la Belgique. On m'a raconté qu'un diplomate de l'Entente, à un Italien qui lui exprimait sa joie de la grande décision de mai, aurait répondu : « Oui, la diplomatie a bien travaillé ». Je suis de ceux qui croient que la diplomatie, là et en quelques autres lieux, a fait à peu près ce qu'elle pouvait, ce qu'elle devait faire ; mais que notre erreur à tous (diplomates compris) est de croire qu'elle peut et qu'elle doit tout faire. Dans cette crise italienne, je réponds bien que le rôle de la diplomatie était à la fois indispensable et secondaire. C'était une crise intérieure que l'Italie avait à résoudre ; aucune négociation extérieure ne pouvait amener la décision. Le gouvernement italien lui-même, vis-à-vis de son peuple, n'avait que la force de la préparer, puisque, la préparation faite, il dut se retirer et se faire ramener par la force du peuple.

Les journaux, ces temps derniers, ont donné des détails sur la guerre italienne, qui en font comprendre la singulière difficulté. Nos alliés sont, sur tout leur front, au pied d'une muraille hérissée de canons. En maints endroits il faut être dix contre un pour avoir qeulques chances de vaincre. Là où la muraille est moins haute, dans le Carso, la nature, en déchiquetant le sol, semble avoir voulu épargner aux défenseurs la peine d'aménager leur défense ; en cas de recul, ils n'ont que quelques pas à faire pour trouver d'autres trous à leur convenance. Derrière le Carso, pas très loin des lignes actuelles, il y a Trieste : mais Trieste, dépeuplée et sans débouchés commerciaux, n'est-elle pas désormais un objectif secondaire ? Derrière Trieste, il y a toute la rocheuse Istrie à conquérir pas à pas, avant d'arriver jusqu'à Pola. Derrière les premières murailles de la Carniole et du Trentin, il y a d'autres barrières aussi hautes, presque à l'infini.

Devant ces obstacles formidables, l'Italie a certainement assez d'hommes, plus d'hommes qu'il ne serait nécessaire contre un ennemi obligé de se tenir sur la défensive. A-t-elle assez d'artillerie, surtout d'artillerie lourde, et de munitions ? Il ne nous appartient ni de le savoir, ni de le dire. Ce que l'on sait, c'est que les plaines de la Vénétie, tige de l'éventail de vallées où s'enfonce l'offensive italienne, est un immense, fourmillant réservoir d'hommes, de bêtes, de machines, d'approvisionnements. Tout un avenir de large victoire, le jour où l'adversaire aura faibli. En attendant, il fait l'entraînement de toute une génération, dont à peine une moitié peut-être avait jamais touché un fusil : on sait que l'Italie laissait dans la « troisième catégorie », c'est-à-dire exemptait de tout service militaire, une grande partie de chaque classe. Tous ces hommes sont appelés peu à peu, à mesure que la formation des cadres le permet ; le flot qui alimente le réservoir est encore loin d'être tari, sans compter la jeune classe prochaine.

Plus en arrière encore, ces provinces de l'Emilie et de la Lombardie, si populeuses et si prospères, qui ont été une des raisons d'hésitation devant la geurre, parce que l'Italie (comme nous, hélas !) y avait ses plus grandes richesses à deux pas de l'ennemi, sont devenues d'admirables centres de ravitaillement et d'organisation civile auxiliaire de la guerre. Milan est restée ouverte, éclairée, libre dans toutes ses activités, et même pour le plaisir, comme en temps de paix. Mais Milan travaille pour la guerre directement, et pour toute l'économie du pays, avec ardeur et abnégation. Les Milanais viennent de donner par souscription publique, pour leurs œuvres de secours, rien moins que six millions. Aussi le « Comité d'Assistance civile » de Milan peut-il servir de modèle à tous ceux qui se sont fondés, depuis le mois de mai (et souvent même quelque temps avant), dans toutes les villes d'Italie, grandes et petites. Le Comité milanais se compose de huit sections : Assistance économique aux familles des militaires ; assistance à l'enfance ; assistance aux sans-travail et aux réfugiés ; assistance morale aux blessés et convalescents ; assitance sanitaire ; tutelle juridique des militaires et de leurs familles ; affaires diverses. Les Comités des grandes villes sont organisés d'une façon analogue ; à Florence existe un Comité « pour l'assistance intellectuelle et morale à la population civile ».

Tout le pays travaille, fabrique et vend. Certaines industries : la métallurgie bien entendu, le coton, la soie, trouvent à la guerre leur avantage. On s'aperçoit que la florissante industrie des étrangers n'était peut-être pas partie si importante de l'économie nationale. Certaines récoltes (celle de la vigne surtout) ont été malheureuses ; mais les agriculteurs trouvent par ailleurs des compensations. Les denrées alimentaires ont renchéri ; ce-

pendant le pays ne manque de rien. Le très bas cours du change est chose pénible ; et l'on sait que les finances publiques, en Italie, n'ont pas l'ampleur et l'élasticité de celles de la France ; la guerre pèse sur elles lourdement... Mais rien ne révèle une situation vraiment dangereuse. L'Italie a connu des heures plus critiques que celles-ci pour son équilibre économique ; elle subit, en somme, dans la terrible crise actuelle, les mêmes difficultés que les autres grands peuples, ses alliés, — quelques-unes sont plus gênantes pour elle que pour nous, d'autres moins : tout bien pesé, les charges, sinon la souffrance, sont égales pour tous.

Comment donc se fait-il que l'Italie apparaisse quelquefois à ceux qui la regardent, et à elle-même, comme un peu plus fragile que ses trois partenaires, sinon dans sa volonté, au moins dans sa capacité de résistance ? Entendons bien qu'il ne s'agit que d'une faible différence ; cependant on croit la sentir. Entendons encore qu'on n'attend pas que l'Italie mette en ligne autant d'hommes que la Russie ou autant de milliards que l'Angleterre. Seulement beaucoup de gens, — parmi eux beaucoup d'Italiens — semblent par moments penser qu'elle pourrait faire peut-être un peu plus qu'elle ne fait, ou au moins vouloir faire un peu plus qu'elle ne paraît vouloir faire... Ce n'est pas par désir de réticence que j'emploie ces expressions incertaines : c'est que l'impression dont je parle est à la fois très répandue et très vague. Tâchons de la préciser : nous éclairerions du même coup, et le ressort le plus intime de la vie italienne en ce moment, et ce qui reste de pénombre entre elle et les nations aux côtés desquelles elle combat.

Songeons d'abord à l'origine de la guerre italienne. Cette guerre n'a pas été imposée au peuple qui la soutient ; elle lui a été persuadée ; il l'a finalement voulue, sans quoi il ne l'aurait pas entreprise. Mais ce peuple n'était belliqueux ni par nature, ni par éducation ; l'appétit dévorant d'une Allemagne, les ambitions dynastiques d'une Autriche ne sont pas son fait. Donc une guerre qui n'a été ni obligatoire, ni instinctive : on peut dire que la guerre italienne est une guerre d'opinion. Il est naturel que la conduite en soit, jusqu'à un certain point sujette aux fluctuations, aux faiblesses possibles de l'opinion. Tous les gouvernements, aujourd'hui, doivent veiller sur les sources morales de la résistance ; mais le gouvernement italien plus que tout autre. L'héroïsme de la France, que le monde admire, est soutenu par une sorte de nécessité, matérielle en même temps que morale ; la nécessité des sacrifices de sang et d'argent que l'Italie accomplit est beaucoup moins évident, aux yeux du vulgaire tout au moins ; point aussi évidente non plus, l'identité entre l'intérêt égoïste de la nation et l'intérêt de la collectivité internationale à laquelle elle s'est jointe. L'Italie a ses frontières intactes, et même du terrain conquis ; la guerre se prolongeant, surtout sans nouveaux résultats apparents, même avec des menaces nouvelles, ne serait-il pas humain qu'elle se lassât plus vite que d'autres, qui ont à reconquérir de grands morceaux de leur meilleur sol ?

Il n'est pas douteux que l'Italie ne tienne jusqu'au bout, non seulement parce qu'elle a engagé sa parole, non seulement parce qu'elle a épousé la cause du droit et ne veut pas s'en détacher, mais encore parce qu'elle sait que son véritable intérêt est de lier partie, toujours plus étroite, avec ceux qui, demain, ou après demain, auront entre leurs mains les destinées de l'Europe. Seulement retenons bien qu'il lui faut un effort d'intelligence et un effort de volonté qui n'est en ce moment demandé à aucun des peuples en guerre, même à ceux qui sont beaucoup plus cruellement éprouvés et soutiennent une plus grande guerre. Les dirigeants sont obligés de rappeler à tout moment pour quelles raisons (certaines impérieuses, mais qui sont tout de même des raisons raisonnées), il n'était pas possible que l'Italie ne fît pas cette guerre. S'il se produit des revers, ou des souffrances trop fortes, la tâche peut devenir malaisée.

Au commencement, on a cru qu'il suffirait, pour entretenir l'enthousiasme et la patience du public, de la vieille passion irrédentiste, dont les réveils périodiques avaient souvent fait vibrer l'opinion italienne. Le procédé avait encore cet avantage, que là-dessus tous les partis pouvaient, devaient être d'accord. Tandis que, sur la question des rapports de l'Italie avec l'Allemagne, l'union des partis, on le sait, était bien loin d'être faite, quand la guerre à l'Autriche fut déclarée. Mais on croyait alors, on avait dû laisser au public l'illusion que la guerre serait relativement brève. Après cinq mois, si l'amour-propre national a lieu d'être très satisfait de la figure que l'armée italienne et le pays tout entier ont faite devant le monde (et cela suffit pour que la guerre n'ait pas perdu de sa popularité du début), le bon sens populaire s'aperçoit bien que les provinces désirées ne seront conquises qu'après de longs mois de lutte encore, au prix de pertes énormes, qu'on y trouvera les villes détruites et les campagnes dépeuplées. La seule idée de la revanche sur l'Autriche n'est plus un aliment suffisant pour le moral public. De même chez nous l'idée de l'Alsace-Lorraine n'est qu'un mobile secondaire ; le Français avait be-

soin de comprendre, comme il le comprend, que cette guerre est un conflit fondamental, mondial, qui porte sur les principes mêmes de la civilisation.

On voit ici que si l'Italie n'a pas connu jusqu'à présent, depuis son entrée en guerre, les angoisses d'une crise de gouvernement, elle subit en ce moment une crise morale qui n'est pas sans gravité. Car cette sorte d'évolution que doit accomplir l'opinion italienne, ce passage de la conception d'une guerre, non pas exclusivement austro-italienne, mais surtout austro-italienne, à la conception de la grande guerre européenne indistinctement soutenue par tous les Alliés, rencontre plusieurs obstacles : d'abord, le fait que l'Italie n'est pas officiellement en état de guerre avec l'Allemagne. Ce fait pourrait n'avoir aucune importance, s'il ne s'agissait que d'une subtilité juridique, d'une formalité non accomplie. Il y a de fortes raisons de croire que le gouvernement italien le considère bien ainsi. Mais l'opinion publique est encore incertaine. Or, l'opinion est-elle incertaine parce que le gouvernement n'a pas déclaré la guerre à l'Allemagne ou bien le gouvernement n'a-t-il pas déclaré la guerre parce que l'opinion est incertaine ? La question a son importance ; cependant il semble que les deux hypothèses soient vraies ; de tels cercles vicieux ne sont pas rares dans nos sociétés démocratiques... Il est possible que, d'ici peu, l'Italie sorte de celui-ci ; de sérieux indices, ces temps-ci, donnent à penser que le gouvernement veut détruire, ne disons pas l'équivoque, car il n'y a et ne peut y avoir rien d'équivoque dans la conduite des honnêtes gens qui gouvernent l'Italie, disons : cette apparence d'équivoque.

Il peut être sûr que, comme en mai dernier, un fort mouvement d'opinion le soutiendra et le fera vaincre. Ce n'est pas sans motif qu'on peut rappeler aujourd'hui le souvenir de l'inoubliable mois de mai. Tous ces jours derniers, dans l'émoi produit par le coup allemand dans les Balkans, dans les discussions véhémentes (quoique faites à demi voix, car la censure veillait) sur la question de savoir si l'Italie allait intervenir aux côtés des Alliés contre les envahisseurs de la Serbie, c'étaient les mêmes hommes qui songeaient à renouveler la même agitation, pour faire faire à leur pays un nouveau pas en avant, dans la voie de son plus grand destin. Ils avaient devant eux les mêmes adversaires et les mêmes arguments. Mais les adversaires sont diminués en nombre ; les arguments qui valaient contre le principe de la guerre sont plus faibles contre une extension logique, fatale de la guerre. L'épreuve angoissante que la cause de la civilisation subit en ce moment dans les Balkans émeut profondément le public italien ; les « neutralistes » impénitents cherchent à en profiter. Cette émotion doit profiter au contraire à nos amis, à moins qu'on ne commette de graves maladresses. Le peuple italien est inquiet ; mais cette inquiétude lui fait mieux voir le danger qu'il court par le fait, non pas seulement de son adversaire immédiat, mais du formidable cours d'événements où il est impliqué avec toute l'Europe.

Au fond, l'attitude des austrophobes-germanophiles a toujours été celle d'un petit nombre de gens, de politiciens surtout. Le grand public ne connaît pas ces subtilités. Il se divise en deux catégories : les gens qui n'auraient pas voulu la guerre et n'y sont pas encore bien résignés ; ceux qui la font ou la supportent de bon cœur. Pour les uns comme pour les autres, l'ennemi est, sans autre distinction, le Teuton. Dans le langage populaire, le mot *Tedeschi* désigne aussi bien les sujets de François-Joseph que ceux de Guillaume II. Le problème se réduit donc à ceci : la propagande neutraliste parviendra-t-elle à étendre, à transformer en dangereuse mauvaise humeur l'inévitable inquiétude causée par la guerre ? ou au contraire, dans un nouvel élan de ce grand sentiment de l'heure présente, qu'on pourrait justement appeler « l'idéalisme européen », le peuple italien tout entier va-t-il repousser les mauvais conseillers, et réclamer toute sa place sur tout le front de défense de l'humanité ?

Pour moi, la réponse n'est pas douteuse. Je n'ai qu'à me rappeler les paroles que prononçait naguère, devant une foule attentive, un des meilleurs orateurs de la péninsule. « Notre guerre, la vraie, n'est pas la guerre contre l'Autriche. C'est la guerre contre l'entreprise de domination universelle, de réaction aristocratique et militaire, dirigée par l'Allemagne. Imaginons qu'au moment où a éclaté la guerre européenne, le destin favorable nous eût déjà mis auapravant en possession des provinces que nous essayons maintenant d'arracher à l'Autriche ; eh bien, même alors, même si nous n'avions pas été sollicités par la voix de nos frères opprimés, par notre aspiration nationale, notre décision devait être la même ; un autre devoir plus sacré encore nous appelait aux côtés de l'Angleterre et de la France, pour la défense de la liberté et du droit ! » Au frémissement de cette foule, aux applaudissements prolongés qui suivirent ces paroles, j'ai compris qu'au fond de la conscience populaire italienne résident toutes les énergies nécessaires pour assumer la plus lourde et la plus noble tâche.

JULIEN LUCHAIRE.

NOTES SUR L'ORIGINE DES TURKS ET DES BULGARES

Quand on étudie le problème complexe de l'origine des nations de l'Europe orientale, il faut toujours la rechercher jusque dans le nord-est du continent asiatique. C'est là que s'est déclenché le grand mouvement de migration qui, ainsi que je l'ai écrit, il y a une dizaine d'années, s'est transmis de proche en proche, de horde en horde, de tribu en tribu, de peuple en peuple, comme des ondes sonores jusqu'en Europe, qui, lorsqu'elle est frappée par le Fléau de Dieu, ignore d'où est parti le coup initial. Chemin faisant, les vastes troupeaux humains venant d'Asie, balayant tout sur leur passage, déposant des îlots détachés de leur masse, se mélangeant souvent aux populations envahies, formant par ces croisements de nouvelles tribus, ont aussi donné naissance à des peuples, mélange de leurs différents groupements qui reprenant la course de leurs prédécesseurs essouflés ou disparus, la poursuivent à travers l'Europe entière, jusqu'en Espagne comme les Goths, jusqu'en Afrique comme les Vandales.

Les peuples qui, au nord de la Chine, ont alimenté un réservoir inépuisable d'hommes qui ont, les uns menacé et même conquis l'Empire du Milieu, les autres envahi l'Asie centrale et occidentale, sont désignés sous le nom général de *Tartares*. On les divise en Tartares *Orientaux*, parmi lesquels on compte les Wei, les Leao, les Kin, les Mandchous qui ont régné sur la Chine, et en Tartares *Occidentaux* qui comprennent les deux grands groupes apparentés des Huns ou Hioung Nou et des Turks auxquels au cours des siècles s'ajoutèrent les Mongols. C'est de ces Tartares occidentaux, sous différents noms, et après de nombreux croisements, que descendent la plupart des Barbares de la grande invasion du ve siècle de notre ère.

L'origine des Hioung Nou nous est inconnue. On a prétendu qu'ils descendaient de Chouen wei, fils du dernier souverain de la première dynastie chinoise des Hia ; on a dit aussi que les Huns qui ne sont autres que les Hioung Nou devaient, suivant Cassiodore, descendre des hommes des bois appelés *Fauni ficarii*, suivant Jornandes, des *Spiritus immundi* qui ne seraient autres que *Kouei fang* (région des démons) des Chinois qui peut s'appliquer à d'autres barbares aussi bien qu'aux Hioung Nou. Ils étaient nomades et leur domination s'étendait depuis Siouen Houa fou dans le Tcheli jusqu'au lac Barkoul. Nomades, excellents cavaliers, habiles à manier l'arc, ils faisaient des incursions continuelles en Chine. Dans la seconde moitié du IIIe siècle avant notre ère ils se constituèrent en nation. En 215 av. J.-C., le grand empereur Ts'in Che Houang-Te pour arrêter leurs incursions fit construire ou mieux compléter la Grande Muraille par le général Mongtien.

Les Hioung Nou avaient des rivaux dans les Yue Tché, dans la région qui forme la province chinoise actuelle du Kan Sou. Les Hioung Nou, d'abord sujets des Yue Tche, à leur tour avaient vaincu ceux-ci une première fois à la fin du IIIe siècle et une seconde en l'an 177 avant J.-C. Les Yue Tche, chassés du Kan Sou, émigrèrent vers l'ouest, laissant le champ libre à leurs adversaires qui, à partir du Ier siècle de notre ère voient leur puissance disparaître devant celle des Chinois. Dans la seconde moitié du IVe siècle, les Huns se divisent en deux branches : un groupe qui pénètra en Europe sous l'empereur Valens et conduit plus tard par Attila roulera, en la dévastant, à travers notre continent, et, en vagues formidables ,ira, en 451, se briser dans les Champs Catalauniques contre les forces compactes et disciplinées des Romains d'Aëtius, des Visigoths de Théodoric, des Francs de Mérovée et des Burgondes, unis dans un sentiment de commune conservation pour arrêter l'élan destructeur des barbares asiatiques. L'autre groupe détruira le royaume Kouchan de Caboul, le royaume de Gandhâra et l'empire goupta, et, vainqueur du souverain sassanide Pirouz, en 484, sous le nom de Huns Blancs ou Hepthalites, créera dans l'Asie centrale un vaste empire qui au VIe siècle succombera aux attaques des Tou Kiue (Turks) occidentaux alliés du roi de Perse.

Pendant la première moitié du VIe siècle de notre ère, les Turks que les Chinois appelaient *Toukiue*, descendant des anciens Huns dont les débris après leur ruine s'étaient fixés sur les bords de l'Irtich, avec leur chef Boumin, se rendirent indépendants des Avares (Jouan Jouan) ; ils se divisèrent en deux branches : la branche septentrionale ou orientale et la branche occidentale ; elles restèrent distinctes depuis le milieu du VIe siècle, mais leur séparation politique causée par les intrigues des Chinois qui opposaient continuellement les deux tribus turkes l'une à l'autre ne date que de 582. Boumin, chef de la branche septentrionale, mourut en 552 et fut remplacé par ses trois fils successivement ; son frère cadet, Chetiemi (Istämi) est l'ancêtre des Turks occidentaux ; il est connu des historiens byzantins sous les noms de Dizaboul et de Silziboul. Après avoir joué un rôle considérable, les Turks commencèrent à tomber en décadence vers 630, et finalement ils furent subju-

gués par les Chinois en 659. Les Turks ont été la grande puissance de l'Asie centrale de la première moitié du VIe siècle jusqu'au milieu du VIIe siècle. Mais de nombreuses branches de Turks continuèrent à subsister en Asie et, en particulier, celle des Seldjoukides qui s'emparèrent en 1037 du Mawara-n-Nahr (Transoxiane) et de là se répandirent dans l'Iran, à Kerman, à Iconium (Konieh), à Alep, à Damas. Les sultans seldjoukides d'Iconium furent détruits en 1308 par les Mongols et leur empire s'effrita en une foule de principautés. Au milieu du XIIIe siècle, le sultan d'Iconium Ala ed-din Kaikobad II avait fait don à l'un de ses émirs Ertoghrul ibn Suleiman d'un petit territoire près de Dorylée en Phrygie ; son successeur Osman ou Othman (1288-1326) se déclara indépendant des Seldjoukides ; c'est lui qui donna son nom à la famille qui règne encore aujourd'hui en Turquie : les Osmanlis ou Ottomans. Orkhan, successeur d'Osman, s'empara de Brousse (1326) et en fit sa capitale. Le second successeur d'Osman, Mourad Ier (1359-1389) s'empara en 1360 d'Andrinople qui fut la résidence des sultans ottomans de 1362 à 1453. Le fils de Mourad, Bayezid I Ilderim (1389-1402) vainquit les forces de la Chrétienté à Nicopolis en 1396, mais il fut arrêté dans sa marche triomphale par Tamerlan qui écrasa les Turks dans une bataille décisive à Angora en 1402. Ce fut au cinquième successeur de Bayezid, Mahomet II, fils de Mourad, le vainqueur de Kossovo (1448) que revient la gloire d'avoir mis fin à l'empire grec d'Orient en s'emparant en 1453 de Constantinople d'où nous essayons aujourd'hui de déloger ses descendants.

*
* *

Venons aux Bulgares. Les Chroniques arméniennes prétendent que sous le roi Arson Ier, au premier siècle avant l'ère chrétienne, des Bulgares chassés de leur pays par les guerres s'étaient établis au nord de l'Araxe ; ceci est douteux ; ce qui l'est moins, c'est qu'ils étaient établis aux environs de la Mer d'Azov dans la seconde moitié du Ve siècle ; ils étaient connus sous les noms de *Onogoundourous* (Constantin Porphyrogénète-Nicéphore) et de *Ounobundobulgares* (Théophane, *Chronog.*) qui les rapprochent des Huns. En 485, des hordes bulgares marchèrent vers le Borysthènes, traversèrent le Danube, mais furent chassés par Théodoric le Grand, roi des Ostrogoths. Nous les retrouverons tout à l'heure. Les Bulgares qui restèrent sur les bords de la Mer d'Azov furent subjugués par les Khazars convertis au judaïme au IXe siècle ; d'autres au commencement du IXe siècle marchèrent vers la Volga et la Kama, et créèrent le royaume de la Grande Bulgarie, Bulgarie intérieure (Bolgar Aldakhila), ou Bulgarie noire ; on ignore si c'est la Volga qui a donné son nom aux Bulgares ou si ce sont ceux-ci qui ont baptisé le fleuve que Ptolémée appelait le *Rha*, Ménandre *Attila*, Constantin Porphyrogénète, *Atel* et *Etel*, Théophane *Atal*, Rubrouck *Etilia*. Ils construisirent près de l'embouchure de la Kama une capitale nommée Brakhimof qui fut détruite par André, Grand Duc de Rostov et de Sousdal ; ils la remplacèrent par Bolghar sur la Volga, au sud de la ville actuelle de Kazan ; elle fut détruite par les Russes en 968 ; prise par les Mongols en 1225, puis par Tamerlan en 1391, Bolghar est mentionnée par les voyageurs du moyen-âge, Plan Carpin, Guillaume de Rubrouck, Marco Polo. Au XIVe siècle, le célèbre géographe arabe Aboulféda écrivait qu'elle « est située à l'extrémité septentrionale du monde habité, non loin des rives du Volga, du côté du nord-est. Le froid, à Bolar, empêche les fruits de mûrir ; aussi n'y voit-on pas d'arbres à fruits : le raisin y est même inconnu, mais la rave y vient à point ; elle est noire et extrêmement grosse. Un homme de Bolar m'a dit qu'au commencement de l'été le crépuscule ne cesse pas d'éclairer l'horizon, et que les nuits y sont extrêmement courtes. Ce récit est véritable ; il est conforme aux mouvements célestes. » Bolghar est aujourd'hui représenté par le village de Bolgari.

En 921, le Kalife de Baghdad, Moctader Billah, envoya une ambassade au roi des Bulgares, Almus, fils de Silko, qui venait d'embrasser l'islamisme et prit le nom de Dja'far et dont le fils entreprit en 924 le pélerinage de la Mecque. Lors de la conquête mongole (1246) la Grande Bulgarie fit partie du royaume de Kiptchak, domaine de Djoutchi, fils aîné de Gengis Khan ; en 1438, Oulough Mohammed, cousin de Toka Timour, de la famille de Djoutchi transforma cet état en Khanat de Kazan qui subsista jusqu'à sa conquête par Ivan IV en 1552.

Retournons au Danube. Après leur défaite par Théodoric, les Bulgares chassés pendant quelques années, reparurent après le départ des Goths, ravagèrent la Thrace (499), la Macédoine, l'Epire et la Thessalie (517) ; puis recommencèrent leurs déprédations en 539 et en 559, puis ils s'allièrent aux Avares alors riches et puissants par leurs brigandages. Cependant quelques tribus n'acceptant pas cette alliance se retirèrent dans les états du roi de France, Dagobert, qui les envoya provisoirement en Bavière. Le Conseil du Roi, nous dit Le beau, fut d'avis de se défaire de ces hôtes dangereux. On expédia des ordres secrets de les égor-

ger tous dans la même nuit avec leurs femmes et leurs enfants. Il en périt 9.000 dans ce massacre cruel; il ne s'en sauva que 700 qui trouvèrent une retraite chez les Esclavons Vinides (Vendes de la Mer Adriatique).

En 679, une horde bulgare franchit le Danube sous le commandement d'Asparoukh, s'implanta au détriment des Slaves dans la région à laquelle elle imposait le nom qu'elle a portée depuis; Bulgarie. Les successeurs d'Asparoukh dont la dynastie est dite des Duloïdes étendirent au loin leur domaine : Kroum au commencement du IXe siècle s'avança jusqu'aux portes de Constantinople. Cette dynastie fut remplacée en 820 par celle d'Omortag sous laquelle les Bulgares se convertirent au christianisme (864) ;ils étaient commerçants et faisaient par leurs compatriotes établis à Constantinople, une telle concurrence aux marchands grecs qu'on les obligea à transporter leurs comptoirs à Thessalonique : ce fut le signal de la guerre entre le tsar Siméon et l'empereur Léon VI. Siméon poussa ses frontières jusqu'à la Save, conquit la Valachie, mais, après sa mort, la Bulgarie tomba dans l'anarchie ; envahie tour à tour par ses voisins, elle lutta énergiquement jusqu'au jour où ses troupes essuyèrent une terrible défaite de la part des Byzantins au défilé de Cimbalongou qui conduit de Seres à la haute vallée du Strymon (Kara Sou) ; c'était le 29 juillet 1014 ; le vainqueur Basile II fit crever les yeux à 15.000 prisonniers bulgares, n'en épargnant qu'un sur cent qui simplement rendu borgne devait servir de guide à ses malheureux compagnons ; le tsar bulgare Samuel en mourait de chagrin la même année (20 juillet 1014) et sa mort sonnait le glas de l'indépendance bulgare. Quatre ans plus tard, Basile II (qui mérita le surnom de *Tueur des Bulgares*) entrait en triomphateur dans la capitale Ochrida : la Bulgarie devait rester sous le joug de Byzance jusqu'en 1186.

Alliés aux Valaques, sous la conduite de Iovan Asên I (1186-1196) les Bulgares reconstituèrent alors un nouvel empire dont la capitale fut Tirnovo Ils firent un commerce actif avec les Ragusains, puis avec les Génois et les Vénitiens ; le blé était leur grand article d'exportation. Par un traité signé le 4 octobre 1352 avec un envoyé du doge Marino Faliero par le tsar Jovan Alexandre Asen, Venise obtenait le droit de construire des entrepôts jusque dans l'intérieur du pays. Mais la Bulgarie tomba rapidement en décadence : elle se divisa en trois principautés indépendantes les unes des autres ; leur faiblesse excita la convoitise de leurs voisins : le tsar serbe Douchan s'empara de la Macédoine, mais lorsque la Serbie disparut (1389), le reste de la Bulgarie tomba entre les mains des Turks ; le dernier tsar Jovan Schichman fut tué en 1398 ; Widin fut capturé en 1396 ; la conquête turke était terminée en 1398. Désormais la Bulgarie était soumise au pouvoir politique des Osmanlis, au pouvoir religieux des Grecs ; par haine de ces derniers un grand nombre de Bulgares se convertirent à l'Islam. Grâce à la Russie, la Bulgarie renaissait à la vie à la suite de la guerre d'Orient et des traités de San Stefano (3 mars 1878) et de Berlin (juillet 1878). Aujourd'hui, oubliant ses années de cruelle servitude, la Bulgarie se tourne contre son bienfaiteur et cherche à opprimer ses voisins qui n'ont eu que le tort de se défendre contre un ancien allié devenu un félon en 1913.

A quelle race appartiennent les Bulgares ? Ils ne viennent assurément pas des bords de l'Elbe comme les Slaves des Balkans, mais bien des rives de la Mer d'Azov ou des bords de la Volga, c'est-à-dire des pays Tartares, c'est-à-dire des Turks. L'écrivain arabe Maçoudi nous disait déjà au Xe siècle que les Bulgares étaient d'origine turke ; ils ont, sans aucun doute, absorbé au cours des siècles quelques éléments finnois, grecs et même slaves, mais ils sont restés turks. Ils ont abandonné leur vieille langue bulgare pour une langue slave et ils ont embrassé l'orthodoxie, mais ils sont restés turks de race. Le Serbe qui est slave, rit, chante, boit ; le Bulgare est silencieux et sobre. Sous une apparence de civilisation on retrouve facilement dans le Bulgare l'ancêtre turk comme chez l'Allemand l'ancêtre germain avec sa sauvagerie native. Il eut fallu aux Bulgares pour chef un héros s'inspirant de la gloire du tsar Siméon ; ils ont la malechance d'être dirigés dans des voies obscures par un ambitieux sans scrupules et sans honneur imprégné des plus mauvaises traditions de Byzance : Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha n'est pas un tsar bulgare, mais un basileus de la décadence.

Répétons-le : les Bulgares ne sont pas des Slaves ; ils n'ont du Slave qu'un vernis religieux et linguistique et ce vernis n'a pas modifié la race dans ses caractères essentiels : la cruauté, la fourberie, et soyons justes, la bravoure. L'alliance du Bulgare et de l'Osmanli est l'alliance de deux peuples turks.

HENRI CORDIER.

QUELQUES DIRECTIONS MORALES ISSUES DE LA GUERRE

—

LE SENS DE LA MORT (1)

Lorsque six mois environ après le début de la guerre M. Paul Bourget quittait soudain la plume qui dégageait en de brillants et substantiels articles les enseignements du grand drame européen, il me parut bien qu'il ne pouvait y avoir, à ce brusque silence, que deux motifs plausibles : ou bien il se rangeait dans la catégorie des écrivains dépassés par les événements — mais son parfait équilibre physique et moral me faisait écarter une telle hypothèse — ou bien volontairement il se retranchait dans un silence favorable à quelque ouvrage de longue haleine : cette dernière prévision était la bonne.

Tout comme M. Barrès, avec lequel, d'ailleurs, il offre plus d'un point commun, puisqu'ils sont tous deux avant tout des écrivains à formation psychologique, M. Bourget marqua, au cours de sa carrière, un sens merveilleux de l'actualité, c'est-à-dire du parti que peut tirer un auteur pour son développement personnel et l'accentuation de sa renommée, du simple fait qu'il utilise, en les adaptant à ses exigences d'artiste, les circonstances par où l'opinion publique se trouve puissamment sollicitée. Faut-il rappeler, dans l'ordre de la critique, que les *Essais de Psychologie* sortirent de la plus rare entente qu'ait jamais marquée un auteur d'un groupement d'influences littéraires habiles à créer l'atmosphère morale d'une époque ? Le maître du genre avait été, j'y souscris, Sainte-Beuve, avec *Chateaubriand et son groupe littéraire*. Mais les *Essais* de M. Bourget comportaient une réussite autrement actuelle que le *Chateaubriand*. Avoir écrit les *Essais*, c'est déjà quelque chose. Les avoir conçus, les avoir imaginés en tant que rapprochement de vues et d'idées, en tant que chimisme littéraire, c'est bien mieux encore. Dans l'ordre imaginatif, faut-il rappeler l'admirable récit du *Disciple* et de quelle façon M. Bourget sut reprendre, pour lui donner tout son sens et sa portée morale, un procès fameux qui avait passionné l'opinion !

*
* *

Pour quiconque connaît et apprécie la formation psychologique de M. Paul Bourget, — et l'on sait que nous sommes de ceux-là, quelques réserves, d'ailleurs, que nous ayons à formuler — il devenait intéressant de se demander quels seraient les effets sur elle de ce puissant réactif : la guerre européenne. Dans le même instant que je voyais mon illustre ami, Maurice Barrès, transformer sa manière et prendre en main la plume du journaliste habile à soutenir l'opinion, je ne pouvais m'empêcher de me représenter M. Bourget cherchant dans les grandes leçons de la guerre quelque thème essentiel à l'affabulation d'un roman, et parmi ceux qui s'offrent à la pensée, si riches, si abondants, si variés, j'aurais pu d'avance, sans me targuer de prophétie, préciser celui qu'il allait choisir.

Il y en avait un qui s'imposait, le plus actuel, le plus urgent, le plus immédiat, que nul évidemment ne résoudra jamais, tant qu'il y aura des hommes et qui vivront sur notre planète, mais dont on peut dire que c'est l'honneur de l'intelligence humaine, à travers les générations successives, que sans trève elle le propose à notre angoissante curiosité, pour rajeunir à son sujet le mythe immortel de l'antique Hellade qui avait imaginé l'énigme du Sphinx. En ce sens, si déjà l'on peut comprendre difficilement la formule fameuse de Spinoza : « *Philosophia est meditatio vitæ, non mortis* », tout au plus la doit-on appliquer au temps de paix ! Mais au cours du drame que nous vivons, elle apparaît comme un simple non-sens. Telle fut, évidemment, l'idée directrice de M. Bourget, lorsqu'en tête de son livre, il inscrivit ce beau titre : *Le Sens de la Mort*.

En face de ces hécatombes humaines, de toutes ces jeunes vies fauchées dans leur fleur, le souvenir évoque la réplique légendaire du chimiste Chevreul, qui, ayant déjà passé les limites extrêmes de la vie, comme on l'interrogeait sur la santé de ses petits-enfants : — « Ah ! fit-il, ne m'en parlez pas... *cela fait vieillir !* » Ainsi va la nature humaine, s'affirmant capable d'atteindre aux deux pôles extrêmes : l'instinctif égoïsme et la sublime abnégation. C'est, on le sait, une sorte de loi physiologique, que nous nous rattachions d'autant plus fiévreusement à la vie qu'elle est plus près de nous quitter. Mais le propre de l'ardeur patriotique ou religieuse, c'est justement de mâter en nous les réflexes physiologiques, pour leur substituer les plus nobles mobiles d'Idéalisme. On sait en gros l'histoire du conseiller d'Etat Collignon, engagé sexagénaire et mort au champ d'honneur. Ce qu'on ignore, ce sont les détails : Comme ce haut fonctionnaire avait sollicité de servir la Patrie, et qu'en dépit

(1) Paul Bourget. *Le Sens de la Mort.*

de son élan intérieur, il n'avait plus la souplesse de la vingtième ou de la trentième année, on le vit à l'heure du combat, quitter ses gros souliers, pour monter à l'assaut, baïonnette au canon et chaussons aux pieds (1).

*
* *

Chez un homme qui touchait au seuil de la vieillesse, voilà pour compenser, ou « racheter », au sens chrétien du mot, bien des défaillances physiologiques surabondamment justifiées par l'âge ou l'état maladif de ceux qui les subissent. Chez celui qui en donna le magnifique exemple, et de qui le nom prit rang, à l'ordre de l'armée, après celui de La Tour d'Auvergne, il y eut comme premier mobile, m'assure un de ceux qui le mieux l'ont connu, ce sentiment qu'il ne pouvait réfréner, de l'iniquité du Destin, s'appliquant à sacrifier tant de jeunes vies à leur aurore pour la conservation de ceux que la mort physiologique a déjà touchés du doigt !... Et voilà également pour éveiller l'attention de tous les esprits méditatifs et sérieux sur ce « Sens de la Mort » qui fait le titre du livre de M. Paul Bourget.

J'ai dit : « Les esprits méditatifs et sérieux » aussi bien aurais-je pu dire *religieux !* et je ne puis m'empêcher d'inscrire à cette place la noble formule de Renan qui donne au mot : *religieux* son plein sens : « L'homme qui prend la vie au sérieux et emploie son activité à la poursuite d'une fin généreuse... voilà l'homme religieux. L'homme frivole, superficiel, sans haute moralité, voilà l'impie. » Jamais je n'ai mieux senti qu'à cette heure solennelle où se prépare l'avenir de l'humanité..., où l'humanité sera ce que nous l'aurons faite par la collaboration de toutes nos énergies, la valeur expressive d'une règle de vie propre à rapprocher dans un commun idéal la diversité des formules par où s'affirment les communions particulières. Il faut que s'y résignent les sectaires de tous les partis, ceux de droite comme ceux de gauche : l'immense révision des *valeurs* qu'imposeront et qu'imposent déjà les événements, ne sera pas à leur avantage. Entre tous les « miracles » suscités par la guerre, il semble bien qu'un des plus beaux aura été l'affirmation de cette vérité, par le triomphe décisif de l'*esprit* sur la *lettre*. A cette heure tragique, il n'y a que deux groupes de Français qui s'opposent en un magnifique et saisissant contraste : d'une part ceux qui, sur le front, de leurs corps rapprochés, font un rempart d'héroïsme... ceux et celles qui dans l'ordre civil savent *tenir* avec l'abnégation du courage civique et collaborer ainsi à la défense nationale — disons que c'est la grande majorité, à l'honneur de la France. D'autre part, en face d'eux, la faible minorité des inconscients qui n'ont pas l'air de soupçonner qu'à cette heure la personne de leurs frères est de la chair à canon... ceux et celles qui ont le triste courage, ou, si l'on veut, l'audacieuse impudeur de conduire leur vie comme si n'existait pas la guerre, et la guerre la plus atroce qu'ait jamais vue l'humanité !

*
* *

Et voilà pour mieux souligner encore l'importance du problème posé dans l'œuvre de M. Paul Bourget. Nous ne nous demanderons pas qui des deux a raison, dans le conflit psychologique et moral posé par l'auteur, du savant chirurgien matérialiste Ortègue, ou du soldat croyant le Gallic, car ce sont là questions à jamais insolubles pour l'esprit humain. Il s'est rencontré des critiques à courtes vues pour reprocher à l'auteur de n'avoir pas satisfait davantage notre curiosité : ils appartiennent à la catégorie bien connue de ces cuistres de collège qui toujours voient les choses par le petit côté de la lorgnette, Beckmesser de la critique, satisfaits s'ils ont pu, par habitude professionnelle, inscrire des fautes en marge de la copie, gens à qui fait défaut toute sympathie intuitive, et qui croient que le monde a pour limites ce qu'ils en peuvent discerner ! Sachons gré à M. Paul Bourget de nous avoir une fois de plus indiqué les mystérieuses profondeurs de l'Inconnu, qui est aussi l'Inconnaissable... et, s'il fallait une conclusion à ces pages, nous la trouverions dans la formule même de Spinoza, en y déplaçant un seul terme : « Philo*sophia est meditatio mortis, non vitae* ».

PAUL FLAT.

(1) Ce trait m'a été raconté par notre collaborateur M. Henri Chardon, collègue au Conseil d'Etat de M. Collignon.

LE RAVITAILLEMENT DE PARIS EN 1870

La librairie Félix Alcan va mettre en vente ces jours-ci le tome Ier, consacré au Corps législatif et au siège de Paris jusqu'au 31 décembre 1870, d'un ouvrage en deux volumes, de M. Lucien Delabrousse, qui a pour titre : *Joseph Magnin et son temps*. C'est à Joseph Magnin, désigné comme ministre de l'Agriculture et du Commerce du gouvernement de la Défense nationale, que devait incomber la tâche redoutable de

pourvoir à la subsistance d'une population civile de plus de deux millions d'habitants. L'extrait qu'on va lire fait voir quelles étaient les difficultés qu'il fallait surmonter et contient, en outre, deux lettres inédites qui ont un intérêt historique, l'une de l'ancien président du Corps législatif, Schneider, alors réfugié en Angleterre, l'autre de Léon Gambetta, membre du gouvernement et ministre de l'Intérieur.

Le Service civil des subsistances de Paris était partagé entre le ministre de l'Agriculture et du Commerce, la mairie de Paris, la préfecture de la Seine et les maires des vingt arrondissements.

« On avait pensé, dit Jules Simon, à donner à M. Magnin une sorte de dictature sur les subsistances; mais il vit que cela était impossible, à cause des maires d'arrondissement. Ils n'étaient pas tout-puissants comme l'avaient été, à d'autres époques, les curés de Paris et les Seize; mais comme il s'agissait de déposséder la Ville dans un moment de famine, et qu'ils déclaraient ne pouvoir y consentir sans danger pour la paix publique, il fallut bien conserver le partage des attributions. Nous n'avions pas créé cette difficulté, nous en avions hérité (1). »

Il y a là une réminiscence de l'assertion erronée d'après laquelle la ville de Paris aurait contribué pour une part très importante à l'achat des farines avant l'investissement. Nous ne croyons pas au surplus qu'il eût été possible, à cette époque, dans une grande capitale comme Paris, de conférer au ministre de l'Agriculture et du Commerce cette « sorte de dictature » dont parle Jules Simon. Nous avons donné plus haut une importante citation de l'ouvrage d'un homme qui a appartenu à la municipalité parisienne du siège, Denormandie. Nous allons reproduire à présent la page dans laquelle Denormandie, après avoir raconté la journée du 31 octobre, montre les difficultés auxquelles les municipalités avaient à faire face. Elle est émouvante et concluante au plus haut degré :

« Depuis le début du siège, leur rôle [aux municipalités] s'était accru dans des proportions dont on a peine à se faire idée. Sans préjudice de leurs attributions ordinaires, qu'elles continuaient naturellement à exercer, on les avait peu à peu chargées d'une multitude de fonctions nouvelles. Outre qu'elles se trouvaient associées par la force des choses, aux principaux actes du Gouvernement, outre qu'elles servaient, dans une foule de circonstances, d'intermédiaire obligé entre celui-ci et la population, elles avaient maintenant à s'occuper de l'administration militaire, de la garde nationale, de la police, de l'assistance publique, de cent autres affaires. On peut dire que plus rien dans Paris ne se faisait sans leur intervention. Mais, par dessus tout, elles avaient une mission capitale, celle de concourir ou plutôt de présider au service de l'alimentation publique.

« Je laisse à penser ce que pouvait être une semblable mission dans des conjonctures aussi graves. On en devine les difficultés, et peut-être aussi se rend-on compte de la responsabilité effroyable qu'elle faisait peser, à certaines heures sur les magistrats municipaux. Il fallait chaque matin, coûte que coûte, assurer la subsistance de deux millions d'individus. Deux millions ! Tout pliait devant cette nécessité; toutes les questions se ramenaient à celle-là. Et c'était aux municipalités qu'incombait le devoir de résoudre le problème, non point sur le papier, mais pratiquement, au milieu du bruit des armes et des agitations de la rue, en dépit des obstacles accumulés par l'état de guerre, la suspension du commerce et les surprises des événements (1). »

Cette inéluctable nécessité d'assurer chaque matin la subsistance de deux millions d'habitants, si elle s'imposait en partie aux municipalités, s'imposait en totalité au ministre de l'Agriculture et du commerce qui, avant tous les autres, était tenu de résoudre journellement le redoutable problème « au milieu du bruit des armes et des agitations de la rue, en dépit des obstacles accumulés ».

Toutefois ces difficultés ne s'étaient pas encore produites lorsque Joseph Magnin reçut d'Angleterre une lettre qui fut pour lui un puissant encouragement. Elle émanait d'un des plus hauts personnages du gouvernement déchu, Schneider, l'ancien président du Corps législatif. Elle est entièrement inédite et fait autant d'honneur à celui qui l'a écrite qu'à celui à qui elle a été adressée. La voici:

PERSONNELLE.

Monsieur Magnin, ministre du Commerce.
Paris.

Londres, le 9 septembre 1870.

Mon cher ancien collègue et ami,

Vous m'avez donné, au moment de la bourasque (sic), un témoignage de si affectueux dévouement, que je tiens à vous envoyer mon cordial remerciement, et l'assurance que j'en conserverai le meilleur souvenir.

Je n'avais plus rien à faire d'utile à Paris, et ma présence pouvait n'y être pas sans inconvénients tandis que j'avais surtout besoin de repos. Après un court séjour en Angleterre et en Ecosse je rentrerai au Creusot.

Je vous sais bien bon gré, mon cher ami, d'avoir consenti à vous charger d'une lourde tâche, et de donner votre dévouement à notre cher pays; ce n'est pas trop du concours de tous les hommes de cœur pour traverser cette terrible crise. Bon courage, et confiance, vous recueillerez en tous cas la satisfaction du devoir accompli, et j'en sens tout le prix aujourd'hui après ma longue carrière.

Recevez, cher ancien collègue et ami, l'assurance de mes sentiments affectueusement dévoués.

SCHNEIDER.

Schneider, qui avait loyalement servi l'Empire et donné au gouvernement de l'Empire des conseils de prudence et de sagesse, que celui-ci n'avait

(1) *Souvenirs du 4 septembre. Le gouvernement de la Défense nationale*, p. 212.

(1) DENORMANDIE. *Notes et Souvenirs*, pp. 108-109.

ıs suivis, considérait la chute de ce régime comme rémédiable et, en bon Français qu'il était, faisait es vœux pour le succès de la cause de la Défense ıtionale.

Dans sa séance du 11 septembre, le gouverne-ent décida, sur la proposition du ministre de Agriculture et du Commerce, de rétablir la taxe de viande de boucherie dans la ville de Paris. Le écret conforme, daté du 11 septembre, parut au *urnal officiel* du lendemain. Il était précédé des otif suivants : « Considérant qu'en raison des rconstances actuelles, le Gouvernement a dû ourvoir aux approvisionnements de Paris, et qu'il nporte que la vente au détail de ces approvision-ements ne soit pas l'objet de spéculations nuisi-es aux intérêts des consommateurs... » Le dé-et portait en outre que l'établissement de cette xe serait réglé par des arrêtés du ministre du ommerce et de l'Agriculture, Le *Journal ofifciel* es 13 et 14 septembre publia les arrêtés de Joseph agnin. Le dernier de ses arrêtés fut, en outre, af-ché sur les murs de Paris (1).

Cependant les armées allemandes s'avançaient ers Paris. Il était urgent de décider comment se-ient dirigées la politique et l'administration de France lorsque, par suite de l'investissement de capitale, la séparation des départements avec aris serait un fait ascompli. Il eût été préférable, tous les points de vue, que le gouvernement dans on ensemble se rendît en province, quitte à lais-er auprès des autorités militaires quelques-uns de es membres. Mais, sous l'impression des souve-rs de 1792, de 1814 et de 1815, et guidé par cette onsidération que le gouverneur militaire de Pa-s était en même temps président du gouverne-ent, on fit précisément le contraire de ce qu'il ıt fallu faire : on maintint le gouvernement à Pa-s où il allait être cerné, et on envoya en province ne délégation, primitivement composée du seul dolphe Crémieux (2), et ensuite complétée par adjoncton de Glais-Bizoin et de l'amiral Fouri-ıon (3), ami particulier du général Trochu, pré-édemment désigné pour le poste de ministre de Marine, et qui revenait d'une expédition inter-ompue dans la mer du Nord. Jules Simon, après voir rappelé les décisions successives qui avaient ormé la délégation de Tours et établi auprès d'elle n agent de chaque ministère muni d'instructions péciales, de manière qu'il y eût auprès de la élégation et sous ses ordres une sorte de conseil rivé, ajoute :

« Cette ébauche de gouvernement nous parut suffisante, parce que nous pensions qu'elle serait temporaire. Je crois qu'il aurait fallu, sans désorganiser le gouvernement de Paris, constituer à Tours un gouvernement très fort, et cela dès les premiers jours de septembre. Il est très regrettable qu'on ne l'ait pas fait. Tout le monde pensait alors, comme nous, que nous ne serions séparés de nos collègues que pour très peu de jours. M. de Metternich disait à Jules Favre : « Si vous pouvez tenir quelques semaines, l'émotion sera profonde en Europe, et les sympathies vous reviendront. » Nous comptions bien, en effet, sur une durée de quelques semaines, quoique cela nous parût à nous-mêmes un peu présomptueux. Le corps diplomatique croyait si peu à une longue durée qu'il se promettait de ne pas aller à Tours (1). »

Il semble que Jules Simon ait eu en cette circonstance ce qu'on a nommé l'esprit de l'escalier. L'inconvénient grave de confier les pouvoirs de la délégation à deux vieillards comme Crémieux et Glais-Bizoin ne lui est apparu qu'après coup, car il ne semble pas, à lire les notes de Dréo, qu'il ait présenté des observations contraire en conseil du gouvernement lorsque les décisions que nous venons de rappeler furent prises (2), Gambetta, lui non plus, ne s'était pas élevé contre ces décisions, mais il demeurait persuadé que la délégation, telle qu'elle était composée, ne parviendrait pas à remplir la lourde et patriotique tâche qui lui était imposée, celle qui consistait à réveiller partout l'énergie nationale et à soulever la France entière contre l'envahisseur. Pour cette tâche, il eût fallu un homme dans la force de l'âge, actif, énergique, toujours prêt à payer de sa personne, et animé de cette ardeur patriotique dont il était embrasé lui-même. Voici la lettre que, dans la matinée du 12 septembre, il adressa à Joseph Magnin. Elle n'a jamais été publiée encore. Elle doit être recueillie par l'Histoire :

« Paris, le lundi 13 septembre 1870. » (3).

MINISTÈRE
DE L'INTERIEUR
—
CABINET
DU MINISTRE
—

Mon cher ami,

Je viens vous supplier de rendre à la Patrie et à notre cause un service inestimable dans la crise que nous traversons. Je compte sur votre dévouement pour l'accepter. Ecoutez-moi d'abord.

Le transport à Tours d'une partie du Gouvernement crée au ministère de l'Intérieur une situation plus délicate qu'à un autre. Il est impossible, en effet, que la délégation de ce ministère ne soit pas confié (*sic*) à un homme politique de grande consistance.

(1) *Les Murailles politiques françaises*, p. 49.
(2) Décret du 12 septembre.
(3) Décret du 16 septembre.

(1) *Loc. cit.*, p. 52.
(2) *Procès-verbaux*, pp. 123 et
(3) C'est le lundi 12 septembre qu'il faut lire.

Il est le seul de tous les départements à la tête duquel on ne puisse laisser un directeur général; il y faut un véritable ministre, ministre auxiliaire de celui que la nécessité retient à Paris. En effet, il s'agit de présider à tout le mouvement administratif et politique de la France entière. Je n'insiste pas sur ce point, vous mesurez toute la gravité de ce rôle.

Je ne peux me rendre moi-même à Tours, on croit ma présence indispensable dans Paris, et je pense que c'est là une opinion assez fondée. Il ne faut rien moins que cette conviction générale pour m'empêcher de partir; mais vous comprenez dès lors qu'il est impérieusement nécessaire d'avoir à la tête de mes services un homme sûr, important, bien accueilli par l'opinion de la Province, et en qui je puisse pleinement me reposer. Vous êtes cet homme, je vous adjure d'accepter d'aller à Tours à la fois comme ministre du Commerce, et comme ministre de l'Intérieur auxiliaire.

Je pourrai (*sic*) ajouter bien d'autres et de pressantes considérations, mais ce serait pour vous surcroît inutile.

Je vous conjure d'accepter et me répondre au conseil d'aujourd'hui.

Votre bien dévoué ami
LÉON GAMBETTA.

Voici ce que portent les notes de Dréo relatives à la séance tenue par le gouvernement le lundi 12 septembre à 9 h. 30 du soir à l'Hôtel-de-Ville :

« M. Gambetta demande que M. Magnin soit nommé délégué du ministre de l'Intérieur à Tours. M. Magnin, prêt à accepter toute situation quelconque pour le service de la République, explique comment il peut être plus utile dans le poste qu'il occupe et qu'il connaît maintenant.

« Le Conseil approuve le refus de M. Magnin et désire le conserver à Paris (1). »

Les motifs donnés par Joseph Magnin étaient sérieux et honorables. Nous nous rappelons que lorsque, il y a douze ou treize ans, au cours d'une de ces conversations sur les hommes et les choses du passé que son impeccable mémoire rendaient si intéressantes, Joseph Magnin nous parla de la lettre de Gambetta, nous exprimâmes le vif regret qu'il n'eût pas accepté l'offre qui lui fut faite, persuadé que nous étions qu'il eût imprimé à la délégation de Tours, dès le milieu de septembre, tout au moins pour les quesitons relevant du ministère de l'Intérieur, l'énergique impulsion qui manqua jusqu'à l'arrivée de Gambetta, le 9 octobre. La réponse de Joseph Magnin fut celle qu'il avait faite, le 12 septembre 1870, au conseil de gouvernement: il avait accepté la lourde tâhce de pourvoir à la subsistance de Paris, et il ne lui paraissait pas possible de l'abandonner. C'est sur le refus de Joseph Magnin que Crémieux signa, le 14 septembre, un décret portant que le département de l'Intérieur serait représenté près de la délégation du gouvernement par Laurier, directeur général du personnel et du cabinet, et par Jules Cazot, secrétaire général (1).

LUCIEN DELABROUSSSE.

(1) *Procès-verbaux*, p. 113.

(1) *Journal officiel* du 17 septembre.

LES DIFFICULTÉS INTÉRIEURES DE L'ALLEMAGNE

La guerre européenne ne se déploie pas uniquement sur le plan militaire ou sur le plan diplomatique. Pour évaluer les chances dernières des belligérants, il est indispensable d'envisager, à côté de la force de leurs réserves en hommes et de leurs possibilités d'alliances nouvelles, leur capacité de résistance économique, la solidité de leurs finances. A tout moment, chez l'un ou chez l'autre, peuvent surgir des difficultés d'ordre politique ou social qui l'affaibliraient, le paralyseraient, et renverseraient à son détriment une situation tenue jusque là pour favorable. On ne le dira jamais trop; la lutte, qui se développe, d'un bout à l'autre du Continent, depuis seize mois, ne ressemble en rien à celles du passé : elle en diffère totalement par les effectifs qu'elle met en œuvre, par les dépenses colossales qu'elle impose, par la tension et les souffrances qui en résultent pour toutes les régions, et pour toutes les catégories du peuple, en chaque Etat.

Un pays peut remporter des succès, même signalés,sur un front quelconque. Ces succès n'exerceront qu'une influence légère sur le résultat final, sur la décision suprême, si le Trésor de ce pays se vide et si le crédit public s'épuise, si l'alimentation générale n'est plus assurée, si la disette sévit, si les masses laborieuses se plaignent de leur misère, si l'accord ne subsiste plus entre les divers éléments sociaux sur la nécessité de nouveaux efforts et sur l'objectif de ces efforts, — si le gouvernement se méfie de la nation et si la nation perd la confiance en ses gouvernants. Les données purement militaires et diplomatiques avaient, dans les campagnes d'autrefois, une action exclusive ou quasi-exclusive ; les autres facteurs ont étrangement accru leur importance, depuis que le peuple armé s'est substitué à l'armée de métier et que le quart ou plus des habitants mâles, en chaque contrée, ont été enrégimentés.

n a beaucoup trop répété, à la fin de 1914 — et : trop peu d'arguments probants, que l'Al-agne était à bout de souffle —, un semestre ès l'invasion de la Belgique. Certains de nos rnaux se piquaient d'établir, jour par jour, que npire manquait de disponibilités financières et out de denrées alimentaires, Ils avaient une use : c'est que, dans les années qui avaient cédé la grande crise, l'impossibilité d'une lutte longée s'était révélée, comme un axiôme, à la part des historiens et des économistes. Au t de quelques mois, l'armature des Etats cra-rait ; la paralysie de l'industrie et du commerce ménerait très vite à la ruine ; les limites du dit public, étaient très proches et les budgets ent si lourds déjà, qu'ils devaient supporter aisément la moindre surcharge. Les contrées, tiraient de l'importation une partie plus ou ns notable de leurs ressources en grains, en ndes, en beurres, etc., succomberaient à bref ai, si les mers étaient fermées. Or l'Al-agne ne disposait, aux yeux des financiers, que ne faculté d'émission réduite et son organisa-n économique n'offrait, en principe, qu'une vi-ur et une élasticité douteuses. Les contribua-s y maudissaient le fisc plus que partout ail-rs, depuis qu'avait été établi, en 1913, le fa-ux impôt exceptionnel sur la fortune ; l'indus-s'y était si bien développée au détriment de griculture, et les campagnes s'y étaient si forte-nt dépeuplées au profit des centres manufactu-'s, que l'Empire ne se nourrissait plus que ce au concours de la Russie, de la Roumanie, la France, de l'Italie, des Etats-Unis, de l'Ar-ntine, etc. Sa conditions, à cet égard, tendait plus en plus à s'assimiler à celle de l'Angle-re, tributaire de l'univers, mais il est vrai — ce correctif était essentiel, — maîtresse des éans.

On avait pourtant exagéré l'an dernier, les em-rras économiques de l'Allemagne ; elle a vécu xpédients pendant ces douze mois, abusant d'un é du papier-monnaie, s'astreignant de l'autre ne alimentation inférieure, grossière, rebutante, lsaine même ; mais elle a vécu.

On avait aussi exagéré à maintes reprises la fa-ue des masses, leur désir de paix, leur irritation ntre le pouvoir, les désaccords qui avaient surgi re les gouvernants, et dont le plus bruyant fut querelle Bethmann-Hollweg-Tirpitz. Et c'est rce que la presse n'avait pas apporté, dans l'é-luation de faits agréables à nos yeux, toute la mo-ration, tout le discernement nécessaires, que le blic serait tenté maintenant de sous-estimer des facteurs d'une très réelle importance. Admettons que nos journaux, en dénonçant l'affaissement économique de l'Allemagne et les menaces de di-sette qui pesaient sur elle, aient été en avance d'une année... Peut-être sera-t-on dans la réalité.

A lire les gazettes et les revues d'outre-Rhin, — (jusqu'à une date toute récente du moins, car à partir du 15 novembre, elles ont essayé d'amortir un peu leurs polémiques et même de démentir leurs propres assertions), — on a pu comprendre, au début de cet hiver : 1° Que la crise du renché-rissement était devenue insupportable ; 2° qu'elle déchaînait le mécontentement et mieux la colère populaires ; 3° qu'elle revivifiait les luttes de par-tis; 4° que tous les milieux sociaux inclinaient à discuter des conditions éventuelles de paix, en dé-pit des prohibitions gouvernementales, et que le chancelier s'efforçait vainement de leur montrer le danger des conflits de tendances ; 5° que le pou-voir était prêt à user des moyens les plus fraudu-leurs pour ressaisir l'opinion et broyer les oppo-sitions. Tandis que Guillaume II proclamait ses victoires, les ouvriers criaient leur détresse, allant jusqu'à la menace, et l'accord des diverses parties de la nation se lézardait à vue d'œil.

La hausse des denrées, diverse selon les villes, a été dans l'ensemble montrueuse. Le *Vorwaerts*, (organe officiel de la Social-démocratie, toujours sérieusement documenté en ces matières), publiait, le 16 octobre 1915, le tableau de 38 articles avec les prix comparés de 1913 et de 1915. L'ac-croissement des cours a été, pour beaucoup, inclus entre 40 et 100 0/0 ; mais il y a des progressions de 140 0/0, de 172 0/0, de 200, de 211, de 270 0/0. Pour une même unité de poids, le bœuf de moyenne qualité passait de 57 à 80 francs ; le veau de 60 à 93 francs ; le porc de 60 à 212francs. Le beurre coûte jusqu'à 4 fr. 25 la livre et la graisse jusqu'à 3 francs. Le comité directeur de la Social-démocratie et la Commission générale des Syndicats, qui représentaient, en l'espèce, des mil-lions de ménages, ont remis au chancelier plu-sieurs pétitions, où ils disent entre autres après avoir dénoncé la crise de cherté, flétri les accapa-reurs et les spéculateurs, — que les plaintes des familles de mobilisés sont terribles, et que la si-tuation apparaît désespérée. Le ton de ces requêtes est amer, douloureux dans sa modération voulue : parfois y percent les haines sociales, que réveillent tant de misères : « N'est-ce pas une insulte à la situation des classes pauvres que la publication, par les sociétés anonymes, les unes après les autres, des profits considérables qu'elles tirent de l'indus-trie de l'alimentation ? C'est là une preuve du

manque de scrupules, avec lequel on exploite la crise économique et de l'urgente nécessité qu'il y a pour l'Empire à intervenir avec énergie. »

Dans certaines villes, comme à Chemnitz, en Saxe, les femmes font de véritables émeutes qui sont durement réprimées. Ailleurs, elles se pressent en interminables queues devant les portes des établissements municipaux, où l'on revend les denrées à prix de revient. Les journaux de Berlin ont, à maintes reprises, décrit les scènes qui se déroulent dans les faubourgs, où des ménagères, après de longues heures d'attente, finissent par tomber d'épuisement. Le 22 octobre, eut lieu au Conseil communal de Berlin une séance quasi-historique, où les revendications populaires furent franchement proclamées. En somme, les associations ouvrières, et leurs délégués dans les assemblées à tous les degrés, ont demandé la fixation d'un maximum pour la viande, le poisson, le lait, le beurre, le fromage, l'huile, la graisse, les légumes secs, et aussi l'attribution aux communes du droit de réquisition : c'est d'une façon générale l'extension de ce qu'on a appelé au début de la lutte le « socialisme de guerre »; mais le gouvernement qui acceptait volontiers ce « socialisme de guerre », quand il s'agissait d'accroître ses moyens d'action militaire, hésitait à y recourir pour venir en aide à la masse ; il n'osait opter entre la classe ouvrière et la classe agrarienne qui, prétendant parler au nom des paysans, résistait à toute réduction de ses profits.

Le chancelier, pour marquer sa bonne volonté et désarmer les irritations qui grondaient, multipliait les conférences avec les ministres et les chefs de service. Il n'aboutissait qu'à des décisions de médiocre portée. Le 28 octobre, paraissaient une série d'ordonnances du Conseil Fédéral : elles autorisaient le gouvernement à réglementer le prix des pommes de terre, à réquisitionner les stocks existants, et même à exproprier certaines catégories de producteurs, à interdire la vente de la viande des jours déterminés de la semaine, à instituer une taxation du poisson, etc. Mais ces ordonnances furent sans effet. Les groupements ouvriers réclamèrent plus âprement que jamais la réquisition générale et aussi des distributions gratuites aux familles de mobilisés. Le pouvoir dût lui-même reconnaître que toute son activité demeurait stérile et qu'il était impuissant à enrayer le renchérissement

Les ménages de modestes ressources étaient d'autant plus enclins à protester et à accuser le gouvernement de négligence ou d'incapacité, que les salaires étaient loin de progresser avec les prix. Les statistiques officielles ont dû constater que la rémunération du travail, pour une journée normale, tendait plutôt à fléchir. Le mineur de la Silésie et celui de la Ruhr ont réussi tout juste à maintenir leur émolument moyen, mais les mineurs du bassin d'Aix-la-Chapelle et du grand bassin de la Sarre ont subi des réductions sensibles.

Ce ne sont pas seulement les socialistes de la minorité, c'est-à-dire ceux qui aux côtés de Liebknecht, de Haase, de Ledebour, de Bernstein, etc., ont rompu avec le chancelier, — qui expriment sous une forme vive les plaintes du peuple. Les « majoritaires », qui ont peur d'être abandonnés par les masses, s'ils dédaignent des intérêts d'une indéniable puissance, n'hésitent pas ici devant les termes véhéments. Haenisch, qui est du camp de Wolfgang Heine, de Legien et de Scheidemann, écrit dans le *Hamburger Echo*, principal organe des réformistes teintés d'impérialisme: « L'aggravation de l'existence pousse les travailleurs dans l'opposition : nous n'avons pas besoin de dire ce qui en résulterait au point de vue politique, moral, et même militaire ». — Des journaux qui n'ont aucun lien, même lointain avec la Social-démocratie, mais qu'inquiète la perspective de luttes sociales éventuelles, manifestent le plus sombre pessimisme. La *Gazette de Magdebourg* déclare : « il se prépare, quelque chose dont il est impossible de mesurer la gravité » ; la *Gazette du Weser* signale un mécontentement collectif bien plus fort que celui dont les journaux contiennent l'expression ; la *Gazette de Francfort* reconnaît que « l'insuffisance et l'inefficacité des mesures prises apparaissent comme une défaite ». Le *Berliner Tageblatt*, qui est souvent officieux, se permet de railler le pouvoir.

Seuls les organes conservateurs purs, qui défendent la grande propriété foncière, la caste des junkers, se tiennent à l'écart de cette campagne socialiste ,radicale, libérale, et aussi catholique, contre la chancellerie. Mais ils ne font à peu près rien pour amortir les polémiques qui se raviven; au contraire, ils attaquent violemment les groupements ouvriers, auxquels ils reprochent de rompre la « trêve sacrée »; ils affectent de confondre les doléances contre le renchérissement avec des attaques contre des partis. Ils accusent les socialistes d'exploiter la crise économique pour surexciter les luttes de classes. Et c'est ainsi que, d'un bout à l'autre de l'Empire, la hausse continue des prix, les menées des accapareurs, l'insuffisance des stocks, et l'impuissance des gouvernants déterminent d'irréparables brèches dans l'union nationale. C'est une très grave difficulté pour u

régime, quel qu'il soit, de mener la guerre sur tant de fronts, quand à l'intérieur, des millions d'êtres humains crient famine et manifestent leur colère.

Les controverses, qui ne cessent de surgir à propos de la paix, constituent pour le chancelier un gros embarras : d'abord parce qu'elles agitent l'opinion et contribuent à affaiblir le ressort moral du pays ; et, ensuite parce qu'elles peuvent désarmer la diplomatie allemande, et tout au moins la priver de certains de ses moyens, à l'heure où il faudra réellement envisager les premières négociations. M. de Bethmann-Hollweg a toujours, à cetégard, lutté pour conserver sa pleine liberté d'attitudes ; il s'efforçait en même temps de dissimuler à l'étranger les divisions qui depuis un an s'accusent, au sujet des conditions des traités futurs, entre les partis, et dans les partis eux-mêmes ; mais il a totalement échoué dans ses tentatives. Vainement, un député conservateur, M. de Brockhausen, a proposé au mois d'octobre que le Reichstag fût dessaisi du droit d'examiner par avance les clauses des conventions finales, et que cette tâche fût assignée à un conseil d'Empire, recruté dans les diverses catégories sociales, les masses populaires étant à peine représentées. C'était, pensaient les chevaux-légers du pangermanisme, couper court à des polémiques, où se trahit le besoin de repos de jour en jour grandissant. Mais les libéraux et les socialistes ont protesté : le gouvernement, si peu respectueux qu'il soit des droits du Parlement, n'a osé soutenir le projet de Brockhausen, et en dépit des interdictions publiées par la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, les controverses se sont renouvelées avec une impressionnante activité. Tandis que M. Ballin, l'ami du Kaiser, et les armateurs de Hambourg réclamaient des ports à l'est et à l'ouest du Pas-de-Calais et des bases navales dans toutes les mers, le centre catholique revendiquait une extension du territoire aux dépens de la France, de la Belgique, et de la Russie, et la fraction des nationaux libéraux, qui suit M. Bassermann, signifiait derechef sa volonté de larges annexions. Mais en sens inverse, les partis de gauche et d'extrême-gauche, mandataires de corps électoraux qui supportent avec peine la prolongation de la guerre, et derrière eux des cercles intellectuels qui redoutent la lutte d'usure, recommandaient la prudence et répudiaient les conquêtes... Parmi ces débats contradictoires, le gouvernement gardait un silence, qui masquait sa gêne et ses appréhensions.

Ce n'était point seulement que l'issue du conflit, en dépit de ses pompeuses déclarations, lui parût incertaine ; c'était aussi qu'il sentait l'armature morale du pays fléchir de mois en mois. Ni les succès de Russie, ni la marche de Mackensen vers Constantinople ne galvanisaient l'esprit public. Les longues listes de pertes qui étaient données par les journaux, les levées successives qui vidaient les villes et les campagnes, ajoutaient encore aux effets de la disette générale et créaient peu à peu un état mental, contre lequel rien ne pouvait réagir. Dans aucune contrée européenne, sauf peut être en Autriche, où une passivité morne à succédé aux doléances irritées de l'an dernier, la fatigue de cette guerre ne se marque en traits plus visibles. C'est parce qu'il frissonne devant les lendemains et qu'il prévoit un sursaut du peuple contre les institutions impériales, que le gouvernement s'attache à s'asservir la presse plus complètement encore. La circulaire, que le ministre de l'Intérieur M. de Lœbell, a adressée à ses subordonnés, au printemps de 1915, et que le *Vorwaerts* a publiée au cours d'octobre, ne manifestait pas seulement les velléités d'autoritarisme traditionnelles Outre-Rhin : elle attestait que le chancelier craignait tout des élections prochaines.

Il ne faut rien exagérer ; il ne convient pas de croire que l'Allemagne va devenir tout de suite incapable de combattre ; mais il est certain qu'elle a perdu certaines de ses illusions, que cette guerre, entreprise avec un enthousiasme mystique, lui apparaît comme une terrible épreuve, qu'elle aspire à la clore, que ses ressources sont partiellement épuisées, que les masses ouvrières, — le nombre aujourd'hui, peut être la force demain, y souffrent cruellement, et que le pouvoir est en proie à d'écrasantes préoccupations. Dans aucun des pays belligérans, autant de problèmes d'extrême gravité ne se posent à la fois.

PAUL LOUIS.

UN CHEVALIER CHRÉTIEN : CONSTANTIN BRANCOMIR (1)

En ces jours critiques où sont en présence deux conceptions de la vie et du monde : la

(1) Ont été utilisés pour cette étude un manuscrit *inédit* de *Pour la Couronne*, différent du manuscrit définitif, et des conférences inédites faites par François Coppée à travers la Suisse française, à Genève, à Lausanne, à Neufchâtel, en décembre 1887, avec lecture de son drame. Leur succès engagea le poète à renouveler la même lecture publique en Hollande, en janvier 1888.

civilisation chrétienne, luttant pour la justice et la liberté, et la barbarie soi-disant scientifique, qui prétend asservir les âmes, la Comédie-Française a eu l'heureuse inspiration de mettre à son répertoire *Pour la Couronne*, avec une mise en scène admirablement réglée par l'administrateur général, M. Albert Carré, une interprétation parfaite et de superbes décors. Dans ce noble drame, François Coppée a proclamé son idéal moral de la guerre, et créé un admirable type de chevalier chrétien, le pur et loyal Constantin Brancomir, dont la douceur égale l'intrépidité. Il l'oppose à Michel Brancomir, le chef dur et altier, orgueilleux, ambitieux, impitoyable pour l'ennemi vaincu, qui, pour satisfaire son rêve, le rêve d'une couronne, se laisse pervertir par les promesses ottomanes, consent à abandonner la cause de la chrétienté, renonce lâchement à son libre pouvoir pour devenir tributaire du sultan... Il semble que le poète, par une inspiration prophétique, ait prévu les héroïsmes et les lâchetés, les générosités et les trahisons dont nous sommes les acteurs ou les témoins, depuis quinze mois de guerre.

La pièce se passe dans les Balkans, à la fin du xve siècle, au moment où les populations chrétiennes de l'est de l'Europe opposent une héroïque résistance à l'invasion des Turcs, déjà maîtres de Constantinople, François Coppée a inventé, par le droit du poète, un royaume des Balkans qui n'a jamais existé, et l'action du drame n'a rien d'historique. Mais il a emprunté tous les détails pittoresques aux mœurs singulièrement barbares des peuples slaves de cette époque. Ce qu'il a voulu évoquer surtout, c'est « la foi naïve et profonde du pays chrétien (1) », c'est l'atmosphère morale des croisades.

Par là, c'est le Croissant ; par ici, c'est la Croix.
Brancomir, champion de l'Europe chrétienne,
Pareil à Saint-Michel terrassant les démons,
Retient la Barbarie au pied de ces vieux monts,
Le libre et fier Balkan, boulevard de la Foi !

Ces rudes et simples chrétiens ne cessent d'avoir devant les yeux ces trois choses sacrées : la Religion, la Patrie, la Famille. Ainsi Michel Brancomir,

...Ayant fait des vœux aux icônes de cuivre,
Senti les douces mains des aïeux sur son front,
Fit broder un Christ d'or sur sa bannière blanche.

C'est « Jésus qui, dans le danger, le protège, et défend sa gloire. » C'est grâce à lui qu'établi dans une citadelle, au pas de Trajan, en pleine montagne, le héros bulgare ferme depuis quinze ans ce défilé aux Turcs, résiste à l'effort des Infidèles.

Ce pays est donc, avant tout, le boulevard de la chrétienté. Aussi le trône des Balkans, — trône électif — étant devenu vacant, la diète des seigneurs, réunie dans une plaine aux environs de la capitale, Widdin, tout en rendant justice à Michel Brancomir, élira roi le vieil Etienne, évêque de Widdin, dont les ardentes prières et les prédications enflammées soutiennent, depuis trente ans, le courage du peuple slave.

L'évêque leur disait la messe au fond des bois
Devant l'autel dressé dans le creux d'un vieux chêne.
...La guerre sainte, il l'a préparée, il l'a faite.
Si Michel a vaincu, c'est qu'Etienne a béni.

Etienne est un saint homme, il a fait des miracles. La croyance populaire attribue à ses mérites tous les succès contre les Turcs.

Du lever du soleil au tomber de la nuit,
Partout où la mêlée était très meurtrière,
Il surgissait, tranquille et toujours en prière
Et l'on voyait alors les ennemis fléchir.

François Coppée, — dans une scène supprimée et fondue dans la première du quatrième acte — faisait de cette belle figure de « roi mitré faisant la guerre » une véritable image de vitrail. Une terrible nouvelle s'était répandue. Les Turcs avaient forcé les Balkans par surprise ; ils marchaient sur la capitale, Widdin... Alors le vieil évêque-roi parcourait la montagne, pour réunir ce qui lui restait de soldats et livrer une suprême bataille.

Notre cher souverain, le saint évêque Etienne
N'a pas désespéré de l'Europe chrétienne.
Gardant tout son sang-froid, en ce moment fatal,
Le vieux roi s'est placé devant le piédestal
Où du grand Brancomir se dresse la statue,
Et, rendant le courage à la foule abattue,
Il ordonna que tous, pour le pays et Dieu,
S'armassent d'une faux, d'un bâton, d'un épieu,
Leur jurant que, monté sur un cheval de guerre
Et portant dans ses mains le sacré reliquaire,
Lui-même il marcherait sur les Turcs triomphants
Avec sa légion de vieillards et d'enfants.
Tous ont suivi le roi, — l'héroïsme se gagne. —
Et maintenant, dit-on, il parcourt la montagne
Entraînant à la hâte et mettant dans ses rangs
Ce qu'il peut recueillir encor de vétérans ;
Et peut-être bientôt viendra-t-il ici même
Nous prendre pour livrer la bataille suprême (1).

L'héroïque évêque, pourtant, n'oublie jamais qu'il est l'homme de Dieu :

Si le monde chrétien conserve son rempart,
La gloire en est à Dieu. J'en refuse ma part.

D'ailleurs, il ne songe qu'à une chose

(1) Expression tirée des conférences inédites de François Coppée.

(1) Vers inédits du manuscrit primitif

A la guerre sacrée, à la sainte revanche !
L'œuvre sainte qu'il faut poursuivre sans répit.

Aussi la diète des boyards n'hésite pas. C'est Etienne qui sera roi des Balkans.

Et nous serons certains, ô Christ, de ta victoire,
Quand sur ce noble front, tout rayonnant de gloire,
Nous pourrons voir briller, en mourant pour la foi,
Dans le nimbe du saint, la couronne du roi.

L'évêque est la tête qui pense ; Michel Brancomir n'est que le bras qui exécute...

*
* *

Si Michel Brancomir est un général invincible, il est aussi un chef dur et altier ; son second mariage avec la belle Basilide Comnène, descendante des empereurs grecs, a redoublé l'orgueil du vieux soldat. Il n'a pas, comme son fils Constantin, né d'un premier mariage, la conception chrétienne des lois de la guerre. Il est impitoyable pour l'ennemi vaincu :.

Les ordres sont pourtant formels que j'ai donnés.
Jamais de prisonniers. Tout tuer.

Il semble avoir, — déjà ! — la conception mystique de la « cultur » allemande qui prétend régenter le monde.

C'est à force de sang, à force de tuerie,
Enfant, que j'ai sauvé l'Eglise et la Patrie !

Sa nouvelle femme, l'arrogante Bazilide au regard faux, lui donne de perfides conseils, excite sa rancune et son ambition. Déjà, plus d'un chef slave, perverti par les promesses ottomanes, a abandonné la cause de la chrétienté. Plus d'un, pour sauver sa couronne, s'est mis « du côté du plus fort. »

Que de défections déjà dans cette guerre,
La défaite leur met la félonie au cœur,
Et, vaincus, ils se sont alliés au vainqueur...
. . . . . , , , , , ,
En laissant circuler l'Ottoman sur leurs terres,
Ils y règnent en paix et sont rois tributaires.

L'ambition enfante le crime, et Bazilide a le cœur corrompu. Elle a deviné le rêve de Michel ; être roi du Danube aux Balkans. C'est ce rêve, le rêve d'une couronne, que touche cette femme ambitieuse et perverse.

Tu me la gagneras par force ou par malice.

Que Michel se substitue, à minuit, au guetteur veillant près d'un bûcher d'alarmes, dans le principal défilé, aux pieds de l'arc de triomphe jadis bâti par Trajan ! C'est par là qu'Othorgul-Pacha franchira la montagne, guidé par Michel. Alors le Turc l'installera sur le trône des Balkans, comme roi tributaire. Michel consent :

C'était de bonne politique...
On le récompensait par le titre de roi (1).

Mais alors, son fils né d'un premier mariage, le « pur et loyal » (2) Constantin, va se dresser en face de lui, et empêcher la trahison infâme. C'est en lui que François Coppée a incarné le type du chevalier chrétien, d'une haute moralité, d'une noblesse sans alliage, conçu selon la grande tradition française de Corneille, héros de la lignée du Cid, d'Horace et de Polyeucte... C'est lui qui avait donné au drame son premier titre : le *Justicier* (3).

*
* *

Constantin Brancomir, c'est le type du soldat chrétien qui observe, même pendant la guerre, les lois de justice, de droiture, de pitié, basée sur la religion et la charité. C'est pourtant un ardent patriote : il est

Le jeune capitaine intrépide et prudent
Qui, même dans les jours de paix, songe à la guerre.
...Il a la valeur des Brancomir, c'est sûr.
Pour lui donner le lait ardent de son sein dur,
La guerre, sa nourrice, a défait sa cuirasse ;
Et l'écho du canon berça ce fils de race.

Elevé dans les camps, habitué à respirer toujours l'atmosphère des batailles, il en éprouve, parfois, comme la nostalgie.

...Donc la guerre s'apaise
Et l'on ne se bat plus... Que ce calme me pèse !
Sous le ciel morne et pur où pendent les drapeaux,
Comme ils sont longs, les jours du soldat au repos,
Lorsque c'est dans l'ennui que le devoir consiste !
Oh ! les heures de plomb !

Il poursuit, sans faiblesse, la réparation indispensable du droit lésé par le Turc ; il repousse, en le châtiant, cet injuste agresseur. Mais il veut que la guerre ,juste dans sa cause, soit juste aussi dans son mode. Pas plus que la conscience, la loi morale qui l'éclaire et la règle ne doit être violée : il faut l'écouter, il faut la suivre partout et toujours. De là, respect de la vie, de l'homme et des biens des non-combattants, des blessés, des prisonniers, des ennemis désarmés et qui se rendent.

Lorsque Michel Brancomir, impitoyable pour l'ennemi vaincu, a donné l'ordre formel d'appliquer aux Turcs la peine du talion : « Jamais de prisonniers. Tout tuer », Consantin ose désobéir

(1) Vers inédits.
(2) Expression des conférences inédites.
(3) C'est le titre du manuscrit primitif.

aux ordres de son père. Malgré le froncement de ses terribles sourcils, il ose parler de clémence.

Je n'ai pu massacrer un blessé sans défense ;
Je me suis souvenu des chrétiens d'autrefois,
Des héros combattant, comme nous, pour la Croix,
Au temps de Saladin et du saint roi de France,
Et, malgré moi, j'ai vu l'horrible différence...
Faites grâce...

Et pourtant son cœur frémit à la pensée des massacres accomplis par les Turcs.

Quand ils sont les vainqueurs, ces infâmes
Mutilent nos blessés et violent nos femmes...
L'Europe des chrétiens reculait, affolée,
Avec un long sanglot de vierge violée!...
...Oh! l'infernale guerre!

Il n'importe. Constantin connaît la doctrine de l'Eglise sur les lois chrétiennes de la guerre ; malgré tout, il les observera. Après la justice, la pitié : *misericordiam*. L'épée du chevalier catholique doit protéger le faible et l'opprimé.

C'est aussi la doctrine miséricordieuse de l'Evangile qui lui dicte son attitude envers Militza sa prisonnière devenue son esclave. Ce sentiment tendre et pur, cett affectueuse et pitoyable bonté, c'est la charité chrétienne qui les inspire. Il voit en elle la créature de Dieu, dont le relèvement moral est toujours possible. Il sait que la miséricorde divine est toujours offerte à l'homme de bonne volonté, permet la purification des pires souillures.

Pauvre oiseau, du premier coup d'orage abattu...
Pauvre fille qui fais le mal en l'ignorant...
Si jeune, tu rougis de pudeur sous ton fard ;
Un reste d'innocence éclaire ton regard;
Et la fleur dans la fange et de tous méprisée
Garde encor, du matin, sa goutte de rosée.

Il faut relire cette scène si belle et si « évangélique ».

MILITZA

Qui donc es-tu, soldat aussi doux qu'une femme,
Qui ne me connais pas et me fais tant de bien ?

CONSTANTIN

Ton frère, si tu veux, pauvre fille, un chrétien.

MILITZA

Mais tu vois qui je suis.

CONSTANTIN

Je sais la chair fragile.

MILITZA

Qui t'a rendu si bon ?

CONSTANTIN

Ma mère et l'Evangile.

MILITZA

Je n'ai fait que le mal.

CONSTANTIN

Puisse Dieu t'éclairer !

MILITZA

Je vis dans le ruisseau.

CONSTANTIN

Le ciel peut s'y mirer.

MILITZA

L'homme pur me repousse en me disant : Arrière!

CONSTANTIN

Qui donc est sans péché, pour te jeter la pierre ? (1)

. . . . . .

Aimons-nous, mais prouvons, par nos amours naissants,
Que nous étions tous deux nés pour être innocents,
Et montrons combien haut notre âme était placée.
Aimons-nous donc, mais sois comme ma fiancée.
Et restons purs devant les cieux qui nous verront.
Entrons purs dans l'éternité.... (2).

Et c'est dans ce sentiment religieux qu'il répand sur Militza, « comme l'eau d'un baptême », les fleurs de sa pitié, les fleurs de son amour...

(*A suivre*). JEAN MONVAL.

LA VIE LITTÉRAIRE

—

LES AMBITIONS ALLEMANDES (3)

En 1912, paraissait en Allemagne un livre du Général von Bernhardi : *Notre Avenir*, dont la traduction française a été récemment publiée, qui expose les ambitions allemandes avec les moyens de les réaliser en face de la situation européenne. Ces ambitions sont celles-là mêmes dont les pangermanistes ont fait leur programme. Quant aux moyens — le Général von Bernhardi ne le dissimule pas — le principal est la guerre. « Il est impossible, par des artifices diplomatiques, écrit-

(1) Acte Ier, scène V.
(2) Acte IV, scène III.
(3) F. VON BERNHARDI. *Notre Avenir* (trad. SIMONNOT), NOT.) 1 vol. in-8°.— CHARLES ANDLER. *Les Origines du Pangermanisme (1800-1888)*. 1 vol. in-8°. (Louis Conard.) — CHARLES ANDLER. *Le Pangermanisme*. 1 vol. in-8°. — E. DURKHEIM. *L'Allemagne au-dessus de tout*. 1 vol. in-8°. (Armand Colin.)

il dans son livre sur *La Guerre moderne*, d'améliorer en notre faveur le partage aujourd'hui existant du globe. Si nous voulons procurer à notre peuple la situation mondiale qui lui convient, il nous faut nous confier à notre épée » (1). Aussi bien, le général von Bernhardi peut être considéré comme le porte-paroles du grand Etat-Major allemand, depuis longtemps imbu de cette idée qu'il faut élever l'Allemagne « au-dessus de tout ».

C'est dire que les ambitions, qu'après tant d'autres écrivains teutons, manifeste le général von Bernhardi, sont démesurées. Elles ne visent à rien moins qu'à abattre la France, à battre l'Angleterre et à diminuer la Russie, afin d'établir sur le monde l'hégémonie germanique.

*
* *

A cette hégémonie, l'Allemagne prétend avoir tous les droits, parce qu'elle est supérieure à tous les autres pays du globe. Voilà le point de départ de la thèse pangermaniste.

« Comme ce navire prétend être supérieur à tous les autres navires, si nombreux soient-ils, qui sillonnent les mers, de même puisse-t-il être vrai à jamais, pour tous les Allemands, que *l'Allemagne est au-dessus de tout au monde* », déclamait, le 10 juin 1900, le prince de Bülow, au baptême du *Deutschland*, le plus grand transatlantique alors existant.

Pour la plupart des savants, des philosophes et des théologiens d'outre-Rhin, depuis un demi-siècle, l'Allemagne, en effet, est supérieure intellectuellement, moralement et matériellement à tout le reste de l'univers. Comment en irait-il autrement ? N'est-elle pas, à l'heure actuelle, la plus forte de toutes les nations ? Non seulement ses victoires répétées de 1864, de 1866 et de 1870 ont prouvé aux yeux des plus prévenus, sa supériorité militaire, mais, depuis 1870, sa population s'est élevée de 40 millions à 66 millions d'habitants. « Nous croissons si vite, explique Ernst Hasse, qu'en trois ans, nous nous ajoutons autant d'habitants qu'il y en a en Suisse ; en six ans, autant qu'il y en a en Hollande et en Suède... Notre accroissement est un phénomène d'une force élémentaire. » En outre, dans ces dernières années, l'Allemagne est devenue un Etat industriel de premier ordre. Tandis qu'avant 1866 la flotte allemande n'avait qu'un développement restreint, elle est aujourd'hui la deuxième grande flotte de l'univers. Par ailleurs, son commerce extérieur se chiffre par 16 à 17 milliards de marks contre 20 milliards à l'Angleterre, alors que celle-ci a pour elle l'ancienneté, au contraire de l'Allemagne, qui est, à peu de choses près, un nouvelle venue. Enfin, les employés, les colons, les négociants, les industriels et les ingénieurs allemands sont répandus sur toute la surface du globe. Bi enqu'au service d'intérêts étrangers, ils enrichissent le capital national, qui, calculé par habitant est à peu près égal à celui de la « riche France », quoique l'Allemagne compte 25 millions d'âmes de plus. En présence d'une fortune aussi rapide que considérable, il n'est guère d'intellectuels teutons qui ne soient convaincus que leur patrie est l'élue de Dieu, car c'est un dogme désormais, pour tout Allemand, que la force matérielle est signe d'élection. Bernhardi la confond avec la culture, d'où il suit que, les nations les plus vigoureuses étant aussi les plus cultivées, le monde progresse du seul fait que celles-ci écrasent les faibles, qui ne peuvent être que les moins civilisées. La lutte pour la vie, qui s'établit entre nations comme entre individus, devient ainsi l'agent du progrès dans l'humanité. Que les peuples forts subjuguent ceux qui ne le sont pas, cela est, en apparence, au détriment de ces derniers, mais, en réalité, à leur bénéfice, puisque, de cette manière, les peuples inférieurs profitent de la culture que les vainqueurs ne manquent pas de leur imposer.

Il en résulte que les plus vivaces ont à jouer un rôle d'éducateurs. C'est sans rire que, sous prétexte qu' « aucun peuple du monde n'a jamais rien fait de semblable » au peuple allemand (1), Bernhardi affirme qu'il « a conquis le droit de prétendre à la plus haute mission civilisatrice » (2). Ce droit impliquant un devoir — Bernhardi le spécifie en toutes lettres —, l'Allemagne se trouve, en vertu d'une sorte de décret providentiel, chargée de faire le bonheur du genre humain en l'initiant à sa culture, par persuasion ou par force.

Cette mission, à laquelle l'Allemagne serait appelée de nos jours, est la même, au dire de Bernhardi, que celle autrefois dévolue à l'Egypte, puis à la Grèce et, finalement, à Rome, qui, tour à tour, civilisèrent le monde méditerranéen. Depuis que, corrompu, l'Empire romain s'est affaissé, impuissant, sous les coups des Germains dont le sang, selon le plus authentique pangermanisme, aurait imprimé leur essor à tous les Etats de l'Europe, ces derniers ont hérité, assure-t-on, de la mission,

(1) F. von Bernhardi. *Vom hentigere Kriege*, I, p. 12.

(1) von Bernhardi. *Notre Avenir*, (trad. Simonnot), p. 19.

(2) F. von Bernhardi. *Notre Avenir* (trad. Simonnot), p. 19.

non seulement de regagner l'Orient à la culture européenne, mais de la porter au delà des limites du monde antique, autrement dit de créer une civilisation mondiale. Cette tâche échut, tout d'abord, aux peuples de la péninsule ibérique. De fait, les Portugais trouvèrent la route des Indes, tandis que les Espagnols conquirent l'Amérique du centre et celle du sud. Après quoi, épuisés par cet effort, l'Angleterre recueillit le privilège de soumettre les autres parties de la terre à la civilisation européenne. Elle a fondé dans l'Amérique du Nord de nouveaux Etats ; elle a colonisé l'Inde et l'Australie et s'est établie jusque sur les côtes de l'Asie orientale. Comment ne pas supposer, suggère Bernhardi qui ne fait aucune mention de la France, qu'ayant mené à bien une si importante entreprise la Grande-Bretagne ne soit pas fatiguée, à son tour, s'il est vrai que, comme il s'en persuade, « les grands peuples civilisateurs sont toujours entrés en décadence après avoir accompli une certaine mission civilisatrice » (1). Toujours est-il que Bernhardi se montre convaincu que, dorénavant, pareille mission revient à l'Allemagne. Les Allemands ne sont-ils pas devenus « les représentants par excellence de toute la culture moderne » (2) ? Et ,du reste, n'ont-ils pas déjà « imprimé le sceau de leur génie presque à tous les peuples » (3) de culture européenne ? Il n'est pas un pangermaniste pour qui le peuple allemand ne soit « le peuple civilisateur-né » (4). De ecette aptitude de la race germanique, Bernhardi donne comme gage, non seulement qu'elle a renversé Rome tombée en pourriture et régénéré, suivant lui, l'Europe occidentale, mais encore que là où elle s'est maintenue à l'état pur, c'est-à-dire en Allemagne, — la race latine étant issue, à l'en croire, de la fusion des Germains avec les Italiens, les Gaulois et les Ibères — elle lutta contre l'oppression ecclésiastique pour la liberté individuelle et nationale. Sa tentative d'empire universel qui échoua, et la Réforme, que Bernhardi considère comme la base et la garantie de tout progrès intellectuel, en constituent, d'après lui, les indiscutables preuves. Or, loin de marquer le terme de l'œuvre assignée au génie germanique, la Réforme doit être considérée, disent les pangermanistes, comme annonciatrice de la supériorité présente de l'Allemagne dans tous les domaines, supériorité qui, à les en croire, ne peut être elle-même qu'une lettre de change tirée, à son profit, sur l'avenir. Aussi bien estiment-ils que sa supériorité confère à l'Allemagne le droit et, nous l'avons vu, le devoir de civiliser le monde et, pour ce faire, de le dominer.

*
* *

Cette idée du droit et, partant, de l'obligation qui incomberaient aux peuples forts, en l'espèce à la Germanie, d'étendre leur domination sur l'univers par tous moyens, notamment par la guerre, dont Bernhardi célèbre, en même temps que la nécessité, la vertu purificatrice et morale, voire les bienfaits intellectuels, cette idée est ancienne en Allemagne. M. Andler le démontre d'une façon lumineuse dans la remarquable préface qui précède les extraits d'auteurs pangermanistes, échelonnés de 1800 à 1888, qu'il a eu l'ingéniosité de réunir.

Dietrich von Bülow, qui mourut en 1807, après avoir fait beaucoup de choses, dont un livre sur l'*Esprit du nouveau système de la guerre*, établit en principe que sont dévolus à une nation tous les territoires qui se trouvent dans sa sphère d'action militaire. C'est aussi l'idée de Treitschke. Les frontières naturelles d'un Etat seraient déterminées par sa puissance d'offensive et nullement par des considérations de langues, de nationalités ou d'on ne sait quels droits traditionnels que se plaisent à invoquer les peuples qui ne peuvent compter sur eux-mêmes. Il s'en suit que les petits Etats n'ont, suivant Dietrich von Bülow, aucun droit à l'existence : ils sont incapables de se défendre. Comment ne seraient-ils pas, en effet, la proie des grandes nations, leur base militaire étant forcément plus courte et les masses qu'il leur est loisible de mettre en mouvement, nécessairement moindres ? En foi de quoi, Bülow réclame que la Prusse s'étende à l'ouest jusqu'à la Meuse, à l'est jusqu'à la Narew et à la Vistule, y compris Varsovie, et qu'elle englobe au nord le Danemark. A l'Autriche, qui lui semble devoir évacuer un jour l'Italie et la Galicie, parce que toute position à l'ouest du Tarvis ou au nord des Carpathes est indéfendable pour elle, il assigne la vallée du Danube jusqu'aux Balkans. De même, Arndt, qui aida puissamment au soulèvement de 1813, refuse le droit de vivre aux petites nations, à celles qui ne peuvent pas mettre au moins 500.000 hommes sous les armes et ne comprennent pas plus de 15 millions d'habitants. Quant aux grandes puis-

(1) F. von Bernhardi. *Notre Avenir* (trad. Simonnot), p. 7.
(2) *Id.*, p. 8.
(3) *Id.*, p. 8.
(4) *Id.*, p. 8.

sances, il leur reconnaît celui d'accéder à la mer. Pour l'Allemagne, si malheureusement séparée, déplore-t-il, en deux tronçons, il souhaite une refonte complète qui refera son unité, ce qui lui permettra de s'étendre des Pays-Bas annexés, — leur existence étant « la violation la plus criante de la frontière naturelle allemande » — jusqu'aux Alpes et à l'Adriatique. La Suisse et le Rhin, avec ses deux rives — « le Rhin fleuve d'Allemagne et non frontière allemande »,— devront faire partie de l'Empire ainsi restauré. Après 1815, enfin, ses appétits ayant grossi, Arndt demande pour son pays, des issues en Egypte, en Syrie et en Asie-Mineure. Il ne parle de rien moins que d' « extirper du sol par le travail » les colons dégénérés de race latine.

Friedrich List, dans son *Système national d'économie politique* qui parut en 1840, néglige, lui, le côté militaire pour l'aspect économique. De ce point de vue, il n'hésite pas à poser ce nouveau principe, non moins redoutable que le précédent, qu'appartiennent, en droit, à une nation tous les territoires qui se trouvent dans sa zone d'influence économique. En vertu de cet axiome, il soutient que la race germanique a pour destin de diriger les affaires du monde, de civiliser les barbares et de peupler les territoires inhabités. Aussi pense-t-il que l'Allemagne doit conquérir la suprématie économique contre l'Angleterre, en fondant une vaste confédération douanière de tous les Etats de l'Europe continentale avec la mise en commun de leurs marines et de leurs colonies, puis contre la Russie, en opposant à l'avance slave un empire germano-magyar, auquel on donnerait, avec des facilités de large colonisation intérieure, les moyens de pousser jusqu'à la mer Noire, l'héritage de la Turquie étant, cela va de soi, promis aux Germains.

Théologien, Paul de Lagarde, enfin, assigne, dans ses *Ecrits allemands* qui sont de 1886, une sphère d'action religieuse à toute grande nation, entendez, toujours, à l'Allemagne. Animé du désir de créer un culte véritablement national, supérieur à la fois au protestantisme et au catholicisme, il espère qu'une religion germanique naîtra, qui régénérera les peuples en les mettant directement en contact avec le Très Haut. Mais comme la vie religieuse plonge ses racines dans la vie matérielle, il est indispensable, n'oublie pas Paul de Lagarde, pour que cet apostolat allemand aboutisse, que la France soit rejetée de Belfort et de la ligne des Vosges, la Russie refoulée de la Pologne et isolée du Pont-Euxin. Ceci accompli, il propose, lui aussi, d'ouvrir à la colonisation teutonne la Hongrie et les régions slaves de l'Autriche, les populations non germaniques de ces pays ayant été, au préalable, déportées et parquées, tels des Peaux-Rouges, dans des « réserves ». Tout de même, en vue de faire place aux Allemands, on transporterait sur la rive septentrionale de la mer Noire, évacuée par les Russes, tous les Roumains de Moldavie et de Valachie. Une union douanière et militaire reliant l'Empire des Habsbourg à celui des Hohenzollern, une Europe centrale serait définitivement constituée : la Germanie. Or, ces conditions, et ces conditions seules, permettraient, selon Paul de Lagarde, l'établissement d'une religion purement allemande, voulue par Dieu. Il en conclut que l'Allemagne est investie par le Tout-Puissant en personne du droit d'imposer par la force le plan qu'il préconise comme indispensable à son salut.

*
* *

Pour autant qu'ils s'appuient sur les droits et les devoirs de l'Allemagne à civiliser le monde en le conquérant pacifiquement ou militairement — prétention à laquelle l'histoire de l'Ordre teutonique n'est peut-être pas tout à fait étrangère — ces différents projets, qui ont vu le jour au delà du Rhin depuis plus d'un siècle, n'en ont pas moins subi l'influence de deux grands souvenirs : le Saint Empire et la Ligue hanséatique. Le pangermanisme contemporain, qui a pris corps en 1897 dans une publication modeste *Der Kampf um das Deutschtum* et dans une organisation bruyante, *La Ligue pangermaniste*, en est, lui, tout imbu. Au vrai, il doit ses principales directions à ces deux institutions.

C'est, à n'en pas douter, en souvenir du Saint-Empire écroulé en 1805 avec le prestige de l'Autriche que, à l'instar de Arndt, de List, de Paul de Lagarde et de Constantin Frantz — ces deux derniers n'ayant jamais pardonné à Bismarck d'avoir jeté la Prusse contre la maison de Habsbourg — que les pangermanistes actuels rêvent d'une Allemagne qui, par delà les frontières existantes, comprendrait tous les hommes de langue germanique. Aussi bien, Hasse, qui succéda, en 1894, à M. Peters à la tête de *La Ligue pangermaniste*, s'appuie sur l'histoire pour demander que la Belgique, la Hollande, la Suisse et le Luxembourg fassent retour à la future Confédération germanique. Toujours en vertu du même principe, il réclame qu'on y ajoute la Flandre française, Belfort et Montbéliard, le royaume d'Arles, la Bourgogne, la Franche-Comté, la Savoie et le reste de la Lorraine. « Très évidemment, écrit-il, il faudra saisir toutes les occasions de rattacher à nouveau à l'Empire

allemand ceux-là, du moins, de ces pays mitoyens qui, pendant le moyen-âge, et quelques-uns par delà la paix de Westphalie, ont été la dépendance politique de l'Empire allemand » (1). Ce qui a appartenu au Saint-Empire, comment le laisserait-on à la France ? La Russie, de son côté, devra restituer tous les Pays que la Prusse a perdus aux traités de 1815, de Cracovie à Grodno, Varsovie incluse.

Pareillement, le souvenir de la Ligue hanséatique que formaient, au Moyen-Age, les villes commerçantes du Nord-Ouest, et dont les colonies jalonnaient toute la rive de la mer Baltique jusqu'à Riga, — la Hanse avec sa flotte de guerre, qui, au XVIe siècle, s'élevait à vingt-quatre vaisseaux de haut bord, ayant contraint l'Angleterre à la paix et forcé, en 1475, Philippe-le-Bel à lui interdire le commerce des côtes françaises — ce souvenir, non seulement, incite l'Allemagne d'aujourd'hui à vouloir la Courlande et la Lithuanie, il a contribué, pour une grande part, à aiguiser ses appétits coloniaux. Le discours que Guillaume II prononça à Hambourg, le 20 juin 1911, est significatif : « Je me suis dit à mon avènement, déclara-t-il, que les problèmes que la Hanse avait essayé de résoudre et n'était pas parvenue à résoudre seule, parce que la protection et le pouvoir exécutif de l'Empire ne la soutenaient pas, devaient retomber à la charge de l'Empire allemand ressuscité. C'étaient simplement les devoirs d'une vieille tradition qu'il fallait reprendre. » Conformément à cette tradition, les appétits coloniaux de l'Allemagne ne manacent pas seulement toutes les terres restées vacantes, elle ne prétend à rien moins qu'à devenir une grande puissance mondiale et, dans ce but, à déposséder les autres. La population allemande n'est-elle pas d'une fécondité supérieure à celle des autres peuples au point de commencer d'étouffer dans son territoire ? « Il nous faut des terres, même si elles sont habitées par des étrangers, afin d'en dessiner l'avenir selon nos besoins » (2), proclame Ernst Hasse. Et le prince de Bülow de préciser : « On a dit qu'une fois par siècle, déclarait-il au Reichstag le 11 décembre 1899, il y avait une grande explication, une grande liquidation pour répartir à nouveau l'influence, la puissance et la possession du globe... Sommes-nous à la veille d'un nouveau partage de la terre ?... En tout cas, nous ne pouvons tolérer qu'une puissance étrangère, qu'un Jupiter étranger, quel qu'il soit, nous dise : *Que faire ? J'ai donné toute la terre à d'autres.* » Les appétits teutons visent à s'emparer des Balkans, de la Turquie d'Europe et de la Turquie d'Asie, dont l'Arménie, la Mésopotamie, la Syrie. « L'Orient est le seul territoire qui n'ait pas subi la mainmise d'une des nations ambitieuses du globe, écrit Anton Sprenger. Mais il est aussi le plus beau domaine de colonisation ; et si l'Allemagne ne laisse pas échapper cette occasion, si elle saisit ce domaine avant que les Cosaques ne mettent la main dessus, elle aura, dans le partage de la terre, conquis la meilleure part. L'Empereur allemand, dès que quelques centaines de mille de colons en armes cultiveront ces plaines admirables, aura les destinées de l'Asie antérieure en son pouvoir » (1). Il lui faut encore le Maroc et l'Afrique centrale, voire l'Algérie, la Tunisie, et même l'Egypte, au risque de déposséder l'Angleterre et la France. Les pangermanistes ne prétendent-ils pas étendre jusqu'aux Indes le pouvoir du Kaiser ? « Tout le Maroc à l'Allemagne, écrivait Maximilien Harden, dans la *Zukunft* du 29 juillet 1911, des canons allemands sur la route de l'Egypte et de l'Inde, des troupes allemandes sur la frontière algérienne : voilà qui serait un objet digne de grands sacrifices » (2).

Encore les plus échauffés des pangermanistes ne se contentent-ils pas de souhaiter voir l'Allemagne devenir la plus grande puissance mondiale, ils ambitionnent qu'elle soit la seule. C'est ainsi que l'Autrichien Reimer revendique le protectorat allemand sur les pays non seulement de langue ou même de race germaniques, mais sur tous ceux où se retrouve quelque trace de sang germain, c'est-à-dire à peu près partout, et, en tout cas, sur l'Angleterre, la France, l'Espagne et l'Italie. Plusieurs pangermanistes prônent, en outre, l'accaparement par infiltration lente de la République Argentine, du Brésil, de l'Océanie. Alfred Funke ne trouve-t-il pas que le nombre des Allemands qui résident au Brésil leur donne le droit « de faire représenter par des nationaux allemands, au Parlement et au Sénat, leur volonté et leurs vœux » (3) ? Il n'est pas jusqu'aux Etats-Unis sur lesquels, grâce aux Germano-Américains, les pangermanistes n'aient jeté leur dévolu.

En somme, le pangermanisme, qu'il s'appuie sur des raisons morales, historiques, militaires, linguistiques ou ethniques, ne tend à rien moins qu'à dominer l'univers et à donner, comme le

(1) Cité par ANDLER. *Le Pangermanisme*, p. 27.
(2) HASSE. *Welpolitik*, p. 67.

(1) Cité par CH. ANDLER. *Le Pangermanisme*, p. 40.
(2) *Id.*, p. 45.
(3) Cité par ANDLER. *Le Pangermanisme*, p. 34.

ouhaite Paul Rohrbach, « sa forme à l'ère future » (1), afin, selon les propres paroles de l'historien Lamprecht, d' « élever le monde à toute noblesse et à toute perfection ».

Le pangermanisme estime ses prétentions d'autant plus légitimes que la méthode prussienne, comme le déclarait récemment le grand chimiste Ostwald, lui semble seule capable d' « organiser » l'univers. Aussi bien, tous les Allemands d'aujourd'hui tiennent le prussianisme, tel que Frédéric II a constitué, pour la méthode suprême. En même temps que celui-ci contribue encore à justifier, aux yeux des pangermanistes, leur désir d'hégémonie, il est vrai que les Allemands réduisent leur *Kultur* à l'organisation de la force, ils y voient un gage assuré de succès. De fait, le prussianisme, dont Treitschke s'est fait l'apologiste, est l'instrument dans lequel les pangermanistes ont placé leur confiance. La subordination absolue des citoyens à l'Etat, une discipline qui fond la nation et l'armée en une bloc indivisible, le culte sans réserves de la force qui enlève toute portée aux traités et toute influence au sentiment, le recours à la ruse et à la violence suivant les cas, le cynisme le plus éhonté, enfin, dans le choix des procédés, toutes ces caractéristiques de l'esprit prussien leur sont apparues comme autant de certitudes de victoire, puisque, aussi bien, pour réaliser les ambitions allemandes en face d'une Europe coalisée sous leur menace, il n'y avait, comme Bernhardi le constatait en 1912, que la guerre contre la Triple-Entente. Il importait en effet, avant tout, d'abattre l'Angleterre, la Russie et la France, afin de laisser le champ libre aux appétits pangermanistes, disons, si vous le voulez, pour prendre leur engage, à la mission allemande de domination mondiale et de régénération universelle.

PAUL GAULTIER.

LES RÉCITS DE GUERRE DANS BALZAC

On pourrait définir l'homme : « un réflexe exulcérant ». Le besoin d'extérioriser, d'épancher, de disperser ses impressions, ses sentiments, l'emporte sur la valeur intrinsèque de sa sensibilité. Cette faculté lui a fait inventer le langage articulé, puis le langage figuré par l'image, puis le langage écrit, l'imprimerie et la presse qui en est la suprême expression. Pour se manifester et se traduire, il a trouvé le chant, le dessin, la danse ; il n'est pas jusqu'à la manière de se vêtir, de se parer, de se loger, qui ne lui soit un langage clair et expressif. Les grandes crises que traverse et subit l'individu, ou le groupe, ou l'espèce, en surexcitant l'émotivité des plus inertes, provoque un afflux de manifestations verbales : la parole règne alors : *et verbum caro factum est !*

La voix populaire trouve mille formes pour clamer la joie ou la détresse. Une catastrophe se traduit instantanément en dessins, en chansons, en livres, en poèmes. Nous étonnerons-nous des innombrables publications qu'enfantèrent la Révolution Française, la Légende impériale, la Guerre de 1870-1871, et de l'admirable floraison verbale qui accompagne au jour le jour, l'actuelle Epopée.

Tout le monde est poète. L'esprit souffle de partout. Les professionnels, les maîtres sont éclipsés par les volontaires. La librairie un moment juguleé prend un nouvel élan.

Est-il sûr qu'on nous lise, conteurs, poètes, romanciers ? 'N'importe. Nous chantons pour chanter, nous écrivons pour écrire (pour ce *qu'écrire* est le propre de l'homme) ,nous crions pour crier, comme les enfants, parce que cela nous soulage. Advienne que pourra de nos chants, de nos cris, de nos écrits ! Que reste-t-il de l'innombrable littérature suscitée par l'Année terrible ? Quelques vers de Victor-Hugo. Que reste-t-il des productions dues à la période révolutionnaire ? Un chant patriotique, deux peut-être.

Cette constatation ne découragera au reste personne. La mobilisation littéraire est déchaînée à l'arrière. On nous crie : des canons ! des munitions ! il surgit des livres, des discours, des lettres !

Tant mieux, ce sont encore des armes ! Les mots aussi ont leur puissance, exaltent la foi, le courage, l'esprit de sacrifice. Allons-y donc, nous, dont la plume est la seule arme, allons-y tous de toutes nos forces. Et si ce n'est pas assez encore de la parole des vivants, dans cette lutte suprême, appelons à la rescousse ces ancêtres qui furent les acteurs, les témoins d'autres épopées.

Mobilisons les morts !

Huon de Villeneuve nous dira les exploits des Quatre fils Aymon. Joinville et Villehardouin les Croisades héroïques. Le Loyal Serviteur nous dira la vie de Bayard et Bossuet celle de Turenne, Michelet chantera Jehanne la Pucelle, Stendhal évoquera les champs de Waterloo et Balzac les glaces de la Bérésina...

C'est l'âme héroïque de la France immortelle qui revit pour nous dans l'œuvre de ces poètes, les vrais historiens nationaux, pour ne pas dire qu'ils sont les seuls.

(1) *Id.*, p. 53.

*
* *

De toutes les formes de la littérature, c'est l'histoire qui s'impose au premier rang ; car l'histoire n'est pas seulement l'énumération sèche et aride des hommes célèbres et des dates fameuses, la critique plus ou moins justifiée d'actions plus ou moins exactement connues (et combien n'est-il pas difficile d'y démêler le vrai du faux ! » — c'est surtout ou, du moins, ce doit être le tableau de l'évolution de l'espèce et des races, la description de leurs divers avatars, le tableau de la vie des individus dans le groupe.

L'homme commun, à courte vue, celui qui, selon une expression populaire admirable, *ne voit pas plus loin que le bout de son nez*, pourrait-il s'intéresser à autre chose qu'à lui-même, à ce qui tombe sous sa perception si limitée ? Mais dès que le champ de sa vision s'élargit, sa curiosité s'étend à une zone plus étendue, elle se porte de la famille au village, du village au canton, du canton à la province, puis à la nation, à la grande Patrie. Elle s'exerce dans le temps comme dans l'espace, elle s'inquiète du passé et veut saisir le lien qui l'attache aux générations passées, disparues.

Et c'est pour satisfaire cette curiosité, cet appétit, que les vieux conteurs, dès les premiers âges, réunissent leurs souvenirs, donnent un corps aux légendes encore vaporeuses, posent les jalons de ce qui sera l'histoire.

Les premiers historiens, les plus véridiques quoiqu'ils ne fassent pas profession de chronologie, ce sont donc les poètes. Dès lors, on ne s'étonnera pas de voir surgir le nom de Balzac en ces jours de guerre qu'il n'a pas prévus, lui, qui pourtant a vu si loin et si juste dans l'avenir des sociétés modernes.

Les récits de guerre ont seuls le don de nous émouvoir aujourd'hui, et non seulement les descriptions actuelles prises sur le vif des champs de batailles, mais aussi l'évocation des guerres passées. Et de toutes les guerres anciennes ou récentes, il en est dont le souvenir s'impose implacablement à notre pensée, parce qu'elles ne sont pas assez éloignées pour que nous n'en ayons pu connaître quelques témoins oculaires.

Or ce sont des *Scènes de la vie militaire* au temps de la Révolution et de l'Empire que nous allons relire dans Balzac, que nous comprendrons mieux à la lueur des éclairs d'une lutte titanique.

*
* *

Les Scènes de la vie militaire tiennent une place considérable dans la *Comédie Humaine*, et Balzac y fait hautement figure d'historien.

On se rend compte d'ailleurs, à lire sa prodigieuse épopée sociale, que le souci de l'Histoire le hante et le domine dans ses œuvres en apparence, les plus fantaisistes. Il y a dans les *Contes drolatiques*, dans la *Physiologie du Mariage*, des épisodes qui sont des pages d'Histoire, Histoire anecdotique si l'on veut, Histoire tout de même.

Balzac a voulu être et il fut, en effet, l'historien des mœurs. Pour exposer la genèse et le développement de son œuvre, il écrivait lui-même : « En dressant l'inventaire des vices et des vertus, en rassemblant les principaux faits des passions, en peignant les caractères, en choisissant les événements principaux de la société, en composant des types par la réunion des traits de plusieurs caractères homogènes, peut-être pourrais-je arriver à écrire l'Histoire oubliée par tant d'historiens, celle des mœurs. » (1).

Comment donc aurait-il pu négliger, comment aurait-il pu ne pas mettre au premier plan de l'Histoire sociale ainsi définie les passions, les caractères, les événements, les types représentatifs et caractéristiques de la vie militaire ?

Félix Davin, qui écrivait sous sa dictée, signale dès 1835, l'importante place que ces Scènes devront occuper dans l'œuvre totale (2).

« *Les scènes de la vie militaire* sont la conséquence des *scènes de la vie politique*. Les nations ont des intérêts; ces intérêts se formulent chez quelques hommes privilégiés, destinés à conduire les masses, et ces hommes qui stipulent pour elles, les mettent en mouvement. »

Voilà, remarquons-le en passant, toute la philosophie de la guerre, exprimée en haut relief par le grand penseur en une phrase qui résume des volumes.

« *Les scènes de la vie militaire* sont donc destinées à peindre dans ses principaux traits la vie des masses en marche pour se combattre. Ce ne seront plus les vues d'intérieurs prises dans les villes, mais la peinture d'un pays tout entier : ce ne seront plus les mœurs d'un individu, mais celle d'une armée, ce ne sera plus un appartement mais un champ de bataille; non plus la lutte étroite d'un homme avec un homme, d'un homme avec une femme ou de deux femmes entre elles, mais le choc de la France et de l'Europe, ou le trône des Bourbons que veulent relever dans la Vendée quelques hommes généreux, ou l'Emigration aux prises avec la République dans la Bretagne; enfin, ce sera la Nation tantôt triomphante et tantôt vaincue. »

D'après le plan magistral qu'il a tracé de la *Comédie Humaine*, les Scènes de la vie militaire apparaissent comme un couronnement :

« Cette vaste peinture de la Société finie et achevée

(1) Avant-propos de la *Comédie humaine*.
(2) Introduction aux études de mœurs.

ne fallait-il pas la montrer dans son état le plus violent, se portant hors de chez elle soit pour la défense, soit pour la conquête? De là les *Scènes de la vie militaire*, la portion encore la moins complète de mon ouvrage mais dont la place sera laissée dans cette édition afin qu'elle en fasse partie quand elle sera terminée (1). »

Il est aisé de se rendre compte du développement que devait prendre cette partie de la *Comédie Humaine* restée inachevée, par la simple énumération des Etudes que projetait l'infatigable créateur. Voici cette liste empruntée à l'*Histoire des Œuvres de Balzac* par le Vicomte de Spoelberch de Lovenjoul :

« Les soldats de la République. — L'entrée en campagne. — Les Vendéens. — Les chouans. — Les Français en Egypte. — Une passion dans le désert. — L'armée roulante. — La garde consulaire. — Sous Vienne. — La plaine de Wagram. — L'Aubergiste. — Les Anglais en Espagne. — Moscou. — La bataille de Dresde. — Les trainards. — Les partisans. — Une croisière. — Les teutons. — La campagne de France. — Le dernier champ de bataille. — L'Emir. — La Pénissière. — Le corsaire algérien. »

Deux de ces ouvrages seulement ont été écrits : (*Les Chouans* et *Une passion dans le Désert*) mais si les autres sont restés à l'état de nébuleuse dans le cerveau de l'inventeur toujours en gestation, nous pouvons dire qu'il y a bien d'autres scènes dans la *Comédie Humaine* qui méritent d'être considérés comme des *Scènes de la vie militaire* alors même que Balzac les a cataloguées sous des titres différents.

*
* *

A vrai dire, d'un bout à l'autre de la *Comédie Humaine* transpire, éclate le désir, le besoin qu'éprouve l'auteur de faire acte d'écrivain politique et militaire. Peut-être est-ce involontairement; peut-être le génie qui dirige sa plume est-il aux heures d'inspiration plus fort que sa volonté ; nous ne pouvons que constater des faits et les faits sont ceux-ci : même dans de simples Nouvelles, dans ses œuvres de moindre étendue (elles atteignent parfois une extraordinaire puissance, comme si elles étaient le résultat d'une condensation plus intense, d'une sorte de cristallisation de la pensée) l'élément de vie politique et militaire qu'elles comportent s'affirme, domine, prend le premier rang, occupe le premier plan.

Est-ce donc autre chose qu'une scène militaire le *Colonel Chabert* dont le pitoyable personnage est un héros de la Grande Armée ? Est-il une page plus poignante que le récit de la catastrophe où Chabert est censé avoir perdu la vie ?

(1) Avant-propos de la *Comédie humaine* (1842).

D'autres historiens nous raconteront comment Napoléon conduisit la Grande Armée à Moscou et comment elle est revenue de Russie ; seul, Balzac pouvait nous faire voir cette retraite et en évoquer le tableau devant nous comme il l'a fait dans *Adieu*, de telle sorte que nous passions nous-mêmes par les transes effroyables des fuyards.

Qu'est-ce que *la Rabouilleuse* sinon l'étude (d'une si profonde psychologie) — de deux soldats de l'armée impériale déclassés, devenus des chenapans dans la vie civile ?

Mais Balzac nous présente aussi la contrepartie de son Philippe Bridau et de Maxence Gillet dans l'admirable *Médecin de campagne* et les personnages qu'il y met en scène, le Docteur Benassis, le commandant Génestas, le fantassin Goguelet, le pontonnier Gondrin, ne sont-ils pas de beaux types de la vie militaire ? Et qu'est-ce encore que la *Cousine Bette* sinon le parallèle tragique de deux soldats, le baron Hulot échoué dans la fange de sa passion sénile, et son frère le maréchal, glorieuse personnification des plus hautes vertus militaires.

C'est à chaque page de la *Comédie Humaine* que nous trouverions des scènes militaires, et un choix de ses *Récits de guerre* serait quelque chose comme un sommaire, un raccourci de l'œuvre grandiose de Balzac, de telle sorte que nous y verrions très nettement se dessiner la caractéristique, la ligne directrice de cette œuvre et le sens de la destinée littéraire de son auteur.

Né pour être un de ces hommes qui font l'histoire de leur temps et de leur pays, détourné de sa voie naturelle, il y retombe quand même, fatalement, irrésistiblement, mais par des voies détournées. Balazc n'est pas l'historien officiel, il reste l'historien.

*
* *

On sait comment il se vit condamner dès sa jeunesse aux romans forcés. Sa famille, avec l'étroitesse de vues de toutes les familles bourgeoises, inconsciente du génie qui est sorti d'elle, le met en demeure à vingt ans de gagner littérairement sa vie. Ce n'est pas avec des études historiques qu'il y parviendra. Seule la littérature populaire, le roman se présente à lui comme moyen de *s'indépendantiser* (selon son expression). De là ses premiers romans, ses œuvres de jeunesse. Un peu écœuré tout de même de ces basses besognes, il cherche son salut dans l'imprimerie. Mais il quitte l'imprimerie au bout de deux ans et demi, ruiné, à la tête de cent mille francs de dettes. Il lui faut revenir au Roman. C'est pour toujours ! il trouvera dans son encrier ces cent mille francs et d'autres avec ceux-là ; il y trouvera aussi la *Comédie Humaine*.

Mais qu'il s'agisse des œuvres de jeunesse ou de la *Comédie Humaine*, Balzac aura beau faire, il écrira quand même de l'histoire ; ses romans seront des romans historiques.

Walter Scott est son premier modèle. Le roman historique est pour lui l'idéal du genre et Walter Scott le romancier idéal.

Dans l'*Avant-Propos* de la *Comédie Humaine* il apprécie de cette manière l'évolution que l'écrivain écossais a déterminée dans la littérature d'imagination.

« Walter Scott, ce Trouvère (*Trouvère*) moderne imprimait alors une allure gigantesque à un genre de composition injustement appelé secondaire. N'est-il pas véritablement plus difficile de faire concurrence à l'Etat-Civil avec *Daphnis et Chloé*, *Roland*, *Amadis*, *Panurge*, *Don Quichotte*, *Manon Lescaut*, *Clarisse*, *Lovelace*, *Robinson*, *Gilblas*, *René*, *Werther*, *Corinne*, *Adolphe*, *Ivanhoé*, *Manfred*, *Mignon*, que de mettre en ordre les faits à peu près les mêmes chez toutes les nations, de rechercher l'esprit des lois tombées en désuétude, de rédiger les théories qui égarent les peuples, ou, comme certains métaphysiciens, d'expliquer ce qui est ? D'abord, presque toujours ces personnages dont l'existence devient plus longue, plus authentique que celle des générations au milieu desquelles on les fait naître, ne vivent qu'à la condition d'être une grande image du présent. Conçu dans les entrailles de leur siècle tout le cœur humain se remue sous leur enveloppe, il s'y cache souvent toute une philosophie. Walter Scott élevait donc à la valeur philosophique de l'histoire le roman, cette littérature qui de siècle en siècle, incruste d'immortels diamants la couronne poétique des pays où se cultivent les lettres. Il y mettait l'esprit des anciens temps, il y réunissait à la fois le drame, le dialogue, le portrait, le paysage, la description; il y faisait coudoyer la poésie par la familiarité des plus humbles langages. Mais, ayant moins imaginé un système que trouvé sa manière dans le feu du travail ou par la logique de ce travail, il n'avait pas songé à relier ses compositions l'une à l'autre de manière à coordonner une histoire complète dont chaque chapitre eut été un roman et chaque roman une époque. En apercevant ce défaut de liaison, qui d'ailleurs ne rend pas l'Ecossais moins grand, je vis à la fois le système favorable à l'exécution de mon ouvrage et la possibilité de l'exécution. »

*
* *

Ainsi ce que se propose Balzac, c'est d'étendre et de grandir le plan de Walter Scott (1) mais il s'en faut qu'il ait trouvé sa voie du premier abord. Ses premiers romans, ses œuvres de jeunesse trahissent la préoccupation historique mais ne dépassent pas le niveau de son modèle. Cependant ils ne méritent pas d'avoir été reniés par leur père, comme il l'a fait, nous ne savons trop pourquoi. *Dom Gigadas* est un bon roman historique dans le genre de Walter Scott. Nous trouvons Balzac bien sévère pour lui-même.

La publication de ses premières œuvres eut tout au moins l'avantage de le faire réfléchir sur son plan.

Nous sommes autorisés à voir une page d'autobiographie dans un épisode des *Illusions Perdues* (*Un jeune homme de Province à Paris*). Balzac suppose que Lucien de Rubempré soumet à la critique de son ami d'Arthez son premier roman, *L'Archer de Charles IX*.

Et qu'est-ce que d'Arthez lui dit ? Citons le passage, il est à retenir :

« — Vous êtes dans une belle et bonne voie, répondit le jeune homme; mais votre œuvre est à remanier. Si vous ne voulez pas être le singe de Walter Scott il faut vous créer une manière différente, et vous l'avez imité. Vous commencez, comme lui, par de longues conversations pour poser vos personnages; quand ils ont causé, vous faites arriver la description et l'action. Cet antagonisme nécessaire à toute œuvre dramatique vient en dernier; remaniez-moi les termes du problème. Remplacez ces différentes causeries magnifiques chez Scott mais sans couleur chez vous, par des descriptions auxquelles se prête si bien notre langue. Que chez vous le dialogue soit la conséquence attendue qui couronne vos préparatifs. Entrez tout d'abord dans l'action...

. . . . . .

« Chaque règne authentique à partir de Charlemagne, demandera tout au moins un ouvrage et quelquefois quatre ou cinq comme pour Louis XIV, Henri IV, François Ier,. Vous ferez ainsi une histoire de France pittoresque où vous peindrez les costumes, les meubles, les maisons, les intérieurs, la vie privée, tout en donnant l'esprit du temps, au lieu de narrer péniblement des faits connus. »

. . . . . .

« Au bout de dix ans de persistance, vous aurez gloire et fortune. »

Voilà bien le plan du vaste roman historique que Balzac a rêvé d'écrire et dont la *Comédie Humaine* représente les masses principales. Le *Martyr Calviniste* eut été le commencement de la série. Il y manque ce que la mort ne lui a pas permis d'achever, les *Scènes* qu'il appelait particulièrement *militaires*, mais, ainsi que nous l'allons voir, il lui était bien difficile, pour rester vrai, d'écrire des *Etudes de mœurs*, quelles qu'elles fussent (*mœurs parisiennes*, *mœurs de province*, *études philosophiques*) en faisant abstraction de la part d'élément politique et militaire qu'elles contiennent en tout temps, qu'elles comportaient plus actives que jamais à l'époque où il commença d'écrire, dans une ambiance toute chargée encore des énergies dépensées en vingt ans de guerres.

(*A suivre.*) L. DE ROYAUMONT.

(1) « Etre Walter Scott plus un architecte, dit-il, lui-même. »

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGENE YUNG

DIRECTEUR : PAUL FLAT

N° 24 — 1er ET 2e SEM. 53e ANNÉE 11-18 DÉCEMBRE 1915

LA RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE DES INVALIDES DE LA GUERRE

Allocution de M. LÉON BOURGEOIS.

Mesdames, Messieurs,

Nous reprenons aujourd'hui la série des conférences de l'Alliance d'Hygiène sociale. Vous en connaissez l'objet, puisque la plupart d'entre vous, j'en suis sûr, ont déjà assisté à nos réunions.

Nous n'avons pas terminé l'année dernière la série des conférences qui avaient été projetées. Cela tient au développement qu'avaient pris certaines d'entre elles et à l'époque de l'année où nous étions arrivés, c'est-à-dire au moment où la belle saison disperse un peu nos auditeurs habituels. Nous avons pensé que, puisque la guerre se prolongeait, il était nécessaire de prolonger également l'effort d'éducation que nous poursuivons ici.

Nous avons pensé en même temps qu'il ne suffirait pas que, cette année, on achevât la série des conférences portées au programme de l'année dernière, mais qu'il fallait compléter ce programme, ou, plutôt, en faire un nouveau et envisager pour 1915-1916 l'ensemble des problèmes que la guerre ne cesse de poser devant nous.

Nous avons donc dressé au Comité de l'Alliance la liste suivante : La guerre et la rééducation des mutilés. — La guerre et la question du chômage et du placement. — La guerre et l'assistance aux blessés de la tuberculose. — La guerre et la question des salaires. — La guerre et la réparation des dommages. — La guerre et la question de l'apprentissage. — La guerre et l'organisation nationale de l'alimentation. — La guerre et la reconstitution économique de la France. — La guerre et la propagation des idées françaises à l'étranger. — La guerre et la reconstitution des trésors artistiques. — La guerre et l'enseignement supérieur. — Considérations sur la guerre au point de vue international, etc. Cela nous permettra d'examiner à nouveau, et de mettre au point, un certain nombre de sujets de l'année dernière, en même temps que nous pourrons y étudier quelques-unes des questions auxquelles la guerre, en se prolongeant, rend chaque jour la réponse plus urgente.

Cette année encore, les concours des hommes les plus éminents, des maîtres les plus aimés de nos auditoires parisiens et français nous sont acquis et je suis tout à fait heureux de vous citer les noms de MM. Pierre Baudin, le Dr Bourrillon, le professeur Landouzy, le professeur Debove, Fuster, Hébrard de Villeneuve, Brisac, Arthur Fontaine, Jean Morel, Picquenard, Cohendy, Charles Gide, Herriot, Louis Liard, Léopold Mabilleau, Mlle Berthe Milliard, M. Larnaude, etc.

Ces conférences s'ouvrent aujourd'hui sur un sujet dont vous savez l'extraordinaire intérêt, l'intérêt malheureusement bien douloureux. Nous sommes tout à fait reconnaissants à M. Brieux, de l'Académie Française, d'avoir bien voulu présider notre première conférence, celle qui nous montrera le chemin.

Je vous remercie très vivement, mon cher Maître, permettez-moi de vous dire : mon cher ami, de nous apporter ici, non seulement la parole d'un écrivain et d'un auteur dramatique universellement aimé et apprécié, mais en même temps la parole d'un homme qui ne parle pas des choses sociales simplement pour avoir lu à leur sujet un certain nombre de volumes, mais bien pour avoir vécu ces choses sociales et pour les vivre tous les jours. Avec une maîtrise admirable, vous avez traité ces sujets de façon à faire dans l'opinion publique de véritables révolutions. Je n'ai pas besoin d'insister particulièrement ; parmi ces œuvres dramatiques, il en est qui sont devenues choses courantes grâce à la hardiesse avec laquelle vous avez abordé les problèmes, non pour les discuter, mais pour les résoudre.

Nous sommes tout à fait fiers de pouvoir vous écouter ici, car vous allez parler d'une chose que vous connaissez bien, des mutilés de la guerre, et en particulier des aveugles, qui, dans l'ensemble des mutilés de la guerre, sont certainement parmi les plus malheureux. Et vous allez en parler en homme qui vit avec eux, qui les suit, qui les soigne, j'entends non pas comme un médecin du corps, mais comme un médecin de l'esprit et qui a tracé d'une main magistrale les règles à appliquer pour agir sur leur pensée, sur leurs sentiments, sur leur esprit et sur leur cœur, de façon à leur permettre de réapprendre à vivre d'une vie normale et de vivre dans leur état nouveau une carrière nouvelle dans laquelle leur passé lumineux leur apparaîtra encore comme un cher souvenir, mais ne pèsera plus sur leur activité et sur leur santé comme une source de tristesses et de désespoirs.

De tout cela, j'ai été heureux de vous dire notre reconnaissance et je suis sûr que je suis l'interprète de tous en vous disant de tout cœur, merci !

Léon Bourgeois.

*
* *

Allocution de M. Brieux.

Mesdames et Messieurs,

M. le Dr Bourrillon, que vous allez entendre, est depuis seize ans directeur de l'Asile National des Convalescents qui recevait, en 1899, 6.000 malades par an (et qui, en 1913, en a reçu 12.000). En avril 1901, M. Bourillon a saisi la Société Internationale pour l'étude des questions d'assistance, d'un rapport sur l'apprentissage des mutilés et estropiés. Envoyé en 1912, par Waldeck-Rousseau, en mission au Danemark, en Suède et Norvège, pour visiter les établissements consacrés, dans ces pays, au travail de ces infirmes, il a présenté un rapport qui a attiré sur cette question l'attention de la bienfaisance en France et à l'étranger. Il s'est, depuis lors, occupé de l'apprentissage des invalides, en plaçant chez des patrons un certain nombre de ses pensionnaires.

Quand, par suite de la guerre, cette question est devenue d'une tragique actualité, il a proposé à M. le ministre de l'Intérieur et à M. Brisac, directeur de l'Assistance et de l'Hygiène au ministère de l'Intérieur, d'utiliser les locaux vacants à l'Asile Vaccassy, pour créer une école de rééducation professionnelle. C'est ce qui a été fait, et c'est ce dont il va vous parler, avec toute la compétence de son esprit et la générosité éclairée de son cœur.

En lisant un de ses récents rapports, j'ai été particulièrement frappé par ce qu'il y avait dans son œuvre d'intelligente bonté, et je crois que tous ceux et toutes celles qui prodiguent leur dévouement à nos blessés entendront avec profit la conférence qui va vous être faite, et apprendront, s'ils ne le savent déjà, combien il est nécessaire d'ajouter de la réflexion au dévouement.

Et, en effet, être bon sans réflexion, ce n'est souvent que céder à un réflexe devant la douleur d'autrui. Les pauvres, les estropiés, les mutilés, les malheureux sont des êtres diminués que l'on peut comparer à des enfants, en raison du besoin qu'ils ont d'une protection attentive. Chacun sait combien il est facile d'obtenir des enfants une affection immédiate en les gâtant, mais il est heureux pour les parents qui agissent de cette façon, qu'ils soient assez aveuglés plus tard pour ne pas discerner, dans le malheur de ceux qu'ils ont mal aimés, la preuve que ce malheur est le résultat de leur légèreté. Il est heureux aussi qu'ils n'entendent pas les reproches que, plus tard, dans l'infortune, ces enfants devenus grands, se croiront en droit de leur adresser.

Les mutilés sont, pour un moment, replacés dans les conditions de faiblesse du premier âge. Ils ont besoin qu'on les soutienne, qu'on leur donne une nouvelle adaptation à la vie. Pour eux, bien des choses sont à recommencer. Ils sont moralement inquiets, angoissés, désemparés. Physiquement, la grande blessure qu'ils ont reçue, l'amputation qu'ils ont subie les a profondément troublés. Il faut quelque temps pour que l'organisme, après un choc aussi violent, reprenne son équilibre et il arrive parfois que les facultés de juge-

ment sont, chez eux, momentanément diminuées.

Ils sont donc faibles de corps et incertains d'esprit. Cette double faiblesse crée à ceux qui les entourent, un double devoir. Sans doute, on aura fait beaucoup, lorsqu'on leur aura assuré la vie matérielle; on n'aura pas fait assez si on ne leur a, en même temps, assuré la tranquillité de l'âme et le sentiment de leur propre dignité.

Devant de tels désastres, certains se contentent de dire : « Ah ! le pauvre homme », et passent. D'autres, meilleurs, ajoutent à cette parole de pitié une aumône, et passent aussi. D'autres, enfin, et ce sont ceux-là qui ont raison, disent : « Voilà un homme auquel il faut s'efforcer de redonner une vie normale. »

Parmi ceux que la souffrance des autres ne laisse pas indifférents, il en est qui se donnent à eux-mêmes le plaisir du secours immédiat, irréfléchi, irraisonné, qui provoque chez celui qui le reçoit, une joie fugitive. Ces bienfaiteurs insuffisants s'en vont alors, laissent tomber plus loin une aumône dans une autre main tendue et, totalisant leurs rencontres, se disent : « J'ai soulagé tant d'infortunes. » Puis ils se regardent avec complaisance dans leur miroir. On les étonnerait beaucoup, si on leur disait qu'ils ont été d'insuffisants bienfaiteurs, et qu'ils se sont donné, à bien peu de frais, le très grand plaisir de voir naître un sourire sur une face malheureuse et de s'entendre adresser des paroles de remerciements disproportionnées avec leur effort. C'est qu'en effet, il n'y a d'effort louable que celui qui se continue, il n'y a de charité que celle qui dure, il n'y a de véritable amour que celui qui réfléchit.

Et permettez-moi de vous conter un apologue :

Une belle et bonne dame, élégante et riche, suit la route fleurie qui est celle de sa destinée. Elle rencontre un homme qui suit un autre chemin, un chemin de traverse, épineux peut-être, mais qui doit le conduire à une vie acceptable. Emue de pitié, la belle dame invite le pauvre hère à monter avec elle dans son automobile. L'autre, tout étonné, ouvre de grands yeux, accepte, laisse voir une figure illuminée de joie et reçoit avec des remerciements attendris, les gâteaux et les fleurs dont il est comblé. Après quelque temps, la belle dame trouve qu'elle a assez fait pour lui : elle le dépose alors sur le bord de la route et continue son chemin, les frisettes au vent, en s'adressant à elle-même de vives félicitations, en s'attendrissant sur sa propre bonté. Le malheureux, lui, se trouve alors tout seul. Il regrette le chemin caillouteux qui était le sien, et ce n'est qu'avec plus de peine et plus de souffrance qu'il parvient à le retrouver. Les cailloux semblent plus durs à ses pieds meurtris, et les épines plus douloureuses à son épiderme sensibilisé.

Quant à la dame, elle continuera sa route, le cœur épanoui. Elle rencontrera quelque autre infortuné. Elle recommencera à son égard la même erreur et sa propre satisfaction ingénue en sera doublée.

Si quelque philosophe lui dit alors qu'elle n'a été qu'une égoïste, elle en sera bien surprise. Il est plus difficile qu'elle ne le croit, de faire le bien.

Plusieurs ont une tendance à imiter cette belle et bonne dame. Ils disent à nos mutilés qu'ils sont des héros : ils ont raison. Ils leur disent : « On vous doit tout. » Ils ont peut-être raison. Mais ils parlent selon la générosité de leur cœur et non pas selon les possibilités financières de l'Etat. Tant de bontés passagères ne font que rendre les misères plus sensibles. Tout ce qu'on aura promis et que l'on ne donnera pas, les malheureux croiront qu'on le leur vole. Prenez garde ! Il ne faut pas faire de ceux que nous secourons, des assistés perpétuels qui deviendront trop facilement des révoltés ou des mendiants. Il faut en faire des hommes dont la volonté sera de retrouver, le plus tôt possible, le plus possible ce qu'ils étaient avant la blessure et d'acquérir le droit à plus d'indépendance et à plus de dignité.

Lorsque les infirmières de mes aveugles veulent bien me demander quelques conseils, je les prie de cesser au plus tôt de tenir par le bras les malheureux qui n'y voient plus. Je leur demande d'apprendre aux aveugles à se guider eux-mêmes, à reconnaître et à tourner l'obstacle. Je leur demande de leur donner l'impression qu'ils sont très peu diminués, et d'exalter en eux la personnalité. Je leur demande d'être à côté d'eux, mais d'être ignorées par eux. Je leur demande de les guider toujours : d'être prêtes à les secourir, mais de ne pas les affaiblir par une incessante tendresse, par une sollicitude sans trêve. Je veux qu'elles soient intangibles et présentes, et prêtes à intervenir, mais désireuses surtout que leurs protégés n'aient plus besoin de leur protection.

Je l'ai dit, ces blessés sont comparables à des enfants. Il ne faut pas, comme certaines mères, les tenir trop longtemps dans le petit chariot. Le contact de la brassière, de la « promenette » leur est d'abord agréable. Il leur devient bientôt douloureux, et ils le sentent non plus comme un appui, mais comme un lien, mais comme une chaîne. On

ne saurait trop le répéter : il n'y a de charité que celle qui met les secourus en état de se passer d'elle, et la vraie joie du bienfaiteur, c'est lorsqu'il peut se dire, en parlant de celui qu'il a secouru : « Grâce à moi, il n'a plus besoin de moi. »

Sans doute, l'autre rôle, plus facile, est immédiatement beaucoup plus agréable. Le mutilé a d'abord plus de sourires pour celui qui lui épargne tout effort, mais plus tard, il aura plus de réelle reconnaissance pour celui qui lui aura paru plus dur, mais qui l'aura affranchi. Donner à un mutilé des membres artificiels, c'est bien. C'est délivrer son corps de beaucoup de servitudes. Il faut aussi délivrer son âme. Il faut penser non à soi, non au plaisir qu'on éprouve à le voir joyeux, mais à lui, à lui seul. Il faut penser, non au moment présent, mais à l'avenir. Il ne faut pas oublier que le bienfait peut être parfois doux à recevoir et lourd à porter. Sans doute, il sera parfois impossible d'atteindre le but, mais ce n'est pas une raison pour ne pas s'efforcer d'en approcher. Il faut enfin aimer assez ceux que nous secourons pour accepter qu'ils ignorent nos bienfaits, même qu'ils les méconnaissent, même qu'ils les considèrent comme des duretés. C'est avec des potions amères et non avec de l'eau sucrée qu'on tonifie les convalescents. Il arrive que le malade fait la grimace. Laissez-le faire, et attendez son sourire, vous l'aurez, plus tard. Peut-être vous ne l'aurez pas, mais est-ce de la bonté, celle qui attend une récompense ? Ce n'est pas de la bonté, c'est un placement.

Je laisse maintenant la parole à M. le Dr Bourrillon, et je m'excuse d'avoir retardé aussi longtemps le plaisir que vous allez éprouver à l'entendre.

BRIEUX.

*
* *

Conférence de M. LE Dr BOURRILLON.

Mesdames, Messieurs,

Parmi les tragiques surprises que nous réservait la prodigieuse époque où nous vivons, l'une de celles qui, par son horreur et par sa grandeur, émeut le plus profondément et le plus légitimement l'opinion publique, est bien le navrant spectacle de l'immense quantité de soldats que les méthodes de combat employées dans la guerre moderne, vont rendre à la vie civile mutilés et estropiés. C'est un problème social de la plus haute importance qui se pose, et on se demande, avec angoisse, ce que vont devenir tous ces glorieux invalides, auxquels il sera si fréquemment difficile, ou même impossible, de gagner leur vie par leur travail habituel.

Sous le nom d'invalides, nous ne comprenons pas seulement les hommes qui, par amputation ou ablation, ont été privés de membres ou d'organes essentiels, mais aussi ceux chez lesquels un trouble apporté au fonctionnement normal de ces membres ou de ces organes, par suite d'une blessure ou d'une maladie contractée sous les drapeaux, entraîne une diminution plus ou moins grande de l'aptitude au travail.

La pensée se porte plus volontiers vers les amputés ou mutilés, dont l'infirmité frappe davantage les yeux et l'imagination, mais le sort n'est pas moins digne d'intérêt, de ceux généralement appelés estropiés, que des paralysies, ankyloses, sections tendineuses et nerveuses, ou d'autres lésions, parfois même légères, rendent également incapables de gagner leur vie par l'exercice de leur profession habituelle. L'étendue de la lésion ne constitue pas, seule, la gravité de la position sociale de l'individu. Par exemple, un comptable, amputé de cuisse, pourra, sans que son traitement en soit réduit, continuer à tenir ses livres comme par le passé, tandis qu'un pianiste, privé de l'usage d'un seul doigt, indispensable pour l'exercice de son art, tombera dans la misère.

C'est donc le rapport entre l'infirmité et la profession qui est le facteur essentiel à envisager, au point de vue de l'avenir de l'invalide.

Nous ne parlerons ici ni des sourds, ni des aveugles, quelque intéressants qu'ils soient. Leur situation ne diffère en rien de celle des infirmes du même genre, pour lesquels des méthodes de travail sont connues et expérimentées, depuis longtemps, par d'éminents philanthropes.

La Nation a le devoir de faire tous ses efforts pour assurer une existence honorable aux invalides qui seront reconnus hors d'état de pourvoir à leur propre entretien et à celui de leur famille.

Les pensions qui leur seront accordées, même si on relève le taux actuel, ne suffiront pas pour atteindre ce but. Ces pensions seront, pour l'Etat français, une charge terriblement lourde qu'il faut alléger et non aggraver. « Elle s'élèverait déjà, dit un journal de Berlin, à plus d'un milliard par an pour nos ennemis. »

On ne peut penser à rétablir ces onéreuses maisons de retraite que les siècles précédents ont vu naître et dont le magnifique monument des Invalides demeure le plus éclatant vestige. Combien en faudrait-il pour abriter les milliers de

blessés qui nous intéressent ? D'autre part, les établissements dont les pensionnaires sont voués à l'inaction définitive constituent, à bien des points de vue, des œuvres profondément immorales. Même quand il s'agit de vieillards, on ne doit y recourir que lorsqu'il est absolument impossible de faire autrement, et ce n'est pas le cas pour nos jeunes gens.

Ecartons donc résolument la solution du problème par l'hospitalisation permanente de nos invalides. Ne condamnons pas nos jeunes héros à une longue et dégradante oisiveté, dont les conséquences pourraient un jour nous amener, chose odieuse, à les mépriser.

Peut-être pourrait-on penser à créer un asile pour les malheureux, extrêmement rares, qu'une atroce mutilation prive de l'efficace et noble consolation du labeur quotidien. Mieux vaut cependant élever leur pension de retraite, de manière à leur permettre de vivre au sein de leur famille, ou à défaut, dans des familles qui se chargeraient de les soigner et de les aider dans les diverses opérations de la vie journalière. Ce serait là une heureuse application de ce que l'on a appelé, dans un autre ordre d'idées, l'assistance familiale.

Le problème qui se pose ne peut être résolu que par le travail des invalides. Il faut l'organiser méthodiquement. C'est là un devoir d'humanité et de reconnaissance auquel la France ne saurait faillir. C'est aussi une nécessité d'ordre économique et national.

Si la main-d'œuvre manquait en France, avant la guerre, dans presque toutes les branches de l'activité sociale, que va-t-il se produire, alors que la mort aura semé ses ravages dans notre jeunesse, alors que la statistique du premier semestre de 1914 accuse un énorme excédent des décès sur les naissances ? Ne devons-nous pas, dès lors, rechercher les forces productrices, et si réduites que soient celles de nos invalides, nous appliquer à en tirer le meilleur parti ? Il n'y a point d'hésitation possible : les invalides joueront, en raison de leur nombre, un rôle si considérable dans l'évolution agricole, industrielle et commerciale de notre pays et dans la lutte économique qui va s'engager entre les peuples, que ce serait folie de négliger ces précieux éléments de production.

En outre, ce serait courir au-devant de graves difficultés, au point de vue moral et social, que d'exposer ces glorieux invalides aux tentations et aux dangers d'une oisiveté prolongée et indigne d'eux. Aussi convient-il de leur faire comprendre que, si la société a des devoirs à leur égard, ils sont, à leur tour, tenus d'offrir à la Patrie, après leur héroïsme et leurs souffrances, ce qui leur reste de forces, d'habileté et de volonté, pour concourir, autant qu'il sera en leur pouvoir, à la rénovation économique de leur pays.

Il faut, pour les convaincre, se livrer à une préparation morale que nécessite leur mentalité particulière quelque peu préoccupante, mentalité sur les causes et les conséquences de laquelle il nous paraît indispensable de nous étendre un peu longuement.

Tous ne semblent pas disposés à se mettre prochainement au travail, loin de là, et c'est là une tendance dont les suites seraient aussi redoutables pour eux-mêmes que pour la Société. Il importe d'autant plus de la combattre, que de mauvais conseillers profitent du désarroi dans lequel se trouvent plongées ces âmes de paysans et d'ouvriers, pour commencer une œuvre détestable. A la question que se posent tant d'invalides : « Que vais-je devenir ? », ils répondent : « Fais valoir tes droits ! l'Etat te doit *tout*, puisque tu as été blessé à son service. » Ne leur parlent-ils pas déjà d'un Syndicat de mutilés destiné à fomenter des mouvements **révolutionnaires** ?

Ces funestes suggestions, ces incitations à la paresse et à la révolte sont d'autant plus pernicieuses qu'elles tombent sur un terrain favorable. Nos jeunes blessés, affaiblis par les souffrances, les hémorragies, les graves opérations, ont vu brutalement se rompre l'équilibre de leur organisme. Comment s'étonner qu'un tel bouleversement physique retentisse profondément sur leur état moral ?

Ajoutons à cela leur isolement, leurs préoccupations bien naturelles sur le sort des leurs, de leurs biens, et nous nous expliquerons cette sorte d'inertie, ces défaillances de la volonté, cette insouciance apparente de l'avenir, qui a pu faire croire que la plupart d'entre eux étaient désormais incapables de goûter les joies saines du travail.

Demandons-nous encore si la Société n'a pas contribué à développer chez eux cette fâcheuse inclination, par un manque d'organisation et par une regrettable méconnaissance de leurs besoins et de leurs aspirations. Ayons le courage de reconnaître nos fautes et efforçons-nous d'en corriger les effets.

Les retards apportés tout d'abord à la fourniture des appareils prothétiques et à la réforme, a mis obstacle au renvoi des invalides dans leurs foyers. Des mesures récentes ont été heureusement prises pour activer ces deux opérations.

Et c'est là un résultat désirable entre tous, car les dépôts de convalescents, où le désœuvrement prépare l'esprit aux pires suggestions, où la contagion morale s'étend de proche en proche et gagne la masse entière sont, surtout dans les grandes agglomérations, de vrais centres de perversion.

Aussi, bien des personnes, justement préoccupées de cette situation, se sont efforcées, avec le plus grand dévouement, de distraire et d'occuper ces immobilisés. On leur a porté des jeux, on les a invités à de menus travaux. Ces passe-temps, sains et salutaires en apparence, ont eu de pénibles conséquences. Tant il est vrai qu'en de mauvais terrains, la meilleure semence ne donne que de pitoyables récoltes. La passion du jeu s'est développée chez beaucoup qui l'ignoraient, car, en cachette, et malgré les plus sévères défenses, on pouvait gagner de l'argent. Les petits travaux qui pouvaient être une agréable façon de préparer les mutilés à des occupations plus sérieuses les en ont, tout au contraire, détournés. Ayant trouvé dans la vente, à des prix bien au-dessus de leur valeur, des petits objets fabriqués par eux, le moyen de se procurer de l'argent, ils se laissent vivre ainsi, en attendant l'interminable réforme. L'encouragement à l'apprentissage est devenu une prime à l'insouciance.

Des fautes plus graves ont été commises, et on ne saura jamais l'étendue du mal provoqué par les libations répétées auxquelles tant de gens poussent nos invalides : il n'est pas jusqu'à la générosité du public, louable dans son esprit, qui n'ait troublé et démoralisé plus d'une conscience jusque-là simple et probe.

La mentalité que l'on constate chez les invalides tient donc à des causes multiples, et une large part de responsabilité incombe à la Société. Qu'elle se montre indulgente à leur égard, et qu'elle fasse confiance à nos braves défenseurs. Lorsqu'un sang jeune et revivifié remplira leurs veines, lorsqu'échappés à ces fâcheuses influences, ils auront, ce qui est le plus ardent désir de tous, repris contact avec la terre natale, avec leur famille, avec leur milieu, et qu'enfin, placés devant la réalité, ils comprendront la nécessité de compléter par le travail les ressources que leur pension ne saurait leur assurer, ces valeureux combattants deviendront de paisibles et laborieux ouvriers. La preuve de ce que nous avançons est déjà faite, car c'est surtout parmi ceux qui, réformés, sont rentrés chez eux, que se recrutent le plus aisément les travailleurs et les apprentis.

Ne négligeons pas, néanmoins, de nous livrer, dans les hôpitaux et dépôts, à une propagande active pour éclairer et soutenir leurs esprits hésitants, à l'instant même où, guéris de leurs blessures, ils se reprennent à la vie. Tout retard apporté à cette action réconfortante, augmente les chances de voir l'invalide prendre l'habitude de la paresse.

*
* *

Il ne convient pas de pousser les invalides vers l'atelier, sans s'assurer que leur état physique leur permet d'accomplir la tâche imposée. Il est, en effet, bien peu de blessés qui puissent l'aborder sans être soumis, au préalable, à une réadaptation fonctionnelle, destinée à porter au maximum leur capacité productrice. Comme leur âme, leur corps doit être préparé au travail.

L'un est porteur d'un moignon incapable de supporter un appareil prothétique, et qu'il faut réopérer ; un tendon ou un nerf nécessite chez un autre, une délicate suture ; une cicatrice vicieuse doit être libérée, une esquille enlevée, etc... C'est le rôle de la chirurgie réparatrice et orthopédique qui, tous les jours, réalise, grâce à nos habiles opérateurs, de véritables merveilles.

Dans l'ordre médical, la physiothérapie par le massage, l'électricité, la gymnastique, la mécanothérapie, les bains, douches, etc..., intervient avec non moins d'efficacité, pour la guérison ou l'atténuation des paralysies si fréquentes, des ankyloses légères ou fausses, des atrophies musculaires ou autres conséquences des blessures de guerre, qui altèrent si profondément les fonctions de membres intacts en apparence.

Cette réadaptation a une importance considérable, tant au point de vue moral qu'au point de vue financier. C'est en augmentant, par une thérapeutique active et intelligente, l'aptitude au travail de chaque invalide, que l'on diminuera dans de notables proportions, d'une part, l'effort qu'il devra faire pour apprendre et exercer un métier et, d'autre part, le taux de la pension à lui verser. « Ce sont, disait avec raison, un de nos grands chirurgiens, des millions et des millions à économiser pour nos futurs budgets. »

C'est pour répondre à cette double indication que le Service de Santé militaire a créé des centres de réadaptation fonctionnelle, et on ne saurait trop le féliciter de cette excellente initiative.

Il y a tout lieu de penser que le même Service réalisera prochainement aussi la fabrication intensive des appareils de prothèse, dont on voudrait voir tous nos mutilés munis au plus tôt.

On doit infiniment regretter que l'opinion pu-

blique et les invalides eux-mêmes se soient, au sujet de ces appareils, laissé fâcheusement influencer par la presse et l'habile réclame des fabricants français et américains. Si l'on en croit les uns et les autres, rien n'est plus simple que de remplacer un membre absent par un autre artificiel, et quantité de gens prétendent avoir vu tel amputé de cuisse, grâce à la jambe X..., courir, danser, monter à cheval, avec aisance et facilité. Aucun ne songe que l'apparence est trompeuse, que ce qui est vrai pour une amputation pratiquée au-dessous du genou, ne l'est pas pour une amputation de cuisse, que tel appareil appliqué à un avant-bras, permet des mouvements qui seront impossibles, si le bras est coupé près de l'épaule. Malheureusement, devant cette publicité intéressée, nos mutilés ont cru au miracle et ils ont attendu avec impatience l'appareil idéal, restaurateur de leur agilité et de leur dextérité. Ils ont accueilli avec méfiance et dédain les pilons « à la série » que l'Etat, touché qu'il était lui-même par ce mouvement populaire, leur offrait, d'ailleurs, timidement. Pour nombre de ceux qui ont reçu les fameux appareils articulés, à la joie des premiers jours a succédé une amère désillusion, et beaucoup jettent à la dérobée un coup d'œil d'envie sur leurs camarades, munis de vulgaires pilons. Cette découverte n'est pas faite pour nous surprendre, nous qui avons vu tant de mutilés civils, consacrer leurs premiers salaires, à l'onéreuse acquisition de reluisants appareils articulés, qu'ils ont ensuite relégués au fond d'une armoire, après avoir constaté, une fois de plus, que tout ce qui brille n'est pas d'or.

N'avons-nous pas vu, hier encore, pleurer des désarticulés de l'épaule, affublés de beaux appareils compliqués d'un luxe de charnières, de ressorts, de crémaillères et qui n'en pendaient pas moins, lamentables et inertes, le long du corps ? « Jamais, nous dit l'un d'eux, je n'avais encore eu aussi péniblement conscience de mon infirmité, qu'en essayant ce bras que je ne remettrai plus. »

Certains de nos mutilés ont donc dès le début, dans une vie nouvelle, éprouvé une première désillusion et on pouvait éviter à beaucoup de pareils déboires, en leur faisant espérer, ce qui est d'ailleurs la vérité, que, pour le moment, la seule solution rapide, pratique et économique, consiste à les pourvoir d'appareils d'attente simples et légers : mais que, plus tard, quand leur moignon aura, ce qui ne se produit qu'après quelques mois, pris sa forme définitive, et quand leur expérience propre leur aura fait connaître en quoi pèche le premier appareil, il sera temps de corriger ses défectuosités et d'en confectionner un nouveau, plus adapté à leurs besoins.

Rappelons, à ce propos, la surprise des personnes qui visitent les écoles de mutilés et qui pensent voir ceux-ci réaliser des merveilles d'habileté, au moyen d'appareils prothétiques savamment combinés. Elles s'étonnent que la réalité soit si loin de ce que leur imagination leur avait fait concevoir. L'expérience faite dans les ateliers scandinaves et ailleurs, démontre qu'il y a peu à attendre de ces machines compliquées.

Nous ne disons pas qu'il faille, ni décourager les recherches, ni dédaigner les appareils simples et bien étudiés qui rendent, quand ils sont bien faits et appliqués à des cas déterminés, de grands services, mais il ne faut leur demander que ce qu'ils peuvent donner.

Nous reconnaissons aussi qu'il existe, et nous espérons qu'on découvrira heureusement encore des appareils qui, appliqués à de grands mutilés, comme les amputés des deux mains ou des bras, leur faciliteront les diverses opérations courantes de la vie et même l'exercice de quelque profession, vraisemblablement peu productive.

La même constatation s'impose pour les invalides auxquels des appareils spéciaux permettent la reprise de leurs occupations habituelles.

Mais le but essentiel à poursuivre, c'est d'obtenir un rendement aussi élevé que possible. On atteindra plus aisément ce but, dans la très grande majorité des cas, en cherchant à utiliser, par un choix rationnel du métier, les facultés intellectuelles et les membres restés sains d'un mutilé, plutôt qu'en voulant, à tout prix, faire jouer à son membre infirme, un rôle qui fera de lui un sujet de curiosité, mais qui ne présentera qu'un médiocre intérêt pratique.

Jamais moment ne fût plus propice à l'activité et à l'ingéniosité des chirurgiens et des constructeurs : mais nous restons persuadés que les amputés eux-mêmes ou ceux qui les emploieront, poussés à tout instant par la nécessité, seront encore mieux placés pour découvrir ce que l'on appelle les *tours de main*, les *trucs* qui les aideront à pratiquer leur métier.

Enfin, on peut espérer beaucoup des modifications apportées à l'outillage, aux machines, à la position prise habituellement par l'ouvrier, etc...

Signalons, avant d'en terminer avec la question de la prothèse, un grave inconvénient des appareils à charnières et à ressorts : c'est leur fragilité. Il y a à peine quelques semaines que les amputés en sont pourvus, et déjà un très grand nombre de ces membres sont en réparation. Ce n'est évi-

demment pas l'usure qui les a rendus inutilisables, mais leur mécanisme trop délicat. Que se passera-t-il quand certains invalides, revenus dans leur lointain village, seront constamment obligés d'envoyer dans les centres de fabrication et de réparation, l'appareil qui leur est indispensable pour gagner leur vie ? Leur faudra-t-il attendre de l'habituelle lenteur administrative, pendant des semaines ou peut-être des mois, que cet appareil leur soit retourné, avec la perspective de le voir encore se détraquer prochainement ? Qui les nourrira, eux et leur famille, pendant cette attente ? On le voit, il importe, au point de vue du travail, qu'ils soient munis d'appareils robustes, rustiques, pourrait-on dire, si l'on ne craignait que cette expression ne semble entraîner un manque de soins dans la fabrication. Cette rusticité placera ces appareils à l'abri de pannes répétées, et, s'il s'en produit parfois, permettra aux menuisiers, bourreliers, forgerons de village, d'y porter rapidement remède.

Qu'il nous soit permis, à ce propos, de suggérer une idée qui, sous certaines réserves, semble devoir simplifier la question si délicate et si préoccupante pour l'avenir, de l'entretien des appareils fournis par l'Etat. Si celui-ci (et il y sera amené par la force des choses et l'expérience acquise), ne fournit ultérieurement, comme nous le demandons, que des appareils simples pouvant être, la plupart du temps, réparés par des artisans locaux, pourquoi l'invalide ne resterait-il pas chargé, moyennant une prime annuelle d'entretien, de faire exécuter directement ces réparations ?

L'Etat et les invalides gagneraient à cette solution, le premier au point de vue de la dépense, les seconds au point de vue de la rapidité d'exécution.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des appareils prothétiques, c'est-à-dire de ceux qui sont destinés à remplacer les membres disparus. Il existe aussi des appareils orthopédiques, dont le rôle, plus modeste, en apparence seulement, consiste à suppléer chez les estropiés, à certaines fonctions, à divers mouvements rendus impossibles par des paralysies locales, ou autres lésions du même ordre.

Le degré de l'infirmité peut être ici, extrêmement réduit par des moulages en cuir, des attelles métalliques, des ressorts, des combinaisons diverses, qui restituent au membre atteint une puissance et une force inattendues. Cette variété d'orthopédie est une science toute nouvelle, et les résultats déjà obtenus, grâce aux récentes recherches de nos savants, permettent d'espérer l'atténuation, et — sait-on ? — peut-être la guérison de certaines lésions qui semblaient tout d'abord incurables.

*
* *

Revenons à nos invalides. Les voilà décidés à travailler, mis en mesure de le faire par l'application des méthodes de thérapeutique rééducative les plus savantes et de la prothèse la plus pratique. Comment les employer ?

Beaucoup, heureusement, songent à reprendre leurs anciennes occupations, et se montrent soucieux de la manière dont ils pourront adapter leur genre de travail à leur état physique, faisant preuve, en cela, d'une volonté et d'une ingéniosité remarquable. Ce sont surtout les habitants des campagnes qui témoignent avec le plus d'ardeur le désir de revenir à leurs champs : chose intéressante et digne d'être encouragée, ce désir se manifeste aussi chez les ouvriers des villes, qui apprécient mieux dans leur détresse, la douceur et les avantages économiques de la vie rurale.

Certains, et malheureusement, c'est le plus grand nombre, songent d'abord à l'Etat-Providence, pour compléter, par l'attribution d'une petite place exempte de soucis et de durs labeurs, ce que leur pension peut avoir d'insuffisant pour assurer leur existence : ils se réservent, la plupart, de cruelles désillusions. D'autres espèrent obtenir le même résultat, au moyen d'un de ces métiers, dits de fortune, qui ne constituent souvent qu'une mendicité plus ou moins déguisée.

Enfin, il en est beaucoup qui, sans autres ressources que les faibles allocations temporaires données par le Ministère de la Guerre, cherchent à gagner de suite quelque argent, et rien n'est plus naturel de leur part, surtout quand il s'agit d'habitants des pays envahis, dont la situation est parfois si tragique. Leur placement n'est pas aussi simple qu'on pourrait le penser.

Il ne suffit pas, en effet, d'indiquer à l'homme des emplois vacants. Il faut, en même temps, savoir si la profession ou la position qu'on lui offre, s'adapte suffisamment à ses moyens, pour qu'il ne soit pas exposé à un renvoi prochain. On doit surtout se rappeler que tout travail rémunéré pouvant être exécuté par le premier venu, est bien souvent précaire, instable, et ne présente guère de sécurité pour le serviteur, qui peut être renvoyé avec la même insouciance qu'on a mise à l'embaucher.

Il semble que les œuvres qui se créent de toute

part, songent précisément à jouer le rôle habituel des bureaux de placement, qui consiste à servir d'intermédiaire entre employeurs et employés et à laisser aux uns et aux autres, le soin de s'entendre entre eux. Cette entente est aisée par le temps qui court, car souvent, des deux côtés, la nécessité prépare à toutes les concessions. Le placement se fait donc hâtif et, comme l'on dit, au petit bonheur. Que se passera-t-il dans quelques mois ou quelques années, quand, la guerre finie, les choses auront, petit à petit, repris leur cours normal ? Ne peut-on craindre que les employeurs ne deviennent plus difficiles et que la maladresse et la gêne fonctionnelle des employés ne leur paraissent intolérables ? Que deviendra l'invalide, ignorant de tout métier, si une grève entraîne la fermeture de l'usine où il occupait un petit emploi, si la châtelaine dont il gardait la propriété vient à mourir ?

En de telles circonstances, un ouvrier sans profession, mais valide, peut devenir terrassier, homme de peine, journalier ; mais l'autre, privé de son bras ou de sa jambe, que fera-t-il, surtout quand, à l'âge critique des travailleurs, ses tempes commenceront à blanchir ?

Gardons-nous donc de les pousser à l'aveuglette vers un métier ou une place qui, si séduisants qu'ils apparaissent tout d'abord, ne leur offrent aucune garantie durable. Ce serait les exposer à la misère plus ou moins prochaine et préparer pour l'avenir des ferments de trouble et de révolte.

Il n'est pas d'autre moyen de conjurer ce danger, que de donner, dès maintenant, aux invalides, un vrai métier qui s'adapte exactement à leurs aptitudes réelles.

L'entreprise est vaste, ardue et complexe. De toutes parts, nous devons nous y consacrer avec ardeur.

Les collectivités et les initiatives isolées ont donné des preuves suffisantes de leur merveilleux dévouement, quand il s'est agi d'hospitaliser et de soigner nos valeureux défenseurs. On peut attendre encore d'elles, l'appui moral et financier qui fera de nos invalides d'honnêtes ouvriers, fermes soutiens de l'industrie et de l'agriculture française. Un élan magnifique s'est déjà produit. Il suffit de l'encourager, de le régler, de le coordonner et de concentrer ses efforts vers un but unique.

Essayons de déterminer le rôle de chacun dans cet œuvre d'un si passionnant intérêt.

A l'Etat, le premier, incombe le devoir de participer largement à l'instruction professionnelle de ses enfants blessés. Se fera-t-il lui-même leur propre éducateur ou bien se bornera-t-il à encourager et subventionner les initiatives qui se produiront dans ce but ? Nous croyons qu'il doit également intervenir dans les deux sens. La matière est, à l'heure actuelle, inépuisable et, il ne faut pas se le dissimuler, lui seul, d'ailleurs, est capable de supporter les dépenses considérables et inévitables dans une œuvre de cette importance. Peut il refuser quelques millions, quand il s'agit de reconstituer un élément essentiel de la puissance morale et économique de la France ?

Le Parlement semble avoir hésité jusqu'ici à voter les fonds nécessaires, redoutant, dit-on, de voir créer une nouvelle catégorie de fonctionnaires. C'est là une crainte illusoire, car l'Etat dispose, dès maintenant, d'organismes tout prêts, qu'il serait déplorable de laisser inutilisés dans les circonstances présentes. Par ses cadres administratifs, par ses institutions philanthropiques et pédagogiques, il peut, à peu de frais, participer directement et fructueusement à cette patriotique entreprise. Il l'a déjà prouvé, puisque l'unique million accordé par le Parlement, en 1915, a suffi pour organiser, au cours de l'année, un grand nombre d'Ecoles, dont certaines fonctionnent depuis plusieurs mois.

Le Ministère de l'Intérieur guide et centralise administrativement l'effort général ; ses services spéciaux d'assistance et d'hygiène interviennent efficacement dans une question qui touche de si près à la santé morale et physique de la Nation. Il a fondé une Ecole dont nous parlerons tout à l'heure. Mais là ne s'est pas bornée son activité. Une commission interministérielle, dont il a provoqué la création, règle toutes les questions relatives à la rééducation professionnelle ; elle examine les projets d'écoles ou d'œuvres dus à des initiatives diverses, à Paris et dans les départements et prépare la répartition entre elles, des fonds votés par le Parlement.

Les Ministères du Commerce et de l'Agriculture, avec leurs Ecoles professionnelles, leurs professeurs d'agriculture, fermes-écoles, le Ministère de l'Instruction publique, avec ses cours primaires et ses Ecoles d'art, peuvent rendre et rendent déjà, au moins les premiers, de réels services pour l'instruction des mutilés.

Enfin, le Ministère du Travail intervient pour les questions d'assurances et les relations avec les organisations ouvrières.

Mais il existe pour l'Etat un moyen plus général et plus puissant, de faciliter aux invalides l'apprentissage d'une nouvelle profession.

Rappelons qu'un simple soldat réformé n° 1,

en possession de sa pension ou de sa gratification, ne reçoit qu'une somme quotidienne, parfois un peu supérieure, souvent inférieure à deux francs, et qui s'abaisse, dans certains cas, à quelques centimes. Comment, s'il ne peut reprendre son travail, fera-t-il pour vivre avec des ressources aussi faibles, surtout s'il a des charges de famille, car l'allocation familiale doit être supprimée à partir du jour où il jouit de sa pension ?

C'est une misère tellement pressante, tellement imméritée, que l'esprit se révolte à la pensée qu'elle menace, qu'elle atteint déjà nos vaillants soldats. Il faut y porter un remède décisif et immédiat. Il faut d'abord maintenir, tant qu'il sera nécessaire, les allocations familiales, puis recourir à des allocations d'apprentissage, allocations dont le taux pourrait varier suivant le degré d'invalidité, le chiffre de la retraite et divers autres facteurs à déterminer. En principe, elles devraient, jointes au montant de la pension, assurer à l'invalide un salaire égal au salaire moyen des ouvriers de sa résidence.

Une étude approfondie, une réglementation et un contrôle sévères fourniraient le moyen d'éviter les abus auxquels diverses lois de solidarité sociale et, en particulier, les allocations de guerre, ont donné lieu.

D'ailleurs, ce système d'allocations constitue la solution la plus rapide, la plus morale et la plus économique du problème du sort des invalides. Si, au cours de la première année, on peut à la fois leur fournir les moyens d'existence et leur donner un métier assurant leur avenir, on aura sagement résolu la question qui se pose devant l'opinion publique et le Parlement.

On le voit, la mission de l'Etat est vaste et peut être fertile en résultats, s'il sait tirer parti des ressources qu'il possède et favoriser l'essor des initiatives collectives ou individuelles.

Les départements, les communes, disposent aussi de moyens d'instructions qu'ils peuvent mettre à la disposition des invalides. Il est, en tous cas, vivement désirable qu'ils en créent, s'ils n'en ont pas. Lyon leur a donné un bel et encourageant exemple de ce que peuvent faire les villes, décidées à réaliser un programme captivant, car les centres de rééducation communaux ou régionaux sont appelés à rendre les plus grands services, en retenant les invalides au pays natal et en favorisant la décentralisation industrielle.

Les Chambres syndicales ne voudront pas laisser à quelques patrons isolés le soin de tendre la main à nos braves défenseurs et de reconstituer les innombrables industries qui périclitent faute d'ouvriers. Leur collaboration ne saurait donc, soyons-en sûrs, leur faire défaut.

Les syndicats ouvriers ont aussi un beau rôle à remplir, mais, à notre connaissance, ils n'ont encore donné aucun signe d'activité apparente.

De nombreuses initiatives ont été prises par des industriels et par des particuliers, pleins d'un zèle éclairé, qui ont ouvert largement des ateliers aux invalides, dans les conditions les plus avantageuses pour ceux-ci.

Les œuvres privées ont déjà prouvé qu'elles entendaient participer effectivement à l'apprentissage des mutilés et le vif intérêt que le public leur a montré, s'est manifesté par des souscriptions enthousiastes. Nous désirons vivement qu'elles continuent à s'accroître en nombre et en forces, car ici, autant qu'en matière d'assistance et de bienfaisance, le concours des œuvres privées vient compléter efficacement l'action de l'Etat, des départements et des communes, avec toute la souplesse désirable pour faire face à des besoins innombrables et variés.

Qu'il s'agisse de patrons ou de Sociétés particulières, tous ceux qui peuvent et veulent consacrer leur temps et leur argent à la rééducation professionnelle, sont arrêtés par les difficultés que soulève l'entretien des invalides pendant la durée de cet apprentissage.

Les allocations d'apprentissage accordées par l'Etat, et dont nous proposons la création, répondraient exactement à ce besoin, mais, en attendant cette planche de salut, que nous craignons encore trop lointaine, il faut multiplier les Sociétés d'aide aux invalides. Il en est, tout le monde les connaît, dont l'effort généreux ne saurait être assez loué ; aussi peut-on souhaiter qu'elles le dirigent vers l'installation d'hôtels, de restaurants et de vestiaires, qui résoudraient le problème d'une manière plus pratique et plus morale que les allocations en argent : car trop souvent, celui-ci ne va pas à sa véritable destination.

Ainsi comprise, l'organisation de l'aide aux mutilés-apprentis est assurément laborieuse et compliquée, mais combien attrayante et tutélaire.

*
* *

Il serait téméraire de vouloir dresser une liste limitative des métiers qui peuvent être enseignés à des mutilés, car une ingénieuse et déconcertante habileté permet souvent à ceux-ci d'exécuter des travaux qui leur semblaient tout d'abord interdits.

Les estropiés dont les membres supérieurs ont

été atteints sont, avec les aveugles, les victimes les plus pitoyables échappées du champ de bataille.

Ils le sentent bien, ces malheureux manchots, et nul autant qu'eux n'accueille avec reconnaissance et ferveur, les offres qui leur sont faites pour les aider à sortir de l'inaction, à laquelle beaucoup se croient irrémédiablement voués.

Que faire pour eux ?

En raison de la difficulté ou de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent d'exercer la plupart des métiers manuels, il faut leur ouvrir largement l'accès des places dans les administraitons publiques et privées. On complétera donc, s'il y a lieu, leur instruction primaire, souvent peu développée et parfois tout à fait nulle. Le cœur se serre, quand un malheureux, privé d'un bras, avoue en baissant les yeux qu'il ne sait ni lire, ni écrire, et c'est un impressionnant spectacle que de voir de ces braves, portant sur la poitrine le signe glorieux de leur vaillance, épeler comme de tout petits enfants, d'un air à la fois confus et entêté, les lettres de l'alphabet. Leur place n'est pas dans les Ecoles professionnelles, mais dans les écoles primaires, et il serait nécessaire qu'une vaste organisation, placée sous l'autorité de M. le Ministre de l'Instruction publique, vienne remédier à une situation particulièrement navrante. Pourquoi ne pas créer, dans toutes les formations sanitaires importantes, dépôts de convalescents, etc., des cours primaires, qui réuniraient, durant quelques heures par jour, les illettrés de l'établissement ? Un local quelconque, un instituteur pris de préférence parmi les blessés (il y en a plus de 350 dans le corps primaire de la Seine), quelques fournitures scolaires, et voilà de quoi tirer les malheureux manchots de l'ornière de l'ignorance où sont, malgré tout, restés trop de Français.

Une profession particulièrement intéressante, bien qu'elle ne semble pas tout d'abord leur convenir, est celle du dessin industriel. Une expérience poursuivie depuis quelques mois, a démontré que, dans un temps relativement court, beaucoup de manchots devenaient d'excellents dessinateurs pour les machines, le meuble, l'architecture, les plans, etc...

Un très grand nombre d'industries comme celles du mobilier, du jouet, de la voiture, de la verrerie, de l'optique, de la photographie, etc..., leur restent aussi ouvertes, par suite de la division du travail.

Avec, d'une part, des appareils prothétiques simples et pratiques et d'habiles modifications de l'outillage, et, d'autre part, beaucoup de bonne volonté des employeurs et des employés, nous pouvons être assurés qu'aucun de nos manchots ne tombera dans la misère.

La même conclusion s'applique aux invalides des membres inférieurs, mais pour eux, le problème est extrêmement simplifié, car il est bien peu de professions manuelles qui leur soient absolument fermées. Malgré cela, la plupart songent aussi aux emplois de bureau et il n'est pas aisé de faire comprendre à d'anciens ouvriers, qu'à vouloir aspirer à des occupations d'un niveau en apparence plus élevé, ils risquent de tomber dans la triste catégorie des déclassés. Certes, on doit encourager, provoquer même le sentiment, d'ailleurs très heureusement répandu chez les invalides, qu'ils doivent mettre à profit l'obligation où ils se trouvent de se livrer à la rééducation, pour accéder à une situation plus haute dans l'échelle sociale que celle qu'ils sont forcés d'abandonner. Mais il faut encore leur montrer, avec patience et clarté, les avantages et la beauté du travail manuel et leur persuader que ce n'est point déchoir, que de passer d'un atelier à un autre atelier, si ce dernier leur procure une vie suffisamment large et indépendante.

Le choix d'une profession laisse toujours les invalides dans une grande perplexité. C'est le moment d'intervenir pour les éclairer et les diriger. Il faut, avant de se prononcer, les examiner, les interroger avec un soin dont on conçoit toute l'importance, puisque, de cet examen et de la décision qui en sera la conséquence, peut dépendre, plus encore que pour un valide, le bonheur de son existence tout entière.

L'apprentissage peut retenir plus ou moins longtemps l'apprenti dans l'Ecole professionnelle, suivant la conception qui a présidé à l'organisation de celle-ci. Plusieurs systèmes peuvent être envisagés : celui qui mérite notre préférence est le suivant : dès qu'un apprenti, pourvu d'une pension représentant par exemple 2 francs par jour, est mis, par un apprentissage intensif, en état de gagner en outre 4 ou 5 francs, il peut se suffire à lui-même. A ce point de vue, il est en état de quitter l'Ecole et d'être placé chez un patron. Mais, comme son instruction professionnelle ne saurait toujours être complète, on doit exiger de ce patron que, tout en utilisant les notions acquises par l'apprenti pour lui donner un salaire, il prenne l'engagement de lui faire parcourir le cycle complet des opérations qui feront de lui un véritable ouvrier.

Cette méthode permet, en limitant au minimum le séjour des apprentis à l'Ecole, de faire profiter

un plus grand nombre d'invalides du bénéfice de cet enseignement.

Du reste, il est un fait bien constaté et qui provoque l'admiration des visiteurs et la joie des chefs d'atelier, c'est la rapidité avec laquelle progresse l'instruction des mutilés, autant pour les métiers manuels que pour les cours de français, de dessin, etc... Ils apportent, dans l'ensemble, une volonté, une attention, une habileté à tourner les difficultés provenant de leurs infirmités, qui doivent nous encourager et nous rassurer pour l'avenir. On ne peut comparer en rien leurs progrès avec ceux réalisés par les jeunes apprentis et il est rare que, pour les professions banales de bourrelier, cordonnier, tailleur, ferblantier, etc..., ils ne soient pas déjà en état, sans être, bien entendu, des ouvriers parfaits, de gagner leur vie au bout de six mois. Ce délai est même plus court pour beaucoup d'autres métiers spécialisés.

*
* *

Deux portes principales s'ouvrent devant l'apprenti : celle de l'Ecole professionnelle et celle de l'atelier patronal.

Nous n'hésitons pas à croire que l'Ecole professionnelle avec internat, reste, en principe, la meilleure au point de vue des résultats pratiques et moraux, mais que l'atelier patronal semble appelé à rendre de tels services, qu'il deviendra sans doute le moyen le plus général et le plus économique, pour assurer la rééducation des mutilés et estropiés de la guerre.

Nous espérons que l'exposé qui précède, trop bref à notre gré pour l'ampleur de la question, pourra fournir quelques indications profitables, résultat des expériences poursuivies de divers côtés depuis quelques mois.

Qu'il nous soit permis de préciser certaines de ces conceptions, en exposant brièvement les conditions de fonctionnement de l'Institut national professionnel des Invalides de la Guerre, placé sous la haute autorité de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publique. Cet Institut est ouvert depuis sept mois à Saint-Maurice, dans les dépendances de l'Asile des Convalescents et de l'Asile Vacassy.

L'Asile des Convalescents, occupé depuis la guerre par le Service de Santé militaire, dispose de 700 lits. On y pratique, sous l'habile direction de M. le médecin en chef Rieffel, la chirurgie orthopédique et la physiothérapie, en vue de la réadaptation fonctionnelle des invalides. Puis, certains d'entr'eux, tout en suivant leur traitement ou en attendant leur passage devant le Conseil de réforme, commencent leur rééducation professionnelle dans les ateliers de l'Institut, installés à l'Asile Vacassy. Cet Institut comprend des ateliers de tailleurs, de cordonniers, de bourreliers, de ferblantiers, de mécaniciens pour la réparation des automobiles et des tracteurs agricoles appelés à devenir d'un usage courant dans nos campagnes ; des cours de comptabilité, de dessin industriel (machine et ornement, arpentage, lever de plans, etc...) et d'enseignement primaire pour les illettrés manchots.

Une fois réformés, les apprentis passent comme pensionnaires civils à l'Institut professionnel, où ils continuent l'instruction commencée.

Les invalides réformés n° 1 sont admis directement, dans la limite des places disponibles.

Un hôtel annexe, situé à Paris, reçoit aussi des invalides désireux d'apprendre un métier différent de ceux enseignés à Saint-Maurice, ou qui ne peut être pratiqué que dans l'atelier patronal. Ces apprentis sont ainsi nourris, logés et entretenus à l'hôtel, pendant la durée de l'apprentissage qu'ils font chez des patrons ou dans des Sociétés, avec lesquels des conventions ont été passées par l'administration. Les professions les plus variées leur sont ainsi accessibles autant que leur état le leur permet.

Des œuvres privées peuvent, en outre, être rattachées au Centre professionnel de Saint-Maurice et bénéficier ainsi, ou d'avantages consentis aux apprentis qu'elles éduquent, ou de subventions directes.

Cette organisation complexe lui permet de réaliser les indications essentielles de la rééducation professionnelle : préparation physique et morale, rééducation précoce, passage immédiat de l'hôpital à l'atelier, enseignement varié pouvant répondre, soit par l'Ecole, soit par l'atelier patronal ou les œuvres rattachées, aux désirs et aux intérêts de chacun des apprentis.

Il ne nous est pas possible d'aborder dans cette vue d'ensemble, beaucoup de points qui, touchant encore à la rééducation des mutilés, mériteraient cependant un examen détaillé. Citons la question des accidents du travail auxquels, par le fait de leur infirmité, ils sont plus exposés que les valides et dont les suites peuvent considérablement aggraver leur situation physique ; celle des conflits d'intérêt qu'on nous annonce, entre les ouvriers valides et les invalides et celle de luttes analogues, mais plus attristantes encore, entre ces derniers et les femmes. On pourrait souhaiter que le résultat fût de rendre celles-ci à leur véri-

table destination d'épouses et de mères, si un élément nouveau et douloureux n'intervenait : c'est l'entrée dans le conflit des veuves et des filles de soldats morts au Champ d'honneur. Comment ne pas tendre, dans un large geste de justice et de bonté, les deux mains pareilles à ces touchantes victimes du devoir ?

*
* *

Nous ne pouvons cependant terminer ce rapide exposé sans nous arrêter sur un péril d'une importance tellement capitale, qu'à lui seul il peut, si l'on n'y porte remède, ruiner tous les efforts qui se produiront, pour préparer à l'invalide la place honorable à laquelle il a droit dans la Société future.

On sait avec quelle facilité les estropiés civils prennent des habitudes d'intempérance : ainsi une déchéance physique entraîne une déchéance morale. Le même danger, le plus redoutable de tous, menace nos invalides. Nulle précaution, nulle mesure préventive ne doit être négligée pour les y arracher. Une action tutélaire et patiente sera exercée sur chacun de ceux qui sont enclins à la boisson, mais il ne faut pas reculer devant des sanctions sévères, envers ceux qui donnent lieu à des scandales répétés. Toute tolérance apparaîtrait comme une faiblesse et serait du plus fâcheux exemple.

Des salles de lecture avec journaux, jeux, séances amusantes, conférences, leur seront ouvertes largement pour les éloigner, à leurs heures de liberté, des cabarets et des lieux de plaisirs malsains. Mais ces actions isolées, quelle que soit leur utilité, ne sauraient suffire, si des mesures générales et énergiques ne viennent pas les compléter.

Les yeux les plus obstinément fermés se sont ouverts devant l'étendue de l'abominable fléau. Le déchaînement que la guerre apporte dans les passions humaines, ne pouvait manquer de se répercuter sur l'une de celles qui met l'homme au-dessous des animaux les plus vils et les scènes journalières qui se sont déroulées, non seulement dans les villes, mais aussi dans les villages les plus reculés, sont faites pour émouvoir les esprits les moins clairvoyants.

Ce paroxysme du mal a provoqué une réaction antialcoolique violente, et l'opinion publique tout entière se révolte. Les marchands d'alcool eux-mêmes se déclarent partisans de la tempérance, mais leurs fallacieuses et vaines déclarations, détonnent misérablement par ces temps d'héroïsme et d'abnégation. Finissons-en donc avec leur audace faite de notre faiblesse et de notre inertie. Finissons-en avec leurs sinistres prétentions : liberté du commerce du débitant, qu'il faut se hâter de rendre à l'atelier et à la charrue, où il recouvrera la liberté du vrai commerce, celui qui fait vivre et non celui qui tue ; droit de propriété des bouilleurs, qui empoisonnent nos campagnes, berceau longtemps inviolé de nos énergies et de nos espoirs.

Un geste du tzar autocrate a libéré son peuple de l'alcool. La libre démocratie française hésitera-t-elle à se laver de la souillure alcoolique dans le sang glorieux de ses enfants ? Ou faudra-t-il une révolution pour abolir les mortels privilèges des 500.000 débitants et des 200.000 bouilleurs ? La lutte est engagée et rien ne doit nous en détourner jusqu'à la victoire définitive.

Nul plus que les invalides n'est intéressé à la disparition de l'alcoolisme et l'angoissant problème de leur avenir, répétons-le inlassablement, ne sera jamais résolu, tant que l'alcool dominateur pèsera sur les destinées de la France.

Nous avons vu nos glorieux blessés revenir, pantelants, du champ de bataille. De ces loques sanglantes jaillissait toujours, immuable et ardente, l'âme de notre race. La souffrance physique et morale a pu jeter ces braves dans la crise que nous observons avec angoisse, mais en eux, cette âme veille encore, prête aux réveils nobles et féconds. Aidons-la dévotement à reprendre son essor. Ne ménageons ni nos conseils, ni notre peine ! Et si parfois nous sentons faiblir nos forces, pensons à ceux qui ont souffert pour la Patrie, à ceux qui sont morts pour elle. Notre tâche nous paraîtra légère et nous préparerons, sans défaillance, les lendemains radieux de la France victorieuse.

Dr Bourrillon.

QUELQUES DIRECTIONS MORALES ISSUES DE LA GUERRE

—

LA SINCÉRITÉ POLITIQUE

Il me souvient qu'au début de mon initiation politique et quand, pour les premières fois, j'assistais aux séances du Parlement, une de mes surprises, ce fut de constater la parfaite entente qui, hors des discussions publiques, existait entre les représentants des différentes opinions. A voir ces membres des partis extrêmes qui, dans la séance précédente, s'étaient couverts d'injures, puis main-

tenant se serraient la main, se tapotaient amicalement l'épaule, se congratulaient réciproquement, en un mot, paraissaient les meilleurs amis du monde, j'eus la sensation très nette d'une façade, d'un décor mobile où se développent les diverses scènes d'un rôle, mais derrière lequel les acteurs vont bientôt recouvrer leur personnalité d'avant le lever du rideau. Et, je l'ai compris depuis, il y avait du vrai, beaucoup de vrai, dans cette sensation de récent initié, mais tout de même une naïveté de bon jeune homme, qui obéit au commandement impérieux de ses idées, ne tient pas suffisamment compte des contingences nécessaires, ne se soumet pas aux exigences des Réalités. Ces Réalités, que sont-elles ? Un député me les dépeignait un jour en répondant à mon objection : « Que deviendrions-nous, et comment la vie serait-elle possible pour nous, qui sommes rapprochés dans un étroit espace, si, en dehors des exigences électorales, et dans le privé, nous devions continuer à nous faire la tête ! Les nécessités de la vie, voyez-vous, nous imposent une conduite justement opposée à celle de la plupart des ménages qui, devant la galerie, se font d'engageants sourires et attendent d'être entre les quatre murs de leur chambre à coucher pour déverser leurs rancœurs. »

Ce député, reconnaissons-le, était plein de philosophie. Il touchait même, non sans esprit, à cette question de la *sincérité* politique, dont un minimum semble nécessaire, et d'autant plus, après la guerre, apparaîtra tel, que la nation armée, dont se compose le corps électoral, aura donné le gage suprême de sa sincérité : celui qui consiste à aller se faire trouer la peau ! Lorsque, dans une séance récente, le député Renaudel, qui aspire à jouer les Jaurès et à recueillir la succession, peu glorieuse, mais profitable, de l'ancien protégé de Berlin, eut l'audace d'inviter le gouvernement à prendre cet engagement qu'on ne toucherait pas aux frontières de l'Allemagne ; lorsqu'il eut l'impudeur, plus étrange encore, d'invoquer à témoins de ce vœu les combattants de la tranchée, il s'attira la verte réponse de M. le député Maginot, qui, lui, glorieux blessé de cette tranchée, put se dresser à son banc et lui répliquer : « Nul combattant, j'en suis garant, ne vous a chargé d'une telle mission ! »

On vit assez de quel côté était la sincérité, et de quel autre la dissimulation, de quelle part le Patriotisme, de quelle autre la soumission aux exigences électorales ou à ce que ces Messieurs croient tel — car il n'est pas démontré qu'ils soient dans le vrai et que leurs électeurs conservent sur leur compte les illusions qu'ils nourrissaient autrefois. C'est même là pour eux un très grave sujet de préoccupations qui trouble leurs nuits beaucoup plus que l'avance des Alliés ! Mais ce sujet nous mènerait trop loin et je préfère resserrer ma pensée : Comme les femmes dissimulent par nature, par constitution physiologique, par hérédité ancestrale, et pour ce motif vraisemblable que leurs mères des âges lointains n'avaient pas d'autres moyens de défense contre la bestialité du sexe fort, l'homme politique ment par habitude, par répétition du geste, par imitation..., dirons-nous : par mandat tacite, mais impératif, de son comité électoral. Vis-à-vis de lui, l'attitude qu'il convient de tenir, c'est celle que conseillait un jour tel misanhrope dans ses rapports avec l'ensemble de l'humanité, et qu'il résumait en cet adage : « — Jusqu'à ce qu'un homme m'ait démontré son honnêteté, je le tiens pour suspect. » Prévoyante sagesse de qui, évidemment, connut des déboires ! Cet esprit chagrin avait dû faire son apprentissage dans les milieux politiques.

*
* *

La grande preuve, l'unique témoignage valable de la sincérité d'un homme, à quelque catégorie qu'il appartienne, sera toujours sa force de résistance aux tentations qui viennent contredire son idéal moral, principalement à la séduction de l'or, l'or. En ce sens, on trouve une page, dans les *Héros* de Carlyle, au chapitre de l'*Homme de Lettres*, qui demeurera vraie à travers les âges. C'est de la grande psychologie et qui vaut qu'on la médite :

« Donner à nos hommes de lettres des salaires, des dotations en espèces, fera peu pour l'affaire. En résumé on est las d'entendre parler de l'omnipotence de l'argent. Je dirai plutôt que pour un homme sincère, il n'y a aucun mal à être pauvre, qu'il devrait y avoir des hommes littéraires pauvres, pour montrer s'ils sont sincères ou non ! Des ordres mendiants, condamnés à mendier, furent institués dans l'Eglise chrétienne : très naturel et même nécessaire développement de l'esprit du christianisme. Il était lui-même fondé sur la pauvreté, la souffrance, la contradiction, la crucifixion, toute espèce de détresse, et de dégradation terrestres ! Nous pouvons dire que celui qui n'a *pas connu ces choses*, et appris d'elles les leçons inappréciables qu'elles ont à nous expliquer, a *laissé échapper une bonne occasion d'aller à l'Ecole* ! »

De l'homme de lettres nous pouvons raisonner par analogie avec l'homme politique, car je suis de ceux qui croient à l'unité de constitution mentale et que les grandes directrices morales s'appliquent à toutes les catégories. Lorsque, plus tard, on écrira l'histoire de la Troisième République,

avec le recul nécessaire à la juste perspective par effacement des passions, on comprendra, beaucoup mieux encore qu'à notre époque, que la plupart des hommes politiques qui sombrèrent en cours de route, en dehors des grands sinistres, comme le Panama et l'Affaire Dreyfus, furent eux-mêmes les artisans de leur chute, parce qu'ils ne surent pas imposer de frein à leurs appétits et aux tentations redoutables que sucitait en eux le Pouvoir. En ce sens, il est juste de dire que toute victoire sur soi-même est plus difficile qu'un Austerlitz ou un Iéna. En face de l'argent et de ses séductions, ils se sentirent un peu comme l'infortuné Hulot en face de la courtisane Josépha : « Oh ! c'est affreux, qu'un vice coûte plus cher à satisfaire qu'une famille à nourrir ! Et c'est irrésistible. Je te promettrais à l'instant de ne jamais retourner chez cette abominable Israélite, et si elle m'écrit deux lignes, j'irai, comme on allait au feu sous l'Empereur. »

Par contraste, on reconnaîtra le prix de l'Intégrité morale et ce qu'elle peut valoir pour la carrière d'un homme. Par un mécanisme identique à celui de La Rochefoucauld, de qui la clairvoyance ne s'illusionnait pas sur les mobiles qui guident les hommes, et de même que l'auteur des *Maximes* a écrit : « La sobriété, c'est l'amour de la santé », on peut dire : *L'Intégrité, c'est l'auréole du Pouvoir !* Quelques hommes politiques de cette troisième République ont dû le plus clair de leur autorité, non point à des qualités exceptionnelles — les qualités exceptionnelles ne sont pas monnaie courante — mais à leur seule honnêteté et à ce fait, purement négatif, j'y souscris, mais nullement négligeable, que sous un régime d'universelle camaraderie..., eux n'avaient « *rien touché* ». C'est ainsi que dans un tableau tout en ombres, le moindre point lumineux fait une tache éblouissante et marque le prix de la lumière. Faut-il rappeler René Goblet qui, bien qu'ayant été plusieurs fois ministre et Président du Conseil, continuait d'habiter le plus modeste appartement et tirait plus de prestige de sa simplicité que tels autres de leur luxe ? Il n'est pas jusqu'au peu réjouissant Henri Brisson dont les facultés, certes, n'avaient rien de commun avec le génie, qui n'ait dû la meilleure part de son action politique à la simplicité de sa vie !

*
* *

La vie, sauf chez ceux qui appartiennent à la classe des mollusques, n'est autre chose qu'une lutte perpétuelle des Instincts pour la prédominance. On éprouve cela dans la jeunesse, lorsque en nous la fermentation est si forte qu'elle suscite des orages intérieurs auxquels succombent tant de natures riches et trop vigoureuses. On le comprend et on en raisonne à l'heure de la maturité, quand la première fougue des passions a baissé le ton, et que l'homme se tient en main, vigoureux centaure qui sur lui-même, exerce sa maîtrise. C'est la joie de la maturité, la récompense des luttes antérieures, qu'elle puisse distinguer les perspectives, en arrière d'elle et aussi en avant — en arrière, pour se rendre compte des obstacles surmontés, des difficultés vaincues, en avant, pour utiliser son expérience et l'adapter aux circonstances. Qui ne jouit pas de cette vue d'ensemble, n'a rien compris aux leçons de la vie, et le vrai philosophe, au plein sens du mot, est celui qui, le plus complètement, possède ces perspectives. Je ne sais plus qui disait — et l'observation n'est pas sans valeur — qu'il y a deux catégories de femmes : celles qui sont plus *gourmandes que coquettes*, et celles qui sont plus *coquettes que gourmandes*. Pareillement, on peut diviser les hommes en deux classes : les *gourmands* aussi — le caractère de la gourmandise étant ici beaucoup moins restreint que chez la femme — la gourmandise s'appliquant à une foule d'objets que vous entendez bien... et les *ambitieux !* Le Sage est celui qui, placé au carrefour de la forêt, n'hésite point sur le chemin qu'il doit prendre. Veut-il faire une carrière ?... Il importe qu'il sache mâter telle passion aux dépens de telle autre, car s'il s'abandonne à toutes, il est immanquablement dévoré, et la richesse de son tempérament peut devenir le principe même de sa ruine. Défions-nous des spécialistes, c'est entendu : mais défions-nous aussi de ceux qui, à une certaine heure, sont incapables de se spécialiser, de concentrer leurs forces ; car se répandre, c'est s'affaiblir, et les beaux fleuves sont ceux qui surent canaliser en un majestueux et unique courant, les mille et un ruisselets que l'on rencontre à leur origine !

*
* *

Pour en revenir à notre sujet, une question se pose et s'impose à quiconque envisage l'avenir de notre pays et les destinées de la France après la victoire : N'y aura-t-il rien de changé dans la mentalité politique ? En dépit de l'opinion des pessimistes, trop nombreux encore à l'heure actuelle, un pronostic négatif nous paraît invraisemblable. Pour la même raison que nous inscrivions dans une précédente étude, parce qu'il nous semble impossible que des yeux ayant assisté aux spectacles grandioses et tragiques de la guerre, ces yeux en

qui se seront reflétées des images inoubliables, n'en demeurent pas impressionnés pour toujours, il nous paraît inadmissible que ceux qui auront vu la guerre du rebord de la tranchée, envisagent leurs mandataires politiques du même regard qu'ils avaient auparavant ! J'entends dire qu'un certain nombre de ceux-ci, justement préoccupés de l'avenir, de leur avenir, et de l'Inconnue formidable dont il est tout chargé, se mobilisent eux-mêmes pour s'efforcer de conjurer l'orage et vont porter la bonne parole sur la ligne des tranchées. C'est au cours d'une de ces missions apostoliques que le député Renaudel aurait recueilli les vœux de nos soldats ! Pour son cas particulier, nous l'assimilons à celui du personnage d'Alphonse Daudet qui, à force de répéter qu'il était allé à Paris, finissait par en être lui-même convaincu ! Mais d'une façon générale, il nous paraît bien qu'ils font fausse route et s'imposent un risque qu'ils pourraient s'épargner. L'heure est passée du prêche, fût-il socialiste, et les volontés sont tendues uniquement vers l'action qui jugulera l'adversaire et même après la conclusion des hostilités, lui tiendra le revolver sur la gorge, car quoi qu'en disent les bons apôtres du Socialisme, les traités n'auront plus désormais aucun sens, et l'unique gage de la sincérité politique aujourd'hui, c'est de croire à la force des armes qui, seule, peut imposer le Droit.

PAUL FLAT.

LA PROMESSE DE WILLIAM

CONTE DE NOËL.

On dira de ce que je vais relater que c'est un conte. Moi-même, ne l'ai-je point intitulé *Conte de Noël ?* Pourtant je tiens que rien jamais n'arriva plus positivement.

C'est une histoire fantastique, j'en conviens. Et pour cette raison elle ne trouvera guère créance. J'aurais beau la jurer vraie, il n'y a point de conviction qui soit plus entêtée que le scepticisme contemporain. Dans un temps où le merveilleux n'a plus droit de cité chez les personnes raisonnables, où un rationalisme étriqué assigne pour limites au possible les murs de nos laboratoires, il convient d'être circonspect, quand on parle d'événements insolites, et de récuser le témoignage même de ses sens, plutôt que de heurter l'espèce de foi à rebours communément accordée à la science officielle. Je me garderai donc d'alléguer, à l'appui du récit qui va suivre, certains phénomènes inexplicables dont j'ai été personnellement le témoin émerveillé : qu'on regarde, si l'on veut, comme l'œuvre de mon imagination, ce que je vais raconter.

J'ai connu, un peu avant la guerre, un jeune couple assez étrange, mais fort séduisant. Lui, un magnifique garçon, d'origine américaine, avait, de façon qui étonnait, le type des personnages androgynes de Léonard de Vinci : longs yeux fendus ; lèvres ourlées et minces, sur lesquelles se jouait volontiers l'énigmatique sourire ; pommettes fortes, d'un très pur modelé. Les anneaux d'or d'une luxuriante chevelure bouclée qui éclairait de ses reflets la matité du visage, achevaient de donner à cet admirable jeune homme des airs d'ange de la Renaissance italienne. Elle, une fort jolie Provençale, classique de traits, se distinguait par l'iris surprenant de ses grands yeux graves, des yeux polaires, ne pouvais-je m'empêcher de penser, je ne sais pourquoi, des yeux de glace d'un bleu pâle. Ce jeune ménage original et charmant, était bien le plus heureux qui fût. Ils avaient de la fortune, ils s'adoraient, et ils savaient goûter les plaisirs délicats de la vie.

Elle l'appelait son grand innocent et le traitait presque comme si c'était lui la femme, et que l'homme, ce fût elle, bien qu'au physique comme au moral, elle éloignât parfaitement l'idée d'une erreur désobligeante de la nature. Mais elle avait de la décision dans l'esprit et dans le caractère, et cette qualité manquait un peu, ou paraissait manquer à son mari.

M. William *** était un timide, adonné aux mathématiques transcendantes, à la musique et à l'occultisme. A la vérité, ni magicien, ni mage. Ses recherches demeuraient purement spéculatives. Mais il possédait la plus riche bibliothèque occultiste et n'ignorait pour ainsi dire aucun des ouvrages intéressants en la matière.

Mystique de tempérament et par goût, il professait que toutes religions sont vraies ou le furent, *pour leurs croyants*, et vrais leurs miracles. Quand elles perdent leur vertu, ajoutait-il, c'est par l'indignité des prêtres qui font de leur sacerdoce un instrument ou un métier. Et c'est encore lorsque, pour des raisons mystérieuses, les âmes se déprennent, requises ailleurs. Car la religion veut la foi. La foi établit un commerce surnaturel entre des êtres d'un *autre monde* et nous. Quelle est leur nature ? Nous ne pouvons le savoir, puisqu'ils vivent dans un autre plan que nous. Au surplus, qu'importe ? Leur volonté, dans certains cas, a prise sur la nôtre, et la réciproque est sans doute vraie : on ne leur verrait point

cette avidité d'entrer en relation avec nous comme ils font, au témoignage certain de *faits* innombrables, s'ils n'y avaient intérêt ou plaisir.

Telles étaient, en bref, les idées dans lesquelles se complaisait la mysticité orientée au magisme de M. ***. Mais ses vingt-six ans enjoués, épris de sa jolie et gracieuse femme, ne s'absorbaient pas tellement dans ces idées de *l'autre monde*, qu'il ne donnât point à ce monde-ci toute l'ardeur de sa chaleureuse et saine jeunesse. Quand il était sur terre, certes, il faisait voir qu'il s'y trouvait bien.

J'ai dit qu'il était distrait. Et, en effet, on me rapporta de lui des traits assez bizarres, des *absences*, dont il rougissait, à ce qu'il paraît, comme un enfant pris en faute. C'est peut-être ce qui le rendait timide, comme s'il n'eût jamais été bien sûr d'être à quelqu'un tout entier.

Vint la guerre. Il eût pu, étranger, ne pas quitter son foyer. Il pensa qu'il se devait d'offrir sa vie à la France, qu'il aimait, et il résolut de s'engager. Cette détermination n'alla pas sans des larmes qu'il essuya, mais ne put tarir aux beaux yeux, couleur de glace d'un bleu pâle, de sa chère Antoinette. Il fut ferme contre ses supplications, quoiqu'il eût le cœur déchiré de l'affliger, et déchiré aussi de l'abandonner à l'anxiété suppliciante des quotidiennes craintes.

« — Ecoute-moi, disait la pauvre femme, écoute, Will chéri !... Je ne veux pas que tu t'en ailles, parce que tu mourras à la guerre, j'en suis sûre !... Tu seras tué, et jamais, jamais plus, si tu pars, je ne te reverrai. » Et elle sanglotait sur l'épaule de celui qui n'était plus déjà le rêveur innocent, mais le vaillant volontaire de la grande France aimée.

« — Mais si, petite folle femme, répondait-il avec un rire un peu forcé... Mais si, vous reverrez votre grand innocent, que les invisibles ont toujours protégé... Ce sont eux, méchante, qui vous ont mise sur mon chemin, ce qui est bien une preuve que mon bonheur est quelque chose qui les occupe ! »

Et comme elle pleurait encore, à sourds sanglots convulsifs, répétant : « Ne me quitte pas, mon Will ! » — « Antoinette, je suis *certain*, lui dit-il... Je suis si *certain* que vous me reverrez, que moi qui n'ai jamais donné ma parole légèrement, je vous l'engage, Antoinette, — et ici son ton fut solennel — parce que, à cette minute même, une voix intérieure m'assure que cette promesse, mon destin permettra que je vous la tienne. »

« — Et moi, fit Antoinette, mon Will bien-aimé, j'ai peur, oh ! j'ai peur !... Ah ! puisque rien ne te force !... Will chéri, suppliait-elle, j'ai, moi, le pressentiment que la guerre te sera fatale ! » Il lui ferma la bouche avec des baisers fiévreux, et leurs lèvres buvaient leurs larmes. Elle reprit, en joignant les mains, comme si, en même temps qu'elle lui parlait, elle priait : « Will... par une nuit glacée de décembre !... » — « Quoi, Antoinette ? Quoi donc ? » — « Oh ! si ! souviens-toi !... Ton père est mort un 22 décembre, au milieu de la nuit... Souviens-toi : Ton frère aîné est mort aussi un 22 décembre, au milieu de la nuit également... Souviens-toi : nous avons toujours tremblé, quand revenait la date fatidique. Et maintenant, elle va venir avec la guerre, la guerre tueuse d'hommes !... Je ne veux pas ! Je ne veux pas !... »

« — Non ! interrompit le jeune homme, et cette fois sans contraindre son cœur, mais avec une singulière sérénité, au contraire. Je vous le promets, mon doux amour, deux nuits auront passé depuis la nuit anniversaire que vous redoutez, et je vous tiendrai enlacée dans mes bras, comme je fais maintenant, et vous ne pleurerez pas, mais vous rirez de joie de ce que l'heure fatidique, cette année 1914 encore, n'aura pas sonné pour moi... Et maintenant, ma très chère et très sage petite amie, il faut me laisser faire ce que je crois mon devoir impérieux envers votre pays, qui est le mien aussi par mon amour pour vous, et par mon amour pour lui. » Quelques jours plus tard, le noble garçon contractait un engagement volontaire et était versé dans un régiment de ligne.

Le 21 décembre, on s'était battu avec acharnement aux lentours de la forêt de Bolante. Un furieux combat à la baïonnette s'était engagé entre nos braves soldats et les Allemands, qui n'avaient pas tenu devant leur irrésistible impétuosité. Nous n'avions presque pas de morts. A peine quelques blessés. Parmi ceux-ci, William *** était tombé le premier. C'était sur les quatre heures de l'après-midi, dans l'obscurité déjà à peu près complète. L'Américain se releva. Il ne souffrait pas. Il se fit lui-même, tant bien que mal, un pansement sommaire, et, la tête un peu perdue, les jambes vacillantes, s'efforça de regagner nos lignes. Il s'égara.

Il était arrivé à l'orée de la forêt. Il n'alla pas plus loin. Ses jambes ne le portaient plus. Epuisé, il s'affala et s'évanouit. Quand il rouvrit les yeux, la lune éclatante éclairait de sa fantasmagorique

lumière le vide du ciel pâle. Des groupes d'arbres émergeaient, les uns après les autres, de la pénombre équivoque où bientôt ils étaient replongés. Le blessé essaya de se soulever sur un coude et n'y put parvenir. Du sang traversa sa capote, mouillant sa main qu'il avait portée à l'endroit de sa blessure. Il appela : « A moi ! » Il croyait avoir crié. Un murmure seulement avait franchi ses lèvres. Tout à coup, il comprit qu'il allait mourir. Sans plus essayer d'émettre un son, mentalement il prononça le nom d'Antoinette. A ce moment, il entendit une musique dans l'air. C'était un motet d'un vieux maître français qu'il aimait beaucoup, et que, souvent, Antoinette lui jouait au clavecin. La veille de son départ encore, il avait voulu l'entendre. La suave musique se tut...

Alors une voix faible lui parla, une voix douce qui lui était familière et n'était pourtant ni celle d'Antoinette, ni celle d'aucune autre personne humaine : « Ton heure fatidique va sonner », dit la voix. Et il semblait, si doux était le son des paroles de la bouche invisible, que ce fussent les rayons lunaires qui s'étaient faits sonores... « Dans quelques instants, poursuivit-elle, elle aura marqué la fin glorieuse de ta jeune vie qui fut belle. »... — « Antoinette ! » gémit le mourant. — « Meurs en paix » dit la voix, Antoinette te reverra, comme tu le lui as promis... Ne m'as-tu pas reconnu et ne sais-tu pas qui je suis ? »... — « Qui ? » — « Toi-même !... Ne t'inquiète pas de ton corps périssable... Pendant qu'il sera gisant, tu vivras de cette autre vie que tu as entrevue quelquefois sur la terre, et il te sera permis d'*apparaître* quelque temps à ta femme. »... Alors William *** mourut, enveloppé dans le suaire d'argent que lui tissaient les rayons de la lune.

Le vingt-quatre décembre, dans l'après-midi, on frappait du poing, à grands coups redoublés, à la porte de l'exquise vieille maison seigneuriale que le jeune Américain avait achetée, trois mois avant la guerre, à X..., non loin de Paris. La bonne accourut, ayant reconnu la manière joyeuse de s'annoncer du maître de la maison. Et c'était William ***, en effet, qui, deux minutes après, étreignait sa jeune femme riant et pleurant tout à la fois : « Je suis de passage, lui dit-il... Je n'ai que deux heures à vous donner, mais nous en ferons une éternité, mon amour ! »

Madame *** se souvint de ces paroles qui n'avaient pourtant par elles-mêmes rien que de très ordinaire, quand la nouvelle lui arriva, quelque quinze jours plus tard, que son mari était tombé au champ d'honneur, dans une action aux environ de la forêt de Bolante.

Pour les circonstances qui accompagnèrent la mort de l'Américain William ***, si j'ai pu les rapporter avec une précision dont on s'étonnera, puisqu'elles n'eurent pour témoin que la froide lune d'un ciel de décembre, on saura tout à l'heure comment elles ont été connues — en vérité d'une manière presque aussi incroyable qu'en pourra paraître le récit lui-même. Ceux qui ne veulent à aucun prix qu'il y ait jamais eu rien de merveilleux dans le cours des existences humaines, mettront en avant des coïncidances, des complaisances inconscientes de l'imagination et, sur le tout, une erreur de date, cependant bien peu probable. Après cela, que ces incrédules obstinés sachent que la nuit même où il était tombé sur la terre glacée, la propre sœur de M. William ***, restée en Amérique et qui y habite encore, avait été la spectatrice épouvantée de la scène qui, télépathiquement déroulée devant son esprit, lui retraçait, dans tous leurs extraordinaires et pour elle incompréhensibles détails, les derniers moments de son frère. Doutant si elle était le jouet d'un effrayant cauchemar, ou si l'événement ne justifierait pas ce que son rêve lui avait montré, elle consigna, au réveil, sa vision par écrit. Ce ne fut que bien après la nouvelle du décès de son frère qu'elle fit part à sa belle-sœur de ce qu'elle en avait appris en rêve, quand cette dernière lui eut écrit, elle-même, qu'elle avait eu le bonheur de *revoir* son mari, bien que l'avis officiel fixât la date de la mort deux jours plus tôt.

Encore une fois, je n'espère nullement convaincre les esprits positifs. Mais ce que je puis dire, c'est que Madame *** a retiré une immense consolation du prodige auquel tout l'invite à croire, sans aucun doute possible, et que, depuis lors, bien que le mort bien-aimé ne se montre plus à elle, elle ne pense pas qu'il cesse d'être présent, partout où elle-même se trouve.

EUGÈNE HOLLANDE.

L'ABSORPTION DE L'AUTRICHE

Le récent voyage de Guillaume II à Vienne, voyage bref, rapide, mais bien rempli, a une fois de plus signalé la nature spéciale des rapports qui règnent, depuis le début de la crise européenne, entre les gouvernements allemand et autrichien. Il n'est pas exagéré de soutenir qu'il y

a eu absorption de celui-ci par celui-là, et que l'empire des Habsbourg a subi la même diminution morale, la même privation d'autonomie, que l'empire ottoman.

Il y a un an, on parlait surtout de la désagrégation de l'Autriche-Hongrie. Les défaites qu'elle avait éprouvées sur deux de ses frontières, au sud-est et au nord-est, les menaces qui s'accumulaient contre elle sur d'autres, la fermentation des nationalités comprimées au dedans et qui escomptaient son désastre : tout laissait supposer qu'elle ne tarderait pas à se décomposer. Qu'en devait-il subsister, lorsque tous les éléments ethniques soucieux de se soustraire à la tutelle allemande ou magyare, soit pour vivre isolés, soit pour s'associer aux peuples environnants, auraient repris leur liberté d'allures ? Un territoire étroit et une population médiocre. Il reviendra probablement, et d'ici peu, une heure, où cet émiettement de l'Etat austro-hongrois apparaîtra non plus comme une éventualité lointaine, mais comme une possibilité immédiate. L'Italie revendiquera son domaine ; la Serbie aura son retour de fortune, qui est dans la nature des choses ; la Roumanie ne pourra garder jusqu'au bout une neutralité impuissante et qui ruinerait ses espérances traditionnelles ; la Galicie irait rejoindre une Pologne indépendante ; les Tchéco-Slovaques et les Yougo-Slaves ne se résignent pas à demeurer tributaires de la bureaucratie policière, qui les opprime depuis tant d'années. L'idée de la disparition de l'Autriche-Hongrie, du moins d'une Autriche-Hongrie puissance de premier plan et suzeraine de peuples ni allemands ni magyars, a fait son chemin dans le monde, même auprès de ceux qui tenaient jadis sa stabilité et son prestige pour indispensables à l'équilibre continental. Et ce n'est point la consolidation temporaire, provisoire et factice, que la chancellerie de Berlin et l'état-major du Kaiser ont réussi à assurer à la monarchie de Habsbourg — qui doit écarter l'hypothèse de cet évanouissement. Avec beaucoup d'arguments et qui ne laissent pas d'être sérieux, on pourrait conclure que ce réveil artificiel de force n'est que le prélude de la catastrophe suprême.

*
* *

A l'heure où j'écris, l'Autriche-Hongrie n'est plus qu'une province allemande. Depuis plusieurs mois, on ne cesse d'opposer l'unité de direction, qui se manifeste dans le camp de nos adversaires, à la pluralité d'influences qui caractérise l'action des Alliés. La France, la Russie, l'Angleterre, l'Italie, si elles poursuivent une fin commune, éprouvent à chaque instant le besoin de se concerter, pour subordonner certaines visées particulières ou certaines conceptions propres à cet objectif général : il en résulte des tâtonnements, des débats, des lenteurs qui, parfois — (et les récents déboires balkaniques en sont une preuve), — ont été préjudiciables à la cause de l'Entente. De l'autre côté, il y a eu plus de netteté et plus de rapidité dans l'exécution, mais si le moteur unique de la coalition, qui est l'Allemagne, commet une faute, il ne se trouve personne pour la signaler et la rectifier ; si le pouvoir directeur de la Quadruple-Alliance austro-turco-germano-bulgare subordonne à ses appétits les intérêts les plus évidents des trois Etats dirigés, nul contrepoids, nulle résistance n'agit pour réfréner son égoïsme oppressif. Point d'égalité entre les gouvernements qui nous combattent ; mais l'un d'eux commande et les autres obéissent, ou mieux, l'un d'eux prend des décisions sans avoir consulté les autres. Ici l'erreur devient irréparable, comme dans le régime de la monarchie absolue lui-même ; et comme, dans l'autocratie, la liberté, la dignité, l'honneur des citoyens sont systématiquement dédaignés et foulés aux pieds, ici la liberté, la dignité et l'honneur des peuples mis en tutelle sont sacrifiés au bon plaisir de la chancellerie, qui s'est arrogé l'autorité, et qui en use jusqu'à l'abus.

A la vérité, l'Allemagne qui traite si cavalièrement l'Autriche aujourd'hui, ne lui a jamais prodigué les égards. Même au temps où Bismarck venait de signer avec le cabinet de Vienne le traité qui l'enchaînait, et dont la conclusion suivit de près la séparation du congrès de Berlin, il faisait volontiers des politesses un peu irritantes à la Russie, l'antagoniste de l'Autriche dans les Balkans. Avec cette duplicité diplomatique qui domina toute son œuvre, il avait passé cette fameuse contre-assurance, dont il était si fier et qui devait à la fois retenir le tsar et maîtriser les velléités autrichiennes, si jamais elles pouvaient renaître. Après la retraite du Chancelier de Fer, ses successeurs ne surent pas poursuivre son jeu. On dit que Guillaume Ier, à son lit de mort, avait supplié son petit-fils de ne jamais faire la guerre à la Russie. Il sembla à certains moments, que Guillaume II eût compris la pensée profonde de cette politique, mais plus il aggravait sa mainmise sur la cour de Vienne et plus, par la force des choses, il était entraîné à tendre ses relations avec le gouvernement tsarien : il ne restait point l'arbitre bienveillant entre les deux em-

pires, qui se disputaient la prépotence en Orient. Il pesait de plus en plus lourdement sur les conceptions diplomatiques et militaires de l'alliée du Sud-Est, qui devenait une puissance inféodée, — et, par suite, épousait toutes les querelles de cette alliée. D'ailleurs, à cette évolution des rapports austro-allemands, avait correspondu une évolution générale de l'Europe, qui avait ruiné définitivement le système de la contre-assurance.

C'est surtout à dater de 1905 que l'Allemagne — François-Joseph vieillissant, — accentue sa volonté de direction. L'Autriche à Algésiras n'est que le « brillant second », et Guillaume II adresse à Goluchowski des compliments si humiliants pour l'orgueil cisleithan et transleithan, que le ministre résigne ses fonctions. En 1908, le cabinet de Vienne n'annexe la Bosnie-Herzégovine qu'avec l'assentiment et les promesses de concours de la Wilhelmstrasse, et quand la Russie manifeste quelque colère, Guillaume II fait blanc de son épée et envoie Pourtalès formuler des menaces bien senties. D'Ærenthal, qui a succédé à Goluchowski, sera sacrifié à son tour, parce qu'il n'est pas assez souple, au gré du chef des Hohenzollern. L'empereur allemand traite les ministres des Affaires étrangères de Vienne comme ses premiers commis, et tient pour attentatoire, à sa majesté toutes velléités d'indépendance de leur part. Au surplus il prépare, — dit-on alors, un grand remaniement de l'Europe orientale, avec l'archiduc héritier François-Ferdinand, dont il flatte la femme, la duchesse de Hohenberg, exclue par avance du trône et mécontente de sa destinée. Sommes-nous ici dans le domaine de la fiction ? Il s'est trouvé des écrivains, dont nous ne saurions contrôler ni contester les dires, mais qui passent pour sérieux, — pour prêter aux deux princes, l'un régnant, l'autre destiné à régner, des combinaisons imprévues. Guillaume II eût annexé les provinces allemandes de l'Autriche, avec Vienne, Linz, Salzburg et Insbrück, et François-Ferdinand eût gouverné les Tchèques, les Hongrois et les Slaves du Sud, ajoutant la Serbie, le Monténégro, l'Albanie, la Macédoine, que sais-je encore ? aux parties de l'héritage des Habsbourg qu'il eût recueillies. C'est ce plan qu'aurait anéanti l'attentat de Sarajevo, et c'est la destruction de ce programme que le Kaiser pleurait, plus encore que la mort de l'archiduc, quand il s'écriait en apprenant le drame : « Voilà 25 ans d'efforts à terre. »

*
* *

Il aurait alors poussé à la guerre européenne pour réparer le désastre, qu'il subissait personnellement. Cette explication vaut ce qu'elle vaut. Toujours est-il que Guillaume II, en menant du fond de son cabinet l'intrigue, dont Berchtold semblait le principal acteur, éprouvait une fois de plus la puissance de sa maîtrise, de sa domination sur l'Autriche. Cette conflagration au surplus devait dans sa pensée, et par la force même des choses, lui livrer totalement l'empire danubien dont il connaissait toutes les faiblesses.

Peut-être les échecs austro-hongrois, qui marquèrent les huit premiers mois de la lutte, furent-ils plus prompts et plus graves qu'il n'avait supposé. Il ne croyait ni à une aussi rapide avance des Russes vers les Carpathes, ni à un effondrement aussi retentissant de Potiorek sur la Koloubara. Il avait pris ses mesures pour contenir les nationalités de la double monarchie, qui pourraient être tentées de revendiquer leur indépendance. La Hongrie, par Tisza, qui était fier de jouer un grand rôle, même lamentable et désastreux, lui était acquise et comptait sur son aide, pour en finir à tout jamais avec le Serbisme. La Bohême était plus ou moins, de par sa situation géographique, sous le feu des canons allemands. Comme, dès la première heure, elle avait marqué quelque flottement et même, — dans les grandes villes, — protesté contre la guerre, les cours martiales autrichiennes avaient atrocement sévi contre les Tchèques. Fusillades en masse, pendaisons, condamnations de toute espèce contre les personnes et sur les biens se succédèrent sans interruption. Les hommes politiques et les écrivains les plus éminents de Prague, de même d'ailleurs que ceux de Brünn, de Laybach, de Trente, d'Agram, de Trieste, avaient été appréhendés avec cette promptitude, où excelle traditionnellement la police des Habsbourg. Guillaume II eût été fort en peine de seconder directement François-Joseph, dans cette œuvre de répression, en Croatie, en Dalmatie ou en Carniole; mais dans le quadrilatère, il était presque chez lui : un corps d'armée saxon et un corps d'armée bavarois furent chargés de surveiller la Bohême, prêts à y faire irruption, si les Tchèques se dérobaient aux commandements de la cour de Vienne.

La Hongrie faillit, en dépit de ses espérances, et dès la fin de 1914, infliger de durs mécomptes au Kaiser. Cruellement éprouvée par la guerre, la population transleithane réclamait la paix, et ses gouvernants, si autoritaires fussent-ils, sentaient venir l'heure où il leur faudrait céder. Saura-t-on jamais quels propos Guillaume II et Tisza échangèrent dans les conciliabules fameux,

u'ils tinrent en cette période critique, et quelles romesses le ministre obtint du souverain? L'ac-on de l'empereur d'Allemagne et celle de sa iplomatie furent à ce moment, en Autriche, d'une xceptionnelle intensité. Non seulement il était écessaire de triompher des défaillances du per-onnel dirigeant et de prolonger la lutte, mais ncore il semblait urgent d'arracher, à la Cisle-anie et à la Transleithanie, des concessions ter-toriales et politiques capables de désarmer l'Ita e et la Roumanie. Bülow à Rome, d'autres émis-nires à Bucarest, avaient mandat de dire que rançois-Joseph consentait à se dépouiller au pro-t des deux irrédentismes. La double tentative houa plus ou moins, pour des motifs sur les-uels il n'y a point lieu de s'appesantir, mais ce ui nous intéresse, c'est que Guillaume II avait sposé en maître de domaines, qui ne lui appar-naient point.

Il est vrai que ses soldats allaient — pour un mps, — sauver l'Empire danubien. Hindenburg Mackensen, en quelques mois, repoussaient armée russe des Carpathes sur la Duna et le ripet; puis Mackensen, traversant en toute te la Hongrie, conquérait la Serbie ; François-seph, s'il avait encore assez de lucidité pour mprendre les choses, voyait deux de ses enne-is sur trois chassés de sa frontière, le troisième ntinuant sa marche. Or à ce double succès, les ectifs autrichiens ne prenaient qu'une part mé-ocre, épisodique même, cantonnés dans d'étroits rritoires en Galicie ou dans le Sandjak de Novi-azar. Ils n'apparaissaient plus que comme des éments d'appoint.

L'Autriche-Hongrie, en dépit du recul russe du recul serbe, a fléchi à nouveau au cours s dernières semaines. Sa résistance, galvanisée moment, est encore une fois brisée. La crise s vivres, plus douloureuse chez elle que dans Empire germanique, ses pertes énormes et qui nt induite à lever des hommes de 55 ans, ses fficultés ethniques intérieures qui se sont aggra-es en Bohême, en Croatie, en Bosnie, en Dal-atie, en dépit de toutes les exécutions, — sa pé-rie d'argent qui est évidente : tout a contribué développer en elle une lassitude qui la para-se, à répandre un désir de paix qui se trahit à ille indices. Le journal officiel de la Social-mocratie allemande, le *Vorwaerts*, se borne montrer qu'il serait sage pour l'Allemagne de nger aux négociations finales ; mais le journal ficiel de la Social-Democratie autrichienne, l'*Ar-iter Zeitung* a ouvert une campagne véritable ur réclamer la clôture des hostilités. La main-mise de Guillaume II sur la cour de Vienne s'exerce d'autant plus aisément, que ce grand corps bureaucratique de l'Empire danubien n'a plus ni consistance, ni volonté, ni orientation propre. Les généraux austro-hongrois, frappés les uns après les autres, soit pour incapacité personnelle, soit pour des raisons plus mal définies, sont en sous-ordre ; les généraux allemands commandent et n'épargnent même aucune humiliation à leurs collègues devenus leurs subalternes : rien ne caractérise mieux cette situation que le rôle assigné à Mackensen en Serbie. Les diplomates autrichiens sont relégués dans la pénombre : Berchtold a disparu un beau jour sans motif visible, comme avant lui Goluchowski et d'Aerenthal, probablement parce qu'il n'avait pas obéi assez vite à Guillaume II. Burian aura tôt ou tard le même sort. Il n'est pas maître de ses gestes ; il n'en répond ni devant le Reichsrath ou les Délégations qui n'ont pas été réunis depuis 16 mois, ni devant François-Joseph, qui a perdu, paraît-il, les derniers vestiges de ses facultés intellectuelles, — mais devant le souverain germanique. Tantôt celui-ci le mande à son quartier général : tantôt, comme le 29 novembre dernier, il accomplit un voyage précipité à Vienne, mais dans l'un et l'autre cas, il notifie ses volontés qui doivent être exécutées sans répit. Les agents diplomatiques de l'Autriche chez les neutres marchent humblement dans le sillon des agents allemands : à part Dumba, qui dut quitter Washington, parce qu'il imitait trop servilement Bernstorf, ils n'ont pas d'histoire : ils ne comptent pas. Même en matière financière, Berlin a supplanté Vienne, jadis grand marché d'emprunts, dans la coalition : c'est dans la première de ces capitales que le ministre des Finances bulgare Tontcheff, a été négocier récemment un nouveau prêt, et que la Turquie sollicite les cinquante millions de francs qui lui sont indispensables.

***

L'Allemagne, en opérant sa mainmise sur une Autriche fatiguée et démoralisée, l'a réduite au rang d'une province ou d'une colonie. Elle a recouru ici aux mêmes procédés que dans l'Empire ottoman : dislocation et suppression des rouages originaux, nouvel encadrement des troupes, interdiction de toute initiative, subordination, non seulement militaire, mais générale. Elle agit avec la même raideur mécanique, avec la même arrogance dans la forme, avec le même mépris des idées et des hommes. Peut-être à l'heure où j'écris,

le ministre allemand à Bucarest promet-il à M. Bratiano la cession de la Transylvanie et de la Bukovine, en échange de sa neutralité prolongée. Les décisions de Guillaume II sont communiquées à la chancellerie de Vienne, lorsqu'elles sont arrêtées, et il ne serait pas surprenant que le Kaiser ouvrît, par un acte personnel, le démembrement de l'Etat des Habsbourg.

L'Autriche s'est placée d'ailleurs dans une telle condition que si elle secouait cette tutelle, si elle essayait de vivre sa vie propre, elle s'effondrerait sur-le-champ. Supposez que l'Allemagne la livre à elle-même : elle est immédiatement débordée sur toutes ses frontières, tandis que la dissociation interne, malaisément contenue jusqu'ici, éclate avec fracas. Elle pourrait, il est vrai, en déchirant les pactes qu'elle a conclus, signer des paix séparées, mais à quel prix et avec quels risques de révolution ? Elle aurait à compter non seulement avec ses adversaires, mais aussi avec son allié de la veille, qui serait peut-être de tous le plus âpre à la curée.

Guillaume II a-t-il oublié les grands projets qu'il roulait jadis, à Miramar, ou ailleurs, avec l'archiduc François-Ferdinand ? A-t-il renoncé aux provinces allemandes de la Cisleithanie ? Sa mainmise sur l'Empire danubien prépare-t-elle un démembrement, dont il serait le premier bénéficiaire ? Problèmes graves, actuels et obsédants. On en vient à se demander si l'Autriche-Hongrie aurait plus d'intérêt à une victoire ou à une défaite allemande, et l'on en conclut, après mûre délibération, que dans les deux hypothèses, son sort sera désastreux. L'Allemagne victorieuse voudrait se récompenser du concours militaire qu'elle aurait donné, de la proteciton qu'elle aurait exercée : le pangermanisme, qui a travaillé de longue date les provinces limitrophes de la Bavière, ne laisserait peut-être pas échapper l'occasion tant attendue de réaliser son programme: le reste du domaine, que François-Joseph léguera au jeune archiduc Charles-François-Joseph, le couloir vers Constantinople et Salonique, demeurerait terre vassale et serait approprié aux besoins politiques et économiques de la Grande Germanie... ; et si, comme il est infiniment plus probable, la coalition austro-turco-bulgaro-allemande succombe sous les coups de la Quadruple-Entente et de ses alliés, et aussi à la poussée d'autres facteurs, l'Autriche-Hongrie aura le destin que nous lui avons prédit il y a des mois déjà, ou tout au moins ses chances d'y échapper seront bien minces : elle connaîtra à la fois l'amputation au profit des Etats voisins de l'Est et du Sud, et la destruction de la servitude, qu'elle faisait peser sur les nationalités slaves, à l'intérieur. Elle paiera de toute façon très cher, à échéance immédiate ou un peu plus tard, ses complaisances pour la chancellerie berlinoise, l'abandon de son indépendance, les fautes multiples qu'elle a commises par orgueil féodal ou par incurie bureaucratique. Lorsqu'un Etat se laisse absorber par un autre, il s'interdit toute possibilité de réveil, toute faculté de résurrection, et l'Autriche-Hongrie, la plus factice, la plus monstrueuse des agglomérations de peuples, pouvait moins encore qu'aucun autre, trahir ainsi son impuissance et sa vétusté.

PAUL LOUIS.

UN CHEVALIER CHRÉTIEN : CONSTANTIN BRANCOMIR (1)

Mais si François Coppée a voulu donner au caractère de Constantin une douceur féminine, il n'a pas voulu l'affadir, lui enlever sa mâle et héroïque beauté... Dans un premier manuscrit du drame, Militza laissait éclater son amour en un gazouillis charmant, en un mignon bavardage d'« pauvre oiseau » un peu puéril, que le poète a courageusement sacrifié, après réflexion, en réduisant la cantilène amoureuse de trente-deux vers à douze.

Voici, à titre de curiosité, les « coupures » (2)

CONSTANTIN

Sois mille fois bénie, enfant tendre et sauvage,
Qui de l'homme brutal as subi l'esclavage
Et vu sur toi le flot de la honte écumer,
De garder ce naïf et doux besoin d'aimer !
Je dois cacher à tous le secret qui m'opprime,
Mais, victime, je suis aimé d'une victime ;
Et s'il t'était connu, mon effrayant secret,
Je sens que ta pitié pour moi redoublerait,
Et que j'aurais de toi, dans mes sombres tortures,
Des mots encor plus doux, des fleurs encor plus pures.
Va, ton instinct fait honte à tout l'esprit humain.
Le chien du meurtrier lui lèche encor la main.

MILITZA

Laissons le temps garder le passé dans ses gouffres.
Je t'aime, voilà tout, et je sais que tu souffres.
Je sais, je sais encore, — et c'est délicieux ! —
Que mes yeux se levant tendrement vers tes yeux
Y font naître un regard attendri ; que ma lèvre
Se posant sur ta main en calme un peu la fièvre.

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 23, 1915.
(2) Acte IV, scène III.

Que sur la plaie à vif qui cause tes douleurs
Tu me laisses verser le baume de mes pleurs,
Et que, devant moi seule, — ô chose exquise à dire!—
Ton pauvre cher visage, où mourut le sourire,
D'un rayon fugitif s'éclaire encore un peu,
Comme un ciel de tempête où paraît un coin bleu !
Hélas! puisqu'au moment où ta douleur est pire,
J'ai le pouvoir béni de l'apaiser, respire
Le parfum de mon cœur à tes genoux semé.
Savoure longuement la douceur d'être aimé!
Laisse monter vers toi le parfum de mon âme !
Qu'importe ton secret ? Je t'aimerais infâme,
Oh! pardonne et connais ma folie, il le faut !
Oui, lorsque tu devrais mourir sur l'échafaud
J'irais, quand du bourreau retomberait l'épée,
Prendre un dernier baiser à ta tête coupée !
Oh! te prendre un baiser et mourir! Divin jour!
Imagine, pour voir jusqu'où va mon amour,
Les plus noires horreurs, les plus basses misères...
Je t'aimerais, lépreux, pour laver tes ulcères...
Je t'aime, je t'adore, et c'est comme cela !
Et lorsque je me dis, vois-tu, que je suis là,
Que je touche ta main, ta main chère et bénie,
Il me court dans le sang une joie infinie,
Qui ne peut, même au Ciel du Prophète, exister,
Et qui remplit mon cœur à le faire éclater ! (1)

Donc François Coppée a supprimé ces vers, et il faut l'en féliciter. Il a préféré resserrer le dialogue, prêter à Constantin un langage plus sobre. Comme Corneille, il a pensé que l'amour doit être relégué au second plan, passer, un instant seulemet, das un bruit de sérénade (1)... Le poète sen

J'ai le cœur troublé par l'orage.
Pleurer serait délicieux.
Ma brune aux airs d'oiseau sauvage,
Viens donc me baiser sur les yeux.
Ne t'envole pas, infidèle,
Je suis trop malheureux, ce soir.
Descends vers moi, brune hirondelle,
Descends bien vite, il va pleuvoir.

timental des *Intimités*, veut faire, cette fois, un drame de caractère. Il veut garder à son héros l'attitude sévère d'une pure et noble statue.

François Coppée préférera, par la suite, remplacer cette romance un peu fade par la jolie berceuse des « papillons », et la faire chanter par une femme, Sophia.

*
* *

Constantin, docile aux enseignements de l'Eglise, se reconnaît débiteur de Dieu, de son père, de sa patrie. Chacun d'eux est pour lui, à sa manière, auteur et providence: sans Dieu il ne serait rien ; sans son père et sans sa patrie, il ne serait pas ce qu'il est ; la constitution, le tempérament, les qualités de son être, c'est à son père, après Dieu et après sa patrie, qu'il les doit. A chacun il doit donc un culte fait d'estime, de respect, d'obéissance et d'amour, mais un culte réglé selon l'excellence de chacun et la grandeur de ses bienfaits (1). Constantin accomplira tous ces devoirs, rendra tous ces cultes à leur place, à leur rang, « selon l'ordre », dans la perspective de Dieu.

Il fera comme Jeanne d'Arc, qui disait : « Dieu d'abord servi », et répondait à ceux qui lui reprochaient d'avoir abandonné ses parents, pour aller combattre les Anglais : « *Il y avait grande pitié* au royaume de France. » Lui aussi, il songe d'abord à la foi du Christ et à son pays.

Mais, en même temps, il adore son père, d'un tendre et profond amour filial. Quand ses soldats accourent lui annoncer la nouvelle :

Grande joie à toute âme chrétienne!
La diète a nommé roi le saint évêque Etienne!,

Constantin, quelle que soit l'emprise de la religion sur son cœur, pense tout de suite, et d'abord à son père, souffre pour son père:

Mon pauvre père!

Lorsque Militza, qu'il aime pourtant d'une affection tendre et délicate, dont il a pitié, lui dit timidement de se méfier de tous, « et même de son père », à ce mot il entre en fureur : « Mon père!... Misérable esclave ! » Il lève le bras, il va la frapper comme un chien : « Mon père ! c'est affreux ! Mon père !... c'est atroce !... Oh ! soupçonner mon père... »

Il l'aime profondément ; il l'honore aussi comme le vaillant défenseur de la foi et de la patrie. Il le place, dans son cœur, sur un piédestal... Devant l'évidence même, il refuse de croire à sa trahison.

...Si mon père!... oh! non, c'est trop infâme!,
Vendait ainsi son Dieu, sa patrie et son âme!
...L'épier, moi!... Grand Dieu!..
L'espionner!... Mais c'est pour le sauver peut-être.

Oui, ce soldat chrétien, songe, avant tout, au salut de l'âme, à l'honneur de son père.

...Ce soir, pour sauver tout le pays chrétien,
Ainsi que votre honneur, mon père, et que votre âme,
Devant vous,malgré vous,j'y viens mettre la flamme...
Je veux sauver, — car Dieu m'en demandera [compte —
Mon pays du malheur, mon père de la honte...

Il n'a point prémédité son crime. C'est seulement lorsque Brancomir lui crie :

(1) Vers inédits du manuscrit primitif.
(2) Dans le manuscrit primitif, Benko, l'espion turc, chantait, en s'accompagnant sur la guitare:

(1) Cf. la doctrine exposée par Saint-Thomas dans la Somme théologique.

...« Sache-le, malgré tes colères d'enfant
« On n'allumera pas ce bûcher, moi vivant!

Que ce mot : « vivant ! » éveille en son cerveau, pour la première fois, l'idée du meurtre... Alors il voit que pour sauver l'Europe chrétienne et son pays de la barbarie turque, il n'y a pas d'autre moyen à prendre, qu'il lui faut tuer son père. Comme le héros de Corneille s'écriant :

Qui peut m'ôter l'honneur craint de m'ôter la vie! »

il préfère l'honneur de son père à la vie de son père ; il songe, avant tout, à l'honneur de sa maison. C'est précisément parce qu'il a le sentiment profond de la piété filiale qu'il commet le parricide, et qu'il s'intitulera, en une expression singulièrement belle dans sa hardiesse : « Pieux assassin ! filial meurtrier ! »

Mon père ! mais c'est lui qu'en frappant j'ai sauvé.
... — Son honneur fut sauvé par ma sentence.

« *Justicier parricide* » (1), c'est ainsi que François Coppée appellera lui-même son héros. Constantin, en tuant son père, accomplit un acte de justice, atroce, il est vrai, mais enfin il fait son devoir.

Oui, je songe au devoir qu'il faut que je remplisse.

Ce devoir, il est net et clair.

J'en suis sûr ! j'ai bien fait. Oui! je devais frapper...
J'avais droit de juger, j'avais droit de punir!
Et je devrais toujours garder ce souvenir
Baigné dans ta clarté pure et sans défaillance,
Lampe de ma pensée intime, ô conscience!

Aussi il n'a pas hésité... Chevalier chrétien, il s'en remet au jugement de Dieu.

Dieu nous voit et préside au champ clos! Qu'il décide.
Vous êtes les témoins, astres, regards de Dieu.
Mais devant ce cadavre et devant cette flamme,
J'ose vous regarder et vous montrer mon âme.
Mon père allait trahir sa patrie et sa foi!
Etoiles, j'ai tué mon père!... Jugez-moi.

*
* *

Ainsi Constantin a sauvé sa patrie ; mais il n'a pu la sauver qu'en tuant son père, lui, le chrétien, si soucieux de conserver la pureté de son âme. Désormais le souvenir de son action empoisonnera toutes ses pensées.

Il prie, en se frappant le cœur d'un dur caillou.

Sa conscience ne lui reproche rien. Mais son acte de justicier n'en est pas moins un parricide.

(1) Il le désigne ainsi dans ses conférences inédites.

Oui, je suis innocent, mais je ne peux plus vivre.
Le chrétien ne peut pas porter la main sur soi;
Mais tu me vois souffrir, mon Dieu! délivre-moi!

Il a le besoin chrétien de l'expiation, du sacrifice... Dieu va l'exaucer. Bazilide, la veuve perfide de Michel, a conservé le firman turc, sur lequel sont apposés, en signe d'alliance, le sceau du sultan et celui des Brancomir : « C'est Constantin, dit-elle, qui a accepté le pacte, qui a livré les Balkans aux ennemis. Il me proposait d'être sa complice. Je sauve la patrie et je dénonce le scélérat. » Constantin pourrait se défendre. Mais il lui faudrait rendre public le crime tenté par son père, avouer son acte de justicier parricide, tuer son père une seconde fois en ternissant sa mémoire. Il pouvait le tuer pour sauver le pays ; quand il s'agit de le tuer pour se sauver soi-même, il ne le peut pas. Il peut sauver, au contraire, la mémoire de son père, par son silence et par sa mort. Il se taira et il mourra. . A toutes les questions du vieil évêque roi, qui le supplie de se défendre, il reste muet.

Je ne puis me sauver qu'en accusant mon père,
Et je ne serai pas parricide deux fois.
Ta gloire vit encore... Je resterai muet...

Et Constantin Brancomir, accomplira son sacrifice, car ce n'est pas trop de l'affreuse injustice de son sort pour racheter l'énormité de son crime... Il l'accomplira dans la résignation, la douceur, le silence, en martyr chrétien, qui croit au dogme de la rédemption des péchés du monde par le Christ innocent, qui croit en la valeur féconde du sacrifice et de l'expiation, en la solidarité humaine, en la réversibilité des mérites et des crimes...

Cachons la trahison! cachons le parricide!
Je demandais la mort. La voici. Je veux bien.
. . . . . .
O Seigneur ! pour finir tous les maux que j'endure
Je consentais d'avance à la pire torture!
Tu la choisis atroce... Allons! Subissons-là.
. . . . . .
Il est bon que je meure, il est bon que j'expie.
Il est juste à présent que je me sacrifie
Et sauve ton honneur, en te donnant ma vie.
Je suis quitte envers toi. J'ai lavé — tout est bien!
Ton crime dans ton sang, ta gloire dans le mien.

La statue de son père, désormais purifiée par son sang répandu, pourra ainsi lever le front dans les étoiles.

Et pourtant la torture du héros est grande ; ce qui le fait surtout souffrir, c'est de voir son patriotisme méconnu comme François Coppée le lui faisait dire dans ces vers (1).

(1) Vers du manuscrit primitif, supprimés par la suite.

O Jésus, à ce point seras-tu donc sévère ?
N'ai-je donc pas encor gravi tout mon calvaire ?
Après ce que j'ai fait pour toi, pour mon pays,
Entendre mes soldats crier que je trahis!...
Horreur!

Quand il apprend qu'au lieu d'être mis à mort, il vivra

Enchaîné pour toujours au bas du piédestal
Où son père surgit dans l'éternel métal,

Il a un mouvement de révolte.

Mon père! Il devrait être à la place où je suis.

Mais tout de suite il se ressaisit, il reprend son rôle de victime expiatoire.

O Seigneur, soutiens-moi! Dieu, donne-moi la force,
Que je puisse accomplir ma tâche jusqu'au bout.

Comme les martyrs chrétiens, c'est dans sa foi qu'il puise la force de la résignation, et de la douceur dans la résignation.

Mon père, jusqu'au bout je porterai ma croix.

Mais Militza va lui épargner les longues tortures de la dégradation, en le tuant d'un coup de poignard, avant de se tuer elle-même... L'évêque roi, qui est un saint, qui a fait des miracles, a comme le pressentiment de la vérité. Il a toujours tenu Constantin pour bon chrétien, pour vaillant Slave; loin de le condamner définitivement, il a le sens surnaturel du mystère, et, reconnaissant les imperfections et les défaillances de la justice humaine, il s'en remet à la justice de Dieu, l'éternelle réparatrice...

La foule s'indigne de ce que, par la mort trop prompte de Constantin, le crime échappe au châtiment.

...Peut-être répond à voix basse l'évêque.

Dieu seul fera justice à ce couple qui dort.
Prions pour son repos et respectons la mort.

Ces graves et religieuses paroles, semblables à celles du chœur antique de la tragédie grecque, terminent dignement ce beau drame, ou plutôt cette noble tragédie. Car ce qui fait précisément la beauté de l'ouvrage, c'est le caractère de Constantin, simplement et fortement conçu, vigoureusement logique à la façon des héros de Corneille, observant coûte que coûte, fût-ce aux dépens de leur propre vie, la hiérarchie des cultes et des devoirs, comme le Cid, Horace et Polyeucte.

JEAN MONVAL.

LES
RÉCITS DE GUERRE DANS BALZAC (1)

La vie intense qui anime ces récits de guerre épars dans la *Comédie Humaine* est due à trois causes ; trois éléments la constituent. En premier lieu la documentation recueillie par l'écrivain auprès des témoins, des acteurs de cette époque héroïque ; ensuite le souci extrême où il est de compléter cette documentation, de la contrôler par tous les moyens en son pouvoir, enfin la puissance d'évocation de son regard, de sa vision intellectuelle.

Il convient d'abord, pour apprécier pleinement l'œuvre de Balzac considéré comme historien, de n'oublier ni ses origines, ni le milieu où son génie s'est épanoui. Un Balzac, un Napoléon, ne sont-ils pas les fruits de leur siècle ? Représentons-nous donc le jeune Honoré de Balzac sortant à quatorze ans de l'espèce de prison nommée Collège de Vendôme où il vient d'être interné pendant sept ans par la rigueur d'une mère qui n'a pour lui qu'une médiocre affection. Le voici revenu au foyer paternel, à Tours, où son père tient une place éminente comme administrateur de l'hospice général, place que lui a valu l'amitié d'un Préfet d'Indre-et-Loire, le général Baron de Pommereul. Les relations de la famille sont presque exclusivement militaires. Nous sommes en 1813. Le soleil impérial se voile lugubrement. Peut-il être, même dans la douce Touraine, d'autres préoccupations publiques que la guerre ? La France déjà lasse vit entre deux ordres de sentiments, le souvenir de vingt ans de gloire, l'appréhension d'un avenir inquiétant. C'est dans ce milieu que le jeune collégien de Vendôme, échappé du monde artificiel où il a vécu jusqu'ici, va pour ainsi dire, naître une seconde fois, naître à la vie rételle. Comment ce tendre cerveau doué d'une si grande impressionnabilité, ne serait-il pas imprégné d'esprit militaire ? Imagine-t-on ce que devaient être les conversations de ces lycéens, presque tous fils de militaires, futurs officiers promis à l'armée de Napoléon, pendant cette année 1813, l'année de Leipzig !

Puis la famille Balzac quitte Tours, en 1814, et vient à Paris où Bernard Balzac a été nommé à la direction des vivres de la première division militaire. Honoré achève ses études dans une institution du Marais comme externe, c'est-à-dire qu'il est fatalement mêlé à la vie publique, comme doit

(1) V. la *Revue Bleue*, n° 23, 1915.

l'être un jeune homme d'âme ardente et curieuse, pendant la décisive Campagne de France et les Cent-Jours. Il a vu défiler dans les Champs-Elysées Cosaques et Uhlans, il a vu un gouvernement intérimaire livrer Napoléon à l'Angleterre et la France aux Bourbons. Et il a seize ans, un cerveau d'homme, une sensibilité féminine, il vit dans un cercle où Bonaparte est encore Dieu : Pour Honoré il le sera toujours, alors même que la fréquentation de Mme de Berny aura incliné ses opinions politiques vers la légitimité. L'ombre colossale de l'Empereur hante ses rêves et ses veilles, domine son œuvre. A Madame Hanska il écrit le 24 octobre 1833 : « Ma belle vie secrète me console de tout, tu frémirais si je te disais toutes mes angoisses que, *comme faisait Napoléon sur le champ de bataille*, j'oublie... »

Le 10 mai 1834, il lui écrit encore : « J'ai tant d'affaires que le diable avec ses cornes ne s'en tirerait pas, mais je suis un démon à trois cornes, *de la race, mais un peu dégénérée, de Napoléon.* »

Le 5 février 1844 : « Quatre hommes auront eu en ce demi-siècle, une influence immense, Napoléon, Cuvier, O'Connel ; je voudrais être le quatrième. »

Ces considérations expliquent suffisamment la place énorme que Napoléon, son génie, son œuvre tiennent dans la *Comédie Humaine*. Les Scènes de la vie militaire, telles que Balzac les avait conçues, telles qu'il en a tracé le plan, eussent été une véritable histoire de l'Empire, s'il avait eu le temps de l'écrire : mais il y apportait une conscience si méticuleuse qu'il lui aurait fallu vingt ans encore de travail pour l'achever. Ne fallait-il pas qu'il visitât par lui-même les champs de bataille de son héros ? On en pourrait citer cent témoignages. En voici un : En 1834, il projeta d'aller retrouver à Vienne Mme Hanska et il lui écrit : « J'ai bien besoin de voir Vienne. Il faut que j'aie exploré les champs de bataille de Wagram et d'Essling avant le mois prochain. J'ai surtout bien besoin des gravures qui représentent les uniformes de l'armée allemande et j'irai les chercher. Ayez la bonté de me dire seulement si cela existe. »

Sa correspondante eût été en droit de lui dire : « Ce n'est donc pas exclusivement pour moi que vous viendrez à Vienne ? » Et si elle ne l'a pas dit, elle a dû le penser.

Aucun combat ne devait être décrit dans les *Scènes de la vie militaire* sans que l'auteur en eut ainsi, avant toute description, visité le théâtre. On sait avec quel soin il *situait* chacun de ses récits. A cette précision dans le document se superpose sa prodigieuse vision, cette faculté de seconde vue qui faisait vivre devant ses yeux les personnages nés de son imagination et revivre ceux dont il évoque les heures dramatiques.

Il s'est lui-même analysé et décrit dans *Louis Lambert* en termes définitifs :

« A l'âge de douze ans, dit-il, son imagination, stimulée par le perpétuel exercice de ses facultés, s'était développée au point de lui permettre d'avoir des notions si exactes sur les choses qu'il percevait par la lecture seulement, que l'image imprimée dans son âme n'en eut pas été plus vive s'il les avait réellement vues ; soit qu'il procédât par analogie, soit qu'il fût doué d'une espèce de seconde vue par laquelle il embrassait la nature.

« En lisant le récit de la bataille d'Austerlitz, me dit-il, un jour, j'en ai vu tous les incidents. Les volées de canon, les cris des combattants retentissaient à mes oreilles et m'agitaient les entrailles ; je sentais la poudre, j'entendais le bruit des chevaux et la voix des hommes ; j'admirais la plaine où se heurtaient des nations armées, comme si j'eusse été sur la hauteur du Santon. »

Cette vision, cette extra-lucidité, il veut les communiquer à ses lecteurs : Il écrit à Mme Hanska dès 1833 :

« La *Bataille* viendra après le *Médecin de campagne*. Là j'entreprends de vous initier à toutes les horreurs, à toutes les beautés d'un champ de bataille : ma bataille, c'est Essling. Il faut que dans un fauteuil un homme froid voie la campagne, les accidents de terrain, les masses d'hommes, les événements stratégiques, le Danube, les ponts, admire les détails et l'ensemble de cette lutte, entende l'artillerie, s'intéresse à ces mouvements d'échiquier, voie tout, scrute, dans chaque articulation de ce grand corps, Napoléon, que je ne montrerai pas ou que je laisserai voir, le soir, traversant dans une barque le Danube. Pas une tête de femme, des canons, des chevaux, deux armées, des uniformes. A la première page, le canon gronde, il se tait à la dernière. Vous lirez à travers la fumée et, le livre fermé, vous devez avoir tout vu instinctivement et vous rappeler la bataille comme si vous y aviez assisté... »

Il était de taille à se mesurer avec cette ambition redoutable ; il l'a prouvé dans vingt épisodes épars dans son œuvre qui justifient ce jugement d'un de nos plus éminents contemporains :

« Certes, *la Guerre et la Paix* de Tolstoï est un admirable livre, a dit M. Paul Bourget, mais comment ne pas regretter la peinture de la Grande Armée et de notre grand Empereur par Balzac, notre Napoléon littéraire ? »

*
* *

La fâcheuse expérience de son *Cromwell* raté avait prouvé au jeune écrivain que le drame historique n'était pas sa voie, que la forme dramatique ne s'accommodait pas des exigences de la précision historique. Il fera donc désormais de l'histoire sous les apparences du Roman. *Dom Gi-*

gidas est vraisemblablement son premier essai. C'est l'histoire d'un jeune gentilhomme provincial à la Cour de Mazarin, c'est l'étude de la société divisée par le schisme. Balzac, petit-fils d'Albigeois, n'a-t-il pas des souvenirs de famille transmis de proche en proche sur cette époque de guerres civiles ?

Mais son plan s'élargit bien vite : c'est celui qu'il expose par l'intermédiaire de d'Arthez dans *Illusions perdues*, et que nous avons cité plus haut. Dès lors les épisodes historiques vont se multiplier sous sa plume. Il nous montrera Louis XI, dans *Maître Cornélius* et dans ses *Contes Drolatiques* ; il fera revivre une Catherine de Médicis de grande allure dans le *Martyr Calviniste*. Sa théorie de la Volonté, de l'Autorité s'accommode de ces deux figures, royales selon ses goûts.

La Révolution lui inspire de belles pages : *Un épisode sous la Terreur* met en scène Sanson, l'exécuteur de Louis XVI, *le Réquisitionnaire* est une scène de la vie de province, au fort de la tourmente, un des plus petits tableaux qu'ait peints Balzac, un des plus parfaits.

L'Auberge Rouge, nous mène sur les bords du Rhin pendant la campagne de 1798, une *Passion dans le Désert* nous entraîne dans l'Egypte avec l'expédition de Bonaparte en 1799. Les *Chouans* sont un tableau vigoureux, coloré, mouvementé de la guerre civile en Bretagne.

Et voici venus l'Empire et l'Empereur. Dans *Une ténébreuse affaire*, Balzac nous montre Napoléon sur le champ de bataille d'Iéna, la nuit qui précède la bataille (1806). Il a daigné y donner audience à Mlle de Cinq-Cygne, venue pour lui demander la grâce de Michu, et la scène est grandiose.

Puis, revenant en arrière, dans un épilogue qui a pour objet apparent d'expliquer l'origine de cette erreur judiciaire, Balzac nous fait assister à une séance secrète des politiciens du Directoire, où Carnot, Sièyès, Talleyrand, Fouché, conspirent sur l'attitude qu'il convient de prendre à l'égard de Bonaparte, à l'heure même où il livre la bataille de Marengo. Vaincu, ils sont résolus à l'immoler à leurs ambitions respectives ; vainqueur, ils ont hâte de se soumettre à son joug. C'est la genèse de l'Empire, condensée en une scène qui est presque une scène de théâtre avec la vraisemblance en plus, une vraisemblance qui est peut-être la vérité, car l'écrivain avait sur toute cette époque des renseignements très précis : son père n'avait-il pas été quelque peu mêlé à la politique révolutionnaire ?

Avec le *Colonel Chabert*, nous assistons à la sanglante bataille d'Eylau (1807). Ces pages déjà sont classiques. La campagne de 1809, que Balzac eut voulu peindre et raconter, (c'est son sujet de prédilection) il ne l'a pas traitée, ou du moins nous ne possédons rien de ce qu'il a pu écrire. Par contre la guerre d'Espagne lui fournit le sujet de plusieurs épisodes des plus dramatiques — tels les *Marana*, *El Verdugo*. Le héros de la *Grande-Bretache* est un officier espagnol prisonnier sur parole dans Vendôme, et dans *Echantillon de causerie française*, il y a encore une anecdote, l'histoire du Capitaine Bianchi, qui atteint à l'horrible.

1812. C'est la campagne et la retraite de Russie. C'est le commencement des revers, c'est la revanche de la fortune que Napoléon semble avoir défiée jsuque là. Les lamentables et sinistres incidents de cette désastreuse expédition durent avoir un long retentissement dans le cœur de la France et les survivants en prolongèrent la cruelle sensation qui devait être encore fraîche et vibrante à l'heure où Balzac amassait les matériaux de son œuvre. Aussi en trouverons-nous la répercussion dans maint épisode de la *Comédie Humaine*.

C'est la confession du Commandant Genestas dans le *Médecin de Campagne* et, dans ce même ouvrage, la présentation des deux vieux soldats Gondrin et Goguelet, deux épaves glorieuses et obscures de la grande Retraite. C'est encore une tragique aventure que Balzac attribue au général de Montriveau (*Autre étude de femme*) : c'est enfin et surtout *Adieu*. *Adieu*, c'est toute la retraite, son horreur et ses grandeurs, résumée en un seul épisode du passage de la Bérésina. Jamais la puissance d'évocation de Balzac ne s'est manifestée avec une pareille intensité, à ce degré de vérité qui fait dire : « Vous croyez y être ! » Cette courte étude d'histoire romanesque suffirait à elle seule à assurer la survie d'un écrivain. Mais avec Balzac on n'est pas à un chef-d'œuvre près !

L'année 1813 se rappelle à nous dans la *Comédie Humaine* par le magistral tableau d'une revue passée par l'Empereur aux Tuileries, la dernière, à la veille de son départ pour la campagne que devait clore la formidable bataille de Leipzig.

La chute de Napoléon, l'écroulement de son empire et l'affaissement momentané de la France, n'ont pas fourni à Balzac de scènes, d'épisodes directement pris sur le vif des grands faits historiques de 1814 et 1815, ou du moins ces scènes sont restées à l'état de projets. Mais il a fait plus et mieux peut-être pour sa gloire et notre satisfaction. Toutes les études qui composent la *Comédie Humaine* et dont l'action est postérieure à 1815, c'est-à-dire la plus grande partie de l'œuvre, n'est en somme qu'une fresque immense où il a peint la société française au lendemain de l'Empire, telle

qu'elle sortait des serres de l'Aigle et se reconstituait sous l'influence de la pensée impériale, malgré l'étiquette royaliste du gouvernement imposé à la nation. Ses principaux personnages ont traversé l'ère républicaine et l'ère napoléonienne. Ses grands premiers rôles tels que le général Montcornet (*Les Paysans*), le général de Montriveau (*Les Treize*) les frères Hulot (*La Cousine Bette*) Maxence Gillet et Philippe Bridau (*La Rabouilleuse*), etc... sont des soldats de l'Empire. Ses policiers Peyrade et Corentin ont débuté sous la République et travaillé sous les ordres de Fouché. En un mot l'Empire et l'Empereur sont toujours et partout présents, alors même qu'ils ne sont pas visibles, dans l'œuvre de Balzac, comme ils le furent dans la société qu'il a si fidèlement décrite (et non inventée comme on l'a plaisamment mais injustement dit et répété), au point qu'il est permis de conjecturer que, précédant son époque, peut-être la poussant, il a sans doute été inconsciemment, lui, fervent défenseur de la Royauté traditionnelle, un des agents de la reconstitution de l'Empire : — *Mens agitat motem !*

L. DE ROYAUMONT.

L'INVASION DE L'ÉGYPTE
et
L'ATTAQUE DU CANAL DE SUEZ

Quand la Turquie entra dans le conflit actuel, l'Allemagne espérait de ce concours longuement préparé, un dérivatif important en Asie. Dépassant même les limites géographiques d'un objectif militaire, si vaste fut-il, le Kaiser voulait, grâce à la guerre sainte solennellement déclarée, allumer un immense incendie dont l'Angleterre et la France devaient pâtir gravement dans toutes leurs possessions d'outre-mer. Visant aussitôt une région essentielle de la puissante armature sur laquelle s'appuyait l'incontestable supériorité des Alliés, l'Allemagne s'étant acquis le concours effectif du Sultan, provoqua l'attaque du canal de Suez. Réussir dans cette entreprise, si audacieuse fût-elle, et pour cela aussi d'ailleurs, n'était-ce pas porter à notre ravitaillement en hommes et en chevaux, en munitions et en approvisionnements un coup des plus sensibles. C'était aussi livrer l'empire des Indes aux incertitudes d'imprévus toujours possibles, puisque les sanctions pratiques éventuelles se trouveraient alors d'autant plus inefficaces que le cœur de l'empire britannique serait moins capable d'une réaction rapide et salutaire.

Proportionnant les moyens au but, l'expédition fut méticuleusement préparée. Sous les ordres de Djemal pacha, ancien ministre de la marine et irrédentiste notoire auquel fut adjoint un allemand, von Trommer pacha, le premier janvier 1915 une force importante se mettait en marche vers l'ouest dans le but de menacer le canal de Suez. Il y avait quatre divisions Nizam (1er banc) et environ deux divisions de la deuxième ligne. En plus, 16.000 bédouins irréguliers avaient été groupés et joints à une inportante fraction de la division du Hedjaz. L'armée de Syrie désignée aussi sous le titre de IVe armée prêtait toute son artillerie. Tel était le noyau des effectifs auxquels incombait la lourde charge de menacer les communications de l'Empire britannique en troublant le libre usage du canal de Suez.

En dehors de cela des reconnaissances ottomanes avaient poussé des pointes hardies vers l'Egypte afin de fixer avec précision le commandement sur l'état des routes et les réserves en eau représentées par le rendement des sources. C'était là, en effet, les deux éléments principaux sur lesquels devaient pouvoir compter les chefs d'une aussi audacieuse invasion. Une fois de plus, comme aussi dans toute la campagne coloniale des Alliés contre l'Allemagne, la nature des contrées, la nocivité du climat, l'éloignement de tout centre de production venaient donner à cette entreprise une signification qu'il ne faudrait pas mesurer seulement au chiffre des effectifs engagés.

Des batteries d'artillerie lourde furent jointes à l'expédition, ce qui ne simplifia point la question des transports, d'ailleurs remarquablement résolue par un Albanais auquel on confia cette charge capitale. Ce fut, en effet, à Roshan bey que nos ennemis durent d'avoir pu réussir cette tentative en elle-même formidable de lancer de fortes colonnes avec tous leurs approvisionnements en vivres et en munitions à travers ces impressionnants espaces désertiques. Puisqu'il fallait tenter la traversée du canal, tout un matériel encombrant de barques et de pontons était nécessaire. L'ennemi sut pourvoir à toutes ces nécessités.

Lancer ces convois armés vers l'ouest n'était pas toute la tâche incombant à l'adversaire. La proclamation de la guerre sainte n'avait pas produit l'union de l'Islam montant à la charge contre l'emprise européenne et les Turcs pouvaient avoir à compter avec les Arabes non ralliés à leur cause. En Syrie particulièrement les sympathies françaises restaient fortes et agissantes. Aussi, avant d'aborder et le désert et les Anglais, nos en-

nemis devaient assurer les flancs de leurs convois contre des raids probables. Avec l'allongement des lignes de communication, ce danger irait croissant. En outre, une rupture de la ligne de ravitaillement serait d'autant plus grave que, progressant vers son but, l'adversaire serait plus éloigné de ses bases.

On en était là dans les préparatifs du côté turco-allemand, quand les Anglais, sans éprouver de grands soucis pour la sûreté du canal de Suez, se préparaient cependant à faire face, même contre ce qui semblait alors improbable.

Nos Alliés disposaient en Egypte de forces considérables. Voici qu'elle en était la composition. Un corps d'armée constitué d'Australiens et de Néo-Zélandais renforcé par une division du Lancashire. Il y avait, en outre, une brigade montée de Yeomanry. A cet ensemble, il faut ajouter de nombreuses troupes originaires de l'Inde comprenant de la cavalerie et de l'infanterie. Cet appoint représentait presque la valeur d'un corps d'armée

Telles étaient les forces en présence. Mais une fois de plus nous retrouvons l'Angleterre devant la même tâche d'improvisation. Régiments nouvellement constitués sous les ordres d'officiers sans expérience. Une fois encore aussi se présente le cas auquel la guerre actuelle nous habitue, c'est-à-dire le spectacle d'hommes que les événements ont subitement arrachés à leur foyer, dont la formation militaire est à peine ébauchée et qui s'entraînent presque face à l'ennemi. Après quelques semaines on obtient ce qui, en temps de paix, réclamait de longs mois de préparation. Il arriva que, grâce à leur bonne volonté, tous ces hommes, réalisèrent de rapides progrès. Bientôt, ces éléments se trouvaient fondus en de solides unités sur lesquelles on pouvait désormais compter.

Dès le début de 1915, les Indiens furent placés en première ligne. Derrière eux, les Anglais continuaient leur entraînement.

Tandis que les troupes étaient ainsi disposées on s'occupait de pourvoir à l'organisation défensive des abords du canal. S'inspirant de l'expérience déjà acquise depuis la déclaration de guerre, l'Etat-Major britannique fit creuser des tranchées, les rattacha les unes aux autres par des couloirs bien protégés. L'ensemble des installations furent reliées par le téléphone.

*
* *

Le Canal de Suez, rappelons-le, commencé le 25 avril 1859 fut terminé le 17 novembre 1869. Il mesure 162 kilomètres de long. Sa largeur varie entre 68 et 100 mètres et sa profondeur est d'environ 8 m. 50. Afin de permettre le croisement des vaisseaux allant de la Mer Rouge à la Méditerrannée, ou inversement, on a établi 13 postes de garage qui se trouvent principalement aux environs d'Ismailia.

La direction générale du canal est Nord au Sud

Le tracé rencontre cinq lacs. Au septentrion le Menzaleh, à l'Orient le lac Amer, et entre eux le Ballah et le Timsah aident au passage des navires. Enfin la traversée des lacs est facilitée grâce aux indications données le jour à l'aide de nombreuses bouées et la nuit par des phares qui égrènent leur chapelet de lumières.

Tel était l'objectif très précis poursuivi par l'ennemi. En cas de succès, l'Egypte, le Caire s'offraient aux coups de l'adversaire.

D'autre part, l'attaque se menait suivant une direction générale de l'Est à l'Ouest.

But et dispositions étant ainsi précisés, quelles furent les dispositions tactiques prises par les adversaires ?

Nous pouvions utiliser nos moyens de combat terrestres et maritimes. C'est ce qui fut fait.

En effet, dès la déclaration de guerre à la Turquie, une flotille de croiseurs et de torpilleurs vinrent sillonner les côtes de la Syrie et de l'Arabie. Trois vaisseaux surtout se firent remarquer par leurs interventions utiles. Ce furent le croiseur *Minerva* jaugeant 5.750 tonneaux et filant 21 nœuds armé de 11 pièces de 152, de 8 du calibre 76, puis les destroyers *Savage* et *Scourge* dont le tonnage est de 900 tonnes, filant 27 nœuds et munis de une pièce de 102 et de deux canons de 76.

Le rôle de la marine était ici nettement déterminé. Si l'ennemi progressait assez pour menacer réellement le canal, les vaisseaux croisant en Méditerranée ou sur la Mer Rouge devaient venir s'embosser dans le canal ou se fixer au milieu des lacs jalonnant le trajet. Ils donneraient ainsi à la défense terrestre l'appui d'une puissante artillerie et d'autant plus efficace que doués de mobilité, malgré le peu d'espace libre pour leurs évolutions, ils échapperaient au repérage de l'ennemi. Surtout grâce à la prédominance de leur calibre, nos canons pourraient maintenir l'artillerie adverse assez distante du canal pour qu'elle fut incapable de l'atteindre par ses projectiles.

Avant de se conformer à ce rôle, les marins de guerre franco-anglais pouvaient contrarier la préparation ennemie en tenant sous leur menace, les rivages qu'elles longeaient dans leurs croisières. En effet, si l'on examine la carte que constate-t-on ? Constantinople demeurant le point de départ

de l'action turque, celle-ci reposait sur l'utile emploi des lignes ferrées devant conduire à pied d'œuvre les troupes dirigées contre le canal de Suez. Or, les voies utilisables contre l'Egypte passent à la pointe du golfe d'Alexandrette et descendant vers le Sud. Particulièrement entre le village de Pajas et l'Alexandrette, routes et chemins de fer pouvaient être commandés par l'artillerie navale.

A grands traits, le golfe d'Alexandrette semble dessiné par le croisement de deux lignes dont l'une va de l'Ouest vers l'Est et coïncide avec la Silicie, l'autre monte du Sud au Nord et correspond à la Syrie septentrionale.

L'Histoire se répète une fois de plus. Le Danube vient d'être forcé aux « Portes de fer ». La Germanie s'élance vers l'Orient par ces mêmes voies que déjà suivaient les Romains de Trajan. Ici l'antique chemin des migrations voisin des flots bleus de la baie d'Alexandrette devait aussi être encore emprunté par les soldats dont l'incroyable audace voulait menacer l'Egypte.

Les Turcs à tout hasard engagèrent leurs convois en suivant le littoral. Une division entière se glissa près d'Alexandrette. Et ce qui mieux est, elle put passer sans mal. Comment cela fut-il possible, pourquoi n'y eut-il pas là un seul des vaisseaux dont la grise silhouette courait sur les flots en bordure de la Syrie ? L'avenir se chargera de le dire. Quoiqu'il en soit, le mal était fait quand le 17 décembre, le croiseur protégé *Doris* apparut devant Alexandrette, un peu à la manière de carabiniers d'Offenbach ! Il s'empressa, il est vrai, de démolir à coups de canons les ponts coupant la route et le chemin de fer entre les deux points que nous avons indiqués, Pajas et Alexandrette. En outre, le commandant anglais réclama des Turcs la destruction de tout ce qui, dans la région, représentait la moindre utilité militaire Il l'obtint à la suite de palabres un peu ridicules où le vaudeville ne fut pas oublié. Il eût mieux valu se trouver là quelques jours avant et plusieurs milliers d'hommes avec leur armement n'eussent même pas pu toucher l'Egypte au lieu qu'ils furent capables d'atteindre le voisinage immédiat du canal de Suez.

Après qu'eussent été démolis routes et voies ferrées se croisant près d'Alexandrette, par des visites plus fréquentes de navires anglais ou français, nous nous assurions de l'impossibilité pour l'ennemi de se servir des moyens de communications passant dans ce coin du pays.

L'ennemi avait autant qu'il le pouvait mis Alexandrette en état de défense. Des tranchées furent creusées, des pièces d'artillerie amenées sur le front dessiné par le littoral.

Le croiseur anglais *Philomel* détruisit une longue tranchée turque où une soixantaine de soldats perdirent la vie.

Il se produisit différentes interventions des navires alliés. Elles eurent pour effet de contrarier les mouvements de troupes jusqu'au moment où le plan de l'ennemi se dessina.

Choisir un point d'attaque, en détourner l'attention de l'adversaire par des feintes reste une des formes de combat toujours employées. Les progrès de la stratégie et de la tactique, l'aide d'un armement perfectionné n'ont rien changé à cette vieille manière. Il en fut ainsi dans l'offensive turque contre le canal de Suez.

Là où se trouve la frontière séparant l'empire turc de l'Egypte, la Méditerranée et le golfe d'Akaba sont distants d'environ 220 kilomètres. C'était sur cette ligne que les bases ennemies devaient être établies.

Les Turcs lancèrent 3 colonnes contre le canal. L'une suivit le littoral méditerranéen. C'était la colonne Nord. L'autre, la colonne du Sud, partant de la pointe du golfe d'Akaba se dirigea vers la ville de Suez. Entre les deux, une colonne importante choisissait comme direction la partie médiane du canal.

Ces trois forces distinctes avaient chacune un but bien défini, mais d'importance inégale ainsi qu'on le verra.

Disons immédiatement que les attaques menées au Sud et au Nord devaient dans la pensée du colonel bavarois Kress von Kressenstein, auteur du plan de campagne, détourner l'attention des Anglais. La véritable offensive incombait à la colonne centrale.

En examinant la topographie des abords du canal on constate qu'entre Tussum et Sérapeum, situés au sud d'Ismailia, le terrain offre un minimum de résistance au passage des troupes. De plus, et nous n'en serons pas étonnés puisqu'en fait les Allemands avaient la haute main sur l'expédition, grâce à un service d'espionnage bien organisé l'ennemi connaissait la répartition des troupes britanniques. Or, et c'est là un sujet d'étonnement, cette région centrale était presque dégarnie de troupes. Quoiqu'il en soit, la colonne Nord avait sa base à El Arish, c'est-à-dire sur un point immédiatement voisin de la côte. Partant de là, elle se dirige en droite ligne sur El'Kantara, à la pointe méridionale du lac Menzaleh. Il y avait là réunis deux régiments d'infanterie appuyés par deux batteries d'artillerie, une batterie de mon

tagne en plus de nombreux éléments de cavalerie renforcés de mitrailleuses.

Autour de ces effectifs circulaient dans un va-et-vient très actif des forces irrégulières. Ne regardant pas aux moyens les Allemands en avaient confié le commandement à un certain Muntaz bey qui croit-on bien était un ancien brigand ayant tenu longtemps les montagnes dans les environs d'Alexandrette.

Parallèlement à la marche de ce contingent, la colonne du Sud progressait aussi vers l'Ouest. Sous les ordres d'Escherey bey, un régiment d'infanterie, renforcé de quelques compagnies indépendantes et de 1250 irréguliers, se dirigeait droit sur la ville de Suez. D'après les estimations contrôlées, l'attaque du Nord était menée par 5.900 hommes et celle du Sud avec l'appoint de 3.150 soldats.

Ces deux corps expéditionnaires devaient en réalité, comme nous l'avons dit, non point faire une attaque à fond, mais détourner l'attention des Anglais. A la colonne du centre, forte de 32.000 hommes et composée en plus de trois régiments d'infanterie d'une force d'artillerie importante, revenait la charge d'effectuer une vigoureuse offensive. Un officier allemand, le colonel von Trommer en avait pris le commandement. Espérant bien réussir et non pas faire qu'une démonstration comme l'ennemi l'a prétendu au lendemain de son échec, cette colonne avait emmené 2 bataillons du génie et une compagnie de pontonniers. Faisant flèche de tout bois, von Trommer avait placé sur les ailes de ses troupes plusieurs centaines d'irréguliers grâce auxquels il espérait se mettre à l'abri d'une attaque de flanc prononcée à l'improviste par les Anglais.

Enfin, avant d'en venir aux incidents de la bataille elle-même, il reste à parler de l'élément essentiel de toute cette expédition c'est-à-dire des moyens de transport. L'entreprise ennemie contre le canal de Suez reste remarquable, malgré son échec, par la perfection avec laquelle les Turcs organisèrent leurs convois. N'était-ce pas le côté un peu invraisemblable de l'expédition que l'audace de l'adversaire se lançant à travers des immensités de sable, sans aucun centre de ravitaillement naturel, ne pouvant point se procurer d'eau potable. Malgré cela, si le succès n'avait dû dépendre que de la manière dont ils dominèrent ces difficultés naturelles, leur entreprise aurait abouti.

Chaque régiment disposait de 250 à 260 chameaux. Emmenant des canons de gros calibre, des bœufs y furent attelés.

Puisqu'il s'agissait de passer le canal, des bateaux en fer galvanisé longs de 8 mètres furent emmenés.

Ainsi put se réaliser cette fantastique équipée d'une armée forte de plusieurs milliers d'hommes allant au pas lent de bœufs traînant l'artillerie, tandis que de toutes parts, la stérilité et le manque d'eau constituaient pour elle une menace constante.

Le 11 janvier, la colonne centrale s'ébranlait. Onze jours après, ses hommes de tête atteignaient déjà Moia Harab à 35 kilomètres du canal.

En même temps, la colonne du Sud progressait et le 21 janvier au soir se trouvait à Ain Sudr. Dès le 26, la liaison était établie entre ces deux forces qui allaient menacer Ismailia. En même temps, la colonne Nord attaquait dans les environs d'El Kantara.

Le 27 janvier, l'action devenait générale. Les trois corps expéditionnaires se trouvaient de front sur les bords du canal.

Si nous examinons l'ensemble des faits en partant du point le plus septentrional attaqué, c'est-à-dire d'El Kantara, puis en descendant vers le Sud, voici ce qui se passa. La colonne cherchait à réaliser son objectif qui, nous l'avons dit, consistait uniquement dans une feinte. L'attaque fut poussée avec vigueur. Les fils de fer tendus devant les tranchées de nos Alliés furent même atteints par quelques fantassins turcs. Mais là devait se borner leur avance qui, finalement, se transforma en fuite quand les canons du *Clio* de l'amirauté britannique commencèrent à tonner.

La colonne Sud se dirigeait sur Kubri, non loin de Suez. Elle s'avança hardiment, mais bientôt sous la violente riposte des Indiens, ses premières lignes devaient se replier.

Entre ces deux démonstrations extrêmes venait se placer la véritable attaque dirigée contre Ismailia. A vingt-trois kilomètres de là environ, se trouve un immense étang appelé Er Rigm. Il servit de ralliement au gros des forces centrales avant l'attaque. Le 1er février une division et demie d'infanterie fut lancée contre le canal entre Serapeum et Tussum. Ces contingents se buttèrent à des forces hindoues et anglaises appuyée par une vingtaine de canons. Le 2 février, à travers une de ces furieuses tempêtes, dont ces régions ont le secret, qui soulèvent des nuages de sable et rendent l'atmosphère irrespirable, les défenseurs les plus avancés du canal prirent contact avec l'ennemi. Cependant trois régiments turcs parvenaient à pousser jusqu'à 6 kilomètres à peine du canal. Malgré le feu de nos Alliés, les pontonniers progressèrent au prix de pertes sensibles.

Plusieurs parvinrent jusqu'à l'eau, portant ces longues barques de fer qu'il avaient pu ainsi amener à pied d'œuvre à travers les obstacles du désert. La nuit avait ramené le calme. Soudain l'ombre est trouée par la clarté de bombes lumineuses. Aussitôt l'artillerie britannique tonne et les mitrailleuses unissent leur voix grêle au bruit sourd des canons. Poussant de l'avant, les Turcs peuvent mettre à l'eau plusieurs bateaux. Déjà ceux-ci ont gagné le milieu du canal, portant de vraies grappes humaines. Mais troués par les obus, criblés de balles, ils coulent avec leur charge vivante. Dès lors, l'action se généralisait.

Le canal était occupé par d'importantes forces navales. Les cuirassés *Swistsure*, *Océan*, les croiseurs *Minerva*, *Clio*, appuyaient les navires français, le *Requin*, le *D'Entrecasteaux* et le vaisseau anglais *Hardinge* flanqué de deux torpilleurs qui les avaient devancés sur les lieux du combat.

Malgré tout, les Turcs s'entêtent, mais l'artillerie des navires balaye leurs rangs. Ce fut alors que, passant à l'offensive, des troupes indiennes chargèrent à la baïonnette, tuant plusieurs centaines d'ennemis.

Le lendemain, le feu de nos canons maintenaient les Turcs à plus de 1.500 mètres des avant-postes que nous avions fait passer sur la rive Est du Canal. Mais, ne voulant pas reconnaître l'échec d'un aussi pénible et long effort, les Turcs s'acharnaient encore. On en vint au corps à corps sur la première ligne de feu située de l'autre côté de l'eau vers l'Est. Le 4 février tout était terminé.

Les pertes anglaises furent de 117 tués et blessés. Quant aux Turcs ils perdirent 900 tués ou noyés, 656 prisonniers et 2.000 blessés.

Dès le 6 février, avant l'aube, les patrouilles britanniques et les reconnaissances aériennes n'avaient plus à constater que la retraite complète et générale de l'assaillant.

Dans cette affaire, la Grande-Bretagne put se convaincre de l'excellence des troupes que lui avait données l'Inde. En fait, ce furent celles-ci qui intervinrent surtout et avec une vaillance et un esprit de discipline remarquables.

Ainsi les trois attaques parallèles menées par les Turcs s'étaient bien liées à travers les 150 kilomètres de front délimités par les deux colonnes extrêmes réunies grâce au corps expéditionnaire central sur lequel reposa le poids de la véritable attaque.

De tous ces événements que faut-il retenir et ce sera là notre conclusion ? Il serait puéril d'insister outre mesure sur l'échec de Turcs commandés par des officiers allemands. Gagner de nouvelles batailles importe seul. Mais en s'inspirant de tout l'« imprévu ! » que nous a réservé la campagne germano-bulgare dans les Balkans, songeons à tirer une conclusion pratique de cette première attaque contre le canal de Suez. L'Allemagne proclame vouloir atteindre l'Angleterre en Egypte. N'ayant pu la menacer utilement de ces points-là du littoral français qui sont restés loin de son atteinte, le Kaiser se flatte d'offrir aux Anglais un combat digne d'eux sur le continent africain. Ne disons plus, ce qu'on a trop fait, que telle et telle éventualité est irréalisable. Retenons, ce qui mieux vaut, qu'avec des moyens malgré tout limités et n'en faisant à tout prendre qu'un dérivatif à l'action générale, des Turcs organisés par l'Allemagne, ont atteint les bords du canal de Suez. Grâce à leurs préparatifs méthodiques, ils ont pu traverser le désert et venir lier leur lame avec celle des défenseurs du Caire.

En attendant, sous l'unique et indiscutée autorité de Guillaume II, se prépare une campagne nouvelle contre l'Egypte. A s'en rapporter à des informations qui paraissent sérieuses, voici quelques précisions.

Depuis plusieurs semaines, un important matériel de briqueterie et de tuyautage a été expédié en Syrie, sous la direction de contremaîtres d'une briqueterie de Har-Keuy (Corne d'Or). Il doit s'agir de l'établissement d'une canalisation à travers la presqu'île du Sinaï.

En outre, dans les ateliers de Hassim-Pacha, on fabrique de petites roues d'aéroplanes à palettes, probablement destinées à rouler sur le sable.

Enfin, les dépôts de l'Asie Mineure enverraient jusqu'à 55 % de leurs effectifs vers les gares d'embarquement à destination de la Syrie.

Aux experts autorisés de dire pourquoi et comment, quoiqu'elle fasse, l'Allemagne ne pourra menacer utilement le canal de Suez. Il s'est trouvé aussi des prophètes, d'ailleurs tous démentis par les événements, pour déclarer impossible ce qui, depuis, est devenu réalité. La guerre actuelle porte encore chaque jour davantage aux surprises, voilà pourquoi soutenir la Serbie à temps, paralyser les Bulgares à temps, interdire au Kaiser le chemin de Constantinople à temps, eût mieux valu que d'envisager aujourd'hui les moyens de défendre de nouveaux territoires quand il importe seulement de savoir comment nous reprendrons ceux qui nous ont été ravis.

CHARLES STIÉNON.

Le Propriétaire-Gérant : PAUL FLAT.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

Du 1er Janvier au 31 décembre 1915

Absorption de l'Autriche (L' —), 626.
Agitation en Angleterre (Les causes de l' —), 189.
Agence internationale des prisonniers de guerre à Genève (L' —), 333.
Alcoolisme. (La guerre et la lutte contre l' —), 82.
Alexandrette, port syrien, 283.
Allemagne (La faillite du christianisme en —), 423. — (L' — nouvelle dans l'œuvre de M. Marcel Prévost), 516. — (Le personnel gouvernemental en —), 519. — (Le rêve oriental de l' —), 528. — (Les difficultés intérieures de l' —), 594.
Allemands (Liège sous les —), 304.
Ambitions allemandes (La vie littéraire : Les —), 600.
Ame allemande (La vie littéraire : La nouvelle —), 533.
Ame française (La gravité de l' —), 124.
Ame humaine (Les deux pôles de l' —), 25.
Ames de combattants : Les enfants d'Hussein-Bey, 321. — Soldats japonais et officier russe,354. — Le soldat Sémenov, 464, 500, 525, 566.
Amour de la France dans la poésie anglaise contemporaine (L' —), 540.
An de diplomatie (Un —), 338.
Angleterre (Les causes de l'agitation en —), 189.
Après quarante-quatre ans (pièce en deux actes), 225, 264.
Arras Reims, Soissons, —, Noyon et Laon. Préservation et restauration), 248.
Art belge (L' — au Musée du Luxembourg), 186.
Assassins de l'âme (poésie), 7.
Autriche (Le sort de l' —), 152. — (L'Absorption de l' —), 626.
Aviation (Le problème de l' —), 417, 492.
Ballons dirigeables (Le Grand Frédéric et les —), 27.
Balzac (Les Récits de guerre dans —), 605, 633.
Barrès (Maurice) (Mobilisation de M. —), 449.
Beethoven (Pour qu'on joue —), 490. — (Dialogue avec les Morts : — et Richard Wagner au camp des Alliés), 568.
Belgique (L'avenir de la —), 257. (La — et les petites nations), 398.
Bismarck intime en 1870, 311.
Bourdaloue (En lisant —), 378.
Bulgares (L'Origine des Turks et des —), 587.
Bulgarie (La — et la guerre), 366.
Bulletin de quinzaine, 1, 17, 33, 49, 65, 81, 97, 113, 129, 161.
Cambon (M. Jules), 563.
Canal de Suez (L'invasion de l'Egypte et l'attaque du —), 636.
Canons de Lorraine, 210.
Carnet allemand((Un —), 60, 76.
Casques à pointe (Avec les —), 143.
Catholiques allemands (Le réquisitoire d'un catholique germanophile contre les —), 363.
Centime de guerre (Le —), 452, 543.
Chamberlain (Les déments du pangermanisme. M. Houston Stewart —), 342.
Chansons et Littérature scolaires allemandes (La Source empoisonnée —), 574.
Christianisme (La faillite du — en Allemagne, 423.
Chronique des livres, 319, 383, 448.
Classe pendant la guerre (Une —), 413.
Colonie d'émigrés en Russie (Un projet de — (1792-1799), 357, 402.
Commentaires de Polybe (Les —), 60, 256, 479.
Conseil d'Etat pendant la guerre (Le —), 503.
Constantinople (Journal d'un habitant de —), 510, 542.
Correspondance, 224.
Crime politique (Sur un —), 14.
Crise de la Social-Démocratie (La —), 307.
Croquis de guerre, 6, 28.
Cruauté allemande (La Vie littéraire : La —), 475.
Dardanelles (Les — et la question d'Orient), 270.
Déments du pangermanisme (Les —. M. Houston Stewart Chamberlain), 342.
Destinées prussiennes (Les —), 408.
Devoir des intellectuels (Le —), 47.
Dialogue avec les Morts : Beethoven et Richard Wagner au camp des Alliés, 568.
Difficultés intérieures de l'Allemagne (Les —), 594.
Diplomatie allemande (Les échecs de la —), 252.
Directions morales issues de la guerre (Quelques —. La leçon de Charles Péguy), 496. — De la petite et de la grande Patrie, 513. — Le mirage de l'Etranger, 560. — Le sens de la Mort, 590.
Documents de la guerre : Lettre de combattant, 96.
Douma (Les quatre —), 458.
Droit international (La guerre et le —), 34.
Effort anglais (L' —), 433.
Egypte (L'invasion de l' — et l'attaque du Canal de Suez), 636.
Enseignement primaire (La guerre et l' —), 114.
Enseignement secondaire (La guerre et l' —), 132, 174.
Esprit humain (Le germanisme et l' —), 385, 425.
Etat d'esprit allemand (L' —), 156.
Etats-Unis (La propagande allemande aux —), 111, 128.
Etude psychologique de la guerre (L' —), 581.
Europe (La Grèce et l' —), 276.
Evolution italienne (Les phases de l' —), 179.
Evolution roumaine (Les phases de l' —), 214.
Exempté (L' —) (pièce en deux tableaux), 293.
Femme (La guerre et le rôle de la —), 39.
Force allemande (La hantise de la —), 108.
Français à mentalité allemande (Les derniers —), 250.
France (Dans la — occupée par les Allemands), 79.
Frontières de l'Est (Aux —), 391, 440.
Germanisme (Les fondations du —), 220. — (Le — et l'esprit humain), 385, 425. — (Le — de Gobineau), 554.
Gobineau (Le germanisme de —), 554.
Gœthe (Pour défendre —), 212.
Grand Frédéric (Le — et les ballons dirigeables), 27. — (Le machiavélisme du —), 285.
Gravité de l'âme française (La —), 124.
Grèce (La — et l'Europe), 276.
Guerre (La — et la vie de demain), 2, 18. — (L'Institut de France et la —), 11. — (La — et le droit international), 34. — (La — et le rôle de la femme), 39. — (Les éléments du passé dans la — actuelle), 52, 66. — (La — et la tutelle des orphelins), 70, 90. — (La — et la lutte contre l'alcoolisme), 82. — (Documents de la —), 96. — (La — et les lois sociales), 98. — (La — et l'enseignement primaire), 114. — (La — et l'enseignement secondaire), 132, 174. — (La — et la littérature de demain), 162. — (Paris pendant la —), 203. — (La — et l'habitation de demain), 233. — (L'opinion allemande et la —), 289. — (Les poètes et la —. L'holocauste), 326, 371. — (La Bulgarie et la —), 366. — (La question musicale et la —), 375. — (Le centime de —), 452, 543. — (Quelques directions morales issues de la — : La leçon de Charles Péguy, 496. — De la petite à la grande Patrie, 513. — Le Mirage de l'étranger, 560. — Le Sens de la Mort), 590. — (L'Opinion américaine et la —), 503. — (Le Conseil d'Etat pendant la —), 506. — (La —), 545. — (L'Etude psychologique de la —), 581. — (L'Italie après cinq mois de —), 583. — (Les Récits de — dans Balzac), 605.
Guerre dans les Balkans (A propos de la deuxième —. Bulgares contre Serbes), 150, 181.

Habitation de demain (La guerre et l' —), 233.
Hantise de la force allemande (La —), 108.
Héritiers de Karl Marx (Parmi les —), 317.
Héros de l'Air (Les —), 577.
Institut de France (L' — et la guerre), 11.
Intellectuels (Le devoir des —), 47.
Invalides de la guerre (La Rééducation professionnelle des —), 609.
Invasion de l'Egypte et l'attaque du Canal de Suez (L' —), 636.
Italie après cinq mois de guerre (L' —), 583.
Journal d'un habitant de Constantinople, 510, 542.
Kaiser peint par un neutre (Le —), 171.
Laon (Reims, Soissons, Arras, Noyon et —. Préservation et restauration, 248.
Légende de Sainte Odile (La —), 126.
Libation du sang et des larmes (La —) (poésie), 109.
Liège sous les Allemands, 304.
Ligue balkanique, 436.
Littérature (La Source empoisonnée. Chansons et — scolaires allemandes), 574.
Littérature de demain (La guerre et la —), 162.
Lois sociales (La guerre et les —), 98.
Machiavélisme (Le — du Grand Frédéric), 285.
Ministère anglais (Le rôle du nouveau —), 279.
Mirage de l'étranger (Quelques directions morales issues de la guerre. Le —), 560.
Mobilisation de M. Maurice Barrès (La —), 449.
Musée du Luxembourg (L'art belge au —), 186.
Nations (La Belgique et les petites —), 398.
Neutralité pontificale (La —), 197.
Noyon (Reims, Soissons, Arras, — et Laon. Préservation et restauration), 248.
Œuvre de M. Marcel Prévost (L'Allemagne nouvelle dans —), 516.
Ombres de la Bible (Les —), 549.
Opinion allemande (L' — et la guerre), 289.
Opinion américaine et la guerre (L' —), 503.
Orient (De l' — à l' —), 485. — Troie et les origines de la question d' —), 467.
Origine des Turks et des Bulgares (L' —), 587.
Origines de la question d'Orient (Troie et les —), 467.
Orphelins (La guerre et la tutelle des —), 70, 90.
Pacifisme international (L'effort du —), 420.
Paris en 1870 (Le Ravitaillement de —), 591.
Paris pendant la guerre, 203.
Paroles d'un Américain, 351.
Passé (Les éléments du — dans la guerre actuelle), 52, 66.
Patrie (Quelques directions morales issues de la guerre. De la petite et de la grande —), 513.
Patriotisme serbe (Le — et la poésie populaire), 50.
Péguy (Charles) (Quelques directions morales issues de la guerre. La leçon de —), 496.
Personnel gouvernemental en Allemagne (Le —), 519.
Poésie anglaise (L'amour de la France dans la — contemporaine, 540.
Poètes (Les — et la guerre. L'holocauste), 326, 371.
Point de vue italien (Le —), 571.
Politique de la guerre (La —), 348.
Promesse de William (La —) (conte de Noël), 624.
Pour qu'on joue Beethoven, 490.
Problème de l'aviation, 492.
Propagande allemande (La — aux Etats-Unis), 111, 128.
Question d'Orient (Les Dardanelles et la —), 270. — (Troie et les origines de la —), 467.
Question musicale (La — et la guerre), 375.
Questions extérieures (Sur un crime politique), 14. — (La politique de Tisza),57.
Questions financières, 8.
Questions militaires (A propos de la deuxième guerre dans les Balkans: Bulgares contre Serbes), 150, 181.
Ravitaillement de Paris en 1870 (Le —), 591.
Récits de guerre dans Balzac (Les —), 605, 633.
Rééducation professionnelle des Invalides de la guerre (La —), 609.
Reims et son péril français, 482.
Reims, Soissons, Arras, Noyon et Laon. Préservation et restauration, 248.
Renan (Pour qu'on relise —), 346.
Réquisitoire d'un catholique germanophile contre les catholiques allemands (Un —), 363.
Rêve oriental de l'Allemagne (Le —), 528.
Sens de la Mort (Quelques directions morales issues de la guerre. Le —), 590.
Sensiblerie française (La —), 262.
Sincérité politique (Quelques directions morales issues de la guerre. La —), 621.
Social-Démocratie (La crise de la —), 307.
Socialistes allemands (L'attitude des —), 31.
Soissons (Reims, —, Arras, Noyon et Laon. Préservation et restauration), 248.
Source empoisonnée (La —. Chansons et littératures scolaires allemandes), 574.
Souvenirs, 353.
« Soyons durs », 130.
Théâtres :
Comédie-Française : *Colette Baudoche*, tirée du roman de M. Maurice Barrès, par M. Pierre Frondaie, 217. — *Pour la Couronne*, drame en cinq actes, en vers, de François Coppée, 537.
Tisza (La politique de —), 57.
Troie et les origines de la question d'Orient, 467.
Trop de zèle, 156.
Turks (L'Origine des — et des Bulgares), 587.
Valeurs esthétiques allemandes (Revision des —), 106.
Victoire (Vers la —), 110, 193.
Vie de demain (La guerre et la —), 2, 18.
Vie littéraire : (La cruauté allemande), 475. — (La nouvelle âme allemande), 533. — (Les ambitions allemandes), 600.

TABLE DES AUTEURS

Aulneau (J.). — Les Dardanelles et la question d'Orient, 270.
Baldwin (J. Mark). — Paroles d'un Américain, 351.
Barthélemy (Joseph). — Le personnel gouvernemental en Allemagne, 519.
Barthou (Louis). — Vers la Victoire, 193. — Les héros de l'air, 577.
Belot (Gustave). — La guerre et l'enseignement secondaire, 132, 174.
Bergson (Henri), de l'Académie française. — La guerre et la littérature de demain, 162.
Blasco-Ibanez (V.). — La guerre, 545.
Bocquet (Léon). — Les poètes et la guerre. L'Holocauste, 326, 371.
Bossert (A.). — Légende de Sainte-Odile, 126. — Trop de zèle, 156.
Bourgeois (Léon), ancien Président du Conseil, Ministre d'Etat. — La guerre et la vie de demain, 2. — La guerre et le rôle de la femme, 45. — La guerre et la tutelle des orphelins, 94. — La guerre et l'ha-

bitation de demain, 245. — La rééducation professionnelle des invalides de la guerre, 609.
Bourrillon (Dr). — La rééducation professionnelle des Invalides de la guerre, 609.
Boutroux (Emile), de l'Académie française. — La guerre et la vie de demain, 18.
Bouyer (Raymond). — L'art belge au Musée du Luxembourg, 186. — Dialogue avec les morts : Beethoven et Richard Wagner au camp des Alliés, 568.
Brieux, de l'Académie française. — La rééducation professionnelle des invalides de la guerre, 609.
Buisson (Ferdinand). — La guerre et l'enseignement primaire, 122.
Bujac (Colonel). — L'effort anglais, 433.
Chaboseau (A.). — Un projet de colonie d'émigrés en Russie (1792-1799), 357, 402.
Charlanne (Louis). — Bismarck intime en 1870, 311.
Choisy (Gaston). — Parmi les héritiers de Karl Marx, 317.
Clear (Charles). — Liège sous les Allemands, 304.
Cordier (Henri). — L'origine des Turcs et des Bulgares, 587.
Dantchenko (V. Nemirovitch). — Ames de combattants. Les enfants d'Hussein-Bey, 321.
Debove. — La guerre et la lutte contre l'alcoolisme, 82, 89.
Delabrousse (L.). — Le Ravitaillement de Paris en 1870, 591.
Delombre (Paul), ancien ministre. — Questions financières. 8.
Dreyfus (Ferdinand), sénateur. — La guerre et la tutelle des orphelins, 93.
Duboscq (André). — Alexandrette, port syrien, 283.
Dumont-Wilden (L.). — Croquis de guerre, 6, 28. — L'avenir de la Belgique, 257.
Dumur (Louis). — L'agence internationale des prisonniers de guerre à Genève, 333.
Edwards (Emile). — Journal d'un habitant de Constantinople, 510, 542.
Eichthal (Eugène d'), membre de l'Institut. — Le Grand Frédéric et les ballons dirigeables, 27.
Flandin (Etienne). — Le problème de l'aviation, 492.
Flat (Paul). — L'Institut de France et la guerre, 11. — Les deux pôles de l'âme humaine, 25. — Le devoir des intellectuels, 47. — La hantise de la force allemande, 108. — « Soyons durs », 130. — La guerre et la littérature de demain, 164. — Pour défendre Gœthe, 212. — Les derniers Français à mentalité allemande, 250. — La sensiblerie française, 262. — L'effort du pacifisme international, 420. — La mobilisation de M. Maurice Barrès, 449. —Quelques directions morales issues de la guerre. La leçon de Charles Péguy, 496. — De la petite et de la grande Patrie, 513. — Le Mirage de l'étranger, 560. — Le Sens de la mort, 590. — La Sincérité politique, 621.
Fontaine (Arthur), Conseiller d'Etat. — La guerre et les lois sociales, 98, 104.
Fournol (Etienne). — Questions extérieures : Sur un crime politique, 14. — La politique de Tisza, 57.
Ganay (Marquise de). — La guerre et le rôle de la femme, 39.
Gaultier (Paul). — Vers la victoire, 110. — Le réquisitoire d'un catholique germophile contre les catholiques allemands, 363.
— *La vie littéraire* : L'état d'esprit allemand, 156. — Les fondateurs du germanisme, 220. — Le machiavélisme du grand Frédéric, 285. — La politique de la guerre, 348. — Les destinées prussiennes, 408. — La cruauté allemande, 475. — La nouvelle âme allemande, 533. — Les ambitions allemandes, 600.
Gide (André). — Correspondance, 224.
Gramont (Joseph de). — Voir Sartène (Jean).
Henry (Fernand). — L'amour de la France dans la poésie anglaise contemporaine, 540.
Hollande (Eugène). — Assassins de l'âme (poésie), 7. — La libation du sang et des larmes (poésie), 109. — Des fleurs sur la mer (Poème), 509. — La promesse de William (Conte de Noël), 624.
Ibanez de Ibero (C.). — L'opinion allemande et la guerre, 289.
Imbart de la Tour. — La neutralité pontificale, 197.
Jaray (G.-Louis). — Dans la France occupée par les Allemands, 79.
Jaudar (Henri). — Le centime de guerre, 452, 543.
Jonesco (Take). Ancien ministre roumain. — Souvenirs, 353.
Jullian (Camille), Membre de l'Institut. — Les éléments du passé dans la guerre actuelle, 52, 66.
Kufferath (Maurice). — Les déments du pangermanisme. M. Houston Stewat Chamberlin, 342.
Lange (Maurice). — En lisant Bourdaloue, 378.
Lasserre (Pierre). — Le germanisme et l'esprit humain, 385, 425.
Lavisse (Ernest), de l'Académie française. — La guerre et l'enseignement secondaire, 132.
Le Bon (Gustave). — L'étude psychologique de la guerre, 581.
Le Chatelier (A.). — Le problème de l'aviation, 417.
Lémonon (Ernest). — Les causes de l'agitation en Angleterre, 189. — Le rôle du nouveau ministère anglais, 279.
Luchaire (J.). — L'Italie après cinq mois de guerre, 583.
Maurel (André),. — Le point de vue italien, 571.
Mayer (Henri). — Pour qu'on relise Renan, 346. — Une classe pendant la guerre, 413.
Milliard (Berthe). — La guerre et la tutelle des orphelins, 70,90.
Montjotin (E.). — La guerre et l'enseignement primaire, 114.
Monval (J.). — Un chevalier chrétien : Constantin Brancomir, 597, 630.
Moselly (Emile). — Canons de Lorraine, 210.
Mouijel (Traduction Halperine Kaminsky). — Ames de combattants. Le soldat Semenov, 464, 500, 525, 566.
Paul Louis. — L'attitude des socialistes allemands, 31. — Le sort de l'Autriche, 152. — Les phases de l'évolution italienne, 179. — Les phases de l'évolution roumaine, 214. — Les échecs de la diplomatie allemande, 252. — La Grèce et l'Europe, 276. — La crise de la Social-Démocratie, 307. — Un an de diplomatie, 338. — La Bulgarie et la guerre, 366. — La Belgique et les petites nations, 398. — La ligue balkanique, 436. — Les quatre Douma, 458. — De l'Orient à l'Orient, 485. — Le Rêve oriental de l'Allemagne, 528. — M. Jules Cambon, 563. — Les difficultés intérieures de l'Allemagne, 594. — L'Absorption de l'Autriche, 626.
Péladan. — Revision des valeurs esthétiques allemandes, 106. — Reims, Soissons, Arras, Noyon et Laon. Préservation et restauration, 248. — La question musicale et la guerre, 375. — La faillite du christianisme en Allemagne, 423. — Reims et son péril français, 482. — Les ombres de la Bible, 549.
P. G. — Chronique des livres, 319, 383, 448.

POWELL (A.). — Avec les casques à pointes, 143.
REINACH (Joseph). — Les Commantaires de Polybe, 60, 256. — Préface à « Un carnet allemand », 60. — La guerre et la lutte contre l'alcoolisme, 82. — Les commentaires de Polybe, 479.
RENAULT (Louis), membre de l'Institut. — La guerre et le droit international, 34.
RISLER (Georges). — La guerre et l'habitation de demain, 233.
ROBERT (Henri). — Paris pendant la guerre, 203.
ROCHEZ (Francisque). — La source empoisonnée. Chansons et littérature scolaire allemandes, 574.
ROYAUMONT (L. de). — Les récits de guerre dans Balzac, 605, 633.
ROZ (Firmin). — Voir à la « Table des matières » : Théâtres. L'opinion américaine et la guerre, 503.
SARTIAUX (Félix). — Troie et les origines de la question d'Orient, 467.
SARTÈNE (Jean). — Voir Traversi (Camille A.) et Sartène (Jean).
SARTÈNE (Jean) et Gramont (Joseph de). — L'exempté (pièce en deux tableaux), 293.
SCHINZ (A.). — La propagande aux Etats-Unis, 111, 128.
SCHURÉ (Edouard). — Le germanisme de Gobineau, 554.
SEILLIÈRE (E.). — L'Allemagne nouvelle dans l'œuvre de M. Marcel Prévost, 516.
SIEGFRIED (Mme J.). — La guerre et le rôle de la femme, 40.
STIÉNON (Charles). — L'invasion de l'Egypte et l'attaque du Canal de Suez, 636.
STRAUSS (Paul), sénateur. — La guerre et les lois sociales, 98.
SVEN HÉDIN. — Le Kaiser peint par un neutre, 171.
TISSOT (Ernest). — Aux frontières de l'Est, 391, 440.
TRAVERSI (Camillo A.) et Sartine (Jean). — Après quarante quatre-ans ! (pièce en deux actes), 225, 264.
VERESAIEV. — Ames de combattants. Soldat japonais et officier russe, 354.
VESNITCH (Mil. R.). — Le patriotisme serbe et la poésie populaire, 50.
X.... — Un carnet allemand, 60, 76.
WORMS (René). — Le Conseil d'Etat pendant la guerre, 506.
***. — Bulletin de quinzaine, 1, 17, 33, 49, 65, 81, 97, 113, 129, 161.
***. — Documents de la guerre. Lettre d'un combattant, 96.
***. — Pour qu'on joue Beethoven, 490.
***. — Questions militaires : A propos de la deuxième guerre dans les Balkans. Bulgares contre serbes, 150, 181.

TABLE DE LA VIE LITTÉRAIRE

BENOIST (Charles). — Le machiavélisme et l'anti-machiavel. — Le machiavélisme : avant Machiavel, 285.
CHARMES (Francis). — La guerre 1914-1915, 348.
FLACH (Jacques). — Essai sur la formation de l'esprit public allemand, 156.
LAVISSE (Ernest). — Etudes sur l'histoire de la Prusse. — Essai sur l'Allemagne impériale. — La jeunesse du Grand Frédéric. — Le Grand Frédéric avant l'avènement, 408.
SEILLIÈRE (Ernest). — Le comte de Gobineau et l'aryanisme historique. — Les mystiques du néo-romantisme. — Etude sur Ferdinand Lassalle. — Littérature et morale dans le parti socialiste allemand, 220.
WAGNER (Richard). — Dialogue avec les morts : Beethoven et — au camp des Alliés, 568.

TABLE DES COMPTES RENDUS DE LIVRES

BAINVILLE (Jacques). — Histoire de deux peuples : La France et l'Empire allemand, 384.
BENEDETTO (L.-F.). — Madame de Warens, 319.
BENSON (Robert-Hugh). — La nouvelle aurore, 448.
DANRIT (Capitaine). — La guerre souterraine, 448.
DENIS (Ernest). — La guerre, 384.
DIEHL (Charles). — Une république patricienne : Venise, 319.
DUMONT-WILDEN. — La Belgique illustrée, 448.
DUPONT (Marcel). — En campagne : Impressions d'un officier de légère, 384.
GACHONS (DES) (Jacques). — Comme une terre sans eau, 319.
GIRAUD (Victor). — Le miracle français, 383.
GUÉCHOFF (V.-E.). — L'alliance balkanique, 448.
HERVIER (Paul-Louis). — Kaiseriana, 448.
HOLLEBECQUE (M.). — La grande mêlée des peuples, 384.
HUGO (Victor). — Pro Patria, 384. — La Belgique, 384.
JOLLIVET (Gaston). — Six mois de guerre, 448.
LANESSAN (J.-L. de). — Pourquoi les Germains seront vaincus, 320.
LE GOFFIC (Charles). — Dixmude, 384.
MASSIS (Henri). — Romain Rolland contre la France, 384.
MOULIN (René). — La guerre et les neutres, 384.
NARSY (Raoul). — Le supplice de Louvain, 383.
POGGI (Henry). — L'opinion publique en Suisse. Idées et impressions d'un neutre, 384.
POWELL (Alexandre). — La guerre en Flandre, 320.
REINACH (Joseph). — Les commentaires de Polybe, 383.
ROUVRE (Henry du). — La vie d'un heureux, 319.
STEFANESCU (Marin). — Le dualisme logique. — Essais sur le rapport entre le dualisme et le théisme de Kant, 320.
TOPHAN (Miss). — Souvenirs de la Cour du Kaiser, 384.
***. — La guerre mondiale, 320.
***. — Les Allemands destructeurs de cathédrales et de trésors d'art du passé, 320.
***. — Tablettes chronologiques de la guerre, 320.

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — *Téléphone : Saxe 04-19.*